

**PRATIQUES RESIDENTIELLES
ET IMPACT SUR LES DYNAMIQUES
ET LA SEGMENTATION DE GRANDES METROPOLES**
Etude des formes de mobilité spatiale
des populations de Bogota et de Delhi.

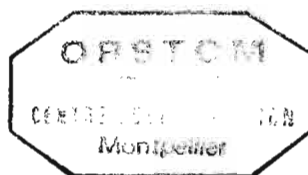
Rapport intermédiaire n° 4

Responsables scientifiques :

Véronique DUPONT et Françoise DUREAU
(ORSTOM, Département Sociétés, Urbanisation, Développement)

Rapport rédigé avec les contributions de:

Olivier BARBARY, Eva LELIEVRE, Thierry LULLE,
Isabelle MILBERT, Adriana PARIAS, Mriga SIDHU



15 AVR. 1997



	Page
1. DESCRIPTIF DU PROJET.....	3
1.1. RESUME DE LA RECHERCHE.....	5
• Problématique.....	5
• Objectifs.....	5
• Méthodologie.....	5
• Résultats attendus.....	6
1.2. L'EQUIPE DE RECHERCHE.....	6
1.3. CONTEXTE INSTITUTIONNEL.....	8
1.4. LES DIFFERENTES PHASES DE LA RECHERCHE.....	9
• Développements théoriques et méthodologiques.....	9
• Le recueil et l'analyse des informations statistiques et cartographiques disponibles.....	12
• Les opérations de collecte d'information à Bogota et Delhi.....	13
1.5. PRESENTATION DES RESULTATS DEJA OBTENUS.....	14
1.6. L'ABOUTISSEMENT DE LA DEMARCHE COMPARATIVE.....	15
2. LISTE DES PUBLICATIONS.....	17
2.1. RAPPORTS DE TRAVAUX SUR CONVENTION.....	19
2.2. OUVRAGES.....	20
2.3. ARTICLES ET CHAPITRES D'OUVRAGES COLLECTIFS.....	21
2.4. COMMUNICATIONS.....	22
2.5. DOCUMENTS D'ENQUETE.....	25
2.6. AUTRES.....	28
3. COLLOQUES ET SEMINAIRES.....	29
3.1. COORDINATION DE SEMINAIRES.....	31
3.2. PARTICIPATION A DES COLLOQUES OU SEMINAIRES.....	32
3.3. REALISATION DE SEANCES D'INFORMATION ET CONFERENCES.....	35
3.4. PARTICIPATION A DES OPERATIONS DE VULGARISATION SCIENTIFIQUE.....	37
4. ACTIONS DE FORMATION.....	39
4.1. ENSEIGNEMENTS UNIVERSITAIRES ET POST-UNIVERSITAIRES.....	41
4.2. ENCADREMENT DOCTORAL.....	43
4.3. FORMATION PROFESSIONNELLE.....	44
5. ANNEXE : PRINCIPALES PUBLICATIONS DE L'EQUIPE.....	45
5.1. Développements théoriques et méthodologiques	
5.2. Méthodologie des enquêtes réalisées à Bogota et Delhi	
5.3. Pratiques résidentielles et dynamiques de Bogota et de Delhi	
5.4. Politiques urbaines	

DESCRIPTIF DU PROJET

1.1. RESUME DE LA RECHERCHE

• Problématique

Bogota et Delhi sont deux métropoles multimillionnaires (5,5 et 9,5 millions d'habitants respectivement) dont la croissance démographique reste soutenue malgré un certain ralentissement, et qui connaissent depuis plusieurs années une baisse de l'exode rural au profit de nouvelles formes de mobilité spatiale ainsi qu'une transformation des schémas de distribution géographique de la croissance au profit des villes périphériques.

Une analyse fine des mobilités spatiales des populations et des transformations qu'elles entraînent dans les différentes zones de l'aire métropolitaine constitue un élément clef pour la compréhension de la dynamique et des recompositions que connaissent actuellement ces deux métropoles, et au delà un préalable indispensable à toute gestion urbaine.

• Objectifs

Ce programme vise à **développer les connaissances sur les différentes formes de pratiques résidentielles et de mobilités spatiales** mises en oeuvre par les populations des aires métropolitaines de Bogota et de Delhi, en prenant en considération l'ensemble de ces mouvements quelles qu'en soient la distance ou la durée afin de comprendre comment les individus combinent différentes pratiques résidentielles au cours des étapes de leur cycle de vie.

Il vise ensuite à **relier les différentes formes de mobilité spatiale aux transformations qu'elles entraînent sur les dynamiques urbaines**, et ce à deux niveaux : au niveau global de chaque ville, en termes d'impact sur l'expansion spatiale de la ville et de processus de péri-urbanisation ; au niveau intra-urbain, en termes d'impact sur la redistribution des populations dans l'espace urbain, sur les dynamiques différentielles des quartiers, et plus généralement sur le processus de segmentation spatiale.

Dans cette perspective, nous nous attachons également à relier le niveau macro des politiques urbaines au niveau micro des pratiques résidentielles des individus.

Afin d'atteindre une réelle compréhension des mécanismes de peuplement des différentes parties de l'aire métropolitaine des deux capitales étudiées, les pratiques résidentielles des populations sont également analysées en relation avec leur **insertion dans les marchés du logement et du travail**.

La **comparaison internationale** faisant référence à des contextes contrastés (Amérique latine et Inde) cherche à mettre en évidence des mécanismes dont la signification a une portée plus générale pour une meilleure compréhension de la dynamique des aires métropolitaines dans les pays en développement, mais aussi dans les pays développés.

• Méthodologie

Outre l'**exploitation des informations disponibles** (recensement, enquêtes auprès des ménages, informations secondaires, image satellite), la recherche s'appuie sur des enquêtes spécifiques auprès d'échantillons de population, dans des quartiers variés sélectionnés dans chaque aire métropolitaine.

Combinant approches démo-statistique et anthropologique, le système d'observation comporte deux volets principaux :

- une **enquête statistique** auprès de 1000 à 1500 ménages, recueillant des informations sur les déplacements quotidiens entre lieux de résidence et lieux de travail ou d'études, les systèmes résidentiels et les mobilités temporaires, ainsi que les parcours migratoires. Un

deuxième passage (à Bogota) permet de saisir les mouvements et changements intervenus dans la situation des ménages depuis le premier passage, ainsi que les arrivées de nouveaux ménages.

- des **entretiens semi-directifs** de nature anthropologique auprès d'un sous-échantillon de ménages, visant à approfondir la compréhension des comportements de mobilité et à observer finement les réseaux de solidarité intervenant dans les stratégies résidentielles.

Ces observations sur les pratiques résidentielles au niveau du groupe familial sont complétées par le recueil d'une **information sur le contexte de chaque quartier étudié et les politiques urbaines** : histoire des quartiers, pouvoirs locaux institutionnels et non-institutionnels (mouvements communautaires et organisations non gouvernementales principalement) sont au centre de cette observation, qui repose tant sur l'analyse de documents que sur des entretiens directs avec les acteurs institutionnels, les leaders communautaires, et les promoteurs et chefs d'entreprise intervenant dans ces quartiers.

• Résultats attendus

Ce programme est mené dans une double perspective, de recherche et d'action, donnant lieu à plusieurs types de résultats :

- **production de connaissances fines** sur les phénomènes de mobilité spatiale des populations de deux grandes métropoles et les processus de déconcentration et de segmentation urbaines ;

- **avancées sur le plan des méthodes d'observation et d'analyse** des pratiques résidentielles : développement d'une méthode d'enquête reproductible dans d'autres villes ; propositions pour améliorer les concepts utilisés dans les opérations statistiques mises en oeuvre régulièrement par les institutions nationales ou municipales ;

- **enseignements nouveaux et avancés sur le plan des méthodes d'analyse statistique des données biographiques** : analyses typologiques appliquées aux données biographiques recueillies, recherches théoriques en vue de l'intégration d'une unité d'analyse collective dans l'analyse statistique des biographies.

1.2. L'EQUIPE DE RECHERCHE

L'**agence d'exécution principale** du programme est l'**ORSTOM** (Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération).

L'**équipe de recherche** correspond à un groupe de chercheurs ORSTOM et associés appartenant au grand programme "Mobilités urbaines et recompositions sociales" de l'Unité de Recherche "Les enjeux de l'urbanisation", au sein du département "Sociétés, Urbanisation, Développement" à l'ORSTOM.

Le Tableau 1 précise la composition de l'équipe de recherche, dont les responsables scientifiques sont Véronique DUPONT et Françoise DUREAU. Dans cette équipe associant des chercheurs colombiens, français et indiens, sont rassemblées des compétences en géographie, démographie, économie, statistique, anthropologie, sociologie et urbanisme.

Tableau 1 - Composition de l'équipe de recherche

NOM ET PRENOM	INSTITUTION	LIEU DE TRAVAIL	DISCIPLINE	PARTICIPATION AU PROJET	
				PERIODE	THEME
RESPONSABLES SCIENTIFIQUES					
DUPONT Véronique	CR1 ORSTOM	Delhi (depuis sept.1993)	Démographie Economie	Depuis 1993	Delhi Mobilités spatiales et impact sur le fonctionnement de la métropole
DUREAU Françoise	CR1 ORSTOM	Bogota (8/92 - 7/96) Bordeaux (depuis sept. 96)	Géographie Démographie	Depuis 1993	Bogota Mobilités spatiales et impact sur la dynamique de l'aire métropolitaine
AUTRES MEMBRES DE L'EQUIPE A TEMPS PLEIN					
HOYOS Maria Cristina	Allocataire ORSTOM	Bogota	Anthropologie Urbanisme	1993-1995	Bogota Mobilité spatiale, famille et réseaux dans 4 municipalités de la périphérie
SIDHU Mriga	Allocataire ORSTOM	Delhi	Environnement	1994-1996	Delhi Environnement urbain et pratiques résidentielles des populations
PRAKASH Jay	Allocataire ORSTOM	Delhi	Démographie	Depuis 10/1996	Delhi Mobilités spatiales et péri-urbanisation : l'exemple d'une ville satellite nouvelle
TINGAL Dhananjay	Allocataire ORSTOM	Delhi	Géographie	Depuis 10/1996	Delhi Etude de la population des sans-abri
AUTRES MEMBRES DE L'EQUIPE A TEMPS PARTIEL					
BARBARY Olivier	CR1 ORSTOM	Bogota et Cali (depuis fév. 1994)	Statistique	1994-1996	Bogota Analyse statistique des biographies. Sélection de l'échantillon de l'enquête statistique
FLOREZ Carmen Elisa	Ens.-chercheur CEDE	Bogota	Démographie Economie	1992-1996	Bogota Mobilités spatiales et impact sur la dynamique de l'aire métropolitaine
GARCIA Leonardo	Ens.-chercheur CEDE	Bogota	Economie	1992-1995	Bogota Supervision de l'enquête statistique
LELIEVRE Eva	CR1 INED	Paris	Démographie Mathématique	Depuis 1993	Analyse démographique des biographies Analyse biographique des unités collectives
LULLE Thierry	Ens.-chercheur U. Externado	Bogota	Architecture Urbanisme	Depuis 1995	Bogota Analyse des politiques urbaines
MILBERT Isabelle	CR1 IUED - ORSTOM	Genève	Droit Urbanisme	Depuis 1993	Delhi Analyse des politiques urbaines
MONTEZUMA Ricardo	Doctorant TMU - ENPC	Bogota et Paris	Architecture Urbanisme	1996	Bogota : transports Delhi : comparaison Delhi / Bogota
MORALES Argemiro	Ens.-chercheur CEDE	Bogota	Informatique Statistique	1992-1995	Bogota Programmes de saisie et de contrôle de l'enquête statistique
PARIAS Adriana	Allocataire ORSTOM	Bogota	Urbanisme Economie	Depuis 1996	Bogota Le marché du logement en location (1970-1995)
PISSOAT Olivier	Vacataire ORSTOM	Bogota	Urbanisme Géographie	1er sem. 1996	Bogota Cartographie des données censitaires et des enquêtes CEDE-ORSTOM
RAMOS Juan	Ens.-chercheur U. Nacional	Bogota	Statistique	1994-1996	Bogota Analyse statistique des biographies

1.3. CONTEXTE INSTITUTIONNEL

Outre les deux organismes français impliqués dans le projet (ORSTOM et INED), plusieurs institutions en Europe, Colombie et Inde sont également associées par la participation de certains de leurs chercheurs et/ou à travers des conventions de recherche et actions de coopération.

• En Europe :

- Institut Universitaire d'Études du Développement (IUED) de Genève :
Un chercheur de l'ORSTOM participant au projet y est en détachement.

• En Colombie :

- CEDE (*Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico*), *Universidad de Los Andes*, Bogota :

Partenaire institutionnel principal pour le programme mené à Bogota: Convention de recherche avec l'ORSTOM, affectation d'un chercheur ORSTOM jusqu'en juillet 1996 et de deux allocataires colombiennes, participation de 3 autres chercheurs du centre.

- *Universidad Nacional de Colombia*, Bogota :

Convention de recherche avec l'ORSTOM, affectation d'un chercheur de l'ORSTOM et participation au projet d'un statisticien de l'université.

- *Universidad Externado de Colombia*, Bogota :

Participation au projet d'un chercheur.

- DAPD (*Departamento Administrativo de Planeación Distrital de Bogota*) : département de planification du district de Bogota :

Participation du DAPD au programme de recherche ORSTOM-CEDE, sous forme d'échanges d'informations, accès aux équipements informatiques, participation de professionnels du DAPD.

- ICAN (*Instituto Colombiano de Antropología*), Bogota :

En 1995 et 1996, l'équipe ORSTOM-CEDE a participé à la mise en place de l'Observatoire de culture urbaine de Bogota, projet inter-institutionnel rassemblant, sous la direction de l'ICAN, chercheurs, universitaires et professionnels de la mairie de Bogota.

• En Inde:

- IEG (*Institute of Economic Growth*) de Delhi, Centre de Recherche sur la Population :

Partenaire institutionnel principal pour le programme mené à Delhi : affiliation d'un chercheur ORSTOM, soutien logistique.

- Centre de Sciences Humaines de New-Delhi, du Ministère (français) des Affaires Étrangères :
Convention de recherche avec l'ORSTOM pour la mise en oeuvre d'un projet collectif pluridisciplinaire sur l'étude de la ville de Delhi et son évolution contemporaine ; affectation du chercheur ORSTOM et de trois allocataires de recherche indiens ; soutien logistique.

- *Centre for the Study of Developing Societies*, Delhi : cadre d'un séminaire bimensuel sur la ville de Delhi organisé en collaboration avec l'ORSTOM.

1.4. LES DIFFERENTES PHASES DE LA RECHERCHE

Si le financement du PIR-Villes couvre une période de deux années (octobre 1994 - octobre 1996) correspondant aux principales opérations de recherche sur le terrain, l'ensemble de la recherche sur Bogota et Delhi s'inscrit dans un calendrier plus large : les travaux ont débuté en juillet 1992 pour Bogota et septembre 1993 pour Delhi (voir Tableau 2).

Outre des opérations communes s'inscrivant dans une perspective de développement théorique et méthodologique, chacune des deux composantes de l'équipe de recherche a réalisé jusqu'ici un certain nombre de travaux correspondant à la mise en oeuvre, en parallèle, à Bogota et Delhi, de la méthodologie de recherche décrite en détail dans le texte "Projet de recherche soumis au P.I.R. Villes" (pp. 5-9). Dans les pages qui suivent, nous résumons l'ensemble des opérations réalisées, dont la chronologie est présentée dans le Tableau 2.

• Développements théoriques et méthodologiques

La **recherche bibliographique sur les formes de mobilité circulaires et temporaires** initiée par V. DUPONT et F. DUREAU en 1992 a donné lieu à plusieurs publications (notamment DUPONT et DUREAU, 1994, dans la revue *Tiers Monde*) et a également abouti à la mise en place en 1992 d'une base de données bibliographiques organisée sous 4D (Macintosh), qui a fait l'objet d'une actualisation en 1995. Un rapport (DUREAU, 1995) rend compte du contenu de la base bibliographique; outre une liste alphabétique des références classées par auteur et année de publication, figurent des indices géographiques et thématiques. L'organisation d'un **Atelier méthodologique sur les nouvelles formes de mobilité des populations urbaines en Amérique Latine** (7-11 Décembre 1992, CEDE-ORSTOM, Bogota) a permis de faire un bilan des connaissances sur les nouvelles formes de mobilité des populations urbaines, en centrant les débats sur les questions conceptuelles et méthodologiques que soulève l'étude de ce phénomène.

Sur le plan théorique, la recherche menée par A. PARIAS sur le marché du logement en location à Bogota a donné lieu en 1996 à une **revue bibliographique** destinée à faire le point des avancées théoriques en Colombie, en France et dans le monde anglo-saxon sur les questions du **marché du logement, de la segmentation et du marché de la location**.

La pertinence d'une approche de la ville telle que celle que nous proposons dans cette recherche repose largement sur la capacité à **appréhender par des enquêtes les différentes formes de mobilité spatiale** pratiquées par les populations au delà des seules migrations définitives, à intégrer une **perspective longitudinale** et à considérer non seulement les individus migrants mais aussi leurs **groupes familiaux**. Dans la **méthode d'enquête démographique** que nous avons mise au point (Rapport PIR-Villes n° 2, chapitre 3), nous nous sommes efforcés de traduire dans la pratique les innovations conceptuelles produites par les recherches sur la mobilité spatiale. Restituant le continuum spatio-temporel des différentes formes de mobilité spatiale, et incluant une mise en perspective longitudinale et familiale des comportements individuels, la stratégie d'observation appliquée à Bogota et à Delhi remplit les conditions nécessaires pour étudier comment les différentes formes de mobilité de la population participent à la dynamique d'une ville, à son développement comme à ses recompositions internes. La méthodologie d'enquête mise au point au cours du premier semestre 1993 et appliquée à Bogota, puis à Delhi, a donné lieu à plusieurs articles et communications, ainsi qu'à quatre rapports¹ où sont présentés en détail l'ensemble des éléments : conception générale du système d'observation, conception du questionnaire, méthode et plan de sondage et matériel d'enquête (questionnaire et manuels). Ainsi, comme le prévoyait la convention passée entre le CEDE et le DNP (*Departamento Nacional de Planeación*), qui a participé financièrement à l'enquête de Bogota, le DNP dispose d'une méthodologie de production d'informations sur la mobilité des populations citadines. Cette méthodologie a été de nouveau appliquée en 1996 dans 3 villes pétrolières des *Llanos* colombiens (Yopal, Aguazul et Tauramena).

¹ Rapports CEDE - ORSTOM n° 2 et 4, et Documents de travail ORSTOM-IEG n° 1 et 3.

Tableau 2 - Calendrier de la recherche

		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
PROGRAMMES	Programme ORSTOM - CEDE (Bogota)	[Barre grise couvrant 1992 à 1997]						
	Programme ORSTOM - IEG - CSH (Delhi)	[Barre noire couvrant 1993 à 1998]						
	Programme PIR - Villes (période de financement)	[Barre noire couvrant 1994 à 1996]						
OPERATIONS DE COLLECTE	Recueil et analyse bibliographiques	[Barre grise 1992]	[Barre noire 1993]			[Barre grise 1996]		
	Recueil et analyse des données existantes	[Barre grise 1992-1993]	[Barre noire 1993-1994]			[Barre grise 1996]	[Barre noire 1997]	
	Enquête statistique (collecte)		[Barre grise 1993]	[Barre grise 1994]	[Barre noire 1995]	[Barre noire 1996]		
	Entretiens approfondis (collecte)		[Barre grise 1993-1994]			[Barre noire 1995-1996]		
	Recueil d'informations sur les quartiers				[Barre noire 1995]	[Barre noire 1996]		
	Recueil d'informations sur les politiques urbaines				[Barre noire 1995]	[Barre grise 1996]	[Barre noire 1996]	
MISSIONS ET RENCONTRES	Missions à Bogota (B) et Delhi (D)	B			D	D D	D	
	Réunions d'équipe (R)				R	R	R	R
	Périodes de travail en commun en France						[Barre noire 1997]	[Barre noire 1998]
VALORISATION	Séminaires (S)	S1				S2	S3	S4
	Rapports de recherche PIR-Villes (R)			R1	R2	R3 R4	RF	

Séminaires

S1 : Atelier méthodologique sur les nouvelles formes de mobilité des populations urbaines (CEDE - ORSTOM, Bogota, décembre 1992)

S2 : Séminaire de formation et de recherche sur la collecte et l'analyse des données longitudinales (ORSTOM - Université nationale de Colombie - PRESTA, Bogota, décembre 1996)

S3 : Rencontre internationale sur l'apport des collectes biographiques à l'étude des mobilités (INED - PIR Villes - ORSTOM, Paris, juin 1997)

S4 : Pratiques résidentielles et transformations des grandes métropoles (ORSTOM, Paris, début 1998)

Rapports de recherche au PIR-Villes

R1 : Rapport n°1 de mise en place du programme (objectifs; opérations réalisées jusqu'en octobre 1994)

R2 : Rapport n°2 (opérations réalisées d'octobre 1994 à mai 1995; bilan de la dynamique démographique à partir des sources d'information existantes; méthodologie des enquêtes statistiques)

R3 : Rapport n°3 (opérations réalisées de mai 1995 à juin 1996; développements théoriques et méthodologiques dans le domaine de l'analyse statistique des biographies; méthodologie des enquêtes anthropologiques; méthodologie de collecte et axes d'analyse des politiques urbaines)

R4 : Rapport n°4 (récapitulatif des opérations depuis le début du programme; recueil de publications de l'équipe, faisant état des résultats obtenus dans les différents domaines de la recherche)

RF : Rapport final (résultats de l'analyse comparative Bogota - Delhi)

Etant donné l'état actuel des méthodes d'analyse à notre disposition, de nouveaux domaines de la recherche en analyse statistique des espaces de vie et des données biographiques ont été explorés, afin de mieux restituer la richesse de l'information collectée. Dans cette perspective, X. BRY a travaillé au cours de l'année 1996 sur la question de **l'analyse des espaces de vie**, appréhendés dans nos enquêtes à travers la mobilité quotidienne entre lieux de résidence, lieux de travail et lieux d'études. O. BARBARY et E. LELIEVRE se sont consacrés à **l'analyse statistique des données biographiques**.

En matière d'**application des techniques d'analyse des données à l'information biographique**, différentes directions de travail ont été envisagées par l'équipe ORSTOM - Université Nationale de Colombie (O. BARBARY et J. RAMOS) : l'analyse harmonique qualitative, l'analyse conjointe de tableaux quantitatifs, et l'adaptation des méthodes de la statistique textuelle. C'est la première d'entre elles, l'analyse harmonique qualitative, qui a fait jusqu'ici l'objet de développements particuliers. A été développé un programme (procédure SAS) de recodage de données longitudinales pour l'analyse des correspondances. L'analyse factorielle et la classification des itinéraires individuels dans l'espace des facteurs, puis la caractérisation des classes se font ensuite sous SAS, ou à l'aide d'un logiciel plus spécialisé comme SPADN. Une version entièrement paramétrée du programme d'AHQ et de classification pour les données longitudinales sous SAS a été mise au point. Une première application a été réalisée sur les données recueillies en octobre 1993 à Bogota : cette analyse a pour objet d'obtenir une typologie des itinéraires intra-urbains depuis la naissance jusqu'à la date de l'enquête de l'ensemble de la population enquêtée (native de Bogota ou immigrée). La section 2.1. du Rapport PIR-Villes n°3 présente les grandes lignes de la méthode et les principaux enseignements tirés de cette expérience. Le **Séminaire de formation et de recherche sur la collecte et l'analyse des données longitudinales à Bogota en Décembre 1996** (Université Nationale de Colombie - ORSTOM - PRESTA) sera l'occasion de diffuser largement les méthodes de collecte développées par l'équipe ORSTOM-CEDE et les méthodes d'analyse mises au point par l'équipe ORSTOM-Université Nationale.

Des recherches théoriques en vue de **l'intégration des facteurs contextuels** (caractéristiques et événements locaux) et **d'une unité collective familiale dans l'analyse statistique des biographies** ont aussi été menées. Ainsi Eva LELIEVRE a-t-elle réalisé dans le cadre de l'INED des recherches théoriques sur le passage dans la modélisation biographique de l'individu à son entourage (Rapport PIR-Villes n°3, Section 2.3). Un article pour la revue *Sociologie et Société* approfondit le concept d'entourage en proposant une redéfinition de l'espace familial. Le concept d'entourage a également été mis à l'épreuve à partir des données de deux enquêtes INED: une qui a recueilli la description de tous les ménages des enquêtés en rétrospectif et une autre qui a collecté le réseau des proches et parents extensivement mais uniquement à la date de l'enquête. Une simulation de ce que serait l'entourage des individus au cours de leur vie a été effectuée, qui a donné lieu à une communication au Colloque International de Démographie Historique.

Eva LELIEVRE a par ailleurs établi un bilan comparatif des logiciels en matière d'analyse biographique, qui a donné lieu à la rédaction d'un "**Manuel de mise en pratique de l'analyse démographique des biographies**", présenté dans la section 2.2 du rapport PIR-Villes n°3.

Les **textes** présentés en annexe 5.1. du présent rapport rendent compte des principaux résultats obtenus dans le domaine de l'analyse des données biographiques. Le **séminaire de Bogota** de décembre 1996 (organisé par l'ORSTOM, l'Université Nationale de Colombie et l'ORSTOM) et le **séminaire sur l'apport des collectes biographiques à l'étude des mobilités** (Paris, juin 1997, organisé par le GDR Socio-Economie de l'Habitat du PIR-Villes, l'INED et l'ORSTOM, auquel participeront plusieurs chercheurs de l'équipe Bogota-Delhi) constituent deux points forts de la dynamique de communication et de diffusion des résultats que nous nous efforçons de mettre en oeuvre avec les autres équipes travaillant sur ces questions en Europe et en Amérique Latine.

• Le recueil et l'analyse des informations statistiques et cartographiques disponibles

A Bogota comme à Delhi, une première phase de la recherche a été consacrée, respectivement en 1993 et 1994, à l'exploitation des données statistiques existantes. Le Chapitre 2 du Rapport PIR-Villes n°2 et plusieurs articles, présentés en annexe, font état des principales conclusions issues de l'analyse de ces informations. Cette étape du programme répondait à plusieurs objectifs : d'une part, il s'agissait d'établir un état des connaissances sur la dynamique démographique et la mobilité des populations de chacune des métropoles afin de définir plus précisément notre problématique et développer des systèmes d'enquêtes qui soient complémentaires des sources d'information existantes; d'autre part, grâce à l'exploitation de données disponibles mais non traitées, nous nous sommes efforcés de compléter la connaissance du phénomène; enfin, cette étape préliminaire s'imposait pour rassembler l'information nécessaire pour la délimitation des aires métropolitaines et la sélection des quartiers où réaliser les enquêtes.

Pour **Bogota**, trois sources d'information ont été plus particulièrement utilisées : les recensements généraux de la population de 1973 et 1985, et l'enquête *Pobreza y Calidad de Vida* réalisée en Novembre 1991 auprès d'un échantillon d'environ 10.000 ménages du District de Bogota. Grâce à la mise à notre disposition des données originales de ces deux opérations de collecte, nous avons pu faire une première analyse de la dynamique démographique de la capitale et des communes de la périphérie métropolitaine, ainsi que de la migration vers et au sein de Bogota, et étudier les modalités d'insertion résidentielle et professionnelle des migrants ; d'autres traitements ont été réalisés afin de produire des indicateurs utiles pour délimiter et stratifier l'aire métropolitaine de Bogota. Cette phase de la recherche a permis de produire des résultats inédits sur la mobilité spatiale de la population à Bogota (Rapport CEDE-ORSTOM n° 1).

Au cours de l'année 1996, l'équipe de Bogota a approfondi l'analyse spatiale des données existantes. F. DUREAU, en collaboration avec O. PISSOAT, ont actualisé et amélioré le système d'informations localisées sur Bogota mis en place en 1993 lors de la première phase du programme ORSTOM-CEDE. Le système développé en 1996 permet l'analyse spatiale des différentes sources de données démographiques secondaires (dont le recensement de 1993, dont les résultats ont été mis à disposition du public en Juillet 1996) comme des données recueillies au cours des deux étapes de l'enquête ORSTOM-CEDE. Une publication (DUREAU, PISSOAT, 1996) restitue le travail cartographique réalisé, offrant une lecture dynamique de la ville. Une centaine de cartes permettent d'appréhender tant les logiques des comportements résidentiels en relation avec les marchés du logement et du travail, que les transformations de ceux-ci sur la période 1973-1993.

Pour **Delhi**, deux sources principales de données sur la population sont disponibles: les recensements décennaux de la population, et les données du *National Sample Survey*, système d'enquêtes nationales par sondage mené à un rythme annuel depuis 1950, incluant en 1983-84, en 1987-88 et en 1993 (pour les enquêtes les plus récentes) un module spécifique sur les migrations. A l'heure actuelle toutefois, les tableaux sur les migrations du recensement de 1991 ne sont toujours pas disponibles, et les résultats de l'enquête du *National Sample Survey* de 1993 ne sont pas encore publiés. Quant aux données sur la migration issues du recensement de 1981 (comme celles de 1971 et de 1991 quand ces dernières seront publiées), la structuration initiale des fichiers des migrants ne permet pas une analyse des données au niveau de chaque secteur de recensement au sein de l'agglomération urbaine de Delhi, cette variable n'étant pas conservée. En conséquence, l'analyse différentielle de la migration par quartier n'est-elle pas possible, au-delà d'une simple analyse de la migration nette estimée à partir des taux de croissance de la population. Un article (DUPONT et MITRA, 1994) rend compte de l'analyse des données du recensement de 1991 sur Delhi : cette analyse a donné lieu à l'établissement d'une série de cartes montrant la structuration socio-spatiale de la capitale. Le premier semestre de 1997 sera mis à profit pour approfondir l'analyse spatiale des données de Delhi, notamment lors du séjour de V. DUPONT en France en juin 1997.

• Les opérations de collecte d'information à Bogota et Delhi

Les opérations de collecte de l'information sur la mobilité spatiale sont achevées à Bogota, et le seront à Delhi d'ici la fin de l'année 1996. Le recueil d'information sur le contexte des quartiers étudiés et sur les politiques urbaines, mené par M.C. HOYOS, T. LULLE, I. MILBERT et M. SIDHU est également achevé.

Le Tableau 3 rappelle les caractéristiques des opérations de collecte mises en oeuvre dans chacune des villes, pour ce qui a trait au système d'observation de la mobilité spatiale, dans ses composantes statistique et anthropologique. A Bogota comme à Delhi, ces enquêtes ont été menées non pas sur des échantillons dispersés dans l'ensemble des territoires métropolitains, mais au contraire dans quelques quartiers spécifiques de chacune des métropoles. Au-delà d'impératifs statistiques et budgétaires, cette option est en effet nécessaire pour analyser dans quelle mesure les caractéristiques du quartier (offre de logements, mais aussi activités économiques) peuvent orienter ou susciter certaines pratiques résidentielles au niveau des individus et de leur ménage, et inversement dans quelle mesure les pratiques résidentielles ont un impact sur la dynamique du quartier et la structuration interne de la ville. A côté de quartiers habités par la population la plus démunie, nous avons tenu à sélectionner des quartiers habités par les classes moyennes et par les populations aux plus hauts revenus : trop souvent omises par une recherche urbaine privilégiant traditionnellement la question du logement des pauvres dans les villes du Sud, ces populations ont pourtant un rôle clef dans la mise en place des structures des grande villes et leurs recompositions actuelles.

Tableau 3 - Caractéristiques des enquêtes sur la mobilité spatiale réalisées à Bogota et à Delhi

Opérations	BOGOTA	DELHI
ENQUETE STATISTIQUE		
1er passage	1031 ménages	1413 ménages
2ème passage	1130 ménages	-
Enquête auprès des sans-logis	-	248 personnes
ENTRETIENS APPROFONDIS		
	<ul style="list-style-type: none"> • 53 entretiens auprès d'un sous-échantillon de l'enquête statistique réalisés de octobre à décembre 1993 • 13 entretiens complémentaires auprès d'acteurs locaux au 1er semestre 1994 • Recueil d'information à partir des fichiers du personnel de 4 entreprises de floriculture de Madrid 	<ul style="list-style-type: none"> • 55 entretiens sur facteurs environnementaux et pratiques résidentielles auprès d'un sous-échantillon de ménages de l'enquête statistique • Entretiens sur mobilité résidentielle / accès au logement / marché du travail : <ul style="list-style-type: none"> - 36 entretiens auprès d'un sous-échantillon de l'enquête des sans-logis; - 40 entretiens auprès d'un sous-échantillon de ménages dans différents types d'habitat

Les différences existant dans le système d'observation mis en oeuvre dans les deux villes ont été décidées lors de la réunion de l'équipe de recherche de septembre 1995. La procédure de sondage appliquée à Delhi, les coûts de mise en oeuvre d'un deuxième passage, ainsi que les difficultés de localisation des logements dans certains quartiers nous ont conduit à ne pas réaliser de deuxième passage à Delhi. En revanche, il a été décidé de conduire à Delhi des enquêtes complémentaires auprès d'un échantillon de sans-logis dans le vieux centre-ville, où l'impact - démographique et économique - de cette population est très significatif. Il paraissait important que ce segment de la population urbaine, essentiellement des migrants, dont l'insertion résidentielle en ville est tout à fait spécifique, soit également représenté dans

l'échantillon de l'enquête sur les mobilités spatiales. Ces enquêtes complémentaires sur un échantillon de personnes sans logis ont combiné une collecte d'informations secondaires, une enquête statistique, et des entretiens approfondis. A Bogota, outre les problèmes de sécurité posés par une enquête auprès des personnes dormant dans la rue, le faible impact de cette population, numériquement beaucoup moins importante qu'à Delhi, sur la dynamique de la ville ne justifie pas la réalisation d'enquêtes similaires.

Dans les deux villes, les données des différents volets de l'enquête statistique ont été codées et saisies; les fichiers informatiques ont été corrigés.

L'exploitation informatique et l'analyse du premier passage de l'enquête de Bogota ont fait l'objet d'un rapport de résultats en juin 1994 (Rapport ORSTOM-CEDE n° 3), qui rassemble une soixantaine de tableaux produits pour chacune des 11 zones d'enquête rendant compte des principaux thèmes de l'enquête : caractéristiques démographiques générales, accès au logement, mobilité résidentielle, mobilité pendulaire vers les lieux de travail et d'étude, éducation et activité économique. L'analyse des entretiens approfondis a donné lieu à des rapports spécifiques rédigés par M.C. HOYOS (versions provisoires en 1994 et 1995; synthèse finale en 1996, Rapport ORSTOM-CEDE n° 5). L'information correspondant à chacune des deux étapes de l'enquête statistique a été organisée au sein d'une base de données, permettant d'analyser la dynamique démographique de chacun des quartiers enquêtés au cours de l'intervalle d'un an séparant les deux observations. Au fur et à mesure de l'avancement de l'analyse, les résultats ont donné lieu à la rédaction de communications et articles portant sur des aspects spécifiques et/ou des zones particulières de la ville (voir publications jointes en Annexe 5.3). Un livre sur les formes de mobilité des populations de Bogota et leur impact sur la dynamique de l'aire métropolitaine rendant compte de l'ensemble des analyses menées à partir des observations statistiques et anthropologiques est actuellement en cours de rédaction.

A Delhi, les traitements informatiques débuteront en janvier 1997. Néanmoins, une exploitation manuelle des données recueillies auprès des sans-logis, complétée par l'analyse des entretiens approfondis, a déjà donné lieu à une communication (DUPONT et TINGAL, 1996). L'analyse des informations sur le contexte des quartiers étudiés, combinée à l'analyse des entretiens approfondis menés auprès de différents acteurs, a également fait l'objet de plusieurs communications portant sur les pratiques résidentielles et les politiques urbaines (DUPONT, 1996; MILBERT, 1995 & 1996). L'analyse systématique de l'ensemble des données recueillies se poursuivra en 1997.

Outre les travaux de collecte et d'analyse menés en parallèle à Bogota et Delhi par application d'une stratégie d'observation et d'analyse traduisant une même grille de lecture des deux métropoles, **l'analyse comparative** des réalités observées dans chacune des villes a été initiée depuis la fin de l'année 1995. La réunion de l'équipe de recherche (Paris, 18-20 Septembre 1995) et la Journée Bogota-Delhi (Bondy, 28 Septembre 1995) ont permis d'avancer dans la comparaison des dynamiques démographiques des deux villes et dans la réflexion sur les fondements et la mise en oeuvre d'une démarche comparative. La mission à Delhi de R. MONTEZUMA en Février 1996 (architecte-urbaniste colombien, terminant actuellement une thèse sur les transports à Bogota) a aussi été riche d'enseignements pour l'équipe Bogota-Delhi. Ont été publiés deux textes relatifs aux mutations actuellement en cours dans ces deux métropoles (DUPONT, DUREAU, 1995; DUPONT, DUREAU, LULLE, 1996).

1.5. PRESENTATION DES RESULTATS DEJA OBTENUS

Au fur et à mesure de l'avancement de la recherche, l'équipe s'est efforcée de mettre en oeuvre **différents modes de valorisation**, afin de toucher différentes catégories d'utilisateurs des résultats de nos travaux : communications et articles en direction de la communauté scientifique, séances d'information destinées aux praticiens de la gestion urbaine et de la collecte démographique, et opérations de vulgarisation scientifique. En outre, les différents membres de l'équipe ont assuré un important volet de formation, à travers des enseignements universitaires, l'encadrement de doctorants et la réalisation de stages. L'ensemble de ces actions, présentées

dans les Chapitres 2 (Liste des publications), 3 (Colloques et séminaires) et 4 (Actions de formation) du rapport ont permis une large diffusion des résultats obtenus auprès de la communauté scientifique francophone, hispanophone et anglophone.

Comme en témoigne le bref rappel des activités réalisées qui vient d'être dressé et la liste des publications de l'équipe présentée au Chapitre 2 de ce rapport, nous disposons d'ores et déjà de **nombreux résultats** satisfaisant les attentes du programme en matière de méthodes d'observation des pratiques résidentielles, dans le domaine des méthodes d'analyse statistique des données biographiques, ainsi que sur le plan de la production de connaissances sur les phénomènes de mobilité spatiale et les processus de déconcentration et de segmentation urbaines dans deux métropoles multimillionnaires de pays en développement.

L'annexe 5 de ce rapport rassemble les principales publications de l'équipe, faisant état des résultats obtenus jusqu'à maintenant dans chacun des domaines de cette recherche :

- 5.1. : Développements théoriques et méthodologiques;
- 5.2. : Méthodologie des enquêtes réalisées à Bogota et Delhi;
- 5.3. : Pratiques résidentielles et dynamiques de Bogota et de Delhi;
- 5.4. : Politiques urbaines.

1.6. L'ABOUTISSEMENT DE LA DEMARCHE COMPARATIVE

Les analyses comparatives initiées jusqu'ici reposaient sur des corpus d'informations différents sur les deux métropoles, l'équipe de Delhi n'ayant pas débuté l'analyse de son enquête statistique. Avec le démarrage de l'exploitation des enquêtes réalisées à Delhi, se trouvent maintenant réunies les conditions de mise en oeuvre de l'analyse comparative. Le rapport que nous remettrons fin 1997 **présentera l'aboutissement de la démarche comparative**.

D'ici là, nous mettrons en application l'échéancier suivant, alternant périodes de travail collectif et phases d'analyse en parallèle :

- Février/Mars 1997 : missions de F. DUREAU et I. MILBERT à Delhi;
- Mars à Septembre 1997 : analyse des informations recueillies et rédaction des textes respectifs sur Bogota et Delhi, selon une grille d'analyse commune ;
- Juin 1997 : mission de V. DUPONT en France (cartographie et analyse spatiale de Delhi);
- Septembre/Octobre 1997 : mission de V. DUPONT en France (finalisation des chapitres de synthèse du rapport final).

Enfin, comme prévu dans le projet, un **séminaire** rassemblera **début 1998** l'ensemble des partenaires du projet et des chercheurs travaillant en France sur les mobilités des populations urbaines et les transformations des grandes métropoles. Seront tout particulièrement associées à cette rencontre les équipes du GDR Socio-Economie de l'Habitat, qui constitue actuellement un carrefour d'échanges scientifiques de première importance sur les questions des stratégies résidentielle et du logement. Dans la lignée de la pratique de collaboration de notre équipe avec le GDR, mise en oeuvre depuis le démarrage du programme et qui sera marquée en 1997 par notre participation au Séminaire de Juin 1997 sur l'Apport des collectes biographiques à l'analyse des mobilités, cette seconde rencontre favorisera la confrontation d'expériences basées sur des métropoles appartenant à des contextes géopolitiques et culturels contrastés : ainsi sera donnée une plus-value évidente aux travaux du programme Bogota - Delhi, soutenu financièrement par le PIR-Villes durant les deux années qui viennent de s'écouler.

LISTE DES PUBLICATIONS

Les publications signalées par * sont reproduites **intégralement** dans la partie 5.ANNEXE de ce rapport.

Les publications signalées par *P sont reproduites **partiellement** dans la partie 5.ANNEXE de ce rapport.

Les Rapports CEDE-ORSTOM, les Documents de travail édités par le CEDE, ainsi que les documents d'enquête de Delhi peuvent être consultés à la Bibliothèque du CEPED, 15 rue de l'Ecole de Médecine, 75270 PARIS Cedex 06, tel : 01 44 41 82 30.

Pour se procurer les publications non reproduites dans ce rapport, prendre contact avec les responsables scientifiques du programme de recherche :

- Véronique DUPONT
Centre de Sciences Humaines
Cultural Section of the Embassy of France
2 Aurangzeb Road
New Delhi 110 011
INDE
Téléphone (domicile) : (91) 11 - 469 16 47
Fax : (91) 11 - 301 84 80
Email: dupont@csh.delnet.ernet.in

- Françoise DUREAU
UMR Regards
Maison des Suds
BP 200
33405 TALENCE Cedex
FRANCE
Téléphone : (33) 5 - 56 84 68 54 (direct) ou (33) 5 - 56 84 68 52 (secrétariat)
Fax : (33) 5 - 56 84 68 55
Email : fdureau@regards.cnrs.fr

2.1. RAPPORTS DE TRAVAUX SUR CONVENTION

• Convention ORSTOM - CNRS

DUPONT (V.), DUREAU (F.), 1994. "Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Etude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et de Delhi. Rapport N° 1 de mise en place du programme", Convention CNRS-ORSTOM : CONV940034VILL, Bogota et New-Delhi, ORSTOM, 6 p.

*P DUPONT (V.), DUREAU (F.), 1995. "Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Etude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et de Delhi. Rapport Intermédiaire N° 2", Convention CNRS-ORSTOM: CONV940034VILL, Bogota et New-Delhi, ORSTOM, 46 p.

DUPONT (V.), DUREAU (F.), 1995. "Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Etude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et de Delhi. Compte-rendu de la réunion d'équipe du programme de recherche, 18-20 septembre 1995". Bogota et New-Delhi, ORSTOM, 23 p.

DUPONT (V.), DUREAU (F.), 1995. "Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Etude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et de Delhi. Inventaire des actions de recherche et de valorisation. Décembre 1995". Convention CNRS-ORSTOM : CONV940034VILL, Bogota et New-Delhi, ORSTOM, 18 p.

*P DUPONT (V.), DUREAU (F.), 1996. "Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Etude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et de Delhi. Rapport Intermédiaire N° 3", Convention CNRS-ORSTOM: CONV940034VILL, Bogota et New-Delhi, ORSTOM, 100 p.

• Convention ORSTOM - CEDE (Universidad de los Andes, Bogota)

*P DUREAU (F.), FLOREZ (C.E.), HOYOS (M.C.), 1993. "La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá. Documento de trabajo N° 1 : análisis de los datos existentes". Bogota, CEDE-ORSTOM, 286 p.

DUREAU (F.), 1994. "Les formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et leur impact sur la dynamique de l'aire métropolitaine. Etat d'avancement de la recherche." Rapport réalisé pour la commission d'audit du département SUD, Bogota, ORSTOM, 67 p.

*P DUREAU (F.), FLOREZ (C.E.), BARBARY (O.), GARCIA (L.), HOYOS (M.C.), 1994. "La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá. Documento de trabajo N° 2 : metodología de la encuesta cuantitativa". Bogota, CEDE-ORSTOM, 2 vol., 98 p. + 295 p.

*P DUREAU (F.), BARBARY (O.), FLOREZ (C.E.), 1994. "La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá. Documento de trabajo N° 3 : resultados preliminares de la encuesta cuantitativa". Bogota, CEDE-ORSTOM, 2 Vol., 309 p.

*P DUREAU (F.), FLOREZ (C.E.), BARBARY (O.), HOYOS (M.C.), 1995. "La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá. Documento de trabajo N° 4 : metodología de la segunda etapa de la encuesta cuantitativa". Bogota, CEDE-ORSTOM, 349 p.

HOYOS (M.C.), 1993. "Movilidad espacial, familia y redes en 4 municipios del área metropolitana de Bogotá. Informe de actividades y avances de investigación en 1993". Bogota, CEDE - ORSTOM, 79 p.

*P HOYOS (M.C.), 1996. "La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá. Documento de trabajo nº 5. Metodología y análisis de la encuesta cualitativa". Bogota, ORSTOM - CEDE, 159 p.

PARIAS (A.), 1996. "Resumen de actividades en 1996 en el marco de la investigación : el mercado de vivienda en alquiler en Bogotá : una aproximación a su funcionamiento, 1970 -1995". Bogota, CEDE - ORSTOM, 11 p.

• Convention ORSTOM - IEG (Delhi)

DUPONT (V), en coll. avec SIDHU (M.) & TINGAL (D.), 1995. "Survey on spatial mobilities in the metropolitan area of Delhi. Working Paper N° 1: Presentation of the system of investigation and methodology of the statistical survey", ORSTOM, IEG, Delhi, 15 p. + Annexes (293 p.)

DUPONT (V), en collab. avec TINGAL (D.), 1996. "Survey on spatial mobilities in the metropolitan area of Delhi. Working Paper N° 3: Methodology of the survey of houseless people in Old Delhi," ORSTOM, IEG, Delhi, 8 p. + Annexes (132 p.)

SIDHU (M.), 1995. "Survey on spatial mobilities in the metropolitan area of Delhi. Working paper N° 2: Residential profile of the studied areas". ORSTOM-IEG, New Delhi, September 1995, 143 p.

TINGAL (D.), 1996. "Survey on spatial mobilities in the metropolitan area of Delhi, Working paper N°4: Report on pavement dwelling areas and night shelters in Old Delhi", ORSTOM-IEG, Delhi, August 1996, 59 p.

• Convention ORSTOM - Universidad Nacional de Colombia (Bogota)

BARBARY (O.), 1995. "La mobilité résidentielle à Bogota : analyse typologique des données biographiques de l'enquête CEDE/ORSTOM - 1993". Bogota, U.N.C. / ORSTOM, 254 p. (versions française et espagnole)

* BARBARY (O.), PINZON SARMIENTO (L.M.), 1995. "Informe sobre la línea de investigación : Análisis de correspondencia y datos biográficos". in *Rapport de synthèse du séminaire de recherche U.N.C./ORSTOM 1995*, Bogota, 26 p.

2.2. OUVRAGES

BARBARY (O.), FINE (J.) (ed. scient.), 1996. *Seminario de capacitación y investigación sobre recolección y análisis de datos longitudinales. Universidad Nacional de Colombia, Bogotá, 9-13 de Diciembre 1996*. Bogota, Universidad Nacional de Colombia, 450 p.

*P DUREAU (F.), FLOREZ (C.E.), HOYOS (M.C.), VILLA (M.) (ed. scient.), 1995. *Las nuevas formas de movilidad de las poblaciones urbanas en América Latina. Memorias del taller CEDE-ORSTOM, Bogotá, 7-11 de Diciembre de 1992*. Bogota, Universidad de Los Andes, Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico, Documento CEDE N° 97, 201 p.

DUREAU (F.), FLOREZ (C.E.), 1996. *Dinámicas demográficas colombianas : de lo nacional a lo local*. Bogota, Universidad de Los Andes, Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico, Documento CEDE N° 96-01, 50 p.

*P DUREAU (F.), PISSOAT (O.), 1996. *En mapas : las evoluciones socio-espaciales de Bogotá y su contexto (1973 - 1993)*. Bogota, Universidad de Los Andes, Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico, Documento CEDE N° 96-05, 105 p.

DUREAU (F.), WEBER (C.), 1995. *Téledétection et systèmes d'information urbains*. Paris, Anthropos, Collection Villes, 379 p.

LELIEVRE (E.), BRINGE (A.), 1996. *Manuel pratique pour l'analyse statistique des biographies, présentation des modèles de durée et utilisation des logiciels SAS®, TDA® et STATA®*. Paris, Ed. de l'INED, à paraître.

Version en anglais: *A practical guide to Life Event History Analysis using SAS®, TDA® and STATA®*. Paris, Ed. de l'INED, à paraître.

2.3. ARTICLES ET CHAPITRES D'OUVRAGES COLLECTIFS

BARBARY (O.), 1994. "Récits de vie Méthodes, exemple et perspectives pour l'étude statistique des trajectoires migratoires". Paris, ORSTOM, *Chroniques du SUD* N° 13, pp. 96-104.

* DUPONT (V.), DUREAU (F.), 1994. "Rôle des mobilités circulaires dans les dynamiques urbaines. Illustrations à partir de l'Equateur et de l'Inde". Paris, *Revue Tiers Monde*, Tome XXXV, N° 140, Oct-Déc. 1994, pp. 801-829.

* DUPONT (V.), DUREAU (F.), 1995. "Mégapoles, villes satellites et mobilités spatiales : Bogota et Delhi", Paris, CNRS, *La Lettre du PIR Villes*, N° 4, pp. 13-14.

* DUPONT (V.), DUREAU (F.), LULLE (T.), 1995. "Bogota - Delhi : portraits en travelling de deux métropoles du Sud", *Courrier du CNRS N° 82: Villes*, pp. 72-74.

DUPONT (V.), MITRA (A.), 1995. "Population distribution, growth and socio-economic spatial patterns in Delhi. Findings from the 1991 census data", Delhi, *Demography India*, Vol. 24, N° 1&2, January-June, pp. 101-132.

DUREAU (F.), 1995. "La observación de diferentes formas de movilidad : propuestas metodológicas experimentadas en la encuesta de movilidad espacial en el área metropolitana de Bogotá (CEDE - ORSTOM, octubre de 1993)", in *Migración e integración, Nuevas formas de movilidad de la población*, PELLEGRINO A. (ed.), Montevideo, Ediciones TRILCE, pp. 35-67.

* DUREAU (F.), 1995. "Trajectoires résidentielles et recompositions urbaines à Bogota, Colombie", in *Cahiers des Amériques Latines*, numéro spécial Démographie, COSIO (M.E.) (éd.), à paraître.

DUREAU (F.), BARBARY (O.), 1993. "Citadinos en movimiento. Aproximación conceptual y metodológica a las prácticas residenciales". Bogota, Universidad de los Andes, CEDE, *Revista desarrollo y sociedad*, N° 31, pp. 27-48.

DUREAU (F.), FLOREZ (C.E.), 1996. "Dynamiques démographiques colombiennes : du national au local", in *La Colombie à l'aube du 3ème millénaire*, GROS (C.) & BLANQUER (J.M.) (éds.), Paris, IHEAL, à paraître.

* DUREAU (F.), FLOREZ (C.E.), HOYOS (M.C.), 1994. "El programa de investigación CEDE-ORSTOM sobre las formas de movilidad de las poblaciones de Bogotá y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana : metodología del sistema de encuestas". Bogota, Universidad de Los Andes, CEDE, *Revista Desarrollo y Sociedad* N° 34, pp. 73-94.

* DUREAU (F.), HOYOS (M.C.), FLOREZ (C.E.), 1994. "Soacha : un barrio de Bogotá. Movilidad y acceso a la vivienda de la población de los sectores orientales del municipio". Bogota, Universidad de Los Andes, CEDE, *Revista Desarrollo y Sociedad*, N° 34, pp. 95-147.

DUREAU (F.), WEBER (C.), 1996. "Les systèmes d'information urbains et le défi des villes du Tiers-Monde", Rome, *Sistema Terra*, pp. 78-81.

* BONVALET (C.), LELIEVRE (E.), 1995. "Du concept de ménage à celui d'entourage: une redéfinition de l'espace familial". Montréal, *Sociologie et Sociétés*, Vol. 27, N°2 : *Nouvelle morphologie sociale*, pp. 177-190.

LELIEVRE (E.), BONVALET (C.), 1995. "La construcción de principios para el análisis biográfico del grupo familiar", *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, N°70, pp.123-138.

* COURGEAU (D.), LELIEVRE (E.), 1996. "Les motivations des comportements migratoires", in *Démographie, Analyse et modèles*, Caselli, Vallin & Wunsch, en 3 volumes, à paraître.

* MILBERT (I.), 1995. "Réinventer la gestion urbaine : les apparences de réformes et les réalités socio-politiques en Inde et au Pakistan", in OSMONT (A.) (éd.), Paris, L'Harmattan (ouvrage en cours d'édition).

MILBERT (I.), 1995. "La persistance de la pauvreté urbaine en Inde", *Revue Tiers-Monde*, tome XXXVI, N° 142, Avril-juin, pp. 325-339.

MILBERT (I.), 1996. "A la recherche de projets pour les villes du Sud", Genève, *Nouveaux Cahiers de l'IUED*, N° 4, pp. 93-104.

* MILBERT (I.), 1996. "Les tribulations de la conservation du patrimoine urbain en Inde", *Les Annales de la Recherche Urbaine*, N° 72, pp. 60-67.

MILBERT (I.), 1996. "Quelles politiques anti-pauvreté en Inde?", *Historiens et Géographes* (à paraître en décembre 1996), 22 p. multigr.

2.4. COMMUNICATIONS

BARBARY (O.), 1994. "Analyse statistique de données biographiques: méthodes, exemples et perspectives pour l'étude des trajectoires migratoires". in *Actes de l'Atelier sur la mesure de la migration internationale, Tijuana, Mexico, 3-4 Mai 1994*, COLEF - ORTOM, 17 p. (en cours d'édition)

BARBARY (O.), 1995. "Metodos estadísticos para el análisis de datos retrospectivos sobre la migración (ejemplos de aplicaciones simples en Quito y Dakar y revisión metodológica)". in *Las nuevas formas de movilidad de las poblaciones urbana en America Latina. Memorias del taller CEDE-ORSTOM, Bogotá, 7-11 de Diciembre de 1992*, Bogota, Universidad de los Andes, Documento CEDE N° 97.

*P BARBARY (O.), 1995. "L'analyse harmonique qualitative, un outil puissant pour la statistique descriptive des données biographiques". Communication aux XXVIII^e Journées de Statistique, Congrès de l'ASU, 27-30 mai 1996, Québec, 33 p.

* DUPONT (V.), 1995. "Patterns of population mobility in the Delhi Metropolitan Area and their impact on the urban dynamics. Presentation of the system of investigation". Communication présentée au séminaire "Migration and urbanisation in Vietnam", Ho Chi Minh Ville, 5-8 Décembre 1995, 22 p.

* DUPONT (V.), 1996. "Socio-economic pattern of the population in Delhi with special reference to the location strategies of pavement dwellers", Communication au séminaire 'Social policy and city planning', School of Planning and Architecture, Delhi, 13 décembre 1996.

* DUPONT (V.), MITRA (A.), 1994. "Population distribution, growth and socio-economic spatial patterns in Delhi. Findings from the 1991 census data". Communication présentée à la XIIIème Conférence européenne sur l'Asie du Sud, Toulouse, 31 Août - 4 Septembre 1994, 34 p. + 17 cartes.

Version révisée in : *Working Paper Series* N° E/164/94, Institute of Economic Growth, Delhi, 1994, iii + 49 p.

* DUPONT (V.), TINGAL (D.), 1996. "Residential and economic practices of pavement dwellers in Old Delhi". Communication présentée à la 14ème Conférence Européenne sur les Etudes Modernes sur l'Asie du Sud, Copenhague, 21-24 Août 1996, 33 p.

DUREAU (F.), 1994. "Le programme de recherche CEDE-ORSTOM sur "Les formes de mobilité des populations de Bogota (Colombie) et leur impact sur la dynamique de l'aire métropolitaine". Présentation du système d'enquêtes". Communication présentée au séminaire Analyse Comparée des processus d'insertion urbaine, CERPOD-IFAN-ORSTOM-CEPED-Université de Montréal, Bamako, Mali, 25-28 octobre 1994, 31 p.

DUREAU (F.), 1995. "La recolección de datos sobre movilidad espacial en las poblaciones urbanas. Algunas enseñanzas de una encuesta de migraciones realizada en Quito (Ecuador). in *La nuevas formas de movilidad de las poblaciones urbana en America Latina. Memorias del taller CEDE-ORSTOM, Bogotá, 7-11 Diciembre 1992*, Bogota, Universidad de los Andes, Documento CEDE N° 97, pp. 141-152.

* DUREAU (F.), 1995. "La production rapide d'informations démographiques et économiques par sondage aérotaire sur image satellitaire : application à trois villes de pays en développement (Quito, Bogota et Yaoundé)". in *Actes des Sixièmes journées scientifiques du Réseau de télédétection de l'AUFELF-UREF, Télédétection des milieux urbains et péri-urbains, Université de Liège, Belgique, 2-5 octobre 1995*, 13 p. (en cours d'édition)

DUREAU (F.), BARBARY (O.), 1994. "L'enquête par sondage sur image satellite : une solution pour améliorer l'observation des populations citadines". in *Seminario internacional sobre Calidad Estadística, Memorias, DANE, Bogota, 1-3 juin 1994*, pp. 95-153.

* DUREAU (F.), DUPONT (V.), 1996. "A propos de l'ambition comparatiste. Réflexions à partir d'une recherche sur Bogota et Delhi". Communication au Séminaire sur les recherches urbaines dans les pays en développement, PIR-Villes, Paris, 11 avril 1996, 9 p.

DUREAU (F.), FLOREZ (C.E.), 1994. "Observer la mobilité spatiale dans sa diversité. Eléments d'une approche appliquée à Bogota". in *Actes de l'Atelier sur la mesure de la migration internationale, Tijuana, Mexico, 3-4 Mai 1994*, COLEF - ORTOM, 37 p. (en cours d'édition)

DUREAU (F.), FLOREZ (C.E.), 1994. "La recolección de datos sobre movilidad espacial de las poblaciones urbanas. El caso de una encuesta realizada por un equipo CEDE-ORSTOM en Bogotá (Octubre de 1993)". in *Simposio de Estadística. Análisis multivariado de datos. Memorias*. Bogota, Universidad National de Colombia, Departamento de Matematicas y Estadística, 6-10 Juin 1994, pp. 48-79.

DUREAU (F.), FLOREZ (C.E.), HOYOS M.C., 1993. "Inserción residencial y laboral de los migrantes a Bogotá. Análisis de los datos del censo de 1985 y de la Encuesta Pobreza y Calidad de Vida (1991)". Communication présentée au séminaire *Primer encuentro de la Asociación Colombiana de Investigadores Urbano Regionales*, Bogota, 25-27 août 1993, 23 p. (en cours d'édition)

DUREAU (F.), HOYOS M.C., 1995. "Repenser la ville à travers une analyse des pratiques résidentielles des citoyens les plus pauvres ? Réflexions à partir d'observations réalisées dans un quartier d'invasion de la périphérie de Bogota (Colombie)". Communication présentée au Colloque préparatoire au Sommet Mondial pour le Développement Social, ORSTOM - UNRISD, Royaumont, 9-11 janvier 1995, 12 p. (versions française et espagnole)

* DUREAU (F.), LULLE (T.), PARIAS (A.), 1995. "Interactions entre politiques urbaines, marché du logement et comportements résidentiels : leur rôle dans les transformations des quartiers aisés de Bogota (Colombie)". Communication présentée au colloque "Les pratiques de la ville. Transformations sociales et évolutions spatiales", Centre de Recherche sur l'Habitat, PIR-Villes, Nanterre, 21-22 Septembre 1995, 19 p.

FLOREZ (C.E.), 1995. "Historias de vida : procesamiento y análisis de la migración femenina rural-urbana a Bogotá". in *La nuevas formas de movilidad de las poblaciones urbana en America Latina. Memorias del taller CEDE-ORSTOM, Bogotá, 7-11 de Diciembre de 1992*, DUREAU et al. (éds. scient.), Bogota, Universidad de los Andes, Documento CEDE N° 97, pp. 175-186.

FLOREZ (C.E.), DUREAU (F.), 1994. "La migración interna en Colombia". in *Seminario Nacional sobre Población y Desarrollo, Girardot, 14-16 Mars 1994, Memorias*, D.N.P. - FNUAP, pp. 93-99.

FLOREZ (C.E.), DUREAU (F.), 1996. "Dos ejemplos de cuestionario y de operatividad de encuestas longitudinales". in *Seminario de capacitación y investigación sobre recolección y análisis de datos longitudinales, Universidad Nacional de Colombia, Bogotá 9-13 de diciembre 1996*, BARBARY (O.), FINE (J.) (éds), Bogota, Universidad de Colombia, à paraître.

LELIEVRE (E.), BONVALET (C.), 1994. "Construire les principes d'une analyse biographique du groupe familial". Communication à la Conférence de l'AIDELF, Aranjuez, 27-30 Septembre 1994, 9 p.

* BONVALET (C.), LELIEVRE (E.), 1995. "La notion d'entourage, un outil pour l'analyse de l'évolution des réseaux individuels". Communication au 18ème Congrès International des Sciences Historiques, Montréal, 27 août - 3 septembre 1995, 15 p.

COURGEAU (D.), LELIEVRE (E.), 1994. "Vers une analyse biographique des ménages". Version révisée d'une communication au XXIIème Congrès Général de l'UIESP (Montréal, 25-30 août 1993), INED, Paris, 13 p.

COURGEAU (D.), LELIEVRE (E.), 1995. "L'apport de l'analyse biographique en démographie", Actes des XVèmes journées de l'Association d'Economie Sociale, *L'Analyse longitudinale en économie sociale*, vol. 1, pp. 4-16.

LELIEVRE (E.), 1996. "L'apport des enquêtes longitudinales biographiques dans l'étude des phénomènes socio-démographiques", in *Atti della XXXVIII riunione scientifica della Società Italiana di Statistica, Rimini 9-13 avril 1996, vol.1*, pp.529-542.

LULLE (T.), 1995. "Comentarios sobre la combinación de los enfoques cuantitativo y cualitativo en una investigación relativa al papel del empleo en la inserción urbana de los inmigrantes. El caso de los trabajadores de la construcción y las empleadas domésticas en Bogotá". in *La nuevas formas de movilidad de las poblaciones urbanas en América Latina, Memorias del taller CEDE-ORSTOM, Bogotá, 7-11 de Diciembre de 1992*, Bogota, Universidad de los Andes, Documento CEDE N° 97, pp. 69-74.

* LULLE (T.), 1996. "Los efectos de la demanda en vivienda y las políticas estatales sobre la actividad del sector de la construcción. El caso de los barrios de estratos altos en Bogotá (Colombia) durante los años 1980-1995". Communication présentée au "II Seminario Internacional sobre el sector de la construcción y el desarrollo sostenible", Buenos Aires (Argentine), 23-25 Avril 1996, 24 p.

* MILBERT (I.), 1995. "La réplication d'expériences de réhabilitation / rénovation face aux impératifs de la saine gestion". Communication au Colloque international "Habitat créatif, culture et participation : quelles innovations pour quel développement?", Lausanne, Suisse, 27-29 septembre 1995, 9 p.

MILBERT (I.). "Conservation policies, poverty and rapid economic growth . A comparative approach of Asian policies". Communication présentée à la conférence sur "Rehabilitation and renewal of historic urban centres in China and in Europe", Beijing, Juillet 1995, 21 p.

MILBERT (I.). "Enjeux pour la recherche à l'heure d'Habitat II". Communication présentée à la Table Ronde 'Quel rôle pour la communauté de recherche dans la préparation et le suivi d'Habitat II?', UNITAR, Genève, 30 octobre 1995, 10 p.

MILBERT (I.), 1995. "Politiques publiques et patrimoine (Inde, Chine, Népal)". Communication au séminaire "Patrimoine urbain et modernité", LTMU, Institut Français d'Urbanisme, Champs sur Marne, France, 7 novembre 1995.

Publiée in: *Patrimoine urbain et modernité*, Institut Français d'Urbanisme, Cahiers N° 9-10, Paris, Juin 1996, pp. 113-133.

MILBERT (I.), 1996. "Gestion du patrimoine et décentralisation (Inde et Europe)", Communication à l'atelier sino-franco-norvégien sur "La réhabilitation des centres historiques", (Ecole d'Architecture de Bordeaux, Ecole d'Architecture de Trondheim, Université de Pékin), Paris, Bordeaux, Trondheim, Oslo, 8-28 juillet 1996, 16 p.

* MILBERT (I.), 1996. "Social policies, competition and electoral politics: an explosive cocktail in a New-Delhi slum", Communication présentée à 8ème Conférence Générale de l'EADI: Globalisation, Compétitivité et Sécurité Humaine, Vienne, 11-14 septembre 1996, 14 p.

2.5. DOCUMENTS D'ENQUETE

• Bogota : 1er passage de l'enquête statistique¹

DUREAU (F.), en collab. avec BARBARY (O.), FLOREZ (C.E.), GARCIA (L.), 1993. Manual del supervisor. Encuesta Movilidad espacial en el área metropolitana de Bogotá. Bogota, ORSTOM-CEDE, 19 p.

DUREAU (F.), en collab. avec FLOREZ (C.E.), GARCIA (L.), 1993. Manual del encuestador. Encuesta Movilidad espacial en el área metropolitana de Bogotá. Bogota, ORSTOM-CEDE, 46 p.

¹ Postérieurement à l'enquête, l'ensemble de ces documents ont été réunis dans le Volume 2 du Rapport CEDE - ORSTOM N°2.

DUREAU (F.), en collab. avec BARBARY (O.), FLOREZ (C.E.), GARCIA (L.), 1993. Manual de crítica y codificación. Encuesta Movilidad espacial en el área metropolitana de Bogotá. Bogota, ORSTOM-CEDE, 100 p.

DUREAU (F.), en collab. avec BARBARY (O.), FLOREZ (C.E.), 1993. Diccionario de las variables. Encuesta Movilidad espacial en el área metropolitana de Bogotá. Bogota, ORSTOM-CEDE, 57 p.

DUREAU (F.), en collab. avec BARBARY (O.), FLOREZ (C.E.), 1993. Manual de control y corrección de la información grabada. Encuesta Movilidad espacial en el área metropolitana de Bogotá. Bogota, ORSTOM-CEDE, 42 p.

• **Bogota : entretiens approfondis**

HOYOS (M.C.), 1995. "La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá. Encuesta cualitativa. 1: Entrevistas originales". Bogota, CEDE - ORSTOM, 4 vol. (Chia, Madrid, Soacha, Tabio): 101 p. + 330 p. + 273 p. + 104 p.

HOYOS (M.C.), 1995. "La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá. Encuesta cualitativa. 2: Relatos por tema". Bogota, CEDE - ORSTOM, 4 vol. (Chia, Madrid, Soacha, Tabio): 45 p. + 90 p. + 81 p. + 40 p.

HOYOS (M.C.), 1995. "La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá. Encuesta cualitativa : Soacha, Madrid, Chia, Tabio. 3: Fichas". Bogota, CEDE - ORSTOM, 49 p.

• **Bogota : 2ème passage de l'enquête statistique¹**

DUREAU (F.), en collab. avec BARBARY (O.), FLOREZ (C.E.), HOYOS (M.C.), 1994. Manual del supervisor. Encuesta Movilidad espacial en el área metropolitana de Bogotá : 2da etapa de la encuesta cuantitativa. Bogota, ORSTOM-CEDE, 31 p.

DUREAU (F.), en collab. avec BARBARY (O.), FLOREZ (C.E.), HOYOS (M.C.), 1994. Manual del encuestador. Encuesta Movilidad espacial en el área metropolitana de Bogotá : 2da etapa de la encuesta cuantitativa. Bogota, ORSTOM-CEDE, 56 p.

DUREAU (F.), 1994. Manual de crítica y codificación. Encuesta Movilidad espacial en el área metropolitana de Bogotá : 2da etapa de la encuesta cuantitativa. Bogota, ORSTOM-CEDE, 100 p.

DUREAU (F.), 1994. Diccionario de las variables. Encuesta Movilidad espacial en el área metropolitana de Bogotá : 2da etapa de la encuesta cuantitativa. Bogota, ORSTOM-CEDE, 36 p.

DUREAU (F.), 1994. Manual de control y corrección de la información grabada. Encuesta Movilidad espacial en el área metropolitana de Bogotá : 2da etapa de la encuesta cuantitativa. Bogota, ORSTOM-CEDE, 32 p.

¹ Postérieurement à l'enquête, l'ensemble de ces documents ont été réunis dans les annexes du Rapport CEDE - ORSTOM N°4.

• Delhi : 1er passage de l'enquête statistique¹

DUPONT (V.), en coll. avec SIDHU (M), 1995. "Survey on spatial mobilities in the metropolitan area of Delhi. Instructions to the field investigators for filling up the questionnaire", ORSTOM-IEG, New Delhi, January 1995, 51 p.

DUPONT (V.), en coll. avec TINGAL (D.), 1995. "Survey on spatial mobilities in the metropolitan area of Delhi. Instructions for checking and coding the questionnaires", ORSTOM-IEG, New Delhi, June 1995, 73 p. + Code lists (52 p. + 34 p.)

DUPONT (V.), en coll. avec TINGAL (D.), 1995. "Survey on spatial mobilities in the metropolitan area of Delhi. Instructions for data entry", ORSTOM-IEG, New Delhi, August 1995, 45 p.

DUPONT (V.), en coll. avec TINGAL (D.), 1995. "Survey on spatial mobilities in the metropolitan area of Delhi. Consistency checks ", ORSTOM-IEG, New Delhi, November 1995, 29 p.

• Delhi : enquêtes sur pratiques résidentielles et environnement

SIDHU (M.), 1996. "Survey on spatial mobilities in the metropolitan area of Delhi. Working paper N° 5 : In-depth interviews on environmental factors and residential practices (Type of settlement 1: Urban villages in Mayur Vihar; Type of settlement 2: Unauthorised colonies in Mayur Vihar; Type of settlement 3: Regularised colonies in Mayur Vihar)". ORSTOM-IEG, New Delhi, August 1996, 100 p.

• Delhi : enquêtes auprès des sans-logis²

DUPONT (V.), en coll. avec TINGAL (D.), 1996. "Survey on spatial mobilities in the metropolitan area of Delhi. Instructions for the field investigators for filling up the questionnaires. Special instructions for the survey of pavement dwellers", ORSTOM-IEG, New Delhi, January 1996, 17 p. + Annexes (38 p.)

DUPONT (V.), en coll. avec TINGAL (D.), 1996. "Survey on spatial mobilities in the metropolitan area of Delhi. Instructions for checking and coding the questionnaires. Special instructions for the survey of pavement dwellers", ORSTOM-IEG, New Delhi, March, 7 p.

DUPONT (V.), en coll. avec TINGAL (D.), 1996. "Survey on spatial mobilities in the metropolitan area of Delhi. Instructions for data entry. Special instructions for the survey of pavement dwellers", ORSTOM-IEG, New Delhi, March 1996, 11 p.

DUPONT (V.), en coll. avec TINGAL (D.), 1996. "Survey on spatial mobilities in the metropolitan area of Delhi. consistency checks. Special instructions for the survey of pavement dwellers", ORSTOM-IEG, New Delhi, June 1996, 30 p.

TINGAL (D.), 1996. "Survey on spatial mobilities in the metropolitan area of Delhi, Working paper N°4: Report on pavement dwelling areas and night shelters in Old Delhi", ORSTOM-IEG, Delhi, August 1996, 59 p.

¹ Postérieurement à l'enquête, l'ensemble de ces documents ont été réunis dans les annexes du Document de Travail N° 1, ORSTOM-IEG.

² Postérieurement à l'enquête, l'ensemble de ces documents ont été réunis dans les annexes du Document de Travail N° 2, ORSTOM-IEG.

2.6. AUTRES

BARBARY (O.), 1994. "Análisis de datos biográficos. Curso introductorio al uso de nuevas metodologías de análisis multivariado en el estudio de las trayectorias individuales." Simposio de Estadística, Análisis multivariado de datos, UNC, Bogota, 6-10 Juin 1994, 114 p.

BARBARY (O.), 1995. "Análisis estadístico de datos biográficos sobre la movilidad humana, metodología de análisis tipológica y primeros resultados de explotación de una encuesta sobre la movilidad espacial de la población del área metropolitana de Bogotá". Conférence invitée à l'Université Polytechnique de Catalogne, 13 septembre 1995, Barcelone, 15 p.

* BARBARY (O.), 1995. "Rapport de mission à Posadas (Argentine), 7 au 12 août 1995". ORSTOM, Bogota, 10 p.

BARBARY (O.), 1995. "AHQSAS1, programme SAS d'Analyse Harmonique Qualitative, d'après J.C. DEVILLE et G. SAPORTA. Version 4". Bogota, ORSTOM, 26p.

* BARBARY (O.), 1996. "Una aplicación del análisis armónico cualitativo : la tipología de trayectorias individuales". Bogota, Universidad Nacional de Colombia, 24 p. (versions française et espagnole)

BRY (X.), 1996. "Quelques réflexions (naïves) sur la mesure et l'analyse d'espaces de vie. Paris, INED, 11 p.

DUPONT (V.), 1995. "Rapport de mission au Vietnam, 28 novembre - 10 décembre 1995". ORSTOM, New Delhi, 5 p.

DUREAU (F.), 1992. "Las formas de movilidad de las poblaciones : conceptos y métodos. Bibliografía". Document présenté au séminaire Las nuevas formas de movilidad de las poblaciones urbanas en América latina, Bogota, CEDE-ORSTOM, 7-11 déc. 199, 44 p.

DUREAU (F.), 1993. "Atelier méthodologique sur les nouvelles formes de mobilité des populations urbaines en Amérique latine", Paris, ORSTOM, *Chroniques du SUD*, N° 11, pp. 143-146.

DUREAU (F.), 1993. "Manual de utilización de Carto 2D. Bogota, ORSTOM-CEDE, 35 p.

DUREAU (F.), 1995. "BIBLIOGRAFIA. Movilidad espacial de la población y dinámicas urbanas : Colombia, Ecuador, Conceptos y Métodos." Bogota, ORSTOM - CEDE, 137 p.

DUREAU (F.), 1996. "Recompositions urbaines en Colombie. Comportements migratoires et politiques urbaines à Bogota et dans 3 villes pétrolières du Casanare. Projet de recherche". Bogota, ORSTOM, 23 p.

MILBERT (I.), 1994. "Gestion urbaine et décentralisation dans une ville-capitale : bases théoriques". Genève, IUED, Document de travail N° 1, 6 p.

MILBERT (I.), 1995. "Interrogations sur la législation et les politiques urbaines à Delhi." Document de travail N° 2 (en préparation de mission), IUED, Genève, Février 1995, 28 p.

*P MONTEZUMA (R.), 1996. "Rapport de mission à Delhi dans la perspective d'une comparaison avec Bogota : observation visuelle de l'organisation spatiale de la ville et des modes d'utilisation de l'espace". Bogota, 63 p.

JARAMILLO (S.), PARIAS (A.), 1995. Exploración sobre mercado de vivienda en alquiler en Bogotá. Bogota, Universidad de los Andes, CEDE, 117 p. + ann.

SIDHU (M.), 1996. "Indo-French workshop on Sustainable Public Utilities in Urban Areas. A report.", Paris, ORSTOM, *Chroniques du SUD*, pp. 114-117.

COLLOQUES ET SEMINAIRES

3.1. COORDINATION DE SEMINAIRES

- **Atelier méthodologique sur Les nouvelles formes de mobilité des populations urbaines en Amérique latine**

Bogota, 7-11 décembre 1992, organisé par le CEDE et l'ORSTOM.

Public: chercheurs, producteurs de données démographiques et urbaines, et professionnels de la planification urbaine (Colombie, France et autres pays d'Amérique Latine). Total : 25 personnes

Membres de l'équipe ayant participé à l'organisation du séminaire et à l'édition des actes : F. DUREAU, C.E. FLOREZ, M.C. HOYOS.

- **Primer encuentro nacional de investigación urbano regional**

Bogota, 25-27 août 1993, organisé par l'*Asociación Colombiana de Investigadores Urbano Regionales* (ACIUR)

Public : chercheurs sur les questions urbaines et régionales (Colombie, France, Angleterre et autres pays d'Amérique latine). Total : 200 personnes

Membres de l'équipe ayant participé à l'organisation du séminaire et à l'édition des actes : F. DUREAU et T. LULLE.

- **Séminaire de recherche sur la ville de Delhi**

Delhi, novembre 1994 - mai 1996, *Centre for the Study of Developing Societies* (CSDS) - ORSTOM

Dans le cadre d'un projet de recherche collectif sur la ville de Delhi (ORSTOM-CNRS-CSDS), organisation en collaboration avec D. VIDAL (ORSTOM) d'un séminaire de recherche bi-mensuel qui a comme double objectif : de présenter de manière informelle les recherches actuelles en cours sur Delhi ; d'organiser débats et conférences sur des thèmes qui mettent en jeu les recherches existantes sur Delhi.

Public : de 10 à 20 chercheurs et doctorants par séance, de Delhi ou en visite en Inde.

Membres de l'équipe participant à l'organisation du séminaire : V. DUPONT.

- **Colloque Femmes, Villes et Environnement**

Genève, Février 1995, IUED, UNESCO, Coopération Suisse

Public: 200 étudiants et chercheurs

Membre de l'équipe ayant participé à l'organisation du colloque et à l'édition des actes: I. MILBERT.

- **Colloque Femmes, Créativité et Développement**

Genève, 26-27 novembre 1996, IUED, UNESCO, Coopération Suisse

Public: 200 étudiants et chercheurs

Membre de l'équipe ayant participé à l'organisation du colloque: I. MILBERT.

- **Séminaire de formation et de recherche sur la collecte et l'analyse des données longitudinales**

Bogota, 9-13 décembre 1996, Université Nationale de Colombie - ORSTOM - PRESTA (Programme de Recherche et d'Enseignement de Statistique Appliquée aux sciences sociales)

Membre de l'équipe ayant participé à l'organisation du séminaire et à l'édition des actes : O. BARBARY

3.2. PARTICIPATION A DES COLLOQUES OU SEMINAIRES

• EN AMERIQUE LATINE

Atelier méthodologique sur les nouvelles formes de mobilité des populations urbaines en Amérique latine

Bogota, Colombie, 7-11 décembre 1992, CEDE-ORSTOM (voir information ci-dessus)

Membres de l'équipe étant intervenus¹ : O. BARBARY, F. DUREAU, C.E. FLOREZ, M.C. HOYOS (pas de communication), T. LULLE

Première rencontre de l'Association colombienne de recherches urbaines régionales

Bogota, Colombie, 25-27 août 1993, ACIUR (voir information ci-dessus)

Membres de l'équipe étant intervenus : F. DUREAU, M.C. HOYOS

Atelier sur les nouvelles modalités et tendances de la migration entre pays frontaliers, et processus d'intégration

Montevideo, Uruguay, 27-29 octobre 1993, Université de la République

Public: 100 personnes, Amérique latine, France, USA.

Membre de l'équipe étant intervenu : F. DUREAU

Séminaire de préparation de la conférence mondiale de la population

Girardot, Colombie, 14-16 mars 1994, DNP-FNUAP

Public: 30 personnes de diverses institutions colombiennes

Membres de l'équipe étant intervenus : F. DUREAU et C.E. FLOREZ

Atelier sur la mesure de la migration internationale

Tijuana, Mexique, 3-4 mai 1994, COLEF-ORSTOM

Public: 60 personnes de Mexico, Colombie, France

Membres de l'équipe étant intervenus : O. BARBARY, F. DUREAU et C.E. FLOREZ.

Séminaire international sur la qualité des statistiques

Bogota, Colombie, 1-2 juin 1994, DANE

Public : 250 personnes de divers pays d'Amérique latine, USA, France

Membres de l'équipe étant intervenus : O. BARBARY, F. DUREAU.

Symposium de Statistique, Analyse multivariée de données

Bogota, Colombie, 6-10 juin 1994, Université nationale de Colombie

Public : 100 personnes de divers pays d'Amérique latine, USA, et Europe.

Membres de l'équipe étant intervenus: O. BARBARY, F. DUREAU et C.E. FLOREZ.

Séminaire sur Les opérations d'urbanisme dans le cadre de la politique urbaine

Bogota, 27-29 novembre 1995, *Viceministerio de Vivienda, Desarrollo Urbano y Agua Potable*, et *Lincoln Institute of Land Policy* (Cambridge)

Public : 150 personnes de Colombie, autres pays d'Amérique latine, Angleterre, USA

Membres de l'équipe ayant participé (sans communication) : F. DUREAU, T. LULLE et A. PARIAS.

Deuxièmes rencontres de l'ACIUR

Bogota, 16-19 octobre 1996, *Asociación Colombiana de Investigadores Urbano Regionales* (ACIUR)

Public: chercheurs sur les questions urbaines et régionales (Colombie, France, et autres pays d'Amérique latine). Total : 300 personnes

Membres de l'équipe ayant participé (sans communication) : T. LULLE, A. PARIAS.

¹ Sauf mention contraire, toute intervention correspond à une communication. Les communications sont répertoriées au chapitre 2 de ce rapport "LISTE DES PUBLICATIONS".

Séminaire de formation et de recherche sur la collecte et l'analyse des données longitudinales

Bogota, 9-13 décembre 1996, Université Nationale de Colombie - ORSTOM - PRESTA (voir information ci-dessus)

Membres de l'équipe participant : O. BARBARY, F. DUREAU, C.E. FLOREZ, A. MORALES, J. RAMOS.

• EN ASIE

Inter-state workshop on National Capital Region sub-region: planning and developing implications

Delhi, Inde, 9 avril 1994, *Institute of Town Planners*

Public : 100 personnes, urbanistes et cadres de services de gestion de la capitale et des états limitrophes

Membres de l'équipe ayant participé : V. DUPONT, M. SIDHU (pas de communication).

Séminaire Migration et urbanisation au Vietnam

Ho Chi Minh Ville, 5-8 décembre 1995, CEPED-FNUAP-CPS-IER

Public : 40 personnes, en majorité des chercheurs et urbanistes vietnamiens, ainsi que quelques chercheurs français et des représentants du FNUAP, PNUD et ESCAP.

Membres de l'équipe étant intervenu: V. DUPONT.

Séminaire politiques sociales et planification urbaine

Delhi, 13 décembre 1996, *School of Planning and Architecture*

Public: chercheurs, doctorants, urbanistes et cadres de services de gestion de la capitale

Membres de l'équipe étant intervenu: V. DUPONT.

• EN EUROPE

XIIIème Conférence Européenne sur l'Asie du Sud

Toulouse, 31 août - 3 septembre 1994, Centre d'Anthropologie des Sociétés rurales - Université de Toulouse II Le Mirail

Public: environ 300 chercheurs d'Europe et d'Asie du sud

Membres de l'équipe étant intervenus : I. MILBERT (animation d'une séance sur le thème "Environnement urbain"), V. DUPONT.

Conférence de l'Association Internationale des Démographes de Langue Française

Aranjuez, Espagne, 27-30 septembre 1994, AIDELF

Public : environ 300 démographes européens

Membre de l'équipe étant intervenu : E. LELIEVRE.

Colloque préparatoire au Sommet Mondial pour le Développement Social

Royaumont, 9-11 janvier 1995, ORSTOM - UNRISD

Public : 50 personnes de France

Membre de l'équipe étant intervenu : F. DUREAU.

XVèmes journées de l'Association d'Economie Sociale

Nancy, 14-15 septembre 1995, ADEPS (Université de Nancy et CNRS)

Public : environ 100 à 200 économistes (professeurs, chercheurs, doctorants)

Membre de l'équipe étant intervenu: E. LELIEVRE.

Colloque Les pratiques de la ville. Transformations sociales et évolutions spatiales.

Nanterre, 21-22 septembre 1995, Centre de Recherche sur l'Habitat, PIR-Villes

Public : 250 personnes de France et autres pays européens

Membres de l'équipe étant intervenus: V. DUPONT (pas de communication), F. DUREAU, T. LULLE et A. PARIAS.

Assises de la recherche urbaine française sur les pays en développement.

Paris, 25-26 septembre 1995, ORSTOM - INTERURBA.

Membres de l'équipe ayant participé (sans communication) : O. BARBARY, V. DUPONT, F. DUREAU, I. MILBERT, A. PARIAS

Colloque international Habitat créatif, culture et participation : quelles innovations pour quel développement ?

Lausanne, 27-29 septembre 1995, IREC, Ecole Polytechnique de Lausanne

Public : 50 chercheurs du Nord et du Sud.

Membre de l'équipe étant intervenu : I. MILBERT.

Sixièmes journées scientifiques du Réseau de télédétection de l'AUPELF-UREF, Télédétection des milieux urbains et périurbains

Liège, 2-5 octobre 1995, Université de Liège, AUPELF-UREF

Public : 250 personnes d'Europe, Canada, Afrique francophone

Membre de l'équipe étant intervenu : F. DUREAU (com. exposée par B. LORTIC).

Table Ronde : Quel rôle pour la communauté de recherche dans la préparation et le suivi d'Habitat II ?

Genève, 30 octobre 1995, Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (INITAR)

Public : 100 chercheurs et responsables dans les organisations internationales, quelques hommes politiques

Membre de l'équipe étant intervenu : I. MILBERT.

Séminaire Patrimoine urbain et modernité

Champs sur Marne, France, 7 novembre 1995, LTMU, Institut Français d'Urbanisme

Public : 80 chercheurs et étudiants de 3ème cycle du Nord et du Sud.

Membre de l'équipe étant intervenu : I. MILBERT.

Séminaire Outils et recherches sur la famille (thème : la mémoire familiale)

Mars 1996

Membre de l'équipe étant intervenu : E. LELIEVRE.

Journées de la Société Italienne de Statistiques

Avril 1996

Membre de l'équipe étant intervenu : E. LELIEVRE.

Séminaire Les recherches urbaines dans les pays en développement

Paris, 11 avril 1996, PIR-Villes.

Membres de l'équipe ayant présenté une communication : V. DUPONT, F. DUREAU.

Séminaire Démographie : analyse et synthèse

Sienne, Mai 1996

Membre de l'équipe étant intervenu : E. LELIEVRE.

Séminaire La frontière, coupure et/ou couture

Nanterre, 28 mai 1996, Ecole Doctorale Etude des sociétés, DEA Sciences sociales du contemporain et Géographie du Développement.

Membre de l'équipe étant intervenu : F. DUREAU.

Table-ronde sur les enquêtes biographiques

Paris, 30-31 mai 1996, CREDAL, Université Paris X Nanterre.

Membre de l'équipe étant intervenu : F. DUREAU.

Habitat II, Conférence mondiale sur les établissements humains, Sommet des Villes

Istanbul, 1-14 juin 1996, ONU

Membre de l'équipe étant intervenu : I. MILBERT.

Atelier sino-franco-norvégien sur "La réhabilitation des centres historiques"

Paris, Bordeaux, Trondheim, Oslo, 8-28 juillet 1996, Ecole d'Architecture de Bordeaux, Ecole d'Architecture de Trondheim, Université de Pékin.

Membre de l'équipe étant intervenu : I. MILBERT.

XIVème Conférence Européenne sur les Etudes Modernes sur l'Asie du Sud

Copenhague, 21-24 août 1996, Université de Copenhague & Institut Nordique des Etudes Asiatiques.

Public: environ 300 chercheurs d'Europe et d'Asie du sud

Membre de l'équipe étant intervenu : V. DUPONT .

8ème Conférence Générale de l' EADI, Globalisation, Compétitivité et Sécurité Humaine

Vienne, 11-14 septembre 1996, Association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement, Institut de Vienne pour le Développement et la Coopération.

Membre de l'équipe étant intervenu : I. MILBERT (animation d'un groupe de travail sur Urbanisation et Développement, communication).

• EN AMERIQUE DU NORD**XXIIème Congrès Général de l'Union Internationale pour l'Etude Scientifique de la Population (UIESP)**

Montréal, Canada, 25-30 août 1993, IUESP

Public : de 600 à 700 démographes du monde entier

Membre de l'équipe étant intervenu : E. LELIEVRE.

18ème Congrès International des Sciences Historiques

Montréal, Canada, 27 août - 3 septembre 1995, Comité International des Sciences Historiques

Public : environ un millier de spécialistes

Membre de l'équipe étant intervenu : E. LELIEVRE.

• EN AFRIQUE**Séminaire sur l'Analyse comparée des processus d'insertion urbaine**

Bamako, Mali, 25-28 octobre 1994, CERPOD-IFAN-ORSTOM-CEPED-Université de Montréal.

Public : 30 personnes de divers pays d'Afrique sub-saharienne, de France et du Canada

Membre de l'équipe étant intervenu : F. DUREAU.

Séminaire de dissémination des résultats de l'enquête ivoirienne sur la migration et l'urbanisation

Abidjan, Côte d'Ivoire, 10-11 octobre 1996, INS-IGT-IES-CIRES.

Public : 100 chercheurs en sciences sociales, statisticiens, urbanistes et cadres de l'administration ivoirienne

Membre de l'équipe étant intervenu : F. DUREAU.

3.3. REALISATION DE SEANCES D'INFORMATION ET CONFERENCES**• Séance d'information sur les potentialités de l'imagerie satellitaire pour la production d'information sur les populations urbaines. Exemples : Quito et Bogota**

Bogota, Colombie, 1993, District de Bogota

Public : 20 personnes du service de la Planification du District

Membre de l'équipe étant intervenu : F. DUREAU

• **Séance d'information sur les potentialités de l'imagerie satellitaire dans un contexte de système d'information urbain**

Cali , Colombie, 1994, Mairie de Cali

Public : 10 personnes des Services de la Planification et du cadastre de la Mairie de Cali

Membre de l'équipe étant intervenu : F. DUREAU.

• **Conférence sur le thème population et développement**

Bogota, 1994, Université des Andes

Public : 25 étudiants et enseignants de l'Université des Andes

Membre de l'équipe étant intervenu : F. DUREAU.

• **Conférence "Les formes de mobilité des populations de Bogota et leur impact sur la dynamique de l'aire métropolitaine"**

Medellin, Colombie, 1994, Université d'Antioquia, Institut d'Etudes Régionales (INER)

Public : 50 enseignants-chercheurs et étudiants avancés de l'Université

Membre de l'équipe étant intervenu : F. DUREAU.

• **Conférence "Distribution de la population, croissance urbaine et structuration socio-économique de l'espace à Delhi"**

Delhi, 12 août 1994, *Institute of Economic Growth* (IEG)

Public : 30 chercheurs de l'IEG

Membre de l'équipe étant intervenu : V. DUPONT en collaboration avec A. MITRA.

• **Conférence "Etude des mobilités spatiales des populations de l'aire métropolitaine de Delhi. Méthodologie de l'enquête"**

Delhi, 22 novembre 1994, CSDS - ORSTOM

Séance du séminaire de recherche sur la ville de Delhi (voir *supra*)

Public : 15 chercheurs et doctorants

Membre de l'équipe étant intervenu : V. DUPONT.

• **Conférence "Politiques urbaines et gestion à Delhi. Quelle spécificité pour une ville - capitale ?"**

Delhi, 31 mars 1995, CSDS - ORSTOM

Séance du séminaire de recherche sur la ville de Delhi (voir *supra*)

Public : 15 chercheurs et doctorants

Membre de l'équipe étant intervenu : I. MILBERT.

• **Conférence sur l'analyse des données biographiques**

Barcelone, Espagne, 14 septembre 1995, Université Polytechnique de Catalogne

Public : 25 professeurs et étudiants de l'université

Membre de l'équipe étant intervenu : O. BARBARY.

• **Conférence "Une expérience comparatiste sur le thème de la mobilité spatiale, Bogota -Delhi"**

Bondy, 28 septembre 1995, Cycle mégapolisation et diversité citadine, ORSTOM.

Public : 30 chercheurs et doctorants de France et de Colombie

Membres de l'équipe étant intervenus : V. DUPONT et F. DUREAU.

• **Conférence "Décentralisation et gestion urbaine"**

Genève, 20 novembre 1995, IUED

Public : 20 chercheurs du Nord et du Sud, 10 étudiants de 3ème cycle

Membre de l'équipe étant intervenu : I. MILBERT.

• **Conférence "La mobilité spatiale de la population de Bogota et sa périphérie métropolitaine"**

Bogota, 30 novembre 1995, Séminaire de recherche de l'ACIUR

Public : 40 chercheurs, enseignants ou urbanistes colombiens

Membres de l'équipe étant intervenus : F. DUREAU, M.C. HOYOS et T. LULLE.

• **Conférence sur la structuration démographique et socio-spatiale de Delhi, à partir des données du recensement de 1991**

Delhi, 27 février 1996, Festival de géographie, Collège S.B.Singh de l'Université de Delhi

Publics: 60 étudiants et enseignants

Membres de l'équipe étant intervenus : V. DUPONT.

• **Conférence sur "Gestion urbaine et processus de prise de décision. Le cas d'un bidonville à New Delhi"**

Delhi, 30 avril 1996, *Center for the Study of Developing Societies*

Public : 15 chercheurs et doctorants

Membre de l'équipe étant intervenus : I. MILBERT.

• **Conférence sur le programme de recherche comparatif Bogota - Delhi**

Bogota, 2 mai 1996, *Instituto Javeriano de vivienda y urbanismo*, Universidad Javeriana

Public : chercheurs et enseignants

Membres de l'équipe étant intervenus : R. MONTEZUMA, F. DUREAU.

• **Présentation du Manuel Pratique d'analyse démographique des biographies**

Paris, Mai 1996, INED, Atelier "Logiciels Statistiques"

Public : chercheurs et doctorants

Membre de l'équipe étant intervenus : E. LELIEVRE

• **Conférence sur les Mobilités spatiales des populations de l'aire métropolitaine de Delhi.**

Delhi, 22 novembre 1996, *Institute of Economic Growth*

Public: 30 chercheurs et doctorants

Membre de l'équipe étant intervenus : V. DUPONT

3.4. PARTICIPATION A DES OPERATIONS DE VULGARISATION SCIENTIFIQUE

Exposition itinérante pour le cinquantenaire de l'ORSTOM en Amérique latine, 1994.

Membres de l'équipe ayant participé : F DUREAU et M.C. HOYOS.

Conférence au lycée français de Bogota, 1994.

Exposé débat sur la situation démographique en Colombie

Public : 30 élèves de terminale B

Membre de l'équipe ayant participé : F. DUREAU.

Conférence à la bibliothèque Luis Angel Arango (Bogota), 5 Avril 1995.

Présentation du programme de recherche sur la Mobilité spatiale des populations de Bogota dans le cadre d'une journée sur la recherche française en Colombie

Public : 30 personnes (profils divers)

Membre de l'équipe ayant participé : F. DUREAU et M.C. HOYOS.

Article dans la revue *Concorde* (revue des francophones en Colombie), 1994.

Interview de F. DUREAU sur la situation démographique en Colombie.

Article dans la revue de l'Université de la Sabana (Bogota), 1994.

Interview de F. DUREAU et C.E. FLOREZ sur les problèmes démographiques de Bogota et les municipalités métropolitaines.

Article dans le quotidien *Le Monde*, 1994.

Interview de V. DUPONT sur le thème de l'urbanisation en Inde, pour un article de B. Philip "La fin de l'explosion urbaine" (en Inde) (31/08/1994).

Article dans le magazine hebdomadaire *Outlook*, Delhi, 7 août 1996

Interview de V. DUPONT sur le développement de Delhi.

Emission de radio sur France Culture, "Les enjeux internationaux", 9 nov. 1995

Interview d'I. MILBERT sur la pauvreté urbaine en Inde.

Emission sur Radio Suisse Internationale, 5 juin 1996 à Istanbul et 22 octobre 1996 à Berne

Interview d'I. MILBERT sur les politiques de recherche urbaine.

Emission sur Radio Suisse Romande, "Espace 2", 25 octobre 1996

Interview d'I. MILBERT sur la coopération et la gouvernance en Asie.

Emission sur Radio Cité (Genève), 12 décembre 1996

Interview d'I. MILBERT sur "Croissance économique, système politique et politiques anti-pauvreté en Inde".

ACTIONS DE FORMATION

4.1. ENSEIGNEMENTS UNIVERSITAIRES ET POST-UNIVERSITAIRES

• ENSEIGNEMENTS REGULIERS

1983-1996

Cours magistraux: "Politiques économiques et sociales de l'Inde" (utilisant les résultats des recherches menées en Inde)

Paris, INALCO, Université de Paris III

Public concerné : étudiants de 2ème cycle

Membre de l'équipe en charge du cours : I. MILBERT

1988 - 1996

Chaire d'Etudes Urbaines (utilisant les résultats des recherches menées en Inde)

Genève, Institut Universitaire d'Etudes du Développement

Public concerné : étudiants de 3ème cycle

Membre de l'équipe en charge du cours : I. MILBERT

1993 - 1996

Séminaire de recherche du *Pregrado* d'Economie

Bogota, Université des Andes, Faculté d'Economie

Enseignement hebdomadaire de 2 heures sur le thème "Migration et emploi à Bogota", ayant pour objet la formation à la recherche des étudiants de maîtrise.

Public concerné : 10 à 15 étudiants en 7ème semestre d'Economie

Membres de l'équipe en charge du séminaire : F. DUREAU, C.E. FLOREZ, M.C. HOYOS

1994-1996

Séminaire de recherche sur l'Analyse statistique des données biographiques

Bogota, Université Nationale de Colombie (UNC)

Séances hebdomadaires pour ce séminaire inscrit comme certificat optionnel du programme du *Postgrado* de statistique

Public : 10 personnes en moyenne, étudiants et professeurs de l'UNC

Membre de l'équipe en charge du séminaire : O. BARBARY, J. RAMOS.

• INTERVENTIONS PONCTUELLES

• 1993

Séminaire de recherche en statistique

Bogota, Université Nationale, Faculté de Statistiques et Mathématiques

Public concerné : 20 étudiants avancés et enseignants-chercheurs

Intervention : F. DUREAU (La méthode de sondage aréolaire sur image satellite).

• 1994

Séminaire de recherche du *Postgrado* d'Economie

Bogota, Université des Andes, Faculté d'Economie

Public concerné : 40 étudiants de *Postgrado* d'Economie (DEA)

Intervention : F. DUREAU (Renouveler l'approche de l'urbanisation à travers l'analyse de la migration).

Cycle de formation à la démographie

Cali (Colombie), *Universidad del Valle*, Faculté de Sciences Sociales et Economiques

Public concerné : 30 enseignants-chercheurs, cadres d'institutions colombiennes

Intervention : F. DUREAU (Formes et modalités de la mobilité spatiale : concepts, collecte et analyse des données)

• **1995**

Séminaire de recherche du Centre d'Etudes du Développement Régional

Delhi (Inde), Université J. Nehru, *Centre for the Study of Regional Development*, séance du 25 / 10 / 1995

Public concerné : 30 enseignants-chercheurs et étudiants de 3ème cycle

Intervention : V. DUPONT (Distribution de la population, croissance urbaine et structuration socio-économique de l'espace à Delhi. Analyse des données du recensement de 1991).

Cours de Planification urbaine

Delhi, *School of Planning and Architecture*, séance du 25 / 11 / 1995

Public concerné : 60 étudiants en maîtrise de planification urbaine

Intervention : V. DUPONT (Etude de la structuration démographique et socio-spatiale de Delhi à partir des données du recensement de 1991).

Atelier de formation sur la collecte, la structuration des bases de données et les méthodes d'analyse des données biographiques

Cali (Colombie), *Universidad del Valle*, 3 séances mensuelles de février à juin 1995

Public : 25 personnes environ, étudiants et professeurs

Intervention : O. BARBARY.

Cours SIG et Télédétection

Bogota (Colombie), Université des Andes, Faculté d'Ingéniering, 10 mai 1995

Public concerné : 20 étudiants en informatique (niveau maîtrise)

Intervention : F. DUREAU (Utilisation de l'image satellite de Bogota dans le cadre du programme CEDE-ORSTOM sur la mobilité spatiale des populations de Bogota).

Séminaire d'analyse de données textuelles

Posadas (Argentine), Université de Misiones - PRESTA (programme de recherche et d'enseignement de statistique appliquée aux sciences sociales, en coopération avec la CEE et les Universités d'Amérique du Sud), 5-11 août 1995

Public : 35 participants, professeurs et chercheurs sud-américains en statistique ou en sciences sociales

Intervention : O. BARBARY.

• **1996**

Cours sur "Villes en développement"

Genève, Institut Universitaire d'Etudes du Développement, séance du 1er février 1996

Public: étudiants doctorants

Membre de l'équipe étant intervenu : V. DUPONT (Les formes de mobilité spatiales des populations de Delhi. Méthodes d'enquêtes).

Cours de maîtrise

Université de Neuchâtel, Mars 1996

Public concerné : 60 étudiants (niveau maîtrise)

Membre de l'équipe étant intervenu : E. LELIEVRE (Les motivations de la migration).

Séminaire d'anthropologie urbaine

Bogota, Université des Andes, Faculté d'Anthropologie, 23 et 25 Avril 1996

Public concerné : 12 étudiants en anthropologie (niveau maîtrise)

Membre de l'équipe étant intervenu : F. DUREAU (La méthodologie de l'enquête CEDE-ORSTOM sur la mobilité spatiale des populations de Bogota).

Séminaire de DEA

Institut de Démographie de Paris (IDP), Avril 1996

Public concerné : 18 étudiants de DEA

Membre de l'équipe étant intervenu : E. LELIEVRE (Introduction aux méthodes d'analyse biographique).

Séminaire de *Postgrado* d'urbanisme

Bogota, Université Nationale, Faculté d'Architecture

Public concerné : 30 enseignants-chercheurs et étudiants

Membre de l'équipe étant intervenu : F. DUREAU (La méthodologie et les principaux résultats de l'enquête CEDE-ORSTOM sur la mobilité spatiale à Bogota).

3ème cycle en anthropologie d'aménagement du territoire

Université de Lausanne & Université de Genève, conférences données le 15 mars 1996 et le 14 novembre 1996.

Public concerné : étudiants de 3ème cycle

Membre de l'équipe étant intervenu : I. MILBERT (Le risques dans la ville; Gestion du risque et aménagement du territoire).

4.2. ENCADREMENT DOCTORAL

1993-1994, Bogota, F. DUREAU.

Encadrement scientifique de deux étudiants en *Postgrado* d'Economie de l'Université des Andes, réalisant leur thèse sur le thème "Migration et Famille". L'une travaillait à partir de données statistiques existantes (*Encuesta Nacional de Hogares*), l'autre à partir d'une enquête de nature anthropologique.

1993-1995, Bogota, F. DUREAU.

Encadrement scientifique d'une allocataire ORSTOM, anthropologue, en thèse de *Postgrado* à l'Université Nationale. M.C. HOYOS, qui avait en charge le volet qualitatif du programme de recherche ORSTOM-CEDE, a mené une recherche de nature anthropologique sur la mobilité spatiale des populations des municipalités de la partie occidentale de l'aire métropolitaine de Bogota.

1994, Bogota, F. DUREAU.

Encadrement scientifique d'un doctorant en géographie de l'Université de la Sabana, réalisant sa thèse, en relation avec une université espagnole, sur le thème des migrations résidentielles internes à Bogota.

1994-1996, Delhi, V. DUPONT.

Encadrement scientifique d'une allocataire ORSTOM, préparant une thèse pour un diplôme d'études supérieures en écologie et environnement au sein de l'*Indian Institute for Ecology and Environment* (New-Delhi). Mriga SIDHU mène, au sein du programme ORSTOM-IEG sur les mobilités spatiales des populations de Delhi, une recherche de nature anthropologique sur les interactions entre environnement urbain et pratiques résidentielles.

1995, Delhi, V. DUPONT.

Appui scientifique ponctuel à une étudiante doctorante de l'Institut d'Urbanisme de Paris, réalisant une thèse sur le coût de la fiabilité de l'approvisionnement en eau à Delhi : aide à la mise au point de la méthodologie d'enquêtes ménages.

1995-1996, Bogota, O. BARBARY.

Encadrement scientifique d'une étudiante de *Postgrado* de statistique de l'Université Nationale de Colombie réalisant un mémoire sur la gestion du temps en analyse harmonique qualitative : application à l'analyse typologique des données biographiques.

Membre de l'équipe étant intervenu : O. BARBARY

1995-1996, Delhi, V. DUPONT.

Suivi scientifique d'un étudiant doctorant de l'Université de Delhi (Département de Géographie) réalisant une thèse sur les bidonvilles de Delhi, selon une approche d'écologie humaine.

Depuis 1996, Bogota, F. DUREAU.

Encadrement scientifique d'un allocataire ORSTOM, économiste - urbaniste, inscrite en thèse de Doctorat d'Urbanisme à l'Institut d'Urbanisme de Paris-Créteil. A. PARIAS travaille sur la dynamique et le fonctionnement du logement locatif à Bogota sur la période 1970 - 1995.

Depuis mi-1996, Delhi, V. DUPONT

Encadrement scientifique d'un allocataire ORSTOM, géographe, préparant une thèse de doctorat à l'Université de Delhi (*Delhi School of Economics*, Dépt. de Géographie). Dhananjay TINGAL a entrepris une recherche sur la population des sans-logis à Delhi qui combinera des observations menées dans la capitale et dans les villages d'origine des migrants.

Depuis mi-1996, Delhi, V. DUPONT

Encadrement scientifique d'un allocataire ORSTOM, démographe, préparant une thèse de doctorat à l'Université J. Nehru de New-Delhi (*Centre for the Study of Regional Development*). Jay PRAKASH a entrepris une recherche sur les mobilités spatiales dans le contexte d'une ville satellite nouvelle de l'aire métropolitaine de Delhi, qui donnera lieu à une application des méthodes d'analyse démographique des biographies.

4.3. FORMATION PROFESSIONNELLE

• 1993

Cours Télédétection et Urbanisme

Santiago du Chili, Université Catholique, GDTA

Exposé sur l'utilisation de la télédétection pour produire des informations sur les populations urbaines, et sur le thème Systèmes d'information urbains et télédétection.

Public : 30 stagiaires, principalement urbanistes avec expérience, suivant le cours Télédétection et Urbanisme, originaires de divers pays d'Amérique latine.

Membre de l'équipe étant intervenu : F. DUREAU, en coll. avec B. LORTIC

Cours de formation au logiciel de cartographie automatique CARTO 2D

Bogota, Université des Andes

Réalisation d'un cours à destination des chercheurs du CEDE intéressés par la réalisation de cartes thématiques sur ordinateur. Travaux pratiques sur la base d'informations du programme CEDE-ORSTOM sur Bogota

Membre de l'équipe étant intervenu : F. DUREAU

Stage de formation à la télédétection spatiale appliquée à l'urbanisme

Bogota, 6-10 décembre 1993, DAPD (*Dirección Administrativa de Planeación Distrital de Bogota*)

Travaux pratiques sur l'image satellite SPOT acquise pour le programme de recherche, avec le logiciel de traitement d'image PLANETE développé par l'ORSTOM.

Public concerné : 10 cadres de la DAPD.

Membre de l'équipe étant intervenu : F. DUREAU, en coll. avec M.A. CUSTODE et J. VEGA (Municipalité de Quito)

• 1994

Cours intensif de formation à la démographie "Population et Développement"

Cali, *Universidad del Valle* - Département National de Planification - FNUAP

Public concerné : 30 enseignants-chercheurs, cadres de diverses institutions colombiennes

Membre de l'équipe étant intervenu : F. DUREAU, co-responsable, avec F.URREA, de la série de cours sur la mobilité spatiale

ANNEXE :
PRINCIPALES PUBLICATIONS DE L'EQUIPE

Développements théoriques et méthodologiques

• Les formes de mobilité spatiale : concepts et méthodes

DUPONT (V.), DUREAU (F.), 1994. "Rôle des mobilités circulaires dans le dynamiques urbaines. Illustrations à partir de l'Equateur et de l'Inde". Paris, *Revue Tiers Monde*, Tome XXXV, N° 140, Oct-Déc. 1994, pp. 801-829.

DUREAU (F.), FLOREZ (C.E.), HOYOS (M.C.), VILLA (M.) (ed. scient.), 1995. *Las nuevas formas de movilidad de las poblaciones urbanas en América Latina. Memorias del taller CEDE-ORSTOM, Bogotá, 7-11 de Diciembre de 1992*. Bogota, Universidad de Los Andes, Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico, Documento CEDE N° 97, 201 p. (traduction du plan et de l'introduction)

• L'analyse typologique des trajectoires résidentielles

BARBARY (O.), 1995. "L'analyse harmonique qualitative, un outil puissant pour la statistique descriptive des données biographiques". Communication aux XXVIII^e Journées de Statistique, Congrès de l'ASU, 27-30 mai 1996, Québec, 33 p. (Résumé).

BARBARY (O.), PINZON SARMIENTO (L.M.), 1995. "Informe sobre la linea de investigación Análisis de correspondencia y datos biográficos". Extrait du rapport de synthèse du séminaire de recherche U.N.C./ORSTOM 1995. Bogota, 26 p.

BARBARY (O.), 1995. "Rapport de mission à Posadas (Argentine), 7 au 12 août 1995". ORSTOM, Bogota, 10 p.

BARBARY (O.), 1996. "Une application de l'analyse harmonique qualitative : la typologie de trajectoire individuelles". Bogota, Universidad Nacional de Colombia, 24 p.

BARBARY (O.), 1996. "L'analyse typologique des trajectoires résidentielles recueillies à Bogota: méthode et leçons de l'expérience", in *Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Etude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et de Delhi. Rapport Intermédiaire N° 3, Convention CNRS-ORSTOM : CONV940034VILL*, Bogota et New-Delhi, ORSTOM, pp. 11-16.

• L'analyse démographique des biographies et l'analyse biographique des unités collectives

LELIEVRE (E.), 1996. "Présentation d'un manuel de mise en pratique de l'analyse démographique des biographies" et "L'analyse biographique des unités collectives : l'entourage, une nouvelle entité pour l'analyse de l'évolution des structures sociales", in *Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Etude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et de Delhi. Rapport Intermédiaire N° 3, Convention CNRS-ORSTOM : CONV940034VILL*, Bogota et New-Delhi, ORSTOM, pp. 16-18.

BONVALET (C.), LELIEVRE (E.), 1995. "Du concept de ménage à celui d'entourage: une redéfinition de l'espace familial". Montréal, *Sociologie et Sociétés*, Vol. 27, N°2 : *Nouvelle morphologie sociale*, pp. 177-190.

BONVALET (C.), LELIEVRE (E.), 1995. "La notion d'entourage, un outil pour l'analyse de l'évolution des réseaux individuels". Communication au 18^{ème} Congrès International des Sciences Historiques, Montréal, 27 août - 3 septembre 1995, 15 p.

COURGEAU (D.), LELIEVRE (E.), 1996. "Les motivations des comportements migratoires", in *Démographie, Analyse et modèles*, Caselli, Vallin & Wunsch, en 3 volumes, à paraître.

RÔLE DES MOBILITÉS CIRCULAIRES DANS LES DYNAMIQUES URBAINES

ILLUSTRATIONS A PARTIR DE L'EQUATEUR ET DE L'INDE

par Véronique DUPONT* et Françoise DUREAU**

INTRODUCTION

Dans de nombreux pays en développement, la crainte d'une urbanisation incontrôlée et de la croissance démesurée des grandes métropoles a favorisé la production de données et les recherches sur les migrations définitives, et plus particulièrement les migrations d'origine rurale à destination urbaine. Les autres flux ont été moins étudiés et les déplacements temporaires et circulaires ont été longtemps négligés. Ces autres formes de mobilité spatiale, dont l'impact sur les dynamiques urbaines est pourtant tout aussi important que celui de l'exode rural, ont pu être mises en évidence par des enquêtes spécifiques plus fines et plus appropriées permettant de dépasser les limites imposées par les recensements et les enquêtes nationales. Cette focalisation initiale sur l'exode rural et l'enrichissement des études sur la mobilité spatiale par de nouvelles approches se retrouvent dans deux régions du Tiers Monde aux modèles d'urbanisation contrastés, l'Inde et l'Amérique latine, que nous aborderons ici à travers le cas de l'Equateur.

Avec un taux d'urbanisation de 26 % en 1991¹, l'Inde se situe parmi

* Démographe, chargée de recherche à l'ORSTOM, département « Sociétés, urbanisation, développement ».

** Géographe, chargée de recherche à l'ORSTOM, département « Sociétés, urbanisation, développement ».

1. Selon le recensement indien, sont considérées comme « urbaines » les localités répondant aux trois critères suivants : une population minimum de 5 000 habitants ; une proportion minimum de 75 % d'actifs masculins employés hors de l'agriculture ; et une densité de population d'au moins 400 personnes au kilomètre carré. En outre les localités répondant à certains critères administratifs, tels que la présence d'une municipalité, d'un cantonnement, etc., sont aussi classées comme urbaines.

les pays les plus faiblement urbanisés de la planète ; malgré une accélération du rythme de l'urbanisation dans les années 60 et 70, le taux de croissance annuel de la population urbaine est resté relativement modéré et s'est en outre ralenti dans les années 80 (3,8 % de 1961 à 1971, et 3,2 % de 1981 à 1991). L'Amérique latine est au contraire un continent fortement urbanisé, comptant 72 % d'urbains en 1990¹. Le rythme d'urbanisation a été particulièrement rapide dans les années 50 jusqu'au milieu des années 70, pour se ralentir également ensuite : le taux de croissance de la population urbaine dans les années 80 (3,2 % par an) se rapproche ainsi de celui de l'Inde. Dans le contexte latino-américain, l'Equateur présente une situation proche de la médiane des pays du continent avec un taux d'urbanisation de 55 % en 1990 et un taux de croissance de la population urbaine de 3,6 % par an de 1982 à 1990² ; au-delà de la mesure du phénomène, il importe de souligner le maintien de relations très fortes entre les villes et la campagne équatorienne, caractéristique de la zone andine. En Inde comme en Equateur, la prise en compte des déplacements temporaires et des navettes permet une meilleure appréhension des dynamiques urbaines. Dans ces deux pays comme dans la plupart des pays du Tiers Monde, ces formes de mobilité ont tendance à s'intensifier dans le contexte actuel de l'économie internationale, des difficultés croissantes d'insertion en ville et d'apparition de déséconomies d'échelle dans les grandes métropoles. Les progrès des moyens de transport et de communication, ainsi que l'existence d'un maillage urbain relativement serré dans certaines régions — en particulier métropolitaines — ont également permis à la mobilité circulaire de s'affirmer comme une composante déterminante de la dynamique urbaine. Dans le cas de l'Inde, le développement des formes de mobilité circulaire comme substitut à la migration définitive en ville apparaît aussi un facteur clef pour expliquer le maintien d'un faible taux d'urbanisation.

Sur la base d'exemples pris dans ces deux pays, cet article examine différentes formes de mobilité circulaire qui affectent les dynamiques urbaines et montre leur impact sur le fonctionnement des villes. Plusieurs questions sous-tendent cette analyse : quelles sont les stratégies développées par les migrants temporaires et navetteurs en matière d'occupation de l'espace géographique et économique des villes et de leur espace envi-

1. Les données sur l'Amérique latine sont issues de : Naciones Unidas, *World Population Trends and Policies*, New York, ST/ESA/SER-A/103, 1988. Elles résultent d'une compilation de données sur la population urbaine par pays, en utilisant pour chacun la définition employée par l'Institut national de statistiques du pays.

2. Selon l'Institut national de la statistique de l'Equateur, sont considérées comme urbaines toutes les capitales provinciales et les chef-lieux de canton.

ronnant ? Comment évoluent ces pratiques résidentielles : correspondent-elles à une étape dans un processus de fixation ou se pérennisent-elles ? Quelles en sont les implications en termes d'investissements et d'infrastructures pour la gestion urbaine ? Quelles fonctions les migrants temporaires et les navetteurs assurent-ils dans les marchés du travail urbains ? Enfin, au-delà de l'espace urbain, le développement des mobilités temporaires et circulaires vers les villes a également des implications en matière de planification régionale et d'aménagement du territoire.

I — DE LA MESURE DE LA MIGRATION DÉFINITIVE A L'INTÉGRATION DE LA MOBILITÉ CIRCULAIRE

L'approche de la mobilité retenue dans les systèmes nationaux de production de statistiques démographiques, recensements et enquêtes auprès des ménages, marque profondément l'appréhension et l'analyse du phénomène. Ainsi ont longtemps été occultées certaines formes de mobilité pourtant mises en évidence par des études socio-anthropologiques ou géographiques ; de telles études se sont accompagnées d'un enrichissement conceptuel notable, d'un apport essentiel pour une meilleure appréhension de l'ensemble des formes de mobilité qui affectent les dynamiques urbaines.

1. *L'appréhension de la migration par les recensements et enquêtes démographiques nationales*

Les systèmes officiels de production de données démographiques ont fondé leurs opérations de collecte, en premier lieu les recensements, sur des critères permettant de rattacher les individus à un lieu de résidence unique, afin de pouvoir les dénombrer plus facilement. Cela a fortement limité le champ d'étude de la mobilité spatiale. C'est ainsi que la migration est traditionnellement définie comme « un ensemble de déplacements ayant pour effet de transférer la résidence des intéressés d'un certain lieu d'origine, ou lieu de départ, à un certain lieu de destination, ou lieu d'arrivée » (Henry, 1981, 105). Les recensements ne saisissent en général que les déplacements impliquant un transfert de résidence : migration par rapport au lieu de naissance ou/et par rapport à un lieu de résidence antérieur.

L'Inde et les pays d'Amérique latine n'échappent pas à ce constat général. Qu'il s'agisse des recensements ou des enquêtes nationales

auprès des ménages qui y sont réalisés régulièrement, c'est la résidence unique et son transfert qui fondent le mode d'appréhension de la mobilité des populations. Dans les enquêtes auprès des ménages, la mesure de la mobilité n'est généralement pas plus riche que celle qu'utilisent les recensements ; de plus, l'intérêt de cette mesure est sérieusement limité par le fait que ces opérations de collecte sont effectuées par sondage. En effet, le recours à une observation non exhaustive, sur échantillon, interdit toute désagrégation spatiale fine des résultats. En outre, le problème de l'actualisation de la base de sondage a un impact spécialement important en ville pour l'observation d'un phénomène tel que la mobilité de la population, qui est justement un des facteurs principaux de la dynamique urbaine, donc de la désactualisation des bases de sondage. C'est en fait dans la qualité de la collecte et la répétitivité de l'observation¹, essentielle pour une vision dynamique, que réside l'intérêt des enquêtes auprès des ménages et non dans les caractéristiques de l'information produite sur la mobilité. Malheureusement, les biais dus au vieillissement des bases de sondage limitent sérieusement les possibilités d'analyse des séries temporelles.

L'Amérique latine comme l'Inde, marquées par une tradition bien établie de recensements et d'enquêtes par sondage auprès des ménages, disposent donc depuis longtemps de données quantitatives sur la mobilité. Comme le note justement Picouet (1985) à propos de l'Amérique latine, « cette première information, exhaustive et purement quantitative, ouvrait ainsi la voie à des études sur les conditions et les déterminants de la migration, qui correspondaient finalement aux préoccupations provoquées par l'exode rural et l'urbanisation rapide du continent ». En Inde, le même constat peut s'appliquer, à la réserve près que les craintes ont été largement exagérées.

Les années 60 et 70 ont ainsi vu se multiplier les études basées sur les données de recensements ou d'enquêtes ménages nationales, considérant la migration comme un « événement définitif, un déplacement géographique qui impliquait une séparation irréversible du migrant de son lieu d'origine » (Reborrati, 1986, 11). Dans une Amérique latine soumise à cette époque à un exode rural de grande ampleur, ou dans un pays comme l'Inde redoutant un tel phénomène sans y être encore confronté, l'accent était mis, tout à fait logiquement, sur les migrations individuelles dirigées du milieu rural vers les villes.

1. En Inde, le *National Sample Survey (NSS)* est mené à un rythme annuel depuis 1950 ; de 1955 à 1968, en 1973-1974, 1983, 1987-1988 et 1993, ont été recueillies des données relatives à la migration. Dans un pays latino-américain comme la Colombie, la *Encuesta Nacional de Hogares* est réalisée ou trimestriellement ou annuellement, selon les villes, depuis 1970.

2. Mise en évidence de la mobilité temporaire par les études socio-anthropologiques

Parallèlement à cette approche quantitative de la migration définitive, se sont développées des études socio-anthropologiques et géographiques qui, si elles n'avaient souvent pas pour objectif premier l'étude de la mobilité, ont mis en évidence l'existence d'autres types de mobilité que ceux qu'appréhendent les opérations statistiques. L'ensemble de ces recherches ont pour point commun une observation fine, de nature qualitative, sur des échantillons de taille relativement restreinte. Deux démarches se sont révélées particulièrement fructueuses : l'analyse des stratégies de survie des familles paysannes et l'étude du fonctionnement du marché du travail dans une branche d'activité.

Le passage de l'unité d'analyse « individu » à une unité d'analyse collective, la famille le plus souvent, la communauté paysanne parfois, constitue un des facteurs clefs de la remise en cause du schéma traditionnel de la migration définitive individuelle. Développée en Inde par des anthropologues et des sociologues, comme dans de nombreux autres pays d'Asie et d'Afrique, cette méthode a connu un certain écho en Amérique latine à partir des années 70 ou même 60 au Mexique.

Tandis que les études s'inscrivant dans une problématique d'analyse des stratégies de survie des familles paysannes mettent l'accent sur les mécanismes responsables des déplacements temporaires vers d'autres zones rurales ou vers les villes, un second courant de recherches aborde la mobilité temporaire des travailleurs à travers le fonctionnement du marché du travail dans un secteur d'activité donné. Nombre d'études du secteur de la construction ou de branches industrielles sont ainsi à l'origine d'observations approfondies des formes de mobilité temporaire des travailleurs de ces secteurs.

3. Recherche d'un cadre conceptuel intégrant les diverses formes de mobilité qui affectent les dynamiques urbaines

La mise en évidence des phénomènes de mobilité temporaire, en Inde et en Amérique latine comme dans d'autres pays du Tiers Monde, s'est accompagnée d'un enrichissement des concepts. Est ainsi apparu le terme de « circulation » qui a été utilisé pour recouvrir une grande variété de déplacements habituellement de courte durée, répétitifs ou cycliques, ayant en commun l'absence de toute intention déclarée d'un changement

de résidence permanent ou durable (Zelinski, 1971, 225-226). Le terme de circulation remonte en fait aux travaux de géographie régionale de Vidal de la Blache au début du siècle. Dans les pays en développement, il a d'abord été utilisé pour décrire des formes de mobilité du travail observées dans le contexte de l'Afrique australe par Wilson (1941-1942) et Mitchell (1961). Comme en témoignent les travaux des historiens et les études pionnières sur la mobilité circulaire en Afrique, en Océanie, puis en Asie du Sud-Est, la circulation n'est pas une nouvelle forme de déplacement pour les populations des pays du Tiers Monde (Goldstein, 1978 ; Hugo, 1982 ; Chapman et Prothero, 1983 ; Young, 1984 ; Prothero, 1985). Mais, alors que l'importance des mobilités circulaires et temporaires commençait à être reconnue pour ces régions, en Amérique latine les migrations définitives ont longtemps été mises au premier plan, sans s'interroger sur les effets obscurcissants des systèmes de données disponibles, alors que ce facteur était précisément souligné pour expliquer la prise de conscience tardive en Asie du Sud. Certes, les phénomènes de circulation se sont largement répandus au cours des dernières décennies, par suite de l'amélioration des moyens de transport et de communication, de l'accès de plus en plus ouvert à l'éducation, et de la monétarisation des économies rurales (Hugo, 1989 ; Lattes, 1989). Les fonctions remplies par la mobilité circulaire ont pu aussi se modifier, en réponse aux changements dans le développement économique du pays.

De nombreux auteurs ont tenté de construire des typologies *a priori* de la mobilité, en proposant des critères de définition des déplacements permanents, temporaires et circulaires : intervalle de temps standard, ou critère de l'« intention » d'un changement de résidence permanent ou durable. De fait, l'intégration des diverses formes de déplacements des populations amène à une remise en cause de la segmentation temporelle de la mobilité. Les différentes formes de mobilité s'étendent sur un continuum et, souligne Zelinski (1983, notre traduction), « il n'y a aucune "coupure" nette, naturelle ou construite par l'homme dans le spectre spatio-temporel de la mobilité. Dans le continuum allant de la mobilité temporaire à la mobilité permanente, il n'y a pas de points de rupture logiques ». En outre, comme le note Courgeau (1979, 95) « il s'agit de phénomènes interdépendants qu'il est, dès lors, très délicat d'isoler (...). Pour sortir de cette ornière, il faut donc prendre en compte tous les déplacements sans introduire de typologie *a priori* », déplacements qui devront ensuite faire l'objet d'une hiérarchisation en fonction de la problématique et de l'objet d'étude.

L'emploi d'un critère de résidence unique — fondement de l'analyse conventionnelle des migrations — entraîne de larges insuffisances pour l'appréhension de la mobilité spatiale des populations (Behr et Gober,

1982). Il est au contraire nécessaire de pouvoir rattacher un individu à plusieurs lieux de résidence et/ou de travail. La prise en compte du caractère multiple de la localisation de l'individu dans l'espace et de la circulation entre les différents lieux avec lesquels il a été ou est en rapport, par l'intermédiaire de ses activités et de personnes apparentées ou connues s'y trouvant, conduit à la notion d'espace de vie¹, dont l'espace résidentiel et l'espace de travail sont deux composantes essentielles. Ainsi, de nombreux individus ne sont ni exclusivement urbains, ni exclusivement ruraux, en raison de leur espace résidentiel et de travail multipolaire (Goldstein, 1978 ; Chapman et Prothero, 1983). Reconnaître l'importance des interactions entre zones rurales et zones urbaines à travers les déplacements circulaires de populations et les flux qui les accompagnent (d'argent, de biens, d'informations, d'idées...) amène à réévaluer la dichotomie urbain/rural. Il y a une intégration fonctionnelle des différents lieux entre lesquels les individus circulent. L'intensité des déplacements circulaires peut ainsi modifier la structuration de l'espace, induire un continuum entre le centre urbain et son espace environnant, ou un chevauchement d'espaces par intégration fonctionnelle au-delà du continuum physique du bâti.

Pour analyser les espaces résidentiels des individus, on peut introduire la notion de densité de résidence, basée sur un système d'observation enregistrant la totalité des localités fréquentées et la durée passée dans chacune d'elles, pour tous les séjours d'au moins une nuit, durant une période de temps donnée (un ou deux ans par exemple) (Dureau, 1987). La densité de résidence dans chacun de ces lieux est définie par la durée relative qu'elle occupe dans l'intervalle de temps d'observation. Ainsi peuvent être appréhendés les espaces résidentiels : configurations spatio-temporelles définies par les différents lieux de séjour et la densité de résidence dans chacun d'eux. Cette méthode a été appliquée pour mettre en évidence les espaces résidentiels des chefs de ménages à Quito (voir *infra*). Elle rejoint l'approche préconisée par Poulain (1985, 1-3) qui propose d'associer à chaque lieu composant l'espace de vie de l'individu « une intensité qui pourrait être mesurée par la fréquence de visite ou la durée de séjour », permettant ainsi d'identifier « un centre de gravité à partir duquel s'articule tout un ensemble de déplacements vers des pôles secondaires ».

1. Chez les géographes (Gallais, Chevalier, Frémont, Metton), la fin des années 60 a été marquée en France par la multiplication des travaux sur l'espace de vie, « ensemble des lieux fréquentés », et sur l'espace vécu, « ensemble des lieux fréquentés, mais aussi des interrelations sociales qui s'y nouent et des valeurs psychologiques qui y sont projetées et perçues » (Frémont, 1976, 219). Cette notion fut introduite dans l'approche démographique de la mobilité spatiale par des auteurs tels que Collomb, Courgeau ou Picouet. Domenach et Picouet (1987) ont élargi la notion d'espace de vie avec le concept d'« aire d'action migratoire » centrée sur une « résidence-base ».

Les travaux des anthropologues et sociologues ont également montré la nécessité de replacer les déplacements des individus dans leur contexte familial et communautaire, afin de restituer la dimension collective des logiques de mobilité. Les différents types de mobilité spatiale auxquelles ont recours les individus peuvent s'analyser comme des éléments des stratégies de survie et de développement des familles : le groupe domestique spatialement segmenté s'impose alors comme unité d'analyse pertinente (Dupont, Dureau, 1988). Dans la mesure où les stratégies des familles s'inscrivent dans un espace socio-économique soumis à des déterminants d'ordre macrosocial, pour appréhender la mobilité dans sa nature complexe, il faut combiner plusieurs échelles d'analyse : le niveau micro de l'individu et sa famille, le niveau méso de la communauté, du village d'origine, de la ville de destination et de la région, et le niveau macro des structures sociales, économiques et politiques du pays, inséré à son tour dans le système économique mondial (Collomb, 1985).

Tirant parti de ces acquis conceptuels, il est possible de proposer un schéma global visant plus particulièrement à saisir les différentes formes de mobilité qui affectent les dynamiques urbaines, afin de pouvoir en apprécier les conséquences sur le fonctionnement des villes. Dans cette perspective, le schéma doit représenter : d'une part, les espaces résidentiels et les autres composantes des espaces de vie des individus et de leur famille, liées à l'exercice des activités économiques et sociales ; d'autre part, les principaux déplacements entre les différents lieux constitutifs des espaces résidentiels, économiques et sociaux, ainsi que ceux qui traduisent un glissement ou un changement de ces espaces. Le schéma montre également comment ces déplacements agissent sur la structuration de l'espace en participant aux interactions et à l'imbrication des espaces rural et urbain, ainsi qu'aux phénomènes de périurbanisation et de formation d'aire métropolitaine. Pour des raisons de clarté du schéma (fig. 1), nous n'avons représenté que les espaces de travail parmi l'ensemble des espaces définis par les activités économiques et sociales ; mais le principe appliqué à l'espace de travail pourrait l'être à tout autre composante de l'espace de vie.

Parmi les formes de mobilité spatiale liées au processus d'urbanisation, apparaissent :

- les navettes quotidiennes de travail vers la ville, à partir de zones rurales environnantes, d'autres villes, ou de la périphérie urbaine vers le centre-ville, ou bien à partir de la ville vers l'extérieur ;
- les migrations circulaires entre la ville et d'autres lieux extérieurs, qui impliquent des séjours en ville de durée variable, de quelques jours à toute la durée d'une vie active. Le centre de gravité — ou

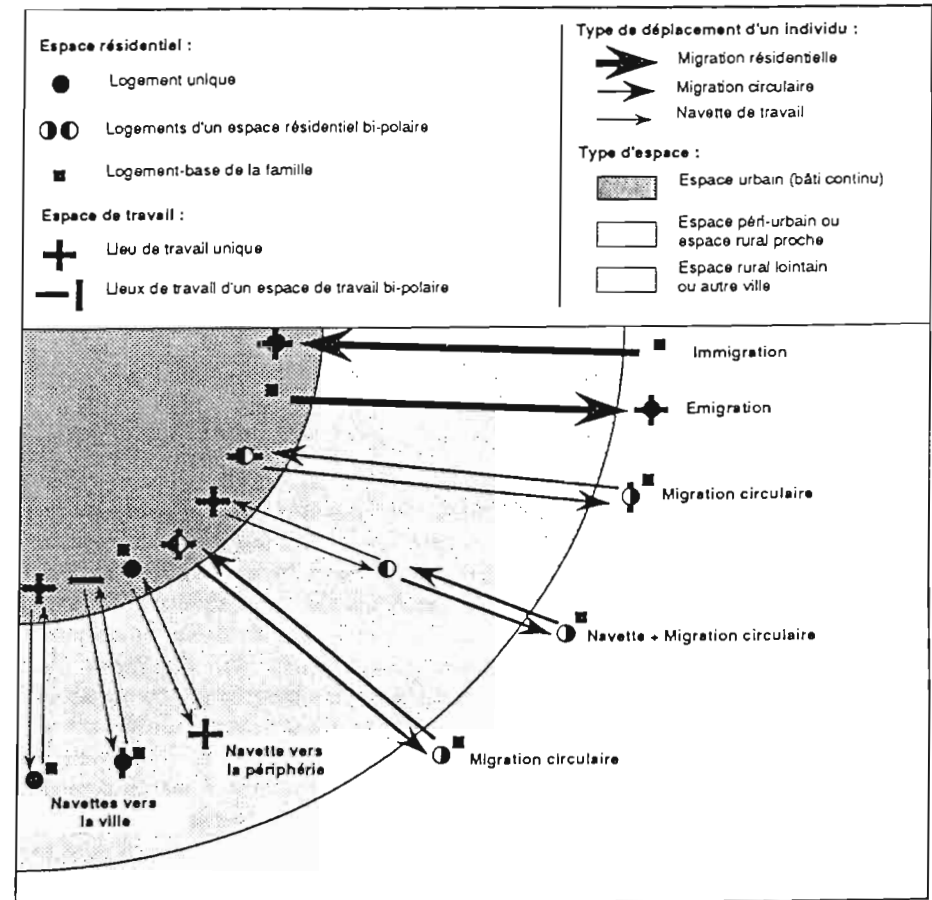


FIG. 1. — Principales formes de mobilité affectant la dynamique d'une ville

résidence-base — de l'espace constitué par les déplacements entre la ville et les autres lieux fréquentés (lieu d'origine des individus, lieu de résidence de personnes apparentées, lieu de travail...) peut se situer en ville ou dans un de ces lieux. Pour déterminer le centre de gravité, il faudrait tenir compte des densités de résidence en ces différents lieux, de la présence de personnes apparentées, ainsi que de critères plus subjectifs comme l'investissement affectif et symbolique ;

— les migrations résidentielles entraînant une rupture avec le lieu de résidence antérieur : les immigrations se traduisant par une installation définitive en ville sans aucun retour ou visite au lieu d'origine, et les émigrations à partir de la ville sans aucun retour.

Une meilleure compréhension du processus d'urbanisation passe nécessairement par la prise en compte des différentes formes de mobilité spatiale qui participent à ce processus. L'exode rural, qui a retenu d'une manière privilégiée l'attention des chercheurs comme des planificateurs, ne constitue qu'une composante parmi d'autres des déplacements des populations liés à l'urbanisation, et pas nécessairement la plus importante.

II — MOBILITÉS CIRCULAIRES ET FONCTIONNEMENT DES VILLES

L'analyse des déplacements temporaires et circulaires, y compris les navettes, et de leur place dans l'ensemble des formes de mobilité qui affectent les dynamiques urbaines permet de mettre en évidence certains aspects du fonctionnement des villes. Nous nous intéresserons plus particulièrement aux conséquences des systèmes de mobilité sur la dynamique urbaine, tout en étant conscientes que les explications des phénomènes résultent d'une relation dialectique entre les stratégies des ménages référées à leur contexte d'origine et les structures économiques et sociales plus larges qui s'expriment en particulier dans l'offre d'emplois, de logements et de services en ville. L'importance des déplacements temporaires et des navettes sera d'abord illustrée à partir des cas de l'Inde et de l'Equateur ; les conséquences de ces formes de mobilité pour le fonctionnement du marché du travail urbain et pour la gestion urbaine seront ensuite analysées sur la base de divers exemples pris dans ces pays, mais dont la portée peut être plus large.

1. Migration circulaire et navette, deux formes de mobilité significatives

Les travaux d'historiens l'attestent : la *migration saisonnière* des travailleurs entre l'agriculture et l'industrie était un phénomène largement répandu en Inde dès les premières phases de l'industrialisation (deuxième moitié du XIX^e siècle et débuts du XX^e), comme elle le fut en Europe et aux Etats-Unis. On peut en particulier citer le cas de l'industrie textile cotonnière à Bombay (Simmons et Yamin, 1992), et celui de l'industrie du jute à Calcutta (Haan, 1992). En dépit d'une certaine évo-

lution vers la sédentarisation de la classe ouvrière en ville, un modèle de migrations circulaires s'est en partie maintenu jusqu'à nos jours, même si tous les migrants ne retournent plus systématiquement dans leur village pour chaque saison agricole. Dans son étude des ouvriers de l'industrie à Bombay, Mitra (1969) note une rotation élevée résultant des déplacements périodiques des ouvriers dans leurs villages, cette « importante population flottante » indiquant également l'absence d'un véritable prolétariat urbain et industriel qui aurait misé sur la vie en ville et coupé ses attaches rurales. L'étude sur l'industrie du jute à Calcutta montre que la plupart des ouvriers migrants continuent aussi à retourner périodiquement dans leurs villages pour des raisons sociales et familiales, ou en cas de chômage ou de grève, puis à leur retraite. En outre, le type de l'ouvrier-paysan semble encore particulièrement fréquent dans le secteur de la construction qui se caractérise par l'importance de la main-d'œuvre temporaire et saisonnière (Jagga et Grover, 1993).

Dans le contexte d'une société indienne marquée par la prédominance de ses origines rurales et la force des structures familiales, le village natal reste le centre de gravité de l'espace de vie des migrants en ville : cet enracinement villageois explique que la migration en ville est rarement envisagée comme irréversible, ou du moins qu'elle n'entraîne en général pas de rupture avec le lieu d'origine. Ce principe fondateur de la circulation entre localité d'origine et ville de destination a pu être mis en évidence dans plusieurs études sur la mobilité spatiale menées dans diverses régions de l'Inde (Racine, 1990 ; Landy, 1993 ; Cadène, 1993 ; Dupont et Lelièvre, 1993). De nombreuses études anthropologiques ont montré que les ménages urbains peuvent être des satellites d'une famille élargie basée ailleurs, car dans le contexte d'une mobilité spatiale et sociale croissante, la famille étendue semble acquérir un caractère « fédéral », multicentré (Srinivas, 1973 ; Shah, 1973). Les déplacements temporaires des individus en ville s'inscrivent en effet dans les stratégies de survie de la famille étendue : les membres ou segments de la famille vivant et/ou travaillant en ville contribuent au maintien économique de l'ensemble de la famille. Selon les travaux de Breman (1985) dans l'ouest de l'Inde, de nombreux ménages ruraux ont ainsi un ou plusieurs membres occupés dans des activités non agricoles en dehors de leur village, dans les villes de la région.

S'agissant des *navettes* de travail, Visaria (1990) estime, à partir des données de l'enquête emploi du *National Sample Survey*, qu'en 1987-1988 environ 5 % de la force de travail urbaine résidait dans les zones rurales voisines, le flux inverse des résidents urbains travaillant dans les zones rurales étant beaucoup plus faible. Les statistiques de transport fournissent également des indications sur l'ampleur des navettes. Ainsi,

on estimait à environ 750 000 le nombre de navetteurs journaliers en 1981 à Delhi, pour une population totale résidente de près de 6 millions (Nations Unies, 1986). Au Kerala, l'Etat le plus densément peuplé dans le sud de l'Inde, Zachariah (1984) relève que la mobilité résidentielle très réduite que l'on peut déduire des données de recensement est plus que compensée par un volume croissant de navettes, en particulier des navettes journalières de travail et scolaires. Cela transparait dans l'augmentation considérable du nombre de passagers transportés par les autobus. Tirant parti de services de transport à bon marché, la navette a en partie remplacé la migration interne.

Dans les villages les plus reculés de la périphérie de Bénarès, ce sont surtout les familles de paysans sans terre et de petits exploitants agricoles qui envoient des navetteurs en ville afin d'assurer leur simple subsistance. Dans les villages situés à proximité des principaux axes routiers, la navette est également fréquente parmi les gros exploitants agricoles : elle leur ouvre de nouvelles opportunités leur permettant d'améliorer leur situation économique (Yadava, 1992).

Les enquêtes que nous avons menées en 1988 et 1989 dans une ville indienne du Gujarat (ouest de l'Inde) et sa région ont, elles aussi, mis en évidence différents types de mobilité spatiale liée à l'attraction exercée par le marché du travail urbain (Dupont, 1991a). La ville étudiée, Jetpur, est une agglomération d'environ 114 000 habitants en 1988, et un centre mono-industriel spécialisé dans l'impression des textiles. Outre des migrations de travail se traduisant par un transfert de résidence permanent ou durable en ville, deux autres types de déplacements sont significatifs : les déplacements temporaires de travailleurs de l'industrie textile exclus du système d'habitat domestique commun, et les navettes de travailleurs résidant dans les localités avoisinantes.

A Jetpur, les *déplacements temporaires* sont le fait de travailleurs en provenance de régions extérieures au Gujarat, souvent lointaines, venus par l'intermédiaire d'agents recruteurs, et qui représentent environ 10 % de la main-d'œuvre industrielle. Ces travailleurs immigrés, masculins, viennent sans leur famille, souvent en groupe d'un même village ou d'une même région, et sont logés dans les bâtiments mêmes de l'usine ou dans son enceinte. Leur séjour en ville dépend directement de la durée de leur embauche, temporaire par nature.

Quant aux *navetteurs*, ils représentent environ 50 % de la main-d'œuvre industrielle de Jetpur. Pour les habitants des villages environnants à la recherche d'emplois en dehors de l'agriculture, la navette leur permet de préserver une vie familiale et sociale au village, et leur épargne des problèmes de logement en ville et d'adaptation à un mode de vie citadin. A Jetpur comme ailleurs, le niveau plus élevé des loyers en ville appa-

raît clairement comme un facteur de répulsion dans l'alternative entre résidence urbaine et résidence rurale. De ce point de vue, la navette peut être analysée, dans une certaine mesure, comme la conséquence d'une ségrégation de fait des ouvriers navetteurs hors du système résidentiel urbain, alors que leur force de travail est utilisée par l'industrie urbaine. Ce processus est plus évident dans le cas des travailleurs migrants attirés par le marché de l'emploi industriel de Jetpur mais qui ont choisi une résidence rurale dans les villages des alentours. Ces villages offrent des solutions de logement plus économiques qu'en ville. Il n'est pas surprenant alors de trouver 37 % de migrants, non natifs de leur village de résidence, parmi les ouvriers de l'industrie textile de Jetpur qui font la navette à partir des cinq villages environnants que nous avons enquêtés.

En *Equateur*, l'importance croissante des *déplacements temporaires* a été soulignée dès le début des années 80 par des études consacrées à ce type de mobilité (Pachano, 1986 et 1988). Plusieurs études socio-anthropologiques réalisées dans des dortoirs hébergeant des migrants temporaires (Farrell, 1985), sur des chantiers (Mauro, 1986) et dans des communautés paysannes de la Sierra (CAAP, 1986) mettent en évidence les caractéristiques de ce segment important de la population des migrants à Quito. En majorité originaires de la zone andine de l'Equateur, ces migrants temporaires appartiennent à des communautés spécifiques, du fait de l'importance des réseaux d'information qui fonctionnent entre les membres d'une même communauté. Contrairement aux migrants originaires de la côte Pacifique, qui migrent souvent de façon définitive en ville, les traditions culturelles, l'attachement à la terre et à la communauté conduisent les paysans de la Sierra à préférer une insertion temporaire dans des activités urbaines et des retours réguliers à leur lieu d'origine. La migration temporaire s'inscrit dans une stratégie de survie des familles paysannes, qui exprime un mécanisme de résistance à la modernisation de l'agriculture et à l'urbanisation : « les paysans (...) migrent en ville pour continuer d'être paysans » (Farrell *et al.*, 1988, 11).

La migration temporaire à Quito concerne quasi exclusivement des hommes, les femmes et le reste de la famille restant au lieu d'origine pour continuer à assurer les activités productives sur la parcelle. Souvent débütée à un âge jeune, la migration temporaire n'est pas une étape dans un processus de migration définitive en ville, mais réellement un « mode de vie » (Mauro, 1986, 31) pratiqué durant de nombreuses années.

Une grande partie des migrants temporaires sont employés dans le secteur informel de l'économie quiténienne. Le secteur de la construction absorbe la majorité d'entre eux, les autres étant souvent porteurs, commerçants ambulants, cireurs de chaussures, occupant donc des

emplois informels n'exigeant pas de qualification particulière. Afin de réduire au maximum leurs dépenses de logement en ville, les migrants temporaires recourent à des systèmes de logement collectif (pensions, chambres louées à plusieurs) ou dorment sur les chantiers, le parvis des églises, ou dans les vestibules des vieilles bâtisses du centre historique.

Selon des observations récentes faites par une équipe de chercheurs de l'IEE¹ (H. Carrasco), les migrations temporaires vers la capitale équatorienne connaîtraient depuis peu une baisse d'intensité : la crise économique profonde que traverse le pays depuis plusieurs années rendrait moins avantageux un séjour en ville. Par ailleurs, d'autres possibilités d'emploi concurrencent la migration temporaire en ville, comme les cultures de fleurs développées dans le nord de la Sierra. Au modèle traditionnel de la migration temporaire masculine à Quito, se substituerait un schéma inverse, basé sur l'emploi salarié des femmes dans les cultures de fleurs, et le maintien des hommes sur les parcelles. Cette évolution des stratégies d'implantation spatiale des familles paysannes confirme bien la nécessité d'analyser les types de mobilité spatiale comme des éléments de la transformation des conditions matérielles et sociales de la reproduction des familles dans un espace élargi, rural et urbain.

En effet, comme le montre l'analyse des données d'une enquête réalisée fin 1987 à Quito (Dureau, 1991), la bipolarité de l'espace résidentiel n'est pas seulement une manifestation des stratégies de survie des familles paysannes. Première observation quantitative des formes de mobilité temporaire de la population quiténienne, cette enquête offre l'opportunité de mettre en évidence, sur un échantillon de chefs de ménage², l'une des principales composantes des espaces de vie, les espaces résidentiels et les déplacements temporaires et/ou circulaires qui les fondent (Barbary et Dureau, 1993) : elle complète ainsi la perception du phénomène bâtie sur des observations limitées aux classes les plus démunies, dont nous venons de rendre compte.

Alors que les deux tiers des chefs de ménage résident exclusivement à Quito et qu'un peu plus du quart ne fréquentent que rarement un autre lieu, 5 % des chefs de ménage fonctionnent sur un espace résidentiel bipolaire : pour un peu plus de la moitié, cet espace résidentiel a la ville de Quito pour lieu de séjour principal, tandis que pour l'autre moitié il est centré sur un lieu extérieur à la capitale, Quito n'intervenant qu'à titre secondaire.

1. Instituto de Estudios Ecuatorianos.

2. L'information sur les déplacements temporaires n'ayant été recueillie qu'auprès des chefs de ménage, les résultats issus de cette enquête excluent tous les autres individus des ménages ordinaires ainsi que ceux qui résident dans les ménages collectifs. Les migrants temporaires les plus pauvres, logeant le plus souvent dans des dortoirs, sur des chantiers ou dans la rue, échappent à notre observation.

La segmentation spatiale de l'espace familial de certains chefs de ménages quiténiens entraîne en effet des déplacements fréquents au sein d'un espace résidentiel bipolaire, avec des durées de séjour hors de Quito comprises entre 10 et 25 % du temps. Deux catégories de population, ayant des revenus bas ou moyens, sont plus particulièrement concernées par cette mobilité résidentielle forte liée à des situations d'éclatement spatial de l'unité familiale, et souvent même du couple : des jeunes femmes au foyer, et des immigrants, surtout de sexe masculin, originaires de provinces andines proches, ayant souvent d'assez longues durées de résidence à Quito. Une autre forme de mobilité périodique, pour raison professionnelle, crée souvent, elle aussi, des espaces résidentiels bipolaires avec une fréquentation importante d'un lieu de résidence extérieur à Quito : sont concernés aussi bien des catégories sociales élevées que des ouvriers de tous les secteurs, en particulier du bâtiment, et des travailleurs agricoles avec de faibles revenus. Enfin, certains chefs de ménage exerçant leur activité hors de la capitale, mais dont le conjoint et les enfants résident à Quito, ont des espaces résidentiels bipolaires avec une densité majoritaire de résidence hors de Quito.

Toutes les analyses menées soulignent l'importance du facteur familial dans le phénomène de circulation des chefs de ménage entre différents lieux de l'espace équatorien, le second déterminant étant l'activité professionnelle. L'analyse conjointe des pratiques résidentielles des chefs de ménage, du système résidentiel de la famille et des échanges économiques avec les membres de la parentèle montre également qu'il n'y a pas phénomène de substitution d'une forme de relation à une autre, mais plutôt convergence entre les différentes formes de relations, qui fondent et entretiennent des « réseaux familiaux multipolaires »¹ au-delà des limites de l'espace quiténien.

Comme dans de nombreuses capitales latino-américaines, les municipalités voisines de Quito hébergent un nombre important de *navetteurs* travaillant dans la capitale² : certaines comptent plus du tiers de leur population active employée à Quito. Le système de navette n'est pas transitoire, mais correspond à une pratique pouvant perdurer de nombreuses années : plus du tiers des navetteurs pratiquent cette forme de mobilité depuis plus de dix ans.

La dissociation de l'espace résidentiel et de l'espace de travail permet aux familles paysannes de réduire les coûts de reproduction sociale, la résidence rurale leur apportant un logement et des produits meilleur

1. Selon l'expression de Th. Locoh (1991, 293).

2. Les informations sur les navetteurs de Quito sont issues d'enquêtes réalisées par Saenz et Mauro en 1979 dans des paroisses voisines de Quito (Saenz et Mauro, 1980).

marché, une réduction des dépenses alimentaires grâce à l'autoproduction et des revenus liés à la vente de produits agricoles. Ces avantages sont toutefois tempérés par un certain nombre de surcoûts par rapport à une résidence urbaine : coût de transport, bien sûr, mais aussi coût plus élevé de certains services comme l'approvisionnement en eau potable (Carrion, 1987).

S'intégrant « au travail urbain mais non à l'espace physique de la ville » (Saenz et Mauro, 1980, 95), deux tiers des navetteurs maintiennent une double activité, agricole et ouvrière. S'agissant d'une population bénéficiant, par la proximité de la capitale équatorienne, d'un certain niveau d'éducation, d'une culture citadine, et de réseaux d'information efficaces pour exploiter toute chance d'emploi, ces travailleurs s'intègrent comme salariés dans le secteur formel de Quito. Formant environ 10 % de la population active de Quito, les navetteurs s'emploient principalement comme ouvriers de l'industrie, et secondairement comme artisans et ouvriers de la construction et des services publics.

2. Rôle dans le fonctionnement du marché du travail urbain

Migrants temporaires et navetteurs assurent des fonctions spécifiques dans les marchés du travail urbains : ils forment une main-d'œuvre plus vulnérable, donnant lieu à des formes d'exploitation accrue ; ils constituent une réserve de main-d'œuvre ; et ils jouent le rôle d'amortisseur en cas de crise de l'emploi. Ces fonctions spécifiques contribuent à la fragmentation du marché du travail. Les études de cas disponibles permettent de le démontrer à partir d'exemples essentiellement centrés sur le secteur industriel et le secteur de la construction, ce dernier apparaissant partout comme un secteur d'absorption privilégiée de migrants temporaires.

Des formes d'exploitation accrue

Le rôle des migrants temporaires et navetteurs dans le développement économique urbain peut être analysé en premier lieu comme une forme accrue d'exploitation, qui permet aux employeurs de transférer une partie de la charge de la reproduction de la force de travail sur le secteur domestique, en particulier rural, pendant le séjour des travailleurs à leur lieu d'origine. Dans leur étude sur les navettes depuis les zones rurales voisines de Quito, Saenz et Mauro (1980) montrent ainsi que les navetteurs touchent des revenus inférieurs aux coûts de reproduction de la force de travail des citadins, les navetteurs survivant grâce

à une double activité urbaine et rurale, à l'autoconsommation ou à la vente de produits agricoles. Cela contribue en outre au maintien de bas niveaux de salaires en ville.

Dans l'industrie textile de Jetpur, les travailleurs migrants temporaires constituent aussi un volant de main-d'œuvre plus docile et plus facilement exploitable (Dupont, 1991b). Venant à Jetpur exclusivement pour travailler, sans intention de s'installer durablement, et de plus en provenance de régions moins développées que le Gujarat, ils sont prêts à accepter des conditions de travail plus dures et des rémunérations plus basses que les travailleurs locaux. Le logement dans l'enceinte des usines, bien qu'entraînant une économie certaine pour les ouvriers migrants, place ces derniers sous la tutelle constante de leurs agents recruteurs, hors de l'emprise des syndicats locaux, ce qui permet aux employeurs d'imposer plus facilement des heures supplémentaires et du travail de nuit, sans compensation monétaire. La portée de cet exemple dépasse le cadre de l'industrie textile de Jetpur : le recrutement organisé de travailleurs migrants originaires de régions souvent lointaines, sous le contrôle d'intermédiaires, et logés le plus souvent sur le site même du travail, est un phénomène loin d'être exceptionnel en Inde (Joshi, 1987 ; Heuze, 1987) ; il est courant dans l'industrie textile et particulièrement fréquent dans le secteur de la construction (Jagga et Grover, 1993). Le point important à souligner dans ce type de migration temporaire de main-d'œuvre est la soumission extrême de la mobilité spatiale à une logique économique qui coupe les travailleurs de leur milieu social d'origine, en vue de leur exploitation maximale.

En outre, en raison du caractère temporaire de leur séjour dans les lieux de travail, les migrants circulaires et navetteurs ne forment pas de liens durables entre eux, ils sont en général peu ou pas syndicalisés, et se sentent parfois plus concernés par des revendications paysannes qu'ouvrières (comme à Quito dans le secteur de la construction). En conséquence, ces travailleurs sont incapables de promouvoir leurs intérêts communs quant à leur activité en ville.

Une réserve de main-d'œuvre

Certaines études mettent aussi en évidence la réserve de main-d'œuvre que constituent les migrants aux yeux des employeurs, et la meilleure élasticité de l'offre de travail à laquelle contribuent les migrants circulaires. Les migrants temporaires de l'industrie textile de Jetpur en sont un exemple type, en raison de leur système spécifique de recrutement, par l'intermédiaire d'agents recruteurs qui ont aussi pour rôle d'ajuster l'effectif des travailleurs aux besoins fluctuants de l'entre-

prise. En cas de demande additionnelle, l'intermédiaire peut facilement recruter dans la région d'origine des travailleurs migrants, qui est généralement aussi sa région natale : les filières de recrutement et les réseaux nécessaires sont déjà bien établis, et les conditions de sous-emploi endémiques qui prévalent dans ces régions de l'Inde assurent une réserve de main-d'œuvre quasi illimitée. *A contrario*, en cas de récession de l'activité industrielle, le recruteur peut mettre fin au contrat de travail des migrants en surnombre. Comme mentionné *supra*, le système de recrutement par agents intermédiaires envoyés dans les localités d'origine des migrants est courant en Inde, on le trouve également en Equateur dans le secteur de la construction (Mauro, 1986) : partout les mêmes avantages en résultent en termes de flexibilité de l'offre de travail pour les employeurs.

La disponibilité des migrants temporaires et des navetteurs a toutefois des limites, qui tiennent précisément à l'enracinement rural de ces travailleurs. La non-sédentarisation des migrants ou la préférence pour la navette correspondent aussi à des stratégies familiales et des obligations villageoises : les périodes d'absence des ouvriers ne sont pas toujours celles qu'impose l'employeur. Les migrants temporaires et les navetteurs qui appartiennent à des familles d'agriculteurs continuent de participer aux travaux agricoles, et pendant la saison des gros travaux ils donnent la priorité à l'exploitation familiale et cessent temporairement le travail en ville. Ce schéma est très fréquent dans un pays comme l'Inde à prédominance rurale, et il persiste toujours dans les pays plus urbanisés d'Amérique latine, comme le montre l'étude des migrants temporaires à Quito, en particulier dans le secteur de la construction (Mauro, 1986 ; Unda, 1986). L'autonomie relative de la mobilité des ouvriers migrants ou navetteurs vis-à-vis des exigences des employeurs urbains est reflétée en Inde par la plainte des entrepreneurs sur l'absentéisme de leurs ouvriers et leur manque de fidélisation. L'ampleur de cette pratique provoque parfois des pénuries sectorielles et temporaires de main-d'œuvre ; plus généralement, une rotation élevée de la force de travail peut inhiber le développement de certaines branches d'activité.

Quand les demandes de main-d'œuvre dans les secteurs agricole et urbain sont complémentaires, le système de mobilité saisonnière du travail fonctionne à l'avantage mutuel des travailleurs qui peuvent combiner des activités dans ces deux secteurs, et des employeurs qui peuvent tirer profit de cette main-d'œuvre plus facilement exploitable sans avoir à subir de pénurie de travail. Ces conditions étaient réunies au début de l'industrialisation en Inde dans les régions d'agriculture rizicole qui ont une forte demande en main-d'œuvre pendant la mousson, tandis que certaines industries urbaines fonctionnaient alors au ralenti (construction, textile,

transport...) (Simmons, Yamin, 1992). Le secteur de la construction, en raison du caractère intermittent du travail et de l'utilisation massive de main-d'œuvre non qualifiée, reste partout un secteur qui offre des options de travail et de migration appropriées aux ouvriers-paysans qui souhaitent garder la possibilité de retourner travailler sur leur parcelle. En revanche, la situation est plus difficile pour les migrants temporaires ne disposant pas ou de peu de terres. Dans ce cas, ce sont bien les nécessités du travail urbain qui régissent leurs déplacements. D'une manière plus générale, la non-sédentarisation en ville peut révéler la précarité des conditions d'emploi, la vulnérabilité et l'instabilité des travailleurs migrants, qui sont souvent contraints de se déplacer sans cesse à la recherche d'un emploi ou de meilleures chances.

Une fonction d'amortisseur en cas de crise de l'emploi

Les migrants temporaires et navetteurs contribuent également à une meilleure flexibilité du marché du travail urbain en assurant une fonction d'amortisseur en cas de crise de l'emploi.

Cela a pu être montré pour le cas des ouvriers navetteurs à Jetpur, dont la contribution à la main-d'œuvre industrielle est tout à fait stratégique (Dupont, 1992). Dans une situation de crise économique, la différence entre les modèles résidentiels des travailleurs (résidence au sein de l'agglomération urbaine, ou bien à l'extérieur dans les villages ou villes des alentours) induit une inégale capacité à faire face à une réduction drastique des emplois industriels. Les navetteurs sont les plus touchés par le chômage, car une résidence loin du centre industriel s'avère être un handicap. Dans une situation de pénurie d'emplois, les travailleurs habitant dans l'agglomération urbaine, dans le voisinage des usines, peuvent maintenir de meilleurs contacts pour trouver du travail. En outre, la plupart des travailleurs dans cette industrie étant embauchés sur une base journalière, si la probabilité de trouver du travail est très faible, les navetteurs préféreront rester chez eux plutôt que d'encourir des dépenses journalières de transport sans aucun bénéfice en retour. Les navetteurs apparaissent ainsi jouer le rôle d'amortisseur en cas de crise de l'emploi. Cette fonction spécifique devient un avantage appréciable du point de vue des travailleurs résidant dans l'agglomération urbaine, dont les chances de trouver un emploi se trouvent accrues par la mise à l'écart de ces concurrents.

Ce rôle d'amortisseur de crise liée à la mobilité circulaire des travailleurs a également été mis en évidence en Inde dans d'autres contextes urbains et industriels. C'est ainsi que Haan (1992) explique comment les réductions massives d'emplois dans l'industrie textile de Calcutta pen-

dant la crise de 1931 n'ont pas provoqué de troubles sociaux dans les banlieues industrielles ni de traumatisme dans les mémoires : les ouvriers migrants sont retournés dans leur village d'origine, avec lequel ils maintenaient des liens solides et qui constituait leur véritable base.

Un processus semblable a été observé à Quito, lorsque le secteur de la construction est entré dans une crise aiguë au début des années 80, après une période de croissance particulièrement forte liée au boom pétrolier. Une des raisons pour lesquelles de si grandes fluctuations d'emplois n'ont pas créé de conflits sociaux importants tient précisément à l'existence d'un volant considérable de migrants temporaires : de nombreux débauchés du secteur de la construction sont retournés en milieu rural en attendant une conjoncture meilleure (Mauro et Unda, 1988).

Dans tous ces cas, les conséquences négatives d'une crise de l'emploi urbain se trouvent en grande partie amorties par le milieu rural.

Fragmentation du marché du travail

Les formes de mobilité circulaire des travailleurs traduisent et contribuent à la nature fragmentée des marchés du travail urbains ; cette fragmentation qui se définit par des modes de gestion distinct de la main d'œuvre, des pratiques différentes de recrutement et de détermination des salaires dans les divers segments de marché, apparaît typique des villes du Tiers Monde et d'un contexte d'excédent de l'offre de travail. Il existe une certaine correspondance entre type de mobilité et fraction de la force de travail concernée (McGee, 1982), résultant en particulier des caractéristiques des migrants temporaires et des navetteurs et des fonctions qu'ils remplissent sur le marché de travail.

Outre les fonctions déjà mentionnées, les migrants temporaires ou navetteurs effectuent parfois des métiers spécifiques, correspondant à des tâches non connues des travailleurs locaux, ou délaissées par ces derniers en raison de leur pénibilité particulière ou de leur manque de prestige. C'est ainsi qu'à Quito, les navetteurs représentent 60 % des éboueurs municipaux. Dans l'industrie textile de Jetpur c'est également la spécialisation professionnelle des migrants temporaires en provenance de régions lointaines qui explique l'origine de cette filière de recrutement, et assure à ces migrants une niche sur le marché du travail industriel.

Dans le secteur de la construction à Quito, les migrants temporaires constituent un segment si distinctif de la main-d'œuvre que se sont développés, pour ces travailleurs, des marchés du travail — au sens littéral — dans des lieux spécifiques où se concentrent les demandeurs d'emploi (Mauro et Unda, 1988). Ces lieux de regroupement se différencient en outre selon l'origine géographique des migrants.

3. Conséquences sur la gestion urbaine

Insertion dans le marché immobilier, investissements économiques, consommation de biens et de services varient selon le mode de résidence des individus et de leurs familles. L'usage particulier de la ville par les migrants temporaires et les navetteurs marque la dynamique interne des agglomérations urbaines et leurs relations avec l'espace régional et national ; toute tentative de planification urbaine doit donc intégrer ces pratiques particulières des espaces urbains.

Des investissements limités en ville

Le caractère non permanent de la résidence en ville de certains citadins, ou du moins la multipolarisation de leur espace résidentiel, les conduit à réduire leur consommation et leurs investissements urbains. Des citadins qui se considèrent en séjour temporaire en ville, et restent fortement attachés à leur milieu d'origine limiteront au maximum leurs dépenses et n'investiront pas — ou peu — leur épargne en ville, mais plutôt dans leur localité d'origine (Mauro, 1986). Cette pratique peut freiner la création d'entreprises en ville et l'investissement immobilier, et plus généralement le dynamisme économique de la ville. L'effet multiplicateur des revenus distribués sur l'économie urbaine sera d'autant plus faible que les individus qui les reçoivent s'estiment en transit de courte durée en ville, jusqu'au cas extrême des navetteurs.

Par exemple, Haan (1992) considère que la non-sédentarisation des ouvriers de l'industrie du jute à Calcutta et leur fort enracinement villageois a un double effet contradictoire sur le développement de la banlieue industrielle où ils résident. D'un côté le lien avec la terre natale protège la ville d'une plus grande paupérisation, puisque les ouvriers mis en chômage peuvent rentrer au village ; mais de l'autre c'est une limite au développement de la ville dans la mesure où les ouvriers migrants ne cherchent pas à améliorer leurs conditions d'habitat et de vie à Calcutta, mais préféreront — s'ils le peuvent — investir dans leur village. De même, à Quito, les migrants temporaires d'origine paysanne n'investissent aucunement en ville et consacrent toute leur épargne à l'économie familiale paysanne : achats de biens de consommation, d'animaux à engraisser, paiements de dettes contractées pour l'achat de parcelles, fêtes religieuses (Farrell, 1985).

Au-delà de l'économique, la vie associative et civile de la ville peut aussi se trouver inhibée du fait que beaucoup de ses habitants ne se

considèrent que comme des citoyens provisoires : à Quito, Farrel (1985) souligne la non-participation des migrants temporaires aux associations de travailleurs.

Une pression moindre sur les logements urbains

En revanche, d'autres auteurs mettent en avant divers effets positifs des migrations circulaires en ville et des navettes, qui aideraient les économies urbaines à répondre à leur besoin en main-d'œuvre tout en soulageant la pression exercée sur les logements urbains et sur d'autres services comme ceux d'éducation et de santé. Dans leur étude sur les navetteurs travaillant à Quito, Saenz et Mauro (1980) insistent également sur l'avantage que représente ce système de déplacement qui permet d'éviter une série de coûts d'entretien de la population (infrastructures, services publics et logements), ainsi que le développement de *tugurio* (taudification du centre urbain) et de *suburbio* (quartiers populaires précaires dans les zones périphériques). Pour ces auteurs comme pour Carrion (1987), la navette constituerait un des éléments principaux d'explication du développement original de Quito par rapport au schéma observé dans les autres métropoles latino-américaines moins touchées par ce type particulier de mobilité de travail.

Certains auteurs suggèrent même d'encourager ces formes de déplacements comme substituts à la migration permanente en ville, afin d'alléger les problèmes de gestion urbaine auxquelles doivent faire face les grandes métropoles, mais aussi comme mécanisme de redistribution des richesses produites par la ville en vue d'une meilleure contribution au développement des zones rurales et d'une réduction des inégalités entre villes et campagnes.

Ainsi, en Inde, dans la perspective d'une allocation efficace des ressources rares pour le développement d'un pays de cette taille, Visaria (1990) engage les planificateurs à considérer la navette comme une alternative économique à la migration : ce serait une réponse à la pénurie aiguë de logements urbains, qui permettrait aux résidents ruraux de participer à des activités économiques plus productives bénéficiant d'économies d'agglomération ; en outre la navette est facilitée en Inde par des services de transport relativement bon marché et subventionnés. Les politiques de décentralisation de l'urbanisation et de l'industrialisation, lancées en particulier par le gouvernement indien dans les années 70 et 80, ont donné lieu à des programmes favorisant explicitement les navettes pour éviter des problèmes de gestion urbaine, et pas uniquement dans les grandes métropoles. Ankleshwar, ville d'environ 78 000 habitants en 1991 située dans l'ouest de l'Inde, a ainsi fait l'objet

dans les années 70 d'un programme de développement industriel, ayant pour but de promouvoir cette ville en un pôle de croissance, dans une région identifiée comme industriellement sous-développée. L'objectif poursuivi était de réduire la pression sur les terres en procurant de nouvelles sources de revenus non agricoles à proximité des villages, tout en permettant aux travailleurs de maintenir leur résidence rurale. Deux mesures spécifiques furent prévues dans le souci d'éviter des migrations de travailleurs des villages vers la zone industrielle : premièrement procurer des logements aux travailleurs de l'industrie dans leur propre village avec l'aide des industriels et du gouvernement ; deuxièmement améliorer les voies de communication et procurer des moyens de transport entre les villages et le domaine industriel pour faciliter les déplacements journaliers des travailleurs dans un rayon d'une quinzaine de kilomètres. Ces deux mesures ont permis d'atteindre le résultat escompté puisque la proportion des travailleurs effectuant une navette s'élèverait, selon les estimations de l'association industrielle, à environ 40 % de la population employée dans le domaine industriel, et à 80 % parmi les seuls ouvriers (Dupont, 1992).

Une demande différenciée de services urbains

S'il est certain que les pratiques de navettes et de migrations circulaires soulagent la pression sur le logement en ville, les conséquences sur la demande en services sont différentes pour ces deux types de mobilité et ne peuvent être évaluées sans prendre en considération d'une part les membres de la famille des migrants, d'autre part la taille et la structure de l'agglomération urbaine.

La migration temporaire étant le fait généralement d'hommes seuls laissant au lieu d'origine le reste de leur famille, la consommation de services dans la ville d'arrivée sera moindre que dans le cas d'une migration définitive où le travailleur migrant est plus fréquemment accompagné de son conjoint et de ses enfants : la ville bénéficie alors directement de cette dissociation de l'espace de travail et de l'espace de reproduction sociale des migrants temporaires. Dans le cas des navettes, du fait justement de la proximité géographique entre le lieu de résidence et la ville qui permet le développement de cette forme de mobilité, on ne peut considérer comme nulle la consommation de services urbains par les navetteurs et leur famille. A Quito comme dans de nombreuses autres métropoles d'Amérique latine, proximité géographique de la ville et intégration au marché du travail urbain vont de pair avec un processus de citadinisation des familles des navetteurs, qui les conduit à une forte intégration au marché de produits manufacturés et de services de la

ville, non accessibles dans leur lieu de résidence : éducation secondaire et universitaire, santé, équipements sportifs et de loisirs, etc. (Saenz et Mauro, 1980). Les navettes dirigées vers une métropole concentrant certains types de services entraînent donc une consommation de services par des populations n'y résidant pas, qui s'ajoute à une demande accrue en infrastructures de transport. C'est pourquoi un certain nombre d'auteurs s'inquiètent des questions de financement des services publics, dans la mesure où les taxes locales sont prélevées au lieu de résidence des individus et non à leur lieu de travail, et n'affectent pas les navetteurs et individus en transit (Carrion, 1987 ; Termote, 1980).

Tant que la ville n'est utilisée par les navetteurs que comme source d'emploi, comme cela semble être le cas dans certaines villes moyennes en Inde, le système de navette peut être considéré comme avantageux pour la ville. Dans le contexte des pays latino-américains fortement urbanisés, et en particulier dans le cas de métropoles comme Quito, la transformation de l'espace de vie des navetteurs est plus profonde, ceux-ci et leurs familles consommant des services urbains non disponibles dans leur lieu de résidence. Le caractère multipolaire de l'espace de vie des navetteurs et de leurs familles remet ainsi en cause la division territoriale de l'espace autour d'une métropole qui doit assumer des charges d'une population ne participant pas à leur financement. Dans tous les cas, il apparaît nécessaire de concevoir des modes de planification et de gestion intégrant les espaces périphériques, tenant compte des liens entretenus à travers les différentes formes de mobilité circulaire entre zones rurales et urbaines.

CONCLUSION

Les divers types de mobilité spatiale ont des effets socio-économiques différents sur la dynamique urbaine et des rôles spécifiques, qui permettent de mieux comprendre le fonctionnement des villes et ont des implications évidentes en matière de gestion urbaine. Les illustrations présentées ci-dessus l'ont montré sur quelques exemples empruntés au contexte indien et équatorien ; les questionnements sous-jacents ont cependant une portée plus large, aux enjeux importants pour les politiques urbaines et d'aménagement du territoire. L'évolution des schémas de mobilité spatiale impose notamment d'envisager une planification urbaine dynamique, dépassant les limites administratives de la ville, qui soit cohérente avec les pratiques actuelles de mobilité des populations, et plus particulièrement les pratiques multipolaires de l'espace mises en évidence dans cet article.

Comme le relève très justement McGee (1982), l'importance des formes de mobilité circulaire entre zones rurales et zones urbaines pose aussi un défi aux modèles unilinéaires d'urbanisation des pays du Tiers Monde. Dans les pays à prédominance rurale où ces formes de mobilité tiennent une place primordiale, comme en Asie, la transition urbaine prendra beaucoup plus longtemps que ne le supposent les modèles de transformation urbaine rapide, et elle se déroulera selon des modalités propres. Dans des conditions d'économie précaire, en particulier dans un contexte de surplus d'offre de travail prévalant en milieu rural comme en milieu urbain, on peut penser que les familles rurales continueront à privilégier des stratégies sécuritaires de minimisation des risques, visant à diversifier les activités économiques en différents lieux, en incorporant les espaces économiques urbains à la base villageoise, plutôt qu'en ayant recours à un changement radical et définitif de base économique ; ce qui devrait se traduire logiquement par un recours préférentiel à des migrations temporaires et à des déplacements circulaires. Dans les pays déjà fortement urbanisés comme ceux d'Amérique latine, la persistance de la mobilité circulaire engage également à renouveler l'approche des phénomènes d'urbanisation. S'opérant sur une population très largement urbaine, l'évolution actuelle de l'urbanisation dans ces pays se traduit par des processus de métropolisation, déconcentration urbaine et développement des villes périphériques et secondaires, qui reposent sur une circulation accrue des populations dans des espaces fonctionnellement différenciés et intégrés.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Behr M., Gober P. (1982), When a residence is not a house : examining residence-based migration definitions, *Professional Geographer*, 34 (2), 178-184.
- Chapman M., Prothero R. M. (1983), Themes on circulation in the Third World, *International Migration Review*, vol. 17, n° 4, 597-632.
- Collomb Ph. (1985), « Pour une approche fine des liaisons entre activités, mobilités et peuplement local. Application au cas du peuplement agricole », Communication au séminaire de l'UIESP sur Migration interne et Développement économique régional, Montréal, 1-3 avril, 47 p. multigr.
- Courgeau D. (1979), Les déplacements humains, in *La science de la population au service de l'homme*, Conférence sur la science au service de la vie, Institut de la vie/UIESP, Vienne), Liège, UIESP, 95-115.
- Courgeau D. (1988), *Méthodes de mesure de la mobilité spatiale. Migrations internes, mobilité temporaire, navettes*, Paris, INED, 302 p.
- Domenach H., Picouet M. (1987), Le caractère de réversibilité dans l'étude de la migration, *Population*, vol. 42, n° 3, 469-484.

- Dupont V. (1991a), Intégration de la mobilité circulaire dans l'analyse de la dynamique urbaine. Réflexions et implications méthodologiques. L'exemple de villes moyennes en Inde, in *Migration, changements sociaux et développement*, Paris, Troisièmes Journées Démographiques, 20-22 septembre 1988, Ed. Scientifiques : A. Quesnel et P. Vimard, Paris, ORSTOM, coll. « Colloques et Séminaires », 41-60.
- Dupont V., Dureau F. (1988), *Renouveler l'approche de la dynamique urbaine par l'analyse des migrations ? Essai méthodologique à partir d'expériences en Afrique de l'Ouest*, Bordeaux, Pratiques urbaines, n° 4, Inter Urba Tiers Monde, CNRS-ORSTOM, CEGET, 136 p.
- Dureau F. (1987), *Migration et urbanisation. Le cas de la Côte-d'Ivoire*, Paris, ORSTOM, coll. « Etudes et Thèses », 654 p.
- Frémont A. (1976), Espace vécu et niveaux sociaux, in CNRS, Universités de Caen, Orléans, Paris I, Rouen, Vincennes. *L'espace vécu*, Colloque tenu à Rouen les 13 et 14 octobre 1976, Paris, CNRS, RCP n° 354, 218-226.
- Goldstein S. (1978), Circulation in the context of total mobility in Southeast Asia, *Paper of the East-West Population Institute*, n° 53, Honolulu, East-West Population Institute, 70 p.
- Henry L. (1981), *Dictionnaire démographique multilingue*, volume français, Liège, UIESP-Ordina, 180 p.
- Hugo G. (1982), Circular migration in Indonesia, *Population and Development Review*, 8, n° 1, 59-83.
- Hugo G., (1989), Internal and international migration flows : some recent development in Asia, in *XXI^e Congrès International de la Population*, UIESP, 20-27 septembre 1989, New Delhi, Inde, vol. 2, 239-260.
- Locoh T. (1991), Structures familiales d'accueil des migrants et développement des structures familiales multipolaires en Afrique, in *Migration, changements sociaux et développement*, Paris, Troisièmes Journées Démographiques, 20-22 septembre 1988, Ed. Scientifiques : A. Quesnel et P. Vimard, Paris, ORSTOM, coll. « Colloques et Séminaires », 279-295.
- McGee T. G. (1982), Labour mobility in fragmented labour markets. The role of circulatory migration in rural-urban relations in Asia, in Safa (Helen I.) (ed.), *Towards a Political Economy of Urbanization in Third World Countries*, Delhi, Oxford University Press, 47-66.
- Mitchell J. C. (1961), Wage labour and african population movements in Central Africa, in K. M. Barbour and R. M. Prothero (eds), *Essays on African Population*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 193-248.
- Poulain M. (1985), La migration, concept et méthodes de mesure, in *Migrations internes. Méthodes d'observation et d'analyse*, Louvain, UCL, 7-38.
- Prothero R. M. (1985), The context of circulation in West Africa, in M. Chapman and R. M. Prothero (eds), *Circulation in Population Movement*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 407-428.
- Termote M. (1980), Migration and commuting : a theoretical framework, *International Institute of Applied Systems Analysis*, Working paper 80-69, Laxenburg (Austria), 40 p.

- Wilson G. (1941-1942), *An Essay on the Economics of detribalization in Northern Rhodesia, parts I and II*, Rhodes-Livingstone Papers, n° 5 and 6, Livingstone, Rhodes-Livingstone Institute.
- Young M. L. (1984), Circular mobility and its policy, in *Third Asian and Pacific Population Conference* (Colombo, septembre 1982), Selected Papers ; Asian population Studies Series n° 58, Economic and social Commission for Asia and Pacific, Bangkok, Thailand-New York, United Nations, 224-237.
- Zelinski W. (1971), The hypothesis of the mobility transition, *Geographical Review*, 61 (2), 219-249.
- Zelinski W. (1983), The impasse in migration theory : a sketch map for potential escapees, in P. A. Morrison (ed.), *Population Movements : their Forms and Functions in Urbanization and Development*, Liège, UIESP, Ordina, 19-46.

Amérique latine-Equateur

- Barbary O. et Dureau F. (1993), Des citadins en mouvement. Analyse des pratiques résidentielles à Quito (Equateur), *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 29, n° 2-3, 395-418.
- CAAP, (1986), *Migraciones y migrantes*, Quito, CAAP, Ecuador Debate, n° 8, 228 p.
- Carrion F. (1987), *Quito, crisis y politica urbana*. Quito, CIUDAD-Editorial El Conejo, 236 p.
- Dureau F. (1991), A propos de l'analyse des systèmes résidentiels. Présentation de l'enquête Migrations réalisée à Quito (Equateur) en décembre 1987, in *Migration, changements sociaux et développement*, Paris, Troisièmes Journées Démographiques, 20-22 septembre 1988, Ed. Scientifiques : A. Quesnel et P. Vimard, Paris, ORSTOM, coll. « Colloques et Séminaires », 61-82.
- Farrel G. (1985), *Migración temporal y trabajo urbano*, Quito, Ediciones ABYAYALA, 28 p.
- Farrell G., Pachano S., Carrasco H. (1988), *Caminantes y retornos*, Quito, IEE, 168 p.
- Lattes A. E. (1989), Emerging patterns of territorial mobility in Latin America : challenges for research and action, in *XXI^e Congrès international de la population*, UIESP, 20-27 septembre 1989, New Delhi, Inde, vol. 2, 261-272.
- Mauro A. (1986), *Albañiles campesinos. Migración temporal de los obreros de la construcción*, Quito, CIUDAD, 134 p.
- Mauro A., Unda M. (1988), Las migraciones temporales de los obreros de la construcción en Quito, in Pachano (éd. 1988), 319-342.
- Pachano S. (1986), Se fue a volver, in *Se fue a volver*, Seminario sobre las migraciones temporales en América Latina, PISPAL/CIUDAD/CENEP, México, 19-40.
- Pachano S. (éd.) (1988), *Población, migración y empleo en El Ecuador*, Quito, ILDIS, 352 p.
- Picouet M. (1985), La mesure de la migration en Amérique latine. Considérations générales et cas spécifiques, in *Migrations internes. Collecte des données et méthodes d'analyse*, Louvain, UCL, 243-290.
- Reboratti C. E. (éd.) (1986), *Se fue a volver*, Seminario sobre las migraciones temporales en América Latina, PISPAL/CIUDAD/CENEP, México, 596 p.

- Saenz A. et Mauro A. (1980), *Migración laboral en el área de influencia de Quito*, Quito, CEPLAES, 108 p. multig.
- Unda M. (1986), *Dos puntas tiene el camino. Algunas reflexiones en torno a la migración temporal de obreros de la construcción en Quito*, Quito, CIUDAD, 50 p.

Inde

- Breman J. (1985), *Of Peasants, Migrants and Paupers. Rural Labour Circulation and Capitalist Production in West India*, Delhi, Oxford University Press, 472 p.
- Cadène Ph. (1993), Réseaux économiques et territoires de l'identité : migrations de travail et migrations de mariage des membres d'une communauté marchande dans une petite ville indienne, *Cahiers des Sciences humaines*, vol. 29, n° 2-3, 443-463.
- Dupont V. (1991b), Les mobiles du travail. Itinéraires de travailleurs de la petite industrie textile en Inde de l'Ouest, in *Travailler en Inde, Purusartha*, n° 14, Paris, EHESS, 69-94.
- Dupont V. (1992), Impact of in migration on industrial development : case study of Jetpur in Gujarat, *Economic and Political Weekly*, vol. XXVII, n° 45, 7 novembre, 2423-2436.
- Dupont V., Lelièvre E. (1993), De la navette à la migration en ville. Stratégies de mobilité dans l'Inde de l'Ouest, *Cahiers des Sciences humaines*, vol. 29, n° 2-3, 465-483.
- Haan A. de (1992), « Town and village : 100 years of circular migration to Calcutta », Communication à la XII^e Conférence européenne sur les Etudes modernes sur l'Asie du Sud, Berlin, 23-26 septembre.
- Heuze G. (1987), Travail et travailleurs en Inde, Nantes, *Les Cahiers du LERSCO*, n° 10, Université de Nantes, 200 p.
- Jagga L., Grover S. (1993), Le village perdu. Les ouvriers de la construction à New Delhi, in G. Heuzé, L. R. Jagga et M. J. Zins (éd.), *Les conflits du travail en Inde et à Sri Lanka*, Paris, Karthala, coll. « Hommes et Sociétés », 211-250.
- Joshi V. (éd.) (1987), *Migrant labour and Related Issues*, New Delhi, Bombay, Calcutta, Oxford and IBH Publishing Co, 334 p.
- Landy F. (1993), Campagnes et villes de l'Inde : deux cultures antagonistes ?, *Cahiers des Sciences humaines*, vol. 29, n° 2-3, 313-332.
- Mitra A. (1969), Internal migration and urbanization in India 1961, in W. D. Boorie and Morang Cameron (eds), *Population Change : Asia and Oceania*, Canberra, Department of Demography, Australian National University, 607-614.
- Nations Unies (1986), *Population Growth and Policies in Mega-Cities*, Delhi, New York, United Nations, Dept. of Economic and Social Affairs, Population Policy Paper n° 7, 38 p.
- Racine J. (1990), *To migrate or to stay ? Mobility and retention of rural population in South Asia. A field survey of villagers' rationales in Mandya district, Karnataka*, Institut français de Pondichéry, Pondy Papers in Social Sciences, n° 5, 34 p.
- Shah A. M. (1973), *The Household Dimension of the Family in India*, New Delhi, Orient Longman, 282 p.
- Simmons C. Yamin G. (1992), « Seasonality and labour recruitment in India industry in the 19th and early 20th centuries : case studies of the cotton mills and coal mines », Communication à la XII^e Conférence européenne sur les Etudes modernes sur l'Asie du Sud, Berlin, 23-26 septembre.
- Srinivas M. N., (1973), Forward in A. M. Shah, *The Household Dimension of the Family in India*, New Delhi, Orient Longman, VII-XI.
- Visaria P. (1990), « Internal migration in India : the emerging perspective and policy options », Communication à l'atelier sur Internal Migration in India : Perspective and Policy options, Ahmedabad, The Gujarat Institute of Area Planning, 8 septembre.
- Yadava K. N. S. (1992), *Rural Commutation and rural development*, Delhi, Shipa publications, 178 p.
- Zachariah K. D. (1984), *Anomaly of the Fertility Decline in Kerala*, World Bank Staff Working Paper, n° 709.

*Document de travail CEDE, en cours d'édition par le CELADE
Traduction des premières pages*

**LAS NUEVAS FORMAS DE MOVILIDAD
DE LAS POBLACIONES URBANAS EN AMERICA LATINA**

**Memorias del Taller CEDE - ORSTOM
Bogotá, 7 - 11 de Diciembre de 1992**

Edición científica :

Françoise DUREAU

con la colaboración de :

Carmen Elisa FLOREZ, Maria Cristina HOYOS y Miguel VILLA

SOMMAIRE

F. DUREAU. C.E. FLOREZ, M. VILLA. Présentation de l'Atelier	5
1. ARROCHE CONCEPTUELLE DE LA MOBILITE SPATIALE	9
Séance 1	
M. PICOUET. Les concepts de réversibilité et de résidence-base dans l'étude de la migration	11
F. URREA GIRALDO. Formes de mobilité et processus d'organisation et réorganisation familiales dans la société colombienne	19
L.M. CUERVO. Quelques tendances de la mobilité spatiale à Bogota	37
O.A. ALFONSO ROA. Les enquêtes auprès des ménages de quartiers périphériques de Bogota. L'expérience récente du CINEP	41
Séance 2	
A. BONILLA. L'importance des connaissances sur l'occupation du sol urbain pour la planification	57
F. CARRION. Stratégies d'insertion résidentielles des secteurs populaires à Quito	59
2. LES SYSTEMES D'OBSERVATION DE LA MOBILITE SPATIALE	67
Séance 1. Approches quantitatives et qualitatives; domaines et unités d'observation	
T. LULLE. Commentaires à propos de la combinaison des approches quantitative et qualitative au cours d'une recherche sur le rôle de l'emploi dans l'insertion urbaine des migrants. Le cas des travailleurs du bâtiment et des employées domestiques à Bogota	69
F. URREA GIRALDO. Réflexions sur les tendances des marchés du travail dans quatre aires métropolitaines de l'ouest de la Colombie : Cali, Manizales, Medellin et Pereira	75
Séance 2. Observation rétrospective et observation à passages répétés	
M. VILLA. Synthèse des expériences en Amérique Latine	--
A. PELLEGRINO. Migration interne et internationale : le cas de l'Uruguay	83
C. SIABATTO. Sources d'information sur la migration au DANE	95

R. ECHEVERRI. Techniques biographiques appliquées à l'analyse démographique	103
3. LA COLLECTE D'INFORMATION AUPRES DES MENAGES	111
Séance 1. La sélection des échantillons	
M. PICOUET. Problèmes posés par l'observation de la mobilité : les enseignements d'enquêtes réalisées en Afrique et en Amérique Latine	113
D. CORREAL. La méthodologie de l'Enquête Nationale auprès des ménages	121
I. LUGO LEON. Sources de données pour l'étude de la migration interne au Venezuela	127
R. ECHEVERRI. La sélection des échantillons	137
Séance 2. La conception des questionnaires	
F. DUREAU. La collecte de données sur la mobilité spatiale des populations urbaines. Quelques enseignements d'une enquête Migrations réalisée à Quito (Equateur)	141
M.E. COSIO-ZAVALA. Les enquêtes Migration au Mexique. Propositions d'analyse	153
4. LE TRAITEMENT ET L'ANALYSE DES DONNEES	161
O. BARBARY. Méthodes statistiques pour l'analyse de données rétrospectives relatives à la migration. Exemples d'application à Quito et synthèse bibliographique	163
C.E. FLOREZ. Biographies : traitement et analyse de la migration féminine rurale-urbaine vers Bogota	175
H. MOLINA. Problèmes posés par l'analyse des schémas de mobilité et des modèles de localisation de la population (Bogota)	187
5. CONCLUSIONS DE L'ATELIER	193
M. VILLA. Conclusions de l'atelier	195
6. LISTE DES PARTICIPANTS	197

PRESENTATION DE L'ATELIER

Françoise DUREAU , Géographe-démographe, ORSTOM

Carmen Elisa FLOREZ, Demographe-économiste, CEDE

Miguel VILLA, Coordinateur de la Division Population et Développement , CELADE

Dans le cadre de leur programme de recherche sur "Les nouvelles formes de mobilité des populations de Bogota et leur impact sur le fonctionnement de l'aire métropolitaine" , l'ORSTOM et le CEDE (Centre d'Etudes sur le Développement économique) de l'Université des Andes ont organisé du 7 au 11 Décembre 1992 un "Atelier méthodologique sur les nouvelles formes de mobilité des populations urbaines en Amérique Latine", au cours duquel ont été exposées une vingtaine de communications, présentées dans ces Actes.

Ce séminaire a bénéficié du soutien financier du CELADE (Centre Latino-Américain de Démographie des Nations Unies, à Santiago du Chili), du programme de coopération France - CELADE et des Bureaux Régionaux de Coopération Scientifique et Technique de Caracas et Santiago du Chili.

Un séminaire consacré aux questions conceptuelles et méthodologiques posées par l'étude de la mobilité des populations urbaines

La croissance des grandes métropoles latino-américaines est un motif de constante préoccupation pour les planificateurs et les politiciens. Le rythme de croissance et la taille de nombreuses villes posent des problèmes fondamentaux pour la gestion urbaine, problèmes accentués dans le contexte d'économies en développement par le manque de moyens financiers des institutions publiques et des populations citadines.

La compréhension des mécanismes de fonctionnement des villes et en premier lieu de leur dynamique démographique apparaît comme un préalable indispensable à toute tentative de planification urbaine : les pratiques résidentielles des populations citadines induisent de profondes transformations des villes. Les recherches récentes menées en Amérique Latine mettent l'accent sur l'intensité croissante de la mobilité et des interactions entre zones rurales et zones urbaines, ainsi que sur la plus grande complexité des schémas migratoires. L'importance des navettes et d'autres formes de mobilité circulaire se traduisent par des modes de résidence complexes et multipolaires qui transcendent la dichotomie urbaine/rurale.

Toutefois, et malgré l'importance des enjeux, en Colombie comme dans les autres pays latino-américains, les connaissances sur les mécanismes de peuplement restent insuffisantes. Les recherches sur la mobilité des populations ont dans l'ensemble privilégié l'étude des migrations perçues comme un transfert "durable" de résidence. Et les systèmes officiels de production de données démographiques (les recensements en premier lieu) fournissent peu d'information sur les migrations, et quasiment aucune sur les déplacements temporaires et circulaires.

L'étude précise des différentes formes de mobilité de la population, centrale dans la compréhension de la dynamique, et donc dans la gestion des grandes villes, soulève des problèmes conceptuels et méthodologiques importants. Il nous a semblé qu'un pas important dans cette direction pouvait être franchi par une confrontation et un échange d'expériences, de connaissances et de réflexions entre les différents acteurs intervenant de façon complémentaire dans l'analyse, la compréhension et la gestion

des mobilités des populations des villes latino-américaines. C'est pourquoi nous avons convié une trentaine de personnes à participer à un atelier consacré aux questions conceptuelles et méthodologiques soulevées par l'étude des différentes formes de mobilité des populations urbaines en Amérique Latine.

Autour de la table : des chercheurs, des producteurs de données démographiques et des professionnels de la planification urbaine

Le séminaire, qui s'est tenu dans les locaux du CEDE, a réuni vingt-six participants, aux spécialités diverses (anthropologues, démographes, économistes, géographes, sociologues, statisticiens, urbanistes), exerçant leur activité au sein d'institutions dédiées à la recherche, à la production de données démographiques ou à la planification urbaine, représentant donc autant d'approches de la mobilité des populations citadines.

En ce qui concerne la Colombie, étaient représentés : l'Université des Andes, l'Université Externado, l'Université del Valle, l'Université Nationale, les services de planification à l'échelon local et national, l'institut national de statistique (DANE), et des centres d'études travaillant en planification urbaine ou en statistique .

Cinq autres participants sont venus d'autres pays latino-américains (Chili, Equateur, Uruguay, Venezuela), et trois chercheurs de France.

**Les questions au centre des échanges :
les concepts, la collecte, le traitement et l'utilisation de l'information pour la planification urbaine**

La rencontre a été organisée en sept séances, chacune d'elles étant composée de deux ou trois communications et d'un débat :

- L'approche conceptuelle de la mobilité spatiale : 2 séances, (animateurs : Michel PICOUET et Adela PELLEGRINO)
- Les systèmes d'observation de la mobilité spatiale :
 - séance 1 : Approches quantitatives et qualitatives, domaines et unités d'observation (animateur : Thierry LULLE)
 - séance 2 : Observation rétrospective et observation par passages répétés (animateur : Miguel VILLA)
- La collecte d'information auprès des ménages :
 - séance 1 : La sélection des échantillons (animateur : Rafael ECHEVERRI)
 - séance 2 : La conception des questionnaires (animateur : Isbelia LUGO LEON)
- Le traitement et l'analyse des données (animateur : Maria COSIO)

Une dernière séance a été consacrée à une synthèse des débats et à une discussion sur les possibilités de mise en oeuvre d'un réseau d'échanges sur le thème de la mobilité des populations urbaines.

**Quelques éléments des débats :
des avancées conceptuelles et méthodologiques, à l'impact de celles-ci sur la compréhension et la
planification de la ville en Amérique Latine**

L'introduction des concepts d'espace de vie, de résidence-base et de réversibilité de la migration, et la complémentarité des différents types d'observation (transversale et longitudinale, qualitatif et quantitatif, à travers les recensements, les enquêtes nationales auprès des ménages, ou les enquêtes locales spécifiques) et l'amélioration des techniques d'analyse constituent des éléments essentiels pour parvenir à une appréhension des différentes formes de mobilité, sans exclusive ni segmentation.

En outre, la compréhension du phénomène impose de dépasser une approche au niveau de l'individu et de considérer les unités familiales dans lesquelles s'intègrent les pratiques résidentielles, qui doivent être interprétées en relation avec les pratiques de nuptialité, de fécondité et d'insertion sur le marché du travail.

L'ensemble de ces propositions contribueront à une meilleure compréhension de la dynamique des villes et des processus de segmentation intra-urbaine, et pourront favoriser des changements importants en matière de gestion urbaine. En effet, redéfinition des concepts de mobilité et de ville sont étroitement liées : comme le note CARRION dans sa communication, un renouvellement de l'approche de la mobilité des populations citadines constitue un élément essentiel pour "repenser la ville en Amérique Latine, de façon dynamique", et ainsi dépasser le stade d'une planification physique statique.

L'ANALYSE HARMONIQUE QUALITATIVE, UN OUTIL PUISSANT POUR LA STATISTIQUE DESCRIPTIVE DES DONNÉES BIOGRAPHIQUES

Olivier BARBARY

Chargé de recherche Statisticien, ORSTOM, département SUD, U.R. 55

cra 9 # 3-55, Barrio San Antonio, Cali, Colombie

tel/fax : (57 2) 884 52 11

email : negritud@mafalda.univalle.edu.co

Résumé de la communication aux XXVIII^e journées de statistique de L'ASU

Cette communication rend compte de la méthodologie et des résultats d'une analyse statistique détaillée des données biographiques collectées lors de l'enquête sur la mobilité spatiale dans l'aire métropolitaine de Bogota CEDE/ORSTOM de 1993. L'enquête et le travail d'exploitation statistique présentés s'inscrivent dans une recherche entreprise depuis août 1992 par une équipe de chercheurs du CEDE (Centro de Estudio para el Desarrollo Económico, C.E. Florez), de l'Université nationale de Colombie (C.E. Pardo et J. Ramos) et de l'ORSTOM (O. Barbary, F. Dureau et M.C. Hoyos), sur la mobilité des populations de Bogota et son impact sur la dynamique de l'aire métropolitaine.

Le questionnaire de l'enquête réalisée en octobre 1993 comprend un formulaire d'information socio-démographique couvrant l'ensemble des individus des ménages sélectionnés dans l'échantillon, ainsi qu'une série de modules visant à recueillir, sous forme de calendriers, des données rétrospectives sur la biographie résidentielle, professionnelle et familiale d'un sous échantillon de la population des ménages appelé "sous-échantillon biographique". L'objectif de la première phase d'analyse de ces données longitudinales est de réaliser une "mise à plat", la plus complète possible, des éléments biographiques recueillis sur les 1031 individus de l'échantillon en orientant la description sur le thème de la mobilité résidentielle au sein de l'agglomération. Le plan de sondage adopté pour l'enquête ne vise pas une représentativité de l'ensemble de l'aire métropolitaine de Bogota mais est adapté à l'observation fiable de 11 zones d'études (4 communes ou parties de communes de l'aire métropolitaine et 7 quartiers de Bogota). Ces zones ont été choisies a priori comme typiques, et elles ont une valeur euristique pour la problématique du programme. Le sous-échantillon auquel est soumis le questionnaire biographique est quant à lui composé d'individus de plus de 18 ans et sa structure est contrôlée par des quotas de sexe, d'âge, de relation de parenté avec le chef de ménage et de statut migratoire. Les conclusions de cette analyse n'ont donc de portée qu'à l'intérieur de cet univers, pour sa population particulière et non pour l'ensemble de la population de Bogota et de son aire métropolitaine.

Dans la première partie de la communication, nous décrivons d'abord l'ensemble des données utilisées pour cette analyse : définition des variables longitudinales (actives et illustratives) et transversales, leurs distributions de fréquence. Puis nous donnons les principes de la méthode d'analyse typologique sur laquelle se base l'exploitation : l'analyse harmonique qualitative associée à une technique de classification automatique. Nous exposons ensuite comment les données ont été recodées, quelle est l'analyse factorielle spécifique réalisée et l'interprétation que l'on peut en faire et en fin de compte comment l'on parvient, à l'aide d'une classification semi-hiérarchique dans l'espace des premiers facteurs, à une typologie en quinze classes qui constitue le résultat principal.

La deuxième partie est consacrée, pour illustrer la démarche, à l'interprétation et au commentaire des résultats obtenus au niveau de l'ensemble de l'échantillon. On décrit le schéma d'ensemble de la mobilité spatiale que permet de construire la typologie et, très succinctement, le comportement résidentiel spécifique des individus de chaque classe. Puis on s'intéresse aux variables longitudinales illustratives afin de tracer le profil biographique de l'échantillon. Dans l'espace imparti pour ce résumé nous ne pouvons aborder ces résultats; nous nous contenterons d'inclure les principaux éléments méthodologiques : les principes de l'outil d'analyse et les enseignements que nous tirons de cette expérience.

Les données et la méthode d'analyse

Visant en premier lieu une typologie des trajectoires spatiales parcourues par les individus en ville, nous avons choisi de baser l'analyse sur la variable d'état construite à partir de l'observation des localisations dans l'aire métropolitaine de l'ensemble des résidences connues par l'échantillon (variable active). Pour mettre à jour les relations existant entre les types de mobilité spatiale et les autres composantes de la biographie (événements touchant à la famille, l'accès au logement, l'éducation et l'activité professionnelle) nous introduisons un certain nombre de variables illustratives longitudinales construites à partir des différents chapitres du questionnaire biographique. Enfin une caractérisation socio-économique des individus pratiquant chaque type de mobilité et des ménages auxquels ils appartiennent sera obtenue grâce à un second ensemble de variables illustratives transversales (caractéristiques individuelles et collectives à la date de l'enquête).

L'analyse harmonique qualitative (AHQ) a été présentée pour la première fois dans un court article théorique par Deville et Saporta en 1980, puis à nouveau plus longuement par Deville, dans un article de 1982. Avec cette proposition, l'analyse des correspondances (Benzecri [1973]) trouve un nouveau terrain d'application : la statistique descriptive et typologique des données longitudinales individuelles. Sans aborder la justification mathématique assez complexe de la méthode il convient de dire que l'on peut adopter plusieurs solutions d'approximation du problème complet par recodage de l'information de départ. La plus simple et efficace (retenue pour ce travail) est celle de la division de l'intervalle d'observation en un nombre raisonnable de périodes (de durée constante ou non) sans tenir compte des changements d'états individuels. Le tableau est construit en calculant la proportion de temps passé par les individus dans chacun des états possibles des variables longitudinales au cours de chacune des périodes de recodage. Ce tableau de fréquences est ensuite soumis à l'analyse des correspondances. Telle quelle la technique reçoit sans aucun doute, selon l'expression de Deville [1982], son "brevet de navigabilité"; en effet sa justification théorique est solide et son champs potentiel d'application extrêmement vaste.

Depuis une dizaine d'années l'utilisation de l'analyse des correspondances pour exploiter les données longitudinales est devenue de plus en plus fréquente, comme en témoigne l'important ouvrage de synthèse consacré à ce thème par Van Der Heijden en 1987. L'analyse harmonique qualitative y occupe un chapitre

dédié aux données biographiques ("event history data", voir Van Der Heijden [1987], chap. 5), où l'auteur fait ressortir les avantages de la méthode.

Cependant, comme en témoigne Beret [1988] dans un article où il analyse des données sur l'insertion professionnelle des jeunes, l'interprétation directe des facteurs devient complexe et parfois décevante lorsque l'information biographique est détaillée. Cette complexité de l'interprétation, jointe au fait qu'il n'existe pas jusqu'à présent de logiciel proposant une mise en oeuvre simple et paramétrée de la méthode, explique probablement les limites actuelles de la méthode quant à son application aux données réelles. Pourtant, c'est sans doute la méthode d'analyse descriptive et typologique des processus stochastiques la plus puissante et la plus souple existant à l'heure actuelle. Elle connaît d'ailleurs depuis peu un regain d'intérêt comme le montre par exemple le contenu des "deuxièmes journées d'études sur les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail" (voir en particulier la contribution de A. Degenne, M.O. Lebeaux et L. Mounier [1995] dont les auteurs suivent une démarche très semblable à la notre).

Pour construire un outil complet et d'un emploi aisé d'analyse typologique de données longitudinales basé sur l'AHQ, nous avons d'une part élaboré sous un logiciel standard (SAS) un programme paramétré de recodage et d'analyse des correspondances, d'autre part, enchaîné cette méthode factorielle avec un processus de classification automatique qui permet une caractérisation directe des différents types de trajectoires individuelles. La procédure SAS, appelée "RECAHQ", effectue selon le choix de l'utilisateur différents types de recodages de données longitudinales pour l'analyse des correspondances; puis elle enchaîne l'analyse factorielle du tableau recodé, la classification des itinéraires individuels dans l'espace des facteurs et la caractérisation des classes. Mais pour mener une interprétation approfondie, il nous a semblé préférable de repartir du tableau de fréquences et de faire appel à un logiciel spécialisé (SPADN) pour l'analyse des correspondances, la classification et leur interprétation. La démarche comprend donc 6 principales étapes.

1. Définition, codage et calcul des différentes variables d'état longitudinales, actives et illustratives, à partir de l'information biographique collectée (programmation sous SAS).
2. Choix des paramètres de l'analyse harmonique qualitative (type de temps de l'analyse longitudinale, gestion des données censurées, découpage temporelle de la période d'analyse) et codage du tableau de fréquence (procédure RECAHQ sous SAS).
3. Différents essais d'analyse des correspondances et de classifications pour la mise au point des paramètres de l'analyse définitive et le choix du sous espace factoriel permettant une classification satisfaisante (PROC CORRESP et CLUSTER de SAS)- alternance d'étapes 2 et 3.
4. Exécution de l'analyse des correspondances et de la classification sous SPADN (PROC CORBI et SEMIS), graphiques des plans factoriels et des projections des variables illustratives et des centres de classes.
5. Calcul des tableaux de fréquences par classe, représentants les profils de mobilité moyenne des individus de la classe pour la variable active et les variables illustratives longitudinales (PROC MEANS de SAS)
6. Tabulation croisant les classes de la typologie avec les variables illustratives transversales et test du Khi2 afin de décrire les classes du point de vue des caractéristiques démographiques et socio-économiques des individus et des ménages auxquels ils appartiennent. Le matériel issu des étapes 5 et 6 sert ensuite de base à la rédaction du commentaire des résultats de l'analyse typologique.

Les leçons de l'expérience

Aux plans théorique et pratique, lorsqu'on envisage son application à des données biographiques complexes, l'analyse harmonique qualitative satisfait une série de conditions importantes.

Tout d'abord la discrétisation et synchronisation des temps biographiques individuels est modulable et permet diverses stratégies de recodification des données adaptée à différentes problématiques d'analyse de l'enquête. On peut en effet adopter d'autres logiques de découpage de la période d'analyse que celle présentée ici. Par exemple, celle du temps calendaire où les bornes des intervalles de recodification sont choisies en fonction de dates qu'on estime déterminantes dans le contexte conjoncturel, social et politique etc. de la période; l'analyse prend alors un caractère plus historique qui fournit un autre point de vue intéressant sur les données (voir par exemple Barbary [1993], pp. 30-64). Une troisième possibilité consiste à adopter un temps biographique plus collectif découpé en fonction d'événements clefs du cycle de vie : les carrières individuelles regroupées dans les classes de la typologie ne sont plus synchronisées exactement selon l'âge des individus mais selon le temps passé depuis (ou avant) un évènement donné de la biographie : première arrivée des migrants dans la zone d'enquête, première sortie du domicile des parents, premier accès à la propriété du logement etc. Une analyse complémentaire adoptant cette stratégie seraient très certainement instructive dans le cadre problématique qui nous intéresse ici.

D'autre part, la question du découpage optimal correspondant à chacune de ces logiques, afin de conserver aux mieux l'information asynchrone collectée dans l'enquête, peut être posée en terme théorique : optimisation, au sens d'un certain critère statistique, du nombre et des limites des intervalles de codification du processus. Ceci ouvre d'ailleurs le champs à des recherches méthodologiques futures. En s'en tenant au point de vue empirique que nous avons adopté, on peut tirer de l'expérience la conclusion pratique suivante. Du point de vue du calcul algébrique effectué lors de l'analyse factorielle, rien n'oblige à ce que les différentes périodes de recodage soient de même durée ou que la métrique sur le temps soit uniforme. Bien au contraire d'une part plusieurs arguments statistiques militent en faveur d'un découpage plus détaillé dans les périodes où les changements d'état sont nombreux (voir J.C. DEVILLE [1982] et A. Florette [1988]). D'autre part, du point de vue de la problématique qui nous occupe (stratégie résidentielle des individus), il est naturel de s'intéresser plus spécialement aux changements de résidences qui surviennent à l'âge adulte, où la responsabilité de la décision revient dans la plupart des cas à l'individu, plutôt qu'aux changements de résidences antérieurs ou postérieurs, plus souvent décidés par des tiers. Dans notre cas, l'examen de l'histogramme de distribution des changements d'état selon l'âge des individus permet de définir un découpage bien adapté aux données en 15 périodes d'amplitude variable correspondant approximativement aux quantiles de la distribution, la fréquence d'occurrence des changements d'états dans chaque période variant de 4% à 8% du total. La précision est forte entre 13 et 25 ans, elle diminue avant et après.

Enfin l'usage dans l'analyse harmonique qualitative des variables longitudinales illustratives permet tous les regards croisés possibles entre les différents types d'événements biographiques présents dans le questionnaire. Si l'on collecte de plus en plus dans une même enquête, plusieurs types de biographies (résidentielles, professionnelles, familiales etc.), c'est évidemment que l'on présume des relations étroites entre elles; on attend alors de la méthode d'analyse qu'elle puisse les mettre en évidence et les décrire précisément. Pour ce faire, l'analyse harmonique qualitative offre deux possibilités. Une première voie, que nous n'avons pas adoptée ici, consiste à analyser la variable d'état complexe qui résulte du croisement des différentes situations résidentielles, professionnelles, familiales etc. Elle paraît séduisante puisqu'elle donne à tous les chapitres de la biographie le statut de variable active et donc un poids équivalent

dans le résultat typologique. Il ne faut pourtant pas croire qu'on fera un bon usage de la méthode en croisant à tout-va les informations biographiques de l'enquête, laissant au calcul algébrique le soin d'exhiber une typologie "complète" qui rende compte de toutes les relations structurant les données. Il y a des limites de plusieurs ordres à ce genre d'approche. Un préalable "épistémologique" d'abord : même si la vocation des méthodes d'analyse des données est, dit-on, exploratoire, leur emploi ne dispense jamais d'avoir une problématique bien définie lorsqu'on conçoit et analyse une enquête. Il importe de ne pas céder à la tentation de "l'arme absolue", et de savoir à l'avance, au moins un peu, ce que l'on cherche... D'autre part, du point de vue de la fiabilité statistique, la taille de l'échantillon ne permet pas de complexifier, au delà d'un certain nombre de modalités, l'espace des états biographiques - cette remarque s'applique d'ailleurs aussi au découpage de la période de temps de l'analyse et donc au degré de précision temporelle auquel on peut prétendre. Enfin, s'agissant d'une méthodologie récente, dans un domaine où l'accumulation d'expérience est fondamentale, on manque encore beaucoup de pratique dans l'interprétation des résultats de ce type. La technique des variables illustratives nous semble mieux convenir à l'analyse descriptive conjointe des différents itinéraires. D'un côté elle affirme un a priori problématique qui est l'expression d'une démarche expérimentale structurée. De l'autre elle permet de maintenir des normes de représentativité statistique acceptables pour des échantillons qui ne peuvent pas, sauf exception, être très grands (la collecte biographique est complexe et coûte cher!).

En conclusion, si cette expérience d'application parvient à montrer l'intérêt et la grande richesse des données biographiques collectées pour décrire et analyser la mobilité spatiale des enquêtés, et mettre à jour les relations qu'elle entretient avec les trajectoires familiales et socio-professionnelles, le mérite en revient bien sur à la qualité des données, mais également pour une bonne part à la méthode d'analyse. Nous sommes convaincus qu'elle constitue actuellement l'approche statistique la mieux adaptée à la phase descriptive de l'exploitation de ce type d'enquête et elle nous semble le préalable indispensable de toute démarche modélisatrice à l'ambition plus "explicative".

Bibliographie

- BARBARY O. (1993) avec la collaboration de E.H.A. DIOP, "L'insertion urbaine : le cas de Dakar, rapport d'exploitation d'enquête", Dakar, 213 p multigr.
- BERET P. [1988] : Analyse de données chronologiques relatives à l'insertion professionnelle. "Les Cahiers de l'Analyse des Données" vol. XIII, n° 2, pp 159-174.
- DEGENNE A., LEBEAUX M.O., MOUNIER L. [1995] : Construction d'une typologie de trajectoires à partir de l'enquête de suivi des jeunes des niveaux V, Vbis et VI. Communication aux Journées CEREQ-LASMAS-IDL sur les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail, Caen, 28-29 juin 1995, 14 p.
- DEVILLE J.C., SAPORTA G. [1980] : Analyse harmonique qualitative, "Data Analysis and Informatics", E. DIDAY et al. éditeurs, North Holland Publishing Compagny, pp 375-389.
- DEVILLE J.C. [1982] : Analyse des données chronologiques qualitatives, comment analyser les calendriers ? "Annales de l'INSEE", n° 45, pp 45-104.
- FLORETTE A. [1980] : Approximation et choix du découpage dans le cadre de l'analyse harmonique qualitative, Mémoire de DEA, ENSAE, Paris.
- VAN DER HEIJDEN P. G. M. [1987] : Correspondence analysis of longitudinal categorical data, DSWO PRESS, Leiden.

Universidad Nacional de Colombia
Facultad de Ciencias
Departamento de Matemáticas y
Estadística

**Seminario de investigación sobre análisis
estadístico de datos biográficos**
Coordinadores: J. Ramos, O. Barbary

**INFORME SOBRE LA LINEA DE INVESTIGACIÓN
"ANÁLISIS DE CORRESPONDENCIA Y DATOS BIOGRÁFICOS"**

Olivier Barbary : ORSTOM, profesor invitado U.N.C.
Luz Mary Pinzón Sarmiento : Estudiante Magíster en Estadística (código 196349)

Santafé de Bogotá, Enero 22 de 1996

ÍNDICE

INTRODUCCIÓN	3
PRIMERA PARTE : Datos biográficos : conceptos notaciones y revisión crítica de algunas metodologías de análisis.	4
1.1 Conceptos generales, técnicas de recolección y captura de la información	4
1.2 Notaciones matriciales	5
1.3 Revisión de algunas metodologías de análisis.	9
1.3.1 Representación gráfica.	9
1.3.2 Modelización de procesos estocásticos	10
1.3.3 Modelos log lineales y análisis de correspondencia	10
1.4 Conclusión	11
SEGUNDA PARTE: Análisis armónico cualitativo, teoría, equivalencia con el análisis de correspondencia, aproximación por métodos numéricos.	12
2.1 Definiciones y principio	12
2.2 Análisis espectral de un proceso cualitativo	13
2.3 Equivalencia entre el análisis armónico cualitativo y el análisis de correspondencia	15
2.4 Aproximaciones del análisis armónico cualitativo por métodos numéricos.	16
2.4.1 Primer método: Intervalos sobre los cuales el proceso es estable, cuadro disyuntivo	16
2.4.2 Segundo método: Proporción de tiempos pasado por los individuos en los estados.	17
2.4.3 Ejemplo de codificación para el análisis armónico cualitativo	18
TERCERA PARTE: Perspectiva de aplicación a la encuesta sobre la movilidad de la población del área metropolitana de Bogotá	19
3.1 Descripción de los datos.	19
3.2 Objetivos y variables de análisis	22
BIBLIOGRAFÍA	23

INTRODUCCIÓN

El seminario de investigación sobre análisis estadísticos de datos biográficos que se enmarca dentro del programa de cooperación entre la Universidad Nacional de Colombia y el Instituto francés ORSTOM, tiene como objetivo principal el desarrollo de técnicas estadísticas de análisis de datos adaptadas al análisis de las informaciones biográficas recolectadas en las encuestas socio demográficas. Para tal propósito los integrantes del seminario han definido cinco líneas de investigación presentadas en el primer informe de 1994 (Barbary O., Bautista L., Corzo J., Diaz L.G., Montenegro A., Pardo C.E., Ramos J. [1994]). El presente informe presenta el estado de avance de la primera línea metodológica definida : las aplicaciones del análisis de correspondencia y hace más precisamente énfasis en el método llamado "análisis armónico cualitativo".

En la primera parte se quiere hacer una aproximación a la recolección y codificación de datos longitudinales categóricos y a algunas de las metodologías propuestas para el análisis de estos. Se enumeran y especifican las formas conocidas para la recolección de tales datos, ventajas y desventajas para cada una; en el párrafo consagrado a codificación se dan a conocer algunos métodos que se generan a partir de la super matriz de tres entradas y se fundamentan en la codificación disyuntiva completa, para lograr una matriz de dos entradas. Se presentan algunas metodologías de análisis con enfoques en procesos estocásticos y modelos log lineales. Finalmente se llega a la conclusión de la necesidad de una metodología que identifique grupos de individuos con trayectorias similares, es decir un método de análisis tipológico de los datos biográficos.

La segunda parte, como repuesta a esta necesidad, introduce el método de análisis armónico cualitativo, cuyos fundamentos teóricos se describen sintéticamente hasta llegar a una propiedad fundamental en la práctica : la equivalencia con un análisis de correspondencia particular. Luego se revisan las técnicas de aproximación numéricas empleadas para su ejecución informática.

Finalmente en la tercera y última parte, se presenta la posibilidad de aplicación del método a los datos de la encuesta realizada en 1993 por el programa desarrollado conjuntamente por el Cede (Universidad de los Andes) y Orstom, programa titulado "La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá". Se describen los datos recolectados en la encuesta, se especifica la construcción de la variable de estado, se determinan las variables ilustrativas que se utilizarán. También se plantean los objetivos a cumplir y el procedimiento que se llevará a cabo; de esta manera tenemos definido el material para el trabajo que pensamos desarrollar para la tesis de magister durante el año 1996.

PRIMERA PARTE : Datos biográficos, conceptos, notaciones y revisión crítica de metodologías de análisis.

1.1 Conceptos generales, técnicas de recolección y captura de la información.

En los estudios de ciencias sociales, los datos biográficos también llamados datos longitudinales aparecen cada vez con mayor frecuencia. En los cuestionarios tipo “ historia de vida “, por ejemplo, se busca conocer la cantidad de tiempo que los individuos transcurren en una serie de estados para identificar la trayectoria residencial, educacional, profesional, matrimonial, etc. de los individuos (Barbary O. [1994]).

Independientemente del tipo y método análisis que se pretenda, la observación biográfica corresponde a un fenómeno continuo dado que durante el tiempo de vida del individuo, compuesto de una infinidad de instantes; pueden ocurrir infinitos cambios de estados; desafortunadamente ningún método de recolección de datos por precisos que estos sean logran reconstruir esta continuidad teórica, pero si permiten alcanzar una buena descripción del tiempo y los estados que el individuo ha presentado gracias al empleo de dos técnicas principales : los cuestionarios retrospectivos y las encuestas por visitas repetidas.

En el primer método, el investigador registra aquellos estados que la persona especifica haber conocido durante determinado tiempo. Esta metodología tiene la ventaja que la observación puede ser exhaustiva y continua sobre toda la vida del individuo y por eso es la mas empleada. Pero también tiene la desventaja que la veracidad de las fechas y estados se basan en la buena memoria del entrevistado; por lo tanto la cualidad de la información depende en gran parte de un diseño adecuado del cuestionario y de la buena capacitación de los encuestadores.

El segundo método se puede llevar a cabo de dos maneras : el investigador hace visitas periódicas, y registra cada una de estas; este método es comúnmente llamado panel; la otra manera es mediante cuestionario auto aplicado en donde la persona va llevando un diario de las actividades que desarrolló. El método tiene como desventaja que, si el investigador por alguna razón no puede asistir a una de las visitas, en la siguiente y utilizando el recuerdo del entrevistado debe completar el registro, o en la segunda forma, si la persona olvida registrar algún tiempo o cambio de actividad esta no se puede detectar. Además este método con lleva todas las dificultades de las encuestas por paneles ligadas al deterioro de la muestra en el tiempo, y tiene un costo unitario por encuestas muy elevado. Por el conjunto de estas razones, los datos longitudinales provenientes de paneles son muy raros en ciencias sociales.

Cualquier sea el método de recolección, la captura de los datos se puede hacer de dos formas.

- La captura con un registro por evento o etapa. Ella consiste en registrar para cada persona cada evento en un registro del archivo; así para una persona se tienen tantos registros como eventos o etapas haya presenciado esta. Esta forma de captura permite tener registros cortos y de tamaño fijo pero la estructura del archivo no corresponde a la unidad de análisis, que es el individuo.

- La captura con un registro por individuo. En esta se genera un registro por persona, lo que permite tener una base de datos con tantos registros como individuos, pero cada registro es extenso y de tamaño variable ya que contiene todos los tiempos y cambios de estado de cada individuo. Generalmente los Software estadísticos no manejan registros de tamaño variable, así que toca dimensionar cada registro al tamaño máximo que alcance para el individuo más móvil, es decir, para el individuo que ha conocido mayor número de cambios. Por esta razón, se prefiere generalmente la otra forma de captura con la cual se ahorra mucho espacio.

1.2 : Notaciones matriciales y estructuración de la información longitudinal.

Las notaciones que se introducen a continuación son propuestas para los datos longitudinales categóricos (variables cualitativas) en Van Der Heidjen [1987].

Gifi ([1981], pgs 60-63) introduce una matriz indicadora cuyos valores indican cuando un objeto cae en una categoría específica de la variable. Considerando una variable categórica con q modalidades, tenemos que la matriz indicadora Z^q es de tamaño $n \times q$ donde n corresponde al número de objetos y q a las modalidades de la variable. Cuando se tiene mas de una variable categórica se pueden construir matrices indicadoras separadas para cada variable. También dado que esas matrices todas van a tener n filas y el número de columnas varía de acuerdo a las modalidades de cada variable; se pueden encadenar una tras otra en forma horizontal para obtener una super matriz de orden $n \times (\sum_q j_q)$, en donde cada una de las columnas corresponde a una modalidad de cada variable.

A continuación se presenta un ejemplo de una super matriz indicadora de orden 5 X 5 : 5 objetos (n = 5) y dos variables respectivamente con tres modalidades (a, b, c) y dos modalidades (r, s).

	a	b	c	r	s
objetos	1	0	0	1	0
	0	1	0	1	0
	1	0	0	0	1
	0	0	1	0	1
	1	0	0	1	0

Consideremos ahora el caso para datos longitudinales con una variable q. Aquí lo que se tiene es algo así, como un cubo de información, donde la matriz Z tiene tres entradas, en las filas encontramos los I individuos, sobre las columnas J_q modalidades de la variable q, y en la tercera dimensión cada periodo de estabilidad del proceso t. (t = 1, ...T). En este caso la matriz indicadora Z^q tiene orden $I \times J_q \times T$, y sus elementos se denotan por z^q_{ijt} , donde $z^q_{ijt} = 1$ cuando el individuo i se halla en el estado j durante el periodo t, de lo contrario será cero. Así los valores uno y cero indican la presencia o ausencia del individuo en un estado durante un periodo.

Con mas de una variable se pueden construir las matrices indicadoras Z^q y yuxtaponerlas en forma horizontal para obtener una super matriz indicadora Z^Q de orden $I \times (\sum_q J_q) \times T$ con

valores z^Q_{ijt} .

En esta super matriz puede variar sin restricciones el número de individuos, el número de variables, el número de modalidades de cada variable y el número de periodos de tiempo.

La super matriz indicadora Z no puede ser analizada directamente bajo análisis factoriales, luego esta debe ser transformada en una matriz de dos entradas, para este efecto existen diferentes posibilidades, que se presentan a continuación : con cortes transversales sobre la matriz Z, yuxtaponiendo estos, generando tablas marginales, ó calculando matrices de transición (Van der Heijden [1987], pgs 16 y siguientes).

- *Cortes transversales sobre la matriz Z.*

Una forma de obtener una matriz de dos entradas es tomando separadamente cortes transversales de la matriz Z de orden $I \times (\sum_q J_q) \times T$.

Los cortes transversales para Z en la variable q se denotan $Z^{i(q)}$, $Z^{t(q)}$, $Z^{j(q)}$, respectivamente para un corte de orden $T \times J_q$ sobre la fila i y la variable q; un corte en el tiempo t sobre la variable q de orden $I \times J_q$ y un corte sobre la categoría j de la variable q de orden $I \times T$. Cuando hay solo una variable o que se considera todas las variables, la notación se puede

simplificar omitiendo el super índice q y escribiendo Z^i , Z^t , Z^j para los diferentes cortes. Evidentemente el análisis de estos cortes carece generalmente de interés porque la información se reduce demasiado, sin embargo, algunos de ellos pueden aportar resultados de interés para ciertas problemáticas de análisis particulares.

- *Yuxtaposición de cortes transversales*

Otras formas de obtener una matriz de dos entradas es yuxtaponiendo ya sea horizontal o verticalmente los cortes transversales. Para una super matriz de tres entradas, podemos hacer tres yuxtaposiciones.

La primera es sobre los $Z^{(q)}$ que tienen orden $I \times J_q$, cuando los t son yuxtapuestos horizontalmente de tal manera que para cada i se obtienen todas las combinaciones de t y J_q . Si consideramos el conjunto de las variables, la matriz se nota Z^{jt} y tiene orden $I \times (\sum_q J_q) \times T$. Si solo se tiene una variable el orden es solo $I \times J \times T$.

Esta codificación corresponde a un registro por individuo y la matriz se denominada matriz ancha.

La segunda yuxtaposición también se hace sobre los $Z^{(q)}$, ahora cada t es yuxtapuesto verticalmente, cada objeto i es representado por T filas. Esta yuxtaposición se nota Z^{itj} y es de orden $(I \times T) \times (\sum_q J_q)$.

Esta codificación corresponde a un registro por combinación de individuos con periodos y la matriz se denomina larga.

Considerando el tamaño de la dos matrices Z^{jt} y Z^{itj} , las cuales conservan toda la información individual, se puede generar una codificación agregada de Z, considerando un numero determinado p de periodos de tiempo. A esta nueva matriz la denominaremos \underline{Z} y a sus elementos \underline{z}^{ijp} , donde \underline{z}^{ijp} corresponde al número de veces que durante el periodo p, el individuo i se halló en el estado j. Esta codificación tiene la ventaja que reduce el tamaño de la matriz, pero tiene el inconveniente de perder parcialmente la información de duración y no conservar el orden de permanencia en los estados durante cada periodo.

- *Tablas marginales.*

Esta forma de transformar la super matriz de tres entradas Z en una matriz de dos entradas se hace mediante sumas, bien sea sobre las filas, las columnas o la tercera dimensión del tiempo.

Tabla de contingencia individuos por estados :

sumando sobre los tiempos se obtiene la matriz Z^{ij+} cuyos elementos son los z_{ij+}^q , donde el + reemplaza el índice para los tiempos y el valor z_{ij+}^q corresponde al número de veces que el

objeto i se encuentra en el estado j de la variable q . En este caso el sentido que tiene esta frecuencia depende de la manera de discretizar el tiempo continuo de la observación.

Tabla de contingencia estados por periodos :

si, como en el caso precedente, suponemos una discretización del tiempo, también podemos sumar sobre los objetos, esta matriz se notara Z^{tq} cuyos elementos z_{ij}^q representan el número de objetos que están en la categoría j de la variable q en el tiempo t . Este tipo de tablas de contingencia se pueden analizar con el análisis factorial de correspondencia (ver Barbary O. [1994], pgs 45-93).

- Matrices de transición.

En el caso más sencillo cuando T tiene dos "niveles" (que corresponden a dos intervalos en que se decida particionar el tiempo, ó dos fechas que se desea analizar), la variable q con J categorías y un número grande de objetos i , se genera la matriz de transición F obtenida a partir de las matrices indicadoras Z^1 y Z^2 como $F = Z^1 Z^2$. La matriz F tiene orden $J \times J$ y las frecuencias f_{ij} determinan el número de objetos que pasan del estado i en el tiempo 1, al estado j en el tiempo 2, la diagonal f_{ii} indica el número de objetos que no cambian de estado al transcurrir el tiempo.

Las frecuencias marginales f_{i+} y f_{+j} pueden ser muy diferentes, reflejando grandes números de cambios de estados entre los instantes o periodos 1 y 2; la marginal f_{i+} es igual a n , el número de individuos.

Ejemplo:

Tenemos una variable con tres categorías a, b, c , dos periodos de tiempo T_1 y T_2 y cuatro individuos.

		T2			
		A	B	C	
T1	A	2			2: fat1
	B		1		1: f.bt1
	C	1			1: f.ct1
		3	1	0	
		f.at2	f.bt2	f.ct2	

Otra forma de obtener matrices de transición es a partir de una matriz de tres entradas, cuando esta tiene solamente una fila y el número de tiempos es grande, es decir se tiene una secuencia.

En este caso se obtiene un buen número de matrices indicadoras Z^t y un conjunto de tablas de frecuencias F^t que se obtiene como $F^t = (Z^t)'(Z^{t-1})$. La marginal $f_{i+}^t = 1$ ya que cada una Z^t tiene una fila. La matriz de transición $F = \sum_{t=1}^{n-1} F^t$ tiene como elementos f_{ij} que denotan el número de veces que la categoría i precede en el tiempo inmediatamente anterior, a la categoría j .

Ejemplo:

t ₁			t ₂			t ₃		
a	b	c	a	b	c	a	b	c
x			x			x		

$$F^2 = (Z^2)'(Z^1) = (1,0,0)'(0,1,0) = \begin{pmatrix} 0 & 1 & 0 \\ 0 & 0 & 0 \\ 0 & 0 & 0 \end{pmatrix}$$

$$F^3 = (Z^3)'(Z^2) = (0,0,1)'(1,0,0) = \begin{pmatrix} 0 & 0 & 0 \\ 0 & 0 & 0 \\ 1 & 0 & 0 \end{pmatrix}$$

de donde $F = \begin{pmatrix} 0 & 1 & 0 \\ 0 & 0 & 0 \\ 1 & 0 & 0 \end{pmatrix}$

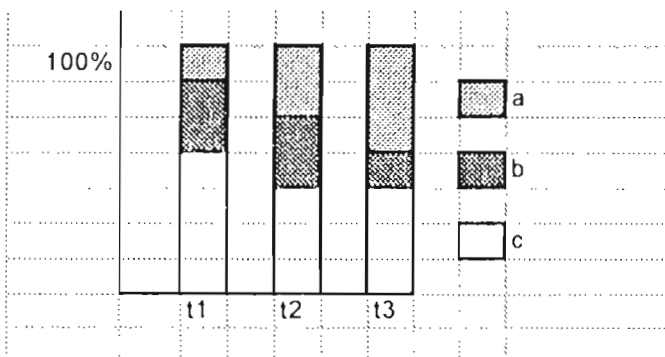
Las matrices de transición pueden ser analizadas mediante análisis factoriales o modelos log lineales, pero tienen la desventaja de perder vínculo con los objetos en estudio y por esta razón no se puede generar tipologías de los objetos.

1.3 Revisión de algunas metodologías de análisis.

1.3.1 Representación gráfica.

Cuando el número de estados es pequeño la matriz Z es mostrada algunas veces gráficamente por medio de barras. Estas gráficas se presentan de acuerdo al objetivo del estudio y se trabaja con las marginales Z_{+j} , Z_{i+t} o Z_{ij+} .

Por ejemplo



Cuando se quiere hacer representaciones para los individuos vale la pena considerar el tamaño de n ya que se deben hacer gráficas para cada uno de ellos, es por esta razón que estos gráficos son muy útiles cuando se manejan conglomerados de individuos que tienen comportamiento homogéneo y donde la agregación de la marginal puede ser interpretada como el promedio de una clase o tipo de individuos.

1.3.2. Modelización de procesos estocásticos.

Aun que no entre en el enfoque estadístico descriptivo que nos interesa principalmente en este informe, cabe mencionar una línea metodológica importante para el procesamiento de los datos longitudinales. Se trata de los modelos probabilísticos paramétricos o semi paramétricos desarrollados en un principio para el análisis de los datos de sobre vivencia (Cox [1972]) y que desde veinte años han sido aplicados con frecuencias a problemáticas demográficas (Courgeau D. Lelievre E [1989], Florez C.E. [1990]). El propósito de esta modelización es formalizar matemáticamente las biografías individuales planteadas como procesos aleatorios; es decir que la biografía de los individuos esta representada por una serie de variables aleatorias que corresponden al tiempo de permanencia en los diferentes estados, tomados en forma cronológica. El objetivo consiste en estimar a partir de los datos de la encuesta, un modelo de distribución de esta serie de variables aleatorias (distribución conjunta). Los procesos y programas informáticos permiten un análisis de las interacciones entre fenómenos demográficos y de los efectos de las características demográficas individuales, lo mismo que los eventos exteriores (contexto, social, político) sobre el tiempo de permanencia en los diferentes estados. (ver: Barbary O. [1994], pg. 8).

En la práctica el espacio de los estados debe ser definido a priori y de tamaño pequeño y el número de transiciones individuales grande. Estas limitaciones son importantes; además, como lo hemos dicho, este enfoque no proporciona métodos de análisis tipológicos de los datos individuales sino modelos explicativos de la movilidad individual.

1.3.3. Modelos log lineales y análisis de correspondencia.

El análisis de correspondencia no es un modelo, pero se puede ver que es posible hacer uso de este para un previo análisis de los datos longitudinales e identificar propiedades de ellos, vistos como cadenas de Markov. En efecto, como lo hemos visto, el análisis de correspondencia es una herramienta útil en el análisis de matrices de transición.

Van Der Heidjen [1987] muestra, en los capítulos 5, 6 y 7 de su libro, que mediante este método se pueden analizar residuales que son propios de los modelos log lineales y que en cierto casos contienen información significativa. El AFC es usado entonces para construir representaciones geométricas de aspectos específicos de los datos como independencia, cuasi-independencia, simetría y cuasi-simetría. En este contexto el método se convierte en un paso intermedio para encontrar el mejor ajuste del modelo log lineal, útil en la medida

que permite mostrar aspectos de los datos que son descuidados por los resúmenes que proporcionan dichos modelos.

El autor considera también el análisis de correspondencia múltiple como una alternativa al análisis con modelos log lineales, mostrando que la tabla de Burt ofrece un buen resumen de la matriz de T tiempos, si los datos son descritos adecuadamente por el conjunto de todas las matrices de dos entradas, formadas por todos los posibles pares de tiempos.

1.4. Conclusión

Después de esa revisión muy rápida y sin pretensión exhaustiva de algunos legados recientes de la investigación estadística sobre los datos longitudinales, quisiéramos subrayar algunos puntos que justifican nuestra línea de investigación.

El análisis de las biografías, como datos longitudinales particulares, es un campo de investigación relativamente nuevo. En su extensión actual, se puede distinguir dos enfoques teóricos: el enfoque descriptivo (o de análisis de datos) y el enfoque inferencial (o probabilístico). Según muchos criterios, son más complementarios que concurrentes. No obstante, siendo dirigidos hacia objetivos y técnicas radicalmente distintos y practicados por "escuelas" académicas diferentes, estos dos enfoques provocan un debate científico. No es aquí el lugar para ello; solamente nos parece natural dar la prioridad cronológica al enfoque descriptivo. Como lo dice M. Volle [1981]:

*"(...) el análisis de datos se ubica en una etapa del razonamiento lógicamente anterior a la inducción (inferencia) probabilística (...). Para el que practica el análisis de datos, es solo después de haber identificado las estructuras que sustentan los datos, después de haberlos clasificados y recortados, que es posible abordarlos con un enfoque probabilístico."*¹

En esta primera parte, hemos visto como el análisis factorial de correspondencia se puede aplicar a varias estructuras matriciales que sintetizan la información biográfica proporcionada por las encuestas retrospectivas; el libro de Van Der Heidjen [1987] presenta un panorama bastante completo del tema. Sin embargo ninguna de las soluciones metodológicas abordadas hasta ahora se pueden considerar como una herramienta completa para el análisis tipológico de las biografías. Un método recientemente desarrollado en Francia presenta precisamente estas características, se trata del **análisis armónico cualitativo**, una aplicación particular del análisis de las correspondencias múltiples desarrollado y justificado por J.C. Deville y G. Saporta, en dos artículos teóricos (Deville J.C., Saporta G. [1980] y Deville J.C. [1982]). Es este método, lo cual parece de los más prometedores en el campo del análisis tipológico de los itinerarios biográficos, que vamos a presentar en la segunda parte de este informe.

1 : M. VOLLE, Analyse des données, p 21, Economica, Paris, 1981.

SEGUNDA PARTE : El análisis armónico cualitativo

2.1 Definiciones y principio

Esta parte presenta un resumen de la teoría del análisis armónico cualitativo en base al artículo de referencia escrito por J.C. Deville en 1982. Como marco para la exposición, vamos a considerar los siguientes elementos :

- un intervalo de tiempo $T=[0,T]$. β_t el conjunto de los borelianos de T , μ la medida de Lebesgue sobre (T, β_t) , luego (T, β_t, μ) es el espacio de tiempo medible.
- un conjunto finito de estados χ con m elementos.
- un espacio de probabilidad (Ω, A, P) y una variable aleatoria cualitativa X

$$X : \Omega \times T \rightarrow \chi$$
$$(\omega, t) \rightarrow X(\omega, t), \text{ denotada también } X_t,$$

tal que para $\omega \in \Omega$, $X_t(\omega) = 1_t^x$, donde 1_t^x es la función indicadora del evento $X_t = x$, y $\underline{1}_t$ es el vector, donde las m componentes son las 1_t^x , tenemos entonces :

$$P_x(t) = P(X_t=x) = E(1_t^x), \text{ y}$$
$$P_{x,y}(t,s) = P(X_t = x \cap X_s = y) = E(1_t^x 1_s^y)$$

Ahora se busca una codificación real del proceso X_t con el fin de obtener un vector aleatorio con valores reales y poder hacer la descomposición espectral del proceso (descomposición llamada también análisis armónico). Una codificación real del proceso X_t es una función f tal que :

$$f : \chi \times T \rightarrow \mathfrak{R}$$
$$(x,t) \rightarrow f(x,t), \text{ denotada también } f_t(x).$$

Se notara f_t el vector de las m componentes f_t . El proceso codificado por f es entonces :

$$Y : \Omega \times T \rightarrow \mathfrak{R}$$
$$(\omega, t) \rightarrow Y(\omega, t) = f(X(\omega, t), t)$$

denotado también $\forall (\omega, t) \in \Omega \times T$;

$$\mathbf{Y}_t(\omega) = \mathbf{f}_t(X_t(\omega))$$
$$\forall t \in T; \quad \mathbf{Y}_t(\omega) = \mathbf{f}_t(X_t)$$

2.2 Análisis espectral de un proceso cualitativo

Sea β_t la σ -álgebra engendrada por X_t , se supone que X_t es un proceso medible, es decir $X_t(\omega)$ es una función medible sobre $\Omega \times T$, y este conjunto está dotado de una σ -álgebra producto con valores en χ , luego los conjuntos $A_x = \{ (\omega, t) / X_t(\omega) = x, x \in \chi \}$ forman una partición de $\Omega \times T$ cuyos conjuntos son medibles.

En $L^2(\Omega, \mathcal{A}, P)$, el subespacio $L^2(X_t)$ engendrado por la variable cualitativa X_t , se compone de variables numéricas de la forma :

$$\zeta_t = \sum_x a_x 1_t^x, \quad (a_x \in \mathcal{R}) \quad (1)$$

Se nota E^t el operador de esperanza condicional a X_t , es decir la proyección ortogonal en $L^2(\Omega, \mathcal{A}, P)$ reducida al subespacio $L^2(X_t)$.

Todo operador E^t transforma una variable positiva en otra positiva ; inversamente, todo operador que cumpla las anteriores propiedades es un operador de esperanza condicional relativo a una σ -álgebra engendrada por una partición de tamaño m (en este caso). Así, cada variable X_t es estadísticamente equivalente al operador E^t de esperanza condicional. La consecuencia lógica de este principio consiste en afirmar que las dependencias estadísticas entre X_t y X_s son resumidas por el producto $E^t E^s = K(t,s)$ de los operadores asociados a X_t y X_s .

El producto K es un operador sobre H , el espacio de Hilbert de los procesos de segundo orden de varianza total finita. (de cuadrado integrable) :

$$\begin{aligned} K : H &\rightarrow H \\ \zeta_t &\rightarrow K(\zeta_t) = \int_T K(t,s) \zeta_s ds \end{aligned}$$

K es hermitico, positivo, compacto y de traza finita igual a m (numero de elementos de χ). Luego se puede hacer la descomposición espectral de K en m "procesos propios" :

$$K = \sum_{i=1}^m \lambda_i \zeta^{(i)} \otimes \zeta^{(i)},$$

donde el producto entre procesos notado $\zeta \otimes \eta$, transforma el proceso ζ_t en el proceso :

$$\zeta_t \int_T E(\zeta_s, \eta_s) ds.$$

Los $\zeta^{(i)}$ forman un conjunto orto normal de procesos en H y son los vectores propios asociados a los valores propios positivos λ_i . K satisface entonces la ecuación llamada de valores propios :

$$\lambda \zeta_t = \int_T K(t,s) \zeta_s ds \quad (2)$$

Siendo los procesos ζ_t B_t -medibles, es legitimo hacer intervenir en (2) las integrales y esperanzas condicionales y la ecuación puede ser escrita así :

$$\lambda \zeta_t = E^t \int_T (E^s \zeta_s) ds;$$

luego, dado que $E^s \zeta_s = \zeta_s$, tenemos :

$$\lambda \zeta_t = E^t \int_T \zeta_s ds.$$

Ahora se define la variable aleatoria z , llamada generatriz del proceso ζ , por :

$$z = \int_T \zeta_s ds; \quad (3)$$

entonces una nueva forma de (1) es : $\lambda \zeta_t = E^t(z)$, y por integración se obtiene :

$$\begin{aligned} \int_T \lambda \zeta_t dt &= \int_T E^t(z) dt, \text{ o sea :} \\ \lambda z &= \int_T E^t(z) dt, \end{aligned} \quad (4)$$

donde queda claro que la variable z no depende del tiempo.

Una ultima forma de la ecuación de valores propios se obtiene si volvemos a la expresión (1) para ζ_t :

$$\zeta_t = \sum_x a_x l_t^x, \quad (a_x \in \mathfrak{R}) \text{ y recordamos que } E^s \zeta_s = \zeta_s.$$

Luego (2) se transforma en :

$$\sum_x \lambda a_t^x l_t^x = \sum_y \int_T a_s^y E^t(l_s^y) ds.$$

Ahora $E^t(l_s^y) = \sum_x c_t^x l_t^x$, donde $c_t^x = E(l_t^x l_s^y) / E(l_t^x) = P_{x,y}(t,s) / P_x(t)$,

y (2) se convierte en :

$$\begin{aligned} \sum_x \lambda a_t^x l_t^x &= \sum_x l_t^x \sum_y \int_T a_s^y [P_{x,y}(t,s) / P_x(t)] ds, \text{ y finalmente :} \\ \lambda a_t^x &= \sum_y \int_T a_s^y [P_{x,y}(t,s) / P_x(t)] ds \end{aligned} \quad (5)$$

En resumen , las ecuaciones (4) y (5) muestran que los z y los a_t forman una descomposición espectral del proceso en una serie de variables aleatorias independientes del tiempo (z) y de códigos reales (a_t) que dependen del tiempo.

2.3 Equivalencia con el análisis de correspondencia.

Consideramos ahora los $p+1$ instantes $t_0=0 < t_1 \dots < t_{p-1} < t_p=T$ tales que todas las trayectorias del proceso son constantes sobre los p intervalos $[t_{j-1}, t_j[$.

Notemos ζ_j el valor de ζ_t sobre $[t_{j-1}, t_j[$, E^j la esperanza condicional de ζ_j y L_j la longitud del intervalo j , $L_j = t_j - t_{j-1}$.

Así, las anteriores ecuaciones se convierten en :

$$\lambda \zeta_k = \sum_{j=1}^p L_j E^k E^j \zeta_j \quad (2')$$

$$z = \sum_{j=1}^p L_j \zeta_j \quad (3')$$

Y los códigos asociados con las variables ζ_k son funciones constantes sobre cada uno de los intervalos de la partición, luego se puede escribir la ecuación (5) así :

$$\lambda a_k^x = \sum_y \sum_{j=1}^p L_j a_j^y [P_{x,y}(k,j) / P_x(k)] \quad (5')$$

En el caso en que Ω es finito, compuesto por n individuos, la ecuación (5') equivale a la ecuación de base del análisis canónico o del análisis de correspondencia (ver Deville J.C. [1982], pgs 68-74). El código real a_k^x es el vector propio asociado al valor propio λ en el análisis de correspondencia de una tabla disyuntiva particular a n filas y mp columnas (ver sección siguiente). Así el análisis armónico cualitativo viene a ser una generalización de métodos conocidos de análisis de datos (análisis factorial canónico en general o más específicamente el análisis de correspondencia) y desde el punto de vista numérico son equivalentes a estos. Todas las técnicas de interpretación que habitualmente se dan dentro de estos métodos son válidos para este caso.

2.4 Aproximación del análisis Armónico Cualitativo por métodos numéricos

Hasta el momento se ha trabajado considerando el tiempo como continuo sobre el intervalo $[0, T]$. Ahora se trata de analizar el mismo proceso considerando una partición del intervalo $[0, T]$ y desarrollar el análisis armónico cualitativo, para la variable X_t y el proceso codificado f_t en tiempo discreto. A continuación se presentan soluciones a este problema.

2.4.1 Primer método: intervalos sobre los cuales el proceso es estable, cuadro disyuntivo.

Vamos a considerar la discretización del intervalo de tiempo de observaciones del proceso $[0, T]$ del párrafo 2.3. Tenemos los $p+1$ instantes $t_0=0 < t_1 < \dots < t_{p-1} < t_p=T$, los t_i limitan los intervalos sobre los cuales el proceso es estable, es decir durante los cuales ningún individuo cambia de estado. Es necesario apuntar aquí que con esta discretización no se pierde ninguna información sobre la cronología de los eventos recolectados.

Retomando la ecuación (4) : $\lambda z = \int_T \zeta_s ds$, la idea es aproximar la integral por una suma de Riemann.

Sea $\theta_j \in [t_{j-1}, t_j]$ y $Q = \sum_{j=1}^p L_j E^{\theta_j}$ la suma de Riemann donde L_j es la longitud del intervalo.

La descomposición espectral de Q proporciona una aproximación de los valores propios del análisis armónico cualitativo del proceso X_t . Esta descomposición, no es otra que el análisis de correspondencia múltiple de las variables cualitativas $X\theta_j$ ponderadas por el peso L_j ; vamos a ver ahora sobre cual tabla de datos recodificados se hace prácticamente este análisis.

El análisis armónico en tiempo continuo se convierte, en tiempo discreto, en la descomposición en factores resultante del análisis de correspondencias múltiples de un cuadro disyuntivo particular con n líneas y mp columnas (recordamos que n es el número de individuos, m el número de estados posibles y p el número de períodos en los que el proceso se mantiene estable). La casilla elemental del cuadro vale uno si el individuo está en el estado considerado durante el período y cero si no lo está. Esta tabla disyuntiva completa puede ser sometida al análisis de correspondencia, pero inmediatamente surge un problema práctico : en los casos concretos de aplicación, los números n , m y p generan un cuadro de tamaño asombroso. Deville y Saporta proponen entonces una solución aproximada del problema global, recodificando el cuadro original en una forma no disyuntiva. Se dividirá el intervalo de observación en un número razonable de períodos (de duración constante o no) sin tener en cuenta los cambios de estado individuales. Se construye luego el cuadro calculando la proporción de tiempo que ha permanecido cada individuo en cada uno de los estados posibles a lo largo de cada período (cuadro de frecuencias que podemos llamar : densidad individual de presencia en

los distintos estados); en seguida se aplica el análisis de correspondencias y las técnicas de interpretación habituales. Aparecen entonces dos posibilidades para el cálculo de las frecuencias.

2.4.2. Segundo método : proporción de tiempo pasado por los individuos en los estados.

Consideramos ahora el intervalo $[0, T]$ dividido en p intervalos : $[t_0, t_1[\dots [t_k, t_{k+1}[\dots [t_{p-1}, t_p]$, de longitud igual o no. Los t_k son escogido sin tomar en cuenta los cambios de estados individuales, según el conocimiento previo del proceso (argumentos de orden demográfico, sociológico, etc.) o con base en la distribución de frecuencia de los cambios de estado en el tiempo (argumentos estadísticos). Además, abandonando el marco probabilístico definido en la parte teórica, podemos notar I el conjunto finito de los individuos ($\text{card}(I)=n$) y J el conjunto finito de los estados del proceso ($\text{card}(J)=m$).

La codificación real del proceso cualitativo es una función real sobre el producto cartesiano $I \times J \times [0, T]$:

$$Y : I \times J \times [0, T] \rightarrow \mathbb{R}$$

Sea τ_{ijk} ($i=1, n; j=1, m; k=1, p$) el tiempo pasado por el individuo i en el estado j durante el intervalo de tiempo $[t_{k-1}, t_k[$, podemos definir el valor de Y de dos manera :

- asignándole la proporción del tiempo total de observación del Proceso (T) que el individuo i a pasado en el estado j durante el intervalo $[t_{k-1}, t_k[$, es decir :

$$Y(i, j, k) = \tau_{ijk} / T;$$

en este caso, cualquier sea los cortes del intervalo $[0, T]$, la métrica sobre el tiempo es uniforme y la suma de cada fila de la tabla de frecuencia (dimensión individuos) vale 1.

- asignándole la proporción de la duración del intervalo $[t_{k-1}, t_k[$ que el individuo i a pasado en el estado j durante el intervalo $[t_{k-1}, t_k[$, es decir :

$$Y(i, j, k) = \tau_{ijk} / (t_k - t_{k-1});$$

en este caso, si los intervalos $[t_{k-1}, t_k[$ no son de longitud constante, la métrica sobre el tiempo no es uniforme y la suma de cada fila de la tabla de frecuencia vale p , el número de periodos definidos en $[0, T]$.

Cabe primero resaltar que bajo esta recodificación de los datos originales, se conserva la integridad de la información relativa a la duraciones individuales en los estados, pero se pierde el orden cronológico de los cambios de un estado al otro cuando ocurren en un mismo intervalo de codificación.

Para el cálculo algebraico efectuado en el análisis de correspondencia, de nada es obligatorio que los distintos periodos de codificación sean de duración constante o la métrica sobre el tiempo uniforme. Al contrario son varios los argumentos a favor de la segunda alternativa. Por una parte, del punto de vista estadístico, tenemos interés en detallar la codificación durante los periodos en donde ocurren muchos cambios de estados, fijándose en el histograma de la distribución temporal de los eventos (ver J.C. Deville [1982] y A. Florette [1988]). Por otra parte estos argumentos estadísticos coinciden con frecuencia con preocupaciones de orden temáticas : parece natural por ejemplo, en una problemática de análisis de las trayectorias residenciales de los individuos, hacer más énfasis en los cambios durante la edad adulta, cuya decisión pertenece más generalmente al individuo que durante edades anteriores o posteriores.

Así en la práctica se adoptará generalmente la solución que consiste en calcular la densidad de presencia de los individuos en los estado relativamente a la duración de cada intervalo de codificación. Es esta metodología que vamos a ilustrar ahora con un ejemplo.

2.4.3. Ejemplo de codificación para el análisis armónico cualitativo.

Consideremos datos longitudinales observados sobre una duración de 10 horas y una partición de T en cuatro periodos : la duración de p_1 es de 3 horas, p_2 2 horas, p_3 4 horas y p_4 4 horas. Sea I el conjunto de los individuos ($\text{card}(I) = 4$) y J un conjunto de estados con tres modalidades a, b, c. Notaremos Π , de orden $n \times (m.p)$ es decir 4×12 , la matriz de los datos codificados. De acuerdo con la solución escogida Π_{ijk} contiene la proporción de la duración del intervalo k que el individuo i a pasado en el estado j.

Por ejemplo, el primer individuo en el periodo p_1 ha pasado 2 horas en el estado a, luego una hora en el estado b y no ha conocido el estado c; para este individuo $\Pi_{1ap_1}=2/3$, $\Pi_{1bp_1}=1/3$ y $\Pi_{1cp_1}=0$; de donde $\sum_{j \in J} \Pi_{1jp_1} = 1$. La matriz completa tendrá la siguiente forma :

Periodo	p_1			p_2			p_3			p_4			
	a	b	c	a	b	c	a	b	c	a	b	c	
Individuos													
ind 1	2/3	1/3	0	0	1	0	1/2	1/2	0	1	0	0	4
ind 2	0	1	0	1/2	1/2	0	1/2	0	1/2	0	0	1	4
ind 3	1/2	0	1/2	1	0	0	0	1	0	1/2	1/2	0	4
ind 4	1	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	1	4
	13/6	4/3	1/2	3/2	3/2	1	1	3/2	3/2	3/2	1/2	2	16

TERCERA PARTE : perspectiva de aplicación a la encuesta sobre la movilidad de la población del área metropolitana de Bogotá

3.1 Descripción de los datos

Los datos escogidos para la aplicación del método corresponden a la información biográfica de la encuesta CEDE/ORSTOM sobre la movilidad de las poblaciones realizada en algunas zonas de Bogotá y algunos municipios periféricos. Aquí se dará solamente algunos elementos de descripción de esta información, tomados de los informes redactados por el equipo de investigación CEDE/ORSTOM ², a los cuales el lector interesado en la información completa tiene que referirse (ver Dureau F., Florez C.E., Hoyos M.C. [1993], Dureau F., Florez C.E., Barbary O., Garcia L., Hoyos M.C. [1994 -a] y Dureau F., Barbary O., Florez C.E. [1994 -b]).

En el área metropolitana de Bogotá se entrevistaron a 679 hogares en las zonas: La perseverancia, La candelaria, El nogal, Normandía, Gustavo Restrepo, San Cristobal Norte y Bosa. En los municipios de Chía, Tabio, Madrid y Soacha, se realizaron 355 entrevistas. Así, en total se tienen 1031 encuestas.

El sistema de observación que se realizó cumple con dos principios importantes :

- Un enfoque longitudinal que permite entender como las personas conjugan diferentes prácticas residenciales en el transcurso de las etapas del ciclo de vida.
- Considerar las unidades familiares, con el fin de reubicar los comportamientos de movilidad de los individuos en un marco familiar y así recobrar la dimensión colectiva de la movilidad.

El cuestionario tiene dos tipos de información, la obtenida mediante variables transversales, que corresponde a todos los individuos y a sus respectivos hogares, y la información longitudinal que corresponde a la biografía de un solo individuo de cada hogar. Esta submuestra de la población de los hogares, llamada "submuestra biográfica" ha sido seleccionada mediante un sistema de cuotas por sexo, edad, relación de parentesco con el jefe de hogar y estatuto migratorio de los individuos.

El cuestionario que se aplicó está dividido en varios capítulos ³

Información transversal

Los capítulos I y II están centrados en el tema de la vivienda : tipo de vivienda, número de hogares, número de cuartos, condición de ocupación de esta y modalidades de acceso a la propiedad. Estas preguntas proporcionan información básica para analizar las condiciones de

² : La sección 3.1 se compone de extractos del informe metodológico que concluyó la fase de recolección de los datos : Dureau F., Florez C.E., Barbary O., Garcia L., Hoyos M.C [1994 a].

³ : Ver cuestionario en anexo

acceso a la vivienda ya que esta es un elemento esencial en el proceso de inserción residencial de los migrantes y no migrantes en los diferentes barrios del área metropolitana.

La información para cada uno de los miembros del hogar se logra en el capítulo III, dividido en tres partes.

En las partes III-A, III-B y III-C se recolectan las características demográficas y socioeconómicas de cada uno de los individuos del hogar : sexo, edad, estado civil, nivel de educación, características de la ocupación principal y eventualmente secundaria.

Además de estos datos básicos, se incluyeron dos preguntas sobre los desplazamientos diarios residencia-centro educativo, y residencia-sitio de trabajo, es decir, las migraciones pendulares. Dichas migraciones son caracterizadas por la ubicación geográfica del destino, el modo de transporte utilizado, el tiempo y costo de transporte en el caso de uso de transportes públicos.

La parte III-D tiene como objetivo recolectar un resumen de la trayectoria migratoria para todos los miembros del hogar, desde el nacimiento de la persona hasta la fecha de la encuesta . En una primera parte, se pide información sobre cuatro etapas claves de la trayectoria residencial : el lugar de nacimiento, la salida del lugar de nacimiento , la llegada a Bogotá y la llegada a la vivienda actual. En un segundo paso, se recolecta información sobre el número de años vividos en cuatro categorías de lugares : en Bogotá, en los municipios de Cundinamarca, en los otros departamentos de Colombia y fuera del país.

Las preguntas de la parte III-E detectan las prácticas bi o tri-residenciales de la población, basadas en las migraciones temporales. Este sistema de residencia se identifica para cada persona que haya residido más de 30 días fuera de la vivienda donde se hace la entrevista : son registrados los lugares de permanencia y el tipo de actividad desarrollada en las otras viviendas de cada individuo.

Información longitudinal

La última parte del cuestionario, esta dedicada a **una historia de vida** y se aplica únicamente a uno de los miembros del hogar, mayor de 18 años que no es necesariamente el jefe del hogar (cuotas mencionados anteriormente) y donde se incluyen preguntas sobre los parientes del encuestado (padres, cónyuges y hijos), residente o no en la vivienda a la fecha de la encuesta.

El capítulo de historia de vida esta compuesto por dos matrices :

-La primera dedicada a la recolección de la biografías residenciales, educacionales y profesionales de la persona entrevistada.

- Una segunda dedicada a la recolección de información sobre los eventos familiares y la coresidencia con los parientes de la persona entrevistada.

Ambas matrices tienen un calendario común (la primera columna de cada matriz), que permite trabajar utilizando fechas o edades, según la información proporcionada por la persona entrevistada. Cualquiera sea el tipo de información recolectada, la duración mínima tomada en consideración es el año.

En cuanto a la biografía migratoria, deben constar todos los lugares en donde la persona ha vivido por lo menos un año en forma continua. En caso que la persona haya tenido dos residencias en forma simultánea, se trata de la residencia donde pasó la mayor parte del año. Para cada cambio de lugar de residencia, se escribe el año y se describe el lugar, ya sea país, municipio o barrio. Como el resto del cuestionario, los lugares situados en Bogotá están descritos por la dirección o en su defecto por el nombre del barrio, y los lugares situados en Colombia fuera de Bogotá por el departamento, el municipio y la caracterización “dentro/fuera de la cabecera municipal”. En Bogotá y dentro del departamento de Cundinamarca, todo cambio de vivienda se considera como migración y debe ser registrado como tal en la biografía residencial; fuera de Cundinamarca, se considera como migración únicamente los cambios de municipio.

Además de la trayectoria migratoria, se recolecta una información sobre la relación de parentesco de la persona con el jefe del hogar donde vivía la persona y el tipo de tenencia de la vivienda. Estas informaciones adicionales proporcionan datos importantes tanto para analizar el proceso de acceso a la vivienda como para relacionar la movilidad espacial con los ciclos de vida la persona.

En la pregunta de ocupación, se describe cada uno de los trabajos que realizó el entrevistado durante por lo menos un año en forma continua. Los periodos de desempleo aparecen como espacios vacíos en la matriz.

La parte Familia y Coresidencia tiene como propósito introducir la familia como unidad de análisis de la movilidad espacial y recolectar información con respecto al calendario familiar de la persona. Esta parte del cuestionario tiene el siguiente diseño. Cada columna corresponde a una persona de los miembros de la familia de la persona encuestada, se consideraron columnas para los padres, cónyuges e hijos. Cada columna está compuesta por tres partes:

- Parte superior: año de nacimiento de los padres, cónyuges y sexo de los hijos.
- Parte central : consta de tres subcolumnas
 - “Vida” año en que nació y/o murió la persona;
 - “Nupcialidad” fecha de iniciación de la(s) unión(es) y/o fecha de terminación de cada una de estas, en caso de ser más de una;
 - “Coresidencia” para indicar si el pariente vivía con la persona encuestada.
- Parte Inferior, que sirve para escribir el lugar de residencia y la actual ocupación del pariente, si éste sobrevive todavía y si no habita en la vivienda encuestada.

En relación con la historia migratoria de la persona entrevistada, la parte “corresidencia y familia” proporciona la información necesaria para observar la movilidad no solamente a nivel individual, sino también a nivel colectivo.

3.2 Objetivos del análisis

La explotación de los datos biográficos de la encuesta tendrá un doble objetivo, temático y metodológico.

El propósito temático es identificar los patrones de movilidad espacial de los encuestados nacidos fuera del área metropolitana de Bogotá y relacionar sus trayectorias residenciales (variable activa) con las otras características evidenciadas por la encuesta : perfiles socio demográficos y trayectorias familiares, educacionales y profesionales (variables ilustrativas). Para lograr este objetivo se pretende, con el análisis armónico cualitativo, identificar grupos de individuos que tienen trayectorias residenciales similares; entendiendo por trayectorias similares, aquellas que se dan a la misma edad de los individuos siguiendo un mismo itinerario geográfico. Una vez obtenida esta tipología de trayectorias, los perfiles de las variables ilustrativas en cada clase permiten hacer hipótesis sobre las relaciones entre dichas variables y la movilidad espacial. La confirmación o información estadística de estas hipótesis se logra mediante varias técnicas : prueba de χ^2 , regresión logística o, para las variables ilustrativas longitudinales, modelos de tipo paramétrico o semiparamétrico sobre las duraciones de permanencia en los estados.

A nivel metodológico, el resultado general esperado es la confirmación de la eficiencia del análisis armónico cualitativo como herramienta de estadística descriptiva para el análisis de los grandes conjuntos de datos longitudinales cualitativos. Factibilidad del análisis y pertinencia de sus resultados tipológicos del punto de vista temático son los dos criterios principal para la evaluación del método. Pensamos haber mostrado en la segunda parte de este informe que el método tiene una justificación teórica completa y que su campo de aplicación es potencialmente muy vasto; sin embargo subsiste en particular un punto en el cual faltan resultados empíricos y metodológicos. Se trata de saber cual es la sensibilidad de los resultados al aplicar metodologías alternas para el manejo del tiempo, o dicho de otra forma cuales son las ventajas y desventajas de cada una de ellas. Por esta razón nos parece oportuno centrar el objetivo metodológico de la aplicación en la comparación y evaluación de diferentes alternativas de manejo del tiempo en el AAQ.

BIBLIOGRAFÍA:

- BARBARY O. [1994] : "El análisis estadístico de datos biográficos en ciencias sociales, curso introductorio al uso de nuevas metodologías de análisis multivariado en el estudio de las trayectorias individuales", dictado en el Simposio de Estadística de la Universidad Nacional de Colombia, 6-10 de junio 1994, Santafé de Bogotá 116 p.
- CAILLIEZ F., PAGES J.P., [1976] Introduction à l'analyse des données, Smash, Paris.
- COURGEAU D., LELIEVRE E. [1989] Analyse démographique des biographies, éditions de l'INED, Paris, 268 p.
- COX D.B. [1972] : Regression models and life tables (with discussion), "Journal of Royal Statistical Society", B 34, pp 187-220.
- DEVILLE J.C. & SAPORTA G. [1980] : L'Analyse harmonique qualitative, in E. DIDAY (ed.) : "Data analysis and informatics", North Holland, Amsterdam, pg 375-389.
- DEVILLE J.C. [1982] : Analyse des données chronologiques qualitatives, comment analyser les calendriers ? "Annales de l'INSEE", n° 45, pp 45-104.
- DUREAU F., FLOREZ C.E., HOYOS M.C. [1993] : La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá, análisis de los datos existentes. Documento de trabajo No 1, CEDE/ORSTOM, Bogotá, 286 p.
- DUREAU F., FLOREZ C.E., BARBARY O., GARCIA L., HOYOS M.C. [1994 -a] : La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá, metodología de la encuesta cuantitativa. Documento de trabajo No 2, CEDE/ORSTOM, Bogotá, vol. 1 : 98 p. multigr., vol. 2 : annexes, 295 p.
- DUREAU F., BARBARY O., FLOREZ C.E. [1994 -b] : La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá, resultados preliminares de la encuesta cuantitativa. Documento de trabajo No 3, CEDE/ORSTOM, Bogotá, 309 p.
- FINE J. [1994] Producción y tratamientos de datos de investigación en ciencias humanas, programa PRESTA, Fascículo 4. pg 7-12.
- FLORETTE A. [1980] : Approximation et choix du découpage dans le cadre de l'analyse harmonique qualitative, Mémoire de DEA, ENSAE, Paris.

- FLOREZ C.E. [1990] La transición demográfica en Colombia, efectos en la formación de la familia, ediciones Uniandes - Universidad de las Naciones Unidas, Bogotá, 242 p.
- VAN DER HEIJDEN P. G. M. [1987] : Correspondence analysis of longitudinal categorical data, DSWO PRESS, Leiden.
- VERNET E. [1983] L'analyse harmonique qualitative appliquée aux données de déplacements, rapport de stage ENSIMAG à l'INRETS, 120 p.
- VOLLE M. [1981] Analyse des données, Economica, Paris.

Olivier BARBARY

ORSTOM, département SUD, U.R. 55

RAPPORT DE MISSION

POSADAS (ARGENTINE) - 7 AU 12 AOUT 1995

Diffusion :

- Délégation Régionale de Coopération Scientifique et Technique Pays Andins :
G. FAROUX

- Programme PRESTA : J.J. DROESBEKE, E. CRIVISQUI, A. FELDMAN, E. SIMONETI, C. AGUIRRE, G. VILLAMONTE
- CNRS-ENST : L. LEBART
- Universitat Politècnica de Catalunya : M. BECUE
- CISIA : L. HAEUSLER
- Université Paul Sabatier : J. FINE
- Université des sciences et techniques de Lille : C. LANGRAND
- Commission Sciences Sociales, ORSTOM : J. CHAMPAUD et L. BOURGEOIS
- Département SUD, ORSTOM : J. CHARMES
- Direction des stratégies et de la programmation, ORSTOM : M. PORTAIS
- DIST, ORSTOM :
- Laboratoire de Sciences Sociales de Bondy, ORSTOM : C. AUBERTIN
- Mission ORSTOM en Colombie : F. DUREAU et M. RAIMBAULT
- Service des relations extérieures, ORSTOM : M.S. CHANDELIER
- Unité de Recherche 55, ORSTOM : E. LEBRIS , P. ANTOINE, V. DUPONT, T. LULLE, D. COURET, M. PIRON

INTRODUCTION

L'objectif de la mission que nous avons effectuée à Posadas (Argentine), J. Ramos (U.N.C), C.E. Pardo (U.N.C.) et moi-même du 7 au 12 août était double.

- Participer au **séminaire local de formation** aux méthodes de la statistique textuelle organisé par la faculté des sciences sociales de l'Université de Misiones dans le cadre du programme PRESTA appuyé par l'Union Européenne. A cette occasion nous avons pu également présenter le programme de recherche que nous menons au sein de la coopération ORSTOM/Université Nationale de Colombie et en discuter certains aspects.

- Présenter aux responsables et intervenants du programme PRESTA présents à Posadas (M. Becue, L. Lebart, L. Haeusler) le **projet d'un séminaire de recherche** consacré à la collecte et à l'analyse statistique des données biographiques organisé en commun par l'Université Nationale de Colombie et l'ORSTOM qui devrait avoir lieu à Bogota à la fin de l'année 1996 ou au début 1997.

Au retour vers Bogota, nous avons pu mettre à profit notre passage à Buenos Aires pour discuter plus longuement avec M. Becue des aspects organisationnels de ce projet de séminaire et des possibilités d'appuis que pourrait fournir le programme PRESTA. Cette discussion s'inscrivait dans la perspective d'une mission que je dois effectuer en France au mois de septembre durant laquelle il a été convenu de fixer rendez-vous aux responsables de PRESTA en France et en Belgique afin de leur soumettre officiellement un projet rédigé.

Cette mission avait été programmée et organisée avec le soutien de la Délégation Régionale de Coopération Scientifique et Technique des Pays Andins (G. FAROUX) et du conseil culturel de l'Ambassade de France à Bogota (J. DASTUGUE) que nous tenons à remercier pour le financement des billets d'avion de J. RAMOS et C.E. PARDO. Merci également à L. BOUGEOIS et J. CHAMPAUD de la commission scientifique des sciences sociales de l'ORSTOM qui m'ont aidé pour mes frais de séjours à Posadas. A Posadas, plusieurs personnes ont également contribué à la réussite de cette mission : L. LEBART (CNRS), M. BECUE (Université Polytechnique de Catalogne) et L. HAEUSLER (CISIA) nous ont consacré sans compter leur temps en sus de leur charge de formateur, E. SIMONETTI et C. AGUIRRE (Université de Misiones), G. VILLAMONTE TECHERA (Universidad de la República) nous ont communiqué de nombreuses informations utiles sur le fonctionnement du programme PRESTA et les aspects organisationnels des séminaires, grâce à sa gentille invitation à Buenos Aires A. FELDMAN (Universidad de Buenos Aires) a permis d'approfondir la discussion avec M.BECUE, enfin l'ensemble des participants au séminaire on accueilli avec enthousiasme le projet d'un séminaire de recherche consacré aux données longitudinales de sciences sociales; à tous j'exprime très sincèrement ma gratitude.

1. LE SÉMINAIRE DE MÉTHODES STATISTIQUES D'ANALYSE TEXTUELLE - UNIVERSIDAD NACIONAL DE MISIONES, FACULTAD DE CIENCIAS SOCIALES, POSADAS, ARGENTINE, 7/12 AOÛT 1995

1.1 Organisation et déroulement

Du 7 au 12 août 1995, s'est tenu à la faculté des sciences sociales de l'Université Nationale de Misiones (Posadas, Argentine), un séminaire de formation aux méthodes statistiques de l'analyse des données textuelles, dans le cadre du programme de coopération PRESTA (Programme de Recherche et d'Enseignement en Statistique Appliquée) entre les universités d'Europe et d'Amérique Latine, financé par l'Union Européenne. Ce séminaire avait pour but de dispenser aux participants les bases théoriques et pratiques de l'analyse statistique des données textuelles : définitions et concepts de la lexicométrie, approche géométrique des méthodes courantes d'analyse des données (analyse factorielle, classification automatique, analyse discriminante), structuration et saisie informatique des données textuelles et numériques, utilisation du logiciel SPADT, interprétation et discussion des résultats d'analyse textuelle. Il réunissait une trentaine de participants, chercheurs et universitaires, statisticiens, sociologues, démographes, linguistes, à des titres divers producteurs et analystes de données textuelles, désireux de se former aux approches statistiques descriptives et typologiques connues sous le nom de statistique textuelle (L. LEBART et A. SALEM, 1994). Un large éventail

d'institutions se trouvait représenté où dominait toutefois les universitaires (voir en annexe 1 la liste des participants).

Le cours était divisé en cinq journées d'exposés théoriques le matin et de travaux pratiques l'après-midi, suivit d'espaces réservés aux exposés des programmes de recherche de certains participants.

Programme du séminaire

Horaire	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
8.30-10.00	accueil des participants	Théorie : Analyse des correspondances	Théorie : Spécificités, formes, segments et réponses caractéristiques	Théorie : la stylométrie	Théorie : formes caractéristiques et analyse discriminante
10.30-12.00	Théorie : introduction	Théorie : application de l'AFC aux données textuelles	Théorie : classification automatique de données textuelles	Théorie : Analyse directe des réponses, classification des individus et des formes	Théorie : Autres champs d'application
14.30-17.30	Travaux pratiques : exemple de questionnaire, introduction à SPADT, lecture des données du corpus "SALUD"	Travaux pratiques : choix des unités statistiques et des fréquences marginales, équivalence entre formes	Travaux pratiques : AFC sur le corpus "SALUD", spécificités, classifications des réponses, formes et segments caractéristiques	Travaux pratiques : analyse directe des réponses, projection des variables supplémentaires, classification des individus et des formes	Travaux pratiques : AFC de plusieurs contingences juxtaposées, mise en éléments supplémentaires
18.00-19.00	Présentation des travaux de recherche des participants				Bilan et évaluation du séminaire, conclusions

Au cours des séances réservées à la présentation des travaux de recherche, six exposés ont abordé des thématiques et des approches méthodologiques variées.

- Ana FELDMAN (sociolinguiste) a présenté les résultats de sa thèse doctorale sur l'analyse de contenu et l'évolution du langage autour du concept de développement humain dans les rapports des Nations-Unis depuis 1990. Les analyse de correspondance Textes x formes graphiques et textes x segments répétés permettent la mise en évidence d'une forte variation lexicale dans les textes. L'auteur conclue à un déplacement du concept de développement humain depuis une définition "politique" à l'usage des pays du sud (1990) jusqu'à la définition actuelle très "économique" visiblement dirigée vers les pays bailleurs de fonds.

- Juan RAMOS, Campo Elias PARDO et moi-même (statisticiens) avons exposé trois approches méthodologiques possibles pour l'analyse typologique des données longitudinales individuelles (données biographiques), recherche en cours dans le cadre du programme de coopération entre

L'Université Nationale de Colombie et l'ORSTOM. Après une rapide présentation de la structure du questionnaire biographique de l'enquête CEDE/ORSTOM sur la mobilité spatiale de la population de l'aire métropolitaine de Bogota, J. RAMOS a exposé les possibilités d'adaptation de l'analyse conjointe des tableaux quantitatifs (LAVIT, 1988) au cas des variables d'état qualitatives, C.E. PARDO a abordé l'approche des itinéraires biographiques par les techniques de la statistique textuelle, enfin j'ai présenté les premiers résultats obtenus par l'Analyse Harmonique Qualitative (DEVILLE et SAPORTA, 1980) appliquée à l'étude typologique de la mobilité résidentielle intra-urbaine à Bogota.

-Ernesto SAN MARTIN (mathématicien) a consacré son exposé au travail qu'il mène actuellement sur la discrimination des types de traductions des textes bibliques de l'hébreu au grec à partir de la fréquence et du contexte d'occurrence d'un groupe de prépositions. Certaines hypothèses concernant le contexte linguistique et culturel de ces traductions sont éclairées par une analyse en composantes principales du tableau textes x fréquences relatives des prépositions. Une discussion méthodologique intéressante aboutie à suggérer la comparaison des résultats avec ceux de l'analyse des correspondances du même tableau.

- Rosa GELDSTEIN (sociologue) a livré les résultats de l'application de la statistique textuelle à l'analyse selon le genre des réponses à des questions ouvertes dans une enquête sur la vie sexuelle et le risque de grossesse non désirée chez les adolescents de Buenos Aires. Ici, la méthode retenue est la post-codification des réponses ouvertes en trois catégories (traditionnelle, neutre, moderne) puis les méthodes d'analyse de données classiques. Les résultats montrent une forte corrélation entre les réponses de type traditionnel et l'exposition au risque de grossesse non désirée chez les adolescents du bas de l'échelle sociale alors que ce phénomène est très atténué dans les classes plus favorisées.

- Francisco FERNANDEZ (statisticien anthropologue) a présenté la recherche qu'il mène dans le cadre du projet d'atlas linguistique du Venezuela. L'étude concerne la variation linguistique en espagnol de 250 concepts liés au cycle de vie dans l'état de Cojedes. Les questions, toutes formulées sur le même mode ("comment dites vous..."), s'apparentent en réalité plus à des questions semi-fermées mais l'exploitation pose de délicats problèmes de post-codification (substantivation, lematisation). Leur solution serait sans doute très simplifiée par l'usage de SPADT.

- Nora BACCALA (statisticienne) est membre d'une équipe de recherche pluridisciplinaire qui mène actuellement une étude lexicale des discours des enseignants et des étudiants dans l'éducation primaire à Bariloche (Argentine). Dans une première phase, l'enquête a porté sur le vocabulaire didactique des professeurs de cinq matières dans deux écoles primaires (secteur marginal et non marginal) de la ville. Les résultats de l'analyse des correspondances discours des professeurs x formes graphiques, montrent une absence alarmante de spécificité du vocabulaire dans les disciplines générales (lettres, mathématique, physique, sciences sociales); seuls les professeurs de musique et d'éducation physique font usage de formes graphiques originales. Mais la forte proportion des hapax (formes graphiques n'ayant qu'une seule occurrence dans le vocabulaire du corpus) pose problème lors de l'interprétation des résultats.

1.2 Evaluation du séminaire, conclusions

L'assistance régulière et l'attention soutenue des participants à l'ensemble des séances ont témoigné de la bonne organisation et du grand intérêt qu'a suscité cet atelier. La composition variée de l'assistance, selon les disciplines (démographes, sociologues, mathématiciens, agronomes, statisticiens, linguistes) et les institutions (enseignement, recherche, production statistique, cellules ministérielles etc...) pouvait faire craindre une hétérogénéité de niveaux et d'attentes quand au contenu de la formation. Il n'en a rien été et la diversité des points de vue et des préoccupations exprimés par des spécialistes venus d'horizons divers a au contraire permis une approche très complète des concepts et des méthodes et souvent un réel débat méthodologique qui a très favorablement impressionné les intervenants du programme PRESTA. La séance d'évaluation du séminaire, reconnue unanimement fructueuse, a permis de dégager quelques conclusions et recommandations importantes.

- Cette première expérience, au sein du programme PRESTA, d'un séminaire de formation spécialisé sur une thématique particulière (données textuelles en l'occurrence) est un succès qui démontre amplement la nécessité et la validité de la formule; la demande existe certainement, au niveau sud-américain, pour organiser d'autres séminaires spécifiques de ce type.

- L'excellent niveau d'information générale, voire même de spécialisation sur le thème, de la moyenne des participants appelle, au dire des intervenants eux-mêmes, à réserver un espace plus important à la pratique et à la discussion de l'interprétation de résultats d'analyses réelles. A l'inverse nombre de

participants ont trouvé trop longues et lentes les séances consacrées à l'apprentissage "mécanique" du logiciel qui, même s'il n'est pas entièrement connu au départ, pourrait dans une large mesure être auto appris. Dans le même ordre d'idée, une demande souvent avancée pour améliorer le rendement de ce type de séminaires est la diffusion anticipée du matériel pédagogique qui permettrait une mise à niveau et une préparation individuelle des participants.

- Au plan organisationnel, le cadre en principe local du recrutement pour ce type de séminaire, assez contradictoire avec son caractère spécialisé, génère pour les participants et les organisateurs, un certain nombre de problèmes. L'absence de financement prévu pour les participants venant de l'étranger peut limiter l'audience de tels séminaires thématiques. Dans leur recherche d'aide financière pour participer au séminaire, bon nombre ont été gênés par la date trop tardive de sélection des candidats. D'autre part, s'il est relativement facile d'obtenir une aide pour financer les billets d'avion, le problème est généralement beaucoup plus difficile pour les frais de séjours.

- Enfin, au delà de la composante de formation du programme PRESTA, il est apparu à bon nombre de participants (formés et formateurs) qu'il existe au niveau sud-américain la nécessité d'un troisième type de séminaire, lui aussi thématiquement ciblé, mais dont la vocation serait celle des ateliers de recherche (ou "journées") permettant des exposés et des tables rondes d'échange d'idées entre chercheurs impliqués dans des programmes déjà engagés ou ayant des projets de recherche sur le thème.

2. LE PROJET DE SÉMINAIRE DE RECHERCHE SUR LES DONNÉES LONGITUDINALES À L'UNIVERSITÉ NATIONALE DE COLOMBIE

L'idée d'un séminaire-atelier de recherche sur les approches statistiques (collecte et analyse) des données biographiques, ou plus généralement des données longitudinales, est inscrite dans la logique de développement du programme de recherche consacré à ce thème mené par l'ORSTOM et l'Université Nationale de Colombie (convention ORSTOM/UNC de 1994). Dans le texte du projet de recherche qui a donné lieu à la convention, elle est mentionnée comme conclusion logique du programme. Le rythme de production des résultats du programme étant satisfaisant, l'équipe pense être en mesure de fournir une bonne partie de la matière d'une telle rencontre à la fin de l'année 1996.

Il existe d'autre part, en Colombie et dans d'autres pays d'Amérique Latine, plusieurs groupes pluridisciplinaires dont les recherches en sciences sociales, portant sur des thématiques diverses, s'appuient sur la collecte et/ou l'analyse de données longitudinales : exploitation de chroniques d'enquêtes ménages, collecte spécifiques de données biographiques, histoires de vie recueillies lors d'entretiens approfondis etc. Il serait bien sur trop long d'en donner ici une liste, même partielle; à titre d'exemple et en se limitant aux recherches où l'ORSTOM est impliqué, on peut mentionner l'observatoire de la migration internationale à la frontière nord du Mexique mené en coopération avec le COLEF (J. Santibañez, D. Delaunay), les programmes déjà en cours au CEDE sur la mobilité spatiale de la population de l'aire métropolitaine de Bogota mais également le projet d'étude des mouvement migratoire dans la zone pétrolière de l'Est Colombien (C.E. Flores, F. Dureau), les travaux menés à partir des enquêtes ménage d'Uruguay par A. Pelegrini, M Picouet et H. Domenach, enfin le projet de recherche en coopération avec l'Univalle à Cali sur la mobilité, l'insertion urbaine et le changement culturel dans les populations noires et métisses du Sud-Ouest de la Colombie (F. Urrea, P. Quintin, M. Agier, O. Hoffmann, O. Barbary). Les contacts que nous avons pu avoir en marge du séminaire de Posadas avec plusieurs participants argentins montrent là aussi l'importance et l'intérêt suscité par cette thématique. Nous ont par exemple témoigné un intérêt particulier, en liaison avec leurs recherches actuelles et des données déjà collectées, les membres du programme POBUR (pauvreté urbaine dans l'agglomération de Posadas) de la faculté des sciences sociales de l'Université Nationale de Misiones, Irene Luppi du CESS (Centro de Estudios Sanitarios y Sociales) sur des données de santé publique à Rosario et Nora BACCALA de L'Université Nationale du Comahue à Bariloche sur des données longitudinales phytosanitaires.

Etant donné d'une part la dynamique scientifique que nous venons d'évoquer et d'autre part la vocation et l'expérience du programme PRESTA en matière de statistique appliquée au sciences sociales, il nous a semblé naturel de solliciter son appui pour l'organisation de ce séminaire de recherche. Après un premier contact pris par C.E. Pardo lors du séminaire régional de Caracas avec les représentants de PRESTA, nous avons donc mis à profit notre présence à Posadas pour présenter le projet de manière

un peu plus détaillée à M. Becue, L. Lebart et L. Haeusler, afin de recueillir leur opinion. Les séminaires entièrement consacrés à la recherche n'entrent pas à l'heure actuelle dans les cadres de coopération du programme PRESTA, initialement dédié aux opérations de formation. M. Becue pense cependant qu'une évolution du programme dans ce sens n'est pas à exclure et nous a donc encouragé à présenter un projet dès maintenant. Nous avons obtenu par E. Simonetti une copie de la dernière version du guide pour la préparation et l'organisation des séminaires locaux appuyés par le programme PRESTA et allons soumettre notre proposition à Bruxelles en septembre.

Au terme de la discussion que nous avons eu avec les intervenants du séminaire de Posadas, le projet de séminaire à Bogota pourrait prendre la forme suivante. Sous le titre de "seminario taller sobre recolección y análisis de datos longitudinales", il s'agirait de cinq journées partagées entre la formation et la recherche sur ce thème. Dans la matinée deux conférences de deux heures à charge de spécialistes pourrait permettre de présenter les aspects théoriques, méthodologiques et liés aux applications, d'une technique spécifique. L'après-midi serait consacrée à une table ronde de trois heures autour d'exposés rapides sur des applications dans le contexte latino-américain de cette technique : deux ou trois communications invitées de 20 minutes maximum, suivies de débats. Un espace d'une heure pourrait être réservé à des communications libres. Les thèmes retenus pour l'instant pour les cinq journées sont les suivants :

1. Journée collecte : Problèmes conceptuels, d'échantillonnage et de conception de questionnaires pour les données biographiques et/ou longitudinales
2. Journée Analyse des correspondances et classification des données longitudinales
3. Journée Analyse conjointe et méthodes multi-tableaux pour les données longitudinales
4. Journée statistique textuelle et trajectoires
5. journée modélisation et processus stochastiques appliqués aux données longitudinale

Le nombre des conférences théoriques et/ou méthodologiques serait de dix, également réparties si possible entre spécialistes européens et latino-américains. Le projet serait de réunir trente à trente cinq participants directement concernés par au moins l'un des thèmes, parmi lesquels dix à quinze communications invitées au cours des tables rondes. La sélection devra bien entendu se faire au niveau latino-américain, en incluant si possible l'Amérique centrale et le Mexique (pays non couverts en principe par le programme PRESTA). Les coûts pourraient être partagés entre le programme PRESTA, l'Université Nationale de Colombie, l'ORSTOM et les Délégations Régionales de Coopération Française. L'ORSTOM pourrait prendre à son compte la publication des actes (collection colloques et séminaires).

CONCLUSION

Le bilan de cette mission est très positif tant par le profit que nous avons pu retirer, mes collègues de l'U.N.C. et moi-même de notre participation au séminaire PRESTA , que par le résultat des contacts réalisés avec l'ensemble des participants afin de faire avancer notre projet de séminaire de recherche. Il se confirme qu'une organisation conjointe entre le programme PRESTA, l'Université Nationale de Colombie et l'ORSTOM constitue certainement le meilleur cadre institutionnel et scientifique pour un évènement de ce type. Si ce projet aboutit, il constituera à la fois une garantie de succès pour la conclusion du programme de recherche mené en coopération avec l'U.N.C et une tribune intéressante pour d'autres programmes de recherche latino-américains, certains d'entre eux menés en coopération avec l'ORSTOM.

ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS AU SÉMINAIRE DE FORMATION AUX MÉTHODE STATISTIQUES D'ANALYSE DE DONNÉES TEXTUELLES

A) Inscrits au séminaire

Noms	Institutions	Villes/Pays
Nora Belkis BACCALA	Universidad Nacional del Comahue	Bariloche, Argentine
Monica BALZARINI	Universidad Nacional de Córdoba	Córdoba, Argentine
Olivier BARBARY	Universidad Nacional de Colombia	Bogotá, Colombie
Carlos BATISTA	Unniversidad Federal de Goiás	Goiânia - Goiás, Brésil
Mario BOLEDA	CONICET-GREDES	Salta, Argentine
Vicente ESPINOZA	SUR Centro de Estudios Sociales y Educación	Santiago, Chili
Ana Nora FELDMAN	Universidad de Buenos Aires (UBA)- Fac. de cienc. sociales	Buenos Aires, Argentine
Pablo FERNANDEZ	Universidad de la República	Montevideo, Uruguay
Francisco Javier FERNANDEZ	Universidad Central de Venezuela	Caracas, Venezuela
Rosa GELDSTEIN	Centro de Estudios de Población	Buenos Aires, Argentine
Maria GIOSA	Secretario de Comercio	Buenos Aires, Argentine
Nora LAC PRUGENT	Universidad Nacinal de Rosario	Rosario, Argentine
Roxana LASTRA	Universidad Autonoma Tomas Frías	Potosí, Bolivie
Irene LUPPI	Asociacion Médica Rosario	Rosario, Argentine
Mónica MOONS	Universidad Nacional de Salta	Salta, Argentine
Jose Alberto PAGURA	Universidad Nacional de Rosario	Rosario, Argentine
Campo Elias PARDO	Universidad Nacional de Colombia	Bogotá, Colombie
Ana Maria PEREZ	CONICET-Universidad Nacional del Nordeste (UNNE)	Corrientes, Argentine
Eduardo PORCEL	UNNE	Corrientes, Argentine
Juan RAMOS	Universidad Nacional de Colombia	Bogotá, Colombie
Elbio RODRIGUEZ	Ministerio de Trabajo	Buenos Aires, Argentine
Ernesto SAN MARTIN	Universidad de Chile	Santiago, Chili
Augustina SUBELDIA	Universidad Católica Nuestra Sra de Asunción	Asunción, Paraguay
Daniel Oscar TACCARI	Ministerio de Cultura y Educación	Buenos Aires, Argentine
Gretel VILLAMONTE	Universidad de la República	Montevideo, Uruguay
Laura ORTIZ	Universidad de Chile	Santiago, Chili
Silvia CARVALLO	Universidad Nacional de Misiones	Posadas, Argentine
Dionisio BARANGER	Universidad Nacional de Misiones	Posadas, Argentine
Eduardo SIMONETTI	Universidad Nacional de Misiones	Posadas, Argentine
Maria Fernanda NIÑO	Universidad Nacional de Misiones	Posadas, Argentine
Cesar AGUIRRE	Universidad Nacional de Misiones	Posadas, Argentine

B) Formateurs

Noms	Institutions	Adresse
Monique BECUE	Universitat Politècnica de Catalunya	Pau Gargallo, 5-08028 Barcelone, Espagne
Laurence HAEUSLER	CISIA	96160 Saint-Mandé France
Ludovic LEBART	CNRS	Ecole Nationale Supérieure des Télécommunication, Dept. d'économie 46 rue Barrault, 75013- Paris France

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES :

DEVILLE J.C. SAPORTA G. [1980] : "L'Analyse Harmonique Qualitative", in E. DIDAY (ed.) : "Data Analysis and informatics", North Holand, Amsterdam.

LAVIT Ch. [1988] : "Analyse Conjointe de Tableaux Quantitatifs", Masson, Paris.

LEBART L. SALEM A. [1994] : "Statistique Textuelle", Dunod, Paris.

UNE APPLICATION DE L'ANALYSE HARMONIQUE QUALITATIVE : LA TYPOLOGIE DE TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES

BARBARY Olivier *

Résumé

L'analyse harmonique qualitative, bien qu'il s'agisse d'une technique récente et perfectible, s'affirme comme un outil puissant pour la statistique descriptive des données longitudinales. A partir d'une application à une enquête rétrospective sur les itinéraires résidentiels, professionnels et familiaux des habitants de l'aire métropolitaine de Bogota, on montre comment cette méthode, associée à une classification automatique des individus, permet d'obtenir une typologie de la mobilité intra-urbaine et de la mettre en relation avec les autres composantes de la biographie. Ces résultats descriptifs sont également utiles lorsqu'on souhaite estimer des modèles de durées de séjours et leurs déterminants.

INTRODUCTION

La réflexion théorique en sciences sociales accorde de plus en plus d'importance aux approches dynamique et systémique et à la notion de stratégie des individus et des groupes sociaux. Dans ce contexte, les méthodes de collecte ont progressé et les enquêtes rétrospectives biographiques sur échantillons représentatifs sont devenues assez fréquentes; elles visent l'observation la plus exhaustive possible du temps et des espaces dans lesquels se déroule la mobilité des hommes.

Mais si l'on sait de plus en plus précisément pourquoi et comment collecter des données biographiques quantitatives, des difficultés subsistent dans leur analyse, en particulier descriptive. Alors que la priorité est généralement d'obtenir une typologie des trajectoires individuelles, on s'en tient encore souvent à une analyse transversale ou à l'examen d'indicateurs longitudinaux monovariés, nécessairement réducteurs de l'information originale. La demande formulée aux statisticiens est donc celle d'un outil d'analyse exploratoire multivariée, qui respecte la richesse et la continuité du corpus.

Les résultats de la recherche sur ce problème sont assez récents. Généralement formalisée à l'aide de la théorie des processus stochastiques, à la suite des travaux de Cox [1972], l'analyse des données longitudinales s'est beaucoup développée dans le domaine de l'inférence et de la modélisation (voir par exemple Courgeau et Lelievre [1989], ou l'ouvrage de synthèse publié sur ce thème par Dreesbeke, Fichet et Tassi

* Statisticien à l'ORSTOM, Departamento de matemáticas y estadística, Universidad Nacional de Colombia - Santafé de Bogotá D.C., Colombia. Email : obarbary@ciencias.ciencias.unal.edu.co

[1989]). Au contraire, la statistique descriptive de ces mêmes données est restée longtemps un champs vierge. L'analyse harmonique qualitative, proposée par Deville et Saporta en 1980, est certainement un des apports récents les plus importants. Elle s'avère une approche bien adaptée à la phase descriptive de l'exploitation d'une enquête biographique.

C'est ce que nous voudrions montrer à partir d'un exemple d'application à une enquête sur la mobilité spatiale des populations de Bogota, réalisée en 1993 par une équipe de l'ORSTOM et de l'Université de Andes, où ont été collectées simultanément des biographies résidentielles, familiales et professionnelles. L'objectif de la première phase d'exploitation était de proposer une typologie de la mobilité résidentielle au sein de l'agglomération et de la mettre en relation avec les autres éléments biographiques recueillis. Dans la première partie, on présente rapidement le contexte de l'enquête et les données, puis un peu plus en détail, la mise en oeuvre de la méthode. Dans la deuxième partie, quelques résultats illustrent l'intérêt de la démarche : pour montrer comment, en utilisant des variables illustratives longitudinales, on peut mettre en évidence des correspondances entre la mobilité spatiale et d'autres composantes de la biographie, on prend l'exemple de l'insertion résidentielle et professionnelle des jeunes migrants.

1. DONNÉES ET MÉTHODE

1.1. Les données

Contexte et problématique de l'enquête

L'enquête et le travail d'exploitation statistique présentés ici s'inscrivent dans une recherche entreprise depuis août 1992 par une équipe franco-colombienne de chercheurs du "Centro de Estudio sobre el Desarrollo Económico" (C.E. Florez), et de l'ORSTOM (F. Dureau et M.C. Hoyos), qui porte sur la mobilité des populations de Bogota et son impact sur la dynamique de l'aire métropolitaine. En parallèle à ces recherches de sciences sociales, s'est développé depuis février 1994 un second programme de coopération entre l'Université Nationale de Colombie (C.E. Pardo et J. Ramos) et l'ORSTOM (O. Barbary), sur les méthodes statistiques d'analyse des données longitudinales.

Bogota est la métropole latino-américaine qui a connu la croissance démographique la plus rapide durant les années cinquante et soixante (plus de 6% par an). Entre 1951 et 1964 la ville a doublé sa population et en 1970 elle comptait 2,5 millions d'habitants. Depuis une vingtaine d'années, le rythme de croissance de la capitale colombienne, comme celui des autres métropoles du sous-continent, s'est ralenti : il était d'environ 2,5% annuel lors du dernier recensement en 1985. Au moment de l'enquête CEDE/ORSTOM (fin 1993), Bogota compte près de 5,5 millions d'habitants et croît à un rythme légèrement supérieur à 2% par an. Le ralentissement de la croissance s'explique par les effets conjugués de trois facteurs : la baisse rapide de la fécondité, une diminution des flux migratoires à destination de Bogota proprement dit et la transformation du schéma géographique de la croissance au profit des municipalités périphériques de l'aire métropolitaine. Cette évolution démographique rapide

s'accompagne de nouvelles stratégies de localisation résidentielle des habitants qui produisent à leur tour des changements importants dans la répartition de la population et les formes de ségrégation au sein de l'agglomération. Ce sont ces recompositions, mal mesurées et peu étudiées jusqu'à présent, qui sont au centre de la thématique de l'enquête.

L'échantillon et le questionnaire

Le plan de sondage adopté ne vise pas une représentativité de l'ensemble de l'aire métropolitaine de Bogota qui aurait été trop couteuse. Il est adapté à l'observation fiable de 11 zones d'études (4 communes ou parties de communes de l'aire métropolitaine et 7 quartiers de Bogota), choisies *a priori* comme ayant une valeur euristique pour la problématique du programme (carte 1). Le questionnaire de l'enquête comprend un formulaire d'information socio-démographique couvrant l'ensemble des individus des ménages de l'échantillon (1031 ménages), ainsi qu'une série de calendriers visant à recueillir des données rétrospectives sur la biographie résidentielle, professionnelle et familiale d'un sous-échantillon. Ce sous-échantillon, appelé "échantillon biographique", est composé d'un individu de plus de 18 ans par ménage enquêté (1031 individus) et sa structure est contrôlée par des quotas de sexe, d'âge, de relation de parenté avec le chef de ménage et de statut migratoire. Les conclusions de l'analyse n'ont donc de portée qu'à l'intérieur de cet univers, pour sa population particulière, et non pour l'ensemble de la population de Bogota et de son aire métropolitaine.

Les variables soumises à l'analyse

Visant en premier lieu une typologie des trajectoires spatiales parcourues par les individus en ville, la variable longitudinale active de l'analyse est construite à partir des dates et des localisations dans l'aire métropolitaine de l'ensemble des résidences de plus d'un an déclarées par les individus. Le niveau d'agrégation géographique de la variable doit fournir la précision maximum dans l'analyse de la mobilité intra-urbaine tout en conservant des effectifs suffisants dans chaque zone. La nomenclature qui convient à cet objectif est celle des "Alcaldías menores" de Bogota : 19 unités que nous appellerons ici "arrondissements". À ces modalités décrivant les résidences à l'intérieur de la ville s'ajoute une modalité pour les lieux de Bogota non spécifiés, quatre modalités pour les quatre zones d'étude de la périphérie (Chia, Tabio, Madrid et Soacha), une modalité pour les autres communes de l'aire métropolitaine (autres mun. a.m.) et enfin une modalité pour les résidences situées hors de l'aire métropolitaine. Au total, la variable longitudinale active compte 26 modalités.

Pour mettre à jour les relations entre les types de mobilité spatiale et les autres composantes de la biographie, nous introduisons 7 variables illustratives longitudinales, que l'on peut supposer être déterminées et/ou déterminantes par rapport à la trajectoire spatiale. Elles correspondent à quatre thèmes : les étapes du cycle de vie (relation de parenté avec le chef de ménage, statut matrimonial, co-résidence avec les enfants et composition du ménage), l'accès au logement (statut d'occupation du logement), la carrière d'éducation (niveau de scolarité) et la mobilité sociale (catégorie socio-professionnelle). Chaque variable illustrative a son calendrier propre et indépendant du nombre d'étapes résidentielles.

CARTE 1

Enfin une caractérisation socio-économique des individus et des ménages correspondant à chaque type de mobilité sera obtenue grâce à un ensemble de variables illustratives transversales. On reprend les descripteurs socio-démographiques classiques des individus -sexe, âge, statut migratoire, niveau d'instruction, catégorie socio-professionnelle etc, et des ménages -taille du ménage, caractéristiques du logement (taille, statut d'occupation, indice de promiscuité) et du chef de ménage (sexe, âge, statut migratoire, âge moyen des enfants).

1.2. La méthode

L'analyse harmonique qualitative (AHQ) a été présentée pour la première fois dans un article théorique par Deville et Saporta en 1980, puis à nouveau plus longuement par Deville, dans un article de 1982. Avec cette proposition, l'analyse des correspondances (Benzecri [1973]) trouve un nouveau terrain d'application : la statistique descriptive et typologique des données longitudinales. La présentation et la justification de la méthode font l'objet du texte de Gibert Saporta dans ce même volume. Je n'en retiens ici qu'une conclusion, fondamentale en pratique : on obtient une bonne approximation de la décomposition spectrale du processus original en appliquant l'analyse des correspondances à un recodage particulier des données individuelles asynchrones. Plusieurs solutions de recodage sont possibles; la plus simple, retenue pour cette application, consiste à diviser la période d'observation en un nombre raisonnable d'intervalles (de durée constante ou non) et à calculer la proportion de temps passé par les individus dans chacun des états des variables longitudinales au cours de chaque intervalle de recodage. On obtient ainsi un tableau de fréquences caractérisant les individus qui est soumis à l'analyse des correspondances.

Telle quelle la technique reçoit, selon l'expression de Deville, son "brevet de navigabilité"; sa justification théorique est solide et son champ potentiel d'application extrêmement vaste. Cependant, l'interprétation directe des facteurs est souvent difficile et, lorsque l'information biographique est détaillée, ses résultats sont parfois décevants. De plus, comme on va le voir, toute une série de paramètres doivent être ajustés pour adapter le recodage à chaque problématique. Cette complexité lors de la mise en oeuvre et de l'interprétation des résultats, jointe au fait qu'il n'existe pas jusqu'à présent de logiciel proposant la méthode, explique probablement qu'elle ne soit pas utilisée plus souvent... Pourtant, c'est sans doute la méthode d'analyse descriptive des processus la plus puissante et la plus souple existant à l'heure actuelle.

Pour construire un outil complet et facile d'emploi d'analyse typologique de données longitudinales basé sur l'AHQ, nous avons élaboré sous le logiciel SAS un programme paramétré qui complète la méthode factorielle originale par un processus de classification. Ce programme effectue selon le choix de l'utilisateur différents types de recodages de données longitudinales pour l'analyse des correspondances; puis il enchaîne l'analyse factorielle du tableau recodé et la classification des itinéraires individuels dans l'espace des facteurs. Pour mener une interprétation approfondie, on peut repartir du tableau de fréquences et utiliser un logiciel spécialisé d'analyse des correspondances et de classification (SPADN).

1.3. La mise en oeuvre sur les données

Le temps de l'analyse

L'analyse des données va être menée selon ce qu'on peut appeler le temps biographique individuel, c'est à dire en suivant les individus depuis leur naissance jusqu'à l'âge atteint à la date de l'enquête. D'autres options seraient possibles, comme le temps historique (en suivant les individus entre deux dates) ou encore une horloge démarrant à un événement autre que la naissance. Mais le choix du temps biographique correspond à notre orientation problématique : il permet seul de mettre en relation, aux niveaux individuel et statistique, les différents itinéraires résidentiels, professionnels, etc., pour que s'exprime la cohérence des stratégies.

La période d'analyse

L'option du temps biographique étant prise, le seconde choix à faire est celui d'une période d'analyse commune à tous les individus. Si l'on souhaite conserver la totalité des étapes vécues par tous les enquêtés, c'est l'âge atteint à la date de l'enquête par l'individu le plus vieux (92 ans notre cas) qui fixe l'étendue de la période. Afin d'éviter une fin de tableau presque totalement vide, on préfère arrêter l'analyse à 65 ans pour la variable active et 70 ans pour les variables illustratives, sauf la carrière éducative arrêtée à 45 ans.

Les données censurées

Pour la plupart, les individus sortent d'observation, donc des modalités prévues pour les variables longitudinales, avant l'âge qui clôt la période d'analyse (ce que l'on appelle "censure à droite" dans le jargon de l'analyse longitudinale). Notons que le type de censure que l'on doit prendre en compte dépend du type de temps choisit pour l'analyse : avec un temps calendaire par exemple, les données seraient "censurées à gauche" pour les individus n'étant pas encore nés à une date donnée. La gestion des censures choisie pour cette analyse est l'ajout d'une modalité supplémentaire à chaque variable dans laquelle l'individu entre dès qu'il est censuré. Ainsi l'ensemble des individus de l'échantillon sont "présents" dans le tableau tout au long de la période d'analyse, mais évidemment les censures influent sur le résultat typologique. Si l'on souhaite limiter cette influence, on peut mettre les modalités de censure en variables supplémentaires dans l'AFC, ou encore extraire de l'échantillon des cohortes d'âge et pratiquer une analyse spécifique sur chaque cohorte. Dans cette première analyse, nous n'avons retenue aucune de ces deux solutions. Nous voulons une typologie globale de la mobilité intra-urbaine, c'est à dire pour l'ensemble de l'échantillon et sur toute la durée des séjours dans l'aire métropolitaine. Dans ce cadre, il est normal qu'un individu censuré à trente ans ne puisse pas avoir la même trajectoire qu'un individu observé jusqu'à cinquante ans.

Découpage de la période d'analyse et calcul des fréquences

Comme on l'a dit en présentant la méthode, la mise en oeuvre de l'AHQ repose sur un découpage de la période d'analyse en un nombre "raisonnable" d'intervalles de recodage. Une fois ce découpage réalisé, deux solutions s'offrent pour construire le tableau soumis à l'AFC :

- calculer les fréquences de séjour dans les états en proportion de la durée totale de la période d'analyse : dans ce cas la métrique sur le temps est uniforme et la somme de chaque ligne vaut 1 ;

- calculer la fréquence en proportion de la durée de chaque intervalle de recodage : la métrique sur le temps n'est pas uniforme si les intervalles de recodage n'ont pas la même durée et la somme de chaque ligne est égale au nombre d'intervalles définis.

Du point de vue du calcul algébrique, rien n'oblige à ce que la métrique sur le temps soit uniforme, bien au contraire. D'une part, au plan statistique, un découpage plus détaillé des périodes où les changements d'état sont nombreux est préférable puisqu'il conserve mieux les changements d'états individuels. D'autre part, pour l'identification des stratégies résidentielles, il est naturel de privilégier les événements qui surviennent à l'âge adulte, où la décision est généralement prise par l'enquêté, par rapport aux événements antérieurs ou postérieurs, plus souvent décidés par des tiers.

L'examen de l'histogramme des changements d'état selon l'âge (figure 1) permet de définir un découpage adapté aux données en 15 intervalles d'amplitude variable correspondant approximativement aux quantiles de la distribution; la précision est bonne entre 13 et 25 ans, moindre avant et après. Une démarche semblable à été appliquée aux variables illustratives longitudinales. Pour l'ensemble des variables, les fréquences soumises à l'analyse des correspondances sont calculées en proportion de la durée de chaque intervalle de recodage. Le tableau final recodé comprend 1031 lignes, 398 colonnes actives et 625 colonnes illustratives.

Figure 1 : Distribution des changements d'états de la variable RESIALC selon l'âge

Figure 1 : Distribution des changements d'états de la variable RESIALC selon l'âge

RESIALC Midpoint	Freq	Percent	Cum. Percent
0	8	0.28	0.28
1	53	1.86	2.14
2	44	1.54	3.68
ans			1 : 0-5
3	39	1.37	5.05
4	33	1.16	6.21
5	50	1.75	7.96
6	44	1.54	9.50
7	49	1.72	11.22
ans			2 : 6-9
8	53	1.86	13.08
9	58	2.03	15.11
10	69	2.42	17.53
11	42	1.47	19.00
ans			3 : 10-12
12	68	2.38	21.39
13	62	2.17	23.56
ans			4 : 13-14
14	77	2.70	26.26
15	102	3.58	29.84
ans			5 : 15-16
16	96	3.37	33.20
17	117	4.10	37.31
ans			6 : 17-18
18	120	4.21	41.51
19	112	3.93	45.44
ans			7 : 19-20
20	117	4.10	49.54
21	118	4.14	53.68
ans			8 : 21
22	111	3.89	57.57
ans			9 : 22-23
23	88	3.09	60.66
24	93	3.26	63.92
ans			10 : 24-
25	83	2.91	66.83
26	86	3.02	69.85
27	76	2.66	72.51
ans			11 : 26-
28	52	1.82	74.33
29	54	1.89	76.23
30	79	2.77	79.00
ans			12 : 29-
31	42	1.47	80.47
32	47	1.65	82.12
33	44	1.54	83.66
ans			13 : 32-
34	45	1.58	85.24
35	52	1.82	87.06
36	39	1.37	88.43
37	27	0.95	89.38
38	30	1.05	90.43
39	25	0.88	91.30
ans			14 : 36-
40	32	1.12	92.43
41	18	0.63	93.06
42	16	0.56	93.62
43	18	0.63	94.25
44	22	0.77	95.02
ans			15 : 43-
45	15	0.53	95.55
etc...			

L'analyse factorielle

L'analyse des correspondances fournit un histogramme de valeurs propres très plat (figure 2), ce qui ne surprend pas étant donné la structure du tableau (grand nombre de colonnes au regard du nombre de lignes et abondance de cases vides). Il faut considérer ici que le recodage adopté, s'il conserve les durées de séjours des individus dans les différents lieux, sacrifie en revanche la chronologie des étapes puisque toute permutation des colonnes est indifférente pour le résultat de l'AFC. De ce fait, deux individus ayant des itinéraires strictement semblables mais simplement décalés d'un intervalle de recodage (deux ou trois ans entre 13 et 25 ans par exemple), ont des profils codés très éloignés au sens de la distance du χ^2 . Le tableau analysé est donc très "bruité" par rapport à la structure des proximités qui nous intéressent, c'est ce bruit que l'on retrouve dans l'allure de l'histogramme des valeurs propres.

Figure 2 : Histogramme des premières valeurs propres de l'AFC du tableau 1031x398

```

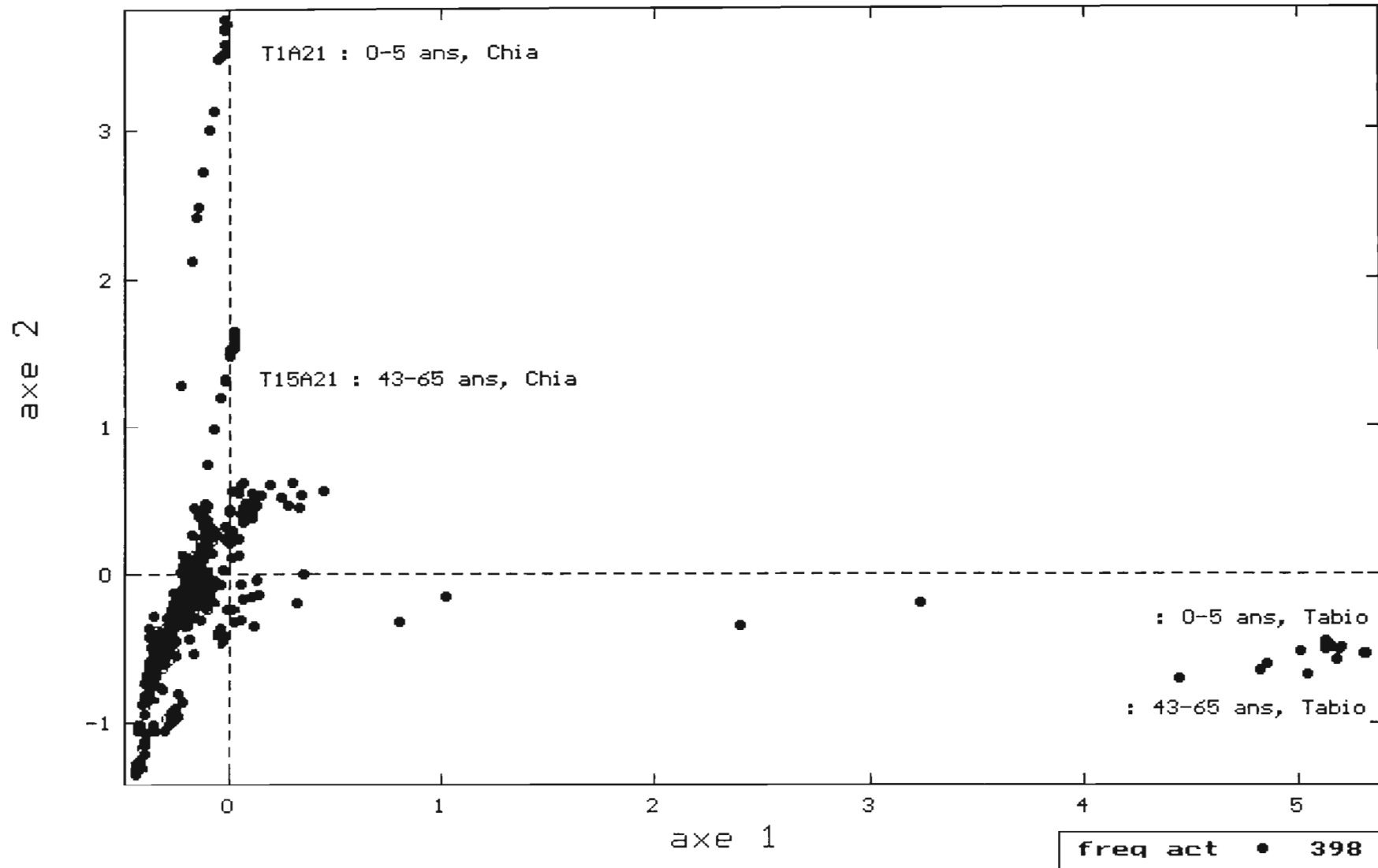
-----
SPAD.N Sistema Portable para el Analisis de Datos
Copyright (C) CISIA, 1987, 1991 - Version 2.52
-----

---
| NO | VALOR | PCENT. | PCENT |
|   | PROPIO |        | ACUMU. |
|---|-----|-----|-----|
| 1 | .7099 | 3.17 |
3.17|*****
| 2 | .6291 | 2.81 | 5.98 |*****
| 3 | .5973 | 2.67 | 8.65 |*****
| 4 | .5800 | 2.59 | 11.24|*****
| 5 | .5562 | 2.48 | 13.72|*****
| 6 | .5291 | 2.36 | 16.09|*****
| 7 | .5046 | 2.25 | 18.34|*****
| 8 | .4848 | 2.17 | 20.51|*****
| 9 | .4834 | 2.16 | 22.67|*****
|10 | .4602 | 2.06 | 24.72|*****
|11 | .4562 | 2.04 | 26.76|*****
|12 | .4392 | 1.96 | 28.72|*****
|13 | .4266 | 1.91 | 30.63|*****
|14 | .4239 | 1.89 | 32.52|*****
|15 | .4197 | 1.87 | 34.40|*****
etc...

```

Malgré tout, l'interprétation des premiers facteurs est assez aisée. Et s'il est vrai qu'au sens stricte la chronologie des événements est perdue lors du recodage, cette méta-information structure si fortement les données qu'elle ressort sur tous les axes factoriels utiles. Les trois premiers facteurs, par exemple, sont presque entièrement déterminés par les groupes de variables afférentes aux communes de Tabio, Chia et Madrid. Le plan 1x2 (figure 3) montre bien le type de structure mise en évidence par ces premiers axes : les séquences de variables correspondant à une même localité sont regroupées, ordonnées chronologiquement le long d'un axe, elles correspondent à des sous ensembles d'individus très fortement caractérisés par chaque groupe de variables. Il s'agit, on l'aura deviné, des sous-groupes de l'échantillon stables durant toute l'observation à Tabio, Chia et Madrid. À partir des premiers facteurs de l'analyse, on parvient ainsi à identifier et caractériser l'ensemble des groupes stables de l'échantillon sans difficulté. Ces individus stables représentent à peu près 22% de l'échantillon (voir plus bas le résultat de la classification) et 52% de l'inertie expliquée par les 10 premiers facteurs.

Figure 3 : Nuage des variables longitudinales actives sur le plan factoriel 1x2



Les schémas de mobilité qui caractérisent le reste des individus (78% de l'échantillon) sont moins faciles à mettre en évidence à partir de la seule interprétation des facteurs. Un certain nombre d'axes montrent des associations entre modalités qui témoignent de transitions fréquentes, à certains âges, entre les lieux qu'elles représentent. Ils mettent en évidence un groupe d'individus ayant en commun une transition donnée à un âge donné, mais pas, comme dans le cas de la stabilité, un groupe d'individus ayant des trajectoires globalement semblables. Ce genre de résultat est typique de l'application de l'analyse harmonique qualitative aux données de calendriers (J.C.Deville [1982], P. Béret [1988] [1995]), mais du point de vue de notre objectif typologique, il est insuffisant.

Pour parvenir à une typologie complète, l'idée est de procéder à une classification des individus dans l'espace vectoriel des premiers facteurs ¹. Sur des critères empiriques, nous verrons qu'on peut retenir les 10 premiers axes comme les facteurs "utiles" de l'analyse. Ils totalisent 25% de l'inertie totale, le reste étant considéré comme du bruit. Il peut paraître choquant de jeter ainsi "aux orties" 75% de l'information originale. Mais répétons nous, nous travaillons sur une variable d'état à 26 modalités qui fournit un tableau très clairsemé et une partie de la variabilité de l'information recordée (les légers décalages temporels entre trajectoires semblables), qui constitue la majorité de l'inertie totale du nuage, ne nous intéresse pas. Finalement l'analyse des correspondances a pour principal intérêt, mais c'est déjà beaucoup, d'éliminer de l'information de départ la majorité du bruit et de nous fournir un espace euclidien pour la classification des individus.

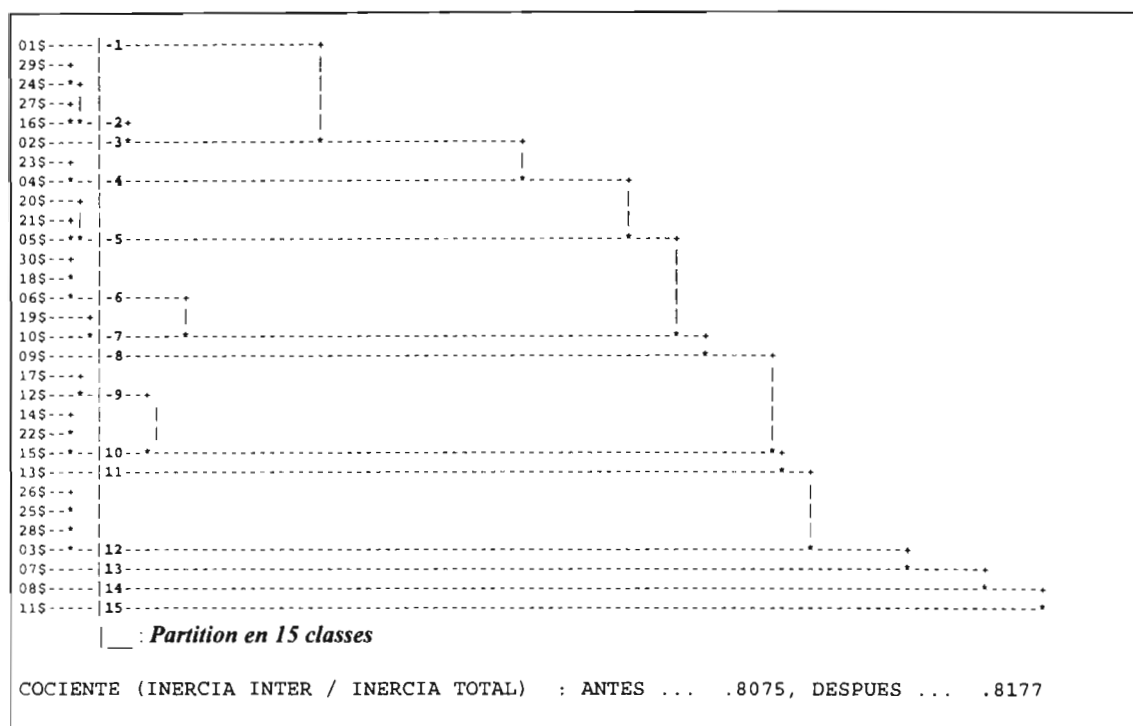
La classification

Le nuage des individus est soumis à des algorithmes de classification ascendante hiérarchique ou semi-hiérarchique (CLUSTER - critère de Ward de SAS, SEMIS de SPADN). Les deux procédures donnent des résultats très proches et nous avons conservés ceux de SPADN qui présentent l'avantage d'optimiser la partition une fois choisi le nombre de classes. Après plusieurs essais faisant varier le nombre de facteurs, on constate que jusqu'à 10 facteurs la typologie gagne en précision puis, à partir du onzième, la taille de la classe la plus importante augmente. Sur cette base empirique, on retient l'arbre de classification dans l'espace des dix premiers facteurs (figure 4).

La partition en 15 classes constitue la typologie que nous allons décrire. Elle est obtenue après coupure de l'arbre de classification et optimisation par ré-affectation des individus à la classe la plus proche; on maximise ainsi l'inertie inter-classe (PROC PARTI de SPADN). Cette classification explique 82% de l'inertie totale du nuage dans l'espace des dix premiers facteurs. Il apparaît donc que la démarche permet de prendre en compte la plupart de l'information significative (c'est à dire hors-bruit) fournie par l'enquête.

¹ : C'est la même démarche qu'appliquent A. Degenne, M. O. Lebeaux, L. Mounier [1995] à des données longitudinales sur l'insertion professionnelle des jeunes en France.

Figure 4 : Partie supérieure de l'arbre de classification dans l'espace des dix premiers facteurs



La caractérisation des classes et les autres types de résultats

Jusqu'à présent, nous avons finalement suivi une démarche très classique d'analyse typologique. Cependant la nature longitudinale des données rend le travail de caractérisation des classes assez particulier. Comme toujours, une interprétation indirecte des classes à partir des facteurs est possible mais, nous l'avons dit, elle est assez délicate dans le cas des données de calendriers. Pour décrire précisément la partition il est à la fois plus direct, plus précis et plus riche de revenir au tableau des fréquences codées. En ré-affectant leur classe d'appartenance aux individus et en calculant les fréquences de séjours moyennes dans chaque modalité au cours de chaque intervalle de recodage, on obtient le profil de mobilité des classes, résumés dans des tableaux "temps'états" que l'on peut traduire graphiquement² (graphiques 1 à 15). Avec la même technique, on dispose des profils de classes correspondants à chacune des variables longitudinales illustratives (graphiques 16 à 18). Enfin, on édite les tableaux croisés qui mettent en relation la typologie avec les caractéristiques transversales des individus et des ménages, que l'on peut compléter par les tests statistique classiques (χ^2 , corrélation des rangs) ou des régressions logistiques.

A partir de l'ensemble de ce matériel, on décrit, pour chaque classe, le comportement résidentiel des enquêtés et leur trajectoire spatiale spécifique. Cette

² : Pour que ces profils soient comparables entre eux, il faut éliminer l'effet des structures par âge de chaque classe, directement lisible dans les fréquences de censure au fur et à mesure que l'on progresse dans l'âge. Pour ce faire on calcule les fréquences pour chaque âge sur l'ensemble des individus de la classe ayant atteint cet âge (c.-à-d. hors individus censurés); le total de chaque colonne est ainsi normalisé à 100%.

trajectoire est mise en relation avec la succession des événements du cycle de vie que permettent d'appréhender les variables longitudinales illustratives. On signale également les caractéristiques démographiques et socio-économiques des individus et des ménages, ce qui complète la "carte d'identité" de la classe. Des hypothèses sur les inter-relations qui structurent la biographie des individus peuvent être formulées et soumises à vérification.

Enfin des analyses complémentaires peuvent approfondir ces résultats descriptifs :

- analyses harmoniques qualitatives spécifiques sur des sous échantillons détaillant la typologie;
- estimation non paramétrique de différentes fonctions de séjours dans certaines classes;
- modèles paramétriques ou semi-paramétriques mettant en évidence des déterminants de ces durées de séjours.

2. DEUX EXEMPLES DE RESULTATS

2.1 Un schéma d'ensemble de la mobilité spatiale

Globalement, la typologie en quinze classes est le reflet de deux phénomènes principaux : la mobilité intra-urbaine à l'échelle des arrondissements et la migration provenant de l'extérieur de l'aire métropolitaine - plus précisément l'âge et le lieu d'arrivée des migrants dans l'a.m. Si l'on considère les deux indicateurs synthétiques du tableau 1 (Imobalc -col. 8- et Pctmig -col. 5-), la corrélation avec le rang des classes apparaît clairement. Sur cette base, on peut distinguer quatre groupes.

1. Très stables (8% des individus, graphiques 1 à 3 en annexe)

Ce groupe est formé des classes dont la mobilité intra-urbaine est la plus faible; il est entièrement localisé hors de Bogotá : stables à Chia (classe 14), stables à Madrid (classe 13) et stables à Tabio (classe 15). On trouve logiquement une très large majorité de natifs de l'a.m. dans ces classes mais les migrants ne sont pas pour autant absents (35% dans la classe 14).

2. Stables (18% des individus, graphique 4 à 8)

Un peu plus mobiles que les individus du groupe précédent, les classes 9, 10, 11 et 12 sont constituées de noyaux de population stable dans divers quartiers de Bogota : Usaquen (classe 10), Rafael Uribe et Antonio Nariño (classe 11), La Candelaria et Santa Fé (classe 12), auxquels se joignent la classe 2 composée de jeunes migrants stabilisés à Madrid et la classe 9, également jeune, stabilisée à Usaquen.

3. Mobilité intra-urbaine moyenne (44% des individus, graphiques 9 à 13)

Le groupe le plus important de la typologie est formé par des individus ayant connu autour de deux changements d'arrondissements depuis leur entrée dans l'a.m. et que caractérisent des longs séjours dans certains quartiers, sans pour autant que les résidences à la date de l'enquête soient toujours très concentrées. Ce groupe contient dans l'ordre de la mobilité croissante les classes suivantes :

- classe 8 : longs séjours dans les "autres municipalités de l'aire métropolitaine";

- classe 7 : longs séjours à Candelaria et Teusaquillo;
- classe 5 : longs séjours à Rafael Uribe;
- classe 4 : longs séjours dans la périphérie Ouest;
- classe 1 : vieux migrants arrivés entre 20 et 40 ans dans tous les quartiers.

4. Mobilité intra-urbaine forte (30% des individus, graphiques 14 et 15)

Le groupe le plus mobile comprend la classe 6, composée de vieux migrants arrivés jeunes et de natifs qui ont tous connu une forte mobilité dans les quartiers du péri-centre Nord et de la périphérie Nord et Ouest, et la classe 3 qui regroupe les jeunes migrants arrivés entre 10 et 20 ans, dont les itinéraires se jouent souvent dans la périphérie Ouest et Sud. Dans la classe 3, les résidences à la date de l'enquête sont assez concentrées : Bosa, Soacha, Gustavo Restrepo.

Tableau 1 : Indicateurs de mobilité moyenne pour les quinze classes de la typologie

CLASSES (1)	NBINDIV (2)	POIDS (3)	PCTPOIDS (4)	PCTMIG (5)	DURMOY (6)	IMOBRES (7)	IMOBALC (8)
1	217	36156	22,32	95,9	21,3	12,7	7,86
2	25	2326	1,44	69,0	21,8	9,32	4,02
3	196	36557	22,57	83,3	15,8	18,5	14,23
4	72	13890	8,58	39,9	27,6	9,57	7,08
5	65	14706	9,08	30,1	30,0	9,33	6,67
6	89	11889	7,34	54,7	38,6	14,0	11,05
7	32	3039	1,88	12,2	47,4	8,69	6,13
8	34	4244	2,62	24,8	40,8	9,16	6,00
9	37	6515	4,02	40,3	23,6	10,2	5,56
10	25	4294	2,65	11,3	34,8	5,91	2,83
11	26	6157	3,80	25,8	35,6	4,98	3,15
12	90	9486	5,86	19,2	39,3	7,23	3,60
13	39	3529	2,18	13,6	29,7	5,20	1,56
14	48	7956	4,91	35,2	29,2	7,44	1,16
15	36	1234	0,76	6,6	43,2	5,41	2,17
Total	1031	161978	100	58,4	26,4	10,9	7,23

(1) : Rang de la classe dans la typologie

(2) : Nombre d'individus

(3) : Population extrapolé

(4) : Pourcentage de la population totale extrapolée

(5) : Pourcentage d'individus nés hors de l'a.m.

(6) : Durée moyenne de résidence dans l'a.m.

(nb. de chgt./nb. d'années de résid. dans l'a.m.)

(7) : Fréquence des changements de résidence dans l'a.m. (100 x nb. de chgt./nb. d'années de résid. dans l'a.m.)

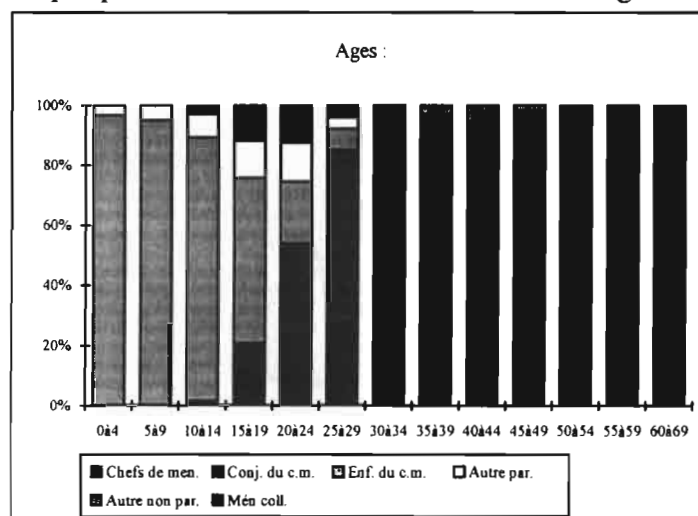
(8) : Fréquence des changements d'arrondissement dans l'a.m. (100 x

2.2 Quelques éléments sur l'insertion des jeunes migrants

2.2.1. L'insertion résidentielle à l'arrivée à Bogota

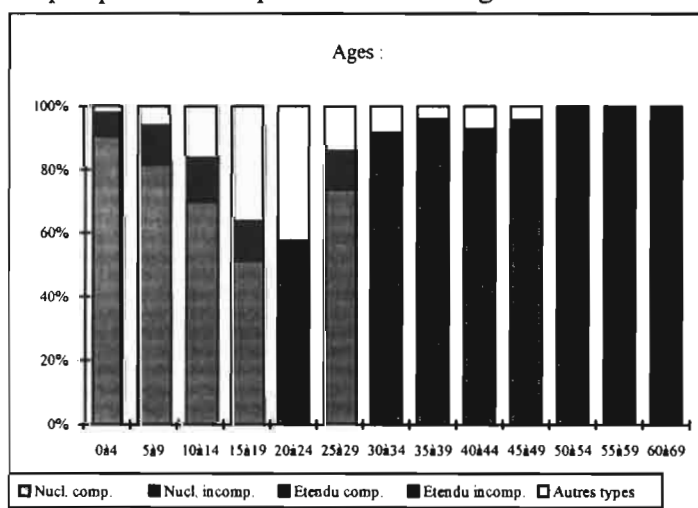
Dans la classe 3 (jeunes migrants arrivés dans l'agglomération entre 10 et 25 ans), la fréquence des statuts "autres parents du c.m." et "autres non parents du c.m." entre 15 et 24 ans, témoigne de l'importance de diverses formes d'hébergement au moment de l'arrivée à Bogota.

Graphique 16 : statut de l'individu dans le ménage



pour l'ensemble de l'échantillon. De plus on observe un "roulement" très important dans ces statuts de transition : 54% des individus de la classe ont connu un épisode de ce type à la date de l'enquête, le fait étant nettement plus fréquent chez les femmes (65%) que chez les hommes (37%). Il s'agit donc bien d'une des modalités principales de l'insertion résidentielle des jeunes migrants à leur arrivée à Bogota.

Graphique 17 : composition du ménage



type est bien supérieure à ce que fait apparaître le graphique: 72% des individus de la classe sont concernés avec cette fois une fréquence supérieure chez les hommes (84% contre 64% des femmes). En retournant à la donnée individuelle, il apparaît que pour les femmes 93% de ces épisodes de vie en ménages sans noyau familial ont lieu sous des statuts "dépendants" (hébergement), tandis que pour les hommes une fraction importante (30,4%) correspond à un statut de chef de ménage dans des ménages unipersonnel ou des groupement d'individus non apparentés ou d'apparentés collatéraux. La même situation ne se présente que pour 7% des femmes.

Dans le profil longitudinal de la relation de parenté au chef de ménage (graphique 16), on note la sortie rapide du ménage parental, et surtout le fait que ces sorties ne correspondent pas toujours à des entrées directes dans les statuts de chefs de ménage (c.m.) ou de conjoint du c.m. : entre 15 et 24 ans les fréquences dans les statuts d'autres parents et d'autres non parents du c.m. sont deux fois plus élevées que

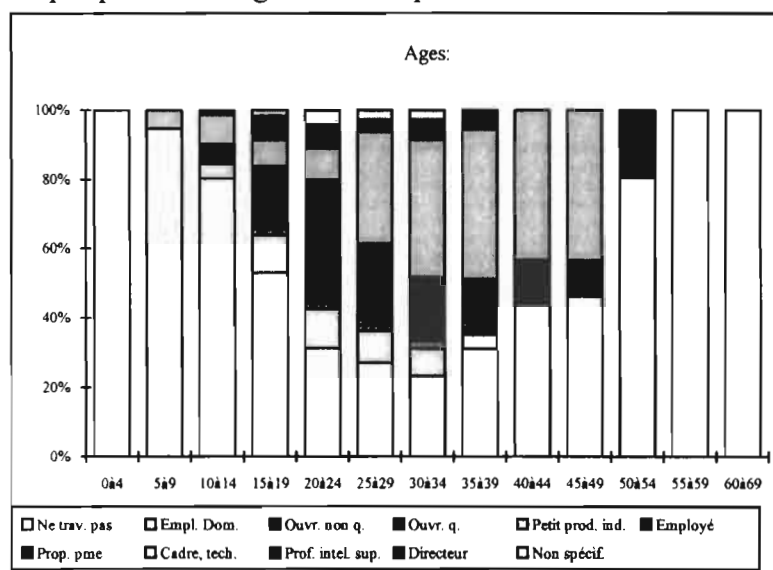
Le type de ménage dans lesquels vivent les individus de la classe lors de leur arrivée à Bogota est également très spécifique (graphique 17). De 10 à 25 ans c'est la fréquence des "autres types" de ménages qui frappe; cette modalité regroupe les ménages unipersonnels et les ménages sans noyau familial au niveau du chef de ménage. Là encore à cause du roulement, la fréquence réelle des épisodes de ce

L'insertion résidentielle des jeunes migrants entre 15 et 30 ans est donc marquée par l'hébergement et la vie dans des ménages non familiaux, même si les durées de séjour dans ces états sont en général courtes. Ce schéma est d'une part très spécifique par rapport à celui des autres individus de l'échantillon au même âge et d'autre part très différenciée selon le sexe, avec un hébergement très fréquent pour les femmes et des épisodes en ménages unipersonnels et non familiaux presque systématiques pour les hommes. Les deux profils nous confirment d'ailleurs que ces situations sont éminemment transitoires : dès 25 ans on observe très rapidement l'accès aux statuts de chefs de ménage ou de conjoints (graphique 16) et la formation de ménages nucléaires complets (graphique 17).

2.2 Une mobilité professionnelle forte et particulière

Les jeunes migrants se distinguent également par leurs modalités d'insertion professionnelle (graphique 18), en particulier à cause de la mobilité entre emplois salariés et indépendants.

Graphique 18 : catégories socio professionnelles



La distribution des emplois occupés est assez semblable à celle de l'ensemble de l'échantillon jusqu'à 24 ans. Après 25 ans le profil se signale par une proportion très supérieure à la moyenne de petits producteurs indépendants (sans équivalents dans la typologie) : 44% des emplois occupés entre 25 et 29 ans (vs 19% dans l'ensemble de

l'échantillon) et jusqu'à 77% entre 40 et 44 ans (vs 33%). S'agissant d'une classe qui regroupe près de 23% du total de l'échantillon, on est donc en présence d'un fait d'importance majeure. En revenant aux données individuelles on constate que son explication réside dans une mobilité entre emplois salariés et indépendants particulièrement forte et concentrée dans le temps dont on peut démontrer le mécanisme.

Sur l'ensemble des individus ayant exercé un emploi à la date de l'enquête, 35% ont occupé au moins un emploi indépendant, mais leurs itinéraires professionnels sont de deux types différents. Pour 22% d'entre eux l'activité indépendante a été la première, tous l'ont débuté avant 28 ans et 90% avant 25 ans. Les autres (13%) y accèdent après d'autres emplois et cette transition a lieu dans la plupart des cas entre 22 et 25 ans (74%), ce qui cause la modification brutale du profil d'activité de la classe à cet âge. La transition inverse (indépendants vers autres emplois) n'est pas moins fréquente, au contraire : 15% des individus ayant eu un emploi à la date de l'enquête l'ont connue, mais toujours avant 22 ans; elle contribue donc également à expliquer le profil en limitant les densités de présence dans les

emplois indépendants avant 24 ans. Ainsi, ce n'est pas le solde de la mobilité entre les emplois salariés et indépendants qui explique la recomposition observée (au sein de la classe, ce solde est au contraire plutôt favorable aux premiers). Le phénomène est dû au décalage dans le temps des deux types de mobilité : on sort des emplois indépendants vers d'autres emplois entre 15 et 22 ans alors que, dans la majorité des cas, on y entre en venant d'autres emplois entre 22 et 25 ans. Bien sur la catégorie des petits producteurs indépendants est très hétérogène et on peut penser que le type d'activité exercée et les revenus ne sont pas les mêmes dans les deux cas...

CONCLUSION

Aux plans théorique et pratique, lorsqu'on envisage son application à des données biographiques complexes, l'analyse harmonique qualitative présente une série d'avantages importants.

Tout d'abord la discrétisation et la synchronisation du temps de l'observation est modulable et permet diverses stratégies de recodification des données selon la problématique d'analyse. On peut adopter d'autres logiques de découpage de la période d'observation que celle présentée ici. Par exemple, celle du temps calendaire où les bornes des intervalles de recodification sont des dates qu'on estime déterminantes dans le contexte (social, économique, politique etc.) de la période; l'analyse prend alors un caractère plus historique, ce qui fournit un autre point de vue intéressant sur les données (voir par exemple Barbary [1993], pp. 30-64). Une troisième possibilité consiste en un temps biographique plus collectif découpé en fonction d'événements clefs du cycle de vie : les carrières individuelles ne sont plus synchronisées selon l'âge des individus mais selon le temps passé depuis (ou avant) un événement donné de la biographie : première arrivée des migrants dans la zone d'enquête, première sortie du domicile des parents, premier accès à la propriété du logement etc. Une analyse complémentaire de ce type seraient certainement instructive dans le cadre qui nous intéresse ici.

La question du découpage optimal correspondant à chacune de ces logiques, afin de conserver au mieux l'information asynchrone collectée dans l'enquête, peut être posée en terme théorique : optimisation, au sens d'un certain critère statistique, du nombre et des limites des intervalles de codification du processus. Ceci ouvre le champs à des recherches futures. En s'en tenant à un point de vue empirique, on a vu que rien n'oblige à choisir des périodes de recodage de durée constante ou une métrique uniforme sur le temps. Ce sont là deux paramètres importants pour adapter la méthode à la structure des données et à la problématique de l'analyse.

Pour mener l'analyse multidimensionnelle de différents types d'événements biographiques présents dans le questionnaire, l'analyse harmonique qualitative offre deux possibilités.

Une première voie, que nous n'avons pas adoptée ici, consiste à analyser la variable d'état complexe qui résulte du croisement des différentes situations résidentielles, professionnelles, familiales etc. Elle paraît séduisante puisqu'elle regroupe tous les chapitres de la biographie dans la variable active et leur donne un poids équivalent dans le résultat typologique. Il ne faut pourtant pas croire qu'on fera

un bon usage de la méthode en croisant à tout-va les informations biographiques de l'enquête, laissant au calcul algébrique le soin d'exhiber une typologie "complète" qui rende compte de toutes les relations structurant les données. Il y a des limites de plusieurs ordres à ce genre d'approche. Un préalable "épistémologique" d'abord : même si la vocation des méthodes d'analyse des données est, dit-on, exploratoire, cela ne dispense pas d'avoir une problématique bien définie lorsqu'on analyse une enquête. D'autre part la taille de l'échantillon ne permet pas en général, pour des raisons de fiabilité statistique, de complexifier au delà d'une limite vite atteinte, l'espace des états biographiques. Cette remarque s'applique d'ailleurs aussi au découpage de la période de temps de l'analyse et au degré de précision temporelle auquel on peut prétendre. Enfin, s'agissant d'une méthodologie récente, dans un domaine où l'accumulation d'expérience est fondamentale, on manque encore beaucoup de pratique dans l'interprétation des résultats de ce type.

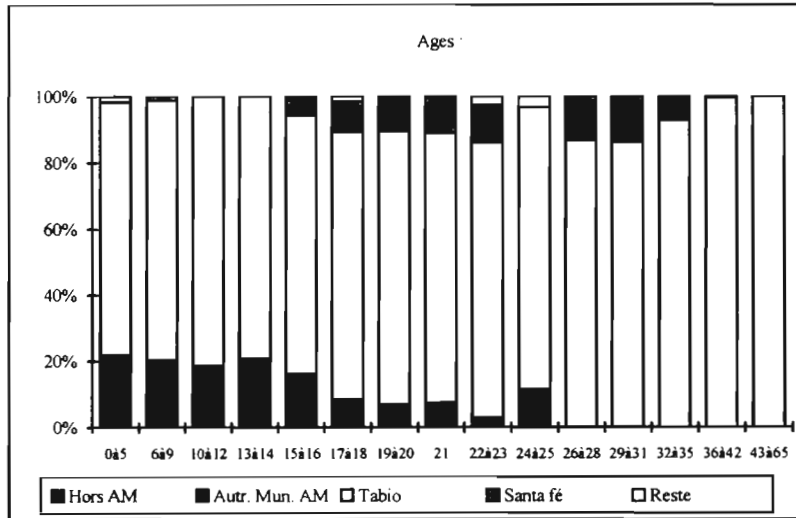
La technique des variables longitudinales illustratives nous semble mieux convenir à l'analyse descriptive conjointe de différents itinéraires. D'abord elle affirme la priorité donnée à la variable active, ce qui est l'expression d'une démarche expérimentale structurée. Dans ce cadre, l'interprétation des résultats trouve un fil conducteur qui permet au statisticien, en se donnant un peu de mal, de formuler des hypothèses et/ou des conclusions précises et intéressantes pour les chercheurs de sciences sociales. Enfin elle permet de maintenir des normes de représentativité statistique acceptables pour des échantillons qui ne peuvent pas, sauf exception, être très grands (la collecte biographique est complexe et coûte cher!).

Enfin, outre les éléments descriptifs qu'elle permet de dégager, la méthode présente un intérêt évident dans une perspective de modélisation. D'une part son résultat typologique est fondamental pour réduire l'hétérogénéité interne de l'échantillon lorsqu'on souhaite estimer directement l'effet de certaines variables exogènes. D'autre part les régularités observées sur les graphes dès que les classes atteignent un effectif suffisant, suggèrent les formes et les paramètres des fonctions de séjour dans les états biographiques. Ces hypothèses empiriquement fondées, dont l'absence est une critique souvent formulée aux démarches de statistique inférentielle en sciences sociales, peuvent être employées dans la construction de modèles paramétriques ou semi-paramétriques.

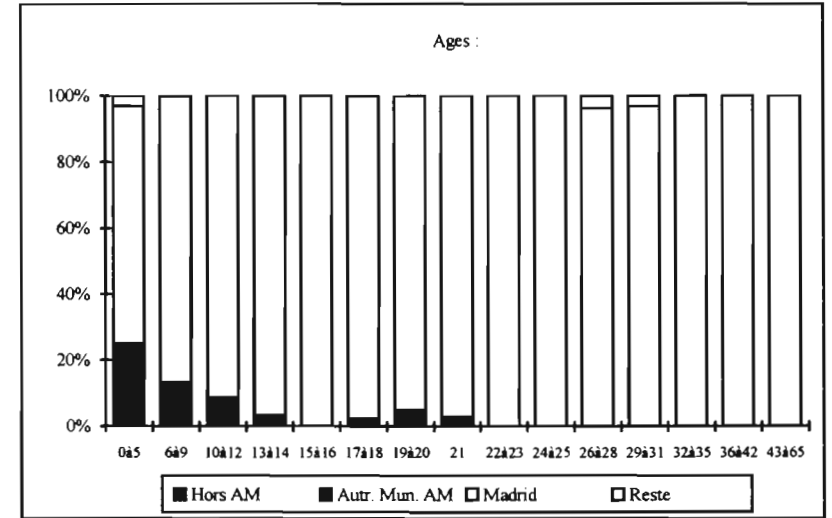
Si cette expérience d'application parvient à montrer l'intérêt et la grande richesse des données biographiques pour décrire la mobilité spatiale et analyser les relations qu'elle entretient avec les trajectoires familiales et socio-professionnelles, le mérite en revient d'abord à la qualité des données; mais également pour une bonne part à la méthode d'analyse. Nous sommes convaincus que c'est actuellement l'approche statistique la mieux adaptée à la phase descriptive de l'exploitation de ce type d'enquête et elle nous semble un préalable indispensable à toute démarche modélisatrice à l'ambition plus "explicative".

Annexe : Les groupes stables et stabilisés dans les municipalités périphériques (Tabio, Chia, Madrid)

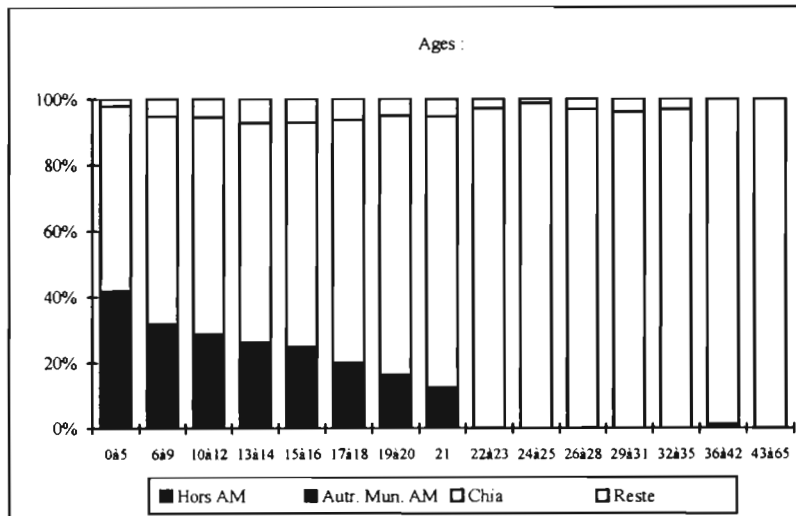
Graphique 1 : Classe 15, stables à Tabio



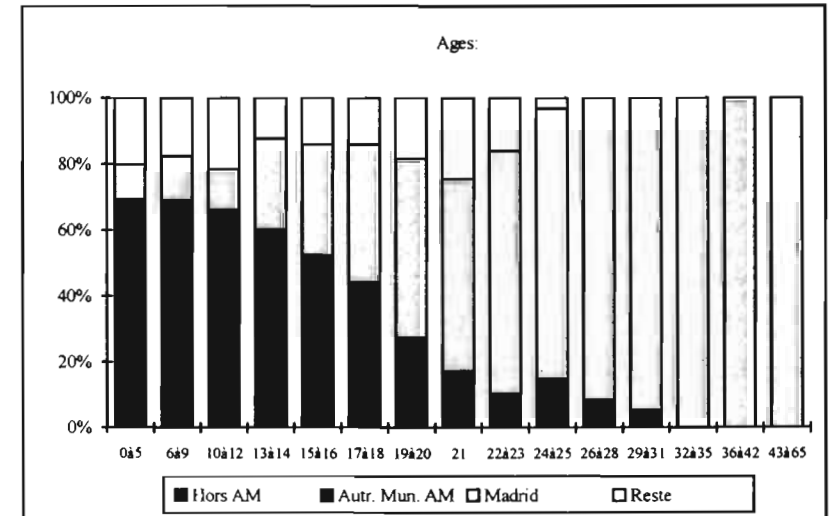
Graphique 3 : Classe 13, stables à Madrid



Graphique 2 : Classe 14, stables à Chia

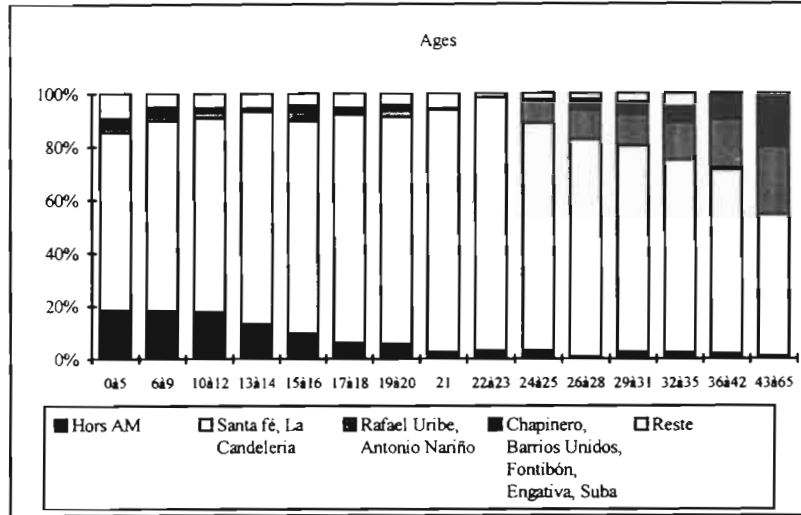


Graphique 4 : Classe 2, stabilisés à Madrid

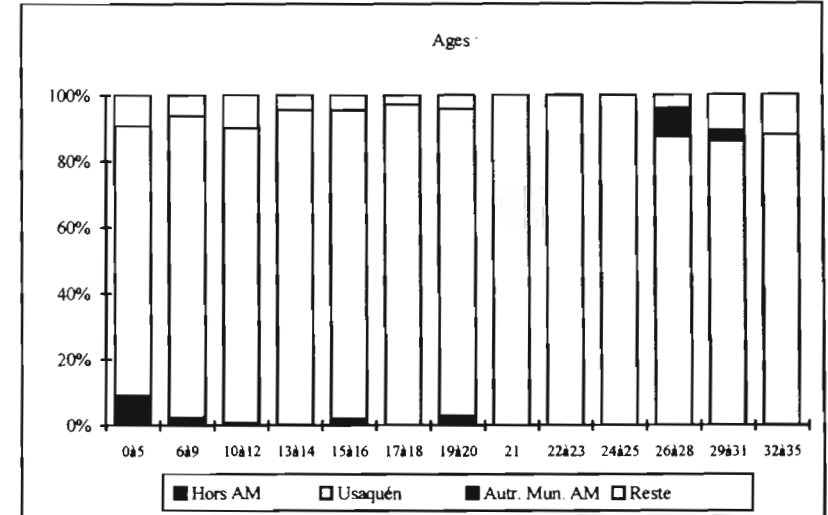


Annexe : Les groupes stables et stabilisés dans Bogota

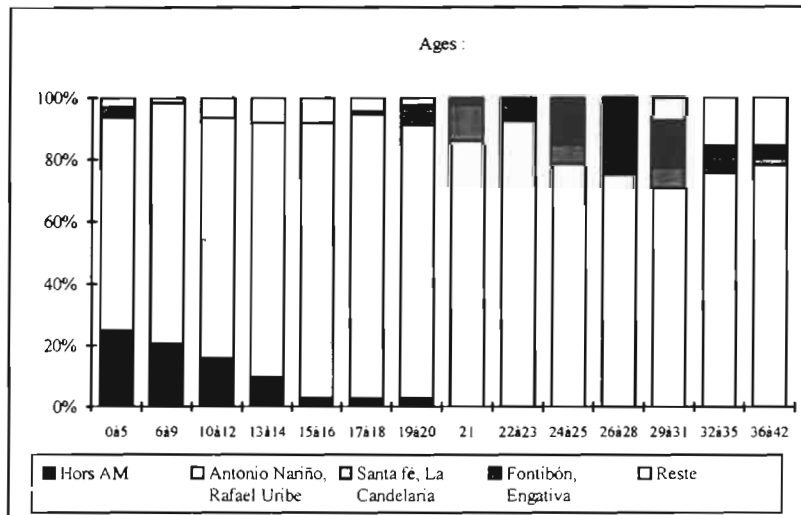
Graphique 5 : Classe 12, stables à Santa Fé et La Candelaria



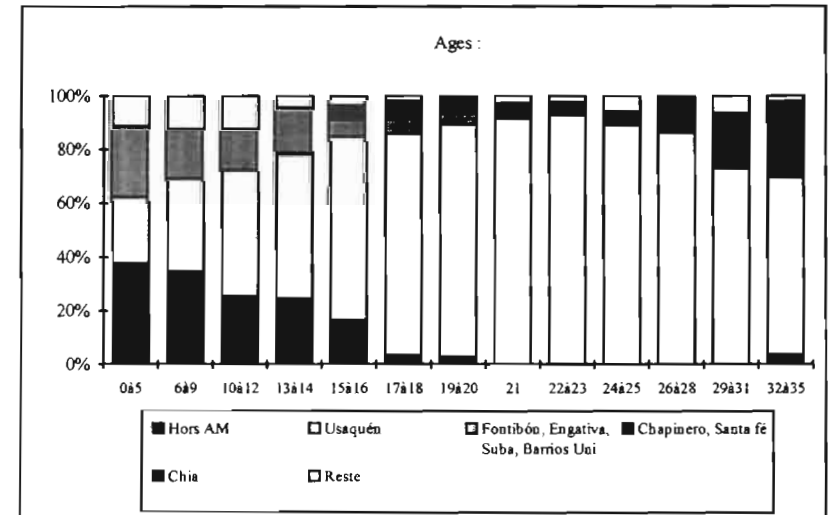
Graphique 7 : Classe 10, stables à Usaquén



Graphique 6 : Classe 11, stables à Antonio Nariño et Rafael Uribe

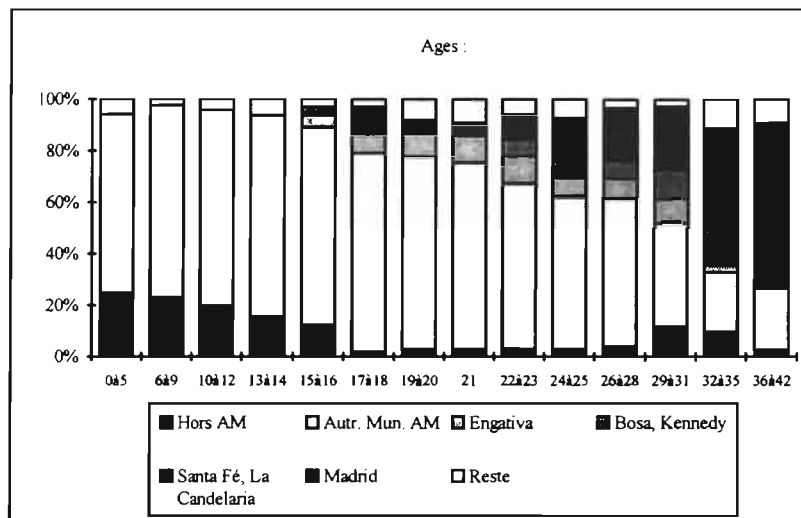


Graphique 8 : Classe 9, stabilisé à Usaquén

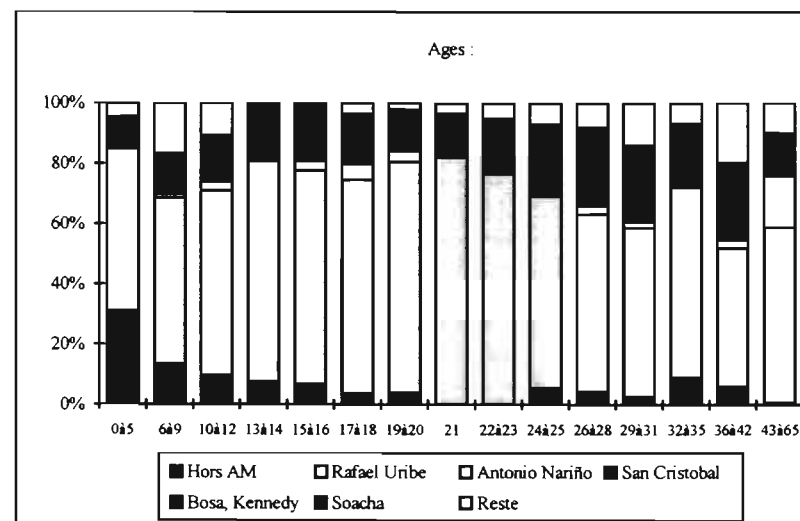


Annexe : Les groupes à mobilité intra-urbaine moyenne

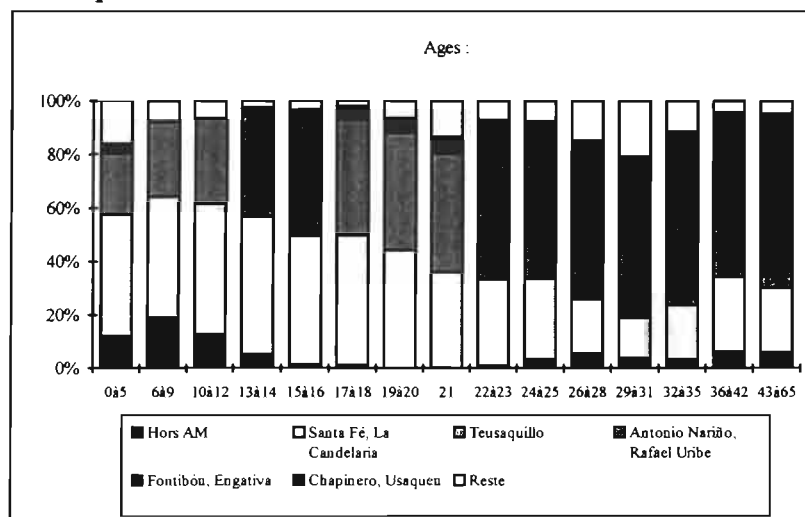
Graphique 9 : Classe 8, longs séjours d'autres municipios de l'a.m.



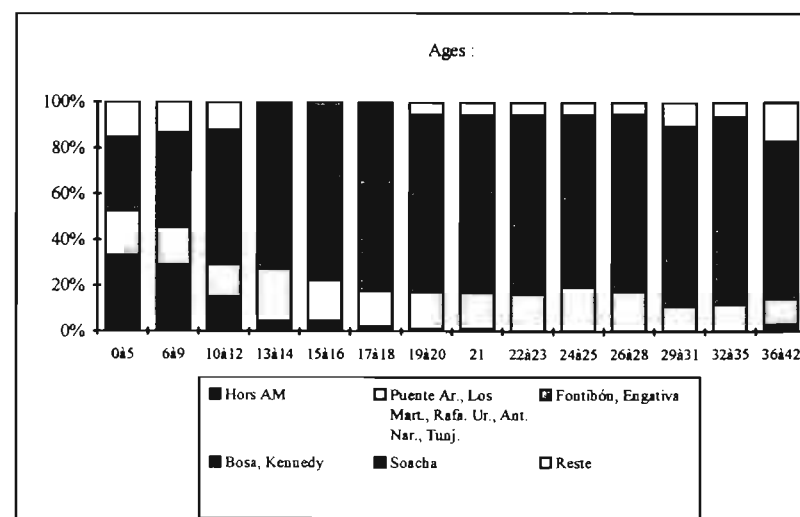
Graphique 11 : Classe 5, longs séjours à Rafael Uribe et San Cristóbal



Graphique 10 : Classe 7, Longs séjours à La Candelaria et Teusaquillo

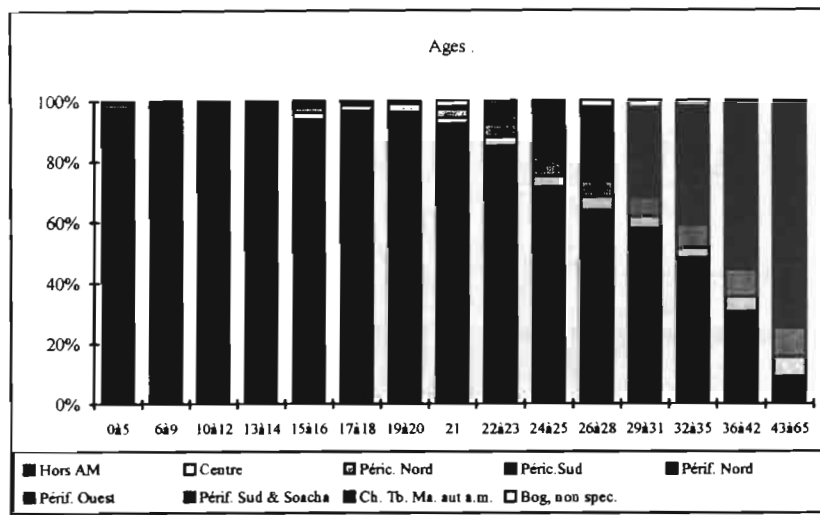


Graphique 12 : Classe 4, long séjours dans la périphérie Ouest

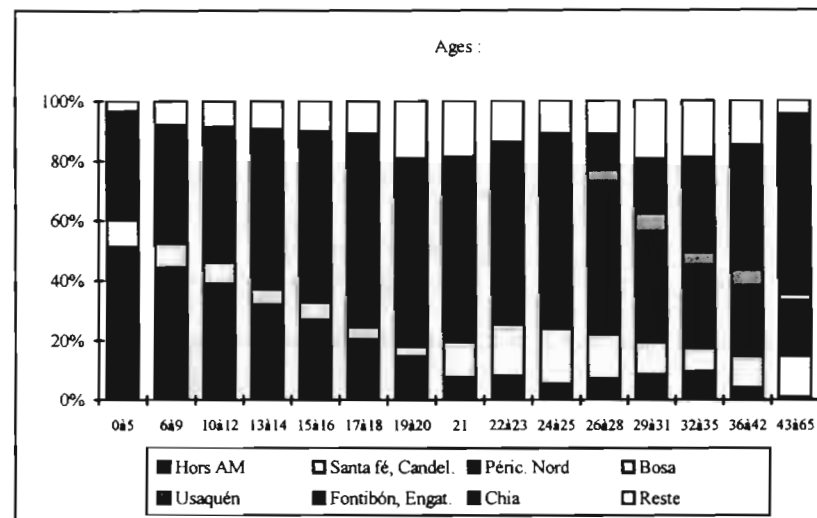


Annexe : Les migrants et les groupes à mobilité intra-urbaine forte

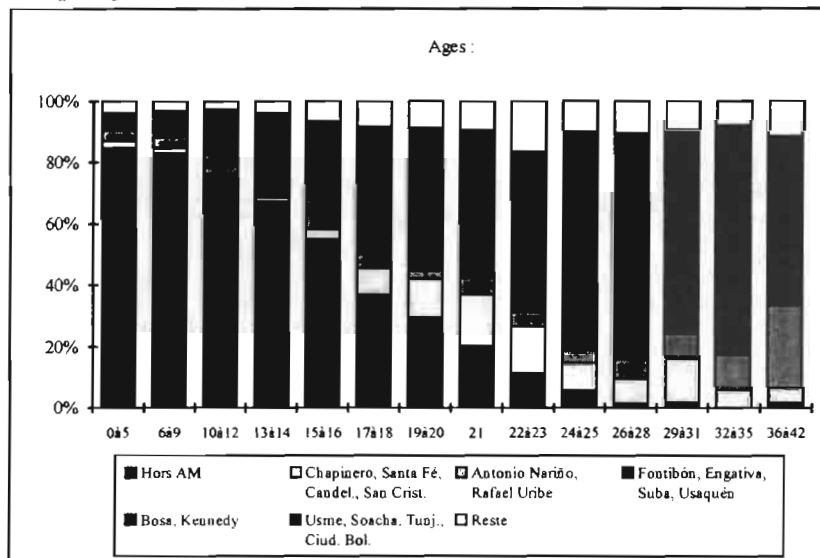
Graphique 13 : Classe 1, vieux migrants arrivés entre 20 et 40 ans



Graphique 14 : Classe 6, vieux migrants arrivés avant 20 ans



Graphique 15 : Classe 3, jeunes migrants arrivés entre 10 et 25 ans



NOTES BIBLIOGRAPHIQUES :

ARIÑO M., ROSAS M.E., TORRADO S., [1987] : Metodología para el análisis de la estructura socio-ocupacional argentina (1960-1980). Consejo Federal de Inversiones, Documentos de la Secretaria General, Buenos Aires, 31p.

BARBARY O. (1993) avec la collaboration de E.H.A. DIOP, "L'insertion urbaine : le cas de Dakar, rapport d'exploitation d'enquête", Dakar, 213 p. multigr.

BENZECRI J.P. et al. [1973], "L'analyse des données. Tome 2 : L'analyse des correspondances" DUNOD, Paris, 632 p.

BERET P. [1988] : Analyse de données chronologiques relatives à l'insertion professionnelle, in "Les Cahiers de l'Analyse des Données" vol. XIII, n° 2, pp. 159-174.

COURGEAU D., LELIEVRE E. [1989] : Analyse démographique des biographies, éditions de l'INED, Paris, 268 p.

COX D.B. [1972] : Regression models and life tables (with discussion), in "Journal of Royal Statistical Society", B 34, pp. 187-220.

DEGENNE A., LEBEAUX M.O., MOUNIER L. [1995] : Construction d'une typologie de trajectoires à partir de l'enquête de suivi des jeunes des niveaux V, Vbis et VI. Communication aux Journées CEREQ-LASMAS-IDL sur les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail, Caen, 28-29 juin 1995, 14 p.

DEVILLE J.C., SAPORTA G. [1980] : Analyse harmonique qualitative, in "Data Analysis and Informatics", E. DIDAY et al. éditeurs, North Holland Publishing Compagny, pp. 375-389.

DEVILLE J.C. [1982] : Analyse des données chronologiques qualitatives, comment analyser les calendriers ? "Annales de l'INSEE", n° 45, pp 45-104..

DROESBEKE J.J., FICHET B., TASSI Ph. éditeurs [1989] : Analyse statistique des durées de vie, modélisation des données censurées, ECONOMICA, Paris, 282 p.

DUREAU F., BARBARY O., FLOREZ C.E. [1994] : "La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá", resultados preliminares de la encuesta cuantitativa. Documento de trabajo N° 3, CEDE/ORSTOM, Bogotá, 309 p.

FLOREZ C.E, MENDEZ R., [1994] : Boletín de estadísticas sobre hogar y familia en Colombia, 1972-1992. Informe final, Universidad de los Andes, CEDE, Bogota, 43p.

VAN DER HEIJDEN P. G. M. [1987] : Correspondence analysis of longitudinal categorical data, DSWO PRESS, Leiden.

2.1. L'analyse typologique des trajectoires résidentielles recueillies à Bogota: méthode et leçons de l'expérience

• *Les données*

Rappelons que le questionnaire de l'enquête réalisée par l'équipe CEDE-ORSTOM en octobre 1993 à Bogota et quatre communes de la périphérie métropolitaine comprend un formulaire d'information socio-démographique couvrant l'ensemble des individus des ménages de l'échantillon, ainsi qu'une série de calendriers visant à recueillir des données rétrospectives sur la biographie résidentielle, professionnelle et familiale d'un sous-échantillon de la population des ménages appelé "sous-échantillon biographique"⁴. Ce sous-échantillon est composé d'un individu de plus de 18 ans par ménage (1031 individus), et sa structure est contrôlée par des quotas de sexe, d'âge, de relation de parenté avec le chef de ménage et de statut migratoire. L'objectif de la première phase d'analyse des données longitudinales est de réaliser une "mise à plat", la plus complète possible, des éléments biographiques recueillis en orientant la description sur le thème de la mobilité résidentielle au sein de l'agglomération. Etant donné le plan de sondage adopté, les conclusions de cette analyse n'ont de portée qu'à l'intérieur de l'univers particulier de l'enquête et non pour l'ensemble de la population de Bogota et de son aire métropolitaine.

Visant en premier lieu une typologie des trajectoires spatiales parcourues par les individus en ville, nous avons choisi de baser l'analyse sur la variable d'état construite à partir de l'observation des localisations dans l'aire métropolitaine de l'ensemble des résidences connues par les enquêtés (variable active). Pour mettre à jour les relations existant entre les types de mobilité spatiale et les autres composantes de la biographie nous introduisons un certain nombre de variables illustratives longitudinales construites à partir des différents chapitres du questionnaire biographique : événements familiaux, l'accès au logement, l'éducation et l'activité professionnelle. Enfin une caractérisation socio-économique des acteurs de chaque type de mobilité s'obtient grâce à un second ensemble de variables illustratives transversales caractérisant, à la date de l'enquête, les individus et les ménages dans lesquels ils vivent.

• *L'outil*

L'analyse harmonique qualitative (AHQ) a été présentée pour la première fois dans un court article théorique par DEVILLE et SAPORTA en 1980⁵, puis à nouveau plus longuement par DEVILLE, dans un article de 1982⁶. Avec cette proposition, l'analyse des correspondances⁷ trouve un nouveau terrain d'application : la statistique descriptive et

⁴ Pour une description détaillée du système d'enquête appliqué à Bogota, se reporter au Rapport intermédiaire n° 2 de la Convention CNRS - ORSTOM, de Mai 1995.

⁵ DEVILLE J.C. et SAPORTA G., 1980. Analyse harmonique qualitative. in *Data analysis and informatics*, E. DIDAY et al. éditeurs, North Holland Publishing Compagny, pp. 375-389.

⁶ DEVILLE J.C., 1982. Analyse des données chronologiques qualitatives, comment analyser les calendriers? *Annales de l'INSEE*, n° 45, pp. 45-104.

⁷ BENZECRY J.P. et al., 1973. L'analyse des données. Tome 2 : L'analyse des correspondances. Paris, DUNOD, 632 p.

typologique des données longitudinales individuelles. Sans aborder la justification mathématique assez complexe de la méthode il convient de dire que l'on doit adopter une solution d'approximation du problème complet par recodage de l'information de départ. Elle consiste à diviser le temps "continu" de l'observation en un nombre raisonnable de périodes, de durée constante ou non, sans tenir compte des changements d'états individuels. On calcule ensuite la proportion de temps passé par les individus dans chacun des états possibles des variables longitudinales au cours de chacune des périodes de recodage. Le tableau de fréquences obtenu est ensuite soumis à l'analyse des correspondances. Telle quelle la technique reçoit sans aucun doute, selon l'expression de DEVILLE (1982), son "brevet de navigabilité" - sa justification théorique est solide et son champ potentiel d'application extrêmement vaste.

Pour construire un outil complet et d'un emploi aisé d'analyse typologique de données longitudinales basé sur l'AHQ, nous avons élaboré sous un logiciel standard (SAS) un programme paramétré qui enchaîne le recodage des données, l'analyse des correspondances et un processus de classification automatique permettant une caractérisation directe des différents types de trajectoires individuelles. L'application aux données comporte, comme on va voir, une série de choix, basés tour à tour sur des arguments d'ordre thématiques ou problématiques, théoriques ou méthodologiques, et enfin simplement empiriques.

• *Le temps de l'analyse*

L'analyse des données présentées dans la section précédente a été menée selon ce qu'on peut appeler le "temps biographique individuel", c'est-à-dire en suivant les individus depuis leur naissance jusqu'à l'âge atteint à la date de l'enquête. D'autres options auraient été possibles, comme le temps calendaire (démarrant à une date donnée) ou un temps biographique indépendant de l'âge (démarrant à un événement donné tel la première union, la sortie du ménage parental, ... etc.). Le choix du type de temps correspond à l'orientation thématique et problématique de l'exploitation des données. L'intérêt se porte sur le comportement de l'individu au cours de son cycle de vie et l'on cherche donc à former des classes regroupant des trajectoires individuelles semblables aux mêmes âges. Par ailleurs, si l'on fait l'hypothèse que les trajectoires résidentielles ne sont pas entièrement déterminées par les caractéristiques socio-démographiques (héritées à la naissance ou acquises à un instant donné) et qu'il existe un élément important lié aux choix personnels (la théorie de l'acteur des sociologues), le temps biographique individuel s'impose également. En effet, il permet seul de mettre en relation statistique, dans l'ensemble de l'échantillon ou dans chacune des classes de la typologie, les différents itinéraires résidentiels, familiaux, éducatifs ou professionnels, pour que s'exprime la cohérence des stratégies individuelles, même sous la contrainte des déterminations et des contextes économiques et sociaux.

L'option du temps biographique étant prise, il convient pour recoder les données de choisir une période d'analyse commune à tous les individus, quel que soit leur âge à la date de l'enquête. Si l'on souhaite conserver la totalité des étapes vécues, c'est l'âge atteint à la date de l'enquête par l'individu le plus vieux de l'échantillon (92 ans) qui fixe l'étendue de la période. Afin d'éviter que la partie finale du tableau soit presque totalement vide, nous avons préféré arrêter l'analyse à 65 ans pour la variable active (70 ans pour les variables illustratives, à l'exception de la carrière éducative arrêtée dès 45 ans).

• *Les données censurées*

Les individus n'ayant pas atteint cet âge sortent d'observation, donc des modalités prévues pour les variables longitudinales, à partir de leur âge à la date de l'enquête (phénomène appelé "censure à droite" dans le jargon de l'analyse longitudinale). On note au passage que le type de censure que l'on doit prendre en compte dépend du type de temps choisi pour l'analyse : avec un temps calendaire par exemple, les données seraient "censurées à gauche" pour les individus n'étant pas encore nés à une date donnée. La solution retenue pour cette première analyse est l'ajout d'une modalité spécifique à chacune des variables

longitudinales, dans laquelle l'individu entre dès qu'il est censuré. Ainsi l'ensemble des individus de l'échantillon sont "présents" dans le tableau tout au long de la période d'analyse, de 0 à 65 ans.

• *Le découpage du temps et le calcul des fréquences*

Comme on l'a dit en présentant la méthode, la mise en oeuvre de l'AHQ repose sur un découpage de la période d'analyse en un nombre "raisonnable" de périodes de recodage. Une fois ce découpage réalisé, deux solutions s'offrent pour construire le tableau des fréquences individuelles soumis à l'AFC :

- calculer pour chaque période de recodage, la proportion du temps total de l'analyse passé dans chaque état : la métrique est uniforme sur le temps, la somme de chaque ligne vaut 1;
- calculer la proportion du temps de chaque période passée dans chaque état : la métrique sur le temps est non-uniforme si les périodes de recodage n'ont pas une durée constante; la somme de chaque ligne est égale au nombre de périodes définies.

Du point de vue du calcul algébrique effectué lors de l'analyse factorielle, rien n'oblige à ce que les différentes périodes de recodage soient de même durée ou que la métrique sur le temps soit uniforme, bien au contraire. D'une part, plusieurs arguments, intuitifs et de théorie statistique, militent en faveur d'un découpage plus détaillé dans les périodes où les changements d'état sont nombreux. D'autre part, lorsqu'on s'intéresse aux stratégies résidentielle des individus, il semble naturel d'accorder plus d'importance aux changements qui surviennent à l'âge adulte, où la responsabilité de la décision revient dans la plupart des cas à l'individu, plutôt qu'aux changements de résidences antérieurs ou postérieurs, plus souvent décidés par des tiers. Mais en cette matière, il est possible, et très recommandé, de vérifier par l'expérience ces arguments théoriques ou intuitifs.

Nous avons tout d'abord testé un découpage uniforme de la période 0 - 65 ans en 13 segments quinquennaux, les fréquences étant calculées en proportion du temps total de la période analysée. Les résultats de cette première analyse (typologie en 22 classes) sont d'une part excessivement dominés par l'effet de l'âge à la date de l'enquête. D'autre part, les classes regroupant les individus jeunes sont peu homogènes et à l'inverse la description des groupes de population âgée est trop détaillée. Nous devons alors refaire deux analyses spécifiques sur l'ensemble des classes jeunes et sur celui des classes âgées.

L'examen de l'histogramme de distribution des changements d'état selon l'âge des individus permet de définir un découpage mieux adapté aux données en 15 périodes d'amplitude variable correspondant approximativement aux quantiles de la distribution : la fréquence d'occurrence des changements d'états dans chaque période varie de 4% à 8% du total. La précision est forte entre 13 et 25 ans, elle diminue avant et après.

Une démarche semblable à été appliquée pour les variables longitudinales de statut matrimonial, de co-résidence avec les enfants et de niveau d'éducation. Les autres variables illustratives longitudinales ont été recodées selon 12 périodes quinquennales de 0 à 59 ans et une treizième période de 60 à 70 ans.

Pour l'ensemble des variables, les fréquences du tableau soumis à l'analyse des correspondances sont calculées en proportion du temps de chaque période de recodage.

• *L'analyse factorielle*

Après suppression des colonnes entièrement nulles, c'est-à-dire avec aucun individu dans l'état au cours de la période, le tableau final recodé comprend 1031 lignes, 398 colonnes actives et 625 colonnes illustratives. L'analyse des correspondances fournit un histogramme de valeurs propres très plat. Ceci ne doit pas surprendre étant donné la structure du tableau : grand nombre de colonnes au regard du nombre de lignes et abondance de colonnes presque vides. Il faut considérer ici que le recodage adopté, s'il

conserve dans leur précision temporelle originale la totalité des durées de séjours des individus dans les états, sacrifie en revanche l'ordre chronologique des étapes puisque toute permutation des colonnes est indifférente pour le résultat de l'AFC. De ce fait, deux individus ayant des itinéraires strictement semblables mais simplement décalés d'une ou deux années, apparaissent très différents. Le tableau final tel qu'il est analysé peut donc être considéré comme très "bruité" par rapport à la structure des proximités qui nous intéressent, "bruitage" que l'on retrouve dans l'allure de l'histogramme des valeurs propres.

Néanmoins, l'interprétation des premiers facteurs est assez aisée et, s'il est vrai que la chronologie est perdue lors du recodage, elle structure si fortement les données (méta-information) qu'elle ressort sur tous les axes factoriels utiles. Par exemple, les trois premiers facteurs (9% environ de l'inertie du nuage), sont presque entièrement déterminés par les groupes de variables afférentes aux communes périphériques de Tabio (94% de l'inertie du premier facteur), Chia (56% de l'inertie du deuxième facteur et 30,2% de l'inertie du troisième) et Madrid (11,2% de l'inertie du second facteur et 60% de l'inertie du troisième). Le plan 1x2 montre le type de structure mise en évidence par ces premiers axes : les séquences de variables correspondant à une même commune sont regroupées, ordonnées chronologiquement le long des axes, elles correspondent à des sous-ensembles d'individus minoritaires mais très fortement caractérisés par chaque groupe de variables. Il s'agit, on l'aura deviné, des sous-groupes de l'échantillon stables dans ces communes : dans notre cas, trois groupes ayant vécu toute leur vie respectivement à Tabio, Chia et Madrid. A partir de l'ensemble des facteurs "interprétables", on parvient à identifier et caractériser l'ensemble des groupes stables de l'échantillon sans difficulté. Ces individus stables représentent à peu près 22% de l'échantillon (voir le résultat de la classification) et environ 52% de l'inertie expliquée par les 10 premiers facteurs. L'on peut, sur des critères empiriques, retenir ces 10 axes comme les facteurs "utiles"; ils totalisent 24,7% de l'inertie totale, le reste étant considéré comme du bruit.

Les schémas de mobilité qui caractérisent le reste des individus (donc la grande majorité de l'échantillon) sont moins faciles à mettre en évidence à partir de la seule interprétation des facteurs. Ce qui caractérise les axes, ce sont des associations de lieux qui témoignent de transitions fréquentes entre eux à certains âges. Nous n'avons plus, comme dans le cas de la stabilité, d'axes entièrement déterminés par un ou deux groupes d'individus aux trajectoires globalement semblables, mais seulement la mise en évidence d'un groupe ayant en commun une transition donnée à un âge donné. Ce genre de résultat, d'ailleurs typique de l'application de l'analyse harmonique qualitative aux données de calendriers, est insuffisant du point de vue de notre objectif. Pour parvenir à une première typologie, nous avons donc procédé à une classification des individus dans l'espace vectoriel des premiers facteurs de l'analyse des correspondances. Finalement l'analyse des correspondances a pour principal intérêt, mais c'est déjà beaucoup, d'éliminer de l'information de départ la majorité du bruit.

• *La classification*

Après plusieurs essais, en faisant varier le nombre de facteurs de 7 à 15 et en explorant les partitions jusqu'à 30 classes et plus, on constate que jusqu'à 10 facteurs la typologie gagne en précision puis, à partir du onzième facteur, la taille de la classe la plus importante augmente, même si l'on considère des partitions comprenant un grand nombre de classes dont beaucoup ont par conséquent des effectifs trop faibles. Sur cette base empirique, nous avons donc retenu l'espace vectoriel constitué par les dix premiers facteurs de l'AFC, et soumis le nuage des individus dans cet espace à des algorithmes de classification ascendante hiérarchique ou semi-hiérarchique (PROC CLUSTER - critère de Ward sous SAS, PROC SEMIS de SPADN). Les deux procédures donnent des résultats très proches et nous avons conservés ceux de SPADN qui présentent l'avantage d'optimiser la partition une fois choisi le nombre de classes.

La partition en 15 classes constitue le résultat typologique final. Elle est obtenue après coupure de l'arbre de classification et optimisation par ré-affectation des individus à la classe dont le centre de gravité est le plus proche; on maximise ainsi l'inertie inter-classes

(PROC PARTI de SPADN). Sur la base de ce critère, la partition explique 82% de l'inertie totale du nuage dans l'espace des dix premiers facteurs. Il apparaît donc que la démarche permet de prendre en compte la plupart de l'information significative, c'est-à-dire hors bruit, fournie par l'enquête.

• *La caractérisation des classes et la rédaction du commentaire*

Les coordonnées des centres de classes et les valeurs tests associées, ainsi que les individus les plus proches du centre de chaque classe peuvent fournir la base d'une interprétation "indirecte" des classes à partir des facteurs. Mais pour décrire la typologie, il est à la fois plus direct, plus précis et plus riche de revenir à la donnée originale recodée. En réaffectant sa classe d'appartenance à chaque individu de l'échantillon et en calculant les fréquences de séjours moyennes des individus de la classe dans chacune des modalités au cours de chaque période de recodage, on obtient le profil de mobilité de chaque classe résumé dans un tableau directement lisible et que l'on peut traduire graphiquement.

Pour que ces profils soient comparables entre eux, il faut éliminer l'effet des structures par âge différentes dans chaque classe, effet directement lisible dans l'importance prise par la modalité de censure à droite au fur et à mesure que l'on progresse dans l'âge. Pour ce faire, on calcule les fréquences par modalité d'état pour chaque âge sur l'ensemble des individus de la classe ayant atteint cet âge (c'est-à-dire hors individus censurés); le total de chaque colonne est ainsi normalisé à 100%. On obtient, avec la même technique, les profils de classes correspondant à chacune des variables longitudinales illustratives, profils comparables entre eux ainsi qu'au profil d'ensemble de l'échantillon.

Enfin, on peut éditer la série de tableaux croisés qui mettent en relation la typologie avec chacune des caractéristiques transversales des individus et des ménages retenues comme illustratives. Le pouvoir "explicatif" de chaque caractéristique transversale est résumé par la statistique du Khi2 associée au tableau et, pour structurer le commentaire, on repère les cellules du tableau ayant les contributions les plus fortes au Khi2 global.

Le commentaire est rédigé à partir de l'ensemble de ce matériel. On obtient, pour chaque classe, la description du comportement résidentiel des enquêtés et on dégage, s'il y a lieu, leur trajectoire spatiale spécifique. Cette trajectoire est mise en relation avec la succession des événements du cycle de vie qui permettent d'appréhender les variables longitudinales illustratives. Les caractéristiques démographiques et socio-économiques moyennes complètent la "carte d'identité" de la classe. Des hypothèses sur les dépendances et les inter-relations qui structurent la biographie des individus sont formulées et soumises à vérification. Enfin des propositions d'analyse complémentaires visant à approfondir ces résultats descriptifs sont faites.

En conclusion, si cette expérience d'application parvient à montrer l'intérêt et la grande richesse des données biographiques collectées pour décrire et analyser la mobilité spatiale des enquêtés, et mettre à jour les relations qu'elle entretient avec les trajectoires familiales et socioprofessionnelles, le mérite en revient bien sur à la qualité des données, mais également pour une bonne part à la méthode d'analyse. Nous sommes convaincus qu'elle constitue actuellement l'approche statistique la mieux adaptée à la phase **descriptive** de l'exploitation de ce type d'enquête et elle nous semble le préalable indispensable de toute démarche modélisatrice à l'ambition plus "explicative".

2.2. Présentation d'un manuel de mise en pratique de l'analyse démographique des biographies

• *Les principes de l'analyse démographique des biographies*

L'analyse démographique des biographies permet d'étudier l'arrivée au cours du temps d'un ou plusieurs phénomènes démographique **en interaction**, en faisant intervenir simultanément un grand nombre de caractéristiques individuelles qui peuvent elles-mêmes se modifier au cours du temps⁸. Elle fournit une réponse appropriée à certains problèmes que l'analyse longitudinale classique posait.

Le premier problème est lié à la formalisation statistique insuffisante de l'analyse longitudinale. En effet, celle-ci tant qu'elle travaillait sur des cohortes de taille importante n'avait pas à se préoccuper de calculer des **variances** pour les quotients estimés. Néanmoins dès que l'on dispose de populations de plus faible taille, sous-populations spécifiques ou échantillons d'enquêtes rétrospectives ou prospectives, il devient nécessaire d'estimer ces variances pour pouvoir comparer des populations différentes et avoir une idée de la précision des estimations ainsi faites. L'analyse biographique en replaçant ces calculs dans un cadre statistique strict et qui est beaucoup plus complexe que l'on peut le penser *a priori* (Andersen et al., 1993)⁹, permet de résoudre ce problème.

Le second problème vient de l'**hétérogénéité** des cohortes sur lesquelles on travaille. L'une des hypothèses de base de l'analyse longitudinale classique, est que l'on observe une cohorte homogène. Cette hypothèse n'étant généralement pas vérifiée, l'analyse classique va devoir désagréger la population initiale en sous-populations plus homogènes, selon divers critères qui peuvent parfois se référer à l'avenir. L'analyse biographique offre une possibilité de prendre en compte cette hétérogénéité entre les individus du groupe étudié, sous certaines hypothèses. Elle permet en plus de faire dépendre du temps cette hétérogénéité qui peut changer au cours de la trajectoire des individus. Les comportements sont décrits et expliqués grâce aux éléments que l'on connaît de leur passé sans référence à leur avenir.

Un troisième problème vient des **interactions** qui existent entre les divers phénomènes étudiés. L'hypothèse faite lors d'une analyse longitudinale classique, d'une indépendance entre phénomènes perturbateurs et phénomènes étudiés, ne tient plus. L'analyse biographique offre une possibilité de prendre en compte cette perturbation et d'étudier comment la survenue d'un événement (la migration vers les métropoles par exemple) peut modifier la probabilité de survenue d'un autre événement (la nuptialité et la fécondité dans l'exemple cité) (Courgeau, 1987)¹⁰. En incorporant la dimension temporelle des divers événements les uns par rapport aux autres, cette analyse respecte aussi leur ordre d'arrivée dans le temps.

La dimension fondamentale d'une analyse biographique, appelée aussi analyse de durée, est donc le **temps** qui marque la définition de la cohorte étudiée et la survenue des divers événements les uns par rapport aux autres. Cette dimension introduit des problèmes statistiques particuliers et très complexes qui n'ont été résolus, en partie que récemment grâce aux théories des martingales en temps continu, à l'intégration stochastique et aux théories des processus de comptage.

⁸ Voir : - D. COURGEAU, E. LELIEVRE, 1989.- *Manuel d'Analyse Démographique des Biographies*, coll. de l'INED, PUF, 268 p.

- E. LELIEVRE, A. BRINGE, D. COURGEAU, 1996.- *Pratique de l'analyse démographique des biographies*, 104 p.

⁹ P. ANDERSEN, O. BORGAN, R. GILL, N. KEIDING, 1993.- *Statistical models based on counting processes*, Springer-Verlag, New-York, 768p.

¹⁰ D. COURGEAU, 1987.- "Constitution de la famille et urbanisation", *Population*, vol 42, n°1, pp.57-82

En conséquence des principes énoncés ci-dessus, une première information nécessaire pour une analyse biographique (très minimaliste, il est vrai) est l'observation de l'arrivée d'un phénomène, mesurée par une durée. L'observation des trajectoires individuelles fournit en effet la description d'événements dont on va étudier, entre autres, la répartition dans le temps au sein d'une population donnée. Il sera ensuite nécessaire de faire intervenir l'effet de caractéristiques individuelles sur cette durée.

• *Les objectifs du présent document*

Divers logiciels permettent d'entreprendre une analyse biographique, lorsque l'on dispose de données qui s'y prêtent. Nous avons donc mené une comparaison systématique des performances de trois logiciels très utilisés, couramment disponibles : **S.A.S.** **T.D.A.** et **S.T.A.T.A.**.

Néanmoins l'objectif de cette comparaison est moins d'établir un score mesurant très précisément les qualités informatiques comparées, mais plutôt de présenter aux utilisateurs potentiels la programmation de base d'une même analyse conduite avec ces divers logiciels, d'en expliquer les caractéristiques ainsi que la variété des résultats obtenus et de comparer les sorties graphiques disponibles. Le but est de fournir à l'utilisateur un guide qui lui permette de faire un choix pertinent selon ses propres contraintes et ses objectifs.

Selon cette logique, nous n'avons pas restreint la présentation aux analyses les plus élaborées mais nous nous sommes surtout attachés à décrire la marche à suivre dans le cas d'une analyse la plus simple possible ainsi que toutes les étapes intermédiaires avant de parvenir aux analyses plus sophistiquées.

Ainsi cet ouvrage permet à de plus nombreux chercheurs de mettre en oeuvre une méthodologie assez complexe en disposant de "garde-fous". Dans le projet Bogota-Delhi où une comparaison de résultats obtenus avec des méthodes différentes (approche descriptive *versus* approche stochastique) est envisagée cela permettra de conduire ces analyses avec plus de facilité simultanément dans les différents lieux.

2. 3. L'analyse biographique des unités collectives : L'entourage, une nouvelle entité pour l'analyse de l'évolution des structures sociales

Le passage de l'individu à un groupe plus complexe est une étape nécessaire de la réflexion méthodologique. Dans une perspective biographique l'étude d'un groupe plus complexe (ménage ou famille) se propose de révéler la logique d'influence que deux strates exercent l'une sur l'autre. Elle veut mettre en évidence le pouvoir du groupe sur le devenir d'un individu ; et réciproquement comment l'acteur individuel peut influencer une action collective. Cette démarche se place donc dans une optique différente de la description des différents types de familles et de l'étude de l'évolution de leur répartition. En revanche elle partage ses préoccupations avec l'étude des conséquences démographiques de l'évolution de la structure des ménages et de la famille dans ses deux aspects : les changements de l'environnement familial des individus au cours du cycle de vie et réciproquement, les effets des caractéristiques du ménage et de la famille sur les processus démographiques individuels.

Aussi avons nous entamé une réflexion plus théorique sur l'entité à prendre en considération. L'approche biographique nous avait en effet amené à reformuler les bases de l'analyse démographique en termes d'analyses de processus stochastiques complexes (Courgeau et Lelièvre, 1989)¹¹, où chaque trajectoire individuelle est replacée dans le contexte le plus large possible. Notre démarche a, cette fois, constitué à identifier l'entourage influant et influencé par l'individu en repérant les agents marquants. L'hypothèse étant que la destinée des individus résulte, dans une mesure variable selon les

¹¹ D. COURGEAU, E. LELIEVRE, 1989.- *Manuel d'Analyse Démographique des Biographies*, coll. de l'INED, PUF, 268 p.

personnes et les périodes, de l'influence qu'ils subissent de la part des individus de leur entourage et en retour de celle qu'ils exercent sur ces individus.

Notre objectif a été double : réinsérer le ménage dans le groupe familial afin de comprendre son rôle dans les stratégies sociales des individus et d'en saisir la dynamique en réintroduisant la dimension temporelle (Bonvalet et Lelièvre, 1995)¹². En effet, le système d'influence a pour support, d'une part, le cadre des ménages successifs auxquels l'individu a appartenu (ce qui implique une résidence commune) et, d'autre part, hors de ce cadre d'individus clefs, en fonction de liens qui sont centrés sur l'alliance et la filiation ; le tout constituant l'entourage des individus.

Une telle analyse permet de poursuivre l'interprétation des comportements individuels considérés pour l'instant indépendamment de leur contexte familial et social. Il s'agit, d'une part, de prendre en compte la dimension intergénérationnelle dans l'analyse des pratiques tant résidentielles que professionnelles et même démographiques, et d'autre part, d'identifier les interactions qui s'établissent entre les individus et leur entourage. Cette recherche, qui en est à un stade très expérimental, a pour premier objectif de permettre de générer les données nécessaires à la mise en oeuvre d'une analyse biographique de l'entourage des individus en proposant les principes de collecte d'une enquête à venir de l'Ined.

Dans des travaux précédents menés en Inde dans le cadre de l'étude des migrations vers les villes moyennes (Dupont & Lelièvre, 1993)¹³, la prise en compte des stratégies du réseau familial dans lesquelles s'inscrit toute mobilité individuelle a effectivement permis de mettre en évidence un cadre d'analyse extrêmement pertinent. Dans les enquêtes menés à Bogota, la description précise de la composition des ménages de l'enquêté et de la localisation de ses proches permet une nouvelle exploration de l'entourage. A Delhi, on dispose également, bien que de façon plus ponctuelle de la localisation du réseau des individus.

¹² C. BONVALET, E. LELIEVRE, 1995.- "Du concept de ménage à celui d'entourage: une redéfinition de l'espace familial", *Sociologie et Sociétés*, n° spécial *Une nouvelle morphologie sociale*, vol 27, n°2, pp.177-190.

¹³ V. DUPONT, E. LELIEVRE, 1993.- "La ville, antenne des villages, observations indiennes", communication à la Conférence AIDELF, mai 1990, Rabat, Maroc, in *Croissance démographique et urbanisation. Politiques de peuplement et aménagement du territoire*. N°5, PUF. pp.117-130.

Du concept de ménage à celui d'entourage : une redéfinition de l'espace familial



CATHERINE BONVALET et ÉVA LELIÈVRE

Les changements qui se sont opérés depuis plusieurs décennies dans la société ont conduit un certain nombre de chercheurs à réfléchir sur les outils et catégories d'analyses qui permettent d'appréhender la « nouvelle morphologie sociale ». Dans le domaine de la famille, la démographie dispose d'une gamme d'outils et de concepts traditionnels qui sont nécessaires pour décrire l'évolution des structures familiales, mais qui rencontrent néanmoins certaines limites lorsque l'on veut saisir la réalité familiale.

Dans la majorité des analyses économiques et socio-démographiques, le concept de ménage est l'élément clé qui permet aux statisticiens, démographes et économistes de relier les domaines de la famille à ceux de la consommation, du logement ou de l'équipement. *A priori*, l'utilisation du concept de ménage pouvait ne poser aucun problème, on ne « discute pas l'indiscutable », comme l'écrit Alain Desrosières (1993). Néanmoins, dès que l'on essaie d'élaborer une approche dynamique des nouvelles configurations socio-démographiques, l'ambiguïté et les limites des concepts de famille et de ménage apparaissent clairement, entraînant une tension entre les données disponibles, l'opérationnalité des catégories d'analyse et leur flou conceptuel, voire sémantique. Alain Desrosières a bien décrit cette tension : « l'espace de l'information statistique est particulièrement significatif si on souhaite étudier ce qui rend à la fois possible et impossible un espace public¹. La tension entre le fait que cette information prétende être une référence du débat, et que, cependant, elle puisse toujours être remise en cause et devenir ainsi l'objet du débat, porte en elle une des difficultés majeures pour penser les conditions de possibilité d'un tel espace. »

Dans la littérature socio-démographique, on dispose de deux concepts : ménage et famille, pour appréhender les configurations familiales. Même si dans la période d'après-guerre, la notion d'identité famille-ménage a revêtu son sens le plus fort à travers l'émergence d'un modèle familial unique, la famille nucléaire, cette dernière s'ajustant alors parfaitement à l'unité statistique ménage, ces deux concepts nous paraissent actuellement inadaptés. D'une

1. A. DESROSIÈRES (1993) définit « l'espace public en tant qu'espace à l'intérieur duquel les questions de la cité peuvent être soumises à un débat public, à partie liée avec l'existence d'une information statistique accessible à tous ».

part, ils ne sont pas à même de saisir ce qui se passe réellement « du côté des familles », c'est-à-dire de décrire les stratégies de mobilité et de reproduction sociale mises en œuvre au sein de la parenté. D'autre part, le fait que la famille soit définie en France (et dans beaucoup d'autre pays) dans le recensement à partir de la co-résidence a introduit et fait perdurer l'ambiguïté entre ménage et famille².

Comme l'a rappelé Jean-Louis Flandrin : au XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, « le concept de famille était écartelé entre l'idée de co-résidence et l'idée de parenté que l'on trouve soudées dans la définition devenue la plus courante aujourd'hui. Le mot évoquait, en effet, beaucoup plus fréquemment un ensemble de parents qui ne résidaient pas ensemble, et désignait couramment aussi un ensemble de co-résidents qui n'étaient pas nécessairement liés par le sang ou le mariage » (Flandrin, 1976). Ce n'est en fait qu'au XIX^e siècle que les idées de co-résidence et de parenté proche se trouvent liées dans le concept de famille.

L'ambiguïté qui existe donc entre les notions de famille et de ménage, et qui contribue au flou conceptuel, résulte en grande partie des données disponibles. Ainsi, une famille, telle qu'elle est le plus usuellement repérée par les statistiques démographiques, se limite aux personnes apparentées co-résidentes. Deux parents divorcés assumant la garde conjointe de leurs enfants qui résident alternativement au domicile de chacun des ex-conjoints ne forment donc pas une famille en ce sens qu'ils ne constituent pas un ménage.

L'objectif de notre recherche est double. Il s'agit de réinsérer le ménage dans le groupe familial afin de comprendre son rôle dans les stratégies sociales des individus et d'en saisir la dynamique en réintroduisant la dimension temporelle.

L'approche biographique devrait permettre de dépasser la vision classique du ménage et de la famille et d'étudier ainsi au cours de la vie l'évolution du groupe familial de l'individu. C'est d'ailleurs cette approche qui a conduit des chercheurs à reformuler les bases de l'analyse démographique en termes d'analyses de processus stochastiques complexes (Courgeau et Lelièvre, 1989). Chaque trajectoire individuelle est replacée dans le contexte le plus large possible et l'analyse de chaque événement démographique peut alors tenir compte des processus adjacents ou concurrents que subit l'individu au même moment. Par ailleurs, l'étude de la dynamique des groupes familiaux consiste à étudier leur évolution de la date t à la date $t + 1$, ainsi que l'analyse des variations de leur taille et de leur composition au cours du temps. Notre démarche nécessite donc d'abord le repérage univoque d'une entité de taille et de composition variable en évolution. Si l'histoire des familles a trait à l'évolution des relations conjugales et consanguines avec l'âge des individus, celle des ménages est résolument au croisement de l'histoire des individus et des lieux. On se propose d'identifier l'entourage influent et influencé par l'individu en repérant les agents marquants. L'hypothèse étant que la destinée des individus résulte, dans une mesure variable selon les personnes et les périodes, de l'influence qu'ils subissent de la part des individus et en retour de celle qu'ils exercent sur ces individus.

Il s'agit donc de tenter une *construction* dissociant la dynamique de l'entourage des personnes, dans la mesure où nous nous sommes donné comme objectif de mesurer :

- (1) l'influence de l'individu sur le groupe ;
- (2) l'influence du groupe sur l'individu,

ces dernières étant repérées à partir de la *position* de l'individu dans le cercle de ses parents et de ses proches ainsi que les *types de cohabitation* dans lequel il est, et a été impliqué.

L'influence de l'individu que l'on envisage dans une telle analyse démographique peut se manifester dans sa propension à agrandir le groupe (en devenant parent, par exemple) ou

2. On ne peut nier le rôle des institutions statistiques dans la construction de l'entité famille. À ce sujet, Pierre BOURDIEU (1993) écrit : « la définition dominante, légitime, de la famille normale (définition qui peut être explicite, comme le droit ou implicite, comme par exemple dans les questionnaires de l'INED ou de l'INSEE consacrés à la famille) repose sur une constellation de mots : maison, maisonnée, *house*, *home*, *household*, qui sous apparence de la décrire, construit en fait une réalité sociale. Selon cette définition, la famille est un ensemble d'individus apparentés liés entre eux soit par l'alliance (le mariage), soit par la filiation, soit plus exceptionnellement, par l'adoption (parenté) et vivant sous un même toit (cohabitation) »

encore par le fait que sa mobilité va induire le déplacement d'autres personnes et sans doute la réorganisation dans l'espace du réseau des proches. Quant au type de cohabitation (le fait d'habiter ou non avec ses parents, des amis, ses enfants), il va réciproquement influencer sur la mobilité, la fécondité, etc., de l'individu. En effet, le système d'influences a pour support, d'une part, le cadre des ménages successifs auxquels l'individu a appartenu (ce qui implique une résidence commune) et, d'autre part, hors de ce cadre des individus clefs, en fonction de liens qui sont centrés sur l'alliance et la filiation ; le tout constituant l'entourage des individus.

Pour aller plus loin dans notre questionnement méthodologique, il nous a paru nécessaire de revenir à la fois sur les concepts et les données dont on dispose. Dans un premier temps, nous procéderons à un réexamen critique des concepts de ménage et de famille dans le but de mieux préciser la notion d'entourage. Dans un deuxième temps, nous analyserons les données disponibles sur les relations familiales saisies à un moment donné ainsi que sur l'évolution du groupe domestique au cours de l'existence. C'est en effet à la lumière de ces résultats que nous pourrons justifier l'entité que nous préconisons et les termes de son analyse.

1. PRIVILÉGIER LES FAMILLES, PRIVILÉGIER LES MÉNAGES ?

1.1. LES LIMITES DES CONCEPTS DE MÉNAGE ET DE FAMILLE

Examinons tout d'abord les définitions du ménage. Défini en France comme le groupe d'individus habitant sous le même toit, le ménage est une unité statistique repérée à un moment donné selon un critère de résidence. C'est donc une entité transversale dont les caractéristiques sont observées en un instant précis, unique. Le ménage constitue la plus complexe des unités primaires associant les individus (Kuijsten et Vossen, 1988) et permet de prendre en compte l'ensemble des cas de figure : de la personne vivant seule au groupe de personnes non-apparentées vivant sous le même toit en passant par les familles co-résidentes.

Du point de vue des données, la notion de ménage, tout du moins en transversal, semble *a priori* très opérationnelle. En effet, le groupe pris en considération est facilement repérable à une date donnée, et la description du ménage est un préalable incontournable dans les principales enquêtes nationales (recensements, enquêtes sur l'emploi), ce qui assure au moins la disponibilité d'informations sur la structure des ménages et permet des comparaisons à différentes dates. Cependant, c'est une unité statistique complexe de caractère économico-social dont la définition varie d'un pays à l'autre. En résumé, le concept de ménage fait appel, selon les pays, à différentes dimensions de la vie quotidienne :

- 1) la résidence
- 2) la filiation et l'alliance
- 3) le genre de vie, en particulier le repas quotidien
- 4) la communauté des revenus
- 5) la communauté de consommation.

On distingue ainsi, pour les pays industrialisés, les deux notions, le ménage-foyer et le ménage-habitation. Si l'on retient la première notion, un logement peut contenir deux ménages-foyers (par exemple, une famille et un sous-locataire occupant une pièce de la maison ou de l'appartement sans qu'il y ait partage). Au contraire, dans la définition ménage-habitation, le logement ne contient qu'un ménage³.

La complexité de la notion de ménage apparaît donc clairement. À ces difficultés s'ajoutent celles qui résultent du fait qu'à travers le concept de ménage-logement, on poursuit, nous semble-t-il, trois objectifs :

3. « En France, la définition du ménage coïncide avec celle du logement comme l'escargot et sa coquille » (LE BRAS 1979.)

1. décrire le parc de logement⁴, en distinguant les résidences principales, les résidences secondaires et les logements vacants dans les différents recensements, afin de suivre l'évolution du confort des logements ou encore l'évolution des statuts d'occupation (par exemple la diffusion de la propriété au sein des catégories sociales),
2. trouver l'unité pertinente de décision au sein d'un groupe d'individus pour pouvoir étudier la façon dont les choix s'opèrent en matière de logement, d'équipement en biens durables et de consommation. Le ménage est donc défini en économie à partir de la notion d'unité de consommation qui tient compte non seulement de la taille du ménage, mais également de l'âge de ses membres⁵,
3. décrire le système familial dans le but de cerner cette « famille insaisissable » dans les statistiques. Pour cela, on cherchera à identifier dans le ménage les différents types de familles qu'il peut inclure, en définissant les familles principales et éventuellement les familles secondaires ; à l'intérieur de celles-ci, on reconstitue les noyaux biologiques par l'analyse des liens entre les différents membres du ménage et son chef.

Les deux derniers objectifs sont, nous semble-t-il, de plus en plus difficiles à atteindre à partir de l'entité-ménage, c'est-à-dire en se restreignant au cadre de la résidence commune. Cette manière d'aborder la famille n'est pas nouvelle. Les deux typologies suivantes, qui illustrent le glissement conceptuel fréquent du ménage à la famille, montrent que l'étude de la morphologie sociale et familiale à partir du cadre du ménage est également discutable pour l'étude des sociétés anciennes.

L'un des précurseurs dans l'élaboration de typologies de familles est Le Play (1879). Celui-ci a étudié minutieusement la vie des familles et converti en chiffres leurs habitudes quotidiennes en établissant des budgets familiaux. À partir de ces « monographies », il a distingué plusieurs catégories de familles (Le Play, 1901) : trois types principaux, dont deux extrêmes, la famille patriarcale et la famille instable, et un intermédiaire, la famille-souche.

1. La famille patriarcale est celle où tous les fils, mariés ou non, s'établissent au foyer paternel et dans laquelle les propriétés restent indivises entre les membres. Pour Le Play, le type patriarcal « maintient, dans le régime du travail et dans l'ensemble des rapports sociaux, l'attachement au passé plus que la préoccupation de l'avenir, l'obéissance plus que l'initiative ».
2. La famille instable est celle que les enfants quittent lorsqu'ils deviennent autonomes financièrement pour former eux-mêmes à leur tour une autre famille instable. Cette famille instable, « quand elle se multiplie sur un sol complètement défriché, livre ainsi les populations déchues à un état perpétuel de souffrance. Elle engendre ces agglomérations redoutables que l'histoire ne nous a offertes à aucune autre époque ».
3. Dans la famille-souche, un seul des enfants reste auprès des parents et cohabite avec eux et avec ses propres enfants. « La famille-souche garde dans leur intégrité, au foyer paternel, les habitudes de travail, les moyens de prospérité et le trésor d'enseignements utiles légués par les aïeux. Elle devient un centre permanent de protection auquel tous les membres de la famille peuvent recourir dans les épreuves de la vie. Grâce à cet ensemble de traditions, le troisième type donne aux individus une sécurité inconnue dans le second et une indépendance incompatible avec le premier. »

On ne rentrera pas ici dans les débats qu'ont suscités les thèses de Le Play. Notons simplement que Peter Laslett a critiqué la conception évolutionniste qu'on retrouve de Le Play à Parsons, selon laquelle la disparition des structures complexes est attribuable au progrès industriel et à l'individualisme. Il réfute l'universalité de la famille nucléaire et

4. Le ménage va devenir l'équivalent du logement qui, sous l'influence des hygiénistes et des spéculateurs urbains, commence à apparaître dans la statistique. On se met à compter les cuisines, les pièces, les commodités et l'on y loge le ménage sans autre détail que le nombre de ses membres. » LE BRAS, 1979 *op. cit.* (note 3.)

5. Dominique STRAUSS-KAHN (1977) définit le ménage comme la représentation instantanée de la famille. Cette définition tout à fait contestable, est à l'origine de nombreuses confusions et interprétations abusives, sur lesquelles nous reviendrons.

l'attachement aux grandes familles. Selon lui, la famille nucléaire ne serait pas le produit de l'industrialisation et de l'urbanisation mais aurait toujours existé (Flandrin, 1976).

Pour Peter Laslett, le ménage simple correspond à la famille nucléaire, famille élémentaire ou encore famille biologique. Il s'agit de deux individus mariés vivant ensemble, qui forment le noyau familial. La famille élargie est une famille conjugale à laquelle s'ajoutent des membres apparentés par un autre lien filial direct. La famille étendue est constituée par un ensemble d'individus apparentés qui entretiennent des relations étroites sans pour autant vivre ensemble. Peter Laslett (1972a et 1972b) emploie l'expression « groupes domestiques » et propose la typologie suivante :

1. les groupes domestiques dits « sans structure familiale », qui regroupent les personnes seules et les personnes sans lien de parenté dans un même logement ;
2. les groupes domestiques simples, qui correspondent à la cellule familiale contemporaine. Ils sont composés soit du couple et de ses enfants (famille nucléaire), soit d'un parent veuf ou séparé et de ses enfants ;
3. les groupes domestiques « étendus », composés des membres du ménage simple auquel s'ajoutent des parents ascendants, descendants ou collatéraux ;
4. Les groupes domestiques « multiples », où cohabitent plusieurs familles apparentées. À l'intérieur de cette catégorie, l'attribution du statut de chef joue un rôle distinctif. Dans le cas où le pouvoir est assuré par le couple âgé, le couple des enfants mariés obéissant à l'autorité paternelle, il s'agit de la famille-souche de Le Play ; Dans le cas où les familles constituées par les frères et sœurs mariées sont toutes de la même génération, on a affaire à la configuration de frêrèche.

Ce réexamen des notions utilisées au cours du temps ne vise pas à remettre en cause systématiquement le concept de ménage mais, bien au contraire, à préciser son usage afin d'éviter des glissements sémantiques. La question qui se pose est de savoir en quel sens on évoque la famille lorsque, pour l'étudier, on utilise le concept de ménage.

En effet, le terme de famille ne désigne pas seulement les liens parents-enfants. Il désigne plus généralement les liens de sang et d'alliance entre les individus, fussent-ils lointains, comme des cousins ou cousines au second degré. Sans remettre en cause l'approche statistique, dont les limites proviennent des données disponibles, on peut cependant souligner qu'à vouloir décrire la famille par le ménage, on nie cela même qui la constitue : les liens de sang. Ainsi, en France, une veuve et son petit-fils ne sont pas considérés comme une famille, alors que deux concubins, quelle que soit la durée de leur union (n'eût-elle que deux mois au moment du recensement) sont considérés comme formant une famille. Les liens entre collatéraux ne sont pas reconnus ; par exemple, deux frères vivant ensemble sont considérés comme un ménage sans famille.

En résumé, le véritable problème est de donner un rôle central à la résidence dans la définition de la famille — parce que l'usage du mot « famille », dont l'acception est plurielle, prête à confusion — et dans l'interprétation qui en est faite. Car dans les études statistiques, la description des structures familiales va servir de point de repère à l'analyse des familles (Villac ; M. 1991 ; Durr, (1991). Cette approche comporte un risque non négligeable d'assimiler famille et ménage (Audirac, 1985), c'est-à-dire de réduire la famille à cette unité statistique que l'on observe dans les enquêtes et les recensements. Sous cet angle, la famille apparaît comme un sous-ensemble du ménage (Lefranc, 1995), alors qu'on peut inverser les termes et penser que le ménage n'est qu'un sous-ensemble de la famille.

1.2. UN NOUVEAU CONCEPT : L'ENTOURAGE

Cette discussion des diverses typologies et de l'utilisation qui en est faite pour l'étude des formes familiales a permis de mettre en lumière les limites de ces concepts pour l'analyse des structures. Ces notions, toutes deux tributaires dans leur utilisation du cadre de la co-résidence, occultent l'influence du réseau dont dispose chaque individu. En adjoignant au cadrage du ménage, ainsi que nous le préconisons, la prise en compte des liens familiaux en

dehors du ménage, l'ambiguïté et les glissements problématiques que nous avons décelés entre les deux notions, famille et ménage, disparaissent. Cette nouvelle infrastructure conceptuelle que nous appelons *entourage* et qui, de prime abord, pouvait paraître moins praticable que les deux autres notions plus couramment utilisées ; contribue en fait à clarifier l'analyse en distinguant clairement la sphère d'influence des co-résidents de celle issue des liens d'alliance et de parenté qui peut s'exercer en dehors du cadre du ménage. L'entourage a l'avantage de ne se limiter ni au groupe des co-résidents, ni uniquement à ses parents. La construction théorique que nous proposons ici a de plus l'ambition non seulement de repérer le système d'influence à un moment donné, mais également de permettre de suivre l'évolution de la structure.

La complexité de l'objet d'analyse, surtout dans sa dimension longitudinale, implique que tout schéma descriptif de l'évolution de l'entourage d'un individu repose — au moins au début de l'analyse — sur un certain nombre d'hypothèses simplificatrices pour rendre ce schéma opérationnel. Nous proposons donc les définitions suivantes :

- La *position* de l'individu peut schématiquement être décrite par le fait que celui-ci est ou non parent (relation consanguine), et d'autre part qu'il entretient une relation de couple ou chemine seul (existence ou non d'un lien conjugal révocable), selon les dimensions identifiées par Henry (1972) et reprises par Ryder (1985).
- Les *types de cohabitations* auxquelles participe l'individu sont de nature très diverse et vont être culturellement très marquées. On peut se limiter par exemple à repérer des types simples : le fait de vivre avec ses ascendants, avec ses enfants, en association conjugale ou seul. On doit y adjoindre les situations plus complexes : avec des pairs (y compris des collatéraux) et avec à la fois enfants et ascendants ou pairs, avec des personnes non-apparentées...
- L'*entourage* « minimal » qu'il convient alors de suivre est formé de l'ensemble des membres du ménage ainsi que des enfants non co-résidents de l'individu et du conjoint co-résident. On préserve ainsi les deux dimensions fondamentales de la famille : les liens consanguins (de filiation directe) et les liens conjugaux (dans un premier temps, seuls les liens conjugaux co-résidents sont retenus). On retient également le groupe domestique des co-résidents d'ego.

Le schéma peut se compliquer tout de suite si l'on inclut dans l'entourage les non co-résidents suivants : les ascendants (l'autre filiation directe), les personnes à charge financièrement ou moralement et les personnes privilégiées, ces deux dernières catégories sortant des dimensions classiques de la démographie.

Les rôles se combinent de façon complexe ; en effet, la position de parent/enfant demeure quels que soient les changements conjugaux (multiplication des périodes de vie de couple) ou les changements résidentiels. Ainsi, on cherchera à recueillir les informations sur le père des enfants de l'enquêtée même après la séparation. En revanche, si on fait l'hypothèse de l'égalité des individus dans leurs associations de couple, au sens où une fois les unions sans enfant dissoutes, on ne reconnaît aux conjoints séparés aucune prérogative l'un vis-à-vis de l'autre, la destinée de l'ex-conjoint n'est alors pas suivie. Selon cette convention, seul persiste comme lien significatif la responsabilité qu'impliquent les liens consanguins. Il convient, en effet, dans une étude longitudinale de l'entourage des individus, de conserver l'enregistrement de toutes les relations consanguines immédiates (filiations directes), dans la mesure où l'on estime qu'elles ont une influence sur les comportements individuels, et réciproquement dans la mesure où l'individu détermine en grande part leur destinée, qu'il y ait co-résidence ou pas. Faire cette hypothèse revient à « perdre la mémoire » des unions passées qui sont restées stériles (puisque l'on ne s'intéresse pas au devenir de l'ex-conjoint) et à ne « conserver que les enfants⁶ ». Ceci reflète l'asymétrie des liens conjugaux et consanguins.

6. Si l'on « suit » une jeune femme, on répertorie sa première cohabitation et les caractéristiques de ce premier conjoint durant celle-ci. À leur séparation, alors qu'ils n'ont pas eu d'enfants, on cesse de recueillir des informations sur le devenir du jeune homme. Peu de temps après, cette jeune femme se remet en couple avec un homme qui a des enfants d'une union antérieure, on recueille alors les caractéristiques de ces enfants et donc incidemment celles de l'ex-partenaire du nouveau conjoint de la jeune femme.

Non seulement ce nouveau concept permettrait-il d'éviter les glissements sémantiques que nous avons repérés dans l'utilisation des concepts de famille et de ménage, mais également, cette nouvelle infrastructure méthodologique donnerait des deux « crises de la famille » une lecture différente de la lecture usuelle, en faisant l'hypothèse qu'elles sont avant tout des transformations des modes de cohabitation :

- le passage de la famille complexe à la famille nucléaire, dénoncé par le Play et les moralistes du XIX^e siècle, combat repris par T. Parsons aux États-Unis en 1955⁷,
- puis la baisse de la proportion des familles nucléaires, avec la montée du nombre des personnes seules, la cohabitation hors mariage et l'augmentation des divorces et des séparations⁸.

Dans les deux cas, il ne semble pas que l'on puisse affirmer de manière certaine que la famille (au sens de « famille étendue », selon la définition de Peter Laslett) ait connu de crise profonde⁹, même si les périodes de grandes migrations ont eu pour conséquence, dans un premier temps, de distendre les liens entre les différents membres de la parenté¹⁰.

Ces différentes interprétations de l'évolution des structures familiales montrent bien qu'une certaine prudence s'impose dans l'utilisation du terme de « ménage » ainsi que celui de « famille », si l'on veut éviter la confusion. Le glissement que l'on voit très souvent s'opérer dans les articles et ouvrages comporte fréquemment, comme on l'a vu chez Le Play, une connotation idéologique et morale. Celle-ci est d'ailleurs souvent inconsciente, mais les mots ne sont pas neutres¹¹. Des grands types familiaux, on en vient à une hiérarchie des liens familiaux, forts dans les ménages complexes et faibles dans les familles nucléaires ou monoparentales. Or seule la connaissance de l'entourage permettra de déceler la force, le rôle et la pérennité des relations co-résidentes ou non.

À ce stade de l'analyse, il apparaît clairement que le ménage n'est pas véritablement l'unité pertinente d'observation de la famille. En effet, avec les divorces, les séparations, les

7. Les auteurs (PARSONS et BALES) décrivent en fait l'isolement structurel de la famille moderne et le recul des liens intergénérationnels, qui se traduisent par l'abandon des valeurs morales et familiales et par la non-transmission d'un patrimoine familial.

8. Les travaux de Monique BUISSON et Jean-Claude MERMET (1988) ont montré que la séparation ne remet pas systématiquement en cause le couple parental : « Pratiques sociales de l'habitat et dynamiques de la divortialité », dans *Transformations de la famille et habitat* (C. Bonvalet, P. Merlin, dir.), Paris, INED, DREIF, IDEF, *Travaux et Documents*, Cahier n° 120, 1988.

9. T. PARSONS a précisé, pour répondre aux critiques faites sur sa thèse de l'adéquation de la famille nucléaire aux caractéristiques de la société industrielle et urbaine, que le concept de famille nucléaire était isolée en termes de structure (citée par M. SEGALIN, 1993). De nombreux travaux, notamment aux États-Unis et en Grande-Bretagne, ont montré par la suite, que les familles nucléaires n'étaient pas isolées (T. CAPLOWX, H. BART ET B. CHADWICK, 1982 ; M. YOUNG, P. WILLMOTT, 1957).

10. La réponse de Philippe ARIÈS à Richard SENNETT, dans la postface de la réédition du livre de ce dernier (1980), illustre bien le débat qui a agité sociologues et historiens de la famille. Pour Sennett, la famille étendue-ouverte, minoritaire, est plus entreprenante, plus mobile et participe mieux au dynamisme économique que la famille nucléaire fermée. Et Philippe Ariès de conclure que « les nouvelles attitudes [de la jeunesse...] ne bouleversèrent pas le modèle intense-fermé, hérité du début du siècle, mais elles le corrigèrent par une reconstitution (ou une récupération) du milieu des familles minoritaires étendues de l'Union Park de R. Sennett, c'est-à-dire par le réseau des parents, de leurs enfants mariés, frères et sœurs célibataires ou mariés ».

11. L'expression « familles monoparentales » constitue un exemple intéressant. C'est la traduction de la catégorie *one parent families* faite par Andrée Michel. Et comme l'écrit Nadine LE FAUCHEUR dans un article de la revue *Dialogues* (n° 101, 1988), « l'utilisation de ce concept semblait présenter l'intérêt de permettre aux foyers dont le chef était une femme d'accéder au rang de "vraies familles". Le signe négatif dont étaient marqués ces foyers fut lui-même alors parfois inversé : non seulement les foyers dirigés par ces femmes étaient déclarés aussi normaux que les autres, mais ils étaient même parfois présentés comme plus "modernes", car plus novateurs en matière de rôle de sexes ». Dans ce cas, le terme « famille » est erroné et il serait plus juste de parler de « ménages monoparentaux », dans la mesure où l'autre parent est généralement vivant. Nadine Le Faucheur utilise alors le terme de « familles bifocales » qui n'oublie pas le parent absent, contrairement aux « familles monoparentales » (François de SINGLY 1993), mais là aussi, me semble-t-il, la confusion entre « ménage » et « famille » demeure. Il est encore plus net pour les familles recomposées (THÉRY 1991). En effet, comme le souligne Martine SEGALIN (1993), dans le cas des processus de recombinaison familiales, la notion de famille est dissociée de celle de co-résidence. Voir également M. de SABOULIN (1984, 1986).

phénomènes de décohabitation de plus en plus complexes, le concept statistique de ménage s'écarte de plus en plus de la réalité familiale et sociale qu'il est censé décrire. Or cette réalité sociale se situe bien entre le groupe domestique constitué des co-résidents et l'ensemble du groupe familial large, dans la mesure où c'est l'ensemble des ménages associés à un réseau familial donné et leurs membres qui forme en quelque sorte la ressource qu'ont les individus à leur disposition et avec laquelle ils interagissent pour faire et élever leurs enfants, affronter le marché du logement et du travail, se déplacer sur le territoire, etc.

2. LES DONNÉES DISPONIBLES

Pour l'instant, aucune enquête n'a saisi l'entourage comme nous l'entendons. Les enquêtes recueillant la nature d'un réseau de relations sont des enquêtes ponctuelles qui ont photographié l'état du réseau à un moment donné¹² ou qui ont tenté de reconstituer des fréquentations spécifiques sur un plus long terme (on pense ici à des enquêtes sur l'histoire des partenaires sexuels).

2.1. UNE ÉTUDE TRANSVERSALE DU RÉSEAU FAMILIAL

Les résultats de l'enquête Proches et Parents, effectuée à l'INED en 1990, nous incitent à penser qu'un suivi de l'entourage est possible. Si on dénombre tous les membres de la parenté des individus vivant en couple (ascendants, descendants, collatéraux), on obtient un chiffre élevé oscillant autour de la quarantaine selon l'âge des individus (tableau 1). Les variations de l'étendue et de la composition de la parenté dépendent par ailleurs du type de ménage dans lequel l'individu vit. Les chiffres les plus faibles, observés pour les personnes seules, se montent quand même à 26. Si bien que d'une manière générale et, sans préjuger des liens effectifs des individus, même les personnes seules ne sont pas familialement isolées.

TABLEAU 1

Réseau de parenté selon l'âge et le type de ménage dans l'enquête Proches et Parents
(Nombre moyen de personnes)

Âge	Couple	Homme seul	Femme seule	Fam. monopar.
Ensemble du réseau familial d'ego uniquement				
Moins de 35 ans	43,9	31,4	26,1	32,8
34 ans – 49 ans	44,2	25,3	30,8	35,9
50 ans – 64 ans	38,5	26,7	26,6	40,5
Membres de la famille cités comme proches				
Moins de 35 ans	6,3	3,9	3,8	3,3
34 ans – 49 ans	5,4	3,3	2,7	4,6
50 ans – 64 ans	5,1	2,8	4,1	4,4
Plus de 64 ans	4,9	2,8	3,5	5,2

Source : Bonvalet *et al.* (1993).

En revanche, le choix d'une famille d'élection à l'intérieur de la famille légale apparaît très restrictif. Même pour les couples dont le réseau comprend 40 personnes environ, le nombre de ceux qui sont désignés comme proches n'est que de 5,5 en moyenne, les jeunes couples étant ceux qui puisent le plus largement dans leur parentèle (6,3) et les hommes seuls âgés ceux qui ont le moins grand nombre de parents proches (2,8).

12. Enquête Réseaux de relations, D. COURGEAU (1972, 1975) ; enquête Réseau familial, C. GOKALP, (1978) ; enquête Proches et Parents, C. BONVALET, D. MAISON, H. LeBras, et L. CHARLES, (1993).

Ce nombre restreint de proches parmi la parenté rend donc crédible un suivi de l'entourage. Il s'agirait en fait de récolter quelques informations rétrospectives sur les 4 ou 5 personnes que les individus citent comme proches. Mais avant d'aller plus loin sur la faisabilité de cette entreprise, revenons aux données longitudinales existantes.

Dans ce domaine, les enquêtes les plus classiques recueillent toujours au moins des informations sur les conjoints de ego et ses enfants, comme les dates d'union et de naissance. Cependant, ces données restent très parcellaires. Les enquêtes qui ont tenté de suivre un groupe autour de ego (la seule solution réaliste) ont en fait recueilli des renseignements sur la composition des ménages successifs auxquels a appartenu l'individu (comme dans les panels de ménages tel le *PSID*, Duncan et Morgan, 1983 ou les enquêtes rétrospectives).

Il ne s'agit pas d'entourage, mais déjà ces enquêtes permettent d'approfondir l'étude de l'évolution de la morphologie sociale, et surtout, les résultats qui en découlent confirment la nécessité de dépasser les notions de ménage et famille dont on se sert pour la description de son évolution. À titre d'exemple de ce qu'apporte ce genre d'enquêtes par rapport aux tableaux souvent faits en juxtaposant les chiffres des recensements successifs, examinons grâce à l'enquête Peuplement et Dépeuplement de Paris les trajectoires familiales des Parisiens de 1986.

2.2. UNE ÉTUDE DYNAMIQUE DES TRAJECTOIRES DOMESTIQUES DES PARISIENS

Les données de l'enquête Peuplement et Dépeuplement effectuée en 1986, qui retrace l'histoire familiale et résidentielle de 2000 habitants de la région parisienne âgés de 50 à 60 ans, permettent de reconstituer le parcours domestique suivi par les enquêtés à partir du moment où ils sont devenus adultes jusqu'à l'âge de 50 ans¹³. Ce chemin qui retrace les différents types de groupes domestiques dans lesquels ont vécu les individus est forcément plus complexe que le parcours matrimonial ; les événements qui affectent la composition du groupe concerne non seulement l'enquêté, mais également toutes les personnes avec qui il cohabite ou a cohabité. Cinq types de ménages ont été retenus (les ménages d'une seule personne, les couples sans enfants, les couples avec enfants, les ménages monoparentaux et les ménages complexes définis par la présence d'ascendants ou de collatéraux). 30 % des enquêtés ont commencé leurs parcours en habitant seul, 33 % en couple et 35 % dans un ménage complexe¹⁴ (figure 1).

L'histoire démographique de ces générations présente la particularité intéressante d'être souvent prise comme référence dans l'analyse des événements démographiques (fécondité, divortialité). Il s'agit en effet des générations qui ont participé au modèle familial où le mariage était la norme quasi universelle. C'est donc apparemment une famille nucléaire « sans problème » où les divorces et la cohabitation hors mariage ne viennent pas troubler l'ordre des choses. Or si, dans les années 1950, le contexte démographique restait simple, les conditions économiques étaient en revanche difficiles : c'est en effet dans les conditions bien spécifiques de l'après-guerre que ces générations vont se présenter sur le marché du logement.

En considérant les cinq types de ménages et quatre étapes possibles dans le parcours domestique, le nombre de cheminements suivis par au moins 4 % des trajets s'élève à 232. Un parcours-type ne semble pas se dégager *a priori*. En particulier on ne voit pas apparaître la trajectoire familiale de référence évoquée au début des travaux sur le cycle de vie à savoir : *les*

13. 50 ans est l'âge auquel nous avons l'ensemble de l'itinéraire domestique de tous les enquêtés.

14. Une des difficultés pour comprendre cet itinéraire est de bien identifier la première étape du trajet domestique. La solution la plus simple aurait été de commencer à âge fixe. Cette solution s'avère peu satisfaisante en raison de la diversité des situations de décohabitation : de l'apprenti qui quitte ses parents à 14 ans à la fille qui se marie à 22 ans ou l'étudiant qui vit encore chez ses parents à 26 ans. Une autre solution aurait été de considérer le premier logement indépendant, mais c'était écarter d'office tous ceux qui n'ont jamais décohabité. Nous avons donc considéré qu'il y avait trois manières d'entrer dans la vie adulte : l'indépendance résidentielle, le mariage ou, à défaut, l'âge de 25 ans.

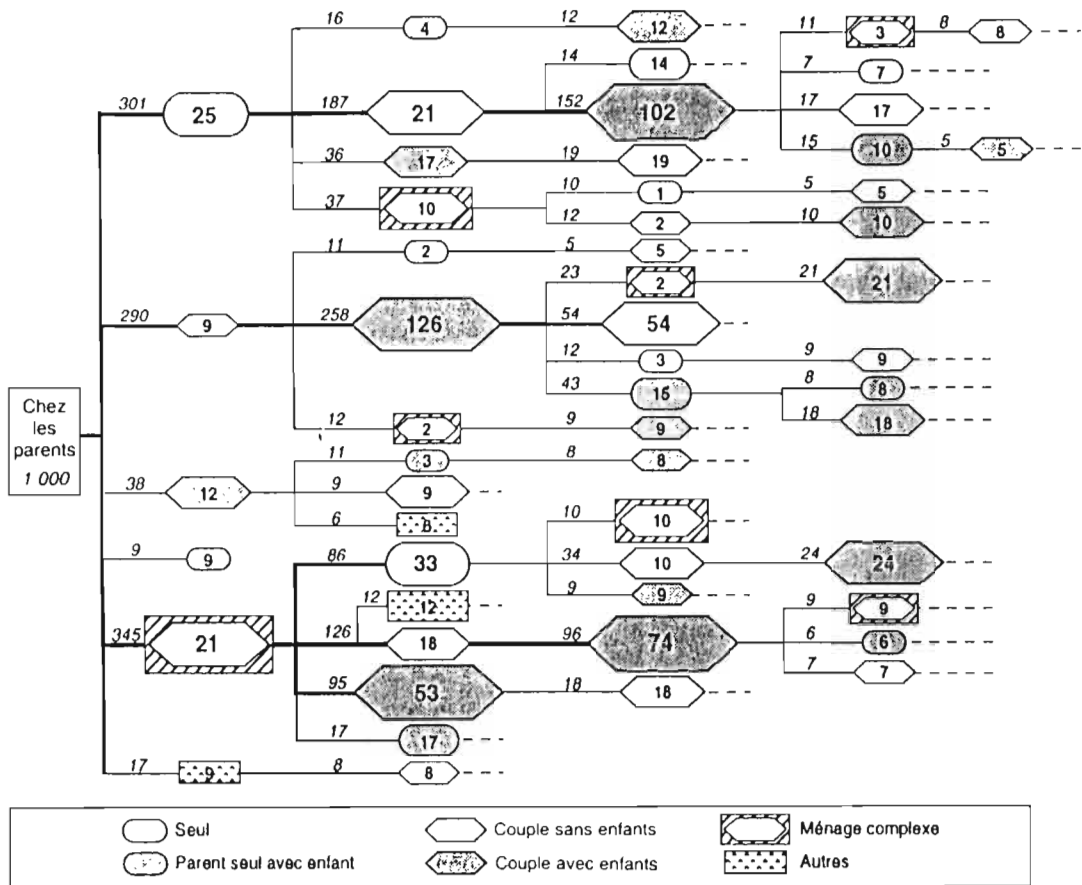


FIGURE I

Exemple de lecture : 30 % d'individus sont partis vivre seuls ; 2,5 % sont demeurés en cet état jusqu'à l'enquête, 18,7 % se sont ensuite mis en couple et 15 % ont eu un enfant....

individus quittent leurs parents pour se marier et donc commencent leur parcours domestique par une vie en couple sans enfant, suivie d'une période de vie en couple avec enfant puis de nouveau une étape sans enfant, lorsque ces derniers quittent à leur tour le domicile parental, et enfin une période de solitude lorsque l'un des conjoints meurt. Le fait d'arrêter l'observation à l'âge de 50 ans fausse les résultats, les deux dernières périodes (couple sans enfant, et personne seule) n'apparaissent pratiquement pas. Les trajets débutant par une vie en couple sans enfant puis avec enfant représentent 13 % des parcours. 11 % des parcours correspondent au schéma précédent mais avec une première période de vie seule. En prenant en compte une période de cohabitation entre générations en début de trajectoire dans les deux cas précédents, l'ensemble des configurations regroupe alors 37 % des parcours.

Ces quelques chiffres révèlent la complexité de la trajectoire domestique. Car outre les ruptures d'union (divorce, décès du conjoint) qui viennent fortement perturber le parcours familial « classique », les retours chez les parents, l'accueil d'un parent, d'un frère ou d'une sœur qui se traduisent par des ménages complexes sont beaucoup plus fréquents qu'on ne pouvait le supposer. Bien sûr, la grande majorité des individus, 8 sur 10, ont vécu à un moment donné dans une famille nucléaire, mais les chemins pour y arriver diffèrent (ménages complexes, vie solitaire...) ainsi que les manières de sortir de l'étape « vie de couple avec enfants ». On a pu observer par exemple qu'un certain nombre d'individus ont « sauté » les deux

premières étapes du schéma classique : ils sont passés directement de chez les parents à la famille nucléaire (soit parce que la naissance de l'enfant est intervenue lorsque les couples étaient encore dans une des deux familles d'origine, soit parce que l'arrivée de l'enfant et le mariage se sont produits simultanément). Plus de la moitié des hommes ont vécu avant 50 ans un moment seul contre seulement 38 % des femmes. La vie dans un ménage complexe (avec des ascendants ou des collatéraux) a concerné près de la moitié des enquêtés, ce qui montre bien l'importance de ce mode de cohabitation qui n'apparaît que marginalement dans les structures des ménages au recensement. Mais il est visible que cette étape, située dans la grande majorité des cas au début de parcours, est liée au contexte historique.

Malgré un parcours matrimonial relativement simple, ces générations de Parisiens ont vécu dans des structures familiales diverses. À chaque étape de la trajectoire, le champ des possibles est resté ouvert. La fragilité des unions, la multiplication des familles monoparentales et des familles composées que l'on observe dans les générations plus jeunes se traduiront par des parcours domestiques de plus en plus complexes et dont l'interprétation ne sera possible que si l'on dispose d'informations supplémentaires concernant des personnes-clefs non co-résidentes.

Une simple description empirique de l'ensemble des parcours domestiques d'une génération montre ainsi sans ambiguïté la complexité d'un tel suivi. En particulier, la figure que nous présentons ne rend pas compte du temps. En effet, un nombre élevé d'étapes ne correspond pas forcément à des durées de séjour courtes dans chaque état, de même dans un parcours réduit à deux états, rien n'indique dans cette première description le temps passé dans l'un ou l'autre des états.

Le fait qu'un grand nombre d'individus ont vécu à différents moments de leur parcours au sein d'une famille complexe (figure 1) (retour dans la famille d'origine, accueil d'un parent ou d'un enfant) nous donne une idée du rôle de la famille élargie. Mais cette idée est partielle, puisqu'elle est ici observée uniquement à partir de la co-résidence. Les rapprochements ou les prises de distance entre les membres de la même famille échappent donc à l'analyse. La notion d'entourage permettrait de lever cette limite.

CONCLUSION

Dans le cas d'un suivi longitudinal, les notions mixtes de ménage-famille dont nous avons discuté ne semblent pas pouvoir fournir d'entité opérationnelle. Qu'implique, en effet, la procédure qui consiste à « suivre » un groupe complexe dans le temps ? Elle nécessite une définition qui identifie le groupe de façon univoque au cours du temps. Le repérage transversal sur lequel se fonde la définition du ménage, le logement, perd sa légitimité dans une analyse longitudinale, puisque l'on ne peut réduire le suivi du ménage à l'évolution des occupants d'un logement donné. Cette démarche se limite alors à suivre les ménages sédentaires. En effet, l'arrivée dans un logement B d'un couple avec enfants ne peut être assimilée à la création d'un ménage, comme son départ du logement A ne correspondait pas à la disparition d'un ménage. On ne peut déterminer de façon univoque ni la création ni la disparition d'un ménage. Lorsqu'un jeune décohabite pour s'installer chez son amie, y a-t-il création d'un nouveau ménage ? De même lorsque deux conjoints se séparent, y a-t-il disparition du ménage même dans le cas où l'un des conjoints reste au domicile conjugal ? La question se pose dans ce cas de déterminer quelle partie du ménage conjugal initial on suit, celui qui formera l'homme, ou celui de la femme ? Le ménage dont la définition repose sur le lieu est inadapté pour rendre compte de l'histoire du groupe familial.

Ce premier constat, qui s'impose lorsque l'on adopte une perspective longitudinale, nous a conduites à remettre en cause les découpages statistiques traditionnels et à confronter les notions usuelles qui servent d'habitude à repérer l'armature visible de la morphologie sociale. Or cette mise en cause des marqueurs traditionnels de la structure est encore renforcée par la perspective biographique qui est la nôtre. En effet, chaque trajectoire individuelle doit être replacée dans son contexte. Si les ménages se succèdent dans la vie des individus, des

relations, en particulier de type familial, perdurent avec des personnes qui ne font pas ou plus partie du ménage actuel. Pour rendre compte de cette réalité, nous proposons donc la nouvelle notion de l'entourage des individus qui évite d'opérer un choix entre le ménage et la famille, puisque celui-ci comprend le groupe domestique ainsi que les personnes-clefs du réseau familial. La discussion subsiste sur la manière d'identifier ces personnes-clefs, l'individu peut lui-même les désigner, comme dans l'enquête Proches et Parents ; on peut également retenir systématiquement, comme nous l'avons entrepris, les parents, les enfants et les ex-conjoints (uniquement quand il ya des enfants).

L'opérationnalité des principes énoncés précédemment a deux volets : celui des données puis celui de l'analyse. Si l'on désire suivre l'entourage tel qu'il est défini ci-dessus et distinguer pour l'enquêté la succession de ses rôles et des associations dont il a fait partie, de quelles données doit-on disposer ?

Pour évaluer la position changeante de l'individu, dans la mesure où elle est définie à partir de dimensions fondamentales en démographie, aucune collecte supplémentaire n'est nécessaire si l'on dispose de tous les événements conjugaux et génésiques. Si l'on complique le modèle — très simplifié dans cette première ébauche, — on peut également désirer collecter la localisation au cours du temps des enfants/parents (filiation directe) lorsque l'enquêté ne réside pas avec eux. Comme on le voit, ce complément d'information ne représente pas *a priori* une charge insurmontable à la collecte.

Parallèlement à l'évolution de la position de l'individu, il importe de cerner les différents types de cohabitation, c'est-à-dire la nature de l'entourage au long du parcours individuel, ce qui correspond à la composition des ménages successifs auxquels appartient l'individu au long de sa trajectoire résidentielle, comme cela avait déjà été fait en France dans l'enquête Peuplement et Dépeuplement de Paris.

Une telle analyse permettra de poursuivre l'interprétation des comportements individuels considérés pour l'instant indépendamment de leur contexte familial et social. Il s'agit, d'une part, de prendre en compte la dimension intergénérationnelle dans l'analyse des pratiques tant résidentielles que professionnelles et même démographiques et, d'autre part, d'identifier les interactions qui s'établissent entre les individus et leur entourage.

On pourra alors étudier les décisions de mobilité résidentielle en fonction de la localisation des différents membres de la famille. En particulier, une migration vers Paris entraîne-t-elle un éloignement familial ou au contraire un regroupement familial ? De la même façon, on pourra tenter de déterminer s'il existe une régularité au long de la vie, des relations familiales et de leur inscription spatiale : par exemple, « décohabitation » à proximité des parents, éloignement au moment de la constitution du couple et rapprochement à la venue des enfants, ou encore à la vieillesse des parents. Pour ce qui est des interactions entre trajectoires individuelles de pairs, l'exemple qui s'impose est celui des relocalisations en cas de rupture d'union, surtout s'il y a des enfants.

En conclusion, il nous paraît important, si l'on veut saisir la complexité des rapports que l'individu entretient avec sa famille et son entourage, de sortir le groupe familial du cadre statistique — à savoir le ménage — dans lequel il est « cantonné » et d'introduire le temps dans l'analyse des configurations des relations de façon à mieux cerner le sens des trajectoires familiales, résidentielles et sociales. Ce nouvel outil conceptuel devrait permettre une relecture des évolutions historiques et sociologiques de la morphologie familiale en dépassant l'interprétation souvent instrumentale donnée aux échanges entre parents. La famille ne serait donc plus perçue en fonction des aides données ou reçues, de la fréquence des rencontres observées à un moment donné, mais en fonction des liens tissés au cours du temps et de leur traduction dans l'espace qu'il soit géographique ou social.

Catherine BONVALET et Éva LELIÈVRE
 Institut national d'études démographiques
 27, rue du Commandeur
 75675, Paris cedex 14, France

RÉSUMÉ

Pour appréhender le groupe domestique et le groupe familial, on dispose de deux concepts : celui de famille et de ménage. Et même si dans la période d'après-guerre, la notion d'identité famille-ménage a revêtu son sens le plus fort à travers l'émergence d'un modèle familial unique, la famille nucléaire, cette dernière s'ajustant à l'unité statistique du ménage, ces deux concepts nous paraissent inadaptés à l'analyse dynamique du groupe domestique auquel l'individu appartient au cours de son existence. En effet, ces concepts ne peuvent pas cerner réellement ce qui se passe du côté des réseaux, c'est-à-dire décrire les stratégies d'entraide, de mobilité ou de reproduction sociale mises en œuvre au sein de la parenté ; ni donc rendre compte de la morphologie sociale et de son évolution. Ce constat nous conduit donc à proposer et justifier l'utilisation d'une nouvelle notion : celle d'entourage, qui comprend les ménages successifs auxquels a appartenu l'individu ainsi que les personnes clés du réseau familial.

SUMMARY

To grasp the meaning of the domestic group and the family group, two concepts are available to us: the family and the household. Even if, in the post-war period, the notion of family-household identity has taken on its strongest meaning through the emergence of a single family model, the nuclear family, which has become synonymous with the household statistical unit, these two concepts appear unsuitable for the dynamic analysis of the domestic group to which the individual belongs throughout his life. In fact, these concepts cannot really define what takes place in terms of networks, that is, strategies of mutual aid, mobility or social reproduction at work within kinship groups, nor can they, consequently, explain social morphology or its evolution. This observation leads us, therefore, to propose and justify the use of a new notion: that of the family circle which includes successive households to which the individual has belonged as well as the key persons in the family network.

RESUMEN

Para aprehender el grupo doméstico y el grupo familiar, se dispone de dos conceptos: el de familia y el de « ménage ». Aun cuando en el período de posguerra, la noción de identidad familia-« ménage » revistió su sentido más fuerte a través de la emergencia de un modelo familiar único: la familia nuclear, esta última ajustándose a la unidad estadística del « ménage », estos dos conceptos nos parecen inadecuados para el análisis dinámico del grupo doméstico al cual el individuo pertenece en el transcurso de su existencia. En efecto, estos conceptos no pueden delimitar realmente lo que sucede en relación a las redes, es decir describir las estrategias de ayuda mutua, de movilidad o de reproducción social puestas en práctica en el seno del grupo de parentesco; ni, en consecuencia, dar cuenta de la morfología social y de su evolución. Esta constatación nos conduce entonces a proponer y justificar la utilización de una nueva noción: la de entorno que comprende los « ménages » sucesivos a los cuales un individuo ha pertenecido así como las personas claves de la red familiar.

BIBLIOGRAPHIE

- AUDIRAC, Pierre Alain (1985), « Les personnes âgées, de la vie de famille à l'isolement », *Économie et Statistiques*.
- BONGAARTS, J. (1983), « The Formal Demography of Families and Households : An Overview, *I.U.S.S.P. Newsletter*, n° 17, pp. 27-42.
- BONGAARTS, J., T.K. BURTCH ET K.W. WACHTER (dir.) (1986), *Family Demography : Methods and their Application*, Oxford, Oxford University Press.
- BONVALET, C. (1993), « Structures des ménages et cycle de vie : histoire familiale d'une génération de Parisiens », Document de travail, 27 p.
- BONVALET, C., D. MAISON, H. LE BRAS, ET CHARLES, L. (1993), « Proches et parents », *Population*, n° 1, pp. 83-110.
- BONVALET, C. (1994), « Famille-logement : identité statistique ou enjeu politique ? », Dossier d'habilitation, Université Lyon II, 256 p.
- BOURDIEU, Pierre (1993), « À propos de la famille comme catégorie réalisée », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 100.
- BUISSON, Monique et Jean-Claude MERMET, (1988), « Pratiques sociales de l'habitat et dynamiques de la divortialité », *Transformations de la famille et habitat* (C. Bonvalet, P. Merlin, dir.), Paris, INED, DREIF, IDEF, *Travaux et Documents*, Cahier n° 120.
- BURTCH, T.K. (1979), « Household and Family Demography : A Bibliographic Essay », *Population Index*, vol. 45, n° 2, pp. 173-195.
- CAPLOWX, T., H. BART, ET B. CHADWICK, (1982), *Middletown Families. Fifty Years of Change and Continuity*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- CORNU, G. (1984), *Droit civil . la famille*. Éditions Montchrestien.
- COURGEAU, D. (1972), « Les réseaux de relations entre personnes. Étude d'un milieu rural », *Population*, n° 4-5, pp. 641-683.
- COURGEAU, D. (1975), « Les réseaux de relations entre personnes. Études dans un milieu urbain », *Population*, n° 2, pp. 271-283.
- COURGEAU, D. (1993), « Event History Analysis of Household Formation and Dissolution », *Household Demography and Household Formation and Dissolution*, à paraître.

- COURGEAU, D. et E. LELIÈVRE (1989), *Manuel d'analyse démographique des Biographies*, PUF, coll. de l'INED, 268 p.
- COURGEAU, D. E. et LELIÈVRE (1993), « Vers une analyse biographique des ménages », communication au Congrès général de démographie, UIESP, Montréal.
- CONSEIL DE L'EUROPE (1990), *La Structure des ménages en Europe, Études démographiques*, n° 22, Strasbourg.
- DESROSIÈRES, Alain (1993), *La Politique des grands nombres, histoire de la raison statistique*, Paris, Éditions La Découverte.
- DUNCAN G. ET J. MORGAN (DIR.) (1983), *Five Thousand American Families : Patterns of Economic Progress*, Institute for Social Research, University of Michigan, Ann Arbor.
- DURR, J.-M. (1991), *Nuptialité et structures des ménages*, INED/PUF, *Congrès et Colloques* n° 7.
- FLANDRIN, J.-L., (1976), *Familles, parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société*, Paris, Éditions Hachette, collection « Le temps et les hommes ».
- GOKALP, C. (1978), « Le réseau familial », *Population*, n° 6, pp. 077-1094.
- HENRY, L. (1972), *Démographie, analyse et modèles*, Paris, Larousse, réed. INED, Paris, 1984 p.
- KEILMAN, N., A. KUIJSTEN ET A. VOSSEN, (dir.), (1988), *Modelling Household Formation and Dissolution*, Oxford, Oxford University Press.
- KUIJSTEN, A. ET A. VOSSEN, (1988), « Introduction », in N. Keilman, A. Kuijsten et A. Vossen (dir.) *Modelling Household Formation and Dissolution*, Oxford, Oxford University Press.
- LASLETT, P. (1972a), *Household and Family in Past Time : Comparative Studies in the Size and Structure of the Domestic Group over the Last Three Centuries in England, France, Serbia, Japan and Colonial North America, with Further Materials from Western Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.
- LASLETT, P. (1972b), « La famille et le ménage : approches historiques », *Annales Economie, Société, Civilisations*, n° 4-5, juillet-octobre.
- LASLETT, P. ET R. WALL, (dir.), (1972), *Household and Family in Past Time*, Cambridge, Cambridge University Press.
- LE BRAS, H. (1979), *L'Enfant et la famille dans les pays de l'OCDE : analyse démographique*, OCDE, Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement.
- LE BRAS, H. (1991), « La démographie historique », in *La Famille, l'état des savoirs*, sous la direction de F. de Singly, Paris, La Découverte.
- LE BRAS, H. (1986), *Les Trois France*, Paris, Édition Odile Jacob, 267 p.
- LELIÈVRE, E. et C. BONVALET, (1995), « A Compared Cohort History of Residential Mobility, Social Change and Home-Ownership in Paris and the Rest of France », à paraître dans *Urban Studies*, t.év.
- LE PLAY, F. (1989), *La Méthode sociale, abrégé des Ouvriers européens, 1879*, présentation d'A. Savoye, Paris, Méridiens-Klincksieck.
- LE PLAY, F. (1991), *La Réforme sociale en France déduite de l'observation comparée des peuples européens*, tome I : *La Religion, la propriété, la famille*, Tours, Maison Alfred Mame (huitième édition).
- LÉRIDON, H. et C. VILLENEUVE-GOKALP, (1988), « Les nouveaux couples : nombre, caractéristiques et attitudes », *Population*, n° 2, pp. 331-374.
- PARSONS, T., ET R. F. BALES, (1955), *Family, Socialization and Family Patterns*, Glencoe, The Free Press.
- PRIOUX, F. (1990), *La Famille dans les pays développés : permanence et changements*, F. Prioux (dir.), *Congrès et Colloques*, INED
- Recensement de la population de 1990, Ménages — Familles, résultats du sondage au quart.*
- RYDER, N.-B., (1985), « Recent Developments in the Formal Demography of the Family », *International Population Conference*, Florence, (1985), vol. 3, IUSSP, Liège, pp. 207-220.
- SABOULIN, M. de (1984), « The Family Structure and Households in France », réunion franco-allemande, Trèves.
- SABOULIN M. de (1986), « Households and Family Characteristics in the Population Census of France », Conference of European Statistics (ONU), Working Paper, Genève.
- SEGALIN, Martine (1993), *Sociologie de la famille*, Paris, Colin.
- SENNET, R. (1980), *La Famille contre la ville. Les Classes moyennes à Chicago à l'ère industrielle*, Paris, Encres.
- SINGLY François, de (1993), « Comment définir la famille contemporaine », *Solidarité Santé*, Études statistiques du Ministère des Affaires sociales et de l'Intégration, n° 4.
- STRAUSS-KAHN, Dominique (1977), *Économie de la famille et accumulation patrimoniale*, Paris, Éditions Cujas.
- THÉRY, I. (1991), « Trouver le mot juste. Langage et parenté dans les recompositions familiales après divorce », in M. Segalen (dir.), *Jeux de famille*, Paris, Presses du CNRS.
- VILLAC, M. (1991), « Les structures familiales se transforment profondément », *Économie et Statistiques*, n° 152.
- M. YOUNG ET P. WILLMOTT (1957), *Family and Kinship in East London*, Londres, Routledge and Kegan Paul.

Catherine BONVALET et Eva LELIÈVRE

*

La notion d'entourage,
un outil pour l'analyse de l'évolution
des réseaux individuels

*

Cette communication a été présentée
au
15^e CONGRÈS INTERNATIONAL DES SCIENCES HISTORIQUES

Montréal
31 août-2 septembre 1995

LA NOTION D'ENTOURAGE, UN OUTIL POUR L'ANALYSE DE L'EVOLUTION DES RESEAUX INDIVIDUELS

Catherine BONVALET
Eva LELIEVRE
Institut National d'Etudes
Démographiques (INED)
27 rue du Commandeur
75675 PARIS Cedex 14, FRANCE

1. INTRODUCTION

En démographie, la famille est généralement décrite à partir des données des recensements ou d'Etat civil. Les recensements permettent d'étudier de façon transversale la structure des ménages, tandis que l'Etat Civil aide à suivre de façon fine la constitution de la famille. Dans un cas, c'est un groupe d'individus vivant sous le même toit, le ménage qui est analysé, dans un autre, c'est l'individu et la famille nucléaire à laquelle il appartient, mais les liens entre évolution des ménages et évolution de la famille ne sont jamais directement traités.

Pour appréhender le groupe domestique et le groupe familial, on dispose en effet dans la littérature historique et démographique de deux concepts : celui de famille et de ménage. Et même si dans la période d'après-guerre, la notion d'identité famille-ménage a revêtu son sens le plus fort à travers l'émergence d'un modèle familial unique: la famille nucléaire, cette dernière s'ajustant à l'unité statistique du ménage, ces deux concepts nous paraissent inadaptés à l'analyse dynamique du groupe domestique auquel l'individu appartient au cours de son existence. En effet, d'une part, ces concepts ne peuvent pas cerner réellement ce qui se passe du côté des réseaux, c'est-à-dire de décrire les stratégies d'entraide, de mobilité ou de reproduction sociale mises en oeuvre au sein de la parenté. D'autre part, le fait que la famille soit définie dans le recensement à partir de la co-résidence a introduit et fait persister l'ambiguïté entre les notions de famille et de ménage. Celle-ci contribue au flou conceptuel bien qu'elle résulte en grande partie des données disponibles.

Comme l'a rappelé Jean-Louis Flandrin, au XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles "le concept de famille était écartelé entre l'idée de co-résidence et l'idée de parenté que l'on trouve soudées dans la définition devenue la plus courante aujourd'hui. Le mot évoquait, en effet, beaucoup plus fréquemment un ensemble de parents qui ne résidaient pas ensemble, et il désignait couramment aussi un ensemble de co-résidents qui n'étaient pas nécessairement liés par le sang ou le mariage" (Flandrin, 1976). Ce n'est en fait qu'au XIX^e siècle que les idées de co-résidence et de parenté proche se sont trouvées liées dans le concept de famille.

Afin d'essayer de dépasser l'analyse traditionnelle des structures familiales, nous avons dans des travaux précédents (Lelièvre et Bonvalet 1994 ; Bonvalet et Lelièvre, 1995) recherché et proposé une entité plus pertinente : l'**entourage**. Cette démarche permet d'une part de réinsérer le ménage dans le groupe familial dans le but de comprendre son rôle dans les stratégies sociales des individus et d'autre part de saisir la dynamique en réintroduisant la dimension temporelle.

Alors que les articles précédents posaient les bases conceptuelles de cette nouvelle approche, l'objectif de la présente ébauche est de tester l'opérationnalité d'une telle entité en la soumettant à l'épreuve de données qui permettent d'évaluer l'étendue et la composition de

l'entourage des individus au cours de leur vie. Pour cela, nous disposons de deux enquêtes de l'INED, l'enquête "*Peuplement et dépeuplement de Paris*" réalisée en 1986 auprès d'un échantillon de 2000 Parisiens âgés de 50 à 60 ans et l'enquête "*Proches et parents*" réalisée en 1990 auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte. La première permet de décrire l'évolution du groupe domestique (co-résident) au cours de la vie, la seconde de cerner l'univers relationnel des individus à un moment donné. Le but de cette communication est, à partir de ces deux enquêtes de tester le cadre conceptuel proposé, en particulier en simulant l'univers retenu au long de la trajectoire individuelle et de montrer que l'utilisation du concept d'entourage ne représente pas (pour une investigation de type quantitative) une charge insurmontable en termes de collecte de données.

2. RAPPEL : DEFINITION DU CONCEPT D'ENTOURAGE

L'approche biographique qui a conduit les chercheurs à reformuler les bases de l'analyse démographique en termes d'analyses de processus stochastiques complexes (Courgeau et Lelièvre, 1989), nous a inspiré pour définir les principes de construction d'une entité plus complexe. En effet selon cette approche, chaque trajectoire individuelle est replacée dans le contexte le plus large possible et l'analyse de chaque événement démographique peut alors tenir compte des processus adjacents ou concurrents que subit l'individu au même moment. Par ailleurs, l'étude de la dynamique des groupes familiaux consiste à étudier leur évolution de la date t à la date $t+1$, ainsi que l'analyse des variations de leur taille et de leur composition au cours du temps. L'hypothèse étant que la destinée des individus résulte, dans une mesure variable selon les personnes et les périodes, de l'influence qu'ils subissent de la part d'autres individus et en retour de celle qu'ils exercent sur ceux-ci. On se propose donc d'identifier l'entourage influant et influencé par l'individu en repérant les agents marquants.

Si les ménages se succèdent dans la vie des individus, des relations, en particulier de type familial, perdurent avec des personnes qui ne font pas ou plus partie du ménage actuel. En effet, chaque trajectoire individuelle doit être replacée dans son contexte. Pour rendre compte de cette réalité, nous proposons donc la nouvelle notion de l'entourage des individus qui évite d'opérer un choix entre le ménage et la famille puisque celui-ci comprend le groupe domestique ainsi que les personnes clefs du réseau familial. La discussion subsiste sur la manière d'identifier ces personnes clefs, l'individu peut lui-même les désigner comme dans l'enquête "*Proches et Parents*", mais on peut également retenir systématiquement comme nous l'avons suggéré, les parents, les enfants et les ex-conjoints (uniquement quand il y a des enfants en commun).

Les notions de famille et ménage, toutes deux tributaires dans leur utilisation du cadre de la co-résidence, occultent l'influence du réseau dont dispose chaque individu. Nous avons donc proposé d'adjoindre au cadrage du ménage, la prise en compte des liens familiaux en dehors du ménage. Cette nouvelle infrastructure conceptuelle que nous appelons entourage et qui de prime abord est plus complexe que les deux autres notions couramment utilisées, contribue en fait à clarifier l'analyse en distinguant clairement la sphère d'influence des co-résidents de celle issue des liens d'alliance et de parenté qui peut s'exercer en dehors du cadre du ménage. L'entourage a l'avantage de ne se limiter ni au groupe des co-résidents, ni uniquement à ses parents. La construction théorique que nous proposons ici a de plus l'ambition de repérer le système d'influence non seulement à un moment donné mais également de suivre son évolution.

La complexité de l'objet d'analyse surtout dans sa dimension longitudinale implique que tout schéma descriptif de l'évolution de l'entourage d'un individu repose -au moins au début de

l'analyse- sur un certain nombre d'hypothèses simplificatrices pour rendre ce schéma opérationnel. Nous proposons donc les définitions suivantes :

- La **position** de l'individu peut schématiquement être décrite par le fait que celui-ci est ou non parent (relation consanguine), et d'autre part qu'il entretient une relation de couple ou chemine seul (existence ou non d'un lien conjugal révocable) selon les dimensions identifiées par Henry (1972) et reprises par Ryder (1985).
- Les **types de cohabitations** auxquelles participe l'individu sont de nature très diverse et vont être culturellement très marquées. On peut se limiter par exemple à repérer des types simples : le fait de vivre avec ses ascendants, avec ses enfants, en association conjugale ou seul. On doit y adjoindre les situations plus complexes : avec des pairs (y compris des collatéraux) et avec à la fois enfants et ascendants ou pairs, avec des personnes non-apparentées...
- L'**entourage** "minimal" qu'il convient alors de suivre est formé de l'ensemble des membres du ménage ainsi que des enfants non co-résidents de l'individu et du conjoint co-résident. On préserve ainsi les deux dimensions fondamentales de la famille : les liens consanguins (de filiation directe) et les liens conjugaux (dans un premier temps seuls les liens conjugaux co-résidents sont retenus) et on retient également le groupe domestique des co-résidents d'ego.

Pour évaluer la position changeante de l'individu aucune collecte supplémentaire n'est nécessaire si l'on dispose de tous les événements conjugaux et génésiques, dans la mesure où la position est définie à partir de dimensions fondamentales en démographie. Si l'on complique le modèle -très simplifié dans cette première ébauche- on peut également désirer collecter la localisation au cours du temps des enfants/parents (filiation directe) lorsque l'enquête ne réside pas avec eux. Comme on le voit ce complément d'information ne représente pas *a priori* une charge insurmontable à la collecte.

Parallèlement à l'évolution de la position de l'individu, il importe de cerner les différents types de cohabitation, c'est-à-dire la nature de l'entourage au long du parcours individuel, ce qui correspond à la composition des ménages successifs auxquels appartient l'individu au long de sa trajectoire résidentielle, comme cela avait déjà été fait en France dans l'enquête "*Peuplement et Dépeuplement de Paris*".

3. DEUX ENQUETES: le suivi des ménages et la photographie d'un réseau

Les enquêtes qui ont tenté de suivre un groupe autour de ego (la seule solution réaliste) ont en fait recueilli des renseignements sur la composition des ménages successifs auxquels a appartenu l'individu (comme dans les panels de ménages tel le *PSID* (Duncan & Morgan, 1983)) ou les enquêtes rétrospectives telles que celle dont nous disposons ici. Il ne s'agit pas d'entourage, mais déjà cette enquête permet d'approfondir l'étude de l'évolution de la morphologie sociale et surtout les résultats qui en découlent confirment la nécessité de dépasser les notions de ménage et famille dont on se sert pour la description de son évolution.

Pour ce qui est de décrire le réseau familial des individus, la tâche est encore plus complexe et nous disposons ici d'une enquête spécifique qui a saisi l'étendue et la nature du réseau des "*Proches et des Parents*" à l'enquête. Néanmoins on ne peut pas espérer suivre l'évolution de la configuration d'un tel réseau au long de la trajectoire des individus. Pour l'instant donc aucune enquête n'a saisi l'entourage comme nous l'entendons.

Avant d'envisager l'entourage des individus en détaillant les données des deux enquêtes, il est nécessaire de rappeler ce que ces deux enquêtes très performantes ont permis de montrer.

3.1. l'évolution du groupe domestique au cours de la vie;

A partir des données de l'enquête "*Peuplement et Dépeuplement de Paris*"¹, il est possible de voir finement comment a évolué la structure des ménages dans lesquels ont vécu les individus au cours de leur existence. Rappelons que si la formation ou la dissolution des ménages découlent d'événements démographiques : mariages, décès, divorce, ces derniers ne constituent qu'un des facteurs qui interviennent dans cette dynamique. D'autres, comme le marché du logement, l'emploi, l'accueil des parents âgés ou la cohabitation prolongée des enfants adultes façonnent également l'évolution des ménages au cours de la trajectoire des individus. Or, si dans les années 1950, le contexte démographique restait simple en raison d'une augmentation des mariages, du nombre peu élevé de divorces, en revanche les conditions économiques étaient très difficiles, notamment l'accès au logement.

Ainsi la pénurie de logements qui a sévi en France jusqu'au début des années 1960 va se traduire par un retard de la décohabitation pour les Parisiens et par l'occupation de logements de fortune pour les migrants (hôtels, meublés, chambre de bonne...). Les difficultés à trouver un logement vont donc freiner la formation de nouveaux ménages en touchant directement les jeunes couples mariés qui devront accepter de vivre chez leurs parents ou beaux parents pendant des mois, voire des années et parfois même après la naissance du premier enfant. On voit ainsi que la cohabitation entre les générations résulte largement de l'adaptation entre l'offre et la demande de logement. Lorsque le marché du logement est tendu, on observe bien un ralentissement de la croissance des ménages.

La structure des ménages lorsque l'enquêté avait 25 ans est révélateur de cette tension; alors que 43% des enquêtés sont encore célibataires, 19 % seulement vivent seuls et 22 % habitent encore chez les parents. Et si près de 56% des individus de ces générations sont mariés à cet âge, seulement 46% vivent dans une famille nucléaire et 9% sont toujours avec leurs ascendants dont les deux tiers ont au moins un enfant (Tableau 1). Au fur et à mesure que les enquêtés vieillissent, on observe une diminution des familles nucléaires avec enfants (65% à 35 ans, 38% à 55 ans), une augmentation très forte des couples sans enfants (9% à 35 ans et 34% à 55ans), une montée des personnes seules ainsi qu'une légère croissance des ménages complexes due à l'accueil des parents âgés .

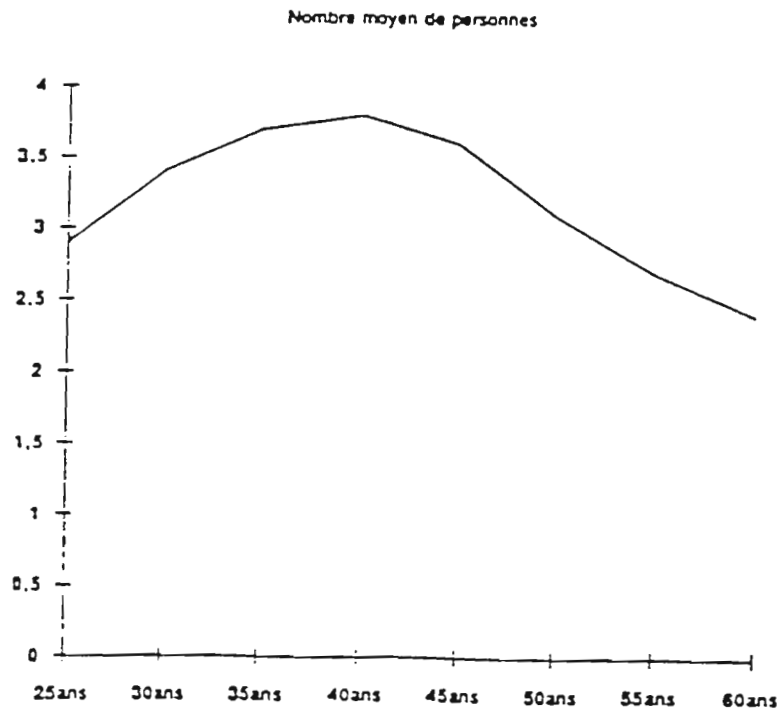
Par ailleurs l'analyse de l'évolution du ménage dans lequel a vécu l'enquêté montre que le nombre de personnes par ménage varie avec les étapes du cycle de vie (Graphique 1): on observe bien une période de constitution de la famille dans laquelle s'accroît le nombre de personnes ; celui-ci atteint un maximum aux alentours de 40 ans, pour redescendre avec le départ des enfants du foyer parental et, parfois, la dissolution du couple par divorce ou par décès.

¹ Cette enquête a recueilli l'histoire résidentielle et familiale d'une génération de Parisiens nés entre 1926 et 1935. Leurs parcours sont donc spécifiques non seulement démographiquement (baby boom, augmentation des mariages...) mais il s'agit de l'après guerre, un contexte historique marqué par la crise du logement et l'arrivée massive des provinciaux à Paris.

Tableau 1
Composition des ménages au cours de l'existence
 (Enquête Peuplement et dépeuplement)

Type de ménage	25 ans	35 ans	45 ans	55 ans
Personne seule	18.7	10.1	10.0	16.1
Famille nucléaire				
-couple sans enfant	16.8	09.4	11.6	34.2
-couple avec enfant	29.8	65.3	65.5	38.4
Famille monoparentale	02.5	04.5	05.9	05.4
Famille complexe				
-couple sans enfant+ascendants ou collatéraux	02.9	00.7	00.8	1.4
-couple avec enfants +ascendants ou collatéraux	05.9	05.0	03.3	02.0
Célibataire avec ascendants	21.9	04.4	02.4	01.7
Autres familles complexes	01.5	00.8	00.5	00.7
Total	100	100	100	100

Graphique 1
Evolution du nombre de personnes du ménage au cours de l'existence



Mais ces analyses qui ne sont en fait que des photographies d'une situation décrite aux différents âges des individus ne fournit aucun renseignement sur la façon dont les individus sont passés d'un ménage à un autre. C'est pourquoi il nous a semblé intéressant d'approfondir ces premiers résultats en reconstituant le parcours domestique suivi par les enquêtés depuis le moment où ils sont devenus adultes jusqu'à l'âge de 50 ans. Ce cheminement que l'on peut retracer en répertoriant les différents types de groupes domestiques dans lesquels ont vécu les individus, est forcément plus complexe que le parcours matrimonial. Les événements qui affectent la composition du groupe concernent non seulement l'enquêté mais également toutes les personnes avec qui il a cohabité ou cohabite au moment de l'enquête.

Nous avons pour cela retenu cinq types de ménages (les ménages d'une seule personne, les couples sans enfant, les couples avec enfants, les ménages monoparentaux et les ménages complexes définis par la présence d'ascendants ou de collatéraux). On constate alors que 30 % des enquêtés ont commencé leur parcours domestique en habitant seul, 34 % en couple et 35 % dans un ménage complexe² et 1 % dans une famille monoparentale. Le nombre de chemins suivis chacun par au moins 4 % des individus s'élève à 232. Il est difficile de dégager un parcours-type.

A l'époque des premiers travaux sur le cycle de vie, la trajectoire familiale était présentée de façon très normative de la manière suivante : les individus quittent leurs parents pour se marier et donc pour commencer leur parcours domestique par une vie en couple sans enfant, suivie d'une période de vie en couple avec enfants ; une nouvelle étape sans enfant advient lorsque ces derniers quittent le domicile parental et arrive enfin une période de solitude. Le fait d'arrêter les trajets à l'âge de 50 ans fausse, bien évidemment, les résultats : les deux dernières périodes (couple sans enfant, et personne seule) n'apparaissent pratiquement pas, les deux premières étapes (vie en couple sans enfant puis avec enfants) représentent 13 % des parcours. Et si l'on tient compte de l'existence d'une première période de vie solitaire avant ces deux étapes, on obtient 10 % de parcours supplémentaires correspondant au schéma précédent. Enfin, en prenant en considération une période de cohabitation entre générations en début de cycle de vie adulte dans les deux cas précédents, l'ensemble des configurations regroupe près du tiers des parcours³.

Ces quelques chiffres montrent la complexité de la trajectoire domestique. Car, outre les ruptures d'unions qui viennent fortement perturber le schéma classique du cycle de vie familial, les retours chez les parents, ainsi que l'accueil d'un frère, d'une sœur ou d'un parent qui donne lieu à la formation de ménages complexes, sont beaucoup plus fréquents qu'on ne pouvait le supposer. Certes, la grande majorité des individus (huit sur dix) ont vécu à un moment donné dans une famille nucléaire, mais les chemins pour y arriver diffèrent (ménages complexes, vie solitaire...), de même que les manières de sortir de l'étape "vie de couple avec enfants". On a pu observer, par exemple, qu'un certain nombre d'individus ont "sauté" les deux premières étapes du schéma classique : ils sont passés directement de chez leurs parents à une

² Pour comprendre cet itinéraire, une des difficultés consiste à bien cerner la première étape du trajet domestique. La solution la plus simple aurait été de commencer à âge fixe, 20 ou 25 ans. Cette solution s'est avérée peu satisfaisante en raison de la diversité des situations de décohabitation, entre l'apprenti qui quitte ses parents à 14 ans, la fille qui se marie à 22 ans ou encore l'étudiant qui vit encore chez ses parents à 26 ans. Une autre solution aurait été de considérer le premier logement indépendant, mais c'était écarter d'office tous ceux qui n'avaient jamais décohabité. Nous avons donc considéré qu'il y avait trois manières d'entrer dans la vie adulte : l'indépendance résidentielle, le mariage ou, à défaut, l'âge de 25 ans.

³ Si l'on tient compte de l'étape suivante traditionnelle, celle où le couple est de nouveau sans enfant, ce chiffre s'élève à plus de 42 %.

famille nucléaire, soit parce que la naissance de l'enfant est intervenue lorsque le couple était encore dans l'une des deux familles d'origine, soit parce que l'arrivée de l'enfant s'est produite la même année que le mariage.

Plus de la moitié des hommes ont vécu un moment seuls avant 50 ans, contre 38 % des femmes seulement (Tableau 2). La vie dans un ménage complexe a concerné près de la moitié des enquêtés, ce qui montre bien l'importance de ce mode de cohabitation, qui n'apparaît pourtant que marginalement dans les structures des ménages au recensement (Tableau 2). Mais il est visible que cette étape, située dans la grande majorité des cas au début du cycle de vie familial, est liée au contexte historique.

Tableau 2
Proportion d'individus passés par un type de ménage à un moment donné de sa vie
(jusqu'à 50 ans)

Type de ménages	Hommes	Femmes	Total
-seul	55 %	38%	46%
-couple sans enfant	73%	73%	73%
-couple avec enfants	80%	80%	80%
-famille monoparentale	07%	24%	16%
-ménage complexe	49%	43%	46%
-Effectifs	989	998	1987

Si l'analyse des biographies individuelles a connu un essor important depuis une quinzaine d'années, l'histoire des groupes domestiques dans lequel l'individu a vécu se révèle beaucoup plus difficile à cerner, car elle pose un certain nombre de problèmes méthodologiques⁴. Outre les données démographiques telles que le mariage, les naissances des enfants ou le divorce, d'autres facteurs comme l'emploi et le marché du logement interviennent dans le processus de formation des ménages, ainsi que dans l'apparition de ménages complexes. Malgré un parcours matrimonial relativement simple, les Parisiens nés entre 1926 et 1935 ont vécu dans des structures familiales diverses. A chaque étape du cycle de vie, le champ des possibles est resté ouvert. L'application des méthodes biographiques au groupe domestique constitue sans aucun doute une nouvelle piste de recherche pour les années à venir. On peut s'attendre à ce que la fragilité des unions, ainsi que la croissance des familles monoparentales et des familles composées que l'on observe chez les générations plus jeunes, se traduisent par des parcours domestiques de plus en plus complexes.

3.2. le réseau des proches et des parents;

L'analyse du groupe domestique au cours de la vie montre bien l'importance de la famille étendue dans la mesure où, selon les circonstances (divorce, chômage, problème de

⁴ Un certain nombre de chercheurs réfléchissent actuellement sur ces problèmes : voir N. Keilman, A. Kuijsten, A. Vossen (eds.), *Modelling Household Formation and Dissolution*, Oxford University Press, Oxford, 1988; D. Courgeau, E. Lelièvre, «Vers une analyse biographique des ménages», communication au Congrès général de Démographie, UIESP, Montréal, 1993. E. Lelièvre, C. Bonvalet, «Construire les principes d'une analyse biographique du groupe familial», communication au Colloque de l'AIDELF, Aranjuez, septembre 1994.

santé des parents ou des frères et soeurs), le noyau familial restreint peut accueillir un autre membre de la parenté ou au contraire se faire héberger chez des parents. La connaissance du réseau familial devient alors indispensable si l'on veut saisir les interactions qui existent entre l'évolution du groupe domestique et ses proches.

L'Enquête "*Proches et parents*", qui se situe dans le prolongement d'autres enquêtes menées précédemment à l'INED⁵, fournit un certain nombre d'éléments qui permettent de mieux apprécier le rôle joué par la parentèle aussi bien dans la composition du groupe domestique que dans le choix des logements et de leur localisation. Au cours du second trimestre 1990, 1 947 personnes ont été enquêtées (Bonvalet et al., 1993).

A travers cette enquête, les auteurs poursuivaient trois objectifs:

- Approfondir la connaissance de la famille étendue qui avec l'allongement de la vie et la multiplication des divorces et des unions, s'est transformée⁶. L'un des buts de l'enquête était justement de rendre compte de cette diversité familiale à différents niveaux (dimension⁷ et composition de la parenté, extension dans l'espace physique et social).
- Explorer le réseau des affinités : en effet dans le paysage familial, les personnes ne se situent pas toutes au premier plan : l'individu opère des choix au sein de la parenté. Entre cette famille "choisie" et "utile" et la famille "légale" ou "biologique" se dessine une frontière invisible, qui fait en quelque sorte l'essence même de la famille. De la même manière se dessine une frontière floue entre la famille et d'autres relations.
- Etudier les usages sociaux du réseau familial et amical.

Le réseau familial étendu des couples apparaît très important : il s'élève en moyenne pour les jeunes couples à 63 personnes et pour les couples plus âgés à 46 personnes (Bonvalet et al., 1993). Le cercle de parenté semble donc avoir tendance à diminuer avec l'âge⁸. Le nombre de parents composant la famille restreinte reste lui assez stable et s'élève à environ 18 personnes, ce qui constitue déjà un groupe important.

Dans le cas des couples étudiés, l'alliance contribue pour moitié à cette importance numérique. Dans le contexte actuel de changement des structures familiales, avec la montée des personnes seules, l'augmentation des divorces et la diffusion de l'union libre, l'étude du

⁵ Enquête Réseaux de relations, D.Courgeau 1972 et 1975 ; enquête Réseau familial, C.Gokalp, 1978.

⁶ Hervé Le Bras a bien montré, dans plusieurs articles, les changements profonds qui ont affecté la famille étendue, en comparant la France ancienne et La France contemporaine. La famille sous l'Ancien Régime était une famille horizontale, tandis qu'actuellement elle est verticale, le nombre de frères et sœurs, cousins et cousines ayant fortement diminué. Cf. H. Le Bras, «Parents, grands-parents, bisaïeux», *Population*, 1, 1973 ; H. Le Bras, «Évolution des liens de famille au cours de l'existence : une comparaison entre la France actuelle et la France du XVIII^e siècle», *Les âges de la vie. Actes du VII^e Colloque national de démographie*, Tome I, Paris, INED-PUF, Travaux et Documents, n° 96, 1982 ; A. Blum et H. Le Bras, «Solidarité familiale, solidarité sociale», in *Cycle de vie et générations* (D. Kessler, A. Masson, eds), Paris, Economica, 1985.

⁷ L'importance numérique du groupe familial dépend, évidemment, du découpage opéré *a priori* dans l'univers de la parenté des personnes interrogées. Et les limites de la parenté peuvent être repoussées très loin. Pour répondre aux objectifs de l'enquête, ces limites ne devaient pas être trop étroitement définies, mais elles ne pouvaient être exagérément distendues : cinq générations de la parenté en ligne directe d'Ego et de son conjoint sont concernées (des grands-parents aux petits-enfants) et parmi les collatéraux figurent non seulement les frères et les sœurs d'Ego et de son conjoint, mais aussi les oncles et tantes (et leurs conjoints), ainsi que leurs enfants respectifs.

⁸ Bien que les données suggèrent une lecture par âge, il ne faut pas oublier qu'il s'agit de plusieurs générations dont l'histoire démographique diffère sensiblement.

réseau familial selon le type de ménages se révèle particulièrement riche d'enseignements. Ainsi, d'une manière générale et sans préjuger des liens effectifs, les personnes seules ne sont pas familialement isolées : quels que soient leur sexe et âge, leur famille restreinte comprend en moyenne une dizaine de personnes ; le chiffre le plus bas s'observe pour les femmes de moins de 35 ans et les hommes de plus de 65 ans soit environ 9 personnes, ce qui est tout de même loin d'être négligeable.

Au total, l'individu, quel que soit son âge et le type de ménages auquel il appartient, apparaît entouré au minimum par une dizaine de personnes appartenant à sa famille restreinte, et au maximum par une vingtaine. Ces résultats confirment les simulations de parenté dans des sociétés anciennes et contemporaines qu'ont effectuées Alain Blum et Hervé le Bras. "Paradoxalement l'isolement familial, au sens démographique d'une absence de parents directs, était plus fréquent que de nos jours [...]. Au contraire, dans la France moderne, il est plus rare de manquer de descendants lorsque l'on est âgé"⁹.

Mais l'étude de la parenté ne peut se limiter à cette description. Si celle-ci permet de saisir l'extrême diversité des situations familiales, elle ne préjuge pas des liens effectifs qui existent au sein des familles. En effet, la façon dont ces réseaux fonctionnent est extrêmement variable : un réseau restreint peut être un réseau dont les relations entre les membres sont très fortes, et au contraire un réseau très étendu ne s'accompagne pas forcément de relations intenses entre tous ses membres. Pour étudier l'entourage effectif des individus, il était nécessaire de restreindre le groupe familial aux personnes désignées par l'individu comme étant ses proches au sein de la famille, c'est-à-dire les personnes qui peuvent avoir un impact sur ses choix résidentiels, professionnels...

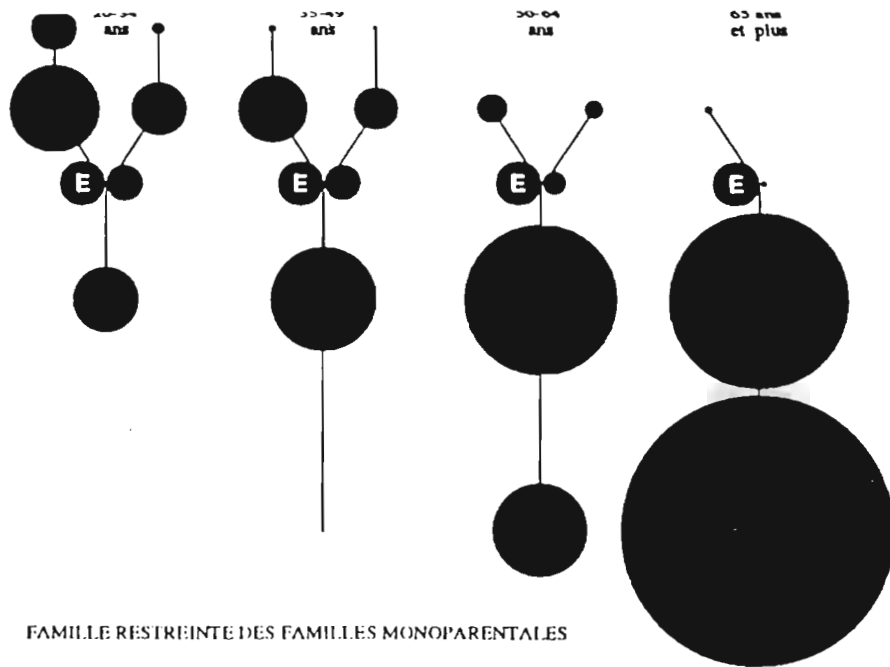
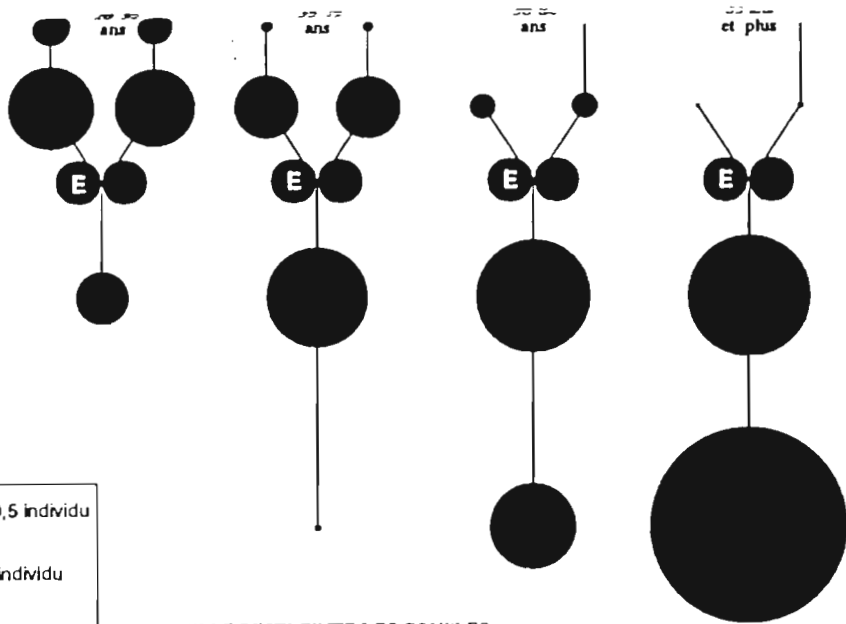
Tableau 3: Réseau de parenté selon l'âge et le type de ménage dans l'enquête Proches et Parents
(nombre moyen de personnes)

Age	Couple	Homme seul	Femme seule	Fam.monopar.
Famille restreinte				
Ascendants, descendants directs et frères d'ego et de son conjoint				
Moins de 35 ans	17.7	10.0	8.6	14.4
34 ans - 49 ans	18.5	11.1	9.0	15.3
50 ans - 64 ans	18.0	10.5	12.7	15.9
Plus de 64 ans	18.5	9.9	14.1	23.7
Membres de la famille cités comme proches				
Moins de 35 ans	6.3	3.9	3.8	3.3
34 ans - 49 ans	5.4	3.3	2.7	4.6
50 ans - 64 ans	5.1	2.8	4.1	4.4
Plus de 64 ans	4.9	2.8	3.5	5.2

Source: Bonvalet et al. (1993)

Une idée de ces différences nous est donnée en examinant la composition de l'ensemble des proches, en particulier les membres de la famille. Le choix d'une famille d'élection à l'intérieur du réseau familial apparaît très restrictif. Quel que soit la taille du réseau cité, le nombre de ceux désignés comme proches n'est que de 5,5 personnes, les jeunes couples comptant le plus de parents dans le groupe constitué par les "proches". Les chiffres les plus bas

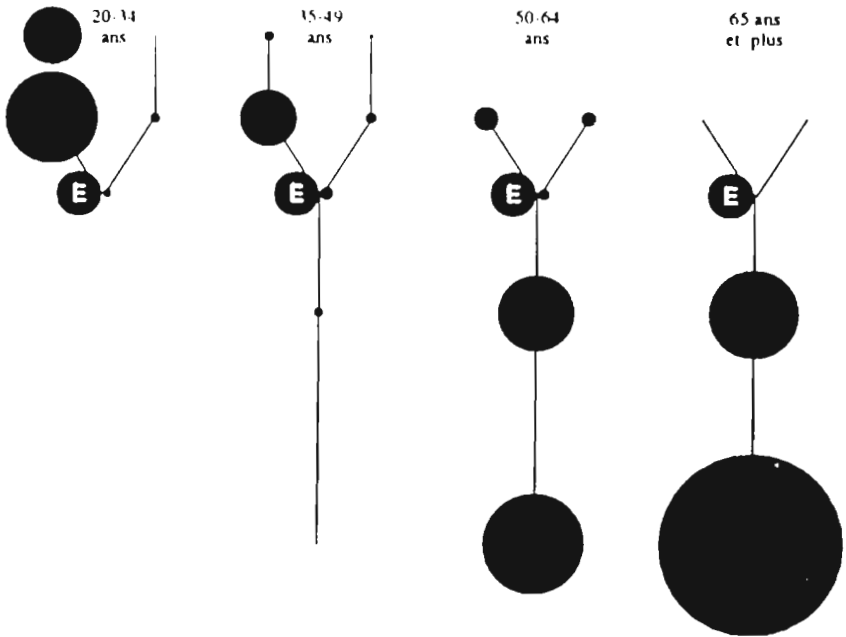
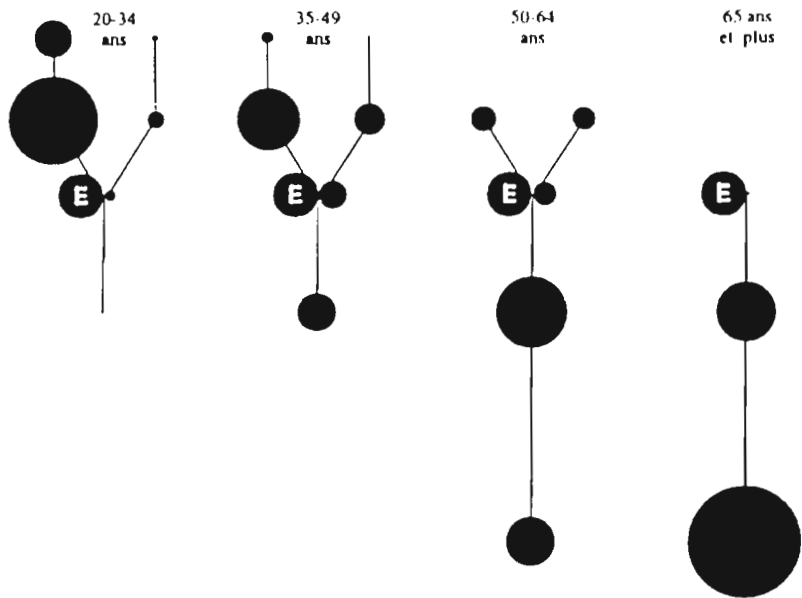
⁹ A. Blum, H. Le Bras, *op. cit.* (note 6).



FAMILLE RESTREINTE DES COUPLES

FAMILLE RESTREINTE DES FAMILLES MONOPARENTALES

- = Parent cité = 0,5 individu
- E = Enquêté = 1 individu
- = Parents cités = 2 Individus



FAMILLE RESTREINTE DES HOMMES SEULS

FAMILLE RESTREINTE DES FEMMES SEULS

s'observent chez les personnes seules. Les personnes qui apparaissent les plus isolées au sein de leur famille sont les femmes seules de 35 à 49 ans (les deux tiers étant composés de célibataires). Puis les hommes seuls (dont la parenté est la plus réduite) sont également ceux qui ont le nombre de parents proches le plus faible. On peut noter également que c'est exclusivement parmi la famille restreinte que les enquêtés désignent leurs proches (parents, enfants, frères et sœurs). Parmi les enquêtés âgés de 35 à 49 ans, elle représente 86 % des proches parents chez les couples, 80 % chez les hommes seuls et 73 % chez les femmes seules.

4. EVALUATION DE L'ENTOURAGE AU LONG D'UN PARCOURS INDIVIDUEL

Une analyse par âge permet d'aller plus loin en donnant une idée de l'évolution possible de l'entourage au cours de l'existence. En adoptant une définition limitée de l'entourage, qui comprend le conjoint ou ex-conjoint, les enfants et petits enfants, ainsi que les parents et grands-parents de l'enquêté et de son conjoint ou ex-conjoint et en retenant les trois situations les plus courantes à l'enquête (seul, famille nucléaire ou famille monoparentale), on obtient les résultats présentés sur le graphique 2 (cf. tableaux en Annexe).

Analysons tout d'abord l'entourage des couples. Ce dernier comprend environ 7 personnes (de 6,6 à 8,2). La configuration de cette famille restreinte varie légèrement selon l'âge, et l'histoire démographique se lit dans la structure même du réseau de parenté. Au fil du temps, les enfants remplacent les grands-parents, puis les petits-enfants les parents.

Si l'on considère maintenant l'entourage des familles monoparentales, qui comprennent essentiellement des femmes avec enfants, on retrouve une configuration similaire à celle des couples quel que soit l'âge. Seules les 65 ans et plus semblent mieux entourées. Il s'agit, en fait, de femmes plus âgées (dont une partie sont veuves) ayant toujours un enfant un charge.

En revanche, l'entourage des personnes seules est beaucoup plus restreint que celui des familles puisqu'à certains âges sa taille est réduite de moitié. Cependant cet univers connaît des variations plus fortes autant pour les femmes que pour les hommes en raison de l'hétérogénéité des personnes qui se retrouvent dans ces catégories aux divers âges. Le caractère provisoire de ces situations rend difficile une lecture par âge.

Cette dernière constatation nous amène tout naturellement à essayer d'imaginer quelle serait l'évolution de l'entourage d'un individu selon son parcours matrimonial. Nous avons pour cela choisi quelques parcours "types". Cet artifice a des limites car la démarche repose sur des moyennes, il s'agit d'un raisonnement longitudinal, à partir de données transversales qui suppose donc d'une part, que les différentes générations se sont comportées et se comporteront de façon similaire, et d'autre part, repose sur les trois catégories identifiées ici, qui regroupent grossièrement des individus dont les trajets peuvent différer fortement. La catégorie hommes seuls par exemple, est constitué aussi bien de célibataires "endurcis" que d'hommes divorcés ou séparés ayant des enfants

Considérons une femme qui se marie à 35 ans, élève des enfants, divorce à 50 ans et se trouve seule au départ de son dernier enfant à 68 ans. La taille de son entourage évolue : tout d'abord, elle est en moyenne de 3,7 lorsque l'enquêtée est célibataire, double pratiquement entre 35 et 50 ans avec l'entrée du conjoint et de sa famille dans son entourage ainsi que l'arrivée des enfants. A son divorce, son entourage ne se réduit pas (6,96), au contraire, puisque la famille du conjoint ne disparaît pas complètement (la moitié des femmes interrogées

cite leur ex-conjoint). Quelque soit la suite du parcours cette femme de plus de 65 ans n'est jamais vraiment isolée, elle compte entre 6 et 10 personnes dans son entourage proche.

Prenons maintenant la trajectoire d'un homme marié tôt sans enfant dont l'entourage est constitué d'environ 6,22 personnes. En se séparant de sa femme l'étendue de son entourage est pratiquement diminuée de moitié, en se remettant en couple et en constituant une famille, il sera de nouveau entouré d'une demi douzaine de proches.

Ces personnes, même si elles ne vivent plus avec l'enquêté, sont susceptibles d'influencer son comportement résidentiel et réciproquement l'enquêté peut jouer un rôle dans les choix qu'effectuent ses proches. Il suffit pour s'en rendre compte d'examiner la localisation des différents membres de la parenté.

En effet si les relations familiales restent invisibles au niveau économique du fait de leur non comptabilité dans les statistiques officielles, elles ont néanmoins une inscription spatiale. Depuis les recherches de M. Young et P. Willmott, de nombreuses études ont en effet montré l'étonnante proximité géographique des différents membres de la famille. Comme si malgré le jeu des migrations, les familles conservaient leur cohérence spatiale. "la famille se déplace en bloc comme si un fil invisible reliait ses membres entre eux (...) Cinquante ans après leur naissance, près des deux tiers des individus habitent encore le même département que leur parents et plus du tiers de la commune" (Le Bras, Goré 1985).

Cette proximité résidentielle a pu être observée en Région parisienne lors de l'enquête "*Peuplement et Dépeuplement de Paris*". Ainsi parmi les enquêtés qui ont au moins un parent ou un beau-parent encore en vie¹⁰, près de 3 % habitent dans le même immeuble, 5 % dans la même rue¹¹, 12 % dans le même quartier¹². Si l'on considère uniquement les enquêtés dont les parents ou beaux-parents résident dans la Région parisienne, les pourcentages deviennent encore plus significatifs : 6 % se trouvent dans le même immeuble, 9 % dans la même rue et 22 % dans le même quartier. Cette proximité de voisinage est très importante, car elle apporte une nuance sensible aux statistiques sur l'isolement des personnes âgées. Dans ces dernières, une femme qui vit seule dans son appartement – même si c'est dans la même rue, voire dans le même immeuble, que l'un de ses enfants – est comptabilisée dans le recensement comme une personne "isolée"¹³. La notion d'entourage permet ainsi d'éviter ce genre de biais

L'enquête Proches et Parents de l'INED confirme ces résultats à l'échelle de la France. les choix que les ménages font en matière de localisation ne se font pas au hasard ou uniquement en fonction des contraintes professionnelles. La famille joue un rôle non négligeable dans les lieux d'implantation des individus. De fait, 33 % des membres de la famille considérée comme proches¹⁴ habitent la même commune ou la commune limitrophe et près de la moitié le même département.

¹⁰ Ne sont pas compris dans ces pourcentages les parents vivant avec les enquêtés.

¹¹ Ce pourcentage tient compte des parents qui habitent dans le même immeuble.

¹² Ce pourcentage tient compte des parents qui habitent dans le même immeuble ou la même rue.

¹³ On pense, notamment, au titre de l'article de P.A Audirac qui peut prêter à confusion : «Les personnes âgées : de la vie de famille à l'isolement», *Economie et Statistiques*, n° 175, mars 1985. En effet, le fait de vivre seul dans un logement n'entraîne pas forcément un véritable isolement.

¹⁴Le notion de proches diffère ici de celle d'entourage. En effet, dans l'enquête "*Proches et Parents*" nous avons demandé à l'enquêté d'énumérer les personnes appartenant à sa famille et à ses amis qu'il considérerait comme proches. dans cette analyses, nous avons retenu uniquement les proches appartenant au réseau familial.

Tableau 3
Proximité géographique

Type de proximité	Pourcentage	Pourcentage cumulé
même immeuble	0.9	0.9
même rue	1.1	2.0
même hameau	0.7	2.7
même quartier	2.1	4.7
même village	3.6	8.3
même commune ou commune limitrophe	23.7	32
même département	16.3	48.3
Autres	51.7	51.7
Total	100	100

5. BILAN ET PERSPECTIVES

En conclusion, il nous paraît difficile de comprendre les étapes du cours de la vie de l'individu comme la décohabitation, la mise en couple, les ruptures familiales sans faire référence au réseau familial qui l'entoure. Un divorce, par exemple, peut entraîner un retour de la femme chez ses parents, mais également une installation dans un logement à proximité du domicile parental. Dans les deux cas, les proches jouent un rôle essentiel, mais c'est seulement si il y a cohabitation que l'influence des parents pourra être appréhendée dans les statistiques, alors que dans le cas d'une installation à proximité, seule une enquête fine permettra de déceler l'influence des parents sur le choix de localisation après divorce.

La notion d'entourage que nous proposons pourra ainsi mettre en évidence les liens qui se sont tissés au cours du temps entre l'individu et ses proches ainsi que leur impact sur son comportement analysé tant du point de vue démographique, social, ou résidentiel. Dans cette perspective, les décisions de mobilité ne seront donc plus seulement étudiées en fonction de l'âge de l'individu, de son statut professionnel ou de la composition du ménage à un instant donné, mais en liaison avec son histoire résidentielle propre et celle de son entourage, saisi à partir des différentes localisations des uns et des autres.

En conclusion, il nous paraît essentiel, à ce stade de la réflexion, si l'on veut cerner la complexité des rapports que l'individu entretient avec sa famille et son entourage de sortir le groupe domestique du cadre statistique à savoir le ménage dans lequel il était cantonné et d'introduire le temps dans l'analyse des configurations des relations. Ainsi pourra-t-on cerner les interactions entre trajectoires individuelles et parenté et dépasser la vision réductrice et instrumentale de la famille qui a longtemps dominé les sciences sociales.

Bibliographie

- Bonvalet, C., Maison, D., Le Bras, H., Charles, L., 1993.- "Proches et Parents", *Population*, 1, pp.83-110.
- Bonvalet C. & Lelièvre E., 1995.- "Du concept de ménage à celui d'entourage: une redéfinition de l'espace familial", *Sociologie et Sociétés*, n° spécial *Une nouvelle morphologie sociale*.
- Courgeau, D. et Lelièvre E., 1989.- *Manuel d'Analyse Démographique des Biographies*, coll. de l'INED, PUF, 268 p.
- Duncan G. et Morgan J. (Eds.), 1983.- *Five Thousand American Families: Patterns of Economic Progress*. Institute for Social Research, Univ. of Michigan, Ann Arbor.
- Flandrin, J.-L., 1976.- *Familles, parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société*, Paris, Editions Hachette, Collection "Le temps et les hommes".
- Henry, L. 1972.- *Démographie, Analyse et Modèles*, Larousse, Paris. réed. INED, Paris 1984 p.
- Le Bras H. et C. Goré, 1985.- *Géographie physique et sociale de la famille dans la France actuelle*, Paris, CNRS, ATP "Famille".
- Lelièvre E. & Bonvalet C., 1994.- "Construire les principes d'une analyse biographique du groupe familial" à paraître in *Actes du Colloque de l'AIDELF* (1995).
- Ryder, N.-B., 1985.- "Recent developments in the formal demography of the family", in: *International Population Conference*, Florence, (1985), vol. 3, IUSSP, Liège, pp. 207-220.
- M. Young, P. Willmott, 1957.- *Family and Kinship in East London*, Londres, Routledge and Kegan Paul.

ANNEXES

Famille restreinte des couples (Enquête Proches et Parents)

Age de l'enquête	20- 34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
Conjoint	1.00	1.00	1.00	1.00
Enfants	1.17	2.22	2.50	2.69
Père et mère d'Ego	1.87	1.42	0.57	0.07
Grands Parents d'Ego	0.83	0.25	-	-
Père et mère du conjoint	1.75	1.40	0.58	0.13
Grands parents du conjoint	0.77	0.23	0.03	0.02
Petits enfants	-	0.13	1.90	4.29
Total	7.39	6.65	6.58	8.20

Famille restreinte des hommes seuls (Enquête Proches et Parents)

Age de l'enquête	20- 34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
Conjoint	0.24	0.62	0.52	0.06
Enfants	0.03	0.85	1.58	1.32
Père et mère d'Ego	1.95	1.38	0.56	-
Grands Parents d'Ego	0.85	0.25	-	-
Père et mère du conjoint	0.38	0.70	0.51	-
Grands parents du conjoint	0.13	0.03	-	-
Petits enfants	-	-	1.09	2.49
Total	3.58	3.83	4.26	3.87

Famille restreinte des femmes seules (Enquête Proches et Parents)

Age de l'enquête	20- 34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
Conjoint	0.18	0.29	0.25	0.06
Enfants	0.00	0.20	1.67	1.93
Père et mère d'Ego	2.03	1.36	0.54	0.02
Grands Parents d'Ego	1.29	0.22	-	-
Père et mère du conjoint	0.22	0.24	0.32	0.04
Grands parents du conjoint	0.02	0.07	-	-
Petits enfants	-	0.05	2.22	3.98
Total	3.74	2.43	5.00	6.03

Famille restreinte des familles monoparentales (Enquête Proches et Parents)

Age de l'enquête	20- 34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
Conjoint	0.81	0.80	0.52	0.11
Enfants	1.44	2.30	3.32	3.87
Père et mère d'Ego	1.96	1.50	0.66	0.15
Grands Parents d'Ego	1.01	0.14	-	-
Père et mère du conjoint	1.20	0.96	0.40	-
Grands parents du conjoint	0.25	0.06	-	-
Petits enfants	-	0.06	2.06	5.9
Total	6.67	5.82	6.96	10.03

Annexe 5 (suite)

Évolution (2050-2315) de la répartition par grands groupes d'âges de la population mondiale de sous trois hypothèses de mortalité et 7 hypothèses de fécondité

Hypothèses de mortalité et de fécondité	Age	Proportions de population (pour cent)											
		2050	2075	2100	2125	2150	2175	2200	2225	2250	2275	2300	2315
Espérance de vie de 150 ans maintien de la rectangularité de la courbe de survie													
ONU 2,1	0-19	27,7	23,3	20,2	18,0	16,4	15,0	14,2	14,1	14,1	14,1	14,1	14,1
	20-59	52,3	45,3	39,4	35,2	31,9	29,2	27,6	27,4	27,4	27,4	27,4	27,4
	60-99	19,9	30,7	34,8	33,3	30,8	28,2	26,6	26,4	26,4	26,4	26,4	26,4
	100+	0,1	0,7	5,6	13,5	21,0	27,6	31,6	32,1	32,1	32,1	32,1	32,1
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
ONU 1,7	0-19	21,2	17,3	14,4	12,3	10,7	9,4	8,5	8,4	8,4	8,4	8,4	8,4
	20-59	53,9	42,3	34,6	29,7	25,9	22,7	20,7	20,4	20,4	20,4	20,4	20,4
	60-99	24,7	39,4	42,4	37,7	33,6	29,3	26,6	26,2	26,3	26,3	26,3	26,3
	100+	0,1	1,0	8,6	20,3	29,8	38,7	44,2	44,9	44,9	44,9	44,9	44,9
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
ONU 2,5	0-19	32,9	28,5	25,6	23,5	22,0	20,8	20,1	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0
	20-59	50,5	46,3	41,9	38,5	35,9	33,9	32,7	32,6	32,6	32,6	32,6	32,6
	60-99	16,5	24,6	28,7	28,6	27,2	25,7	24,8	24,7	24,7	24,7	24,7	24,7
	100+	0,1	0,5	3,8	9,4	14,9	19,6	22,4	22,7	22,7	22,7	22,7	22,7
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Enfant unique	0-19	21,2	15,2	8,7	5,4	3,5	2,3	1,7	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6
	20-59	53,9	43,4	34,5	23,1	14,8	9,8	7,2	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8
	60-99	24,7	40,4	47,2	46,1	38,7	25,9	19,1	17,9	17,9	17,9	17,9	17,9
	100+	0,1	1,0	9,5	25,4	43,1	62,0	72,0	73,6	73,7	73,6	73,6	73,6
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Deux modes prec	0-19	27,7	18,9	17,7	16,5	15,0	14,1	13,5	13,5	13,4	13,4	13,4	13,4
	20-59	52,3	47,9	37,4	31,3	30,2	27,8	26,9	26,8	26,7	26,8	26,7	26,7
	60-99	19,9	32,4	38,7	36,6	29,5	27,8	26,8	26,5	26,5	26,5	26,5	26,5
	100+	0,1	0,8	6,2	15,6	25,2	30,3	32,9	33,2	33,4	33,3	33,3	33,3
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Deux modes tard	0-19	27,7	14,5	18,5	15,3	14,7	14,3	13,3	13,6	13,3	13,4	13,4	13,4
	20-59	52,3	50,5	33,8	29,5	31,0	27,5	27,1	27,0	26,5	26,7	26,7	26,6
	60-99	19,9	34,2	41,1	38,2	26,5	28,3	27,1	26,4	26,5	26,5	26,6	26,5
	100+	0,1	0,8	6,6	17,0	27,8	29,9	32,5	33,0	33,7	33,4	33,3	33,5
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Un mode tard	0-19	21,2	8,5	17,2	11,7	15,2	13,6	13,0	14,6	11,8	15,2	11,5	14,6
	20-59	53,9	46,8	26,4	28,3	28,7	25,5	29,1	24,1	29,1	24,4	28,8	26,6
	60-99	24,7	43,6	46,9	37,4	23,8	31,3	24,5	28,5	25,5	27,0	26,6	24,6
	100+	0,1	1,1	9,5	22,6	32,4	29,6	33,4	32,8	33,5	33,4	33,1	34,2
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

LES MOTIVATIONS DES COMPORTEMENTS MIGRATOIRES

DANIEL COURGEAU et ÈVA LELIÈVRE

(INED - PARIS)

Introduction

Dès que l'on cherche à étudier les motivations des comportements migratoires, il est bien évident qu'il faut également travailler sur celles qui conduisent un individu à rester sédentaire ; qui plus est, ces motivations n'ont aucune raison d'être les mêmes pour les migrants à courte distance (migration intracommunale, par exemple), pour les migrants à plus longue distance (migration interrégionale, par exemple), ou pour les sédentaires, qui restent dans le même logement. Nous considérons donc dans ce chapitre à la fois les sédentaires et les migrants, selon le type de "mobilité" qu'ils effectuent.

De façon générale, nous entendons ici sous le terme "mobilité" l'ensemble des déplacements qu'effectuent les individus du groupe étudié. Bien entendu selon les études que l'on désire réaliser et des données dont on dispose, on pourra considérer certains déplacements comme des "migrations" laissant de côté les autres¹. Mais il faudra toujours garder à l'esprit le fait que l'individu vit dans un espace où les frontières administratives (communes, départements, régions) jouent souvent un rôle restreint dans la mobilité interne au pays, alors qu'elles peuvent jouer un rôle plus important dans les migrations internationales.

Si l'on désire analyser les motivations des comportements migratoires, il est également nécessaire de les considérer en interaction avec tous les autres éléments de la vie de l'individu. Ce n'est qu'en fonction de son existence passée et de sa situation actuelle dans sa vie familiale, professionnelle, etc, que l'on peut comprendre les raisons qui poussent l'individu à migrer ou les freins qui le retiennent dans sa population d'origine ou dans son logement actuel. Aussi l'attrait d'un revenu plus élevé peut fortement inciter un jeune vivant seul à migrer, alors que ce facteur jouera sans doute beaucoup moins sur un individu plus âgé, vivant avec une femme active et des enfants, du fait du risque de perte du salaire de la femme, de la crainte du déracinement des enfants bien intégrés dans leur école, etc. On ne peut dès lors parler de motivations dans l'absolu, mais toujours se référer à la situation de l'individu dans sa vie familiale, professionnelle, etc.

Il est également nécessaire de faire intervenir l'information dont le migrant potentiel dispose sur les avantages et inconvénients des choix parmi les diverses destinations. Il est évident qu'un individu choisira plus facilement une région de destination sur laquelle il dispose de nombreuses informations à l'aide d'un important réseau de relations, qu'une autre destination sur laquelle il dispose de peu d'informations, seulement recueillies par voie de presse, par exemple. A l'inverse, un individu bien intégré dans un quartier ou dans une ville où se trouve la majorité de ses relations, sera peu tenté d'émigrer vers un autre lieu.

¹ La définition de la migration dépend de deux critères : distance et durée de résidence, qui sont déterminés dans le cadre de chaque étude particulière.

Notons cependant que, selon le niveau d'agrégation auquel on se place, la définition et la mesure des motivations peut être très différente. Ainsi, lorsque l'on travaille sur des données d'enquêtes, on pourra faire intervenir directement les motivations des migrations, si celles-ci sont demandées aux personnes interrogées. On pourra également examiner les dépendances entre les migrations et les autres processus de la vie individuelle. Cette dernière approche, moins subjective que la précédente, permet de mieux assurer la nature des motifs de la migration. Plutôt que de se placer au niveau individuel ("micro"), on peut se placer à un niveau agrégé ("macro"), lorsque l'on utilise, par exemple, des données de recensement. Des hypothèses plus fortes sont alors à faire sur les flux de migration observés et sur les diverses caractéristiques mesurées sur chaque zone. Un modèle de comportement migratoire individuel est en fait sous-jacent à une telle analyse (Puig, 1981). Les liens entre modèles au niveau "micro" et "macro" seront dès lors à analyser de façon plus détaillée, afin de valider ces modèles sous-jacents.

I.- La complexité des comportements migratoires

Avant même de prendre en compte les raisons individuelles qui jouent sur les décisions de mobilité, il convient de revenir sur la complexité de l'analyse des déplacements géographiques et de l'influence qu'ont sur eux les autres événements. Faire cette analyse, c'est à dire considérer les facteurs endogènes motivant les déplacements, n'a de sens que si l'on envisage les processus et leurs interactions. En effet si une migration peut être motivée par événement familial, un autre événement concernant la famille peut être à l'origine d'une sédentarisation ou même résulter d'un déplacement.

Deux éléments sont donc à considérer : la mobilité autant que l'immobilité et réciproquement l'enjeu que constitue la mobilité pour les processus démographiques appartenant aux autres domaines de la vie des individus. Ce dernier aspect n'est pas l'objet de ce chapitre aussi nous n'y reviendrons pas. Il nous paraît néanmoins indispensable de rappeler à quel point il est toujours nécessaire d'envisager la réciprocité des dépendances dans une analyse des comportements individuels (Lelièvre, 1991).

1) Reconsidérer l'effet d'âge

Les taux de mobilité par âge obtenus à partir des données de recensement de 1982 présentent un profil très caractéristique [Figure 1]. Il s'agit des taux annuels de changements de logement et de migration interrégionale². Ce profil relativement universel est très proche de celui que l'on peut observer dans d'autres contextes nationaux. Jusqu'à l'âge de 15 ans la mobilité des individus correspond à celle de leurs parents, soit celle des adultes actifs âgés de 25 à 45 ans. De 15 à 25 ans, on observe un surcroît de mobilité significatif qu'on peut attribuer à l'entrée des jeunes sur le marché de l'emploi, la prise d'un logement indépendant, la mise en union, en un mot la mobilité correspondant à la transition vers l'âge adulte. Un petit regain s'observe ensuite à l'âge de la retraite (entre 60 et 70 ans), suivi d'une hausse de la mobilité aux grands âges, surtout pour les femmes, ce qui correspond à l'entrée en collectivité ou la prise en charge par leurs enfants. Les

² Il s'agit dans le cas de la France du découpage en 22 régions. Nous ne commenterons pas ici la direction des flux, voir Courgeau, 1990 ; Pumain & Faure, 1991.

différences entre les sexes se font l'écho des différences d'âges auxquelles les individus de sexe opposé effectuent les transitions familiales et professionnelles.

La forme des courbes pour les changements de logement et les changements de région est à peu près la même, à un facteur multiplicatif près. Cela vient confirmer le choix fait dans l'introduction de considérer la mobilité comme constituée par l'ensemble des déplacements, quitte ensuite à ne prendre en compte que certains de ceux-ci comme des migrations. Les motivations sont comme nous le verrons les mêmes, certaines jouant plus sur les migrations à longue distance, d'autres sur les courts déplacements.

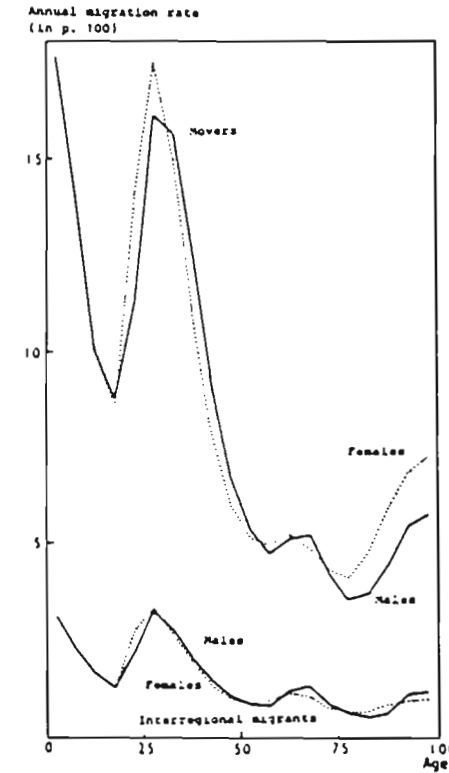


Figure 1: Distribution par âge et sexe de la mobilité résidentielle et des migrations interrégionales (Recensement 1982)

Aux commentaires sur cette répartition très « classique », on peut dorénavant adjoindre la description à partir de l'analyse de données individuelles. La Figure 2 présente la distribution (pour la population masculine) des effets d'âge, tels qu'une régression de type Gompertz, modélisant l'âge à la migration antérieure et la durée de séjour, les estime (Courgeau, 1985). On ajuste successivement des modèles où l'on introduit un nombre

croissant de variables contrôlant les étapes franchies par l'individu dans ses divers domaines d'implication.

L'effet d'âge contrôlé par la durée de séjour est très semblable (en ignorant les échelles) aux courbes du graphique précédent : on observe un pic de mobilité vers 25 ans suivi d'une stabilisation. Cependant les modélisations successives permettent cette fois de dissocier clairement ce qui correspondrait à un seul effet d'âge de ce qui résulte des variables caractérisant les étapes des trajectoires individuelles.

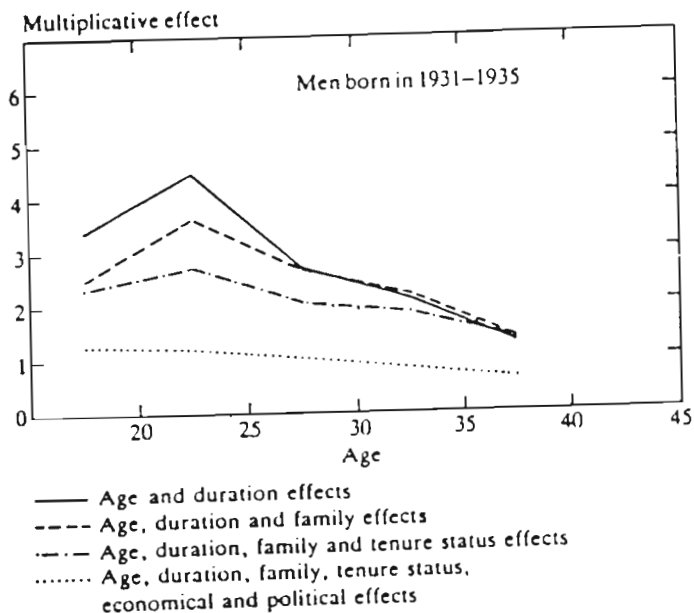


Figure 2: Effet multiplicatif de l'âge sur la mobilité masculine selon les variables prises en compte dans le modèle (Enquête 3B)

En introduisant en premier lieu des variables contrôlant les étapes du parcours familial (essentiellement mariage, divorce et naissances successives), l'effet dû à l'âge seul se voit réduit entre 15 et 28 ans. En y ajoutant le fait de devenir propriétaire, l'effet d'âge s'atténue de nouveau, cette fois sur l'ensemble des âges considérés. Enfin dans le modèle complet où figurent des variables caractérisant la situation d'emploi (service militaire, actif, chômage), le type d'emploi occupé et les variables conjoncturelles (période de guerre, crise de 1931, de 1974), l'effet d'âge disparaît totalement.

L'âge apparaît ici clairement comme une variable de *proxi* qui capture, confond et synthétise les effets des autres processus à l'oeuvre dans le parcours des individus. Il est donc tout à fait pertinent d'essayer d'identifier leur influence propre sur la mobilité.

D'autre part, les distributions observées suggèrent que ces effets s'exercent à certains moments de la trajectoire et modifient la mobilité au cours de l'existence des individus. Ceci nous amène à privilégier, quand les données sont disponibles, une approche longitudinale biographique (voir chapitre I.B.10 du Premier Volume de cet Ouvrage³) qui seule peut permettre d'étudier ces modifications de façon satisfaisante.

2) La mesure de la mobilité au cours de la trajectoire individuelle

Les données biographiques sont extrêmement riches et permettent d'aborder l'étude de la mobilité de différentes façons qui conduisent à des résultats que l'on pourrait croire contradictoires. Il est donc nécessaire de rappeler ces approches dont les hypothèses implicites influencent fortement les résultats.

- D'une part, les fichiers extrêmement riches de données biographiques permettent l'observation des modifications du comportement migratoire des individus selon les changements matrimoniaux ou les étapes professionnelles, par exemple. Ainsi dans le cas du mariage ou du divorce qui tout deux correspondent à des moments de grande mobilité résidentielle, on est capable de mettre en évidence que ces événements initient également de nouvelles périodes de mobilité très spécifique. Après les changements résidentiels initiaux l'impact du mariage se révèle en effet très stabilisateur sur la mobilité des individus ; le divorce au contraire marque le début d'une période d'instabilité résidentielle (Bonvalet & Lelièvre, 1991).
- On dispose, d'autre part, à la date de l'enquête, d'un bilan de la mobilité (sous forme du nombre de logements) des individus interrogés. Celui-ci peut être détaillé selon les caractéristiques disponibles : statut matrimonial à l'enquête, taille de la famille, situation professionnelle à l'enquête, etc.

Les temps forts de la vie familiale (mise en union, naissances des enfants) et de la vie professionnelle (premier emploi, mutation) ayant de fortes probabilités de s'accompagner d'un changement de logement, on peut prévoir, sans grands risques, un nombre supérieur de logements pour ceux dont la vie familiale et professionnelle est la plus fournie. La présentation d'un tel bilan permet des comparaisons intéressantes (Lelièvre, 1990a et 1990b ; Bonvalet & Lelièvre, 1989).

Une façon d'utiliser ces catégories définies selon des critères *a posteriori* est de distinguer, par exemple, les parents de trois enfants ou les célibataires définitifs, à tout moment de trajectoire. Cette démarche qui peut être très instructive dans une phase ultérieure de l'analyse conduit à des résultats qu'il convient de manier avec prudence : elle n'est donc pas recommandée pour une première approche. Elle conduit à séparer avant même le début de la formation de la famille, les « futurs » parents de trois enfants de ceux qui n'en auront qu'un, ou encore, les célibataires définitifs de ceux qui ultérieurement se mettront en couple. Son utilisation permet cependant de tester d'éventuels processus de sélection. On a pu ainsi montrer dans l'étude de la migration vers les métropoles⁴ françaises que les femmes migrantes avaient un régime de fécondité différent des sédentaires hors des zones métropolitaines avant même leur départ pour les régions très urbanisées : une véritable sélection était à l'oeuvre. Dans le cas des migrations vers la province, il ne s'agissait pas cette fois d'une sélection puisqu'aucune

³ Chapitre I.B.10: « Analyse biographique » Courgeau et Lelièvre

⁴ Il s'agit des régions de Paris, Lyon et Marseille, voir Courgeau 1987.

distinction ne pouvait être faite entre la fécondité des futurs migrants et des sédentaires en zone métropolitaine (Courgeau, 1987).

Ainsi si les bilans ne sont pas à négliger, ils résument de façon trop agrégée les différentes facettes des trajectoires individuelles. Un nombre moyen de migrations par statut à l'enquête ne peut rendre compte d'une baisse suivie d'une reprise de la propension des individus à migrer au cours de leur vie. De plus, de tels bilans ne peuvent être établis que pour des groupes exposés au risque de bouger sur des périodes de même durée. Un nombre moyen de logements pour les individus d'une tranche d'âge de 10 ans, amalgame de façon variable selon le groupe d'âge, des personnes en phase de mobilité intensive avec d'autres en période de stabilité. Ceci biaise à l'évidence de tels bilans.

De plus, la procédure qui consiste à tester des comportements sélectifs en examinant le comportement différentiels de « futures » catégories, doit rester un exercice empirique à manier avec prudence.

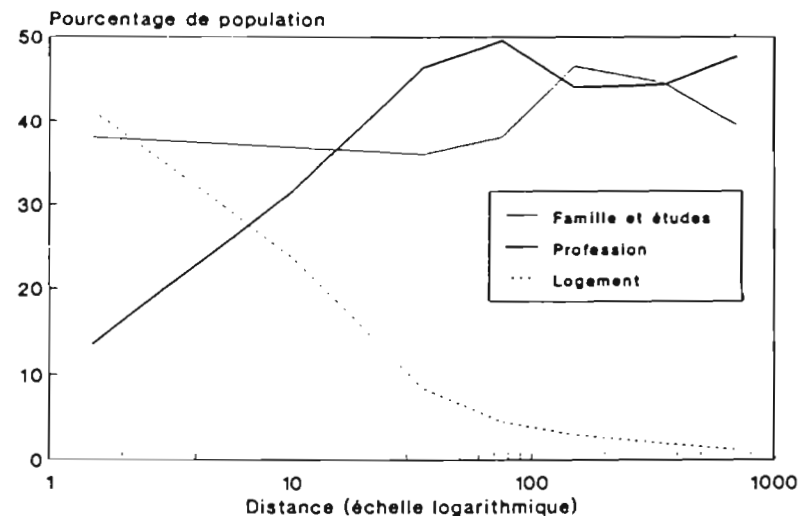
En présence de données longitudinales, une analyse de durée de séjour⁵ est seule capable de révéler, les modification des comportements de mobilité au cours de la vie des individus.

3) Les motivations de la mobilité

Il est particulièrement malaisé d'exposer l'importance relative des motivations citées par les individus pour justifier leurs déplacements. D'une part, celles-ci ont de fortes chances d'être réparties différemment selon les contextes culturels et les époques. Même si les raisons familiales semblent dominer, tout du moins pour la mobilité résidentielle et les raisons professionnelles pour les migrations plus lointaines. P. Rossi (1980) trouve, dans le contexte américain, que « la principale fonction de la mobilité résidentielle [est]... d'ajuster... les conditions de logement aux modifications familiales de la composition du ménage ». B. Baccaïni (1991) montre combien les raisons invoquées en France pour expliquer ou justifier un changement de logement, changent selon la distance de migration (Figure 3). A courte distance (migrations intracommunales) les raisons liées au logement (accession à la propriété, amélioration ou agrandissement du logement, etc) l'emportent, les raisons liées à la profession y étant négligeables. Celles-ci augmentent rapidement avec la distance de migration pour devenir majoritaires à moyenne distance (migration intrarégionales), alors que les raisons familiales restent à un même niveau jusqu'à une distance de 100 km. Pour les migrations interrégionales plus éloignées, les raisons liées au logement sont très minoritaires, les raisons familiales et professionnelles se situant au même niveau. Toutes ces motivations cependant vont jouer quelle que soit la distance de migration, mais avec une importance variable selon cette distance.

Si les étapes de la trajectoire familiale ont un effet direct sur la propension des individus à migrer, ces étapes campent donc un contexte au sein duquel les motivations sont évaluées et prises en compte différemment par les individus. Ainsi G. Sandefur (1985) démontre que l'importance des motifs de migration dépend fortement du stade auquel se trouvent les individus dans leur parcours biographique. Enfin, ces raisons reconstruites, souvent *a posteriori* comme c'est le cas dans une enquête rétrospective, n'ont de valeur que celle que leur attribue les individus amenés par l'entretien à justifier ou expliquer un déplacement.

⁵ biographique si les données le permettent.



Source : Baccaini (1991).

Figure 3: Raisons des migrations en fonction de la distance en kilomètres (Enquête 3B)

Une façon moins subjective d'établir la nature des motifs des migrations est donc, lorsque l'on dispose de données biographiques, de tester les dépendances en jeu entre la mobilité et les autres processus. Les déplacements pris en compte peuvent être de nature diverse, du simple changement de logement ou même du déplacement quotidien jusqu'à la migration interrégionale, selon la précision du recueil.

Cependant, malgré leur pertinence, l'application des méthodes d'analyse des biographies présente des limites qu'il importe d'abord d'identifier. Ainsi alors qu'une étude des interactions entre mariage et migration s'avère particulièrement appropriée, on peut être tenté de conduire une telle étude entre divorce et migration, ce qui se révèle plus délicat. Dans le premier cas, choisir une origine commune aux deux processus⁶ ne pose pas de problème : on va confronter premier mariage et indépendance résidentielle, par exemple. Dans le cas du divorce, il paraît quasi impossible de définir de façon univoque la migration spécifique⁷, parmi les événements migratoires, à confronter au divorce, sans faire de référence explicite à la dissolution du couple. Or si l'on choisit la migration qui précède ou succède au divorce, une étude d'interaction n'a plus aucun sens.

Une autre embûche, moins anecdotique qu'il n'y paraît au premier abord, provient des transformations structurelles qui affectent les relations entre individus. Si la vie en

⁶ Ce qui est une des conditions de la mise en œuvre de l'analyse (Courgeau & Lelièvre, 1989).

⁷ qui sera la même pour tous les individus.

couple reste majoritaire, le développement de la cohabitation rend les débuts d'unions moins facilement identifiables. De même des événements bien définis comme le divorce ne correspondent pas au moment où les conjoints se sont effectivement séparés.

Afin d'illustrer l'ensemble de ces propos, il convient de donner un panorama rapide de résultats obtenus à partir de données biographiques.

4) Quelques résultats significatifs

Les résultats suivants sont en grande partie tirés de l'analyse des données de l'enquête « Triple biographie: familiale, professionnelle et migratoire » (appelée aussi enquête 3B), qui fut réalisée en 1981 par l'INED. Cette enquête très novatrice est une collecte rétrospective d'informations biographiques longitudinales auprès d'individus nés entre 1911 et 1935. L'échantillon est représentatif au niveau national et compte 4602 individus (Courgeau, 1984). Il est donc possible à partir de ces données de faire le point des trajectoires résidentielles de ces générations en utilisant les différentes approches décrites précédemment. Reprenons tout d'abord le cas des différents effets du mariage sur la mobilité des individus, qui est à notre sens très explicite.

• *le mariage, à la fois facteur de mobilité et d'une plus grande stabilité résidentielle.*

Les données d'enquête permettent de saisir la mobilité liée à cet événement marquant du parcours familial des individus. Pour les générations nées entre 1911 et 1935, le mariage a signifié un déménagement dans un nouveau logement (Tableau 1). L'état matrimonial au moment de l'installation dans un premier logement indépendant explique les différences observées selon les sexes. Ainsi 47% des hommes se sont installés avant de se marier, or les femmes de ces générations, qui ont en moyenne acquis leur indépendance résidentielle un an plus tôt que les hommes, l'ont fait plus souvent à l'occasion de leur mariage (51% d'entre elles contre seulement 39% des hommes de l'enquête 3B). Ainsi les femmes ont nettement plus tendance à changer de résidence au moment de leur mariage et cela correspond pour elles plus souvent que pour leur conjoint au départ du domicile des parents.

Tableau 1: Proportion d'individus ayant déménagé à l'occasion de leur mariage (Enquête 3B).

Sexe	Génération 1911-1925	Génération 1926-1935	Ensemble
Hommes	44.9	50.8	47.8
Femmes	64.8	66.4	65.5
Ensemble	55.6	58.7	57.4

Comme nous le signalions précédemment, la mobilité résidentielle est très liée aux événements familiaux, la mariage entraînant généralement le déménagement d'au moins un des conjoints, le divorce en sens inverse se traduisant par le départ d'au moins un des ex-époux. Les résultats du Tableau 2 confirment ces tendances. Les célibataires à l'enquête ont été les moins mobiles, un sur trois au sein de ce groupe n'a jamais décohabité de chez ses parents (beaucoup d'agriculteurs), il s'agit souvent de célibataires définitifs au parcours migratoire très limité dont les comportements sont très différents des célibataires qui ne

sont pas encore mariés. Puis viennent les individus mariés et enfin les plus fortes mobilités s'observent pour les divorcés et remariés. Néanmoins, ces résultats ne rendent en aucun cas compte des modifications de la mobilité au cours de la trajectoire.

Tableau 2: Nombre moyen de logement à 45 ans selon le statut matrimonial à l'enquête (Enquête 3B).

Statut matrimonial	Nb moyen de logt. (écart type, seuil 95%)	Effectifs
Célibataires	2.13 (± 0.34)	189
Mariés	3.15 (± 0.12)	1385
Remariés	3.87 (± 0.48)	86
Divorcés-séparés	0.80 (± 0.13)	164

Afin de s'approcher un peu plus de la mesure de l'effet du mariage, le Tableau 3 présente un descriptif selon l'état matrimonial du moment et celui que l'on observe à l'enquête, essayant ainsi de saisir mieux la mobilité des célibataires et l'impact du mariage. Aux trois âges (25 à 35 ans) les célibataires ont pratiquement la même mobilité quel que soit leur destin matrimonial. Pour les individus mariés en revanche, le nombre moyen de logements est nettement plus élevé à chaque âge, faisant apparaître un effet du mariage sur la mobilité résidentielle.

Tableau 3: Nombre moyen de logement occupés plus d'un an selon le statut matrimonial à chaque âge et à l'enquête (Enquête 3B).

Statut matrimonial selon l'âge - à l'enquête	Nb moyen de logt. (écart type, seuil 95%)	Effectifs
25 ans		
Célibataire - célibataire	0.80 (± 0.13)	396
Célibataire - mariés	0.90 (± 0.10)	1 017
Mariés - mariés	1.55 (± 0.06)	1 959
30 ans		
Célibataire - célibataire	1.19 (± 0.17)	396
Célibataire - mariés	1.34 (± 0.20)	367
Mariés - mariés	2.06 (± 0.06)	2 609
35 ans		
Célibataire - célibataire	1.52 (± 0.19)	396
Célibataire - mariés	1.42 (± 0.30)	134
Mariés - mariés	2.51 (± 0.06)	2 842

La succession de ces trois tableaux est caractéristique des résultats descriptifs couramment présentés. Le Tableau 1 mesure la mobilité au moment du mariage, le Tableau

2 donne un bilan comparable à celui que l'on obtiendrait avec des données transversales, et le Tableau 3 est un essai d'appréhender la mobilité au cours de la trajectoire qui ne se révèle pas très probant.

Une analyse biographique est en fait la seule capable de rendre compte des modifications du comportement migratoire des individus et sa mise en oeuvre révèle la deuxième caractéristique de l'influence à plus long terme du mariage, l'effet stabilisateur (Courgeau, 1985) est particulièrement net, il correspond à un ralentissement important de la mobilité la réduisant d'un tiers (Figure 2). Il apparaît ici clairement qu'un nombre moyen de logements ne saurait rendre compte d'une hausse suivie d'une baisse de la propensité à migrer des individus au cours de leur vie. L'information dérivée de ce seul type de résultats est donc parfaitement insuffisante pour appréhender l'influence d'un événement sur la mobilité des individus et l'on ne saurait désormais se passer d'une analyse biographique de telles données⁸.

• la mobilité individuelle et la venue des enfants

Une analyse biographique des interactions entre mobilité et venue des enfants montre dans quelques cas précis un effet de la naissance des enfants. Le regain de mobilité qu'on attendrait après les naissances successives n'est observé qu'auprès des femmes mariées avant 22 ans (Courgeau, 1985). Pour ces couples on peut supposer qu'il a fallu ajuster *a posteriori* la taille de leur logement à celle de leur famille. Tandis que les couples mariés plus tard disposaient sans doute d'un logement plus adapté à la taille souhaitée de leur future famille, ce qui expliquerait l'absence de reprise significative de la mobilité après les naissances. En effet, pour ces couples mariés plus tardivement, une solution adoptée par ces générations pour disposer d'un plus grand logement a été l'accession à la propriété dont l'effet stabilisateur s'est cumulé à celui du mariage.

Dans ce cas également, si l'on dresse un bilan du nombre moyen de logements selon la descendance atteinte à l'enquête, on observe que les couples sans enfant ont globalement moins bougé que les autres, mais les différences observées ensuite ne sont pas statistiquement significatives. Une fois encore on capture ici la description de la mobilité dans des catégories très spécifiques et pas l'effet des naissances au cours de la vie des individus.

Une analyse semblable d'interactions entre mobilité intra ou interrégionale et venue des enfants a également été effectuée en Norvège sur des données de Registre de Population (Courgeau et Baccaini, 1996, à paraître). La naissance d'un premier enfant entraîne pour les générations nées en 1948 et 1958 une plus forte mobilité à courte distance, seulement l'année de cette naissance et la suivante. Cette mobilité se trouve au contraire réduite au delà de ce délai de deux ans, pour les migrations interrégionales ou pour les naissances de rang supérieur. Ainsi dans ce pays l'ajustement de la taille du logement se fait lors de la première naissance, lorsqu'elle est nécessaire, et n'apparaît plus pour les naissances suivantes.

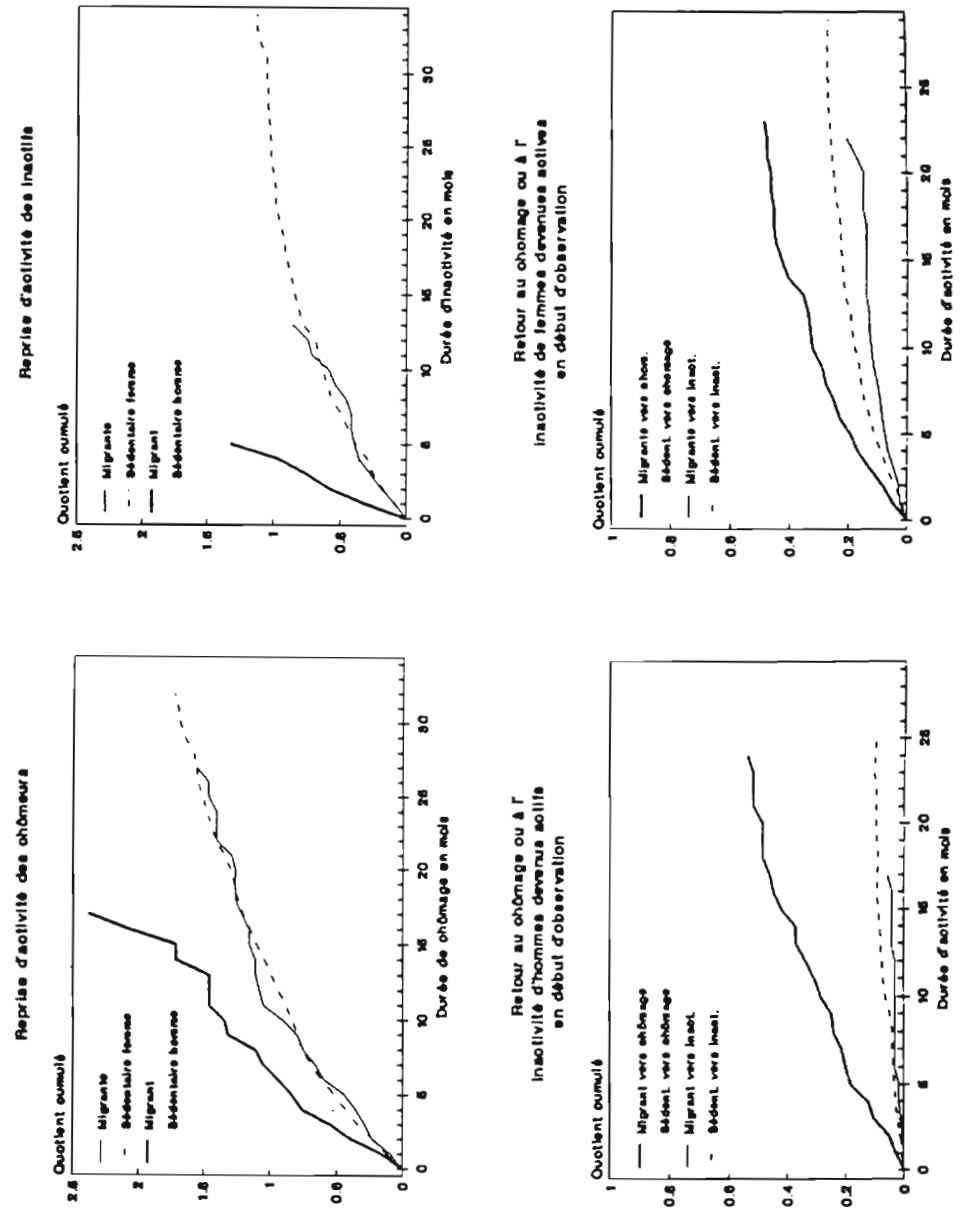


Figure 4: Mobilité et activité en France 1991-1995 (Enquête Emploi, Insee)

⁸ Une telle analyse est d'ailleurs facilement mise en oeuvre avec les logiciels couramment disponibles.

• la mobilité et l'activité

La mobilité spatiale entretient également des liens complexes avec l'emploi. Ainsi on observe en France au début des années 1990, que la migration d'un couple entraîne d'autant plus souvent qu'elle est lointaine, la mise au chômage d'un de ses membres, généralement la femme (Courgeau et Meron, 1995). Ainsi 27% des femmes actives occupées qui changent de région sont devenues chômeuses, contre seulement 4% parmi celles qui n'ont pas déménagé. Pour les hommes actifs ces pourcentages sont respectivement 8% contre 2%, ce qui montre qu'ils sont également touchés par cet effet mais à un moindre degré. On pourrait penser que ces migrants se trouvant coupés de certains de leurs réseaux initiaux d'insertion sur le marché du travail, auront plus de difficultés à en retrouver. On observe en fait qu'il n'en est rien : les hommes migrants retrouvent plus souvent un emploi que les sédentaires et aucune différence de comportement n'apparaît pour les femmes migrantes. La migration ne se fait pas vers n'importe quelle région, mais bien vers une région où l'individu a des réseaux de relations déjà bien établis.

Dans l'autre sens, chômeurs et inactifs retrouvent plus souvent un emploi lorsqu'ils sont migrants que sédentaires. Ainsi, alors que 41% des chômeurs et 14% des inactifs retrouvent un emploi sur place au cours d'une année, ces pourcentages montent à 57% et 47% respectivement pour les migrants. Lorsque l'on examine ensuite la stabilité dans l'emploi retrouvé par ces individus, on voit que le retour au chômage ou à l'inactivité est beaucoup plus lent pour les migrants, hommes ou femmes, que pour les sédentaires. On peut conclure que les personnes qui ont effectué une migration pour retrouver un emploi sont dans de meilleures conditions pour le garder que celles qui ont pris ce qui se présentait sur place : le « coût » de la migration doit être évalué au vu de la meilleure durabilité de l'emploi vers lequel on migre. Le faible nombre d'individus qui suivent ce cheminement montre à l'évidence la difficulté d'une telle reconversion.

5) Choix de la destination : l'arbitrage de la personnalité des individus et de l'information dont ils disposent

L'homme ne vit pas dans un espace homogène sur lequel il dispose de toutes les informations nécessaires en vue d'une éventuelle migration. Il vit au contraire dans un espace hétérogène sur lequel il a une information imparfaite et cette information évolue avec le temps. Il en est de même des moyens d'acquérir cette information au travers de réseaux de relations, par lecture de la presse ou de tout autre moyen de diffusion.

Un premier moyen de cerner cette information est de la saisir à l'aide d'enquêtes recueillant les "cartes mentales" (*mental maps*) d'individus vivant dans diverses localisations, en fonction de leur âge (P. Gould, 1975). Ces travaux ont montré la mise en place de cartes mentales au cours de l'enfance des individus jusqu'à leur âge adulte. Ces cartes reflètent une connaissance fortement contrastée des zones étudiées, avec un maximum d'information autour du lieu où vit l'individu, mais également des maxima relatifs autour des lieux les plus densément peuplés. On voit apparaître là une possibilité de modéliser cette information en fonction de l'éloignement de l'individu et des populations des divers lieux du pays. Il serait utile de faire intervenir d'autres caractéristiques que l'âge : le niveau d'éducation, la profession exercée ou l'inactivité, le milieu rural ou urbain dans lequel vit l'individu, qui sont autant de caractéristiques pouvant modifier ces cartes mentales. On envisage facilement la complexité de l'information à recueillir pour mieux comprendre ces divers cartes.

Un second moyen va dès lors consister à modéliser cette information dans une approche plus "macro" des comportements individuels. Supposons d'abord que l'individu présent dans une région donnée ait une information complète sur les autres régions vers lesquelles il peut migrer. La probabilité qu'il choisisse la région j est égale à l'attractivité spécifique de cette région, rapportée à la somme des attractivités de l'ensemble des régions. Une telle attractivité peut être mesurée comme une fonction des différentes caractéristiques de la région j : son taux de chômage, son salaire moyen, sa proportion d'individus travaillant dans le secteur agricole, etc. Mais il faut tenir compte du fait que le choix de la région de destination n'est pas indépendant de la région d'origine i . L'information que l'individu pourra avoir sur des diverses destinations est fonction de la proximité entre les lieux, de sa profession, de son revenu, etc. Il en résulte que l'on pourra écrire la probabilité de choisir la destination j , sachant que l'individu vit en i , sous la forme suivante :

$$\text{Prob. (choisir } j / \text{ vivant en } i) = \frac{P_j q_{ij}}{\sum_{k=1}^r P_k q_{ik}} \quad (1)$$

où p_j est l'attraction spécifique de la région j indépendamment de l'origine, et q_{ij} est une mesure de l'information qui va pousser un individu présent en i à migrer vers j (Ginsberg, 1972). Selon les caractéristiques introduites, cette formulation conduit à divers modèles de conduite migratoire couramment utilisés. Ainsi si l'on mesure l'attractivité spécifique d'une région par sa population, P_j , et l'information par une fonction de la distance séparant les régions i et j , d_{ij} , on pourra écrire le flux de migration entre ces régions :

$$M_{ij} = \frac{P_i P_j f(d_{ij})}{\sum_{k=1}^r P_k f(d_{ik})} = k P_i P_j f(d_{ij}) \quad (2)$$

On arrive ainsi à un modèle de type gravitaire, basé sur une théorie des comportements. Bien entendu ces modèles pourront faire intervenir diverses autres mesures de l'information entre ces zones et un grand nombre d'autres caractéristiques tant de zones de départ que d'arrivée : distance en termes d'emplois intermédiaires, coût de la vie, revenu, possibilités de loisirs, climat, densité de population, tant dans les zones de départ que de destination (Rogers, 1967 ; Cadwallader, 1992, par exemple). On voit que ces modèles peuvent être estimés à l'aide des méthodes de régression linéaire, lorsque l'on prend les logarithmes des deux membres. Il faudra bien entendu vérifier que les conditions d'application d'un tel modèle sont vérifiées (Poulain, 1981).

Comme on le voit, cette approche suppose que les comportements individuels soient basés sur des choix qui dépendent de la perception de caractéristiques agrégées. L'individu va favoriser des régions dont il connaît le cadre de vie avec plus de précision qu'ailleurs, tout en le comparant au cadre de vie de la région où il vit. Le raisonnement et l'estimation du modèle peuvent dès lors porter sur les flux et les caractéristiques mesurées au niveau "macro", sous l'hypothèse que les comportements individuels basés sur des choix rationnels ne sont pas influencés simultanément par des caractéristiques personnelles. Or,

nous avons vu plus haut que cette hypothèse n'était pas vérifiée. Il nous faudra donc tenter une synthèse entre ces deux approches dans la partie suivante.

Ayant détaillé la complexité des phénomènes migratoires et les diverses approches utilisées, nous allons maintenant envisager des voies plus novatrices qui permettent une compréhension plus approfondie de la mobilité.

II.- Vers une compréhension plus large des comportements migratoires

La nécessité de comprendre les mécanismes de décision à l'origine des migrations et des choix de localisation des individus conduit de nombreux chercheurs à trouver un cadrage permettant de replacer les stratégies individuelles dans leur espace. Deux principales voies de recherche seront ici présentées. Celles-ci font actuellement l'objet de développements méthodologiques importants et contribuent, dans des perspectives très différentes à l'intégration de l'étude des migrations dans un contexte plus large.

Ainsi dans l'étude des processus d'urbanisation, V. Dupont et F. Dureau (1988) ont privilégié non pas l'entité abstraite que constitue la ville mais plutôt les acteurs du processus d'urbanisation. Ce faisant, pour analyser la dynamique urbaine, il leur a paru réducteur de se limiter à la population qui réside dans l'espace urbain délimité par son espace bâti et nécessaire de s'affranchir de la convention qui rattache les individus à un lieu de résidence unique.

En parallèle une autre voie de recherche permet la prise en compte de paramètres plus complexes à partir de données généralement disponibles, c'est l'analyse des liens entre les résultats obtenus à divers niveaux d'agrégation. En particulier, il faut essayer de dégager les liens entre le niveau individuel et le niveau agrégé comme nous l'avons indiqué plus haut.

Nous examinerons donc successivement ces deux approches.

1) Espace de vie et modification de cet espace

Replacer les acteurs de la mobilité dans leur espace de vie défini comme « la portion d'espace où un individu effectue toutes ses activités [...] non seulement ses lieux de passage et de séjour, mais également tous les lieux avec lesquels il est en rapport » (Courgeau, 1980), est un premier moyen de dépasser l'étude des simples motivations individuelles. Cette notion née à la croisée des travaux des psychologues cognitifs et des sociologues a trouvé ses premières expérimentations en démographie à partir des travaux de D. Courgeau (1972) qui explorait et cartographiait les réseaux de relations entre personnes. L'objectif de ces travaux était d'utiliser ces réseaux dans l'étude de la mobilité des personnes. Le postulat était le suivant : la migration d'un individu ou d'un ménage n'est pas uniquement le résultat de conditions économiques et sociales mais dépend largement des liens tissés par l'individu, des conseils reçus et de l'information qui lui est accessible. Dans cette optique une enquête fut menée en milieu rural (suivie d'une autre en milieu urbain). Les premiers jalons de la mise en pratique du concept d'espace de vie dans une expérimentation quantitative étaient ainsi posés. Lorsque l'on prend en

compte le réseau de relations, la localisation précise de ses membres en donne la répartition spatiale à un instant donné. Toute modification au cours du temps de cet ensemble de lieux constitue alors un changement d'espace de vie, caractérisé par une contraction, une extension, un glissement ou un déplacement complet de celui-ci.

De l'espace structuré par un réseau de relations à l'espace défini par une série de lieux correspondants à des fonctions plutôt qu'à des personnes, les définitions de l'espace de vie peuvent être variées. L'individu est dans les statistiques couramment disponibles repéré en un lieu unique celui de sa résidence, les changements de ce lieu au cours du temps définissant ses migrations. Dans le cadre d'une analyse quantitative qui réduit le champ de la définition de l'espace de vie, on peut le supposer constitué du lieu de résidence et du lieu de travail d'un individu à un moment donné par exemple.

Dans une étude récente, effectuée en Inde (Dupont & Lelièvre, 1991), une définition spécifique de l'espace de vie du migrant a été mise en œuvre : partant de la prise en compte non seulement de l'éventuelle dissociation entre lieu de travail et lieu de résidence, les chercheurs ont choisi de retenir la pluralité des lieux de résidence et de travail pour un même individu. Cela permettait de prendre en compte le fait qu'un migrant d'origine rurale peut combiner un travail en ville avec une participation aux travaux agricoles, et considérer son village d'origine comme un lieu de résidence plus important que son logement en ville, le village demeurant le lieu d'investissement affectif, familial et social privilégié. Dans l'étude en question : « la dynamique d'une ville moyenne en Inde », il s'agissait « d'appréhender la ville au-delà de l'espace de concentration des hommes, de manière à la relier aux dynamiques rurales qui en sont parties constituantes ». L'Inde présente en effet le paradoxe d'avoir un taux d'urbanisation faible (avec 25.7% de population urbaine au recensement de 1991) bien que comptant la deuxième population urbaine (218 million en 1991) au monde après la Chine. Cette approche permettait du même coup d'intégrer la réversibilité possible des flux migratoires. La préférence accordée à un moment donné à l'un des pôles constitutif de l'espace de vie peut se modifier et entraîner l'inversion du mouvement. Cette prise en compte des acteurs du processus d'urbanisation et de leur espace de vie nous a amené à renverser la vision classique de la ville comme pôle muni de sa zone d'influence et à proposer une nouvelle perspective, particulièrement révélatrice dans le cas des villes petites et moyennes en Inde : la ville apparaît plutôt comme une antenne villageoise, lieu d'investissement et de diversification des activités des ruraux. Comme on le voit le concept est très puissant.

Une recherche récente menée à l'INED par Ph. Collomb et F. Guérin-Pace est l'enquête sur la « *Population, l'Espace de Vie et l'Environnement* ». Cherchant à collecter des données qui permettent de cerner les représentations et les pratiques des Français en matière d'environnement, ils ont proposé d'introduire la notion d'espace de vie. Celle-ci leur permettait en effet, à travers une approche concrète des pratiques spatiales des enquêtés de comprendre l'univers des représentations individuelles et d'accéder ainsi à la notion plus large d'environnement collectif (Guérin-Pace, 1994). L'espace de vie appréhendé par ces chercheurs dans cette enquête est plutôt celui de l'espace fréquenté, parcouru, celui autour duquel se construit l'existence individuelle et qui structure concrètement son quotidien (Di Méo, 1991), appelé encore espace utilisé (*spazio utilizzato*) (Barsotti & Bottai, 1994). Ainsi une partie importante de l'enquête est consacrée à la collecte des déplacements pratiqués à pieds autour du logement, en distinguant le territoire familial où l'enquête se rend avec plaisir, du territoire plus fonctionnel et utilitaire où il se rend par nécessité. Les motifs de fréquentation, ceux qui déterminent l'attraction vers

certain lieux, ou au contraire la répulsion ou le manque d'intérêt pour d'autres zones sont aussi collectés. Une typologie des espaces de vie peut ainsi être établie et reliée à la trajectoire résidentielle des individus.

Ainsi nous sommes passés d'une définition restrictive de la migration comme changement de résidence à une définition plus générale de la migration comme changement d'espace de vie. La première définition élaborée sur la base des statistiques démographiques classiques, fait place à une définition plus générale et multiforme dans ses mises en oeuvre quantitatives. Ces définitions font toutes deux intervenir l'espace physique dans lequel se déroulent les mouvements, ce qui les rendent familières aux géographes (A. Frémont, J. Chevalier et al., 1984). Mais elles diffèrent en cela d'autres définitions plus ancrées sur l'espace conceptuel et affectif des individus (voir Eisenstadt, 1953 ou Mangalam, 1968, par exemple). Les possibilités offertes par ce concept sont innombrables, sa souplesse d'application permet en effet de l'adapter à des problématiques assez diverses qui dans le domaine des migrations couvrent l'éventail des types de mobilité et d'immobilité.

2) Approche individuelle et approche agrégée : nécessité d'intégrer simultanément les diverses échelles

Nous avons vu précédemment comment diverses caractéristiques individuelles peuvent influencer le comportement migratoire : l'analyse des biographies le permet parfaitement. Nous avons d'autre part pu voir comment diverses caractéristiques des zones de départ et de destination, mesurées au niveau agrégé, pouvaient jouer sur les pourcentages de migrants : l'analyse de régression est bien adaptée pour ce faire. On peut dès lors se demander quelles relations existent entre les résultats donnés par les deux analyses.

Dès 1950, W. Robinson a montré qu'une corrélation mesurée à un niveau agrégé n'est pas forcément la même qu'une corrélation mesurée au niveau individuel. Cela conduit au concept d'erreur écologique, dans la mesure où l'on désire mesurer une corrélation individuelle à partir de données agrégées, plus souvent recueillies. Près de 30 ans plus tard, G. Firebaugh (1978) reliant les problèmes d'agrégation à la théorie des effets de groupes, reconnaît qu'une variable agrégée mesure souvent une caractéristique différente de ce que mesure la même variable mesurée au niveau individuel. Enfin en 1992, M. Von Korff et al. montrent que des analyses qui relient des caractéristiques agrégées à des variables dépendantes mesurées aussi bien au niveau agrégé qu'individuel, n'entraînent pas forcément d'erreur écologique. En fait, l'erreur écologique est le résultat d'une interprétation incorrecte de la relation correcte mesurée au niveau agrégé.

Dès lors, une perspective plus large s'ouvre avec une analyse multi-niveaux, qui reconnaît l'importance à la fois des caractéristiques individuelles et agrégées pour expliquer les comportements migratoires. Il est bien entendu nécessaire d'examiner plus en détail les liens qui existent à la fois de façon théorique et pratique entre ces divers niveaux et de montrer l'intérêt d'une telle approche multi-niveaux (Courgeau, 1994, Courgeau et Baccaïni, 1995).

Sans entrer dans le détail des démonstrations, nous avons pu vérifier que pour l'étude des comportements migratoires, l'effet des caractéristiques agrégées était pratiquement indépendant de celui des caractéristiques individuelles, tant dans le cas des migrations interrégionales françaises que norvégiennes. Il est dès lors parfaitement légitime

de faire intervenir simultanément caractéristiques individuelles et caractéristiques agrégées pour expliquer de façon plus complète les comportements migratoires.

L'effet de certaines de ces caractéristiques, selon qu'on les considère comme agrégées ou comme individuelles, peut conduire à des paradoxes apparents qu'un examen plus détaillé des situations permet d'expliquer. Prenons pour exemple, le cas des agricultrices françaises dont les chances de migrer sont très inférieures à celle des autres catégories socio-professionnelles. En revanche, le fait de vivre dans une région où ces agricultrices sont plus nombreuses augmente les chances d'en émigrer (Courgeau, 1994).

Ce paradoxe apparent peut s'expliquer en décomposant la population soumise au risque en deux groupes disjoints : les agricultrices et les non agricultrices. Il est dès lors possible d'estimer par régression le logarithme de la probabilité d'émigrer de ces deux groupes en fonction de la part d'agricultrices dans les diverses régions (Figure 5).

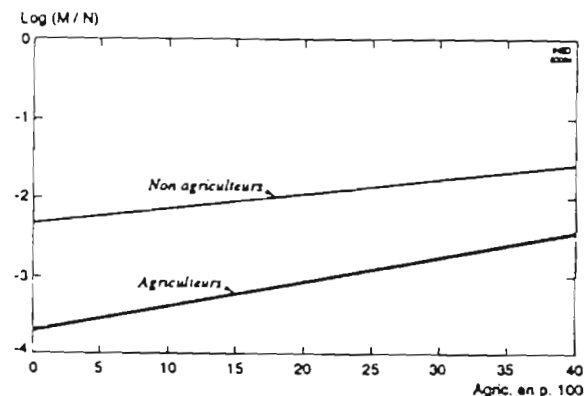


Figure 5: Logarithme de la probabilité d'émigrer des agricultrices et des autres catégories en fonction de la part d'agricultrices dans chaque région (Enquête 3B).

On voit d'abord que les agricultrices ont toujours une plus faible probabilité d'émigrer, quelle que soit leur part dans la région. Cela confirme le paramètre négatif obtenu au niveau individuel (-0,333). Mais simultanément on voit que la probabilité d'émigrer, tant des agricultrices que des non agricultrices, croît lorsque la proportion d'agricultrices augmente. Il en résulte que le paramètre concernant cette variable agrégée est positif (+3,785). Le danger d'inférer certaines hypothèses sur le comportement individuel à partir de résultats obtenus au niveau agrégé, apparaît clairement : la présence de nombreuses agricultrices entraîne une plus forte probabilité d'émigration de toutes les catégories de la population, en partie à cause de la rareté des emplois non agricoles dans ces régions. Mais cela n'implique en rien que les agricultrices aient de plus fortes chances d'émigrer que les autres : c'est exactement l'inverse que l'on observe au niveau individuel. De plus quelle que soit la région d'origine, ce résultat est toujours vérifié.

Il semble dès lors nécessaire de faire intervenir simultanément les caractéristiques mesurées à divers niveaux d'agrégation pour analyser correctement les comportements migratoires : au niveau individuel et au niveau d'unités géographiques plus étendues

(régions, villes, etc). Mais en même temps, une réflexion plus approfondie sur la signification des divers niveaux envisagés est indispensable, pour mettre en évidence les niveaux d'agrégation les plus pertinents à faire intervenir. Doit-on choisir entre des découpages tels que celui en communes, en départements, en régions, ou au contraire les considérer tous comme pertinents ? Seule la poursuite des recherches dans ce domaine permettra de répondre à ces questions.

Conclusions

L'étude des motivations des migrations nous a conduit à élargir le champ d'analyse en passant de l'approche au niveau "micro", à celle au niveau "macro", puis en recherchant une synthèse des deux approches.

L'approche individuelle permet de bien cerner les motivations liées à la vie familiale et professionnelle des migrants potentiels soit par des questions directes que les raisons des migrations, soit par une analyse biographique des migrations en interaction avec les divers événements familiaux et professionnels. La deuxième approche nous est apparue préférable à la première, qui risque de donner des raisons reconstruites a posteriori dans le cas d'enquêtes rétrospectives. L'analyse biographique permet au contraire une analyse très détaillée de ces motivations, reconstituées à partir de la succession des étapes de la vie des enquêtés : migrations matrimoniales ; migrations liées au divorce ou au veuvage ; migrations liées à la naissance d'enfants ; migrations pour raisons professionnelles, etc.

L'approche agrégée permet en revanche de mieux cerner les motivations liées à la position de l'individu dans un espace à la fois social et géographique. L'espace social d'origine est constitué par le milieu dans lequel vit l'individu, que l'on approche par diverses caractéristiques agrégées du lieu de départ. A partir de cette origine existent divers espaces sociaux de destination qui sont plus ou moins bien saisis par les migrants potentiels en fonction de la distance physique ou sociale qui les séparent. Il est dès lors possible d'essayer de modéliser l'attraction de ces différents espaces en faisant intervenir diverses de leurs caractéristiques perçues de façon plus ou moins précise selon l'éloignement entre zones de départ et de destination. Cette modélisation approchée conduit à des modèles agrégés de migration, qui expliquent les flux en fonction à la fois de caractéristiques des zones de départ et d'arrivée, et d'une mesure de l'information échangée entre ces zones.

Il est dès lors nécessaire de généraliser ces approches à une vue plus détaillée des migrations, sous la forme de changement d'espace de vie et d'en rechercher une synthèse reliant les niveaux "micro" et "macro". La première généralisation conduit à réaliser des enquêtes permettant le suivi de l'"entourage" de l'individu dont nous avons montré à la fois la complexité et l'intérêt en sciences humaines (Bonvalet et Lelièvre, 1995). La seconde généralisation conduit à des modèles faisant intervenir simultanément les caractéristiques mesurées à divers niveaux d'agrégation. De tels modèles multi-niveaux permettent de tester l'indépendance entre les effets de caractéristiques mesurées à différents niveaux. Ils montrent dans certains cas que l'effet de la caractéristique individuelle peut être opposé à celui de la caractéristique agrégée, sans introduire de paradoxe du fait de cette indépendance.

Cependant il reste encore beaucoup à faire pour mettre en place une théorie expliquant le rôle des divers niveaux d'agrégation sur les comportements migratoires. On peut penser que l'effet des caractéristiques individuelles mesurent la propension à migrer selon la situation personnelle, tout en tenant compte de la liberté de choix des individus. En revanche les contraintes sociales agissent à un niveau plus agrégé et vont jouer sur les flux de migrants, de façon différente des caractéristiques des individus qui vont migrer. On peut dès lors se demander s'il existe des niveaux d'agrégations plus pertinents que d'autres à faire intervenir pour comprendre les comportements migratoires. Il y a donc là tout un champ, à la fois théorique et empirique, dont on commence juste l'exploration et qui nécessitera encore de nombreuses études à venir.

Références bibliographiques

- BACCAINI B., 1991 - *Mobilité, distances de migration et cycle de vie*, Thèse de doctorat, Université de Paris I, UFR de Géographie, Paris, 520 p.
- BACCAINI B., COURGEAU D., 1995 - Approche individuelle et approche agrégée : utilisation du registre de population norvégien pour l'étude des migrations, Séminaire "L'analyse spatiale de données biodémographiques", Paris, 22 p.
- BACCAINI B., COURGEAU D., 1996.- « The spacial mobility of two generations of young adults in Norway », à paraître, 37p.
- BARSOTTI O. et BOTTAI M., 1994.- « La ricerca "Spazio Utilizzato". Obiettivi e primi risultati », in *Lo spazio e la sua utilizzazione*, M.Bottai & O.Barsotti (Eds.), pp.16-60.
- BONVALET C. et LELIÈVRE E., 1989.- "La mobilité résidentielle en France et à Paris depuis 1945. 1) Bilan résidentiel d'une génération", *Population*, n°3, p. 531-560.
- BONVALET C. et LELIÈVRE E., 1991.- "Nuptialité et mobilité" in *La nuptialité : Evolution récente en France et dans les pays développés*, T.Hibert & L.Roussel (Eds), INED/PUF, Paris, pp.237-253.
- CADWALLADER M., 1992 - *Migration and residential mobility*, The University of Wisconsin Press, Madison, 276 p.
- COURGEAU D., 1972.- "Les réseaux de relations entre personnes. Etude d'un milieu rural", *Population* n°4-5, pp.641-683.
- COURGEAU D., 1980.- *Analyse quantitative des migrations humaine*, Masson, Paris, 225p..
- COURGEAU D., 1984.- "Relations entre cycle de vie et migrations", *Population*, 3483-513.
- COURGEAU D., 1987.- "Constitution de la famille et urbanisation ", *Population* n°1, pp.57-82.
- COURGEAU D., 1990.- Chapitre consacré à la France, in *International Handbook on Internal Migration*, Nam, Serow & Sly (Eds.), Greenwood Press, NY, pp.125-144.

COURGEAU D., 1994.- "Du groupe à l'individu : l'exemple des comportements migratoires", *Population*, 1, pp. 7-26.

COURGEAU D., LELIÈVRE E., 1989.- *Manuel d'Analyse Démographique des Biographies*, coll. de l'INED, PUF, 268 p.

COURGEAU D., MERON M., 1995.- « Mobilité résidentielle, activité et vie familiale des couples », *Economie et Statistique*, n°290, pp.17-31.

Di MÉO G., 1991.- « De l'espace subjectif à l'espace objectif: l'itinéraire du labyrinthe », *L'Espace Géographique*, n°4, pp.359-373.

DUPONT V., DUREAU F., 1988.- *Renouveler l'approche de la dynamique urbaine par l'analyse des migrations ?*, Pratiques Urbaines n°4, Inter-Urba, Tiers monde, CNRS-ORSTOM, 135p.

DUPONT V., LELIÈVRE E., 1993.- "La ville, antenne des villages, observations indiennes", communication à la Conférence AIDELF, mai 1990, Rabat, Maroc, in *Croissance démographique et urbanisation. Politiques de peuplement et aménagement du territoire*. N°5, PUF. pp.117-130.

EISENSTADT J.-N., 1953.- « Analysis of Patterns of Immigration and Absorption of Immigrants », *Population Studies*, n°7, pp.167-180.

FIREBAUGH G., 1978 - A rule for inferring individual-level relationships from aggregate data, *American Sociological Review*, vol. 43, pp. 557-572

GINSBERG R., 1972 - Incorporating causal structure and exogeneous information with probabilistic models : with special reference to choice, gravity, migration and Markov chains, *Journal of Mathematical Sociology*, vol. 2, pp. 83-103

GOULD P., 1975 - People in information space : the mental maps an information surfaces of Sweden, *Lund Studies in Geography*, ser B, n° 42, 162 p.

GUERIN-PACE F., 1994.- « Présentation d'une enquête française sur la "Population, l'Espace de vie et l'Environnement" », in *Lo spazio e la sua utilizzazione*, M.Bottai & O.Barsotti (Eds.), pp.208-214.

LELIÈVRE E., 1990a.- "Point des connaissances quantitatives en matière de mobilité résidentielle", in *Stratégies résidentielles*, Bonvalet & Fribourg (Eds.), col. Congrès et Colloques, n°2, pp.73-84, INED/PUF, Paris.

LELIÈVRE E., 1990b.- "Bilan des connaissances sur la mobilité individuelle au cours du cycle de vie", in *Stratégies résidentielles*, Bonvalet & Fribourg (Eds.), col. Congrès et Colloques, n°2, pp.49-64, INED/PUF, Paris.

LELIÈVRE E., 1991.- "L'étude des interactions entre phénomènes : dépendance unilatérale et causalité", in *Actes du Colloque de l'AIDELF: "Démographie et Différences"*, col. Congrès et Colloques, 8, INED/PUF.

MANGALAM J.-J., 1968.- *Human Migration : a Guide to Migration Literature in English 1955-1962*, Univ. of Kentucky Press, Lexington.

POULAIN M., 1981 - *Contribution à l'analyse spatiale d'une matrice de migration interne*, Recherches Démographiques, cahier n° 3, Cabay, Louvain-La-Neuve, 226 p.

PUMAIN D. & FAURE J.-P., 1991.- "Villes et Régions au rendez-vous de l'Europe", *INSEE Première*, n° 136.

ROBINSON W., 1950.- « Ecological correlations and behavior of individuals », *American Sociological Review*, vol.15, pp.351-357.

ROGERS A., 1967 - A regression analysis of interregional migration in Carolina, *Review of Economics and Statistics*, 49, pp. 262-267

ROSSI P., 1980.- *Why people move*, 2d edition, Beverly Hills, Sage.

SANDEFUR G., 1985.- « Variation in interstate migration of men across the early stages of the life cycle », *Demography*, vol.18, n°3, pp.355-368.

VON KORFF M., KOEPEL M., CURRY S., DIEHR P., 1992 - Multilevel analysis in epidemiologic research on health behaviour and outcomes, *American Journal of Epidemiology*, vol 135, pp. 1077-1082

WYNNE-EDWARDS V. C., 1971.- « Space Use and the Social Community in Animals and Men » in *Behavior and Environment*, Esser (Ed.), Plenum Press, NY, pp.267-280.

YOUNG E., 1924.- *The movement of farm population*, Cornell University, Ithaca.

**Méthodologie des enquêtes
réalisées à Bogota et Delhi**

• Bogota et Delhi

DUPONT (V.), DUREAU (F.), 1995. "Conception et évaluation du système d'enquêtes sur la mobilité spatiale", in *Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Etude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et de Delhi. Rapport Intermédiaire N° 2*, Convention CNRS-ORSTOM : CONV940034VILL, Bogota et New-Delhi, ORSTOM, pp. 22-44 + ann.

DUPONT (V.), DUREAU (F.), HOYOS (M.C.), SIDHU (M.), 1996. "Les entretiens approfondis : méthodologie de collecte et évaluation" et "Le recueil d'informations sur les zones d'enquête", in *Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Etude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et de Delhi. Rapport Intermédiaire N° 3*, Convention CNRS-ORSTOM : CONV940034VILL, Bogota et New-Delhi, ORSTOM, pp. 19-43 + ann.

• Bogota

DUREAU (F.), FLOREZ (C.E.), BARBARY (O.), GARCIA (L.), HOYOS (M.C.), 1994. "La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá. Documento de trabajo N° 2 : metodología de la encuesta cuantitativa". Bogota, CEDE-ORSTOM, 2 vol., 98 p. + 295 p.(traduction du plan du rapport)

DUREAU (F.), FLOREZ (C.E.), BARBARY (O.), HOYOS (M.C.), 1995. "La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá. Documento de trabajo N° 4 : metodología de la segunda etapa de la encuesta cuantitativa". Bogota, CEDE-ORSTOM, 349 p. (plan du rapport)

DUREAU (F.), FLOREZ (C.E.), HOYOS (M.C.), 1994. "El programa de investigación CEDE-ORSTOM sobre las formas de movilidad de las poblaciones de Bogotá y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana : metodología del sistema de encuestas". Bogota, Universidad de Los Andes, CEDE, *Revista Desarrollo y Sociedad* N° 34, pp. 73-94.

DUREAU (F.), 1995. "La production rapide d'informations démographiques et économiques par sondage aérotaire sur image satellitaire : application à trois villes de pays en développement (Quito, Bogota et Yaoundé)". in *Actes des Sixièmes journées scientifiques du Réseau de télédétection de l'AUPELF-UREF, Télédétection des milieux urbains et périurbains, Université de Liège, Belgique, 2-5 octobre 1995*, 13 p. (en cours d'édition)

• Delhi

DUPONT (V.), 1995. "Patterns of population mobility in the Delhi Metropolitan Area and their impact on the urban dynamics. Presentation of the system of investigation", Communication présentée au séminaire "Migration and urbanisation in Vietnam", Ho Chi Minh Ville, 5-8 Décembre 1995, 22 p.

3. CONCEPTION ET EVALUATION DU SYSTEME D'ENQUETES SUR LA MOBILITE SPATIALE

La méthodologie de collecte des données que nous venons d'appliquer à Bogota et Delhi a essayé de traduire dans la pratique certaines avancées conceptuelles qui semblent maintenant admises par de nombreux chercheurs travaillant sur le thème de la mobilité spatiale : restituer le continuum spatio-temporel des formes de mobilité, combiner les approches qualitative et quantitative, transversale et longitudinale, considérer les unités familiales et interpréter les pratiques résidentielles en relation avec les comportements en matière de nuptialité, fécondité et d'insertion sur les marchés du travail. Au delà des ces avancées en matière de concepts et d'analyse, à travers la définition particulière du cadre spatial d'observation et la méthode de sélection de l'échantillon utilisée, nous nous sommes efforcés de développer un système d'observation efficace pour analyser l'impact des pratiques de mobilité des populations sur la dynamique globale et interne de l'aire métropolitaine et replacer la mobilité spatiale dans l'ensemble des facteurs des transformations que connaissent actuellement les deux métropoles.

3.1. DEFINITION DU CADRE SPATIAL D'ANALYSE

3.1.1. Délimitation de l'aire métropolitaine

Vu le rapide processus de métropolisation que connaît actuellement **Bogota**, tout comme de nombreuses autres villes latino-américaines, il était essentiel pour nous d'inscrire notre étude dans un cadre spatial qui corresponde à l'ensemble de l'aire métropolitaine, c'est-à-dire non seulement la ville centrale définie en termes administratifs (District Capital) et physiques (continuité physique), mais aussi les "unités politico-administratives (...) présentant des caractéristiques urbaines et (...) ayant une interrelation directe, quotidienne et intense avec la ville centrale" ¹.

Ainsi, comme le montre la Figure 3.1, nous avons délimité l'aire métropolitaine de Bogota, en privilégiant trois types de critères : géographiques, de dynamique démographique et d'intégration fonctionnelle. Outre ces critères analytiques, nous avons pris en compte la classification synthétique établie par R. ECHEVERRI ², et qui jusqu' en 1993 constituait la seule contribution à la question de la délimitation de l'aire métropolitaine de Bogota. Appliquant les critères ci-dessus mentionnés à l'ensemble des 114 municipalités du département de Cundinamarca, nous avons sélectionné un groupe de 17 municipalités qui forment, avec Bogota même, l'aire métropolitaine.

A **Delhi** également, les phénomènes de suburbanisation et de développement de villes satellites autour de la capitale rendent nécessaire la prise en compte d'un cadre spatial élargi au delà des limites administratives de l'agglomération urbaine et de son Territoire administratif (*Delhi National Capital Territory*). De fait, le concept d'aire métropolitaine est pris en compte dans le premier schéma directeur de Delhi en 1962 ainsi que dans le plan de développement de l'ensemble de la région capitale : une première couronne de 6 villes a été identifiée, situées dans un rayon d'environ 35 kilomètres autour de la capitale, et dont le développement démographique et économique apparaît inter-dépendant de celui de Delhi, avec d'intenses migrations alternantes. En revanche, comme souligné dans l'étude du *National Capital Region Planning Board* ³, la plupart des villes de la région capitale située au delà de cette première couronne manifestent un manque de dynamisme et de diversification dans leurs fonctions urbaines.

Pour notre étude, nous avons repris cette même délimitation de l'aire métropolitaine de Delhi, comprenant donc l'agglomération urbaine de Delhi, son hinterland rural et l'anneau de 6 villes périphériques de la première couronne (Figure 3.2).

¹ URIBE H.M., 1993. Definición de áreas metropolitanas. in : Desarrollo regional y expansión urbana, Ciudades n° 18, México, pp. 18-23.

² ECHEVERRI R., 1985. Bogotá : área metropolitana. Bogotá, ESAP, 172 p. + an.

Cette classification se base sur une analyse factorielle menée sur une série de variables qui décrivent le niveau d'urbanisation de 29 municipalités de la Sabana et leur degré d'interrelations avec Bogota.

³ *Regional Plan 2001, National Capital Region*, National Capital Region Planning Board, Ministry of Urban Development, Government of India, 1988, p. 17.

Figure 3.1 - Le système d'observation mis en oeuvre à Bogota

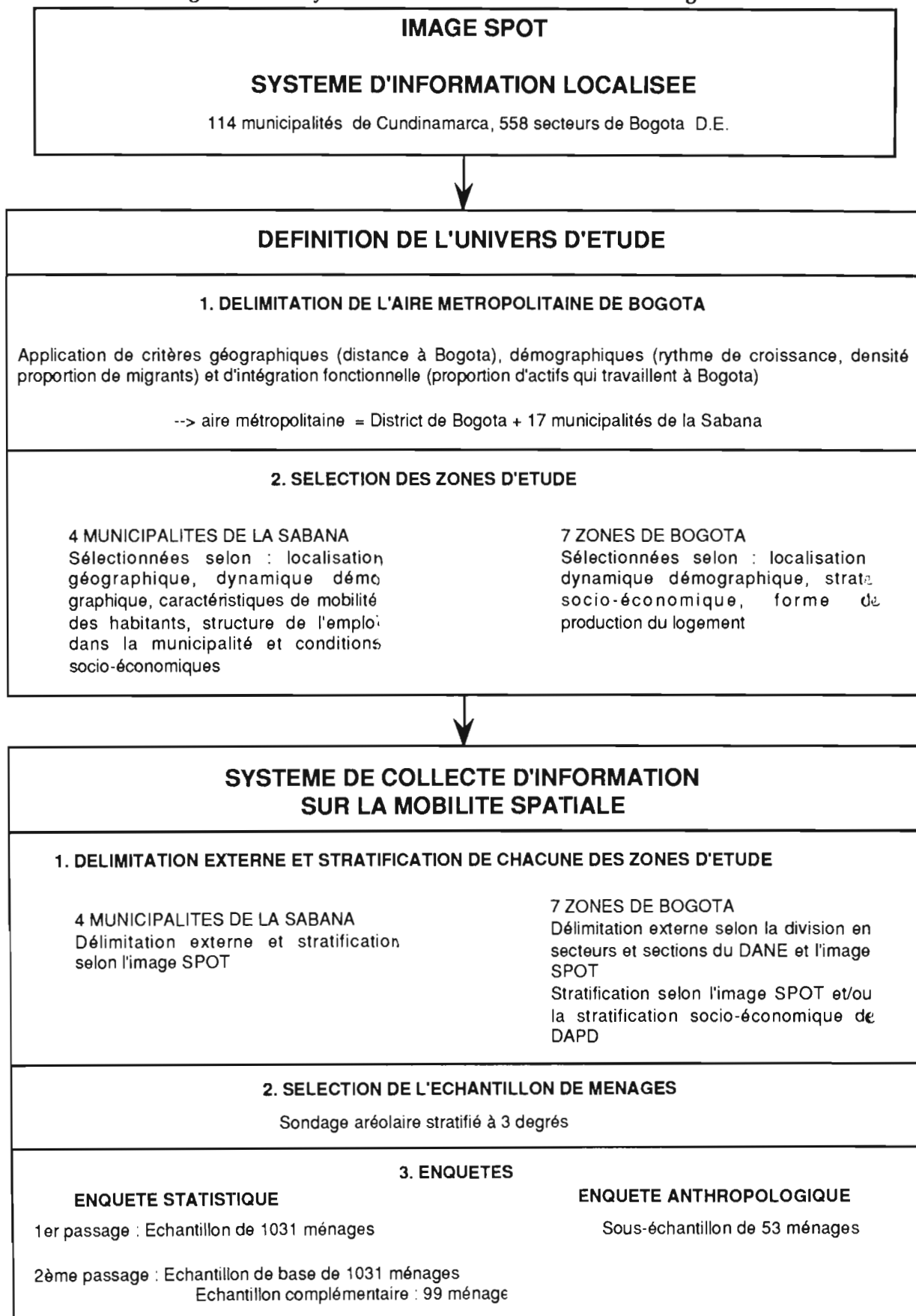
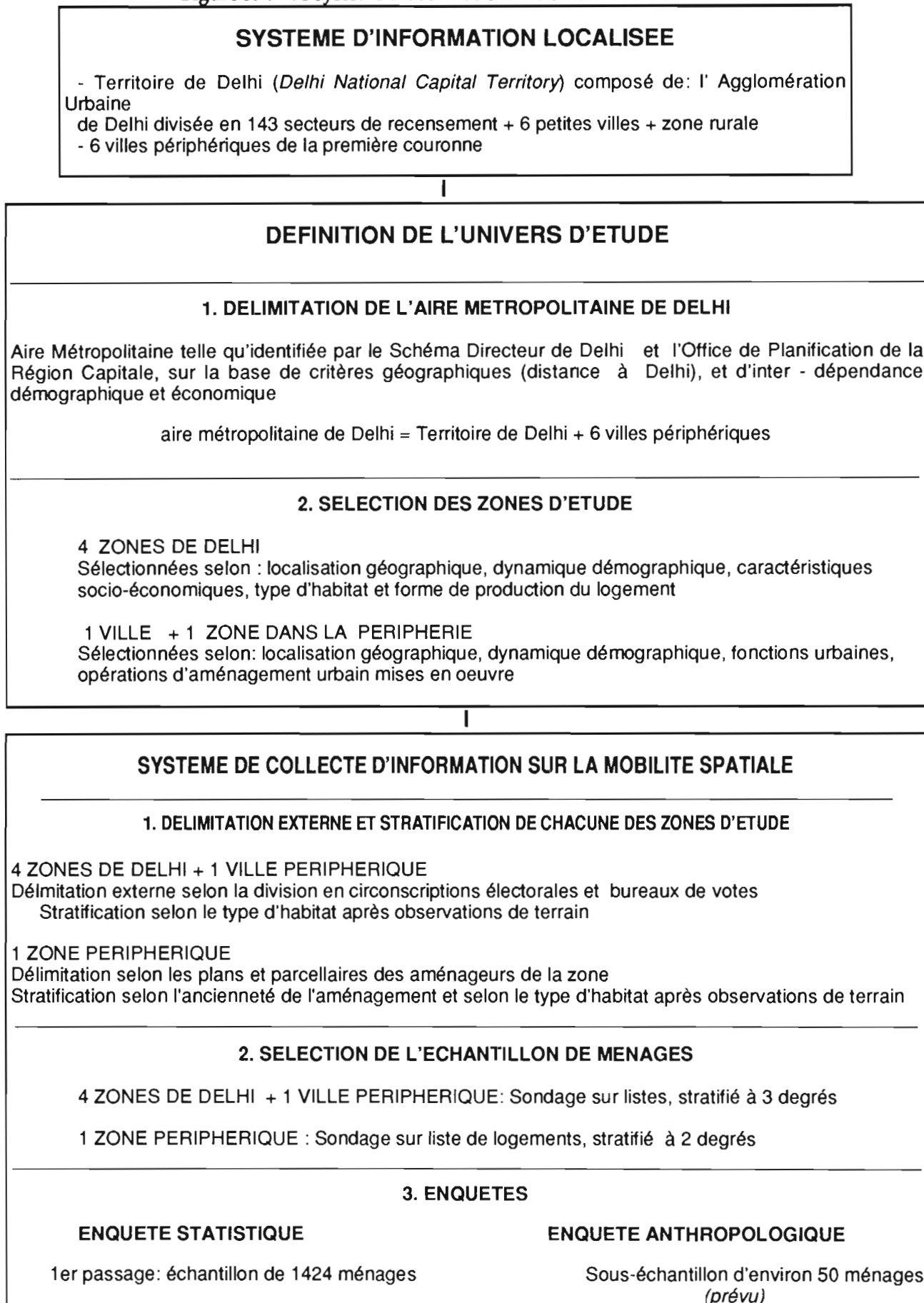


Figure 3.2. - Le système d'observation mis en oeuvre à Delhi



3.1.2. Choix des quartiers

Compte tenu de la problématique, du budget disponible et des impératifs statistiques pour obtenir une représentativité acceptable au niveau du quartier, nous avons choisi de ne pas réaliser nos enquêtes sur la mobilité auprès d'un échantillon dispersé sur l'ensemble de l'aire métropolitaine, et avons opté au contraire pour une **réduction de notre univers d'étude**, en sélectionnant **des quartiers particuliers de l'aire métropolitaine**. En effet, les objectifs de nos enquêtes, qui impliquaient la mesure de flux intraurbains entre quartiers et une analyse fine de ceux-ci, rendaient nécessaire une **bonne représentativité de l'échantillon au niveau local** (quartier). Et nous voulions aussi mettre en évidence des **schémas de mobilité qui rendent compte du fonctionnement global de l'aire métropolitaine**. Grâce à la réduction de l'univers d'étude, il est ainsi possible, au niveau de chacun des quartiers sélectionnés, de disposer non seulement d'une observation statistiquement correcte de la mobilité, mais aussi d'une bonne connaissance du **contexte de chacun de ces quartiers**. Ainsi nous disposons donc d'un champ d'observation tout à fait adapté à une étude des rapports entre d'une part le niveau micro des mobilités spatiales et, d'autre part, le niveau macro des politiques urbaines, principalement celles de logement, et des activités économiques.

A Bogota, la sélection des quartiers a été réalisée en appliquant les critères décrits dans la Figure 3.1 au système d'information localisée constitué sur l'ensemble du département de Cundinamarca par municipalité, et, à l'intérieur des limites du District de Bogota par secteur cartographique. Les critères de sélection de ces quartiers ont visé à rendre compte de la diversité des localisations dans l'aire métropolitaine, des strates socio-économiques, de la dynamique démographique actuelle et de la forme de production des logements. Les principales caractéristiques des quartiers sélectionnés sont présentées dans le Tableau 3.1.

Ainsi, le système d'observation mis en place à Bogota permet une **approche plurielle** des rapports entre formes de mobilité spatiale et transformations urbaines, depuis la contribution de l'image satellitaire et du système d'information dans l'identification des processus de développement et recompositions à l'échelle d'une grande métropole, à l'analyse approfondie des comportements résidentiels des différentes catégories de citoyens observés dans des quartiers spécifiques de la ville.

A Delhi, le choix des quartiers s'est également fondé sur une analyse préalable du système d'information localisée constitué : à l'intérieur du Territoire de Delhi au niveau des secteurs de recensement (143 secteurs dans l'agglomération urbaine + 6 localités urbaines de l'hinterland comptant chacune pour 1 secteur + la zone rurale considérée ici comme une seule zone) ; et pour les 6 villes périphériques de la première couronne au niveau de chaque ville. Etant donné, d'une part, la taille de l'agglomération urbaine de Delhi (approchant probablement les 10 millions d'habitants aujourd'hui) et celle de certaines de ses villes périphériques (deux dépassant le demi million), et, d'autre part, la taille envisageable de l'échantillon (au plus 1500 ménages), il nous est apparu préférable de concentrer l'échantillon de quartiers de manière à mieux éclairer certaines dimensions majeures du processus de métropolisation que connaît actuellement Delhi, à savoir, l'expansion rapide des périphéries de l'agglomération urbaine, et, s'agissant des villes de la couronne, la création de villes satellites et quartiers nouveaux. Nous avons ainsi privilégié les zones de développement récent, à la croissance démographique élevée, généralement situées vers les périphéries. Les autres critères de sélection appliqués (décrits dans la figure 3.2) se sont ensuite efforcés de rendre compte de la diversité des quartiers en termes de localisation géographique, densité résidentielle, fonctions économiques, composition socio-économique de la population, type d'habitat et forme de production du logement - ce qui renvoie également aux diverses interventions dans l'aménagement urbain. Cette approche permettra une analyse différentielle des pratiques résidentielles des citoyens en relation aux diverses politiques urbaines mises en oeuvre.

Tableau 3.1 - Description des échantillons de l'enquête de Bogota

QUARTIER	CARACTERISTIQUES DU QUARTIER	STRATES Nombre de strates et Critères de stratification	ENQ.STATISTIQUE	
			1er PASS. Enquêtes complètes	2ème PASS. Ech.comp.
1. LA PERSEVERANCIA	Quartier central, divers strates socio-éco., population stable ou densité démo. en baisse, production du logement en majorité de type public	3 strates Type de tissu urbain, selon l'image SPOT Info. socio-démo. du recensement de 1985 Stratification socio-économique de DAPD	95	-
2. LA CANDELARIA	Quartier central, strates socio-éco. pauvres (et moyennes), population stable ou densité démo. en baisse, tous modes de production du logement	3 strates Type de tissu urbain, selon l'image SPOT Info. socio-démo. du recensement de 1985 Stratification socio-économique de DAPD	98	-
3. EL NOGAL	Quartier localisé dans la partie Nord de la périphérie consolidée, classes aisées, densité démo. en hausse dans une partie et en baisse dans l'autre, production du logement en majorité de type public et sur commande	2 strates Type de tissu urbain, selon l'image SPOT	83	11
4. NORMANDIA	Quartier localisé dans la partie occidentale de la périphérie consolidée, classes moyennes, production du logement de type public, capitaliste privé et sur commande	3 strates Densité de construction, selon l'image SPOT Info. socio-démo. du recensement de 1985 Stratification socio-économique de DAPD	96	13
5. GUSTAVO RESTREPO	Quartier localisé dans la partie sud de la périphérie consolidée, classes moyennes et pauvres, densification démo. dans la majorité de la zone, tous modes de production du logement	3 strates Info. socio-démo. du recensement de 1985 Stratification socio-économique de DAPD	97	-
6. SAN CRISTOBAL NORTE	Quartier localisé dans la partie nord de la périphérie en expansion, classes pauvres, moyennes et aisées, densification démo. et expansion spatiale, tous modes de production du logement	3 strates Type de tissu urbain, selon l'image SPOT Info. socio-démo. du recensement de 1985 Stratification socio-économique de DAPD	112	20
7. BOSA	Quartier localisé dans la partie sud de la périphérie en expansion, classes pauvres (et moyennes), densification démo. et expansion spatiale, tous modes de production du logement	3 strates Densité de construction, selon l'image SPOT	96	15
TOTAL BOGOTA			677	59

MUNICIPALITE	CARACTERISTIQUES DE LA MUNICIPALITE et ZONE D'ETUDE SELECTIONNEE	STRATES Nombre de strates et Critères de stratification	ENQ.STATISTIQUE	
			1er PASS. Enquêtes complètes	2ème PASS. Ech.comp.
8. CHIA	Population peu concentrée, avec une forte proportion de classes moyennes et aisées travaillant à Bogota, emplois dans les services dus à la fonction d'espace de loisirs pour la population de Bogota Zone d'étude : ensemble du territoire municipal	2 strates Densité de construction, selon l'image SPOT	97	-
9. TABIO	Municipalité encore très rurale, avec de nombreux emplois dans la production de fleurs, intégration à l'Aire Métropolitaine en cours. Zone d'étude : chef-lieu et périphérie immédiate	2 strates Densité de construction, selon l'image SPOT	54	-
10. MADRID	Population très concentrée dans le chef-lieu, forte proportion d'immigrants, classes pauvres, nombreux emplois dans l'industrie et les cultures de fleurs Zone d'étude : chef-lieu et périphérie immédiate	2 strates Densité de construction, selon l'image SPOT	103	20
11. SOACHA	Urbanisation en continuité avec celle de Bogota, population concentrée dans le chef-lieu dont la population croît très rapidement, nombreux emplois industriels et dans les services, classes pauvres Zone d'étude : quartiers localisés derrière la zone industrielle de Cazuca (grands ensembles pour classes moyennes et invasions populaires sur la colline), et invasions / lotissements clandestins situés en face de ces industries	3 strates Type de tissu urbain, selon l'image SPOT	100	20
TOTAL PERIPHERIE METRO.			354	40

Tableau 3.2 - Description de l'échantillon de l'enquête de Delhi

ZONES ETUDIÉES	CARACTERISTIQUES DE LA ZONE*	Nbr de strates et critères*	Nbr d'enquêtes
DANS L' AGGLOMERATION URBAINE DE DELHI			
1. TIGRI	Quartier situé dans la périphérie sud Forte densité de population et croissance démographique élevée Niveau de revenu faible, nombreux ouvriers de la construction Types d'habitat et modes de production du logement variés : large bidonville, colonie de relogement, colonie illégale construite par des entrepreneurs privés, appartements construits par la <i>Delhi Development Authority</i> pour catégories de population à faible niveau de revenus	4 Critères : type H	177
2. MAYUR VIHAR - TRIOLKPURI	Zone très étendue située dans la périphérie est Densités de population moyennes à très fortes , et croissance démographique élevée Niveaux de revenus variés, proportion élevée de personnes employées dans le secteur des services Types d'habitat et modes de production du logement variés: très vaste colonie de relogement, nombreux appartements construits par la <i>Delhi Development Authority</i> , nombreuses colonies résidentielles construites par des sociétés coopératives, colonies illégales ou légalisées <i>a posteriori</i> construites par des promoteurs privés, villages urbanisés, bidonvilles.	6 Critères : type H	343
3. NEHRU STADIUM	Petit quartier relativement central, situé dans la Nouvelle-Delhi Bidonville très densément peuplé qui s'est développé à partir de 1979-80 et colonie d'appartements pour fonctionnaires construits au même moment	2 Critères : type H	165
4. ROHINI-BADLI	Quartier étendue situé dans la périphérie nord-ouest, incluant une zone industrielle Densité de population faible et croissance démographique très élevée Niveaux de revenus moyens et faibles et proportion élevée d'ouvriers de l'industrie Types d'habitat et modes de production du logement variés : appartements construits par la <i>Delhi Development Authority</i> pour différentes catégories de revenus, lotissements pour maisons individuelles, villages urbanisés, bidonvilles.	3 Critères : type H	171
TOTAL DELHI			856

Tableau 3.2 - Description de l'échantillon de l'enquête de Delhi
(suite)

ZONES ETUDIÉES	CARACTERISTIQUES DE LA ZONE*	Nbr de strates et critères*	Nbr d'enquêtes
DANS LES VILLES PERIPHERIQUES DE L'AIRE METROPOLITAINE			
5. NOIDA (ensemble du territoire)	Ville nouvelle développée à partir des années 80, à l'ouest de Delhi, et incluant un domaine industriel très important Croissance démographique très rapide Tous niveaux de revenus Types d'habitat et modes de production du logement variés: secteurs d'habitat planifiés et lotis pour maisons individuelles et immeubles collectifs, villages urbanisés, bidonvilles.	3 Critères : type H	404
6. DLF QUTAB ENCLAVE (quartier excentré de la ville de GURGAON)	Nouveau quartier résidentiel dans la périphérie de la ville de Gurgaon, située au sud de Delhi Développé par un aménageur privé et toujours en phase de construction Densité résidentielle très faible Niveau de revenu élevé Maisons individuelles principalement, quelques immeubles collectifs, une colonie pour les employés d'une industrie automobile	7 Critères : type H + ancienneté d'aménagement du secteur	164
TOTAL VILLES PERIPHERIQUES			568
TOTAL 6 ZONES			1424

* Les caractéristiques de croissance démographique se réfèrent à la période 1981-91.

**Critères de stratification: type H = types d'habitat et modes de production du logement décrits dans la 2ème colonne, sur la base d'observations de terrain

3. 2. SELECTION DES ECHANTILLONS : DESCRIPTION DES PLANS DE SONDAGE

3.2.1. La sélection de l'échantillon à Bogota : un sondage aréolaire stratifié à trois degrés

Dans chacune des 11 zones qui composent l'univers de l'enquête, nous avons appliqué un plan de sondage aréolaire stratifié à trois degrés, dont les caractéristiques sont présentées dans le Tableau 3.3¹. Au 1er degré, les aires sélectionnées sont des îlots, sélectionnés de façon systématique à l'aide d'une grille de points superposée à l'image satellite ou à une carte. Au 2ème degré, les unités sélectionnées sont des logements : la sélection des 5 logements à enquêter dans chaque îlot se fait par tirage systématique équiprobable sur une liste des logements établie pour chacun des îlots de l'échantillon. Au 3ème degré, les unités d'observation sont les ménages des logements sélectionnés : le questionnaire est appliqué à chacun des ménages de tous les logements de l'échantillon.

Tableau 3.3 - Caractéristiques générales du plan de sondage à Bogota

	PREMIER PASSAGE (1993)	DEUXIEME PASSAGE (1994)
STRUCTURE GENERALE	Sondage aréolaire à trois degrés	-
BASE DE SONDAGE	7 quartiers de Bogota et 4 communes de la Sabana	-
STRATIFICATION	Stratification basée sur la stratification socio-économique de DAPD (dans Bogota) et sur les caractéristiques physiques fournies par l'image satellite SPOT (dans Bogota et les communes de la Sabana)	-
SELECTION DES ILOTS (PREMIER DEGRE)	Sondage spatial systématique à l'aide d'une grille de points superposée à l'image satellite SPOT ou à une carte. Allocation proportionnelle à une estimation du nombre de logements par strate (Bogota), ou au nombre d'îlots par strate (communes de la Sabana). Dans chaque strate, la probabilité de sélection d'un îlot est proportionnelle à sa superficie. --> 212 îlots	Echantillon complémentaire : Dans chaque quartier qui comprend un échantillon complémentaire, allocation proportionnelle au nombre de nouveaux logements de l'îlot.
SELECTION DES LOGEMENTS (DEUXIEME DEGRE)	Tirage équiprobable systématique de 5 logements par îlot, sur la liste de logements de chaque îlot.	Tirage équiprobable systématique de nouveaux logements, sur la liste de logements de l'îlot actualisée en Octobre 1994
SELECTION DES MENAGES (TROISIEME DEGRE)	Enquête de tous les ménages de chaque logement de l'échantillon. --> 1031 enquêtes complètes	Enquête exhaustive de tous les ménages de chaque logement de l'échantillon de base (1031 ménages enquêtés en 1993) et de l'échantillon complémentaire --> Ech. base : 1021 enquêtes complètes --> Ech. complé. : 99 enquêtes complètes

¹ Ce plan de sondage correspond à la méthode de sondage sur image satellite mise au point par une équipe de chercheurs de l'ORSTOM, déjà appliquée à Quito et Yaoundé.

Pour une description complète de la méthode, voir : DUREAU F., BARBARY O., MICHEL A., LORTIC B., 1989. Sondage aréolaire sur image satellite pour des enquêtes socio-démographiques en milieu urbain. Manuel de formation. Paris, ORSTOM, Collection Didactiques, 40 p.

Le plan de sondage a été appliqué bien sûr de façon indépendante dans chaque strate de chacune des 11 zones composant l'univers d'étude. Chacune des 11 zones a été préalablement divisée en 2 ou 3 strates en fonction des caractéristiques physiques des quartiers et, dans le cas de Bogota proprement-dit, en fonction de la stratification socio-économique du Département Administratif de Planification du District. Le tableau 3.1. décrit l'échantillon ainsi sélectionné pour le premier passage de l'enquête quantitative.

Le second passage de l'enquête a été réalisé sur le même échantillon de 1031 ménages enquêtés lors du premier passage. De plus, dans les quartiers ayant connu des changements importants entre les 2 passages, nous avons ajouté un échantillon complémentaire de ménages : pour la sélection de cet échantillon complémentaire de 99 ménages, nous avons réalisé un tirage systématique équiprobable sur les listes de nouveaux logements établies en Septembre 1994 dans chacun des 212 îlots sélectionnés en 1993.

3.2.2. La sélection de l'échantillon à Delhi : un sondage stratifié à trois degrés

Initialement il était prévu d'appliquer un sondage aréolaire sur le même modèle que celui mis en oeuvre à Bogota, en utilisant comme document cartographique de base une série de cartes au 1/12000 couvrant l'agglomération de Delhi ainsi que les principales villes satellites, cartes dont la publication (par un organisme privé) était programmée pour l'automne 1994, et garantissait ainsi une bonne actualisation. Un retard d'environ un an (tardivement annoncé) de la publication de cet atlas nous a obligé à repenser une procédure de sondage en fonction des documents disponibles.

Pour les 4 zones situées dans Delhi et pour la ville périphérique de NOIDA, nous avons utilisé comme base de sondage les **listes électorales** mises à jour en octobre 1994 pour Delhi, et début 1995 pour Noida. Afin de palier les limites de non exhaustivité de ces listes, nous les avons utilisées non pas pour tirer un échantillon d'individus, mais un échantillon de logements, identifiés par les adresses figurant sur les listes, pour ensuite enquêter tous les ménages et individus du logement, qu'ils soient ou non enregistrés. Ceci nous a en particulier permis de "récupérer" un bon nombre de locataires et de nouveaux arrivants non enregistrés.

Plus précisément, dans chaque zone nous avons appliqué un **plan de sondage stratifié à trois degrés**, dont les caractéristiques sont présentées dans le tableau 3.4. Au 1er degré les unités sélectionnées sont des **bureaux de votes**, tirés à partir de la liste des bureaux de vote de chaque zone, avec une probabilité de tirage proportionnelle à la taille du bureau de vote (en nombre d'électeurs). Au 2ème degré, les unités sélectionnées sont des **logements**, suivant un tirage équiprobable sur liste à partir de nombres au hasard générés par un programme informatique. Le tirage est effectué de façon indépendante dans chacun des bureaux de votes sélectionnés, et le nombre de logements tirés dans un bureau de vote est fonction du nombre total de logements du bureau. Au 3ème degré, les unités d'observation sont les **ménages** des logements sélectionnés : comme pour le sondage appliqué à Bogota, le questionnaire est appliqué à tous les ménages dans chacun des logements de l'échantillon.

Ce plan de sondage a été appliqué de façon indépendante dans chaque strate de chacune des zones sélectionnées. Chaque zone a été divisée en 2 à 6 strates, en fonction des types d'habitat et de modes de production du logement représentés dans la zone, sur la base d'observations de terrain (voir Tableau 3.2).

Dans la 6ème zone sélectionnée, un quartier nouveau d'une ville périphérique, les listes électorales présentaient trop de limitations pour pouvoir être utilisées comme base de sondage : pas de mise à jour récente, nombre de personnes non enregistrées susceptible d'être particulièrement important pour un quartier en phase de construction. La liste des logements occupés de la zone a été établie après un relevé sur le terrain de l'occupation du parcellaire, les cartes de base (délimitation de la zone et des parcelles) étant fournies par les aménageurs du quartier. A partir de la base de sondage ainsi constituée, nous avons appliqué un plan de sondage stratifié à deux degrés, selon une procédure semblable à celle appliquée dans les autres zones: tirage équiprobable de logements sur la liste des logements, et enquêtes de tous les ménages de chaque logement de l'échantillon (voir tableau 3.4). La stratification préalable a également suivi des critères de type d'habitat, ainsi que d'ancienneté d'aménagement du secteur résidentiel, sur la base des plans aménagement et d'observations de terrain.

L'échantillon total pour les 6 zones sélectionnées comprend 1229 logements, pour l'ensemble desquels **1424 ménages** ont été enquêtés.

La procédure de sondage mise en oeuvre à Delhi posera des questions particulières pour l'application d'un deuxième passage dans les quartiers d'étude : ces questions méthodologiques seront discutées lors des rencontres de l'équipe prévues en septembre prochain.

Tableau 3.4 - Caractéristiques générales du plan de sondage à Delhi

	PREMIER PASSAGE (Février-Avril 1995)
	DELHI + 1 VILLE PERIPHERIQUE (NOIDA)
STRUCTURE GENERALE	Sondage stratifié à trois degrés
BASE DE SONDAGE	Les listes électorales de 4 zones dans Delhi et d'une ville périphérique.
STRATIFICATION	Stratification basée sur le type d'habitat et le mode de production du logement, sur la base d'observations de terrain
SELECTION DES BUREAUX DE VOTES (PREMIER DEGRE)	Dans chaque zone et strate, sondage proportionnel à la taille (nombre d'électeurs) du bureau de vote → 110 bureaux de votes
SELECTIONS DES LOGEMENTS (DEUXIEME DEGRE)	Tirage équiprobable , en utilisant des nombres au hasard, à partir de la liste des électeurs de chaque bureau de vote, après identification (par l'adresse) et comptage des différents logements. A l'intérieur d'une zone, la probabilité de sélection d'un logement est la même quels que soient son bureau de vote et sa strate d'appartenance. → 1076 logements
SELECTION DES MENAGES (TROISIEME DEGRE)	Enquête de tous les ménages de chaque logement de l'échantillon → 1260 enquêtes complètes
	1 ZONE DANS UNE AUTRE VILLE PERIPHERIQUE (GURGAON)
STRUCTURE GENERALE	Sondage stratifié à deux degrés
BASE DE SONDAGE	Liste des logements occupés de la zone, après relevé sur le terrain de l'occupation des parcelles
STRATIFICATION	Stratification basée sur l'ancienneté du secteur d'aménagement et sur le type d'habitat , sur la base des plans d'aménagement et d'observations de terrain
SELECTIONS DES LOGEMENTS	Tirage équiprobable, en utilisant des nombres au hasard, à partir de la liste de logements occupés. A l'intérieur de la zone, la probabilité de sélection d'un logement est la même quelle que soit sa strate d'appartenance. → 153 logements
SELECTION DES MENAGES (DEUXIEME DEGRE)	Enquête de tous les ménages de chaque logement de l'échantillon → 164 enquêtes complètes
ECHANTILLON TOTAL	→ 1229 logements → 1424 enquêtes complètes

3.3. CONCEPTION DES QUESTIONNAIRES

Le questionnaire appliqué Delhi résultant largement de la conception de celui de Bogota et des enseignements tirés de cette première application, nous débiterons cet exposé par une présentation du questionnaire de Bogota qui permettra d'exposer en détail les parties les plus originales consacrées à l'observation des différentes formes de mobilité spatiale, et insisterons ensuite uniquement sur les particularités du questionnaire employé à Delhi. Un dernier point sera consacré à une présentation rapide du questionnaire employé pour le deuxième passage de l'enquête de Bogota, en insistant uniquement sur les aspects particuliers répondant aux objectifs de ce deuxième passage : observer l'évolution démographique dans les différents quartiers, mesurer la mobilité spatiale (immigrations comme émigrations) de la population, et appréhender ainsi les mécanismes de fixation de la population dans l'agglomération.

3.3.1. Questionnaire du premier passage de l'enquête statistique à Bogota

Avant de débiter la présentation détaillée des deux chapitres du questionnaire les plus novateurs, consacrés à l'observation de la mobilité spatiale, il est important de rappeler la construction générale du questionnaire, composé de 9 chapitres.

3.3.1.1. Description générale du questionnaire

Les deux premiers chapitres (I et II) sont centrés sur le thème du **logement** : type de logement, nombre de ménages, nombre de pièces, statut d'occupation du logement, et conditions d'accès à la propriété. Bien que très simples, les questions fournissent une information de base nécessaire pour **analyser les conditions d'accès au logement**, élément essentiel dans le processus d'insertion résidentielle des migrants dans les différents quartiers de l'aire métropolitaine.

La **liste des membres du ménage** est établie en appliquant des critères de définition distincts de ceux habituellement employés dans les recensements et les enquêtes auprès des ménages¹. En effet, pour appréhender les migrations temporaires et les systèmes complexes de résidence, multi-résidentiels, il est nécessaire d'inclure dans le champ d'observation non seulement les résidents habituels dans le logement, mais aussi les personnes pour lesquelles le logement enquêté constitue un des logements composant son système résidentiel. Pour l'enquête, nous avons considéré que, outre les résidents habituels (personnes qui vivent la majeure partie de l'année dans le ménage, qu'elles soient ou non présentes au moment de l'enquête), appartiennent aussi au ménage les personnes qui vivent la majeure partie de l'année dans un autre logement, mais ont habité au moins trente jours (consécutifs ou non) dans le logement enquêté, au cours de l'année précédant la visite de l'enquêteur (qu'elles soient ou non présentes au moment de la visite de l'enquêteur).

Les trois chapitres suivants (chapitres III - A, B, C) sont consacrés au recueil des **caractéristiques démographiques et socio-économiques des membres du ménage** : sexe, âge, état civil, niveau d'éducation, caractéristiques de l'emploi principal et secondaire. Outre ces données de base, nous avons inclus deux séries de questions sur les **déplacements quotidiens résidence-lieu d'études, et résidence-lieu de travail, c'est-à-dire les navettes** : le déplacement est décrit en termes spatiaux (localisation précise du lieu de destination), de système de transport utilisé, de temps, ainsi que de coût en cas d'utilisation du système de transport public.

¹ A ce sujet, le cas de l'Enquête Continue auprès des Ménages (E.C.H.) en Uruguay constitue une tentative remarquable de prise en compte, dans une opération statistique nationale, d'autres formes de mobilité que la traditionnelle migration, définie comme un changement de résidence habituelle : depuis 1991, l'E.C.H. observe les déplacements quotidiens résidence/emploi, prend en compte le caractère multiple de la résidence et inclue comme membres du ménage certaines personnes vivant la majeure partie de l'année hors du logement (NIEDWOROK, 1993. Movilidad espacial por el trabajo. Una experiencia para su estudio en el Uruguay a partir de la Encuesta Continua de Hogares. Communication présentée au séminaire Taller sobre Nuevas modalidades y tendencias de la migración internacional frente a los procesos de integración. Montevideo, Facultad de Ciencias Sociales - Unidad Multidisciplinaria, Programa Población, 27-29 de Octubre de 1993, 29 p.)

Le chapitre III-D a pour objectif de collecter un **résumé de la trajectoire résidentielle**, depuis la naissance de la personne jusqu'à la date de l'enquête. Dans un premier temps, est recueillie l'information sur quatre étapes clefs de la trajectoire résidentielle : le lieu de naissance, la sortie du lieu de naissance, l'arrivée à Bogota, l'arrivée dans le logement actuel. Dans un deuxième temps, est collectée l'information sur le nombre d'années passées dans quatre catégories de lieu : Bogota, les municipalités de Cundinamarca, les autres départements de Colombie, et hors Colombie. Pour les personnes ayant une trajectoire résidentielle complexe, un tableau permet à l'enquêteur de recueillir l'information de la trajectoire résidentielle de façon désagrégée et chronologique, par étapes, avant de renseigner les cases destinées à recevoir la donnée finale, c'est-à-dire la somme des années passées dans les quatre types de lieux; destinée à être utilisée uniquement pour les cas complexes, l'information notée dans le tableau n'est pas codifiée.

Ainsi, le chapitre III-D fournit l'information nécessaire pour l'estimation du **volume migratoire** vers et au sein de l'aire métropolitaine, et sa **caractérisation** selon les données individuelles et selon les types de trajectoires qui peuvent être déduits des questions III-D-2 à 7. De plus, nous disposons ainsi d'une information fondamentale, même si elle est succincte, sur la **trajectoire migratoire de tous les membres du ménage**, ce qui permet d'introduire l'unité familiale dans l'analyse des pratiques résidentielles.

Après cette première partie du questionnaire consacrée à une observation transversale des caractéristiques des membres du ménage et à un résumé de leur trajectoire migratoire, suivent un chapitre centré sur l'observation des systèmes de résidence et un autre consacré au recueil d'une biographie.

3.3.1.2. Système de résidence des membres du ménage

La série de questions de la partie III-E tend à saisir les pratiques des membres du ménage en matière de **systèmes de résidence**, et détecter les **pratiques bi ou tri-résidentielles de la population**, basée sur les migrations temporaires. La conception de cette partie du questionnaire a bénéficié des enseignements tirés d'une première expérience de collecte d'information sur ce thème, réalisée en 1987 à Quito. Celle-ci a démontré la pertinence de l'approche employée et suggéré quelques améliorations dans le système de collecte, notamment : réduire la durée d'observation à une année, faire varier le niveau d'information selon l'importance du lieu (en termes de durée relative durant la période d'observation), inclure un recueil d'information sur l'activité exercée dans les autres lieux de séjour, combiner l'utilisation d'un calendrier et de questions. Ces conclusions de notre expérience quiténienne ont été appliquées dans ce chapitre, qui identifie pour chaque personne deux lieux de séjour (outre le logement où est réalisé l'enquête), et le type d'activité exercée par la personne dans les autres logements.

Comme pour la définition de la liste des membres du ménage enquêté, la durée minimale de séjour dans un logement pour que celui-ci soit pris en compte en tant qu' "autre logement", c'est-à-dire autre composante du système de résidence, est de 30 jours consécutifs ou non au cours de l'année précédant l'enquête. A partir de ces données, il est possible d'analyser les **espaces résidentiels**, définis de la façon suivante : configuration spatio-temporelle définie par les différents lieux de séjour et la fréquence de résidence dans chacun d'eux¹.

3.3.1.3. Biographie d'un des membres du ménage

Tandis que les chapitres antérieurs s'appliquent à tous les membres du ménage, la seconde partie du questionnaire, consacrée au recueil d'une **biographie** est appliquée seulement à **un des membres du ménage**, âgé de plus de 18 ans, qui n'est pas nécessairement le chef du ménage. En effet, il nous semble très important de **ne pas limiter le recueil biographique aux chefs de ménage**. Comme l'a montré l'enquête réalisée à Quito, d'une part, une observation limitée aux chefs de ménage introduit des biais pour les analyses historiques. D'autre part, ne pas disposer de cette information pour chacun des membres de la famille interdit une analyse en profondeur des mécanismes de mobilité au niveau des groupes familiaux auxquels ils appartiennent. Collecter la biographie de chacun des membres du ménage allongerait démesurément les entretiens. C'est pourquoi nous avons opté pour une solution intermédiaire : recueillir pour tous les membres du ménage un résumé de sa trajectoire migratoire (chapitre III-D), appliquer le chapitre Biographie à l'un des membres du ménage, et inclure dans ce chapitre des données sur les parents de la personne enquêtée.

¹ Pour l'analyse des espaces résidentiels à Quito, voir : BARBARY O., DUREAU F., 1993. Des citoyens en mouvement. Analyse des pratiques résidentielles à Quito (Equateur). Paris, ORSTOM, Cahiers Sciences Humaines, Vol. 29, n° 2-3, pp. 395-418.

Afin d'éviter tout risque de biais dans la sélection de cette personne (par exemple, appliquer systématiquement le chapitre Biographie à la personne présente au moment de la première visite de l'enquêteur dans le ménage), nous avons conçu un **système de quota**, définis selon les critères suivants : sexe, âge, relation de parenté avec le chef de ménage, lieu de naissance. Les données des premiers chapitres du questionnaire servant à sélectionner la personne à qui s'applique le chapitre Biographie, cette sélection se fait après avoir terminé la première partie de l'entretien, qui elle concerne l'ensemble des membres du ménage.

Le chapitre Biographie est composé de deux tableaux :

- un premier consacré au recueil des biographies résidentielle, éducative et professionnelle de la personne enquêtée;
- un second consacré au recueil des informations relatives aux événements familiaux et à la corésidence avec les parents de la personne interrogée.

Les deux tableaux ont un calendrier commun (colonne 1 du premier tableau) permettant de travailler en utilisant des dates ou des âges, selon l'information fournie par la personne interrogée. Quelque soit le type d'information recueillie, la durée minimale prise en considération est l'année.

. Biographie résidentielle, éducative et professionnelle

En ce qui concerne la **biographie migratoire**, apparaissent tous les lieux où la personne a séjourné au moins un an de façon continue. Dans le cas où la personne avait deux résidences simultanées, est retenue la résidence où elle séjournait la majeure partie de l'année. Pour chaque changement de lieu de résidence, on note un X dans la colonne Etape, au niveau de l'année correspondante, et on décrit le lieu dans les colonnes Pays à Quartier. Comme dans le reste du questionnaire, les lieux situés dans Bogota sont décrits sous forme d'adresse ou de quartier, et les lieux situés en Colombie hors de Bogota sont décrits par le département, la municipalité, et le caractère "dans / hors du chef-lieu de la municipalité". Au sein de Bogota et du département de Cundinamarca, tout changement de logement est considéré comme une migration, et doit donc être enregistré dans la biographie résidentielle; en dehors du département de Cundinamarca, seuls les changements de municipalité sont retenus comme migrations.

Outre la trajectoire migratoire, est recueillie une information sur la **relation de parenté** de la personne avec le chef du ménage au sein duquel vivait la personne, et le **statut d'occupation du logement**. Ces informations complémentaires fournissent des données importantes tant pour **analyser le processus d'accès au logement**, que pour **relier la mobilité spatiale avec le cycle de vie de la personne**.

Dans la colonne **Education**, sont décrites toutes les périodes durant lesquelles la personne a étudié. Dans la colonne **Emploi**, apparaissent chacun des emplois exercés par la personne interrogée durant au moins un an de manière continue, ainsi que ses périodes d'inactivité.

. Famille et corésidence

La partie 9 de la biographie (**Famille et corésidence**) répond à notre souci d'**introduire la famille comme unité d'analyse** de la mobilité spatiale et de recueillir des informations relatives au **calendrier familial** de la personne.

Cette partie du questionnaire est conçue de la façon suivante :

- chaque colonne correspond à un des membres de la famille de la personne interrogée : sont prévues des colonnes pour ses parents (2), ses conjoints (3) et ses enfants (10);
- chaque colonne est elle-même composée de 3 parties :
 - 1°) Partie supérieure : année de naissance des parents et conjoint(s), et sexe des enfants.
 - 2°) Partie centrale : 3 sous-colonnes composées de carrés, qui sont renseignés en accord avec les dates et âges de la biographie de la personne interrogée :
 - "Vie", pour les **données vitales** du parent (en quelle année il est né, en quelle année il est décédé),
 - "Nuptialité", pour les données de nuptialité (date de début de l'union, date de fin de l'union),
 - "Corésidence", pour indiquer si le parent vivait avec la personne interrogée.
 - 3°) Partie inférieure, qui sert pour noter le **lieu de résidence et l'activité actuelle du parent**, uniquement si celui-ci est toujours vivant et ne vit pas dans le logement enquêté¹.

¹ Dans les premières versions du questionnaire, apparaissait dans la partie droite du tableau une colonne consacrée au recueil du nombre de frères, nombre d'autres parents, et nombre de personnes non

La conception graphique du chapitre Biographie permet de mettre en relation toutes les informations (migrations, changements d'emploi, événements familiaux, et corésidence), grâce à un calendrier commun, ce qui contribue à une meilleure qualité de l'information, que celle qu'il aurait été possible de recueillir avec une série de questions. De plus, la solution adoptée évite toute répétition dans les informations collectées. Etant donné l'importance des événements familiaux dans la vie des personnes, et la bonne connaissance des dates de ces événements, le recueil de la biographie familiale contribue à une meilleure connaissance des autres événements (migrations, changements d'emploi), et, ainsi, à une meilleure fiabilité des biographies migratoires et professionnelles.

En relation avec l'histoire migratoire de la personne interrogée, la partie "corésidence et famille" fournit l'information nécessaire pour observer la mobilité non seulement au niveau individuel, mais aussi au niveau collectif. Outre la possibilité de resituer la personne, tout au long de sa vie, au sein du **ménage**, le questionnaire permet de la resituer au sein du **groupe familial**, éventuellement dispersé, auquel elle appartient. Le recueil de données sur la résidence et l'activité actuelles des parents correspond à une approche déjà éprouvée lors d'enquêtes plus anciennes en Amérique Latine, et utilisée pour l'enquête de Quito; il permet une observation des systèmes de résidence familiaux, et une compréhension intéressante de la fonction de certaines résidences individuelles, tel qu'un séjour urbain, dans la reproduction sociale et économique de la famille, ainsi que des conditions d'élaboration des stratégies familiales d'occupation de l'espace géographique et économique.

Comme le montre cette description du questionnaire, plusieurs thèmes de grand intérêt pour l'analyse de la mobilité spatiale, n'ont pas été inclus dans ce questionnaire : c'est le cas, tout particulièrement, des **revenus**, des **réseaux d'échanges et de soutien**, ainsi que des **raisons, des causes et du contexte des migrations**. Ces questions ne sauraient être traitées de façon satisfaisante dans les limites d'un entretien, nécessairement court, sous formes de questions fermées. C'est justement l'objectif des **entretiens approfondis** de développer l'observation sur ces thèmes.

3.3.2. Questionnaire du premier passage de l'enquête statistique à Delhi

La différence majeure entre le questionnaire conçu pour l'enquête à Bogota et celui appliqué à Delhi réside dans l'absence, à Delhi, du recueil de la biographie d'un des membres du ménage. Cette restriction s'explique par la composition de l'équipe travaillant sur cette ville et le manque de chercheur pouvant prendre en charge tout le suivi et l'exploitation de la partie biographique (qui nécessite des compétences spécifiques). Pour compenser (en partie) l'absence de biographie, le chapitre du questionnaire consacré au résumé de la trajectoire résidentielle a été plus développé (voir infra). Le recueil de biographies migratoires et professionnelles est par ailleurs prévu lors des entretiens approfondis.

Finalement, le questionnaire appliqué à Delhi comporte trois grandes sections - après une section A servant uniquement à l'identification du ménage :

B. Type d'habitat et caractéristiques du logement,

C. Caractéristiques des membres du ménage,

D. Caractéristiques des membres de la famille ne faisant pas partie du ménage enquêté.

Ces 3 sections correspondent en tout à 9 chapitres.

Les chapitres relatifs aux **caractéristiques du logement** (B - I, II, III) recueillent des informations plus détaillées qu'à Bogota, en introduisant des questions sur le type d'habitat /mode de production du logement, la période et le type de construction (en fonction des matériaux utilisés), l'équipement du logement en cuisine, salle de bain et toilettes, eau courante et électricité. Ces questions supplémentaires visent à mieux saisir la très grande diversité du parc immobilier à Delhi ainsi que de sa spécificité.

Le recueil des **caractéristiques démographiques et socio-économiques des membres du ménage** (chapitres C - I, II, III) reprend les critères de définition appliqués à Bogota pour établir la liste des membres du

apparentées qui faisaient partie du ménage de la personne interrogée, tout au long de sa vie. Cette partie demandait un effort de mémorisation trop grand à la personne interrogée. C'est pourquoi, en dépit de l'intérêt de ces informations longitudinales sur la composition du ménage, nous avons décidé de supprimer du questionnaire ces questions.

ménage, ainsi que la même série de questions, en adaptant bien sûr les modalités de chaque variable au contexte local. En addition, trois types de données sociales ont été ajoutées, incontournables pour une société structurée en castes, pluri-confessionnelle et pluri-linguistique : il s'agit de questions sur la **caste** d'appartenance, la **religion** suivie, et la **langue** maternelle et autres langues parlées. Les questions sur la langue qui renvoie aux origines géographiques des personnes (ou de leurs ancêtres) permettent en outre d'apporter un autre éclairage sur la dynamique le peuplement de la ville et l'intégration des communautés immigrées. Notons également une question supplémentaire sur le **revenu** dans le chapitre décrivant l'emploi principal et secondaire.

Le chapitre sur les **étapes migratoires** (chapitre C - IV) suit le même objectif que le chapitre correspondant dans le questionnaire de Bogota, en recueillant des informations sur quatre étapes clefs de la trajectoire résidentielle, à savoir : la naissance (lieu), la sortie du lieu de naissance (année), l'arrivée à Delhi (année et lieu de résidence antérieure), l'arrivée dans le logement actuel (année et lieu de résidence antérieure). En outre, ont été collectées à Delhi des informations supplémentaires sur l'**activité** dans le lieu de résidence précédant l'arrivée à Delhi, ainsi que les **raisons de la migration à Delhi et du dernier changement de logement** à Delhi. Par contre, le calcul du nombre d'année passées dans quatre catégories de lieu n'a pas été conservé, le recueil de données suffisamment fiables sur les durées de séjour nous paraissant difficilement applicable dans une population comprenant encore près d'un quart d'analphabètes en 1991¹ et pour laquelle les âges et les dates restent souvent des notions très approximatives. En revanche, le tableau permettant de reconstituer de manière chronologique la totalité des étapes résidentielles a été systématiquement rempli, de manière satisfaisante en ce qui concerne les lieux, plus approximative pour les années. Initialement conçu pour faciliter le recueil des informations pour les étapes clefs et améliorer leur fiabilité, la codification de l'information notée dans ce tableau n'était pas prévue. Il est toutefois apparu qu'un plus grand profit pouvait être tiré de ce recueil d'informations : deux variables supplémentaires seront donc créées au stade de la codification: le **nombre d'étapes migratoires** avant l'arrivée à Delhi, et le **nombre de logements occupés** (successivement) **dans Delhi**. Ces données permettront d'estimer des indices d'**intensité de la mobilité résidentielle**, hors de Delhi, et dans l'agglomération urbaine.

La série de questions sur le **système de résidence des membres du ménage** (chapitre C - V), une des parties les plus originales du questionnaire conçu pour Bogota, a été incorporée sans changement (mis à part ceux relatifs aux modalités des variables) dans le questionnaire pour Delhi.

Le dernier chapitre, consacré aux **caractéristiques des membres de la famille ne faisant pas partie du ménage enquêté** (chapitre D), se rapproche de certaines informations recueillies dans la partie "Famille et corésidence" des biographies collectées à Bogota. Par souci de ne pas allonger les entretiens de manière inconsidérable, les membres de la famille concernés par ce chapitre se limitent aux parents du chef de ménage, son(sa) conjoint(e), les parents du conjoint, et ses enfants - dans la mesure où ces personnes ne sont pas déjà enregistrées dans la liste des membres du ménage (section C). Pour chacune de ces personnes sont recueillies ici : année et lieu de naissance, année de décès pour les parents et conjoints décédés, lieu de résidence actuel (ou au moment du décès), activité principale. Ces informations permettent ainsi de reconstituer le groupe familial au delà de l'unité résidentielle du ménage, et en particulier d'**analyser la mobilité des individus dans le cadre du système de résidence de leur groupe familial**.

¹ Pourcentage se rapportant à la population âgée de 7 ans ou plus, résidant dans l'agglomération urbaine de Delhi en 1991.

3.3.3. Questionnaires du deuxième passage de l'enquête statistique (Bogota)

La composition de l'échantillon et la conception des questionnaires du deuxième passage de l'enquête visent à satisfaire les objectifs suivants :

- estimer l'évolution démographique et l'évolution du parc de logements des 11 quartiers composant l'univers d'étude,
- mesurer la mobilité géographique de la population, aussi bien les immigrations que les émigrations,
- évaluer le rôle joué par la composante migratoire dans la dynamique démographique des 11 quartiers,
- appréhender le degré de fixation des immigrants dans les différents quartiers, et le rôle joué par ces derniers dans les trajectoires résidentielles de la population de la capitale.

Comme nous l'avons vu plus haut, l'échantillon du deuxième passage de l'enquête est composé de deux sous-échantillons :

- à l'échantillon de base, c'est-à-dire les 1031 logements (ou parties de logements, dans le cas des logements occupés par plusieurs ménages en 1993) où vivaient les 1031 ménages enquêtés en 1993, on applique le questionnaire de base (annexe 3a);
- à l'échantillon complémentaire composé de nouveaux logements identifiés durant la phase d'actualisation du recensement de logements réalisée en Octobre 1994, on applique le questionnaire de l'échantillon complémentaire (annexe 3b), qui correspond à une version simplifiée du questionnaire de base.

Ces deux questionnaires sont successivement présentés dans les lignes qui suivent.

. Le questionnaire de base

L'unité d'observation en 1994 est l'espace habitable utilisé par le ménage enquêté en 1993. Dans le cas d'un logement où vivait un seul ménage en 1993, il s'agit donc du logement entier. Dans le cas d'un logement occupé par plusieurs ménages en 1993, il s'agit uniquement de la partie du logement qu'utilisait le ménage enquêté en 1993.

Le questionnaire est composé de 4 chapitres, destinés à recueillir l'information relative aux changements survenus entre les deux passages. Les concepts et la technique de remplissage du questionnaire sont en tous points semblables à ceux employés lors du premier passage.

Les deux premiers chapitres, "I. Changements depuis Octobre 1993" et "II. Caractéristiques actuelles du ménage", permettent de collecter l'information sur les changements physiques qui ont affecté le logement lui-même, ainsi que les logements relatifs au type d'occupation du logement. De plus, le "Tableau récapitulatif", qui résume l'information sur les personnes occupant le logement, regroupées par statut, permet un contrôle permanent au cours de l'entretien afin d'éviter toute omission ou double enregistrement d'un membre du ménage. Pour chacune des trois catégories de personnes établies en fonction des trois critères qui apparaissent dans le chapitre "III-A. Identification" (enregistrement lors de l'enquête de 1993, présence dans le logement en 1993, présence dans le logement en 1994), le reste du questionnaire s'applique de façon spécifique :

- aux personnes enquêtées en 1993, on applique le chapitre "III-B. Décès", afin d'appréhender les éventuels décès, et le chapitre "III-C. Système de résidence", qui permet de recueillir l'information sur le système de résidence de la personne depuis le premier passage et, en cas de sortie du logement, le lieu de destination.
- aux personnes nouvelles (ne vivaient pas dans le logement en 1993 et sont arrivées dans ce logement après le premier passage de l'enquête, par entrée ou naissance), on applique :
 - le chapitre "III-C. Système de résidence", pour collecter l'information sur le système de résidence de la personne depuis le premier passage, et le lieu de provenance de la personne,
 - et une série de questions (chapitres III-D à III-G), qui correspondent à une version simplifiée des chapitres III-A à III-D du questionnaire du premier passage :
 - III-D. Caractéristiques générales
 - III-E. Education (personnes de 5 ans ou plus)
 - III-F. Etapes migratoires
 - III-G. Activité (personnes de 11 ans ou plus)

- aux personnes omises en 1993 (vivaient dans le logement au moment du premier passage, mais n'ont pas été enquêtées), on applique les chapitres "III-B. Décès" et "III-C. Système de résidence", ainsi que le

chapitre IV "Personnes omises", consacré à la reconstruction, *a posteriori*, de la situation de la personne au moment du premier passage.

Le chapitre IV comprend les mêmes questions que les chapitres III-D à III-G, mais la date de référence correspond à la date du premier passage de l'enquête :

- IV-A. Caractéristiques générales
- IV-B. Education (personnes de 5 ans ou plus)
- IV-C. Etapes migratoires
- IV-D. Système de résidence
- IV-E. Activité (personnes de 11 ans ou plus)

. Le questionnaire de l'échantillon complémentaire

Ce questionnaire correspond à une version simplifiée du questionnaire de base : la seule différence réside dans la suppression des parties du questionnaire de base qui sont sans objet dans le cas de l'échantillon complémentaire, uniquement composé de logements non enquêtés en 1993. Ainsi ont été éliminés les chapitres suivants : "I. Changements depuis Octobre 1993", "III-B. Décès", et "IV. Personnes omises".

Par conséquent, le questionnaire inclut uniquement les chapitres utiles pour recueillir les caractéristiques actuelles du ménage, ainsi que les données relatives à chacune des personnes vivant actuellement dans le logement :

- Chapitre I : Nombre de ménages
- Chapitre II : Caractéristiques actuelles du ménage
- Tableau récapitulatif
- Chapitre III : Caractéristiques actuelles des membres du ménage : Identification, Système de résidence, Caractéristiques générales, Education, Etapes migratoires, Activité.

3.4. EVALUATION DES QUESTIONNAIRES

Le suivi de la phase de collecte à Bogota et Delhi d'une part, la réalisation à Bogota de l'étape de contrôle de cohérence et correction de l'information saisie d'autre part, permettent déjà de procéder à une première évaluation de l'enquête et de tirer des conclusions précises sur la qualité de l'information collectée.

3.4.1. Observations générales sur les conditions de collecte à Bogota

A Bogota, pour le **premier passage**, après une semaine de formation, la collecte de l'information a été réalisée entre le 15 septembre et le 15 octobre 1993, par 10 enquêtrices réparties en deux équipes de travail, placées sous la supervision d'un économiste du CEDE ayant une grande expérience des enquêtes dans Bogota. Chaque équipe de travail, formée d'une superviseuse et de cinq enquêtrices, dotée d'un véhicule, ont eu à enquêter dans deux municipalités périphériques et trois ou quatre zones de Bogota de différentes strates socio-économiques. En effet, à Bogota comme dans la plupart des villes dans le monde, le comportement de la population face aux enquêtes est étroitement lié à la strate socio-économique : le taux de refus augmente avec le niveau socio-économique¹. Un total de 1031 enquêtes complètes ont été recueillies ; en moyenne, chaque enquêtrice a réalisé 21 comptages de logements et 100 enquêtes, en 26 jours de travail, soit une moyenne de 0,8 comptage de logements et 3,9 enquêtes par jour.

Pour le **second passage**, trois semaines (19 septembre au 7 octobre 1994) ont d'abord été consacrées à l'actualisation des recensements de logements : une superviseuse et une enquêtrice ont réalisé ce travail dans les 212 îlots de l'échantillon, soit une moyenne de 5,5 îlots par jour. La collecte proprement-dite s'est déroulée en 6 semaines (13 octobre au 23 novembre 1994) : elle a été réalisée par une équipe de 5 enquêtrices encadrées par une superviseuse, ayant toutes participé au premier passage de l'enquête. En moyenne, chaque enquêtrice a fait 7,5 enquêtes par jour, soit le double de la moyenne du premier passage.

En ce qui concerne le **temps d'entretien** nécessaire pour appliquer complètement le questionnaire du premier passage, il varie sensiblement selon les enquêtrices; mais, de manière générale, on peut conclure que pour l'ensemble des 10 enquêtrices, la durée moyenne de l'entretien a été de 50 minutes, ce que nous considérons comme un maximum pour une enquête statistique. Le recueil de la biographie a représenté la moitié du temps total de l'entretien, l'autre moitié étant consacrée aux chapitres I, II y III.

Quant aux questionnaires du second passage, celui de l'échantillon complémentaire nécessitait environ 15 à 20 minutes d'entretien, tandis que le questionnaire de base requérait un temps d'entretien très variable, en fonction de la situation rencontrée : de 10 minutes pour les ménages composés des mêmes personnes qu'en 1993, jusqu'à 1 heure dans les cas extrêmes de substitution d'un ménage de plus de 10 personnes par un autre également composé d'un grand nombre de personnes.

Les **taux de refus du premier passage** ont été comparables à ceux obtenus pour d'autres enquêtes de même longueur réalisées à Bogota, avec la même variabilité selon les strates socio-économiques. Les principales difficultés se sont concentrées dans les strates de hauts revenus. Dans ces strates, aux difficultés pour franchir la porte-même des bâtiments (entrée des maisons, ou entrée des groupes de maisons ou immeubles) dans une ville telle que Bogota où l'insécurité conduit à des comportements très particuliers au sein de la population, s'ajoutent les réactions à certaines questions du questionnaire. Au sein de la population aux revenus élevés, la peur des enlèvements complique nettement l'obtention de données telles que l'adresse du collège des enfants, ou les adresses des autres logements où a vécu la personne au cours de l'année précédant l'enquête.

Par contre, les taux de refus a changé totalement pour le **deuxième passage**, où il a été marginal dans toutes les strates socio-économiques, même dans celles de hauts revenus : en moyenne, parmi l'ensemble des 1031 ménages composant l'échantillon de base, le taux de refus a été de seulement 1 %. Dans les classes aisées, ce taux a été de 5 %, soit nettement moins que ce que l'on observe classiquement dans ce segment de la population de Bogota. Le fait d'avoir le nom des personnes, figurant sur le questionnaire du premier passage que les enquêtrices avaient avec elles lors du deuxième passage, a changé totalement la réaction de la population enquêtée, qui s'est montrée tout à fait disposée à collaborer à ce deuxième passage.

¹ Dans l'enquête Pauvreté et Qualité de la Vie réalisée en 1991 à Bogota, les taux de refus ont été de 2,3 % dans la strate socio-économique la plus basse et de 10,2 % dans la strate la plus haute.

En ce qui concerne les **conditions d'application du questionnaire du premier passage** proprement-dites, plusieurs points méritent d'être soulignés, parmi les observations faites par les enquêtrices. Tout d'abord, le questionnaire s'est avéré globalement efficace : l'information recherchée a pu être obtenue, avec des taux de "Non réponse" très faibles. Il semble que la séquence des questions et leur formulation, à l'exception de quelques unes, était bonne. Les parties les plus originales du questionnaire, consacrées au recueil des données les plus importantes pour l'analyse des différentes formes de mobilité de la population, n'ont pas posé de problèmes particuliers : qu'il s'agisse du chapitre III-E (systèmes de résidence) ou de la Biographie, le maniement du questionnaire a été efficace et ces chapitres ont satisfait les objectifs visés. Le taux d'erreurs est particulièrement faible pour les données correspondant aux systèmes de résidence (0,3 ‰) et un peu plus élevé pour la biographie, que l'on considère les données individuelles (0,9 ‰) ou celles des parents (0,8 ‰).

C'est dans le **chapitre III-D**, consacré à la collecte d'un **résumé de la trajectoire migratoire** des personnes que se sont concentrées le plus d'erreurs (1,3 ‰). Les enquêtrices qui ont utilisé correctement le tableau destiné au recueil des différentes étapes de la trajectoire migratoire ont renseigné sans problème ce chapitre, tandis que celles qui ont essayé d'atteindre directement la réponse, ont parfois recueilli des réponses erronées. L'expérience montre clairement la complexité de certaines questions qui, même si elles paraissent simples et sont **employées sans précaution particulière dans de nombreux recensements et enquêtes**, sont souvent mal interprétées et donnent lieu à une information **peu fiable**. En dehors des cas très simples, la reconstruction **chronologique** des principales étapes dans un tableau semble être un passage obligé pour obtenir un résumé fiable de la trajectoire migratoire.

Le **chapitre III-E**, consacré au recueil des **systèmes de résidence** n'a pas posé de problèmes particuliers, et s'est révélé plus efficace que la solution adoptée dans l'enquête réalisée à Quito. La **représentation graphique** des séjours dans le calendrier situé en bas de la page se révèle être l'élément fondamental de ce chapitre. D'abord, c'est à travers du graphique que l'enquêteur assimile correctement le concept de système de résidence, en tant que combinaison de plusieurs (2 ou 3) lieux de séjour de la personne interrogée. De plus, c'est le graphique qui a permis, dans quelques cas, de corriger une information erronée, due à une inversion entre les durées d'absence / de présence dans le logement.

Nous avons un doute sur le maniement du filtre de la première question de ce chapitre au cours des premiers jours de l'enquête¹. Vu qu'il n'existe aucune information disponible pour vérifier l'information relative aux déplacements temporaires, nous avons réalisé un contrôle sur un échantillon sélectionné par tirage systématique, afin de vérifier la qualité de la collecte dans cette partie du questionnaire, ainsi que dans l'élaboration de la liste des membres du ménage qui ne résident pas habituellement dans le ménage enquêté qui sont, justement, ceux pour qui doit apparaître dans le chapitre III-E un système multi-résidentiel. Ce contrôle a mis en évidence la bonne application de ce chapitre du questionnaire.

L'objectif de ce chapitre a pu être atteint : appréhender les cas de **systèmes de résidence complexes, multipolaires**, et mettre en évidence les **déplacements temporaires**. C'est ainsi que, dans certains quartiers d'invasion de Bogota, il a révélé un comportement résidentiel qui pourrait être qualifié "d'itinérant", caractérisé par une succession de logements dans Bogota avec des séjours n'allant pas au delà de quelques mois.

Dans le cadre de notre problématique, l'efficacité du **deuxième passage** dépendait en grande partie de la capacité à recueillir une information sur l'intensité et la destination des émigrations. Tout à fait logiquement, les enquêtes à passage répétés donnent systématiquement de meilleurs résultats en milieu rural qu'en ville, du fait de la moindre intensité des relations sociales en milieu urbain. De plus, dans une ville affectée par un fort niveau d'insécurité comme Bogota, on pouvait craindre des fortes proportions de "Non réponse" pour les questions relatives au lieu de destination des personnes étant sorties du logement entre les deux passages.

En fait, une analyse des résultats du deuxième passage montre que, pour l'ensemble des personnes étant sorties du logement où elles vivaient en octobre 1993 (soit un peu plus de 1000 personnes), l'information sur le lieu de destination a pu être obtenue avec le degré de précision suivant : le département dans 99 % des cas, et le secteur cartographique de Bogota pour 79 % des personnes ayant déménagé au sein de Bogota. Néanmoins, il convient de souligner le caractère très variable de cette observation globalement positive :

¹ Dans l'enquête de Quito, aucun biais de ce type n'était à craindre, le recueil des déplacements étant exhaustif, quelque soit la durée des absences du logement enquêté et des séjours dans les autres lieux.

dans quelques quartiers habités par les classes aisées et/ou par une population particulièrement mobile, le secteur cartographique n'a pu être établi que pour seulement la moitié des personnes ayant déménagé au sein de Bogota.

Dans tous les quartiers, on observe une relation directe entre la durée de résidence des personnes dans le logement occupé en 1993 et l'obtention de l'information sur le lieu de destination des personnes ayant quitté le logement : l'intensité des relations avec le voisinage, certes variable selon les classes sociales et selon le mode de vie pratiqué dans les différents quartiers de la capitale, mais systématiquement croissante avec la permanence dans un même quartier, constitue bien le principal déterminant de l'efficacité d'un second passage tel que celui que nous venons de réaliser à Bogota.

3.4.2. Observations générales sur les conditions de collecte à Delhi (premier passage)

L'enquête proprement dite a été précédée d'une semaine de formation incluant une enquête pilote au cours de laquelle enquêteurs et superviseurs réunis ont rempli 58 questionnaires. La collecte de l'information du premier passage à Delhi a ensuite été réalisée entre le 14 février et le 29 avril par 10 enquêteurs répartis en deux équipes encadrées chacune par un superviseur. Les deux équipes ont eu à enquêter dans chacune des 6 zones, les enquêtes dans une nouvelle zone n'étant commencées qu'après achèvement de toutes les enquêtes dans la zone précédente. Au sein de chaque zone un local de travail a été temporairement aménagé : cela a facilité la vérification au jour le jour et sur place des questionnaires, première vérification par les superviseurs, et une deuxième par la chercheuse responsable du projet à Delhi, assistée d'une allocataire. Ces bases de travail localisées ont également permis un meilleur suivi des enquêteurs et une meilleure connaissance de chaque quartier à travers une observation directe et des échanges informels avec des informateurs locaux. L'allocataire de recherche a pu aussi réaliser en parallèle la collecte d'informations complémentaires sur les caractéristiques de chaque quartier étudié.

Un total de 1424 enquêtes complètes ont été recueillies sur 57 jours de travail, correspondant en moyenne à 2,6 enquêtes par jour et par enquêteur (temps d'édition et de vérification des questionnaires compris).

Le **temps d'entretien** nécessaire pour appliquer le questionnaire varie sensiblement, bien sûr selon la taille du ménage, mais aussi selon l'enquêteur, de 20 minutes jusqu'à une heure, avec une moyenne d'environ 45 minutes.

Le **taux de refus** reste bas dans l'ensemble, 2,5 % en moyenne pour la totalité des enquêtes, et comme à Bogota il augmente avec la strate socio-économique : de 0,6 % dans les bidonvilles, à 4,9 % dans le nouveau quartier résidentiel de haut standing, avec un maximum de 10 % dans la colonie d'appartements pour fonctionnaires de rang moyennement élevé.

Par ailleurs, le taux de refus varie aussi selon les enquêteurs, et plus précisément entre enquêteurs masculins et enquêtrices. Il est extrêmement faible pour les enquêtrices, et même nul pour l'une d'elles sur environ 150 enquêtes dans différentes strates et quartiers. Un facteur explicatif tient sans doute au fait que dans la journée en semaine les personnes répondant à l'enquête sont le plus souvent des femmes (dont le taux d'activité reste très bas : 7 % dans le territoire de Delhi selon le recensement de 1991); celles-ci peuvent se montrer plus réticentes pour répondre à un enquêteur masculin, entraînant un report de l'entretien avec le mari, ou parfois un refus. Il ne faudrait toutefois pas en conclure qu'une équipe formée exclusivement d'enquêtrices serait une meilleure solution dans une ville comme Delhi, d'autres problèmes d'organisation de l'enquête surgiraient : par exemple dans les bidonvilles ou dans le cas d'hommes vivant seuls, de nombreux entretiens n'ont pu avoir lieu qu'en soirée, pour lesquels les enquêtrices auraient refusé de se rendre seules.

Un autre type de refus est également à signaler : le cas des propriétaires qui ont accepté de répondre à tout le questionnaire en ce qui concerne leur propre ménage, mais n'ont pas permis aux enquêteurs d'interroger leurs locataires logés dans la même maison.

Certaines questions ont aussi suscité des réactions de méfiance ou refus de réponse. En particulier la question sur le revenu s'est heurtée à des non-réponses dans les strates socio-économiques les plus élevées dans le cas de professions indépendantes (commerçants, hommes d'affaires, industriels...), ou à une sous-déclaration probable. D'autres personnes n'ont pas voulu donner leur nom de caste ; la proportion d'individus refusant d'être identifiés par leur caste de naissance est toutefois une information révélatrice en soi d'un point de vue sociologique.

Assez souvent, les enquêteurs ont également noté une certaine lassitude et/ou manque d'intérêt de la part des enquêtés lorsque la dernière partie du questionnaire sur les autres membres de la famille était abordée (chapitre D). En particulier les questions relatives aux parents et beaux-parents, surtout si ces derniers sont décédés, ont entraîné des taux de non-réponses plus élevés ou des réponses moins précises, sans qu'il soit toujours possible de distinguer les cas de réponse véritablement inconnue des cas de refus d'effort de mémorisation ou de vérification de l'information auprès d'autres membres du ménage.

Ces réserves mises à part, le questionnaire a été bien accepté, et les non-réponses aux questions autres que celles mentionnées ci-dessus restent très rares.

Dans le chapitre C-IV consacré à la collecte des principales étapes migratoires, l'**utilité de l'enregistrement chronologique de toutes les étapes migratoires** dans le tableau prévu à cet effet a encore été prouvée. Cette méthode s'avère même indispensable pour garantir une bonne fiabilité de l'information.

Dans le chapitre C-V consacré au recueil des systèmes de résidence, la **représentation graphique** des séjours dans le calendrier en bas de page c'est, comme à Bogota, révélée tout à fait efficace. Il était recommandé aux enquêteurs de remplir systématiquement le calendrier, même en cas de séjour inférieur à 30 jours continus, afin de pouvoir vérifier la bonne application du filtre des deux premières questions.

Le bilan de l'enquête effectuée à Delhi confirme l'efficacité globale du questionnaire adapté de celui conçu et appliqué à Bogota, en particulier en ce qui concerne le recueil d'information sur les différentes formes de mobilité spatiales.

3.4.3. Recueil des données biographiques à Bogota

L'application du **système de quota** a atteint le résultat escompté, c'est-à-dire éviter tout biais dans la sélection de la personne à qui s'applique le chapitre Biographie. Pour chacune des 11 zones d'enquête, la comparaison de la structure de la population ayant répondu à ce chapitre avec la structure de la population de plus de 18 ans interrogée dans la première partie du questionnaire montre une grande similitude entre les deux structures. Les seules différences entre les quotas demandés et les quotas appliqués s'expliquent par la structure même de la population des adultes de l'échantillon, et le décalage entre le quota demandé et la réalité de la population interrogée : c'est le cas, par exemple, de la proportion de natifs de Bogota, pour laquelle il était impossible de satisfaire le quota prévu dans certaines municipalités de l'aire métropolitaine, du fait de la structure de la population interrogée.

Néanmoins, il convient de signaler un seul biais qui paraît constant dans tous les quartiers comptant des employées domestiques dormant dans le logement où elles travaillent, faisant donc partie du ménage. Dans aucun de ces quartiers, n'a été satisfait le quota demandé : celui-ci était de 10 % afin de disposer d'un nombre d'observations statistiquement suffisant. En effet, le fait de sélectionner l'employée domestique pour la biographie a été difficilement accepté par le chef du ménage ou le reste de sa famille, comme si cette sélection donnait un rôle trop important à une personne qui, dans la majorité des cas, est considérée comme "secondaire" dans le ménage.

En ce qui concerne la partie Biographie du questionnaire, plusieurs enquêtrices sont tombées d'accord pour affirmer que le recueil de la biographie, bien que long, était bien accepté par les personnes interrogées et que **la conception graphique basée sur les deux tableaux fonctionnait très bien**. Comme nous l'avons déjà souligné, le fait d'être sélectionné pour cette partie du questionnaire est perçu comme une reconnaissance de l'importance de la personne au sein du ménage. Au delà de cet aspect, cette expérience a confirmé totalement les remarques de MASSEY, sur la pertinence des entretiens basés sur *"a series of tables (...). The interviewer holds a naturalistic conversation with the subject and fills in the cells of the table by soliciting required information in way that the situation seems to demand, using his or her judgment as to the timing and wording of question or probes"*¹. En effet, le type d'échanges entre l'enquêtrice et la personne interrogée est très particulier dans la partie Biographie. Dans les premières parties du questionnaire, il s'agit de questions fermées, ordonnées selon une séquence fixe et qui, par conséquent, ennuient rapidement la personne interrogée. En revanche, dans la Biographie, c'est plus un **dialogue** qui s'établit entre deux personnes,

¹ MASSEY D., 1988. The ethno survey in theory and practice. in : International Migration Review, Vol. XXI, n° 4, pp. 1498-1522.

l'enquêteur et la personne interrogée, qui débouche sur un résultat important, et positif pour de nombreuses personnes : la reconstruction, sur un questionnaire, des principales composantes de sa vie. Avec ce style d'entrevue semi-structurée, la personne interrogée sort du rôle passif dans lequel le confine la première partie du questionnaire, structurée, pour **participer réellement à l'élaboration de sa Biographie**. Une des enquêtrices a tiré partie de cette aptitude du chapitre Biographie, en changeant la séquence des chapitres du questionnaire pour commencer par la partie Biographie : dans les cas où le choix de la personne qui devait être interrogée pour la biographie était évident, cette enquêtrice commençait l'entrevue par le chapitre Biographie. Ainsi, elle pouvait établir dès le départ une bonne communication avec les personnes interrogées et profiter de toutes les informations de la biographie, considérées à juste raison comme plus fiables, pour vérifier les réponses aux autres chapitres du questionnaire.

De manière générale, il faut insister sur **l'efficacité des solutions graphiques** pour le maniement du temps et des différentes composantes de la vie d'une personne, ou les différentes composantes d'une famille : le recueil des systèmes de résidence et les deux matrices de la Biographie, permettant d'avoir une vision globale de l'unité familiale, de son évolution à travers du temps, le démontrent clairement.

*

L'approche mise en oeuvre à Bogota et Delhi à travers la méthodologie dont quelques éléments ont été présentés au cours de ce rapport, constitue un outil d'observation et d'analyse qui permet d'étudier comment les différentes formes de mobilité de la population participent à la dynamique d'un territoire, à son développement comme à ses recompositions internes. Le système d'observation appliqué dans ces deux métropoles satisfait les nécessités de notre recherche en matière d'information sur les pratiques résidentielles et les formes de mobilité des populations.

La première application à Bogota en 1993 l'a montré, et l'expérience de Delhi le confirme largement : il est possible de traduire dans la pratique les innovations conceptuelles produites par les recherches sur la mobilité spatiale, dans le cadre d'une enquête spécifique menée dans une ville. Avec une équipe de superviseurs et enquêteurs de bon niveau professionnel, le questionnaire a pu être appliqué dans tous les types de quartiers d'une ville comme Bogota célèbre, à juste titre, pour les problèmes qu'il faut affronter pour toute opération de collecte d'information. De plus, l'expérience de l'E.C.H. d'Uruguay confirme que certaines avancées conceptuelles peuvent aussi être introduites dans une enquête nationale auprès des ménages : le décalage traditionnel entre les concepts développés dans le champ de la recherche et les définitions utilisées dans le cadre des systèmes nationaux de production de statistiques démographiques peut être réduit, lorsqu'existe la volonté de faire évoluer ces systèmes afin de se rapprocher de la réalité, éventuellement complexe, des comportements de la population.

IDENTIFICACION

1. Municipio	<input type="text"/>	5. Sección	<input type="text"/>	9. Barrio	_____
2. Alcaldía menor	<input type="text"/>	6. Manzana	<input type="text"/>	10. Dirección	_____
3. Estrato	<input type="text"/>	7. Vivienda	<input type="text"/>	_____	_____
4. Sector	<input type="text"/>	8. Hogar	<input type="text"/>	11. Teléfono	_____

I. CARACTERISTICAS DE LA VIVIENDA (Sólo para el primer hogar de la vivienda)

1. Tipo de vivienda :	Vivienda en una edificación no destinada a habitación	<input type="text"/>	Cuántos grupos de personas preparan los alimentos por separado en esta vivienda ? (Hogares)	<input type="text"/>	
Casa independiente	<input type="text"/>	Vivienda móvil (carpa, tienda)			<input type="text"/>
Apartamento	<input type="text"/>	Edificio en construcción			<input type="text"/>
Cuarto	<input type="text"/>	Otro _____			<input type="text"/>

II. CARACTERISTICAS DEL HOGAR

1. Cuántos cuartos o piezas usa en forma exclusiva este hogar ? (no incluya cocinas, baños ni garajes)	<input type="text"/>	5. Existe una relación de parentesco entre algún miembro del hogar y el propietario de la vivienda ?
2. Cuántos de esos cuartos o piezas usan para dormir las personas de este hogar ?	<input type="text"/>	Si <input type="text"/> No <input type="text"/>
3. La vivienda ocupada por este hogar es :		Pase a Cap III
De propiedad de algún miembro del hogar y está totalmente pagada	<input type="text"/> Pase a 6	6. Como adquirió este hogar la vivienda o el lote ? (Marque X)
De propiedad de algún miembro del hogar y la está pagando	<input type="text"/> Pase a 6	Por herencia <input type="text"/>
En arriendo	<input type="text"/>	Con préstamo <input type="text"/>
En usufructo (no son dueños ni pagan arriendo)	<input type="text"/> Pase a 5	Con recursos propios <input type="text"/>
Otra modalidad. Cuál ? _____	<input type="text"/> Pase a 5	Otra forma. Cuál ? _____ <input type="text"/>
4. Tiene Ud un contrato escrito de arriendo ?	Si <input type="text"/> No <input type="text"/>	7. El propietario autoconstruyó esta vivienda ?
		Si <input type="text"/> Continúe No <input type="text"/> Pase a IIIA
		8. La construcción se hizo con mano de obra (marque el porcentaje de cada opción)
		Familiar <input type="text"/>
		De la comunidad <input type="text"/>
		Contratada <input type="text"/>

III CARACTERISTICAS DE LAS PERSONAS DEL HOGAR

III-A CARACTERISTICAS GENERALES (para todas las personas del hogar)

	Persona 1	Persona 2	Persona 3
1. Nombre y apellido			
2. Que relación de parentesco tiene con el jefe del hogar? (1) Jefe (2) Esposa(o) (3) Hijo(a) (4) Yerno(nuera) (5) Nieto(a) (6) Padre(madre) (7) Tío(tía) (8) Suegro(a) (9) Abuelo(a) (10) Otro pariente (11) Empleada doméstica (12) Pariente de la empleada doméstica (13) Huesped (14) Pensionista (15) Trabajador (16) Otro no pariente	□□	□□	□□
3. Es hombre o mujer ?	Hombre <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> Mujer <input type="checkbox"/> 2	Hombre <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> Mujer <input type="checkbox"/> 2	Hombre <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> Mujer <input type="checkbox"/> 2
4. Cuántos años cumplidos tiene ? o cuál es su fecha de nacimiento ?	□□ Años □□ □□ Día Mes Año	□□ Años □□ □□ Día Mes Año	□□ Años □□ □□ Día Mes Año
5.Cuál es su estado civil o conyugal actual ? (1) Casado o unido (2) Separado o Divorciado (3) Viudo (4) Soltero	□	□	□

III-B EDUCACION (para las personas del hogar de 5 años o más)

1. Sabe leer y escribir ?	Si <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> 2	Si <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> 2	Si <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> 2
2. Cuál es el nivel educativo más alto alcanzado ?	Ninguno <input type="checkbox"/> 1 Preescolar <input type="checkbox"/> 2 Alguna primaria <input type="checkbox"/> 3 Primaria completa <input type="checkbox"/> 4 Alguna secundaria <input type="checkbox"/> 5 Secundaria completa <input type="checkbox"/> 6 Alguna universitaria <input type="checkbox"/> 7 Universitaria completa <input type="checkbox"/> 8 Otro _____ <input type="checkbox"/> 9	Ninguno <input type="checkbox"/> 1 Preescolar <input type="checkbox"/> 2 Alguna primaria <input type="checkbox"/> 3 Primaria completa <input type="checkbox"/> 4 Alguna secundaria <input type="checkbox"/> 5 Secundaria completa <input type="checkbox"/> 6 Alguna universitaria <input type="checkbox"/> 7 Universitaria completa <input type="checkbox"/> 8 Otro _____ <input type="checkbox"/> 9	Ninguno <input type="checkbox"/> 1 Preescolar <input type="checkbox"/> 2 Alguna primaria <input type="checkbox"/> 3 Primaria completa <input type="checkbox"/> 4 Alguna secundaria <input type="checkbox"/> 5 Secundaria completa <input type="checkbox"/> 6 Alguna universitaria <input type="checkbox"/> 7 Universitaria completa <input type="checkbox"/> 8 Otro _____ <input type="checkbox"/> 9
3. Asiste actualmente a preescolar, a la escuela colegio o universidad ?	Si <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> 2 ↓ Pase a Cap.III-C	Si <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> 2 ↓ Pase a Cap.III-C	Si <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> 2 ↓ Pase a Cap.III-C
4. Cuál es el nombre de este centro educativo y su dirección ?	Nombre del centro educativo : _____ Municipio : _____ Barrio : _____ Dirección : _____ □□□□ □□□□ □□□□ □□□□	Nombre del centro educativo : _____ Municipio : _____ Barrio : _____ Dirección : _____ □□□□ □□□□ □□□□ □□□□	Nombre del centro educativo : _____ Municipio : _____ Barrio : _____ Dirección : _____ □□□□ □□□□ □□□□ □□□□
5. Cuál sistema de transporte utiliza para ir a este centro educativo, desde su vivienda ? (Marque una X por opción)	A pie <input type="checkbox"/> 1 Bicicleta, moto <input type="checkbox"/> 2 Auto particular <input type="checkbox"/> 3 Transporte escolar <input type="checkbox"/> 4 Transporte público <input type="checkbox"/> 5	A pie <input type="checkbox"/> 1 Bicicleta, moto <input type="checkbox"/> 2 Auto particular <input type="checkbox"/> 3 Transporte escolar <input type="checkbox"/> 4 Transporte público <input type="checkbox"/> 5	A pie <input type="checkbox"/> 1 Bicicleta, moto <input type="checkbox"/> 2 Auto particular <input type="checkbox"/> 3 Transporte escolar <input type="checkbox"/> 4 Transporte público <input type="checkbox"/> 5
6. Cuántos minutos gasta en el desplazamiento, a este centro educativo, desde su vivienda (un solo sentido)?	□□□ minutos	□□□ minutos	□□□ minutos
7. Cuánto le cuesta al día ? (un viaje únicamente)	□□□□ pesos <input type="checkbox"/> TRANSPORTE PUBLICO	□□□□ pesos	□□□□ pesos

ORSTOM - IEG

Institute of Economic Growth, Delhi University Enclave, Delhi 110007

SURVEY ON SPATIAL MOBILITIES IN THE METROPOLITAN AREA OF DELHI

February - April 1995

A. IDENTIFICATION

A1. Town: _ _	A9. Full address
A2. Zone _ _ _	
A3. Locality _ _ _ _	
A4. Strata _ _ _	
A5. Block / polling station _ _ _ _	
A6. Building _ _ _ _	
A7. Dwelling unit _ _ _ _	A10. Name of the household head
A8. Household _ _ _	

B- CHARACTERISTICS OF THE BUILDING AND OF THE DWELLING UNIT**B-I- CHARACTERISTICS OF THE BUILDING****B1. Type of settlement** where the building is located

Public sector:	- Government flats/houses	1 __
	- DDA flats	2 __
	- Rehabilitation colony	3 __
	- Resettlement colony	4 __
Private formal sector:	- Private builder (independent house or collective housing)	5 __
	- Co-operative group housing society	6 __
Informal sector:	- Non authorized colony/building	7 __
	- Regularized colony	8 __
	- Slum, encroached huts	9 __
Traditional sector:	- Old city and extension	10 __
	- Urban village	11 __

B2. Type of building (purpose for which the building is used)

- Residential only	1 __
- Workshop, factory cum residence	2 __
- Shop cum residence	3 __
- Office cum residence	4 __
- Any combination of (2), (3) and/or (4)	5 __
- Other type of establishment or institution (school, hospital, place of entertainment, of worship, eating place ...etc)	6 __
- Building under construction	7 __
- No building structure (footpath, under bridge, pipes ... etc)	8 __
- Other (<i>specify</i>): _____	9 __

B3. Period since built

- Less than 1 year (1994)	1 __	- 10 to less than 20 years (1974-83)	4 __
- 1 to less than 5 years (1989-93)	2 __	- 20 to 48 years (from Partition to 1973)	5 __
- 5 to less than 10 years (1984-88)	3 __	- 48 years and more (before the Partition)	6 __

B-II- CHARACTERISTICS OF THE DWELLING UNIT**B4. Type of structure**

(on the basis of the material used for construction)

- Pacca	1 __	- Katcha	3 __
- Semi- pacca	2 __	- No structure	4 __

B5. Type of dwelling unit :

- Independent house	1 __	- Living in a place not intended for residential purpose	4 __
- Flat-apartment	2 __	- Place in a night shelter	5 __
- Hut, tent (jhuggi-jhompri)	3 __	- Other (<i>specify</i>): _____	6 __

B6 How many groups of people prepare food separately in this dwelling unit ? (N° of households)

|__|__|

C-CHARACTERISTICS OF THE HOUSEHOLD MEMBERS

C-I- GENERAL CHARACTERISTICS (For all the household members)

	Individual N° 1	Individual N° 2	Individual N° 3
C1. Name and surname			
C2. Residential status (1) usual resident - present (3) temporary resident - present (2) usual resident - absent (4) temporary resident - absent	_ _	_ _	_ _
C3. Relationship with the head of the household (1) household head (10) mother/father in law (2) spouse (11) sister / brother in law (3) un-married child (12) niece / nephew (4) married child (13) other relatives (5) daughter in law /son in law (14) domestic, employee (6) grand-child (15) relatives of the employee (7) mother /father (16) tenant (8) sister / brother (17) guest (9) grand-mother / grand-father (18) other non relative	_ _ _	_ _ _	_ _ _
C4. Male (1) or female (2)?	M _ _ _ F 2 _ _	M _ _ _ F 2 _ _	M _ _ _ F 2 _ _
C5. Age in total years completed last birthday or Year of birth	Age _ _ _ Year of birth 19 _ _ _	Age _ _ _ Year of birth 19 _ _ _	Age _ _ _ Year of birth 19 _ _ _
C6. What is your current marital status ? (1) Never married (3) Widowed (2) Currently married (4) Separated or divorced	_ _	_ _	_ _
C7. What is your mother tongue ?	----- _ _ _	----- _ _ _	----- _ _ _
C8. What other languages do you speak ? (2 maximum)	----- _ _ _ ----- _ _ _	----- _ _ _ ----- _ _ _	----- _ _ _ ----- _ _ _
C9. What is your religion ? (1) Hindu (2) Muslim (3) Sikh (4) Christian (5) Buddhist (6) Jain (7) Other religion (8) No religion	_ _	_ _	_ _
C10. What is your caste or community?	----- _ _ _	----- _ _ _	----- _ _ _
C11. To which category does it belong? (1) Scheduled caste (3) Other backward classes (2) Scheduled tribe (4) Others - Upper castes	_ _	_ _	_ _

C-II- EDUCATION (For household members aged 5 years and above)

C12. Do you know how to read and to write ?	Yes : 1 _ _ No: 2 _ _	Yes : 1 _ _ No: 2 _ _	Yes : 1 _ _ No: 2 _ _
C13. What is the highest educational level you have attained? (1) None (7) College -under graduate (2) Pre-school (8) Graduate (3) Primary: 1st to 4th standard (9) Professional degree (4) Middle: 5th to 7th standard (10) Post-graduate (5) Secondary: 8th to 10th st. (11) Technical degree/certificate (6) Higher secondary: 11th to 12 st. (12) Other (specify)	_ _ _	_ _ _	_ _ _
C14. Do you still attend any pre-school, school or college/university ?	Yes 1 _ _ No 2 _ _ Go to C-III	Yes 1 _ _ No 2 _ _ Go to C-III	Yes 1 _ _ No 2 _ _ Go to C-III
C15. What is the name and address of the school /college that you attend?	Name: _____ Town: _____ Locality: _____ Address: _____ _ _ _	Name: _____ Town: _____ Locality: _____ Address: _____ _ _ _	Name: _____ Town: _____ Locality: _____ Address: _____ _ _ _
C16. Which mode of transportation do you use to go to this school / college from your house ?	(Tick more than one if applicable) 1 _ _ 6 _ _ (1) On foot (6) Scooter-rickshaw, motor-cycle rickshaw 2 _ _ 7 _ _ (2) Bicycle (7) School bus, chartered bus 3 _ _ 8 _ _ (3) Motorcycle, scooter (8) Public bus 4 _ _ 9 _ _ (4) Private car (9) Train 5 _ _ 10 _ _ (5) Cycle-rickshaw (10) Other (specify)	(Tick more than one if applicable) 1 _ _ 6 _ _ 2 _ _ 7 _ _ 3 _ _ 8 _ _ 4 _ _ 9 _ _ 5 _ _ 10 _ _	(Tick more than one if applicable) 1 _ _ 6 _ _ 2 _ _ 7 _ _ 3 _ _ 8 _ _ 4 _ _ 9 _ _ 5 _ _ 10 _ _
C17. How long does it take you to reach this school / college from your house (one way) ?	_ _ _ minutes	_ _ _ minutes	_ _ _ minutes
C18. How much does it cost you for one way? Or per month? (in rupees) (Public transportation)	_ _ _ per way _ _ _ per month	_ _ _ per way _ _ _ per month	_ _ _ per way _ _ _ per month

C-IV-MIGRATORY STEPS (For all the household members)

INDIVIDUAL N° | | | |

<p>C32. Where were you born ?</p> <p>(1) Outside India 1 Country: </p> <p>(2) In India outside Delhi Urban Agglomeration 2 State: District: Tehsil: </p> <p>(3) In Delhi Urban Agglomeration 3 District: Locality: </p>	<p>C41. What was your principal occupation in that place ?</p> <p> </p> <hr/> <p>C42. In that job, were you working as an:</p> <p>(1) employer (3) employee in the public sector (2) own-account worker (4) employee in the private sector (5) unpaid helper</p> <p> </p> <hr/> <p>C43. Was that work :</p> <p>(1) permanent/regular (3) seasonal (2) temporary (4) casual</p> <p> </p>
<p>C33. Was that place rural 1 or urban 2 ?</p>	<p>C44. What was the main activity of the establishment /enterprise for which you worked in that place?</p> <p> </p> <p>(1) Agriculture, livestock, hunting, forestry and fishing (2) Mining and quarrying (3) Manufacturing (4) Electricity, gas and water (5) Construction (6) Wholesale and retail trade, restaurants and hotels (7) Transport, storage and communication (8) Financing, insurance, real estate and business services (9) Community, social and personal services</p>
<p>C34. Have you always been living in Delhi ?</p> <p>YES 1 Go to C35 NO 2 Go to C36</p>	<p>C45. For which reasons did you come to live in Delhi ? (see code)</p> <p>1st 2nd 3rd </p>
<p>C35. Have you always been living in this dwelling unit?</p> <p>YES 1 Go to C-V NO 2 Go to C46</p>	<p>C46. When did you come to live in this dwelling unit (for the last time)?</p> <p>19 </p> <p>or: For how many years have you been living in this dwelling unit?</p> <p> </p>
<p>C36. When did you leave the town/village where you were born ?</p> <p>19 </p> <p>or: At what age ? </p>	<p>C47. Where did you live before moving in this dwelling unit?</p> <p>(1) Outside Delhi Urban Agglomeration 1 Go to C-V (2) In Delhi Urban Agglomeration 2 District: Locality: </p>
<p>C37. When did you come to live in Delhi (for the last time)?</p> <p>19 </p> <p>or: For how many years have you been living in Delhi ? </p>	<p>C48. Was that place rural 1 or urban 2 ?</p>
<p>C38. Where did you live before coming to Delhi ?</p> <p>Place of birth YES 1 NO 2 Country: State: District: Tehsil: </p>	<p>C49. For which reasons did you move in this dwelling unit? (see code)</p> <p>1st 2nd 3rd </p>
<p>C39. Was that place rural 1 or urban 2 ?</p>	<p>C40. What was your main activity in that place before your departure?</p> <p>(1) Worked 1 } Go to C41 (2) Looked or was available for a job 2 } (3) Household duties 3 } (4) Studied 4 } (5) Young child(not studying) 5 } Go to C45 (6) Lived on rent, interests, remittances, pension 6 } (7) Old aged, disabled, ill 7 } (8) Other non workers 8 }</p>
<p>C45, C49: Reasons for migration / change of dwelling (3 maximum) :</p> <p>(1) transfer due to service (9) better and/or cheaper housing conditions (2) in search of employment (10) better civic or other amenities and/or facilities (3) in search of better employment (11) eviction from the previous dwelling (4) to take up a job (12) social, political problems at the previous place of residence (5) to start own enterprise, business, shop, profession (13) for marriage (6) better proximity to place of work (14) due to movement of parents / earning members (7) for studies (15) migration following birth at the mother's parents' place (8) acquisition of own house/flat (16) other familial reasons (9) other (specify) (17) other (specify)</p>	

If necessary, use the following table to reconstitute the individual's migratory steps

YEAR	AGE	PLACE	YEAR	AGE	PLACE

C-V- SYSTEM OF RESIDENCE (For all the household members)

INDIVIDUAL N° | | | |

<p>C50. Where have you lived for the last 12 months ?</p> <p> _1_ _ _ Spent most of the time in this dwelling → Total duration of absence (accumulated) { - less than 1 week (_ _ _) } - from 1 week to less than 1 month (_2_ _ _) } Go to the next person - 1 month and more (_3_ _ _) } Total N° of months absent (_ _ _) ↓</p> <p> _2_ _ _ Spent most of the time outside this dwelling → Number of days present in this dwelling (_ _ _) → CONTINUE</p>																					
<p>C51. During the time you were absent, did you stay for at least 30 days in one place - not necessarily in a continuous manner ?</p> <p>Yes _1_ _ _ Go to C52 No, travelled to different places _2_ _ _ Go to the next person</p> <p>Could you give us some information about the dwelling where you lived most of the time when you were absent from the present dwelling ?</p>																					
	<table border="1" style="width:100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <th style="width: 50%;">Other dwelling N° 1</th> <th style="width: 50%;">Other dwelling N° 2</th> </tr> <tr> <td style="text-align: center;"> _ _ _ _ </td> <td style="text-align: center;"> _ _ _ _ </td> </tr> </table>	Other dwelling N° 1	Other dwelling N° 2	_ _ _ _	_ _ _ _																
Other dwelling N° 1	Other dwelling N° 2																				
_ _ _ _	_ _ _ _																				
<p>C52. How many days of the last 12 months did you spend in that dwelling ?</p>	_ _ _ _																				
<p>C53. When and how frequently did you stay in that dwelling ? (see calendar)</p>	_ _ _ _																				
<p>C54. Where is that dwelling located ?</p> <p>(1) Outside India: Country (2) In India outside Delhi U.A. : State, District, Teshil (3) In Delhi Urban Agglomeration: District:, Locality</p> <p>Country: _____ State: _____ District: _____ Teshil: _____ Locality: _____</p>	<table border="1" style="width:100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%;"> _1_ _ _ </td> <td style="width: 33%;"> _2_ _ _ </td> <td style="width: 33%;"> _3_ _ _ </td> </tr> <tr> <td>_____</td> <td>_____</td> <td>_____</td> </tr> <tr> <td>_____</td> <td>_____</td> <td>_____</td> </tr> <tr> <td>_____</td> <td>_____</td> <td>_____</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Rural/Urban</td> <td style="text-align: center;"> _ </td> <td style="text-align: center;"> _ </td> </tr> </table>	_1_ _ _	_2_ _ _	_3_ _ _	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____	Rural/Urban	_	_					
1 _ _	_2_ _ _	_3_ _ _																			
_____	_____	_____																			
_____	_____	_____																			
_____	_____	_____																			
Rural/Urban	_	_																			
<p>C55. Is it in a rural (1) or urban (2) place ?</p>	Rural/Urban _																				
<p>C56. In that place, in which kind of dwelling did you stay ?</p> <p>(1) A private dwelling where a relative lives (5) A boarding school (2) A private dwelling where no relative lives (6) A military quarter (3) A hotel, guest house, dharamshala (7) A hospital (4) A work site (factory, construction site...) (8) Any other (specify)</p>	_																				
<p>C57. For which reasons did you stay in that dwelling ? (tick more than one if applicable)</p> <p>(1) Work (6) Health (2) Studies (7) Religious purpose (3) Rest, holidays (8) Previous or usual place of residence (4) Visit family, relatives (9) Other reasons (specify) (5) Delivery</p>	<table border="1" style="width:100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%;">1 _ </td> <td style="width: 33%;">6 _ </td> <td style="width: 33%;">1 _ </td> <td style="width: 33%;">6 _ </td> </tr> <tr> <td>2 _ </td> <td>7 _ </td> <td>2 _ </td> <td>7 _ </td> </tr> <tr> <td>3 _ </td> <td>8 _ </td> <td>3 _ </td> <td>8 _ </td> </tr> <tr> <td>4 _ </td> <td>9 _ </td> <td>4 _ </td> <td>9 _ </td> </tr> <tr> <td>5 _ </td> <td>_____</td> <td>5 _ </td> <td>_____</td> </tr> </table>	1 _	6 _	1 _	6 _	2 _	7 _	2 _	7 _	3 _	8 _	3 _	8 _	4 _	9 _	4 _	9 _	5 _	_____	5 _	_____
1 _	6 _	1 _	6 _																		
2 _	7 _	2 _	7 _																		
3 _	8 _	3 _	8 _																		
4 _	9 _	4 _	9 _																		
5 _	_____	5 _	_____																		
<p>C58. Did you work in that place ?</p>	Yes _1_ _ _ Continue No _2_ _ _ Go to C64																				
<p>C59. Was your occupation different from the one you have when you stay in the present dwelling ?</p>	Yes _1_ _ _ Continue No _2_ _ _ Go to C64																				
<p>C60. What kind of work did you do in that place ?</p>	_ _ _ _																				
<p>C61. In that job, were you working as an:</p> <p>(1) employer (3) employee in the public sector (2) own-account worker (4) employee in the private sector (5) unpaid helper</p>	_																				
<p>C62. Was that work:</p> <p>(1) permanent/regular (3) seasonal (2) temporary (4) casual</p>	_																				
<p>C63. What was the main activity of the establishment /enterprise for which you worked in that place?</p> <p>(1) Agriculture, livestock, hunting, forestry and fishing (2) Mining and quarrying (3) Manufacturing (4) Electricity, gas and water (5) Construction (6) Wholesale and retail trade, restaurants and hotels (7) Transport, storage and communication (8) Financing, insurance, real estate and business services (9) Community, social and personal services</p>	_																				
<p>C64. Did you stay in any other place for at least 30 days in the last 12 months - not necessarily in a continuous manner- apart from the dwelling where you are now and the one you just described ?</p>	Yes _1_ _ _ Repeat C52 to C63 (other dwelling N° 2) No _2_ _ _ Go to the next person																				

Write in the following calendar the duration of stay in each dwelling unit, using the following abbreviations :
 DS: dwelling unit surveyed D1: other dwelling unit N° 1 D2: other dwelling unit N° 2

Feb. 94	March 94	April 94	May 94	June 94	July 94	Aug 94	Sept 94	Oct. 94	Nov. 94	Dec. 94	Jan. 95	Feb. 95	March 95	April 95

D-CHARACTERISTICS OF THE FAMILY MEMBERS NOT LIVING IN THE DWELLING UNIT SURVEYED

D1	D2	D3	D4	D5	D6				D7			
Individual	Sex: (1) M (2) F	Is he/she still alive? (1) Yes (2) No	When did he/she die? or How many years ago ?	Age or Year of birth	Where was he/she born? (1) Outside India: Country (2) In India outside Delhi U.A.: State, (3) In Delhi U.A.: District, Locality				Where does (did) he/she live? District, Tehsil / Rural (1) or urban (2) ?			
head's father _____	____	____	19 ____ ____ years ago	____ Age 19 ____ Year of birth	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____				
head's mother _____	____	____	19 ____ ____ years ago	____ Age 19 ____ Year of birth	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____				
head's spouse _____	____	____	19 ____ ____ years ago	____ Age 19 ____ Year of birth	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____				
spouse's father _____	____	____	19 ____ ____ years ago	____ Age 19 ____ Year of birth	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____				
spouse's mother _____	____	____	19 ____ ____ years ago	____ Age 19 ____ Year of birth	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____				
head's child (1) name: _____	____	____	19 ____ ____ years ago	____ Age 19 ____ Year of birth	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____				
head's child (2) name: _____	____	____	19 ____ ____ years ago	____ Age 19 ____ Year of birth	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____				
head's child (3) name: _____	____	____	19 ____ ____ years ago	____ Age 19 ____ Year of birth	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____				
head's child (4) name: _____	____	____	19 ____ ____ years ago	____ Age 19 ____ Year of birth	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____				
head's child (5) name: _____	____	____	19 ____ ____ years ago	____ Age 19 ____ Year of birth	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____				
head's child (6) name: _____	____	____	19 ____ ____ years ago	____ Age 19 ____ Year of birth	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____	1 ____ 2 ____ 3 ____ R/U ____	Country: _____ State: _____ District: _____ Tehsil: _____ Locality: _____				

D8	D9	D10	D11	D1
main activity	What is (was) his/her principal occupation?	employment status	industrial category	Individual
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	head's father
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	head's mother
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	head's spouse
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	spouse's father
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	spouse's mother
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	head's child (1)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	head's child (2)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	head's child (3)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	head's child (4)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	head's child (5)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	head's child (6)

D12	
Apart from the family members living in this dwelling unit and those just listed above, do you or does your spouse have other relative(s) living in Delhi?	
Yes <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	No <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

CODES

<p>D8. What is (was) his/her main activity ?</p> <ul style="list-style-type: none"> (1) Worked (2) Looked or was available for a job (3) Household duties (4) Studied (5) Young child (not studying) (6) Lived on rent, interests, remittances, pension (7) Old aged, disabled, ill ... (8) Other non workers
<p>D10. In this job, is (was) he/she working as an:</p> <ul style="list-style-type: none"> (1) employer (2) own-account worker (3) employee in the public sector (4) employee in the private sector (5) unpaid helper
<p>D11. What is (was) the main activity of the establishment / enterprise for which he / she works (worked)?</p> <ul style="list-style-type: none"> (1) Agriculture, livestock, hunting, forestry and fishing (2) Mining and quarrying (3) Manufacturing (4) Electricity, gas and water (5) Construction (6) Wholesale and retail trade, restaurants and hotels (7) Transport, storage and communication (8) Financing, insurance, real estate and business services (9) Community, social and personal services

3. LES ENTRETIENS APPROFONDIS : METHODOLOGIE DE COLLECTE ET EVALUATION

Dans les deux villes, une observation de nature anthropologique vient compléter l'observation démographique. Des entretiens semi-directifs approfondis sont conduits auprès d'un sous-échantillon de ménages sélectionnés au sein de l'échantillon de l'enquête statistique sur les mobilités spatiales ; l'objectif principal en est d'approfondir la compréhension des comportements migratoires, tout particulièrement celui des personnes les plus mobiles.

3.1. L'enquête anthropologique réalisée dans 4 communes de la périphérie de Bogota

Les entretiens approfondis réalisés dans la périphérie de Bogota visent à une meilleure compréhension des processus de mobilité et portent une attention particulière à l'observation fine des réseaux de solidarité intervenant dans les stratégies résidentielles.

• *Le champ particulier de l'enquête anthropologique : des populations spécifiques résidant dans les 4 communes périphériques*

L'enquête anthropologique porte uniquement sur la périphérie métropolitaine, c'est-à-dire sur les 4 communes ayant été sélectionnées pour cette recherche : **Soacha, Madrid, Chia** et **Tabio**, dont les caractéristiques sont résumées dans le Tableau 3.1. Compte tenu de l'impossibilité de couvrir les 11 zones d'enquête, et dans la perspective d'approfondir la compréhension du processus de développement de l'aire métropolitaine, nous avons en effet préféré privilégier les communes de la périphérie métropolitaine : l'importance des mutations qui s'y jouent actuellement justifie ce choix, également motivé par la profonde méconnaissance des dynamiques à l'œuvre dans ces communes périphériques, en raison de la non prise en compte de ces communes par la communauté scientifique travaillant sur Bogota.

Dans chacune des quatre communes, en fonction des caractéristiques sociales de la population y résidant, une sous-population spécifique a été choisie (voir Tableau 3.1) :

- *Soacha : les travailleurs du secteur informel.*

Bien qu'une bonne partie du territoire de Soacha soit occupée par la zone industrielle de Cazuca et de El Muña qui rassemblent 190 entreprises, la plupart des ménages résidant dans les quartiers autoconstruits des secteurs d'enquête Altos de Cazucá et León XIII exercent leur activité dans le secteur informel. Il a donc été décidé de centrer l'enquête anthropologique sur cette population particulièrement pauvre, dont la vie est marquée par l'informalité, la précarité et la pénurie. Comment ces populations les plus démunies survivent-elles et se logent-elles aujourd'hui dans la capitale colombienne ? Telle est la question au centre de la recherche anthropologique sur Soacha, nous faisant pénétrer dans une filière particulière de la production du logement : l'autoconstruction sur des terrains occupés le plus souvent illégalement.

- *Madrid : les ouvriers de la floriculture.*

Ce choix est justifié par l'importance de ce secteur d'activité dans cette commune comme dans celles adjacentes. Madrid est la commune de Colombie concentrant le plus grand nombre d'hectares de fleurs. La culture de fleurs génère environ 12.000 emplois à Madrid et entraîne une forte migration vers cette commune. Il est essentiel d'approfondir la question des relations entre cette offre d'emploi non qualifié et des flux migratoires vers Madrid, et de leurs conséquences à court et moyen termes sur la commune, mais aussi sur le reste de l'aire métropolitaine de Bogota.

- *Chia et Tabio : les cadres travaillant hors de la commune.*

Ces deux communes reçoivent actuellement des populations de classes moyennes et aisées recherchant une certaine qualité de vie que ne peut plus offrir une capitale

affectée par le manque d'espace, les encombrements et la pollution. Nombreux des nouveaux habitants de ces communes du nord de Bogota travaillant dans le centre ou le péricentre nord de Bogota, leur localisation résidentielle en banlieue se traduit par une forte augmentation des distances quotidiennes. Le choix des cadres travaillant hors de la commune comme sous-population d'étude nous permet donc d'approfondir la compréhension des comportements de ces ménages ayant adopté une stratégie résidentielle similaire à celle de certains de leurs "homologues" de nombreuses métropoles des pays industrialisés : une certaine qualité de vie, au prix de longues navettes quotidiennes.

Tableau 3.1 - Description de l'échantillon de l'enquête anthropologique dans les 4 communes périphériques de Bogota

Zone d'enquête	Caractéristiques de la zone	Strates Nombre et critères	Enq. dém.	Enquête anthropologique		
				Population d'étude	Critères sélection	Nbre entretiens
Chia	Population dispersée, avec forte proportion de classes moyennes et aisées travaillant à Bogota, nombreux emplois dans les services, liés au rôle de la commune comme espace de loisirs. Zone d'étude : toute la commune	2 strates, selon la densité de construction (SPOT)	97	Cadres travaillant hors de la commune	Sexe Age Type de quartier	9
Tabio	Commune encore très rurale, avec de nombreux emplois dans la floriculture, dont l'intégration à l'aire métropolitaine est en cours. Zone d'étude : chef-lieu et périphérie immédiate	2 strates, selon la densité de construction (SPOT)	54	Cadres travaillant hors de la commune	Sexe Age	7
Madrid	Population très concentrée dans le chef-lieu, forte proportion d'immigrants, niveau socio-économique peu élevé, nombreux emplois dans l'industrie et la floriculture. Zone d'étude : chef-lieu et périphérie immédiate	2 strates, selon la densité de construction (SPOT)	103	Ouvriers de la floriculture	Sexe Age Lieu nais. Durée dans la commune Taille de l'entreprise	17 (+ 7 entr. : chefs du personnel et assistantes sociales)
Soacha	Continuité urbanisation avec Bogota, population pauvre en croissance très rapide, nombreux emplois dans industrie et services. Zone d'étude : quartiers situés derrière la zone industrielle de Cazuca (résidences de classes moyennes, et quartiers pauvres illégaux sur la colline), et en face (Pablo VI et Leon XIII)	3 strates, selon le type de tissu urbain (SPOT)	100	Travailleurs du secteur informel	Sexe Age Lieu nais. Durée dans le logement	20 (+ 6 entr. : leaders de quartiers, et fonct. municipaux)
TOTAL			354			53 + 13

• *La procédure de sélection des échantillons*

Pour sélectionner les personnes à interviewer parmi l'ensemble des personnes ayant été enquêtées lors du premier passage de l'enquête statistique et appartenant à ces populations d'étude, un système de quotas a été défini, sur la base des variables de contrôles présentées dans le Tableau 3.1.

Pour définir les proportions respectives des catégories définies par chacune de ces variables, nous avons procédé dès la réception des questionnaires du premier passage de l'enquête statistique à un dépouillement manuel de ceux-ci (uniquement pour les variables entrant dans le système de quotas de la commune considérée).

En complément aux 53 entretiens auprès de ménages, ont été également effectués une série de 13 entretiens auprès de différents acteurs intervenant dans ces communes : leaders communautaires, travailleurs sociaux, cadres des services de planification municipaux, et, à Madrid, de chefs du personnel et assistantes sociales des entreprises de floriculture.

• *Le guide d'entretien*

Comme l'a montré dans le rapport précédent la présentation du questionnaire utilisé pour l'enquête statistique, plusieurs thèmes de grand intérêt pour l'analyse de la mobilité spatiale ne sont pas abordés par le premier passage de cette enquête statistique. C'est le cas, tout particulièrement, des revenus, des réseaux d'échanges et de soutien, ainsi que des raisons, des causes et du contexte des migrations. Les entretiens approfondis ont justement pour objectif de développer l'observation sur une série de questions qui ne sauraient être traitées de façon satisfaisante dans les limites d'une entrevue, nécessairement courte et sous forme de questions fermées.

Conçu pour réaliser aussi bien des entretiens individuels que collectifs, le guide d'entretien de l'enquête anthropologique présenté en Annexe 1 est divisé en plusieurs chapitres qui correspondent aux axes directeurs de l'analyse.

Il est structuré autour de trois moments-clefs de la trajectoire de la famille :

- avant l'arrivée dans le logement actuel (migrations antérieures, famille d'origine),
- la situation actuelle (conditions de logement, insertion professionnelle et mobilité quotidienne de la famille),
- les projets individuels et familiaux.

• *Les conditions de réalisation des entretiens*

Les entretiens approfondis se sont déroulés dans la continuation directe de l'enquête statistique, sans délai, afin d'éviter les déperditions de l'échantillon. En effet, si plusieurs semaines ou mois s'étaient écoulés entre ces deux enquêtes, le phénomène au centre de notre étude, la mobilité résidentielle, aurait contribué à éliminer de l'enquête anthropologique les individus les plus mobiles et eut pour conséquence l'introduction d'un biais dommageable pour la recherche.

Les entretiens ont été effectués avec le support du guide d'entretien présenté plus haut, et ont fait l'objet d'un enregistrement intégral au magnétophone. Plusieurs visites ont parfois été nécessaires, ce qui en fait améliore la qualité des échanges et la richesse de l'information recueillie.

A Madrid et Soacha, le sous-échantillon ainsi sélectionné a pu être enquêté sans problème majeur : les trois quart des personnes sélectionnées ont accepté de participer à l'entretien.

Par contre, dans les communes de Chia et Tabio, deux facteurs ont compliqué sensiblement la réalisation des entretiens : une moindre représentativité de la population d'étude dans l'échantillon de l'enquête démographique, et de plus grandes difficultés d'accès à une population plus aisée et habitant des ensembles résidentiels gardés. De ce

fait, il a fallu procéder à la substitution de près de la moitié de l'échantillon initialement sélectionné.

• *L'organisation de l'information recueillie au cours des entretiens*

L'ensemble des entretiens enregistrés, ont d'abord fait l'objet d'une **transcription intégrale**, incluant tant les questions de M.C. HOYOS que les réponses de la personne enquêtée. Ces transcriptions, saisies informatiquement, sont présentées dans la série des rapports "*1 : entrevistas originales*" de M.C. HOYOS cités dans la bibliographie de la section 6.4.

Dans un deuxième temps, afin de faciliter l'analyse, le texte de chaque entretien a été **réorganisé par thèmes**, en éliminant les questions et en reformulant en conséquence le début des réponses. Cette deuxième forme est présentée dans la série des rapports "*2 : relatos por tema*" de M.C. HOYOS cités dans la bibliographie.

Pour Soacha, première commune ayant fait l'objet de ce traitement, la liste des thèmes retenus était la suivante :

- origines familiales et raisons de la migration à Bogota,
- mobilité résidentielle au sein de Bogota,
- situation familiale actuelle,
- logement,
- travail,
- relations de voisinage, activités quotidiennes et de fins de semaine,
- projets futurs.

Cette première expérience a montré le caractère trop analytique de cette première grille de lecture. En conséquence, un second schéma a été adopté pour les trois autres communes. Pour les entrevues réalisées à Madrid, Chia et Tabio, c'est la grille suivante, très nettement chronologique, qui a été appliquée :

- la trajectoire antérieure à l'arrivée dans la commune
- le moment de l'arrivée et la trajectoire au sein de la commune
- la situation actuelle.

Enfin, parallèlement à la réorganisation par thèmes, a été établie, pour chacun des entretiens, une **fiche résumant l'ensemble de la trajectoire de la personne**. Tandis que les versions par thèmes conservent quasi intégralement la transcription des paroles de la personne enquêtée, les fiches sont des résumés très brefs (une page maximum de texte), rédigés par M.C. HOYOS. Ces fiches correspondent déjà à une certaine interprétation de l'information recueillie : ne sont retenues dans le résumé de la trajectoire que les dimensions de la biographie semblant jouer un rôle important dans la compréhension de la trajectoire résidentielle.

• *L'analyse de l'information*

A partir de ces trois états de l'information collectée, une analyse classique de contenu a été menée par M.C. HOYOS.

Il importe de souligner que de façon systématique l'analyse des entretiens approfondis a été menée en parallèle avec l'analyse des données du premier passage de l'enquête statistique ainsi qu'avec, dans le cas de Madrid, l'analyse des données extraites des fichiers du personnel de cinq entreprises de floriculture (voir ci-après la description de ces données). L'analyse s'est développée selon un processus de va-et-vient constant entre les deux sources d'information, anthropologique et statistique, l'une interrogeant l'autre. Au-delà d'une discussion systématique des analyses respectives, production de tableaux chiffrés pour confirmer des observations issues de l'approche anthropologique, recherche d'éléments d'interprétation de résultats statistiques dans les entretiens approfondis.

Outre la procédure d'analyse classique des entretiens, une étudiante de l'Université des Andes dirigée par F. DUREAU et M.C. HOYOS teste actuellement l'application de techniques d'analyse textuelle au corpus d'information correspondant à la version 2 des entretiens, c'est-à-dire après leur réorganisation par thèmes. L'intérêt des résultats exposés par C. BONVALET et B. GARNIER de l'INED au cours de la réunion d'équipe de septembre 1995 à Paris, nous ont en effet convaincus de tenter l'expérience. Il s'agit pour nous d'une recherche totalement exploratoire, devant fournir de premiers éléments d'évaluation de la contribution de l'analyse textuelle à l'analyse de l'information recueillie à travers des entretiens approfondis. Le logiciel utilisé est LEXICO1, qui a été mis à notre disposition par son auteur A. SALEM, du Laboratoire Lexicométrie et textes politiques de l'Ecole Normale Supérieure de Fontenay - Saint Cloud.

• *La présentation des résultats*

L'analyse de l'information recueillies au cours des entretiens approfondis a donné lieu à un rapport pour chacune des communes (voir à la section 6.4 de la bibliographie les chapitres 2, 3, 4 relatifs à Soacha, Madrid, Chia et Tabio, rédigés par M.C. HOYOS en 1995). Chacun de ces rapports inclue, outre le résultat de l'analyse des entretiens approfondis, une présentation de la problématique et des caractéristiques des communes étudiées, réalisée à partir des autres informations recueillies sur les communes : information secondaire disponible et informations fournies lors des entretiens avec des acteurs politiques, associatifs ou économiques de la commune (voir section 4.1 de ce rapport).

3.2. Recueil d'informations complémentaires à l'enquête anthropologique de Bogota

Deux opérations complémentaires viennent compléter l'approche anthropologique menée par M.C. HOYOS : d'une part, le recueil d'informations sur les ouvriers de 5 entreprises de floriculture de la commune de Madrid et, d'autre part, une série d'enquêtes réalisées par des étudiants de l'Université des Andes dans le cadre d'un séminaire de formation à la recherche.

• *Les données des services du personnel de 5 entreprises de floriculture de Madrid*

Comme cela a été signalé plus haut, la culture de fleurs marque fortement la dynamique de Madrid. Des conditions naturelles favorables conjuguées à la proximité de services financiers et de communications internationales ont favorisé le développement de la culture intensive de fleurs (la Colombie en est le 2ème producteur mondial) dans les communes de la Sabana situées à l'ouest de Bogota. Tandis que cette activité limite l'étalement de la capitale dans cette direction, elle attire d'importants flux migratoires de paysans. Madrid et les communes adjacentes doivent affronter simultanément des taux de croissance très élevés, des limites spatiales figées par la présence des serres, et des moyens insuffisants : la floriculture n'est pas imposée et l'absence de reconnaissance formelle de l'aire métropolitaine empêche une redistribution des ressources entre les communes et le District.

Afin d'avancer dans la connaissance des relations entre l'offre d'emploi dans les entreprises de floriculture et la migration vers Madrid, il nous a paru intéressant de replacer les observations issues des entretiens approfondis auprès de travailleurs de la floriculture dans un cadre quantitatif basé sur les données des services du personnel de quelques unes de ces entreprises.

Nous avons choisi des entreprises de taille et d'ancienneté différentes, critères qu'*a priori* nous pensions influencer fortement sur la politique et les formes de recrutement et de gestion du personnel. Après avoir étudié la distribution des entreprises de floriculture de la Sabana de Bogota par taille, nous avons retenu les quotas suivants : une grande entreprise de plus de 300 employés, deux entreprises de taille moyenne, et deux entreprises de petite taille. Le tableau 3.2 résume les caractéristiques des entreprises ainsi sélectionnées, et de l'information recueillie.

Tableau 3.2 - Caractéristiques des entreprises de floriculture ayant fait l'objet d'une enquête à Madrid, et de l'information recueillie

NOM DE L'ENTREPRISE	ANCIENNETE DE L'ENTREPRISE	NOMBRE TOTAL D'EMPLOYES DE L'ENTREPRISE	NBRE D'EMPLOYES DANS L'ETAB. ENQUETE	VARIABLES EXTRAITES DES FICHIERS DU PERSONNEL
Jardines de los Andes	25 ans	884	884	Sexe Age actuel Age au recrutement Date recrutement Statut matrimonial Niveau d'éducation Lieu de naissance Lieu résid. actuel
Flores Condor	18 ans	410	40	Sexe Age actuel Age au recrutement Date recrutement Lieu de naissance Lieu résid. actuel
Alborada	9 ans	360	279	Sexe Age actuel Age au recrutement Date recrutement Statut matrimonial Niveau d'éducation Lieu de naissance Lieu résid. actuel
Gualí	10 ans	180	97	Sexe Age actuel Age au recrutement Date recrutement Statut matrimonial Niveau d'éducation Lieu de naissance Lieu résid. actuel Statut d'occup. du logement actuel
Flores La Colmena	3 ans	45	45	Sexe Age actuel Age au recrutement Date recrutement Statut matrimonial Niveau d'éducation Lieu de naissance Lieu résid. actuel
TOTAL	-	-	1345	

Outre ces données issus des fichiers du personnel, M.C. HOYOS a réalisé 7 entretiens auprès de chefs du personnel et assistantes sociales des services du personnel de ces entreprises. Dans trois de ces entreprises, les services du personnel ont aussi mis à notre disposition des études sociodémographiques réalisées par eux-mêmes pour la définition de leurs actions en matière de santé professionnelle et d'éducation.

• *Les mémoires d'étudiants de l'Université des Andes*

Depuis janvier 1993, F. DUREAU assure un séminaire hebdomadaire, sur le thème "Migration et emploi à Bogota", ayant pour objet la formation à la recherche des étudiants de maîtrise de la Faculté d'Economie de l'Université des Andes. Dans ce cadre, les étudiants réalisent des recherches sur ce thème, en appliquant sur des quartiers spécifiques de Bogota et la périphérie métropolitaine des approches complémentaires : enquête quantitative, enquête qualitative, et exploitation de données statistiques existantes (recensements, enquêtes nationales auprès des ménages, et enquêtes ORSTOM-CEDE). Parmi les mémoires présentés au cours des 3 dernières années, plusieurs constituent des contributions tout à fait intéressantes : nous les présentons succinctement dans le Tableau 3.3 ci-après.

Tableau 3.3 - Principaux mémoires d'étudiants en économie de l'Université des Andes sur le thème de la mobilité spatiale des populations de Bogota et sa périphérie

DAT E	NOM	QUARTIER ET POPULATION D'ETUDE	SUJET	INFORMATION RECUEILLIE
1994	Borrero A.R. Vieira J.I.	Bogota : Migrants résidant dans le Quartier La Perseverancia	Perception de la qualité de vie	8 entretiens approfondis
1994	Buenaventura J.R. Devries F. Fuentes M. Rezk F.	Soacha : Résidences pour classes moyennes (Urbanización El Cilo)	Facteurs intervenant dans la décision de résider dans ce quartier, et formes d'acquisition du logement.	15 entretiens approfondis
1994	Bernal R. Hernandez C. Marriaga M.	Soacha : Migrants résidant dans les quartiers auto-construits du secteur Leon XIII	Relations entre migration à Bogota et processus d'ascension sociale	12 entretiens approfondis
1994	Jaramillo F. Orjuela J.P. Perez M.	Soacha : Ouvriers d'une entreprise de fabrication de pneus situé dans la commune	Raisons du déménagement des ces ouvriers depuis Soacha vers des quartiers très éloignés, situés au nord-ouest de la capitale	9 entretiens approfondis
1995	Orozco C. Cabal A. Vazquez C.	District de Bogota : Migrants d'origine anglaise	Insertion des migrants à Bogota, (espace perçu et espace vécu)	12 entretiens approfondis
1995	Campo M.R. Puentes C.	Madrid : Migrants ouvriers de la floriculture	Raisons de la migration à Madrid et impact sur la demande de services publics	10 entretiens approfondis
1995	Alvarez C.A. Guttmann O. Barreto C.	District de Bogota : Migrants de la Côte Pacifique travaillant dans des restaurants de cuisine régionale	Trajectoires migratoires, insertion résidentielle et professionnelle, réseaux et changements culturels	10 entretiens approfondis
1996	Polanco W. Quevedo J.	Bogota : Migrants originaires du Boyaca résidant dans le quartier San Cristobal Norte	Evolution des perceptions et comportements des migrants originaires du Boyaca en matière de santé	100 enquêtes
1996	Ruiz A. Sanchez R.	District de Bogota : Migrants arrivant au terminal de bus	Stratégie d'insertion des migrants dans les marchés du logement et du travail de Bogota	100 enquêtes

3.3 Les enquêtes anthropologiques réalisées à Delhi

L'objectif principal des enquêtes anthropologiques mises en oeuvre à Delhi reste identique à celui des enquêtes réalisées à Bogota : approfondir la compréhension des pratiques résidentielles. La sélection des sous-échantillons s'effectue selon le même principe, c'est à dire par choix raisonnés à partir des questionnaires de l'enquête statistique, de manière à représenter les catégories mises en évidence par cette dernière.

Deux séries d'entretiens approfondis sont en cours de réalisation, avec des orientations thématiques complémentaires : des entretiens centrés sur la prise en compte des **facteurs environnementaux** dans les choix résidentiels et sur la perception qu'ont les habitants de leur environnement urbain proche ; et des entretiens centrés sur les processus de mobilités spatiales et leurs **interactions avec les stratégies d'accès au logement et d'insertion sur le marché du travail**.

3.3.1. Les entretiens centrés sur l'environnement urbain et les pratiques résidentielles des populations de l'aire métropolitaine de Delhi

• *Problématique et objectifs de l'enquête anthropologique*

Cette enquête anthropologique vise à améliorer la connaissance des interactions entre facteurs environnementaux et pratiques et mobilités résidentielles, dans le contexte de la capitale indienne et de son aire métropolitaine.

Plusieurs questions méritent un examen attentif, afin de mieux comprendre les interactions entre dynamiques des populations urbaines et environnement :

- Quelle perception ont les habitants de leur environnement en termes de services publics et d'équipements collectifs, de conditions d'habitat, de niveaux de pollution de l'air et de l'eau, et comment ces facteurs influencent leurs choix d'un lieu de résidence et leur mobilité ?
- Quelle est l'importance de ces facteurs environnementaux par rapport aux facteurs économiques et familiaux qui affectent également leur stratégies résidentielles ?
- Dans quelle mesure les pratiques résidentielles des habitants affectent leur quartiers en termes de services urbains et de dégradation de l'environnement ?
- Dans quelles mesures les politiques urbaines ont-elles été effectives pour fournir un environnement adéquat et comment celles-ci peuvent ainsi affecter les choix résidentiels des populations ?
- Quel est l'impact du développement des mobilités circulaires et de nouvelles pratiques résidentielles sur la fourniture des différents services urbains ?

• *Le champ particulier de l'enquête anthropologique*

Etant donné le nombre d'entretiens approfondis envisageables pour étudier ces thèmes dans le cadre du projet, à savoir une cinquantaine, il est apparu préférable de sélectionner certaines zones d'enquête et de cibler les entretiens sur certains types d'habitat et de population pour les quelles les questions relatives aux facteurs environnementaux semblaient plus pertinentes.

Deux zones d'étude (parmi les 6 couvertes par l'enquête statistique en 1995) ont ainsi été sélectionnées pour approfondir le thème "environnement urbain et pratiques résidentielles":

- **Mayur Vihar -Trilokpuri** : une vaste zone située à l'est du fleuve Yamuna, connaissant une croissance rapide depuis les 15-20 dernières années, et offrant une grande diversité de populations et de types d'habitat.

- **DLF Qutab Enclave** : une nouvelle zone résidentielle de haut standing située au sud de Delhi, à l'extérieur du territoire de la capitale dans la périphérie de la ville de Gurgaon. Ce quartier a été développé par des promoteurs privés qui ont précisément joué la carte d'un environnement de meilleure qualité.

Parmi les types d'habitat et modes de production du logement correspondant aux 9 strates principales de l'enquête statistique sur les mobilités spatiales, 5 types ont été sélectionnés, assurant une bonne variété de situations pour l'analyse. Ces types sont décrits ci-dessous, avec les raisons de leur choix :

1 - **Les colonies d'habitation illégales** (hors réglementation urbaine): développées par des promoteurs et entrepreneurs privés, sur des terres agricoles non-constructibles achetées aux fermiers, on les trouve essentiellement dans les zones périphériques de la capitale. Dépourvues de l'accès aux services urbains de base, le prix des terrains et le niveau des loyers y sont bas comparés aux prix pratiqués dans les quartiers légaux bénéficiant des services de la municipalité. En conséquence ces colonies attirent des groupes de population à revenus faibles ou moyens qui n'ont pas les moyens financiers d'acquérir (ou louer) un logement dans d'autres quartiers.

2 - **Les colonies d'habitation "légalisées"** : ce sont d'anciennes colonies illégales, finalement reconnues et légalisées *a posteriori* par la Municipalité, et gagnant ainsi l'accès aux services urbains de base. Une fois légalisées, le coût des terrains et des maisons augmentant, ces colonies attirent aussi des groupes de population aux revenus plus élevés que ceux des premiers occupants.

Colonies d'habitation illégales ou légalisées *a posteriori* sont nombreuses dans le quartier de Mayur Vihar. Les questions d'accès - ou non accès - aux services et équipements urbains y constituent un enjeu particulièrement important.

3- **Les colonies de relogement**, dont les lots ont été alloués (initialement)aux habitants de bidonvilles détruits : la création de telles colonies est directement liée aux politiques urbaines mises en oeuvre par l'administration de Delhi ; elle pose aussi la question de l'adéquation des infrastructures et services urbains fournis aux besoins des habitants, et du degré de satisfaction de ces derniers.

La colonie de relogement de Trilokpuri est une des plus grandes colonies de ce type ; son développement depuis plus de 20 ans a toutefois entraîné des changements dans ses caractéristiques en termes d'habitat et de population et dans ses fonctions initiales.

4 - **Les villages urbanisés**, ou anciens villages maintenant enclavés dans l'agglomération urbaine, et qui subissent de très fortes pressions foncières et des transformations importantes de leurs fonctions économiques, de leur habitat et de leur population. L'habitat s'y transforme pour répondre aux besoins en logement de nombreux migrants aux revenus bas ou moyens, trouvant dans les villages urbains des niveaux de loyers nettement moins élevés que dans les quartiers légaux de la capitale.

Situé en zone périphérique, Mayur Vihar offre plusieurs exemples de villages urbanisés depuis les quinze dernières années.

5 - **Les ensembles résidentiels développés légalement par des promoteurs privés**. Le contrôle des terrains urbanisables par l'administration de Delhi, en particulier à travers la constitution de vastes réserves foncières, pousse certains promoteurs privés à développer des ensembles résidentiels à l'extérieur des limites du territoire administratif de Delhi, où il est plus facile d'acquérir de larges superficies de terrain constructible. En outre, certains promoteurs utilisent le caractère très excentré de ces nouveaux ensembles résidentiels pour inclure dans leurs arguments de vente des considérations environnementalistes : meilleur cadre de vie et absence de pollution.

DLF Qutab Enclave est un bon exemple de ce type d'habitat : son étude permettra d'analyser les motivations et aspirations de la population installée, l'importance des facteurs environnementaux dans ce choix de localisation, ainsi que les niveaux de satisfaction par rapport à la qualité de l'environnement et des infrastructures et services fournis par l'aménageur.

En revanche, quatre autres types d'habitat ont été exclus de cette enquête anthropologique, car les facteurs environnementaux (y compris la qualité des infrastructures urbaines) ne sont pas susceptibles - *a priori* - de jouer un rôle significatif dans les pratiques et mobilités résidentielles de leurs habitants ; il s'agit des bidonvilles, des appartements construits par la *Delhi Development Authority* (DDA), des logements pour fonctionnaires, et des colonies résidentielles construites par des sociétés coopératives. La précarité des habitants des bidonvilles ne leur permet pas de prendre en compte la qualité de l'environnement dans leur localisation résidentielle. Les fonctionnaires n'ont en général pas de choix quant à leur logement de fonction. Les immeubles d'habitation construits par la DDA ont été conçus dans un environnement planifié et équipé des infrastructures et services urbains de base. De même, les ensembles résidentiels construits par des sociétés coopératives sont bien planifiés avec les infrastructures et services urbains nécessaires.

• *La procédure de sélection des échantillons*

Un échantillon de 55 ménages a été sélectionné par choix raisonnés parmi les questionnaires de l'enquête statistique appartenant aux zones et strates d'habitat retenues. Dans chaque type d'habitat, les individus ont été sélectionnés (dans des ménages différents) de manière à représenter les principales catégories de résidents, en regard des critères démographiques suivants :

- age et sexe ;
- statut d'occupation du logement (propriétaire / locataire) ;
- statut migratoire (natif de la localité / migrant selon durée de résidence).

Le tableau 3.4 présente la répartition de l'échantillon dans les différentes strates d'habitat des deux zones sélectionnées.

**Tableau 3.4. Description de l'échantillon de l'enquête anthropologique
'Environnement urbain et pratiques résidentielles
des populations de l'aire métropolitaine de Delhi'**

Zones étudiées	Caractéristiques de la zone et des strates	Enquête statistique	Enquête anthropologique	
		Nbre de ménages enquêtés	Nbre d'entretiens	Critères de sélection
Mayur Vihar - Trilokpuri	Zone très étendue située dans la périphérie est de l'agglomération urbaine de Delhi Densités de population moyennes à très fortes, et croissance démographique élevée Niveaux de revenus variés, proportion élevée de personnes employées dans le secteur des services Types d'habitat et modes de production du logement variés, classés en 6 strates :	Total = 343	Total = 35	Type d'habitat Age Sexe Statut d'occupation du logement Statut migratoire
	1. Colonie de relogement : Trilokpuri	135	17	x
	2. Appartements construits par la <i>Delhi Development Authority</i>	43	-	non retenu
	3. Ensembles résidentiels construits par des sociétés coopératives	39	-	non retenu
	4. Colonies illégales ou légalisées <i>a posteriori</i> , construites par des promoteurs privés	62	5 + 5	x
	5. Villages urbanisés	45	8	x
	6. Bidonvilles	19	-	non retenu
DLF Qutab Enclave	Nouveau quartier résidentiel dans la périphérie de la ville de Gurgaon, située au sud du district de Delhi Développé par un aménageur privé et toujours en phase de construction Densité résidentielle très faible Niveau de revenu élevé 7 strates d'habitat selon l'ancienneté d'aménagement du secteur (4 phases) et le type de logement (3 types principaux) :	Total = 164	Total = 20	Ancienneté du secteur Type d'habitat Age Sexe Statut d'occupation du logement Statut migratoire
	1. Maisons individuelles (dans les phases I, II et III)	127	12	x
	2 - Immeubles d'habitation collective avec propriétaires privés (dans les phases I et III)	19	4	x
	3 - Colonie pour les employés d'une industrie automobile (phase IV) + logements de fonction (appartements) d'une compagnie publique (phase I)	21	4	x
TOTAL		507	55	

• *Le contenu des entretiens et le guide*

Les interviews semi-directifs visent à approfondir les questions suivantes :

i) Quelle perception les habitants ont-ils de leur environnement, et quel est leur degré de sensibilisation à ces problèmes, en particulier en ce qui concerne les services urbains fournis, les conditions d'habitat, les niveaux de pollution de l'air et de l'eau ?

ii) Comment la perception de l'environnement affecte-t-elle les décisions de déplacements d'un endroit à l'autre de l'agglomération urbaine, ou vers l'extérieur ; et quelle est l'importance accordée aux facteurs environnementaux (y compris les conditions d'habitat) par rapport aux autres facteurs (familiaux, économiques, etc.) qui affectent la mobilité résidentielle ?

iii) De quelle manière l'histoire migratoire des individus et leurs plans futurs en matière de mobilité résidentielle interviennent-ils dans les questions abordées ci-dessus ?

Les enquêtes s'appuient sur un guide d'entretien avec questions ouvertes, documentant trois phases de la vie de l'individu : le logement précédent, le logement actuel et les projets futurs. Le guide d'entretien est ainsi organisé sur la base d'une division chronologique:

- A. Conditions dans le logement précédent et arrivée dans le logement présent
- B. Conditions actuelles dans le logement
- C. Projets futurs

La situation familiale et économique et les conditions d'habitat dans le logement précédent sont examinées en détail, ainsi que les raisons du changement pour le logement actuel. La perception que les habitants ont de leur environnement physique et social dans le logement actuel est ensuite traitée, ainsi que leur niveau de satisfaction dans ce domaine. Les différentes contraintes auxquelles l'individu doit faire face sont également prises en compte (dans les domaines familial, professionnel, et du logement).

L'ensemble de l'entretien essaye d'évaluer le degré de sensibilisation et de satisfaction des individus vis à vis de leur environnement. En interrogeant les individus sur leur résidence antérieure ainsi que sur leurs projets éventuel de déménagement, l'objectif visé est de mettre à jour le lien entre les questions relatives à la perception de l'environnement et la mobilité résidentielle.

Pour finaliser le guide d'entretien, un test auprès de quelques ménages habitant dans les quartiers retenus (mais ne faisant pas partie du sous-échantillon) a d'abord été réalisé. Ce test a permis d'avoir un premier aperçu de la réaction des habitants aux questions posées et de leur degré de coopération, et de mettre en évidence les domaines qui méritaient d'être plus approfondis. Le guide d'entretien a été ainsi ajusté de manière à intégrer certaines questions sur la santé afin d'apprécier l'impact de la pollution de l'eau dans la localité. Il est apparu également important d'examiner plus en détail les conditions de vie passée y compris la situation familiale de la personne interrogée afin de mieux comprendre les pratiques résidentielles actuelles. La version finale du guide d'entretien est présentée dans l'annexe 2.

• *Les conditions de réalisation des entretiens*

Contrairement à Bogota où les entretiens approfondis ont suivi de peu le premier passage de l'enquête statistique, à Delhi l'intervalle entre les deux opérations est de 10 à 14 mois. Il y a donc un risque certain de ne pas retrouver une partie du sous-échantillon sélectionné, et en particulier les individus les plus mobiles. Le biais résultant devra être estimé. Parmi les 36 ménages contactés à ce jour, correspondant au sous-échantillon tiré dans la zone de Mayur Vihar - Trilokpuri, 5 substitutions ont dû être faites pour cause de départ du ménage sélectionné depuis le passage de l'enquête statistique.

Au niveau des sous-échantillons sélectionnés, une contribution supplémentaire des enquêtes qualitatives résultant du délai entre les deux passages est celle d'une enquête renouvelée permettant d'évaluer les changements intervenus depuis le premier passage. Ainsi l'entretien est aussi une occasion d'actualiser la situation du ménage enquêté et d'enregistrer les changements intervenus dans la composition du ménage et la situation professionnelle de ses membres. En cas de départ du ménage depuis l'enquête statistique, des renseignements sont recueillis auprès des voisins sur la date du départ et le lieu de destination, ainsi que tout élément permettant de comprendre les raisons de ce départ. L'enquête anthropologique permettra donc d'obtenir quelques indications - certes partielles - sur la dynamique de peuplement en termes de fixation et rotation de la population dans les types d'habitat et quartiers retenus pour cette phase.

La collecte de l'enquête anthropologique a commencé en décembre 1995 et se poursuit. Le bilan qui peut être tiré des 36 interviews réalisées jusqu'à présent montrent une bonne acceptation de l'enquête avec un refus seulement au niveau des ménages. Dans 2 autres cas toutefois il n'a pas été possible d'interroger le membre du ménage initialement sélectionné

(cas de deux femmes, dont une âgée). Quelques rares individus ont aussi besoin d'être constamment rassurés pendant tout le cours de l'entretien.

Une première visite est effectuée pour vérifier, un an après l'enquête statistique, la présence des ménages sélectionnés, et noter les cas de départs éventuels avec les informations correspondantes. Lors de cette visite de repérage, un rendez-vous est pris avec la personne sélectionnée pour l'entretien, à sa convenance. En cas d'absence lors de la première visite, en particulier dans le cas des personnes travaillant à l'extérieur, des indications sur le jour et l'heure de visite les mieux appropriées sont fournies par les autres membres du ménage ou par les voisins, et un message laissé pour informer la personne concernée de la prochaine visite de l'interviewer. Ce contact préalable avant la réalisation de l'entretien est apparu très important, car il permet à l'individu de se préparer psychologiquement à recevoir l'interviewer et à répondre à ses questions.

La durée moyenne d'un entretien est d'environ une heure et quart ; dans certains cas de personnes particulièrement coopératives et accueillantes, la visite peut se poursuivre plus longtemps, jusqu'à partager le repas de la famille.

En général les personnes interrogées parlent volontiers de leur passé ; dans quelques cas des souvenirs douloureux peuvent toutefois entraîner une certaine réserve. Les questions sur les infrastructures et services urbains dans le quartiers suscitent de bonnes réponses et attirent aussi la participation des voisins à la discussion.

Les entretiens sont effectués avec le support du guide d'entretien présenté ci-dessus, donc en essayant de suivre une organisation chronologique, mais en autorisant une certaine flexibilité. Ainsi toute digression par rapport à la question principale ou toute répétition est notée soigneusement.

L'entretien est conduit en Hindi mais l'information est transcrite en anglais, en respectant la forme orale du discours. La principale difficulté rencontrée lors des entretiens survient lorsque la personne interrogée parle très vite et passe d'un sujet à l'autre, ou devient très émotive et son discours confus en narrant des événements passés ou ses problèmes actuels. Dans de telles situations il n'est pas possible de transcrire en traduisant intégralement au moment même tous les détails de l'interview, les éléments non notés étant alors mémorisés.

L'enregistrement des entretiens au magnétophone, qui aurait facilité la tâche de l'interviewer de ce point de vue, n'est pas paru approprié pour ce type d'étude. D'une part toutes les questions, au coeur de l'entretien, se rapportant à la propriété foncière et à l'accès au logement touchent des points délicats où les pratiques illégales ne sont pas absentes. Enregistrer les discussions sur ces thèmes au magnétophone risquait de susciter la méfiance des personnes interrogées, et de provoquer ainsi des réponses fallacieuses ou des refus de réponse à l'ensemble de l'interview - en particulier dans les colonies illégales. Par ailleurs, l'enregistrement et la transcription intégrale des interviews conduits en Hindi impliquaient une étape supplémentaire de traduction intégrale en anglais, induisant des délais de traitement de l'information considérablement plus longs, ce qui n'était pas envisageable dans le cadre de cette étude, étant donné les contraintes financières et temporelles qui s'imposent à nous.

• L'organisation de l'information recueillie au cours de entretiens

A la suite de l'entretien, le jour même ou le jour suivant au plus tard, l'information collectée sous forme de notes est mise au propre et complétée par les divers éléments d'information non transcrits mais encore mémorisés. L'ensemble de cette information est saisie informatiquement dans un fichier texte, et organisé en suivant les questions du guide d'entretien, afin de faciliter l'analyse ultérieure par thème. La série des entretiens ainsi retranscrits sera ensuite présentée dans un document de travail.

• *L'analyse de l'information*

La collecte des données et l'organisation de l'information recueillie sont en cours de réalisation et se poursuivent simultanément. L'étape suivante de l'analyse débutera au deuxième semestre 1996.

Une analyse classique de contenu des entretiens est prévue. Les informations recueillies sur les caractéristiques de chaque quartier (voir 5.2), seront intégrées dans l'analyse, en particulier pour confronter la perception qu'ont les habitants de leur environnement urbain proche avec la situation effective existant dans leur quartier.

L'analyse des données de l'enquête statistique sur les mobilités spatiales sera par ailleurs conduite en parallèle au cours du deuxième semestre 1996. Ceci permettra des interactions continues et questionnements croisés entre l'analyse des données de l'enquête anthropologique et celle de l'enquête statistique, et leur enrichissement mutuel.

3.2.2. Les entretiens centrés sur les interactions entre mobilités résidentielles, accès au logement et accès à l'emploi

• *L'objectif général*

Une série d'entretiens centrés sur les processus de mobilités spatiales et leurs interactions avec les stratégies d'accès au logement et d'insertion sur le marché du travail est également prévue. L'objet principal est de recueillir des biographies migratoires, professionnelles et familiales détaillées, d'approfondir les circonstances et motivations de la migration vers Delhi et les conditions d'insertion en ville - en particulier résidentielle et économique, de mettre en évidence les liens maintenus avec le lieu d'origine, et d'explorer les projets futurs en matière de logement et de séjour à Delhi.

• *Le champ particulier de l'enquête et l'orientation spécifique des études de cas*

Etant donné la grande diversité des types de quartier à Delhi, et à l'intérieur de chaque zone sélectionnée pour l'étude la diversité des types d'habitat, il est apparu préférable de cibler les entretiens approfondis sur certaines études de cas. Nous avons également tenu compte des sous-populations déjà retenues pour les entretiens approfondis centrés sur le thème "environnement urbain et pratiques résidentielles", en visant la complémentarité. Finalement nous avons sélectionné les quatre études de cas suivantes, correspondant à des types d'habitat et à des populations bien distinctes ; chaque étude de cas illustre de manière exemplaire une des dimensions du processus de développement et de recomposition socio-spatiale de la capitale :

i) Personnes sans logis dormant dans les abris de nuit ou dans les rues de la vieille ville : 36 entretiens approfondis ont été réalisés (voir détail *infra*) ;

ii) Habitants des appartement construits par la *Delhi Development Authority* (DDA) dans les secteurs récemment développés de Rohini (nord-ouest de Delhi) : une quinzaine d'entretiens approfondis sont prévus, afin d'analyser les itinéraires de propriétaires initiaux ayant suivi toute la procédure d'acquisition auprès de la DDA, ceux de "deuxièmes" (ou plus) acquéreurs ayant acheté leur appartement aux propriétaires initiaux ou par l'intermédiaire d'agences immobilières, ainsi que de locataires.

iii) Etude de cas du village de Harola, un des villages urbanisés dans la ville nouvelle de NOIDA : une quinzaine d'entretiens approfondis sont également prévus, afin de mieux comprendre le processus de transformation de ce village à travers les histoires de vie et les pratiques immobilières et/ou résidentielles de différentes catégories d'habitants, en particulier des ex-agriculteurs ayant construit des logements d'une pièce à louer pour les migrants travaillant dans la zone industrielle adjacente, les locataires de ces logements, et

des habitants du bidonville voisin ayant auparavant logé en location dans le village. Le village de Harola a été également choisi par R. MONTEZUMA pour effectuer une observation visuelle de son organisation spatiale à un niveau fin, y compris le relevé des plans d'un immeuble de chambres en location. L'étude de cas de ce village pourra ainsi s'enrichir de la combinaison de trois types d'approche : enquête statistique, enquête anthropologique et observation urbanistique et architecturale.

iv) Etude de cas du bidonville de Rajiv Gandhi Camp, situé dans le péri-centre, et menacé d'éviction avec projet de relocalisation des habitants dans une zone périphérique. Ce bidonville a été choisi par I. MILBERT pour analyser la mise en oeuvre des politiques urbaines dans ce domaine particulier. En complément à son travail (voir section 5.2) il est prévu de recueillir une dizaine d'histoires de vie détaillées, ce qui permettra une analyse fine des interrelations entre pratiques résidentielles et politiques urbaines à partir d'une étude de cas exemplaire.

**Tableau 3.5. Description de l'échantillon de l'enquête anthropologique
"Mobilités résidentielles, accès au logement et accès à l'emploi"**

Zones étudiées	Caractéristiques de la zone et des strates	Enquête statistique	Enquête anthropo.	Autres enquêtes
		Nbre de ménages enquêtés	Nbre d'entretiens	
Rohini	Quartier étendue situé dans la périphérie nord-ouest, incluant une zone industrielle Densité de population faible et croissance démographique très élevée Niveaux de revenus moyens et faibles et proportion élevée d'ouvriers de l'industrie Types d'habitat et modes de production du logement variés, classés en 3 strates :	Total = 171	Total = 15*	
	1. appartements construits par la <i>Delhi Development Authority</i> pour différentes catégories de revenus et lotissements pour maisons individuelles	85	15*	
	2. villages urbanisés	53	non retenu	
	3. bidonvilles	33	non retenu	
NOIDA	Ville nouvelle développée à partir des années 80, à l'ouest de Delhi, et incluant un domaine industriel très important Croissance démographique très rapide Tous niveaux de revenus Types d'habitat et modes de production du logement variés, classés en 3 strates:	Total = 397	Total = 16*	
	1. secteurs d'habitat planifiés et lotis pour maisons individuelles et immeubles collectifs	166	non retenu	
	2. villages urbanisés (dont Harola)	145 (46)	12* (=Harola)	Observation urbanistique et architecturale, relevé de bâtiments
	3. bidonvilles	86	4* ex-habitants de Harola	
Nehru Stadium	Petit quartier relativement central, situé dans la Nouvelle-Delhi 2 strates d'habitat :	Total = 164	Total = 10*	
	1. Bidonville très densément peuplé qui s'est développé à partir de 1979-80. Menacé d'éviction avec projet de relocalisation en périphérie	114	10*	Analyse de la mise en oeuvre des politiques urbaines: 20 entretiens approfondis avec des habitants du bidonville ; 12 entretiens approfondis avec des administrateurs, politiciens et consultants.
	2. Ensemble d'appartements pour fonctionnaires construits au même moment	50	non retenu	
* entretiens prévus, devant être conduits en juin et juillet 1996				

Tableau 3.5. (suite)
Description de l'échantillon de l'enquête anthropologique
"Mobilités résidentielles, accès au logement et accès à l'emploi"

Old Delhi (personnes sans logis)	Vieux centre ville Densités résidentielles extrêmement élevées Zone commerciale très active (marchés de détail et de gros), nombreuses petites entreprises industrielles, très nombreuses activités informelles Concentrations importantes de personnes sans logis, classées en 2 strates :	Total = 248 personnes sans logis	Total = 36	
	1. personnes dormant dans les abris de nuit	99	16	+ 1 entretien avec un recruteur de main d'oeuvre
	2. personnes dormant à l'extérieur	149	20	+ 4 entretiens approfondis avec des personnes louant des couettes et des lits
TOTAL			77	

• *Mise en oeuvre des enquêtes*

Afin de mieux prendre en compte le cadre spécifique dans lequel s'inscrivent les pratiques résidentielles des individus, le guide d'entretien est ajusté en conséquence. Outre une série de questions communes répondant aux objectifs principaux présentés supra, des questions propres à chaque contexte orientent l'interview.

Ces enquêtes seront conduites par Véronique Dupont avec l'aide d'un assistant-interprète, Dhananjay TINGAL. Comme pour les enquêtes sur l'environnement urbain, les entretiens sont conduits en Hindi mais l'information est transcrite en anglais, l'enregistrement intégral au magnétophone ayant été écarté pour des raisons similaires.

Jusqu'à présent, seuls les entretiens approfondis avec un échantillon de personnes sans logis ont été réalisés ; leur présentation est détaillée ci-dessous. Les entretiens pour les trois autres études de cas doivent être conduits en juin et juillet 1996. L'analyse de ces données qualitative débutera au cours du deuxième semestre 1996, en articulation avec l'analyse des données statistiques des zones correspondantes.

• *Entretiens approfondis auprès de personnes sans logis*

Les enquêtes (statistique et entretiens approfondis) réalisées auprès d'un échantillon de sans logis visent à compléter l'échantillon des différents types d'habitat représentés dans les zones étudiées par un échantillon de personnes dépourvues de tout logement, même des plus précaires. En effet, l'impact de la population des sans logis à Delhi est loin d'être négligeable (100 000 à 200 000 personnes, soit 1% à 2 % de la population totale), et il est plus particulièrement frappant dans la vieille ville qui accueille de fortes concentrations de personnes sans abri et où la municipalité a - logiquement - ouvert plusieurs abris de nuit pour cette population. Cette partie de la ville, qui n'était auparavant pas couverte par l'enquête sur les mobilités spatiales, a donc été sélectionnée pour les enquêtes auprès des sans logis.

• *La procédure de sélection de l'échantillon*

Selon le principe commun aux autres enquêtes anthropologiques du projet, le sous-échantillon des personnes sans-logis faisant l'objet d'entretiens approfondis a été sélectionné parmi l'échantillon interrogé pour l'enquête statistique. Afin de ne pas perdre la trace de cet échantillon de personnes sans domicile fixe, l'échantillon principal et le sous-échantillon ont été tirés conjointement et les entretiens approfondis réalisés simultanément à l'enquête statistique.

Pour le tirage de l'échantillon principal nous avons appliqué un plan de sondage aréolaire à deux degrés:

- Au premier degré ont été repérés dans la zone du vieux Delhi, délimitée par l'ancien mur d'enceinte, les abris de nuit gérés par la municipalité (au nombre de 6) et les principales concentrations de personnes sans-logis dormant à l'extérieur. Ces abris et aires de couchage extérieures constituent les unités primaires ; toutes celles repérées ont été retenues a priori (deux ayant dû toutefois être abandonnées par la suite : voir infra). La population de chacune de ces unités primaires a été estimée à partir des registres de fréquentation pour les abris de nuit (en prenant la moyenne journalière pour le mois précédent l'enquête) et par comptage direct pour les concentrations de personnes dormant à l'extérieur.

- Au deuxième degré, les unités sélectionnées sont des individus. En effet, la population des personnes sans-logis concentrées dans la vieille ville présente la caractéristique d'être composée presque exclusivement d'hommes (ou jeunes garçons) vivant là sans leur famille (le règlement des abris de nuit interdit de fait leur accès aux femmes, et la présence de femmes et de familles dormant sur les trottoirs dans cette partie de la ville est très rare). Des plans de chaque abri (disposition et plan des salles) et des cartes de chaque concentration extérieure de sans-logis (avec mesures en nombre de pas, disposition des aires de couchage, points de repère sur le terrain) ont été préparés pour tirer un sondage aréolaire, à l'aide d'une grille de points superposés au plan des abris de nuit ou de la zone de couchage, ou d'une simple règle pour les alignements de personnes le long des trottoirs. Le même taux de sondage a été appliqué à chaque unité primaire, taux défini en fonction de l'estimation de la population totale de référence (c'est à dire de l'ensemble des unités primaires repérées dans la vieille ville) et de la taille souhaitable de l'échantillon. Finalement l'échantillon enquêté comprend 248 personnes, dont 99 dormant dans les abris de nuit et 149 dormant à l'extérieur.

Le nombre d'entretiens approfondis à réaliser dans chaque abri de nuit ou aire de couchage extérieure a été déterminé en fonction de la population de sans logis dans chaque lieu, et les personnes à interviewer ont été sélectionnées spatialement et de manière aléatoire dans l'échantillon principal de chaque lieu. Toutefois, certains ajustements ont été effectués en cours d'enquête au vu de la composition de l'échantillon déjà interrogé, eu respect en particulier aux critères d'âge, de statut familial et de métier, afin d'assurer une meilleure représentation des différentes catégories de population. Au total 36 entretiens approfondis, 16 dans les abris de nuits et 20 à l'extérieur, ont été réalisés.

• *Le contenu des entretiens et le guide*

L'entretien se déroulait en deux temps : passage du questionnaire de l'enquête statistique dans un premier temps, et interview approfondi dans un second.

Le questionnaire de l'enquête statistique a été modifié sur trois points afin de mieux prendre en compte la spécificité de la population des sans logis, en particulier en matière de satisfaction des besoins élémentaires, de pluri-activités et de pluri-résidences:

i) Les questions sur les caractéristiques du logement (équipement, statut d'occupation, accès à la propriété...) ont été remplacées par une série de questions sur les conditions de vie en matière de repas, d'hygiène, de paiement effectué pour avoir accès aux abris de nuit ou à une aire de couchage.

ii) L'enregistrement des différentes activités professionnelles exercées pendant les 12 derniers mois n'était plus limité à 2, ceci afin de mieux saisir le phénomène de pluri-activités (combinaison de plusieurs activités simultanément et/ou changement selon la saison), très fréquent parmi cette population au statut d'emploi très précaire.

ii) L'enregistrement des autres logements (ou aire de couchage à l'extérieur) pendant les 12 derniers mois n'était plus limité à 2, ceci afin de mieux saisir les changements fréquents de lieu pour dormir en fonction de la saison et des possibilités d'emploi.

Le guide pour l'entretien approfondi se présente ensuite sous forme d'une grille de questions ouvertes abordant successivement les thèmes suivants (voir aussi annexe 3) :

- Biographie migratoire, professionnelle et familiale détaillée
- La migration vers Delhi : circonstances du départ, choix de la ville et arrivée
- La situation actuelle de 'sans logis'
- Insertion sur le marché du travail et conditions de travail
- Conditions de vie
- Relations maintenues avec le lieu d'origine
- Projets futurs en matière de logement et de séjour à Delhi.

Les options et modalités de réponse prévues pour certaines questions ne visent pas à une catégorisation fermée et un pré-codage des réponses comme pour une enquête statistique, elle sont conçues comme une aide à l'interview et à la notation rapide de certains éléments de réponse, et ne dispensaient en aucun cas de la transcription de l'explication détaillée.

• *Les conditions de réalisation des entretiens*

Les entretiens approfondis - comme l'enquête statistique conduite conjointement - ont été réalisés de nuit, après 19 heures, et parfois jusqu'à une heure du matin, pendant les mois de janvier et février 1996. En hiver la température à Delhi peut descendre jusqu'à 5° C., et en conséquence plus nombreuses sont les personnes ayant recours aux abris de nuit de la municipalité, ou aux services de location de couettes et de lits organisés sur les trottoirs et autres espaces publics par des entrepreneurs privés. Les aires de couchages des personnes dormant à l'extérieur sont aussi plus concentrées en hiver, en particulier le long des trottoirs protégés par des vérandas, alors qu'en été les dormeurs ont tendance à se disperser dans tous les espaces publics en plein air accessibles, dont les parcs, ce qui aurait rendu plus difficile leur comptage.

L'horaire et la durée des entretiens, au minimum une heure et demie avec le passage du questionnaire de l'enquête statistique, présentaient une difficulté face à la fatigue de l'interviewé après une journée de travail souvent très dure physiquement (en particulier pour les nombreux tireurs de rickshaws et de charrettes à bras) et son aspiration légitime à aller dormir. Dans plusieurs cas, les dernières parties de l'entretien ont dû être conduites très rapidement, l'interviewé tombant de sommeil.

Le taux de refus s'est élevé à 6 % pour l'ensemble des 248 personnes interrogées pour l'enquête statistique seule ou combinée à l'entretien approfondi : 8 % dans les abris de nuit et 4,6 % parmi les personnes dormant à l'extérieur. Ces refus semblaient provoqués autant par la fatigue (surtout à l'annonce d'un long entretien) que par la méfiance ou le désintérêt.

Une autre difficulté rencontrée tient au fait que les entretiens étaient réalisés dans un espace public, souvent exposé à la curiosité des passants ou autres habitués du lieu : ces conditions ont plusieurs fois provoqué des attroupements avec interférences d'autres personnes, souvent en état d'ébriété ; en outre la présence d'une femme étrangère dans ce milieu exclusivement masculin ne facilitait pas la discrétion. 2 entretiens (un pour l'enquête statistique et un entretien approfondi) ont été ainsi interrompus par des personnes extérieures devenant agressives et menaçantes.

Les interférences de la police ont constitué un autre élément perturbateur pour l'enquête. En effet la police est impliquée indirectement dans les entreprises de location de couettes sur des lieux publics, par extorsion de sommes conséquentes auprès des personnes louant le matériel de couchage comme condition au déroulement de ces activités illégales. Ainsi une des aires de couchage en plein air avec location de couettes et de lits n'a pu être enquêtée, les personnes louant le matériel de couchage, par crainte d'éviction, soumettant l'enquête à l'autorisation préalable de la police locale, et cette dernière, sans refuser ouvertement, trouvant des prétextes pour ne pas nous accompagner sur place pour confirmer l'autorisation.

Une autre aire de couchage, une avenue connue pour ses centaines de dormeurs la nuit, et effectivement repérée comme telle en décembre 1995, a dû être retirée des zones d'enquêtes ... faute de dormeurs un mois plus tard, en raison d'opérations d'éviction par la police.

De manière plus générale, la très forte mobilité de la population des sans logis a constitué une difficulté pour l'estimation de la population totale de chaque lieu et en conséquence la taille de l'échantillon à enquêter : sur les deux mois d'enquête des variations très importantes d'effectifs ont ainsi été notées.

En complément aux entretiens avec des personnes dormant dans les abris de nuit ou à l'extérieur, 4 entretiens approfondis avec des entrepreneurs privés louant des couettes et des lits dans des aires de couchage extérieure ont été réalisés, ainsi que l'interview d'un recruteur de main-d'oeuvre visitant régulièrement les abris de nuit pour y recruter des travailleurs journaliers.

- *L'organisation de l'information recueillie au cours des entretiens*

L'information recueillie sous forme de notes pendant l'entretien est mise en forme le jour suivant, complétée par les éléments d'information mémorisés, et vérifiée avec l'assistant ayant participé à la réalisation de l'interview. L'information est organisée en suivant les questions de la grille d'entretien afin de faciliter l'analyse ultérieure par thème.

- *Recherches complémentaires envisagées*

Pour mettre en oeuvre le système d'observation sur les populations sans logis dans la vieille ville, V. DUPONT a été assistée par D. TINGAL, qui avait participé à l'enquête statistique de 1995 en tant que superviseur. Suite à cette expérience, D. TINGAL, qui est également doctorant en géographie de l'Université de Delhi, a proposé un sujet de thèse centré sur les populations sans abri dans les différents secteurs de la capitale (et non plus seulement dans la vieille ville), sujet sur lequel n'existe pratiquement aucune étude récente dans le cas de Delhi (voir point 4.2.2).

4. LE RECUEIL D'INFORMATIONS SUR LES ZONES D'ENQUETE

Comme on l'a signalé plus haut, la compréhension des pratiques résidentielles doit reposer sur une bonne connaissance des réalités et dynamiques des quartiers dans lesquelles elles se déploient. L'histoire du quartier, de son développement économiques, de la production du logement notamment social, des opérations d'aménagement urbains (extensions, densification), des équipements en services publics peuvent en effet expliquer certaines pratiques.

4.1. Le recueil d'informations sur les zones d'enquête de Bogota

• Le recueil d'informations

L'information sur les quatre municipalités périphériques a été collectée en 1995 par M.C. HOYOS qui a concentré sa recherche sur ces zones. Le recueil de l'information sur les sept zones d'enquête situées dans Bogota, réalisée par T. LULLE est en voie d'achèvement. Deux types d'informations ont été considérées : les informations de type historique, les informations sur la situation présente.

La division administrative séparant le District de Bogota des municipalités de la périphérie métropolitaine se traduit par une hétérogénéité dans les sources d'information mobilisables pour les différentes zones d'enquête. La stratégie de recueil de l'information qui a été adoptée diffère donc selon la localisation des zones d'enquête : hors ou dans le District de Bogota.

Pour les quatre communes périphériques, les principales sources d'information mobilisées sont :

- la base informatisée d'informations municipales du DANE (institut national de statistique) : le système SISMUN réunit, à l'échelon des communes du pays, une série de fichiers correspondant aux données les plus récentes dans le domaine de la population, certaines activités économiques, les services publics, l'éducation, la santé et la pauvreté;
- les annuaires statistiques du DANE;
- les annuaires statistiques de la *Gobernación* de Cundinamarca (département auxquels appartiennent les 4 communes considérées);
- les plans de développement de chacune des communes, et du département;
- des documents internes des mairies portant sur des problèmes spécifiques comme, par exemple, une étude sur les zones en situations de risque naturel à Soacha;
- des résultats d'études ou de travaux de recherche réalisés sur ces communes (notamment les travaux de la Mission Bogota Siglo XXI et de l'Université Nationale).

Outre ces fichiers statistiques et ces textes, des informations complémentaires ont été recueillies lors des entretiens réalisés avec des acteurs locaux, des leaders communautaires, des fonctionnaires municipaux, des assistantes sociales intervenant dans certains des quartiers enquêtés ainsi que, dans la commune de Madrid où la culture de fleurs emploie une part importante de la population, des chefs du personnel d'entreprises de floriculture.

Pour les zones d'enquête situées dans Bogota, les sources d'informations sont d'abord les documents du service de planification du District (DAPD), de la Chambre de commerce de Bogota (monographies par quartiers et par arrondissements), du SISE (service d'information de la Mairie de Bogota), et du DANE. Sont également utilisés les diagnostics des plans de développement (celui de Bosa par exemple est particulièrement complet). Enfin, des ouvrages portant sur l'histoire architecturale et urbaine de Bogota, ou de certains quartiers ou opérations urbaines, et des articles de presse présentant les quartiers.

Ont été réalisés les historiques de certains quartiers ou opérations urbaines :

- dans le centre : La Perseverancia, las Torres del Parque, el Bosque Izquierdo, Las Cruces, Nueva Santafé;
- dans le péricentre : les quartiers populaires de Chapinero pour avoir eu une dynamique commune avec certains des quartiers du centre; quelques éléments très ponctuels sur Rafael Uribe;
- dans la périphérie : Bosa et très ponctuellement sur San Cristobal Norte.

Afin de compléter ces informations, des entretiens sont réalisés avec des personnes ayant une grande connaissance de l'histoire de l'urbanisation de Bogota.

• *La présentation des résultats*

Les rapports rédigés en 1995 par M.C. HOYOS (chapitres 2, 3, 4 cités au point 6.4 de la bibliographie) présentent de façon synthétique les résultats obtenus sur chacune des communes périphériques, respectivement, Soacha, Madrid, Chia et Tabio. La présentation adoptée est la suivante :

- Historique de la commune
- Hydrographie et sols
- Population
- Migration
- Composition des quartiers
- Logement
- Services publics (eau, électricité, égouts, ramassage d'ordure, transports, télécommunications)
- Education
- Santé
- Activités économiques
- Historique détaillé des différents quartiers enquêtés.

La même présentation sera adoptée pour les sept zones d'enquête situées au sein du District de Bogota.

4.2. Le recueil d'informations sur les zones d'enquête de Delhi

Comme à Bogota, la collecte d'informations complémentaires sur le contexte de chacun des quartiers enquêtés à Delhi vise à relier les pratiques individuelles des individus et de leurs ménages aux facteurs intervenant à un niveau meso à l'échelle du quartier, et au delà au niveau macro des politiques et de la gestion urbaines qui se traduisent dans l'aménagement des divers quartiers.

4.2.1. Les zones couvertes par l'enquête statistique de 1995

• *Le recueil d'informations*

L'information sur les 4 zones d'enquête situées dans Delhi et sur les 2 zones situées dans les villes périphériques a été collectée par M. SIDHU en 1995. Le recueil d'informations couvre les aspects suivants :

- les caractéristiques actuelles du quartier en termes de type de construction et d'habitat ; de fourniture de services urbains et d'entretien des équipements publics ; et de type d'activités économiques.
- l'histoire de chaque quartier, en particulier son développement au cours des dernières décennies ; dans quelle mesure celui-ci a bénéficié de l'application de politiques urbaines dans le domaine du logement et des services publics, ou résulte plutôt

d'initiatives privées (y compris d'installations illégales) et d'interventions d'organisations non gouvernementales ou associations de résidents.

Ces différentes informations ont été recueillies à travers :

- des observations directes de terrain dans chacun des quartiers étudiés ;
- des interviews avec des informateurs privilégiés : chefs de quartiers, responsables d'organisations non gouvernementales, travailleurs sociaux, officiels dans les départements de planification de Delhi et Noida, promoteurs, agents immobiliers, leaders syndicaux, responsables d'associations de résidents, ..etc.
- la consultation de documents officiels et de rapports divers, en particulier : le schéma directeur de Delhi, le plan d'aménagement de la région capitale, rapports de l'office de planification de Noida, rapports et statistiques du département des bidonvilles de la Municipalité de Delhi (*Slum Wing, Municipal Corporation of Delhi*), rapport d'organisations non gouvernementales sur le bidonville de Tigri ; plan d'aménagement de DLF Qutab Enclave, ouvrages et articles divers sur la gestion urbaine et le développement de Delhi, articles de presse mettant en scène les quartiers enquêtés.

Les observations directes de terrain et les interviews ont été réalisées dans chaque zone en parallèle au déroulement de l'enquête statistique sur les mobilités spatiales c'est à dire de février à avril 1995. Une grille de questions ouvertes avait été établie en préparation de la collecte, afin d'aider à assurer une meilleure précision et complétude des données à collecter, et à organiser ensuite l'information (voir annexe 4).

• *La présentation des données*

L'information recueillie a été mise en forme et rassemblée dans un rapport (SIDHU, 1995).

Pour chaque zone d'enquête, les données sont présentées à deux niveaux :

- au niveau de l'ensemble de la zone résidentielle, c'est à dire 4 zones dans Delhi et 2 zones en périphérie ;
- au niveau de chaque sous-zone, ou strate d'enquête, chaque strate correspondant à un type d'habitat.

Au niveau de l'ensemble de la zone résidentielle sont présentés l'historique du quartier ainsi que des données sur les principales infrastructures et équipement urbains:

- voies de communication avec le centre ville ou les autres parties de la ville et moyens de transport,
- équipements de loisirs,
- services hospitaliers et de santé ,
- équipement scolaires,
- type de centres commerciaux.

Au niveau de chaque strate sont présentées les données suivantes :

- type d'habitat et de plan d'urbanisme,
- usage du sol,
- voies de desserte dans la sous-zone et entretien,
- source d'approvisionnement en eau potable,
- système d'évacuation des eaux usées et de pluies et système d'égout,
- équipement en toilettes,
- système de ramassage des ordures,
- électrification des rues,
- commerces et autres activités économiques,
- couverture végétale,
- présence de bétail et autres animaux.

Outre ce recueil systématique et détaillé d'informations, le rapport présente également les opérations spécifiques (interventions de l'Etat, actions d'organisations non gouvernementales, ...) au niveau des sous-zones.

4.2.2. Les concentrations de personnes sans logis dans la vieille ville

Pour la 7ème zone d'enquête localisée dans le vieux centre ville, le recueil d'informations a été centré sur la population des sans logis, les personnes dormant dans les abris de nuit, et les personnes dormant à l'extérieur. La majeure partie des informations a été recueillie en décembre 1995, et a servi à la préparation de l'enquête statistique et des entretiens approfondis.

• *Le recueil d'informations*

Le recueil d'information s'est appuyé sur plusieurs sources et types de collecte :

- Revue des études réalisées à Delhi sur les personnes sans logis : mis à part un rapport spécial du recensement de 1971 consacré à cette sous-population, une enquête effectuée en 1989 par le département des bidonvilles de Delhi (mais le rapport, non publié, est à présent introuvable y compris dans les archives de cette administration) et une thèse de maîtrise en architecture et urbanisme reposant sur des enquêtes de terrain effectuées en 1990, il y a un manque flagrant d'étude systématique de cette sous-population et de données reposant sur des enquêtes de terrain. Les études réalisées sur ce thème sont plus nombreuses dans le cas des autres mégapoles indiennes, en particulier Bombay et Calcutta.

- Recueil de données secondaires sur les "abris de nuit" gérés par la municipalité, auprès du département concerné :
 - rapports et documents divers;
 - statistiques de fréquentation recopiées dans les registres et qui permettent de reconstituer les séries temporelles de fréquentation quotidienne dans chaque abri de nuit pour l'année 1995 et le premier trimestre 1996.

- Collecte d'informations par observation directe et entretiens informels avec des informateurs locaux :

- . Repérage des principales concentrations de sans logis dans la vieille ville, cartographie et comptage des personnes dormant à l'extérieur dans chaque endroit (pour préparer le tirage d'un échantillon aréolaire pour l'enquête statistique).

- . Recueil d'informations sur chaque concentration principale de personnes dormant à l'extérieur : les caractéristiques physiques de la localité précise (trottoirs couverts par une véranda, trottoirs non protégés, parc, esplanade, ...etc.), type d'activités économiques exercées dans la localité, présence ou non de services de location de couettes et de lits pour la nuit, capacité d'accueil et ancienneté de cette pratique, indications sur les caractéristiques de la population dormant dans la localité recueillies auprès d'informateurs locaux (personnes louant des lits et couettes, commerçants ou restaurateurs, ...).

- . Recueil d'informations sur chacun des 6 abris de nuit localisés dans la vieille ville : capacité d'accueil, caractéristiques physiques et équipement, ancienneté de l'abri, caractéristiques de la population dormant dans l'abri recueillies auprès des gardiens et autres personnes en charge.

- Repérage des principaux marchés du travail (pour journaliers) dans la vieille ville : localisation et spécialité

- ***La présentation des données***

Un rapport est en cours d'édition par D. TINGAL qui avait pris en charge le recueil des informations. Le rapport se présentera sous forme de fiches, une fiche correspondant à un abri de nuit ou à une aire de couchage à l'extérieur. Chaque fiche récapitulera de manière systématique les informations collectées. En outre, des cartes montreront la localisation des abris de nuit, des principales concentrations de personnes dormant dans la rue, ainsi que des marchés du travail et des principales zones d'activités.

Annexe 1 - Guide d'entretien de l'enquête qualitative dans les communes de la périphérie de Bogota

-PREGUNTAS DE LA ENTREVISTA COLECTIVA Y/O INDIVIDUAL

1) Antes de la llegada al al sitio

- a) Porqué decidieron venirse para acá?
- b) Cómo eran las condiciones en el sitio anterior a este?
- c) Quiénes vivian juntos antes?
- c) Cómo consiguieron información de este sitio?

2) Llegada al sitio

- a) Dónde llegaron?
- b) Cuántos se vinieron?
- c) Cómo se vinieron?
 - todos juntos
 - poco a poco
- d) Dónde están ahora los que se quedaron?
- e) Tienen alguna relación o contacto con ellos?(económica,visitas)
- f) Siguen ellos juntos?
- g) Dónde se instalaron ustedes inicialmente?
- h) Quién le ayudó en la llegada?

3) Situación actual

- a) Quienes trabajan? En qué?
- b) Quienes aportan dinero para el hogar?
- c) Cómo están distribuidos estos aportes?(Ingresos hogar)
- d) Qué labores u oficios desempeñan cada uno de los miembros para el funcionamiento del hogar? (cuidado de menores, labores domesticas, consecución y preparación de alimentos, arreglo de ropas, atención de salud, etc)

- vivienda:

- a) Cómo consiguieron esta vivienda?
- b) Qué espacios de la vivienda comparten con otros hogares?
- c) Cómo se acomodan en esta vivienda (distribución de espacios y utilización de ellos)
- d) Cómo pagan el arriendo? cada cuanto? cómo es el contrato? (legalidad)
- e) Cómo es la relación con el dueño de la vivienda? (parentesco, amistad,etc.)
- f) Cuales son las condiciones del dueño de la vivienda o de los otros hogares
 - uso y pago de servicios
 - seguridad (llaves, puertas)
 - compartir espacios comunes

- Redes:

- a) Relación con los vecinos
- b) Relación con las entidades del sector
 - iglesia
 - colegios, guarderías
 - centros de salud
 - organizaciones barriales
 - org. sindicales
 - org. comunitarias etc.
- c) Relación con compañeros de trabajo o con la empresa.

4) Planes futuros:

- a) Qué planes tienen con respecto a la vivienda?
- b) Cuánto tiempo han pensado quedarse aquí?

5) Historia Migratoria del grupo familiar en todas las etapas

- a) Sitios donde han vivido. Porqué vivían allí?
- b) Qué tipo de trabajo hacían cada uno de los miembros ?
- c) Porqué se movieron?
- d) Qué personas se separaron del grupo y porqué?

**- PREGUNTAS DE LA ENTREVISTA INDIVIDUAL
(movimientos temporales, circulares y pendulares)**

Actividad, ocupación, trabajo:

- a) Qué hace un día de semana normal de trabajo (itinerario, regularidad, tiempos)?
- b) Sale de la ciudad a trabajar ?
- c) Va algunas veces a otros lugares en fin de semana (paseos, visita a familiares, cultos religiosos, etc.) ?
- d) Sale de vacaciones?
 - cuándo ?
 - a dónde va?
 - por cuánto tiempo ?
- e) Visita familiares que viven en otro lugar ? - Con qué frecuencia?

Planes futuros:

- a) Ha pensado cambiar de oficio o trabajo en un futuro cercano ?
 - Porqué ?
 - A que piensa dedicarse ?
- b) Ha pensado separarse del grupo familiar ?
 - vivir en otra ciudad o barrio
 - independencia económica
 - conformación de otro hogar

Historia migratoria individual

- a) Porqué salió de su lugar de origen?
 - Origen familiar de padres
- b) En qué sitios o barrios ha vivido?
 - Qué hacía en cada uno de ellos
 - Porqué se movió de cada uno

- Eventos históricos determinantes

Annexe 2 : Guide d'entretien de l'enquête qualitative sur l'environnement urbain et les pratiques résidentielles à Delhi

ENVIRONMENTAL FACTORS AND RESIDENTIAL PRACTICES OF THE POPULATIONS IN DELHI METROPOLITAN AREA.

INTERVIEW GUIDE

A. ARRIVAL IN PRESENT DWELLING

Q1. How did you choose to come to the present dwelling? Whose decision was it? (your own/others in the family) What were the conditions existing (familial, physical or other) in the previous dwelling? (improvement/degradation in living conditions)

Q2. How did you come to know about the present dwelling? What all did you know about the present dwelling before coming here? (previous visits to place)

Q3. What were your expectations about this place? Have these expectations been partly/fully satisfied since your arrival here?
(refer to conditions of previous dwelling in comparison to present dwelling at time of shift)

B. CONDITIONS OF PRESENT DWELLING PLACE

Q4. Were you satisfied with the housing conditions when you shifted here? Has this satisfaction increased/decreased since then? (state of maintenance, increase/decrease in family size, change of needs, congested living, additions/alterations to the housing structure).

Q5. Were the basic amenities like water, electricity, sewage, roads and transport available when you arrived in the present dwelling? Have these amenities improved with time?

Q6. Have you experienced any kind of health problems since your arrival here? (recurrent illness, major illnesses,) What are the health facilities in the surrounding area you use normally and in times of emergency? If such a facility for health services exists in your area are you happy with it?

Q7. What is the quality of water available in your locality ?
(duration, taste/colour, particles) Do you treat the water before use, specially for drinking or do you employ any other means to clean it?

Q8. Do you find any any difficulty in commuting to other parts of the city from the present dwelling? What mode of transport do you normally use? Do you wish for a better system of transport than the present system?

Q9. Do you find adequate recreational facilities in the present locality? (for yourself/family) What kind of entertainment/recreation do you /family indulge in?

- parks
- restaurants
- cinemas
- community centre/clubs
- health/sport cent
- T.V/radio

Q10. How safe or secure is your neighbourhood? Do you have a feeling of insecurity here? (enquire about any anti-social incidents in the area in the last 6 months to 1 year).

C. FUTURE PLANS

Q11. Do you plan to stay indefinitely in this locality?
If yes then the reason to do so.

Q12. If no, when do you plan to shift to another location? (within/without Delhi). In what time period and the reason for this intended departure? (probe into the level of awareness and satisfaction with the present environmental conditions).

Q3. Which singlemost reason would you attribute to shifting to another location:

- job opportunity
- closer to near and dear ones
- closer to place of work
- better cleaner environment
- better services
- social security

Annexe 3 - Questionnaire pour les entretiens approfondis auprès des personnes sans logis à Delhi

ORSTOM - IEG

Institute of Economic Growth, Delhi University Enclave, Delhi 110007

SURVEY ON SPATIAL MOBILITIES IN THE METROPOLITAN AREA OF DELHI

IN-DEPTH INTERVIEWS OF PAVEMENT DWELLERS

January - February 1996

A. IDENTIFICATION

A1. Town:		A9. Full address
A2. Zone		
A3. Locality		
A4. Strata		
A5. Block / polling station		
A6. Building		
A7. Dwelling unit		A10. Name of the household head
A8. Household		

F - OBSERVATIONS

G6	G7	G8	G9	G10
Familial events death, birth, marriage/separation	Reason for migration or/and change of job	With whom did you move to the new place ?	Relatives, other persons known in the new place	How did you find this job / start this business/work?
.	+ Who took the decision to leave from the native place?			
.				
.				
.				
.				
.				
.				
.				
.				

H. MIGRATION TO DELHI (for In-migrants)

H1 - How and why did you choose to come to Delhi ?
Who took part in your decision of migration to Delhi ?

H2 - What did you know about Delhi before coming to live in this town?
More particularly what did you know about living conditions and employment opportunities ?
Did you previously visit Delhi ?
By which way did you get information about this town ?

H3 - Did you receive any help at the time of your arrival in Delhi ? (for the first time that you had come to live here)

If yes : what kind of help did you receive ?

- 1 for food
- 2 for accomodation / to find a place to sleep
- 3 financial help
- 4 to find a job
- 5 to start a business, or any activity as own-account worker
- 6 other : specify

H4 - If you had received any kind of help : from whom did you get help ?

- 1 relatives
- 2 friends, acquaintances
- 3 natives from the same village / region
- 4 caste or community fellow
- 5 religious community fellow
- 6 other : specify

I- PRESENT "SHELTERLESS" SITUATION (for all respondents)

I1 - What led you to stay on the pavement / in a night shelter ?

- 1 | | I did not know any other place to stay
- 2 | | I evicted from the previous dwelling
- 3 | | financial constraint
- 4 | | to save maximum money , to send remittances home
- 5 | | for better proximity to place of work / job opportunities
- 6 | | other reasons: specify

I2 - How did you arrive in this specific place ?

What previous information did you have about this place ? about the possibilities of staying in this night shelter / or this pavement dwelling area ?

I3 - For which reasons did you choose this specific place to stay at night ?

- 1 | | free or cheap place to sleep
- 2 | | for security
- 3 | | proximity to place of work
- 4 | | availability of facilities
- 5 | | friends / acquaintances already staying here at night
- 6 | | other reason : specify

J - ABSORPTION INTO DELHI'S LABOUR MARKET AND WORKING CONDITIONS (for all respondents)

J1 - First job in Delhi

How did you find your first job or how did you start your first business: / activity as own account worker in Delhi ?

Had you already made arrangement for a job before coming in Delhi ? YES / NO

Did you go to the labour market ? YES / NO

If YES: which one and where ?

Did you receive any support (contact, recommendation, ...)? YES / NO

If YES: what kind of support ?

If someone helped you to find a job / start a work: who was this person ?

- 1 a relative (specify the relationship)
- 2 a person from the same caste or community as yours
- 3 a person from your village or region of origin
- 4 a person already working in the same enterprise or shop / for the same employer
- 5 a person working in the same kind of occupation ?
- 6 other person : specify

Did you remain unemployed in Delhi before finding your first job / starting you first work ? YES / NO

If YES, for how long ?

J2 - Present job

Your present occupation is _____

(check question C20 and G5)

How did you find this job or how did you start this work?

Did you go to the labour market ? YES / NO

If yes: which one and where ?

Did you receive any support (contact, recommendation, ...)? YES / NO

If YES: what kind of support ?

If someone helped you to find this job / start your business: - who was this person ?

- 1 a relative (specify the relationship)
- 2 a person from the same caste or community as yours
- 3 a person from your village or region of origin
- 4 a person already working in the same enterprise or shop / for the same employer
- 5 a person working in the same kind of occupation ?
- 6 other person : specify

J - ABSORPTION INTO DELHI'S LABOUR MARKET AND WORKING CONDITIONS (continued)

<p>J3 - During last year did you face any problem of unemployment ? When (month) and for how long?</p>
<p>J4 - In your kind of job/activity, is it important to stay (sleep) near the workplace (or near the place where you are likely to find some work = labour market, wholesale market, retail trade market, business centre, industrial area, etc.) in order to get work ?</p>
<p>J5 - <u>Description of the pattern of work:</u> Is this work regular, permanent, temporary, seasonal, casual? part time or full time ? What security of employment do you have? Do you combine several occupations at the same time, or according to the time of the year ?</p>
<p>J6- You said that you daily / monthly income was _____ (see migration table, G5) Out of this, how much can you save (per week or per month) ?</p>
<p>J7- <i>For employees</i> : Do you get any paid leave (weekly, holidays ...), sick leave or any kind of social benefit ? YES <input type="checkbox"/> / NO <input type="checkbox"/> If YES, specify:</p>
<p>J8 - Do you have to incur debt for your regular expenditures due to irregularity of work and income or insufficient earnings ? YES <input type="checkbox"/> / NO <input type="checkbox"/> If YES, from whom do you borrow money ?</p>
<p>J9 - Have you already heard of a trade union for the workers of your branch of activity ? YES <input type="checkbox"/> / NO <input type="checkbox"/> Have you already contacted a trade union ? YES <input type="checkbox"/> / NO <input type="checkbox"/> If YES: - which one ? - in relation to which problem ? - what was the outcome ?</p>

K - LIVING CONDITIONS (for all respondents)

K1 - Where do you keep your belongings ? (with yourself, shopkeeper, work place, friend's place)

K2 - Where do you keep your savings ? (with yourself, bank or post office saving account)

K3 - What kind of difficulties / problems do you face in sleeping in this place ?

- 1 hardship of the climate
- 2 health problem
- 3 noise of the traffic, pollution
- 4 harassment by people
- 5 robbery
- 6 lack of security
- 7 lack of facilities
- 8 any other

K4 - Where do you sleep?

- in summer:

- during the rainy season:

If the respondent sleeps on the pavement / in the open: how do you protect yourself from the rain?

- in winter, when it is very cold:

For pavement dwellers: in case of shower, where do you go or / and what do you do to protect yourself from the rain?

K5 - If any, who are the people who cause you trouble ? (explain the circumstances, frequency, etc.)

- 1 policemen
- 2 other authorities (from DMC, DAA)
- 3 local goondas
- 4 fellows pavement dwellers or night shelter inmates
- 5 other persons:

K - LIVING CONDITIONS (continued)

K6 - For present or former pavement dwellers: When the police chase you from the pavement dwelling area where you sleep, where do you go? Can you come back to the same place after some days? after how many days?

K7 - For pavement dwellers:

Are you aware of the possibility of sleeping in a night shelter? YES / NO

Have you already tried to sleep in a night shelter? YES / NO

If YES: where and when (specific season in the year)? how frequently? why not more often?

If NO, or if pavement is preferred to night shelter:

- Why do you prefer to stay on the pavement:

- 1 I cannot afford the night shelter
- 2 not enough place in the night shelters
- 3 prefer to sleep in the open
- 4 other reason: specify

K8 - Who are the people with whom you socialise in this place (night shelter or pavement dwelling area)?

- 1 people from the same caste
- 2 people from the same religious community
- 3 people from the same village / region or origin
- 4 people speaking the same language
- 5 people working in the same place
- 6 people having the same kind of occupation
- 7 other persons:

K9 - With whom do you have your food for dinner and where?

- 1 people from the caste
- 2 people from the same religious community
- 3 people from the same village / region or origin
- 4 people speaking the same language
- 5 people working in the same place
- 6 people having the same kind of occupation
- 7 other persons:

Place:

L . RELATIONS WITH THE NATIVE PLACE (for non-natives of Delhi)

L1 - Did you have any asset / possession in your native place before you left ?

- 1 agricultural land. How many vighas / acres ?
At that time, who tilled the land ?
- 2 other land
- 3 house
- 4 cattle
- 5 shop
- 6 workshop, manufacturing unit
- 7 other

L2 - And at present do you still have any asset / possession there ? or your family ?

- 1 agricultural land. How many vighas / acres ?
Who tills the land ?
- 2 other land
- 3 house
- 4 cattle
- 5 shop
- 6 workshop, manufacturing unit
- 7 other

L3 - Do you have any family member still living in your native place ? YES / NO

If YES: fill the table

Do you directly support some of them ? YES / NO

If you support some family members :

Whom ? What kind of support do you provide ?

- 1 financial support
- 2 food
- 3 clothes
- 4 household items
- 5 financial help to support expenses in agriculture
- 6 other (specify)

Relationship	Support provided	Amount and frequency

F4 - In your turn, do you receive any financial support or help in kind from your family / native place ?

- 1 financial support
- 2 food (foodgrains, rice, etc.)
- 3 clothes
- 4 share of income from agriculture
- 5 share of income from another business / enterprise
- 6 other (specify)

L. RELATIONS WITH THE NATIVE PLACE (continued)

F5 - Do you visit your native place ? YES | | / NO | |

If yes, how many times per year, when, and for how long?

For which purposes do you go there ?

- 1 | | to visit parents
- 2 | | for familial events (specify)
- 3 | | for religious festivals
- 4 | | for agricultural work
 - i | | in familial fields
 - ii | | as agricultural labourer
- 5 | | for other kind of work: (specify)
- 6 | | other purpose (specify)

F6 - Do you receive visits from relatives still living in your native place ? YES | | / NO | |

If YES, specify : - of whom

- how many times per year
- for what purpose do they come
- how long do they stay in Delhi
- where do they stay

Relationship	Frequency of visit	Purpose of visit	Duration of stay	Place of stay

F7 - Do you send letters to your home ? YES | | / NO | |

If YES : How often ?

F8 - Do you receive letters from your home ? YES | | / NO | |

If YES : How often ?

F9 - Since you are in Delhi, have you provided any help to any new comers from your native place ? YES | | / NO | |

If YES : - whom did you help ?

- when (year of arrival of the person) ?
- for what reason did they come ?
- how did you help them ?

- | | |
|---------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 <input type="checkbox"/> food | 4 <input type="checkbox"/> to find a job |
| 2 <input type="checkbox"/> to find accomodation /place to sleep | 5 <input type="checkbox"/> to start a business or any activity as own account worker |
| 3 <input type="checkbox"/> financial help | 6 <input type="checkbox"/> other (specify) |

Relationship	Year of arrival	Reason for in-migration	Help provided

M. FUTURE PLANS (for all respondents)

M1 - Plans of moving to another place in Delhi :

Have you made any attempt to move to another place ? YES |__| / NO |__|

Are you willing to move ? YES |__| / NO |__|

If YES : Under which conditions ? Where ? How far ?

What are your constraints in terms of distance to your workplace ? i.e. What is the maximum distance (and time) that you can spend on transportation to your work place without jeopardizing your chance of getting a job ?

What are your financial constraints? i.e. How much can you afford to pay , and how much would you be ready to pay for a shelter of your own / for a rented accomodation ?

If you can afford to move to a rented accomodation, why do you prefer to stay on the pavement (or night shelter) ?

M2 - Only for migrants: Do you intend to call your family to live in Delhi ? (spouse if married, and children if any ; or other family members - brother, etc...) YES |__| / NO |__|

If NO : Why do you prefer them to stay back in the village rather than coming to live with you in Delhi ?

If YES : Who will you call (spouse alone, spouse and children, etc)? For which reasons would you like them to come here ?
In that case, where will you live (type of accomodation, place) ?

M3 - Plans of moving outside Delhi

Do you have the intention of staying permanently in Delhi ? YES |__| / NO |__|

If NOT: Do you have any plan of going to another place - outside Delhi ? YES |__| / NO |__|

When? In how many years?

Where ?

Reasons for this intended departure ?

M4 - Do you have any plan of returning to your native place - not necessarily in the next years? YES |__| (explain) / NO |__|

Do you have any plan of investment there? YES |__| / NO |__|

1 |__| to start a business, an activity as own account worker

2 |__| to build a house

3 |__| to buy land

4 |__| other investment (specify)

Annexe 4 - Questionnaire pour le recueil d'information sur les zones d'enquêtes à Delhi

**SURVEY ON SPATIAL MOBILITIES OF THE POPULATIONS
IN THE METROPOLITAN AREA OF DELHI**

RESIDENTIAL PROFILE OF THE STUDIED AREAS

I. PARTICULARS ABOUT RESIDENTIAL ZONE

A. Town/Locality:

B. Location:

C. What are the amenities/facilities available in your area:

1. How is the area connected to the central or other areas of the city?

- road
- rail

Address :

If not connected by rail, where is the nearest railway station?

Comments:

2. What type of public transport connects this area to others areas of the city?

- buses
- rickshaw/cycles
- scooters/cars
- taxis

Comments:

3. Does the area have recreational facilities like:

- cinema halls
- parks
- clubs
- sport centres
- community centre

Comments:

4. Is there any health-care facility in the area?

- yes
- no

If yes, what kind of health-care is available? (+ Address)

- government hospital
- private hospital/clinic
- dispensary/PHC
- pharmacy
- others

Comments:

5. What kind of educational facilities are available in the area?

Type	Y/N	pvt/public
1.		
2.		
3.		

Comments:

6. What kind of commercial centres are there in this area?

- central business district centre
- sub-central business district centre
- convenient shops

Comments:

II. PARTICULARS AT THE SUB-ZONE LEVEL

II.1 Type of settlement:

A. Town/Locality:

B. Area Type:

1. Public Sector
 - government flat/house
 - DDA flat
 - resettlement colony
2. Private formal sector
 - private builder
 - co-operative group housing
3. Informal sector
 - non-authorized colony
 - regularised colony
 - slum
 - squatters
4. Traditional sector
 - urban village
 - old city extensions

Comments:

C. Layout of area:

- planned
- not planned

Comments:

D. What kind of settlement is there in the locality?

- plotted development
 1. -row houses
 2. -independent bungalows
- flats
- others(specify)

Comments:

E. Main land use pattern

- mainly residential
- mainly commercial
- mainly institute
- mainly industrial
- mixed land use

Comments:

F. What quality of roads are there in this locality?

- earthen roads
- gravel surface roads
- metalled roads
- cemented/brick paved roads

Comments:

G. What sources of drinking water are available in the locality?

- portable water supply
- tap
- hand pump
- tube well
- well
- others

Comments:(water supply for how many)

H. Does this locality have a drainage system:

- yes / -no

If yes,then what type of a drainage system is there

- open kutchra
- open pucca
- covered pucca
- underground drains connected to the municipality drains

Comments:

I. What kind of a sewage system exists in the locality?

- septic tanks
- cess pools
- underground system connected to the municipal system
- no sewage system

Comments: (maintenance, present usage)

J. What are the toilet facilities available in this locality?

- individual toilets
- common/public toilets
- open areas

Comments:

K. If common/public toilets are available then:

- 1.How many exist in the locality?
- 2.How many households/people do these toilets serve?
- 3.Where are they located?
- 4.Are these toilets separate for men and women?
 - yes /-no

Comments:

L. What system of solid waste/garbage disposal is there in the locality?

- no arrangement, streets and parks used
- by residents
- by municipal corporation
- by others

Comments:

M. Does the locality have street lighting?

- yes / -no

Comments:

N. What kind of shopping facilities are there in the locality?

- shopping centre
- convenient shopping

Comments:

O. Details of economic activities prevalent in the locality:

P. What kind of a tree coverage is observed in thee locality?

Q. Presence of cattle and other animals in the locality.

(Traduction des premières pages)

**LA MOVILIDAD DE LAS POBLACIONES Y SU IMPACTO
SOBRE LA DINAMICA DEL AREA METROPOLITANA DE BOGOTA**

Documento de trabajo n° 2

METODOLOGIA DE LA ENCUESTA CUANTITATIVA

Françoise DUREAU
Carmen Elisa FLOREZ
Olivier BARBARY
Leonardo GARCIA
Maria Cristina HOYOS

Enero 1994

Bogotá

CEDE

Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico
Facultad de Economía, Universidad de los Andes

ORSTOM

Instituto francés de investigación científica
para el desarrollo en cooperación

	Page
1. PROBLEMATIQUE ET OBJECTIFS DE L'ENQUETE	10
1.1. LES OBJECTIFS DE LA RECHERCHE : ANALYSER LA DYNAMIQUE DE BOGOTA A TRAVERS LES PRATIQUES DE MOBILITE DE LA POPULATION	11
1.1.1. Bogota, une capitale qui présente des mutations importantes en matière de dynamique démographique	11
1.1.2. La nécessité d'appréhender les différentes formes de mobilité spatiale	12
1.1.3. La nécessité d'une collecte de données spécifique sur la mobilité spatiale à Bogota	14
1.1.4. Les objectifs du programme de recherche CEDE-ORSTOM	17
1.2. LES OBJECTIFS DE L'ENQUETE CEDE-ORSTOM	19
1.3. LA COMBINAISON D'UNE APPROCHE STATISTIQUE ET D'UNE APPROCHE ANTHROPOLOGIQUE	20
2. CONCEPTION DU QUESTIONNAIRE	21
2. 1. L'ACCES AU LOGEMENT (Chapitres I et II)	23
2. 2. CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIOECONOMIQUES DES MEMBRES DU MENAGE. NAVETTES RESIDENCE-EDUCATION ET RESIDENCE-TRAVAIL (Chapitres III - A, B, C)	24
2.3. RESUME DE LA TRAJECTOIRE MIGRATOIRE DES MEMBRES DU MENAGE (Chapitre III-D)	25
2.4. SYSTEME DE RESIDENCE DES MEMBRES DU MENAGE (Chapitre III-E)	26
2.5. BIOGRAPHIE D'UN DES MEMBRES DU MENAGE (Chapitre: Biographie)	27
2.5.1. Biographies résidentielle, éducative et professionnelle	29
2.5.2. Famille et corésidence	29
3. METHODE ET PLAN DE SONDAGE	32
3.1. L'UNIVERS ETUDIE ET LA BASE DE SONDAGE	35
3.1.1. Objectifs de représentativité et taille de l'échantillon	35
3.1.2. L'univers : sélection des zones d'étude (domaines) et répartition de l'échantillon entre les domaines	36

3.1.2.1. Délimitation de l'aire métropolitaine	36
3.1.2.2. Sélection des domaines dans les municipalités périphériques	39
3.1.2.3. Sélection des domaines au sein de Bogota	41
3.1.3. Base de sondage : image satellite et cartes	44
3.1.3.1. Traitement de l'image satellite	44
3.1.3.2. Bases de sondage dans Bogota et les municipalités périphériques	46
3.2. LA METHODE DE SONDAGE : PRINCIPES ET STRUCTURE GENERALE	48
3.3. LA STRATIFICATION	50
3.3.1. Critères de stratification	50
3.3.1.1. Stratification dans les 7 domaines de Bogota	51
3.3.1.2. Stratification dans les 4 municipalités périphériques	53
3.3.2. Répartition de l'échantillon entre les strates	54
3.4. LA SELECTION DES ILOTS	57
3.4.1. Mesure de la superficie des strates dans chaque domaine	57
3.4.2. Calcul des grilles de sélection	57
3.4.3. Sélection des îlots avec les grilles	59
3.5. LA SELECTION DES LOGEMENTS ET DES MENAGES	62
3.5.1. Identification des îlots et comptage de logements	62
3.5.2. Sélection des logements	63
3.5.3. Enquête auprès des ménages : normes d'application du plan de sondage, utilisation des logements et/ou îlots de réserve	65
3.6. MESURE DE SURFACE DES ILOTS. CALCUL DES FACTEURS D'EXTRAPOLATION. ESTIMATION DE LA PRECISION DU SONDAGE	67
3.6.1. Mesure de surface des îlots	67
3.6.2. Formulaire d'estimation : totaux, moyennes et quotients, intervalles de confiance associés	70
3.6.3. Probabilités finales de sélection des ménages et facteurs d'extrapolation pour l'exploitation de l'enquête	73
3.6.4. Structuration de l'information utile et calcul des intervalles de confiance	74

4. MISE EN OEUVRE DE L'ENQUETE	77
4.1. CALENDRIER	78
4.2. ORGANISATION DU TRAVAIL DE TERRAIN	80
4.3. COLLECTE DE L'INFORMATION	82
4.4. CRITIQUE, CODIFICATION, SAISIE DE L'INFORMATION	87
4.5. COUTS DE L'ENQUETE	90
5. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES	91
6. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	94
ANNEXES	(Vol. 2)
1. Questionnaire	3
2. Manuel du superviseur	12
3. Manuel de l'enquêteur	43
4. Manuel de critique et codification	90
5. Dictionnaire des variables	191
6. Manuel de contrôle et correction de l'information saisie	248
7. Fiches :	290
Fiche de quartier	
Fiche de mesure de surface des îlots	
Fiche d'îlot	
Fiche de contrôle des quotas dans Bogota	
Fiche de contrôle des quotas dans les municipalités périphériques	
Fiche de critique	

**LA MOVILIDAD DE LAS POBLACIONES Y SU IMPACTO
SOBRE LA DINAMICA DEL AREA METROPOLITANA DE BOGOTA**

Documento de trabajo n° 4

**METODOLOGIA
DE LA SEGUNDA ETAPA DE LA ENCUESTA CUANTITATIVA**

Françoise DUREAU

con la colaboración de :

Olivier BARBARY
Carmen Elisa FLOREZ
Maria Cristina HOYOS

Mayo 1995

Bogotá

CEDE

Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico
Facultad de Economía, Universidad de los Andes

ORSTOM

Instituto francés de investigación científica
para el desarrollo en cooperación

1. METODOLOGIA DE LA SEGUNDA ETAPA	5
1.1. Objetivos	7
1.2. Diseño del muestreo	12
1.3. Diseño de los cuestionarios	23
1.4. Calendario	26
1.5. Organización del operativo de campo	28
1.6. Aplicación de los cuestionarios	29
1.7. Crítica, codificación, captura y corrección de la información	31
1.8. Costos	34
 2. CUESTIONARIOS	 35
- Cuestionario básico	36
- Cuestionario de la muestra complementaria	48
 3. MANUAL DEL SUPERVISOR	 55
 4. MANUAL DEL ENCUESTADOR	 87
 5. MANUAL DE CRITICA Y CODIFICACION	 145
 6. DICCIONARIO DE LAS VARIABLES	 247
 7. MANUAL DE CONTROL Y CORRECCION DE LA INFORMACION GRABADA	 305
 8. FICHAS	 339
- Ficha de barrio	
- Ficha de manzana Tipo 1 : Actualización mapa	
- Ficha de manzana Tipo 2 : Actualización del censo de viviendas	
- Ficha de crítica	
- Lista encuestas muestra complementaria	
 9. LISTA DE PUBLICACIONES DEL EQUIPO CEDE-ORSTOM	 345

Las Formas de Movilidad de la Población de Bogotá y su Impacto sobre la Dinámica del Area Metropolitana: Metodología de un Sistema de Encuestas*

*Françoise Dureau**
Carmen Elisa Flórez ***
Maria Cristina Hoyos*****

Este artículo recoge la metodología del proyecto de investigación desarrollado por CEDE y ORSTOM, el cual tiene como objetivo principal mejorar el conocimiento de la dinámica demográfica global e interna del área metropolitana de Bogotá, por medio de un análisis fino de la movilidad espacial de la población y de las transformaciones que ella ejerce en los diferentes sitios del área metropolitana de Bogotá. La metodología de encuesta desarrollada y experimentada en Bogotá integra algunas innovaciones metodológicas que permiten captar no solamente el conjunto de las formas de movilidad, cualquiera que sea su definición temporal y espacial, sino también su articulación en el transcurso de las etapas del ciclo de vida de las personas y en el seno del grupo familiar. Como intentos de operacionalización de ciertos avances conceptuales al respecto de la movilidad espacial, estas innovaciones constituyen herramientas que pueden contribuir a una mejor comprensión de la dinámica de cualquier ciudad, ya se trate de una metrópoli plurimillonaria, tal como Bogotá, o de ciudades intermedias.

-
- * Esta investigación se está desarrollando desde Agosto de 1992 en el marco del convenio institucional CEDE - ORSTOM sobre "Las formas de movilidad de la población de Bogotá y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana". El equipo CEDE - ORSTOM cuenta para este proyecto con la colaboración del Departamento Administrativo de Planeación Distrital. Además de las tres investigadoras permanentes en el proyecto, que son las autoras de este artículo, participan en ciertos aspectos del programa: Olivier Barbary (estadístico, ORSTOM), Leonardo García (economista, CEDE) Bernard Lortie (teledetección, ORSTOM) y Argemiro Morales (jefe de la Unidad de Sistemas, CEDE).
 - ** Master en Cartografía, Universidad Paris VII. Doctorado en Demografía, Institut de Démographie de Paris. Investigadora ORSTOM - CEDE, Universidad de los Andes.
 - *** Master en Economía, Universidad de los Andes. Certificado en Demografía, Princeton University. Doctorado en Economía, Princeton University. Investigadora, CEDE, Universidad de los Andes.
 - **** Antropóloga, Universidad de los Andes. Actualmente en Magister de Urbanismo, Universidad Nacional de Colombia. Asistente de investigación ORSTOM - CEDE, Universidad de los Andes.

Como ya lo han mostrado varios trabajos en América Latina y en África, el estudio de la movilidad espacial de la población puede ser un instrumento de análisis privilegiado para la comprensión de la dinámica de una ciudad: su formación, su desarrollo, sus recomposiciones internas son el producto del juego de un conjunto de actores sociales, dentro de los cuales la población, a través de sus prácticas de movilidad, juegan un papel esencial. Diseñada bajo esta perspectiva, la metodología de recolección de datos que acabamos de probar en Bogotá trata de poner en práctica varios avances conceptuales que parecen ya admitidos por numerosos investigadores que trabajan sobre el tema de la movilidad espacial¹: restitución del *continuum* espacio temporal de las formas de movilidad, combinación de los enfoques cualitativo y cuantitativo, transversal y longitudinal, consideración de las unidades familiares, e interpretación de las prácticas residenciales con relación a las prácticas de nupcialidad, de fecundidad y de inserción en los mercados laborales. Más allá de estos avances conceptuales y analíticos, a través de la definición particular del marco espacial de observación y de análisis, y el método de selección de la muestra que se aplicó, se trató de lograr una observación adecuada para analizar el impacto de las prácticas de movilidad de la población sobre la dinámica global e interna del área metropolitana y reubicar el papel de la movilidad espacial en el conjunto de los factores de las transformaciones que está experimentando Bogotá. Como intentos de operacionalización de ciertos avances conceptuales al respecto de la movilidad espacial, las innovaciones integradas en la metodología aplicada en Bogotá constituyen herramientas que pueden contribuir a una mejor comprensión de la dinámica de cualquier ciudad, ya se trate de una metrópoli plurimillonaria, tal como Bogotá, o de una ciudad intermedia.

Después de la exposición de los objetivos del programa de investigación, presentaremos las características generales del sistema de recolección de información. Destacaremos algunos elementos específicos del enfoque aplicado en Bogotá y de la metodología que se diseñó para tal fin: insistiremos sobre las innovaciones introducidas en el cuestionario, que, después de ser presentadas detalladamente, se evalúan en la última parte del artículo.

I. Los objetivos de la investigación

Este proyecto tiene como objetivo principal mejorar el conocimiento de la dinámica demográfica global e interna del área metropolitana de Bogotá por medio de un análisis fino de la movilidad espacial de la población y de las transformaciones que ella ejerce en los diferentes sitios del área metropolitana de Bogotá. A fin de llegar a una real comprensión de los mecanismos de poblamiento de los diferentes espacios del área metropolitana, analizamos precisamente las formas de movilidad de la población con relación a su inserción en los mercados de la vivienda y del trabajo, y a las etapas de constitución de las unidades familiares. Tomamos en consideración el conjunto de las

1 Ver, por ejemplo, la síntesis de los debates del Taller sobre "Las nuevas formas de movilidad de la población urbana en América Latina", CEDE-ORSTOM, Bogotá, 7-11 de Diciembre de 1992 (Villa, 1992) o la presentación del Taller sobre "Nuevas modalidades y tendencias de la migración internacional frente a los procesos de integración", Montevideo, 27-29 de Octubre de 1993 (Pellegrino, 1993).

formas de movilidad, cualquiera que sea la distancia (movimientos intra-urbanos, en el seno del área, y migraciones hacia y desde Bogotá) y la duración del movimiento (migraciones residenciales definitivas o temporales y desplazamientos residencial-trabajo).

A través de una recolección específica de información, se pretende determinar:

- Las direcciones y la composición socio-demográfica de los principales flujos de población hacia, desde y dentro del área metropolitana, lo que constituye un elemento esencial para el diagnóstico de la dinámica demográfica actual de la ciudad;

- Las estrategias individuales y familiares en las cuales estos desplazamientos se inscriben: este conocimiento de los factores que motivan las migraciones es un elemento indispensable para la formulación de políticas de desarrollo urbano que quieran influir sobre las tendencias actuales de dinámica global e intra-urbana de la ciudad.

El programa se desarrolla en una **doble perspectiva, de investigación y de acción**, dando lugar a varios tipos de productos:

- **A nivel del conocimiento científico**, la primera consecuencia que se espera de este programa es la producción de información sobre los fenómenos de movilidad de la población de Bogotá, y su impacto sobre la dinámica y la segmentación del área metropolitana;

- **A nivel de los métodos de observación** de la movilidad espacial de la población urbana. Los sistemas oficiales de producción de datos demográficos, tales como los Censos de Población o la Encuesta Nacional de Hogares del DANE, proporcionan poca información sobre las migraciones y ninguna sobre las migraciones temporales o intra-urbanas. La observación de la movilidad espacial plantea todavía problemas conceptuales y metodológicos. La producción de conocimientos sobre las nuevas prácticas residenciales de la población urbana a las cuales da lugar este programa, permite proponer elementos de solución para mejorar los conceptos utilizados en las operaciones de recolección de información desarrolladas regularmente por el DANE y otras instituciones, a fin de que estas operaciones de recolección puedan contribuir a una mejor percepción de la residencia y proporcionar una información útil sobre los fenómenos de movilidad espacial y su evolución. Además de estos avances conceptuales, la reflexión metodológica desarrollada en el marco de este programa desemboca en una **metodología de encuesta sobre la movilidad** espacial de poblaciones ciudadanas, que podría ser repetida en Bogotá, o en otras ciudades de Colombia o de la región.

- **A nivel de los métodos de análisis estadístico de datos biográficos**, se esperan también nuevas enseñanzas, a través de la colaboración con un equipo de investigación ORSTOM-Universidad Nacional de Colombia trabajando en esta dirección.

Una primera fase del programa dedicada a la recolección y al análisis de la información bibliográfica y estadística disponible permitió, por una parte, una primera

producción de conocimientos sobre el tema de la movilidad espacial en Bogotá, y, por otra parte, el desarrollo de una metodología de encuesta. Dos informes dan cuenta de esta fase de la investigación. El primero (1993) presenta los resultados del procesamiento y del análisis de los datos existentes, entre otros: datos censales de 1985, e información de la Encuesta Pobreza y Calidad de Vida de 1991. El segundo (1994) está dedicado a la presentación de la metodología de la encuesta estadística: diseño del sistema de observación y del cuestionario, método y diseño de muestreo, material de encuesta (cuestionario y manuales). La primera etapa de la encuesta cuantitativa se aplicó en octubre de 1993: un informe publicado en junio de 1994, producto del procesamiento de la información recolectada, presenta una serie de cuadros sobre la situación demográfica y los procesos actuales de movilidad espacial en la capital y su periferia metropolitana. Se realizó, a finales de 1994, la segunda etapa de la encuesta estadística, cuya información está en proceso de grabación.

II. Justificación y características del sistema de observación

La renovación del enfoque conceptual de la movilidad espacial, que tenga en cuenta el carácter multipolar de los espacios de vida y que abarque el conjunto de las formas de movilidad, es un avance conceptual que debe ser vinculado a una reflexión sobre la definición del marco espacial de observación y de análisis de la movilidad. Por esta razón, tocaremos este punto antes de entrar en la descripción del diseño del sistema de recolección propiamente dicho.

A. La definición del marco espacial de análisis: El área metropolitana de Bogotá

Como lo escribe Uribe, "se requiere concebir a la ciudad como un proceso dinámico que modifica sus fronteras y reestructura sus funciones a través del tiempo" (1993:20). Dado el acelerado proceso de metropolización que está enfrentando Bogotá, al igual que muchas otras ciudades latinoamericanas, era esencial inscribir nuestro estudio en un marco espacial que corresponda al conjunto del área metropolitana, es decir, no solamente a la ciudad central definida en términos administrativos (Distrito Especial de Bogotá) y físicos (continuidad física), sino también a las "unidades político-administrativas (...) con características urbanas y (...) una interrelación directa, diaria e intensa con la ciudad central" (Uribe, 1993:20).

Así, como lo muestra el Gráfico 1, se delimitó el área metropolitana de Bogotá, aplicando tres tipos de criterios: geográficos, de dinámica demográfica y de integración funcional. Además de dichos criterios analíticos, se tomó en cuenta la clasificación sintética hecha por R. Echeverri (1985)². Aplicando los criterios anteriormente mencionados al conjunto de 114 municipios que incluye el departamento de Cundinamarca, se llegó a la escogencia de un grupo de 17 municipios, que conforman, con Bogotá misma, el área metropolitana.

2. Dicha clasificación se fundó en un análisis factorial calculado a partir de una serie de variables que describen el nivel de interacción de 10 municipios de la Sabana y su grado de interrelación con Bogotá.

B. El universo de estudio: 11 zonas del área metropolitana de Bogotá

Teniendo en cuenta la problemática, el presupuesto disponible y los imperativos estadísticos para lograr una buena representatividad al nivel del barrio, decidimos no aplicar las encuestas sobre movilidad en una muestra dispersa en el conjunto del área metropolitana, y optamos por una **reducción de nuestro universo de estudio**, seleccionando **11 zonas dentro del área metropolitana**, descritos en los Cuadros 1 y 2. Dicha selección se hizo con base en el sistema de información georeferenciada desarrollado sobre el conjunto del departamento de Cundinamarca a nivel de municipio, y dentro de los límites del Distrito de Bogotá a nivel de sectores cartográficos, aplicando los criterios de selección descritos en el Gráfico 1. En efecto, los objetivos de la encuesta, que implicaban mediciones de flujos intra-urbanos de barrios a barrios y análisis fino de ellos, necesitaban **una buena representatividad de la muestra a un nivel local** (barrio). También queríamos evidenciar esquemas de movilidad que dieran cuenta del funcionamiento global del área metropolitana.

Con la reducción del universo de estudio es posible, a nivel de cada una de las 11 zonas seleccionadas, disponer no sólo de una observación estadísticamente correcta de la movilidad, sino también de un buen conocimiento del **contexto de cada uno de estas zonas de la ciudad**. Los criterios de selección de los barrios pretendieron dar cuenta de la diversidad de las ubicaciones en la metrópoli, de los estratos socioeconómicos, de la dinámica demográfica actual y del modo de producción de la vivienda. Disponemos entonces de un **marco de observación totalmente adaptado a un estudio de las interacciones entre, por un lado, el nivel micro de las movi- lidades espaciales y, por otro lado, el nivel macro de las políticas urbanas y de las actividades económicas**. El sistema de observación desarrollado permite una aproximación plural de esta cuestión, desde el aporte de la imagen de satélite y el sistema de información, esenciales para la identificación de los procesos de desarrollo y recomposición a la escala de una gran metrópoli, hacia el análisis fino de los comportamientos residenciales de varias categorías de ciudadanos, observados en barrios específicos de la ciudad.

C. Objetivos de la recolección de información sobre movilidad

El sistema de observación de la movilidad que hemos desarrollado tiene como objetivo recolectar la información necesaria para analizar:

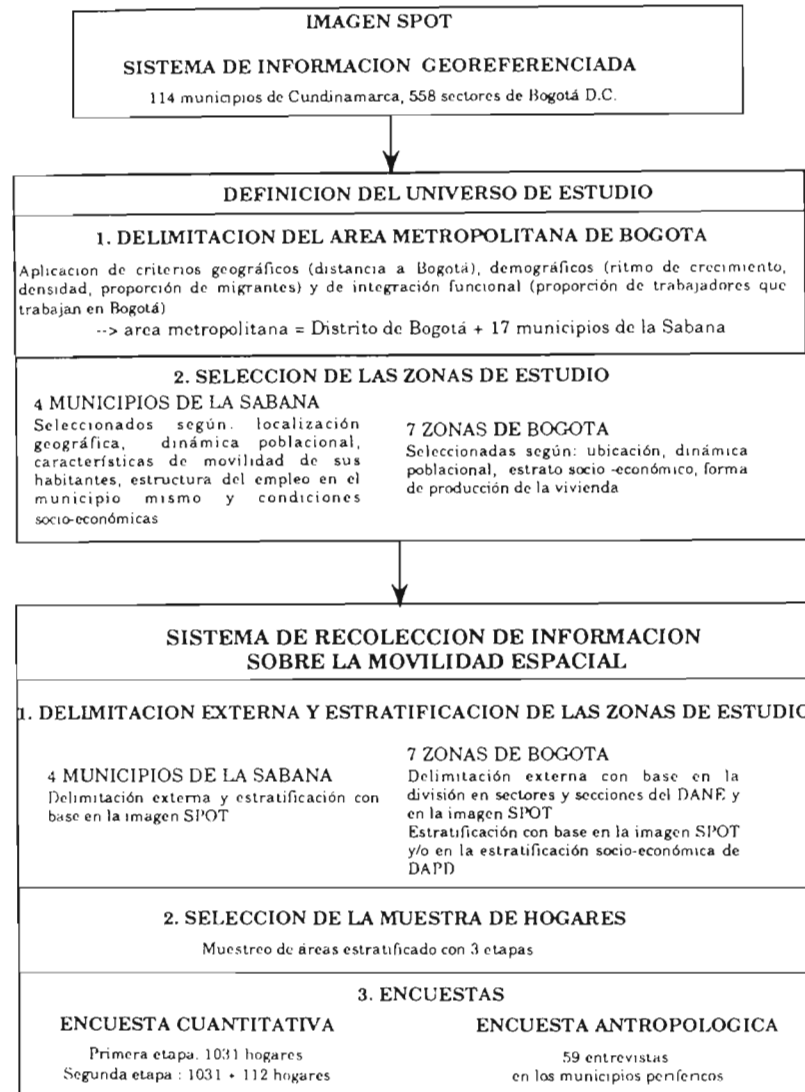
- Las formas de movilidad de la población del área metropolitana de Bogotá con relación a su inserción en el mercado laboral,

- El impacto de estos comportamientos sobre la dinámica demográfica y económica global del área metropolitana, así como sobre la estructuración interna del espacio bogotano (dinámica diferencial de ciertos barrios) y la estructuración de los intercambios entre Bogotá y ciertos lugares del espacio nacional o internacional.

Dos cuestionamientos guían el diseño del sistema de observación de la movilidad:

Gráfico 1

EL SISTEMA DE OBSERVACION



- ¿Cuáles son las prácticas residenciales desarrolladas por la población, sus estrategias en materia de ocupación del espacio geográfico y económico del área metropolitana de Bogotá? Y ¿cuáles son sus determinantes profesionales, familiares, ...etc. ?

- ¿Cuál es el impacto de estas prácticas sobre el desarrollo y la recomposición del área metropolitana de Bogotá?

Para avanzar en la comprensión de las transformaciones urbanas ligadas a los comportamientos residenciales y a las movilidades espaciales practicadas por los individuos y sus familias, es necesario tomar en consideración **el conjunto de las formas de movilidad**, cualquiera que sea la distancia (movimientos intra-urbanos, en el seno del área, y migraciones hacia y desde Bogotá) o la duración del movimiento (migraciones residenciales definitivas o temporales³, y movimientos pendulares)⁴. De hecho, el éxodo rural, del cual se han preocupado en forma muy especial tanto los investigadores como los planificadores, sólo constituye uno, y no necesariamente el más importante, de los componentes de los desplazamientos de población, ligados con la urbanización.

Además de este principio, consideramos que el sistema de observación debe cumplir con dos principios importantes, puestos en evidencia por numerosos trabajos socioantropológicos en América Latina y confirmados por la primera etapa del programa de investigación sobre Bogotá⁵:

- **Introducir un enfoque longitudinal**, que permite entender cómo las personas conjugan diferentes prácticas residenciales en el transcurso de las etapas de su ciclo de vida, con relación a sus comportamientos en materia de nupcialidad, fecundidad e inserción laboral;

- **Considerar las unidades familiares** para la observación y el análisis de las prácticas migratorias, con el fin de reubicar los comportamientos de movilidad de los individuos en su marco familiar y así recobrar la dimensión colectiva de las lógicas de la movilidad (Reboratti, 1986).

Parece necesario intentar satisfacer estas tres condiciones para, a través de la información recolectada, mejorar el conocimiento de los mecanismos de desarrollo y de

3. Una migración residencial corresponde a una "transferencia de residencia desde cierto sitio de origen o lugar de partida, hasta cierto sitio de destino o lugar de llegada", siendo la residencia definida como el lugar en donde la persona "acostumbra habitar" (Henry, 1981:105). Según el carácter definitivo o temporal de esta transferencia de residencia, se habla de "migración definitiva" o "migración temporal". La migración circular corresponde a una forma particular de migración temporal, caracterizada por la repetición de desplazamientos entre diferentes lugares de residencia.

4. Desplazamientos diarios entre el lugar de residencia y el lugar de trabajo o de estudio. A diferencia de las migraciones residenciales, este tipo de movilidad no conlleva transferencia alguna de residencia, ni sistema de residencia multipolar.

5. Ver los resultados del procesamiento de los datos existentes sobre la movilidad espacial en Bogotá en: Durcru et. al (1993).

las transformaciones internas de las grandes ciudades. La división que generalmente se observa entre, por un lado, las observaciones de naturaleza transversal sobre los desplazamientos intra-urbanos desarrollados muy a menudo desde la perspectiva del urbanismo y, por otro lado, las observaciones demográficas sobre las migraciones que integran cada vez más una dimensión longitudinal, pero consideran la ciudad de manera global, descuidando los desplazamientos intra-urbanos, constituye un importante obstáculo para una mejor comprensión de las transformaciones que conocen actualmente las metrópolis. Importa sobrepasar esta segmentación disciplinaria tradicional de la investigación, que ha generado un conocimiento también segmentado del conjunto de las formas de movilidad espacial practicadas por las poblaciones citadinas (Dupont y Dureau, 1994).

D. La combinación de una observación cuantitativa y antropológica

Solo la combinación de un enfoque cuantitativo y de un enfoque cualitativo puede satisfacer los tres principios expuestos más arriba y permitir determinar tanto la dirección y la composición socio-demográfica de los principales flujos de población hacia, desde y dentro del área metropolitana, como las estrategias individuales y familiares en las cuales estos desplazamientos se realizan.

Es por eso que, conjugando los enfoques cuantitativo y cualitativo, el sistema de observación que hemos desarrollado incluye dos partes:

- Una encuesta cuantitativa con dos etapas a un año de intervalo que se aplica a una muestra de 1000 hogares del área metropolitana. En la primera etapa, además de las características socio-demográficas generales, se recoge información sobre las migraciones pendulares entre el lugar de residencia y el lugar de trabajo o de estudio, sobre el sistema de residencia y las movidades temporales, así como biografías migratorias, profesionales y familiares. En la segunda etapa, en cada una de las manzanas que conforman la muestra de la primera etapa, se registran los movimientos de población y las llegadas de nuevos hogares. Las dos etapas con un año de intervalo permiten observar la evolución de los barrios incluidos en la muestra, y medir la movilidad geográfica (tanto las migraciones como las emigraciones) de la población.

- Una observación antropológica permite complementar esa observación estadística necesariamente reductora. Las entrevistas semi-dirigidas a profundidad se aplican a una sub-muestra de cincuenta hogares, seleccionados dentro de la muestra de la encuesta cuantitativa. Estas entrevistas tienen por objetivo profundizar la comprensión del comportamiento migracional de la población, particularmente el de las personas más móviles, y observar las redes de apoyo que intervienen en las estrategias residenciales. Además, a través de entrevistas con los actores institucionales, los líderes comunitarios, y los promotores y jefes de las empresas que actúan en estos barrios, se recoge una información sobre el contexto de cada una de las 11 zonas de estudio: historia de los barrios, poderes locales institucionales y no-institucionales (movimientos comunitarios principalmente). Esta información complementaria permite analizar en qué medida las características del barrio (particularmente, oferta de vivienda y actividades económicas) pueden orientar o suscitar ciertas prácticas residenciales en el nivel de los individuos y de sus hogares, y, en sentido opuesto, permite

comprender en qué medida las prácticas residenciales tienen un impacto sobre la dinámica del barrio y la estructuración de la ciudad.

III. La selección de las muestras

A. La encuesta cuantitativa: Un muestreo de áreas estratificado con 3 etapas

En cada una de las 11 zonas que conforman el universo de la encuesta, se aplicó un diseño muestral, que consiste en un muestreo de áreas estratificado con 3 etapas⁶. En la primera etapa, las áreas seleccionadas son manzanas, escogidas de manera sistemática por medio de una cuadrícula de puntos superpuesta a la imagen de satélite o a un mapa. En la segunda etapa, las unidades seleccionadas son viviendas: la selección de las 5 viviendas a encuestar en cada manzana se hace en forma sistemática y equiprobable a partir de una lista de viviendas establecida en cada manzana de la muestra. En la tercera etapa, las unidades de observación son los hogares de las viviendas seleccionadas: el formulario de encuesta se aplica a todos los hogares de cada vivienda.

El diseño muestral se aplicó, por supuesto, independientemente en cada estrato de cada una de las 11 zonas del universo de estudio. Cada una de estas zonas fue previamente estratificada en 2 o 3 estratos con base en las características físicas de las zonas y, en el caso de Bogotá propiamente dicho, con base en la estratificación socioeconómica del D.A.P.D. (Cuadros 1 y 2). Para la distribución de la muestra entre los estratos de cada zona, se aplicó un método de reparto proporcional, con base en el número de manzanas por estrato en los 4 municipios periféricos, y a una estimación de la población de cada estrato en las 7 zonas de Bogotá. Los Cuadros 1 y 2 describen la muestra así seleccionada.

La segunda etapa de la encuesta cuantitativa se aplicó a la misma muestra de 1031 hogares encuestados en la primera etapa. Además, en las 6 zonas que habían sido objeto de cambios importantes entre las 2 etapas, se añadió una muestra complementaria de hogares: para la selección de ésta, se aplicó un sistema de selección sistemática y equiprobable a partir de la lista de viviendas actualizada en Octubre de 1994 en cada manzana de la muestra, y se aplicó el formulario de encuesta de la segunda etapa a cada hogar de estas viviendas. Los Cuadros 1 y 2 precisan la distribución de la muestra complementaria de 99 hogares entre las 6 zonas que cuentan con este componente.

B. La submuestra de la encuesta antropológica

Con el fin de profundizar el conocimiento del fenómeno de metropolización, el conjunto de la submuestra de la encuesta antropológica fue seleccionado en los 4

6. Este diseño corresponde al método de muestreo con base en imágenes de satélite desarrollado por un equipo de investigadores de ORSTOM, ya aplicado en Quito para una encuesta sobre migración (Dureau et. al., 1989; Dureau, 1992) y en Yaoundé, Cameroun, para una encuesta sobre el sector informal (Reubaud, 1994).

Cuadro 1

DESCRIPCION DE LAS MUESTRAS EN EL DISTRITO DE BOGOTA

Zona	Características de la zona y lista de los barrios incluidos	Estratos Número de estratos y criterios de estratificación	Enc. Cuantitativa	
			Etapas 1 Encuestas completas	Etapas 2 Muestra complem.
1. La Perseverancia	Barrio central, varios estratos socioeco. pobl. estable o disminución de densidad, en mayoría producción estatal. Barrios: La Perseverancia, La Merced, La Macarena, Bosque Izquierdo, Torres del Parque	3 estratos Tipo tejido urbano, con base en imagen SPOT Datos sociodemográficos del censo de 1985 Estratificación socioeconómica de DAPD	96	
2. La Candelaria	Barrio central, estratos socioeco. bajo (y medio), pob. estable o disminución de densidad, todos modos de producción Barrios: La Candelaria, Nueva Santa Fe, Las Cruces, Los Laches, Lourdes, El Guavio	3 estratos Tipo tejido urbano, con base en imagen SPOT Datos sociodemográficos del censo de 1985 Estratificación socioeconómica de DAPD	98	
3. El Nogal	Barrio en la parte norte de la periferia consolidada, estrato alto, densificación pob. en una parte, disminución densidad pob. en otra, producción estatal y por encargo Barrios: Rosales, El Nogal, El Retiro, La Cabrera	2 estratos Tipo tejido urbano, con base en imagen SPOT	83	11
4. Normandía	Barrio en la parte oeste de la periferia consolidada, estrato medio, población estable, producción estatal, privada y por encargo Barrios: Normandía, El Encanto, Villa Luz, Modelia	3 estratos Densidad construc., con base en imagen SPOT Datos sociodemográficos del censo de 1985 Estratificación socioeconómica de DAPD	96	13

(Sigue)

DESCRIPCION Y SOC. JARDIN 11 SEPTIEMBRE DE 1994

MOVILIDAD FOTOLICIA DE ENCUESTAS

(Continuación Cuadro 1)

Zona	Características de la zona y lista de los barrios incluidos	Estratos Número de estratos y criterios de estratificación	Enc. Cuantitativa	
			Etapas 1 Encuestas completas	Etapas 2 Muestra complem.
5. Gustavo Restrepo	Barrio en la parte sur de la periferia consolidada, estratos bajo y medio, densificación pob. en la mayoría de la zona, todos modos de producción Barrios: Restrepo, Olaya, Centenario, Sosiego, Ciudad Jardín, Ciudad Berna	3 estratos Datos sociodemográficos del censo de 1985 Estratificación socioeconómica de DAPD	97	
6. San Cristóbal Norte	Barrio en la parte norte de la periferia en extensión, estratos bajo, medio y alto, densificación y extensión pob., todos modos de producción Barrios: Santa Cecilia, Soratama, San Cristóbal Norte, Villas del Mediterráneo	3 estratos Tipo tejido urbano, con base en imagen SPOT Datos sociodemográficos del censo de 1985 Estratificación socioeconómica de DAPD	112	20
7. Bosa	Barrio en la parte sur de la periferia en extensión, estratos bajo (y medio), densificación y extensión pob., todos modos de producción Barrios: Bosa centro, La Paz, Antonio Santos, Villa Zaramora, San Bernardino, Potrero	3 estratos Densidad construc., con base en imagen SPOT	96	15
Total Bogotá			677	59

Cuadro 2

DESCRIPCION DE LAS MUESTRAS EN LOS MUNICIPIOS PERIFERICOS

Municipio	Características del municipio y zona de estudio	Estratos Número de estratos y criterio de estratificación	Encuesta cuantitativa		Encuesta antropológica		
			Etapas 1 Encuestas completas	Etapas 2 Muestra complem.	Subpoblación de estudio	Criterios de selección	Entrevistas
8. Chia	Población dispersa, con alta proporción de estrato medio y alto que trabaja en Bogotá, empleos en los servicios debido a su papel de espacio de ocio para la población de Bogotá Zona de estudio: todo el municipio	2 estratos Densidad de construcción, con base en la imagen SPOT	97		Profesionales de estratos medios y medio-alto que trabajan fuera del municipio y se desplazan diariamente	Edad Sexo Tipo de barrio de residencia	9
9. Tabio	Municipio todavía muy rural, con empleo en los cultivos de flores, cuya integración al A.M.* está en proceso Zona de estudio: casco urbano y periferia inmediata	2 estratos Densidad de construcción, con base en la imagen SPOT	54		Profesionales de estrato medio y/o técnicos que trabajan fuera del municipio y se desplazan diariamente	Edad Sexo	7
10. Madrid	Población muy concentrada en la cabecera, alta prop. inmigrantes, nivel socio-eco. bajo, numerosos empleos en industria y cultivos flores Zona de estudio: casco urbano y periferia inmediata	2 estratos Densidad de construcción, con base en la imagen SPOT	103	20	Trabajadores en cultivos de flores	Edad Sexo Lugar nacim. Duración resid. en el municipio Tamaño cultivo	17**

(Sigue)

DESARROLLO Y SOCIEDAD No. 34 - SEPTIEMBRE DE 1994

(Continuación Cuadro 2)

Municipio	Características del municipio y zona de estudio	Estratos Número de estratos y criterio de estratificación	Encuesta cuantitativa		Encuesta antropológica		
			Etapas 1 Encuestas completas	Etapas 2 Muestra complem.	Subpoblación de estudio	Criterios de selección	Entrevistas
11. Soacha	Anexado físicamente a Bogotá, con una población concentrada en la cabecera que crece muy rápidamente, numerosos empleos industriales y de servicios, nivel socio-económico bajo Zona de estudio: barrios ubicados atrás de la zona industrial de Cazuca (conjuntos cerrados de clase media, e invasiones de clase baja en la loma) y en frente de esta (Pablo VI y León XIII)	3 estratos Tipo tejido urbano, con base en la imagen SPOT	100	20	Trabajadores del sector informal	Edad Sexo Lugar nacim. Duración resid. en la vivienda	20***
TOTAL			354	40			53

* AM - Área Metropolitana

** Se realizaron también 7 entrevistas con jefes de personal y/o trabajadoras sociales de ciertos cultivos de flores y se recolectaron datos a partir de los archivos de personal de cultivos de flores de distintos tamaños

*** Se realizaron también 6 entrevistas con líderes de barrio, funcionarios municipales e informantes sobre el barrio.

MOVILIDAD METODOLÓGICA DE ENCUESTAS

municipios periféricos; en cada uno de estos, de acuerdo con las características socioeconómicas de su población, se definió una subpoblación de estudio (Cuadro 2). Para prever un cierto porcentaje de imposibilidad de entrevistar las personas seleccionadas, se escogió una submuestra superior (60 personas) al tamaño compatible con el presupuesto, y el tiempo de realización y análisis de las entrevistas, estimado en 50 entrevistas.

La distribución de la submuestra entre los municipios se hizo con base al tamaño de estos, es decir 20 entrevistas para Madrid y Soacha y 10 para Chia y Tabio. En cada uno de los municipios, para la selección de las personas a entrevistar en el seno de las personas encuestadas en la primera etapa de la encuesta cuantitativa que pertenecían a las subpoblaciones de interés, se aplicó un sistema de cuotas, con base en las variables de control descritas en el Cuadro 2. Mientras que en Madrid y Soacha se pudo cumplir sin mayor problema con las metas, aplicando las entrevistas a 75 % de las personas de la submuestra, este resultado no se logró de manera tan satisfactoria en Chia y Tabio, donde la realización de las entrevistas se complicó por dos razones: menor representación de la subpoblación de interés en la muestra de la encuesta cuantitativa y población más difícil de encuestar por su estrato socioeconómico más alto y su residencia en conjuntos cerrados. En estos dos municipios, hubo que substituir la mitad de la submuestra para cumplir con el número de entrevistas previsto.

IV. Los cuestionarios

A. El cuestionario de la primera etapa de la encuesta cuantitativa

Antes de entrar en la presentación detallada de los dos capítulos más novedosos dedicados a la observación de la movilidad espacial, recordaremos la composición general de dicho cuestionario, el cual tiene 9 capítulos.

1. Descripción general del cuestionario

Los dos primeros capítulos están centrados en el tema de la **vivienda**: tipo de vivienda, número de hogares, número de cuartos, condición de ocupación de ésta y modalidades de acceso a la propiedad. Las preguntas, aunque son muy sencillas, proporcionan una información básica necesaria para **analizar las condiciones de acceso a la vivienda**, elemento esencial en el proceso de inserción residencial de los migrantes en los diferentes barrios del área metropolitana.

La **lista de los miembros del hogar** se establece aplicando criterios de definición, distintos a los empleados usualmente en los censos y encuestas de hogares⁷. En efecto,

7 Al respecto, el caso de la Encuesta Continua de Hogares de Uruguay constituye un intento remarcable que toma en cuenta, en una operación estadística nacional, otras formas de movilidad que la migración tradicional, definida como cambio de residencia habitual desde 1991. La E.C.H. contempla los desplazamientos diarios resultantes de la residencia múltiple de la residencia e incluye en los hogares ciertas personas que viven la mayor parte del año fuera de la vivienda encuestada (Niedworok, 1993).

para captar las migraciones temporales y los sistemas de residencia complejos, multi-residenciales, es necesario incluir en la observación no sólo los residentes habituales de la vivienda, sino también las personas para las cuales la vivienda encuestada constituye una de las viviendas que componen su sistema de residencia. Para la encuesta, se consideró que, además de los residentes habituales (personas que viven la mayor parte del año en el hogar, estén presentes o no en el momento de la encuesta), también forman parte de los hogares las personas que viven la mayor parte del año en otra vivienda, pero han habitado por lo menos 30 días (consecutivos o no) en la vivienda de la entrevista, durante el año anterior a la visita del encuestador (estén presentes o no en el momento de la visita del encuestador).

Tres capítulos del cuestionario están dedicados a la recolección de **las características demográficas y socioeconómicas de los miembros del hogar**: sexo, edad, estado civil, nivel de educación, características de la ocupación principal y secundaria. Además de estos datos básicos, están incluidos dos series de preguntas sobre los **desplazamientos diarios residencia-centro educativo y residencia-sitio de trabajo, o sea las migraciones pendulares**: se caracteriza el desplazamiento en términos espaciales (ubicación precisa del destino del desplazamiento), de sistema de transporte utilizado, de tiempo y de costo en caso de uso del sistema de transporte público.

Uno de estos capítulos tiene como objetivo recolectar un **resumen de la trayectoria residencial**, desde el nacimiento de la persona hasta la fecha de la encuesta. Se pide información sobre cuatro etapas claves de la trayectoria residencial (lugar de nacimiento, salida del lugar de nacimiento, llegada a Bogotá, llegada a la vivienda actual) y sobre el número de años vividos en cuatro categorías de lugares (Bogotá, Cundinamarca, otros departamentos y fuera del país). Así, este capítulo proporciona la información necesaria para la estimación del **volumen migratorio** hacia y dentro del área metropolitana, y la **caracterización de éste** en función de los tipos de trayectorias y de las características individuales. Además, disponemos de una información básica, aún sea sucinta, sobre la **trayectoria migratoria de todos los miembros del hogar**, que permite introducir la unidad familiar en el análisis de las prácticas residenciales.

2. Sistema de residencia de los miembros del hogar

La serie de preguntas de la sección del Sistema de Residencia del cuestionario pretende cubrir la práctica de los miembros del hogar en cuanto a **sistemas de residencia** y detectar las **prácticas bi o tri-residenciales de la población**, basadas en las migraciones temporales. El diseño de esta parte del cuestionario se benefició de las enseñanzas de una primera experiencia de recolección de información sobre el tema, hecha en Quito⁸, que demostró la pertinencia del enfoque desarrollado y sugirió algunas mejoras que se aplicaron aquí: este capítulo identifica para cada persona dos lugares de permanencia (fuera de la vivienda donde se hace la

8 Para detalles sobre el cuestionario de la encuesta de Quito y las conclusiones al respecto de su aplicación, ver: Durcán, 1992 y Durcán, Barbary, 1993.

entrevista), y el tipo de actividad desarrollada por la persona en estas otras viviendas. Como para la definición de la lista de los miembros del hogar encuestado, la duración mínima de permanencia en una vivienda para que ella sea tomada en cuenta como "otra vivienda", es decir otro componente del sistema de residencia, es de 30 días, consecutivos o no, durante el año anterior a la encuesta. Con estos datos, se pueden analizar los **espacios residenciales**, definidos de la siguiente manera: configuración espacio-temporal definida por los diferentes lugares de permanencia y la frecuencia de residencia en cada uno de ellos.

3. Historia de Vida de uno de los miembros del hogar

Mientras que los capítulos anteriores se aplican a cada uno de los miembros del hogar, la parte **Historia de Vida** se aplica únicamente a **uno de los miembros del hogar**, mayor de 18 años de edad, que no es necesariamente el jefe del hogar. En efecto, nos parece muy importante no limitar la recolección de la Historia de Vida a los jefes de hogar, y aplicar una Historia de Vida a cada miembro de un hogar produciría entrevistas demasiado largas. Por esta razón, optamos por una solución intermedia: recolectar para todos los miembros del hogar un resumen de su trayectoria migratoria, aplicar la Historia de Vida a uno de los miembros del hogar e incluir en la Historia de Vida datos sobre los parientes del entrevistado. Con el fin de evitar todo sesgo en la selección de esa persona (por ejemplo, aplicar sistemáticamente la Historia de Vida a la persona presente al momento de la primera visita del encuestador a un hogar), se diseñó un **sistema de cuotas**, definidas con los siguientes criterios: sexo, edad, relación de parentesco con el jefe del hogar, lugar de nacimiento.

El capítulo Historia de Vida está compuesto de **dos matrices**:

- Una primera dedicada a la recolección de las biografías residenciales, educativas y profesionales de la persona entrevistada;

- Una segunda dedicada a la recolección de información sobre los eventos familiares y la coresidencia con los parientes de la persona entrevistada.

Ambas matrices tienen un calendario común que permite trabajar utilizando fechas o edades, según la información proporcionada por la persona entrevistada.

. Biografía residencial, educacional y laboral

En cuanto a la **biografía migratoria**, deben constar todos los lugares en donde la persona ha vivido por lo menos un año en forma continua. En Bogotá y dentro del departamento de Cundinamarca, todo cambio de vivienda se considera como migración, y debe ser registrado como tal en la biografía residencial; fuera de Cundinamarca, se considera como migración únicamente los cambios de municipio. Además de la trayectoria migratoria, se recolecta información sobre la **relación de parentesco** de la persona con el jefe del hogar donde vivía la persona y el **tipo de tenencia de la vivienda**. Esta información adicional proporciona datos importantes tanto para **analizar el proceso de acceso a la vivienda** como para **relacionar la movilidad espacial con los ciclos de vida de la persona**.

En la columna **Educación**, se describen todos los períodos durante los cuales la persona estudió. En la columna **Ocupación**, se describen cada uno de los trabajos que realizó el entrevistado durante por lo menos un año en forma continua.

. Familia y coresidencia

La última parte de la Historia de Vida (**familia y coresidencia**) es el resultado de nuestro interés por **introducir la familia como unidad de análisis** de la movilidad espacial y recolectar información con respecto al **calendario familiar** de la persona. Esta parte del cuestionario está diseñada de la siguiente manera:

- Cada columna corresponde a uno de los miembros de la familia de la persona encuestada: se consideraron columnas para sus padres, sus cónyuges y sus hijos;

- Cada columna está compuesta de 3 partes:

- 1) Parte superior: año de nacimiento de los padres y cónyuge(s) y sexo de los hijos.

- 2) Parte central: 3 subcolumnas compuestas de cuadrados, que se llenan en coherencia con el calendario de fechas y edades de la biografía de la persona entrevistada:

- "Vida", para los **datos vitales** del pariente (en que año nació, en que año murió).

- "Nupcialidad", para sus datos de nupcialidad (fechas de iniciación y terminación de la unión).

- "Coresidencia", para indicar si el pariente vivía con la persona encuestada.

- 3) Parte inferior, que sirve para escribir **el lugar de residencia y la ocupación actual del pariente**, si él sobrevive todavía y si no habita en la vivienda encuestada.

El diseño gráfico del capítulo Historia de Vida permite relacionar todas las informaciones (migraciones, cambios de trabajo, eventos familiares y coresidencia), gracias a un calendario común, lo que contribuye a una mejor calidad de la información, que la que hubiera sido posible de recolectar con una serie de preguntas. Además, evita toda repetición en los datos recolectados.

Con relación a la historia migratoria de la persona entrevistada, la parte "coresidencia y familia" proporciona la información necesaria para observar la movilidad no solamente a nivel individual, sino también a nivel colectivo. Además de reubicar la persona dentro de su **hogar**, a lo largo de su vida, el cuestionario permite reubicarla dentro del **grupo familiar**, eventualmente disperso, al cual pertenece. La recolección de los datos sobre la residencia y la actividad actual de los parientes, corresponde a un enfoque ya experimentado con encuestas anteriores en América Latina, y utilizado en la encuesta realizada en 1987 en Quito; permite una observación de los sistemas de residencia familiares, y una comprensión interesante de la función de algunas residencias individuales, tales como la estancia urbana en la reproducción social y económica

d'enquête. Ponencia presentada en el Seminario Analyse comparée des processus d'insertion urbaine, CERPOD-IFAN-ORSTOM-CEPED-Université de Montréal, Bamako, Mali, 25-28 de Octubre de 1994, 31 p.

1995

Dureau F., Hoyos M.C. Repenser la ville à travers une analyse des pratiques résidentielles des citadins les plus pauvres? Réflexions à partir d'observations réalisées dans un quartier d'invasion de la périphérie de Bogotá (Colombie). Ponencia presentada en el Colloquio preparatorio a la Conferencia Mundial sobre Desarrollo Social, ORSTOM - UNRISD, Rouen, France, 9 - 11 de Enero de 1995, 12 p.

Otras referencias bibliográficas

Dupont V., Dureau F. 1994. "Rôle des mobilités circulaires dans les dynamiques urbaines. Illustrations à partir de l'Équateur et de l'Inde". Paris, *Revue Tiers Monde*, 30 p.

Dureau F., Barbary O., Michel A., Lortie B., 1989. "Muestreo de áreas en base a imágenes de satélite para encuestas socio-demográficas en las ciudades". Manual de capacitación. Paris, ORSTOM. *Collections Didactiques*, 40 p.

Dureau F., 1992. La recolección de datos sobre movilidad espacial en las poblaciones urbanas. Algunas enseñanzas de una encuesta de Migraciones realizada en Quito (Ecuador). Ponencia al Taller Metodológico sobre las Nuevas Formas de Movilidad de la Población Urbana en América Latina, CEDE - ORSTOM, Bogotá, 7-11 de Diciembre de 1992, 16 p.

Dureau F., 1992. *El Método de Muestreo de Áreas con Base en Imágenes de Satélite. Una Solución para la Observación de las Poblaciones Urbanas*. Bogotá, Universidad de los Andes, Documento CEDE No. 086, 57 p.

Dureau F., Barbary O., 1993. "Citadinos en movimiento. Aproximación conceptual y metodológica a las prácticas residenciales". Bogotá, Universidad de los Andes, CEDE, *Desarrollo y Sociedad* No. 31, pp. 27-48.

Echeverri R., 1985. *Bogotá. Área Metropolitana*. Bogotá, ESAP, 172 p. + an.

Henry L., 1981. *Dictionnaire Démographique Multilingue*. Volume français. Liège, UIESP. Ordina ed., 179 p.

Massey D., 1988. "The ethn survey in theory and practice" en: *International Migration Review*, Vol. XXI, No. 4, pp. 1498-1522.

Niedworok N., 1993. "Movilidad espacial por el trabajo. Una experiencia para su estudio en el Uruguay a partir de la Encuesta Continua de Hogares". Ponencia presentada en el Taller sobre *Nuevas Modalidades y Tendencias de la Migración Internacional frente a los Procesos de Integración*. Montevideo, Facultad de Ciencias Sociales - Unidad Multidisciplinaria, Programa Población, 27-29 de Octubre de 1993, 29 p.

Pellegrino A., 1993. Presentación del Taller *Nuevas Modalidades y Tendencias de la Migración Internacional frente a los Procesos de Integración*. Montevideo, Facultad de Ciencias Sociales - Unidad Multidisciplinaria, Programa Población, 27-29 de Octubre de 1993, 12 p.

Reboratti C.E. (ed.), 1986. Se fue a volver. Seminario sobre las migraciones temporales en América Latina, PISPAL / CIUDAD / CENEP. México, 595p.

Roubaud F., 1994. L'enquête 1.2.3 sur l'emploi et le secteur informel à Yaoundé. objectifs et méthodologie de l'enquête. Paris, INSEE, STATECO No. 78, pp. 11 - 32

Urbe H.M., 1993. "Definición de áreas metropolitanas" en: *Desarrollo Regional y Expansión Urbana, Ciudades* No. 18, México, pp. 18-23

Soacha: Un Barrio de Bogotá. Movilidad y Acceso a la Vivienda de la Población de los Sectores Orientales del Municipio

Françoise Dureau*

María Cristina Hoyos**

En colaboración con: Carmen Elisa Flórez***

Al igual que la mayoría de las grandes ciudades latinoamericanas, Bogotá está experimentando un acelerado proceso de metropolización, involucrando municipios de la Sabana, aledaños o no al Distrito Capital. El tamaño y el ritmo de crecimiento de su población, así como su papel de receptor de una buena parte de los nuevos barrios populares ilegales de la Capital y de nuevas urbanizaciones para la clase media, hacen de Soacha un municipio clave para entender la dinámica demográfica actual de la Capital. A partir de la información de la encuesta sobre Movilidad Espacial (CEDE-ORSTOM, 1993), se analiza la movilidad de la población de este municipio con relación al acceso a la vivienda: movilidad residencial hacia el área metropolitana, movilidad residencial interna a ésta, y desplazamientos diarios hasta los lugares de trabajo y de estudio. Más allá del estudio de caso, se pretende, a través de este artículo, abarcar las consecuencias de estas prácticas de los individuos y de sus familias sobre el desarrollo y las recomposiciones internas del sistema metropolitano.

Desde la mitad de la década de los años setenta, Bogotá ha experimentado cambios importantes con respecto a su dinámica demográfica. Después de una etapa de crecimiento acelerado y concentrado, Bogotá se está enfrentando a dos fenómenos de gran importancia: el descenso de los flujos migratorios y "la transformación de los patrones de distribución geográfica del crecimiento de la población" (Granados y Rinaudo, 1992:11), en beneficio de los municipios periféricos. En la actualidad, al igual

* Master en Cartografía, Universidad Paris VII. Doctorado en Demografía, Institut de Démographie de Paris. Investigadora ORSTOM, CEDE, Universidad de los Andes.

** Antropóloga, Universidad de los Andes. Actualmente en Magister de Urbanismo, Universidad Nacional de Colombia. Asistente de investigación ORSTOM, CEDE, Universidad de los Andes.

*** Master en Economía, Universidad de los Andes. Certificado en Demografía, Princeton University. Doctorado en Economía, Princeton University. Investigadora, CEDE, Universidad de los Andes.

Sixièmes journées scientifiques du Réseau Télédétection de l'AUPELF-UREF
TELEDETECTION DES MILIEUX URBAINS ET PERIURBAINS
Session 9 : Statistiques urbaines

Université de Liège, Belgique
2 - 5 Octobre 1995

**La production rapide d'informations démographiques
et économiques par sondage aréolaire sur image
satellitaire : application à trois villes de pays en
développement (Quito, Bogota et Yaoundé)**

Françoise DUREAU (géographe - démographe, ORSTOM)

La production rapide d'informations démographiques et économiques par sondage aréolaire sur image satellitaire : application à trois villes de pays en développement (Quito, Bogota et Yaoundé)

FRANÇOISE DUREAU

Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM), Ap.aereo 94647, Bogota 8, Colombie; téléphone: +57-1 212-92-04; télécopieur : +57-1 212-92-04; courrier électronique : fdureau@uniandes.edu.co

Résumé

Dans les villes des pays en développement, les techniques traditionnelles de la collecte démographique (recensements exhaustifs et enquêtes par sondage sur liste) se révèlent peu efficaces et difficiles à mettre en oeuvre. Nous avons développé une méthode de production rapide d'informations démographiques et socio-économiques adaptée aux caractéristiques de l'urbanisation et aux moyens disponibles dans ces pays. Il s'agit d'un sondage aréolaire à 2 degrés (îlots et ménages), où l'image satellitaire sert à la définition et à la stratification de la base de sondage, ainsi qu'à la sélection d'un échantillon d'îlots répartis sur l'ensemble de la ville. Les trois exemples d'application (Quito, 1987; Bogota, 1993; Yaoundé, 1993) témoignent du caractère opérationnel et de l'efficacité de la méthode pour la production rapide de données de nature démographique, mais aussi économique, dans les villes des pays en développement ne disposant d'aucune base de sondage classique. Ils montrent également les modalités concrètes de sa mise en oeuvre dans des contextes contrastés tant du point de vue des caractéristiques des villes étudiées, que des informations exogènes susceptibles d'optimiser le plan de sondage aréolaire stratifié à deux degrés sur image satellitaire. Apportant des éléments de réponse aux problèmes posés par

l'observation des populations des villes des pays en développement et l'ensemble des tâches pouvant être réalisé sur un micro-ordinateur, les sites potentiels d'application sont très nombreux.

1. Introduction

Dans les villes à croissance rapide du Tiers monde, la périodicité et la durée d'exploitation des recensements remettent largement en cause l'intérêt de cette source d'information pour le suivi des populations. Quant aux enquêtes par sondage, l'absence de base de sondage complète et à jour hypothèque le plus souvent leur réalisation et leur fiabilité. La rapidité des transformations urbaines et les déficiences de l'information de base rendent les populations de ces villes particulièrement difficiles à observer. Cette situation conduit à rechercher des systèmes d'observation originaux, adaptés aux formes d'urbanisation ainsi qu'aux contextes locaux d'information, et de moyens humains et financiers. C'est dans cette perspective que s'inscrit la recherche commencée en 1985 par une équipe de l'ORSTOM, ayant donné lieu au développement d'une méthode opérationnelle de production rapide de données sur les populations urbaines intégrant l'information apportée par les satellites à haute résolution (DUREAU *et al.*, 1989). L'idée centrale est d'utiliser l'image satellitaire comme base de sondage et d'exploiter l'information sur l'occupation du sol fournie par l'image pour stratifier un plan de sondage aréolaire permettant de sélectionner un échantillon pour une enquête auprès des ménages. Les recherches effectuées de 1985 à 1987 dans les domaines de l'analyse des images satellitaires et des sondages aréolaires en milieu urbain ont permis de définir l'ensemble de la chaîne d'opérations nécessaire à la mise en oeuvre d'un sondage probabiliste à partir d'images satellitaires adapté à la production rapide de données sur les populations

des villes des pays en développement. Après une description générale de la méthode et des principales étapes à suivre dans le cas d'une ville disposant uniquement d'une image HRV de SPOT, trois exemples d'application montrent les modalités concrètes de sa mise en oeuvre dans des contextes contrastés tant du point de vue des caractéristiques des villes étudiées (Quito, Bogota, Yaoundé), que des informations exogènes susceptibles d'optimiser le plan de sondage aréolaire stratifié à deux degrés sur image satellitaire.

2. Description de la méthode de sondage aréolaire sur image satellitaire

Dans une ville ne disposant d'aucune base de sondage classique, la méthode développée par l'ORSTOM permet de sélectionner de façon rigoureuse, à partir d'une image HRV de SPOT, un échantillon de ménages, autorisant la production rapide de données relatives aux populations urbaines. La méthode d'échantillonnage consiste en un sondage aréolaire stratifié à 2 degrés : au 1er degré, les aires géographiques sélectionnées sont des îlots (pâtés de maisons) ; au 2ème degré, les unités enquêtées sont des ménages sélectionnés au sein de l'échantillon d'îlots. L'image satellitaire sert :

- à la définition de la base de sondage : la limite urbaine est tracée sur l'image, à partir de l'information fournie par celle-ci ;
- à la stratification de la base de sondage : on améliore la précision des estimations démographiques en utilisant une information sur la morphologie des quartiers pour stratifier la base de sondage; une stratification selon la densité du bâti extraite d'une image HRV permet un gain de précision de 30 à 40 % ;
- à la sélection d'un échantillon d'îlots géographiquement répartis sur l'ensemble de la ville : en procédant à un tirage spatial systématique à l'aide d'une grille de

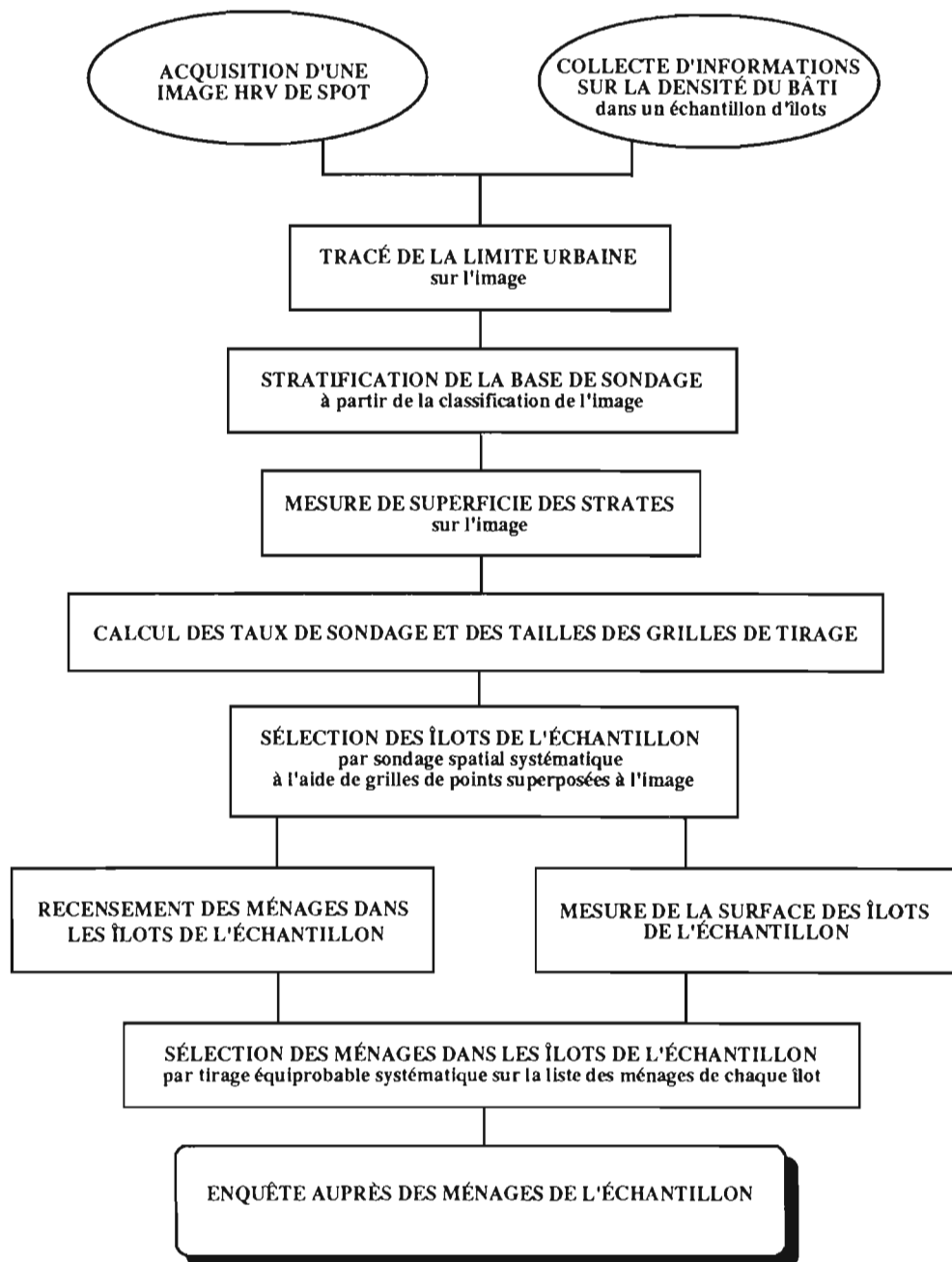
points superposée à l'image satellitaire, on assure une bonne répartition géographique des îlots de l'échantillon sur l'ensemble de la ville; cette technique améliore de 20 à 30 % la précision des résultats.

Ce plan de sondage combine donc les avantages bien connus du sondage aréolaire et de la stratification (ARDILLY, 1994, 31) et ceux apportés par le tirage spatial systématique des îlots. Sa mise en oeuvre suppose de réaliser un certain nombre d'opérations (fig.1), que nous allons examiner maintenant.

2.1. Délimitation de la base de sondage sur image satellitaire

Délimiter la base de sondage consiste à tracer la limite externe de la ville étudiée. Dans le cas où la base de sondage doit nécessairement correspondre à des limites administratives, le travail de délimitation de la base de sondage consiste uniquement à reporter le tracé de ces limites, connues par un document cartographique quelconque, sur l'image satellitaire. Par contre, si l'on adopte une définition physique de la ville, ce qui permet d'appréhender ainsi l'ensemble de l'agglomération y compris les quartiers périphériques illégaux, deux solutions peuvent être mises en oeuvre pour délimiter la zone urbanisée :

- si l'on ne dispose que du film de l'image HRV (P), le tracé est réalisé sur un tirage photographique de cette image à une échelle comprise entre le 1: 30 000 et le 1: 15 000, en utilisant les teintes de gris de l'image, l'agencement général, la structure et la texture qui renseignent sur le degré de végétation ou de minéralisation (construction) et le type de tissu urbain ; la limite est tracée là où se termine une zone continue d'espace bâti, en s'efforçant de suivre une limite (naturelle ou artificielle) visible sur l'image et sur le terrain;



- si l'on dispose, en plus, d'une bande magnétique HRV (XS), il est possible de réaliser un traitement numérique simple pour aider à la détermination de la limite urbaine, qui sera établie, comme précédemment, sur un tirage du canal P. L'objet de ce traitement est de classer l'image selon l'indice de végétation et le degré d'hétérogénéité des valeurs radiométriques (écart-type local); faisant l'hypothèse que la zone urbaine correspond à un espace à dominante minérale et fortement hétérogène, on peut ainsi isoler, numériquement, la zone urbanisée (fig.2).

2.2. La stratification de la base d'après une classification de l'image satellitaire

Parmi les stratifications actuellement réalisables à partir d'images satellitaires, la plus efficace pour une enquête socio-démographique correspond à une classification selon la densité du bâti. Cette classification, dirigée, est basée sur la recherche de la meilleure régression entre la densité du bâti observée sur le terrain dans une centaine d'îlots et l'indice de végétation calculé sur l'image ; les coefficients de la régression sont ensuite appliqués à l'ensemble de l'image. Après avoir seuillé ce néocanal en 3 à 6 classes, on dispose donc d'une classification de la zone urbanisée en fonction de ces niveaux de densité du bâti.

Une fois en possession de cette classification, il s'agit d'élaborer la stratification proprement dite, c'est-à-dire de délimiter des zones le plus homogènes possibles au regard de ce critère de densité du bâti. Le zonage est effectué sur un tirage à grande échelle du canal P, en s'efforçant de suivre des frontières, naturelles ou artificielles, afin de ne pas couper les îlots, qui constitueront l'unité de base de l'échantillon au premier degré (fig.3). Enfin, on mesure les zones ainsi délimitées, la superficie des strates étant une information nécessaire pour l'extrapolation des résultats de l'enquête.

2.3. Sélection de l'échantillon d'îlots

Le premier travail consiste à déterminer le nombre total d'îlots à enquêter et leur répartition dans les strates ; ce calcul nécessite de connaître la surface totale de chaque strate (mesurée sur image satellitaire), et la surface moyenne des îlots de la strate (connue d'après les relevés de terrain). Le tirage de l'échantillon d'îlots s'effectue ensuite indépendamment dans chaque strate à l'aide d'une grille placée sur le tirage à grande échelle du canal P, la maille de la grille étant calculée pour respecter le taux prévu ; pour obtenir la surface de la maille de la grille de tirage dans chaque strate, il suffit de diviser la surface totale de la strate par le nombre d'îlots à sélectionner, d'où l'on déduit la taille de la maille. Sont sélectionnés les îlots correspondant aux points d'intersection de la grille (fig.4). Lorsque le type de quartier, et donc le degré de lisibilité de la voirie sur l'image rendent impossible une identification directe des îlots sur l'image, ce travail est réalisé, avec le superviseur chargé de la zone, directement sur le terrain.

2.4. Recensement des ménages, mesure de la surface des îlots et sélection des ménages à enquêter

Dans un premier temps, les superviseurs effectuent un recensement des ménages dans chaque îlot de l'échantillon : sur le terrain, ils établissent un schéma simplifié de l'îlot sur lequel figurent les renseignements nécessaires à son identification par l'enquêteur, le dessin des bâtiments, le nombre de ménages dans chacun des bâtiments et la numérotation des ménages. Après le recensement des ménages, le superviseur effectue la mesure de la surface de l'îlot, information indispensable pour l'extrapolation des données de l'enquête. À l'aide d'un décimètre, d'un clinomètre et d'une boussole, le superviseur établit un croquis

mentionnant les angles et les longueurs de chaque segment droit délimitant l'îlot ainsi que leur pente; la surface est ensuite calculée, informatiquement ou manuellement, à partir de ce schéma.

Dans chacun des îlots de l'échantillon, on enquête un nombre constant de ménages (n_1 , de l'ordre de 5 à 10), sélectionnés par tirage systématique sur la liste des ménages de l'îlot. Si un îlot compte moins de n_1 ménages, l'enquête est exhaustive, auprès de tous les ménages identifiés sur le croquis de l'îlot.

3. Modalités de mise en oeuvre du plan de sondage dans des contextes contrastés

La démarche qui vient d'être décrite ne correspond qu'à l'une des modalités d'application de la méthode : il s'agit là de son application intégrale, correspondant au cas d'une ville ne disposant, pour la sélection d'un échantillon de ménages, que de la seule image HRV. Les trois exemples d'application de la méthode présentés ci-après, dont les principales caractéristiques figurent sur le tableau 1, témoignent du caractère opérationnel et de l'efficacité de la méthode pour la production rapide de données de nature démographique, mais aussi économique, dans les villes d'Amérique du Sud et d'Afrique. Ils montrent également les modalités concrètes de sa mise en oeuvre, variables selon les informations exogènes susceptibles d'optimiser le plan de sondage aréolaire stratifié à deux degrés décrit au chapitre précédent.

3.1. Quito : sélection de l'échantillon à partir de la seule image HRV

Suite à deux années de développement méthodologique, une première application en vraie grandeur de la méthode s'imposait à la fin de 1987 pour vérifier son efficacité en termes de rapidité et de précision et pour évaluer les coûts de sa mise en oeuvre. Un double objectif thématique a été assigné à l'enquête : d'une part

Tableau 1 - Principales caractéristiques des trois applications de la méthode

Lieu	Quito (ÉQUATEUR)	Bogota (COLOMBIE)	Yaoundé (CAMEROUN)
Date réalisation enquête	Novembre 1987	Octobre 1993	Janvier 1993
Thème de l'étude	Caractéristiques démographiques de base et migration	Formes de mobilité spatiale de la population et leur impact	Secteur informel
Univers d'étude	Ensemble de l'agglomération de Quito	11 zones de l'aire métropolitaine de Bogota : 7 dans le District et 4 communes périphériques	Ensemble de l'agglomération de Yaoundé
Système d'enquête	Enquête démographique à passage unique	2 enquêtes : 1: Démographique, deux passages à un an d'intervalle 2: Anthropologique sur un sous-échantillon de ménages de 1	2 phases : 1: Enquête emploi auprès des ménages 2: Enquête auprès des unités de production informelles
Structure plan de sondage	Sondage aréolaire stratifié à 2 degrés (îlots, ménages)	Sondage aréolaire stratifié à 3 degrés (îlots, logements, ménages)	Sondage aréolaire stratifié à 2 degrés (îlots, ménages)
Image satellitaire utilisée	Image HRV P et XS: juin 86	Image HRV P: janvier 93 et XS: octobre 92	Image HRV XS: février 92
Autres informations utilisées pour la sélection de l'échantillon	-	Photos aériennes 1993 (1:30 000) Cartes 1985 (1:10 000) Indicateurs démographiques 1985 Stratification socio-éco. 1990	Mosaïque photo. aériennes 1991 (1:15 000)
Base de sondage	Image P (1:15 000)	Image P (1:15 000) Dans 3 zones d'enquête : cartes	Mosaïque photo. aériennes
Limite urbaine	Images P et XS (analyse visuelle et classif.)	Images P et XS (analyse visuelle et classif.)	Mosaïque photo. et image XS (analyse visuelle et classif.)
Stratification	5 strates de densité du bâti (issues de la classif.image)	2 ou 3 strates (issues de l'image) Dans 5 zones d'enquête : 2 ou 3 strates (issues de classif.image + info. démo. et socio-éco.)	3 strates de densité du bâti (issues de la classif.image)
Échantillon enquêté	3 157 ménages, dans 426 îlots	1 031 ménages, dans 212 îlots	1 961 ménages, dans 331 îlots
Coût et durée (sélec. échantillon --> fichiers corrigés)	90 000 FF 9 mois	150 000 FF 10 mois	190 000 FF 10 mois

satisfaire les besoins des décideurs en information démographique de base et, d'autre part, faire progresser la compréhension de la dynamique démographique de la capitale équatorienne en focalisant l'enquête sur la question des migrations. En effet, en 1987, les institutions publiques intervenant sur le développement et la gestion de la ville ne disposaient que des résultats publiés du recensement de 1982, désactualisés et sans aucune désagrégation géographique. De plus, en dépit de l'importance du phénomène, l'information sur la migration vers et au sein de Quito était particulièrement déficiente.

Le processus de sélection de l'échantillon a reposé sur l'application intégrale de la méthode, en suivant les différentes étapes telles qu'elles sont décrites à la section 2. Afin de satisfaire la justification première de cette application, d'ordre méthodologique, pour l'échantillonnage, nous n'avons utilisé que l'image HRV (scènes P et XS de 1986) et les données sur la densité du bâti recueillies à la même date sur le terrain dans près de 200 îlots. L'échantillon enquêté comprend 3157 ménages résidant dans 426 îlots répartis sur l'ensemble de la ville de Quito, y compris dans ses extensions illégales les plus récentes, puisque la limite de l'agglomération retenue pour le sondage correspond à un critère physique issu de l'image.

Cette première application a confirmé l'intérêt de la méthode, permettant de sélectionner de façon rigoureuse, à partir de la seule image HRV, un échantillon pour une enquête démographique. Outre la satisfaction des objectifs proprement méthodologiques, l'enquête a mis à disposition des ministères et de la Mairie une information actualisée et localisée sur les caractéristiques démographiques de la population quiténienne, les conditions d'occupation du logement, l'activité économique et la migration. La plupart des résultats produits correspondent au

découpage en districts, division administrative utilisée par la Mairie pour ses opérations de planification et de gestion. En effet, avec cette méthode, il est possible de produire des résultats en fonction de différentes divisions géographiques, la seule limite résidant dans le degré de désagrégation autorisé par la taille de l'échantillon. Dans un contexte d'intensification sensible de l'intervention municipale, se traduisant par la définition en 1988 d'une série de projets d'envergure (création d'un District métropolitain, nouvelle réglementation urbaine, etc.), l'enquête est venue combler un manque important en matière d'informations socio-démographiques.

3.2. Bogota : des modalités d'application variables selon les quartiers

Bogota, métropole andine de près de 6 millions d'habitants est actuellement soumise à de rapides et profondes mutations. Une analyse fine des différentes formes de mobilité spatiale de la population (navettes, mobilités temporaires et définitives) et des transformations qu'elles entraînent dans les différentes zones de l'aire métropolitaine constitue un élément clef pour la compréhension de la dynamique démographique, et donc de la gestion, de la capitale colombienne. C'est à cet objectif qu'est consacré le programme de recherche mené par l'ORSTOM et l'Université des Andes depuis 1992. Cette recherche repose, entre autres, sur une enquête démographique à deux passages auprès de 1 000 ménages, réalisée dans certains quartiers de l'aire métropolitaine. Compte tenu de la problématique de l'étude, du budget disponible et des impératifs statistiques pour obtenir une représentativité acceptable des informations sur la mobilité, nous avons choisi de faire porter notre recherche sur 7 quartiers inclus dans le district de Bogota proprement dit, et sur 4 communes de la périphérie métropolitaine.

Dans chacune de ces 11 zones qui composent l'univers de l'enquête statistique, l'échantillon de ménages a été sélectionné par application d'un plan de sondage aréolaire à 3 degrés (îlots, logements, ménages) sur image satellitaire.

Toutes les images enregistrées à notre demande par SPOT Image étant affectées par la présence de nuages, nous avons dû retenir deux scènes enregistrées à 4 mois d'intervalle, dont la combinaison permet d'avoir une observation de l'ensemble de l'aire métropolitaine : une image P enregistrée en janvier 1993, et une image XS enregistrée en octobre 1992. Ce sont donc ces deux scènes qui ont fait l'objet des traitements décrits aux sections 2.1 et 2.2. Outre l'information satellitaire, nous nous sommes efforcés d'utiliser les informations exogènes susceptibles d'optimiser la sélection de l'échantillon.

Ainsi, pour les données sur la densité du bâti nécessaires à la classification de l'image, la collecte sur le terrain a été remplacée par une mesure directe sur une mosaïque de photographies aériennes de 1993. En effet, bien que la couverture géographique et les restrictions de diffusion de ce document interdisaient son utilisation comme base de sondage, nous avons pu néanmoins le consulter ponctuellement pour relever la densité du bâti sur une centaine d'îlots du District. Pour la stratification, dans cinq zones d'enquête situées dans le District, nous avons combiné la classification de l'image selon la densité du bâti, avec des données d'origine statistique et administrative, disponibles au niveau du secteur cartographique (division spatiale regroupant une vingtaine d'îlots) : d'une part, quatre indicateurs issus du recensement de 1985, relatifs à la taille du ménage, le type de logement et la migration, et, d'autre part, la stratification socio-économique en 6 niveaux établie par les services du District pour l'application d'une tarification différentielle des services publics. Enfin, dans trois zones

d'enquête du District affectées par des nuages sur l'image P et correspondant à des quartiers consolidés n'ayant pas connu de changement dans le réseau de voirie au cours des dix dernières années, nous avons procédé à la sélection des îlots sur des cartes au 1:10 000 du recensement de 1985 .

À Bogota, les modalités d'application de la méthode ont donc varié selon les zones d'étude. Dans les municipalités périphériques ne disposant d'aucune information statistique, administrative ou cartographique, la sélection de l'échantillon a reposé intégralement sur la seule image HRV. Dans les quartiers consolidés du district de Bogota, bénéficiant d'un meilleur contexte d'informations exogènes, le degré d'utilisation de l'image a varié selon le type de quartier, sa dynamique actuelle et la qualité de l'image à notre disposition. Mais, il importe de souligner que, dans aucune des 11 zones d'étude, la sélection de l'échantillon n'aurait pu être réalisée sans le recours à l'image HRV. Alors que les mairies de Bogota et des communes périphériques, dont plusieurs ont un rythme d'accroissement supérieur à 8 % par an, étaient tenues d'élaborer leurs plans de développement locaux au cours du premier semestre 1995, le dernier recensement disponible datait de 1985. Dans ce contexte, on conçoit aisément l'intérêt que représentent les résultats de l'enquête, publiés en juin 1994, même s'ils ne concernent que certains quartiers de Bogota et des communes voisines.

3.3. Yaoundé : utilisation d'une image HRV et d'une couverture aérienne

Dans l'économie des pays du Tiers monde, le secteur informel joue un rôle essentiel. Les limites de l'approche traditionnelle ont conduit au développement d'une stratégie alternative pour mesurer l'activité de ce secteur non plus à partir d'une appréhension directe des établissements, sinon à partir d'une enquête

auprès des ménages. La méthode "consiste à sélectionner un échantillon d'unités de production à partir d'informations tirées d'une enquête auprès des ménages et portant sur l'activité des individus (phase 1). À ces unités de production on applique alors un questionnaire spécifique sur l'activité informelle (phase 2)." (COGNEAU et ROUBAUD, 1992, 9). Bien évidemment, la qualité statistique des informations sur l'économie informelle ainsi produites est entièrement dépendante de la première phase, c'est-à-dire de l'enquête auprès des ménages.

Pour l'enquête sur le secteur informel à Yaoundé en 1992 (réalisée en coopération par la Direction de la statistique et de la comptabilité du Cameroun, et le groupement scientifique DIAL), le recensement de la population, déjà vieux de 5 ans, ne pouvait être utilisé comme base de sondage étant donné le rythme d'accroissement (7 % par an) de la capitale camerounaise, et c'est donc la méthode de sondage aréolaire qui a été retenue pour la sélection de l'échantillon de l'enquête auprès des ménages. Deux sources d'information ont été utilisées : une couverture aérienne de 1991 et une image HRV (XS) enregistrée trois mois plus tard, en 1992. Par rapport à la démarche décrite à la section 2, le canal P de HRV a été remplacé par la mosaïque de photographies aériennes dont disposait l'équipe. C'est sur cette mosaïque que les limites de l'agglomération et de chacune des trois strates (définies à partir des résultats des traitements appliqués à l'image XS : croisement indice de végétation normalisé et écart-type local calculé sur le canal 2; classification en niveaux de densité du bâti) ont été tracées et que l'échantillon d'îlots a été sélectionné. Comme à Bogota, la classification en niveaux de densité du bâti a reposé non sur une information recueillie sur le terrain, mais sur une mesure effectuée directement sur la mosaïque dans 31 îlots. Cette classification constitue l'unique information utilisée pour la stratification de

Yaoundé. En effet, l'ancienneté et la non disponibilité des fichiers informatiques du recensement y rendaient impossible toute amélioration de la stratification issue de l'image par une donnée exogène telle que le taux de travailleurs indépendants dans la population active, solution a priori prometteuse suggérée par COGNEAU et ROUBAUD (1992, 14) pour améliorer la stratification dans de futures enquêtes de ce type.

L'enquête emploi, consacrée aux conditions d'activité des ménages, a été appliquée à 1961 ménages, sélectionnés d'après ce plan de sondage aréolaire. Cette première phase a permis d'identifier 1 096 unités de production informelles, auxquelles a été appliquée la phase 2 de l'enquête, centrée sur les conditions de production et les résultats économiques des établissements. L'expérience de Yaoundé confirme l'intérêt de cette approche du secteur informel, que l'on considère le degré de couverture de ce secteur, ou la richesse des analyses permises par la mise en relation de deux unités centrales dans le fonctionnement du secteur informel, le ménage et l'unité de production. En termes de coûts, de délais ou de précision des estimateurs, la méthode de sondage aréolaire appliquée à Yaoundé se révèle tout à fait efficace : utiliser la télédétection aérienne et spatiale pour la sélection de l'échantillon de ménages permet ainsi d'étendre le bénéfice cette nouvelle approche du secteur informel, aux villes ne disposant d'aucune base de sondage traditionnelle pour la sélection d'un échantillon de ménages.

4. Conclusion

Source d'information sur l'occupation du sol, l'imagerie satellitaire peut aussi jouer un rôle déterminant dans le processus de production d'une information ayant trait au domaine du "social". Avec la méthode présentée ici, que celle-ci soit

appliquée uniquement sur une image HRV, ou en relation avec des informations exogènes, il est ainsi possible de produire rapidement des informations démographiques et économiques quantifiées et spatialisées sur l'ensemble d'une agglomération, y compris ses quartiers périphériques illégaux. Si cette méthode est d'ores et déjà opérationnelle, elle est aussi, bien évidemment, perfectible. La multiplication des applications dans des contextes urbains divers, et l'intégration des innovations que connaîtra la télédétection urbaine, notamment celles relatives à la hauteur et à l'agencement des bâtiments, contribueront à améliorer la solution actuellement proposée.

Avec des méthodes simples telles que celle décrite dans cet article, ne réclamant pas d'investissement lourd en formation ou en équipement, la télédétection satellitaire peut constituer le pivot de l'établissement de diagnostics approfondis des dynamiques spatiales et sociales des villes du Tiers monde. Dans le contexte actuel d'urbanisation accélérée du monde en développement, mais aussi de constat d'échec de l'urbanisme occidental, de ses modes de diagnostic comme de ses modes d'action, c'est en termes de renouvellement de l'approche de la ville qu'il importe d'appréhender ce nouvel outil de connaissance du milieu urbain.

5. Références

- ARDILLY, P., 1994. Les techniques de sondage, Éditions Technip, Paris, 389 p.
- COGNEAU, D., ROUBAUD, F. 1992. Utilisation de la télédétection pour l'élaboration du plan de sondage d'une enquête sur le secteur informel : le cas de Yaoundé. Stateco n° 71, Paris, INSEE, p. 5-26.

DUREAU, F., BARBARY, O., MICHEL, A. et LORTIC, B. 1989. Sondages aréolaires sur image satellite pour des enquêtes socio-démographiques en milieu urbain. Manuel de formation, Collection Didactiques, ORSTOM, Paris, 40 p.

Seminar on
MIGRATION AND URBANIZATION IN VIETNAM
Institute for Economic Research, Hochiminh City, 5-8 December 1995

**PATTERNS OF POPULATION MOBILITY
IN THE DELHI METROPOLITAN AREA
AND THEIR IMPACT ON THE URBAN DYNAMICS**
Presentation of the system of investigation

Véronique DUPONT*

* Demographer, French Institute of Scientific Research for Development through Co-operation, Dept. Societies, Urbanisation, Development (ORSTOM, 213 Rue La Fayette, 75 480 Paris cedex 10, France)
and Visiting Scholar at the Institute of Economic Growth (University Enclave, Delhi 110 007, India)

1 - CONTEXT OF THE STUDY

Promoted the capital of the British Indian Empire in 1911, then capital of independent India in 1947, Delhi is the Indian metropolis (over a million inhabitants in 1981) which has experienced the highest demographic growth over the last decades. Its population has expanded from 1.4 million in 1951 to 8.4 million in 1991. The rate of growth, however, slows down over that same period: 5.1% per year from 1951 to 1961, 4.5% to 4.6% from 1961 to 1981, and 3.9% per year between 1981 and 1991.

Today, Delhi is a city in full expansion: although traditionally, it has always had a political and administrative role to play, it is now becoming one of the country's major centres of economic growth. In addition, the capital has pioneered original experiences in town and country planning, with a rigorous planning of the city, policy of urban public transport, the creation of satellite towns, measures of land control, relocation of slum dwellers. However, despite these policy measures, speculation on land and formation of slums could not be avoided. Delhi thus provides an example of how a capital with several millions of inhabitants has developed, with a sustained growth in the context of willful urban policies.

Moreover, this capital's dynamics is part of an urbanisation process, that has two characteristics at a national level. Firstly, with a level of urbanisation that is relatively moderate (26% in 1991), India remains a predominantly rural country - and will remain so in the medium term. Secondly, the urban scene is dominated by the big metropolises, and the urbanisation process has gone hand in hand with a growing concentration of the urban population in the metropolises of a million- and multi-million inhabitants.

In Delhi, like in other large metropolises in the world, the process of urbanisation seems to be linked to other specific phenomena:

- the deconcentration of the urban core;
- a process of suburbanisation, with the rapid development of suburbs and the formation of satellite towns ;
- an increased differentiation and segmentation of the metropolitan area ;
- the development of commuting between place of residence and place of work as well as the development of other forms of circular mobility between different places of residence inside and outside the town, resulting in complex and multi-polar spatial residential patterns which go beyond the urban/rural dichotomy.

The development of a metropolis like Delhi, with several millions of inhabitants, raises crucial and specific problems in terms of urban administration. Furthermore, the rate of demographic growth, in spite of its slow down, remains quite significant, which compounds the task of town planners.

Understanding how cities function and, in the first place, how their population dynamics function, is an indispensable prerequisite for any attempt at town planning. In this research project on Delhi, the study of population movements is used as a preferential tool to analyse and understand better the dynamics of the metropolis: its development as well as its internal structuring and transformations.

2 - THE RESEARCH PROGRAMME

2.1. Research objectives

The main objective of this research project is to improve our knowledge of the different forms of spatial mobility and of the complex spatial residential patterns in a large metropolis, and to analyse the different types of mobility practiced by the population in relation to its absorption into the urban labour market and conditions of access to a dwelling.

Then, it aims to analyse the impact of such residential and occupational strategies on urban dynamics, and this at three levels:

- Impact on the global dynamics of the town, in terms of geographical spread of the urban agglomeration and development of suburbs and satellite towns, that is, more generally, impact on the process of metropolisation and suburbanisation;

- Impact on the internal structure of the metropolitan area, in terms of population redistribution within the urban space and in terms of differential dynamics of certain neighbourhoods, and, more generally, role of residential strategies in the process of spatial segmentation ;

- By putting Delhi into its regional context, the different forms of population mobility will be also examined in order to better understand the structure of the exchanges that take place between the metropolis and the neighbouring states of North India, or other places of the national territory, or even international space.

In this perspective, we shall also examine the links between the urban policies at the macro-level and the individual's residential practices at the micro-level.

The following two questions guide our investigation:

- What are the residential practices developed by the population, its strategies as regards the occupation of the geographical and economic space of Delhi metropolitan area? What are the occupational, familial, etc... determinants of such practices?

- What impact do these residential practices have on the global and intra-urban dynamics of Delhi?

Particular attention will be given to the forms of temporary and circular mobility and their evolution. The permanent versus transitory character of the circular mobilities will be questioned: do these complex residential patterns represent a step towards a settling down into the city or do they tend to become perennial? What lessons can be drawn as to the impact of such patterns on urban dynamics?

The objective of such research in the Indian national context will also be to understand to what extent the development of the forms of circular mobility can help to maintain a relatively moderate rate of urbanisation.

The research project on Delhi is also conducted in the perspective of an international comparison with another metropolis of the developing world, Bogota (Colombia)¹. This will also allow us to compare the different patterns of spatial mobility in two large metropolises which face some similar problems although they belong to contrasting geographical and socio-political contexts.

2.2. Research methodology

The official systems of demographic data production in India (the censuses and the National Sample Survey) do not provide adequate information on the different forms of spatial mobility in relation to urban dynamics: first they focus mainly of migration seen as a relatively permanent transfer of residence, and secondly the level of aggregation of the data on migration does not allow a differential analysis of the neighbourhoods inside a given urban agglomeration. Hence, in addition to making use of the bibliographical and statistical data available on Delhi, this research programme relies essentially on specific surveys carried out on samples of populations in some selected neighbourhoods of the metropolitan area (see below section 3.1).

¹ The research project in Delhi is conducted in collaboration with the Institute of Economic Growth, with the financial support of ORSTOM (Paris). In Bogota, the research project is conducted by Françoise DUREAU (ORSTOM) in collaboration with the CEDE (University of Andes). The comparative programme on the residential practices of the populations and their impact on the dynamics and segmentation of large metropolises has received a financial support from CNRS - *PIR-Villes* (Paris).

In order to get a better understanding of the urban transformations linked to the residential behaviour and to the spatial mobilities practiced by individuals and their families, the system of observation follows three basic principles:

- To take into consideration the set of all types of mobility, regardless of the distance (intra-urban movements in the metropolitan area and migrations towards and from Delhi) or the duration of the movement (permanent or temporary migrations and daily commuting).
- To introduce a longitudinal approach, which helps us to understand the way in which people combine different residential practices throughout the different stages of their life cycle.
- To take into consideration the family units in the observation and analysis of the migratory practices, in order to relocate individuals' mobility behaviours into their familial context, and thereby recover the collective dimension of the mobility logic, evidenced in numerous socio-anthropological works.

Only a combination of the quantitative and qualitative approaches can adequately meet the three principles stated above, and help us to determine the direction and socio-demographic compositions of the principal population flows towards, from and inside the Delhi metropolitan area, as well as the individual and family strategies under which these population movements take place. This is why, through the combination of quantitative and qualitative approaches, the observation system adopted includes two main parts:

- **A Statistical Survey** carried out on a sample of approximately 1,500 households of the metropolitan area. The survey is based on a structured questionnaire filled for every person who sleeps (even temporarily) in each of the neighbourhoods included in the sample. Information is collected regarding commuting between the place of residence and the place of work or study, the residential system, temporary mobilities as well as the migratory trajectory.
- **An Anthropological Observation** will supplement the statistical observation and will consist of semi-directed interviews carried out on a sub-sample of approximately 50 people, selected in such a way that they represent the categories shown by the statistical survey. The purpose of these interviews is to collect detailed migration, occupational and familial histories, to observe the support network that intervene in the residential strategies, and hence to deepen in the understanding of the population's migratory behaviour, especially of the people who move the most.

The observation of spatial mobilities and residential practices was complemented by the collection of basic information on the contextual background of each neighbourhood selected for the survey: civic amenities available, land use pattern, history of the neighbourhood, how the area has developed over the last decades in terms of housing, civic amenities and economic activities, whether it has benefitted from specific urban policies or whether it results mainly from non governmental initiatives (including unauthorized settlements). This will allow us to analyse the extent to which the main characteristics of the neighbourhood (in terms of housing and economic activities in particular) may influence certain residential strategies at the individual and household levels, and, reciprocally, to which extent the residential strategies have an impact on the dynamics of the neighbourhood and the structuring of the city.

3. THE QUANTITATIVE SURVEY OF POPULATION MOBILITY

3.1. Universe of reference and zones selected for the survey (Figure 1)

The area of reference : the metropolitan area of Delhi.

Following the specific aspects of the process of metropolisation observed in Delhi, namely: the process of suburbanisation and development of satellite towns ; and the development of circular mobilities which go beyond the urban/rural dichotomy, it appears that the relevant area of reference for a study concerned with the development of Delhi cannot be limited to the administrative boundaries of the urban agglomeration.

For the purpose of this study, the area of reference is the Delhi Metropolitan Area, as identified for the first time by the Master Plan of Delhi (1962) and defined by the National Capital Planning Board in its Regional Plan for 2001 on the basis of a study of the Delhi region.

Thus, the Delhi Metropolitan Area consists of:

- Delhi National Capital Territory including Delhi urban agglomeration, the small and medium-sized towns of the hinterland, as well as the rural areas;
- 6 ring towns located within a radius of 35 kilometres around the capital, and whose demographic and economic development is inter-dependent with that of Delhi, and involves large-scale commuting.

Selection of the zones to be studied

Given, on the one hand, the population size and geographical spread of a metropolis like Delhi (probably close to 10 millions today), and, on the other hand, our time and cost constraints which allowed us to survey a total sample of maximum 1500 households, it was obviously not possible to envisage a sample that would be representative of the entire Delhi metropolitan area.

Considering our research objectives, what appeared important was to have:

- on the one hand, a sample representative at a local level (neighbourhood), since the objective of the survey implies the measurement and a close analysis of intra-urban flows among neighbourhoods;
- and, on the other hand, to highlight the different patterns of population mobility that count in the global functioning of the metropolitan area.

Therefore, we have reduced the universe of the study and selected specific zones in the Delhi metropolitan area. The selection was done according to a reasoned choice, on the basis of the analysis of the 1991 census data², as well as other information available on the land use pattern and types of settlement and housing.

Considering again the size of the urban agglomeration as well as the size of some of the ring towns (two of them with a population over half a million), and, on the other hand, the permitted maximum size of the sample (1500 households), we found it more interesting for the purpose of this survey to focus the observation on certain types of zones, in order to better highlight the most significant aspects of the process of metropolisation at work in the Delhi region, that is: the rapid growth of the peripheral zones of the urban agglomeration; and, concerning the ring towns, the creation of satellite towns and new residential townships. Subsequently, we decided to focus on zones of more recent settlement with higher rate of population growth (between 1981 and 1991), hence indicating important movements of population towards those zones, and which are generally located in the peripheral zones.

Nevertheless, we included in the sample a relatively centrally located zone, in order to have a better representation of the various types of residential patterns and urban dynamics. For the same reason, we have also planned to conduct an additional survey of a sample of houseless people sleeping on the pavement or in the night shelters located in the old city (the historical core of the town) where the highest concentration of pavement dwellers is found.

² See DUPONT (V.) & MITRA (A.) - "Population distribution, growth and socio-economic spatial patterns in Delhi. Findings from the 1991 census data". *Working Paper Series* N° E/164/94, Institute of Economic Growth, 1994.

The other criteria applied to select the zones then aimed at taking into account the diversity of the neighbourhoods found in the metropolitan area in terms of : geographical sector, residential density, economic functions, socio-economic characteristics of the population, types of settlement and housing - which are linked to urban policies and public interventions. This approach will allow us to conduct a differential analysis of the residential practices of the people in relation with urban policies which have been implemented.

The main characteristics of the zones selected are described in Table 1.

4.2. Sampling frame

For the 4 zones located in Delhi metropolitan area and for one ring town (NOIDA), the electoral rolls updated in October 1994 for Delhi and January 1995 for Noida, have been used as a sampling frame.

**Pratiques résidentielles
et
dynamiques de Bogota et de Delhi**

• Bogota et Delhi, démarche comparative

DUPONT (V.), DUREAU (F.), 1995. "Principales caractéristiques de la dynamique démographique de Bogota et Delhi à partir des données statistiques existantes", in *Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Etude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et de Delhi. Rapport Intermédiaire N° 2*, Convention CNRS-ORSTOM : CONV940034VILL, Bogota et New-Delhi, ORSTOM, pp. 3-21.

DUPONT (V.), DUREAU (F.), 1995. "Mégapoles, villes satellites et mobilités spatiales : Bogota et Delhi", Paris, CNRS, *La Lettre du PIR Villes*, N° 4, pp. 13-14.

DUPONT (V.), DUREAU (F.), LULLE (T.), 1995. "Bogota - Delhi : portraits en travelling de deux métropoles du Sud", *Courrier du CNRS N° 82: Villes*, pp. 72-74.

DUREAU (F.), DUPONT (V.), 1996. "A propos de l'ambition comparatiste. Réflexions à partir d'une recherche sur Bogota et Delhi". Communication au Séminaire sur les recherches urbaines dans les pays en développement, PIR-Villes, Paris, 11 avril 1996, 9 p.

MONTEZUMA (R.), 1996. "Rapport de mission à Delhi dans la perspective d'une comparaison avec Bogota : observation visuelle de l'organisation spatiale de la ville et des modes d'utilisation de l'espace". Bogota, 63 p. (plan du rapport)

• Bogota

DUREAU (F.), FLOREZ (C.E.), HOYOS (M.C.), 1993. "La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá. Documento de trabajo N° 1 : análisis de los datos existentes". Bogota, CEDE-ORSTOM, 286 p.(traduction du plan du rapport)

DUREAU (F.), BARBARY (O.), FLOREZ (C.E.), 1994. "La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá. Documento de trabajo N° 3 : resultados preliminares de la encuesta cuantitativa". Bogota, CEDE-ORSTOM, 2 Vol., 309 p. (traduction du plan du rapport)

HOYOS (M.C.), 1996."La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá. Documento de trabajo n° 5. Metodología y resultados de la encuesta cualitativa". Bogota, ORSTOM - CEDE, 159 p. (plan du rapport)

DUREAU (F.), 1995. "Trajectoires résidentielles et recompositions urbaines à Bogota, Colombie", in *Cahiers des Amériques Latines*, numéro spécial Démographie, COSIO (M.E.) (éd.), à paraître.

DUREAU (F.), HOYOS (M.C.), FLOREZ (C.E.), 1994. "Soacha : un barrio de Bogotá. Movilidad y acceso a la vivienda de la población de los sectores orientales del municipio". Bogotá, Universidad de Los Andes, CEDE, *Revista Desarrollo y Sociedad*, N° 34, pp. 95-147.

DUREAU (F.), LULLE (T.), PARIAS (A.), 1995. "Interactions entre politiques urbaines, marché du logement et comportements résidentiels : leur rôle dans les transformations des quartiers aisés de Bogota (Colombie)". Communication présentée au colloque "Les pratiques de la ville. Transformations sociales et évolutions spatiales", Centre de Recherche sur l'Habitat, PIR-Villes, Nanterre, 21-22 Septembre 1995, 19 p.

DUREAU (F.), PISSOAT (O.), 1996. *En mapas : las evoluciones socio-espaciales de Bogotá y su contexto (1973 - 1993)*. Bogota, Universidad de Los Andes, Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico, Documento CEDE N° 96-05, 105 p.(plan et introduction du rapport)

• Delhi

DUPONT (V.), MITRA (A.), 1994. "Population distribution, growth and socio-economic spatial patterns in Delhi. Findings from the 1991 census data". Communication présentée à la XIIIème Conférence européenne sur l'Asie du Sud, Toulouse, 31 Août - 4 Septembre 1994, 34 p. + 17 cartes.
Version abrégée in: *Demography India*, Vol. 24, N° 1&2, January-June, pp. 101-132.

DUPONT (V.), TINGAL (D.), 1996. "Residential and economic practices of pavement dwellers in Old Delhi". Communication présentée à la 14ème Conférence Européenne sur les Etudes Modernes sur l'Asie du Sud, Copenhague, 21-24 Août 1996, 33 p.

2. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE LA DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE DE BOGOTA ET DELHI A PARTIR DES DONNEES STATISTIQUES EXISTANTES

A Bogota comme à Delhi, une première phase de la recherche a été consacrée à l'exploitation des données statistiques existantes. Cette étape du programme répondait à plusieurs objectifs : d'une part, il s'agissait d'établir un état des connaissances sur la dynamique démographique et la mobilité des populations de chacune des métropoles afin de définir plus précisément notre problématique et développer des systèmes d'enquêtes qui soient complémentaires des sources d'information existantes; d'autre part, grâce à l'exploitation de données disponibles mais non traitées, nous nous sommes efforcés de compléter la connaissance du phénomène; enfin, cette étape préliminaire s'imposait pour rassembler l'information nécessaire pour la délimitation des aires métropolitaines et la sélection des quartiers où réaliser les enquêtes. Dans les pages qui suivent, nous présentons les caractéristiques principales de la dynamique démographique des deux métropoles issues de cette analyse des données statistiques existantes.

Pour **Bogota**, trois sources d'information ont été plus particulièrement utilisées : les recensements généraux de la population de 1973 et 1985, et l'enquête *Pobreza y Calidad de Vida* réalisée en Novembre 1991 auprès d'un échantillon d'environ 10.000 ménages du District de Bogota. Grâce à la mise notre disposition des données originales de ces deux opérations de collecte, nous avons pu faire une première analyse de la dynamique démographique de la capitale et des communes de la périphérie métropolitaine, ainsi que de la migration vers et au sein de Bogota, et étudier les modalités d'insertion résidentielle et professionnelle des migrants ; d'autres traitements ont été réalisés afin de produire des indicateurs utiles pour délimiter et stratifier l'aire métropolitaine de Bogota.

Pour **Delhi**, deux sources principales de données sur la population sont disponibles: les recensements décennaux de la population, et les données du *National Sample Survey*, système d'enquêtes nationales par sondage mené à un rythme annuel depuis 1950, incluant en 1983-84, en 1987-88 et en 1993 (pour les enquêtes les plus récentes) un module spécifique sur les migrations. A l'heure actuelle toutefois, les tableaux sur les migrations du recensement de 1991 ne sont toujours pas disponibles, et les résultats de l'enquête du *National Sample Survey* de 1993 ne sont pas encore publiés. Quant aux données sur la migration issues du recensement de 1981 (comme celles de 1971 et de 1991 quand ces dernières seront publiées), la structuration initiale des fichiers des migrants ne permet pas une analyse des données au niveau de chaque secteur de recensement au sein de l'agglomération urbaine de Delhi, cette variable n'étant pas conservée. En conséquence, l'analyse différentielle de la migration par quartier ne sera-t-elle pas possible, au-delà d'une simple analyse de la migration nette estimée à partir des taux de croissance de la population.

2.1. BOGOTA

2.1.1. Une dynamique démographique soumise à de profondes transformations depuis les années 70

Tandis que les villes colombiennes rassemblaient moins de 40 % de la population du pays en 1951, 70 % de la population colombienne réside maintenant en milieu urbain. Bogota est la métropole latino-américaine qui a connu le rythme d'accroissement le plus rapide avant les années soixante-dix (plus de 6 % par an), doublant sa population en moins de 12 ans pour atteindre deux millions et demi d'habitants en 1970 (Tableau 2.1). Depuis une vingtaine d'années, le rythme de croissance de Bogota, comme celui des autres métropoles latino-américaines, s'est quelque peu ralenti par rapport à la période antérieure : à l'heure actuelle, la capitale colombienne rassemble plus de 5 millions d'habitants (soit environ le cinquième de la population urbaine du pays), et croît à un rythme légèrement supérieur à 2 % par an. Ce ralentissement résulte de plusieurs phénomènes : une forte réduction du rythme d'accroissement naturel due à une diminution de la fécondité, une baisse de l'exode rural au profit de nouvelles formes de mobilité spatiale et la transformation des schémas de distribution géographique de la croissance au profit des municipalités périphériques. En effet, comme de nombreuses autres métropoles latino-américaines, l'accroissement de la population est maintenant plus rapide dans les municipalités voisines de la capitale que dans la capitale proprement-dite, du fait du développement de pratiques résidentielles notamment liées à de nouvelles formes de mobilité.

Tableau 2.1. - Evolution démographique de Bogota 1951 - 1995

Date	Population totale	Période	Taux d'accroissement annuel (%)	Taux net de migration (°/oo)
1905*	100 000	1905-1912	2,8	
1912*	121 257	1912-1918	2,9	
1918*	143 994	1918-1928	5,0	
1928*	235 421	1928-1938	3,4	
1938*	330 312	1938-1951	5,5	
1951**	660 000	1951-1964	6,8	
1964**	1 661 000	1964-1970	5,7	
1970***	2 321 455	1970-1975***	4,3	20,92
1975***	2 879 569	1975-1980***	3,9	17,05
1980***	3 505 658	1980-1985***	3,4	12,28
1985 ***	4 154 404	1985-1990***	2,5	6,48
1990 ***	4 716 802	1990-1995***	2,1	4,53
1995 ***	5 237 635			

Sources:

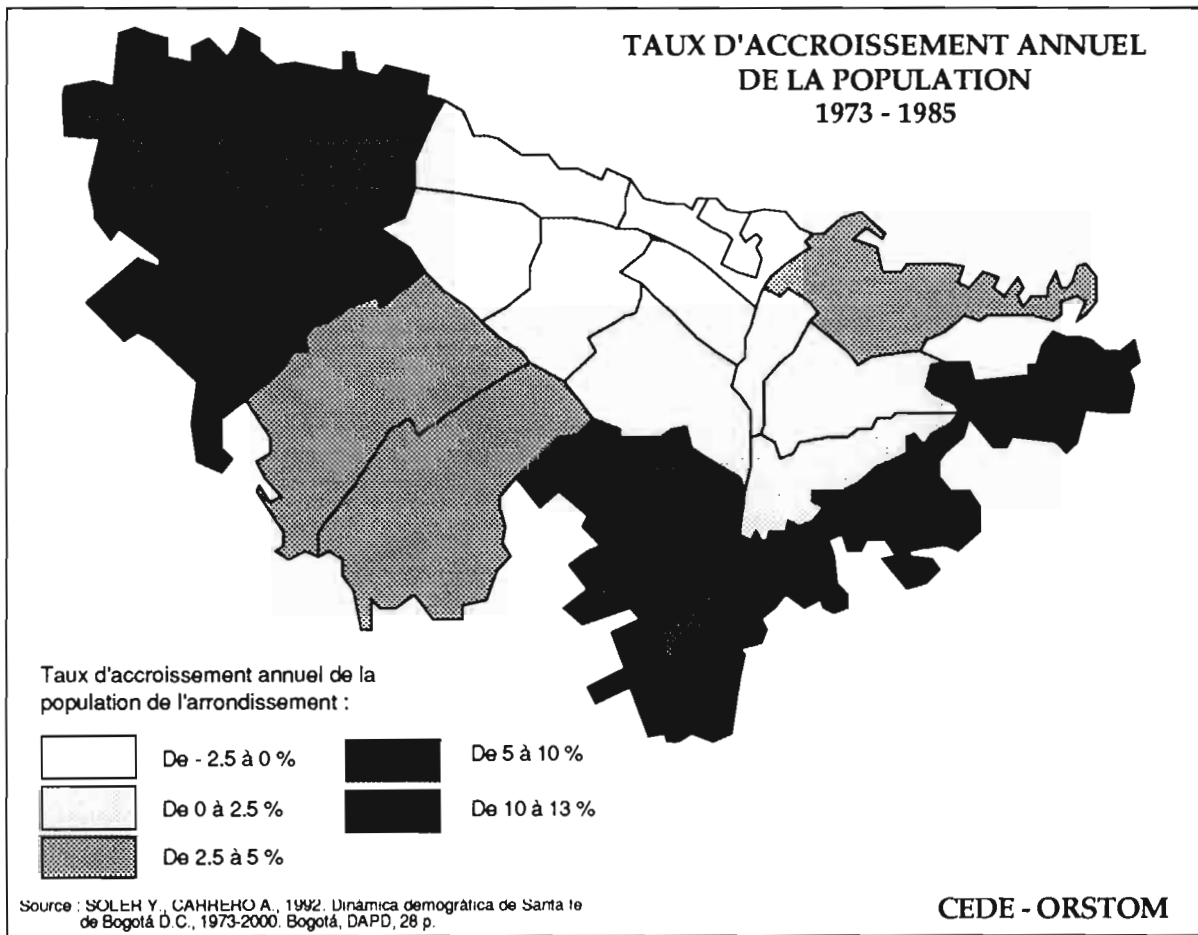
- * : DANE, 1966. *Anuario estadístico del Distrito Especial de Bogotá : 1965. Bogotá, DANE, p. 26.*- ** : RUEDA J.O., DE LLINAS H., VERGARA V., 1982. *Dinámica urbana y proyecciones de población del país, los territorios nacionales, Bogotá, los departamentos y las 30 principales ciudades : aspectos metodológicos y principales resultados. Bogotá, DNP, Revista de Planeación y Desarrollo, Vol XIV, n° 3, pp. 9 - 51.*- *** : GRANADOS M. del P., 1992. *Proyecciones demográficas de Bogotá 1970-2010. Misión Bogotá Siglo XXI, Documento de trabajo.*

Tableau 2.2. - Evolution démographique des communes du département de Cundinamarca 1951-1985

	Ensemble de la commune (Taux d'accroissement annuel, %)					Chef-lieu de la commune (Taux d'accroissement annuel, %)				
	1951-1964	1964-1973	1973-1985	1985-1990	1990-1995	1951-1964	1964-1973	1973-1985	1985-1990	1990-1995
Cajicá	3.5	2.8	4.1	2.8	2.4	7.4	6.2	6.3	2.4	2.0
Chía	3.8	3.3	4.6	3.5	2.9	5.6	5.8	7.6	3.3	2.5
Cota	3.9	2.4	4.3	2.9	2.4	4.3	6.1	11.0	5.8	4.4
Funza	5.2	5.8	3.5	2.0	1.6	4.8	14.2	5.1	0.5	0.1
La Calera	3.0	1.3	2.9	1.3	1.0	9.8	4.0	3.0	-0.8	-0.9
Madrid	5.1	5.0	3.3	1.8	1.4	6.0	7.2	4.3	0.2	-0.1
Mosquera	4.3	0.8	4.4	3.1	2.6	6.3	-1.2	7.9	2.7	1.7
Soacha	1.6	4.8	8.9	8.0	9.1	7.6	8.0	12.2	6.8	7.6
Sous-total	3.3	3.8	5.6	5.0	5.9	6.5	7.3	8.5	4.4	5.1
Autres communes	1.5	0.1	1.4	0.7	0.6	4.0	2.0	2.3	0.1	-0.2
Total Cundinamarca	1.6	0.5	2.0	1.5	1.8	4.2	2.7	3.7	1.5	1.8

Source: GRANADOS M. del P., 1992. *Proyecciones demográficas de Bogotá 1970-2010. Misión Bogotá Siglo XXI, Documento de trabajo.*

Carte 2.1 - Evolution démographique des arrondissements de Bogota 1973-1985



Comme le montre la Carte 2.1, la tendance générale de baisse du rythme de croissance au sein-même du District de Bogota n'est pas uniforme. Alors que les arrondissements¹ centraux présentent des taux négatifs entre les recensements de 1973 et 1985, d'autres arrondissements, tous situés dans la partie périphérique de la ville, ont des rythmes de croissance démographique très rapides durant la même période, avec des taux annuels compris entre 7 et 13 %.

De plus, la dynamique démographique des communes de la *Sabana*² voisines de Bogota (Voir Tableau 2.2.) montre que le phénomène de **déconcentration urbaine** dépasse maintenant les limites de la capitale. Déjà observable pendant la période intercensitaire 1973-1985, la croissance accélérée des communes périphériques est en train de s'accroître : actuellement, le rythme de croissance des 8 communes voisines de Bogota est trois fois plus rapide (5,9 % par an) que celui de la capitale (2,1 % par an), et quasiment 10 fois plus rapide que celui des autres communes du département de Cundinamarca (0,6 % par an)³. Entre 1990 et 1995, on estime qu'environ 20 % de l'accroissement démographique totale de l'aire métropolitaine de Bogota se réalise au delà des limites de la métropole proprement-dite, dans la périphérie métropolitaine.

¹ Le District de Bogota est divisé en 19 "Alcaldías menores", appelées "arrondissements" dans ce rapport.

² La *Sabana* désigne le plateau de la Cordillère orientale, situé à environ 2600 m d'altitude sur lequel s'est développé Bogota. Outre le District de Bogota, environ 25 communes du département de Cundinamarca sont situées sur ce plateau, bordé par des reliefs plus élevés.

³ GRANADOS M. del P., 1992. Proyecciones demográficas de Bogotá. 1970-2010. Misión Bogotá Siglo XXI, Documento de trabajo.

Ainsi, depuis le milieu des années soixante-dix, la dynamique démographique de la capitale colombienne connaît de profondes mutations. Après une phase de croissance rapide et concentrée, Bogota est en train de connaître deux phénomènes de grande importance : la **baisse des flux migratoires** et "la transformation des schémas de distribution géographique de l'accroissement de la population"¹, au profit des communes périphériques. A l'heure actuelle, comme d'autres villes du pays et la majorité des grandes villes latino-américaines, la capitale colombienne "est en train de vivre un processus rapide de **métropolisation**"², qui inclut un nombre croissant de communes périphériques.

2.1.2. Caractéristiques générales de la migration vers Bogota

Depuis une vingtaine d'années, la population bogoténienne est composée pour moitié de natifs de la capitale et de migrants nés hors Bogota. Du fait de la baisse de l'intensité de la migration vers Bogota, ce pourcentage a connu une légère baisse entre 1973 et 1985, passant de 49,2 % à 44,9 %. Entre 1980 et 1985, près de 500 000 personnes se sont installées à Bogota. Quelle est l'origine de ces migrants ? Dans quels quartiers s'installent-ils ? Telles sont les questions, au centre de notre analyse de la dynamique du phénomène migratoire sur les vingt dernières années, que nous permettent d'aborder les données censitaires de 1973 et 1985, et celles de l'enquête *Pobreza y Calidad de Vida*.

. Un bassin migratoire concentré et stable

Contrairement à de nombreux autres pays d'Amérique Latine, la Colombie dispose d'un réseau urbain relativement équilibré : en 1985, Bogota concentre 21,5 % de la population urbaine du pays, c'est-à-dire 14,2 % de la population totale résidant en Colombie. Du fait de la concurrence avec d'autres grandes villes, Bogota draine une population sur un bassin migratoire qui peut être qualifié de régional. Les Cartes 2.2a et 2.2b le montrent clairement : en 1973 comme en 1985, la majorité des migrants à Bogota sont originaires des départements voisins de la Capitale.

**Tableau 2.3 - Population résidant à Bogota
selon le lieu de naissance et le lieu de résidence 5 ans auparavant (1973 et 1985)**

Lieu d'origine	Population résidant à Bogota en 1973		Population résidant à Bogota en 1985			
	Lieu de naissance		Lieu de naissance		Lieu de résidence en 1980*	
		%		%		%
Bogota	1258135	50,2	2174522	55,1	3038506	86,5
Cundinamarca	383989	15,3	534746	13,5	177874	5,1
Autre département	822172	32,8	1205670	30,5	247321	7,1
Autre pays	22641	0,9	9258	0,2	27866	0,8
Inconnu	21622	0,9	26205	0,7	17480	0,5
TOTAL	2508559	100,0	3950401	100,0	3509047	100,0

(*) Population de 5 ans ou plus

Sources : - DANE, 1981. *Resultados del Censo de 1973, Vol. Cundinamarca.*

- DANE, *Censo de población de 1985 (Archivo ampliado)*

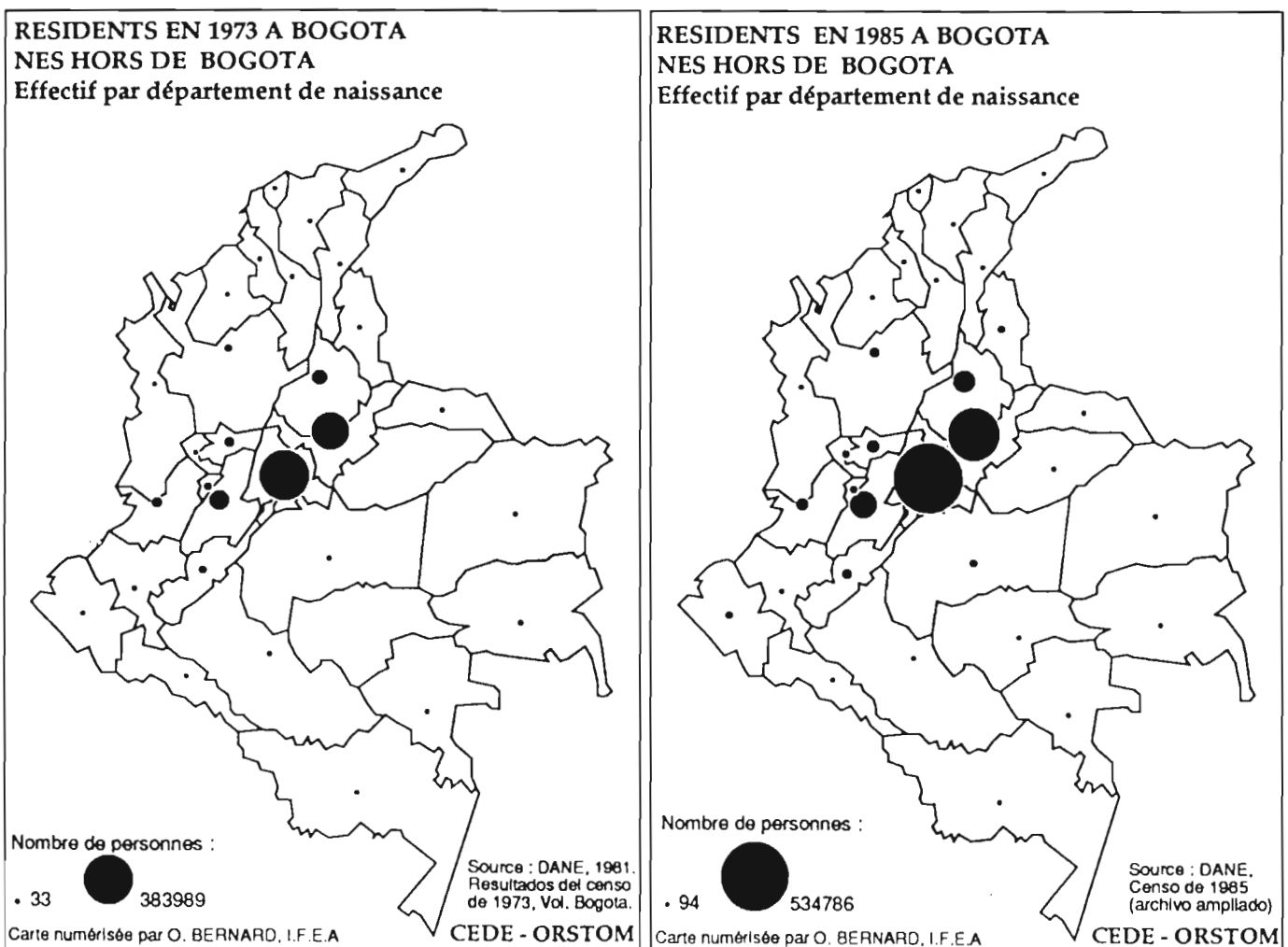
¹ GRANADOS, 1992. Op. cité, p. 11.

² GIRALDO ISAZA F., GONZALEZ MURILLO H., 1988. Algunas dimensiones del desarrollo de Bogotá. in: Bogotá 450 años. Retos y realidades. Bogotá, Foro Nacional por Colombia, IFEA, pp. 95-129.

Le département de Cundinamarca, où est situé Bogota, rassemble à lui seul près du tiers des migrants (32 % en 1973, 31 % en 1985). En seconde position, on trouve le département de Boyaca (24 % en 1973, 23 % en 1985) : plus de la moitié des migrants à Bogota sont donc natifs de ces deux départements. Pour une capitale nationale, le degré de concentration du bassin migratoire paraît donc extrême. Hormis ces deux départements, seuls ceux de Tolima et de Santander regroupent plus de 5 % de la population migrante de Bogota (respectivement 11 % et 8 % en 1973, 12 % et 8 % en 1985). Le quart des migrants à Bogota nés en dehors de ces quatre départements voisins de la capitale est originaire de l'ensemble des autres départements colombiens, chacun ne participant que marginalement au mouvement migratoire vers Bogota. Si le **caractère régional de la majeure partie de la migration à Bogota** correspond à un phénomène commun à toutes les plus grandes villes colombiennes, par contre seule la Capitale échappe à une application exclusive de ce schéma : le quart des migrants vers Bogota provient d'autres régions du pays.

La comparaison des cartes 2.2a et 2.2b souligne la **très grande stabilité de la composition géographique des flux de population dirigés vers Bogota** : entre 1973 et 1985, on ne décèle aucune évolution, même minime. RUBIANO aboutit à la même conclusion dans son analyse des enquêtes ménages de 1982 à 1990 dans les principales villes colombiennes : "De 1982 à 1990, les changements dans le lieu d'origine sont minimes, de sorte que les départements qui contribuent le plus à une ville donnée demeurent les mêmes, et les variations en pourcentage sont faibles."¹

Cartes 2.2a et b - Département de naissance des non natifs de Bogota (1973 et 1985)



¹ RUBIANO N., 1992. Tendencias migratorias de la fuerza de trabajo y su relación con el empleo urbano (1982-1991). Bogota, Ministerio de Trabajo y Seguridad Social, PNUD, OIT, 85 p. (traduction : F. DUREAU).

. La double origine, rurale et urbaine, des flux migratoires

URRUTIA¹ le souligne à juste titre, l'image classique du migrant paysan, pauvre, s'installant dans les quartiers d'invasion et occupant des emplois marginaux a été démentie dès les premières enquêtes réalisées au début des années soixante dans certaines villes colombiennes. Le recensement de 1985 confirme le **caractère urbain du lieu de provenance** des personnes qui ont immigré à Bogota entre 1980 et 1985 : 53 % de ces migrants vivaient en 1980 dans une capitale départementale, et seulement 20 % en milieu rural, hors des capitales départementales et des chefs-lieux municipaux. Selon le département de provenance, la proportion relative de migrants d'origine urbaine et de migrants d'origine rurale varie dans des proportions importantes.

A côté d'un flux de **ruraux** en provenance, pour l'essentiel, de son bassin migratoire régional, Bogota draine une population urbaine des **capitales départementales** : parmi la population résidant à Bogota en 1985, 120.000 personnes résidaient en 1980 dans une capitale départementale du pays. Dans cette configuration des lieux de provenance des migrants vers Bogota, se lit l'effet de la plus forte **sélectivité de la migration** sur les migrations à longue distance que sur celles de courtes distances. L'attraction de Bogota s'exerce sur des populations rurales proches de la Capitale, tandis qu'elle attire une autre catégorie de population des départements plus éloignés, plus citadine. La composition particulière des lieux de provenance des migrants vers Bogota a une incidence directe sur les caractéristiques de la population immigrant à Bogota : composite dans ses origines géographiques, celle-ci sera nécessairement **très hétérogène** quant à ses caractéristiques, son mode d'insertion et son impact sur la dynamique de la capitale.

. La diversité de la population migrant à Bogota

L'ensemble des études sur la migration ont mis en avant le caractère **féminin** de la migration à destination urbaine en Colombie, caractéristique observée dans la majorité des pays latino-américains. Selon YEPES et ARIAS (1976 : 207)², ce phénomène a débuté dans les années cinquante et s'est accentué depuis, tout particulièrement au cours des années soixante-dix. En ce qui concerne l'âge des migrants vers Bogota, il s'agit d'une population jeune, principalement comprise entre 15 et 34 ans. L'âge moyen à la migration est légèrement supérieur à 20 ans, tant pour les hommes que pour les femmes, ces dernières migrant actuellement à un âge légèrement plus jeune que les hommes. Là encore, on notera que ces caractéristiques correspondent à celles observées pour l'ensemble des flux de population vers les villes latino-américaines.

Au delà des enseignements en termes de capital éducatif des migrants à Bogota, une analyse du niveau d'éducation des populations s'installant à Bogota à partir des données de l'enquête de 1991 souligne la **diversité** des migrants : la migration vers la capitale colombienne y amène une population de tout niveau d'éducation, qui faisait justement dire à SIMMONS et CARDONA, il y a déjà vingt ans, que : "*Migrants enter Bogota at all social strata, from the very lowest to the very highest*" (1970 : 178)³. Qu'il s'agisse des causes, des formes de la migration ou des modalités de l'insertion des migrants à Bogota, toute tentative d'analyse se doit d'intégrer cette dimension essentielle de la migration vers la capitale colombienne : une diversité beaucoup encore plus grande que celle observée dans d'autres métropoles du continent.

. Des quartiers de réception de migrants de plus en plus périphériques

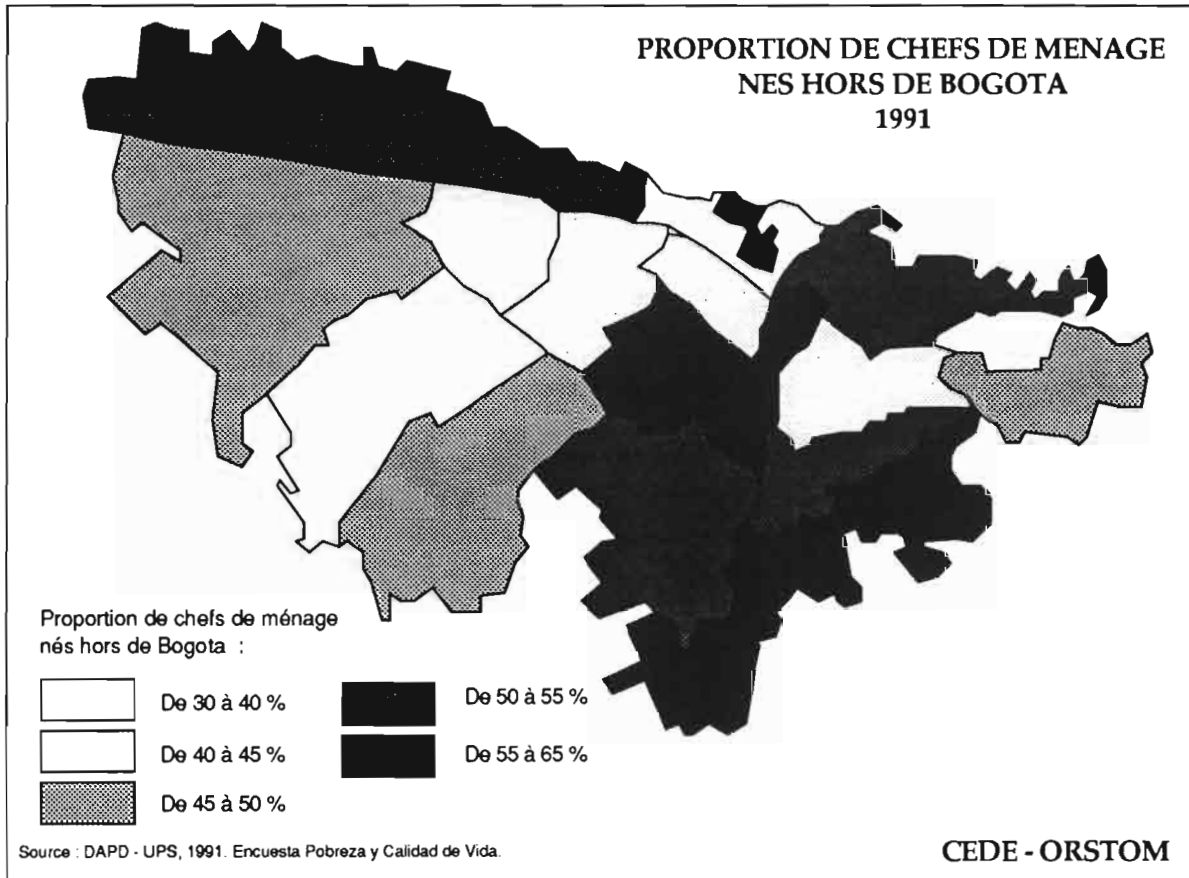
Tout à fait logiquement, l'hétérogénéité de la population des migrants à Bogota se traduit dans l'implantation spatiale des migrants dans la Capitale. Que ce soit en termes de localisation, de stratification socio-

¹ URRUTIA M., 1990. 40 años de desarrollo social, su impacto social. Bogotá, Biblioteca Banco Popular, Textos universitarios, 207 p.

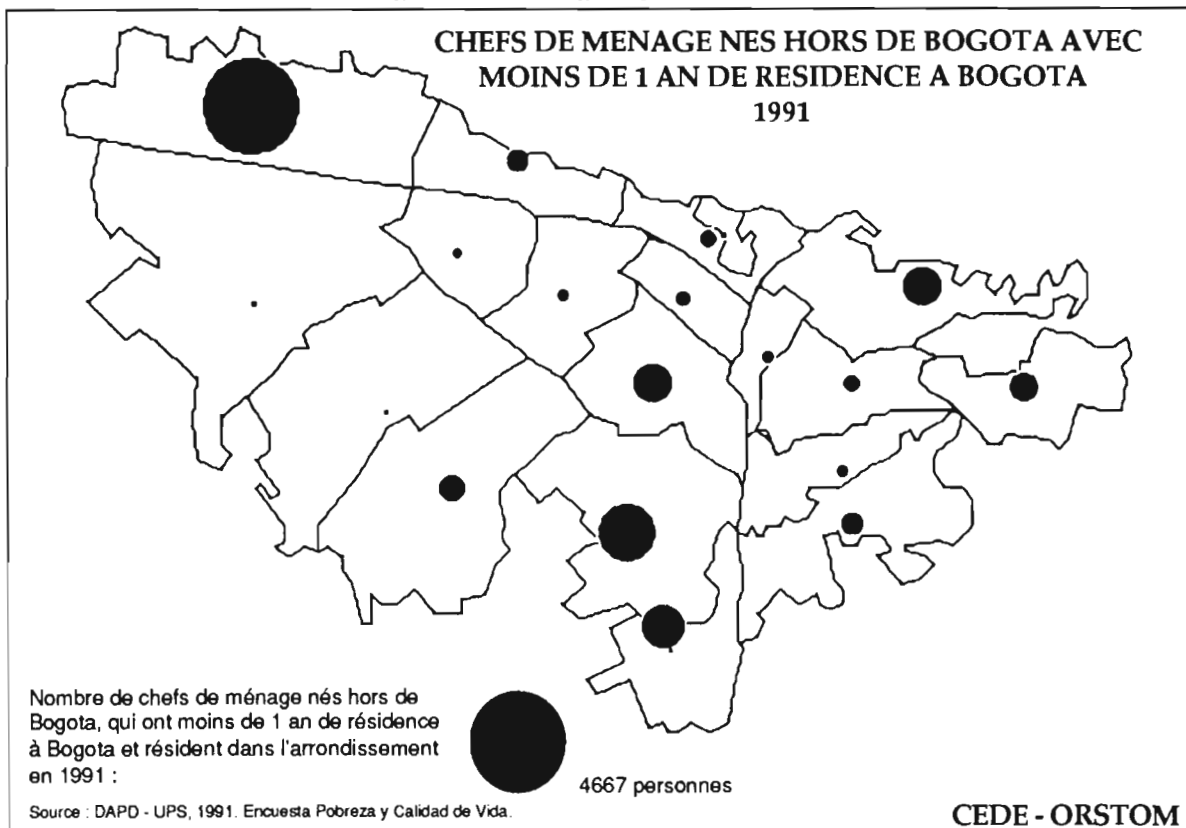
² YEPEZ D., ARIAS J., 1976. Inmigración a Bogotá, 1922-1972. in: Revista de planeación y desarrollo, Vol. VIII, n° 2 Bogotá, Departamento Nacional de Planeación, pp. 207-231.

³ SIMMONS A. B., CARDONA. R.. Rural-urban migrations: who comes, who stays, who returns? The case of Bogotá, Columbia, 1929-1968 in: pp. 166-181.

Carte 2.3 - Proportion de chefs de ménage nés hors de Bogota



Carte 2.4 - Chefs de ménage nés hors de Bogota ayant moins de 1 an de résidence à Bogota



économique, de type de logement ou de statut d'occupation du logement, les migrants occupent l'ensemble du parc de logement existant à Bogota. La carte 2.3 montre que trois groupes de quartiers sont marqués par une plus forte présence de migrants : des quartiers périphériques sud-occidentaux (Bosa et Ciudad Bolivar), des quartiers situés en bordure du centre-ville (Puente Aranda et Antonio Nariño) et le centre historique de la Candelaria. Un second groupe de quartiers présentent une proportion de migrants légèrement supérieure à celle de l'ensemble de Bogota : Tunjuelito, San Cristobal, Kennedy, Chapinero et Usaquén. Si l'on replace ces observations dans le cadre de la structure socio-économique de Bogota (Carte 2.5), la diversité sociale des quartiers comptant les plus fortes proportions de chefs de ménage nés hors de Bogota est manifeste.

L'analyse de l'implantation spatiale des chefs de ménage migrants ayant moins de un an de présence à Bogota (carte 2.4) met en évidence une certaine spécificité de l'implantation spatiale des migrants récents en 1991, par rapport à celle de l'ensemble des chefs de ménage migrants résidant à Bogota en 1991, quelque soit leur durée de présence dans la Capitale. L'arrondissement d'Usaquén se distingue nettement du reste de la ville : 12 % des chefs de ménage résidant à Usaquén en 1991 sont des migrants arrivés depuis moins d'un an à Bogota. En 1991, près du quart des migrants arrivés depuis moins d'un an à Bogota se sont installés à Usaquén. Cet arrondissement, et plus particulièrement sa partie orientale située sur les *Cerros* (reliefs situés sur la bordure est de la ville)¹, joue donc actuellement un rôle très net d'accueil des migrants lors de leur arrivée à Bogota : en effet, du fait que 83 % des migrants arrivés depuis moins d'un an à Bogota n'ont pas occupé d'autre logement avant celui où ils résidaient au moment de l'enquête, on peut considérer que l'analyse que nous menons ici rend bien compte de la première résidence des migrants dans Bogota. A un moindre degré, Usme et Bosa remplissent également cette fonction : ces deux arrondissements concentrent 16 % du total des migrants ayant moins d'un an de résidence à Bogota vivant en 1991 à Bogota, tandis qu'ils ne concentrent que 7 % de la population totale de Bogota.

Tous les quartiers assurant en 1991 une fonction de réception des migrants sont situés dans la partie **périphérique** de la ville ; à l'opposé, les quartiers centraux sont tous sous-représentés parmi les migrants récents, en relation à leur poids dans la population totale de Bogota. Le schéma des migrants s'installant d'abord dans les quartiers centraux avant de migrer vers la périphérie, mis en avant en 1976 par CARDONA² ne se vérifie absolument plus au début des années quatre-vingt dix. Il semble donc que Bogota suive la même évolution que de nombreuses autres villes latino-américaines, à savoir un déplacement de la zone d'accueil des migrants, depuis les quartiers centraux dégradés du centre ville assurant traditionnellement cette fonction, vers les quartiers périphériques. L'épuisement des possibilités de logement en location dans les quartiers centraux du District, conjuguée à l'apparition d'une offre dans les parties consolidées des arrondissements périphériques, explique cette évolution.

Au delà de cette première approche, globale, l'on peut se demander s'il existe à Bogota des modèles d'implantation spécifiques pour les différents courants migratoires : caractéristiques socio-économiques de la population migrante, comportements résidentiels et intensité des réseaux d'information et d'entraide entre les originaires d'une même région contribuent-ils à dessiner des modèles d'implantation spatiale propres à chaque courant migratoire ?

Pour chacun des principaux flux migratoires dirigés vers l'aire métropolitaine de Bogota, nous avons établi une cartographie par secteur cartographique de la proportion de migrants originaires de tel département au sein de l'ensemble des migrants résidant dans le secteur en 1985; pour chaque département, ce calcul a été fait pour les migrants sur la durée de vie, et pour les migrants entre 1980 et 1985. Ont été considérés les originaires de Antioquia, Cundinamarca, Boyaca, Caldas, Santander, Tolima, Valle.

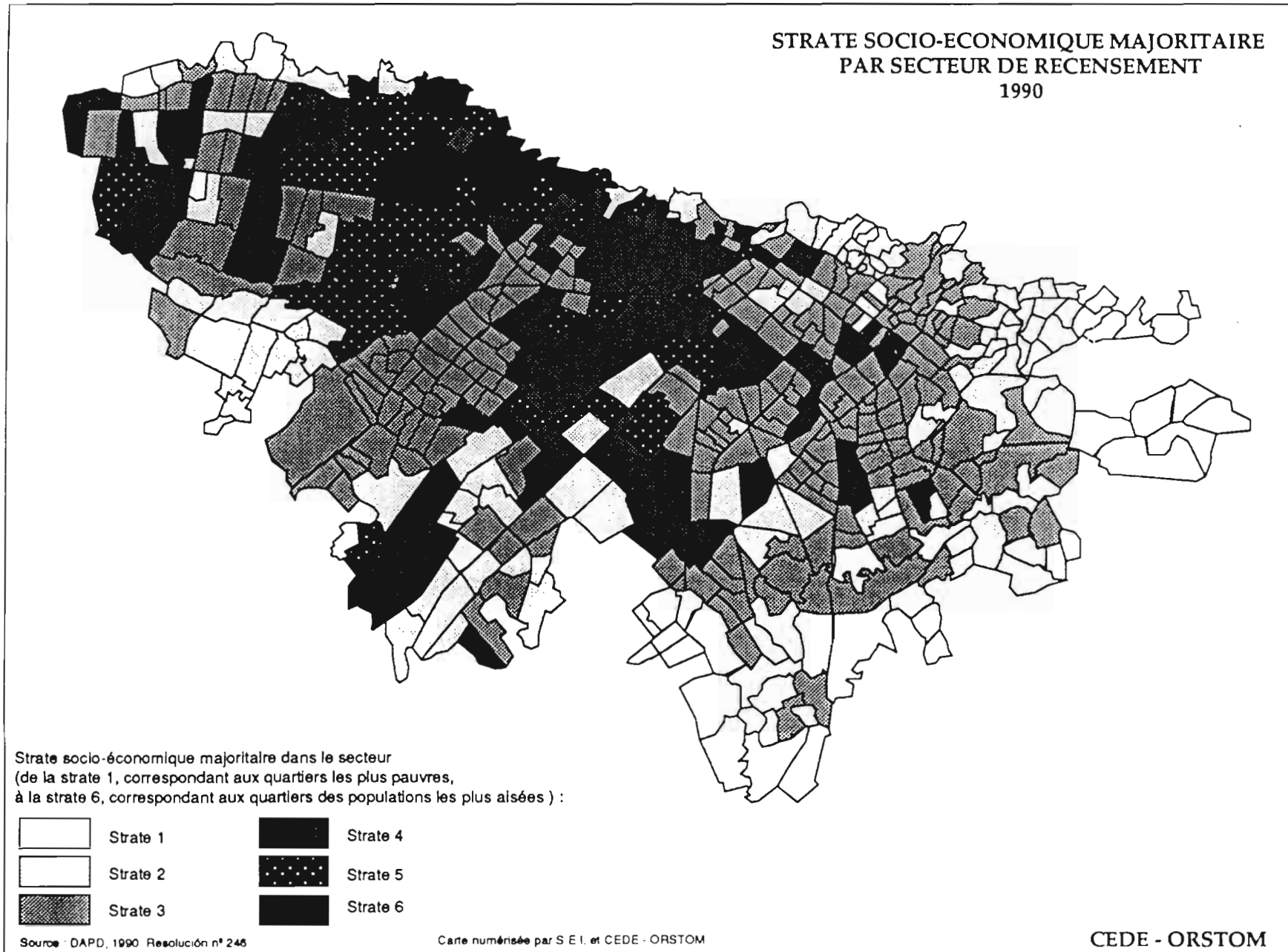
La série de cartes ainsi établies met en évidence la spécificité des quartiers d'accueil pour les différents groupes de migrants. Quatre schémas d'implantation spatiale des migrants récents, arrivés entre 1980 et 1985, se distinguent clairement :

- originaires de Cundinamarca et Boyaca : leur répartition spatiale, globalement très semblable, correspond aux quartiers de basse strate socio-économique et traduit la spécificité de ce groupe de migrants. Il faut souligner que le facteur de distance ne joue absolument pas pour les migrants de Boyaca, qui sont

¹ Cette précision provient de l'analyse des résultats du recensement de 1985 par secteur cartographique.

² CARDONA GUTIEREZ R., 1976. Distribución espacial de la población. Bogotá, CCRP, 243 p.

Carte 2.5 - Stratification socio-économique de Bogota (1990)



plutôt plus concentrés dans le sud de la ville que dans le nord ; ils sont d'ailleurs très peu nombreux à résider à Usaquén, contrairement aux migrants de Cundinamarca pour qui Usaquen constitue le lieu d'installation privilégié des migrants aux revenus modestes;

- originaires de Caldas et Tolima : présents dans des quartiers de toute strate socio-économique, ils occupent toutefois plutôt plus la partie sud de la ville;

- originaires de Valle et Santander : tout, comme le groupe précédent, on les rencontre dans des quartiers de toute strate ; par contre, eux sont présents sur l'ensemble de la ville;

- originaires d'Antioquia : ce groupe de migrants se distingue totalement des autres migrants précédemment décrits. Si l'on considère la carte de l'ensemble des migrants d'Antioquia, il est manifeste que ceux-ci se concentrent sur les quartiers aisés du nord de la ville. La cartographie de la répartition des migrants arrivés à Bogota entre 1980 et 1985 révèle une dispersion légèrement plus grande, notamment en direction de quartiers hébergeant une population à bas revenus. Il semblerait donc qu'il y ait au début des années quatre-vingt une certaine diversification dans la structure même de la migration *paisa* : aux migrants bénéficiant de revenus élevés se serait joints des migrants aux revenus beaucoup plus modestes.

Etant donné la forte ségrégation spatiale qui caractérise Bogota, ces quatre modèles d'implantation spatiale rendent directement compte de la composition de la population migrante, en terme de revenus et donc d'accessibilité aux différents quartiers de Bogota.

Si l'on change d'échelle d'analyse pour considérer les spécificités d'implantation spatiale des différents groupes de migrants au sein d'une même catégorie de quartiers, il apparaît également des schémas propres à chaque groupe de migrants. Par exemple, il est clair que la distribution de ces groupes au sein des différents quartiers populaires de la ville diffère sensiblement : les migrants de Santander sont présents dans tous les quartiers populaires, alors que ceux de Cundinamarca se concentrent tout particulièrement à Usaquén, et ceux de Caldas sont proportionnellement plus nombreux à Usme.

Enfin, si l'on passe à l'analyse détaillée par secteur cartographique¹, on note les proportions très élevées que peuvent atteindre les originaires d'un département particulier parmi les migrants d'un secteur donné. Ainsi, un des secteurs d'Usaquén, situé sur les *Cerros*, se distingue par un très fort taux de migrants originaires de Santander et Boyaca, alors que la situation est inverse dans les secteurs voisins. Il ne s'agit pas là que de la taille des effectifs de population par secteur : ce phénomène s'observe même dans des secteurs ayant un effectif de population élevé. Ce phénomène traduit l'importance des réseaux dans la migration et, tout particulièrement, dans la localisation au sein de la ville : diffusion d'information et entraides sous des formes diverses entre les originaires d'une même région ayant un même niveau de revenus contribuent au regroupement de ceux-ci sur un même quartier.

Cette analyse spatiale de la répartition des migrants dans Bogota confirme ainsi qu'ils existe non seulement une spécificité des quartiers quant à la fonction qu'ils assurent par rapport à l'accueil des migrants, mais aussi une **spécificité des comportements migratoires des différents groupes de migrants, ne dépendant pas simplement de leurs caractéristiques socio-économiques.**

L'analyse des données censitaires de 1973 et 1985, et d'une partie de l'information de l'enquête *Pobreza y Calidad de Vida* permettent, certes, d'avancer dans la connaissance de certaines formes de mobilité spatiale qui jouent un rôle important dans la dynamique démographique de la capitale colombienne : l'hétérogénéité des flux migratoires vers Bogota, les comportements spécifiques des groupes de migrants, et le rôle particulier que joue chacun des quartiers de Bogota entraînent des dynamiques démographiques locales très variées au sein-même de la capitale colombienne. Néanmoins, du fait du décalage existant entre l'information disponible sur Bogota et sur les communes de la périphérie métropolitaine, de nombreuses questions demeurent ouvertes, tout particulièrement celles relatives au développement de l'aire métropolitaine au delà des limites du District de Bogota. De plus, même si l'information statistique disponible répond aux besoins d'une description du phénomène, on ne peut aucunement prétendre à partir de ces données comprendre réellement les mécanismes en présence, ni la logique des comportements résidentiels de la population de la capitale colombienne : seule la réalisation d'enquêtes spécifiques peut permettre d'atteindre cet objectif .

¹ Le District de Bogota est divisé en 568 secteurs cartographiques ; ce découpage spatial de la Capitale est utilisé tant par les services du DANE (*Departamento Administrativo nacional de Estadística*) que par les services municipaux.

2.2. DELHI

2.2.1. Une évolution démographique marquée par l'histoire et au rythme particulièrement rapide

Situation contrastée par rapport à la Colombie, l'Inde, pays de 844 millions d'habitants en 1991, reste à prédominance rurale et ne compte que 26 % de population urbaine en 1991. La population urbaine est toutefois remarquable par sa taille, 218 millions de citoyens, et par un mouvement de concentration croissante dans les métropoles millionnaires et multimillionnaires - phénomène également observé dans les pays d'Amérique Latine - dont la Colombie.

L'évolution démographique de Delhi est d'abord marquée par l'histoire mouvementée du pays : promue capitale de l'Empire britannique en 1911, Delhi devient celle de l'Inde Indépendante en 1947, à l'époque où la ville connaissait un transfert massif de populations, suite à la partition de l'Inde et du Pakistan. Ainsi, juste après 1947, Delhi qui comptait alors 900 000 habitants, dut recevoir 470 000 réfugiés du Pendjab occidental et du Sind, alors que 320 000 Musulmans quittait la capitale pour le Pakistan.

Depuis 1961 Delhi est la troisième métropole indienne par sa taille, derrière Bombay et Calcutta. En outre, parmi les 12 métropoles comptant plus d'un million d'habitants en 1981, Delhi est celle qui a connu la plus forte croissance démographique de ces dernières décennies: 5,1 % par an de 1951 à 1961, de 4,5 % à 4,6 % de 1961 à 1981, et 3,9 % par an de 1981 à 1991. Sa population est passée de 1,4 million en 1951 à 8,4 millions en 1991 (Tableau 2.4). Comme à Bogota, on note également un ralentissement du rythme de croissance en fin de période. Néanmoins, ce mouvement ne correspond pas ici à une baisse du taux d'accroissement naturel: ce dernier enregistre même une légère hausse, passant de 1,8 % par an en moyenne de 1971 à 1981, à 2,1 % de 1981 à 1991. Cet élément mis à part, les autres facteurs explicatifs rejoignent ceux observés pour la capitale sud-américaine: ralentissement général du rythme de l'urbanisation dans le pays, et ralentissement de la croissance démographique de la capitale au profit du développement de villes périphériques (voir Tableau 2.5), engendrant une circulation accrue des populations dans la région métropolitaine.

**Tableau 2.4. Evolution démographique de l'agglomération urbaine de Delhi.
1901-1991**

Année	Population	Période	Taux d'accroissement (%)	
			décennal	annuel
1901	214 115			
1911	237 944	1901-11	11,13	1,06
1921	304 420	1911-21	27,94	2,49
1931	447 442	1921-31	46,98	3,93
1941	695 686	1931-41	55,48	4,51
1951	1 437 134	1941-51	106,58	7,52
1961	2 359 408	1951-61	64,17	5,08
1971	3 647 023	1961-71	54,57	4,45
1981	5 729 283	1971-81	57,09	4,62
1991	8 419 084	1981-91	46,94	3,92

Source: Census of India 1991, Series -31 - Delhi, District Census Handbook, Village and Townwise Primary Census Abstract.

**Tableau 2.5. Evolution démographique des villes de l'aire métropolitaine de Delhi.
1951-1991**

Ville	Population en 1981	Population en 1991	Taux d'accroissement décennal (%)				Taux d'accroissement annuel (%)
			1951-61	1961-71	1971-81	1981-91	1981-91
Delhi A.U.	5 729 283	8 419 084	64,17	54,57	57,09	46,94	3,92
Ghaziabad	287 170	511 759	61,02	81,29	124,88	78,21	5,95
Loni *	10 259	36 561	na	na	na	256,38	13,55
Noida**	42 000	146 514	na	na	na	248,84	13,31
Faridabad- Ballabgarh	330 864	617 717	57,89	108,03	169,40	86,70	6,44
Gurgaon	100 877	135 884	103,42	50,92	76,51	34,70	3,02
Bahadurgarh	37 488	57 235	34,13	72,29	45,23	52,68	4,32
Total 6 villes périphériques	808 658	1 505 670	64,38	82,90	126,82 (a) 142,49 (b)	86,19	6,41
Total villes de l'A.M.	6 537 941	9 924 754	64,19	56,61	60,94 (a) 64,25 (b)	51,80	4,26

Sources: - *Census of India 1981, Series 6 - Haryana, Part X-A, Town Directory*
- *Census of India 1981, Series 22 - Uttar Pradesh, Part X-A, Town Directory*
- *Census of India 1991, Series -31 - Delhi, District Census Handbook, Village and Townwise Primary Census Abstract.*
- *Census of India 1991, Series 1 - India, Paper 1 of 1992, Final Population Totals.*

A.U. = agglomération urbaine ; A.M. = Aire Métropolitaine de Delhi ; na: = non applicable

* Loni a acquis le statut de "ville" à partir du recensement de 1981.

** Noida est une ville nouvelle, créée sur le territoire de 53 villages, et considérée comme entité urbaine à partir du recensement de 1991. En 1981, la population de Noida a été estimée à partir de celle des villages constituants.

(a) Taux calculé pour les villes communes aux deux recensements (excluant donc Loni et Noida)

(b) Taux calculé en incluant les populations de Loni et Noida à la population totale des villes de l'aire métropolitaine en 1981.

Comme le montre la carte 2.6¹, le schéma spatial de la croissance à Delhi entre 1981 et 1991 suit un modèle centrifuge, en continuation avec la tendance déjà mise en évidence pour la décennie 1971-81². En outre, cette dynamique de peuplement centrifuge dépasse les limites de la ville, puisque la croissance de la population de 1981 à 1991 a été plus rapide dans les zones rurales du Territoire de Delhi que dans

¹ Les cartes 2.6 et 2.7 représentent l'ensemble du Territoire de Delhi. Celui-ci couvre une superficie de 431 km², dont 42 % est occupé par l'agglomération urbaine de Delhi, 4 % par 6 autres localités urbaines de l'hinterland, et 54 % par les zones rurales, et correspondant à la distribution suivante de la population : 89 %, 1 % et 10 % respectivement (données de 1991).

Au recensement de 1991 l'agglomération urbaine de Delhi a été divisée en 143 secteurs (appelés "charges"); les 6 petites villes du Territoire de Delhi situées à l'extérieur de l'agglomération urbaine comptent chacune pour un secteur. Sur les cartes 2.6 et 2.7 les zones rurales du Territoire ont été traitées comme une seule zone en raison de leur faible poids démographique. Les taux de croissance démographique entre 1981 et 1991 par secteur de recensement ont été calculés selon les limites urbaines au recensement de 1991.

² voir BRUSH, J., 1986. "Recent changes in ecological patterns of metropolitan Bombay and Delhi", in : TEWARI K.V., WEISTEIN J.A., RAO V.L.S.P. (eds), *Indian Cities. Ecological Perspectives*, New-Delhi, Concept, 1986, pp. 121-149.

l'agglomération urbaine proprement dite: 9.6 % contre 3.8 % respectivement (dans les limites urbaines/rurales du recensement de 1991). Ces taux de croissance sont à comparer au taux d'accroissement naturel pendant la même période, soit 2,5 % par an en moyenne dans les zones rurales et 2,1 % dans les zones urbaines, ce qui souligne la contribution de l'immigration nette. Il apparaît que l'hinterland rural de la capitale a attiré de nombreux migrants, en provenance d'autres Etats de l'Inde, ou ayant quitté l'agglomération urbaine de Delhi à la recherche de localités moins congestionnées et plus abordables pour s'installer.

Ce processus de rurbanisation autour de la capitale se traduit également en termes économiques, dans la mesure où la composition sectorielle de la population active rurale du Territoire de Delhi apparaît plus proche de celle de la population urbaine du pays que de sa population rurale (seulement 19 % d'actifs employés dans le secteur primaire, à comparer avec 83 % pour l'ensemble de la population rurale indienne, et 15 % de la population urbaine au niveau national).

Avant de poursuivre une analyse plus détaillée des différentiels de croissance dans l'agglomération urbaine (carte 2.6), il est intéressant de présenter la carte des densités résidentielles (carte 2.7) afin de mettre ensuite ces deux cartes en parallèle.

La densité résidentielle dans l'agglomération urbaine de Delhi s'établit en moyenne à 135 personnes par hectare en 1991, avec de fortes concentrations de population dans certains quartiers, et une population relativement éparse dans d'autres. Plus de la moitié de la population urbaine est concentrée dans 66 secteurs de recensement (sur 149 secteurs) représentant seulement 18 % de la superficie urbaine totale. Les densités les plus fortes sont relevées dans la vieille ville, la cité historique établie par les Moghals: la densité moyenne est de 560 personnes par hectare, avec un maximum de 1660 dans un des secteurs. La vieille ville comprend aussi une forte concentration d'activités commerciales et de petites unités industrielles, révélant un mode d'occupation des sols à usage mixte, typique des villes indiennes traditionnelles. Les densités de population sont aussi fortes dans Shahdara, dans la partie nord-est de la ville à l'est de la rivière Yamuna, quartier qui a reçu un afflux important de réfugiés du Pakistan après la Partition, et qui s'est développée comme une ville satellite de Delhi. En revanche, la Nouvelle Delhi (création des Britanniques développée dans les années 20 et 30) a une densité moyenne de seulement 70 personnes par hectare, et le Cantonement, qui inclut les domaines de l'armée et l'aéroport international, enregistre une densité encore plus basse, de 22 personnes par hectare.

Le modèle classique de variation des densités de population, caractérisé par des **densités élevées dans le centre urbain, et un déclin marqué vers les périphéries**, et dont "les causes originales (...) peuvent se résumer en trois mots: protection prestige et proximité" (Brush, 1962: 65)¹, a donc largement survécu à Delhi. Certaines poches à fortes densités de population sont toutefois notables dans les zones ouest et sud-est de la ville.

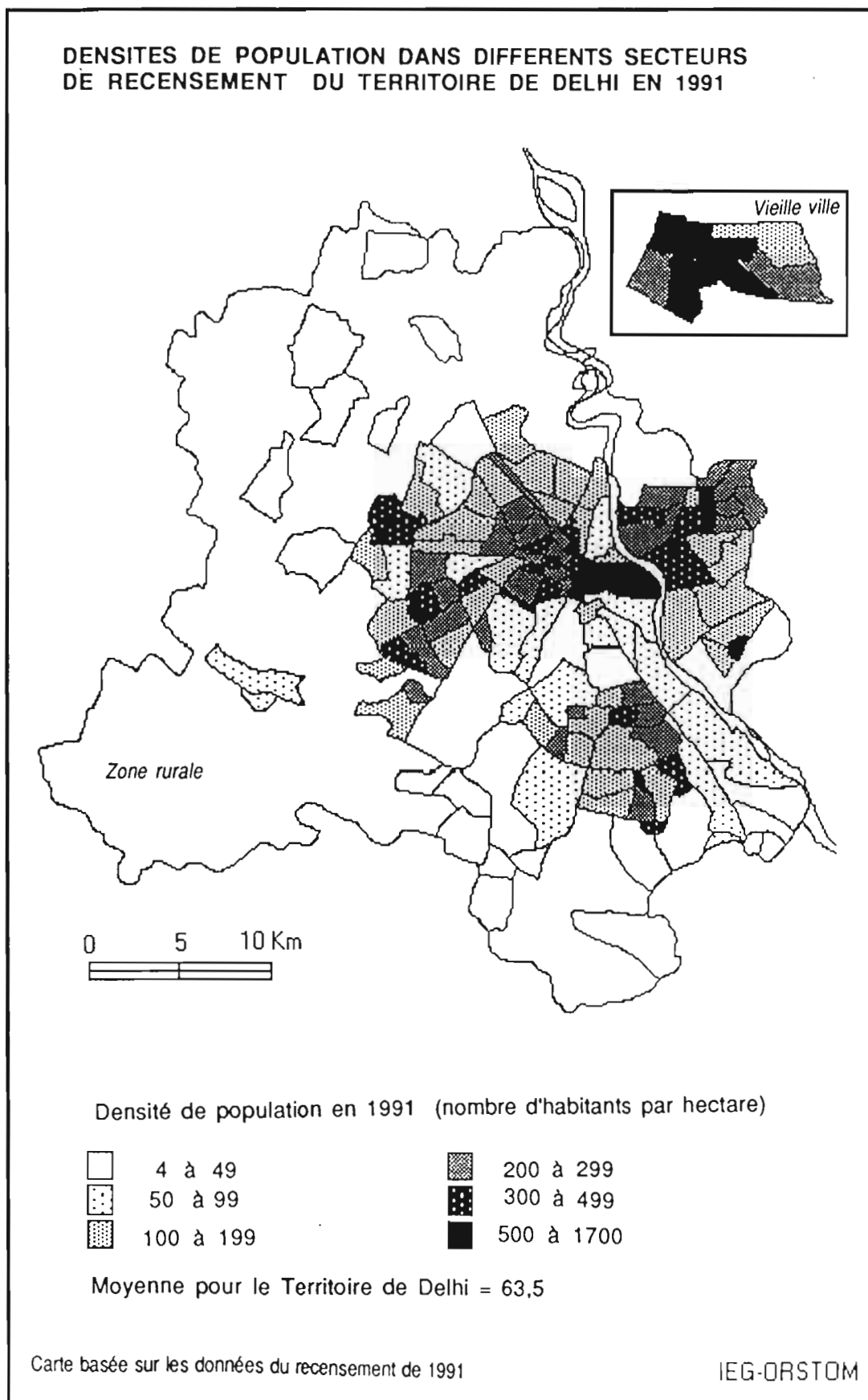
Les taux de croissance de la population dans l'agglomération urbaine enregistrent également des variations considérables selon le secteur de recensement. Une baisse absolue de la population indiquant une émigration nette importante, s'est produite dans la vieille ville et certains quartiers adjacents, c'est à dire, comme vu précédemment, dans des secteurs très densément peuplés. Le phénomène de **déconcentration du centre ville**, mis en évidence à partir du recensement de 1971, se poursuit toujours. La population a toutefois également décliné dans certains secteurs de la Nouvelle Delhi, où les densités étaient déjà faibles. Les taux de croissance les plus élevés sont relevés dans certains secteurs périphériques, avec des taux annuels dépassant les 10 %, avec un maximum de 35 % dans le quartier de Rohini (nord-ouest).

Deux processus distincts peuvent expliquer la croissance particulièrement rapide des zones urbaines périphériques: l'arrivée de nouveaux immigrants en provenance d'autres Etats et qui trouvent ces zones plus accessibles que les zones centrales pour s'installer; et l'arrivée de natifs de Delhi ou de migrants plus anciens, résidant auparavant dans les zones plus centrales de l'agglomération urbaine, et qui ont déménagé vers de nouveaux sites résidentiels. Des enquêtes spécifiques sont toutefois nécessaires pour évaluer la contribution respective de ces deux types de mouvement de population.

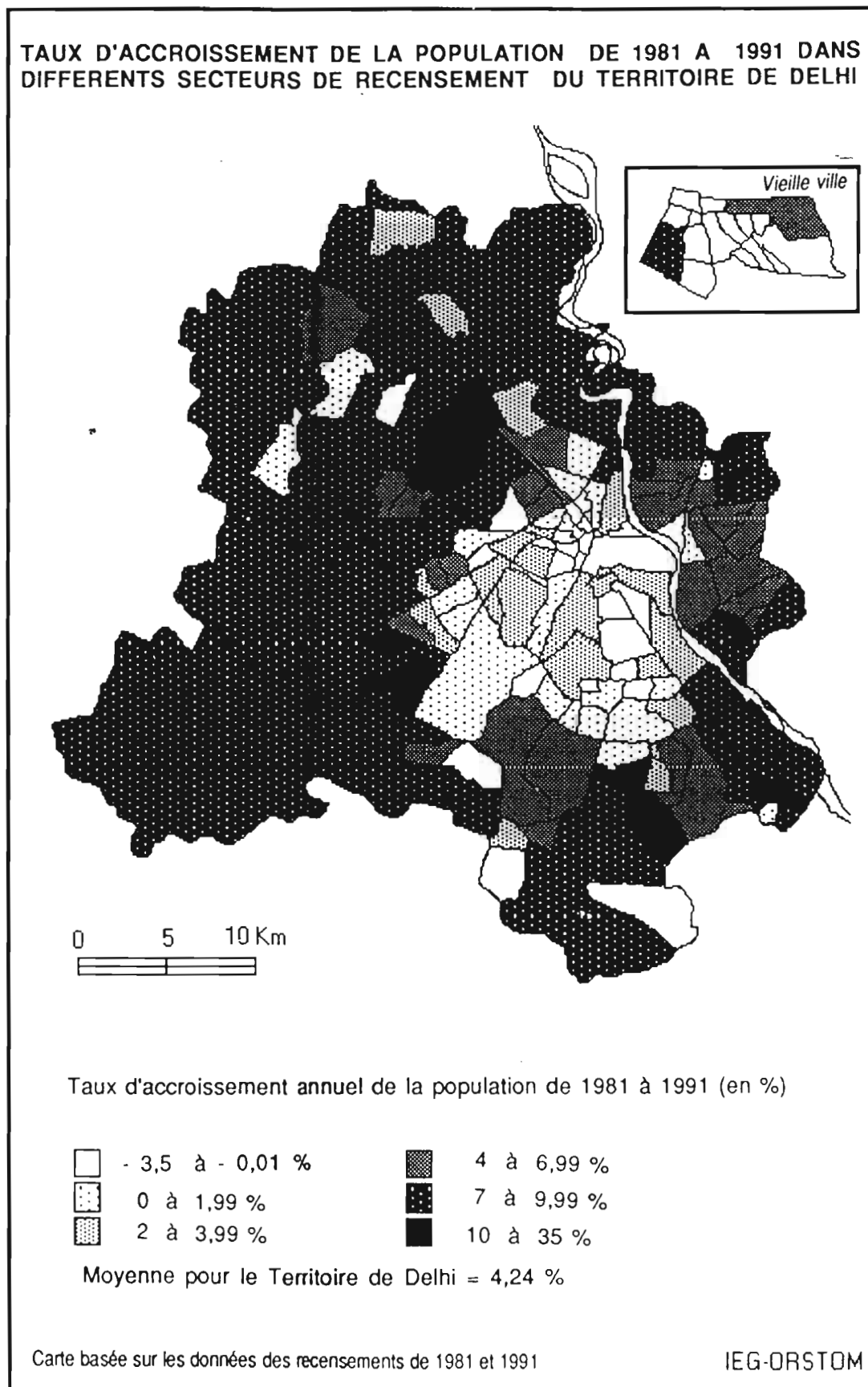
La superposition des cartes de densités et de croissance de la population évoque dans l'ensemble une relation négative entre les deux variables, ce qui est vérifié par le coefficient de corrélation, bien que l'intensité de la relation reste faible ($r = -0.292$). Cela suggère néanmoins que des fortes densités de population ont tendance à exercer un effet repoussoir pour les nouveaux arrivants, ou à induire des mouvements de départ vers des quartiers moins congestionnés.

¹ Notre traduction. Voir: BRUSH, J., 1962. "The morphology of Indian Cities", *India's Urban Future*, Roy TURNER (ed.), Berkeley & Los Angeles: University of California Press, pp. 57-70

Carte 2.1. Densités de population dans différents secteurs de recensement du Territoire de Delhi en 1991



Carte 2.1. Taux d'accroissement annuel de la population dans différents secteurs de recensement du Territoire de Delhi en 1991



Au delà de ce constat, le schéma de distribution spatiale et de croissance de la population urbaine à Delhi doit être relié au mode d'occupation du sol, à la disponibilité et au prix des terrains et des logements, et à l'accès aux emplois et aux services urbains. Si ce dernier facteur - de proximité - contribue à expliquer les forces centripète de peuplement du passé (voir *supra*), le mouvement centrifuge actuel est certainement associée à la pénurie de terrain à bâtir de logements et son coût croissant dans les quartiers du centre urbain, tandis que les zones périphériques, aux densités plus faibles, offrent des possibilités de logement meilleur marché, ou des sites plus accessibles pour des occupations illégales. L'expansion de la périphérie urbaine est le résultat combiné des efforts de planification de la *Delhi Development Authority* (administration chargée de l'application du schéma directeur de la capitale, et du contrôle et du développement foncier), et d'initiatives et réponses d'acteurs privés. Par exemple de nombreuses sociétés co-opératives de construction de logements ont bâti des colonies résidentielles dans l'est de Delhi, sur des terrains initialement lotis par la *Delhi Development Authority*, et cédés à de telles sociétés sur la base de baux emphytéotiques de 99 ans. En même temps, l'augmentation spectaculaire des moyens de transport individuels dans la capitale a rendu possible le développement de quartiers résidentiels dans les franges urbaines - y compris des résidences de haut standing, en particulier dans la périphérie sud, pour ceux qui peuvent supporter le coût de navettes quotidienne en voiture ou en scooter vers des lieux de travail éloignés, ou bien qui compensent les coûts élevés de transport par un coût de logement moindre. La *Delhi Development Authority* s'est également efforcée de décongestionner la vieille ville, et de débarasser la capitale de ses bidonvilles en délocalisant ses habitants dans des colonies de relogement, toutes situées loin du centre ville, dans les périphéries urbaine ; cette politique s'est toutefois soldés par des résultats mitigés.

De même qu'à Bogota, le **phénomène de déconcentration urbaine et d'expansion spatiale** se poursuit au delà des limites du Territoire de la capitale, comme le montre l'évolution démographique des 6 villes périphériques de l'aire métropolitaine (tableau 2.5). L'ensemble constitué par cette couronne urbaine s'est accru à un rythme beaucoup plus rapide que l'agglomération urbaine de Delhi : l'écart apparaît très sensible dès la période intercensitaire 1961-71, il est le plus accentué dans la période 1971-81 (127 % contre 57 % en accroissement décennal), mais demeure encore remarquable dans la période 1981-91 (86 % contre 47 %). Le développement des villes périphériques, y compris la création de villes industrielles nouvelles comme Noida, s'inscrit dans le cadre d'une politique volontariste de planification de la région métropolitaine, animée par le désir de contrôler la croissance de la capitale et de ralentir l'immigration. Toutefois, l'accent initial mis sur le développement des villes de la couronne proche a en fait renforcé l'attraction de la capitale et intensifié les navettes. En 1987, on estime à environ 150 000 le nombre de navetteurs se déplaçant quotidiennement à Delhi à partir des villes de l'aire métropolitaine¹. En raison même de leur trop grande proximité avec Delhi, ces villes périphériques n'ont pas réussi à devenir des pôles de croissance auto-suffisants, et se sont au contraire transformées en simples villes satellites, allégeant certes les problèmes de logement au sein de la capitale, mais exerçant une pression accrue sur ses équipements. La nouvelle stratégie de planification régionale vise maintenant à concentrer les efforts d'investissements en infrastructures et services dans des centres urbains régionaux situés au delà de l'aire métropolitaine, de préférence à une distance qui décourage les interactions quotidiennes avec la capitale.

2.2.2. Caractéristiques générales de la migration vers Delhi

. La migration: contribution majeure à la croissance urbaine

La contribution relative de la migration nette dans l'accroissement total de la population du Territoire de Delhi est passée de 37 % pour la période 1961-71 à 57 % pour la période 1971-81, pour fléchir à 46 % pendant la dernière période intercensitaire, 1981-91, redonnant à l'accroissement naturel la première place dans la dynamique démographique. En 1971 les migrants nés hors du Territoire de la capitale constituaient 50 % de la population de l'agglomération urbaine de Delhi, et 47 % en 1981. Sur les 5 années précédant le recensement de 1981, plus de 760 000 migrants se sont installés à Delhi. Les données censitaires de 1971 et 1981 nous permettent de mieux connaître les origines géographiques et les caractéristiques démographiques de cette population, ainsi que les raisons de la migration.

¹ *Regional Plan 20001, National Capital Region, National Capital Region Planning Board, Ministry of Urban Development, Government of India, 1988, p. 9.*

. Un bassin migratoire régional

L'Inde dispose d'un réseau urbain très élaboré, sans primatie d'une seule métropole au niveau national. En 1991 l'Inde comptait 23 villes de plus d'un million d'habitants, dont 4 mégapoles dépassant les 5 millions, Delhi n'étant que la troisième d'entre elles par sa taille. Cette concurrence avec d'autres métropoles nationales et régionales explique, comme dans le cas de Bogota, le caractère régional du bassin migratoire de Delhi.

Tableau 2.6. Lieu d'origine des migrants dans l'agglomération urbaine de Delhi (1971 et 1981)

Lieu de résidence antérieur	Migrants résidant à Delhi (A.U.) en 1971		Migrants résidant dans l'agglomération urbaine de Delhi en 1981			
	Toutes durées de résidence		Toutes durées de résidence		Durée de résidence < 5ans	
	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
Delhi	89 725	4,8	30 176	1,2	12 791	1,7
-Territoire						
Haryana	211 072	11,2	291 219	11,4	77 026	10,0
Pendjab	195 174	10,3	221 991	8,7	44 418	5,7
Rajasthan	122 436	6,5	162 838	6,4	50 555	6,5
Uttar Pradesh	638 548	33,8	1 056 523	41,4	361 703	46,7
Autres Etats en Inde	243 330	12,9	4 26 213	16,7	190 380	24,6
Pays étrangers	386 000	20,5	364 408	14,3	37 233	4,8
Total	1 886 285	100,0	2 553 068	100,0	774 106	100,0
% de la pop. de Delhi (A.U.)	51,7		44,6		13,5	

Source: - *Census of India 1971, Series 27 - Delhi, Part II-D. Migration Tables*
 - *Census of India 1981, Series 28 - Delhi, Part V- A & B. Migration Tables*

Les migrants sont ici définis comme les personnes dont le dernier lieu de résidence antérieur est différent du lieu de résidence à la date du recensement.

Dans la catégorie des migrants en provenance du Territoire de Delhi, sont inclus les personnes ayant changé de "zone administrative" à l'intérieur de l'agglomération urbaine sans qu'il soit possible de les distinguer de celles en provenance de l'extérieur de l'agglomération. Toutefois ces mouvements intra-urbains restent relativement limités dans la mesure où ils ne concernent que les changements entre les composantes principales de l'agglomération urbaine, c'est à dire: la municipalité de Delhi (*Delhi Municipal Corporation*, soit 85,3% de la population de l'agglomération urbaine en 1981), New Delhi (4,7 % de la population), le Cantonnement (1,5%) et les 22 petites villes de banlieue incluses dans l'agglomération urbaine en 1981 (8,5%).

En 1981, plus des deux tiers des migrants à Delhi sont en provenance des Etats voisins du Nord de l'Inde, Haryana, Punjab, Rajasthan et Uttar Pradesh (tableau 2.6). Ce dernier Etat concentre à lui seul 41 % des migrants (il s'agit certes de l'Etat le plus peuplé de l'Inde : 111 millions d'habitants en 1981, soit 1,7 fois plus que la population des trois autres Etats cités réunis). Le reste de l'Inde, situé au delà du Territoire de Delhi et des quatre Etats voisins, et qui rassemble près des trois quarts de la population du pays, ne représente que 17 % des lieux de provenance des migrants à Delhi en 1981, chaque Etat ne participant que marginalement au peuplement de la capitale. Il faut également relever la contribution significative des pays étrangers : 14 % des migrants en 1981 en proviennent. On retrouve ici la marque d'un grand événement historique sur l'évolution démographique de la capitale : la partition entre l'Inde et le Pakistan au moment de l'indépendance, qui entraîna des mouvements massifs de réfugiés. Il n'est ainsi pas étonnant que la part des pays étrangers dans les lieux de provenance des migrants à Delhi soit plus élevée en 1971 (20 %) qu'en 1981 ; si l'on considère le critère du lieu de naissance et non plus celui de la résidence antérieure, on compte alors 27 % de non-natifs du Territoire de Delhi qui sont originaires de pays étrangers en 1971.

La comparaison des lieux de résidence antérieure des migrants en provenance de l'intérieur du pays en 1971 et en 1981 révèle un maintien des tendances majeures dans la composition des flux, avec toutefois un double mouvement de **concentration au niveau régional et diversification au niveau national** (tableau 2.6). Ainsi la contribution de l'Etat de l'Uttar Pradesh est en augmentation (45% des migrants nationaux à Delhi en 1971 et 50 % de ceux résidant à Delhi en 1981 et installés depuis moins de 5 ans), mais aussi celle des Etats de l'Inde autres que les quatre Etats voisins déjà cités (17 % et 26 % respectivement)¹.

. La double origine rurale et urbaine des flux migratoires

A Delhi également il faut souligner la contribution importante des migrants d'origine urbaine : 48 % des migrants (en provenance de l'intérieur du pays) résidant dans la capitale en 1981. Si cette contribution n'a pas le caractère largement majoritaire de celle observée à Bogota, elle est toutefois d'autant plus remarquable dans le contexte indien dont la population était en 1981 à 76 % rurale.

Comme en Colombie la proportion relative des migrants d'origine urbaine et des migrants d'origine rurale varie selon l'éloignement du lieu de provenance. Les migrants en provenance des Etats voisins de la capitale (à l'exception du Pendjab) sont le plus fréquemment d'origine rurale: 53 % des migrants en provenance de l'Haryana, 61 % de ceux en provenance du Rajasthan et 59 % de ceux en provenance de l'Uttar Pradesh (migrants résidant à Delhi en 1981). En revanche, pour l'ensemble des migrants en provenance des autres Etats de l'Inde, ce sont les lieux de provenance de caractère urbain qui sont largement majoritaires, correspondant à 64 % des migrants.

Autre différenciation intéressante à noter, celle selon le sexe des individus: les migrants masculins (en provenance de l'intérieur du pays) sont majoritairement d'origine rurale (55 % d'entre eux), alors que les migrantes sont majoritairement d'origine urbaine (53 % d'entre elles).

. Spécificité et diversité de la population migrant à Delhi

Contrairement aux pays Latino-Américains, les migrations vers Delhi, comme celles à destination des autres grandes métropoles indiennes, sont **majoritairement masculines**, en raison du large nombre de migrants masculins venant dans la capitale à la recherche d'un emploi, en laissant leur famille au village. Ainsi, 56 % des migrants à Delhi en 1981 sont des hommes, la proportion n'ayant pratiquement pas changé depuis 1971 (57 %).

La structure par âges de la population migrante met en évidence une **sur-représentation du groupe des 15-29 ans**, tant chez les hommes que chez les femmes : près de la moitié des migrants à Delhi en 1981 installés depuis moins de 5 ans appartient à ce groupe d'âges, contre près du tiers seulement dans l'ensemble de la population urbaine. Il s'agit également d'une caractéristique habituelle dans les flux migratoires vers les villes indiennes.

Concernant le niveau d'éducation des migrants, la comparaison entre les caractéristiques des migrants à Delhi en 1981 installés depuis moins de 5 ans et celle de l'ensemble de la population de l'agglomération urbaine à cette date, met en évidence une légère sur-représentation des analphabètes chez ces premiers: respectivement, 35 % contre 31 % pour les hommes, et 49 % contre 37 % pour les femmes - écart qu'une analyse à structure d'âges identique creuserait probablement, du fait de la sous-représentation relative des enfants d'âges pré-scolaires chez les migrants récemment installés. Mais par ailleurs, la proportion des migrants de niveau d'éducation secondaire et celle des diplômés du supérieur sont à peu près équivalentes dans les deux populations, pour les hommes comme pour les femmes. Ceci souligne **la diversité des migrants en termes de capital éducatif**, et montre que la capitale attire non seulement de nombreux migrants illettrés, mais également des populations très qualifiées.

¹ Le Territoire de Delhi est exclu de cette distribution des lieux de résidence antérieure à l'intérieur de l'Inde.

Cette **diversité** de la population migrant à Delhi se retrouve **dans la composition par catégorie socio-professionnelle**, que les données du recensement de 1981 permettent d'analyser pour les migrants venus à Delhi pour des raisons liées à l'emploi (groupe qui représente 51 % des migrants masculins, mais seulement 5 % des migrantes - voir *infra*). La structure par catégorie socio-professionnelle de ce groupe de migrants ne présente pas de distorsion considérable par rapport à la structure de l'ensemble de la population urbaine de Delhi. On peut toutefois relever une certaine sur-représentation de la catégorie des ouvriers (de l'industrie, de la construction et des transports): 47 % contre 41 % respectivement. Dans une métropole pluri-fonctionnelle de la taille de Delhi, il n'est pas surprenant que le marché de l'emploi urbain attire des catégories très diverses de travailleurs, des manoeuvre sans qualification et ouvriers du bâtiment au personnel très qualifié de la haute administration ou des institutions académiques et de recherche - pour prendre quelques exemples extrêmes.

. Les raisons de la migration à Delhi : un marché de l'emploi particulièrement attractif

Comme évoqué précédemment, les raisons liées à l'emploi constituent le premier facteur de migration des hommes à Delhi: il concerne 62 % des migrants d'origine rurale résidant à Delhi en 1981, et 49 % de ceux d'origine urbaine. Ces proportions sont plus élevées que celles correspondant au niveau national à l'ensemble des flux des zones rurales vers les zones urbaines (47 %), et aux flux de zone urbaine à zone urbaine (41 %). En revanche, seulement 5 % des femmes migrantes sont venues à Delhi pour des raisons liées à l'emploi, cette proportion restant semblable quel que soit le lieu de provenance, rural ou urbain.

Alors que pour l'ensemble des migrations féminines à destination des villes indiennes, le mariage apparaît comme la première raison de migration, concernant la moitié des migrantes en 1981, à Delhi, ce facteur ne s'applique qu'à 30 % des femmes migrantes, les déplacements d'accompagnement de la famille ou du mari occupant la première place (50 % des femmes migrantes).

L'enquête migration de 1987-88 effectuée par le *National Sample Survey* fournit des données plus récentes qui soulignent de manière plus nette **l'attraction particulière exercée par le marché de l'emploi de la capitale** par rapport aux autres villes indiennes dans leur ensemble. Parmi les migrants masculins des 10 dernières années, 66 % à Delhi contre 49 % pour l'ensemble des zones urbaines en Inde sont venus en ville pour des raisons liées à l'emploi, les proportions correspondantes pour les femmes migrantes s'établissant à 10 % et 5 % respectivement.

*

Au terme de cette présentation des principales caractéristiques de la dynamique démographique des deux métropoles, les points communs méritent d'être à nouveau soulignés : ralentissement de la croissance démographique de Bogota comme de Delhi ; phénomène de déconcentration de la population de l'agglomération urbaine avec un dépeuplement des quartiers centraux et une forte croissance des quartiers périphériques ; prolongement de cette dynamique de peuplement centrifuge au delà des limites du territoire de chaque capitale avec le développement rapide de villes périphériques ; un bassin migratoire concentré de caractère régional ; une population migrante diversifiée en terme d'origine urbaine/rurale et de composition socio-économique. Les similarités du processus de métropolisation à l'oeuvre dans les deux capitales sont d'autant plus remarquables qu'ils s'inscrivent dans des contextes géographiques nationaux très contrastés, et dans des cadres institutionnels également très différents en termes de planification urbaine et régionale. Alors que Delhi et sa région ont fait l'objet d'une politique volontariste d'aménagement urbain et du territoire, animée par le désir de contrôler la croissance de la capitale et de ralentir l'immigration, les différentiels de dynamiques urbaines observés dans l'aire métropolitaine de Bogota sont le résultat de stratégies résidentielles dans un contexte d'absence de planification régionale.

MÉGAPOLIS, VILLES SATELLITES ET MOBILITÉS SPATIALES : BOGOTA ET DELHI

Véronique Dupont et Françoise Dureau sont chercheurs à l'ORSTOM (département, sociétés, urbanisation, développement), la première à New Dehli, la seconde à Bogota.

Le développement de grands mégapoles multimillionnaires marquant l'évolution de l'urbanisation de la planète s'accompagne de processus spécifiques qui ne peuvent se réduire à un simple changement d'échelle. On observe en particulier des phénomènes de segmentation de l'aire métropolitaine et de croissance différentielle entre centre et périphérie, de déconcentration urbaine et de formation de banlieues et villes satellites, ainsi qu'une intensité accrue des navettes et autres formes de mobilité circulaires.

Si de tels processus de métropolisation et de suburbanisation semblent communs aux pays industrialisés et à ceux en voie de développement, ils revêtent un caractère plus spectaculaire dans ces derniers, du fait de rythmes de croissance démographique beaucoup plus soutenus et de mutations plus rapides, tandis que les problèmes spécifiques de gestion urbaine qu'engendrent inévitablement de telles agglomérations de population sont aggravés par le manque de ressources financières des pouvoirs publics et des citadins.

La confrontation des expériences de deux mégapoles du monde en développement – Bogota et Delhi – dont les dynamiques s'inscrivent dans des territoires nationaux très contrastés, permet de souligner quelques traits caractéristiques du processus de métropolisation et d'envisager leurs implications et enjeux en matière de politiques urbaines. La Colombie, avec environ 34 millions d'habitants en 1991, est un pays dont la population est à 70 % citadine. En revanche, l'Inde, pays de 844 millions d'habitants la même année, reste à prédominance rurale et ne compte que 26 % de population urbaine. Toutefois, dans les pays d'Amérique latine – dont la Colombie – comme en Inde, l'urbanisation s'est accompagnée d'une concentration de la population urbaine dans les métropoles millionnaires et multimillionnaires.

Bogota est la métropole latino-américaine qui a connu le rythme d'accroissement le plus rapide avant les années soixante-dix (plus de 6 % par an), faisant doubler la population en moins de douze ans pour atteindre 2,4 millions d'habitants en 1970. Depuis une vingtaine d'années, le rythme de croissance de

Bogota, comme celui des autres grandes métropoles d'Amérique latine, s'est ralenti par rapport à la période antérieure : à l'heure actuelle la capitale colombienne rassemble environ 5 millions d'habitants, et croît à un rythme de l'ordre de 2,1 % par an.

Parmi les grandes métropoles indiennes dépassant le million d'habitants depuis plus de dix ans, Delhi est celle qui a connu la plus forte croissance démographique des quatre dernières décennies. La population de l'agglomération urbaine est passée de 1,4 million en 1951 à 8,4 millions en 1991. Bien que restant encore aujourd'hui très soutenu, le rythme de croissance s'est aussi ralenti au cours de la dernière période : de 5,1 % par an de 1951 à 1961, à 3,9 % par an à 1991.

L'évolution démographique de Bogota comme de Delhi masque en fait un dépeuplement des quartiers centraux et une croissance rapide dans les quartiers périphériques. Cette dynamique de peuplement centrifuge dépasse les limites du territoire de chaque capitale, et dans les deux pays également le ralentissement de la croissance de la métropole même s'est opéré au profit du développement de villes périphériques, engendrant une circulation accrue des populations dans l'aire métropolitaine ? L'enquête CEDE-ORSTOM effectuée en octobre 1993 dans l'aire métropolitaine de Bogota montre que deux types de phénomène expliquent la croissance plus rapide des communes périphériques : un phénomène de déconcentration de la population de Bogota, hors des limites du district ; et des mouvements migratoires d'origine externe à l'aire métropolitaine, qui auparavant se dirigeaient préférentiellement vers les quartiers du centre de la capitale. Chaque composante s'exerce toutefois dans des municipalités spécifiques. Alors que Delhi et sa région ont constitué un laboratoire d'expériences des politiques urbaines et d'aménagement du territoire, la croissance de municipalités périphériques de l'aire de Bogota n'est aucunement liée à une politique volontariste, mais le résultat de stratégies résidentielles dans un contexte d'absence de planification. L'absence de reconnaissance légale de l'aire métropolitaine rejoint d'ailleurs les intérêts des municipalités périphériques, qui utilisent les services de la capitale sans participer à leur en récupérant des impôts importants sur les entreprises industrielles situées sur leur territoire.

Paradoxalement les efforts de planification de la région métropolitaine de Delhi, animés par le désir de contrôler la croissance de la capitale et de ralentir l'immigration, aboutissent à une situation finalement

déséquilibrée en termes de services urbains. En particulier l'accent initial mis sur le développement des villes périphériques, y compris des villes nouvelles, constituant l'aire métropolitaine a en fait renforcé l'attraction de la capitale et intensifié les navettes. En raison même de leur trop grande proximité avec Delhi, les villes périphériques n'ont pas réussi à devenir des pôles de croissance autosuffisants, et se sont au contraire transformés en simples villes satellites, allégeant les problèmes de logement au sein de la capitale, mais exerçant une pression accrue sur ses équipements. La nouvelle stratégie de planification régionale vise maintenant à concentrer les efforts d'investissements en infrastructures et services dans des centres urbains régionaux situés au-delà de l'aire métropolitaine, de préférence à une distance qui décourage les interactions quotidiennes avec la capitale. On peut toutefois s'interroger sur les contradictions que risquent d'engendrer la libéralisation récente des politiques économiques en Inde et d'ouverture sur l'extérieur, par rapport aux objectifs de la planification régionale. Ne risque-t-on pas d'assister à une plus grande concentration des activités économiques autour de la capitale, du fait en particulier des investisseurs étrangers qui préféreront cette localisation à celle de centres régionaux excentrés et aux infrastructures relativement moins attractives ?

Au-delà des ces exemples, dans le cadre d'une mondialisation accrue des économies et de l'influence grandissante des politiques libérales et de désengagement des États, le contrôle du développement des mégalo-poles apparaît de plus en plus problématique face à des intérêts et forces contradictoires. ■

■ **Alain Durand-Lasserve**, directeur de recherche au CNRS, directeur du Groupement de recherche Interurba (GDR 987 CNRS), Université Paris I, 162, rue Saint-Charles, 75015 Paris.

■ ■ **La croissance urbaine dans les grandes villes des pays en développement est principalement le résultat de pratiques informelles, "illégales", qu'il s'agisse de l'occupation de terrains ou de la construction de logements plus ou**

moins de fortune, plus ou moins durables. Les réponses conventionnelles des professionnels de l'urbanisme et de l'aménagement ne permettent ni d'intégrer ces pratiques, ni de répondre de manière satisfaisante à la demande d'équipements, de terrains pour l'habitat ou de logements. Un renversement complet de perspective est indispensable.

■ ■ ■ **Baross P., van der Linden J. (ed.),** *The transformation of land supply systems in Third*

World cities, Rotterdam, Institute for Housing Studies, 1990

Clerc V., Durand-Lasserve A., Régularisation et intégration des établissements irréguliers. Leçons d'expériences en Afrique, dans les États Arabes, en Asie et en Amérique Latine, *Urban Management Programme, Working papers series*, Nairobi, janvier 1996.

Tribillon J.F., *Villes africaines. Nouveau manuel d'aménagement foncier*, Paris, ADEF, 1993.

Les Annales de la recherche urbaine, Plan Urban, Ministère de l'équipement, du logement et du tourisme, *Régularisation de propriétés*, n° 66, 146 p., mars 1995.

BOGOTA - DELHI : PORTRAITS EN TRAVELLING DE DEUX MÉTROPOLIS DU SUD

Pour comprendre les dynamiques de ces deux villes, il faut une approche plurielle des rapports entre les pratiques résidentielles des différents groupes sociaux, les marchés du logement et du travail, et les politiques publiques.

Delhi; si la métropolisation des deux capitales est effective, elle n'est officialisée qu'à Delhi; enfin, leurs activités économiques sont différentes. Dans les deux cas, la croissance démographique est en déclin mais encore soutenue. Et si l'expansion périphérique s'y poursuit avec des modalités nouvelles, les espaces déjà consolidés sont l'objet de profondes mutations.

● LA PÉRIPHÉRIE ILLÉGALE, UNE PRATIQUE POPULAIRE CLASSIQUE

Face aux difficultés d'accès aux logements produits aussi bien par le secteur public que capitaliste, les populations les plus démunies recourent fréquemment à l'auto-construction et à des pratiques illégales d'occupation des terres disponibles : l'invasion, occupation de terrains libres sans le consentement du propriétaire, et le lotissement clandestin,

basé sur la vente de lots sous-équipés ne respectant pas les normes urbanistiques. Le plus souvent les pratiques illégales sont réalisées sur des terres agricoles périphériques, contribuant à l'étalement des banlieues. A Bogota, la moitié de l'expansion spatiale actuelle s'explique de cette manière; la pénurie de terrains tend même à transférer les occupations illégales sur des reliefs accidentés des communes limitrophes où le contrôle de terres est aussi moins strict. A Delhi, même si les invasions n'épargnent aucun secteur de la capitale, remplissant les interstices du tissu urbain, les deux plus gros bidonvilles sont situés dans la périphérie.

● LA PÉRIPHÉRIE LÉGALE, TERRITOIRE PARTAGÉ ET DISPUTÉ

La périphérie de Delhi est aussi très marquée par le contrôle des pouvoirs publics : constitution de larges



Bidonville au pied d'un complexe administratif moderne près du stade Nehru, à Delhi (Inde).
© R. Surendra

Véronique Dupont
Françoise Dureau
Thierry Lulle

Loin d'être une simple réplique du processus qu'ont connu les pays industrialisés, l'urbanisation du Tiers-monde affecte des populations nettement plus nombreuses et s'effectue dans des situations de développement économique bien distinctes. Dans le contexte actuel d'économie néolibérale, la suprématie des grandes métropoles se renforce sensiblement et les nouvelles formes de gestion urbaine finissent par y accuser plus encore les fragmentations spatiales et sociales. Les cas de Bogota et Delhi, qui comptent respectivement 5.5 et 9.5 millions d'habitants, permettent d'illustrer quelques aspects de ces dynamiques dans des contextes nationaux très contrastés et avec des spécificités propres : la Colombie est déjà très citadine, l'Inde continue d'être rurale; les politiques urbaines sont plutôt permissives à Bogota et autoritaires à

réserves foncières, cas unique dans les pays en développement, et recours possible à des mesures coercitives. Débutée dans les années soixante, la politique de relocalisation des habitants des bidonvilles centraux dans des "colonies" en périphérie a eu une ampleur particulière pendant l'état d'urgence (1975-77), durant lequel 700 000 personnes ont été déplacées. Dans la plupart des faubourgs se réalisent également de nombreux programmes de construction de logements collectifs auxquels participent directement ou non les pouvoirs publics. Deux projets de grande envergure, prévoyant chacun le logement de près d'un million d'habitants, donnent naissance dans les années quatre-vingt à des quasi villes satellites, habitées surtout par les classes moyennes. A Bogota, sans que cela soit le résultat d'une volonté planificatrice, la périphérie est également le cadre de profonds changements. Confrontés à la raréfaction des terres dans le District, des entrepreneurs construisent dans la banlieue sud des *conjuntos cerrados* (ensembles résidentiels fermés) certes voisins de quartiers populaires illégaux, mais dotés d'attributs très valorisés : parkings, espaces verts et système de surveillance. Les classes moyennes adoptent massivement cette nouvelle option résidentielle, économique, qui leur est offerte en banlieue sud. A l'autre extrémité de la ville, les communes limitrophes voient s'installer des familles aisées de Bogota. Dans le sud de Delhi aussi, comme dans de nombreuses métropoles des pays industrialisés affectées par le manque d'espace, les encombrements et la pollution, se manifeste la quête d'une meilleure qualité de vie en banlieue, au prix d'une forte augmentation des distances quotidiennes. La concentration des fonctions métropolitaines imprime aussi une dynamique particulière à des communes plus éloignées de Bogota, notamment celles situées à l'ouest. Des conditions naturelles favorables conjuguées à la proximité de services financiers et de communications internationales y ont favorisé le développement de la culture intensive de fleurs (la Colombie en est le deuxième producteur mondial). Tandis que cette activité limite l'étalement de la capitale dans cette direction, elle attire d'importants flux migratoires de paysans. Ces communes doivent affronter simultanément des taux de croissance très élevés, des



Immeubles récents de haut standing et maison bourgeoise traditionnelle dans le quartier Rosales, à Bogota (Colombie). © M. C. Hoyos

limites spatiales figées par la présence des serres, et des moyens insuffisants : la floriculture n'est pas imposée et l'absence de reconnaissance formelle de l'aire métropolitaine empêche une redistribution des ressources.

● MALGRÉ TOUT, RETOURNER AU CENTRE

Si, comme on l'a vu, des familles aisées de Bogota sont attirées par la banlieue nord, d'autres au contraire cherchent actuellement à résider dans des zones plus centrales. L'allongement des temps de transport et l'augmentation sensible de l'activité féminine expliquent ce retour qui se concrétise notamment dans le péri-centre nord, à proximité de la plus importante zone d'emploi tertiaire de la capitale. En un temps record s'y développe un nouveau quartier résidentiel de populations à très hauts revenus. Le retour au centre est une aspiration partagée avec les citadins aisés des pays industrialisés : à Bogota, la capacité d'adaptation du secteur de

la construction dans un contexte de dérégulation des normes urbanistiques a précipité le processus et intensifié ses conséquences. Dans le centre historique de Delhi se dessine aussi une évolution de l'usage du bâti et une recomposition sociale notable. De très fortes densités résidentielles s'y combinent à une grande concentration de commerces et de petites industries, dans un parc immobilier fortement dégradé. Depuis une trentaine d'années, de nombreuses familles de commerçants et entrepreneurs sont parties vers des quartiers moins congestionnés, tout en maintenant leurs activités dans le centre. Dans le même temps, en opposition aux objectifs du schéma directeur, le nombre de commerces et d'ateliers industriels a fortement crû et les emplois informels ont proliféré, ce qui attire une population flottante de travailleurs migrants masculins, souvent non qualifiés. Venant en célibataires, ils retournent régulièrement dans leur village d'origine et, plus par stratégie que par effet d'exclusion sociale, ils ont une insertion résidentielle très précaire : nombreux sont ceux qui se contentent de dormir sur les trottoirs, mais toujours près du lieu de travail effectif ou potentiel, économisant loyer et transport, et maximisant ainsi l'épargne envoyée à leur famille au village. Cette stratégie se traduit aussi dans la localisation de bidonvilles à proximité de quartiers aisés ou de centres d'affaires modernes, dans les zones planifiées du centre. La priorité donnée à la proximité des lieux d'emploi est si marquée que certaines tentatives de relogement d'habitants de bidonvilles du centre sur des parcelles assainies en périphérie ont échoué.

● ANALYSER LES FORMES DE MOBILITÉ SPATIALE

Que ce soit dans un cadre réglementaire permissif ou autoritaire, l'accroissement des distances et de la compétition pour l'accès au sol joue un rôle majeur dans les formes de la dynamique métropolitaine. Face aux contraintes imposées par l'offre de logement et les structures urbaines, les différents groupes sociaux adoptent des stratégies résidentielles très diverses, traduisant de grandes inégalités en matière de maîtrise de l'espace. Ces aspirations résidentielles et leurs inflexions récentes se

combinent aux stratégies des constructeurs pour changer profondément les formes de peuplement et la nature des espaces métropolitains. L'ampleur et la rapidité de ces transformations liées aux mobilités imposent d'appréhender la ville comme le résultat du jeu d'un ensemble d'acteurs aux intérêts divers. Elles soulignent aussi que les dynamiques locales doivent être replacées dans le cadre du système métropolitain que sous-tend la confrontation entre la demande et l'offre de logements. Elles montrent enfin que doivent être étudiées non plus les seules populations démunies, mais aussi les classes moyennes et aisées qui jouent un rôle clé dans les recompositions spatiales en cours. La recherche comparative entre Bogota et Delhi actuellement menée s'inscrit dans cette approche. Des enquêtes statistiques et qualitatives permettent d'analyser les comportements résidentiels des différents groupes sociaux et leurs effets sur les dynamiques et les structures urbaines. L'accent est mis sur les rapports d'une part entre mobilité résidentielle et mobilité quotidienne, d'autre

part entre le niveau micro des pratiques résidentielles et le niveau macro de la production du cadre bâti et du marché du travail. C'est dans cette perspective systémique et différentielle qu'est replacée l'analyse de la mobilité spatiale comme facteur des transformations à l'œuvre dans les métropoles du Sud.

■
Véronique Dupont, chargée de recherche à l'ORSTOM, CSH, Embassy of France, 2, Aurangzeb Road, New Delhi 110011, Inde
Françoise Dureau, chargée de recherche à l'ORSTOM, AA 94647, Bogota 8, Colombie
Thierry Lulle, enseignant-chercheur au CIDS, Universidad Externado de Colombia, AA 034141, Bogota, Colombie

■ ■ ■
Que ce soit dans un cadre réglementaire permissif ou autoritaire, l'accroissement des distances et de la compétition pour l'accès au sol joue un rôle majeur dans les formes de la dynamique

métropolitaine. Les fragmentations sociales et spatiales, les rapports entre centre et périphérie sont ici analysés pour deux grandes capitales, Bogota et Delhi, qui comptent respectivement 5,5 et 9,5 millions d'habitants et sont inscrites dans des contextes nationaux très contrastés.

■ ■ ■
Bonvalet C., Fribourg A.M. (ed.), *Stratégies résidentielles. Séminaire organisé par C. Bonvalet et A.M. Fribourg*, Paris, 1988. Paris, INED - Plan construction et architecture, MELTM, 459 p., 1990.
Dupont V., Dureau F., Rôle des mobilités circulaires dans les dynamiques urbaines. Illustrations à partir de l'Equateur et de l'Inde, *Revue Tiers Monde*, 35, n° 140, p. 801-829, 1994.
Dureau F., Trajectoires résidentielles et recompositions urbaines à Bogota (Colombie), *Cahiers des Amériques Latines*, 1996.
Massiah G., Tribillon J.F., *Villes en développement. Essai sur les politiques urbaines dans le tiers monde*. Paris, Editions La Découverte, 320 p., 1988.

JOHANNESBURG, ENTRE PASSÉ ET FUTUR

Pour Johannesburg, ville inscrite dans une immense conurbation, le démantèlement de l'apartheid implique une remise en cause globale de la structure urbaine, du fonctionnement économique et du mode de gouvernement de la cité.



Johannesburg (Afrique du Sud), un township anciennement réservé aux métis.
© J. Liou

Philippe Gervais-Lambony

Johannesburg est un des ensembles urbains les plus complexes du monde. Le terme même de ville n'est pas parfaitement adapté à cet assemblage de quartiers extrêmement contrastés et éclatés dans l'espace. D'ailleurs, Johannesburg n'est que l'élément principal de la plus grosse région urbaine (et industrielle) d'Afrique : le Witwatersrand. Constituée de dix villes, cette conurbation rassemble 20% des habitants du pays (soit environ huit millions

d'habitants) et s'étend sur 80 kilomètres le long du filon aurifère qui, découvert en 1886, a fait la richesse de la région.

● UNE VILLE SANS UNITÉ

La spécificité première de l'agglomération de Johannesburg tient dans sa forme : autour d'un centre-ville moderne constitué de constructions en hauteur s'étalent sur des dizaines de kilomètres, d'une part des banlieues

européennes composées de villas construites au centre de vastes parcelles ou de complexes résidentiels clos, d'autre part des townships, c'est-à-dire des lotissements publics destinés à loger les populations noires, main-d'œuvre nécessaire au fonctionnement de la ville. Les townships, ensembles monotones de maisons, généralement de quatre pièces (les célèbres match-box houses), éloignés des centres d'activités et des zones résidentielles anciennement blanches, étaient la forme urbaine imposée aux non-

SEMINAIRE SUR LES RECHERCHES URBAINES
DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

PIR - VILLES

Paris, 11 Avril 1996

**A propos de l'ambition comparatiste.
Réflexions à partir d'une recherche sur Bogota et Delhi.**

Françoise DUREAU et Véronique DUPONT

ORSTOM

Version provisoire

**A propos de l'ambition comparatiste.
Réflexions à partir d'une recherche sur Bogota et Delhi.**

Françoise DUREAU ¹ et Véronique DUPONT ²

En cette fin du deuxième millénaire, la moitié de la population mondiale est urbaine, et dans 30 ans les villes hébergeront presque autant de population qu'il n'y en a aujourd'hui sur l'ensemble de la planète. L'universalité de l'urbanisation est un fait : comment progresser dans la compréhension de la formation de la ville, de son fonctionnement et de ses transformations ? Dès aujourd'hui, la majorité de la population urbaine du Monde vit dans les pays en développement. Au cours des 25 prochaines années, les 3/4 des nouveaux citoyens appartiendront au Sud. Dans ces pays, la diversité des degrés et rythmes d'urbanisation est extrême : alors que l'Amérique Latine est déjà très citadine, l'Afrique ne compte que moins du dixième de sa population en ville, mais la population urbaine croît au rythme record de 5% par an; dans l'Asie du Sud, elle aussi profondément rurale, les rythmes de croissance de la population urbaine sont deux fois moins rapides. Au-delà de la diversité de l'urbanisation du Tiers-Monde, dans le contexte actuel de mondialisation des économies, de diffusion de l'idéologie libérale et de désengagement des Etats, une évolution commune se dessine dans la plupart des pays : le déséquilibre des hiérarchies urbaines au profit des grandes métropoles se renforce sensiblement. Et les nouvelles formes de gestion urbaine (interventions sectorielles, déréglementation et privatisation des services publics) ne contribuent le plus souvent qu'à aggraver les fragmentations sociales et spatiales au sein des métropoles du Nord comme du Sud.

Comment, face au défi posé par l'universalité et la singularité du fait urbain, progresser sur le plan théorique dans l'explication des processus en cours ? Comment établir des diagnostics pertinents des dynamiques spatiales et sociales des villes, non seulement les métropoles, mais aussi des centres urbains de "second rang", que la prégnance du discours sur la métropolisation du monde tend à occulter ? Ces questions posent, entre autres, le problème des instruments conceptuels et méthodologiques adéquats pour atteindre un certain degré de généralisation, nécessaire à la démarche scientifique, sans pour autant se couper des particularités locales. Dans cet article, nous essaierons de contribuer à ce débat, en tirant quelques enseignements de nos recherches sur diverses villes du Tiers-Monde et, surtout, de notre expérience actuelle de recherche comparative entre deux métropoles du Sud, Bogota et Delhi³.

• **Pour un comparatisme maîtrisé**

L'analyse comparative des sociétés humaines, "qu'elle s'attache à décrire et comprendre une société déterminée ou à déceler, derrière le particulier, les lois générales par la mise en perspective de différentes cultures ou de certains de leurs éléments", constitue le fondement de l'anthropologie (BUCHER, 1991 : 167). Ce principe épistémologique peut s'appliquer au champ des sciences sociales de manière plus générale, et au champ de la recherche urbaine en particulier. L'éternelle question entre spécificité et universalité de tout fait social observé se résout de fait par une approche comparative dialectique. Dans un premier temps la compréhension des processus, l'identification des facteurs responsables des différentes formes et structures urbaines - pour en revenir à notre champ de recherche -, exige de se placer dans un contexte géographique et historique donné. Afin de se prononcer sur le caractère spécifique ou universel des processus à l'oeuvre, l'étude de cas doit être ensuite confrontée à d'autres, la comparaison constituant le premier pas vers une tentative de généralisation nécessaire à toute avancée théorique. Les schémas

¹ ORSTOM, Apartado aereo 94647, Bogota 8, Colombie.

² ORSTOM, Centre de Sciences Humaines, Embassy of France, 2 Aurangzeb Road, New Delhi 110011, Inde.

³ Programme "Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Etude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et de Delhi", faisant l'objet de la convention PIR.Villes - ORSTOM CONV940034VIL. A Bogota, la recherche est menée en collaboration avec le CEDE (*Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico*) de la *Universidad de los Andes*. A Delhi, la recherche est menée en collaboration avec l'IEG (*Institute of Economic Growth*).

d'interprétation à prétention universelle, qui peuvent être mis à jour par cet exercice de synthèse, fournissent en retour un nouvel éclairage des réalités urbaines locales.

D'une manière plus pragmatique, comment rendre plus efficace la démarche comparative, pour ne pas se contenter d'une comparaison *a posteriori* d'études de cas menées de manière indépendante ? Afin de mieux repérer les similarités et les différences entre diverses réalités urbaines, et de se défier des apparences trompeuses, il est nécessaire d'élaborer une grille commune de lecture et d'interprétation. Mais est-il envisageable d'appliquer une même grille dans toute ville du monde, des pays industrialisés comme des pays en développement ? La réponse peut être positive, à condition d'aménager des adaptations ponctuelles au sein d'approches communes. Par exemple, à partir d'une même approche théorique de l'économie, deux nomenclatures de branches d'activité peuvent comporter des différences afin de mieux s'adapter aux réalités locales, tout en restant compatibles. En fait, la réponse à cette question dépend de la conception de la grille commune d'analyse, du degré de détail dans les éléments invariants. Ce qui importe c'est autant la compatibilité que l'homogénéité des éléments de chaque grille.

De toute évidence, il est plus facile de maîtriser ces difficultés conceptuelles et méthodologiques dans une recherche comparative entre quelques villes que dans une recherche à prétention universelle. Étendre d'emblée la comparaison à un grand nombre de villes implique de se restreindre à l'analyse des données disponibles, et se heurte en conséquence aux limites inhérentes à la disparité dans les statistiques accessibles sur les villes de différentes régions du monde. En outre, les concepts, modes de diagnostic et méthodes d'observation qui ont sous-tendu la production de ces données s'avèrent souvent inadéquats pour capter les réalités urbaines actuelles. On risque ainsi d'être cantonné à la description de quelques dimensions ou formes de villes, seules appréhendables à partir de l'information disponible, sans pouvoir approfondir l'analyse des processus responsables de ces formes. Avancer dans la compréhension des processus à l'oeuvre suppose de produire des données correspondant à une approche nouvelle, et de cibler les observations et analyses sur un nombre réduit de villes. L'ambition est d'initier une démarche comparative "maîtrisée", résultant de la définition et de l'application d'une stratégie d'observation et d'analyse qui traduisent une même approche sur quelques villes.

Ainsi envisagée, une approche comparative présente deux atouts. Elle permet de généraliser et progresser sur le plan théorique, sans pour autant se couper des observations empiriques approfondies et des singularités culturelles et historiques. Sur la base d'un travail de conceptualisation préalable, elle permet également de définir et appliquer à quelques villes une grille de lecture propre (indépendante de l'information disponible) et commune à ces villes, c'est-à-dire de maîtriser réellement l'observation empirique à travers la définition d'une méthodologie commune, résultant d'un même cadre théorique. A ce double titre, cette approche semble pertinente pour avancer dans la compréhension de la ville, et explique notre adhésion.

**• Une grille de lecture commune des réalités urbaines :
l'analyse des rapports entre mobilité spatiale et transformations urbaines**

Entre l'approche par la production et celle par la consommation, "entre l'intérêt pour comprendre l'univers macro-social des déterminants socio-économiques et politiques qui structurent la ville et ses habitats, et celui porté aux stratégies déployées par les ménages pour trouver un endroit où vivre en ville" (COULOMB, 1995 : 630), la recherche urbaine oscille au fil du temps dans les différentes régions du monde. Pour avancer réellement dans la compréhension des dynamiques urbaines, il apparaît essentiel de dépasser cette opposition entre écoles de pensée et d'appréhender la ville, sa formation, son développement et ses recompositions internes, comme le produit du jeu d'un ensemble d'acteurs sociaux et économiques. Parmi ces acteurs, les populations, par leurs pratiques de mobilité jouent un rôle essentiel. C'est en ce sens que, comme l'ont déjà mis en évidence de nombreux travaux, l'étude de la mobilité spatiale des populations peut être un instrument d'analyse privilégié pour la compréhension de la dynamique d'une ville.

L'étude des mobilités résidentielles, en tant que composantes essentielles de la dynamique des villes mais aussi en tant que révélateurs de la nature de cette dynamique, apparaît non seulement comme un passage obligé, mais aussi comme un moyen d'approche privilégié. Les migrations de population vers ou à partir des villes sont en premier lieu un des facteurs de base de leur croissance démographique globale, et un facteur indirect de leur croissance naturelle. Elles influent également sur leur croissance économique, à travers la création d'emplois et la pression sur la demande en biens, services et équipements. Les choix de localisation des nouveaux arrivants dans l'espace de la ville et les mobilités intra-urbaines contribuent ensuite à transformer et structurer les espaces urbains. Inversement, dans la mesure où les mobilités résidentielles des individus et des ménages répondent en même temps à des facteurs structurels (conditions d'insertion dans les marchés du logement et du travail, offre d'infrastructures et de services), les mobilités intra et extra urbaines témoignent de la capacité des économies urbaines et des pouvoirs publics à attirer et à retenir les populations, et à orienter leur localisation dans l'espace de la ville.

C'est bien en termes de réponses aux transformations urbaines induites par l'ensemble des acteurs qu'il convient d'interpréter les stratégies résidentielles élaborées par les individus et les ménages, et c'est ainsi que l'analyse de la mobilité spatiale comme facteur des transformations urbaines actuelles peut constituer un système de lecture particulièrement pertinent des villes, aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement.

• Bogota et Delhi : une comparaison légitime ?

Inscrivant délibérément la démarche comparative dans la perspective scientifique évoquée plus haut, le choix de Bogota et de Delhi doit être interprété comme le produit d'une volonté d'appliquer une grille commune d'analyse à deux grandes métropoles du Sud appartenant à des contextes géographiques et historico-culturels contrastés. Cependant, il ne faudrait pas nier le poids des facteurs personnels et institutionnels sur ce choix géographique : à l'image des choix résidentiels décrits par BRUN (1992), les choix scientifiques des chercheurs sont le produit "des arbitrages entre leurs aspirations et les contraintes auxquelles ils se trouvent confrontés". Pour la mise en oeuvre simultanée d'une approche similaire dans deux métropoles, le facteur humain, la communauté des points de vue et l'expérience de collaboration jouent un rôle essentiel. Néanmoins, au-delà de cet aspect déterminant pour la faisabilité d'une recherche comparative, en quoi la comparaison entre Bogota et Delhi se justifie-t-elle scientifiquement ? Sans présenter dans le détail des deux métropoles, nous rappellerons toutefois les principaux traits légitimant notre démarche.

Représentatives de la dynamique actuelle de nombreuses grandes métropoles latino-américaines et indiennes, Bogota et Delhi comptent respectivement 5,5 et 8,4 millions d'habitants en 1991. Avec 34 millions d'habitants, la Colombie est déjà très citadine : plus de 70% de la population réside en ville. En revanche, l'Inde est toujours profondément rurale : en 1991 seulement 26% de ses 844 millions d'habitants vivent en ville. Echappant à la règle la plus courante dans le Tiers-Monde de la concentration de la population urbaine dans la capitale, les réseaux urbains colombien et indien présentent un profil particulier, nettement quadricéphale. Dans un contexte de croissance démographique en déclin mais encore soutenue, l'expansion périphérique des deux capitales se poursuit, avec des modalités nouvelles, tandis que les espaces déjà consolidés sont l'objet de profondes transformations. Mais, tandis qu'à Bogota le cadre réglementaire est particulièrement permissif, tendant même à une dérégulation totale, Delhi et sa région ont constitué un véritable laboratoire d'expériences de politiques urbaines et d'aménagement du territoire. La volonté politique de maîtriser la croissance urbaine de Delhi s'est traduite par une série d'outils contraignants et la constitution de larges réserves foncières, cas unique dans les pays en développement. En dépit de ces différences, l'histoire récente montre dans ces deux métropoles un phénomène commun, qui souligne les limites et même la crise de la planification urbaine : le décalage croissant entre les objectifs affichés par les politiques et l'évolution effective de la ville, produit par des dynamiques spontanées des populations citadines. Enfin, les particularismes des deux sociétés étudiées ouvrent un autre champ de comparaison : en Inde, une société de castes caractérisée traditionnellement par de fortes segmentation sociale et ségrégation spatiale; en Colombie, une société pluri-ethnique et pluri- raciale également marquée par de profondes inégalités socio-économiques que la

politique néolibérale ne contribue guère à réduire. L'analyse des pratiques résidentielles dans ces deux capitales permet de mieux identifier les phénomènes de segmentation spatiale liés au processus de métropolisation, et de voir dans quelle mesure ceux-là transcendent l'organisation sociale traditionnelle, ou bien s'appuient et renforcent les divisions et formes de segmentation propres à chaque société.

La richesse d'analyse offerte par les singularités des deux métropoles nous semble justifier pleinement l'exercice comparatiste, compris comme une contribution à une généralisation contrôlée, maîtrisant les singularités historiques et culturelles, pour interpréter les mutations urbaines en cours dans les métropoles du Sud à travers les stratégies résidentielles et les pratiques de mobilité des citoyens. Quant à son apport à la compréhension des transformations actuelles dans les villes du Nord, deux arguments méritent d'être soulignés. D'une part, les processus de déconcentration urbaine et de segmentation des aires métropolitaines, qui semblent communs à la dynamique des grandes métropoles tant du monde développé que du monde en développement, peuvent s'observer avec une acuité particulière dans les pays du Sud, du fait de rythmes de croissance démographique plus soutenus et de mutations plus rapides. D'autre part, dans les grandes métropoles du Sud, l'impact des politiques de logement sur les pratiques résidentielles se révèle également de manière plus aiguë, permettant ainsi d'enrichir la réflexion sur les effets de ces politiques. En ce sens, faisant référence à des aires géographiques et culturelles contrastées et témoignant de la diversité des Suds, la comparaison entre Bogota et Delhi permet de mettre en évidence des mécanismes dont la signification a une portée plus générale pour une meilleure compréhension de la dynamique des aires métropolitaines dans les pays en développement, mais aussi dans les pays développés.

• Les transformations urbaines en Colombie et en Inde relues à travers l'analyse de la mobilité spatiale des citoyens

Dans le domaine de la recherche urbaine, de nombreux travaux de qualité ont été produits en Colombie sur les questions du logement, des services publics, des mouvements sociaux urbains, des politiques urbaines et de leurs réformes. Dans la lignée de l'approche marxiste, tout particulièrement sous l'influence de l'école française de sociologie urbaine¹, la question du logement a été abordée sous l'angle de la production, avec des analyses fines des différentes formes de production. L'approche considérant les aspirations et comportements résidentiels des citoyens, et retenant le marché comme cadre interprétatif n'en est encore qu'à ses débuts en Amérique Latine². Quant aux recherches sur la mobilité des populations, la plupart réalisées dans les années 1960 et 1970, elles ont généralement privilégié l'étude des migrations définies comme un transfert "durable" de population et tout particulièrement l'exode rural. En l'absence de données statistiques et dans un contexte de développement encore limité de l'anthropologie et de la géographie urbaines en Colombie, la mobilité résidentielle des citoyens a fait l'objet de peu de travaux.

En Inde, les recherches urbaines sont marquées par une profusion d'études sur les caractéristiques et les tendances de l'urbanisation : analyse de la hiérarchie urbaine, profils de villes, interactions entre villes et campagnes environnantes, ...etc. Les revues de littérature sur ces questions s'accordent à reconnaître la faiblesse de perspectives analytiques et de cadre théorique au corpus de connaissances existant; un manque d'investigations systématiques et de réflexion théorique sur la structure spatiale des villes est également relevé (KUNDU, 1992; KOSAMBI, 1994). Quant aux nombreuses études sur la planification urbaine, les infrastructures et les services urbains, elles sont dominées par une approche techniciste et gestionnaire. De même que la pauvreté urbaine, le devenir de la famille élargie et du système de castes en milieu urbain a été largement abordé, sans que toutefois se dégagent des conclusions théoriques

¹ Comme le souligne justement CUERVO (1995 : 2), les travaux de M. CASTELLS, A. LIEPIETZ, C. TOPALOV, pour ne citer que certains représentants de cette école structuraliste, ont eu dans les années 1970 une très grande influence sur la pensée et la recherche urbaines en Amérique Latine.

² A notre connaissance, R. COULOMB, avec sa thèse sur l'habitat locatif populaire au Mexique (1995), est l'un des pionniers en la matière.

définitives sur l'impact de l'urbanisation sur ces institutions traditionnelles. Comme en Amérique Latine, les études sur les migrations rurales urbaines à caractère durable ont dominé la recherche sur la mobilité des populations menée par les démographes et les économistes. Il faut toutefois reconnaître la contribution importante des historiens et des socio-anthropologues à la mise en évidence des formes de mobilité temporaires et circulaires et à leur interprétation. En revanche, les mobilités intra-urbaines restent très peu étudiées, comme le reste également l'articulation des différentes formes de mobilité entre elles et avec les transformations urbaines. Si les contributions des différentes disciplines ont considérablement enrichi les recherches urbaines et sur les migrations en Inde, les outils méthodologiques franchissent rarement les frontières disciplinaires et les travaux intégrant différentes approches font défaut (KOSAMBI, 1994). En Inde comme en Colombie, une analyse **combinée** des différents objets (comportements migratoires, politiques urbaines, développement et recompositions des villes), telle que celle proposée dans la recherche sur Bogota et Delhi, n'a encore jamais été réalisée.

De manière générale, l'Amérique Latine et l'Inde sont restées relativement en marge du courant scientifique prônant l'étude des rapports entre les pratiques résidentielles et de mobilité des populations et les mutations urbaines. En France, où l'étude des stratégies des ménages relève d'une longue tradition, il s'agit d'une voie qui est de plus en plus souvent adoptée pour progresser dans la compréhension des dynamiques urbaines et renouveler l'approche de la ville. Comme le note BRUN (1992), substituer le concept de mobilité spatiale à celui de la migration, s'intéresser aux liens entre mobilité et mutations urbaines, et privilégier l'échelon local, correspond à une évolution qui s'opère depuis plusieurs années dans la communauté scientifique travaillant sur les villes françaises¹. Cette approche a aussi été mise en oeuvre au début des années 1980 dans le contexte ouest-africain par une équipe travaillant sur "Résidences, stratégies et parentés dans les villes africaines"².

Dans la recherche sur Bogota et Delhi, l'objectif est, en collaboration avec les communautés scientifiques locales, de renouveler et développer cette approche au delà de la seule question du logement, en s'intéressant aux interrelations entre pratiques résidentielles, développement et recompositions de chacune des villes. En ce sens, au-delà de la démarche comparative proprement-dite, ce programme apporte de nouveaux éléments à la compréhension des réalités urbaines du Monde. Il intègre l'exemple de deux grandes métropoles du Sud appartenant aux contextes latino-américain et indien dans un système de lecture commun à celui déjà adopté, avec succès, pour des villes européennes et africaines. De plus, les spécificités locales et les mutations profondes qui s'opèrent actuellement dans ces deux métropoles font de Bogota et Delhi un cadre privilégié d'application de cette approche.

• Une approche plurielle des rapports entre mobilité spatiale et transformations urbaines

Pour appréhender les transformations urbaines en cours à Bogota et Delhi, nous avons donc choisi de privilégier l'analyse des pratiques de mobilité des populations. L'accent est mis sur les rapports d'une part entre mobilité résidentielle et mobilité quotidienne des différents groupes sociaux, et, d'autre part, entre le niveau micro des pratiques résidentielles et le niveau macro de la production du cadre bâti et du marché du travail. C'est dans cette perspective systémique et différentielle qu'est replacée l'analyse de la mobilité spatiale comme facteur des transformations à l'oeuvre dans ces deux métropoles du Sud. Dans un premier temps, il s'agit d'analyser les stratégies et pratiques résidentielles des habitants, et leurs interactions avec celles d'autres catégories d'acteurs (plus particulièrement les décideurs politiques et technico-administratifs, mais aussi, parmi les agents économiques, les promoteurs et entrepreneurs de la construction). L'objectif est ensuite de relier ces pratiques de mobilité aux transformations qu'elles entraînent sur la dynamique des villes, et ce à deux niveaux : au niveau global de chaque ville, en termes d'impact sur l'expansion spatiale de la ville et de processus de péri-urbanisation ; au niveau intra-urbain,

¹ Voir le séminaire sur les Stratégies résidentielles (BONVALET et FRIBOURG, 1988) et les actes de l'atelier Mobilités résidentielles et mutations urbaines du CILOG (LELIEVRE et LEVY-VROELANT, 1992). Le Réseau Socio-Economie de l'Habitat constitue actuellement un carrefour d'échanges scientifiques de première importance sur ces questions.

² Voir les travaux de l'équipe IFU-ORSTOM : E. LE BRIS, A. MARIE, A. OSMONT et A. SINOÛ, 1987.

en termes d'impact sur la redistribution des populations dans l'espace urbain, sur les dynamiques différentielles des quartiers, et plus généralement sur le processus de segmentation spatiale.

Mettre en oeuvre cette démarche suppose une approche plurielle des processus étudiés, qui impliquent différentes échelles spatiales et temporelles, ainsi que des interactions entre niveaux d'analyse macro et micro. L'analyse des rapports entre comportements de mobilité et transformations urbaines doit être menée à plusieurs échelles : l'aire métropolitaine, le quartier, les unités familiales et les individus. Outre l'exploitation d'informations secondaires (recensements, cartes, image satellite, documents relatifs aux politiques urbaines), la recherche implique la collecte d'une information originale par des enquêtes démographiques et anthropologiques. Ces enquêtes sont menées non pas sur des échantillons dispersés dans l'ensemble des territoires métropolitains, mais au contraire dans quelques quartiers spécifiques de chacune des métropoles. Au-delà d'impératifs statistiques et budgétaires, cette option est en effet nécessaire pour analyser dans quelle mesure les caractéristiques du quartier (offre de logements, mais aussi activités économiques) peuvent orienter ou susciter certaines pratiques résidentielles au niveau des individus et de leur ménage, et inversement dans quelle mesure les pratiques résidentielles ont un impact sur la dynamique du quartier et la structuration interne de la ville. A côté de quartiers habités par la population la plus démunie, nous avons tenu à sélectionner des quartiers habités par les classes moyennes et par les populations aux plus hauts revenus : trop souvent omises par une recherche urbaine privilégiant traditionnellement la question du logement des pauvres dans les villes du Sud, ces populations ont pourtant un rôle clef dans la mise en place des structures des grande villes et leurs recompositions actuelles.

• Le développement d'outils d'observation et d'analyse de la mobilité spatiale des citoyens

La pertinence d'une approche de la ville telle que celle que nous proposons repose largement sur la capacité à appréhender par des enquêtes les différentes formes de mobilité spatiale pratiquées par les populations au delà des seules migrations définitives, à intégrer une perspective longitudinale et à considérer non seulement les individus migrants mais aussi leurs groupes familiaux. Tirant parti des développements conceptuels et méthodologiques produits par différentes équipes travaillant sur la mobilité spatiale, nous avons mis au point une **méthode d'enquête** permettant la mise en oeuvre de tels principes. Avec le système d'observation développé et appliqué à Bogota en 1993, puis à Delhi en 1995, il est possible de s'affranchir de la césure que l'on constate généralement entre, d'un côté, les observations de nature transversale sur les déplacements intra-urbains menées le plus souvent dans une perspective d'urbanisme, et, de l'autre, les observations démographiques sur les migrations qui intègrent de plus en plus fréquemment une dimension longitudinale, mais considèrent la ville étudiée de façon globale en négligeant les déplacements intra-urbains. Cette segmentation de la recherche, disciplinaire, a engendré une connaissance elle-même segmentée de l'ensemble des formes de mobilité spatiale, et qui constitue un obstacle important à une meilleure compréhension des transformations que connaissent actuellement les grandes villes. Restituant le continuum spatio-temporel des différentes formes de mobilité spatiale, et incluant une mise en perspective longitudinale et familiale des comportements individuels, la stratégie d'observation appliquée à Bogota et à Delhi remplit les conditions nécessaires pour étudier comment les différentes formes de mobilité de la population participent à la dynamique d'une ville, à son développement comme à ses recompositions internes. La première application à Bogota l'a montré, et l'expérience de Delhi l'a pleinement confirmé : il est possible de traduire dans la pratique les innovations conceptuelles produites par les recherches sur la mobilité spatiale, dans le cadre d'enquêtes spécifiques menées dans une ville¹.

Etant donné l'état actuel des méthodes d'analyse à notre disposition, de nouveaux domaines de la recherche en **analyse statistique des biographies** sont actuellement explorés, afin de restituer toute la richesse de l'information collectée. Des enseignements nouveaux sont à attendre de la mise en oeuvre de deux approches complémentaires, celle ayant recours à des modèles probabilistes et celle utilisant les

¹ On trouvera une présentation détaillée du système d'observation mis en oeuvre dans DUPONT et DUREAU (1995).

techniques de l'analyse des données. Leur confrontation et l'application à de nouveaux contextes permettront de mieux en apprécier le champ de validité et les conditions de leur mise en oeuvre. Les recherches théoriques en vue de l'intégration des facteurs contextuels (caractéristiques et événements locaux) et d'une unité collective familiale dans l'analyse statistique des biographies permettront aussi une avancée dans un domaine qui reste encore à développer.

Outre les avancées dans le domaine de l'observation et de l'analyse des différentes formes de mobilité spatiale que nous venons de rappeler, l'application d'une méthode de production d'information sur les populations urbaines par **sondage aréolaire sur image satellite** constitue un second élément important dans l'amélioration de la compréhension des dynamiques urbaines. En premier lieu, l'usage d'une image satellite facilite considérablement une appréhension spatialisée du développement, des recompositions internes et de la segmentation des grandes métropoles. De plus, sélectionner l'échantillon d'une enquête socio-démographique sur image satellite privilégie non seulement la mise en évidence des différences internes à la ville, mais aussi l'analyse de la dynamique des sous-populations citadines aux comportements spécifiques. Enfin, l'allègement de l'échantillon enquêté grâce au gain de précision apporté par le plan de sondage autorise, pour un même coût global, une observation plus fouillée que par les méthodes traditionnelles de sondage.

L'ensemble de ces avancées conceptuelles et méthodologiques mobilisées pour cette recherche constituent autant d'atouts pour explorer efficacement le champ des rapports entre la mobilité des individus et des ménages, et les mutations urbaines¹. Les outils d'observation à notre disposition permettent une approche **plurielle** de ce thème, depuis la contribution de **l'image satellite** et de cartes dans l'identification des processus de développement et recompositions à l'échelle de grandes métropoles, à **l'analyse approfondie des comportements résidentiels** des différentes catégories de citoyens observés dans des quartiers spécifiques.

• **Le véritable enjeu de la télédétection et des systèmes d'information urbains : une nouvelle lecture de la ville**

Emboîtant le pas aux villes des pays développés, les Mairies des villes du Sud sont porteuses actuellement d'une forte demande en télédétection et en Systèmes d'Information Urbains (SIU), soutenue par les agences de coopération bi- ou multi-latérales. Même si les investissements sont parfois gigantesques, il ne faudrait pas pour autant réduire ces outils à leurs dimensions techniques et financières. Dans le contexte actuel de crise de la ville, de ses paradigmes comme de ses modes de planification et de gestion, les SIU et la télédétection donnent l'opportunité de renouveler les systèmes de lecture de la ville, dans la mesure toutefois où les possibilités qu'ils offrent sont clairement mises au service de cet objectif².

Les SIU autorisent la mise en correspondance d'informations localisées de sources et de caractéristiques diverses. A ce titre, ils peuvent régénérer largement l'analyse urbaine, dans une perspective **spatiale**, à **différentes échelles**, et fondamentalement **pluridisciplinaire**. C'est précisément pour ces raisons que nous avons développé pour notre recherche un système d'information sur Bogota et sa périphérie.

¹ Dans le cadre d'un programme CEDE - ORSTOM financé par COLCIENCIAS et le *Ministerio de Medio Ambiente*, cette approche sera appliquée dans les prochains mois à 3 villes pétrolières de l'est de la Colombie. A partir des deux types de villes étudiées en Colombie (d'abord la capitale, puis 3 villes pétrolières de taille beaucoup plus modeste, à croissance très rapide), on ne peut certes prétendre appréhender l'ensemble des transformations en cours dans les villes colombiennes. En revanche, leurs caractéristiques offrent justement la possibilité d'apporter des éclairages complémentaires sur certaines formes de recomposition urbaines, dans des villes où se concentre actuellement le dynamisme du réseau urbain colombien (d'un côté la capitale, de l'autre les pôles industriels et miniers), et où se lisent avec une acuité particulière les transformations actuelles et la multiplicité des déterminants (local, régional, national, international). Cette application aux villes pétrolières devrait être suivie, d'ici deux ans, par deux autres applications : l'une dans une ville frontalière, l'autre dans une ville recevant de nombreuses populations déplacées par la violence. L'ensemble de ces applications devrait permettre de progresser sensiblement, avec une même approche, dans la compréhension des réalités urbaines colombiennes.

² Nous résumons ici des arguments développés plus largement dans DUREAU et WEBER, 1995 et 1996.

Mais le simple transfert des méthodes employées dans les pays industrialisés peut entraîner de graves dysfonctionnements par la prise en compte des seules parties cartographiées des villes des pays en développement, c'est à dire les parties bénéficiant d'une reconnaissance légale. Dans les villes du Sud, les SIU mis en place avec les autorités locales peuvent ainsi se convertir en une technique d'exclusion d'une partie de la population urbaine aussi redoutablement efficace que celles basées sur la légalité des quartiers ou la solvabilité des populations. Le caractère dual de ces villes impose d'abandonner des schémas de SIU exigeants en précision géométrique, rigides et homogènes sur l'ensemble de l'agglomération, au profit de systèmes plus légers et surtout dynamiques, modulant selon les quartiers les informations, leur précision et les types d'unités spatiales auxquelles elles se réfèrent.

Si l'objectif est d'appréhender la ville réelle, dans sa totalité, développer des modes d'observation et d'analyse adaptés à l'ensemble des situations constitue un préalable incontournable. Dans cette perspective, la télédétection peut alors jouer un rôle essentiel. La lecture de la ville offerte par les images satellites permet d'appréhender l'ensemble de l'agglomération, la ville légale comme la ville non reconnue. Du fait même du mode de recueil de l'information satellitaire, ce type de document facilite considérablement une appréhension spatialisée et continue du développement, des recompositions internes et de la segmentation des grandes métropoles, en s'affranchissant des limites administratives et sans exclusive. En ce sens, la télédétection peut constituer le pivot du développement de systèmes d'informations appropriés aux quartiers spontanés qui, sans reconnaissance légale et en perpétuel changement, sont généralement exclus des opérations de levés cartographiques de base. De plus, par les possibilités qu'offre la télédétection spatiale et les SIU de mettre en place des enquêtes par sondage aréolaire, ils constituent des éléments importants d'amélioration de la compréhension des dynamiques urbaines, à travers des observations approfondies des stratégies et des comportements des différents segments des populations citadines.

C'est bien en termes de potentialités offertes pour renouveler l'approche de la ville qu'il importe d'appréhender ces nouveaux outils de connaissance du milieu urbain. Dans cette optique, les SIU et la télédétection spatiale peuvent être les chevilles ouvrières d'une nouvelle lecture de la ville, qu'impose le constat d'échec des approches traditionnelles dans le contexte des métropoles du Tiers Monde. Et gageons que repenser la ville des pays en développement amènera à renouveler aussi l'approche de la ville des pays industrialisés, elle aussi en crise.

• Références bibliographiques

BONVALET C., FRIBOURG A.M. (ed.), *Stratégies résidentielles. Séminaire organisé par C. Bonvalet et A.M. Fribourg, Paris, 1988*. Paris, INED - Plan Construction et Architecture, MELTM, 459 p., 1990.

BRUN J., 1992. Le concept de mobilité résidentielle : enjeux théoriques, enjeux idéologiques. in: *Les Cahiers de l'Habitat*, n° 18. Paris, pp. 15-19.

BUCHER B., 1991. Analyse comparative. in : *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, sous la direction de P. BONTE et M. IZARD. Paris, PUF, pp. 167 - 169.

COULOMB R., 1995. *Habitat locatif populaire et dynamiques urbaines dans la zone métropolitaine de México*. Thèse de Doctorat en urbanisme. Paris, Institut d'Urbanisme de Paris, Université de Paris - Val de Marne, 2 vol. 717 p.

CUERVO L.M., 1995. *Fundamentos y proyecciones del concepto de ciudad en "Ciudades y Ciudadania"*. Bogota et Paris, 107 p. multigr., (version provisoire).

DUPONT V., DUREAU F., 1995. Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Etude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et de Delhi. Rapport Intermédiaire n° 2. Convention CNRS-ORSTOM : CONV940034VILL, Bogota et New-Delhi, ORSTOM, 46 p. + ann.

DUPONT V., DUREAU F., LULLE T., 1996. Bogota - Delhi : portraits en travelling de deux métropoles du Sud. Paris, *Cahiers du CNRS*, (à paraître).

DUREAU F., Trajectoires résidentielles et recompositions urbaines à Bogota (Colombie). Paris, *Cahiers des Amériques Latines*, 1996 (à paraître).

DUREAU F., WEBER C. (éd.), 1995. *Téledétection et systèmes d'information urbains*. Paris, Anthropos, Collection Villes, 379 p.

DUREAU F., WEBER C., 1996. Les systèmes d'information urbains et le défi des villes du Tiers-Monde. Rome, *Sistema terra*, (à paraître).

KOSAMBI M., 1994. *Urbanization and Urban development in India*. Research in sociology and anthropology : third survey. Monograph 1, New Delhi, Indian Council for Social Sciences Research, 172 p.

KUNDU A., 1992. *Urban development and urban research in India*. New delhi, Khama Publishers, 162 p.

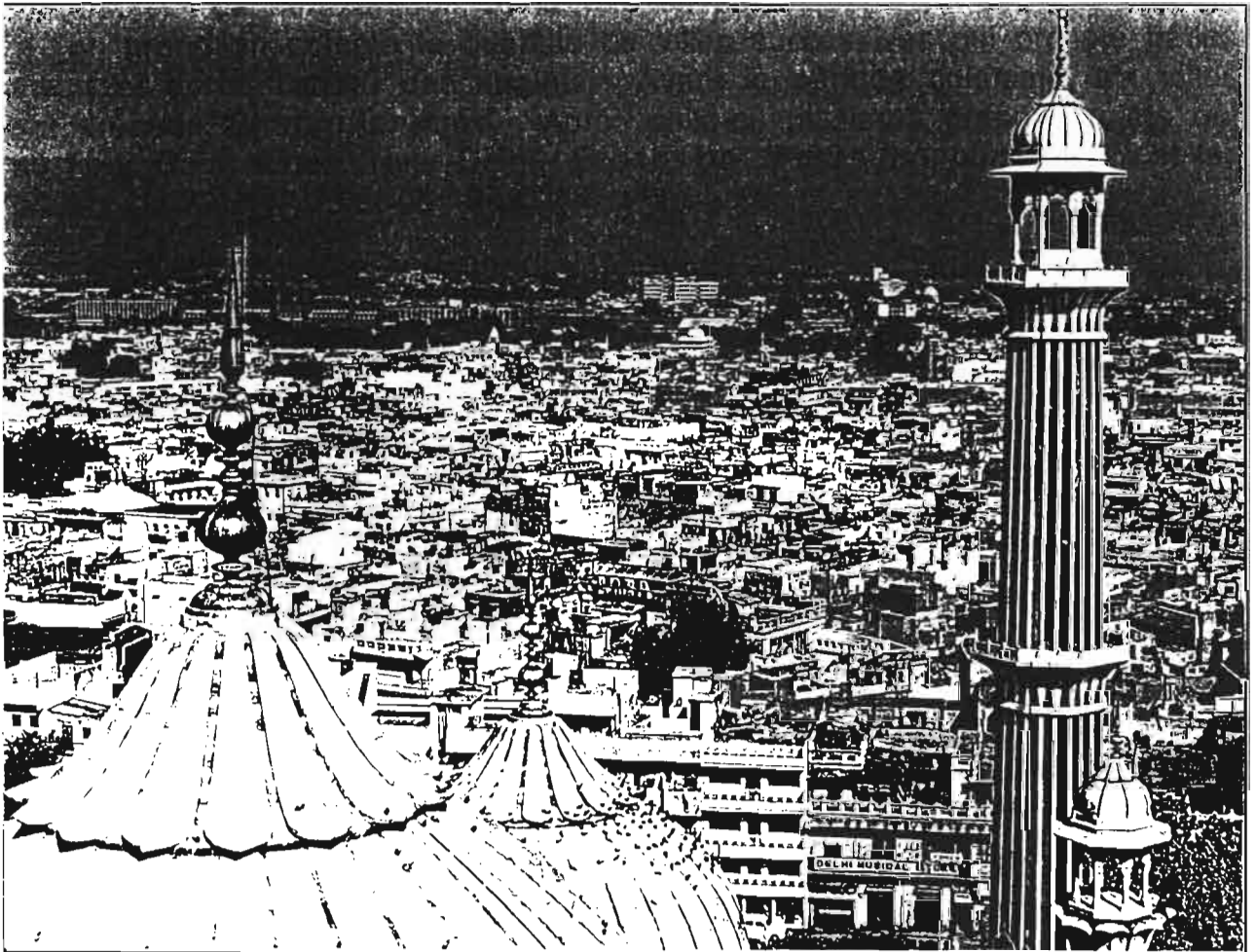
LE BRIS E., MARIE A., OSMONT A., SINOU A., 1987. Famille et résidence dans les villes africaines. Paris, L'Harmattan, Collection Villes et entreprises, 268 p.

LELIEVRE E., LEVY-VROELANT C., 1992. La ville en mouvement : habitat et habitants. Paris, L'Harmattan, Collection Villes et entreprises, 357 p.

Convention CNRS - ORSTOM : CONV940034VILL

**PRATIQUES RESIDENTIELLES ET IMPACT SUR LES DYNAMIQUES
ET LA SEGMENTATION DE GRANDES METROPOLES**
Etude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et de Delhi.
(Responsables scientifiques : Véronique DUPONT et Françoise DUREAU, ORSTOM)

**RAPPORT DE VISITE A DELHI
DANS LA PERSPECTIVE D'UNE COMPARAISON AVEC BOGOTA**
**OBSERVATION VISUELLE SUR L'ORGANISATION SPATIALE
DE LA VILLE ET LES MODES D'UTILISATION DE L'ESPACE.**



Ricardo MONTEZUMA.
Elève chercheur à l'ENPC au laboratoire TMU.

Bogota
Mai 1996

TABLES DES MATIERES.**RAPPORT DE VISITE A DELHI DANS LA PERSPECTIVE D'UNE COMPARAISON AVEC BOGOTA****OBSERVATION VISUELLE SUR L'ORGANISATION SPATIALE DE LA VILLE ET LES MODES D'UTILISATION DE L'ESPACE.....1**

INTRODUCTION : EST-CE QUE DELHI ET NEW DELHI SONT LA MEME VILLE ?.....2

I. OBSERVATION GENERALE DE L'ENSEMBLE DE L'AGGLOMERATION : COMBIEN DE VILLES COMPOSENT DELHI ?.....2

LA FORME ET L'ORGANISATION SPATIALE DE LA VILLE : DELHI, UNE VILLE DE SECTEURS, DISCONTINUE, ET MULTICENTRIQUE.....2

NEW DELHI N'EST PAS DELHI : QUELLE PARTIE DE LA VILLE EST RÉELLEMENT LA VÉRITABLE DELHI ?.....3

Le macro secteur ouest : Delhi.....7

Le macro secteur est : Shahdara et ses extensions.....14

UNE VILLE MULTICENTRIQUE : Y A-T-IL UN CENTRE À DELHI ?.....16

DELHI : UNE VILLE DISCONTINUE PLANIFIÉE ET ZONIFIÉE ? LES EFFETS PERVERS DE LA PLANIFICATION.....17

II. LES SECTEURS D'ENQUÊTE.....21

1. TIGRI. Un des plus grands bidonvilles de Delhi. 21

2. PRAGATI VIHAR - JAWAHARLAL NEHRU STADIUM, RAJI GANDI CAMP.....25

3. MAYUR VIHAR - TRILOKPURI.....29

4. ROHINI : UNE VÉRITABLE VILLE SATELLITE.33

5. NOIDA : UNE VILLE INDUSTRIELLE SANS LOGEMENTS POUR LES OUVRIERS.39

6. DLF Qutab Enclave : une alternative environnementale ?.....41

III. OBSERVATION APPROFONDIE : HAROLA.....45

LE CONTEXTE DE HAROLA : DE VILLAGE RURAL A VILLAGE INDUSTRIEL.....45

L'ENSEMBLE HYPERDENSE : VERS LA CONSOLIDATION D'UNE TYPOLOGIE URBAINE ET ARCHITECTURALE.....47

CONCLUSION :.....54

BIBLIOGRAPHIE.....59

ANNEXES.....	5 9
PHOTOGRAPHIES.....	5 9
TABLES DES MATIERES.....	6 0
TABLE DES FIGURES.....	6 2
TABLE DES PLANCHES.....	6 3

(Traduction des premières pages)

**LA MOVILIDAD DE LAS POBLACIONES Y SU IMPACTO
SOBRE LA DINAMICA DEL AREA METROPOLITANA DE BOGOTA**

Documento de trabajo n° 1

ANALISIS DE LOS DATOS EXISTENTES

Françoise DUREAU
Carmen Elisa FLOREZ
Maria Cristina HOYOS

Junio 1993

Bogotá

CEDE

Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico
Facultad de Economía, Universidad de los Andes

ORSTOM

Instituto francés de investigación científica
para el desarrollo en cooperación

	Page
1. LA RECHERCHE MENEÉ PAR LE CEDE ET L'ORSTOM	17
1. 1. JUSTIFICATION DE LA RECHERCHE	18
1. 1. 1. La dynamique démographique de Bogota	18
1. 1. 2. Cadre conceptuel de l'étude de la mobilité spatiale à Bogota	28
1.1.2.1. Les limites de l'approche démographique traditionnelle de la mobilité spatiale	28
1.1.2.2. L'apport des études socio-anthropologiques	29
1.1.2.3. Les nouvelles approches de la mobilité spatiale	30
1.1.2.4. Proposition d'un cadre conceptuel global	33
1.1.2.5. Conséquences de la mobilité temporaire et circulaire pour la gestion urbaine	36
1. 2. LE PROGRAMME DE RECHERCHE CEDE-ORSTOM	40
1. 2. 1. Objectifs du programme	40
1. 2. 2. Produits attendus	41
1. 2. 3. Méthodologie de la recherche	42
1. 2. 4. Calendrier de travail	43
1. 3. AVANCEMENT DE LA RECHERCHE	47
1.3.1. Recherche et analyse bibliographiques	47
1.3.2. Atelier méthodologique sur les nouvelles formes de mobilité des populations urbaines en Amérique Latine	48
1.3.2.1. Déroulement du séminaire	48
1.3.2.2. Quelques éléments des débats	49
1.3.2.3. Fonctionnement du réseau d'échanges et publication des actes	50
1. 3. 3. Traitement et analyse de l'information disponible	51
1. 3. 4. Travaux préliminaires pour les enquêtes	52
1.3.4.1. Définition de l'univers d'étude et sélection des municipalités de la Sabana à inclure dans les enquêtes	52
1.3.4.2. Conception du questionnaire de l'enquête quantitative	69
1.3.4.3. Réalisation des enquêtes pilote	70
1.3.4.4. Conception du guide d'entrevue de l'enquête quantitative	75
1.3.4.5. Enregistrement et traitement de l'image satellite SPOT	76
 2. LES SOURCES D'INFORMATION SUR LA MIGRATION	 80
2. 1. LES RECENSEMENTS DE POPULATION (1973, 1985)	82

	Page
2.1.1. Le recensement de 1973	82
2.1.1.1. Informations sur la migration	82
2.1.1.2. Evaluation	84
2.1.2. Le recensement de 1985	85
2.1.2.1. Méthodologie	85
2.1.2.2. Informations sur la migration	85
2.1.2.3. Evaluation	89
2. 2. L'ENQUETE NATIONALE AUPRES DES MENAGES	94
2.2.1. Méthodologie	94
2.2.2. Informations sur la migration	96
2.2.3. Evaluation	99
2. 3. L'ENQUETE PAUVRETE ET QUALITE DE LA VIE (1991)	101
2.3.1. Méthodologie	101
2.3.2. Informations sur la migration	102
2.3.3. Evaluation	106
2. 4. AUTRES ENQUETES	113
2. 4. 1. Phase II de l'Etude de Développement urbain de Bogota (1972)	113
2. 4. 2. Etude de la Sabana de Bogota (1983)	114
2. 5. SYNTHESE	116
3. LA MOBILITE DES POIPULATIONS DE L'AIRE METROPOLITAINE DE BOGOTA :	
ANALYSE DES DONNEES EXISTANTES	119
3.1. Les flux de migration vers l'aire métropolitaine de Bogota	120
3.1.1. Départements d'origine des migrants	120
3.1.2. Trajectoires migratoires des migrants	131
3.1.3. Raisons de la migration à Bogota	136
3.2. Caractéristiques des migrants	142
3.2.1. Sexe et âge	142
3.2.2. Niveau d'éducation	143
3.2.3. Migration individuelle et migration familiale	147
3.3. Insertion résidentielle des migrants : l'accès au logement	149
3.3.1. Schémas de localisation des migrants dans l'aire métropolitaine	149
3.3.2. L'accès au logement	177
3.4. Insertion professionnelle des migrants	181

	Pagina
3.4.1. Type d'activité	181
3.4.2. Branches et secteurs d'accueil des migrants	183
3.4.3. Mobilité professionnelle	188
3.4.4. Revenus	190
3.4.5. Formation des revenus du ménage	193
4. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES	196
5. ANNEXES	199
Annexe 1. Structure de la base d'information bibliographique	200
Annexe 2. Séminaire sur les nouvelles formes de mobilité des populations urbaines en Amérique Latine	202
a Programme	
b Liste des participants	206
c Liste des documents diffusés durant le séminaire	208
d Synthèse des débats (Miguel VILLA, CELADE)	210
Annexe 3. Système d'information	214
a Municipalité de Cundinamarca	214
b Secteurs de Bogota	235
c Départements de Colombie	238
Annexe 4. Description des 4 municipalités de la Sabana incluses dans l'échantillon CEDE-ORSTOM	240
Annexe 5. Questionnaires de l'enquête quantitative CEDE-ORSTOM sur la Mobilité spatiale dans l'aire métropolitaine de Bogota	247
a Questionnaire de l'enquête quantitative	247
b Guide d'entrevue de l'enquête qualitative	256
Annexe 6. Introduction à la télédétection spatiale	259
Annexe 7. Questionnaire du recensement de 1973	263

	Page
Annexe 8. Questionnaires du recensement de 1985	265
a Questionnaire simplifié	265
b Questionnaire complet	267
Annexe 9. Questionnaire de l'Enquête Nationale auprès des ménages (Etape 77)	270
Annexe 10. Enquête Pauvreté et Qualité de la vie	271
a Questionnaire	271
b Description de l'information collectée	273
6. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	276

(Traduction des premières pages)

**LA MOVILIDAD DE LAS POBLACIONES Y SU IMPACTO
SOBRE LA DINAMICA DEL AREA METROPOLITANA DE BOGOTA**

Documento de trabajo n° 3

RESULTADOS PRELIMINARES DE LA ENCUESTA CUANTITATIVA

Françoise DUREAU

con la colaboración de :

Olivier BARBARY
Carmen Elisa FLOREZ

Junio 1994

Bogotá

CEDE

Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico
Facultad de Economía, Universidad de los Andes

ORSTOM

Instituto francés de investigación científica
para el desarrollo en cooperación

Tableau 2.4. Indice moyen de sur-occupation du logement, par statut migratoire du chef de ménage, selon le statut d'occupation du logement (ensemble des ménages)	72
Tableau 2.5. Indice moyen de sur-occupation du logement, par statut migratoire du chef de ménage, selon le type de ménage (ensemble des ménages)	75
Tableau 2.6. Indice moyen de sur-occupation du logement, par statut migratoire du chef de ménage, selon la taille du ménage (ensemble des ménages)	78
Tableau 2.7. Indice moyen de sur-occupation du logement, par statut migratoire du chef de ménage, selon l'étape du cycle de vie du chef de ménage (ensemble des ménages)	82
Tableau 2.8. Distribution des ménages par statut d'occupation du logement, selon le type de ménage et le statut migratoire du chef de ménage (ensemble des ménages)	85
Tableau 2.9. Distribution des ménages par statut d'occupation du logement, selon l'âge et le statut migratoire du chef de ménage (ensemble des ménages)	93
2.1. Ménages propriétaires de leur logement	
Tableau 2. 10. Distribution des ménages par forme d'acquisition du logement, selon le statut migratoire du chef de ménage	100
Tableau 2. 11. Distribution des ménages par type de main d'oeuvre utilisée pour la construction du logement, selon le statut migratoire du chef de ménage	104
3. MOVILITE RESIDENTIELLE	108
3.1. Ensemble de la population	
Tableau 3.1. Distribution de la population totale par lieu de naissance	109
Tableau 3.2. Distribution de la population totale par municipalité de résidence antérieure	109
Tableau 3.3. Distribution de la population totale par localisation du logement antérieur	110
Tableau 3.4. Distribution de la population totale par sexe et durée de résidence dans la municipalité actuelle, selon le statut migratoire	111
Tableau 3.5. Distribution de la population totale par sexe et durée de résidence dans le logement actuel, selon le statut migratoire	116
Tableau 3.6. Distribution de la population totale par durée de résidence dans le logement actuel selon le statut d'occupation du logement et l'âge actuel du chef de ménage	120
Tableau 3.7. Durée moyenne de résidence dans le logement actuel par âge actuel du chef de ménage, selon le statut d'occupation du logement (population totale)	128
Tableau 3.8. Distribution de la population de 18 ans ou plus par statut migratoire selon la durée totale de résidence dans l'aire métropolitaine (sous-échantillon du Chapitre Histoire de Vie)	130

Tableau 3.9. Distribution de la population de 18 ans ou plus par durée moyenne de résidence dans les logements de l'aire métropolitaine, selon le statut migratoire et l'âge (sous-échantillon du Chapitre Histoire de Vie)	132
Tableau 3.10. Durée moyenne de résidence dans les logements de l'aire métropolitaine par statut migratoire, selon l'âge (population de 18 an ou plus; sous-échantillon du Chapitre Histoire de Vie)	139
Tableau 3.11. Distribution de la population totale par système de résidence, selon le sexe	141
3.2. Non natifs de l'aire métropolitaine de Bogota	
Tableau 3.12. Distribution de la population de 18 ans ou plus née hors de l'aire métropolitaine par nombre d'étapes résidentielles avant la première installation dans l'aire métropolitaine, selon le lieu de naissance et l'âge (sous-échantillon du Chapitre Histoire de Vie)	142
Tableau 3.13. Nombre moyen d'étapes résidentielles avant la première installation dans l'aire métropolitaine, selon le lieu de naissance et l'âge (population de 18 ans ou plus née hors de l'aire métropolitaine; sous-échantillon du Chapitre Histoire de Vie)	149
Tableau 3.14. Distribution de la population de 18 ans ou plus née hors de l'aire métropolitaine par date de la première installation dans l'aire métropolitaine, selon la zone de première installation dans l'aire métropolitaine (sous-échantillon du Chapitre Histoire de Vie)	151
Tableau 3.15. Distribution de la population de 18 ans ou plus née hors de l'aire métropolitaine par date de la première installation dans l'aire métropolitaine, selon l'arrondissement de première installation dans l'aire métropolitaine (sous-échantillon du Chapitre Histoire de Vie)	155
Tableau 3.16. Distribution de la population de 18 ans ou plus née hors de l'aire métropolitaine par zone de première installation dans l'aire métropolitaine et durée dans le premier logement dans l'aire métropolitaine de Bogota (sous-échantillon du Chapitre Histoire de Vie)	160
Tableau 3.17. Distribution de la population de 18 ans ou plus née hors de l'aire métropolitaine par durée dans le premier logement dans l'aire métropolitaine de Bogota, selon l'arrondissement de première installation dans l'aire métropolitaine (sous-échantillon du Chapitre Histoire de Vie)	161
Tableau 3.18. Durée moyenne dans le premier logement dans l'aire métropolitaine de Bogota, selon la zone de première installation dans l'aire métropolitaine (population de 18 ans ou plus née hors de l'aire métropolitaine; sous-échantillon du Chapitre Histoire de Vie)	166
Tableau 3.19. Durée moyenne dans le premier logement dans l'aire métropolitaine de Bogota, selon l'arrondissement de première installation dans l'aire métropolitaine (population de 18 ans ou plus née hors de l'aire métropolitaine; sous-échantillon du Chapitre Histoire de Vie)	167

Tableau 3.20. Distribution de la population de 18 ans ou plus née hors de l'aire métropolitaine par date de première installation dans l'aire métropolitaine et durée dans le premier logement dans l'aire métropolitaine de Bogota (sous-échantillon du Chapitre Histoire de Vie)	168
Tableau 3.21. Durée moyenne dans le premier logement dans l'aire métropolitaine de Bogota par date de première installation dans l'aire métropolitaine (population de 18 ans ou plus née hors de l'aire métropolitaine; sous-échantillon du Chapitre Histoire de Vie)	169
4. NAVETTES	170
4.1. Mobilité des étudiants résidence - lieu d'étude	
Tableau 4.1. Distribution des étudiants de 5 ans ou plus par niveau d'étude en cours et lieu d'étude	171
Tableau 4.2. Distribution des étudiants de 5 ans ou plus par niveau d'étude en cours et système de transport utilisé jusqu'au lieu d'étude	172
Tableau 4.3. Distribution des étudiants de 5 ans ou plus par niveau d'étude en cours et temps de transport jusqu'au lieu d'étude, selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage	173
Tableau 4.4. Durée moyenne de transport jusqu'au lieu d'étude par catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage, selon le niveau d'étude en cours (étudiants de 5 ans ou plus)	179
Tableau 4.5. Distribution des étudiants de 5 ans ou plus qui utilisent les transports publics par niveau d'étude en cours et coût de transport jusqu'au lieu d'étude, selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage	180
Tableau 4.6. Coût moyen de transport jusqu'au lieu d'étude par catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage, selon le niveau d'étude en cours (étudiants de 5 ans ou plus qui utilisent les transports publics)	185
4.2. Mobilité de la population active résidence - lieu de travail	
Tableau 4.7. Proportion de la P.E.A. occupée de 11 ans ou plus qui travaille à domicile par sexe et âge	186
Tableau 4.8. Distribution de la P.E.A. occupée de 11 ans ou plus par sexe et lieu de travail	187
Tableau 4.9. Distribution de la P.E.A. occupée de 11 ans ou plus par sexe et système de transport utilisé jusqu'au lieu de travail, selon la catégorie socioprofessionnelle	188
Tableau 4.10. Distribution de la P.E.A. occupée de 11 ans ou plus par sexe et temps de transport jusqu'au lieu de travail, selon la catégorie socioprofessionnelle	193
Tableau 4.11. Durée moyenne de transport jusqu'au lieu de travail par catégorie socioprofessionnelle, selon le sexe (P.E.A. occupée de 11 ans ou plus)	197

Tableau 4.12. Distribution de la P.E.A. occupée de 11 ans ou plus qui utilise les transports publics par sexe et coût de transport jusqu'au lieu de travail, selon la catégorie socioprofessionnelle	198
Tableau 4.13. Coût moyen de transport jusqu'au lieu de travail par catégorie socioprofessionnelle, selon le sexe (P.E.A. occupée de 11 ans ou plus qui utilise les transports publics)	203
5. EDUCATION ET ACTIVITE ECONOMIQUE	204
5.1. Education	
Tableau 5.1. Distribution de la population de 5 ans ou plus par niveau d'études, selon le sexe et l'âge	205
Tableau 5.2. Distribution de la population de 5 ans ou plus par sexe et niveau d'études, selon le statut migratoire (structure par âge standard)	212
5.2. Activité économique	
Tableau 5.3. Distribution des hommes de 11 ans ou plus par type d'activité principale, selon le statut migratoire et l'âge	217
Tableau 5.4. Distribution des femmes de 11 ans ou plus par type d'activité principale, selon le statut migratoire et l'âge	230
Tableau 5.5. Distribution de la P.E.A. occupée par catégorie socioprofessionnelle, selon le sexe et l'âge	243
Tableau 5.6. Distribution de la P.E.A. occupée par catégorie socioprofessionnelle, selon le sexe et le statut migratoire	250
Tableau 5.7. Distribution de la P.E.A. occupée par catégorie socioprofessionnelle, selon le sexe et le lieu de naissance	255
Tableau 5.8. Distribution de la P.E.A. occupée par catégorie socioprofessionnelle, selon le sexe et la région de naissance	262
Tableau 5.9. Distribution de la P.E.A. occupée par catégorie socioprofessionnelle, selon le sexe et la durée de résidence dans l'aire métropolitaine de Bogota (sous-échantillon du Chapitre Histoire de Vie)	267
6. ANNEXES	272
1. Questionnaire	273
2. Description des zones d'enquête	281
a: Municipalités périphériques	281
b: District de Bogota	284
3. Définitions de base	288

4. Concepts	294
a: Aire Métropolitaine de Bogota	294
b: Zonage de Bogota	296
c: Type de ménage	297
d: Système résidentiel	299
e: Statut migratoire	300
f: Catégorie socioprofessionnelle	301
7. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	307

**LA MOVILIDAD DE LAS POBLACIONES Y SU IMPACTO
SOBRE LA DINAMICA DEL AREA METROPOLITANA DE BOGOTA**

Documento de trabajo n° 5

**METODOLOGIA Y RESULTADOS
DE LA ENCUESTA CUALITATIVA**

María Cristina HOYOS

Junio 1996

Bogotá

CEDE

Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico
Facultad de Economía, Universidad de los Andes

ORSTOM

Instituto francés de investigación científica
para el desarrollo en cooperación

INTRODUCCION	11
CAPITULO 1. MARCO CONCEPTUAL Y METODOLOGICO	13
1.1. NUEVOS CONCEPTOS DE MOVILIDAD	14
1.2. OBJETIVOS: FAMILIA Y REDES	15
1.2.1. HOGAR O UNIDAD DOMESTICA Y FAMILIA	16
1.2.2. REDES	17
1.3. LAS ENTREVISTAS	18
1.3.1. GUIA DE ENTREVISTA	19
1.3. 2. PROCESAMIENTO Y ANALISIS DE LAS ENTREVISTAS	21
1.4..DEFINICION DEL UNIVERSO DE ESTUDIO Y SELECCION DE LA MUESTRA	23
CAPITULO 2. MUNICIPIO DE SOACHA	34
2.1. CARACTERISTICAS DEL MUNICIPIO Y SUS BARRIOS	35
2.1.1. HIDROGRAFIA Y SUELOS	35
2.1.2. POBLACION	35
2.1.3. BARRIOS	39
2.1.4. SERVICIOS PUBLICOS	40
2.1.5. EDUCACION	41
2.1.6. SALUD	41
2.1.7. ACTIVIDADES ECONOMICAS	42
2.1.8. MIGRACION	42
2.2. BARRIOS DE LA MUESTRA	42
2.2.1. ESTRATO 1	44
2.2.2. ESTRATO 2	50
2.2.3. ESTRATO 3	54
2.2.4. INVASIONES O URBANIZACIONES PIRATAS	57
2.3. CARACTERISTICAS GENERALES DE LA MUESTRA	59
2.3.1. GENERALIDADES DE LAS FAMILIAS ENTREVISTADAS	61
2.3.2. REALIZACION DEL TRABAJO DE TERRENO	61
2.4. ANALISIS DE LAS ENTREVISTAS	62
2.4.1. <u>ETAPA1</u> - Situación anterior a la llegada a la ciudad	63
2.4.2. <u>HITO</u> - Momento de la llegada a la ciudad	64
2.4.3. <u>ETAPA 2</u> - Desplazamiento dentro de la ciudad	67
2.4.4. <u>HITO</u> - Momento de la llegada al barrio actual	70
2.4.5. <u>ETAPA 3</u> - Situación actual	71

de travail stables, et, d'autre part, ont les moyens financiers de choisir leur lieu de résidence : faisant de la proximité entre lieux de travail et de résidence un élément important de qualité de la vie, ils choisissent de vivre à Chapinero, à proximité de la plus importante zone d'emploi tertiaire de la capitale. Ainsi en 1993, plus de la moitié des actifs résidant à Rosales travaillent dans l'arrondissement de Chapinero et le tiers dans les arrondissements limitrophes. La proximité entre lieu de résidence et lieu de travail est encore plus marquée pour les chefs de ménage récemment installés dans le logement. A Rosales, 88% des chefs de ménage ayant emménagé en 1993 dans leur logement travaillent dans l'arrondissement de Chapinero, alors que cette proportion n'est que de 47% pour ceux ayant entre 1 an et 10 ans de résidence dans le logement, et de 24% pour ceux ayant plus de 10 ans dans le logement. Il est clair que le rapprochement du lieu de travail devient un paramètre déterminant dans le processus de choix du lieu de résidence. Ce recentrage résidentiel s'effectue le plus souvent à travers l'acquisition du logement : en 1994, à Rosales, les trois quart des logements neufs, achevés au cours de l'année précédente, sont occupés par des propriétaires.

On retrouve donc à Bogota une évolution mise en évidence dans les métropoles des pays industrialisés "dans les couches sociales ayant une capacité résidentielle stratégique" : "la recherche de localisations plus centrales, permettant le meilleur accès des membres du ménage au marché de l'emploi, aux équipements, et aux domiciles des parents et des amis" (ASCHER, 1995). Dans une métropole neuve comme Bogota, les dysfonctionnements des transports, et la grande flexibilité du secteur de la construction, dans un contexte de dérégulation, ont précipité le processus et intensifié ses conséquences. Outre leur impact direct sur la partie nord de Chapinero, se traduisant par une forte densification résidentielle et une évolution fonctionnelle liée à la satisfaction de cette nouvelle demande locale en équipements, commerces et services personnels de proximité, les comportements résidentiels de ces populations aisées ont aussi un effet indirect au delà de cette zone de Bogota, sur le marché du logement neuf et ancien de la capitale. Ces nouvelles aspirations résidentielles, générant une forte demande de logements dans une zone aux terrains déjà valorisés par un des principaux centres d'affaires de la capitale entraîne une profonde recomposition de la partie nord de la capitale.

6. UNE METROPOLE EN MOUVEMENT

Dans un contexte de croissance démographique encore soutenue, l'expansion périphérique se poursuit, avec des modalités nouvelles, tandis que les espaces déjà

INTRODUCCION	11
CAPITULO 1. MARCO CONCEPTUAL Y METODOLOGICO	13
1.1. NUEVOS CONCEPTOS DE MOVILIDAD	14
1.2. OBJETIVOS: FAMILIA Y REDES	15
1.2.1. HOGAR O UNIDAD DOMESTICA Y FAMILIA	16
1.2.2. REDES	17
1.3. LAS ENTREVISTAS	18
1.3.1. GUIA DE ENTREVISTA	19
1.3. 2. PROCESAMIENTO Y ANALISIS DE LAS ENTREVISTAS	21
1.4..DEFINICION DEL UNIVERSO DE ESTUDIO Y SELECCION DE LA MUESTRA	23
CAPITULO 2. MUNICIPIO DE SOACHA	34
2.1. CARACTERISTICAS DEL MUNICIPIO Y SUS BARRIOS	35
2.1.1. HIDROGRAFIA Y SUELOS	35
2.1.2. POBLACION	35
2.1.3. BARRIOS	39
2.1.4. SERVICIOS PUBLICOS	40
2.1.5. EDUCACION	41
2.1.6. SALUD	41
2.1.7. ACTIVIDADES ECONOMICAS	42
2.1.8. MIGRACION	42
2.2. BARRIOS DE LA MUESTRA	42
2.2.1. ESTRATO 1	44
2.2.2. ESTRATO 2	50
2.2.3. ESTRATO 3	54
2.2.4. INVASIONES O URBANIZACIONES PIRATAS	57
2.3. CARACTERISTICAS GENERALES DE LA MUESTRA	59
2.3.1. GENERALIDADES DE LAS FAMILIAS ENTREVISTADAS	61
2.3.2. REALIZACION DEL TRABAJO DE TERRENO	61
2.4. ANALISIS DE LAS ENTREVISTAS	62
2.4.1. <u>ETAPA1</u> - Situación anterior a la llegada a la ciudad	63
2.4.2. <u>HITO</u> - Momento de la llegada a la ciudad	64
2.4.3. <u>ETAPA 2</u> - Desplazamiento dentro de la ciudad	67
2.4.4. <u>HITO</u> - Momento de la llegada al barrio actual	70
2.4.5. <u>ETAPA 3</u> - Situación actual	71

a) Familiar	71
b) Vivienda	72
c) Movilidad cotidiana y trabajo	74
d) Relaciones de vecindario	76
2.5. CONCLUSIONES	77
CAPITULO 3. MUNICIPIO DE MADRID	79
3.1. DATOS GENERALES DEL MUNICIPIO	80
3.1.1. POBLACION	80
3.1.2. ACTIVIDADES ECONOMICAS	81
3.1.3. SERVICIOS PUBLICOS	83
3.1.4. VIVIENDA	85
3.2. CARACTERISTICAS GENERALES DE LA MUESTRA	90
3.3. CARACTERISTICAS GENERALES DE LA FLORICULTURA EN EL OCCIDENTE DE LA SABANA	92
3.3.1. CRECIMIENTO EN HECTAREAS Y NUMERO DE EMPLEADOS	92
3.3.2. MAYORIA DE EMPLEADOS DE SEXO FEMENINO	94
3.3.3. DE DONDE LLEGA LA GENTE	96
3.3.4. TIPOS DE EMPRESAS: DIFERENTES FORMAS DE CONTRATACION Y POLITICAS DE PERSONAL	99
3.3.5. CAMBIOS EN EL NIVEL DE ESCOLARIDAD DE LOS EMPLEADOS	101
3.3.6. EL LUGAR DE RESIDANCIA ES DETERMINANTE PARA LA CONTRATACION	103
3.3.7. OTRAS CARACTERISTICAS DE LAS POLITICAS DE PERSONAL	104
3.3.8. CONCLUSIONES	105
3.4. ANALISIS DE LAS ENTREVISTAS	106
3.4.1. ANTES DE MADRID	106
3.4.2. LLEGADA Y DESPLAZAMIENTO	111
3.4.3. MOMENTO ACTUAL	114
3.5. CONCLUSIONES	121
CAPITULO 4. MUNICIPIOS DE CHIA Y TABIO	122
4.1. DATOS GENERALES DEL MUNICIPIO DE CHIA	124
4.1.1. POBLACION	124
4.1.2. ACTIVIDADES ECONOMICAS	124
4.1.3. VIVIENDA	127
4.1.4. MIGRACION	127
4.2. DATOS GENERALES DEL MUNICIPIO DE TABIO	127
4.2.1. POBLACION	131
4.2.2. ACTIVIDADES ECONOMICAS	131

4.2.3. VIVIENDA	132
4.3.4. MIGRACION	132
4.3. CARACTERISTICAS GENERALES DE LA MUESTRA	134
4.4. ANALISIS DE LAS ENTREVISTAS	136
4.4.1. CHIA	136
4.4.2. TABIO	144
4.5. CONCLUSIONES	148
CAPITULO 5. CONCLUSIONES GENERALES	150
BIBLIOGRAFIA	157

Texte proposé pour la revue Cahiers des Amériques Latines
(numéro coordonné par Maria Eugenia COSIO)

Trajectoires résidentielles et recompositions urbaines à Bogota (Colombie)

Françoise DUREAU (chercheur ORSTOM)

Résumé

Depuis les années 1980, la concentration croissante de la population urbaine et des fonctions métropolitaines à Bogota s'accompagne de profondes transformations dans le rythme, les composantes et les formes du développement de la capitale, ainsi que de rapides recompositions internes. Pour appréhender ces mutations, cet article privilégie l'analyse des comportements résidentiels, en mettant l'accent d'une part sur les rapports entre mobilité résidentielle et mobilité quotidienne, d'autre part entre le niveau micro de ces mobilités spatiales et le niveau macro des processus de production de l'espace résidentiel : c'est dans cette perspective systémique qu'est replacée l'analyse de la mobilité spatiale comme facteur des transformations actuelles que connaît la capitale colombienne.

Mots-clefs

Colombie - Bogota - Mobilité intra-urbaine - Navettes - Trajectoires résidentielles - Logement - Recompositions urbaines - Ségrégation

Dans le panorama de l'urbanisation latino-américaine, la Colombie présente des traits originaux : relativement tardive, l'urbanisation colombienne a aussi été particulièrement rapide en comparaison aux autres pays de la région, mais surtout elle a donné naissance à un réseau urbain assez équilibré. Echappant à la règle, la plus courante en Amérique Latine, de la concentration de l'explosion urbaine sur la capitale, le réseau urbain colombien présente un profil particulier, nettement quadricéphale. Toutefois, depuis une quinzaine d'années, ce relatif équilibre entre Bogota et les trois autres métropoles millionnaires tend à évoluer au profit de Bogota, qui occupe une place croissante en termes démographiques, politiques et économiques (GOUESET, 1994). Dans un contexte de ralentissement du rythme d'urbanisation du pays, la primauté de Bogota s'affirme sensiblement : les changements structurels de l'économie colombienne et la mondialisation de l'économie se traduisent dans la participation de Bogota au processus de métropolisation qui marque actuellement la planète. La concentration croissante de la population urbaine et des fonctions métropolitaines à Bogota s'accompagne depuis les années 1980 de profondes transformations dans le rythme, les composantes et les formes du développement de la capitale, et de rapides recompositions internes. Dans un contexte de croissance démographique encore soutenue, la dynamique d'expansion spatiale s'exerce de plus en plus intensément au delà des limites du District, dans les communes de la périphérie métropolitaine ; dans le même temps, apparaissent de nouvelles logiques de localisation résidentielle, produisant des modifications importantes dans la répartition du peuplement et les formes de la ségrégation au sein de Bogota.

Des enquêtes réalisées en 1993 et 1994 dans certains quartiers de la capitale et des communes de la périphérie métropolitaine¹ permettent d'analyser ces nouveaux comportements résidentiels et leurs effets sur les structures urbaines. Appréhendant les stratégies résidentielles des populations comme le produit "des arbitrages entre leurs aspirations et les contraintes auxquelles elles se trouvent confrontées" (BRUN, 1993), l'accent sera mis d'une part sur les rapports entre mobilité résidentielle et

¹ Ces enquêtes s'inscrivent dans une recherche menée depuis 1992 par une équipe composée de F. DUREAU, C.E. FLOREZ et M.C. HOYOS, dans le cadre d'une convention ORSTOM-CEDE sur "Les formes de mobilité de la population de Bogota et son impact sur la dynamique de l'aire métropolitaine". Le système d'enquête combine : une observation statistique comportant 2 passages à un an d'intervalle (octobre 93 et 94), auprès d'un échantillon de 1031 ménages, sélectionnés dans 7 quartiers de Bogota et 4 municipalités périphériques de l'aire métropolitaine; et une observation anthropologique auprès d'un sous-échantillon de 66 ménages résidant dans ces 4 municipalités. Pour une description détaillée du système d'enquête, se reporter à : DUREAU et al., 1994-a.

mobilité quotidienne, d'autre part entre le niveau micro de ces mobilités spatiales et le niveau macro des processus de production de l'espace résidentiel. Nous nous livrerons dans cet article à une lecture des mobilités différentielles de trois groupes sociaux contrastés, correspondant à autant de niveaux de maîtrise de l'espace métropolitain². Outre la population la plus démunie, centre d'attention de la majorité des études sur les villes du tiers monde, nous nous intéresserons aux comportements des classes moyennes et des populations aux plus hauts revenus : elles ont un rôle clef dans la mise en place et les recompositions actuelles des structures de la capitale colombienne. C'est dans cette perspective systémique et différentielle que sera replacée l'analyse de la mobilité spatiale comme facteur des transformations actuelles que connaît la capitale colombienne.

1. UN RYTHME DE CROISSANCE EN BAISSÉ, MAIS ENCORE SOUTENU

Au début du siècle, Bogota compte à peine 100.000 habitants. Son rythme de croissance s'accélère sensiblement à partir des années 1950 : Bogota est alors la capitale latino-américaine qui a le rythme de croissance le plus rapide, avec un taux de 6,9% par an entre 1951 et 1964. Comme dans les autres grandes villes colombiennes, mais moins fortement que dans celles-ci, le rythme de croissance de la capitale se ralentit depuis une vingtaine d'années. Son taux d'accroissement passe en dessous du seuil de 4% au milieu des années 1970. Fin 1993, la capitale colombienne rassemble près de 5,5 millions d'habitants, et croit à un rythme proche de 3% par an³. Cette évolution traduit directement les deux phénomènes majeurs de l'histoire démographique de la Colombie : la transition démographique, amorcée à la fin des années 1930, et la baisse d'intensité des flux migratoires en direction des plus grandes villes du pays depuis le milieu des années 1970, après la période d'exode rural massif des années 1960.

. L'évolution des composantes de la croissance

Tandis qu'en 1950 à peine plus d'un tiers de la population colombienne résidait en ville, la population urbaine représentait déjà les 2/3 de la population totale au début des années 1980. Depuis les années 1960, et spécialement pendant la première moitié des années 1970, la Colombie a été soumise à un vaste processus d'exode rural : entre

² L'étude des mobilités résidentielles dans trois quartiers repose sur des analyses menées en collaboration avec d'autres chercheurs, avec lesquels ont été rédigés des textes présentant des résultats plus détaillés. Pour les quartiers populaires et les résidences de classes moyennes de Soacha: DUREAU, FLOREZ et HOYOS, 1994-b . Pour les quartiers aisés de Chapinero : DUREAU, LULLE et PARIAS, 1995.

³ Ces chiffres correspondent à des informations non officielles issues du recensement d'octobre 1993.

1964 et 1973, plus de 250.000 personnes ont migré chaque année depuis les zones rurales vers les villes (BANGUERO, 1985). Cet exode rural a été largement polarisé par les quatre plus grandes villes, qui ont absorbé 40% du total des flux migratoires du pays pendant la période intercensitaire 1964-1973 (RUEDA, 1979). Après une phase d'exode rural intense, se produisent au milieu des années 1970 des changements importants dans l'intensité et la direction des flux migratoires, conduisant à une diminution de l'apport de la migration dans la croissance démographique de Bogota et des autres métropoles colombiennes, et à une augmentation de cette contribution à la croissance des périphéries métropolitaines et des villes secondaires. Le taux annuel de migration nette de Bogota passe de 2,1% au début des années 1970 à 1,2% au début des années 1980 (GRANADOS, 1992). Une diversification sensible des directions de la migration, mais aussi une plus grande complexité des trajectoires migratoires et le développement de nouvelles formes de mobilité spatiale, plus temporaires, marquent la dernière décennie en Colombie. Cependant, au delà de son effet direct sur la croissance de la capitale, l'exode rural intense poursuit ses effets au-delà de sa période de maximale intensité, à travers les modifications apportées à la structure par sexe et âge de la capitale. En effet, l'on retrouve globalement dans la capitale colombienne les traits classiques de la migration vers les villes latino-américaines : caractère féminin (depuis les années 1950, s'étant accentué au cours des années 1960) et jeunesse des migrants (âge moyen à la migration légèrement supérieur à 20 ans).

Profitant de l'ensemble des facteurs propices à une réalisation précoce et rapide du processus de transition démographique, à l'heure actuelle, Bogota présente globalement les plus faibles niveaux de fécondité et de mortalité du pays. Les modalités de la transition renforcent l'effet d'une migration composée majoritairement de jeunes adultes sur la structure démographique de la capitale : la proportion d'adultes de 15 à 64 ans y est très élevée (65% en 1990). Cette structure par âge maintient l'accroissement naturel à un rythme soutenu : de l'ordre de 2,1% en 1980-1985, ce taux ne passera en dessous de 1,5% que dans les dernières années de ce siècle. Comme dans les autres grandes villes colombiennes, l'apport des flux migratoires vers Bogota s'efface donc progressivement au regard de la croissance naturelle, que la jeunesse de la population, produit des mouvements migratoires des décennies précédentes, maintient à un niveau élevé : tandis que l'accroissement naturel n'expliquait en 1973 que 37% de la croissance de Bogota (DANE, 1978), et 51% en 1979, il est responsable de 78% de celle-ci en 1990 (YEPES et BOSONI, 1993).

. La redistribution géographique de la croissance

Outre la baisse d'intensité des flux migratoires et la transition démographique, un troisième fait démographique majeur intervient dans la dynamique démographique de la capitale : "la transformation des schémas de distribution géographique de l'accroissement de la population" (GRANADOS, 1992), au profit de communes périphériques. En effet, l'accroissement de la population est maintenant plus rapide dans les communes voisines de la capitale que dans la capitale proprement dite. Observable dès la période intercensitaire 1973-1985, la croissance accélérée des communes de la périphérie métropolitaine se poursuit actuellement : au début des années 1990, le rythme de croissance des 8 communes voisines de Bogota est deux fois plus rapide (5,9% par an) que celui de la capitale (GRANADOS, 1992). Entre 1990 y 1995, on estime qu'un cinquième de l'accroissement démographique total de l'aire métropolitaine de Bogota se réalise au delà des limites de la métropole proprement dite, dans la périphérie métropolitaine.

Ainsi, depuis le milieu des années 1970, la dynamique démographique de la capitale colombienne connaît des changements importants. Après une phase de croissance accélérée et circonscrite dans les limites administratives du District, Bogota est entrée dans une étape de croissance moins rapide mais encore soutenue, marquée par une dynamique d'étalement sur les communes de la périphérie métropolitaine. A l'heure actuelle, le développement de la capitale colombienne intègre un nombre croissant de communes contiguës au District, comme Soacha ou Chia, mais aussi des communes de la Sabana⁴ plus éloignées comme Madrid qui "seraient en train de polariser ce processus d'expansion" (CUERVO, 1992).

2. UNE DYNAMIQUE DE PEUPEMENT MARQUEE PAR UNE EXPANSION SPATIALE CONTINUE ET UNE SEGREGATION TRES MARQUEE

Jusqu'en 1938, la capitale conserve le caractère concentrique et relativement compact des siècles précédents : la densité avoisine alors 130 habitants par hectare. Limitée sur sa bordure orientale par une chaîne montagneuse, *los cerros orientales*, Bogota peut par contre s'étendre sans contrainte naturelle dans les autres directions, sur les terres planes de la Sabana. La croissance démographique particulièrement rapide du début des années 1940 jusqu'au milieu des années 1970 se traduit par une expansion spatiale encore plus spectaculaire : en 1973, la capitale est 12 fois plus étendue qu'en

⁴ La Sabana désigne la plaine de la Cordillère orientale, situé à environ 2600 m d'altitude sur laquelle s'est développée Bogota. Outre le District de Bogota, environ 25 communes du département de Cundinamarca sont situées sur cette plaine, bordée par des reliefs plus élevés.

1938, alors que dans le même temps la population est multipliée par 9 (MOHAN, 1981). La densité atteint alors son niveau minimum, passant en dessous du seuil des 100 habitants par hectare. La dynamique d'étalement de Bogota se poursuit durant les années 1980. Entre les recensements de 1973 et 1985, les arrondissements centraux présentent des taux négatifs. Dans le même temps, les arrondissements ayant des rythmes de croissance très rapide, avec des taux compris entre 7 et 13%, sont tous situés dans la partie périphérique du District. Et ce mouvement d'expansion franchit même les limites de la capitale et s'exerce sur les communes périphériques.

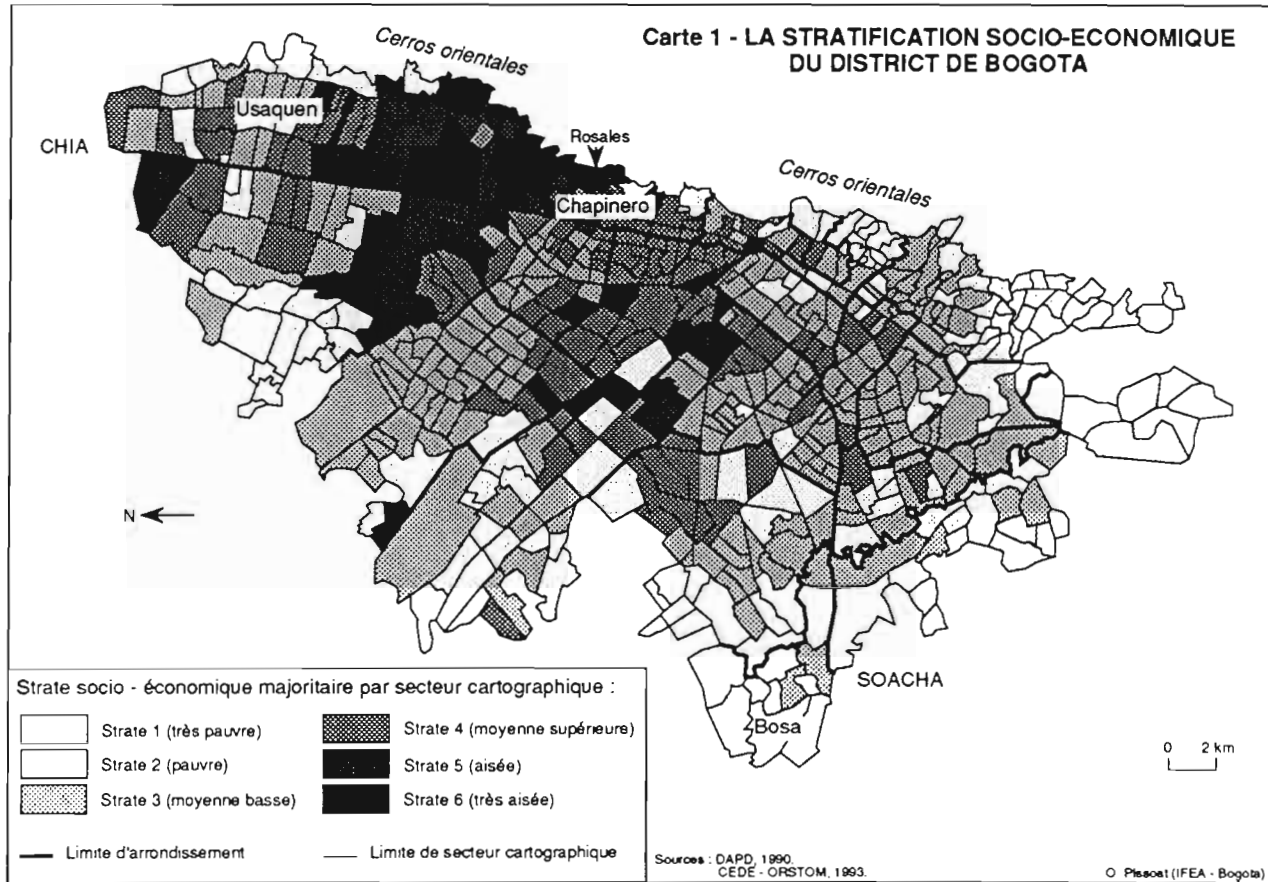
Cet étalement continu sur les terres de la Sabana s'accompagne à partir des années 1940 de la mise en place de structures fonctionnelle et sociale très marquées⁵. En effet, à partir des années 1940, le centre de la capitale, dont la fonction commerciale et financière s'affirme, est progressivement abandonné par les classes aisées pour des localisations plus septentrionales, le long des *cerros orientales*. Simultanément, s'accroît le caractère populaire du sud, tandis que l'industrie se concentre à l'ouest, aux environs de la gare de chemin de fer. Dès les années 1950, se trouvent ainsi mises en place les structures majeures de Bogota, qui ne feront que s'accroître durant les deux décennies suivantes. Les classes aisées poursuivent leur déplacement progressif vers le nord, tandis que le front d'expansion sud de la ville est le fait des populations pauvres. Quant aux classes moyennes, dont le nombre croît rapidement durant cette période, soit elles occupent les quartiers abandonnés par les familles les plus aisées, soit elles se concentrent dans la partie occidentale de la capitale. Cette division sociale des espaces résidentiels s'accompagne de la consolidation de la structuration fonctionnelle articulée autour de deux axes principaux : un axe tertiaire centre-nord, et un axe industriel centre-ouest. D'une ville mononucléaire et relativement compact, Bogota passe en moins d'un demi siècle à une ville semi-circulaire, polynucléaire, avec une forte spécialisation fonctionnelle, se traduisant par une grande concentration des zones d'emploi⁶, et une ségrégation sociale très marquée (Carte 1).

A partir des années 1980, la dynamique d'expansion spatiale, qui s'exerce de plus en plus intensément dans les communes de la périphérie métropolitaine, s'accompagne de nouveaux mouvements, liés à des changements sensibles dans les logiques de localisation résidentielle des différentes couches de la population de

⁵ Pour un historique de la structuration spatiale de Bogota, se reporter à JARAMILLO (1990, 1992 et 1994) ou CUERVO (1995), dont sont issues les informations résumées dans ce paragraphe.

⁶ En 1989, l'axe tertiaire centre nord rassemble environ 30% des emplois de la capitale, et l'axe industriel centre-ouest 20% (CUERVO, 1995).

Carte 1 - LA STRATIFICATION SOCIO-ECONOMIQUE
DU DISTRICT DE BOGOTA



Bogota. Selon JARAMILLO (1992 et 1994), l'augmentation des distances et une relative pénurie de terres seraient à l'origine d'une nette baisse d'intensité de la dynamique d'expansion spatiale, s'accompagnant d'une revalorisation des localisations centrales et d'un processus de densification de la capitale ; ce processus se traduirait aussi par une diminution de la ségrégation spatiale. Certes, comme nous le verrons en détail, le déplacement continu des familles aux plus hauts revenus vers le nord se freine sensiblement, s'inverse même au profit de localisations plus centrales. Et les classes moyennes commencent à s'installer dans des zones du sud et du sud-ouest traditionnellement occupées par les secteurs populaires et dans l'extrême périphérie nord de la capitale. L'évolution des taux de croissance par arrondissement à la fin des années 1980 confirme la réalité de ces changements : ils se traduisent par une relative homogénéisation et une redistribution géographique des taux de croissance des arrondissements du District de Bogota. Par contre, l'hypothèse d'un arrêt de la dynamique d'expansion spatiale ne semble pas se vérifier pour autant. Si, à la fin des années 1980, les croissances les plus rapides ne s'observent plus dans les arrondissements périphériques de Bogota, c'est que le front d'expansion métropolitain a franchi les limites du District. La pénurie de terrains à l'intérieur du périmètre urbain du District tend à transférer les occupations illégales de terres des classes populaires sur les communes de la périphérie métropolitaine comme Soacha, où le contrôle de terres est aussi moins strict. A l'autre extrémité de la ville, au nord, les communes périphériques telles que Chia et Cota, sont depuis une dizaine d'années le territoire où s'exerce de façon privilégiée la déconcentration urbaine des classes relativement aisées. Ces populations viennent y chercher une qualité de vie et un environnement qu'elles ne peuvent plus trouver dans une capitale gravement affectée par le manque d'espace verts, les encombrements et la pollution. En fait, l'étalement des banlieues populaires et la déconcentration urbaine de populations plus favorisées sur les communes de la périphérie métropolitaine semblent s'exercer simultanément avec les recompositions internes et les processus de redensification de certains quartiers consolidés du District. La flexibilité des comportements résidentiels de la population, mais aussi celle des agents du secteur de la construction, ainsi que le caractère permissif du cadre réglementaire dans une capitale neuve, avec une croissance toujours soutenue et accédant au statut de métropole, se conjuguent et font que toutes ces transformations se réalisent dans le même temps avec une ampleur et une rapidité particulières.

3. L'OCCUPATION ILLEGALE DE TERRES HORS DES LIMITES DU DISTRICT

Les coûts prohibitifs du logement produit par le secteur capitaliste et les difficultés d'accès aux logements sociaux subventionnés par l'Etat font que les populations pauvres de Bogota n'ont d'autre solution pour se loger que la suroccupation des logements, ou l'autoconstruction sur des terrains occupés illégalement (JARAMILLO, 1992). La participation des quartiers illégaux à l'expansion spatiale de Bogota va en augmentant : responsable de moins de 20% de l'expansion dans les années 1960, l'occupation illégale de terres périphériques expliquerait le tiers de l'expansion spatiale de la capitale durant les années 1980, et plus de la moitié au début des années 1990 (HATAYA et al, 1994). A l'heure actuelle, une grande partie des quartiers illégaux de la capitale se développe dans les communes périphériques : c'est notamment le cas à Soacha, qui en 1993 concentre le quart de la population de Bogota et sa banlieue vivant dans des quartiers subnormaux. Dans cette commune où, aux dires même de l'administration municipale (1992), le contrôle des terres était ces dernières années particulièrement déficient, l'autoconstruction illégale est devenu le principal mode de production du logement. Le déplacement géographique, hors des limites du District de Bogota, des occupations illégales de terres s'accompagne d'un changement de nature : le lotissement clandestin cède plus souvent la place à l'invasion⁷.

Les enquêtes montrent clairement la dynamique de production de l'espace résidentiel et le système de peuplement des quartiers illégaux de la partie orientale de Soacha. Elles révèlent aussi l'ampleur des différences entre les quartiers populaires du secteur Leon XIII, situés sur la partie plane de la commune, et ceux des Altos de Cazuca, occupant des versants abrupts, soumis à une érosion très active et à de forts risques d'éboulement. Si les quartiers de Leon XIII se consolident et se densifient très rapidement, il n'en n'est pas de même dans les quartiers des Altos de Cazuca. En une année, le nombre de logements n'augmente que de 2% dans les îlots des Altos de Cazuca recensés en octobre 1993 et 1994, tandis qu'il augmente de 21% dans ceux de Leon XIII. Les Altos de Cazuca comptent une proportion de maisons en matériaux précaires encore élevée même plusieurs années après l'occupation du terrain. Une fois épuisée la ressource traditionnelle des urbanisateurs pirates, à

⁷ Traditionnellement, Bogota se distinguait des autres grandes villes latino-américaines. L'invasion (occupation de terrains non mis en valeur sans le consentement du propriétaire, pour y établir un quartier) demeurait minoritaire dans le processus d'occupation illégale de terrains à Bogota; et le lotissement clandestin (basé sur une vente de lots sous-équipés ne remplissant pas les règles d'urbanisme) constituait la forme la plus courante. Par contre, parmi les ménages vivant en 1992 dans des quartiers d'origine illégale de Soacha, les 2/3 résidaient dans des lotissements clandestins, et 1/3 dans des quartiers d'invasion (Municipio de Soacha, 1992).

savoir les terrains plats inondables du sud et sud-ouest de Bogota, les occupations illégales de terres se portent maintenant sur les reliefs du sud de la capitale, dont ceux situés sur le territoire municipal de Soacha. Les caractéristiques physiques du secteur des Altos de Cazuca, la faiblesse des investissements de la part d'une population à très bas revenus et n'ayant que peu d'espoirs de légalisation rapide de son terrain, rendent la consolidation de ce secteur problématique, voir quasi impossible dans les parties les plus accidentées. De ce fait, la règle générale caractérisant les quartiers illégaux de Bogota dans les années 1980 qui voulait que l'habitat en matériaux précaires cède progressivement la place à des constructions en dur, toujours en vigueur dans les quartiers récents de Leon XIII, se trouve par contre largement remise en cause aux Altos de Cazuca. Ce différentiel dans les rythmes de production et de transformation de l'espace bâti a un impact direct sur le système de peuplement et la composition démographique de ces quartiers.

. Soacha, un quartier de Bogota

En dehors d'une composante, très minoritaire, de chefs de ménage nés à Bogota, la majorité des familles vivant dans les quartiers populaires de la partie orientale de Soacha ont à leur tête des migrants nés en dehors de Bogota et de la périphérie métropolitaine. Ces migrants ne se sont pas installés directement dans le secteur; ils sont d'abord passés par une phase dans le secteur locatif au sein du District le plus souvent, parfois aussi dans d'autres secteurs de Soacha. Avant d'acquérir un logement dans ces quartier illégaux, les familles ont suivi un itinéraire marqué par de multiples déménagements dans le secteur locatif. En effet, les occupations illégales de terres ne sont généralement pas le fait de migrants récents, qui suivraient une trajectoire linéaire d'insertion allant de l'habitat précaire illégal au secteur locatif, puis éventuellement à la propriété dans des quartiers consolidés. Les modalités de réalisation de ces occupations de terres supposent l'existence d'un réseau de relations permettant d'avoir accès à l'information, condition difficilement accessible au migrant récemment arrivé.

Après une phase initiale de peuplement par des familles de Bogota, nées dans la capitale ou migrantes de longue date, qui solutionnèrent leur besoin de logement par des occupations illégales à Soacha, ces quartiers se trouvent maintenant au début d'une phase de maturation démographique. Les quartiers les plus consolidés, ceux de Leon XIII, commencent à accueillir dans les logements en location des migrants arrivant directement depuis l'extérieur de l'aire métropolitaine; de jeunes couples

pauvres de Bogota peuvent aussi y satisfaire leur besoin de logement. Ainsi le processus de consolidation des quartiers, qui s'accompagne d'une diversification dans l'offre de logement (augmentation des logements en location⁸ et en vente) va de paire avec une diversification de la population qui s'y installe. Soacha commence à jouer un rôle de réception de la migration vers la capitale, comme tout autre quartier populaire des arrondissements périphériques de Bogota. L'épuisement des possibilités de logement en location dans les quartiers centraux du District, se conjugue à l'apparition d'une offre dans les parties consolidées de la périphérie. De ce fait, suivant le processus d'expansion de la capitale, la proportion des migrants s'installant en premier lieu dans les quartiers centraux de Bogota devient actuellement minoritaire, au regard de ceux s'installant directement dans les arrondissements périphériques du District de Bogota, ou dans les communes de la périphérie comme Soacha. Le processus de consolidation des quartiers illégaux constitue la donnée centrale de cette évolution, déjà mise en évidence à Mexico (COULOMB, 1988, cité par TOMAS, 1994) : il aboutit à une concentration sensible des trajectoires résidentielles, la location et l'autoconstruction se réalisant au sein d'un même espace périphérique.

La concentration des lieux de résidence antérieurs des habitants de Leon XIII et des Altos de Cazuca, dans la partie sud-ouest des quartiers de Bogota ayant une offre de locations bon marché confirme l'existence d'espaces de mobilité intra-urbaine. Pour les migrants (non natifs de Bogota et sa périphérie métropolitaine), le premier logement dans la capitale est fortement déterminé par la condition sociale et les réseaux d'entraide sur lequel s'appuie le migrant : il se révèle décisif pour la suite de la trajectoire résidentielle des migrants dans Bogota. Tout comme le lieu de domicile des parents pour les natifs de Bogota, c'est à partir de ce premier logement que se définit, dans une large mesure, un espace de mobilité résidentielle du migrant à Bogota, au sein de l'espace qui lui est accessible sur le plan économique dans une ville où la ségrégation sociale est particulièrement marquée. C'est dans ce cadre spatial largement défini par les réseaux de relation que s'effectuent les multiples changements de logement en location⁹, provoqués autant par des

⁸ Le processus de consolidation des quartiers populaires se traduit systématiquement par une offre importante de logements en location, de nombreux habitants de ces secteurs adoptant cette solution pour compléter leurs revenus. En 1993, à Leon XIII, plus du tiers des ménages sont locataires de leur logement, alors que seulement un dixième des ménages des Altos de Cazuca sont dans cette situation.

⁹ La population des locataires connaît une mobilité extrême : en 1993, à Leon XIII, 12% des adultes ont occupé au moins 3 logements différents au cours de l'année.

problèmes économiques, que par les tensions dans les relations entre voisins dans des maisons où l'entassement est de règle, ou par l'instabilité familiale. C'est aussi dans ce cadre que se réalise l'objectif vers lequel tendent ces trajectoires résidentielles : devenir propriétaire de son logement. Représentant la sécurité, la stabilité, et la fin de tous les problèmes responsables des perpétuels déplacements entre pièces louées, le logement en propriété est porteur de l'ensemble des projets des pauvres, et justifie tous les sacrifices. Pour des populations aux ressources limitées dont l'espace relationnel est centré sur le sud-ouest de la capitale, le territoire de Soacha constitue une alternative de plus en plus souvent choisie pour la réalisation de ce rêve. Ce sont les opportunités de logement dans ce secteur de la capitale, et non l'offre d'emploi local ou la proximité du lieu de travail qui constitue le fondement de leur installation dans cette commune. La capacité de choix résidentiel est bien évidemment extrêmement réduite pour des ménages aux revenus modestes et précaires; et il leur est impossible de faire dépendre le lieu de résidence d'un emploi à la localisation très changeante. Pour eux, "la ville comme marché du travail est accessible, indépendamment du lieu de résidence" (CUERVO, 1992). Correspondant à des logiques et perceptions de la ville bien distinctes, le caractère très circonscrit de l'espace résidentiel et social s'oppose à la dispersion de l'espace de travail des habitants des secteurs orientaux de Soacha.

. Une ségrégation aux effets multipliés par le découpage administratif

Sur le plan démographique, Soacha se comporte exactement comme un quartier de Bogota, sans autre spécificité que celles liées à sa localisation au sud de la capitale et à ses conditions topographiques : Soacha fait partie de l'espace de mobilité résidentielle de la population pauvre de Bogota. Les secteurs orientaux de Soacha reçoivent directement dans leurs quartiers consolidés une part de la migration vers la capitale et font partie des solutions résidentielles des groupes défavorisés de la population résidant déjà à Bogota. La croissance accélérée de cette commune n'est que la manifestation de l'étalement des banlieues pauvres d'une capitale recevant encore un flux important de migrants. Mais, si la limite du District n'arrête d'aucune manière l'étalement de Bogota, elle a en revanche des conséquences importantes tant pour les familles vivant à Soacha que pour la gestion urbaine. En effet, une commune périphérique comme Soacha, contrainte à recevoir les populations les plus pauvres de la capitale et ne pouvant satisfaire leur besoin de logement que dans ces conditions, doit faire face au développement de quartiers d'expansion de la capitale avec des coûts d'équipement très élevés du fait d'une

topographie particulièrement difficile. De plus, la situation antérieure de tolérance à l'extension progressive des périmètres de desserte des entreprises de Bogota au delà même des limites du District se trouve remise en cause par l'accord 06 de 1990 régissant le développement de Bogota. Pour obtenir des entreprises de services de Bogota le raccordement aux réseaux d'eau potable et d'égout, les municipalités doivent maintenant financer les coûts de l'infrastructure nécessaire à l'extension du réseau; aucun mécanisme de redistribution des ressources financières entre les collectivités locales n'étant prévu, les municipalités les plus pauvres se trouvent exclues de certains services publics. Ce nouveau contexte légal se conjugue donc avec une topographie compliquant, voire interdisant, la consolidation de certains quartiers, pour compromettre le processus traditionnel qui permettait aux familles pauvres de Bogota, au prix d'une grande solidarité au niveau du quartier et de sacrifices personnels lourds et prolongés, d'accéder à la terre et à un logement qui acquerrait progressivement tous les attributs d'un logement produit par le secteur formel de la construction. En l'absence de reconnaissance légale des réalités actuelles de la dynamique de Bogota, qui intègre un nombre croissant de communes contraintes à jouer des rôles spécifiques dans le système métropolitain, demeure exclu de la capitale un nombre grandissant de citoyens appartenant à la frange la plus pauvre. Pourtant, de fait ils vivent dans un quartier de Bogota. En franchissant les limites administratives du District, la logique de ségrégation résidentielle se révèle encore plus lourde de conséquences pour les populations.

4. L'APPARITION D'ENCLAVES DE CLASSES MOYENNES DANS DES QUARTIERS POPULAIRES DE LA BANLIEUE SUD

Tandis que la sortie sud de Bogota n'était bordée "traditionnellement" que d'industries et de quartiers populaires autoconstruits, un phénomène nouveau fait son apparition au cours des dernières années à proximité immédiate des quartiers subnormaux que nous venons de décrire. Surgissent des ensembles d'immeubles ou de maisons, avec tous les attributs extérieurs des résidences pour classes moyennes : parkings, espaces verts et parcs de jeux privés, antennes paraboliques, clôtures métalliques et systèmes de surveillance. Dans le cadre du projet d'urbanisme "*Ciudad de los Heroes*", approuvé par en 1977 par le Secrétariat des Travaux Publics du Département de Cundinamarca, différentes entreprises se sont partagé les terres d'une ancienne hacienda pour construire des programmes de logements. Les entrepreneurs ont bénéficié du système de soutien à la production de logements sociaux. Néanmoins, ces quartiers sont classés dans la catégorie "moyenne" pour la tarification des services publics, et rassemblent la population la plus aisée de la

commune de Soacha ; de plus, on observe au cours des deux dernières années une nette tendance à l'élévation du standing de ces résidences. Les caractéristiques de la population résidant en 1993 dans ces logements montrent que les promoteurs ont atteint leur objectif : une occupation très rapide par une population d'environ 50.000 personnes actuellement, appartenant aux classes moyennes, avec une forte proportion d'employés, de techniciens et de cadres moyens. De même que le parc de logements est très homogène (les deux tiers des logements ont 2 chambres), la population qui y réside est particulièrement uniforme en termes démographiques : il s'agit essentiellement de ménages nucléaires de 2 à 4 personnes, avec à leur tête des hommes jeunes, de moins de 40 ans.

Ces résidences ne sont pas un lieu d'installation de la population née à Soacha. Elles sont peuplées quasi-exclusivement de ménages qui vivaient auparavant à Bogota, les deux tiers d'entre eux ayant un chef de ménage né hors de l'aire métropolitaine. Les immigrants vers Bogota et sa périphérie métropolitaine ne s'y installent pas directement : 92% d'entre eux comptent 10 années ou plus de résidence dans la capitale, et un tiers 20 années ou plus, dans ces résidences très récentes, où les habitants ont tous moins de 5 années de présence. En fait, ces logements attirent surtout une population ayant déjà une durée de séjour importante dans la capitale, et des trajectoires résidentielles marquées par plusieurs déménagements entre logements en location. Immédiatement avant de déménager vers Soacha, les deux tiers d'entre eux vivaient dans le péricentre de Bogota, et le quart dans la périphérie occidentale : leur itinéraire intraurbain s'inscrit dans les arrondissements comptant une offre de location pour les classes moyennes, avec un abandon progressif du centre de Bogota vers les arrondissements plus périphériques. La migration vers Soacha correspond clairement à un processus d'accession à la propriété : la grande majorité (83%) des logements sont occupés par des propriétaires, qui le plus souvent bénéficient d'un prêt pour l'acquisition du logement¹⁰. Le caractère relativement économique de ces logements présentant les attributs tant valorisés du "*conjunto cerrado*" et bénéficiant d'une bonne desserte routière avec la proximité de l'autoroute rend ces résidences attractives, comme en témoigne la très rapide occupation des logements sitôt terminés. Ces résidences localisées sur le territoire communal de Soacha constituent indéniablement une des nouvelles options

¹⁰ Dans la grande majorité des cas, il s'agit d'un prêt sur 15 ans, avec un apport initial correspondant à 20% du prix du logement, et des mensualités de remboursement fixes. Actuellement, les appartements de Quintanares, résidence située au pied des Altos de Cazuca, se vendent autour de 20 millions de pesos (soit 100.000 FF).

résidentielles des classes moyennes de la capitale, venant s'ajouter aux localisations situées à l'intérieur du District : celles, traditionnelles, du péricentre et de la périphérie occidentale, ou les plus récentes à l'extrême nord de la capitale.

. Une forte dilatation de l'espace quotidien des ménages

Les classes moyennes qui transfèrent leur logement à Soacha continuent cependant à développer l'essentiel de leurs activités dans le District de Bogota. 93% des hommes et 100% des femmes travaillant hors du domicile exercent leur activité à Bogota. 93% des élèves du primaire et 100% des élèves du secondaire étudient dans des écoles de Bogota, la moitié d'entre eux dans des collèges du péricentre sud, et le reste dans des collèges du péricentre nord et de la périphérie occidentale. L'on retrouve donc un parallèle très net avec la distribution des lieux de résidence antérieure dans Bogota, correspondant aux implantations traditionnelles des classes moyennes dans la capitale. Du fait du décalage existant entre les attentes des parents en matière d'éducation et les caractéristiques de l'offre locale, à proximité de leur logement, les temps de transport des élèves des résidences de Soacha sont sensiblement supérieurs à ceux des élèves de même niveau social habitant au sein du District. Ils sont aussi nettement plus élevés que ceux de leurs voisins les plus défavorisés des Altos de Cazuca qui, eux, sont scolarisés à Soacha.

Pour les hommes, résider à Soacha ne se traduit pas par une détérioration sensible des conditions de transport jusqu'au lieu de travail, au contraire : d'une part, une proportion importante d'entre eux exercent leur activité professionnelle dans le centre et le sud de la capitale; d'autre part, un quart d'entre eux utilisent leur propre véhicule pour rejoindre leur lieu de travail. De plus, profitant du fait que, dans ce sud traditionnellement pauvre, les voies de circulation sont moins encombrées que dans le nord et l'ouest de la capitale (ARDILA GOMEZ, 1995), le temps de transport moyen des hommes des résidences de Soacha est inférieur à celui des hommes résidant dans les quartiers de classes moyennes situés dans les arrondissements occidentaux. Ce sont les femmes qui "payent" le fait de résider à Soacha : outre une moindre insertion professionnelle, on observe que les femmes qui travaillent le font au prix d'un coût énorme en termes de temps de transport (49 minutes en moyenne), systématiquement effectué en transport en commun. Plus de la moitié d'entre elles perdent plus d'une heure pour se rendre sur leur lieu de travail, alors que seulement un quart des hommes actifs résidant dans les mêmes quartiers de Soacha sont dans cette situation.

La mobilité journalière globale des ménages de ces résidences se distingue sensiblement du schéma le plus courant à Bogota. Certes, l'on retrouve un trait classique, la plus grande durée de transport pour les femmes que pour les hommes, mais cette différence est nettement plus marquée chez les classes moyennes de Soacha. Et, contrairement au schéma le plus fréquent, les enfants de ces ménages ont des temps de transport peu inférieurs à ceux de leurs parents, avec un écart bien moindre à celui généralement observé dans les classes moyennes de Bogota. Si l'on considère le total des temps de transport au sein du ménage, les classes moyennes résidant à Soacha ne sont pas en situation plus favorable que les populations les plus pauvres des Altos de Cazuca. Le fait de résider dans une enclave au sein de quartiers populaires se traduit par une forte dilatation des espaces quotidiens des ménages logeant dans les résidences de Soacha.

L'apparition de quartiers de classes moyennes dans le sud de la capitale est un phénomène totalement nouveau, directement lié à la raréfaction des terres urbanisables dans les territoires classiques d'installation de ces populations. Attirées par le prix des logements et la qualité de la desserte routière, des familles de classes moyennes transfèrent leur résidence à Soacha. Si ce comportement traduit une certaine évolution dans leur perception du Sud de la capitale, il ne signifie pas pour autant un changement fondamental : pour ces populations, le Sud est devenu "habitable", il n'est pas pour autant devenu "vivable", au sein plein du terme. La construction de résidences sur le territoire communal de Soacha produit certes une diversification sociale de la population de cette zone traditionnellement occupée par des quartiers populaires. Il s'agit d'un changement notable dans l'échelle de la ségrégation, mais qui ne remet aucunement en question la nature des relations entre les différents segments de la population. Dans certaines zones de la capitale, les secteurs populaires développent des relations économiques avec les populations voisines plus aisées. En revanche, les caractéristiques mêmes des Altos de Cazuca, où l'absence d'activités commerciales et artisanales est manifeste, font que la cohabitation entre groupes sociaux se traduit plutôt en un affrontement quotidien exacerbé par la proximité. La partie orientale de la commune de Soacha constitue l'archétype d'une ségrégation à l'échelle micro : la dynamique de peuplement centrifuge des classes moyennes aboutit à une cohabitation de deux segments bien différents de la population, mais sans aucune articulation entre eux.

5. LE RETOUR DE FAMILLES A TRES HAUTS REVENUS VERS DES LOCALISATIONS PLUS CENTRALES ¹¹

Si l'automobile joue un rôle déterminant dans la "périphérisation" des classes moyennes, c'est aussi l'automobile qui est à l'origine d'un changement notable dans les stratégies de localisation des familles de Bogota ayant les plus hauts revenus : elle provoque leur retour vers des quartiers plus centraux, proches de leurs zones d'emploi.

. De nouvelles aspirations résidentielles

L'allongement des temps de transport durant les vingt dernières années touche particulièrement la partie nord de la capitale, où le parc automobile est le plus dense. En 1994, il faut une heure pour se rendre en voiture de la *Calle 150* jusqu'au centre de la capitale, alors que le même trajet ne nécessitait qu'un peu plus d'une demi-heure en 1973 (ARDILA GOMEZ, 1995). La dégradation des conditions de transport et l'augmentation de l'activité féminine entraînent une revalorisation sensible des localisations plus centrales : l'attraction traditionnelle vers un Nord supposé plus agréable à vivre et plus sûr se trouve largement remise en question. C'est pourquoi, depuis le milieu des années 1980, la dynamique résidentielle des familles aisées de Bogota, traditionnellement caractérisée par un déplacement continu vers le nord, connaît un net revirement. Un nombre croissant de familles aisées décident de retourner vivre dans le péricentre nord, où les parents peuvent diminuer sensiblement leurs temps de transport sans pénaliser pour autant gravement leurs enfants. Dans les familles résidant à Rosales¹², fin 1993, la durée moyenne de transport est de l'ordre de 25 minutes entre le logement et le lieu de travail, et d'une demi-heure entre le logement et le lieu d'étude. A la même date, les adultes vivant dans les résidences d'Usaquen aux alentours de la *Calle 160* passent en moyenne entre 45 et 50 minutes pour se rendre de leur domicile au lieu de travail, et leurs enfants consacrent aussi une demi-heure en moyenne pour se rendre au collège. Confrontées à des temps de transport devenus prohibitifs, nombre de familles à hauts revenus où généralement les deux conjoints travaillent font le choix de vivre dans une zone plus centrale, près du centre d'affaires de l'*Avenida Chile*, dans la

¹¹ L'analyse des transformations des quartiers aisés du Nord de Bogota correspond à une recherche reposant sur : une analyse de l'offre de constructions neuves réalisée par A. PARIAS, à partir des permis de construire délivrés entre 1980 et 1991; une analyse des politiques urbaines, menée par T. LULLE; une analyse des dynamiques démographiques et comportements résidentiels, menée par F. DUREAU. Cette recherche a donné lieu à une communication : DUREAU et al., 1995.

¹² Quartier résidentiel de très haut standing situé sur les *cerros orientales*, dans la partie nord de l'arrondissement de Chapinero (voir Carte 1).

partie nord de l'arrondissement de Chapinero (Carte 1). Cette nouvelle demande de logement de la part de strates à hauts revenus trouve un écho immédiat auprès des promoteurs immobiliers et des entrepreneurs du bâtiment. Ces derniers réorientent rapidement leurs investissements sur la construction de logements de luxe dans la partie nord de Chapinero. La politique de financement du logement et les normes urbanistiques très permissives font que cette réorientation s'exprime avec une intensité particulière. A partir de 1986, dans cette zone de Bogota, le volume de la construction, resté stable au début de la décennie, augmente sensiblement, et se concentre sur les bâtiments à usage résidentiel. A côté d'un des principaux centres d'affaires de la capitale créé dans les années 1970 le long de l'*Avenida Chile*, se développe en un temps record un nouveau quartier résidentiel de populations à très hauts revenus.

. Augmentation et transformation de la population du nord de Chapinero

Au milieu des années 1980, s'opère donc un renversement de la dynamique démographique du nord de Bogota. Pendant les années 1970, le mouvement d'expansion vers le nord se traduisait par une stagnation de la population de Chapinero, liée au déclin de la fonction résidentielle dans ces quartiers au profit des activités tertiaires; au contraire, on observait des taux d'accroissement supérieurs à 10% dans l'arrondissement d'Usaquen, correspondant à la dynamique d'expansion de la ville vers le nord. Entre 1985 et 1991, le rythme de croissance du nord de Chapinero devient très élevé (11% par an), supérieur même à celui des quartiers aisés d'Usaquen (7%) : en seulement 6 ans, la population du nord de Chapinero est quasiment multipliée par deux. A la fin des années 1980, un flux de population en provenance du nord de la capitale se substitue au peuplement centrifuge traditionnel du nord de Chapinero, en provenance de quartiers plus centraux. Parmi les ménages résidant antérieurement à Bogota qui se sont installés entre 1985 et 1991 dans cette zone, 42% résidaient auparavant plus au nord, dans l'arrondissement d'Usaquen ; pour ceux installés avant 1985, cette proportion n'était que de 26%. Dans le quartier de Rosales, en 1993, la moitié des chefs de ménage résidant antérieurement en dehors de l'arrondissement de Chapinero proviennent du nord de la capitale, et seulement 10% des quartiers plus centraux; si l'on ne considère que les ménages installés au cours de l'année 1993 dans leur logement, ce sont les trois quart qui proviennent du nord.

Environ 90% de l'accroissement démographique de Chapinero peut être attribué à la densification physique de la zone, et à son extension sur les flancs des *cerros*

orientales : le nombre de logements de Chapinero augmente de 80% en six ans, de 1985 à 1991. La destruction des maisons, patrimoine architectural de ces anciens quartiers bourgeois, et leur remplacement par des immeubles d'appartements explique l'intensité du processus de densification¹³. Mais une autre composante ne saurait être négligée : l'augmentation de la taille moyenne des ménages, du fait de l'arrivée d'une vague de peuplement plus familiale dans un quartier qui comptait une forte proportion de ménages unipersonnels au début des années 1980. La grande majorité des ménages ayant déménagé entre 1985 et 1991 d'Usaquen vers la partie nord de Chapinero sont des familles nucléaires composées de 3 à 5 personnes, avec à leur tête des chefs de ménage jeunes (86% ont entre 29 et 43 ans). A une vague de peuplement du quartier par des ménages unipersonnels, succède une vague plus familiale se traduisant par un changement sensible dans la composition démographique de la population de Chapinero. La proportion d'enfants augmente sensiblement : quasi-absents en 1985, les enfants de moins de 5 ans forment 6% de la population en 1991, soit autant que dans les quartiers résidentiels de haut standing d'Usaquen. Et, malgré le départ de nombreuses familles étendues habitant les anciennes maisons de Chapinero, la taille moyenne des ménages passe de 3,3 à 3,5 personnes. La baisse de la proportion de ménages unipersonnels est particulièrement spectaculaire à Rosales, où elle passe de 17% en 1985, à 7% en 1991 et 5% en 1993.

Dans le même temps, l'évolution des prix, liés aux fonctions de Chapinero et à la pression foncière qui s'y exerce depuis les années 1970, se traduit par une diminution de la taille moyenne des logements, et une transformation rapide en un quartier réservé aux plus hauts revenus. L'évolution ascendante du quartier se lit directement dans la composition socioprofessionnelle des ménages en fonction des durées de séjour dans le logement : les ménages les plus récemment installés sont plus aisés que ceux installés durant les années 1970, à une époque de déclin du quartier où les classes les plus aisées l'abandonnaient pour des localisations plus septentrionales. Les ménages qui s'installent maintenant à Chapinero, et plus particulièrement à Rosales, sont des ménages qui d'une part ont un emploi et lieu

¹³ A Chapinero, de 1980 à 1991, la construction de maisons est négligeable (1% des logements neufs). La majorité (60%) des logements neufs correspond à des appartements dans des immeubles ayant entre 5 et 9 étages, le reste se répartissant à égalité dans des immeubles de moins de 5 étages ou de plus de 9 étages. Entre 1987 et 1990, la densification physique connaît un rythme exceptionnel : la production annuelle d'appartements dans des immeubles de 5 étages ou plus (dont un quart dans des immeubles de plus de 9 étages) est alors 2 à 3 fois plus importante qu'au début de la décennie (DUREAU et al, 1995).

de travail stables, et, d'autre part, ont les moyens financiers de choisir leur lieu de résidence : faisant de la proximité entre lieux de travail et de résidence un élément important de qualité de la vie, ils choisissent de vivre à Chapinero, à proximité de la plus importante zone d'emploi tertiaire de la capitale. Ainsi en 1993, plus de la moitié des actifs résidant à Rosales travaillent dans l'arrondissement de Chapinero et le tiers dans les arrondissements limitrophes. La proximité entre lieu de résidence et lieu de travail est encore plus marquée pour les chefs de ménage récemment installés dans le logement. A Rosales, 88% des chefs de ménage ayant emménagé en 1993 dans leur logement travaillent dans l'arrondissement de Chapinero, alors que cette proportion n'est que de 47% pour ceux ayant entre 1 an et 10 ans de résidence dans le logement, et de 24% pour ceux ayant plus de 10 ans dans le logement. Il est clair que le rapprochement du lieu de travail devient un paramètre déterminant dans le processus de choix du lieu de résidence. Ce recentrage résidentiel s'effectue le plus souvent à travers l'acquisition du logement : en 1994, à Rosales, les trois quart des logements neufs, achevés au cours de l'année précédente, sont occupés par des propriétaires.

On retrouve donc à Bogota une évolution mise en évidence dans les métropoles des pays industrialisés "dans les couches sociales ayant une capacité résidentielle stratégique" : "la recherche de localisations plus centrales, permettant le meilleur accès des membres du ménage au marché de l'emploi, aux équipements, et aux domiciles des parents et des amis" (ASCHER, 1995). Dans une métropole neuve comme Bogota, les dysfonctionnements des transports, et la grande flexibilité du secteur de la construction, dans un contexte de dérégulation, ont précipité le processus et intensifié ses conséquences. Outre leur impact direct sur la partie nord de Chapinero, se traduisant par une forte densification résidentielle et une évolution fonctionnelle liée à la satisfaction de cette nouvelle demande locale en équipements, commerces et services personnels de proximité, les comportements résidentiels de ces populations aisées ont aussi un effet indirect au delà de cette zone de Bogota, sur le marché du logement neuf et ancien de la capitale. Ces nouvelles aspirations résidentielles, générant une forte demande de logements dans une zone aux terrains déjà valorisés par un des principaux centres d'affaires de la capitale entraîne une profonde recomposition de la partie nord de la capitale.

6. UNE METROPOLE EN MOUVEMENT

Dans un contexte de croissance démographique encore soutenue, l'expansion périphérique se poursuit, avec des modalités nouvelles, tandis que les espaces déjà

consolidés sont l'objet de profondes transformations. Les distances créées par l'expansion continue des décennies précédentes, et accentuées par les problèmes de transport, modèlent le développement actuel de la capitale. La compétition pour l'accès au sol, de plus en plus forte, joue également un rôle majeur dans les formes de la dynamique métropolitaine : l'expansion spatiale doit maintenant affronter les reliefs qui bordent la Sabana au sud et à l'est, mais aussi la valorisation des terres agricoles occidentales consacrées à la culture intensive de fleurs. Face aux contraintes imposées par l'offre de logement et les structures urbaines, ou plutôt à la perception qu'en ont les ménages, les différents groupes sociaux adoptent des stratégies résidentielles très diverses, traduisant de grandes inégalités des ménages en matière de maîtrise d'un espace métropolitain fortement ségrégué. Les populations les plus riches aspirant à un rapprochement de leurs lieux de travail et de résidence trouvent satisfaction dans une offre importante de logements de haut standing localisés dans le péricentre nord, à proximité d'un des principaux centres d'affaires de la capitale. Les *conjuntos cerrados* de Soacha offrant aux classes moyennes l'opportunité de satisfaire dans des conditions relativement économiques leur idéal de logement, celles-ci adoptent massivement la nouvelle option résidentielle qui leur est offerte en banlieue sud : au prix d'une forte dilatation de leur espace quotidien, ces ménages s'installent sur un territoire classiquement dédié aux occupations illégales des populations les plus pauvres. Quant à ces dernières, vis à vis desquelles l'action de l'Etat est toujours notoirement insuffisante, elles se retrouvent condamnées à occuper des terres sur des reliefs accidentés des communes périphériques : le franchissement des limites du District se révèle lourd de conséquences pour ces citoyens les plus pauvres.

Dans un cadre réglementaire très permissif, et avec une politique publique du logement favorisant les classes moyennes et aisées, les aspirations résidentielles des différents groupes sociaux et leurs inflexions récentes se combinent avec les stratégies des constructeurs pour produire de profonds changements dans les caractéristiques de l'espace résidentiel et la structure du peuplement métropolitain. C'est ainsi que, sans que cela soit le résultat d'une volonté planificatrice, s'opèrent une densification démographique intense de certains quartiers déjà construits, et une recomposition des divisions sociales de l'espace métropolitain se traduisant par des situations nouvelles de cohabitation entre groupes sociaux. Outre la mobilité de peuplement vers des logements neufs plus particulièrement analysée dans cet article, intervient aussi une intense mobilité de substitution au sein du parc de

logements existants. L'ampleur et la rapidité des transformations liées à ces mobilités rappellent la nécessité d'appréhender la ville comme le produit du jeu d'un ensemble d'acteurs intervenant dans la production et la transformation des espaces résidentiels. Elles soulignent aussi la nécessité de replacer dans le cadre de l'agglomération les dynamiques locales, les quartiers étant intégrés de fait dans un système métropolitain par la logique résidentielle comme par la logique de formation des prix de l'immobilier.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ARDILA GOMEZ A., 1995. Control de la gestión vehicular en Bogotá con herramientas microeconómicas. Bogotá, Universidad de los Andes, Programa de Economía para graduados, 75 p.

ASCHER F., 1995. La fin des quartiers ? Communication au Colloque Les pratiques de la ville : transformations sociales et évolutions spatiales, C.R.H. - PIR Villes, Nanterre, 21-22 septembre 1995, 20 p.

BANGUERO H., 1985. El proceso migratorio en Colombia : determinantes y consecuencias. Universidad del Valle, Boletín socioeconómico n° 13, pp.23-36.

BRUN J., 1993. La mobilité résidentielle et les sciences sociales. Transfert de concept et questions de méthodes. Les Annales de la recherche Urbaine, n° 59-60, pp. 3-14.

CUERVO L.M., 1992. Algunas tendencias de la movilidad territorial en Bogotá. in : Memorias del Taller metodológico sobre las nuevas formas de movilidad de la población urbana en América Latina, CEDE-ORSTOM, Bogotá, 7-11 de Diciembre de 1992. Bogota, Universidad de los Andes, Documento CEDE n° 097, pp. 37-40.

CUERVO L. M., 1995. Génesis histórica y constitución de Bogotá como ciudad moderna, Bogota, rapport multigr. 134 p.

DANE, 1978. Bogotá. La migración interna y el proceso de concentración de la población de los departamentos. Bogota, DANE, Boletín de Estadísticas, pp. 9-48.

DUREAU F., FLOREZ C.E., HOYOS M.C., 1994-a. El programa de investigación CEDE-ORSTOM sobre las formas de movilidad de las poblaciones de Bogotá y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana : metodología del sistema de encuestas. Bogota, Universidad de Los Andes, CEDE, Revista Desarrollo y Sociedad, n°34, pp.73-94.

DUREAU F., HOYOS M.C., FLOREZ C.E., 1994-b. Soacha : un barrio de Bogotá. Movilidad y acceso a la vivienda de la población de los sectores orientales del municipio. Bogota, Universidad de Los Andes, CEDE, Revista Desarrollo y Sociedad, n° 34, pp. 95-148.

DUREAU F., LULLE T., PARIAS A., 1995. Interactions entre politiques urbaines, marché du logement et comportements résidentiels : leur rôle dans les transformations des quartiers aisés de Bogota (Colombie). Communication présentée au Colloque Les pratiques de la ville : transformations sociales et évolutions spatiales, C.R.H. - PIR Villes, Nanterre, 21-22 septembre 1995, 19 p.

GOUESET V., 1994. La primauté urbaine de Bogota. Paris, La Documentation Française, Problèmes d'Amérique Latine, n° 14, pp. 109-125.

GRANADOS M. del P., 1992. El futuro de la Capital. Un estudio de prospectiva urbana. Desarrollo poblacional. Bogota, Misión Bogotá Siglo XXI, 133 p.

HATAYA N., ALFONSO O., CAICEDO C., CUERVO L.M., 1994. Problemas urbanos y descentralización fiscal en Colombia : el caso de los servicios públicos en algunos barrios populares de Bogotá. Bogota, IDEM - CINEP, 157 p.

JARAMILLO S., 1990. La estructura urbana y la vivienda en Bogotá. in : Vivir en Bogotá. Bogotá, Ediciones Foro nacional para Colombia, pp. 51 - 85.

JARAMILLO S., 1992. La vivienda en Bogotá. Bogotá, Universidad de los Andes, Documento CEDE 087, 81 p.

JARAMILLO S., 1994. Hacia una teoría de la renta del suelo urbano. Bogotá, Ediciones Uniandes / Instituto Geográfico Agustín Codazzi, 343 p.

MOHAN R., 1981. Población, ingresos y empleo en una metrópoli en desarrollo : un análisis espacial de Bogotá, Colombia. Bogota, Revista de la Cámara de Comercio de Bogotá, n° 40-41, pp. 9-115.

MUNICIPIO DE SOACHA, 1992. Plan de desarrollo municipal Soacha Siglo XXI, Vol. III : aspectos urbanísticos. Soacha, Oficina de Planeación Municipal, 97 p.

RUEDA J.O., 1979. Migraciones internas en Colombia, 1973 : una aproximación al análisis regional. Bogota, Ministerio de Trabajo y Seguridad Social, SENALDE, Migraciones Laborales n° 3, pp. 155-196.

TOMAS F., 1994. L'habitat populaire irrégulier dans les périphéries urbaines. Paris, La Documentation Française, Problèmes d'Amérique latine n° 14, La ville et l'Amérique Latine, pp. 249 - 267.

YEPES F.J., BOSONI M., 1993. El futuro de la Capital. Estudio prospectivo de salud. Bogota, Misión Bogotá Siglo XXI, 110 p.

Soacha: Un Barrio de Bogotá. Movilidad y Acceso a la Vivienda de la Población de los Sectores Orientales del Municipio

*Françoise Dureau**

*Marta Cristina Hoyos***

*En colaboración con: Carmen Elisa Flórez****

Al igual que la mayoría de las grandes ciudades latinoamericanas, Bogotá está experimentando un acelerado proceso de metropolización, involucrando municipios de la Sabana, aledaños o no al Distrito Capital. El tamaño y el ritmo de crecimiento de su población, así como su papel de receptor de una buena parte de los nuevos barrios populares ilegales de la Capital y de nuevas urbanizaciones para la clase media, hacen de Soacha un municipio clave para entender la dinámica demográfica actual de la Capital. A partir de la información de la encuesta sobre Movilidad Espacial (CEDE-ORSTOM, 1993), se analiza la movilidad de la población de este municipio con relación al acceso a la vivienda: movilidad residencial hacia el área metropolitana, movilidad residencial interna a ésta, y desplazamientos diarios hasta los lugares de trabajo y de estudio. Más allá del estudio de caso, se pretende, a través de este artículo, abarcar las consecuencias de estas prácticas de los individuos y de sus familias sobre el desarrollo y las recomposiciones internas del sistema metropolitano.

Desde la mitad de la década de los años setenta, Bogotá ha experimentado cambios importantes con respecto a su dinámica demográfica. Después de una etapa de crecimiento acelerado y concentrado, Bogotá se está enfrentando a dos fenómenos de gran importancia: el descenso de los flujos migratorios y "la transformación de los patrones de distribución geográfica del crecimiento de la población" (Granados y Rinaudo, 1992:11), en beneficio de los municipios periféricos. En la actualidad, al igual

* Master en Cartografía, Universidad Paris VII. Doctorado en Demografía, Institut de Démographie de Paris. Investigadora ORSTOM, CEDE, Universidad de los Andes.

** Antropóloga, Universidad de los Andes. Actualmente en Magister de Urbanismo, Universidad Nacional de Colombia. Asistente de investigación ORSTOM, CEDE, Universidad de los Andes.

*** Master en Economía, Universidad de los Andes. Certificado en Demografía, Princeton University. Doctorado en Economía, Princeton University. Investigadora, CEDE, Universidad de los Andes.

que otras ciudades del país y que la mayoría de las grandes ciudades latinoamericanas, la capital colombiana está experimentando un acelerado proceso de metropolización, involucrando municipios aledaños al Distrito Capital, tales como Soacha o Chia, y municipios de la Sabana no aledaños como Madrid que "estarían polarizando este proceso de expansión" (Cuervo, 1992-a:44).

En el seno del área metropolitana de Bogotá¹, el municipio de Soacha juega un papel de gran importancia: en 1985 abarcaba ya la cuarta parte de la población de la periferia metropolitana y tenía el ritmo de crecimiento más rápido (12 % de crecimiento anual de la población de la cabecera entre 1973 y 1985). Desde hace unos diez años vienen desarrollándose en Soacha gran parte de los barrios ilegales de la capital². En efecto, frente al carácter inaccesible de la vivienda por el sector capitalista, debido a su alto costo, como de la vivienda de tipo social, debido a la forma en que funciona, las clases pobres de Bogotá han adoptado dos formas de respuesta para resolver el problema de acceso a la vivienda: el hacinamiento en las viviendas, y la autoconstrucción ligada a una ocupación ilegal de terrenos (Jaramillo, 1992). Actualmente, debido a la escasez de terrenos disponibles dentro del perímetro urbano del Distrito de Bogotá, una gran parte de estas ocupaciones se llevan a cabo en los municipios periféricos, especialmente en Soacha, en donde se convirtieron en la más importante modalidad de construcción.

Además de esta característica, el municipio es objeto de una nueva tendencia en la lógica de ubicación de la población bogotana: "el surgimiento de enclaves de clase media en sectores tradicionalmente ocupados por sectores populares, particularmente en el sur y suroccidente" (Jaramillo, 1989:323). En efecto, la organización residencial interna de la Capital, tradicionalmente caracterizada por una fuerte segregación socioespacial, parece ser objeto de cambios importantes, debido a nuevas pautas de localización de las diferentes capas de la población. S. Jaramillo (1989) atribuye la disminución de la intensidad de la segregación socioespacial a la contención del proceso de urbanización: esta contención, causada por un relativo agotamiento de terrenos y por distancias que se vuelven obstáculos, produciría una revalorización de las ubicaciones centrales, un proceso de redensificación de la Capital, y una disminución de la intensidad de la segregación socioespacial³.

1. Para delimitar el área metropolitana, hemos considerado tres criterios: la continuidad física con la ciudad central, Bogotá; el grado de urbanización; y, lo más importante, el grado de integración funcional con Bogotá. El área metropolitana está compuesta, además de Bogotá, por 17 municipios: por el norte, Cajicá, Chia, Tabio, Gachancipá, Sopó, Tocancipá y Zipaquirá; por el noroccidente, Tenjo y Cota; por el occidente, Bojacá, Facatativá, Funza, Madrid y Mosquera; por el sur, Soacha y Sibate; por el oriente, La Calera. Durante todo el artículo, la palabra "área metropolitana" se refiere a Bogotá y los 17 municipios. La palabra "periferia metropolitana" se refiere a los 17 municipios, sin incluir Bogotá.

2. Se estima que Soacha representaba ya en 1993, 15% de los barrios subnormales de Bogotá, sea en términos de número de viviendas o de superficie. A título de comparación, Ciudad Bolívar, siempre identificado como EL barrio marginal de Bogotá, no representaba más que 24% de las viviendas y 17% de la superficie de los barrios subnormales de Bogotá. (Cortés, 1993).

3. Esta palabra está utilizada en este artículo en su aceptación puramente descriptiva, es decir la separación espacial entre las zonas de residencia de los diferentes estratos socioeconómicos de población, sin referir a los procesos responsables de esta situación.

Así, todas las características de Soacha que acabamos de presentar hacen de este municipio un municipio clave para entender la dinámica actual de la Capital: mientras que su evolución demográfica evidencia la continuación del proceso de expansión periférica del espacio residencial bogotano, más allá de los límites del Distrito, los tipos de espacio residencial que se están produciendo en la actualidad en el municipio constituyen una manifestación de los cambios actuales en las formas de segregación espacial. ¿Cómo suceden estos dos fenómenos, que muchas veces son opuestos en la literatura sobre las transformaciones actuales de la estructura espacial de Bogotá? ¿Cuáles son las características del doble proceso de metropolización y de transformación del patrón tradicional de segregación residencial? Tales son los interrogantes centrales del análisis de la movilidad espacial de la población de Soacha con relación al acceso a la vivienda, que desarrollamos en este artículo. Nos basaremos en una parte de la información recolectada en Soacha con la encuesta Movilidad Espacial (CEDE-ORSTOM, 1993)⁴, para analizar las formas de movilidad, y tratar de identificar la lógica en que se fundan. Más allá del estudio de caso, se pretende, a través de este ejemplo, abarcar las relaciones entre, por una parte, estas prácticas de los individuos y de sus familias y, por otra parte, el desarrollo y las recomposiciones internas del sistema metropolitano, y así aportar elementos al debate sobre la dinámica residencial actual en la Capital.

I. Características generales del municipio de Soacha y de los sectores orientales

A. El municipio de Soacha

Soacha es un municipio conurbado con Bogotá por el lado de las Alcaldías menores de Bosa y Ciudad Bolívar, y cuenta con una parte de su territorio incluido en la Sabana de Bogotá, correspondiente a los terrenos planos del norte, mientras que la parte sur es

4. La encuesta realizada en Soacha forma parte de una investigación llevada a cabo desde Agosto de 1992 en el marco de un convenio inter-institucional CEDE - ORSTOM acerca de "Las formas de movilidad de la población de Bogotá y su impacto en la dinámica del área metropolitana". Dicho proyecto cuenta con la colaboración del Departamento Administrativo de Planeación Distrital. El equipo de investigadores está conformado por F. Dureau, C. E. Flórez y M. C. Hoyos. Además de las 3 investigadoras permanentes, se cuenta con la colaboración, para aspectos específicos, de O. Barbary y B. Lortic (ORSTOM), L. García y A. Morales (CEDE). El sistema de encuesta combina:

- Una observación estadística que comprende dos visitas, con un año de intervalo (octubre del 93 y del 94), a una muestra compuesta por 1031 hogares, seleccionados en 7 barrios de Bogotá y 4 municipios periféricos del área metropolitana, y

- Una observación antropológica de una sub-muestra conformada por 66 hogares que residen en estos 4 municipios.

En Soacha, además de la encuesta estadística y de las entrevistas con los residentes, M. C. Hoyos realizó una serie de entrevistas a líderes de los barrios, a directivos de la Central Provienda y a técnicos de la Alcaldía y de la Cámara de Comercio. Agradecemos particularmente por su colaboración al Ingeniero G. A. Arango del servicio de planeación de la Alcaldía de Soacha.

Para una descripción detallada del sistema de encuesta, referirse a Dureau, Flórez y Hoyos, en este mismo número de la revista.

montañosa. Algunos sectores del municipio están sobre terrenos de relieve abrupto, en donde la erosión es muy activa, y presentan un alto riesgo de deslizamientos, especialmente en las zonas cercanas a las canteras en actividad⁵. Además, en los terrenos que se encuentran al pie de las laderas, y que reciben torrentes de tierra y de basura cada vez que se presenta un fuerte aguacero, el riesgo de inundación es permanente, como lo es en los terrenos del norte alledaños a la Laguna Potrero Grande (Mapa 1), inundados durante los inviernos. En estas zonas de condiciones físicas difíciles, en las cuales la urbanización es problemática o menos rentable, se han desarrollado ocupaciones ilegales de tierras.

En efecto, buena parte de los barrios perimetrales del municipio corresponden a asentamientos ilegales. Según el Plan de Desarrollo Municipal de 1992, la mitad de los 131 barrios son de origen ilegal, aunque la quinta parte de ellos están actualmente legalizados. Como lo anota Cortés (1993:20) "Soacha se ha convertido en un importante receptor de la subnormalidad que ya no se localiza dentro del perímetro del Distrito, supliendo en cierta forma el agotamiento de tierra urbanizable en la ciudad y aprovechando su cercanía con ella". Mientras que en Bogotá, a diferencia de lo que se observa en numerosas ciudades latinoamericanas grandes (Tomas, 1994), la modalidad de invasión⁶ es poco frecuente, en la última década se observa cierta tendencia a esta modalidad en la zona de Soacha. Parece que el desplazamiento geográfico de la autoconstrucción ilegal, por fuera de los límites del Distrito de Bogotá, va acompañado por un cambio de forma: debido a las condiciones topográficas más difíciles, la urbanización pirata, menos rentable, iría cediendo con más frecuencia su lugar a la invasión.

La administración municipal considera una población actual de 250.000 a 300.000 habitantes, lo que significaría que el crecimiento demográfico continúa a una tasa de aproximadamente 10% anual. La proporción de personas no nacidas en el municipio (62% de los residentes de 1985) y aquella de los residentes en 1985 que no vivían en 1980 en el municipio (45%) evidencian la importancia del fenómeno migratorio en Soacha.

Debido a la presencia de cerca de 190 empresas en los sectores industriales y agroindustriales de Cazucá y el Muña, la industria representa 38% de los empleos del Municipio según el Censo Económico de 1989. Pero, a pesar de esta importante oferta de empleo, una buena parte de la población no trabaja en la industria local; tiene un alto grado de informalidad en sus actividades laborales y cuenta con ingresos muy

5. Según la CAR y la Secretaría de Obras Públicas, en 1985 había en Soacha 52 industrias extractivas entre areneras de peña, chircales y ladrilleras, las cuales no presentaban criterios técnicos de explotación como son: manejo de taludes, escombrera, control de sedimentos, etc. (Arango, 1992: 9).

6. En la literatura sobre el tema de la vivienda, se tiende a oponer sistemáticamente la invasión (ocupación de terrenos no utilizados, sin el consentimiento del propietario, con el fin de crear en ese espacio un barrio) y la urbanización pirata, basada en una venta de lotes sub-equipados que no satisfacen los requisitos de urbanismo. De hecho, esta dicotomía no es siempre tan neta. En el sector de los Altos de Cazucá, dos barrios fueron creados por un urbanizador pirata muy conocido y quien no era propietario del terreno. Fue así como empezó por ocupar el terreno organizando una invasión colectiva, antes de dividirlo para luego vender los lotes de un terreno adquirido ilegalmente.

bajos. En forma muy mayoritaria, la población pertenece al estrato socioeconómico bajo: las proporciones de población con Necesidades Básicas Insatisfechas y en Miseria son netamente más altas en Soacha que en Bogotá (en 1985: respectivamente 35.0% y 10.6%, versus 23% y 6%, según el DANE).

En este municipio que cuenta con una muy alta proporción de propietarios de vivienda (80% en 1985), la gran deficiencia de servicios públicos es una realidad cotidiana. El servicio de energía tiene amplia cobertura, pero las conexiones clandestinas que se consideran en un 40% producen fuertes daños e interrupciones. La red de alcantarillado abarca el 70% de la población; los barrios periféricos en su mayoría carecen de red domiciliaria, y cuando la tienen se trata de sistemas provisionales y sin técnica que descargan las aguas a lugares habitados. En cuanto al agua, se considera que la cobertura es del orden de 40%, con problemas de cantidad y calidad. El municipio de Soacha depende completamente de las empresas de Bogotá en cuanto a los servicios de energía y teléfono y, depende en gran parte de la Capital en lo que se refiere al agua y al alcantarillado; en la salud y la educación, igualmente, los habitantes de Soacha dependen de Bogotá.

B. Los sectores de la parte oriental del Municipio

La encuesta se realizó en la parte oriental del municipio, contigua a Bogotá (Mapa 1), que reúne barrios representativos de los principales componentes de la dinámica actual de este municipio periférico. El análisis de la imagen de satélite que sirvió de marco muestral permitió identificar tres sectores con características físicas distintas, productos de los diferentes modos y etapas de producción del espacio residencial.

Los Altos de Cazucá: Un sector de nuevos barrios populares ilegales, ubicados en el cerro

Este sector, que se extiende desde el barrio Julio Rincón hasta la cima de la loma, está conformado por 14 barrios. El más antiguo es el Julio Rincón, nombre de un líder de los destechados colombianos, localizado sobre los predios de las antiguas haciendas Cazucá y el Porvenir, objeto en 1978 de una invasión auspiciada por la Central Nacional Provienda⁷: es el único barrio del sector que ha sido aprobado y cuyos pobladores tienen títulos de propiedad. El resto de barrios del sector tienen menos de 6 años de creados; son considerados ilegales y se localizan por fuera del perímetro urbano del municipio.

Subiendo la loma sigue el barrio Villa Mercedes, que corresponde a la última invasión auspiciada por la Central Provienda. Paralelo a la formación del barrio Villa Mercedes, durante el gobierno del presidente Virgilio Barco, a través del programa de

7. CNPV: organización fundada en Cali en 1959, la cual fue promovida por un grupo de dirigentes sindicales comunistas. Esta asociación se dedicó a organizar y apoyar invasiones en diferentes ciudades del país. Las últimas dos invasiones auspiciadas por la Central son las de los Barrios Julio Rincón y Villa Mercedes en Soacha (Torres, 1993: 136-141). En la actualidad la Central cuenta con una sede nacional en el barrio Policarpa y está pasando por un momento crítico política y económicamente.

reinserción del M-19 se adjudicaron unas partidas a este grupo, que al parecer ayudaron a la consecución de terrenos en la cima de la loma formando los barrios Carlos Pizarro y Santo Domingo. En el transcurso del año 1994 se han creado dos nuevos asentamientos: Arrayanes y Santa Bibiana. Entre Villa Mercedes y los barrios del M-19 hay 8 barrios, formados por invasión o por urbanizadores piratas.

Al igual que los demás barrios ilegales situados en la periferia extrema, fuera de los límites del Distrito, los barrios del sector acumulan déficits en materia de servicios públicos: en 1992, dos tercios de los barrios del sector no contaban con servicios de agua potable, ni con red de alcantarillado, ni con servicio de recolección de basuras. Y, cuando existen, los servicios son de muy mala calidad: así, la conexión de algunos barrios de los Altos de Cazucá a la red de agua potable, la cual se efectuó en septiembre de 1994, condujo a un servicio de distribución de agua potable totalmente deficiente, menos eficaz que la situación anterior en la cual la distribución era realizada en carrotanques o burros.

Algunos barrios de los Altos de Cazucá están localizados en zonas decretadas de alto riesgo (Foto 1), por lo que la oficina de Planeación Municipal y la Cámara de Comercio han diseñado algunas campañas de reubicación de las viviendas especialmente en los barrios Loma Linda y la Capilla, este último afectado el 12 de Diciembre de 1992 por un desbordamiento de aguas que destruyó 35 casas (Arango, 1992).

León XIII: Un sector de barrios populares ilegales más antiguos

Este sector localizado sobre los terrenos planos del costado occidental de la autopista sur se extiende desde los barrios La Despensa y León XIII, hasta aquellos contiguos a la laguna de Potrero Grande, que forma el límite con la Alcaldía de Bosa. Los barrios más antiguos corresponden a Juan Pablo I, León XIII y La Despensa, que tienen 10, 13 y 17 años de constituidos respectivamente. Sus características de legalidad y cobertura de servicios públicos los hacen diferentes al resto de barrios del mismo sector. Estos barrios presentan una densidad de población mayor al del resto de la zona debido a su antigüedad y a las características de las construcciones, de ladrillo y en ciertos casos 2 pisos, que permiten el alquiler de piezas. Estos barrios poseen muchos comercios y talleres y disponen de todos los servicios públicos, aunque la recolección de basuras es considerada deficiente.

El resto de barrios de este estrato (Los Olivos I, II y III, La María, Los Ocales, Pablo VI, León XIII tercer sector) están por fuera del perímetro urbano del municipio y presentan graves problemas ambientales pues están construidos sobre rellenos artificiales de la laguna de Potrero Grande. A excepción del barrio León XIII tercer sector que corresponde a una urbanización legal, los otros barrios corresponden a urbanizaciones piratas, no legalizadas y en condiciones de precariedad. Los barrios aledaños a la laguna de Potrero Grande están localizados sobre tierras bajas mal drenadas, en constante riesgo de inundación y alto grado de contaminación orgánica, derivada de vertimientos de alcantarillados al aire libre, o en colectores saturados y lagunas depredadas (Foto 2). Los urbanizadores están constantemente haciendo trabajos de relleno y movilización de tierras para poder vender lotes que hacían parte de la laguna. Uno de los colectores principales de aguas negras de este sector se encuentra parcial-

mente destruido y se desborda sobre la laguna. La cantidad de basura arrojada a la laguna, los desechos sólidos y los animales en descomposición empeoran la situación. Este sector, donde los servicios públicos son totalmente deficientes, es conocido como el de mayor problema ambiental del municipio.

En este sector como en los Altos de Cazucá, se observa un cambio gradual desde los barrios ubicados cerca de la autopista hasta los barrios más lejanos de ésta: las condiciones de los barrios empeoran a medida que estos se alejan de la autopista sur.

Los conjuntos residenciales de clase media

Comprendido entre el barrio Julio Rincón y la autopista sur, en el costado oriental de ésta, este sector incluye varias urbanizaciones de reciente construcción (Foto 3), que reúnen aproximadamente 2000 viviendas. Dos de ellas (Nuevo Colón y Las Quintanas) corresponden a programas de lotes con servicios, construidos en viviendas de uno y dos pisos por autoconstrucción. Las demás (Quintanares, Las Acacias I y II, Los Cerezos II), que representan más de 1500 viviendas, son ocupadas por conjuntos cerrados de casas y apartamentos con zonas comunales y de recreación, parqueaderos, antenas parabólicas y sistemas de vigilancia privada. Construidas por firmas privadas con financiación del sistema UPAC, se supone que estas viviendas son de interés social; en la actualidad, son catalogadas dentro del estrato 3 para el cobro de servicios públicos, o sea el estrato socioeconómico más alto de Soacha.

El desarrollo de estas urbanizaciones de clase media en Soacha se inscribe en un proyecto urbanístico de la antigua hacienda de Terreros, aprobado en 1977 por la Secretaría de Obras Públicas de Cundinamarca. Este proyecto llamado "Ciudad de los Héroes", comenzó con el diseño de San Mateo I (Mapa 1), y se ha ido subdividiendo y construyendo por diferentes firmas. Todas las urbanizaciones son legales y tienen todos los servicios públicos a excepción de teléfono. Ya sea que estén ubicadas del lado de San Mateo o atrás de la zona industrial de Cazucá, estas urbanizaciones tienen las mismas especificaciones y precios equivalentes.

II. Composición de la población y características de la vivienda

En 1993, la población total de los 3 sectores sobrepasaba 50.000 personas, o sea alrededor de la cuarta parte de la población de Soacha, con diferencias importantes de densidad y de dinámica demográfica. Las zonas de los conjuntos cerrados ya edificadas en 1993 tienen una densidad superior a 200 personas por hectárea, y, entre 1993 y 1994, el número de viviendas aumentó de manera considerable, hasta alcanzar 2.000 viviendas. Por el contrario, la densidad poblacional en los Altos de Cazucá y en León XIII nunca sobrepasa los 80 habitantes por hectárea, siendo del orden de 30 en la parte superior de la loma y en las zonas más periféricas del sector León XIII. Entre 1993 y 1994, estos dos sectores evolucionan de manera muy distinta: mientras los terrenos planos del sector León XIII se densifican en forma acelerada (aumento de 21% del número de viviendas en las manzanas del sector censadas en octubre de 1993 y 1994), la densificación es casi nula en los Altos de Cazucá (aumento de 2%), aún sobre los terrenos pocos edificados de la parte alta de la loma. En efecto, dentro del conjunto de las zonas subnormales de la Capital, es en Soacha que se encuentran los barrios con la

Mapa 1

LOS BARRIOS DE LA PARTE ORIENTAL DEL MUNICIPIO DE SOACHA

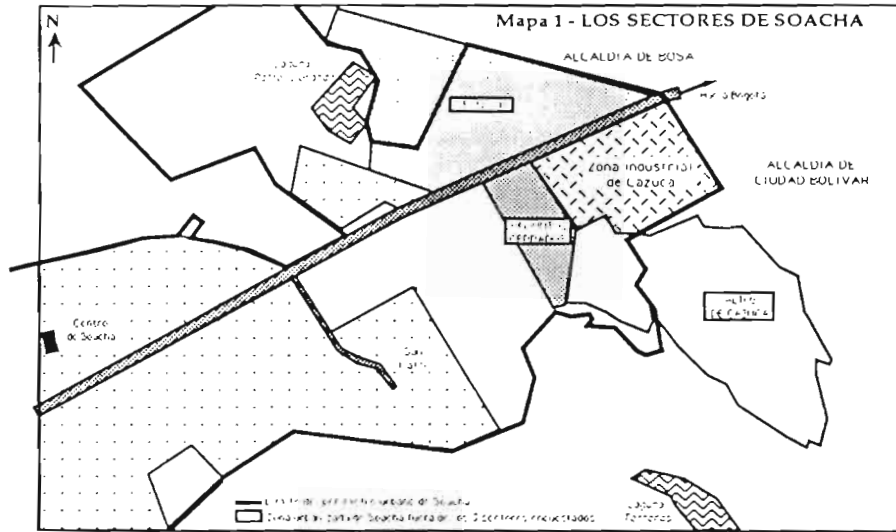


Foto 1

LOS ALTOS DE CAZUCA



Foto 2

LEON XIII

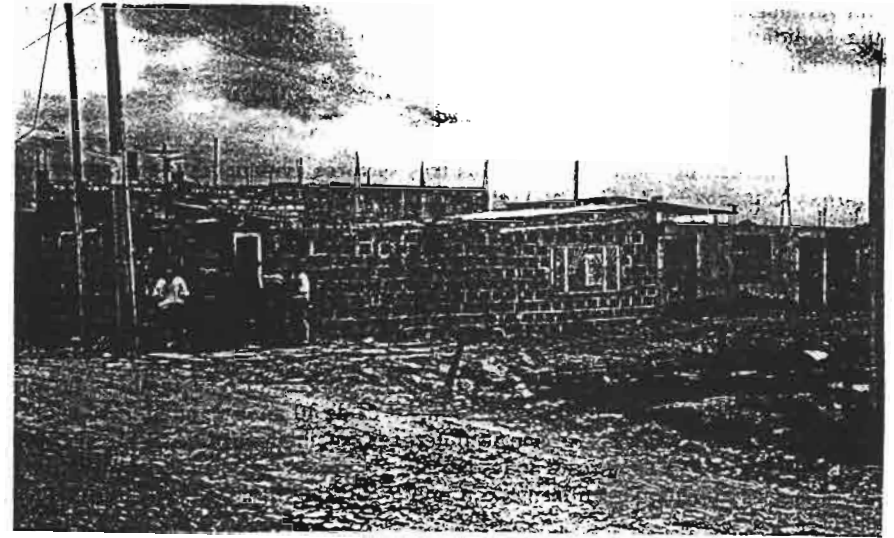


Foto 3

LOS CONJUNTOS CERRADOS



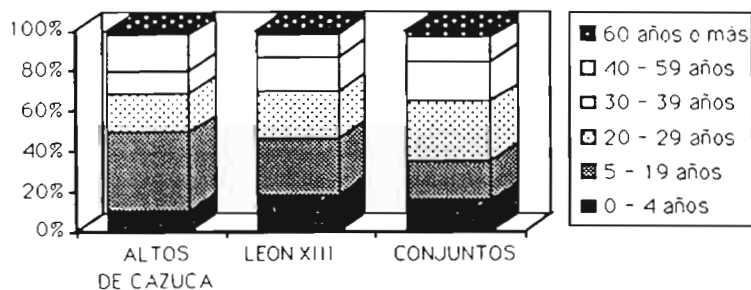
densidad la más baja (Cortés, 1993). Las características físicas de la loma hacen problemática la consolidación y la densificación de los Altos de Cazucá, específicamente en sus partes más escarpadas (Foto 1). Pero no se debe ignorar tampoco el papel de la especulación inmobiliaria en la conservación de terrenos no edificados: la existencia de una verdadera "pequeña promoción inmobiliaria informal" (Rochefort, 1988:1051) es una realidad que debe ser tomada en cuenta en la interpretación de la dinámica demográfica actual de los Altos de Cazucá.

A. Estructura de la población por sexo y edad

La estructura por sexo y edad de los tres sectores evidencia grandes diferencias internas (Cuadros 1 y 2 y Gráfico 1) en esta zona de Soacha. Mientras que la población de los conjuntos cerrados se caracteriza por la fuerte proporción de adultos jóvenes, entre 20 y 40 años y un relativo equilibrio entre sexos, las estructuras demográficas de los Altos de Cazucá y de León XIII presentan perfiles distintos. En los Altos de Cazucá, además de un bajo porcentaje de población de mayor edad que caracteriza al conjunto de la periferia popular, se observa una neta sobre-representación de las franjas de edades entre 5 y 19 años y entre 40 y 59 años, comparativamente con otros barrios populares de la periferia sur de la Capital; se debe subrayar también la sobremasculinidad de esta población, para los menores de 40 años de edad. En León XIII, cualquiera sea la edad, la proporción de mujeres es sensiblemente más alta, comparable con lo que se observa en el resto de los barrios populares de Bogotá; y la distribución por edades es mucho más uniforme, con una proporción dos veces más alta de niños menores de 5 años.

Gráfico 1

DISTRIBUCION DE LA POBLACION TOTAL POR ESTRATO Y GRUPO DE EDAD



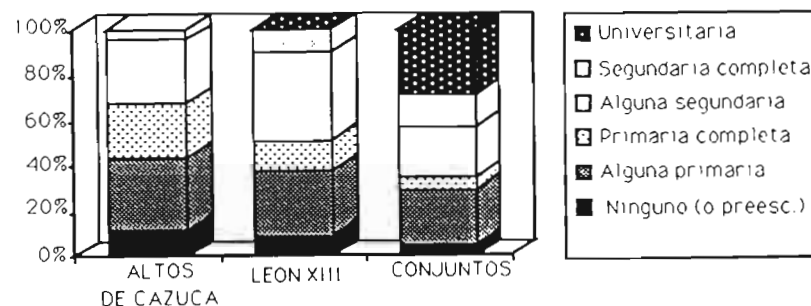
Esta diferencia demográfica entre dos sectores que corresponden a un mismo modo de producción de la vivienda, por autoconstrucción en terrenos ocupados ilegalmente, refleja directamente la etapa en la cual se encuentran los barrios en términos del proceso de consolidación: en las zonas de creación reciente, tales como los Altos de Cazucá, las irregularidades en las estructuras demográficas son mayores que en los barrios de León XIII, cuyo proceso de consolidación se encuentra en una etapa más avanzada. La práctica generalizada en Bogotá de independencia de las parejas, que tan pronto se conforman tratan de dejar el domicilio de los padres, y el proceso de estabilización residencial ligado a la adquisición de vivienda, explican esta fuerte relación entre la edad del barrio y la estructura por edades de su población, en el caso del habitat popular.

B. Características socioeconómicas

Ya sea que se considere la categoría socio-ocupacional⁸ de la P.E.A. ocupada de 11 años o más⁹ (Cuadro 3 y Gráfico 3) o el nivel educativo de la población de 5 años o más¹⁰ (Gráfico 2), ambos indicadores muestran muy claramente la jerarquía socioeconómica de los 3 sectores.

Gráfico 2

NIVEL EDUCATIVO DE LA POBLACION DE 5 AÑOS O MAS POR SECTOR (AMBOS SEXOS)



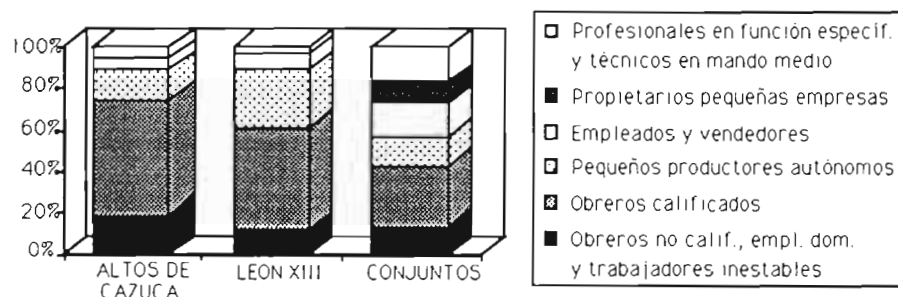
8. Ver en anexo 1 la descripción de la metodología adoptada para definir las categorías socio-ocupacionales.

9. La PEA (Población Económicamente Activa) comprende: las personas de 11 años o más que trabajaron durante la semana anterior a la encuesta, y las personas de 11 años o más que aunque no trabajaron durante la semana de referencia (por vacaciones, licencia, etc.), tenían un empleo o negocio.

10. Se trata del nivel más alto que aprobó la persona.

Gráfico 3

CATEGORIA SOCIO-OCUPACIONAL DE LA P.E.A. DE 11 AÑOS O MAS
(AMBOS SEXOS)



En los Altos de Cazucá como en León XIII, los obreros constituyen aproximadamente las tres cuartas partes de la población masculina activa, siendo los pequeños productores la segunda categoría socioeconómica, que reagrupa alrededor de una quinta parte de los hombres activos. Ambos sectores tienen de manera global características muy similares en cuanto a la composición socioeconómica de la población masculina activa. Por el contrario, la inserción laboral de las mujeres se diferencia sensiblemente: mientras que la participación laboral de la población femenina de los Altos de Cazucá es muy baja (32%) y se concentra en las categorías de empleadas domésticas (36% de la P.E.A.), obreras (35%) y empleadas/vendedoras (15%), las mujeres de León XIII son proporcionalmente más activas (42%), y desarrollan más frecuentemente actividades por cuenta propia (38% de pequeños productores). Esta diferencia entre estos sectores, de bajos recursos, evidencia tanto el efecto del grado de consolidación de los barrios como el nivel socioeconómico más bajo en los Altos de Cazucá que en León XIII, lo cual se refleja en los niveles de educación de la población. Estos dos factores se combinan para limitar el desarrollo de comercios y talleres por cuenta propia en los barrios ubicados en la loma.

En cuanto a los conjuntos cerrados, cumplen con la meta de los promotores inmobiliarios: alojar a una población de clase media, con alta proporción de empleados, técnicos de mando medio y profesionales, con un buen nivel educativo.

Cuadro 1

DISTRIBUCION DE LA POBLACION TOTAL POR SECTOR
SEGUN GRUPO DE EDAD (%)

	Altos de Cazucá	León XIII	Conjuntos cerrados
% de cada grupo de edad: 0 - 4 años	10	18	15
5 - 19 años	39	28	20
20 - 29 años	19	24	29
30 - 39 años	11	16	20
40 - 49 años	18	12	12
60 años o más	3	2	4
Edad mediana:	20 años	20 años	27 años

Cuadro 2

PROPORCION DE HOMBRES POR SECTOR
SEGUN GRUPO DE EDAD (%)

	Altos de Cazucá	León XIII	Conjuntos cerrados
0 - 19 años	56	48	53
20 - 39 años	52	45	53
40 - 59 años	49	39	31
Población total	54	46	50

Cuadro 3

NIVEL EDUCATIVO Y CATEGORÍA SOCIO-OCUPACIONAL
POR SECTOR

	Altos de Cazucá	León XIII	Conjuntos cerrados
Nivel educ.: % alguna secundaria o más:	32	49	67
C.S.O.:			
% prof. en función especif. y técnicos:	6	3	18
% propi. pequeñas empresas:	1	1	10
% empleados y vendedores:	4	7	16
% pequeños product. auto.:	15	28	14
% obreros calificados:	55	50	29
% obreros no calif., empl. dom. y trab. inest:	19	11	13

En este cuadro se excluyeron las empleadas domésticas internas de los conjuntos cerrados. El nivel educativo concierne a la población de 5 años o más. La categoría socio-ocupacional concierne a la Población Económicamente Activa de 11 años o más. Ver en Anexo 1 la definición precisa de las categorías socio-ocupacionales.

Cuadro 4

CARACTERÍSTICAS DE LOS HOGARES POR SECTOR

	Altos de Cazucá	León XIII	Conjuntos cerrados
Tamaño del hogar:			
% 1 persona	9	6	0
% 7 personas o más	17	10	8
Tamaño promedio	4.1 pers.	4.2 pers.	3.7 pers.
Tipo de hogar:			
% nuclear completo	49	66	78
% nuclear incompleto	15	11	2
% extenso	20	11	11
% compuesto	.2	5	8
% no familiar	5	0	0
Edad del jefe del hogar:			
% menos de 40 años	47	63	78
Sexo del jefe del hogar:			
Tasa de jefatura femenina	23	27	11

Ver en Anexo 2 la definición precisa de los diferentes tipos de hogares.

C. Composición de los hogares

Aunque los hogares de los Altos de Cazucá y de León XIII tienen el mismo tamaño promedio (4.1 - 4.2 personas), relativamente bajo en comparación con la población bogotana de bajos recursos, esta aparente similitud esconde situaciones relativamente distintas: la variedad en el tamaño y la composición de los hogares es netamente más grande en los Altos de Cazucá (Cuadro 4 y Gráfico 4). En efecto, en este sector los hogares unipersonales y los conformados por 7 personas o más son más frecuentes que en el sector de León XIII. Y se encuentran más hogares de tipo distinto al nuclear completo¹¹, como son los hogares nucleares incompletos (15%), los hogares extensos (20%) y los hogares no familiares (5%) (Gráfico 5). Otra diferencia entre los 2 sectores: la edad más alta de los jefes de hogar en los Altos de Cazucá, donde más de la mitad de los jefes de hogar tienen más de 40 años (Gráfico 6). La jefatura femenina es un fenómeno relativamente frecuente en ambos sectores, donde alrededor de la cuarta parte de los hogares son encabezados por mujeres, lo que representa casi el doble de la proporción observada en el sector de Bosa en la misma fecha: además de ser jefes de los hogares incompletos, conforman la gran mayoría de los hogares unipersonales en León XIII, y están a la cabeza de la mitad de los hogares compuestos completos de los Altos de Cazucá.

Frente a la variedad en la composición de los hogares de los dos sectores de bajos ingresos, ligada a una gran inestabilidad de las uniones¹², los hogares que viven en los conjuntos cerrados presentan un patrón muy uniforme: son en su gran mayoría hogares nucleares completos de 3 o 4 personas, encabezados por jóvenes adultos de menos de 40 años, de sexo masculino, siendo la tasa de jefatura femenina particularmente baja (11%) para hogares citadinos.

D. Características de las viviendas

En los dos sectores de bajos ingresos, el proceso de construcción de la vivienda sigue las mismas etapas, ya sea que el terreno haya sido invadido o comprado a algún urbanizador pirata. Desde el inicio se construye un espacio en tela asfáltica, sobre un lote de 6 por 12 metros. A medida que se consolida el barrio y se consiguen algunos servicios públicos, generalmente por conexiones de contrabando¹³ mientras se espera una

11. Además, se debe tener en consideración un factor adicional de diversidad de los hogares más pobres que no se evidencia en la tipología de hogar aplicada en la encuesta: la gran inestabilidad de las uniones conlleva hogares nucleares compuestos de hijos nacidos de varias uniones, de características muy diferentes a los hogares nucleares "típicos" compuestos de la madre, el padre y los hijos de ambos.

12. La proporción de la población femenina de 12 años o más divorciada o viuda es de 10% en León XIII, y alcanza 21% en los Altos de Cazucá, o sea el doble de los que se observa en la misma fecha en barrios populares consolidados de Bogotá.

13. En los Altos de Cazucá, se calcula que las conexiones clandestinas para el suministro de energía alcanzan un porcentaje del 40%, y que las de acceso a la red de agua potable se encuentran entre el 20% y el 30%. Tal como lo señala con cierto humor uno de los líderes del sector, "por intuición de nosotros mismos, ya tenemos luz".

Gráfico 4

TAMAÑO DEL HOGAR POR ESTRATO

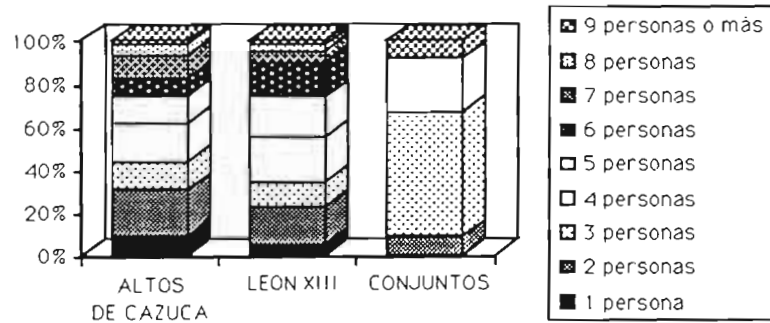


Gráfico 5

TIPO DE HOGAR POR ESTRATO

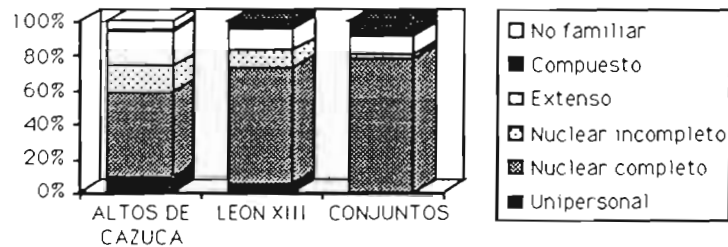
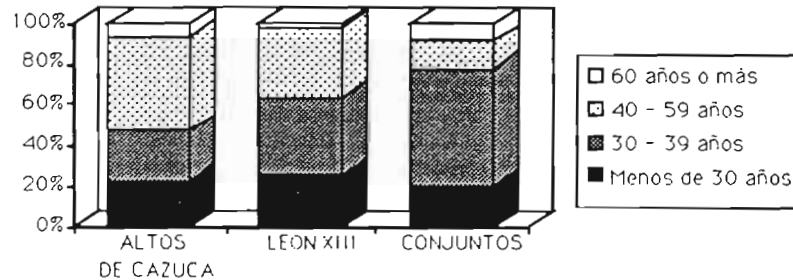


Gráfico 6

EDAD DEL JEFE DEL HOGAR POR ESTRATO



solución legal, las viviendas van adquiriendo un carácter más estable, pasando por paredes de madera y por último las del bloque de ladrillo. Con el tiempo, mucho más largo en los barrios de los Altos de Cazucá ubicados en la loma, ciertas familias han llegado a tener una casa de ladrillo con varios cuartos, cocina y baño. Ninguna de las familias entrevistadas ha llegado a ver su anhelo concluido y siempre faltan cosas por hacer. Si la casa está lista en el primer piso, se busca la manera de "echar la plancha" y seguir con el segundo piso para mejorar el nivel de ingresos.

La gran mayoría de las casas fueron autoconstruidas (Cuadro 5). Sin embargo, se nota que frecuentemente se contrata la mano de obra: la tercera parte de los propietarios de los Altos de Cazucá que autoconstruyeron su casa, recurrieron a mano de obra contratada y, en León XIII, un 80% de los propietarios hicieron lo mismo. Esta observación demuestra los límites de la solidaridad entre los habitantes de los barrios populares ilegales. La solidaridad a nivel del barrio, que constituye una condición *sine qua non* para la invasión de las tierras, que resuelve frecuentemente el acceso a las redes a través de conexiones piratas, mientras llega una solución legal, y que hace posible una presión sobre las autoridades locales para obtener una "normalización" del barrio, en términos de propiedad y de servicios públicos, desaparece a nivel de la esfera individual: en los Altos de Cazucá, en ninguno de los hogares encuestados se contó con la ayuda de vecinos para la construcción de la casa. Cuando hubo vecinos, con conocimientos en el área de la construcción, que participaron, lo hicieron como mano de obra remunerada y no como un servicio gratuito¹⁴.

Para la financiación de estas viviendas en barrios ilegales, los sectores populares quedan totalmente excluidos de los sistemas de préstamo: sólo 8% de los hogares propietarios de Los Altos de Cazucá y la tercera parte de los de León XIII se beneficiaron de préstamo.

La adecuación de las viviendas sigue un proceso bastante largo, y mucho más en las zonas de relieve que en las partes planas del sector León XIII. Por lo tanto, las características actuales de las viviendas tienen diferencias importantes entre los 2 sectores de bajos ingresos (Cuadro 5). En efecto, si bien el proceso de transformación del habitat sigue idéntico en los dos sectores, su ritmo es actualmente mucho más lento en los Altos de Cazucá, más particularmente en sus partes más escarpadas, que en los barrios recientes de León XIII, ubicados cerca de la Laguna de Potrero Grande. La regla general que caracterizaba a los barrios ilegales de Bogotá, durante los años 80, y según la cual el habitat levantado con materiales precarios daba paso rápidamente a construcciones en material duro¹⁵, sigue vigente en León XIII. Al contrario, por una serie de factores que se combinan (condiciones físicas particularmente difíciles, menor

14. Esta constatación coincide con la de M. Rochefort (1988), quien afirma que la autoconstrucción casi nunca es total y recalca el papel del sector informal de la construcción en el proceso de producción de la vivienda de los pobres.

15. Justamente es la capacidad de consolidación rápida del habitat en los barrios ilegales la que explica que, en Bogotá, según el censo de 1.985, tan sólo el 3% de los hogares vivían en construcciones hechas con materiales precarios (Jaramillo, 1992).

Cuadro 5

CARACTERISTICAS DE LAS VIVIENDAS POR SECTOR

		Altos de Cazucá	León XIII	Conjuntos cerrados
Tamaño de la vivienda: (número de dormitorios)	% 1 dormitorio	56	36	21
	% 3 dormitorios o más	7	19	13
	Número promedio	1.5	1.9	1.9
Índice de hacinamiento: (personas por dormitorio)	% 3 personas o más	46	40	20
	Índice promedio	2.9	2.6	1.9
Tipo de tenencia:	% en arriendo	10	37	17
Modo de adquisición de viviendas propias:	% préstamo	8	34	66
Modo construcción de viviendas propias:	% autoconstrucción	96	79	0
Mano de obra viviendas propias autoconstrucción:	% mano de obra contratada	37	77	-

Dormitorios: cuartos o piezas que las personas del hogar usan para dormir, sean o no efectivamente ocupadas en el momento de la encuesta. Además de los cuartos que sirven exclusivamente para dormir, se incluyen los cuartos destinados para otras funciones además de dormitorio.

Modo de adquisición de las viviendas en propiedad: origen del capital empleado en la adquisición de la vivienda o del lote. La modalidad "con préstamo" corresponde al aporte en dinero de cualquier entidad, otorgado sobre el sueldo, los ahorros, las cesantías o el patrimonio del beneficiado, para la compra de la vivienda o del lote.

probabilidad de legalización del barrio¹⁶ y nivel socioeconómico más bajo), los Altos de Cazucá escapan a esta regla y siguen teniendo una alta proporción (60% en 1992) de casas construidas con materiales precarios. Este sector está ocupado por viviendas de pequeño tamaño, la mitad de éstas conformadas de un solo cuarto; los barrios de León XIII, más antiguos y más consolidados, reúnen viviendas más grandes, permitiendo el alquiler de piezas (37% de hogares en arriendo en León XIII). De este proceso, resultan

en la actualidad condiciones de hacinamiento sensiblemente equivalentes en los 2 sectores, aunque León XIII cuenta con viviendas más grandes y hogares del mismo tamaño promedio que en los Altos de Cazucá: en la fase actual de plena transformación del hábitat de los barrios de León XIII, la obtención de ingresos adicionales se traduce en los dueños por un deterioro temporal de sus propias condiciones de vivienda.

Salvo en las partes más consolidadas de ambos barrios, los hogares son en gran mayoría propietarios de su vivienda. La mayoría de las familias que habitan las viviendas construidas sobre terrenos que fueron invadidos desde hace cinco o seis años participaron activamente en el proceso de invasión y pagaron bajos costos por los lotes o sólo la inscripción a Provivienda; en otros casos fueron terrenos comprados a segundos o terceros dueños y cuyos precios se han incrementado notablemente con el pasar del tiempo. La mayoría de las personas aunque aseguran ser propietarias de los terrenos no tienen escrituras de ellos y en general han firmado promesas de compraventa en cualquier papel o tienen negocios de palabra con los dueños de los terrenos a los cuales les deben aún algún dinero.

En los conjuntos residenciales, las condiciones son por supuesto bastante mejores. Aquí las viviendas son de tamaño medio, ocupadas en la mayoría de los casos por sus propios dueños, que se beneficiaron muy a menudo de un préstamo para la adquisición de la vivienda. Además de las mejores condiciones de la vivienda misma, se benefician de un entorno inmediato más favorable, que incluye espacios verdes y parques infantiles reservados para el uso exclusivo de la población residente en estos conjuntos: al respecto, se nota una sensible mejora en los acabados de estos conjuntos, los más recientes presentando características de mayor nivel.

En reiteradas ocasiones se ha puesto de presente la extremada segregación socioeconómica de la capital colombiana. Si bien ese fenómeno queda vigente y se prolonga en los municipios aledaños como Soacha, se deben reconocer cambios en la escala de la segregación: la parte oriental del municipio de Soacha es un ejemplo típico de segregación socioeconómica a micro-escala. En una misma zona, co-residen dos segmentos bien diferentes de población, sin ninguna señal de articulación entre ellos, sino más bien en posición de afrontamiento cotidiano. Además, el análisis de la composición de la población de los dos sectores de bajos recursos de la parte oriental de Soacha, y lo comprobamos con otros estratos socioeconómicos, evidencia cómo, para una misma categoría social, los barrios de la capital presentan diferencias considerables en cuanto a sus características demográficas básicas, es decir, la estructura por sexo y edad, el tamaño y la composición de los hogares. Así, más allá de las simples diferencias socioeconómicas, es necesario subrayar la importancia del proceso de segmentación demográfica de Bogotá, que resulta de las prácticas de movilidad residencial intra-urbana.

III. Las trayectorias residenciales de la población

El poblamiento de los 3 sectores de Soacha es totalmente exógeno al municipio: los nacidos en el municipio representan la décima parte de la población total, y son casi exclusivamente jóvenes de menos de 20 años de edad (Gráfico 7 y Cuadro 6). Una buena parte de esta población nació fuera del área metropolitana. En los Altos de Cazucá

16. La Alcaldía legaliza mucho más rápidamente los barrios ilegales más fáciles de equipar, tales como aquellos que se encuentran en la parte plana, que los barrios ubicados en el cerro. Además, por el hecho de estar ubicados en zonas de alto riesgo, algunos barrios de los Altos de Cazucá nunca podrán ser legalizados.

como en los conjuntos cerrados, alrededor de la mitad de la población total (respectivamente 48% y 46%) nació fuera del área metropolitana; en León XIII, esta proporción alcanza el 61%.

Si se considera la población total, es únicamente en León XIII que la proporción de nacidos fuera de la capital y su área metropolitana es un poco superior a la observada en 1985 en Bogotá mismo. En una primera aproximación, la imagen común, según la cual los barrios ilegales periféricos son el lugar privilegiado para el asentamiento de migrantes, no parece verificarse en los sectores ilegales de Soacha. Sin embargo, el origen de la población de jefes de hogar relativiza esta primera conclusión: la gran mayoría de los jefes de hogar de los Altos de Cazucá y de los conjuntos cerrados son migrantes¹⁷ desde fuera del área metropolitana (respectivamente 79% y 69%), y León XIII aparece como habitado en forma casi exclusiva por jefes de hogar migrantes (91%). Estas dos observaciones evidencian claramente el sistema de poblamiento de esta parte de Soacha: además de una población adulta originaria de Bogotá¹⁸, minoritaria pero más importante en los conjuntos cerrados y los Altos de Cazucá que en León XIII, la mayoría de las familias son encabezadas por migrantes originarios de fuera del área metropolitana que no se instalaron directamente en esa parte de Soacha sino que pasaron primero por una fase de su vida en Bogotá. ¿Cuáles son los itinerarios que siguieron los migrantes antes de llegar al área metropolitana, y las trayectorias residenciales que ellos y los nativos de Bogotá tuvieron dentro de ésta? ¿Cómo satisficieron sus necesidades de vivienda? Tales son los interrogantes que abordaremos a partir de las observaciones estadísticas y antropológicas realizadas en 1993 en esa parte de Soacha.

A. Desde el lugar de nacimiento hasta la llegada al área metropolitana de Bogotá

Los lugares de nacimiento de los migrantes nacidos fuera del área metropolitana que residen en 1993 en los 3 sectores de Soacha (Cuadro 6 y Gráfico 8), evidencian las características tradicionales de la zona migratoria de Bogotá mismo, muy concentrada en los departamentos cercanos a la Capital: los departamentos de Cundinamarca (fuera del área metropolitana), Tolima, Boyacá, Santander reúnen 80% de los migrantes de los Altos de Cazucá, 72% de los de León XIII y 46% de los que viven en los conjuntos residenciales. Sin embargo, verificando la selectividad del proceso migratorio, la diversidad de los lugares de nacimiento de esta última categoría de migrantes, de nivel socioeconómico más alto, es más grande que para los sectores populares.

Ya sea en los Altos de Cazucá o en León XIII, la mitad (respectivamente 56% y 52%) de los migrantes llegaron directamente desde su lugar de nacimiento a Bogotá o a un municipio del área metropolitana, sin etapa residencial intermedia; tan sólo 7% de los migrantes han efectuado por lo menos tres etapas intermedias. Dentro de los migrantes

17. En todo el artículo, se trata de "migrantes de toda la vida", con referencia al lugar de nacimiento.

18. En los 3 sectores, es totalmente despreciable la proporción de los nacidos en un municipio del área metropolitana distinto a Soacha y Bogotá. Se puede considerar que todos los nacidos en el área metropolitana fuera de Soacha nacieron en Bogotá mismo. La misma observación vale para el municipio de residencia anterior a la llegada a Soacha: se puede considerar que todos los procedentes del área metropolitana fuera de Soacha vivían en Bogotá mismo.

de los conjuntos residenciales se observa una cierta dicotomía: la mitad de ellos llegó directamente desde el lugar de nacimiento, y la otra hizo por lo menos 3 etapas.

Gráfico 7

TRAYECTORIA MIGRATORIA DE LA POBLACION TOTAL Y DE LOS JEFES DE HOGAR, POR SECTOR

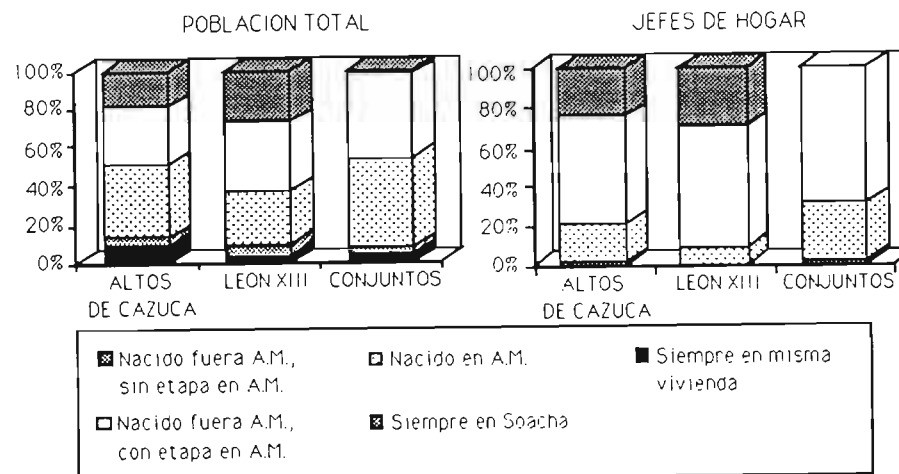
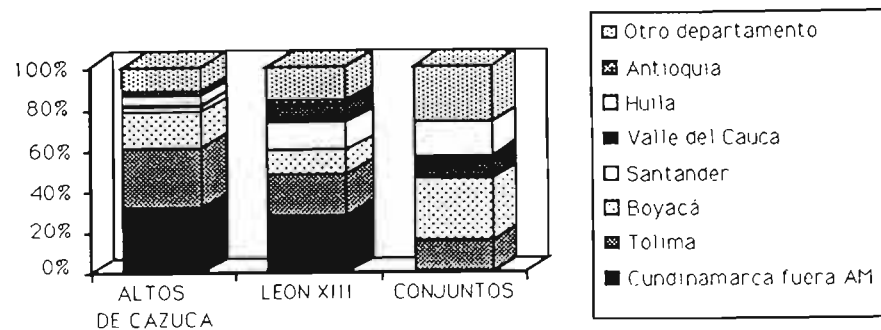


Gráfico 8

DEPARTAMENTO DE NACIMIENTO DE LA POBLACION TOTAL NACIDA FUERA DEL AREA METROPOLITANA, POR SECTOR



Cuadro 6

LUGAR DE NACIMIENTO Y TRAYECTORIA MIGRATORIA
HASTA LLEGAR AL AREA METROPOLITANA POR SECTOR

		Altos de Cazucá	León XIII	Conjuntos cerrados
Población total	% nacidos en Soacha	13	11	8
	% nacidos en A.M. fuera de Soacha	39	28	46
	% nacidos fuera del A.M.	48	61	46
Jefes de hogar	% nacidos en Soacha	2	0	2
	% nacidos en A.M. fuera de Soacha	19	9	29
	% nacidos fuera del A.M.	79	91	69
Nacidos fuera del A.M.	% nacidos en Boyacá	17	12	30
	% nacidos en Cundinamarca	32	28	0
	% nacidos en Tolima	29	20	15
	% nacidos en otro Departamento	22	40	55
Población ≥ 18 años Nacida fuera del A.M.*	% llegada directa al A.M. Número promedio de etapas resid. desde el lugar de nacimiento hasta llegar al A. M.	56 0.7	52 0.8	46 1.6
Población ≥ 18 años Nacida fuera del A.M.*	% llegados al A.M. 1989-1993	11	15	8
	% llegados al A.M. 1969-1988	54	62	84
	% llegados al A.M. antes de 1969	35	23	8

* : Submuestra del capítulo Historia de Vida.

La principal diferencia en la composición geográfica de la migración hacia los 3 sectores de Soacha, en comparación con la que se observa en 1985 en Bogotá mismo, reside en la proporción alta de originarios del Tolima, que representan 29% de los migrantes en los Altos de Cazucá, 20% en León XIII y 15% en los conjuntos cerrados, mientras que representaban 11% de los migrantes hacia Bogotá en 1985. Así, se confirma en Soacha el fenómeno de concentración de los migrantes de Tolima en los barrios del sur de la Capital, ya puesto en evidencia en un trabajo anterior¹⁹: el efecto de la distancia contribuye a que haya una concentración de migrantes nacidos en Tolima en la parte sur de Bogotá como del área metropolitana. Además de este

19. Ver la cartografía de los migrantes del Tolima por sectores cartográficos de Bogotá, realizada a partir de los datos censales de 1985 en: Durcau, Flórez, Hoyos, 1993:172.

fenómeno, las diferencias de composición geográfica de la migración entre los Altos de Cazucá y León XIII, dos sectores contiguos y de mismo nivel socioeconómico, evidencian el papel de las redes de apoyo, que favorecen la concentración de algunos grupos de originarios en ciertos barrios.

Cuando se busca la razón del desplazamiento de los no nativos de Bogotá y de su área metropolitana, desde su lugar de nacimiento hasta la Capital, se observa que la búsqueda de mejores oportunidades laborales y económicas constituye el factor determinante de las migraciones de la población de bajos recursos, expectativas bien resumidas en estas palabras de Jorge B., migrante entrevistado en León XIII por Bernal (1993:25): "Lo que pasa es que Bogotá es un sitio donde Ud. consigue trabajo en lo que quiera. Uno puede hacer aquí lo que quiera ... lo que no tienen las otras capitales, Cali y Medellín. En Bogotá se tienen más oportunidades".

A pesar de la insistencia actual de altos índices de migración por violencia en Colombia, tanto en los medios de comunicación como en algunas investigaciones como la realizada recientemente por la Conferencia Episcopal, no consideramos frecuente esta modalidad de migración en los Altos de Cazucá y León XIII, aunque se reconoce el deterioro del campo en este aspecto. Además de las entrevistas hechas en estos sectores, otros dos elementos tienden a mostrar que la migración por violencia no es un factor tan importante de migración hacia Bogotá y el resto del área metropolitana. El primer elemento se encuentra en el origen de la migración hacia la Capital: de hecho, la zona de procedencia de la migración no corresponde a las zonas del territorio colombiano en donde se presentan los mayores índices de violencia. Además, el conjunto de las estadísticas recientes²⁰ tienden a mostrar la reducida proporción de las migraciones hacia Bogotá (menos del 3%) explicadas directamente por la violencia. Si bien es cierto que dichas fuentes estadísticas subestiman este factor, y que se deben diseñar estrategias diferentes a las tradicionales para indagar sobre este aspecto, el énfasis con el que los medios de comunicación insisten en considerar que buena parte de los migrantes son campesinos que huyen de la violencia de las zonas rurales y que vienen a buscar salvación en el anonimato de la Capital, parece demasiado exagerado.

B. Desde Bogotá hasta los conjuntos residenciales de Soacha

Los conjuntos residenciales están habitados exclusivamente por hogares que vivían antes en Bogotá, la mitad siendo nativa de Bogotá y la otra mitad migrante (Gráfico 7). Estos nuevos barrios de clase media en Soacha no son un lugar donde se instala la población nativa de Soacha; los inmigrantes hacia el área metropolitana tampoco se instalan directamente en estos barrios.

A su llegada a Bogotá, una décima parte de ellos se instalaron en la Alcaldía de Santafé, el resto se instaló, en proporciones iguales, en el pericentro norte, el pericentro sur y la periferia oeste.

20. Encuesta "Pobreza y Calidad de Vida de 1991" (referirse a Durcau et. al., 1993); Hataya et. al., 1992.

Caso No.1

PROPIETARIO EN LOS CONJUNTOS RESIDENCIALES

El hogar, de tipo nuclear completo, está conformado por la pareja de Raúl y Flor de 51 y 52 años respectivamente, un hijo de ella, Antonio de 28 años, y un niño adoptado de 7.

Flor nació en el campo, en Vélez (Santander), donde su padre sigue viviendo, y llegó a Bogotá en 1958: "me vine porque metí las patas y resulté embarazada y mi papá me echó de la casa". Vivió inicialmente donde la abuela, donde tuvo su hija que ya se casó y vive en Santander. Siempre se movió en piezas de arriendo y con ayuda de sus amigas consiguió trabajo. Cuando trabajaba en el casino de La Fayette, nació Antonio.

Conoció a Raúl hace 20 años, cuando él estaba recién llegado de Venezuela donde vivió 13 años. Desde esa época viven juntos aunque hace 7 años resolvieron unirse en matrimonio. Siempre han vivido con Antonio y conforman una familia aparentemente muy unida y estable.

Cuando la pareja se unió vivieron en Las Cruces, luego en Bonanza y por último en el Carvajal, pagando arriendo en apartamentos. Ganaron un dinero en una cadena y decidieron invertir en una vivienda. Por un aviso del periódico El Espacio, se enteraron de las casas que vendían en Soacha; se decidieron en comprar una, porque les gustó por el tamaño (4 cuartos, 2 baños, sala-comedor, patio) y la cercanía a la autopista. La casa, de interés social, la compraron a nombre del matrimonio con un préstamo de \$ 8 millones de una corporación financiera. Raúl y Antonio pagan las cuotas mensuales de \$120.000.00 por 15 años. Consideran que hicieron una buena inversión y están satisfechos de tener vecinos profesionales. La familia ha estado dedicada desde hace 16 años al mercado de frutas. En un principio trabajaban Flor y Raúl en la plaza de Las Flores, posteriormente Raúl pasó a Corabastos, y hace 5 años, luego de prestar servicio militar, Antonio que había aprendido el negocio, se independizó también en Corabastos. Hoy en día los dos hombres revenden fresa al por mayor en la misma bodega pero en diferentes locales en arriendo y la ilusión de ambos es comprar un puesto en Corabastos y un camión para negociar y traer directamente la fruta de los cultivos. Flor ya no trabaja, está dedicada a la casa.

Todos los habitantes de estos conjuntos, todavía en proceso de ocupación, se instalaron en sus viviendas hace menos de 5 años, y 60% se instalaron durante el último año; sin embargo, el 92% de los inmigrantes a Bogotá llevan 10 años o más de residencia en el área metropolitana, y un tercio lleva más de 20 años (Cuadro 7). Así, es sólo después de una larga permanencia en Bogotá que ellos se instalan en los conjuntos de Soacha. Antes de instalarse en Soacha, habían tenido una movilidad interna en Bogotá muy alta, con un promedio de 4.6 viviendas anteriores a la actual: sus trayectorias residenciales, del tipo de la del Caso 1, son marcadas por frecuentes trasteos entre viviendas en arriendo. Inmediatamente antes de mudarse para Soacha, dos tercios de ellos vivían en el pericentro, y 23% en la periferia oeste (Mapa 2); su itinerario intraurbano se enmarca en las alcaldías que cuentan con una oferta de alquiler para la

clase media, con un abandono progresivo del centro de Bogotá hasta las alcaldías más periféricas.

Estas observaciones evidencian claramente que los conjuntos residenciales ubicados en el territorio municipal de Soacha participan de la dinámica demográfica de Bogotá. Son ahora una de las nuevas opciones residenciales de la población de clase media de la Capital, además de las localizaciones ubicadas dentro del Distrito: las tradicionales de la parte occidental o las nuevas en el extremo de la periferia norte.

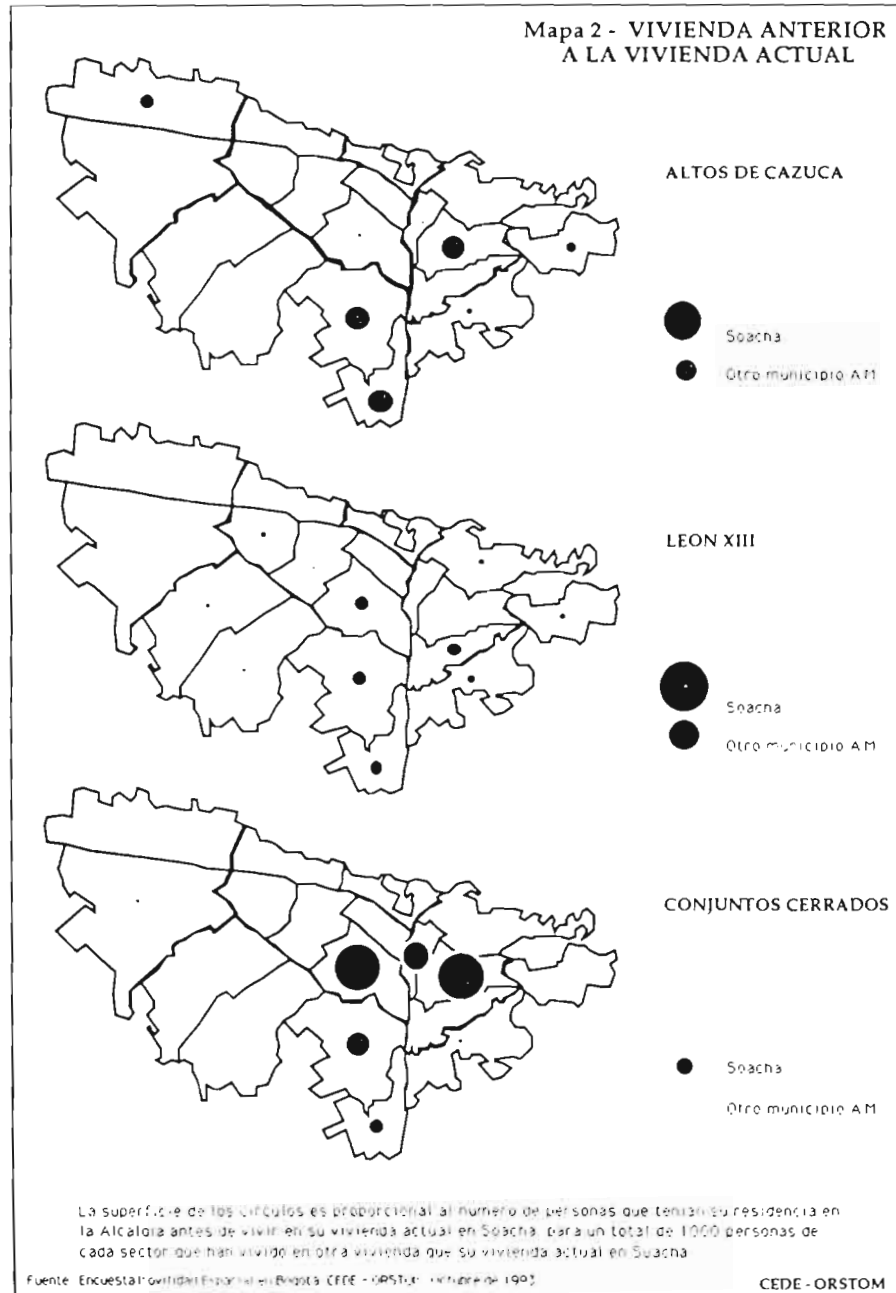
Cuadro 7

TRAYECTORIA RESIDENCIAL INTERNA AL AREA METROPOLITANA POR SECTOR

		Altos de Cazucá	León XIII	Conjuntos cerrados
Nacidos fuera del A.M:	Población total	39	43	5
% llegada directa a Soacha, sin etapa en el A.M.	Jefes de hogar	45	50	0
Nacidos fuera del A.M., por duración de residencia en Soacha:	Menos de 1 año	53	25	8
% llegada directa a Soacha, sin etapa en el A.M.	1 - 4 años	27	31	0
	5 años o más	49	70	0
Nacidos fuera de Soacha:	Menos de 1 año	11	29	52
% según duración de residencia en Soacha	1 - 4 años	46	36	41
	5 - 9 años	24	13	6
	10 años o más	19	22	1
Duración promedio en la vivienda actual (años)	Propietarios	6.3	7.1	1.5
	En arriendo	3.0	1.0	1.0
	Usufructo	2.5	1.3	-

C. Los Altos de Cazucá y León XIII: Dos sectores populares con una población radicada anteriormente en Bogotá, que empiezan a recibir migrantes recientes desde fuera del Área Metropolitana

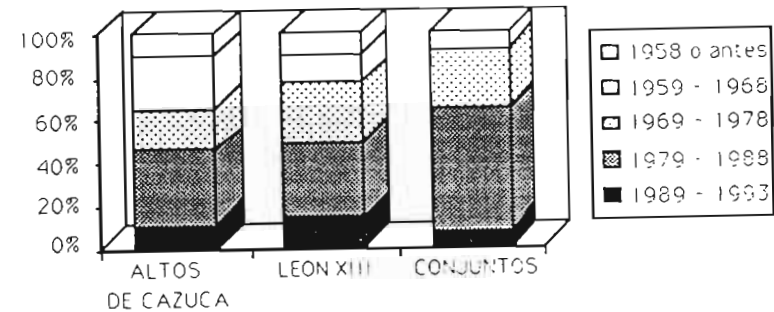
Aunque el barrio más antiguo de los sectores de los Altos de Cazucá y de León XIII fue creado en 1977, la mitad de los adultos de 18 años o más nacidos fuera del área metropolitana llegaron por primera vez a Bogotá u otro municipio del área metropolitana antes de 1978 (Gráfico 9): tenían ya una larga experiencia en la Capital cuando llegaron a Soacha.



Antes de adquirir una vivienda en un barrio ilegal, ya sea éste el resultado de una invasión o de una urbanización pirata, estas familias han seguido un itinerario de duración muy variable, que se caracteriza por múltiples cambios de vivienda dentro del sector de los arriendos, como lo ilustra el Caso No. 2 presentado a continuación. En los dos sectores, aparece en forma muy evidente que las ocupaciones ilegales de tierras no constituyen el terreno privilegiado para el asentamiento de migrantes recientes, contrariamente a una idea muy extendida, según la cual ellos seguirían una trayectoria lineal de inserción, que va de un habitat precario ilegal al acceso al sector de los arriendos, seguido eventualmente por un paso al status de propietario en barrios consolidados. En realidad, las condiciones en que se llevan a cabo estas ocupaciones ilegales de tierras suponen la existencia de una red de relaciones (Caso No. 2) que permiten el acceso a la información, lo cual es difícil para el migrante recién llegado.

Gráfico 9

FECHA DE PRIMERA INSTALACION EN EL AREA METROPOLITANA DE LA POBLACION DE 18 AÑOS O MAS NACIDA FUERA DEL AREA METROPOLITANA, POR SECTOR



Sin embargo, especialmente en León XIII, pero también en los Altos de Cazucá, se observa que una décima parte de los adultos migrantes hacia el área metropolitana llegaron a ésta durante los 5 últimos años. Este fenómeno, que analizaremos a continuación, corresponde a una nueva tendencia en los patrones de primera ubicación de los migrantes en el área metropolitana: la instalación directa en Soacha.

Caso No. 2

PROPIETARIO EN EL BARRIO VILLA MERCEDES
(ALTOS DE CAZUCA), QUE PARTICIPO EN LA INVASION

Jorge, que tiene 41 años, llegó a Bogotá desde su ciudad natal Monquirá, junto con tres de sus hermanos cuando eran jóvenes. Dora, su esposa de 38 años, llegó sola a Bogotá cuando tenía 15 años desde Tocaima donde nació, a trabajar en la casa de uno de sus hermanos, que "son de plata".

Jorge y Dora se conocieron y se unieron en Bogotá hace 20 años y tienen dos hijos que viven con ellos: William y Lady Yohana Marcela de 17 y 14 años respectivamente. Desde su unión, han vivido en piezas de arriendo, inicialmente en el barrio 20 de Julio y posteriormente en el sur de la ciudad. En el barrio Olarte, ubicado en Bosa, vivieron en 4 piezas distintas.

En una ocasión intentaron vivir en una invasión en el barrio Atahualpa pero no pudieron, "allá fue berraco porque no dejaron invadir". Sin embargo allí conocieron a una señora que le dicen "la abuela". Ella les informó, años después, de la invasión de Altos de Cazucá, y de la posibilidad de conseguir allí un terreno afiliándose a la Central Provienda. Así lograron hace 4 años, por la suma de \$150.000, conseguir el lote donde hoy viven. Como Jorge no sabía de construcción contrataron la fabricación de la casita de madera que consta de un cuarto con dos camas.

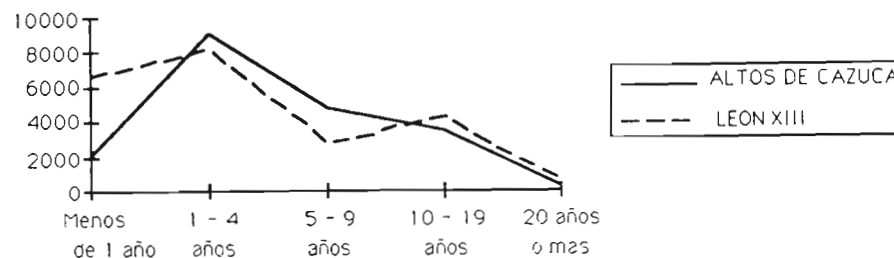
Jorge es fotógrafo desde hace 20 años. La madre fue vendedora en un puesto de la calle del barrio Venecia por 5 años; desde hace 2 años, es empleada del servicio doméstico en una casa del norte de Bogotá y algunas veces se queda a dormir donde sus patrones para cuidarles los hijos. Piensa en un futuro poner una miscelánea en su casa para vender útiles escolares. Diariamente los padres salen temprano a trabajar y los hijos estudian en diferentes turnos. William es muy mal estudiante y está pensando "salirse de estudiar" y trabajar como lo ha hecho en otras ocasiones, de vendedor ambulante en el centro de la ciudad. Su hermana, muy dedicada al estudio, hace un viaje muy largo para asistir al mismo colegio del Olarte donde estudiaba cuando vivían allá.

En León XIII y los Altos de Cazucá, 80% de los nacidos fuera de Soacha llegaron al municipio hace menos de 10 años, y 60% durante los 5 últimos años: el poblamiento acelerado de ambos sectores de barrios ilegales es muy reciente, siendo mayor en León XIII el componente de migrantes de menos de un año de residencia en el municipio (29%, versus 11%). El Gráfico 10 precisa el papel específico de León XIII: durante el año anterior a la encuesta, las personas que acababan de llegar a Soacha fueron 3 veces más numerosas en León XIII que en los Altos de Cazucá, mientras que el número de personas que llevan entre 1 y 10 años de residencia en Soacha es mayor en los Altos de Cazucá. Las ocupaciones ilegales de tierras en los Altos de Cazucá atrajeron al momento de su realización, durante los seis últimos años, una población residente en Bogotá, mientras que las de León XIII, más antiguas en su mayoría, ejercieron esta atracción más

temprano. En la actualidad, la existencia de un sector de alquiler mucho más desarrollado en León XIII que en los Altos de Cazucá, le permite al primero recibir en mayor medida personas nacidas fuera del municipio.

Esta observación está confirmada por el análisis comparativo del municipio de residencia anterior a la llegada a Soacha y de la ubicación de la vivienda anterior a la ocupada al momento de la encuesta: en los Altos de Cazucá, son proporcionalmente dos veces más numerosas las personas que tenían su vivienda anterior en el territorio municipal de Soacha, que las que siempre han vivido en Soacha, mientras que en León XIII lo son tres veces. Eso indica una especificidad de cada sector en cuanto a la composición de la población no nativa de Soacha que se instala: León XIII reúne una población migrante con más historia de viviendas diferentes en Soacha que los Altos de Cazucá.

Gráfico 10

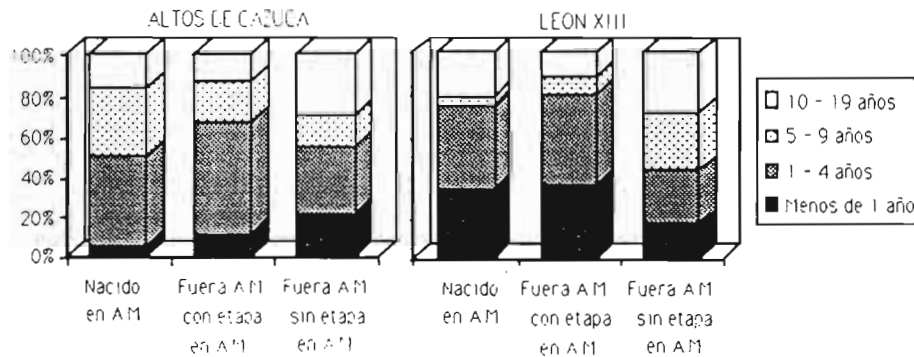
NUMERO DE NO NATIVOS DE SOACHA SEGUN DURACION DE
RESIDENCIA EN EL MUNICIPIO DE SOACHA, POR SECTOR

Si se analiza en una perspectiva dinámica los componentes del poblamiento de los Altos de Cazucá y de León XIII (Gráfico 11), surgen tres conclusiones. Primero, el comportamiento de los nacidos en Bogotá y de los nacidos fuera del área metropolitana que vivieron un tiempo en Bogotá antes de instalarse en Soacha son muy similares, en cuanto a los períodos de instalación en este municipio. Segundo, se confirma que el sector de León XIII recibe de manera preferencial los recién llegados a Soacha, tanto los nacidos en Bogotá, como los nacidos fuera del área metropolitana que vivieron un tiempo en Bogotá antes de instalarse en Soacha. Tercero, aparece un fenómeno nuevo durante el año 1993: la migración, directamente hacia estos dos sectores de Soacha, de migrantes nacidos fuera del área metropolitana. Casi 2.000 de estos migrantes llegaron en 1993 a estos sectores, mientras que el total de migrantes directos que llevan entre

1 y 4 años en Soacha es de apenas 3.000. Esta tendencia, que se podrá comprobar con la segunda etapa de la encuesta, parece indicar que un municipio periférico tal como Soacha empieza a tener un papel de acogida de la inmigración hacia el área metropolitana de Bogotá, como cualquier otro barrio popular de las alcaldías periféricas de Bogotá.

Gráfico 11

TRAYECTORIA MIGRATORIA DE LA POBLACION NO NACIDA EN SOACHA, SEGUN DURACION DE RESIDENCIA EN SOACHA, POR SECTOR



Si se considera la población no nativa del área metropolitana que reside en la actualidad en León XIII y en los Altos de Cazucá, se nota que, desde hace unos veinte años, la proporción de migrantes que se instalaron en primera instancia en los barrios centrales de la Capital (solución adoptada por el 86% de los migrantes que llegaron a la Capital antes de 1973 y que residen actualmente en estos dos sectores) ha venido disminuyendo hasta volverse minoritaria, en comparación con quienes se instalan directamente en los barrios periféricos del Distrito de Bogotá o en los municipios del área metropolitana. La mitad de los adultos nacidos fuera del área metropolitana residentes en 1993 en los Altos de Cazucá y en León XIII, que llegaron a la Capital después de 1988, se instalaron directamente en el municipio de Soacha.

El agotamiento de las posibilidades de vivienda en arriendo dentro del Distrito, y el costo del arrendamiento en el centro, en adición a la aparición de una oferta en las partes consolidadas de los municipios periféricos, conduce a trayectorias residenciales más concentradas en términos espaciales, el paso de la situación de arriendo a la de autoconstrucción realizándose dentro de un mismo espacio periférico. La proximidad de

las zonas de arriendo y de urbanización pirata o invasión contribuye a reducir el itinerario de arriendo que anteriormente se componía muy a menudo de dos momentos: una primera etapa en el centro de Bogotá, seguida de una segunda en la periferia, período durante el cual se va construyendo su propia casa en un terreno adquirido en una urbanización pirata cercana.

D. Las trayectorias residenciales de los que llegan a los Altos de Cazucá y León XIII

El Mapa 2 muestra donde vivían las personas inmediatamente antes de instalarse en la vivienda que ocupan actualmente. Además de la observación ya hecha de una mayor proporción de migraciones internas a Soacha y desde el exterior del área metropolitana en León XIII que en los Altos de Cazucá, estos mapas aportan elementos de información interesantes sobre la movilidad residencial interna a la Capital. Para ambos sectores, los desplazamientos directos desde el centro de Bogotá son casi inexistentes: es en la parte sur del Distrito, en sus componentes pericentro y periferia, que se origina la migración hasta Soacha. En efecto, el itinerario del arrendatario no se limita a las habitaciones alquiladas en las grandes casas del centro de la ciudad, abandonadas por las clases pudientes: utiliza la oferta de vivienda en arriendo que se desarrolló en los barrios populares consolidados, donde muchos habitantes optan para esta solución con el fin de aumentar sus ingresos. La concentración de los lugares de procedencia en la zona suroccidental de los barrios con oferta de arriendo para los estratos bajos (específicamente en Bosa y Kennedy, para los habitantes de los Altos de Cazucá) confirma la existencia de "espacios de movilidad intra-urbana". En efecto, en forma casi sistemática, los migrantes reciben una ayuda importante de parte de familiares o amigos, cuando llegan a la Capital. Estas redes familiares y de amistad le permiten al migrante ser alojado durante un período de duración variable, que puede ir de unos cuantos días hasta varios meses. El primer sitio de la Capital donde se ubican los migrantes a su llegada, el cual está directamente relacionado con la condición social del migrante y las redes de ayuda mutua con que cuenta, es decisivo posteriormente para la trayectoria urbana del migrante. A semejanza de lo que sucede con la influencia del lugar de domicilio de los padres en el caso de los nativos de Bogotá, en el caso de los migrantes, el primer sitio en donde se ubican a su llegada a la ciudad, determina, en amplia medida, un "espacio de movilidad intra-urbana" de las personas y de sus familias, en el marco del espacio socialmente accesible para ellos.

Sin embargo, se nota una proporción notable (13%) de residentes en los Altos de Cazucá que vivían antes en la alcaldía de Usaquén, donde están ubicados los barrios ilegales de los cerros nororientales, que albergan efectivamente una población muy similar a la de los Altos de Cazucá. Eso, con la existencia también de desplazamientos desde las alcaldías de Ciudad Bolívar y Usme (15% en total) podría ser un indicador de movilidad residencial entre barrios ilegales.

Un nomadismo en el sector de los arriendos marcado por la falta de recursos financieros, las tensiones sociales ligadas a la promiscuidad en inquilinos y la inestabilidad de las unidades familiares

Dentro de este marco espacial ampliamente definido por las redes de relaciones, los cambios de domicilio obedecen, la mayoría de las veces, a tres factores, a saber: el

económico, las relaciones de vecindad y las transformaciones de las unidades familiares.

En efecto, ya se trate de un escape, por el cual el arrendatario opta voluntariamente para huir del problema del vencimiento del alquiler, o de la expulsión de la vivienda, por parte del propietario, al ver que no se le paga el arriendo, el inquilino cambia muy frecuentemente de vivienda. Testimonios como los siguientes se repiten muy frecuentemente en la población entrevistada en Soacha:

"Yo trabajaba como vendedor en J. Glotmann en esa época me fue muy mal no tuve con qué cubrir lo del arriendo, entonces me sacó el señor, recuerdo, fue una noche recién nacido el niño y me tocó irme a donde un familiar" (Eduardo, propietario en el barrio Casa Loma).

ó:

"Estábamos en Soacha y pagábamos arriendo, y entonces y no nos alcanzó para pagarles el arriendo y nos sacaron de allá. Cuando nos sacaron de Soacha nos vinimos allá abajo, donde una hermana, ella vive en Julio Rincón. Ella nos dijo que por aquí había lotes" (Ana María, propietario en Villa Mercedes).

Sin embargo, existe otro factor de movilidad que corresponde a los problemas de tensiones con los vecinos: en los sectores de la ciudad en donde existe una amplia franja destinada a inquilinatos, la densidad poblacional puede llegar a situaciones extremas, ya que el hacinamiento de los miembros de uno o varios hogares que comparten una misma vivienda se agrega a la densidad de habitaciones arrendadas²¹. En semejantes condiciones de promiscuidad, los problemas de tensiones entre vecinos, forma cotidiana de la violencia citadina, constituyen una razón frecuente para el desplazamiento hacia otro sitio en donde vivir, y hacen surgir el deseo de tener su vivienda propia, así haya que perder algo, tanto en el plano de las características físicas de la vivienda (superficie y naturaleza de los materiales) como en el del acceso a los servicios públicos y de transporte hacia el sitio de trabajo.

Por último, se debe subrayar el tercer factor de movilidad intra-urbana en esta población de bajos recursos, ilustrado por el Caso No. 3 a continuación: los cambios en la composición de las unidades familiares.

Caso No. 3

ARRENDATARIO EN EL BARRIO JULIO RINCON (ALTOS DE CAZUCA)

María tiene 21 años y vive desde hace 5 meses en una pieza arrendada en el barrio Julio Rincón, junto con su esposo John, su hija de 6 años y dos de sus hermanos, Pedro y Lucas. Ella nació en Bogotá en el barrio Kennedy, vivió en el barrio Venecia y en Fátima; hace 8 años se trasladó con sus padres a Soacha, siempre en arriendo. En 1987 murió su padre que era celador en el Expreso Bolivariano. Hace 4 años, su madre, su padrastro y tres de sus hermanos se fueron a vivir a Armenia donde ambos tienen familiares. Dos de sus hermanos, Pedro y Lucas no quisieron viajar con su madre y se quedaron viviendo con María.

John tiene 27 años y nació en Guavatá (Santander). Sus padres y hermanos viven en Soacha, pero poco sabe María de ellos y no se visitan. John y María viven juntos desde hace 6 años. Vivieron inicialmente en Soacha, luego en Cazucá y ahora en el Julio Rincón, siempre en arriendo. En este momento pagan \$25.000 por la pieza; tienen cocina y baño aparte. Una hermana (de un matrimonio anterior de su padre) que vive en el mismo barrio fue quien le ayudó a conseguir la pieza donde viven.

John siempre ha trabajado en construcción "donde le salga, en distintos lados". Pedro y Lucas trabajan juntos también en construcción y "ayudan para la comida y el arriendo". María no ha podido encontrar trabajo y está dedicada a cuidar su niña y hacer los oficios de la casa. Todos los días desde que vivía con su madre se ha dedicado a vender pólvora en un puesto en Soacha. Compra en el centro la pólvora por la mitad del precio y la vende los días 7, 24 y 31 hasta media noche.

Entre la población de escasos recursos en Bogotá, la unión libre ha ido reemplazando en amplia medida al matrimonio²². Este ingreso a una unión, muy precoz, se traduce siempre por un proceso de independencia del hogar paterno: especialmente para los hombres, la mayoría de las veces pasan a una vivienda ubicada en el mismo sector de la Capital. En cuanto al desarrollo ulterior de la vida conyugal de estas poblaciones, éste se ve marcado por una inestabilidad familiar muy fuerte. En el caso de separación, fenómeno más frecuente dentro de este segmento pobre de la población, siempre es el hombre quien deja el domicilio, y la mujer se queda con los hijos para ocuparse de ellos. Además, en la medida de sus posibilidades, permanece en la vivienda que ocupaba con su esposo. De lo contrario, la separación se traduce igualmente en un desplazamiento, con frecuencia, para una estadía temporal en casa de sus padres. Además de las separaciones frecuentes, la población más pobre se ve sometida a una muy fuerte

21. Es así como en ciertas manzanas del centro de Bogotá, las densidades superan la cifra de 400 personas por hectárea, en construcciones que tienen uno o máximo dos niveles.

22. De acuerdo con la Encuesta Nacional de Hogares de 1992, analizada por C. E. Flórez y R. Méndez (1994), entre los hogares jóvenes citadinos de 15 a 24 años que habían cursado menos de 6 años de estudios, el 72% vivía en unión libre.

sobremortalidad masculina en edad adulta, ligada a los homicidios y a las muertes accidentales²³. Una vez más, estos eventos son asociados frecuentemente con cambios de domicilio, que son más frecuentes cuando las personas no han logrado aún ser propietarias. La gran inestabilidad de las unidades familiares de los estratos bajos de la capital colombiana contribuye, en amplia medida, a la inestabilidad residencial de esta parte de la población, y a una marcada diferenciación de la intensidad de la movilidad intra-urbana según el sexo, y variable según la edad; por ejemplo, entre los 30 y los 39 años, las mujeres presentan una movilidad ligeramente superior en comparación con los hombres, pero, a partir de los 40 años, los hombres tienen una movilidad residencial muy superior a la de las mujeres²⁴.

La meta: Tener su propia casa

El objetivo final en la trayectoria residencial es la realización del sueño que consiste en tener su propia casa. Al representar la seguridad, la estabilidad y el fin de todos los problemas que originan desplazamientos continuos, el ser propietario de una vivienda es algo sobre lo cual se fundamenta el conjunto de proyectos de los pobres y que justifica cualquier sacrificio. *"Tener casa no es riqueza, pero no tenerla es mayor pobreza"* (Torres, 1993); esta afirmación resume muy bien el significado de la adquisición de su propia vivienda para los ciudadanos más desfavorecidos, frente a la vida marcada por la inestabilidad y la penuria. Por la facilidad de adquirir un lote a bajo costo, los sectores de los Altos de Cazucá y de León XIII permiten la realización de este sueño.

La propiedad tiene un efecto cierto de fijación de una población muy móvil: en ambos sectores, el número de viviendas donde ha vivido la persona en Bogotá y el resto del área metropolitana es más alto para los arrendatarios que para las personas que tienen su propia vivienda, siendo la diferencia del orden de 1.5 en los Altos de Cazucá y 2.0 en León XIII. La duración promedio de residencia en la vivienda actual comprueba esta observación: los arrendatarios llevan, en promedio, mucho menos tiempo en la vivienda que los propietarios (respectivamente 3.0 versus 6.3 en los Altos de Cazucá, y 1.0 versus 7.1 en León XIII). La movilidad de los arrendatarios de León XIII es extrema: 12% residieron en tres viviendas distintas en un solo año.

Teniendo en cuenta el carácter más nuevo de los barrios de los Altos de Cazucá con respecto a León XIII, se podía esperar una diferencia mayor en cuanto a la duración en la vivienda de los propietarios de los dos sectores. De hecho, este promedio esconde una

23. Por ejemplo, un municipio habitado por una población pobre en su mayoría, como es el caso de Soacha, tiene una estructura de mortalidad por causas muy diferentes a las del conjunto de la población de Bogotá. Considerando el conjunto de defunciones, independientemente de la edad, en Soacha el 15% de las defunciones proviene de homicidios (contra un 8% en Bogotá) y el 8% se debe a muertes accidentales (contra un 5% en Bogotá) (DANE, 1.990; citado por Calvo y Bernal, 1992: 193). En el período transcurrido entre las dos visitas de la encuesta, es decir un año, las muertes de hombres jóvenes alcanzaron una cifra alarmante.

24. En los Altos de Cazucá, en la franja de edad de 40 a 49 años, la proporción de etapas residenciales dentro de Bogotá y su área metropolitana con una duración inferior a 5 años, es de un 60% en el caso de los hombres, y tan sólo del 5% en el de las mujeres.

estructura distinta: León XIII cuenta con un tercio de propietarios que ocupan su vivienda desde hace más de 10 años, y otro tercio que acaban de ocuparla, hace menos de un año, mientras que 80 % de los dueños de los Altos de Cazucá ocupan su vivienda desde 1 a 9 años. Otra vez, se mira aquí la diferencia temporal y de nivel de consolidación de los 2 sectores: además de contar con algunas urbanizaciones muy nuevas, León XIII está conformado esencialmente por barrios más antiguos, donde se realizan compras de viviendas ya construidas. De aquí resulta una estructura bimodal de la distribución de los propietarios por duración de residencia en su vivienda.

Las condiciones físicas de las viviendas de los no nativos del área metropolitana no parecen muy distintas a las de los nativos del área metropolitana. Sin embargo, se nota unas diferencias a nivel de las condiciones de hacinamiento: para los propietarios, son los hogares cuyo jefe nació en Bogotá los que tienen las peores condiciones de hacinamiento en los dos sectores.

Las observaciones hechas en las páginas anteriores replantean en nuevos términos el debate sobre el origen del crecimiento acelerado de los municipios aledaños a Bogotá: de una parte, están los autores que consideran que la mayoría de la migración hacia los municipios periféricos tiene su origen en la Capital misma (Echeverri, 1985:124) y, de otra, los que consideran que "en los países periféricos (...), aparentemente los suburbios son las zonas de recepción de la migración rural tardía y no el resultado de la migración del centro urbano a su propia periferia, como ocurre con los países con alto desarrollo" (Unickel y Necochea, citados por Granados y Rinaudo, 1992:119). En efecto, después de una fase de poblamiento por familias de bogotanos de nacimiento o por inmigración previa a la Capital, los barrios orientales de Soacha se encuentran al inicio de una fase de maduración en términos demográficos. El proceso de consolidación de los barrios, que se acompaña de una diversificación en la oferta de viviendas (aumento de las viviendas en alquiler y en venta), va a la par con una diversificación de la población que llega allí. En este marco, los barrios más consolidados empiezan a recibir migrantes que llegan directamente desde el exterior del área metropolitana, y parejas jóvenes de Bogotá que pueden así satisfacer su necesidades de vivienda. Estos sectores de Soacha, todavía excluidos de la Capital por unas normas administrativas, participan totalmente de la dinámica demográfica de Bogotá, como cualquier otro barrio periférico, tal como los de Bosa: reciben directamente una cierta parte de la migración hacia la Capital y hacen parte de las soluciones residenciales de los estratos bajos de la población ya radicada en Bogotá. Además, como lo podremos analizar más en detalle con la segunda etapa de la encuesta, son constantes las migraciones residenciales desde estos sectores hasta otros barrios ubicados en el Distrito Capital mismo, lo que evidencia aún más la integración demográfica de Soacha a Bogotá. Así, el debate sobre el origen del crecimiento acelerado de los municipios aledaños a Bogotá se vuelve sin objeto en el caso de este municipio que, en términos demográficos, se comporta exactamente como un barrio de Bogotá.

IV. La movilidad diaria hasta los lugares de trabajo y de estudio

De manera global, 34% de la población que reside en la zona se moviliza diariamente fuera de su domicilio hasta su lugar de trabajo y 22% hasta su lugar de estudio. Más allá de sus consecuencias a nivel de las familias como de la demanda de transporte, y

de sus enseñanzas en términos de estrategias residenciales de los hogares, el análisis de las prácticas de movilidad pendular evidencia el papel de Soacha en el sistema metropolitano.

En cuanto al lugar de estudio, los estudiantes de los Altos de Cazucá y de León XIII tienen un comportamiento muy similar²⁵ (Cuadro 8, Gráficos 12 a 14 y Mapa 3). Casi todos los alumnos cursando primaria estudian en Soacha, van a pie al colegio; debido a la ausencia de escuelas en el sector mismo de los Altos de Cazucá (la única escuela del barrio es una que construyó la comunidad), los alumnos que habitan en este sector gastan más tiempo que los de León XIII. Más de 40% de los estudiantes que cursan otro nivel de enseñanza (diferente a primaria) se desplazan en transporte público a Bogotá, hasta colegios de la periferia oeste o del pericentro norte.

Al contrario, aún para los que estudian primaria, los estudiantes que habitan los conjuntos cerrados se desplazan todos hasta colegios de Bogotá, la mitad en colegios ubicados en el pericentro sur, y el resto en colegios del pericentro norte y de la periferia occidental. Mientras un tercio de los alumnos de primaria se benefician de un sistema de transporte escolar, los otros estudiantes utilizan el transporte público; 6% de ellos se benefician del auto de sus padres.

Debido a la lejanía de sus colegios, los alumnos de primaria de los conjuntos cerrados gastan mucho más tiempo en transporte (25 minutos) que los de los sectores de estratos bajos que aprovechan la oferta de escuelas primarias de Soacha (aproximadamente 10 minutos). El mismo fenómeno se observa para los estudiantes de otro nivel, siendo los que habitan en los conjuntos cerrados los que gastan más tiempo para movilizarse hasta el colegio. Si se comparan los tiempos de transporte de los estudiantes de Soacha con aquellos de los estudiantes que residen en Bogotá mismo (primaria: 13 minutos; otro nivel: 26 minutos), aparecen totalmente equivalentes para los que habitan en los Altos de Cazucá y de León XIII; por el contrario, los estudiantes de clase media que viven en los conjuntos residenciales, especialmente los más jóvenes dentro de ellos, están por encima del promedio de Bogotá, en razón del desfase entre las expectativas educacionales de sus padres y la oferta local al respecto, en el entorno de su domicilio.

En cuanto a la movilización hasta el lugar de trabajo (Cuadro 9, Gráficos 15 a 17 y Mapa 4), la primera diferencia entre los tres sectores reside en la proporción de trabajadores que ejercen su actividad en su propia casa: mientras que en los Altos de Cazucá y en los conjuntos residenciales, son menos de 20%, la mitad de las mujeres activas de León XIII y la quinta parte de los hombres ejercen su actividad en su propia casa. En efecto, como lo observa Bernal (1993: 28), en los barrios populares consolidados de León XIII, numerosas son las viviendas en las cuales los dueños incluyeron en su diseño una parte que podía destinarse a un negocio propio, comercio o taller. Fuera de

25. Sin embargo, se debe subrayar que la tasa de escolarización es netamente más baja en los Altos de Cazucá, donde 49% de los menores de 20 años están estudiando, mientras que son más de 70% en León XIII. Esta diferencia entre los dos sectores es aún más importante si se toma en consideración la regularidad de la asistencia al colegio.

Cuadro 8

**TRANSPORTE HASTA EL LUGAR DE ESTUDIO
DE LOS ESTUDIANTES DE 5 AÑOS O MÁS POR SECTOR,
SEGUN NIVEL DE EDUCACION CURSADO**

		Altos de Cazucá	León XIII	Conjuntos cerrados
% en Bogotá:	Primaria	5	8	93
	Otro nivel	42	42	100
% transporte público:	Primaria	0	4	58
	Otro nivel	37	37	94
% transporte escolar:	Primaria	0	0	29
	Otro nivel	5	0	0
% 30 minutos o más:	Primaria	2	8	58
	Otro nivel	40	29	81
Duración promedio (minutos):	Primaria	11	9	25
	Otro nivel	24	26	36

Todas las variables se refieren al desplazamiento directo desde la vivienda encuestada hasta el lugar de estudio, en un solo sentido (ida).

Cuadro 9

TRANSPORTE HASTA EL LUGAR DE TRABAJO DE LA P.E.A.
OCUPADA DE 11 AÑOS O MAS POR SECTOR, SEGUN SEXO

		Altos de Cazucá	León XIII	Conjuntos cerrados
% en la casa:	Hombre	7	20	14
	Mujer	9	48	29
% en Bogotá:	Hombre	53	41	58
	Mujer	72	32	81
% en varios sitios:	Hombre	28	25	14
	Mujer	5	5	0
% transporte público:	Hombre	83	83	77
	Mujer	77	74	100
% auto particular:	Hombre	2	0	23
	Mujer	0	0	0
% 30 - 60 minutos:	Hombre	24	21	57
	Mujer	17	17	38
% 60 minutos o más:	Hombre	48	43	23
	Mujer	65	62	62
Duración promedio (minutos):	Hombre	55	53	37
	Mujer	65	59	49

En este cuadro se excluyeron las empleadas domésticas internas de los conjuntos cerrados.

Todas las variables se refieren al desplazamiento directo desde la vivienda encuestada hasta el lugar de trabajo, en un solo sentido (ida).

esta opción, el trabajo en la casa, son muy pocos (alrededor de 10% de los activos) los que trabajan en Soacha: la oferta de empleo del municipio no es utilizada por los residentes de los tres sectores estudiados²⁶.

El carácter muy cambiante del lugar de trabajo es una característica de la población activa masculina de los dos sectores populares: un cuarto de ellos declaran trabajar en "varios sitios", lo que traduce la extrema movilidad laboral, y una participación fuerte en el sector de la construcción. La mayoría de los maestros y albañiles trabajan en obras "donde les salga" y no son muy especializados en el campo:

"El trabaja en construcción cuando le sale, menos mal que sabe hacer una cosa y otra, no se amarra, que si no es construcción, pues no, hace una cosa y otra y entonces ahí hemos sobrevivido. El ahorita no tiene un trabajo fijo" (Jorge G., propietario en el barrio Casaloma desde hace 4 años)

Para la población activa de los Altos de Cazucá y León XIII, la comparación de los Mapas 2 y 4 demuestra claramente la diferencia de lógica y de percepción de la ciudad, entre la esfera residencial y la laboral, dando lugar a un espacio laboral mucho más disperso que el espacio residencial. Así, la movilidad residencial se enmarca en solo una parte de la ciudad: aquella que es accesible en términos de soluciones de vivienda para este estrato bajo de la población, y dentro de ésta se limita al espacio de circulación definido por las relaciones sociales. Por el contrario, parece que toda "la ciudad como mercado de trabajo es accesible independientemente del sitio donde establezcan su residencia" (Cuervo, 1992-b: 2). La distribución de los lugares de trabajo de estas categorías de trabajadores residentes en Soacha refleja entonces la localización de la oferta del tipo de empleo que pueden conseguir, con una concentración sensible en el pericentro norte y la periferia oeste, y, al contrario, una baja proporción en el extremo sur de la ciudad. La lejanía de los sitios de trabajo es aún más grande para las mujeres que para los hombres, muchas de ellas trabajando como empleadas domésticas o vendedoras en los barrios de estratos altos del norte. Esta situación conlleva, por supuesto, tiempos de transporte muy altos para moverse, en transporte colectivo, a estos sitios de trabajo: en promedio, gastan más de una hora para llegar al lugar de trabajo, y un tercio gasta más de hora y media.

Para los trabajadores hombres de los conjuntos residenciales, la residencia en Soacha no se traduce en condiciones tan dramáticas para la movilización hasta el lugar de trabajo: por un lado, la lejanía de sus sitios de trabajo es menor, siendo más importante la proporción ubicada en el centro y en el sur; de otro lado, 25% de ellos se benefician de un auto particular. Lo que se traduce en un tiempo promedio de transporte

26. En el marco de su "Plan de Acción Concertada" titulado "Desafío para la Solidaridad" (1992) dirigido a la población de los Altos de Cazucá, la Cámara de Comercio de Soacha y la Asociación de Industriales de Cazucá montaron una bolsa de empleo en las industrias del sector: resultó un completo fracaso, debido a la inadecuación de los empleos ofrecidos respecto al nivel educativo de la población, y también a sus expectativas, que no parecen ser la inserción en el sector formal. No hubo de parte de la población un afán marcado por "formalizarse", "emplearse" de manera estable, cambio que de hecho cuestionaría muchos componentes de su sistema actual de vida cotidiana.

Gráfico 12

LUGAR DE ESTUDIO DE LOS ESTUDIANTES DE 5 AÑOS O MAS POR NIVEL DE EDUCACION CURSADO Y SECTOR

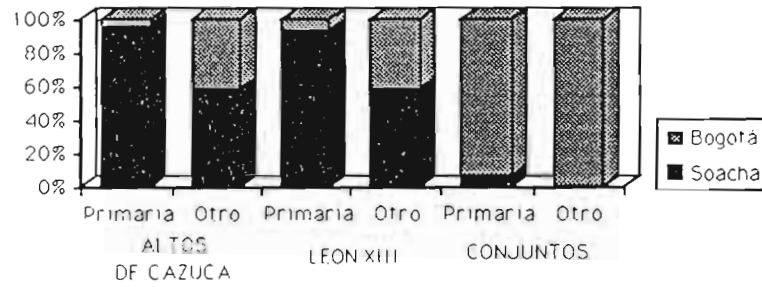


Gráfico 13

SISTEMA DE TRANSPORTE UTILIZADO POR LOS ESTUDIANTES DE 5 AÑOS O MAS HASTA EL LUGAR DE ESTUDIO, POR NIVEL DE EDUCACION CURSADO Y SECTOR

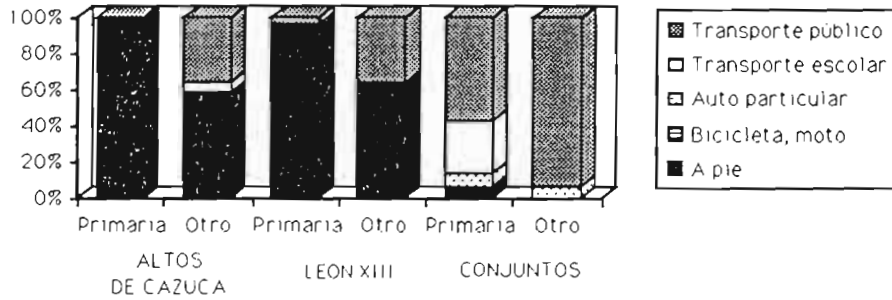


Gráfico 14

TIEMPO DE TRANSPORTE DE LOS ESTUDIANTES DE 5 AÑOS O MAS HASTA EL LUGAR DE ESTUDIO, POR NIVEL DE EDUCACION CURSADO Y SECTOR

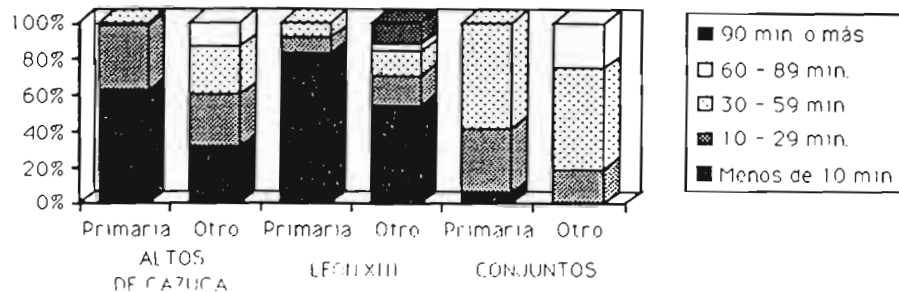


Gráfico 15

LUGAR DE TRABAJO DE LA P.E.A. DE 11 AÑOS O MÁS POR SEXO Y SECTOR

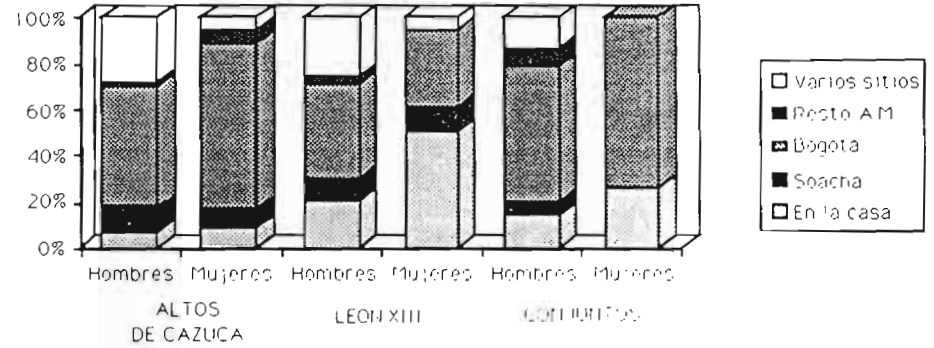


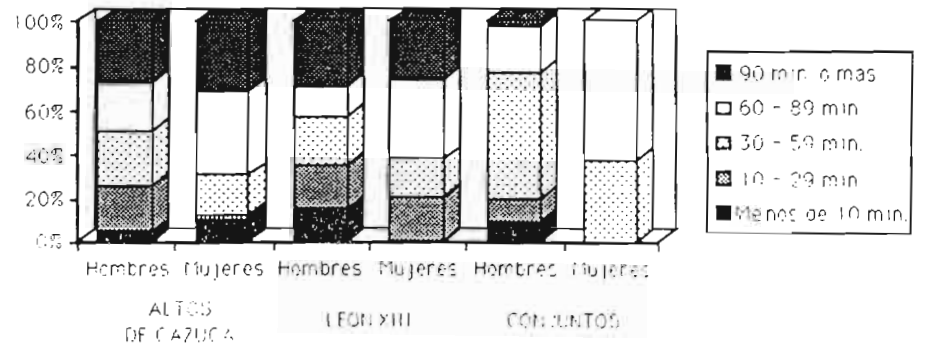
Gráfico 16

SISTEMA DE TRANSPORTE UTILIZADO POR LA P.E.A. DE 11 AÑOS O MÁS HASTA EL LUGAR DE TRABAJO, POR SEXO Y SECTOR

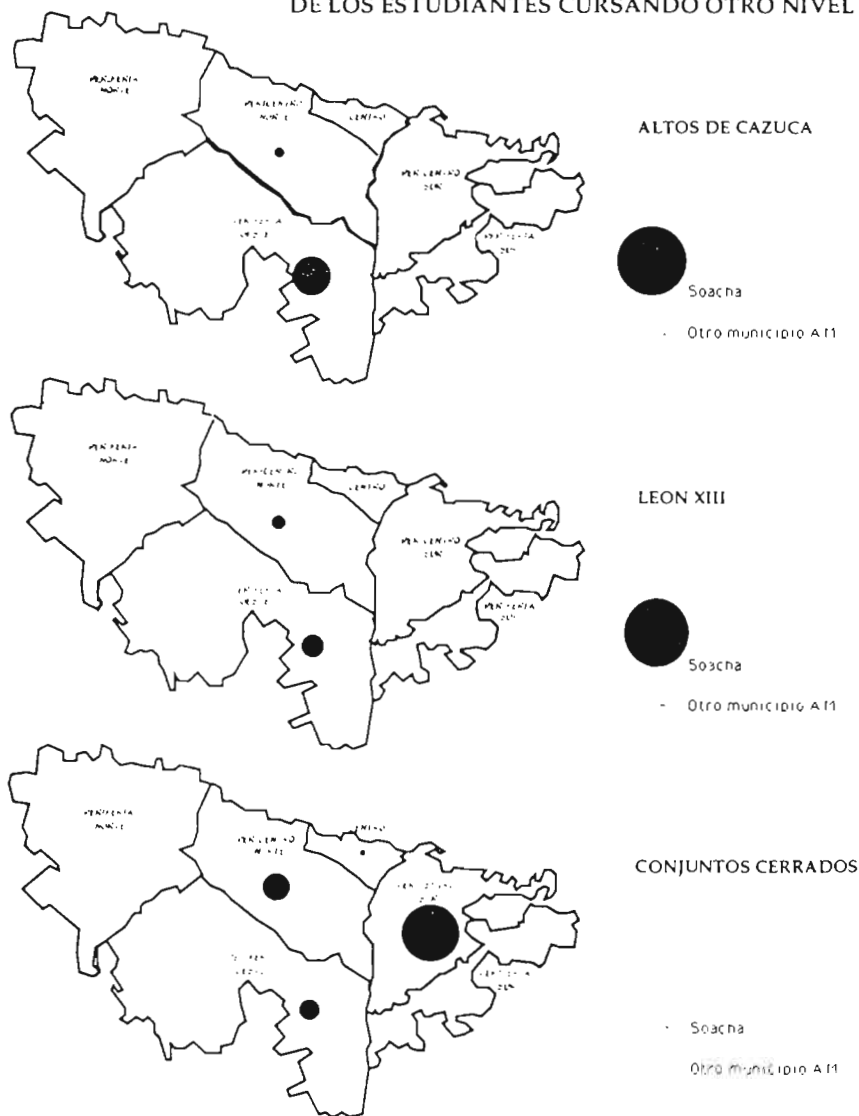


Gráfico 17

TIEMPO DE TRANSPORTE DE LA P.E.A. DE 11 AÑOS O MÁS HASTA EL LUGAR DE TRABAJO, POR SEXO Y SECTOR



Mapa 3 - LUGAR DE ESTUDIO DE LOS ESTUDIANTES CURSANDO OTRO NIVEL

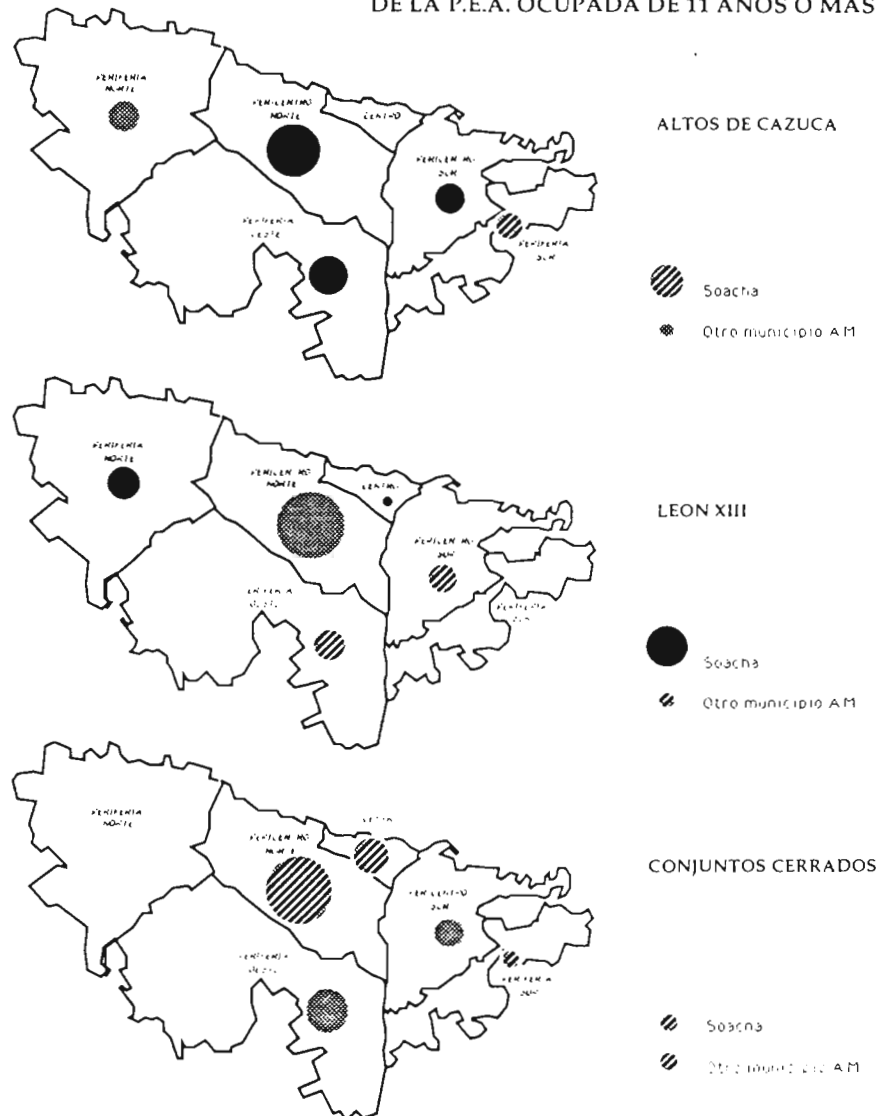


La superficie de los círculos es proporcional al número de estudiantes que estudian en la zona para un total de 1000 estudiantes de cada sector cursando otro nivel que primaria.

Fuente: Encuesta de Movilidad Espacial en Bogotá (CEDE - CASITEL octubre de 1993)

CEDE - ORSTOM

Mapa 4 - LUGAR DE TRABAJO DE LA P.E.A. OCUPADA DE 11 AÑOS O MAS



La superficie de los círculos es proporcional al número de trabajadores que trabajan en la zona para un total de 1000 trabajadores en cada sector.

Preparación de hombres: ▨ llenos de 55% ■ 55 - 75% ▨ más de 75%

Fuente: Encuesta de Movilidad Espacial en Bogotá (CEDE - CASITEL octubre de 1993)

CEDE - ORSTOM

un poco inferior al que se observa en promedio para los trabajadores que residen en Bogotá mismo (42 minutos): aún están en situación mejor que los habitantes de los barrios de clase media ubicados en la periferia occidental de la Capital. Son las mujeres las que "pagan" el hecho de residir en Soacha: además de una baja inserción laboral, las que trabajan lo hacen con un costo enorme en términos de tiempo de transporte (49 minutos en promedio), mayor de lo que se observa para las mujeres activas de Bogotá (41 minutos). Más de la mitad (62%) de ellas gastan más de una hora para movilizarse hasta el lugar de trabajo, mientras que la cuarta parte de los hombres están en esta situación; además, todas se movilizan en transporte colectivo, sin beneficio de un auto particular.

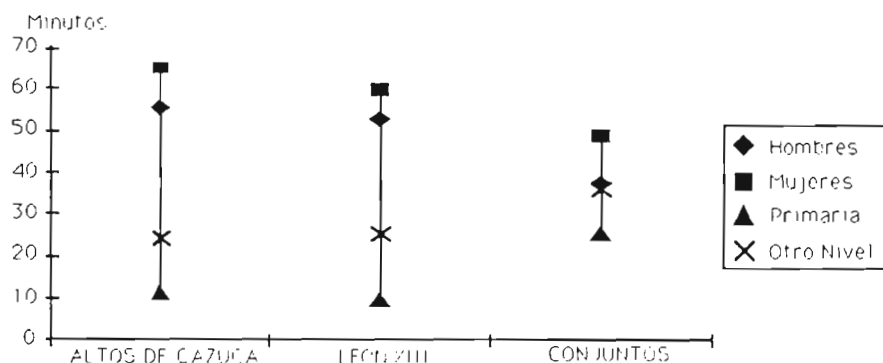
El Gráfico 18 sintetiza las condiciones de movilización diaria de los diferentes miembros de los hogares residentes en los tres sectores de Soacha:

- en todos los casos, las mujeres gastan más tiempo que los hombres para movilizarse hasta el sitio de trabajo, siendo mucho mayor la diferencia entre sexos en los hogares de clase media de los conjuntos residenciales;

- en los hogares de Altos de Cazucá y León XIII los padres gastan mucho más tiempo que los estudiantes, lo que corresponde a la situación común en Bogotá, mientras que los hijos de los hogares que habitan los conjuntos residenciales de Soacha tienen que gastar casi el mismo tiempo de transporte que sus padres.

Gráfico 18

DURACION PROMEDIO DE TRANSPORTE HASTA EL LUGAR DE ESTUDIO Y EL LUGAR DE TRABAJO, POR SECTOR



De tal manera que, si se consideran los gastos totales de tiempo de transporte a nivel de los hogares, las clases medias no están en situación muy favorable en comparación con los estratos de bajos recursos de esta zona de Soacha, o de los estratos medios que residen en la periferia oeste de la Capital: por el hecho de vivir en un enclave dentro de barrios populares, la amplitud del espacio de vida cotidiano de estos hogares es extremadamente grande²⁷.

V. Conclusiones

Si bien el perímetro urbano de Bogotá, que se supone determina la zona de prestación de los servicios públicos, ha tenido sucesivas modificaciones que han ido incorporando progresivamente los barrios ilegales que se han desarrollado en la periferia, el Distrito Capital ha conservado los mismos límites territoriales desde 1954. No obstante, desde hace unos diez años, una parte creciente de la población de la Capital satisface sus necesidades de vivienda fuera de los límites del Distrito. Además del desarrollo de barrios de expansión de la Capital, el proceso de metropolización sigue reforzándose, en forma polarizada, en una serie de municipios de la Sabana, no contiguos al Distrito.

Aunque estos polos periféricos del área metropolitana están integrados en términos funcionales con Bogotá, algunos de ellos pueden tener una dinámica demográfica propia, con alguna independencia con respecto a la de Bogotá. Así, la oferta de empleo en los cultivos de flores del municipio de Madrid genera flujos de migración independientes de Bogotá, de campesinos que llegan directamente al municipio y se instalan en éste. Al contrario, un municipio contiguo a Bogotá tal como Soacha, se comporta en términos demográficos exactamente como una alcaldía periférica de Bogotá. Así, Soacha y Bosa no presentan ninguna diferencia mayor, al considerar el ritmo de crecimiento demográfico durante las dos últimas décadas, sus mecanismos de poblamiento o las características de su población actual. En el municipio de Soacha, como lo mostró este artículo, se encuentran todas las tendencias de la dinámica sociodemográfica actual de la Capital, estrechamente relacionadas con el proceso de producción del espacio residencial. Soacha se ha poblado durante los años ochenta de bogotanos, por nacimiento o antiguos inmigrantes, de estratos bajos, que encontraron en el municipio una solución de vivienda a través del desarrollo de asentamientos ilegales. Más recientemente, el municipio empezó a jugar un papel de recepción directa de inmigrantes, hecho posible por el proceso de consolidación de ciertos barrios, y ahora participa del proceso de diversificación de las opciones residenciales de la clase media que se está desarrollando en dirección de las alcaldías del sur y suroccidente de la Capital.

27. Una investigación realizada por estudiantes de la Facultad de Economía de la Universidad de los Andes trató de buscar las causas que llevan a empleados de ICOLLANTAS, fábrica ubicada en el extremo sur de Soacha, a trasladar su residencia de Soacha a Suba: dentro de los factores de mayor importancia, además del sueño de cambiar de estatus social gracias a una vivienda ubicada en la parte norte de Bogotá, se encuentran muy a menudo los tiempos de transporte de la esposa y de los niños, y el deseo de mejorar el nivel de educación de estos, al mejorar el nivel de las escuelas, que se suponen mejor en el norte (Orjuela y otros, 1994).

Mientras que nuevos asentamientos ilegales siguen desarrollándose en la parte alta de la loma, arriba del sector de los Altos de Cazucá, y en las zonas inundables aledañas a la Laguna de Potrero Grande, los barrios populares más antiguos ubicados en la zona plana se consolidan y se densifican muy rápidamente: además del aumento del espacio habitable logrado a través de las transformaciones físicas de las casas (construcción de un segundo piso), se nota una sobre-ocupación creciente de las viviendas. Así como en Bosa, en los sectores orientales de Soacha se encuentran dos soluciones de vivienda accesibles a los sectores populares de la Capital: el hacinamiento en las viviendas y la autoconstrucción ligada a una ocupación ilegal de terrenos. Al mismo tiempo, los Altos de Cazucá sigue teniendo una alta proporción de casas construidas con materiales precarios. En las partes más escarpadas del sector, se combinan las condiciones físicas y la escasez de la inversión por parte de una población con recursos muy bajos y con una esperanza muy débil de legalización rápida de su terreno: por esta razón, al contrario de las ocupaciones en las zonas planas de León XIII, en estos barrios de los Altos de Cazucá no se puede cumplir la regla general que caracteriza a los barrios ilegales de la Capital, según la cual el *habitat* levantado con materiales precarios da paso rápidamente a construcciones en material duro.

Así, en los sectores orientales de Soacha aledaños a la autopista sur, estamos en presencia de un proceso muy rápido de extensión y densificación del espacio residencial, compuesto por tres segmentos diferentes: un segmento "clásico" de la expansión periférica de los barrios populares autoconstruidos, que se está extendiendo y densificando muy rápidamente, y dos segmentos que reflejan nuevas tendencias en la estructura espacial de la Capital: un enclave de clase media, al pie de unos barrios habitados por una población particularmente pobre y que se extienden sin consolidarse, ni densificarse. Si bien esta diversificación en la población de una misma zona de la ciudad confirma un cambio notable en la *escala* de la segregación espacial, no cuestiona por lo tanto la *naturaleza de las relaciones* entre estos segmentos poblacionales. Contrariamente a lo que puede ocurrir en otras partes de la Capital, donde los sectores populares logran vincularse económicamente a la población pudiente vecina, las características mismas de los Altos de Cazucá, donde la ausencia de actividades comerciales o artesanales es evidente, hacen que la co-residencia se traduzca más bien en un enfrentamiento avivado por la proximidad.

Sin ninguna duda, Soacha constituye, en términos demográficos, un barrio de Bogotá, sin mayor especificidad que las ligadas a su ubicación al sur de la Capital y a sus características físicas: Soacha hace parte del espacio de movilidad residencial de los bogotanos. Pero, si bien la presencia del límite distrital no detiene la dinámica centrifuga del poblamiento de la Capital, este corte administrativo lleva consecuencias importantes tanto a nivel de las familias que residen en el municipio como a nivel de la gestión urbana. En efecto, un municipio periférico como Soacha, obligado a recibir a las poblaciones más pobres de la Capital y que no pueden satisfacer sus necesidades de vivienda sino en estas condiciones, debe afrontar el desarrollo de barrios de expansión de la Capital, con costos de infraestructura muy altos debidos a sus características físicas particularmente difíciles. Además, el acuerdo 6 de 1990 que trata sobre el ordenamiento físico del Distrito, establece condiciones para la conexión de los municipios periféricos a las redes de agua potable y de alcantarillado de Bogotá: los municipios deben autofinanciar los costos de la infraestructura necesaria para la extensión de la

red. Esto contribuye a excluir un municipio como Soacha del acceso a ciertos servicios públicos de la Capital. Este nuevo contexto legal y las características físicas de Soacha que dificultan, o prohíben, el proceso de consolidación de ciertos barrios, se combinan para cuestionar fuertemente el proceso tradicional en Bogotá, que permitía, a costa de una alta solidaridad barrial y de sacrificios personales grandes y prolongados, a un individuo o a una familia pobre el acceder a la tierra y a un alojamiento que, poco a poco iba llenándose de todos los atributos de una vivienda del sector formal del *habitat*. Al no reconocer legalmente la realidad de la dinámica demográfica de la Capital, la cual involucra un número creciente de municipios periféricos que juegan papeles específicos y complementarios en el sistema metropolitano, queda excluida de la Capital una parte creciente de la ciudadanía perteneciente a la franja más pobre de la población, aunque de hecho viva en un barrio de Bogotá.

Anexo 1

Definición de la categoría socio-ocupacional

El estudio de la movilidad espacial, como el análisis de cualquier otro fenómeno demográfico no puede hacer caso omiso de una característica esencial de la sociedad: su gran heterogeneidad social. Analizar las prácticas de movilidad espacial de los diferentes grupos sociales, y estudiar las trayectorias residenciales en relación con las trayectorias laborales, suponen la construcción de una estratificación, es decir una clasificación jerárquica, de la población ocupada. Para elaborar tal clasificación, al igual que en los Censos o las Encuestas Nacionales de Hogares, disponemos en la Encuesta de Movilidad Espacial en el área metropolitana de Bogotá, de 4 variables básicas describiendo, bajo diferentes enfoques, la ocupación de las personas: las variables "ocupación", "posición ocupacional", "rama de actividad" y "tamaño de la empresa" (número de trabajadores).

Para construir una variable sintética a partir de esta información básica, aplicamos un método desarrollado en Argentina para el análisis de la estructura social argentina de 1960 a 1980 a partir de la información censal (Arino M., Rosas M.E., Torrado S., 1987)²⁸. Debido a las diferencias existentes entre las clasificaciones de ocupaciones empleadas en Argentina y en Colombia, tuvimos que hacer algunos arreglos menores, a la metodología utilizada en Argentina. Estos ajustes a la metodología argentina se hicieron con base en el método siguiente: por medio de cruces de la categoría socioeconómica con dos indicadores claves que son el índice de hacinamiento y el nivel educativo, buscamos las asignaciones de ocupaciones más eficientes en términos de homogeneidad socioeconómica. El Cuadro 10 describe la solución final adoptada para la asignación de la P.E.A ocupada a las categorías socio-ocupacionales, a partir de las variables originales de Ocupación, Posición ocupacional y Rama de actividad.

28. Agradecemos a Miguel Villa, del CELADE, que hizo una investigación bibliográfica sobre el tema de las clasificaciones socioeconómicas en América Latina y nos proporcionó varios textos al respecto, dentro de los cuales el informe hecho en Argentina. A pesar de recomendaciones hechas por las Naciones Unidas desde los años cincuenta en varias publicaciones metodológicas, parece que ningún país latinoamericano ha adoptado hasta ahora de manera oficial una clasificación socio-ocupacional.

Cuadro 10

ASIGNACION DE LA P.E.A. OCUPADA A LAS C.S.O.

Grupo de ocupación	Empleador	Empleado u obrero			Cuent. prop. y famil. sin remun.		No informa
		Sector privado	Sector público	Sector doméstico			
1. Empresarios, direct. empresa y func. públi. sup. (20, 21, 40, 50, 60)	1	1	1	9	4	10	
2. Prop. comercio, hotel, restaur., expl. agropec. (41, 51, 61)	3	5	5	9	4	10	
3. Profesionales en función especí. (1, 2, 4 a 6, 8 a 12, 14 a 18)	2	2	2	9	2	10	
4. Técnicos, docentes y superviso. (3, 7, 13, 19, 22, 30, 42, 52, 70)	3	5	5	9	4	10	
5. Empleados y vendedores (31 a 34, 39, 43 a 49)	3	6	6	9	4	10	
6. Trabajadores especializados (35 a 38, 53, 57, 62, 71 a 98)	3	7	7	9	Constu: 7 Ot. ram: 4	10	
7. Trabajadores no especializados (55, 56, 57, 58, 59, 99)	9	8	8	9	9	10	
8. Empleados domésticos (54)	9	9	9	9	9	10	
9. Sin especificar	10	10	10	10	10	10	

A continuación se describen las categorías socio-ocupacionales así conformadas²⁹:

1. Directores, gerentes y funcionarios públicos superiores: estrato conformado por un grupo básicamente directivo o gerencial que comprende directores y gerentes (empleadores y asalariados) de empresas privadas y a funcionarios superiores (asalariados) del sector público.

2. Profesionales en función específica: profesionales en función específica (ingenieros, médicos, arquitectos, economistas, juristas, ...etc.) que son empleadores, trabajadores por cuenta propia o asalariados.

3. Propietarios de pequeñas empresas: empleadores cuyas ocupaciones son: propietarios de hoteles, restaurantes, comercios, técnicos, vendedores, trabajadores especializados, ... etc.

4. Pequeños productores autónomos: todos los trabajadores por cuenta propia y trabajadores familiares sin remuneración, excepto los que pertenecen a los grupos de ocupación: profesionales, trabajadores no clasificados, obreros calificados de la construcción y empleados domésticos.

5. Técnicos de mando medio: asalariados que se desempeñan como técnicos o en ocupaciones similares: enfermeros, profesores, jefes, supervisores y capataces.

6. Empleados administrativos y vendedores: trabajadores asalariados que se desempeñan como empleados contables, cajeros, empleados administrativos y vendedores.

7. Obreros calificados: obreros calificados tales como: sastres, carpinteros, soldados, electricistas, mecánicos, agentes de policía, conductores de medios de transporte, ... etc. en la categoría asalariado. Y trabajadores calificados por cuenta propia de la rama de la construcción.

8. Obreros no calificados: peones, jornaleros, aprendices, ...etc, en la categoría asalariados.

9. Empleados domésticos y trabajadores inestables: personal de servicio doméstico en su conjunto.

10. Sin especificar: personas no clasificadas en las categorías anteriores.

El Cuadro 11 pone en evidencia la jerarquía establecida con la clasificación en C.S.O.: se observa, globalmente, una alta consistencia entre los 3 indicadores. Sin embargo, más allá de este resultado globalmente satisfactorio, se debe subrayar que la clasificación queda por mejorar en la categoría 3 (Propietarios de pequeñas empresas).

29. Adaptación de la descripción hecha por Arino M., Rosas M.E., Torrado S. (1987: 21-24).

Todavía esta categoría evidencia una cierta heterogeneidad, que no se logró solucionar introduciendo la variable Tamaño de la Empresa. Con base en una observación necesariamente limitada como la hecha en el marco de un Censo o de una Encuesta Nacional de Hogares, parece muy difícil lograr un resultado totalmente satisfactorio para la clasificación de este grupo de la P.E.A.

Cuadro 11

INDICADORES DE EDUCACION, HACINAMIENTO
E INGRESOS POR C.S.O.

C.S.O.	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Nivel de educación*: % alguna secundaria o más	100.0	95.9	66.7	58.9	93.3	91.4	51.5	31.2	32.5
Índice de hacinamiento*: % menos de 3 pers./dormitorio	97.8	93.5	72.0	75.3	86.4	75.8	56.6	52.3	66.9
Índice de ingresos**: Total de los ingresos del hogar / número de personas del hogar (en 1000 pesos/mes/persona)	193	184	107	70	127	72	42	40	25
Orden de jerarquía	1°	2°	4°	6°	3°	5°	7°	8°	9°

Fuentes : * Encuesta Movilidad Espacial, CEDE-ORSTOM, 1993. Submuestra Capítulo Historia de vida.
** Encuesta Pobreza y Calidad de Vida. Bogotá. 1991. DAPD-UPS.

Anexo 2

Definición del tipo de hogar

Para elaborar la tipología de hogares utilizada en el procesamiento de nuestra encuesta, se aplicaron las definiciones utilizadas en la investigación de C.E. Flórez y R. Méndez: *Boletín de estadísticas sobre hogar y familia en Colombia, 1972 - 1992*, (Bogotá, CEDE, 1994: pp. 3 - 4), del cual extraemos las definiciones siguientes:

“Núcleo familiar primario: familia constituida exclusivamente en alguna de las siguientes formas:

- Matrimonio sin hijos,
- Matrimonio con uno o más hijos solteros,
- El padre o la madre con uno o más hijos solteros.

El término “matrimonio” incluye a las uniones legales y consensuales, indistintamente.

Se denomina “primario” porque se trata del núcleo familiar que incluye al jefe del hogar”.

“Hogar unipersonal: persona que vive sola”

“Hogar no-familiar: hogares de 2 o más personas en los que no existe un núcleo familiar primario.

Pueden estar formados por personas emparentadas entre sí (por ejemplo, dos hermanos), por personas sin vínculos de parentesco (por ejemplo, dos amigos), o por una y otra clase de personas a la vez”.

“Hogar familiar: hogares de 2 o más personas en los que existe un núcleo familiar primario”.

Se caracterizan los hogares familiares según dos tipos de criterios:

1. El carácter completo o no del núcleo familiar primario:

- “Hogar familiar completo: hogares en los que está presente la (el) cónyuge del (de la) jefe(a) del hogar”.

- “Hogar familiar incompleto: hogares en los que está ausente la (el) cónyuge del (de la) jefe(a) del hogar”.

2. La presencia, o ausencia, de otros parientes y otros no parientes:

- "Hogar familiar extenso: hogares formados por un núcleo familiar primario más "otros parientes"".

- "Hogar familiar compuesto: hogares formados por un "hogar familiar nuclear" (o núcleo familiar primario) o un "hogar familiar extenso" más "otros no parientes"".

El conjunto de estas definiciones se aplica al conjunto de los miembros del hogar, sin incluir: las empleadas domésticas y sus parientes, los huéspedes, los pensionistas y los trabajadores

Bibliografía

- Arango G.A., 1992. *Estudio de Zonas de Alto Riesgo*. Soacha. Oficina de Planeación Municipal. 33 p.+ ann.
- Arino M., Rosas M.E., Torrado S., 1987. *Metodología para el Análisis de la Estructura Socio-ocupacional Argentina (1960-80)*. Buenos Aires. Consejo Federal de Inversiones. Documentos de la Secretaría General. 31 p.
- Bernal R., Hernández C., Mariña M., 1993. *El Caso de la Migración en el Municipio de Soacha*. Informe final para el Seminario de Investigación. Bogotá. Universidad de los Andes. Facultad de Economía. 36 p.
- Calvo H., Bernal J., 1992. *El Futuro de la Capital. Un Estudio de Prospectiva Urbana. Articulación Regional*. Bogotá. Misión Bogotá Siglo XX. 299 p.
- Cámara de Comercio, 1992. *Altos de Cazucá: Reto para la Solidaridad. Bases para un Plan de Acción Concertada*. Soacha. 11 p.
- Cortés R., 1993. *Evaluación y Criterios de Manejo de los Inventarios de Zonas Subnormales. Manejo Cualitativo de los Datos sobre una Muestra de 10 Ciudades*. Bogotá. INURBE. 40 p.
- Cuervo L.M., 1992-a. *El Futuro de la Capital. Un Estudio de Prospectiva Urbana. Localización de la Actividad Económica*. Bogotá. Alcaldía Mayor de Santafé de Bogotá. Misión Bogotá Siglo XXI. 102 p.
- Cuervo L.M., 1992-b. *Algunas Tendencias de la Movilidad Territorial en Bogotá*. Memorias del Taller metodológico sobre las nuevas formas de movilidad de la población urbana en América Latina. CEDE-ORSTOM. Bogotá, 7-11 Dic. 1992. Santiago de Chile. CELADE (edición en curso).
- D.A.P.D., 1990. *Estatuto para el Ordenamiento Físico del Distrito Especial de Bogotá*. Acuerdo 6 de 1990. Bogotá. Alcaldía Mayor. Departamento Administrativo de Planeación Distrital. 296 p.
- Dureau F., Flórez C.E., Hoyos M.C., 1993. *La Movilidad de las Poblaciones y su Impacto sobre la Dinámica del Área Metropolitana de Bogotá*. Documento de trabajo No. 1: análisis de los datos existentes. Bogotá. CEDE - ORSTOM. 286 p.
- Flórez C.E., Méndez R., 1994. *Boletín de Estadísticas sobre Hogar y Familia en Colombia 1972-1992*. Informe final. Bogotá. Universidad de los Andes - CEDE. 43 p.
- Granados M. del P., Rinaudo U., 1992. *El Futuro de la Capital. Un Estudio de Prospectiva Urbana. Desarrollo Poblacional*. Bogotá. Misión Bogotá Siglo XXI. 133 p.
- Hataya N., Alfonso O., Caicedo C., Cuervo L.M., 1993. *Problemas Urbanos y Descentralización Fiscal en Colombia: El Caso de los Servicios Públicos en Algunos Barrios Populares de Bogotá*. Bogotá, IDEM - CINEP. 160 p.

- Jaramillo S., 1989. *Hacia una Teoría de la Renta del Suelo Urbano*. Bogotá. Universidad de los Andes.
- Jaramillo S., 1992. *La Vivienda en Bogotá*. Bogotá. Universidad de los Andes. Documento CEDE 087. 81 p.
- Orjuelo J. P., Jaramillo F., Pérez M., 1994. *Informe Final del Seminario de Investigación*. Bogotá. Universidad de los Andes - Facultad de Economía. 75 p.
- Rocheffort M. (ed. científ.), 1988. "Le logement des pauvres dans les grandes villes du Tiers Monde". Paris. PUF. *Revue Tiers-Monde*. Tome XXIX. No. 116. 1279 p.
- Tomás F., 1994. *L'habitat populaire irrégulier dans les périphéries urbaines*. Paris. La Documentation Française, *Problèmes d'Amérique Latine* No. 14. La Ville et l'Amérique Latine. pp. 249 - 267.
- Torres A., 1993. *La Ciudad en la Sombra. Barrios y Luchas Populares en Bogotá*. Bogotá. CINEP. 222 p.
- Unikel L., Nocochea A., 1975. *Desarrollo Urbano y Regional en América Latina*. México. Fondo de Cultura Económica.

Colloque Les pratiques de la ville. Transformations sociales et évolutions spatiales
Atelier 2 : Identités locales et groupes sociaux : enracinement, mobilité

Centre de Recherche sur l'Habitat - PIR Villes
Paris - Nanterre, 21 - 22 Septembre 1995

**Interactions entre politiques urbaines, marché du
logement et comportements résidentiels :
leur rôle dans les transformations
des quartiers aisés de Bogota (Colombie)**

Françoise DUREAU (géographe - démographe, ORSTOM)

Thierry LULLE (architecte - urbaniste, CIDS, Universidad Externado de Colombia)

Adriana PARIAS (économiste - urbaniste, CEDE, Universidad de los Andes)

Tout au long de ce siècle, mais surtout du début des années 1940 jusqu'à la fin des années 1970, Bogota a connu une croissance démographique et une expansion spatiale spectaculaires. Une migration intense et un taux d'accroissement naturel élevé se conjuguent alors : dans les années 1950, le rythme de croissance atteint 6,9% et seulement 12 années sont nécessaires pour doubler la population, atteignant 2,5 millions d'habitants en 1970. Au plan spatial, en 1980 on trouvait une ville 12 fois plus étendue qu'en 1940 (GOUSET, 1990) : une ville aux limites lointaines mais encore assez peu densément bâtie. Cette extension s'est globalement réalisée de façon continue sur les terres de la *Sabana*¹, selon un axe principal nord-sud, au long duquel apparaissent de nouveaux centres d'affaires et de commerce, et d'un axe centre-ouest, secondaire, d'activités industrielles.

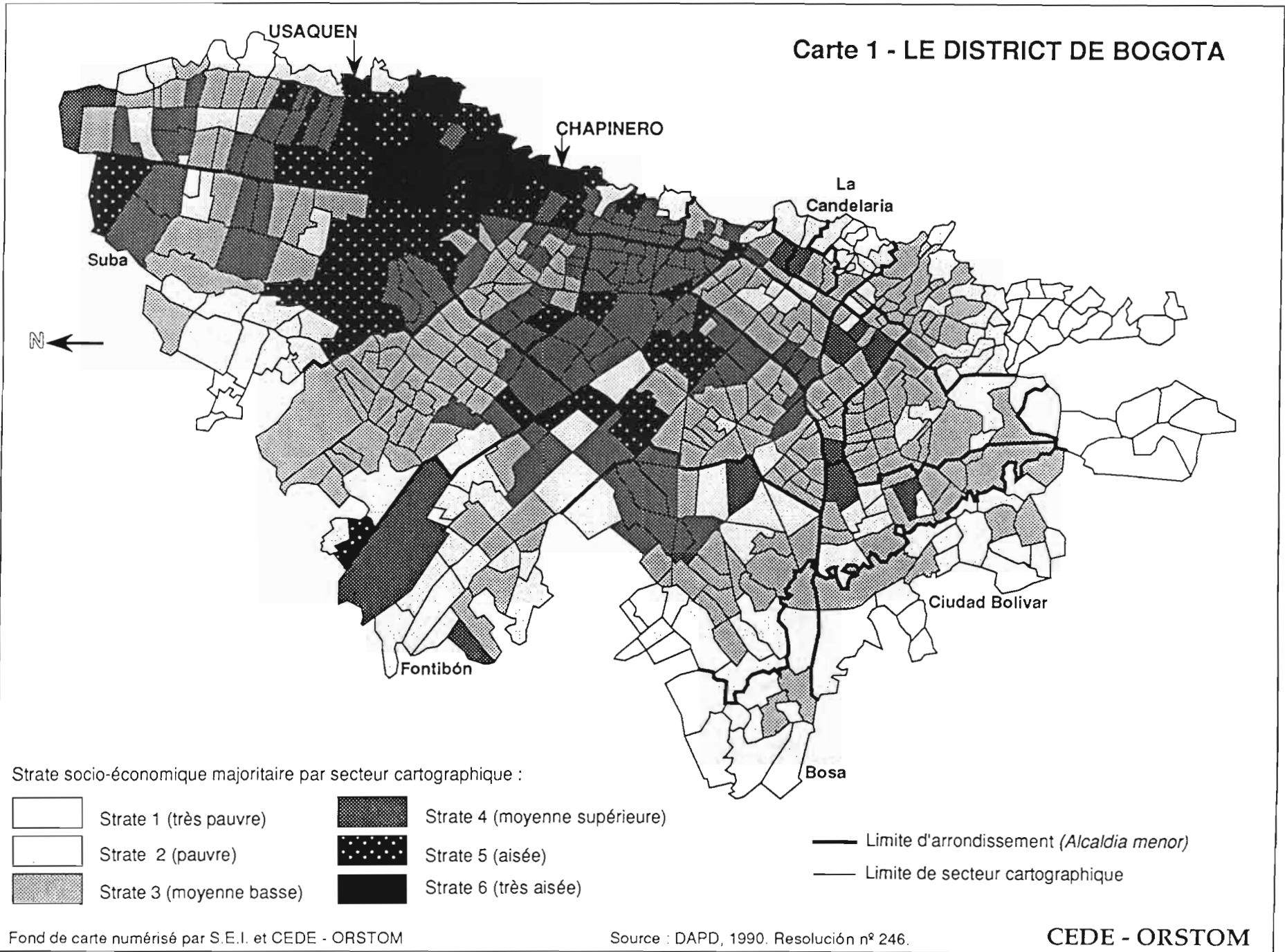
Face à cette expansion spontanée et à des besoins de plus en plus grands en matière de logements, c'est surtout à partir des années 1970 que l'Etat prend des mesures pour tenter de répondre à cette demande. Cela se traduit davantage dans une politique spécifique d'aide à l'acquisition du logement que dans des politiques urbaines plus globales. Si les pouvoirs publics jouent un rôle dans le financement et la production des logements sociaux, ils stimulent aussi fortement la création de Caisses d'Epargne et Logement, privées, qui se spécialisent dans la promotion immobilière et soutiennent la construction. Attitude de l'Etat qui va favoriser les classes aisées et moyennes, tandis que son action vis-à-vis des classes populaires reste largement insuffisante, au point qu'une partie d'entre elles doit recourir à l'autoconstruction et à des pratiques illégales d'occupation des terres disponibles. Ainsi assiste-t-on à une structuration spatiale de la ville fortement marquée par sa ségrégation sociale : d'un côté, un nord riche, de l'autre, un sud pauvre, les classes moyennes occupant le centre, l'ouest et, de nouveau, le nord et le sud (Carte 1).

A partir des années 1980, l'ensemble de ces dynamiques vont connaître des changements importants. Sous l'effet de la transition démographique et d'une baisse d'intensité des flux migratoires, le rythme de croissance se ralentit : le taux annuel d'accroissement démographique descend autour de 3%, pour une population qui atteint en 1995 les 5 millions et demi d'habitants. Et spatialement Bogota connaît de profondes transformations dans le rythme et les formes de son développement métropolitain, lequel, cependant, n'est toujours pas formalisé en termes politico-administratifs. Si sont de plus en plus intégrées les communes périphériques, on observe aussi de fortes et rapides recompositions internes liées au fait que, peu à peu, les distances devenues très grandes se présentent comme un obstacle. Parmi ces recompositions, se distinguent particulièrement une densification de certains secteurs péri-centraux et des changements ou une diversification de fonctions de certains quartiers. Ces deux dynamiques se manifestent particulièrement dans les quartiers aisés situés à proximité d'activités tertiaires et commerciales en plein développement.

En effet, on remarque qu'à partir du milieu des années 1980, s'opère un changement dans les dynamiques résidentielles à l'intérieur du périmètre urbain : après avoir cherché à résider de plus en plus vers le Nord, une partie des familles de classes aisées retournent

¹ La *Sabana* désigne le plateau de la Cordillère orientale, situé à environ 2600 m d'altitude sur lequel s'est développé Bogota. Outre Bogota, environ 25 communes du département de Cundinamarca sont situées sur ce plateau, bordé par des reliefs plus élevés.

Carte 1 - LE DISTRICT DE BOGOTA



vers le péricentre nord où s'est installé entre-temps un important centre d'affaires et d'activités tertiaires. Une autre partie de la population de hauts revenus continue de se comporter de manière plus traditionnelle : elle préfère vivre au Nord mais a déjà renoncé à vouloir s'éloigner davantage. C'est ainsi que l'évolution fonctionnelle et la densification de ces quartiers aisés sont le produit de ces trois facteurs et de leurs interactions, sur lesquels nous nous pencherons au long de ce texte : l'existence d'une forte demande pour résider dans cette zone, la flexibilité de la politique d'accès au logement et des normes urbanistiques qui permettent aux promoteurs privés de transformer et élargir leur offre dans cette même zone pour répondre à la demande des classes aisées, qui constitue leur meilleure clientèle.

Nous considérons donc ici le cas de ces quartiers aisés du péricentre nord, appartenant à deux des vingt arrondissements que compte Bogota : Chapinero et Usaquen (Carte 2). Au delà de l'intérêt propre de cette zone, pour les transformations qui s'y jouent, il convient de souligner aussi que les populations à hauts revenus, bien que trop peu souvent étudiées (la recherche urbaine en général et plus encore la latino-américaine privilégie traditionnellement la question du logement des pauvres), jouent un rôle-clé dans la composition et structuration de Bogota. Outre l'impact direct de leurs propres pratiques résidentielles, et indirect, en tant que références pour la classe moyenne, ces classes sociales ont une nette influence sur les variations du marché du logement neuf et ancien.

Notre étude se réfère à des sources de différente nature. Mise à part l'information disponible sur les politiques du logement et la réglementation urbaine, nous nous appuyerons sur des traitements spécifiques du recensement de 1985, d'une enquête socio-démographique de 1991 et de deux sources d'information originales ¹ :

- les permis de construire délivrés par la Direction de la Planification du District tels qu'ils sont recensés par le DANE ²;
- une enquête démographique de 1993, permettant une observation fine des différentes formes de mobilité spatiale.

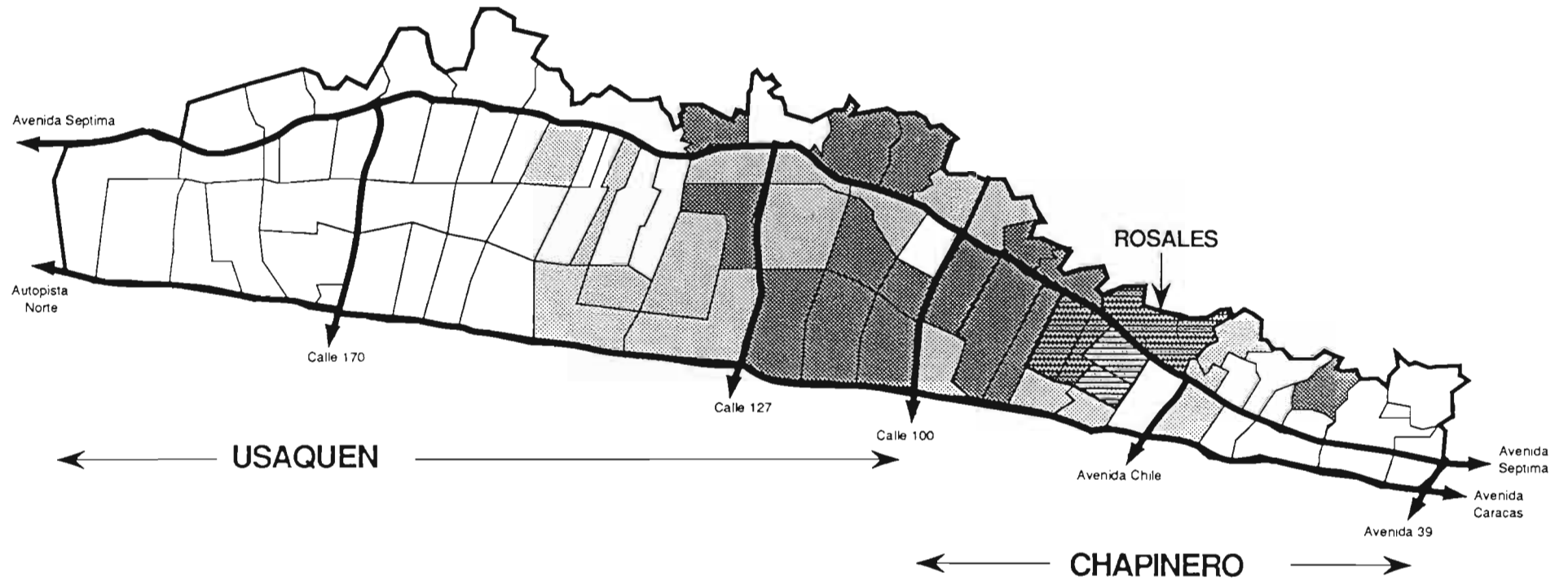
• Chapinero et Usaquen : des arrondissements où se concentrent les populations aisées

Délimités à l'est par la cordillère orientale et à l'ouest par l'*Avenida Caracas* qui se prolonge avec l'autoroute du nord, les arrondissements de Chapinero et Usaquen, voisins, constituent un ensemble continu (Carte 2). Les traversent un axe nord-sud également très fréquenté, l'*Avenida Septima*, et des avenues orientées est-ouest au long desquelles se sont en général développées des activités de types tertiaire et commercial. C'est plus particulièrement le cas à Chapinero, notamment avec l'*Avenida Chile* qui, au cours des années 1970, commence à devenir un centre d'affaires très important. Plus ancien, l'arrondissement de Chapinero est plus petit que celui d'Usaquen, qui n'a cessé de s'étendre très rapidement, l'étalement de Bogota rattrapant et dépassant l'ancien bourg. Si Chapinero présente davantage de diversité fonctionnelle qu'Usaquen, par contre, on y

¹ Pour une présentation détaillée des sources d'information utilisées, se reporter aux annexes.




² *Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas*, équivalent de l'INSEE français.


Carte 2 - LA ZONE D'ETUDE



— Limite de secteur cartographique
 — Limite d'arrondissement (*Alcaldia menor*)

Strate socio-économique :

-  Strates <= 4 (pauvres et moyennes)
-  Strate 5 (aisée)
-  Strate 6 (très aisée)

 Zone de Rosales

Source : DAPD, 1990. Resolución nº 246.

trouve une composition sociale plus homogène qu'à Usaquen où les écarts sociaux peuvent être très accusés.

La majorité (près de 60% en 1991) des ménages à hauts revenus de Bogota, c'est-à-dire ceux appartenant aux strates 5 (aisée) et 6 (très aisée) ¹, réside dans ces deux arrondissements, où les classes aisées sont nettement sur-représentées : alors qu'en 1991 seulement 8% de la population de Bogota est classée en strates 5 et 6, ces deux strates représentent 37% de la population de l'arrondissement d'Usaquen et 57% de celle de Chapinero. Elles sont donc davantage présentes à Chapinero et plus encore dans un de ses quartiers, Rosales, où domine la strate 6 et que nous évoquerons également dans la mesure où les dynamiques étudiées ici s'y sont tout particulièrement manifestées. Ces populations à hauts revenus sont concentrées spatialement au sein de chaque arrondissement : elles forment un ensemble continu, composé de la moitié nord de Chapinero et la moitié sud d'Usaquen (Carte 2).

Au sein de cet ensemble s'étendant sur une centaine de rues (de la *Calle 55* à la *Calle 153*), une différence mérite d'être soulignée : l'existence d'un gradient socio-économique de la population depuis le sud de cette zone, dans l'arrondissement de Chapinero, où se concentrent les populations ayant les plus hauts revenus, jusqu'à l'extrême nord, dans l'arrondissement d'Usaquen, où les revenus ne sont jamais aussi élevés.

• **La convergence de 3 facteurs : de nouvelles stratégies résidentielles, des réglementations urbanistiques permissives et une grande flexibilité du secteur de la construction**

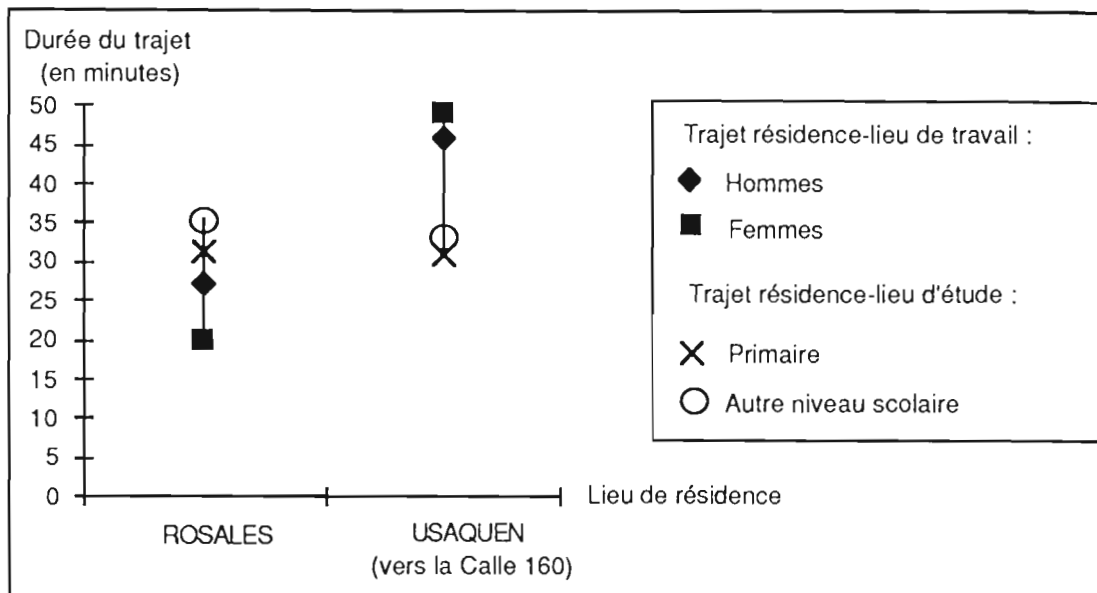
La dynamique qui préside aux changements du tissu urbain dans cette zone, et surtout à Chapinero, peut être interprétée comme le produit de la convergence et des interactions entre trois facteurs, que nous examinerons successivement.

a) La demande de logements de la part des strates à hauts revenus liée à des temps de transport devenus prohibitifs :

C'est en effet particulièrement le cas des couples où les deux conjoints exercent une activité professionnelle, lesquels, après avoir cherché à résider de plus en plus vers le nord où l'on pouvait trouver une qualité de vie meilleure (des espaces verts et une plus grande sécurité notamment pour les enfants), ont fini par revaloriser une localisation plus centrale. Si, dans les couples vivant à Usaquen au niveau de la *Calle 160*, chacun passe en moyenne entre 45 et 50 minutes pour aller de son domicile au lieu de travail, ceux de Rosales passent seulement entre 20 et 30 minutes (Figure 1). Différence suffisamment grande pour motiver un changement du lieu de résidence, d'autant plus que, dans les deux cas, le temps de transport entre lieu de résidence et lieu d'étude des enfants reste à peu près le même.

¹ La classification de chacun des îlots de Bogota en six strates repose sur l'application de critères de qualité des matériaux de construction des logements et d'accès aux services publics. Les tarifs des services publics varient en fonction de cette stratification.

Figure 1 - Durée moyenne des déplacements depuis le lieu de résidence au lieu de travail et au lieu d'étude, selon le lieu de résidence (1993)



Source : Enquête Mobilité spatiale dans l'aire métropolitaine de Bogota, CEDE-ORSTOM, 1993 .

b) Un cadre réglementaire de la construction peu contraignant :

La politique de l'Etat en matière de logement à travers le système UPAC¹ a favorisé la construction de logements destinés aux classes moyennes et aisées, et a stimulé l'apparition d'un nouvel acteur, le promoteur immobilier capitaliste.

Par ailleurs, au niveau municipal, dès l'Accord 7 de 1979 les normes se sont montrées flexibles, l'objectif étant alors de favoriser la libre action des promoteurs et d'impulser le marché immobilier, mais plus encore au cours de la seconde moitié de cette décennie (décret 1025 de 1987 et décret 067 de 1988), durant laquelle on assiste à une dérégulation totale : "L'intention de ne pas contrarier les tendances existantes avait amené à définir une immense aire d'activités multiples, dans laquelle pourraient se développer sans obstacles les attentes du marché immobilier, particulièrement en ce qui concerne les changements d'usage et les processus de densification." (CUERVO, 1995). La norme cherche à s'instaurer comme un instrument non point tant de contrôle sinon de revalorisation des terrains. Vont également apparaître de nouveaux systèmes de dérogations : niveaux supplémentaires autorisés pour un semblant d'espace public préservé, toits en pente permis sous lesquels seront aménagés de très grands duplex et triplex.

L'Accord 6 de 1990, avec des considérations et des approches différentes, tendra à suivre dans la même ligne que l'Accord antérieur.

c) Une grande flexibilité de la part des promoteurs immobiliers (qui parfois contrôlent aussi le système de financement) et des entrepreneurs du bâtiment :

¹ Le système UPAC, Unité de pouvoir d'achat constant, a été créé en 1973 dans le but d'attirer l'épargne de la population vers les Caisses d'Epargne et de Logement, ce qui a permis à ces dernières de disposer de ressources importantes.

Au cours des années 1970, ceux-ci concentrent rapidement leurs investissements sur les opérations considérées les plus rentables : le commerce et le logement destinés aux classes aisées à Usaquen, le tertiaire supérieur à Chapinero, concentré le long de l'*Avenida Chile*. A partir des années 1980, ces promoteurs réorientent la construction vers le logement de haut standing à Chapinero, et plus particulièrement dans le quartier de Rosales.

Ces trois facteurs, leur convergence et leurs interactions, expliquent largement les transformations qui ont affecté la zone étudiée : ils en ont déterminé les modalités dans les différents secteurs de la zone étudiée.

• Les transformations du bâti et leur impact sur le marché immobilier

Après une relative stabilité du volume de la construction durant la première moitié de la décennie (1980-1985), la production augmente fortement à partir de 1986 (Figure 2).

Dans les deux arrondissements, la principale fonction qui caractérise les nouvelles constructions est le résidentiel. Cette tendance est toutefois plus marquée à Usaquen qu'à Chapinero (Figure 2).

En effet, à Chapinero, et à Rosales c'est encore plus accentué, si on assiste à un accroissement de la construction de logements (Figure 3), celle-ci s'accompagne de la production de bâtiments destinés à d'autres usages (au total 31% de l'ensemble du bâti), mais avec une nette évolution à partir de 1986 en faveur des commerces et non plus des bureaux :

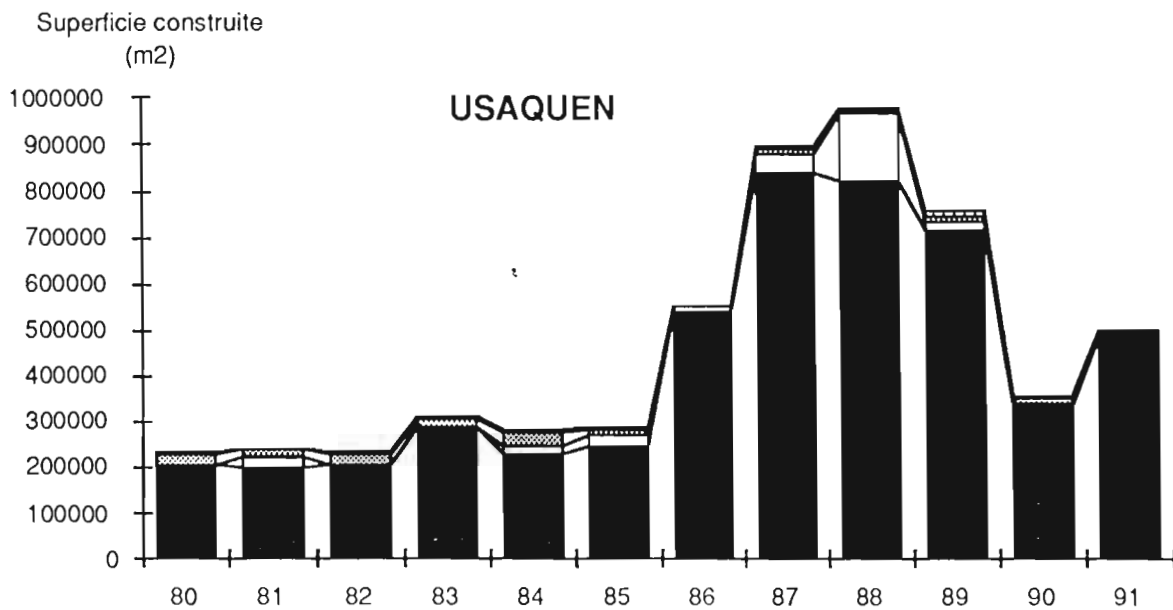
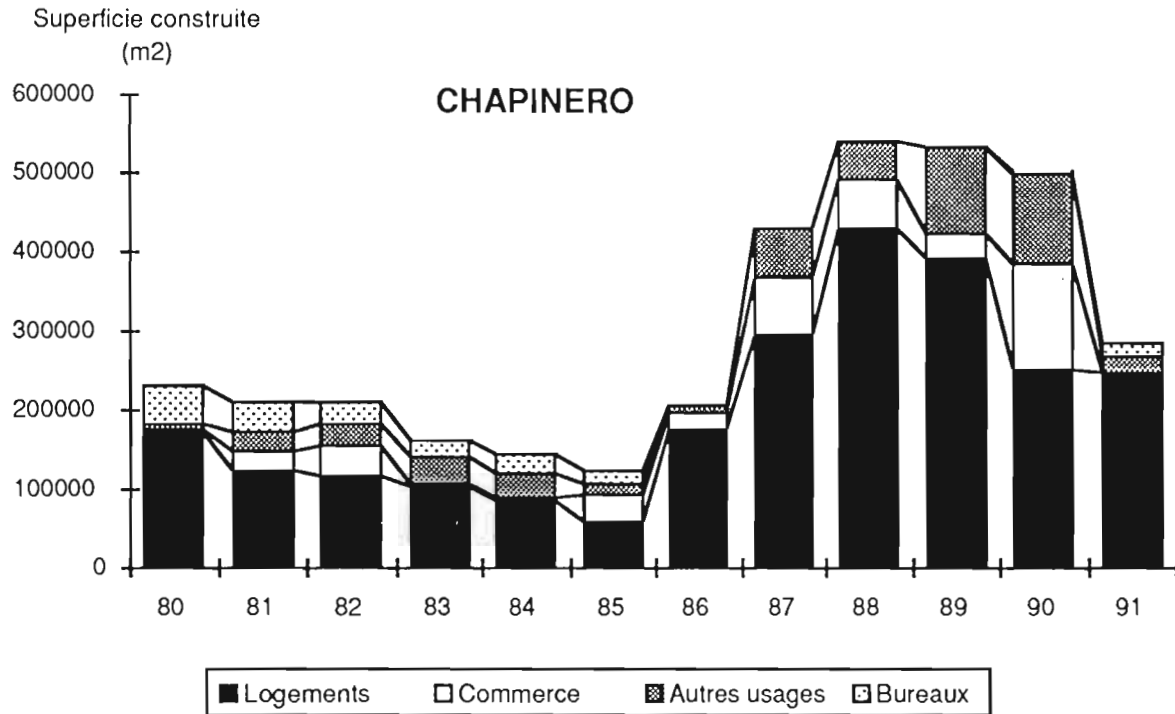
- la construction de bureaux a surtout lieu au début de la période, puis baisse progressivement jusqu'en 1985. Par la suite, elle devient quasi inexistante et ce n'est qu'en 1991 que l'on retrouve le niveau de 1985 ;
- par contre, la production de commerces est en augmentation très nette en fin de période, entre 1987 et 1990.

A Usaquen, la proportion de logements reste très constante sur l'ensemble de la période. La seule tendance observable concerne une plus forte proportion de bâtiments à usage de commerces ou autres durant les cinq premières années, mais qui devient insignifiante par la suite sauf, ponctuellement, en 1988. Cette situation est typique d'un quartier résidentiel totalement consolidé et équipé en commerces, services et équipements dès le milieu des années 1980. Dans cette zone, les prix du logement sont étroitement liés à la tendance générale du marché immobilier dans les quartiers de strates élevées.

Si l'on a pu observer deux évolutions fonctionnelles distinctes, on doit souligner ici qu'elles résultent d'un même système de formation des prix (localement et en chaîne).

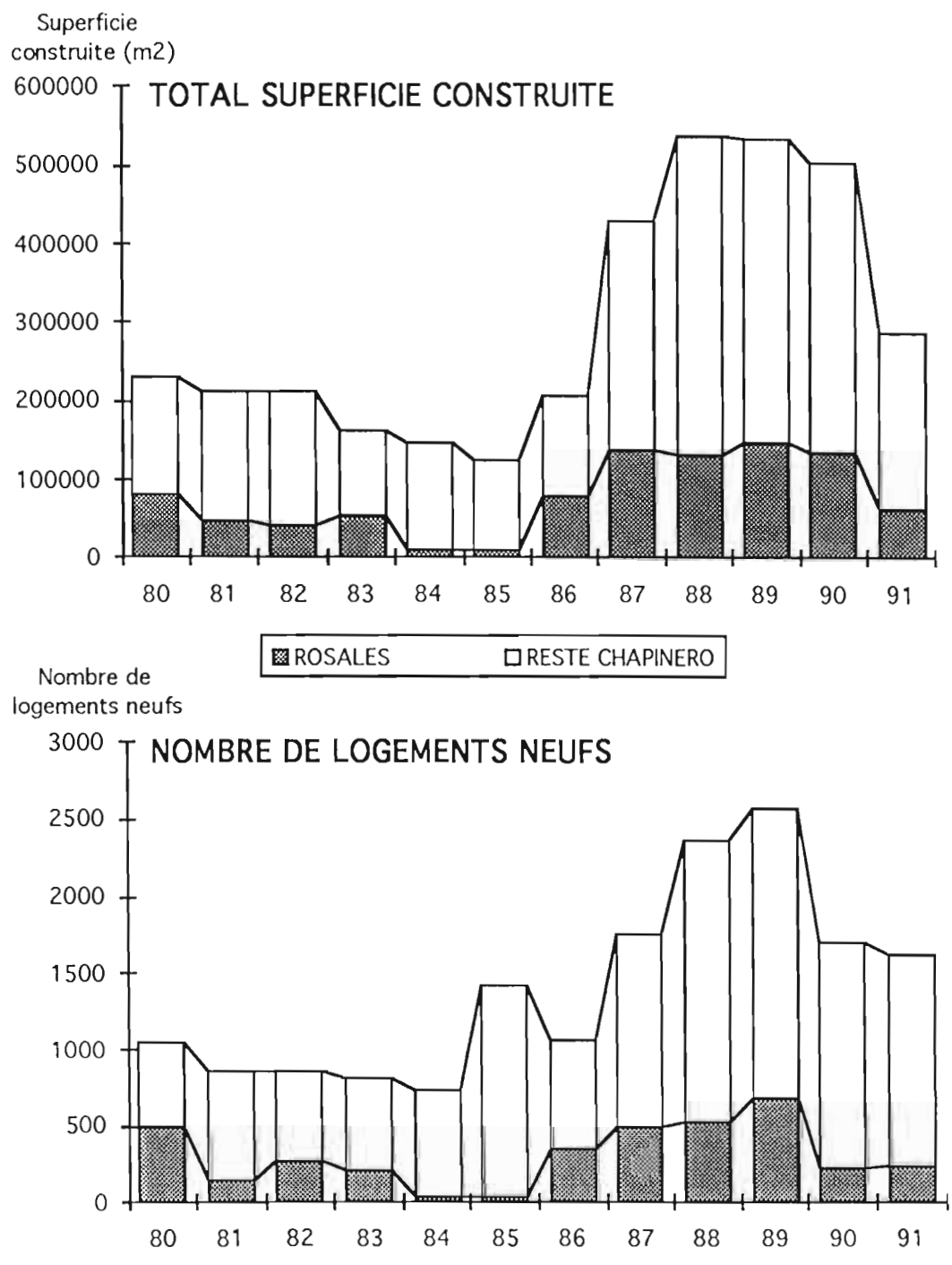
Dès les années 1970, une partie de Chapinero (délimitée par l'*Avenida Chile* et la *Calle 85* d'une part, et l'*Avenida 7* et la *Carrera 15*) s'est transformée, dans l'axe centre-nord, en un des trois principaux centres financiers et d'activités tertiaires (banques, assurances, bureaux de représentants d'entreprises multinationales, de télécommunications et

Figure 2 - Superficie construite
selon la fonction principale du bâtiment
(1980 - 1991)



Source : Permis de construire, DANE.

Figure 3 - Total superficie construite et nombre de logements neufs selon la localisation dans Chapinero (1980 - 1991)



Source : Permis de construire, DANE.

d'autres services) de la ville. La consolidation de la nouvelle vocation de ce secteur a deux conséquences déterminantes :

- la diminution de terrains à construire disponibles, ce qui a conduit beaucoup de promoteurs à racheter des terrains déjà construits, en général occupés par de grandes maisons et à les densifier avec des immeubles collectifs en hauteur pour les usages que l'on vient de mentionner ;
- l'augmentation du prix de ces terrains a un effet en chaîne sur l'ensemble de la zone, processus qui se voit renforcé par une demande croissante en logement de haut standing et qui a engendré le processus de densification. Néanmoins, il convient de souligner que ce processus n'est observable que dans certaines parties de cet arrondissement, en particulier Rosales.

Usaquen ne se transforme pas physiquement, mais la composition de sa population change du fait d'une relative augmentation des prix, certes inférieure à celle de Rosales car relevant d'une dynamique différente. Dans une étude sur l'évolution des prix et loyers à Bogota, il a été constaté que, alors qu'en 1980 les prix dans un quartier de Usaquen étaient inférieurs de 10% à ceux de deux quartiers du secteur de Rosales, cette différence passe à 23% en 1986 puis redescend à 12% en 1991. Mouvements qui peuvent être interprétés de la manière suivante : Chapinero se serait transformé en une "zone-phare" et imposerait un comportement qui se manifesterait en chaîne, avec un peu de retard, à Usaquen.

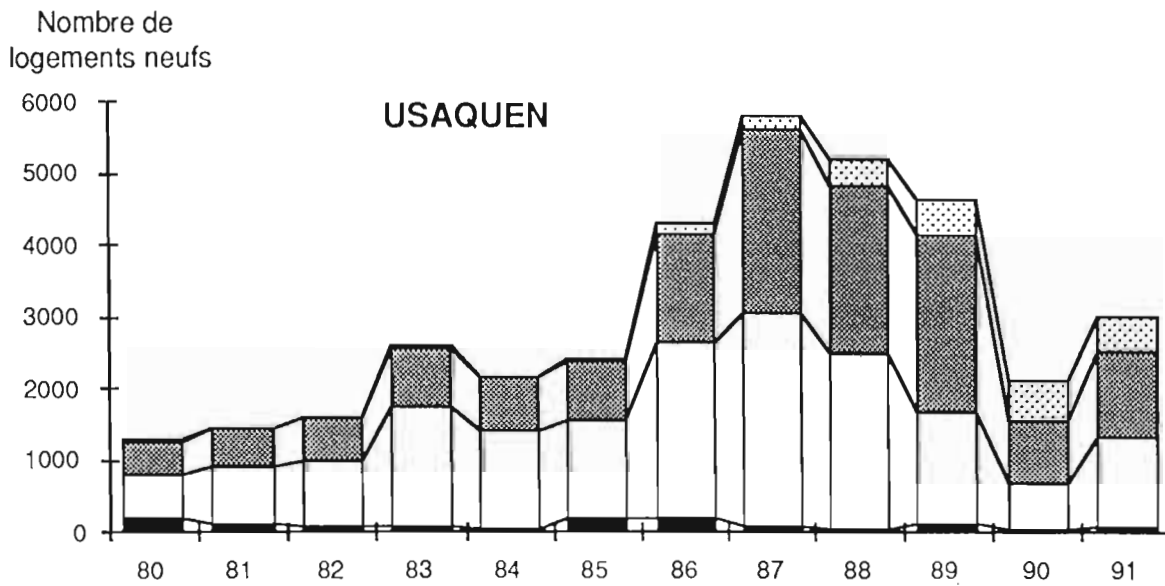
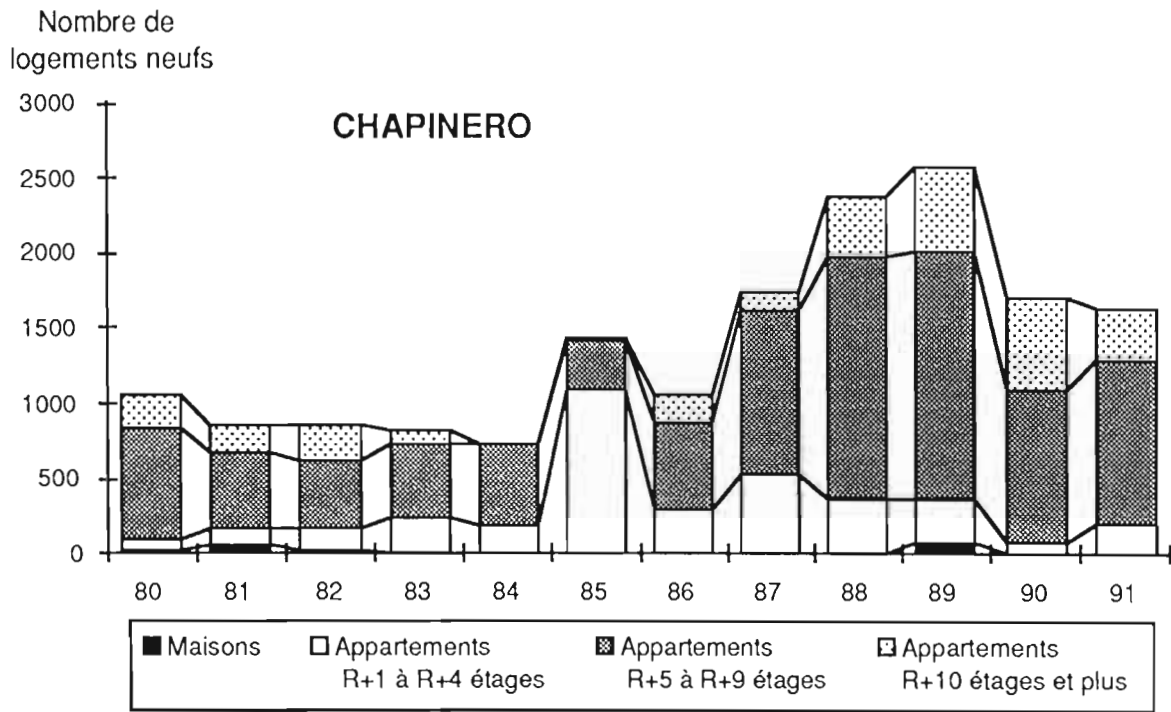
• Une forte densification par construction d'appartements

Le processus de densification est plus net à Chapinero qu'à Usaquen : le nombre de logements de Chapinero augmente de 80% en six ans, de 1985 à 1991, contre 39% à Usaquen (Tableau 1). On peut le caractériser en examinant le type de logement (maison ou appartement) et la hauteur des immeubles (Figure 4).

À Chapinero, tout au long de cette décennie, la construction de maisons est pratiquement insignifiante (1% des logements neufs). La majorité (60%) des logements neufs correspondent à des appartements dans des immeubles ayant entre 5 et 9 étages, le reste se répartissant à égalité dans des immeubles de moins de 5 étages ou de plus de 9 étages. Dans la mesure où ces bâtiments se font en général sur des terrains qui avaient déjà été construits, on peut parler d'une densification très marquée. Cette densification est à son apogée entre 1987 et 1990 : la production annuelle d'appartements dans des immeubles de 5 étages ou plus (dont un quart dans des immeubles de plus de 9 étages) est alors 2 à 3 fois plus importante qu'au début de la décennie.

À Usaquen, les maisons constituent une proportion plus importante des logements construits entre 1980 et 1991 (4%). La densification est moins aiguë qu'à Chapinero : la moitié des logements neufs de la décennie correspondent à des appartements dans des immeubles de moins de 5 étages, et seulement 7 % à des immeubles de plus de 9 étages. Néanmoins, se dessine une évolution très nette au cours de la période, avec une

Figure 4 - Nombre de logements neufs selon le type de logement et la hauteur de l'immeuble (1980 - 1991)



Source : Permis de construire, DANE.

accélération sensible de la densification : des immeubles de plus de 9 étages font leur apparition à partir de 1986, et à partir de 1988, la construction d'appartements dans des immeubles de plus de 5 étages devient majoritaire.

• **De nouveaux habitants satisfaisant de nouvelles exigences**

L'ampleur des transformations qui ont affecté le cadre bâti tout au long des années 1980 se traduit par des changements importants dans les effectifs et la composition de la population qui réside dans la zone d'étude, tout particulièrement à Chapinero (Tableau 1).

Pendant les années 1970, la dynamique d'expansion vers le nord se traduisait par des taux d'accroissement démographique de plus de 10 % dans la partie nord de notre zone d'étude, à Usaquen, et, au contraire, une stagnation de la population de Chapinero, liée au déclin de la fonction résidentielle dans ces quartiers. Au milieu des années 1980, s'opère un renversement complet de la dynamique démographique du nord de Bogota : la population de Chapinero double entre 1985 et 1991, le rythme de croissance y devenant alors très élevé (11% par an), supérieur même à celui d'Usaquen (7%).

Ces rythmes de croissance s'expliquent par la combinaison du maintien de la tendance traditionnelle de déplacement vers le nord des familles aisées, et de l'apparition de deux nouveaux types de flux migratoires internes à Bogota :

- l'un en provenance du nord de Bogota, depuis l'arrondissement d'Usaquen vers les quartiers aisés de Chapinero : 42% des ménages s'étant installés à Chapinero entre 1986 et 1991 résidaient antérieurement à Usaquen ;
- l'autre en provenance de l'ouest vers Usaquen, lié à la diversification des zones d'habitat des strates 5 au cours des années 1980 : le peuplement d'Usaquen ne se nourrit donc plus seulement du déplacement vers le nord des populations vivant auparavant à Chapinero.

La plupart des ménages ayant déménagé entre 1985 et 1991 depuis Usaquen vers Chapinero sont des familles nucléaires composées de 3 à 5 personnes, avec à leur tête des chefs de ménage jeunes (86% ont entre 29 et 43 ans). Ces ménages (en particulier à Rosales) ayant les moyens de choisir leur lieu de résidence et ayant un emploi et lieu de travail stables, font de la proximité entre lieux de travail et de résidence un facteur déterminant de leur qualité de vie. En effet, à Rosales en 1993, on voit que pour la majorité d'entre eux les deux lieux sont dans le même arrondissement (58%) ou dans les voisins (33%) et que la durée moyenne de temps de transport quotidien est inférieure à 30 minutes. Cette situation de grande proximité se présente surtout pour ceux qui résident dans ce secteur depuis peu d'années ce qui confirme l'hypothèse d'un recentrage résidentiel intentionnel.

Tableau 1 - Evolution de la population et des logements
dans les strates 5 et 6 des arrondissements de Chapinero et Usaquen (1985 - 1991)

	CHAPINERO			USAQUEN		
	1985	1991	Taux moyen d'accrois. annuel 1985-91 (%)	1985	1991	Taux moyen d'accrois. annuel 1985-91 (%)
Population totale	52115	98198	+11,1	83264	125221	+7,0
Population 0-4 ans (%)	243 0,47	6171 6,28	+71,4	3112 3,74	7752 6,19	+16,4
Nbre personnes/ménage	3,31	3,52	-	3,83	4,13	-
Ménages 1 personne (%)	1984 12,6	3916 14,0	+12,0	1602 7,4	1629 5,4	+0,3
Ménages >= 8 personnes (%)	785 5,0	742 2,6	-0,9	1273 5,9	931 3,1	-5,1
Nbre total de logements	15752	27913	+10,1	21732	30258	+5,7
Maisons (%)	5328 33,8	3705 13,3	-5,9	13411 61,7	14781 48,8	+1,6
Appartements (%)	10260 65,1	23890 85,6	+15,1	8271 38,1	15477 51,2	+11,0
Logements de 5 pièces ou + (%)	11017 69,9	16721 59,9	+8,6	15804 72,7	25952 85,7	+7,2

Sources : Recensement, DANE, 1985. Enquête Pauvreté et Qualité de la Vie, DANE - DAPD, 1991.

A une vague de peuplement du quartier par des ménages unipersonnels, succède ainsi une vague plus familiale se traduisant par un changement sensible dans la composition démographique de la population de Chapinero : augmentation de la proportion d'enfants (quasi-absents en 1985, les enfants de moins de 5 ans constituent 6% de la population en 1991, soit autant qu'à Usaquen) et de la taille moyenne des ménages. Dans le même temps, l'évolution des prix, liés aux fonctions de Chapinero et à la pression foncière qui s'y exerce depuis les années 1970, se traduit par une diminution de la taille moyenne des logements, et une transformation rapide en un quartier réservé aux plus hauts revenus. Augmentation et changements de composition de la population ont, bien évidemment, des effets importants sur la demande locale en commerces et services personnels de proximité, qui explique l'évolution fonctionnelle du cadre bâti produit à la fin des années 1980 dans ce secteur.

A Usaquen, comme pour le cadre bâti, les changements ont une ampleur moindre qu'à Chapinero. Sur le plan démographique, l'évolution la plus notable concerne une standardisation autour du schéma de ménages nucléaires de taille moyenne avec enfants, avec une augmentation sensible de la taille moyenne des ménages. La vocation familiale

d'Usaquen se poursuit donc, mais dans un cadre bâti évoluant rapidement : à la maison de rigueur dans le quartier, se substitue un habitat en appartements.

Mais cette transformation du type d'habitat ne se traduit pas par une réduction de la surface habitable, au contraire : pendant les années 1980, la taille des logements augmente à Usaquen. La proportion de grands logements, de plus de 4 pièces, passe de 73% en 1985 à 86% en 1991, la superficie moyenne des logements neufs augmentant dans le même temps de près de 50 %.

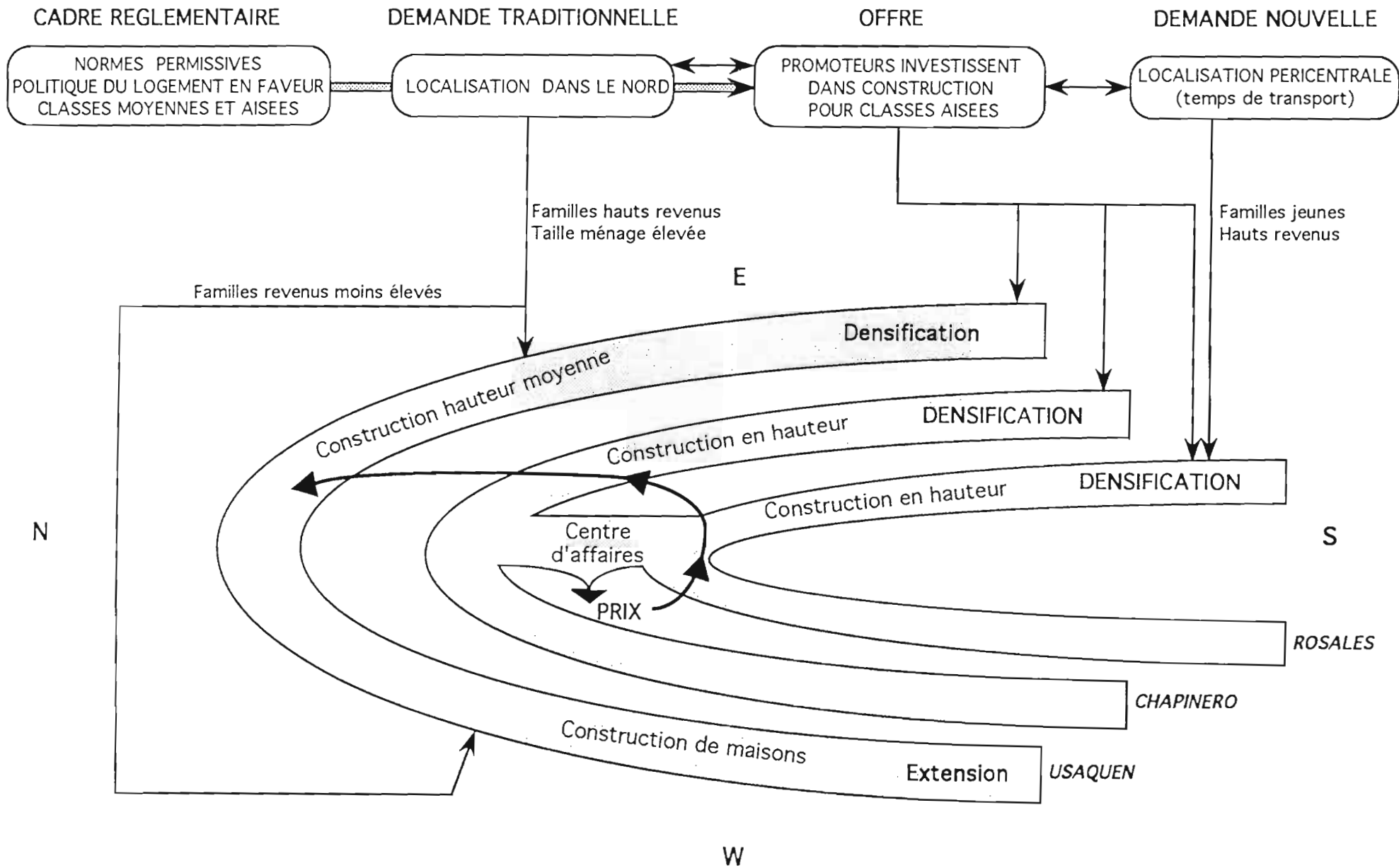
C'est donc à une évolution particulière que l'on assiste à Usaquen : une augmentation des prix des terrains conduisant à une construction d'immeubles en hauteur, mais en la conjuguant avec deux caractéristiques du logement traditionnel dans ce secteur, les grands espaces habitables et de nombreux espaces verts. Cette évolution ascendante d'Usaquen traduit l'émergence d'une certaine ségrégation au sein des quartiers aisés du nord de Bogota : les familles ayant les plus hauts revenus se concentrent sur la partie orientale, à l'est de l'autoroute du Nord, où elles satisfont leur besoin de grands logements avec un environnement de qualité, tandis que les autres résident dans les quartiers occidentaux, affectés par des temps de transport supérieurs et une image moins favorable.

• Conclusion

Nous avons tenté de visualiser en un schéma l'ensemble des interactions décrites au cours de ce texte (Figure 5). Dans la partie supérieure, apparaissent l'enchaînement des politiques urbaines et d'accès au logement, caractérisées par leur flexibilité, avec les tendances traditionnelle et nouvelle des comportements résidentiels des classes aisées et les stratégies déployées par les promoteurs immobiliers qui investissent au cours de cette période dans le logement de luxe. Les caractéristiques familiales (familles plus ou moins jeunes, aux revenus plus ou moins élevés) directement liées aux maillons de la demande, d'une part, et la stratégie des promoteurs d'autre part, vont déterminer les caractéristiques physiques du bâti (fonctions, hauteur) dans chacun des secteurs étudiés. Ceux-ci apparaissent, dans la partie inférieure, en un emboîtement traduisant le degré de densification des différents quartiers de la zone d'étude. A cela se superpose la logique de formation des prix montrant comment la préexistence d'un centre d'affaires détermine des prix élevés localement, puis par effet de chaîne dans les quartiers voisins.

Le schéma qui vient d'être présenté permet de synthétiser l'ensemble de nos observations et analyses. On peut donc voir qu'il est difficile d'expliquer la production du cadre bâti et les évolutions socio-démographiques sans tenir en compte la combinaison d'un ensemble de facteurs qui non seulement convergent mais interagissent aussi entre eux. Nous avons là un système non point linéaire, mais plutôt circulaire. Cet exemple démontre aussi la nécessité d'une approche plurielle des dynamiques urbaines, mobilisant les apports théoriques et les modes d'observation et d'analyse de différentes disciplines scientifiques : ce n'est qu'à cette condition que l'on peut prétendre mener une analyse en profondeur des transformations urbaines.

Figure 5 - Schéma de synthèse



Enfin, au delà de la stricte analyse du système, il est intéressant de souligner l'importance que peut jouer la connaissance de ces dynamiques dans une définition des instruments à disposition des acteurs de la planification et gestion urbaines. On voit comment, dans un contexte de dysfonctionnement des transports, une "anti-planification", tendant à la dérégulation, a engendré une densification de la ville, dans la mesure où elle s'est associée conjoncturellement à de nouvelles aspirations et possibilités autant des habitants de classes aisées comme des constructeurs. Dans une conjoncture différente, avec une dégradation des transports, on peut se demander si l'application d'une politique similaire ne pourrait pas avoir d'autres effets, et même nuire à l'équilibre du développement urbain.

• Bibliographie

CUERVO L. M., 1995. Génesis histórica y constitución de Bogotá como ciudad moderna, Bogota, rapport multigr. 134 p.

GOUESET V., 1990. "La croissance démographique de Bogota au XXème siècle", Cahiers d'Outre-Mer, 43, (171), juillet -sept. 1990, pp. 289-306.

JARAMILLO S., LLANO C., PARIAS A., 1993. Las licencias de construcción como instrumento de análisis de la edificación en tres ciudades : Bogotá, Medellín, Cali. Bogota, Universidad de los Andes, CEDE.

Annexe 1 : LES PERMIS DE CONSTRUIRE

Pour analyser l'évolution de l'offre de constructions neuves, les données utilisées sont les permis de construire délivrés à Bogota entre 1980 et 1991, pour l'ensemble des constructions neuves, à usage de logement ou tout autre usage. Toute personne désirant construire un bâtiment est dans l'obligation de demander un permis de construire à DAPD (*Departamento de Planeación Distrital*), ; les formulaires correspondants sont archivés et saisis par le DANE (*Departamento Administrativo Nacional de Estadística*). Les fichiers analysés dans cette communication correspondent à 31.804 permis de construire pour l'ensemble de Bogota; 6.920 d'entre eux concernent les strates 5 et 6, dont 4.071 se référant à des constructions situées dans notre zone d'étude.

Outre le fait que cette source d'information soit disponible à partir des années 1950, ce qui permet une analyse de la dynamique du secteur de la construction sur une longue durée, la nature des données disponibles la rend aussi particulièrement pertinente pour analyser la construction réalisée dans un cadre formel, qui constitue la modalité quasi exclusive de production de l'espace bâti dans les quartiers aisés de Bogota étudiés dans cette communication ; parmi les données les plus intéressantes, il faut signaler :

- la localisation précise du bâtiment, autorisant donc n'importe quel type d'agrégation géographique (quartier, commune, strate socio-économique, ...etc.) ;
- le type de construction : neuve, transformation, agrandissement ;
- les superficies du lot, de la zone construite au sol, des étages ;
- la fonction du bâtiment, dont : logement, hôtel, industrie, bureau, commerce, hôpital, administration publique ;
- pour les logements : le type de logement (unifamilial / maison, ou multifamilial / immeuble d'appartements et le nombre de bâtiments, de maisons, et d'appartements);
- le type de financement et les entreprises de construction (privée / publique).

Faisant l'objet de nombreuses critiques en Colombie, les permis de construire sont largement sous-exploités par les chercheurs ; pourtant, les limites de cette source d'information ne suffisent pas à la rejeter. La première limite réelle de ces données tient à l'usage fiscal des permis de construire, qui peut certes induire un biais dans les déclarations de certains éléments du permis de construire. D'autre part, la demande de permis de construire ne se traduit pas nécessairement par la construction effective du bâtiment : il n'y a pas d'élément d'information pour savoir si la construction s'est réellement réalisée, ni à quelle date. Néanmoins, étant donné le coût élevé de la demande de permis de construire, la surestimation de la construction ne doit pas être importante; quant à la date, à partir des caractéristiques de la construction, il est possible d'estimer le délai entre la demande et l'achèvement de la construction. Enfin, il faut souligner que les modifications apportées périodiquement au formulaire de demande de permis de construire, que ce soit au niveau des rubriques ou des définitions d'une même rubrique, compliquent l'analyse historique. Une équipe de chercheurs du CEDE a développé au cours des dernières années une série de procédures permettant d'homogénéiser les données des permis de construire, et de réduire au maximum les biais et incohérences que nous venons d'évoquer (JARAMILLO et al, 1993). Les résultats présentés dans cette communication reposent sur l'analyse des fichiers épurés, ayant donc fait l'objet de cette phase d'homogénéisation.

Annexe 2 : LES SOURCES D'INFORMATION DEMOGRAPHIQUE

. Les recensements de 1973 et 1985

Les résultats du recensement d'Octobre 1993 n'étant à ce jour toujours pas mis à disposition du public, nous utilisons dans cette étude les deux derniers recensements disponibles, exécutés en 1973 et 1985. Certes, en ce qui concerne la mobilité spatiale, l'information fournie par les recensements, en Colombie comme ailleurs, se révèle particulièrement limitée : les migrations intraurbaines ne sont pas prises en compte, car n'impliquant pas de franchissement de limite administrative. Par contre, ces recensements présentent l'intérêt de fournir des données démographiques de base et sur les principales caractéristiques des logements à des niveaux de désagrégation très fins : l'îlot (pâté de maisons) pour le recensement de 1973, et le secteur cartographique (regroupement d'environ 20 îlots) pour le recensement de 1985, du fait que le questionnaire complet n'a été appliqué en 1985 qu'à seulement 10 % des logements. A partir du fichier individuel du recensement de 1985, nous avons élaboré une série de 35 indicateurs relatifs au logement et à la population, au niveau des 558 secteurs cartographiques du District : ces sont ces indicateurs que nous avons utilisé pour cette communication.

. L'enquête Pauvreté et Qualité de la Vie

Réalisée en Novembre 1991 par le DANE avec l'appui technique et financier du DAPD (*Departamento de Planeación Distrital*), de l'UNICEF et du DNP (*Departamento Nacional de Planeación*), cette enquête a été appliquée à plus de 10.000 ménages résidant dans la partie urbaine du District de Bogota. Deux de ses caractéristiques en font une source d'information particulièrement intéressante. Tout d'abord, le plan de sondage adopté permet de produire des résultats, avec un bon niveau de précision, au niveau de chacune des 20 *Alcaldías menores* que compte Bogota. De plus, l'information collectée sur les logements et les ménages est particulièrement riche, et novatrice. Ainsi, l'appréhension de la mobilité spatiale transgresse les limites habituelles de la mesure des migrations dans les recensements et les enquêtes nationales auprès des ménages : la migration est définie comme un changement de logement (permettant donc des estimations de flux internes à Bogota), la dimension collective de la migration est restituée à travers l'observation des déplacements des ménages, certains déplacements temporaires sont observés, et une approche longitudinale est introduite par des questions sur la trajectoire résidentielle du chef de ménage. La nature de l'information collectée, sa bonne qualité (que nous avons vérifiée à l'aide de programmes de contrôle de consistance interne) et le plan de sondage adopté font de cette enquête une source d'information tout à fait complémentaire des recensements, d'un grand intérêt pour analyser la mobilité spatiale des populations de Bogota en relation avec l'accès au logement et l'insertion sur le marché du travail.

. L'enquête Mobilité spatiale dans l'aire métropolitaine de Bogota

Cette enquête s'inscrit dans une recherche menée depuis 1992 par une équipe animée par F. DUREAU et C.E. FLOREZ dans le cadre d'une convention inter-institutionnelle CEDE

- ORSTOM sur "Les formes de mobilité de la population de Bogota et son impact sur la dynamique de l'aire métropolitaine". Ce projet bénéficie de la collaboration du DAPD, d'un financement du DNP et d'un financement du PIR-Villes.

Combinant approches statistique et anthropologique, le système d'enquête comporte deux volets principaux :

- une **enquête statistique à deux passages** (octobre 93 et 94), auprès d'environ 1000 ménages sélectionnés dans 7 quartiers de Bogota et 4 municipalités périphériques de l'aire métropolitaine: le 1er passage permet de recueillir les informations sur les déplacements quotidiens entre lieux de résidence et lieux de travail ou d'études, les systèmes résidentiels et les mobilités temporaires, ainsi que des biographies migratoires et professionnelles. Le 2ème passage est destiné à saisir les mouvements et changements intervenus dans la situation des ménages depuis le 1er passage.

- des **entretiens semi-directifs**, réalisés par M.C. HOYOS, auprès d'un sous-échantillon de 60 ménages, ayant pour objectif d'approfondir la compréhension des comportements de mobilité et d'observer finement les réseaux de solidarité intervenant dans les stratégies résidentielles.

Les résultats utilisés dans cette communication se réfèrent principalement à l'une des 11 zones d'enquête (Rosales), au sein de laquelle ont été définies deux strates correspondant à des tissus urbains différents. En 1993, 83 ménages ont été enquêtés ; en 1994, l'échantillon porte sur 94 ménages, du fait de l'ajout d'un échantillon complémentaires de 11 ménages habitant dans de logements neufs, construits durant l'année séparant les 2 étapes. Outre les données recueillies auprès des ménages, nous disposons d'une information intermédiaire rendant compte de l'évolution du cadre bâti : les comptages exhaustifs de logements réalisés en 1993 et en 1994 dans les 21 pâtés de maisons sélectionnés au 1er degré de notre procédure de sondage (plan de sondage aréolaire stratifié à 3 degrés : îlots, logements, ménages).

CEDE

Centro de Estudios sobre Desarrollo
Económico - Facultad de Economía
Universidad de los Andes

ORSTOM

Instituto Francés de Investigación Científica
para el Desarrollo en Cooperación

**EN MAPAS : LAS EVOLUCIONES SOCIO-ESPACIALES
DE BOGOTA Y SU CONTEXTO (1973 - 1993)**

Por :

Françoise DUREAU (geógrafa - demógrafa, ORSTOM)
Olivier PISSOAT (geógrafo - urbanista, ORSTOM - IFEA)

JULIO 1996

DOCUMENTO CEDE N° 96 - 05

INDICE

	Página
INTRODUCCION	5
1. COLOMBIA	13
Mapa 1.1. Geografía física	14
Mapa 1.2. División político-administrativa (1993)	15
Mapa 1.3. Capitales departamentales (1993)	16
Mapa 1.4. Distribución espacial de la población (1973)	17
Mapa 1.5. Distribución espacial de la población (1985)	18
Mapa 1.6. Ciudades de más de 20.000 habitantes (1993)	19
Mapa 1.7. Densidad rural por municipio (1973)	20
Mapa 1.8. Densidad rural por municipio (1985)	21
Mapa 1.9. Evolución de la población rural (1973 - 1985)	22
Mapa 1.10. Evolución de la población en las ciudades de más de 20.000 habitantes (1973 - 1985)	23
Mapa 1.11. Evolución de la población en las ciudades de más de 20.000 habitantes (1985 - 1993)	24
Mapa 1.12. Defunciones por homicidio (1991)	25
Mapa 1.13. Niveles de pobreza (1985)	26
2. CUNDINAMARCA	27
Mapa 2.1. Geografía física de Cundinamarca	28
Mapa 2.2. División político-administrativa de Cundinamarca (1993)	29
Mapa 2.3. Densidad rural por municipio en Cundinamarca (1973)	30
Mapa 2.4. Densidad rural por municipio en Cundinamarca (1985)	31

Mapa 2.5. Densidad rural por municipio en Cundinamarca (1993)	32
	Página
Mapa 2.6. Población de las cabeceras municipales de Cundinamarca (1973)	33
Mapa 2.7. Población de las cabeceras municipales de Cundinamarca (1985)	34
Mapa 2.8. Población de las cabeceras municipales de Cundinamarca (1993)	35
Mapa 2.9. Evolución de la población por municipio en Cundinamarca (1973 - 1985)	36
Mapa 2.10. Evolución de la población por municipio en Cundinamarca (1985 - 1993)	37
Mapa 2.11. Evolución de la población urbana y rural por municipio en Cundinamarca (1985 - 1993)	38
Mapa 2.12. Defunciones por homicidio en Cundinamarca (1991)	39
Mapa 2.13. Niveles de pobreza en Cundinamarca (1985)	40
3. AREA METROPOLITANA DE BOGOTA	41
Mapa 3.1. División político-administrativa del área metropolitana de Bogotá (1993)	42
Mapa 3.2. Densidad de población en el área metropolitana de Bogotá (1985)	43
Mapa 3.3. Densidad de población en el área metropolitana de Bogotá (1985 y 1993)	44
Mapa 3.4. Evolución de la población en el área metropolitana de Bogotá (1973 - 1985)	45
Mapa 3.5. Evolución de la población en el área metropolitana de Bogotá (1985 - 1993)	46
Mapa 3.6. Proporción de población nacida fuera del municipio, en la población residente en 1985 en el área metropolitana de Bogotá	47
Mapa 3.7. Proporción de migrantes recientes, en la población residente en 1985 en el área metropolitana de Bogotá	48
Mapa 3.8. Viviendas en alquiler en el área metropolitana de Bogotá (1985)	49
Mapa 3.9. Proporción de viviendas en alquiler en el área metropolitana de Bogotá (1985)	50
Mapa 3.10. Niveles de hacinamiento en el área metropolitana de Bogotá (1985)	51
Mapa 3.11. Cultivos de flores en el área metropolitana de Bogotá (1970 - 1991)	52
Mapa 3.12. El empleo en el área metropolitana de Bogotá (1990)	53
Mapa 3.13. El empleo industrial en el área metropolitana de Bogotá (1990)	54
Mapa 3.14. El empleo en comercio en el área metropolitana de Bogotá (1990)	55
Mapa 3.15. El empleo en servicios en el área metropolitana de Bogotá (1990)	56
Mapa 3.16. Area de influencia de las empresas de servicios públicos de Bogotá (1991)	57

	Página
4. BOGOTA DISTRITO CAPITAL	58
Mapa 4.1. División político-administrativa de Bogotá (1993)	59
•Evolución espacial y poblacional	
Mapa 4.2. Etapas de la expansión espacial de Bogotá (1900 - 1993)	60
Mapa 4.3. Fecha del inicio de la construcción por sector en Bogotá (1538 - 1993)	61
Mapa 4.4. Densidad de población en Bogotá (1973)	62
Mapa 4.5. Densidad de población en Bogotá (1985)	63
Mapa 4.6. Evolución de la población en Bogotá (1973 - 1985)	64
Mapa 4.7. Saldos demográficos por sector en Bogotá (1973 - 1985)	65
•Migración	
Mapa 4.8. Departamento de nacimiento de los migrantes a Bogotá (1973)	66
Mapa 4.9. Departamento de nacimiento de los migrantes a Bogotá (1985)	67
Mapa 4.10. Índice de masculinidad de los migrantes a Bogotá (1973)	68
Mapa 4.11. Departamento de procedencia de los migrantes recientes a Bogotá (1985)	69
Mapa 4.12. La población nacida fuera de Bogotá que reside en Bogotá en 1985	70
Mapa 4.13. Los migrantes recientes que residen en Bogotá en 1985	71
Mapa 4.14. Los nacidos en Boyacá que residen en Bogotá en 1985	72
Mapa 4.15. Los nacidos en Tolima que residen en Bogotá en 1985	73
Mapa 4.16. Los nacidos en Antioquia que residen en Bogotá en 1985	74
Mapa 4.17. Los nacidos en el Valle que residen en Bogotá en 1985	75
Mapa 4.18. Los nacidos fuera de Colombia que residen en Bogotá en 1985	76
• Hogar	
Mapa 4.19. La población menor de 15 años y mayor de 60 años en Bogotá (1985)	77
Mapa 4.20. El tamaño de los hogares en Bogotá (1985)	78
Mapa 4.21. Hacinamiento en las viviendas y densidad urbana bruta por sector en Bogotá (1985)	79
Mapa 4.22. Hacinamiento y densidad poblacional por sector en Bogotá (1985)	80
•Vivienda	
Mapa 4.23. Las viviendas tipo casa en Bogotá (1985)	81
Mapa 4.24. Las viviendas tipo apartamento o cuarto en Bogotá (1985)	82
Mapa 4.25. El tamaño de las viviendas en Bogotá (1985)	83

Mapa 4.26. El tamaño promedio de las viviendas en Bogotá (1985)	84
	Página
Mapa 4.27. Las viviendas en propiedad en Bogotá (1985)	85
Mapa 4.28. Las viviendas en alquiler en Bogotá (1985)	86
Mapa 4.29. La estratificación socio-económica de Bogotá (1990)	87
• Empleo	
Mapa 4.30. El empleo en Bogotá (1990)	88
Mapa 4.31. El empleo industrial en Bogotá (1990)	89
Mapa 4.32. El empleo en comercio en Bogotá (1990)	90
Mapa 4.33. El empleo en servicios en Bogotá (1990)	91
5. ANEXOS	92
Anexo 1. Cuadro resumen de las fuentes de información cartográfica utilizadas	93
Anexo 2. Cuadro resumen de las fuentes de información estadística utilizadas	94
Anexo 3. Descripción de los archivos cartográficos CEDE - ORSTOM	95
Anexo 4. Principales publicaciones del programa de investigación CEDE - ORSTOM	98
6. REFERENCIAS BIBLIOGRAFICAS	101

INTRODUCCION

Dentro del panorama de la urbanización latinoamericana, Colombia presenta rasgos originales. En efecto, la urbanización en este país, aunque relativamente tardía, también fue particularmente rápida en comparación con otros países de la región y, sobre todo, dio nacimiento a una red urbana bastante equilibrada. Esta no ha seguido la regla común en América Latina que consiste en la concentración de la explosión urbana en la capital, y presenta, en cambio, un perfil particular, netamente cuadricéfalo. Sin embargo, en los últimos quince años, el equilibrio relativo existente entre Bogotá y las otras tres metrópolis que superan el millón de habitantes, tiende a evolucionar inclinándose hacia Bogotá, ciudad que ocupa un lugar cada vez más importante en términos demográficos, políticos y económicos. Dentro de un contexto de desaceleración del ritmo de urbanización del país, la primacía de Bogotá ha venido confirmándose ya que los cambios estructurales de la economía colombiana y la mundialización de la economía se traducen en la participación de Bogotá en el proceso de metropolización que afecta actualmente al planeta.

• Una metrópolis en movimiento

Desde los años 80, la creciente concentración de la población urbana así como de las funciones metropolitanas en Bogotá se ha realizado a la par con grandes cambios en el ritmo, en los componentes y en las formas del desarrollo urbano de la capital; se acompañó de rápidas recomposiciones internas. En un contexto de crecimiento demográfico aún sostenido¹, la dinámica de expansión espacial se ejerce con intensidad creciente y con nuevas modalidades más allá de los límites del Distrito, en los municipios de la periferia metropolitana. Al mismo tiempo, surgen nuevas lógicas de localización residencial que generan modificaciones importantes en la distribución de la población y en las formas de la segregación en Bogotá.

Las distancias originadas por la expansión continua de las décadas anteriores y acentuadas por los problemas de transporte, contribuyen a moldear el desarrollo actual de la capital. La competencia, cada vez más fuerte, por acceder a la tierra desempeña también un papel importante en cuanto a las formas de la dinámica metropolitana ya que la expansión espacial debe ahora enfrentar los relieves que bordean la Sabana tanto al Sur como al Oriente, así como

¹ Según los resultados del Censo de Octubre de 1993 que acaba de publicar el DANE, Bogotá D.C. tenía en esta fecha una población de 5.5 millones de habitantes (5.7 millones incluyendo Soacha), lo que significa una tasa anual de crecimiento exponencial de 3.2% entre 1985 y 1993 (3.4% incluyendo Soacha).

la valorización de las tierras agrícolas del Occidente y utilizadas para el cultivo intensivo de flores. Frente a las restricciones impuestas por la oferta de vivienda y por las estructuras urbanas, o más bien por la percepción que tienen de ello los hogares, los diferentes grupos sociales adoptan estrategias residenciales muy diversas que traducen las grandes desigualdades de los hogares en materia de usufructo de un espacio metropolitano altamente segregado.

Ciertas familias de las franjas de la población más pudientes aspiran a un acercamiento de sus sitios de trabajo y de residencia y encuentran la solución a través de una importante oferta de vivienda de alto nivel en el pericentro norte (Rosales, Chapinero Alto), cerca a uno de los principales centros de negocios de la capital. En la periferia sur, los conjuntos cerrados de Soacha le brindan a las clases medias la oportunidad de satisfacer, en condiciones relativamente económicas, su ideal de vivienda. De esta manera, estas familias optan por la nueva posibilidad de acceder a una vivienda propia en los suburbios del sur, y van a instalarse, a costa de una fuerte dilatación de su espacio cotidiano, en un territorio tradicionalmente conocido por ser objeto de ocupación ilegal por parte de la población más pobre. En cuanto a esta última, con respecto a la cual la acción del Estado sigue siendo netamente insuficiente, se ve condenada a ocupar terrenos en zonas con relieves accidentados en los municipios de la periferia. El hecho de traspasar los límites del Distrito no deja de tener graves consecuencias para los más pobres.

En un marco reglamentario que resulta altamente permisivo, junto con limitaciones de la política de vivienda, las aspiraciones residenciales de los diferentes grupos sociales y sus recientes cambios se combinan con las estrategias de los constructores y generan profundas transformaciones en las características del espacio residencial y en la estructura de los asentamientos metropolitanos. En consecuencia, sin que sea el resultado de una voluntad de planificación, se observa una densificación demográfica intensa en algunos barrios ya construidos y una reorganización de las divisiones sociales del espacio metropolitano que incluye nuevas situaciones de "vecindad" entre grupos sociales diferentes. Además de la movilidad de la población hacia viviendas nuevas, se nota también una intensa movilidad de sustitución dentro del parque de vivienda existente.

Estos ejemplos de la envergadura y la rapidez de las transformaciones del espacio metropolitano, evidencian la necesidad de comprender la ciudad como el producto del juego de un conjunto de actores que intervienen en la producción y en la transformación de los espacios

residenciales. Igualmente subrayan la necesidad de reubicar en el marco del conglomerado, las dinámicas locales, ya que los barrios se van integrando de hecho a un sistema metropolitano. Muestran también que se debe tener en cuenta, además de la población más desfavorecida, que constituye el centro de atención de muchos estudios, a las clases medias y a la población de altos ingresos, ya que desempeñan un papel clave en la implantación y en las actuales recomposiciones de las estructuras de la capital colombiana.

• El programa CEDE - ORSTOM : el análisis de la movilidad espacial como factor de las transformaciones en Bogotá y la periferia metropolitana

Partiendo de esta perspectiva sistémica y diferencial hemos planteado el análisis de la movilidad espacial como factor de las transformaciones actuales que se presentan en la capital colombiana. En este marco se inscribe el programa de investigación que se desarrolla desde Agosto de 1992 dentro del convenio interinstitucional CEDE (Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico, de la Universidad de los Andes) - ORSTOM (Instituto Francés de Investigación Científica para el Desarrollo en Cooperación) sobre las formas de movilidad de la población de Bogotá y a dinámica del área metropolitana (Agosto de 1992 - Junio de 1996). Unas encuestas estadísticas y cualitativas que realizamos permiten analizar los comportamientos residenciales de los diferentes grupos sociales y su impacto sobre la dinámica y la estructura urbana. Con base en esas encuestas y en la información secundaria disponible, se hace énfasis por una parte en las relaciones entre movilidad residencial y movilidad cotidiana y, por otra parte, entre el nivel micro de las movilidades espaciales y el nivel macro de los procesos de producción del espacio residencial.

El equipo de investigación incluye a :

- Françoise DUREAU, demógrafa-geógrafa, ORSTOM
- Carmen Elisa FLOREZ, demógrafa-economista, CEDE
- Maria Cristina HOYOS, antropóloga, ORSTOM

Además, para la realización del trabajo cartográfico presentado en este Documento, el equipo se benefició de la participación de :

- Argemiro MORALES, ingeniero de sistemas de la Universidad de los Andes, que procesó los datos del Censo de 1985, produciendo indicadores a nivel de los sectores cartográficos de la parte urbana del Distrito de Bogotá;

- Olivier PISSOAT, geógrafo - urbanista, ORSTOM - IFEA (Instituto Francés de Estudios Andinos), que se encargó de la digitalización de los fondos de mapas y de la realización de los mapas presentados en el informe.

A las diferentes fases de la investigación, le corresponden unos informes específicos, disponibles en la Biblioteca del CEDE.

El Informe nº 1 (Junio de 1993), presenta los principales resultados del análisis de la información secundaria : los Censos de Población y Vivienda de 1973 y 1985, y la Encuesta Pobreza y Calidad de Vida, aplicada en Noviembre de 1991 a una muestra de 10.000 hogares de Bogotá.

Después de esta primera fase dedicada al análisis de los datos existentes, hemos diseñado y aplicado en Octubre de 1993 y 1994 una encuesta estadística con 2 etapas a una muestra de 1.000 hogares seleccionados en 7 zonas de Bogotá y 4 municipios de la periferia metropolitana. Este sistema de encuesta tiene como objetivo permitir un análisis fino de las diferentes formas de movilidad de la población y de las transformaciones que ellas ejercen en los diferentes sitios del área metropolitana. Con la metodología desarrollada y experimentada en Bogotá, se pretende captar no solamente el conjunto de las formas de movilidad, cualquiera sea su definición temporal y espacial, sino también su articulación en el transcurso de las etapas del ciclo de vida de las personas y en el seno del grupo familiar.

Los Informes nº 2 (Enero de 1994) y nº 4 (Mayo de 1995) son dedicados a la presentación de la metodología de las dos etapas de la encuesta estadística : justificación del diseño del sistema de observación, diseño de los cuestionarios, método y diseño del muestreo, material de encuesta y conclusiones en cuanto a la pertinencia del enfoque empleado. El Informe nº 3 (Junio de 1994) pone a disposición de las personas o instituciones interesadas una serie de cuadros que abarcan los principales temas de la primera etapa de la encuesta : características demográficas generales, acceso a la vivienda, movilidad residencial, movilidad pendular hasta el lugar de trabajo y el lugar de estudio, educación y actividad económica.

El informe nº 5 (Julio de 1996) es el resultado del estudio cualitativo realizado por la antropóloga María Cristina HOYOS en los 4 municipios periféricos : Soacha, Madrid, Tabio y Chia.

Además de estos informes, una serie de artículos, ponencias y varios Documentos CEDE tratan de aspectos específicos y/o de zonas particulares de Bogotá y de su periferia metropolitana. El lector encontrará en el anexo 4 la lista de estas publicaciones.

Un libro sobre las formas de movilidad de la población y las transformaciones socio-espaciales del área metropolitana de Bogotá entre 1973 y 1993, dará cuenta próximamente de las conclusiones procedentes del conjunto de los análisis realizados a partir de los varios enfoques, micro y macro, estadístico y antropológico, desarrollados en este programa de investigación.

• Contenido del Documento

En el marco de la elaboración de dicho libro, hemos realizado una serie de mapas que consideramos importante poner a disposición del público sin esperar la publicación final. Lejos de ser un atlas propiamente dicho, que abarcaría todas las facetas de la estructura espacial del país y su capital, se trata más bien de un conjunto de representaciones cartográficas que ofrecen elementos de acercamiento a las transformaciones socio-espaciales que experimentaron Bogotá y su periferia metropolitana en los últimos veinte años.

La selección de los temas resulta directamente **del enfoque del programa de Investigación**, a saber : el análisis de las interrelaciones entre prácticas de movilidad de la población bogotana y las transformaciones socio-espaciales del área metropolitana. Más allá de las consecuencias del marco conceptual de la investigación, no se puede dejar de lado otro factor importante : **las características mismas de la Información disponible** (ver las fuentes utilizadas en los anexos 1 y 2). Las limitaciones de la información, tanto en términos de las variables tomadas en consideración, como en términos del grado de desagregación geográfica de los datos disponibles, jugaron un papel importante en la definición de los mapas, determinando lo "posible" dentro de lo "teóricamente deseado". Sin embargo, hay que subrayar que, a pesar de sus limitaciones, la información generada por el sistema nacional de producción de datos socio-demográficos constituye un capital de conocimiento cuantitativo importante sobre ciertas formas de movilidad (la migración definitiva entre municipios) y, más particularmente, sobre las transformaciones en las estructuras socio-espaciales del país y de la Capital. Por la posibilidad que ofrecen de desagregar la información a un nivel geográfico muy fino, los censos constituyen una fuente irremplazable para el análisis espacial. Ojalá este Documento, publicado al momento de la difusión de los datos del censo de 1993, contribuya a mostrar la riqueza de la información proporcionada por los censos y a sacar la información censal del estado de subutilización que generalmente la afecta , al igual que las otras fuentes estadísticas.

Los mapas están organizados en **cuatro capítulos**, que corresponden a cuatro niveles de análisis : el país, el departamento de Cundinamarca, el área metropolitana de Bogotá (conformada por el distrito y 17 municipios de la Sabana), y la parte urbana del Distrito Capital.

Los mapas del Capítulo 1, a nivel nacional, se enmarcan en una doble perspectiva : por una parte, la evolución de la distribución de la población y más específicamente de la red urbana, y, por otra parte, unos factores que es interesante relacionar con el origen geográfico de la migración hacia Bogotá, tal como la densidad de población rural, la pobreza y la violencia, frecuentemente citados en la literatura sobre migración para explicar los desplazamientos de población hacia la Capital.

Los mapas del Capítulo 2, por municipio de Cundinamarca, muestran la realidad del proceso de metropolización y la intensidad de los cambios en la distribución de la población entre 1973 y 1993 en el seno del departamento, productos de las dinámicas diferenciales de los municipios.

Con los mapas del Capítulo 3, entramos en la estructura interna del área metropolitana : combinando datos por municipio en la periferia metropolitana y datos por Alcaldía menor en la parte urbana del Distrito Capital, intentamos restituir **el continuum de la realidad metropolitana**, más allá de la división territorial político-administrativa. Una serie de mapas relativos a la población, la vivienda, el empleo y el área de influencia de los servicios públicos proporcionan una imagen relativamente novedosa de la Capital.

En el último Capítulo, el procesamiento de los Censos de Población y Vivienda de 1973 y 1985 y del Censo Económico Multisectorial de 1990 permitió producir unos treinta mapas. Estas representaciones cartográficas, que valdría la pena actualizar con los datos censales de 1993 cuando estén disponibles, ponen en evidencia unas segmentaciones internas, tal como las diferencias en la composición demográfica de la población, distintas a la famosa segregación socio-espacial que caracteriza tradicionalmente a Bogotá y que se combinan con esa. También, muestran la intensidad de los cambios internos a la Capital, que la fuerte dinámica de expansión espacial no debe ocultar. En fin, con estos mapas, que contribuyen a aclarar tanto las lógicas de los comportamientos residenciales en relación con las características del mercado de la vivienda y del empleo, como la transformaciones de estos, es posible empezar una **lectura dinámica** de la ciudad. Invitamos a las personas interesadas en completar y profundizar este primer acercamiento a las transformaciones socio-espaciales proporcionado en este Documento, a utilizar los fondos de mapas digitalizados en el marco de esta investigación

(ver en el anexo 3 los archivos disponibles en el CEDE) y producir mapas adicionales con la información estadística que corresponde a sus propias necesidades.

• **Agradecimientos**

Deseamos expresar nuestros agradecimientos a las instituciones y personas que de una o otra forma prestaron su apoyo para la realización de esta fase de la investigación.

Entre las instituciones, queremos en especial agradecer a la División Administrativa de Planeación Distrital que colaboró con el proyecto desde su inicio, así como al Instituto Francés de Estudios Andinos, que hizo posible la realización del trabajo cartográfico a través el acceso a sus equipos informáticos.

Manifestamos nuestros agradecimientos a :

- Philippe WANIEZ, investigador geógrafo de ORSTOM, por haber desarrollado un programa tan eficiente como CABRAL, con el cual se realizaron estos mapas, y por su valiosa asesoría en el manejo de éste;
- Pierre PELTRE, responsable de la Unidad de Cartografía de ORSTOM en Bondy, que se encargó de la transferencia de varios archivos cartográficos;
- Luis Carlos JIMENEZ MANTILLA, profesor de la Universidad Nacional, que nos facilitó el acceso a la información de la investigación "Crecimiento urbano de Bogotá", basada en una interpretación de mapas y fotos;
- Ricardo MONTEZUMA, asistente de investigación en el Laboratorio TMU del ENPC en París, que participó en la recolección de la información secundaria sobre Bogotá y en el procesamiento de la información de la Universidad Nacional sobre las etapas de expansión de Bogotá .

Véronique Dupont* and Arup Mitra**

Population Distribution, Growth and Socio-Economic Spatial Patterns in Delhi : Findings from the 1991 Census Data†

Introduction

THE emergence of large metropolises with several millions of inhabitants raises crucial and specific problems in terms of urban administration. Given the ineluctable spread of such agglomerations, understanding the spatial pattern of population distribution and growth, as well as the socio-economic differentiation of the urban space, seems to be an indispensable prerequisite for any attempt at town planning. For example, the provision of adequate urban services, and to start with housing, would require a detailed knowledge of the population characteristics according to its residential location within the agglomeration; the planning of an appropriate system of transportation responding to the needs of the daily commuters should rely on a preliminary study of the residential spatial pattern of the different segments of the working force as related to the location of the various urban economic activities and main sources of employment.

These introductory remarks particularly apply to the case of a capital city like Delhi, whose population reached 8.4 million in 1991. Moreover, among the twelve Indian metropolises having population over one million in 1981, Delhi is the one which has experienced the highest demographic growth over the last decades: 5.1% per year from 1951 to 1961, 4.5% to 4.6% from 1961 to 1981, and 3.9% per year between 1981 and 1991. Despite

* French Institute of Scientific Research for Development through Co-operation (ORSTOM, Paris) and visiting scholar at the Institute of Economic Growth

** Institute of Economic Growth, Delhi.

† This paper was prepared under a collaborative project between the French Institute of Scientific Research for Development through Co-operation (ORSTOM, 213 Rue La Fayette, 75 480 Paris cedex, France) and the Institute of Economic Growth (Delhi).

A first extended version of the paper was presented at the seminar of the Institute of Economic Growth on the 12th of August, 1994 (see Dupont, Mitra, 1994), then at the 13th European Conference of Modern South Asian Studies in Toulouse (France, 31st August-3rd September, 1994) and at the Centre for the Study of Regional Development (Jawaharlal Nehru University, Delhi) on the 25th of October, 1994. The comments of the participants at these earlier presentations, and of Ms Usha Ramanathan, helped in revising the paper.

their slow down, such rhythms of demographic expansion obviously compound the task of town planners. Delhi also bears the distinction of being the Indian city where new ideas of town planning were launched after the Independence, and where the first Master Plan was elaborated and implemented since 1962.

Although one can find a good number of publications analysing town planning and urban policies in Delhi¹, or relating to housing problems², as well as case studies of some specific urban areas³ or specific sections of the urban population⁴, surprisingly there seems to be a lack of studies which analyse thoroughly the demographic and socio-economic characteristics of the population in relation to its spatial distribution within the space of the whole urban agglomeration. Even the remarkable study of Greater Delhi conducted in 1956-57 by Rao and Desai (1965), and based on a huge sample survey of 80,000 persons all over Delhi, does not deal with the spatial dimension of the dynamics and characteristics of the urban population. In fact, little use has been made of the census data in a systematic way to analyse the spatial and economic structure of Delhi, and the rare published studies of urban morphology based on census data refer to the 1951, 1961 and 1971 censuses. For instance Sudesh Nangia's "Study in Settlement Geography" of Delhi Metropolitan Region (1976) includes a spatial analysis of the variations of population density and growth, and of other population characteristics in 1951 and 1961, according to the distance from the city. "Delhi. Capital City" by Asok Mitra (1970) comprises a brief description of the spatial distribution of the population according to some socio-demographic characteristics in 1961. C. S. Yadav (1979) also used the 1961 census data to analyse the "spatial arrangement of the attributes of the urban society", with an attempt "to clarify the city residential structure in terms of zonal and sectoral arrangements". In a more elaborate statistical study based on a factor analysis of the 1971 census data, John Brush (1986) highlights the pattern of growth and the socio-economic structure of the Delhi urban area (see below).

Thus, apart from a very few and already dated cases, the ecological pattern of Delhi has been studied essentially in terms of physical differentiation and morphology, including the spatial distribution of various economic establishments, and sometimes with reference to the pattern of densities⁵. Development about socio-spatial differentiation, whenever covered, rely on direct observation of the urban landscape, inferences from the pattern of housing and *a priori* knowledge of the city, eventually documented by information from case studies in specific localities, but without being supported by extensive and updated population statistics.

1. See: Oldenburg, 1978; Mishra, Sarma, 1979; Ribeiro, 1981; Datta, Chakravarty, 1981; Bhagwan, 1983; Jain*, 1990; Billand, 1992

2. See: Trivedi, 1980; Singh, 1989; Ali, 1990; Pugh, 1990; Gupta *et al.*, 1993.

3. See: Jagmohan, 1975; Majumdar P. and Majumdar I., 1978; Merha, 1979; Gupta R. C., 1985.

4. See for example T.K. Majumdar's study (1983) which focus on the low-income migrant communities living in *jhuggis-jhopris* and includes a spatial approach with maps showing the location of the settlements according to various characteristics of their population.

5. Among others see: Sundaram, 1978; Delhi Development Authority, 1981; *Delhi Vikas Varta*, 1985; United Nations, 1986; Nagpaul, 1988; Jain, 1990; Pugh, 1990; Diwakar, Quresh, 1993.

Nevertheless, studies on Delhi usually stress the strong differentiation in the spatial organisation of the capital. Hence, Mitra (1970: 8) underlined first of all the lack of integration between the old city and New Delhi, as the result of a deliberate and planned segregation: after the capital of the British India was transferred from Calcutta to Delhi in 1911, "the new capital site was designed to recognize as few physical links as possible with the old city" (p. 8), and he later concluded: "The problem of Delhi as a capital city today is a problem of integration" (p. 48). More than twenty years later, this dual structure is still prominent, and directly inspired the title of a recent publication: "Delhi: the tale of two cities" (VHAI 1993).

Other authors rather emphasize a more complex internal structure, not only marked by the city's different historic periods, but also by the post-independence efforts of urban planning as well as endogenous forces.

Thus for Sundaram (1978: 116) Delhi "is not one city, but really a number of cities linked together, each of which, however, is quite separate in character, origin and function": more recently Pugh starts his chapter devoted to Delhi by this statement: "Delhi comprises several cities joined somewhat loosely together" (p. 173), and again in the conclusion insists on the "several contrasting cities or urban areas" which differentiate its total geographical spread (p. 198). Further, with reference to the various American ecological models of cities, Nagpaul (1988) identifies the pattern of multiple nuclei development as the most relevant model to explain the urban configuration of Delhi (p. 187); this author also points out the pattern of mixed use of land as "perhaps Delhi's most prominent ecological characteristic".

With a similar concern for confronting the observation with the proposed models of urban morphology, the pre-modern pattern of Asian towns as well as its applications to contemporary Indian cities require mention. According to the traditional pattern proposed by Sjoberg (1960) for pre-modern Asian towns, the urban morphology reflected a model of socially stratified societies, with the high status people concentrated in the centre of the town where most economic activities (arts and trade, commerce) as well as the seat of political power were also located, and with the low status people confined to the urban periphery. As pointed out by Brush (1977), various empirical studies show how this type of urban structure has survived into the present time in many Indian cities. However, this author, among others (Rao 1983; Schenk 1986), also underlined that this pre-industrial urban pattern cannot apply strictly to the recent urban development in India, which proves to be more complex. In particular, the development of "industrializing and tertiarizing belts or strips along transport axes" (Rao 1983: 174), and a recent tendency of the urban elite to move to peripheral residential areas, have disturbed the traditional indigenous pattern as well as the dual structure inherited from the colonial British rule.

With reference to this traditional model and to the new processes at work, Brush (1986) demonstrates that, in the Delhi of 1971, "there are inner zones of old upper-class concentration and outer zones of recent upper-class expansion", while "population of lower class is confined either to congested areas of the Delhi urban core and its immediate vicinity or in lesser numbers to the peripheral sectors and rural fringes" (p. 148). Hence "the urban core (. . .) retains features which reflect traditional preference of the elite for central locations,

while current growth towards the peripheries parallels the geographical pattern of so-called Western urbanisation (p. 149)". It remains to be seen to what extent the present socio-spatial structure of Delhi can be comprehended in these terms, how the processes identified have evolved over the last two decades, and whether new trends have emerged.

Following this brief review, a consensus seems to emerge on the prevalence in Delhi of the phenomenon of population differentiation according to residential zones: yet, the process of residential and social segregation is more often *a priori* acknowledged or presumed than demonstrated, and there is a lack of statistical evidence and indicators to appraise the current stage of evolution in the spatial structure of Delhi's population. Our study intends to fill this gap.

Keeping in view the urbanisation issues mentioned above, the objective of this paper is threefold:

- to provide an original set of reference maps describing the differential spatial pattern of population distribution and growth in Delhi, on the basis of the 1991 census data, and then to analyze this pattern with reference to the models and processes quoted;
- to identify the variables which seem to generate the highest degree of residential segregation⁶, and also to reveal forms of privileged associations between population groups identified by their socio-economic characteristics and certain areas;
- to analyse the residential pattern of the different categories of workers in relation to the location of the main economic activities, in order to detect patterns of close association between work place and residence, or on the contrary patterns of separation.

Sources of Data

Before the presentation of our findings, the source of data and their limitations are briefly discussed below.

Available Data and Variables

The data used for this study are taken from the 1991 Primary Census Abstract of Delhi Union Territory, published in the District Census Handbook of Delhi, and released for the first time on floppies. This provides the distribution per sex of the total population and of the following sub-populations: population below age 7, literates in the population aged 7 and above, scheduled caste population (there is no scheduled tribe identified in Delhi Union Territory), total main workers, marginal workers and non-workers, and main workers according to nine industrial categories. These population figures are available at the village

6. In this study, the concept of segregation refers to its empirical definition, namely "the spatial distinction between the residential areas of population groups living in the same (urban) agglomeration" (Brun, 1994: 22-*our translation*). This socio-spatial division of the urban area may result from institutional principles of social organisation, or may be the outcome of individual or collective actions, deliberate or not (Grafmeyer, 1994).

level in rural areas, and at the level of the charge (the so-called census statistical division) in urban areas.

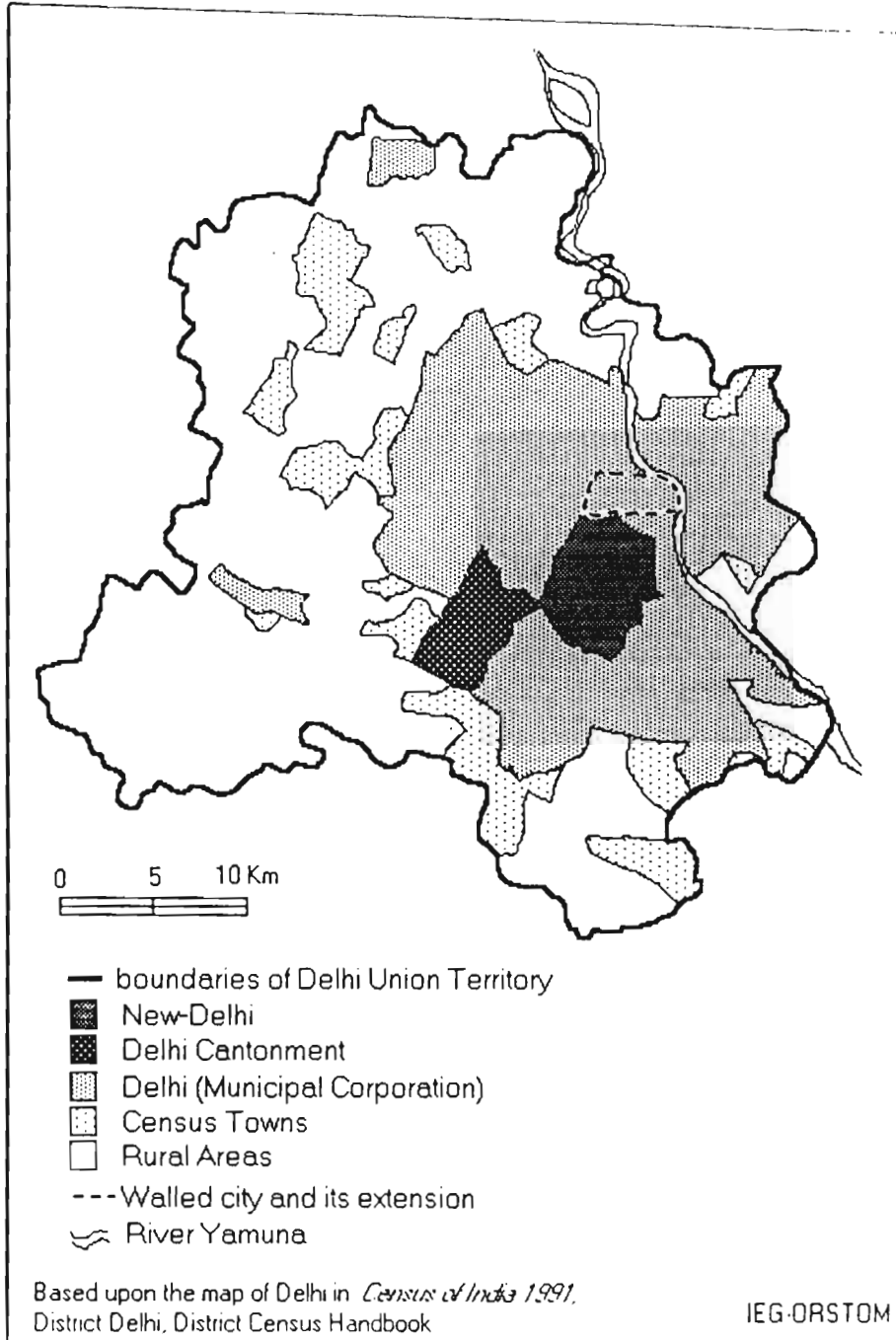
Other census tables which will provide much more detailed information on the characteristics of the population (social and cultural tables, economic tables, migration tables, etc.), were not yet published at the time of the preparation of this paper. Anyhow, all these tables will not be broken up at the charge level in urban areas, hence not allowing any analysis of intra-urban spatial differentiation, which is highly regrettable for a metropolis with the size of Delhi. In particular, there will be no possibility of analysing the impact of migration on the structuring of the urban space, and hence the interactions between mobilities and residential segregation.

Although no direct and specific data regarding the distribution of socio-economic status are available at the level of detailed spatial division from the census publications, it is possible to derive some useful indicators in order to approach the socio-economic structure of the urban space. The percentage of scheduled castes population (the lowest social group identified for specific public benefits) and the percentages of male and female literates/illiterates (in the population aged 7 and above) can be used as proximates for social ranking, and to identify the spatial distribution of the most underprivileged socio-economic groups. Regarding the 9 industrial categories for main workers, apart from the first two that distinguish cultivators and agricultural labourers (which is however more meaningful for rural studies than for a study of a big metropolis like Delhi), these refer to broad sectors of employment, and can be hence very heterogeneous in terms of occupation and labour status. For example, the category "trade and commerce" includes big businessmen as well as petty street vendors, and the category "other services" includes jobs in public administration, private professionals, as well as personal services.

Another basic indicator to study the demographic configuration of the urban space, is the residential density. In the census reports published for Delhi, the area measurements are given for each village and census town, but not at the charge level in the urban areas. The areas of the different urban charges were estimated on the basis of a previously digitized map of the urban agglomeration showing its census divisions, and gross residential densities by census charge hence estimated.

Since this study is based on the data from a single census, 1991, it can only apprehend the socio-economic differentiation of the urban space at one point in time. A comparison with the situation at the 1981 census could have been considered, but this would not have been possible for all the variables analysed here. In particular, in the population tables published at the charge level in 1981, the main workers are divided in only four categories (cultivators; agricultural labourers; household industry; others), which does not allow any relevant analysis of the urban work force structure for this year; hence the comparison between the 1981 and 1991 censuses becomes unworkable.

Nevertheless, in order to supplement the 1991 cross-sectional appraisal with some elements of the population dynamics, two other variables were also introduced for the analysis: the annual rate of growth between 1981 and 1991, and the ratio of children aged 0 to 6 years to female population, (here after the 'children-women ratio') as an indicator of



Map 1. Delhi Union Territory: Urban and Rural Areas in 1991

fertility. The 1981-91 annual (exponential) growth rate for each census charge and census town was computed as per the 1991 urban boundaries, with the necessary adjustments to take into account the changes that have occurred in the number of census divisions and in the boundaries of some of them, due to the sub-division of certain 1981 charges, and the incorporation of certain 1981 census towns and villages into the Delhi urban agglomeration.

Space of Reference and Spatial Unit of Analysis

Although this study focuses on the demographic and socio-economic structure of the urban space, the space of reference is that of the entire Delhi Union Territory - and not only its urban agglomeration -, in order precisely to evaluate the differential pattern between the urban agglomeration proper, its immediate rural hinterland and the towns of the hinterland.

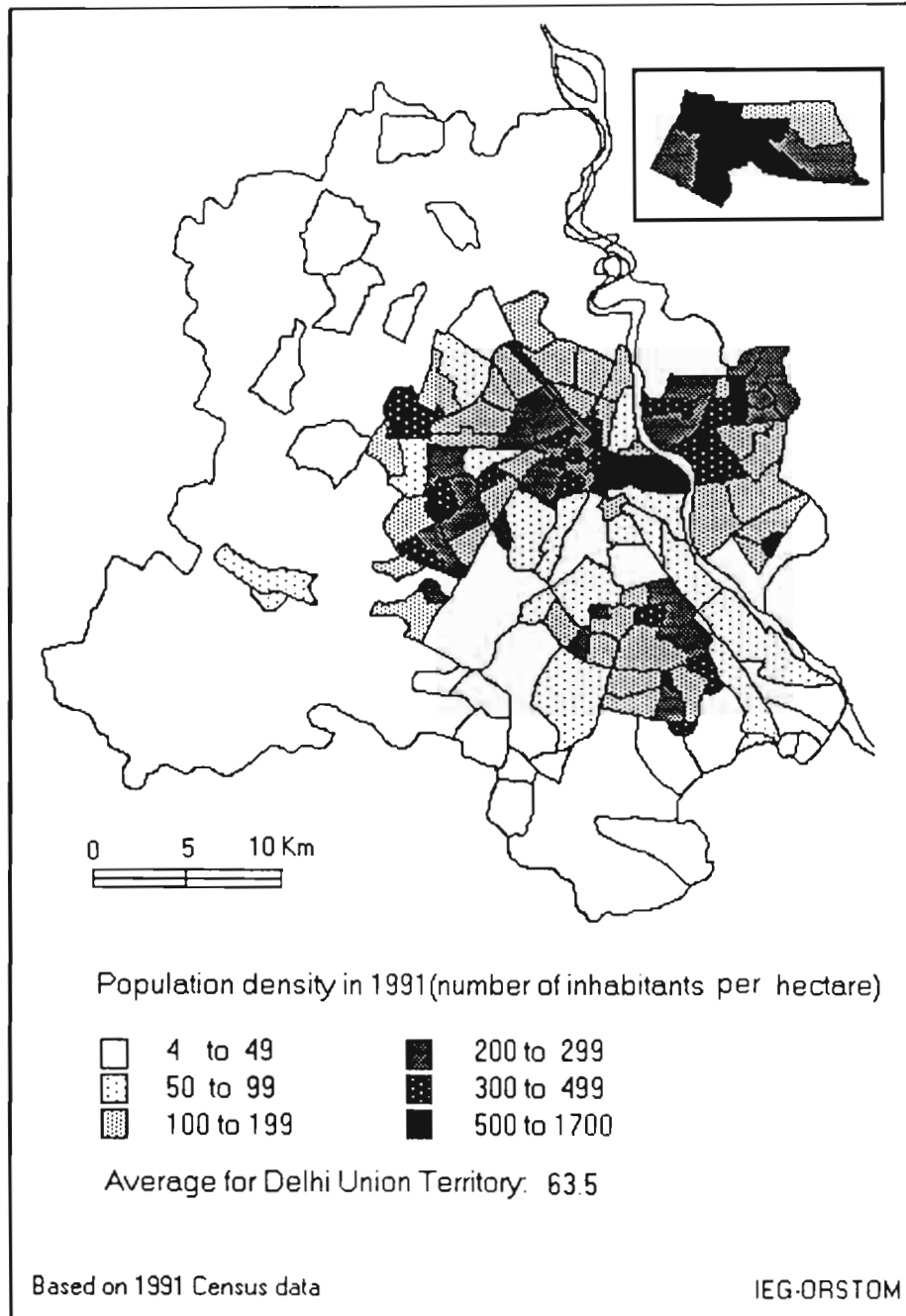
As mentioned above, the spatial units of analysis are the census charges or the census towns. In 1991, Delhi Urban Agglomeration comprised Delhi (Municipal Corporation) divided into 110 charges, New-Delhi divided into 9 charges, Delhi Cantonment accounting for a single charge, and 23 census towns, each one representing one charge. The Union Territory includes 6 other census towns outside the urban agglomeration. The remaining rural area, which accounts for only 10 per cent of the total population, was considered as a single zone for the purpose of our study. The distribution of the population among the main components of the Delhi Union Territory is given in Table I, while Map I* shows the boundaries of their respective areas.

TABLE I: DELHI UNION TERRITORY: POPULATION AND AREA IN 1991

		<i>Population</i>		<i>Area</i>	
		<i>Nbr</i>	<i>"a</i>	<i>Sq km</i>	<i>"a</i>
Delhi Urban Agglomeration	Delhi (Municipal Corporation)	7206704	76.50	431.09	29.07
(U.A.)	New-Delhi	301297	3.20	42.74	2.88
	Cantonment	94393	1.00	42.97	2.90
	Census towns in U.A.	816690	8.67	107.48	7.25
Census towns	out of U.A.	52541	0.56	61.06	4.12
Rural area		949019	10.07	797.66	53.79
Total		9420644	100.00	1483.00	100.00
Delhi U.A.		8419084	89.37	624.28	42.10
Total urban		8471625	89.93	685.34	46.21
Total rural		949019	10.07	797.66	53.79
Total		9420644	100.00	1483.00	100.00

Source: 1991 Census

*Maps used in the paper are national maps for use of research only.



Map 2. Population Density in Different Zones of Delhi Union Territory in 1991

Pattern of Population Distribution and Growth

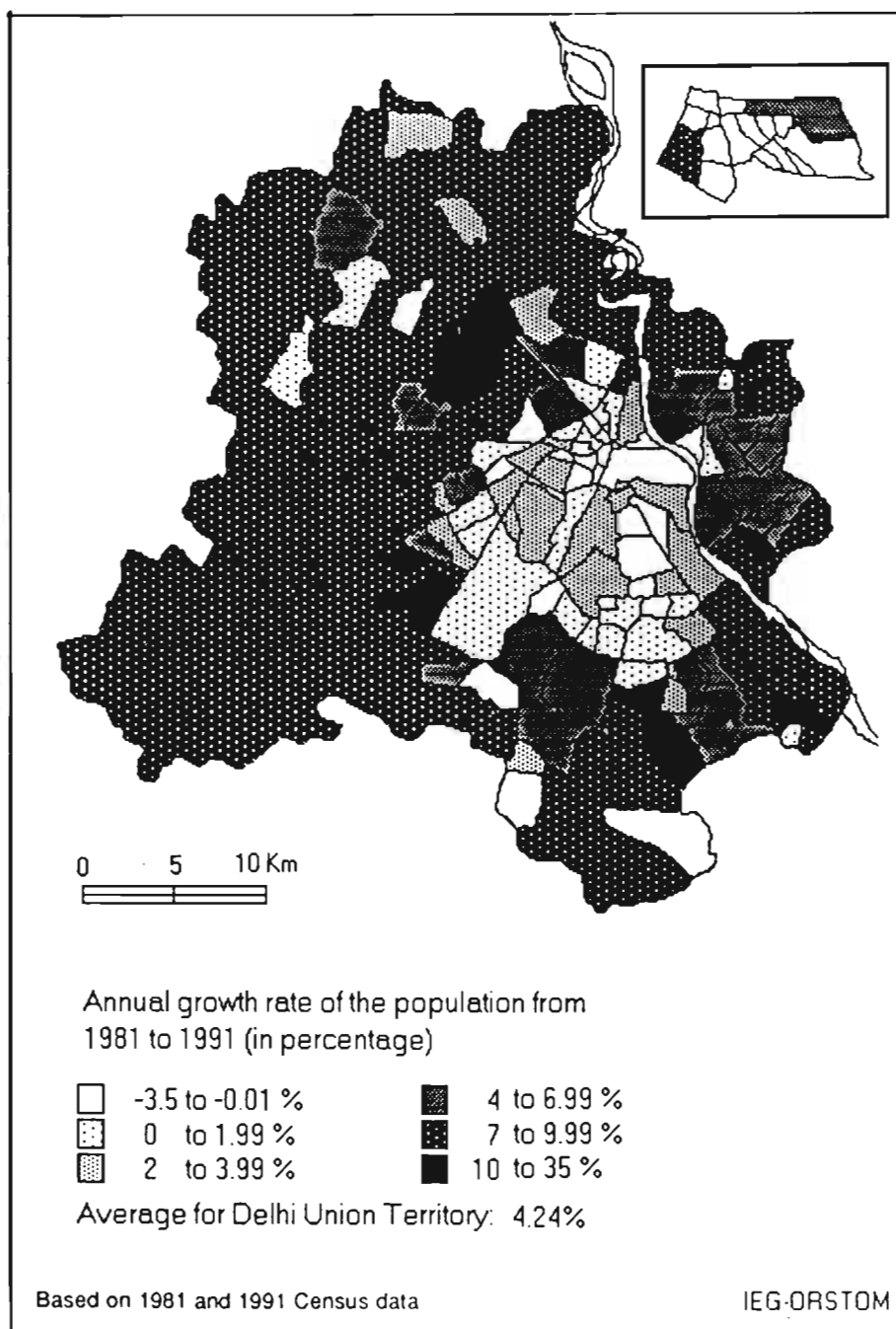
This section deals with the spatial pattern of population density and growth in Delhi urban agglomeration and hinterland; the analysis also includes two other indicators of population dynamics, namely children-women ratio and sex ratio, and further examines the interactions among those variables.

Population Density

In 1991 the Union Territory of Delhi had an average population density of 63.5 person per hectare, rising to 135 in the Delhi urban agglomeration as a whole. As shown in Map 2, the pattern of population density exhibits heavy concentration of population in certain urban pockets, and relatively sparse population in others, these wide variations of the densities being also reflected by a high value of the coefficient of variation (108 per cent). Thus, almost half of the total urban population is concentrated in 66 census charges (out of 149) accounting for only 18 per cent of the total urban area. The highest densities are registered in Old Delhi, the walled city dating back to the Mughals; there the average density is 560 persons per hectare, with a maximum of 1660 in one charge. The old city comprises also a high concentration of commercial and small-scale industrial activities, showing a mixed land use pattern typical of traditional Indian cities. Densities are also high in Shahdara, in the northeast across the river Yamuna, which received a major influx of refugees from Pakistan after the Partition and developed as a satellite town of Delhi. On the other hand New Delhi has a density of only 70 persons per hectare, with a minimum of 35 in one charge; further, Delhi cantonment, which includes military land and the international Airport, records an even lower density of 22 persons per hectare. The classical model of population density gradients, characterized by high densities in the urban core, and a sharp decline towards the periphery, and whose "original causes (...) can be summed up in three words: protection, prestige, and proximity" (Brush 1961 : 65), has largely survived in Delhi. Yet, some pockets of high population density are also noticeable in the western sector and in the southeast.

Rate of Population Growth

The pattern of growth in Delhi between 1981 and 1991 was "clearly centrifugal" (Map 3), hence in continuation with the trend already highlighted by Brush (1986: 127) for the 1961-71 decade. Noteworthy, this centrifugal trend extends beyond the limits of the urban agglomeration, since the population growth between 1981 and 1991 was faster in the rural hinterland than in Delhi urban agglomeration: 9.6 per cent per year as against 3.8 per cent respectively (within the boundaries of the urban agglomeration and the rural area as per in 1991). As already noticed by Bose (1993 : 160) "this reflects the spillover of urban Delhi". These figures should be compared to the annual rate of natural growth during the same period, that is approximately 2.1 per cent in Delhi Union Territory, which hence indicates the correlative importance of net in-migration. It appears that the rural hinterland has attracted



Map 3. Annual Growth Rate of the Population from 1981 to 1991 in Different Zones of Delhi Union Territory

a large number of migrants, coming from other States, or who left the Delhi urban agglomeration in search of less congested and/or cheaper places to stay.

A more detailed examination of the differential pattern of growth within the urban agglomeration shows considerable variations (the coefficient of variation reaches 136 per cent). Absolute decrease in population, indicating important net out-migration, has occurred in the old city and some adjoining charges, which as seen above correspond to a highly densely populated area. The population deconcentration in the urban core, which was first revealed by the 1971 census (Brush 1986) is still under process. But the population has also declined in some parts of New Delhi where population densities were quite low. On the other hand, the highest growth rates were recorded in certain charges of the outskirts, with annual rates above 10 per cent, up to a maximum of 35 per cent (in Rohini). Two distinct processes could generate the particularly rapid growth of the peripheral urban zones: new in-migrants coming from other States or—in lower proportion—from Delhi hinterland and who found such areas more accessible to settle down; and natives of Delhi or migrants of longer standing living previously in inner zones of the urban agglomeration, and who moved to new residential sites. However, specific surveys would be required in order to evaluate the respective contribution of the two types of population moves.

The spatial differentiation of children-women ratio, another indicator of population dynamics, shows also a centrifugal pattern, with higher values generally found in the outskirts of the urban agglomeration, in the towns of the hinterland and in rural areas. However, there is no systematic correspondence between the charges of more rapid population growth and those with higher children-women ratio—and reciprocally.

In order to understand better the logic of the spatial pattern of population growth, it is interesting to test statistically the relationship between growth rate and density: the two variables are negatively related although the extent of association is moderate (correlation coefficient = -0.292). Nevertheless, this suggests that high population densities tend to act as a deterrent for new dwellers, or tend even to induce exit moves towards less crowded areas.

Beyond that, the pattern of population distribution and growth should be related to the land-use pattern, availability and price of land or residential house, accessibility to employment opportunities and urban services. If, as already mentioned, this last factor contributes to explain the centripetal force of the past, the actual centrifugal tendency is certainly associated to the scarcity of land for new residential constructions and its consequent appreciating value in the central areas, whereas the less congested peripheral zones can provide more affordable housing possibilities, or more accessible sites for squatting. The expansion of the urban periphery is the outcome of a combination of attempts at planning by the Delhi Development Authority (in charge of the implementation of the Master Plan and of land development) and of private initiatives and responses. For example many group housing societies have built residential colonies in east Delhi, in the trans-Yamuna area, on land initially allotted by the Delhi Development Authority and made available to them on lease hold. At the same time, the tremendous increase of private means of transportation in the capital has allowed the development of residential colonies in the urban fringes, including posh ones—especially in the south—for those who can afford the price of daily commuting

by car to distant work place, or who can compensate for the transport cost by cheaper housing cost. The Delhi Development Authority has also been striving to decongest the old city and to clear the capital of squatter settlements by relocating them in organised "resettlement colonies", far out from the city centre, in the peripheral zones (Pugh 1990: 176); this policy has however had mitigated results.

Sex Ratio

The sex ratio of the total population of Delhi Union Territory was 827 females for 1000 males in 1991, with, on the average, a lower ratio in the rural area (807) than in the urban area (830). This is consistent with the already observed differential pattern of population growth between rural and urban Delhi—more rapid in the former than in the latter —, in the sense that very marked imbalanced sex ratios in favour of males usually indicate important male dominated in-migration. The variations of the sex ratio inside the urban agglomeration exhibit however a more complex pattern. Admittedly, sex-ratio of the population appears to be high in certain charges where rate of growth of population and the children-women ratio have been low or moderate, like in most part of the old city; reciprocally it appears to be low in certain charges of fast growing population, in particular in the southeast of Delhi, more precisely in and around the Okhla industrial zone which must have attracted large numbers of male migrant workers. Yet, there is no systematic inverse association between sex ratio and growth rate at the charge level, and some notable exceptions could be pointed out. For example, in Delhi cantonment where population growth has been very slow (1 per cent per year), the sex ratio is the minimum recorded (638), due to partial occupancy by military quarters. The charge of New Delhi containing the presidential estate and the Parliament is also atypical by its very low sex ratio (785) associated with moderate population growth (2.6 per cent per year). Specific land use hence influences the sex ratio of the population. Further, the combination of high sex ratio and sustained rate of population growth above the rate of natural increase, like in certain charges of Northeast Delhi, could indicate a pattern of growth based on relatively sex-wise balanced in-migration and family moves from other zones of the urban agglomeration.

Pattern of Social and Residential Segregation

The social differentiation of the urban space is approached here by analysing the percentages of scheduled castes population and of illiterates/literates across charges in Delhi. These variables are then related to the demographic indicators analysed above, in order to detect possible meaningful associations⁷ between the spatial pattern of population dynamics and the characteristics of the population.

7. The interpretation of the correlation coefficients requires however particular caution, since the analysis is carried out at the charge level, therefore the associations detected do not necessarily imply similar associations of the corresponding characteristics at the household or individual levels, due to possible internal heterogeneity of the charges.

Scheduled Castes Population

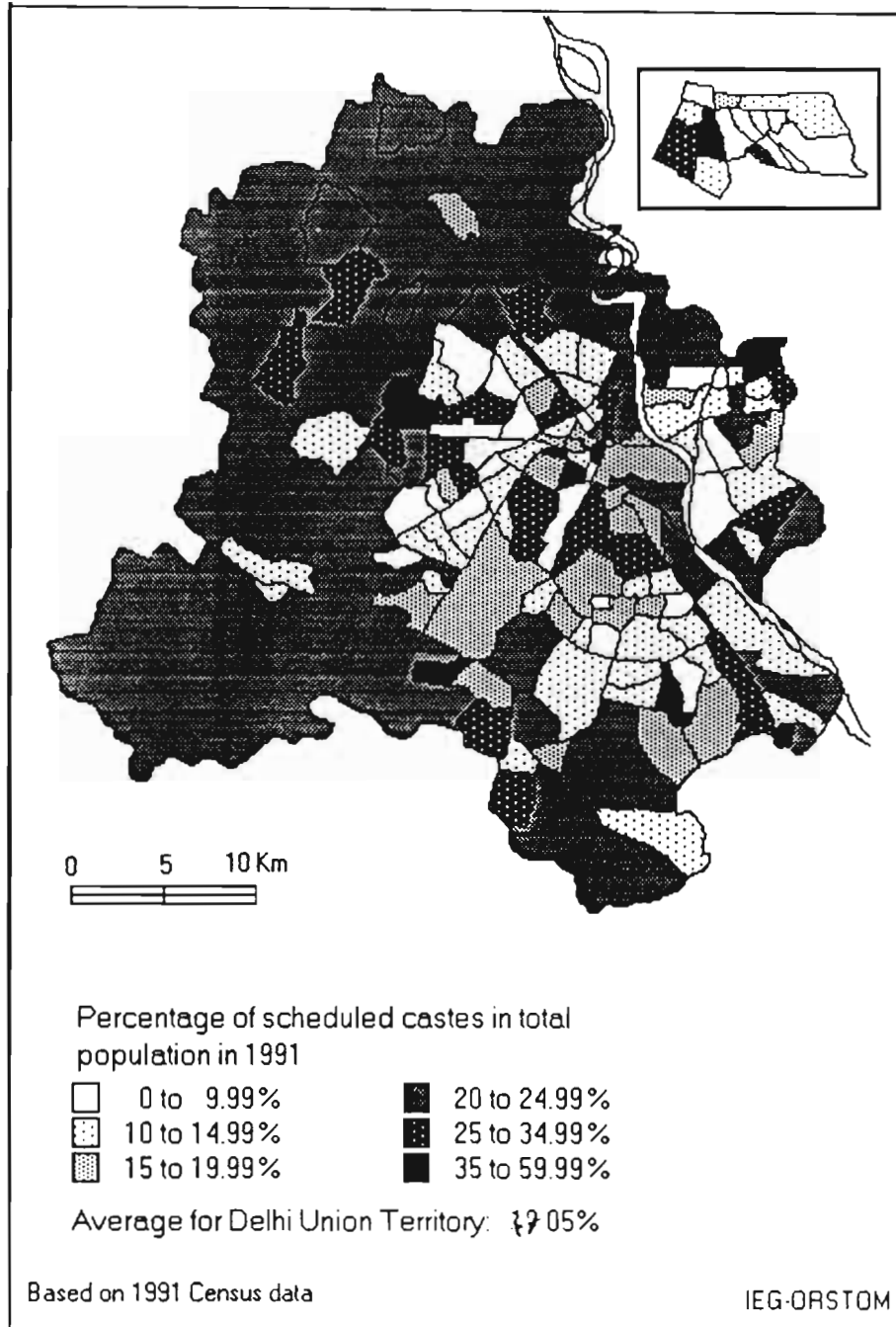
The percentage of scheduled castes in the total population of Delhi Union Territory in 1991 was 19 per cent, with small difference between the rural and urban areas on the average (22 per cent as against 19 per cent respectively). Nevertheless, within the urban area, the percentage of scheduled castes population varies considerably, from less than 5 per cent in certain charges, up to a maximum of 56 per cent (Map 4). Furthermore, half the scheduled castes population is concentrated in 40 census charges whose corresponding share in the total urban population is only 27 per cent. If we consider physical distances as an indicator of social distances⁸, this would suggest the persistence of social ostracism manifested in terms of residential segregation. The pockets showing high percentages of scheduled castes are not however concentrated in the same geographical sector of the urban agglomeration; they are rather scattered, some being located in the central area, including certain charges of Old Delhi as well as New Delhi, and others in the peripheral zones.

Literates and Illiterates

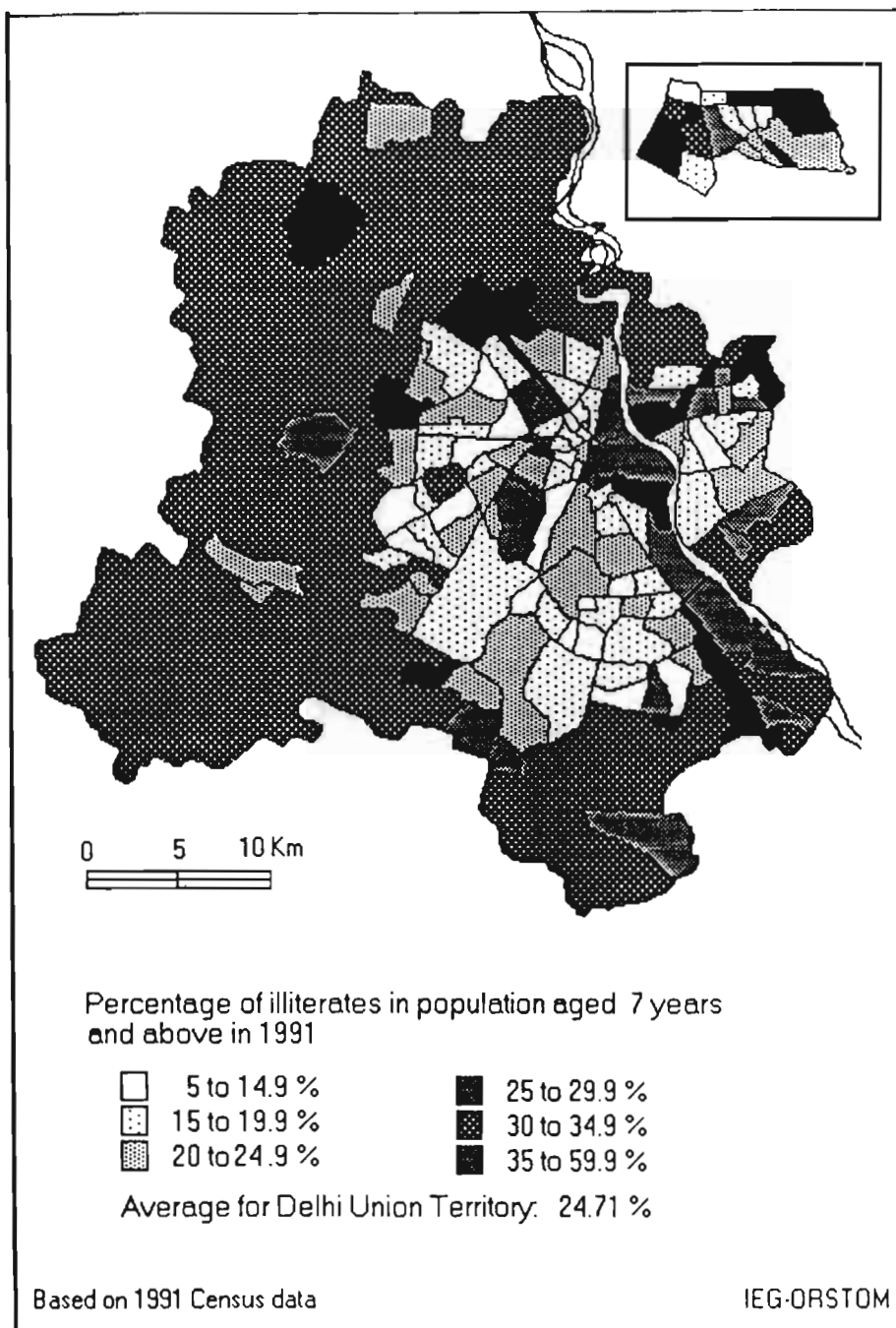
As usually observed elsewhere in India, the prevalence of illiteracy is higher in rural Delhi than in urban Delhi (33 per cent of illiterates against 24 per cent respectively); it is also higher among females than among males, and the difference between the two sub-populations is more marked in rural areas than in urban areas (48 per cent of illiterates among females against 22 per cent among males in rural Delhi, as compared to 32 per cent and 18 per cent respectively in urban Delhi).

Within the urban area, the population of illiterates is far from being equally distributed: around half of the illiterate population is concentrated in 60 census charges which account altogether for only 35 per cent of the total urban population. The percentage of illiterates across the different charges displays a wide range, from a minimum of 9 per cent to a maximum of 57 per cent (Map 5). The charges showing particularly high percentages of illiterates are located either in the old core of the city, or in peripheral areas, with stretches corresponding to industrial zones (Okhla in southeast, along Grand-Trunk Road and near Vazirpur in northwest). On the other hand, New-Delhi, Delhi cantonment and most part of south Delhi (barring some peripheral charges and the southeastern area along the western bank of the Yamuna) are inhabited by populations more literate than the average. Yet some charges with particularly low percentages of illiterates are also found in other sectors of the urban agglomeration, sometimes adjoining charges which conversely present strong concentration of illiterates. This is especially the case in Old Delhi, where pockets with minimum percentages of illiterates (around 10 per cent) border the charge with the maximum score in all Delhi (57 per cent of illiterates). The pattern described above does not entail significant variations when literacy rates are examined separately for female and male populations.

8. We follow here a basic assumption of the theory of residential segregation as elaborated by the School of Human Ecology of Chicago (see for example Park, 1926). This does not imply, however, that physical proximity leads necessarily to social proximity: social segregation can be manifested through other channels than spatial separation.



Map 4. Percentage of Scheduled Castes in Total Population in Different Zones of Delhi Union Territory in 1991



Map 5. Percentage of Illiterates in Different Zones of Delhi Union Territory in 1991

As it has been already highlighted in the case of the scheduled castes population, the spatial distribution of illiterates reveals a spatial pattern of "local concentration cum global dispersion", though less distinct than in the former case. Since these two attributes help to identify the lower socio-economic strata, their residential spatial pattern could be related to another observation made by Nagpaul (1988: 189): "a striking feature of Delhi is that even planned localities, posh or middle-class, contain a large number of temporary structures established haphazardly where domestic and lower-class workers live". It can be also interpreted as a manifestation of what Schenk (1986: 183) has identified as the "two seemingly contradictory societal forces upon the socio-spatial structure of urban residence: (a) the aim to reside in socially homogeneous areas, and (b) the aim and the need to maintain relations of dependency". The first principle would explain the existence of lower-class clusters, while the second would account (to some extent) for the proximity between some of these clusters and certain upper- and middle-class residential areas, the inhabitants of the former providing services to those of the latter.

Interrelationships between Demographic and Social Variables

An examination of the interrelationships among the above demographic and social variables is important both from analytical and political viewpoint. A preliminary comparison of the maps shows that literacy rates of the population (Map 5) tend to be high in those charges where rate of population growth and children-women ratio have been low or moderate (Map 3). The statistical analysis of the correlation coefficients corroborates the above trends of association. With a rise in female literacy both population growth rate and children-women ratio seem to decline. Particularly, the coefficient of correlation between children-women ratio and female literacy is considerably high ($r = -0.89$). The female-male ratio of the population is also positively associated with both female and male literacy, the correlation coefficients being 0.4 and 0.35 respectively. Quite interestingly, charges with higher female-male ratio are likely to have lower children-women ratio ($r = -0.41$) suggesting that with a rise in the percentage of women in total population, the fertility rate tends to decline. All this would advocate the importance of female literacy in controlling the natural increase of population and generating a more balanced sex ratio.

Although not so easily discernible on the maps, the percentage of scheduled castes population is positively associated to children-women ratio ($r = 0.45$). In relation to literacy, it appears to have a rather opposite pattern, evidenced by negative correlation coefficients ($r = -0.45$ and -0.60 with respect to male and female literacy rate respectively). All this conforms further to the phenomenon of socio-spatial differentiation, also manifested in terms of differences in demographic and development indicators.

Economic Structure

This section examines the economic structure of Delhi, the variations of the work force participation rates as well as the pattern of spatial distribution of the workers according to

their industrial category. This will be also related, on the one hand, to the land-use pattern and, on the other, to literacy and other social and demographic characteristics.

Work Force Participation Rate

For the male population, the average work force participation rate in Delhi Union Territory in 1991 was 52 per cent, with a coefficient of variation across charges which appears to be quite low (7.8 per cent). All the census towns except two, either located at the periphery of the urban agglomeration or in its hinterland, recorded participation rates below the average, with a minimum of 39 per cent. East Delhi is also remarkable for lower or moderate participation rates. At the other extreme, the highest work force participation rates, 61 to 62 per cent, were recorded in two industrial areas (Naraina in the west and Okhla in the southeast), one charge of Old-Delhi and Delhi cantonment, hence in zones presenting varied land use.

On the other hand, the female work force participation rate is very low, 7 per cent on the average, with a coefficient of variation as high as 52.8 per cent. Subsequently, the female workers account for only 12 per cent of the total work force. While in certain census towns of the urban periphery, the female work force participation rates are even less than 1 per cent, they reach 14 to 17 per cent in some other charges located essentially in New-Delhi, south-Delhi, and in the Civil Lines to the north. The pattern across charges appears to be mixed in the western and north-western zones of the urban agglomeration, whereas Old Delhi and East Delhi are conspicuous by their lower participation rates. All this further suggests that female workers are mostly concentrated in certain parts of the city: in fact about half of them reside in 47 urban charges corresponding to only 31 per cent of the total urban female population.

In relation to literacy, it may be noted that charges with higher female literacy rates tend to correspond to higher work participation rates among females, barring however East Delhi and Old Delhi. The analysis of correlation coefficients corroborates the suggested positive association among the females ($r = 0.43$), while it reveals a negative association among male, though rather low ($r = -0.32$)⁹

Usually scheduled castes are said to have higher work participation rates (see Mitra 1992) since the incidence of poverty among them is high and those who are poor are less likely to remain unemployed for long. The pattern observed at the charge level in Delhi does not, however, bring out evidence to support this thesis. Charges with higher percentages of scheduled castes population tend on the contrary to record lower or average work force participation rates, for both males and females. The expected positive correspondence between the two variables is only detectable in a few charges, the most meaningful examples being found in some parts of Old Delhi and in the industrial zone of Okhla, where both the percentages of scheduled castes and the male work force participation rates are significantly high. The coefficient of correlations computed across all urban charges turn out to be

9. To compute these correlation coefficients, the work force participation rates have been recalculated for the population aged 7 and above, like for the literacy rates

negative, though, admittedly, very low¹⁰. But this unexpected association could be partly due to an effect of heterogeneity of the charges, since the association can be observed only at the charge level, and not at the household one.

Employment Structure

A preliminary presentation of the outlines of the economic structure of Delhi Union Territory as a whole will help to replace the detailed analysis at the charge level in its contextual background (Table 2).

TABLE 2: DELHI UNION TERRITORY: PERCENTAGE DISTRIBUTION OF MAIN WORKERS BY INDUSTRIAL CATEGORY IN 1991

<i>Industrial category</i>	<i>Males</i>	<i>Females</i>	<i>Total</i>
Agriculture, livestock, mining quarrying	2.86	2.67	2.84
Household industry	1.40	1.50	1.41
Manufacturing non household industry	24.69	10.48	23.22
Construction	8.00	6.09	7.80
Trade, commerce	25.22	12.54	23.91
Transport, communication	8.90	3.13	8.30
Other services	28.93	63.59	32.52
Total	1100.00	100.00	100.00
Total number of workers	2660967	307410	2968377

Source: 1991 Census

In 1991 almost one third of the total (main) working population was engaged in community, social and personal services, which reflects the role of Delhi as the national capital with major administrative functions. The public sector is Delhi's largest employer¹¹. Then the two most equally important employment sectors appear to be 'trade and commerce' and 'non-household manufacturing and processing industry', which occupied respectively 24 per cent and 23 per cent of the work force. This is to be related to the long-standing place of Delhi as a chief trade centre for north-west India, and to its increasing role as an industrial centre.

10. r being -0.02 and -0.13 among males and females respectively. Here also the work force participation rates have been recalculated for the population aged 7 and above, in order to neutralize the effect of different proportions of young children (virtually all non workers) between scheduled caste population and others, as suggested by the positive association between the percentage of scheduled castes population and the child-women ratio.

11. See United Nations (1986, 14): In 1981, the public sector employed more than half a million persons (542,000 or 28 per cent of the work force). Corresponding figures for the 1991 census were not yet published at the time of the writing of this paper.

Regarding first the rural/urban differentiation of the employment structure, what should be underlined is not the expected higher share of the primary sector in rural Delhi (19 per cent as against 1.3 per cent in urban Delhi)¹², but the fact that, by Indian standards, this share remains remarkably low. In 1991, the primary sector occupied 83 per cent of the all-India rural population, and still 15 per cent of the urban population. Hence, the areas in Delhi Union Territory still qualified as rural exhibit a sectorial employment structure which resembles more to that of urban areas. This again reveals a process of metropolisation around the capital, already noticed in terms of population growth, and now corroborated in terms of economic characteristics.

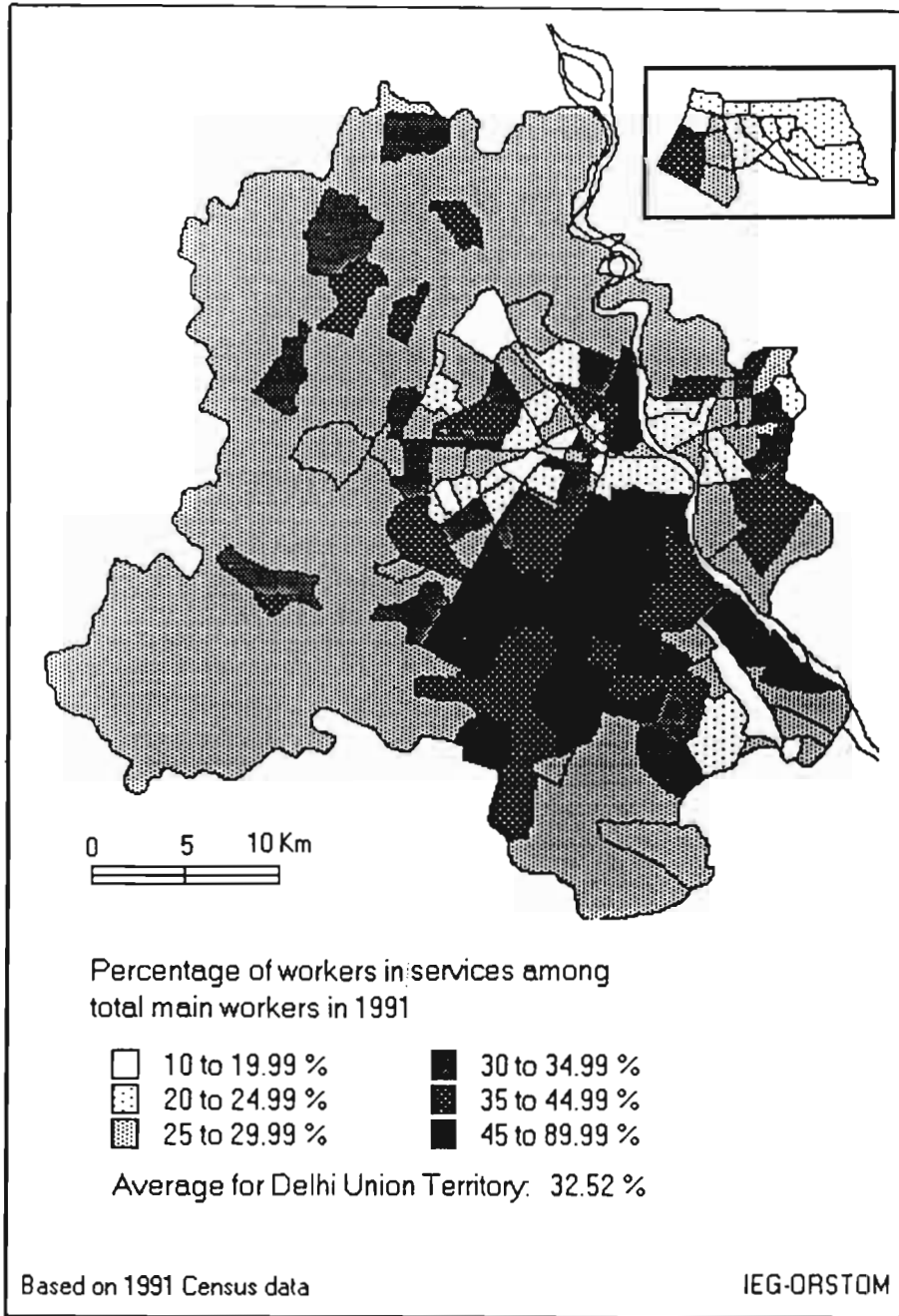
To analyse the intra-urban differentiation of the employment structure, the focus will be on the major three economic functions of the capital, administrative, commercial and industrial. A first look at the maps showing the respective percentages of workers in 'community, social and personal services' (here after: 'services'; Map 6), 'trade and commerce' (Map 7) and 'non-household manufacturing and processing industries' (here after: 'manufacturing industries'; Map 8) reveals very distinctive patterns.

The charges with higher proportions of workers in services are mostly concentrated in the southern half of the agglomeration (southeast excluded)—(Map 6). In particular, the proportions range between 58 per cent and 77 per cent in New-Delhi, and reach a maximum of 84 per cent in Delhi Cantonment (which comprises army quarters). Many colonies were constructed in the southern part of the town to provide housing for the very large numbers of government employees; they have engendered a pattern of residential segregation, not only between the latter and the other workers, but also among the government employees themselves since they were supplied with different categories of housing according to their official status and range of income. This specific feature of the urban landscape, and its consequences in terms of segregation along socio-economic lines, has been already underlined in studies on Delhi (Sundaram 1978: 121; Nagpaul 1988: 188), and even qualified as 'salaried apartheid' by Mitra (1970, also quoted by Nagpaul 1988: 188).

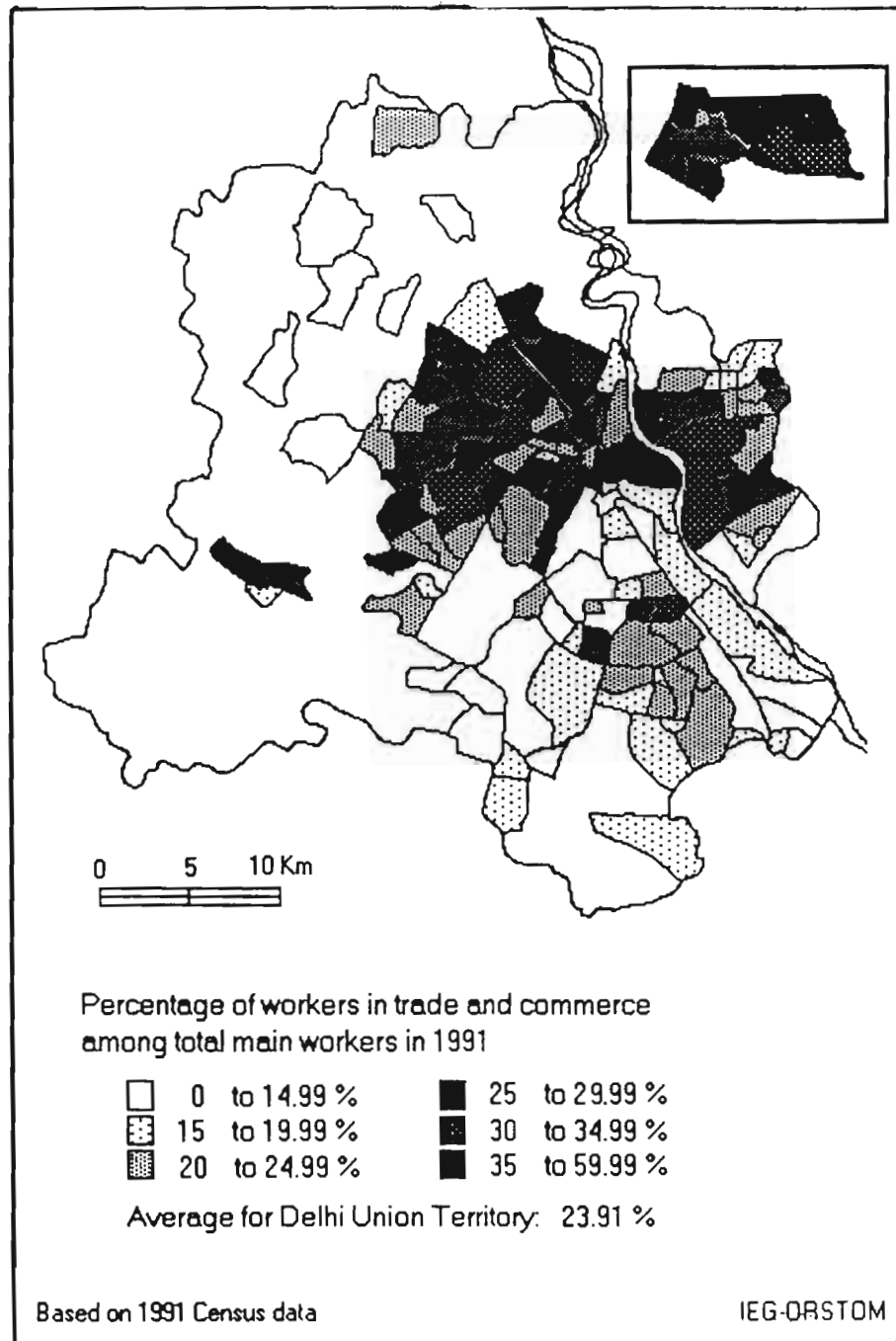
Another striking example in New-Delhi of residential clusters for specific types of employees in services is Chanakyapuri with its concentration of foreign embassies. In the north, one charge is also remarkable, that corresponding to the Civil Lines, with its land-use pattern inherited from the British colonisation, and showing 50 per cent of workers in services.

The pattern of spatial concentration of the workers in manufacturing industries is almost the opposite of the preceding one (Map 7): the charges with higher proportions of such workers are located in the northern half of the urban agglomeration, as well as in the southeast, in areas having lower proportions of workers in services; and reciprocally. Hence all charges in New-Delhi as well as Delhi cantonment have less than 10 per cent of workers in manufacturing. The coefficient of correlation further verifies the negative association between the two variables, quite evident in the case of male workers ($r = -0.75$).

12 This is mainly at the expenses of 'trade and commerce' (13 per cent of the rural workers), and — to a lesser extent — of 'community, social and personal services' (27 per cent of the rural workers).



Map 6. Percentage of Workers in Services among Total Main Workers in Different Zone of Delhi Union Territory in 1991



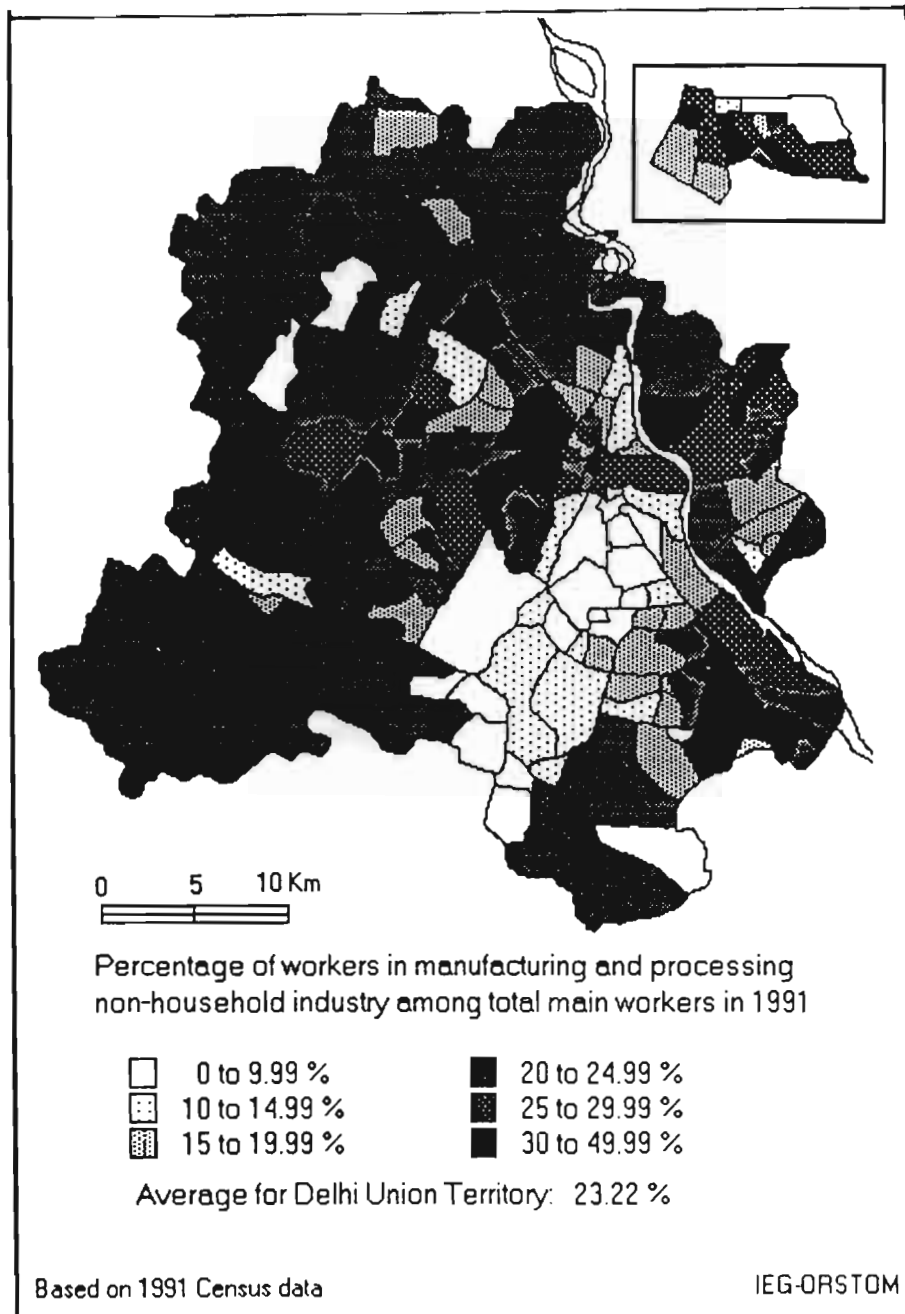
Map 7. Percentage of Workers in Trade and Commerce among Total Main Workers in Different Zones of Delhi Union Territory in 1991

The share of manufacturing industries appears to have a very high degree of variation, from 2.5 per cent up to 47 per cent. What is more interesting here is to examine the location of the charges having higher proportion of workers in manufacturing industries in relation to the location of the main industrial areas, which reveals a good congruence. Thus, there are important concentrations of industrial workers in the southeast around the large planned Okhla industrial estate; in the west along Najafgarh road, in Naraina, along Rothak road, and in Wazirpur and around; in the northwest along Grand Trunk Karnal road; in the east in Shahdara. Lastly, in Old Delhi, pockets with high proportions of industrial workers correspond not only to the many small-scale industrial units set up in that area, but also to the location of some large ones like the Delhi Cloth Mills, Delhi Flour Mill and Birla Mills. As rightly pointed out by Nagpaul (1986: 189), although "several attempts have been made to relocate some of the old industries functioning in congested parts of Old Delhi", "even today large industrial units continue to function in the most thickly populated residential areas". In connection with this feature, it can be noted that the correlation coefficients reveal a positive association between population densities and the proportions of workers in manufacturing industries across charges (r being 0.35 and 0.3 in the case of males and females respectively).

Mention can be made here of the second component of manufacturing activities, the household industries. Though the proportion of workers in household manufacturing industries is extremely low, 1.4 per cent for the all Delhi Union Territory, it has a high degree of variability¹³, indicating concentration of this type of activity mainly in certain specific pockets of the city (since by definition household industries are undertaken in the premises of the residential houses). Thus, half of the workers in household industries are concentrated in 28 charges accounting only for 16 per cent of the total work force. The point noteworthy is that most of the charges recording higher proportions of workers in household industries, between 5 and 10 per cent, are located in Old Delhi, therefore adding—although to a small extent—to the already underlined congestion of this area.

Turning now to trade and commerce, there is again a clear-cut division between the southern and northern parts of the capital, even more distinct than for services and manufacturing. The higher proportions of workers engaged in trade and commerce are found essentially in areas located north of New-Delhi and Delhi Cantonment, and in east Delhi (Map 8). The maximum shares (40 to 56 per cent of the total work force) were recorded in some charges of Old Delhi and neighbouring areas, where they are in accordance with the concentration of wholesale business and retail trade: in Chandni Chowk, Sadar Bazar, Pahar Ganj and Karol Bagh, which are also zones of very high population densities. Laxmi Nagar in the East, and Lajpat Nagar, single cluster in the south, provide other examples of concentration of both traders' residences and commercial activities, although to a lesser degree. Otherwise, there is no systematic congruence between work site and residential area as in the case of industrial workers: some major commercial complexes, like Connaught

13. The Coefficients of Variation of Household Manufacturing are 125.7 per cent among male and female work force respectively.



Map 8. Percentage of Workers in Manufacturing and Processing Non-household Industry among Total Main Workers in Different Zones of Delhi Union Territory in 1991

Place in New Delhi and Nerhu Place in South Delhi, are located in charges showing lower or average percentages of workers in trade and commerce.

In fact, the origin of some major residential concentrations of traders and businessmen seems to be linked to the post-partition period, 1948-50, and the massive influx into Delhi of refugees from Pakistan, essentially Punjabis and Sindhis, estimated to be about half a million (Rao and Desai 1965). Three main refugee camps were first established in Kingsway in the north, at Tibbia College in Karol Bagh in the central area, and in Shahdara in the east across the river Yamuna; others were later constructed in the west, in Rajinder Nagar, Patel Nagar and Moti Nagar, and in the south in Lajpat Nagar (among others). All the residential areas mentioned here are conspicuous by their higher share of workers in trade and commerce; some of them also developed into flourishing shopping markets (Karol Bagh and Lajpat Nagar, as already pointed out).

One feature of the spatial distribution of workers in transport, storage and communication can be indicated here, since these activities are partially connected to trade and commerce. The charge showing the highest proportion of such workers, that is 27 per cent of the total work force as compared to 8 per cent on the average for Delhi Union Territory, is once again located in Old Delhi, more precisely in Chandni Chowk. All this highlights the complexity of the economic structure of Old Delhi, with sharp concentrations of workers engaged in manufacturing activities, trade and commerce, or still in transport, and residing in intermingling or neighbouring clusters, in the vicinity of their work place.

Lastly, the spatial distribution of workers in construction across different charges exhibits a centrifugal pattern, with very low proportions of construction workers among total work force in the urban core, and the higher ones in some charges scattered in the peripheral zones¹⁴.

Looking for Synthetic Patterns

Attempts are made in this section to bring out synthetic patterns of spatial organisation, through factor analysis and cluster analysis.

Factor Analysis

This analysis aims at revealing the most meaningful combinations of variables or 'factors' which structure the pattern of living places in Delhi. The factor analysis applied to the 22 variables selected in this study reveals seven factors, which together account for about 79 per cent of the variance occurring among the 149 urban charges. These factors are examined below.

Factor I shows strong negative association of high literacy for both males and females with children-women ratio and with the percentage of scheduled castes population. The

14. The percentage of workers in construction among total work force has a high degree of variability, the coefficients of variation being 69.1 and 149 per cent among males and females respectively

negative factor loading of the latter two variables imply that they are positively associated with each other. In other words, children-women ratio tends to increase with a rise in the proportion of population belonging to lower castes across charges. Both male and female work force participation rates are positively associated with literacy and negatively with children-women ratio and the percentage of scheduled castes population. The sex ratio of both total population and work force is again positively related to literacy. This factor which explains about 24 per cent of the total variance can be considered as an indicator of demographic characteristics and social status.

Factor 2, on the other hand, explaining about 20 per cent of the variance, indicates the importance of the economic sector of employment in structuring the pattern of living places. Non-household manufacturing and community, social and personal services are negatively associated with each other. Further, population density and non-household manufacturing reveal a positive relationship between them.

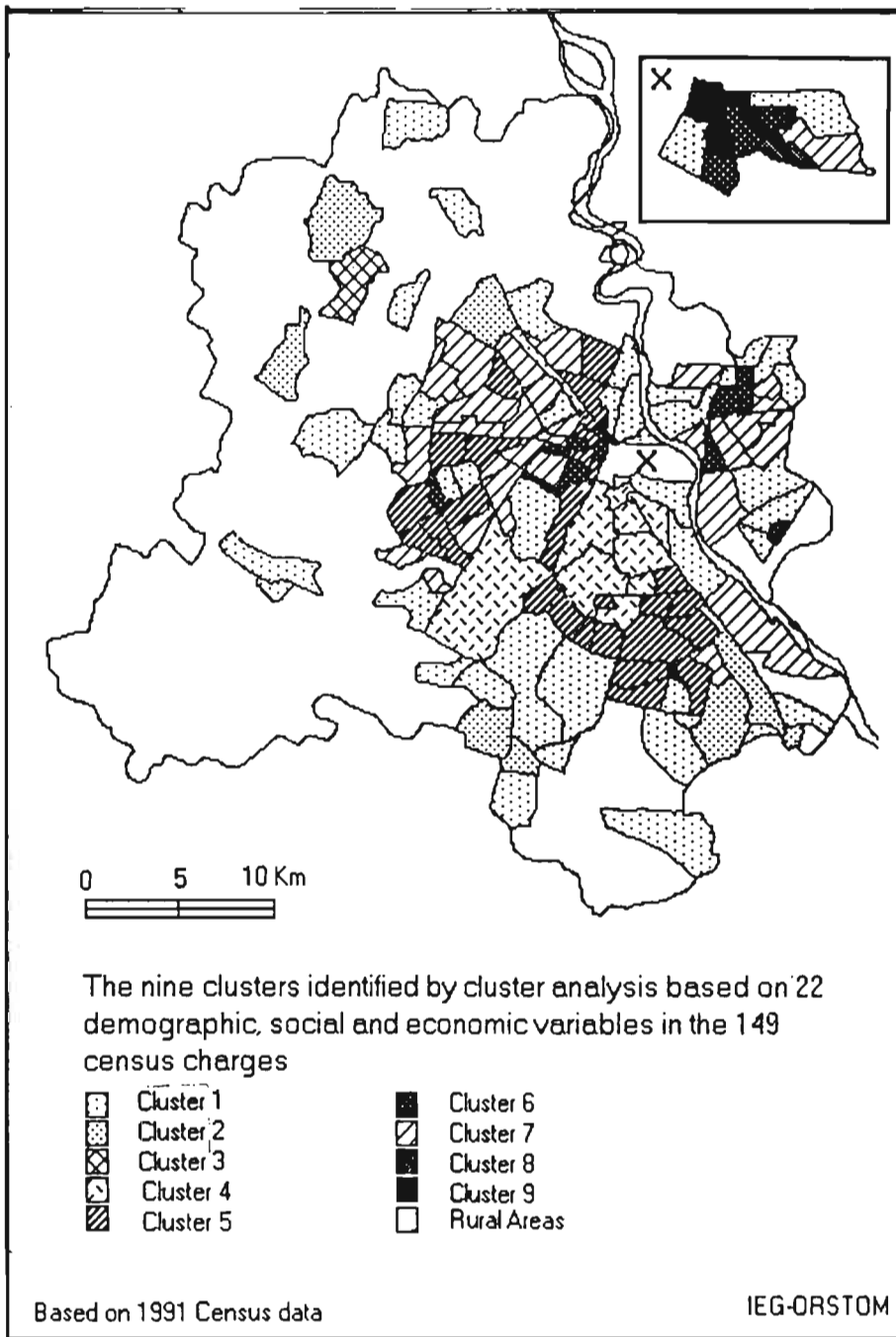
Factor 3 explaining around 10 per cent of the total variance indicates a positive association between the percentages of male and female work force engaged in household manufacturing. Both household manufacturing in factor 3 and non-household manufacturing in factor 2 are weakly associated with literacy. The rest of the four factors together explain only 24 per cent of the total variance.

To sum up the most significant features, this factor analysis corroborates on the one hand a positive association between fertility and incidence of lower socio-economic strata, and, on the other, a spatial dissociation of the residential places according to the employment sector, especially between manufacturing and services.

Cluster Analysis

This analysis aims at identifying homogeneous groups of urban charges or clusters. Here we wished to test the significance of an urban structure conforming to geographical divisions. For this purpose, we distinguished 9 *a priori* broad zones corresponding to: (1) Old-Delhi; (2) New-Delhi and Delhi Cantonment; (3) central sector (comprising Pusa Institute and delimited by Ring Road to the west, Delhi cantonment border to the south, New-Delhi border to the east, and Najafgarh drain and railway line to the north); (4) northern sector; (5) western sector; (6) South Delhi; (7) East Delhi (across the Yamuna); (8) census towns located in the northern part of Delhi Union Territory; (9) census towns located in the southern part of Delhi Union Territory. Then cluster analysis was carried out on the 22 variables under consideration in order to determine the important clusters to which the 149 census charges of urban Delhi belong, and to verify to which extent these coincide with the 9 broad zones identified above. An examination of the characteristics of each cluster and their location map (Map 9) suggests that in fact, barring the case of a single charge cluster (number 3), the other 8 clusters can be re-grouped into 6 main clusters on the basis of their similarities, as explained below.

The largest group comprises 53 charges, after merging cluster 2 (8 charges) with cluster 1. It is characterized by distinct demographic features, namely low residential density and rapid population growth as well as high child/women ratio, associated with a higher incidence



Map 9. Distribution of the Census Charges of Delhi Union Territory in 1991 into Nine Clusters.

of lower socio-economic strata (manifested by higher percentages of scheduled castes and illiterates). This group includes the majority of the census towns, either located in the hinterland or being part of the urban agglomeration, and more generally a large part of the urban periphery, hence corresponding to zones where urbanisation is of recent origin. However, a few inner charges also belong to this group.

As mentioned above, cluster 3 corresponds to a single charge, a census town of the hinterland with an atypical employment structure marked by an extremely high percentage of workers in construction.

More interestingly and in accordance with our *a priori* spatial differentiation, New Delhi and Delhi cantonment constitute one cluster (number 4) which exhibits a very distinct pattern: very low residential density and extremely low population growth, for a highly literate population, allowing larger female work force participation, in the context of an employment structure dominated by government services. This cluster can be further identified as the area whose urban landscape is marked on the one hand by urbanisation of colonial origin and, on the other, by the impact of the post-independence State through extensive construction of Government residential colonies.

Cluster 5, which includes 28 charges, covers a large part of South Delhi as well as some charges in West, Central and North Delhi, but excluding East Delhi and Old Delhi. The demographic characteristics of this cluster indicate somewhat lower residential density and lower population growth. It seems to be inhabited by population belonging to relatively higher socio-economic strata, as suggested by very low percentages of scheduled caste and illiterates, and with an employment structure marked by a higher incidence of trade and commerce.

Cluster 6 includes 17 charges, rather scattered in Central and Old Delhi, and with a strip in East Delhi. The residential density in this cluster is twice as high as the average, associated with very low population growth, indicating net out-migration, and with also a low child/women ratio. Another notable characteristic is the higher incidence of industrial workers.

Cluster 7, with 30 charges, covers large parts of West, Northwest and East Delhi, as well as one zone in the southeast. In comparison with the average pattern, the lower socio-economic strata seem to be under-represented, as suggested by very low percentages of scheduled caste and higher literacy rates, while the employment structure is characterized by higher proportions of workers in manufacturing activities as well as in trade and commerce.

The last group is a small one, formed by the combination of cluster 8 (2 charges) and cluster 9 (9 charges), both exhibiting similar location and population characteristics. This combined cluster has a well defined demographic and socio-economic structure, and is moreover essentially concentrated in a single geographical zone, in Old-Delhi. It is first distinguishable by its extremely high residential density associated with negative population growth and low children-women ratio. In terms of employment structure, population in this cluster also appears to be more industrialized, and highly commercialized.

Following this analysis, it appears that the pattern of spatial organisation revealed by the cluster analysis does not conform to a mere geographical division; nevertheless, as also shown above, the different clusters do have meaningful locational characteristics. The most

striking example is provided by New-Delhi and Delhi cantonment, falling into a single cluster. The other main geographical sectors correspond to a combination of two or three clusters, excluding others. Old-Delhi, however, manifests a more complex pattern, with 4 main types of cluster being represented, including one exclusive type, but all of them having one common economic characteristic: under-representation of services. Thus, the different geographical sectors of Delhi Urban Agglomeration still exhibit distinct demographic and socio-economic structure.

Summary of Main Findings

This paper has examined population distribution, growth and socio-economic spatial patterns in Delhi, on the basis of the 1991 census data.

The pattern of population density gradients is broadly in accordance with the classical model characterized by high densities in the urban centre, and decreasing values towards the periphery, whereas the population growth rate follows a clearly centrifugal pattern. Furthermore, population growth in rural hinterland proved to be higher than in Delhi urban agglomeration, indicating the diffusion of the urbanisation process.

The social differentiation of the urban space in Delhi highlights the persistence of segregation corresponding to traditional caste-based ostracism, as well as a spatial distribution of the lower socio-economic strata according to a pattern of 'local concentration cum global dispersion'. Hence clusters with especially high proportions of scheduled castes population can be identified, though rather scattered within the Delhi urban agglomeration, while other areas are conspicuous by their marginal percentage. Illiteracy also generates an unequal distribution of living places in the urban space, with strong concentration of illiterate population in some specific census divisions, especially in the core of the old city or in peripheral areas with stretches corresponding to industrial zones.

The employment structure of the population in rural areas of the Union Territory reflects the urbanisation process at work in the city's hinterland. In the urban agglomeration, the three main economic functions of the capital, administrative, commercial and industrial, have generated very distinct residential patterns for the concerned workers with a broad division between the southern and northern parts. The workers employed in community, social and personal services are more concentrated in the south, whereas workers in trade and commerce or in manufacturing industries are represented in higher proportions in the north. The preferential location of the residences of the former is to be related to the construction in this part of the city of many housing colonies by the government for its employees, which has further engendered a high degree of residential segregation based on income and status. In Old Delhi and its close vicinity, living places and work sites of the traders intermingle, while elsewhere there is no systematic correspondence; some major residential concentrations of traders and businessmen appear to be linked to the location of the refugee camps established after the partition. On the other hand, there is a good congruence between the industrial zones and the main concentrations of industrial workers' living places.

The Old City deserves a special mention, for its extremely high population densities, notwithstanding their decreasing trend, associated with a notorious concentration of

commercial and manufacturing enterprises, despite repeated attempts of the Delhi Administration to decongest this area.

The factor analysis further corroborates the significance of two main 'factors' in the structuring of the pattern of population distribution in Delhi's urban space: the first one indicates the combined effect of demographic characteristics and social status, and the second one the impact of the employment sector. The cluster analysis substantiates with evidence the location of different types of growth patterns with distinct demographic, social and economic characteristics across urban Delhi.

The pattern of spatial organisation which eventually emerges from this study of Delhi proves to be multifaceted. It is deeply marked by the different historic periods, from the Mughal rule to the British rule, the trauma of Partition, as well as by the impact of the independent Government, through its efforts of town planning and in asserting the status of Delhi as a capital city. All these factors not only contributed to shape the urban landscape, but have also influenced the socio-economic composition of the population residing in various localities. Endogenous forces are also clearly manifested, conforming to the laws of the real-estate market, or to the search of a better proximity between place of residence and place of work; furthermore these forces can work against the attempts of the Delhi Administration to regulate the development of the capital.

Acknowledgements

Sincere thanks are due to Mr K. Lal, Mr Aswini Kumar and Ms Deepa Gupta for helping in data processing, and to Mrs Miga Sidhu for checking the typescript. Digitized maps have been prepared by Risk Management Systems (Delhi).

Bibliography

- Ali, S., 1990. *Slums within Slums. A Study of Resettlement Colonies in Delhi*. New Delhi: Har-Anand and Vikas.
- Billand, C. J., 1992. Formal serviced land development: Case study of Delhi. *Urban India*, XII (2): 21-60.
- Bhagwan, J., 1983. *Municipal Finance in the Metropolitan Cities of India. A Case Study of Delhi Municipal Corporation*. New Delhi: Concept.
- Bose, A., 1993. *India and the Asian Population Perspective*. Delhi: B.R. Publishing Corp.
- Brun, J., 1994. Essai critique sur la notion de ségrégation et sur son usage en géographie urbaine. In: J. Brun and C. Rhein (eds.), *La ségrégation dans la ville*, pp. 21-58. Paris: L'Harmattan.
- Brush, J., 1977. Growth and Spatial Structure of Indian Cities. In: A.G. Nobel and A. K. Dutt (eds.), *Indian Urbanization and Planning. Vehicles of Modernization*, pp. 64-93. New Delhi: Tata McGraw Hill.
- Brush, J., 1986. Recent Changes in Ecological Patterns of Metropolitan Bombay and Delhi. In: V. K. Tewari, J. A. Weinstein and V. L. P. S. Rao (eds.), *Indian Cities. Ecological Perspectives*, pp. 121-149. New-Delhi, Concept.
- Datta, A. and Chakravarty, B., 1981. *Organizing Metropolitan Development*. New-Delhi: Indian Institute of Public Affairs.
- Delhi Development Authority, 1981. Seminar on Employment. New-Delhi: DDA, Perspective Planning Wing.
- Delhi Vikas Varta*, 1985. Special issue, 2 (2).
- Diwakar, A. and Quresh, M. H., 1993. Physical processes of urbanisation in Delhi. *Urban India*, XIII (2): 94-106.
- Dupont, V. and Mitra, A., 1994. Population distribution, growth and socio-economic spatial patterns in Delhi. Findings from the 1991 census data. Working Paper Series, No. E/164/94, Institute of Economic Growth, Delhi

- Grafmeyer, Y., 1994, Regards sociologiques sur la ségrégation. In: J. Brun, and C. Rhein, (eds.), *La ségrégation dans la ville*, pp. 85-117. Paris: L' Harmattan
- Gupta, R. C., 1985, *Urban Geography of Delhi. Shahdara*. Delhi: Bhavna Prakashan.
- Gupta, D. G., Kaul, S. and Pandey, R., 1993, *Housing and India's Urban Poor*. New Delhi: Har-Anand.
- Jagmohan, 1975, *Rebuilding Shahjahanabad. The Walled City of Delhi*. Delhi: Vikas.
- Jain, A. K., 1990, *The Making of a Metropolis. Planning and Growth of Delhi*. New Delhi: National Book Organisation.
- Majumdar, P., and Majumdar, I., 1978, *Rural Migrants in an Urban Setting. A Study of Two Shanty Colonies in the Capital City of India*. New Delhi: Hindustan Publishing Corp.
- Majumdar, T. K., 1983, *Urbanising the Poor. A Sociological Study of Low-Income Migrant Communities in the Metropolitan City of Delhi*. New Delhi: Lancers Publishers.
- Merha, A. K., 1979, *The Politics of Urban Redevelopment. A Study of Old Delhi*. New Delhi: Sage.
- Mitra, Arup, 1992, Rural-to-urban migration, urban work force and tertiary employment inter-relationships. *Arthavijnana*, 35 (2): 107-123.
- Mitra, Ashok, 1970, *Delhi. Capital City*. New Delhi: Thomson Press.
- Mishra, G. K. and Sarma, K. S. R. N., 1979, *Distribution and Differential Location of Public Utilities in Urban Delhi*. New Delhi: Indian Institute of Public Administration.
- Nangia, S., 1976, *Delhi Metropolitan Region. A Study in Settlement Geography*. New Delhi, K. B. Publications.
- Nagpaul, H., 1988, Delhi. In: M. Dogan, and J. D. Kasarda, *The Metropolis Era*, Vol. 2, pp. 184-211. Mega-Cities. Newbury Park: Sage.
- Oldenburg, Ph., 1978, *Big City Government in India. Councilor, Administrator and Citizen in Delhi*. Delhi: Manohar.
- Park, R. E., 1926, The Urban Community as a Spatial Pattern and a Moral Order. In: Burgess and Park (eds.), *The Urban Community*. Chicago: University of Chicago Press.
- Pugh, C., 1990, *Housing and Urbanisation. A Study of India*. New Delhi: Sage.
- Rao, V. L. S. P., 1983, *Urbanisation in India. Spatial Dimension*. New Delhi: Naurang Rai Publisher.
- Rao, V. K. R.V. and Desai P. P., 1965, *Greater Delhi. A Study in Urbanisation 1940-1957*. Bombay: Asia Publishing House.
- Ribeiro, E. F. N., 1981, *An Overview of Urban Land Policies and Land Use Control Measures in India*. Delhi: Delhi Development Authority.
- Schenk, 1986, *Views on Alleppey: Socio-historical and Socio-spatial Perspectives on an Industrial Port Town in Kerala. South India*. University of Amsterdam.
- Singh, S., 1989, *Some Aspects of Housing Problems in Rural Delhi*. New Delhi: Radha Publications.
- Sundaram, K. V., 1978, Delhi. The National Capital. In: P. P. Misra (ed.), *Million Cities of India*, pp. 105-154. New Delhi: Vikas.
- Sjoberg, G., 1960, *The Preindustrial City: Past and Present*. New York: The Free Press.
- Trivedi, H. R., 1980, *Housing and Community in Old Delhi. The Kutra Form of Urban Settlements*. Delhi: Atma Ram and Sons.
- United Nations, 1986, *Population Growth and Policies in Mega-Cities. Delhi*. Population Policy Paper No. 7. Dept. of International Economic and Social Affairs, New York: United Nations.
- VHAI, 1993, *Delhi. A Tale of Two Cities*. New Delhi: Voluntary Health Association of India.
- Yadav, C. S., 1979, *Land Use in Big Cities. A Study of Delhi*. Delhi: Inter-India Publications.

Appendix

TABLE A1: RESULTS FROM THE FACTOR ANALYSIS (FACTOR LOADINGS)

<i>Variables</i>	<i>Factor 1</i>	<i>Factor 2</i>	<i>Factor 3</i>	<i>Factor 4</i>	<i>Factor 5</i>	<i>Factor 6</i>	<i>Factor 7</i>
SCST	-0.76	-0.10	0.08	0.18	0.18	0.04	0.05
MWPR	0.28	0.20	0.27	-0.03	0.45	-0.66	-0.16
FWPR	0.47	-0.46	0.43	0.36	0.31	-0.13	-0.16
CHEF	-0.75	0.13	-0.10	0.18	-0.58	-0.03	0.06
M5A	-0.01	0.15	-0.84	-0.10	0.12	0.11	-0.13
M5B	0.01	0.85	-0.17	-0.08	-0.07	-0.15	-0.10
M6	-0.28	-0.14	0.21	0.68	-0.33	0.09	-0.10
M7	0.35	0.58	0.15	-0.34	0.37	0.31	-0.10
M8	-0.26	-0.02	0.07	-0.04	-0.07	0.04	0.87
M9	0.04	-0.90	0.09	-0.02	0.03	-0.23	-0.09
F5A	-0.12	0.19	-0.80	-0.15	0.15	0.14	-0.03
F5B	-0.19	0.69	-0.15	0.16	0.04	-0.21	0.04
F6	-0.17	-0.10	0.08	0.85	0.85	-0.03	-0.07
F7	-0.05	0.57	0.59	-0.20	0.25	0.10	-0.05
F8	0.56	0.05	0.09	-0.06	0.14	-0.12	0.66
F9	0.33	-0.42	-0.01	-0.64	0.04	0.05	-0.13
F-MPOP	0.38	0.09	-0.17	0.00	0.22	0.81	-0.11
F-MWOR	0.48	-0.46	0.40	0.40	0.29	0.05	-0.14
MLIT	0.78	-0.23	0.06	-0.16	-0.06	0.19	-0.01
FLIT	0.89	-0.06	0.13	-0.22	0.25	0.07	-0.07
ROG	-0.03	0.09	0.12	0.20	-0.74	0.03	-0.05
DENSITY	-0.06	0.42	-0.38	-0.15	0.56	0.19	-0.12
Eigen value	5.34	4.48	2.37	1.65	1.47	1.12	1.04
% variance explained	24.30	20.40	10.80	7.50	6.70	5.10	4.70

Abbreviations

SCST: percentage of scheduled castes in total population

MWPR: percentage of total main workers in male population

FWPR: percentage of total main workers in female population

CHEF: children/female population ratio = Ratio of children aged 0 to 6 years to female population (in percentage)

M5A: percentage of workers in household industry among total male main workers

M5B: percentage of workers in manufacturing and processing non-household industry among total male main workers

M6: percentage of workers in construction among total male main workers

M7: percentage of workers in trade and commerce among total male main workers

M8: percentage of workers in transport, storage and communication among total male main workers

M9: percentage of workers in other services among total male main workers

F5A: percentage of workers in household industry among total female main workers

F5B: percentage of workers in manufacturing and processing non-household industry among total female main workers

F6: percentage of workers in construction among total female main workers

F7: percentage of workers in trade and commerce among total female main workers

F8: percentage of workers in transport, storage and communication among total female main workers

F9: percentage of workers in other services among total female main workers

F-MPOP: sex ratio of total population = number of females for 100 males

F-MWOR: sex ratio of main working population = number of female main workers for 100 male main workers

MLIT: male literacy rate = percentage of literates in male population aged 7 years and above

FLIT: female literacy rate = percentage of literates in female population aged 7 years and above

ROG: annual (exponential) rate of growth of the population from 1981 to 1991 (in percentage)

DENSITY: gross population density in 1991 = number of inhabitants per hectare

Source of the data. The 22 variables have been computed on the basis of the 1991 census data at the charge level (149 urban charges including census towns); 1981 census data were also used for ROG :

-*Census of India 1981, Series-28 Delhi, District Census Handbook, Village and Townwise Primary Census Abstract.*

-*Census of India 1991, Series - 31 Delhi, District Delhi, District Census Handbook, Village and Townwise Primary Census Abstract.*

*Draft version. Not to be quoted
Comments Welcome*

**RESIDENTIAL AND ECONOMIC PRACTICES
OF PAVEMENT DWELLERS IN OLD DELHI**

by

Véronique DUPONT* and Dhananjay TINGAL**

Paper prepared for the
14th European Conference of Modern South Asian Studies
Copenhagen, August 21-24, 1996
Panel 19: *Urban Customs and Practices*

* ORSTOM (French Institute of Scientific Research for Development through Co-operation, Dept. *Societies, Urbanisation, Development*, 213 Rue La Fayette, 75480 Paris cedex, France) and visiting scholar at the Institute of Economic Growth (University Enclave, Delhi 110 007, India).

** Delhi School of Economics, Dept. of Geography (Delhi University, Delhi 110 007, India).

RESIDENTIAL AND ECONOMIC PRACTICES OF PAVEMENT DWELLERS IN OLD DELHI¹

1- INTRODUCTION

The sight of people sleeping at night on the pavements in large Indian metropolises like Bombay, Calcutta, Delhi and Madras, is generally first perceived as a manifestation of abject poverty, an acute form of deprivation from shelter and basic services, and the pavement dwellers as "the unfortunate victims of diverse kinds of physical and social crisis among our rural and urban societies" (ARORA, CHHIBBER, 1985: 1). At the macro-level, the increase of shelterless people in urban areas seems to be considered as "an inevitable outcome of the urbanisation process" (NIUA, 1986: 90), a consequence of industrialisation and economic development inducing migration of rural poor to the cities with resulting pressure on land and housing (GUPTA, KAUL, PANDEY, 1993: 29).

While it is not our purpose to deny this side of the reality, we would like to propose a more qualified appraisal of the practice of pavement dwelling. In the same way as rural to urban migrants should not be considered merely as pawns pushed and pulled by macro-economic forces but also as actors in a position to shape the urbanisation process, pavement dwellers in big cities should not be considered only as the victims of striking poverty, but also as dynamic agents capable of implementing their own economic strategies and to find appropriate responses to a specific urban environment.

In this perspective, we shall investigate the residential and economic practices of the shelterless persons found at night in the Walled City of Delhi, the historical core of the capital. The interest of this focus will become more evident after having expounded the distinctive features of this area; this will further allow us to better understand the context

¹ Acknowledgements:

This paper was prepared under a collaborative project between the French Institute of Scientific Research for Development through Co-operation (ORSTOM- Paris) which financed the study and the Institute of Economic Growth (Delhi) which provided institutional, logistic and scientific support. We are most grateful to the Director of IEG for the total co-operation extended to us and all the facilities provided to the research team.

Sincere thanks are due to the team of field investigators and research assistants who helped in collecting, coding and editing the data: here we have to mention Mohammed Baber Ali, Sandeep Chauhan, Bhuwan Kumar, Jay Prakash and Ravi Shekar. We would also like to thank Ms Usha Ramanathan for her valuable comments and Ms Mriga Sidhu for checking the typescript.

in which the residential and economic practices of the pavement dwellers have developed. Then three pairs of correlative questions will orient our investigation:

- i) To what extent is this shelterless population socially marginalised or, on the other hand, integrated into familial networks extending to the rural places of origin ?
- ii) To what extent are the pavement dwellers economically marginalised or, on the contrary, an integral part of the metropolitan labour force, and not necessarily the worse off in terms of income levels?
- iii) To what extent can this shelterless situation be analysed as the consequence of a process of exclusion from access to the urban housing system or, in a more positive perspective, as a rational residential choice serving individual or familial economic strategies?

Before the presentation of our findings, the sources of data and the research methodology for this study are described in a preliminary section.

2 - SOURCES OF DATA AND RESEARCH METHODOLOGY

Secondary data available

Although the pavement dwellers are generally qualified as "the poorest of the urban poor" (JAGANNATHAN, HALDER, 1988: 1175), barring some rare exceptions² the issue of homelessness is generally overlooked in the abundant literature dealing with the urban poor or urbanisation problems³, and primary survey data are relatively few⁴ as compared to the numerous studies on slums and squatter settlements' dwellers. In particular, there is a striking lack of specific studies on pavement dwellers in Delhi, the capital city. The main reference dates back to 1971: this is the special study on houseless population carried out with the 1971 census operations (GANDOTRA, 1976). The other references correspond to unpublished studies, poorly circulated: the pioneer report of the Bharat Sevak Samaj, a non governmental organisation dedicated to the cause of the poor (1964); a special study conducted by the Slum Wing of the Delhi Development Authority (DDA) on the children staying in night shelters in winter (ARORA, CHHIBBER, 1985); a sample survey of about 1069 pavement dwellers in Old Delhi, conducted in 1989 by the Slum Wing of the DDA ... and whose report was unfortunately untraceable even in the

² See for example: ALAM & ALIKHAN (1987), SINGH & SOUZA (1980), SOUZA (1983).

³ To quote a few among some recent studies: NAGPAUL (1996), GUPTA, KAUL & PANDEY (1993), JAIN (1996), KUNDU (1993), NIUA (1986 & 1989), PERNIA (1994), SURI (1994).

⁴ One can however mention: DHAR (1985), JAGANNATHAN & HALDER (1988-a, 1988-b & 1989), ISI (1977), MUKHERJEE S. (1975) for Calcutta ; RAMACHANDRAN (1972), SPARC for Bombay ; ARORA, CHHIBBER (1985) , Bharat Sewak Samaj (1964), DDA (1989), KURUVILLA (1990-91) for Delhi. (This list is not exhaustive)

concerned administration ; a thesis of the School of Planning and Architecture based on a sample survey of 71 pavement dwellers and 30 night shelters' inmates in different localities of Delhi (KURUVILLA, 1990-91).

A direct consequence of the paucity of studies on the houseless people in Delhi is the lack of accurate information on this specific segment of the urban population, and to start with on its total number. The houseless population enumerated in Delhi urban agglomeration at the time of the 1981 census was 22,516, and about 50,000 as per the 1991 census (according to a figure quoted in an unpublished report of the Slum and *Jhuggi-Jhompri* Department of the DDA (1994), although the corresponding census table has not been published yet). These figures are obviously under-estimates of the actual population living in the capital with no form of shelter whatsoever - or the so-called pavement dwellers. According to a more realistic estimate provided by the Slum and *Jhuggi-Jhompri* Department of the DDA in 1985, the number of pavement dwellers in Delhi would be 1 % of its total population, which would correspond to about 100,000 pavement dwellers in the mid-nineties. The heaviest and most conspicuous concentrations of pavement dwellers are found in the Old city and its extensions, where the Municipality has - logically - opened 8 of its 16 night shelters (6 in the Walled City proper), representing three fourths of the total sleeping capacity of about 4000 provided for the shelterless people in the entire urban agglomeration .

The morphological and economic characteristics of the historical core of the capital city (which will be described in the next section) may explain the specific attraction exerted on a floating population without shelter. This resulting situation further explains our choice to focus the investigation on the pavement dwellers in Old Delhi.

Specific survey of pavement dwellers conducted in Old Delhi

The findings of this paper are based on primary data from our own socio-economic surveys⁵. The target population consisted of the persons deprived of any form of shelter of their own and sleeping at night on the pavements, under the verandas and in other open spaces, or in the night shelters run by the Municipality. The studied area was further limited to the Walled City of Delhi. Two types of observation have been combined: a statistical survey and in-depth interviews.

⁵ This investigation is part of an on-going project on the patterns of population mobility in the Delhi Metropolitan Area (see DUPONT, 1995).

In a preliminary phase, the main concentrations of pavement dwellers were identified, a head-count carried out in each location late at night, and the corresponding information reported on a detailed map. The 6 night shelters located in the Walled City proper were also included in the survey: for each night shelter the average attendance was estimated on the basis of the entrance records for the last previous month, and a map showing the layout of the premises prepared. This set of maps (for the pavement dwelling areas as well as the night shelters) was used as a sampling frame to draw an area sample of about 5 per cent individuals⁶ for the statistical survey⁷. The survey was conducted at night in January and February 1996, covering a total sample of 248 individuals: 99 sleeping in the night shelters and 149 in various open spaces⁸.

The survey schedule aimed at collecting information on the demographic and socio-economic characteristics of each individual, and on his mobility pattern including commuting to place of work, main migratory steps, and temporary moves in and outside Delhi. A last section dealt with the characteristics of the family members not living with the respondent.

Along with the statistical survey, in-depth interviews were conducted simultaneously with a sub-sample of 36 individuals randomly selected: 16 among the night shelters' inmates and 20 among the pavement dwellers sleeping in various open spaces. The objectives of the in-depth interviews was to collect detailed migration, occupational and familial histories with special emphasis on the migration to Delhi and absorption into Delhi's labour market, as well as relations maintained with the native place; to better understand the present shelterless situation and living conditions; to inquire about the future plans including willingness to move to another dwelling.

This paper does not intend however to present the exhaustive results of these surveys: this would go beyond the scope of this contribution, moreover data processing for the statistical survey is not completed. Our objective is rather to provide some illustrations and first reflections to highlight the issues raised above, on the basis of the analysis of the in-depth interviews, using also some preliminary manual tabulations of the statistical survey.

⁶ As it will be described below, the population of pavement dwellers in Old Delhi consists almost exclusively of individuals without their family.

⁷ However the survey could not be conducted in two of the previously identified pavement dwelling areas, following interferences by the police.

⁸ When referring to the findings of this survey, and unless otherwise stated, the term "pavement dwellers" will be used to designate this segment of the population sleeping either in various open spaces or in night shelters.

3 - CONTEXT OF THE STUDY: THE WALLED CITY OF OLD DELHI

The Walled City of Old Delhi, the historical core built by the Mughals in the 17th century, exhibits features typical of traditional Indian cities, with a mixed land use pattern combining a high concentration of residential units with an important aggregation of commercial and small-scale manufacturing establishments. What is however remarkable in the case of Old Delhi is the extremely high residential densities (616 persons per hectare on the average in 1991, with a maximum of 1596 in one of the census divisions) combined with an equally impressive congestion of economic activities.

This situation is in fact the result of a two-pronged process which has affected the dynamics and urban morphology of the old city core. On the one hand, there has been a decline of the resident population, first noticeable during the 1961-71 decade in certain areas, and which has continued and spread since then. Hence, although the present residential densities are still excessively high in the Walled City, they were significantly higher in 1961, with an average of about 740 persons per hectare. But at the same time, the Walled City has recorded a dramatic increase in the number of its commercial establishments (shops, workshops, warehouses and wholesale markets) as well as manufacturing workshops, including noxious industries and hazardous trades. For example, the number of registered commercial establishments increased by 700 per cent in two decades, from 22,000 units in 1961 up to 155,000 units in 1981 (DDA, 1993). Moreover, as rightly underlined by Mehra (1991: 50), the official statistics underestimate the extent of the growth of economic activities, since the latter do not include the informal sectors of employment.

While the deconcentration of the population from the urban core is in line with one of the proposals of the Delhi Master Plan - although the extent of the population decrease remains far below the objective initially stated⁹ -, the proliferation of commercial and industrial activities, especially noxious industries and hazardous trades, is on the other hand in contradiction with the objectives of the Plan. This shows the limitations of the attempts at urban planning in the Old City.

⁹ For example, at the time of the preparation of the Delhi Master Plan (1958-59), the planning division 'A', which includes the Walled City and its extension, contained a population of 607,000, and Delhi Master Plan projected that its population in 1981 be reduced to 322,600. "The population of this division according to 1991 census is 616,000 indicating that the dedensification proposals of Delhi Master Plan could not be realised" (JAIN, 1996: 85).

The overuse of the physical space and building infrastructure in the Walled City - both in terms of residential and economic use - has contributed to the degradation of its housing stock. However, the "cycle of deterioration" was at the outset a perverse effect of the rent control policies leading to low rents and insufficient income generation, hence discouraging the owners from incurring expenses for the maintenance of their building (HSMI, 1988: 4). As a matter of fact, practically all areas of the Walled City were gradually declared as "slum" under the Slum Areas (Improvement and Clearance) Act of 1956.

The transformation of the urban morphology in the Walled City and its decaying conditions of housing have been linked with a certain social recomposition of the residing population. The better off sections of the population are impelled to move their residence from the old city, in search of better housing conditions in less congested areas, leaving behind the low-income group people, in particular tenants who would not be able to find alternative accommodation elsewhere in the urban agglomeration for such low rentals¹⁰. Besides, the proliferation of commercial and manufacturing activities, as well as related services, which provides a large number of informal job opportunities, has attracted a floating population of male migrant workers whose residential integration remains extremely precarious¹¹. Thus at night many of them are found sleeping on terrace roofs, at their work place, in the night shelters run by the Municipality for houseless people, under the verandas in the bazaar, on the pavements or other open grounds.

A range of services specifically oriented towards the needs of the houseless population have also developed. The Government itself, taking cognisance of the plight of the houseless, started constructing night shelters in the early sixties, 6 of them - out of 16 functioning today - being located in the Walled City proper. In the night shelters run by the Municipality, for a nominal rate of Rs. 3 per night, each inmate is provided with a blanket and a ground carpet, and has free access to the toilets and bathrooms usually available in the same building. Some small private entrepreneurs have figured the shelterless situation of so many people as a good business opportunity: they rent out sleeping place and bedding facilities to the pavement dwellers. Quilts on hire are available for an average rate of Rs. 5 per night, and cots with bedding for an average rate of Rs. 15 per night. Most of the entrepreneurs involved in this business also provide sleeping place to their customers: at night they encroach some sections of the pavements, in particular those covered by verandas, as well as pedestrian over-bridges and precincts, or other open grounds, on which they spread plastic ground sheets or place their cots. In the

¹⁰ See also TCPO, 1975: 16.

¹¹ See also MEHRA, 1991: 46.

sleeping areas which are entirely in the open, overhead plastic sheets are also arranged in case of rain to protect the sleepers. The bedding facilities are particularly in demand in winter, when the temperature at night can go down to 5° C. However the facility of a relatively protected sleeping place, and of cots for the better-off pavement dwellers, finds also customers during other seasons. Since it involves illegal encroachment on public land, the trade of renting quilts and cots is not authorised. Such situation inevitably calls for police interference, including possible eviction of both quilts' owners and pavement dwellers and, in order to minimise this risk, bribes to be paid by the "illegal" entrepreneurs to the police. Yet, a substantial proportion of the pavement dwellers (including in the sample surveyed) do not avail bedding facilities on rent and sleep under verandas or in open spaces whose access is free - apart from harassment by the police. Another type of service developed for the pavement dwellers relates to the provision of hot meals, by road-side food stalls directly installed on the pavement, most often without any structure, just for a few hours every night at dinner time. Road-side tea stalls are also a common sight in or around the pavement dwelling areas, sometimes operated by the entrepreneurs renting out quilts.

The main features of the Old Delhi 's scene being drawn, our paper will focus now on the residential and economic practices of its shelterless population, on the basis of our own field investigations as described in the previous section.

4 - SOCIAL MARGINALITY VERSUS INTEGRATION IN RURAL-URBAN FAMILIAL NETWORKS

Analysing the socio-demographic profile and the migration history of the houseless people will help us to better portray this specific population; beyond this description we shall attempt to appraise its degree of social integration versus marginality. One set of correlative questions arises here. Is the migration to Delhi part of familial strategies rooted in the native place? What is the relevance of the traditional social institutions like joint family and caste affiliation to understand the trajectory and present living practices of the pavement dwellers? Or, to what extent is the present shelterless situation the result of a crisis, the outcome of breaking off in the traditional systems of solidarity, or/and the consequence of a process of individualisation, all leading to anomie in the metropolitan set-up?

The first findings presented in this paper may not allow us to evaluate accurately these alternative processes, nor to draw definite conclusions; nonetheless we can at least

hence
with
familiar
approach

highlight some related indications in this respect and illustrate the most significant situations.

Socio-demographic profile

The first salient feature about the houseless people in Old Delhi is that they are almost exclusively male, living as single individuals. Access to the night shelters run by the Municipality is, by rule, restricted to males. And among the main pavement dwelling areas identified in various open spaces of the Walled City, only a very few women and families (less than 10) could be seen during the head-count, and their presence was moreover confined to one or two localities. Hence the sample surveyed comprises only male individuals. The predominance of single men (unmarried or not) among pavement dwellers is especially pronounced in the Walled City as compared to some other parts of Delhi where pavement dwellers are also located and where familial units are more conspicuous - like in Nizamuddin. But this is also a distinctive characteristic of Delhi as compared to other Indian metropolitan cities. This is clearly shown by the sex ratio of the houseless population in the first four megapolises as per the 1981 census¹²: 187 females for 1000 males in Delhi Urban Agglomeration, as against 453:1000 in Calcutta, 278:1000 in Bombay and 955:1000 in Madras. The average size of the shelterless households further confirms the specific position of the capital city: 1.9 in Delhi, as against 4.8 in Calcutta, 2.0 in Bombay and 4.1 in Madras.

The quasi absence of familial units on the pavements of the Walled City is reflected in the age composition of the shelterless population. Although the presence of street children living on their own is one of the most disquieting aspect from a humanistic point of view, in demographic terms they represent only a very minor group among all the pavement dwellers (in our sample, less than 5 per cent of the respondents were below 15)¹³. The majority of the pavement dwellers are young people belonging to the age group 15-29 years (54 per cent of the respondents).

More significant from the point of view of its social integration, is the marital status of this population. Thus, 78 per cent of the respondents were never married in the age group 15-29 years, and 43 per cent in the age group 30 years and above. To better appraise the specificity of the homeless population, these figures can be compared to the

¹² The corresponding data for the 1991 census were not published when this paper was written.

¹³ Data on socio-demographic attributes of the houseless people of Old Delhi (sex, age, marital status, literacy, percentage of scheduled castes and tribes, place of birth) are based on the total sample of 248 individuals, sleeping either in various open spaces or in night shelters.

corresponding percentages in the male urban population of Delhi at the 1981 census¹⁴, that is, respectively: 61 per cent and 3 per cent. The remarkably high percentage of never married persons at a relatively advanced age can be considered as an indicator of a certain degree of social marginality among a section of the houseless, a manifestation of a process of individualisation, chosen or endured. The circumstances of their migration to Delhi and more generally their life story will provide some explanation to this situation (as analysed below).

The percentage of scheduled castes and tribes' population enables us to appraise the extent to which the houseless population in Old Delhi hails from the most underprivileged sections of the society. In the sample population, 13 per cent of the respondents have reported belonging to a scheduled caste or tribe. Given the sampling error, this represents a proportion very close to that recorded in the total male population of the Walled City at the 1991 census, namely 11 per cent. Interestingly, it is also almost similar to the proportion of scheduled castes and tribes recorded at the 1971 census among the homeless population in the territory of Delhi Municipal Corporation, namely 12 % for males. On the other hand, the proportion of scheduled castes and tribes among the pavement dwellers of Old Delhi is significantly lower than their share in the male population of the entire Delhi urban agglomeration, that is 19 per cent at the 1991 census. Though no comparison can be done with census data, it is noteworthy that the majority of the houseless surveyed in Old Delhi belong in fact to upper castes or communities (56 per cent of them), the remaining share corresponding to Other Backward Classes (31 per cent).

The proportion of illiterates is another indicator of socio-economic backwardness. In this respect the houseless population in the Walled City of Old Delhi appears clearly as a disadvantaged section, counting 38 per cent of illiterates, whereas, according to the 1991 census, the proportion of illiterates in the total male population of the Walled City was 24 per cent, and in the total male population of urban Delhi only 18 per cent¹⁵.

Migration history

Migration is a common experience shared by almost all the houseless people in Old Delhi (96 % of the respondents are non-native to Delhi). Most of the migrants hail from rural areas (almost three fourths of the sample migrants), with the major single group among

¹⁴ Here again, the corresponding data for the 1991 census were not yet published.

¹⁵ At the 1991 census, the numbers of literate/illiterates (and hence the corresponding percentages) pertain to the population aged 7 and above.

migrants coming from Uttar Pradesh (47 % of the migrants), followed by migrants from Bihar. The share of the giant neighbouring State of Uttar Pradesh conforms to the general pattern of migration to the capital city; what seems more remarkable is that the catchment area of the Old Delhi pavements extends to farther eastern and southern states like West Bengal, Orissa, Andhra Pradesh, Tamil Nadu, ...etc. These results are consistent with the findings of the survey of pavement dwellers conducted in 1989 by the DDA in Old Delhi, according to which 98 % of the respondents were migrants, most of them coming from Uttar Pradesh and Bihar. For comparative purpose, it can be recalled here that, at the 1981 census¹⁶, the migrants accounted for 45 per cent of the total male population of Delhi Urban Agglomeration, with 43 per cent of them coming from Uttar Pradesh.

Examining the reasons which motivated the departure from the native place (or home) and the migration to Delhi (or arrival to the pavement), the striking point is the impact of familial tensions, quarrels and ill treatment in case of children¹⁷. Children beaten up by a drunken father or ill treated by a step mother, cases of disputes over the familial property after the death of the father, quarrel with the spouse, brother or other parent or relative, ... etc., are frequently quoted. When the migration to Delhi corresponds to a departure from home under circumstances of familial crisis, the main concern for the migrant was to escape from an unbearable situation, and no wonder that the arrival in Delhi was not prepared, and the choice of the destination sometimes not envisaged previously or even left to chance while catching the first departing train. When flight from home is eventually followed by the severing of all links with the family, no wonder also that, if unmarried at that time, the young migrant will generally remain so, since he cannot benefit any more from the support of his family to arrange his marriage according to the prevailing social tradition.

In greater conformity to the general pattern of migration expected for a large metropolis, the large majority of the respondents have chosen to come to Delhi for reasons related to better and ampler employment opportunities and economic prospects. This includes the many migrants from rural areas or small towns, whose income in the native place was not sufficient to sustain their family, as well as young people willing to get income on their own outside familial agriculture. The choice of Delhi is often influenced by the presence of relatives, parents or co-villagers already working in the capital and conveying information on job opportunities; but it may be also merely based on the assumption that Delhi being a big city, "*everybody can accommodate himself*", "*everybody can find a job*

¹⁶ The migration tables for the 1991 census were not published when this paper was written.

¹⁷ About one third of the 36 respondents selected for in-depth interviews have reported such type of reasons in their migration trajectory. The statistical analysis of the entire sample will provide a better estimate of the share of this type of reasons in the migration to Delhi.

if hard working". In the former category, mention should be made of migration rooted in familial or even village tradition: this is the case of some pavement dwellers working as cycle rickshaw drivers, handcart pullers or construction labourers in Delhi, often on a seasonal basis during the lean season for agriculture, and who are thus perpetuating a practice initiated by their father, or by other villagers. They follow a migration channel already well established, going to the same labour markets, the same rickshaw garages, and sleeping in the same pavement dwelling areas. Such groups of villagers can be found in the wholesale market of Khari Baoli or under the verandas of Asaf Ali road. In the latter place, for example, a group of 25-30 persons from the same village in Uttar Pradesh was identified, staying together though from different castes, sometimes also cooking together; moreover they return together to their village for the main festivals, and every month one person goes back to the village and takes the remittances from all the villagers working in Delhi to redistribute them to their respective families.

At the opposite end of these well organised migration channels, some pavement dwellers, especially among children and young people, have been attracted by the capital city as a place to visit ... and eventually stayed over, because they also found better economic scope in Delhi .

Due to the different circumstances under which the migration to Delhi takes place, the previous information about job opportunities, possibilities of accommodation and other living conditions in the capital varies a lot. Though the sub-sample of houseless persons selected for in-depth interviews is small (36 respondents out of which 33 are 'decision making' migrants¹⁸), it seems significant that at least one third of the migrants reported that they did not have any information on employment opportunities in Delhi prior to their arrival, and two thirds had no specific knowledge about possibilities of accommodation. Furthermore, while some migrants had specific information pertaining to certain jobs, especially those coming through familial or village-based migration channels, for others the type of previous information reported may be very vague, and limited to a general knowledge on Delhi's labour market as a potential source of numerous employment opportunities, in particular of manual jobs.

Other indicators can help us to better appraise the extent to which the houseless were and had prepared their settling in Delhi: One third of the migrants interviewed had previously visited Delhi - but at that time not necessarily with any prospective concern; and less than half knew already some person(s) settled and/or working in the capital, be they relatives, friends or co-villagers. But only very few (4 out of 33) had made previous arrangements

¹⁸ "Decision making migrants" means that follow-up dependent migrants are excluded.

to secure a job in Delhi: apart from one case of transfer on government job, one case through contractor, and the other two through urban contacts (relatives, co-villagers) who gave them assurances of introduction and help to start a work.

A question remains: are the conditions of migration of the houseless people in Old Delhi different from that of the "usual" migrants to the capital, with respect to the prior degree of awareness about employment situation in Delhi and previous arrangements for work? Although it is difficult to establish any statistically significant comparison, the study conducted by Banerjee on "*Rural to urban migration and the urban labour market*" in Delhi (1986) provides some insights¹⁹. Focusing on information flow and rural-based job search, the author notes: "The most striking feature (...) is that 28 per cent of the migrants stated that they had no information on employment opportunities in Delhi prior to their arrival (Banerjee, 1986: 79). Yet, the majority of the rural migrants (53 per cent) had received previous assurances of urban employment, from the employer himself, or from urban contacts who made suggestions to move (1986: 82-83). This survey "also confirms the findings of earlier studies on the importance of relatives and friends in transmitting information" (1986: 79).

Thus the 'common' flow of migrants to Delhi seems to include a rather significant proportion of individuals who have come to Delhi without previous information on work opportunities, and from this viewpoint the houseless migrants of Old Delhi would not be exceptional. However, it seems that among the latter the elements of uncertainty about absorption into the labour market (prior to their arrival in Delhi) are much more prevalent than in the main stream of migrant workers. This is probably related not only to the familial and social context of the migration of certain pavement dwellers (as seen above), but also to the range of possible jobs that this largely uneducated and unskilled population can expect to get, that is mainly work as casual labourers or as own-account workers in the informal sector (as it will be developed in the next section).

The question of help received by the migrant at the time of his first arrival in Delhi is certainly revealing in order to evaluate the degree of integration of the homeless population in the urban social fabric. It is however ambiguous since the perception of help or support is highly subjective and hence varies from one respondent to the other. For example, information about possibilities of sleeping in this night shelter or that pavement dwelling area, or about a specific labour market and employment opportunities in a certain branch of activity may be considered as a form of help by some, while others

¹⁹ This study was based on a sample of 1,615 male and decision making migrants surveyed in 1976 and who came to Delhi in 1965 or later, out of them 1,407 coming from rural areas.

in the same context would narrate their arrival in Delhi as an ordeal where they had to manage entirely on their own without outside support, however crucial this information might have been. In the same way, help can be provoked by the first approach and the contacts established by the migrant in a market area or around the railway station or main bus terminal. Given all these reservations, about one third of the 33 decision making migrants interviewed stated that they did not receive any type of help at the time of their arrival in Delhi. Among those who acknowledged some type of support, help related to finding a job or starting work as self-employed comes in the first place, followed by help related to accommodation or place to sleep. The networks of relatives and co-villagers is approached by the migrant in the majority of the concerned cases, showing that the present houseless condition does not mean necessarily that the pavement dwellers operate in a familial and social vacuum. However, the economic and housing conditions of the relatives already settled in Delhi may put limits to the type and duration of the help extended to the new migrant, especially as far as accommodation is concerned. In a few examples, after an initial stay upon his arrival in a slum hut or one-room tenement with his parents or relatives, the migrant is compelled to leave due to lack of space and to stay in a night shelter or a pavement dwelling area. The persons working in the occupation or sector of activity in which the migrant has been eventually absorbed also play an appreciable role in introducing him to a new work, including sometimes training, and showing him cheap (or free) and convenient places to sleep.

Examining the relations maintained with the native place or home²⁰ is a way of investigating the extent to which the houseless population in Old Delhi remains integrated into familial networks most often rooted in rural areas. Most of the respondents interviewed still have family members staying in their native place (only 3 out of 36 respondents did not) and the majority of them visit their native place and family more or less regularly - at least once during the last two years - or intend to do so in case of very recent migrants (less than one year). On the other hand, visits of parents and relatives to Delhi to meet the pavement dwellers are infrequent, which is not surprising given the lack of accommodation of the latter. A notable proportion of the houseless migrants also maintain contacts with their family through letters. Another revealing indication is the practice of remittances or support in kind provided to the family: about half of the respondents still having family members in their native place do provide financial support, often supplemented by gifts of clothes or household items at the time of visits. Reciprocal exchanges for the benefit of the migrant in Delhi, through gifts of food or clothes for example or even financial help, are much more rare, which is to be expected

²⁰ The pavement dwellers native to Delhi are also included in the following analysis, since it is also relevant to appraise the type of relations maintained with their previous home and family.

given the fact that it is precisely the unsatisfactory economic conditions at the native place which pushed many prospective migrants to leave. Attachment to the family is further revealed by future plans of returning to the native place (in the next years or much later), which are shared by the majority of the houseless migrants interviewed.

The purpose in reporting the above findings based on a limited number of in-depth interviews is - evidently - not to provide any statistical estimate of the frequency of certain attributes or practices among the houseless, but to illustrate the various situations encountered and give an idea of their significance. In particular, as regards the significance of joint family for the houseless individuals living alone in Old Delhi, two distinct - and opposite - patterns can be identified, with a whole range of intermediary (and transitory ?) situations. Corresponding to the highest degree of familial integration, one can find the seasonal migrants coming every year to work in Delhi for a few months, usually during the lean season for agriculture, and supporting directly their family in the native place. Close to this group are the married migrants whose spouse and children (if any) are left with the joint family in the native place and to whom remittances are periodically sent, as well as the unmarried migrants contributing to the familial income, both groups visiting their family regularly. These remitter-migrants exemplify familial solidarity transcending residential unity: this is a common feature of migration process, especially of rural-urban migration, in India as well as in other developing countries. What deserves to be underlined here is that the houseless condition of the migrant in the city does not prevent him from exercising this solidarity; in fact, as it will be developed in another section, it is this very condition which allows him to support financially his family.

At the lowest rung on the scale of familial attachment, one can find the individuals who ran away from home following an acute familial crisis often involving violence (quarrel, dispute,... etc.), and who eventually severed all links with their family and native place (if it is not Delhi). While most of the children belong to this category, as also adults who felt compelled to take this radical step when they were young, some individuals experienced such crisis at a relatively advanced age. Given the circumstances of their departure from home, these migrants or escapees cannot rely on familial networks for their integration in a new place. In this group of houseless, a process of individualisation and anomie, more forced than chosen, may be at work, resulting from the breaking off from the traditional basic social institution, the family.

Such traumatic experiences at the origin of the present shelterless situation should not be confused with the few examples of pavement dwellers who decided deliberately to

withdraw from family life and all material attachments to live a life of renunciation - or close to it.

Relevance of caste and community

Turning to the relevance of caste, community affiliation and ascriptive social status in the living practices of the houseless people, the accounts of some individuals provide a few insights in this issue. There are, first, the cases of several upper caste pavement dwellers who dislike sleeping in night shelters due to overcrowding which may compel them to sleep close to people from very low castes or other religions. Hence they prefer to sleep in open spaces, where this constraint is not felt, sometimes even if they have to pay more than the entrance fees for the night shelter in order to hire a quilt to protect themselves from the cold during winter nights (Rs. 5 as against Rs. 3 per night). The high original social status of some pavement dwellers also shows through the fact that, though shelterless, they never sleep directly on the ground and always take a cot on rent for the night. Further, at the sleeping place some pavement dwellers and inmates in night shelters would socialise only with people from their religious community. The network of socialisation at the pavement site or night shelter does not appear, however, to be caste based. In fact, the work place and the community of workers in the same type of occupation provide the main network of socialisation for the houseless people during their stay in Delhi. In the wholesale market of Khari Baoli especially, many handcart pullers can be seen staying in groups at night, sleeping on their cart or under the verandas of the market, and cooking food on the pavement in small groups for their dinner. For the youngsters as well as old-aged people, the age group is also a relevant group of reference to make friends and sleep in the same place. As seen above through the example of a group of seasonal migrants from the same village staying together on the pavement site and who managed to reconstitute a sort of community life, belonging to the same place of origin can create links which transcend the caste differences, at least during the temporary stay in Delhi, led by work concern. Yet, a notable proportion of the houseless people interviewed stated that they did not socialise with anybody at their sleeping place and the majority of them usually have their dinner alone.

Other revealing case stories with respect to ascriptive social status concern pavement dwellers from upper castes who had to leave their native place due to stringent economic conditions or following a sudden financial crisis. They chose Delhi as a place to migrate not only for the larger range of employment opportunities provided in a big metropolis, but beforehand for the anonymity offered by such an urban environment, hence allowing them to take up jobs (in particular manual jobs) that their social status would not permit

them to carry out in their native place. Far from the native village or town and from the primordial community, in short far from the original social context, the range of acceptable occupations becomes wider for the migrant. However, the psychological cost of such survival strategies may be high. Since nobody in their native place should know about their working and living conditions in Delhi, they do not give any contact address, do not exchange any news through letters or messengers, avoid meeting people from their village or town of origin and, above all, seem to be overwhelmed with the shame of their "non respectable" work, compounded by their shelterless situation. This feeling of shame prompted some of them to sever all contacts with their family and native place, and, in Delhi, to minimise their relations with other pavement dwellers, hence aggravating their isolation.

*

Living alone and without shelter does not necessarily imply familial vacuum and social marginality. For the majority of the houseless surveyed in Old Delhi, the joint family and the native place remain their context of reference. Furthermore, the shelterless situation of the migrants in the capital is not a deterrent factor of familial solidarity, on the other hand it is often a precondition.

There is some evidence of the persistent significance of ascriptive social status and community feeling in the living practices of the houseless people. However, other networks of socialisation gather momentum in the urban set up, in particular the group of co-workers and people from the same village or region of origin.

Yet, there is also a certain section of houseless who seem to undergo a process of individualisation and anomie: those, especially the children, who fled their home following an acute familial crisis and eventually severed all links with their place and community of origin.

5 - ECONOMIC MARGINALITY VERSUS INTEGRAL PART OF THE METROPOLITAN LABOUR FORCE

Having explored the socio-demographic profile and migration history of the shelterless population of Old Delhi in order to assess its degree and mode of integration in the urban as well as rural society, the same type of investigation can be carried out in relation with the economic profile of this population and the question of its economic marginality versus integration. One correlative question concerns the degree of poverty of the houseless, in particular, can the pavement dwellers be considered as "the poorest of the urban poor"?

Occupational pattern

Table 1. Occupational pattern of the houseless population of Old Delhi - 1996.

OCCUPATION	Main occupation		Other occupations		All occupations	
	N ^o	%	N ^o	%	N ^o	%
Clerical workers	2	0.8	-	-	2	0.6
Sales workers (vendors, shop assistants)	10	4.1	1	1.2	11	3.4
Cooks, waiters and related workers	54	22.2	46	56.1	100	30.8
Other service workers (domestic servants, barbers, etc...)	2	0.8	2	2.4	4	1.2
Production workers including mechanics and repairmen	16	6.6	2	2.4	18	5.5
Construction workers including painters	22	9.1	7	8.5	29	8.9
Loaders, unloaders, porters and other material handling workers	21	8.6	10	12.2	31	9.5
Hand cart pushers or pullers	58	23.9	7	8.5	65	20.0
Cycle rickshaw drivers	48	19.8	6	7.3	54	16.6
Other drivers (motor vehicle)	1	0.4	1	1.2	2	0.6
Rag pickers	5	2.1	-	-	5	1.5
Beggars	3	1.2	-	-	3	0.9
Other workers (musician)	1	0.4	-	-	1	0.3
Total	243	100.0	82	100.0	325	100.0
Non workers = 5						
The occupations taken into account include all the occupations carried on in Delhi during the last 12 months preceding the survey. Hence are excluded the occupations carried on during the reference period but outside Delhi (for example in the native place or previous place of residence).						
Source: Own sample survey - 1996						

Table 2. Percentage distribution of the houseless population of Old Delhi by industrial category (1996) and comparison with the urban population of Delhi at the 1991 census

INDUSTRIAL CATEGORY	Houseless population of Old Delhi 1996	Male population of Old Delhi 1991	Male urban population of Delhi 1991
	(1)	(2)	(3)
Agriculture, livestock, mining, quarrying	0.0	0.6	1.3
Manufacturing, processing, repairs	6.2	32.0	26.4
Construction	9.0	2.8	7.9
Trade, commerce, restaurants, hotels	28.4	38.3	26.4
Transport, communication	51.9	7.9	8.8
Community, social and personal services	4.5	18.3	29.2
Total	100.0	100.0	100.0
Source: (1) Own sample survey - 1996			
Sample of 243 workers classified by their main occupation (non workers = 5)			
(2) & (3): Census of India 1991, Delhi, Primary Census Abstract.			

The occupational pattern of the houseless population of Old Delhi is analysed here on the basis of the total sample of our statistical survey, taking the last twelve months preceding the survey as the period of reference to record all the occupations carried on in Delhi. Hence are excluded from this analysis the occupations carried on during the reference period but outside Delhi, for example in the native place or any other place of previous residence. This allows us to highlight one revealing feature of the houseless' economic strategy: the combination of several occupations during their stay in Delhi. Thus, almost one-third of the respondents have carried on more than one occupation, usually two. These are often alternated according to the changing opportunities of the labour market, in particular according to a seasonal pattern; sometimes different activities are also carried on simultaneously throughout the year. On the other hand, the proportion of houseless not reporting any income generating activity²¹ in Delhi remains marginal (2 % of the respondents), these are essentially very recent in-migrants (less than one month) still looking for a job.

Examining now the different types of occupations performed (Table 1), the major groups reflect directly the economic functions of Old Delhi. There is first the large lot of handcart pullers and pushers transporting goods in or from the wholesale markets of the old city (20 per cent of the respondents are engaged in this work for their main occupation). Loading and unloading activities in the markets, carriage of luggage in the two nearby main railway stations of the capital provide also appreciable employment opportunities for the pavement dwellers. Transport of passengers by cycle rickshaw in a densely populated and very buoyant market area, with two adjoining railway stations and a major inter-state bus terminal, is another activity attracting a significant number of houseless workers (20 per cent of the respondents for their main activity). Altogether, the sector of transport seems to absorb the majority of the houseless workers based in the Walled City (52 per cent of the respondents for their main activity). This appears as a major distinctive characteristic of the occupational structure of this population, as compared to the male population of urban Delhi as a whole, but also to the male population residing in the Walled City: the sector of transport and communication employs only 8 to 9 per cent of the corresponding workers (Table 2).

Another specificity of Old Delhi lies in the many labour markets, in the strict neo-classical sense of the term, which take place in different places of the Walled City. Some of them are specialised in recruiting various types of workers (in particular waiters, cooks and

²¹ In this study, beggars are considered as part of the workers, contrary to the convention applied in official statistics like those issued from censuses and National Sample Surveys.

related service workers) for marriage parties and other functions requiring catering services and the set up of temporary tent structures to host large numbers of guests. The demand for this type of workers is submitted to seasonal fluctuations, with peaks corresponding to the most auspicious periods for marriage ceremonies. Such employment opportunities draw many houseless workers, especially for a supplementary seasonal or temporary activity: while the occupational category of waiters, cooks and related service workers²² accounts for 22 per cent of the main occupations reported by the respondents, it accounts for 56 per cent of the supplementary occupations reported (Table 1).

On the other hand, marginal economic activities which are often associated with the condition of the urban poor, like rag picking and begging, concern only very minor groups of the houseless surveyed in Old Delhi (2 and 1 per cent respectively in the sample). Rag picking is more specifically carried out by children and teenagers.

A significant feature of the occupational pattern of the houseless is the general lack of employment security or lack of guarantee in getting sufficient work. Going daily or periodically to the labour market to get recruited by a contractor or to the wholesale markets and bazaar areas to find assignments, is the common fate of construction workers, service workers for caterers, loaders and unloaders, handcart pushers (helping the main puller and recruited by him), and other casual labourers ... Among the houseless working as employees, only a very small minority have secured salaried jobs. As for self-employed workers like handcart pullers and cycle rickshaw drivers, they have to hire their cart or rickshaw everyday ... without any guarantee about the number of trips -for transport of goods or passengers - they will be able to get. The situation of street vendors, roadside mechanics, and other self-employed in the informal sector, is similar from the viewpoint of precariousness and correlative irregularity in income.

In fact, the combination of several occupations and flexibility in changing work - a rather frequent practice as seen above - is a response to the risk of unemployment and irregularity of work. Although, eventually, most of the houseless surveyed in Old Delhi were not affected by unemployment during last year and, among those who were, only few reported significant unemployment periods, the insecurity of employment and hence the lack of guarantee of regular income, is a critical fact to understand the shelterless situation of these workers (as we shall elaborate in the next section).

²² In the context of the survey, this occupational category corresponds mostly to service workers for caterers, but it also includes cooks, waiters and related workers employed in restaurants and tea stalls.

Income, debts, savings and remittances

Though the data pertaining to income, debts, savings and remittances are based only on the 36 in-depth interviews with a sub-sample of houseless, some meaningful features can be stressed. At the outset, the houseless workers appear to form a very heterogeneous section of the urban labour force in terms of income: the average monthly income (for the last twelve months preceding the 1996 survey) ranges from Rs. 520 (case of a child rag picker) up to Rs. 4500 (case of a pavement dweller involved in illegal trade combined with other legal occupations)²³, with half of the respondents earning between Rs. 1000 and Rs. 2000 per month. Furthermore, intra-occupational income differentials are very large, as shown by the following examples²⁴:

- from Rs. 1100 to 2250 per month for cycle rickshaw drivers;
- from Rs. 900 to 2500 for handcart pullers;
- from Rs. 500 to 2000 for handcart pushers;
- from Rs. 600 to 2700 for street vendors (incidentally, these two extreme cases sell the same goods, namely pens);
- from Rs. 520 to 1800 for rag pickers;
- from Rs. 300 to 1700 for waiters, according to the place of work, in restaurants or for caterers.

If certain figures for the monthly earnings by occupation given above are lower than the minimum average monthly earning computed for the preceding year, it is because the concerned individuals did not stay in this occupation throughout the year: they left it precisely to escape from too exploitative conditions and changed for another better-paid work.

With a view to the discussion on urban poverty and houseless population, it is interesting to compare the average monthly earnings of the individuals surveyed with the level of expenditure corresponding to the poverty line, that is Rs. 310.50 per capita per month in urban areas at 1995-96 prices²⁵. According to this criteria, all the respondents of our sub-sample are above the poverty line²⁶, in so far we consider that their earnings are available

²³ In fact the highest income reported corresponds to the specific case of a transient pavement dweller, a ticket checker having a permanent government job in the railways, with a monthly salary of Rs. 4820, and having been transferred to Delhi three weeks ago. While waiting to get a government accommodation, he sleeps in an open ground located just opposite the Old Delhi Railway Station, his work place, hiring a cot and bedding for the night.

²⁴ The monthly incomes given here correspond to an activity performed on a full time basis, but with possible variations in the number of working hours in a day and the number of work-days in a month.

²⁵ This has been estimated on the basis of the last published official estimate, that is Rs. 209.50 per capita per month in urban areas at 1991-92 prices, converted to present value by applying the index numbers of consumer prices for industrial workers in Delhi for the corresponding period.

²⁶ The statistical analysis of the entire sample will allow us to determine to what extent this finding can be generalised.

for their own and single consumption and they do not have to share them with other family members not living with them in Delhi. Thus, to have a better appraisal of the economic condition of the houseless, some indications about their pattern of debts, savings and remittances are required.

Incurring debts for everyday expenses does not emerge as a widespread nor regular practice among the houseless interviewed, moreover, the amount borrowed is usually limited (the highest recurrent amount reported was Rs. 150 per month). However, the effective debts incurred could underestimate the real needs, for two reasons, pointed out by some of the respondents themselves. On the potential debtor's side, the lack of guarantee can be an obstacle to the grant of a loan, or at least is likely to put constraints on the amount of the loan. On the potential creditors' side, the network of acquaintances usually approached involves also some restrictions: the co-villagers, co-workers or other pavement dwellers known often share similar economic conditions, hence limiting the amount of financial help they can extend; as for the employers or contractors, a certain degree of regularity in the work relationship is required to enter in a debtor/creditor agreement, which is precisely lacking in the case of casual labourers.

On the other hand, a large majority of the respondents report a saving practice, with a varied range of situations, depending not only on the income level but also on the way of living in Delhi and on the relations maintained with their family. The average amount of saving varies from zero to Rs. 1100 per month²⁷, and in terms of percentage of income, from less than 10 per cent to 65 per cent. There is no systematic inverse relation between savings and debts: individuals who do not save are not necessarily those who are often indebted, and incurring debts does not necessarily prevent from regular savings. There is no simple linear relation either between the capacity to save (measured as a percentage of income) and the income level. For example, among the workers saving more than 50 per cent of their monthly income, one can mention a beggar earning Rs. 800 per month as well as a cycle rickshaw driver earning Rs. 2000 per month.

One strong motivation to save is remittance, and the houseless migrants who contribute financially to the expenses of their family in their native place usually send the entire amount of their savings or most of it. Hence, the amount of remittances as well as the corresponding percentage of income show ranges of variation similar to those observed for savings, and among the top remitters (proportionally to their income), we could mention again the two examples already given above. However, all the persons who save

²⁷ Barring one exceptional case of Rs. 2000 per month corresponding to the government employee already referred to in note 23.

more or less regularly do not remit money to their family (in the sub-sample of 36 respondents: 24 as against 16 respectively, although 33 still have family members in their place of origin). In this matter, the circumstances of the migration and the nature of the relations maintained with the family in the place of origin also intervene, as already discussed in the previous section.

Returning to the question of poverty line, we can consider now the average monthly income available after remittances, which makes the comparison with the level of per capita expenditure corresponding to the poverty line more relevant in order to appraise the economic condition of the houseless population in Old Delhi. This net income shows a range of variation wider than the gross income, from a minimum of Rs. 350 per month (case of a beggar sending more than 50 per cent of his income to his family), to the same maximum of Rs. 4500. The majority of the respondents have a net monthly income ranging between Rs. 500 and Rs. 1500 (as against half between Rs. 1000 and Rs. 2000 as per their gross income). Yet, all the respondents in our sub-sample, including those engaged in marginal economic activities like rag picking and begging, remain above the poverty line of Rs. 310.50 per capita per month, considered as the expenditure required for a daily calorie intake of 2,100 per person in urban areas. Thus, the incomes generated by the houseless interviewed in Old Delhi place them in a position to meet their minimum nutritional requirements. But other basic needs, especially shelter and clothing, which should be also considered in a comprehensive approach of urban poverty, are not necessarily covered.

For shelter however, the element of deprivation may not be so obvious as it seems for this population, since the element of choice in the present shelterless situation has also to be appraised (which will be developed in the next section). As for clothing, the sartorial condition of some pavement dwellers testifies by itself to the non fulfilled needs. Thus, several respondents acknowledged that they had only one set of clothes, to be worn until the clothes are completely torn and have to be replaced by a new set. Nonetheless, here also the lack of purchasing power is not the only explanatory factor; the lack of safe place to keeps one's belongings is another major problem faced by many houseless people.

Assets in the native place and investment projects

The economic condition of the pavement dwellers and night shelters' inmates in Old Delhi has also to be considered in a larger perspective than their present stay in the city as

homeless people, and replaced in the context of the economic situation in their native place.

The first interesting point to underline is that the houseless do not hail necessarily from the poorest rural families. Most of the respondents for in-depth interviews reported a familial house in their native place, and the majority of them had familial agricultural land, though generally small properties. Certain respondents even hail from well-off families, their migration in that case is more likely to have been motivated by familial disputes than by economic factors. The familial assets in the native place bear some relevance to appraise the current economic condition of the houseless in Delhi only for those migrants who have maintained relationships with their family, still the majority of them (see previous section).

Projecting now the houseless people into the future, among the migrants who wish to return to their native place, future plans of investments there are frequent, in particular to open a general store or another type of shop in the village, to buy more agricultural land or more generally to invest in agriculture. To realise their investment project, the individuals interviewed plan to raise funds from their own savings, supplemented if necessary by familial contribution. Some of these investment projects may not be realised, yet some seem viable given the saving capacity of the concerned workers. This shows a definite degree of economic dynamism among certain houseless persons, and conveys an image which is not that of abject poverty, but more of an economic calculation entailing a temporary sacrifice in terms of housing conditions in the city, in order to improve the economic conditions in the native place.

*

This first investigation of the economic profile of the houseless people in Old Delhi allows us to highlight some significant features. At the outset, this shelterless population proves to be an integral part of the normal metropolitan labour force, which is in accordance with previous studies on pavement dwellers and night shelters' inmates in Delhi (see ARORA & CHHIBBER, 1985: 5). Furthermore, the incomes generated by the houseless workers surveyed place them in the low-income group but above the poverty line, even after taking into account the remittances sent to the family outside Delhi. In proportion to their income level, the saving capacity of the majority of the houseless is also far from being marginal. Remittances to the family and future plans of investment after returning to the native place are other encouraging indicators of the economic potential of a good number of them. In this respect, the findings of our survey

corroborate the conclusions of other studies on the urban poor, as underlined by Kundu (1993: 23): "the thesis regarding economic marginality of the people in urban informal sectors, slum dwellers, pavement dwellers and other is an exaggeration"²⁸. Yet, insecurity of employment or uncertainty in getting sufficient work, and hence the lack of guarantee of regular income, constitute a widespread concern. A last striking fact regarding the economic condition of the houseless people in Old Delhi is the large variety of situations encountered, including very contrasting cases. Thus, qualifying the pavement dwellers as the "poorest of the urban poor" without further distinction appears as a simplistic statement.

6 - EXCLUSION FROM ACCESS TO A DWELLING VERSUS RATIONAL RESIDENTIAL CHOICE

In this section, we shall further investigate the present shelterless situation of the pavement dwellers surveyed, including: circumstances of the arrival on the pavement or in a night shelter, residential mobility in Delhi, choice of sleeping places - especially in relation to workplaces and employment opportunities, and willingness to move and to pay for a dwelling. We shall attempt to appraise the elements of constraint and the elements of choice, with an underlying question: is the shelterless situation the consequence of a process of exclusion from access to the urban housing system? or does it correspond also to a rational residential choice serving individual or familial economic strategies? Another question pertains to the perennial versus temporary nature of the shelterless situation: is it a transitory stage preceding a better integration in the urban housing system ? or does it correspond to a permanent way of life or at least a long lasting one for the duration of the stay in Delhi?

pas juste une
exclusion

Residential trajectory in Delhi

Several types of residential trajectory eventually leading to staying on the pavement or in a night shelter can be identified. In the most frequent pattern, the shelterless situation started upon the arrival in Delhi as a migrant and continued thereafter: without knowing any alternative place to stay, and given his financial constraints, the migrant resolved to sleep on the pavement or any open ground, or approached a night shelter following some

²⁸ Quoted from: LEE (M.), 1986. "The mobilisation of informal sector savings: the USAID experience", paper presented at the International Workshop on Mobilisation of Informal Sector Savings, 8-12 December, Society for Development Studies, New Delhi.

indications grasped from people at the railway station, bus terminal, or after a few days of exploration in the city. Moreover, the first stay as shelterless in Delhi corresponds also in most of the cases to the first migration in the capital. Another noticeable trajectory, though less frequent, starts in Delhi with a stay at the workplace (restaurant, shop, factory, workshop, construction site...) and ends on the pavement or in a night shelter following the termination of the work contract or in search of better employment. As already noticed in a previous section, there are also a few cases of migrants staying initially with their relatives, and who were compelled to leave due to lack of space or for better proximity to their workplace. A last mention is also deserved for the cases of natives of Delhi who fled from their home following familial problems, especially children, and stayed on the pavement for lack of alternative accommodation

Financial constraints

Financial constraints are put forward by the large majority of the houseless people interviewed to explain the origin of their shelterless situation. However, the significance of this factor has to be appraised in relation with other contributing factors and to be considered in a long term perspective. The financial constraints are likely to be more stringent at the initial stage of pavement dwelling in particular when it corresponds to the arrival in Delhi, and that the migrant has to get absorbed into the labour market. Then the financial constraints may result not as much from the average level of income than from the lack of guarantee of regular income. This element of uncertainty restrains many casual workers staying on the pavement or in a night shelter to envisage an accommodation on rent even if they have the financial potential for it, because this would entail regular and fixed expenses which cannot be adjusted to the actual earnings. On the other hand expenses for hiring a quilt or a cot outside or for entrance to a night shelter (for those availing these facilities) are incurred on a daily basis and hence can be easily adjusted to the daily earnings. Even for the houseless with a sufficient saving capacity to rent a room (alone or by sharing it with one or two other workers), priority may be given to remittances to the family or to long term savings for future investment in the native place. In other words, preference may be given to the family's living conditions in the native place over the migrant's living conditions in Delhi, and to future over present. In that case, it cannot be said that there are absolute financial constraints preventing the houseless migrant from renting a room, but rather relative ones resulting from his own choice and priorities.

Proximity to the workplace

Another major factor to understand the shelterless situation of many workers in Old Delhi and the choice of their sleeping place, is the location of their workplace. Better proximity to the place of work or the source of employment opportunities is one of the reasons reported explicitly by certain respondents for staying initially on the pavement or in a night shelter, and more frequently to explain the choice of a specific place to sleep. The actual 'residential' location of the houseless is more revealing than these explicit answers. Thus, most of the respondents interviewed in Old Delhi work in the Walled City itself or in adjoining areas, within a walking distance from their place of sleep, often within 10 minutes walk or less. The cost of transportation to commute to the workplace is consequently reduced to nil for them. Even among the respondents who said they exercised preference in their location's choice for the sleeping environment, especially the presence of acquaintances and the facilities available, most of them stay also *de facto* in a walking distance from their place of work or labour market.

The importance of staying close to the source of employment opportunities depends on the type of occupation. For the casual workers having to go daily to a labour market to get recruited, like workers for catering services and construction labourers, this proximity factor appears primordial. In order to get more job offers, and to be in a better position to bargain with the contractors, it is necessary to reach the labour market early morning, and hence not to have to spend time on commuting.

For handcart pullers or pushers and loaders working in market areas, transportation activities do not start very early in the morning (usually at 10) but they often continue till late in the night, which makes it more convenient to sleep in the market itself, and more profitable to get assignments. Since the nature of the work requires intense physical strength, the transportation workers are usually exhausted after long working hours, hence sleeping at the same place (or nearby) enables them to avoid the additional tiredness of commuting. In addition, in the market they can sleep on their handcarts or under the verandas of the buildings, and do not face harassment by the police since they are known to work there.

The position of the cycle rickshaw drivers (whose nature of work is also physically demanding) is mixed. Those keeping their rickshaw at night can sleep on it and have more flexibility in their location's choice within the zone where they ply, providing they can park their rickshaw safely. But for the drivers having to take their rickshaw every morning from the owner's garage, staying in proximity to the garage is also important, as explained by one respondent: "*If you stay far, you have to start early in the morning and do not get proper rest. And if you start late, your work suffers and your income becomes less*".

Even for the houseless workers whose nature of occupation and mode of recruitment do not require necessarily to stay near the source of employment opportunities, proximity between sleeping place and workplace is sought-after in order to reduce - or cut entirely - transportation expenses for commuting.

Residential mobility and duration of stay in Delhi

Examining the residential mobility in Delhi of the houseless people allows us to highlight some revealing facets of their living conditions. Change of residential location during the year is a frequent practice among the pavement dwellers surveyed in Old Delhi, according to two main reasons.

Seasonal pattern can be first of all observed, with various possible combinations. For example, in summers preference is given to sleeping on open grounds, non covered pavements, road dividers, or in parks; during the rainy season, verandas, night shelters, cots or mattresses on hire in sleeping areas protected with ground and overhead plastic sheets, are more in demand; and in winter preference goes to quilts on hire, night shelters and verandas. For the pavement dwellers who never avail bedding facilities on rent and never go to night shelters, the change of sleeping place may be limited to crossing the road, from a veranda in winter and during the rains to a nearby park in summer, or even to the divider of the same road. Some pavement dwellers have been repeating the same seasonal pattern with the same combination of locations for years. This flexibility in sleeping places also helps us understand how the pavement dwellers who can afford to spend Rs.3 per night for access to a night shelter, or Rs. 5 to hire a quilt, up to Rs. 15 for cot and bedding, are not necessarily ready to spend the equivalent monthly amount to rent a room. Whereas taking a room on rent entails regular and fixed expenses throughout the year, resorting to a night shelter or bedding on hire involves daily expenses which can be entirely cut during certain periods of the year.

The second main reason for residential mobility in Delhi is directly related to occupational mobility. The houseless people also adjust the location of their sleeping place according to employment opportunities, to the location of a particular labour market, or to the possibilities of sleeping at the workplace. The rationale behind these changes of residential location is the search for a better proximity to the place of work or the source of potential employment.

On the other hand, there is also a category of houseless people staying in the same night shelter or on the same section of pavement throughout the year (when in Delhi) and for several years, with duration of stay extending in a few remarkable cases up to ten years or more.

Considering now the entire duration of stay in Delhi as houseless, there is a notable proportion of houseless people who have been living under this condition for ten or more than ten years²⁹ - which does not exclude however regular stays in the native place. For this category of pavement dwellers, and especially for those staying in the same night shelter or sleeping place for many years, or repeating exactly the same seasonal pattern sometimes for the last ten or even fifteen years, their houseless condition seems to be a permanent way of life in Delhi, or for the duration of their working life before the definite return to their native place.

Willingness to move and to pay for a dwelling

Investigating the future plans of the houseless people, in particular their willingness to move and to pay for a dwelling, can bring further elements of answer to the question of the perennial versus transitory nature of the shelterless situation in Delhi.

Among the respondents of our sub-sample, the capacity and willingness to pay for a dwelling varies from zero to Rs. 500 per month³⁰, and in terms of percentage of income, from less than 10 per cent to 35 per cent maximum. However, the willingness to move as expressed through the answers of the respondents may remain in a good number of cases abstract wishes, subject to several conditions. The constraints are sometimes so stringent that they make the possibility to move very unlikely. Here we find again the factors whose importance has been already underlined to understand the shelterless situation, namely: financial constraints, regular incomes or even getting a permanent job as a prerequisite to move, dwelling in proximity to the place of work. Among the houseless who have already attempted to move to a proper dwelling (a minority group), the reasons for eventually returning to the pavement or a night shelter are also interesting to point out. Some mentioned difficulties to adjust with other persons with whom they shared the same room, a common way to reduce housing expenses. Others realised that their work

²⁹ In the sub-sample of 36 respondents selected for in-depth interviews, one third have been living in Delhi as houseless since 1985 or before. The actual proportion will have to be confirmed by the statistical analysis of the entire sample.

³⁰ Barring one exceptional case of Rs. 1400 per month, corresponding again to the government employee already mentioned, who earns a monthly salary of Rs. 4 820.

and income were suffering from the fact of staying too far from their place of work. Hence, wishes and even actual attempts to move are not sufficient indicators to foresee the shelterless situation of the concerned individuals as a transitory stage preceding a better integration in the urban housing system.

The arguments of the houseless persons who stated that they had no willingness nor intention to move to a better accommodation, and who form an appreciable group, are also revealing in order to appraise the transitory versus perennial nature of the shelterless situation. Interestingly, those reporting a 'zero' willingness to pay for a dwelling are not necessarily those who have no saving capacity and hence no financial potential. In that case, two types of reasons are put forward to explain the lack of willingness to pay for a dwelling. Some pavement dwellers do not intend to stay in Delhi for a long period, and hence would find it irrelevant to take a room on rent. Others give a clear priority to the maximisation of their savings, especially in order to send remittances to their family, and hence try to minimise expenses for housing and transportation, or even to reduce them to zero. Being alone, without their family in Delhi, some of the houseless migrants do not perceive a proper accommodation as a need for them. As a matter of fact, most of the houseless interviewed do not plan to settle in Delhi permanently, but to return one day to their native place or to migrate to another city. Hence they perceive their stay in Delhi as limited in time, even if this transitory situation may eventually last for the duration of their working life, and consequently a dwelling is not perceived as a priority need.

*

Coming back to the questions raised at the beginning of this section concerning the interpretation of the shelterless situation, we can sum up the main arguments which have emerged at several points of the in-depth interviews with houseless people in Old Delhi. Financial constraints undoubtedly prevent or limit the possibilities of access to a dwelling. Nevertheless this factor has to be considered in combination with other explanatory factors forming a system from which the elements of choice are most often not absent. The residential practices of the majority of the houseless show evidence of economic rationales that aim at maximising their savings and remittances to their family in their native place, by minimising their housing and transportation expenses. Proximity between the sleeping place and the place of work proved to be another fundamental clue to understand the shelterless option and the location's choice of the pavement dwellers. A location near the workplace or the labour market enables the houseless people not only to cut out their transport expenses but also to avoid the tiredness of commuting and hence to ensure proper rest, which is another vital factor for manual workers involved in

occupations demanding intense physical strength. In addition, for casual labourers, better proximity to the source of employment opportunities also increases the probability of getting daily work. When the logic of the shelterless situation in Delhi is an integral part of familial strategies rooted in the native place, with priority given to the economic condition of the family in the village at the expense of the migrants' living conditions in Delhi, then the shelterless situation of the latter is likely to last for the duration of his stay in the capital.

The part of rational choice in the residential practices of the houseless people has been highlighted in other studies. For example, in the conclusion of his primary survey of pavement dwellers and night shelters' inmates in Delhi, Kuruvilla states: "The choice of the pavement is mainly for reduction of expenses on housing, proximity to employment opportunities, (...), availability of facilities, services, food and water and maximise savings to send back home. Thus it becomes a deliberate rational decision to live on the pavement" (1991-92: 85-86). Jagannathan and Halder, in their study of the pavement dwellers in Calcutta, also infer: "Pavement dwellers of the main stream vocations have chosen this life style to protect their access to earning opportunities. In addition (...) a substantial proportion are temporary migrants, who remit savings home to the village". Further: "The majority of pavement dwellers live without shelter as a deliberate rational decision, by which the expenditure on housing is reduced to zero" (1988-a: 1177).

The importance of proximity to the source of livelihood is also emphasized in the two studies quoted above. This factor is crucial not only to understand the residential practices and location's choice of the houseless, but more generally of the urban poor³¹. Hence, the failure of many attempts of relocating slum and squatter settlement dwellers far from their initial residence is due to a lack of proper consideration for easy physical access to earning opportunities.

7. SUMMARY OF MAIN FINDINGS

Old Delhi, the historical core of the capital city, is characterised by extremely high population densities combined with a remarkable concentration of commercial and manufacturing establishments. While a process of population deconcentration from the old and deteriorating housing stock is at work, economic activities have on the other hand proliferated. This has attracted a floating population of male migrant workers, most of

³¹ See for example: GUPTA, KAUL, PANDEY (1993: 86), SURI (1994: 273), KUNDU (1993: 65).

them unskilled, and whose residential integration is extremely precarious. Surveys conducted with a sample of shelterless persons in the Old City allowed us to examine their residential and related economic practices and to contribute to the discussion on the social and economic marginality of the houseless population.

The breaking off from the traditional basic social institution, the family, applies only to a limited section of the houseless people, those who left their home following acute familial tensions, especially children. Although they live alone in Delhi, the majority of the houseless migrants maintain regular relationships with their family in their native place, which remains their pole of reference.

The houseless population of Old Delhi forms also an integral part of the metropolitan labour force, which, as per income criteria, seems to stay above the poverty line. Yet, the lack of guarantee of regular income constitutes a general concern. On the other hand, saving capacity, remittances, plans of future investment, represent encouraging indicators of the economic potential of a notable share of the houseless. Finally, the large variety of individual situations encountered would make it irrelevant to consider the houseless as a single category of 'urban poor', and even more to qualify them indistinctly as 'the poorest of the urban poor'.

Although financial constraints form the background of the shelterless situation, the logic of the residential practices of the pavement dwellers and night shelters' inmates should not be understood only as the consequence of a process of exclusion from access to a dwelling. One should also appreciate the economic rationales of individual migrants who try to maximise remittances to their family in the village, by cutting their housing and transport expenses: priority is hence given to a location near the workplace or the labour market. In addition, for casual labourers, proximity between the sleeping place and the source of employment opportunities often increases their probability of getting daily work. Thus the condition of the houseless has to be considered in relation to their needs and priorities. This is a prerequisite with a view to the formulation of adequate housing policies.

REFERENCES

ALAM (S. Manzoor), ALIKHAN (F.) (eds.), 1987. *Poverty in Metropolitan Cities*, Concept Publishing Company, New Delhi.

ARORA (R.K.), CHHIBBER (A.K), 1985. "Chilled nights on pavements in Delhi. A socio-economic study of the children staying in ran baseras in winter". Socio-economic division, Slum and Jhuggi-Jhompri Department, Delhi Development Authority, New Delhi, mimeo.

BANERJEE (B.), 1986. *Rural to Urban Migration and the Urban Labour Market (A case study of Delhi)*. Himalaya Publishing House, Delhi.

Bharat Sewak Samaj, 1964. "A roof over the head", Delhi School of Social Work, Delhi.

DDA, 1989. "Survey of pavement dwellers in Old Delhi", unpublished study, Slum and Jhuggi-Jhompri Department, Delhi Development Authority, New Delhi.

DDA, 1993. *Zonal Plan Walled City*. Draft. Delhi Development Authority, New Delhi.

DDA, 1994. "Programme of night shelters for the homeless in Delhi.", Slum and Jhuggi-Jhompri Department, Delhi Development Authority, New Delhi, mimeo.

DHAR (P.), 1985. "Pavement dwellers in Calcutta. Strategies for rehabilitation and urban development", Unpublished thesis, School of Planning and Architecture, Delhi.

DUPONT (V.), 1995. "Patterns of population mobility in the Delhi Metropolitan Area and their impact on the urban dynamics. Presentation of the system of investigation", Paper presented to the seminar on 'Migration and urbanisation in Vietnam', Ho Chi Minh City, 5-8 December .

GANDOTRA (S.R.), 1976. *Houseless in Delhi*, Census of India 1971, Series 27, Delhi, Part X (a), Special study, Government of India, Delhi.

GUPTA (D.B.), KAUL (S.), PANDEY (R.), 1993. *Housing and India's Urban Poor*. Har-Anand Publications, New Delhi.

HSMI, 1988. *Renewal of historical housing stock in Old Delhi*. Indian Human Settlement Programme, HSMI Studies 1, Human Settlement Management Institute, New Delhi.

ISI, 1977. "Calcutta 1976: A socio-economic survey of pavement dwellers", Indian Statistical Institute, Calcutta.

JAGANNATHAN (N.V.), HALDER (A.), 1988-a - "Income-housing linkages. A case study of pavement dwellers in Calcutta". *Economic and Political Weekly*, vol XXIII, N° 23 (June 4), pp. 1175-1178.

JAGANNATHAN (N.V.), HALDER (A.), 1988-b. "A case study of pavement dwellers in Calcutta. Occupation, mobility and rural-urban linkages". *Economic and Political Weekly*, vol XXIII, N° 49 (3 December), pp. 2602- 2605.

JAGANNATHAN (N.V.) HALDER (A.), 1989. "A case study of pavement dwellers in Calcutta. Family characteristics of the urban poor". *Economic and Political Weekly*, vol. XXIV, N° 6 (February 11), pp. 315-318.

- 33/DUPONT - TINGAL: Residential and economic practices of pavement dwellers in Old Delhi/ August 5, 1996.
- JAIN (A.K.), 1996. *The Indian Megacity and Economic Reform*. Management Publishing C^o, New Delhi.
- KUNDU (A.), 1993. *In the Name of the Urban Poor. Access to Basic Amenities*. Sage, New Delhi.
- KURUVILLA (J.), 1990-91. "Pavement dwelling in metropolitan cities. Case study Delhi". Thesis, School of Planning and Architecture, Dept. of Housing, New Delhi, Mimeo.
- MEHRA (A.K.), 1991. *The Politics of Urban Redevelopment. A Study of Old Delhi*. Sage Publications, New Delhi.
- MUKHERJEE (S.), 1975. "Under the shadow of the metropolis - They are citizens too". Calcutta Metropolitan Development Authority & Calcutta Metropolitan Planning Organisation, Calcutta, mimeo.
- NAGPAUL (H.), 1996. *Modernisation and Urbanisation in India: Problems and Issues*. Rawat Publications, Jaipur and New Delhi.
- NIUA, 1986. *Dimension of Urban poverty. A Situational Analysis*. National Institute of Urban Affairs, Research Study Series N^o 25, New Delhi.
- NIUA, 1989. *Profile of the Urban Poor: an Investigation into their Demographic, Economic and Shelter Characteristics*. National Institute of Urban Affairs, Research Study Series N^o 40, New Delhi.
- PERNIA (E.M.) (ed.), 1994. *Urban Poverty in Asia. A Survey of Critical Issues*. Oxford University Press, Hongkong.
- RAMACHANDRAN (P.), 1972. "Pavement dwellers in Bombay City", Tata Institute of Social Sciences, Series N^o26, Bombay.
- SINGH (A. M.), SOUZA (A. de), 1980. *The Urban Poor, Slum and Pavement Dwellers in Major Cities of India*, Manohar, Delhi.
- SPARC, 1985. "We the invisible", Report on pavement dwellers in Bombay, SPARC, Bombay.
- SOUZA (A. de) (ed.), 1983. *The Indian City. Poverty, Ecology and Urban Development*. Manohar, Delhi.
- SURI (P.), 1994. *Urban Poor. Their Housing Needs and Governement Response*. Har-Anand Publications, Delhi.
- TCPO, 1975. *Seminar on Redevelopment of Shahjahanabad: the Walled City of Delhi (New Delhi, 31st Jan.- 1st Feb. 1995), Report and Selected Paper. Resume of the Seminar*. Town and Country Planning Organisation, Government of India, Ministry of Works and Housing, New Delhi.

Paper prepared for the 14th European Conference of Modern South Asian Studies (Copenhagen, August 21-24, 1996); in Panel 19 *Urban Customs and Practices*

RESIDENTIAL AND ECONOMIC PRACTICES OF PAVEMENT DWELLERS IN OLD DELHI

by: Véronique DUPONT & Dhananjay TINGAL

Abstract:

Old Delhi, the historical core of the capital city, is characterised by extremely high population densities combined with a remarkable concentration of commercial and manufacturing establishments. While a process of population deconcentration from the old and deteriorating housing stock is at work, economic activities have on the other hand proliferated. This has attracted a floating population of male migrant workers, most of them unskilled, and whose residential integration is extremely precarious. Surveys conducted with a sample of shelterless persons in the Old City allowed us to examine their residential and related economic practices and to contribute to the discussion on the social and economic marginality of the houseless population.

The breaking off from the traditional basic social institution, the family, applies only to a limited section of the houseless people, those who left their home following acute familial tensions, especially children. Although they live alone in Delhi, the majority of the houseless migrants maintain regular relationships with their family in their native place, which remains their pole of reference.

The houseless population of Old Delhi forms also an integral part of the metropolitan labour force, which, as per income criteria, seems to stay above the poverty line. Yet, the lack of guarantee of regular income constitutes a general concern. On the other hand, saving capacity, remittances, plans of future investment, represent encouraging indicators of the economic potential of a notable share of the houseless. Finally, the large variety of individual situations encountered would make it irrelevant to consider the houseless as a single category of 'urban poor', and even more to qualify them indistinctly as 'the poorest of the urban poor'.

Although financial constraints form the background of the shelterless situation, the logic of the residential practices of the pavement dwellers and night shelters' inmates should not be understood only as the consequence of a process of exclusion from access to a dwelling. One should also appreciate the economic rationales of individual migrants who try to maximise remittances to their family in the village, by cutting their housing and transport expenses: priority is hence given to a location near the workplace or the labour market. In addition, for casual labourers, proximity between the sleeping place and the source of employment opportunities often increases their probability of getting daily work. Thus the condition of the houseless has to be considered in relation to their needs and priorities. This is a prerequisite with a view to the formulation of adequate housing policies.

5.4

Politiques urbaines

- **Bogota et Delhi**

LULLE (T.) et MILBERT (I.), 1996. "L'analyse des politiques urbaines à Bogota : méthodologie de collecte et axes d'analyse", in *Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Etude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et de Delhi. Rapport Intermédiaire N° 3, Convention CNRS-ORSTOM : CONV940034VILL*, Bogota et New-Delhi, ORSTOM, pp. 44-63 + ann.

- **Bogota**

LULLE (T.), 1996. "Los efectos de la demanda en vivienda y las políticas estatales sobre la actividad del sector de la construcción. El caso de los barrios de estratos altos en Bogotá (Colombia) durante los años 1980-1995". Communication présentée au "II Seminario Internacional sobre el sector de la construcción y el desarrollo sostenible", Buenos Aires (Argentine), 23-25 Avril 1996, 24 p.

- **Delhi**

MILBERT (I.), 1995. "Réinventer la gestion urbaine : les apparences de réformes et les réalités socio-politiques en Inde et au Pakistan", in OSMONT (A.) (éd.), Paris, L'Harmattan (ouvrage en cours d'édition).

MILBERT (I.), 1995. "La réplique d'expériences de réhabilitation / rénovation face aux impératifs de la saine gestion". Communication au Colloque international "Habitat créatif, culture et participation : quelles innovations pour quel développement?", Lausanne, Suisse, 27-29 septembre 1995, 9 p.

MILBERT (I.), 1996. "Social policies, competition and electoral politics: an explosive cocktail in a New-Delhi slum", Communication présentée à 8ème Conférence Générale de l'EAID: Globalisation, Compétitivité et Sécurité Humaine, Vienne, 11-14 septembre 1996, 14 p. multigr.

MILBERT (I.), 1996. "Les tribulations de la conservation du patrimoine urbain en Inde", *Les Annales de la Recherche Urbaine*, N° 72, pp. 60-67.

5. L'ANALYSE DES POLITIQUES URBAINES : METHODOLOGIE DE COLLECTE ET AXES D'ANALYSE

A Bogota comme à Delhi, l'objectif principal est de confronter le niveau micro des pratiques résidentielles des individus avec le niveau macro des politiques urbaines et de logement.

Les pratiques résidentielles sont généralement le fruit d'une "négociation" entre le niveau des besoins et motivations des habitants et celui des structures de la ville et du marché du logement, lesquelles peuvent être plus ou moins fortement déterminées par les politiques publiques. L'identification et l'analyse de la nature de ces politiques doit donc permettre de mieux mesurer et comprendre la distance existant entre elles et les pratiques.

Il s'agit donc d'abord de dresser un tableau de ces politiques et de l'ensemble des acteurs qui interviennent de près ou de loin, directement ou non, dans le processus d'élaboration et de mise en oeuvre de ces politiques. Puis, il s'agit de chercher à voir quels sont, dans ces processus et dispositifs, les éventuels modes d'intégration de la question de la mobilité résidentielle de la population. On cherchera également à identifier les représentations véhiculées par les acteurs de l'administration de la ville sur les pratiques résidentielles, notamment en termes de mobilité, et sur leurs compétences face à la résolution du problème d'habitat (entendu au sens large) de la population.

Ces analyses doivent faciliter la définition d'outils dans l'élaboration de ces mêmes politiques.

5.1. L'analyse des politiques urbaines à Bogota

On présente ici l'état d'avancement des travaux réalisés dans l'identification et l'analyse des politiques urbaines et de logement. Les informations recueillies permettent, en conclusion, de caractériser, "problématiser", la situation de Bogota et de jeter les bases d'un travail comparatif avec Delhi.

5.1.1. Le recueil d'informations prévu

Pour connaître et analyser les politiques urbaines et du logement, on a considéré deux principaux types d'informations :

- l'information déjà disponible qui consiste en documents écrits;
- l'information recueillie au cours d'entretiens auprès des différents acteurs de l'administration et de la production de la ville (en grande majorité du secteur public mais aussi du privé).

• La littérature existante

En différenciant l'information déjà disponible selon l'objet et l'approche, on distingue quatre types de documents :

- des textes sur les tendances aux niveaux international et national, passées et actuelles, de la planification urbaine, de la recherche urbaine et des relations entre ces deux champs d'activité;
- des documents écrits (de caractère scientifique ou journalistique¹⁴) présentant et analysant la situation, les diagnostics de la ville en termes sociodémographiques, économiques, urbanistiques, géographiques, ...etc.;

¹⁴ Le journalistique ne s'oppose pas nécessairement au scientifique mais est généralement amené à être moins objectif.

- des documents produits par des institutions publiques qui présentent des plans et projets qui leur sont propres; c'est le cas notamment des plans de développement;
- des programmes politiques notamment présentés dans des entretiens journalistiques;
- les principaux textes juridiques (lois, décrets, accords, normes, plans) concernant l'aménagement de la ville, ses modes de planification et gestion, son organisation administrative, les mécanismes de prise de décisions; ces textes sont éventuellement accompagnés de plans graphiques;
- des documents écrits (de caractère scientifique ou journalistique) commentant les projets et leur éventuelle concrétisation dans les normes et plans.

Les niveaux territoriaux pris en compte vont du plus haut (international) au plus bas (le quartier), mais tous orientés à nous faire connaître la réalité du District de Bogota et de sa périphérie métropolitaine. L'ensemble de ces textes peuvent donc se référer simultanément à différents niveaux de territoire ou à seulement l'un d'eux (voir Figure 5.1) :

- le niveau national en ce qu'il interfère directement avec celui de l'aire métropolitaine et/ou distritale¹⁵,
- le niveau métropolitain, qui n'est toujours pas officialisé malgré certains projets, mais qui prête précisément à beaucoup de discussions voire oppositions de la part de certains acteurs,
- le niveau du district,
- le niveau local, c'est-à-dire celui des arrondissements,
- le niveau des quartiers.

Il nous a semblé parfois nécessaire de faire une lecture historique, dont la durée peut être variable selon le thème étudié : le plus souvent depuis la fin des années 1940 (très ponctuellement plus en arrière), en continu ou bien en périodisant par couple de décennies (des années 1950 à 1970 puis des années 1980 à aujourd'hui). Mais on s'est centré plus particulièrement sur le passé récent et sur le présent, c'est-à-dire les années 1990, dans la mesure où c'est la période contemporaine des enquêtes réalisées. De plus, il convient de souligner ici que cette même période correspond à un moment important dans l'histoire de la décentralisation et de la planification urbaine tant à l'échelon national qu'à celui de Bogota (voir Tableau 5.1).

Ces documents sont obtenus :

- soit par compilation d'articles de presse qui consistent en :
 - des informations au sens strict,
 - des commentaires (chroniques, colonnes libres) portant sur les politiques municipales en général,
 - des entretiens,
 - des rapports de débats organisés par le même journal qui en rend compte;
- soit directement auprès des institutions qui ont produits ces documents ou bien dans les lieux courants de diffusion de ce genre d'informations;
- soit à travers les personnes interviewées¹⁶.

¹⁵ Nous utiliserons ce terme pour ce qui relève du District de Bogota, c'est-à-dire la municipalité.

¹⁶ Par exemple, le document de J.C. FLOREZ, membre du conseil de Bogota, sur l'histoire de la planification à Bogota et la situation actuelle d'un quartier sous-normal, ou les réflexions de F. ROJAS, membre de la JAL (Junta d'administration locale) de l'arrondissement de Chapinero, livrées dans la transcription d'un autre entretien réalisé avec lui dans le cadre d'une recherche sur les JAL à Bogota ou, enfin, le recensement de CAMACOL-Cundinamarca sur l'offre et la demande de construction indiqué par son directeur, M. DEVER.

Figure 5.1 - Division politico-administrative de Bogota

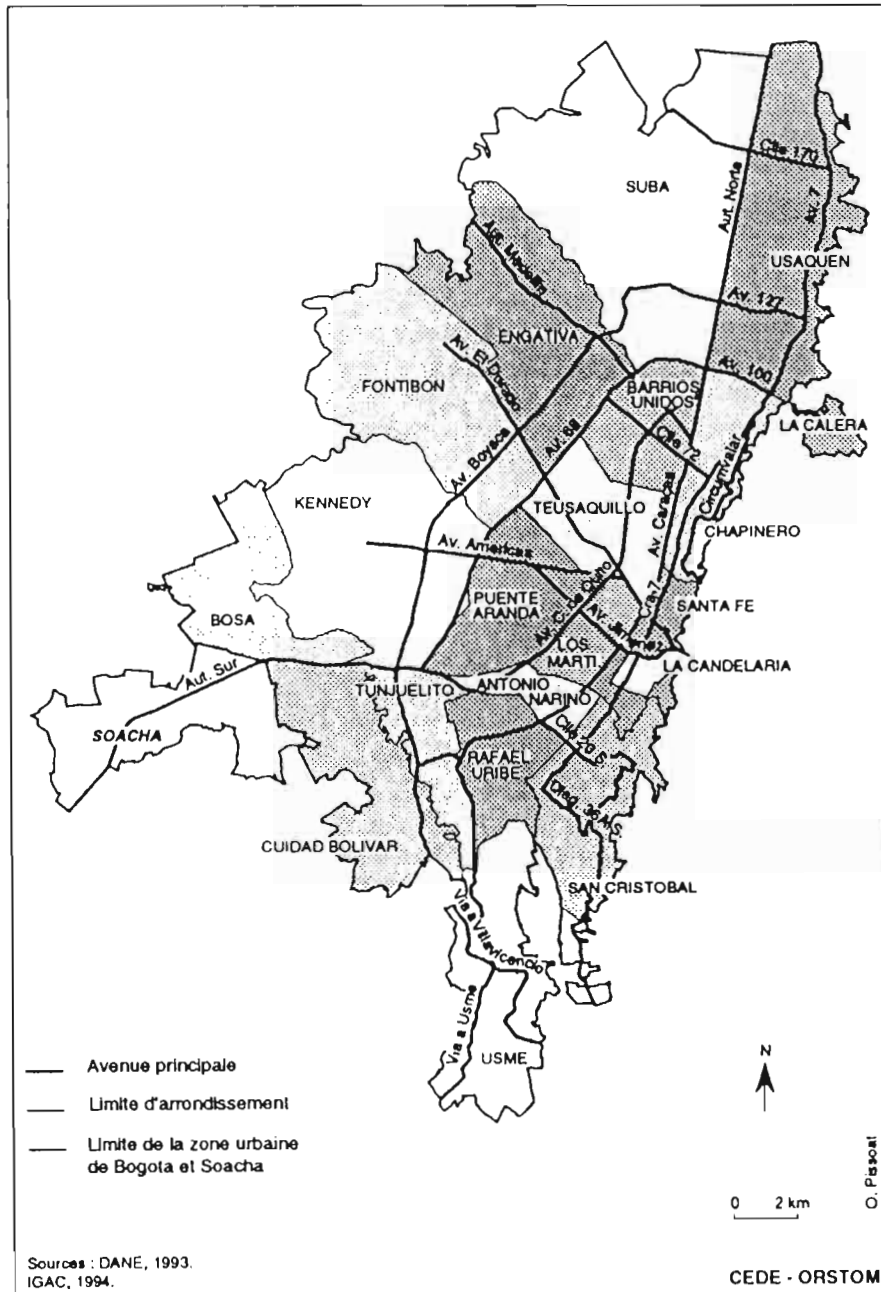


Tableau 5.1 - Chronologie des mesures dans le domaine de la planification et de la gestion urbaine à Bogota

	MANDATS PRESIDENTIELS ET PLANS NATIONAUX DE DEVELOPPEMENT	POLITIQUES URBAINES ET DE LOGEMENT, DECENTRALISATION AU NIVEAU NATIONAL	MANDATS DES MAIRES DE BOGOTA	ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE BOGOTA	POLITIQUES URBAINES ET DE LOGEMENT, PLANIFICATION A BOGOTA	GRANDS TRAVAUX A BOGOTA
1918		Loi 46 qui institue que toute commune de plus de 15.000 hab. doit consacrer 2% de son budget à la construction de logements sociaux (sera sans effet)				
1928				Création de la junta municipale de travaux publics	Premier statut d'aménagement	
1932		Création du BCH (Banque centrale hypothécaire) pour le financement du logement social				
1933				Réforme du statut antérieur en changeant la junta municipale pour le département d'urbanisme	Réforme du statut antérieur en changeant la junta municipale pour le département d'urbanisme	
1939		Création de l'ICT (Institut de crédit territorial)				
1942		Création de la section logement urbain de l'ICT (1ères réalisations en 1949)			Création de la CVP (Caisse de logement populaire) de Bogota	
1947		Loi 88 article 7 sur plans régulateurs (la loi 9 de 89 la dérogera).				
1948	"Bogotazo" : début de la "Violencia" avec l'assassinat du leader libéral J.E. GAITAN			Création du bureau du plan régulateur		
1949					1949-1951 : Elaboration du plan régulateur qui sera juridiquement en vigueur jusqu'en 1963	
1951		Création de structures nouvelles (CONPES et DNP) pour la planification à niveau national.				
1953	1953 - 1957 : G. ROJAS P.				Accord 51 qui donne au maire la faculté de mettre en vigueur une nouvelle zonification (cependant non suivi du décret municipal)	Construction du Centre Nariño (960 apts) et du quartier Quiroga
1954				• Sous l'impulsion du président Rojas P., création du District Spécial de Bogota. • On installe le bureau de planification distritale de Bogota. • Annexion de Usaquén, Engativá, Fontibón et Bosa		1954-1957 : Le président Rojas engage de grands chantiers
1958	1958-1962 : A. LLERAS Présentation du Plan général de développement économique et social 1960-1970					
1960						Début de la construction de Ciudad Kennedy, prévue pour héberger 200.000 personnes
1961					Accord 30 qui prévoit, pour lotir la ville, de hiérarchiser les voies, de réglementer le plan de circulation, d'organiser des cessions publiques partielles et de définir des degrés de densité de population	
1966	1966-1970 : C. LLERAS					1966-1969 : D'importants travaux sont réalisés par le maire BARCO
1968				• Création de la Direction Administrative de Planification Distritale (DAPD) • Art. 29 et art.33 du décret 3133 pour un dispositif administratif	• On cherche à spécifier les aires urbanisables avec ses densités de population, on réglemente les notions de propriété individuelle et aires de copropriété • Plan de développement de Bogota	
1970	1970-74: M. PASTRANA Plan "4 estrategias"	Création du système UPAC (caisses d'épargne de logement)				A partir des années 1970 : • Centre d'affaires de l'Avenida Chile • Construction de centres commerciaux

	MANDATS PRESIDENTIELS ET PLANS NATIONAUX DE DEVELOPPEMENT	POLITIQUES URBAINES ET DE LOGEMENT, DECENTRALISATION AU NIVEAU NATIONAL	MANDATS DES MAIRES DE BOGOTA	REORGANISATION ADMINISTRATIVE DE BOGOTA	POLITIQUES URBAINES ET DE LOGEMENT, PLANIFICATION A BOGOTA	GRANDS TRAVAUX A BOGOTA
1972				Création de l'Institut de Développement Urbain (IDU) (qui aura tendance à réduire le rôle de la DAPD)	•Etude de développement urbain, "Phase II", de la DAPD •Programme intégral de développement urbain intégré du District spécial de Bogota (PIDUZOB)	
1974	1974-1978 : A. LOPEZ M. Plan "Cerrar la brecha"				•Décret 159 qui convertit le PIDUZOB en une norme. •On essaie d'améliorer la circulation •Décret 159 avec l'adaptation du nouveau plan de zonage (proposé dans "Phase II") en normes	
1977				Accord 8 qui divise le territoire du District en 18 arrondissements		
1978	1978-82 : J.C. TURBAY Plan "Integración nacional"	Loi 61 art.3 (puis son décret réglementaire 1306 de 1980) dans laquelle on aborde le thème des plans intégraux de développement				
1979					Accord 7 qui propose un plan de développement intégral de Bogota avec régulation de l'usage des sols; de nouveau on cherche à concrétiser en normes les objectifs de Phase II	
1980		Décret 1306 définit les plans intégraux de développement et les plans d'investissements			•Accord 2 qui propose un plan de circulation de Bogota •Années 1980 : Divers plans locaux (Ciudad Bolívar, le Centre, etc.)	A partir des années 1980 : construction de Ciudad Salitre
1982	1982-86 : B. BETANCUR Plan "Cambio con equidad"					
1983				Accord 14 qui crée l'arrondissement de Ciudad Bolívar	Le décret 1544 régleme l'article 54 de l'Accord 7 pour les zones qui auraient diverses réglementations superposées ou sont constituées de lots clandestins	
1986	1986-1990 : V. BARCO Plan "Economía social"	Le décret 1333 définit un nouveau code de régime municipal		Accord 9 qui crée l'arrondissement rural de Sumapaz	•L'Accord 1 établit une liste de quartiers à légaliser par la DAPD •1986-1990 : Programme d'amélioration intégrale des quartiers populaires	
1987		Décret-loi 77 sur le statut de la décentralisation			•La résolution 007 au sujet de l'article 48 de l'Accord 7 tend à flexibiliser l'occupation des lots à usage institutionnel •Décret 1025 qui vise à la dérégulation à Bogota	
1988		Premières élections des maires au suffrage universel	1988-1990 : A. PASTRANA		Décret 067 qui vise à la dérégulation à Bogota	
1989		Loi 9 de réforme urbaine et décret 0093				
1990	1990-1994 : C. GAVIRIA Plan "Revolución pacífica"	L'ICT devient INURBE, avec une politique non plus de constructeur, mais de soutien à l'autoconstruction	1990-1992 : M. CAICEDO		•Accord 6 sur le Statut pour l'aménagement urbain du District Spécial de Bogota. Au sein de cet accord les décrets réglementaires N° 316 à 328 de 1992 (Gaceta, Año 1, edición 7, 1992), parmi lesquels le 321 est le plus utilisé, puis N° 329 à 341 de 1992 (Gaceta, Año 1, edición 8, 1992).	1990-1992 : Construction de la Troncal de la Caracas
1991		Nouvelle Constitution				
1992			1992-1994 : J. CASTRO			
1993		Loi 60 de transferts de compétences et ressources à niveau national		Décret 1421 sur le Statut organique du District Capital	Décrets 734 à 737 de réglementations urbanistiques adaptant l'Accord 6	
1994	1994 - 1998 : E. SAMPER Plan "Salto social"	• Loi 128 sur les aires métropolitaines • Loi 134 sur la participation communautaire • Loi 136 sur le nouveau régime municipal		Accord 12 sur le Statut de planification distritale	•Accord 12 sur le Statut de planification distritale •Plan "Bogota para todos" •Plan "Formar ciudad" du maire de Bogota	
1995		• Projet de loi pour modifier partiellement la loi 9 de 1989 • "Ciudades y diudadanos" : application du "Salto Social" aux politiques urbaines	1995-1997 : A. MOCKUS			
1996		Simplification des démarches administratives		Décentralisation de l'approbation des demandes de permis de construire non plus à la DAPD mais dans les arrondissements		

• *Les entretiens*

En ce qui concerne les entretiens auprès des acteurs, l'objectif initial était d'abord de rencontrer les personnes responsables à différents niveaux de l'administration de la ville et plus particulièrement des affaires de planification urbaine et de logement. On trouvera ci-après (Figure 5.2) un organigramme de l'administration municipale permettant de localiser une partie d'entre eux, mais à cela il faut ajouter l'administration au niveau local (maires d'arrondissement, JAL) ainsi que le secteur privé.

Ces entretiens sont principalement réalisés depuis le mois d'octobre 1995, mais certains l'ont été un peu auparavant. Dans le cas de certains élus, cela signifie qu'ils n'avaient accompli que le tiers de leur mandat (d'une durée approximative de trois ans), ce qui a pu biaiser parfois leurs représentations de leurs compétences, étant donné le profil de certains d'entre eux jusqu'alors peu liés au système politique.

Il s'est agi de réaliser des entretiens ouverts structurés autour de trois grands thèmes (voir le guide d'entretien en Annexe 5) :

- la perception de la problématique de la mobilité et des pratiques résidentielles,
- la perception du système de planification et gestion urbaine,
- l'intégration dans l'élaboration des politiques urbaines de la question de la mobilité et des pratiques résidentielles.

Parfois, selon le type d'acteur, certains aspects peuvent être développés plus que d'autres. Chaque entretien dure en général entre une heure et une heure et demi et fait l'objet d'une transcription.

5.1.2. Etat d'avancement du recueil d'informations

• *Les textes*

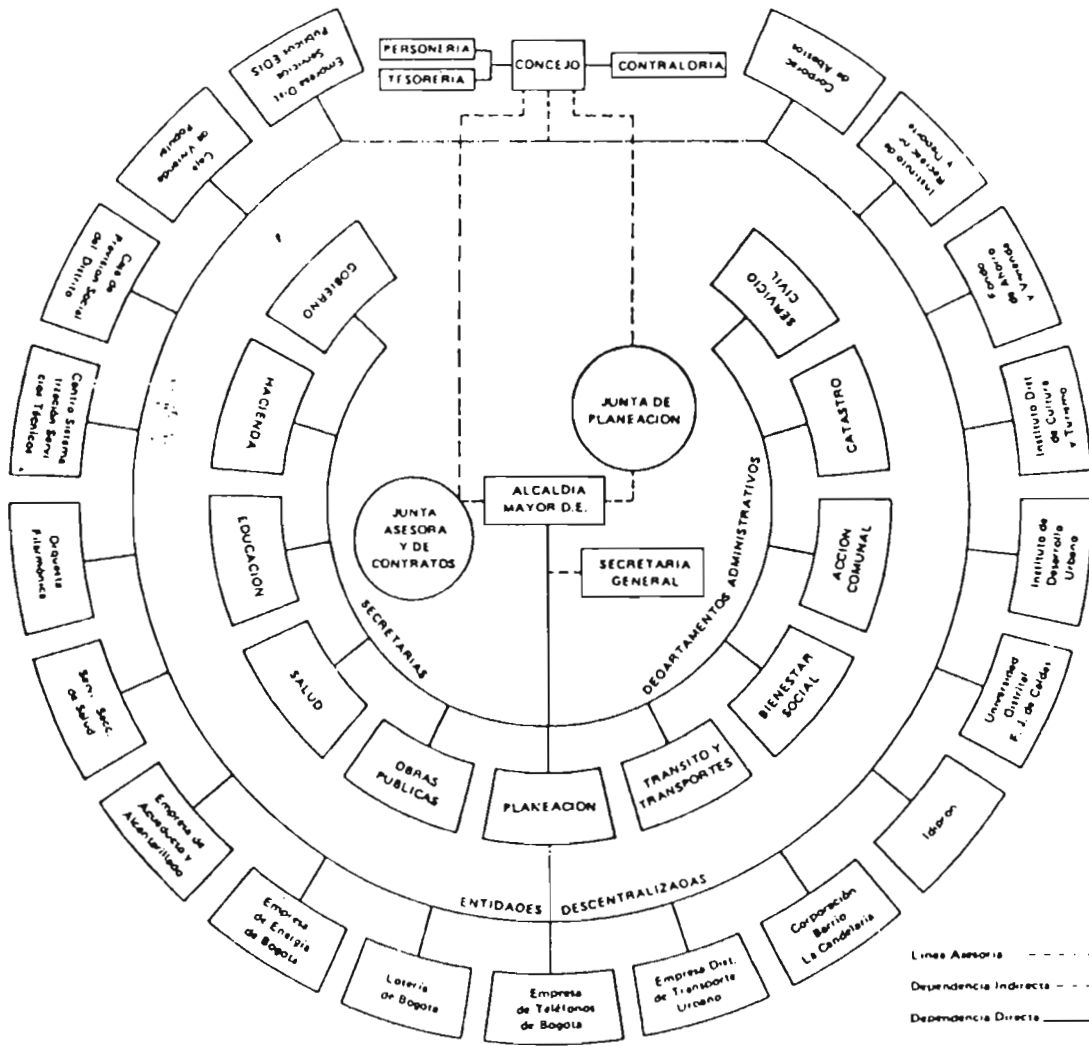
Le recueil des textes a été réalisé (voir la bibliographie en annexe 6), sous réserve, bien évidemment, d'intégration de documents nouveaux qui viennent d'être publiés et représentent un apport intéressant.

Afin de nous donner un cadre général de réflexion, nous avons consulté divers textes sur la planification et gestion urbaines dans d'autres pays, plus ou moins proches géographiquement et culturellement. Il s'agit de mieux repérer les tendances et les réorientations propres à ces domaines, générales et spécifiques. Il s'agit également d'observer les relations (les apports directs ou indirects, existants ou non, facilités ou compliqués) entre connaissances scientifiques sur l'urbain et les politiques de planification et gestion.

Les normes urbanistiques passées et en vigueur au niveau de l'ensemble de Bogota ont été inventoriées (voir Tableau 5.1). Nous avons sélectionné les plus déterminantes pour l'analyse, non seulement en termes généraux au niveau de l'ensemble de la ville mais aussi au niveau des zones plus spécifiques des enquêtes réalisées (cf. section 4.1. sur le recueil d'informations sur les caractéristiques des quartiers).

Nous avons recueilli les plans de développement existant aux niveaux national, départemental, distrital et local, c'est-à-dire des arrondissements. Ces derniers, approuvés en décembre 1995, consistent en la seule présentation de projets s'inscrivant dans les axes principaux du plan distrital (processus qui fut assez complexe). Cette présentation est accompagnée d'un plan d'investissements chiffrant financièrement chaque projet. Par contre, n'apparaissent aucun diagnostic, ni bilan de la situation actuelle comme ça a pu être le cas parfois quelques années auparavant.

Figure 5.2 - Organigramme de l'administration municipale de Bogota



Source: Santana, Pedro, "Bogotá hoy: La crisis política y administrativa de la ciudad" in *Bogotá retos y realidades*, Ediciones Foro Nacional por Colombia, Bogotá, 1988, p.168

• **Les entretiens réalisés**

Tous les entretiens prévus n'ont pas encore été réalisés. Certains le seront prochainement ou seront éventuellement substitués par des entretiens présentés dans la presse dans la mesure où y sont abordées des questions qui nous concernent directement.

- Au niveau national :
 - entretiens journalistiques avec le Président de la République et le Conseiller présidentiel pour les affaires de Bogota;
 - débats présentés dans la presse entre ce même conseiller et l'actuel maire au début de sa prise de fonctions.
- Au niveau départemental :
 - entretien réalisé avec le directeur de planification de la préfecture du département de Cundinamarca.
- Au niveau de l'aire métropolitaine :
 - entretiens journalistiques réalisés avec les auteurs de projets de création de cette aire métropolitaine;
 - entretien journalistique avec l'actuel maire.
- Au niveau du district:
 - entretiens journalistiques avec le maire précédent et l'actuel sur leur gestion urbaine. Ceux avec le maire actuel ponctuent le développement de son administration;
 - entretiens avec divers fonctionnaires de la Direction Administrative de Planification Distritale (DAPD) - Service de délivrance des permis de construire (Unité de développement urbain);
 - entretiens avec divers fonctionnaires de l'Entreprise d'Energie de Bogota (service de communication, service de distribution, service de cartographie, comité de stratification socio-économique);
 - entretiens avec deux membres du conseil distrital ayant des profils opposés: l'un, du parti conservateur, réélu depuis près de vingt ans, représentant de la classe politique traditionnelle, l'autre, apolitique, élu avec l'actuel maire, jeune universitaire, "contestataire".
- Au niveau des arrondissements :
 - entretiens avec le maire et un membre de la JAL des arrondissements de Bosa, Usaquéen, Chapinero;
 - entretien avec le maire de l'arrondissement de Rafael Uribe;
 - entretien avec un ingénieur ayant développé un assez long travail communautaire à Bosa dans le cadre d'activités de l'Université Javeriana (en santé publique et pour le plan de développement) et ayant des connaissances aussi bien de certains quartiers de l'arrondissement comme de l'ensemble de l'arrondissement.
- Au niveau du secteur privé :
 - entretien avec le directeur de la Chambre de la Construction du département de Cundinamarca,
 - entretien avec une fonctionnaire du département de recherches économiques de la même Chambre.

• **Entretiens à réaliser**

N'ont pas encore été réalisés les entretiens avec :

- certains responsables de l'administration du district : secrétaires de gouvernement, travaux publics, action communale, directeurs d'entités publiques comme la Caisse de Logement Populaire;
- les maires et membres de JAL des arrondissements de Santafé, La Candelaria et Engativa;
- quelques représentants d'associations de quartiers;
- les responsables d'entités privées comme la Chambre des agents immobiliers.

5.1.3. Le traitement des informations

En ce qui concerne les textes comme les entretiens, il s'est agi de faire une analyse de contenu (non systématique) avec des critères définis à partir de nos objectifs.

5.1.4. La présentation des résultats

Nous présentons ci-après le plan provisoire du rapport de présentation des résultats, actuellement en cours de rédaction.

• *Preliminaires*

Le thème des politiques urbaines va être abordé dans une double perspective :

- comme objet d'étude qui permet, d'une part, de mieux comprendre les formes du développement urbain de Bogota (de par leur existence ou non selon les périodes, leur applicabilité, application, leur philosophie, flexible ou autoritaire) et, d'autre part, de voir comment a pu être pris en compte ou non le phénomène de la mobilité résidentielle et ses diverses formes dans l'élaboration même de ces politiques;
- les formes d'intégration des résultats de cette recherche au niveau de l'établissement des divers diagnostics et de la définition d'outils opératoires au service de la planification et la gestion urbaines.

Pour ce faire, il semble nécessaire de commencer par deux préliminaires:

1. Une définition de ce en quoi consiste une politique urbaine et quelles en sont les tendances générales actuelles.

On peut dire dès à présent que les politiques se situent entre différents niveaux : face aux phénomènes, elles se doivent de les contrôler, orienter, selon : d'une part, un diagnostic, une évaluation, une analyse de ces phénomènes et, d'autre part, dans la définition des objectifs et stratégies, des critères, et le recours à, l'inscription dans, des références, des fondements qui combinent savoirs et idéologies.

2. La relation qui existe entre politique urbaine et connaissance scientifique (en particulier l'éventuelle relation en Colombie entre savoirs sur mobilités et planification, entre sciences sociales - géographie, démographie, sociologie, anthropologie, ...etc.- et définition des politiques urbaines).

Dans les deux cas, en s'inscrivant de manière globale dans une perspective historique et, le plus souvent possible, en abordant directement le cas colombien.

• *Première partie. Le contexte général : le rôle des pouvoirs publics dans le processus d'urbanisation en Amérique latine.*

Dans le processus général d'urbanisation en Amérique latine (avec des formes de système urbain diverses : macrocéphalie ou non, liée à un contrôle autoritaire ou non), les pouvoirs politiques et économiques s'articulent de différentes manières pour répondre (parfois après coup) aux nécessités des divers acteurs urbains et/ou imposer (selon leur propre volonté ou celle d'organisations internationales bailleurs de fonds comme les Nations Unies, la Banque Mondiale, etc.) certaines logiques de contrôle, de domination des dynamiques propres au processus d'urbanisation. Malgré cet éventail assez large des options, on peut distinguer au cours des quarante dernières années trois grandes périodes, variables d'un pays à l'autre, parfois en partie simultanées dans un même pays, mais communes à l'ensemble de l'Amérique latine : de la fin des années 1950 aux années 1970, la planification, généralement marquée par l'économique (le "*desarrollismo*" de la CEPAL), puis à partir des années 1980 la décentralisation politico-administrative, avec là aussi des approches diverses, parfois imposées par les organisations internationales dans une tendance générale à niveau mondial, avec des avancées, retards, retours ou réajustements

de toutes sortes, et, enfin, depuis la fin des années 1980, l'arrivée de la gestion urbaine, parfois marquée par les courants d'"urbanisme stratégique", de politiques municipales entrepreneuriales et par ceux de l'établissement de nouveaux canaux permettant la participation communautaire. Les deux dernières périodes sont marquées par deux processus : la démocratisation politique, puis la globalisation de l'économie. D'autres problématiques, plus récentes et déjà plus spécifiques, méritent aussi d'être signalées telles que celles du développement durable et la gestion du foncier.

• *Deuxième partie: Le cas colombien*

On peut d'abord dire qu'il y a en Colombie une tendance générale à considérer les villes - et non la seule capitale - comme lieux de développement. Si parfois de grands processus de développement (liés par exemple au café ou au pétrole) ont pu avoir lieu en milieu rural, ils contribuent soit à la croissance de villes existantes (zone caféière), soit à l'expansion de petites villes peu à peu contrôlées (Barrancabermeja) ou toujours pas car encore trop récentes (Casanare), mais de toutes façons dans un contexte général "d'abandon" du milieu rural (malgré quelques essais de politiques en faveur du rural mais toutes vouées à l'échec). Pour les raisons invoquées antérieurement, le processus de migrations vers la ville (celle de la région, ou bien Bogota à niveau régional et national), n'en fut que plus fort.

Néanmoins, les grandes villes n'ont pas toujours fait l'objet de politiques spécifiques déterminantes que ce soit sur le plan des activités économiques (face à l'industrialisation comme plus récemment face à la crise industrielle), ou sur le plan sociodémographique (face aux migrations), sauf dans les années 1970 avec la "Politique des quatre stratégies" qui consacre un discours valorisant de la ville.

Dans ce cadre général, quelles ont pu être les champs d'intervention du pouvoir économique d'un côté et politique de l'autre et leurs interactions? Quel fut le degré de contrôle de ce processus par l'Etat ?

On peut dire qu'en Colombie dans le processus "planification - décentralisation - gestion" va dominer l'approche économique au détriment d'une approche plus urbanistique, spatiale et que, par ailleurs, la politique de logement est conçue comme distincte de la politique urbaine. C'est seulement depuis peu que commencent à surgir des interrogations à ce sujet. Les lois nationales qui promeuvent l'aménagement urbain sont récentes : la loi 9, dite de réforme urbaine, date de 1989 et le projet d'actualisation de cette même loi de la fin de 1995 (voir Tableau 5.1).

Pour analyser ces aspects, on fera une sorte d'historiographie de la planification et gestion urbaines, tenant en compte les tendances précédemment décrites au niveau international et en les caractérisant dans le cas colombien.

• *Troisième partie. Le cas de Bogota*

On reprendra la même question que précédemment en l'appliquant au cas de Bogota.

1. Histoire de la planification, décentralisation, gestion

Dans cette historiographie, on différenciera quatre dimensions de la planification :

- les plans et les politiques urbaines elles-mêmes, en adoptant la périodisation de l'histoire de la planification suivante :
 - a) la planification physique (Plan pilote de 1950-1953 en vigueur jusqu'au milieu des années 1960),
 - b) la planification économique selon L. Currie,
 - c) la planification au service de l'immobilier avec l'Accord 7,
 - d) l'étape actuelle avec l'accord 6 de 1990,
- l'organisation de l'administration,
- l'intervention directe des pouvoirs publics sur l'aménagement et la construction de la ville,

- l'intervention du secteur privé dans l'aménagement, la planification, la gestion de la ville

2. Radiographie de l'administration du district

Bien que déjà abordée précédemment, on tentera de faire une radiographie du système actuel des différentes instances et acteurs (publics, privés), de leurs relations (prévues par la loi, réelles), de la nature et du degré de leurs interventions, de leur perception des problèmes urbains, notamment ceux liés aux formes de mobilité résidentielle, au logement et services urbains, à la planification et gestion même de la ville, et de leurs marges de manoeuvre (celle qu'ils ont officiellement, celle qu'ils disent avoir, celle qu'ils pourraient avoir). Cela en cherchant à couvrir l'ensemble des niveaux territoriaux : quartier, arrondissement, district, aire métropolitaine, département, nation, organisations internationales.

Une structure est très souvent l'objet de critiques tant de la part des acteurs publics comme de celle des acteurs privés : la Direction Administrative de Planification du District (DAPD). Les entretiens qui ont été réalisés auprès de fonctionnaires de cette institution, avec d'autres objectifs, ne permettent que de constater une certaine impuissance (au niveau du contrôle du construit) que semblerait pouvoir corriger le projet de décentralisation de cette institution.

3. Planification et gestion actuelles

Les plans de développement actuels aux niveaux distrital et local durant les dernières années (depuis 1990) seront analysés en soi, dans leur propre logique (diagnostic, objectifs, budget), ainsi que du point de vue de leur processus d'élaboration.

A priori, il semble qu'en général on ne pose pas le problème de la réalité sociale, de la nature de la demande en logements, ni de la connaissance de cette demande. Nous verrons comment sont éventuellement traitées les questions de la population (caractéristiques sociodémographiques), d'évaluation des besoins en logements, des ressources à disposition envisagées pour y répondre.

Enfin, on s'intéressera à la problématique de l'innovation municipale à l'ordre du jour avec le programme de l'actuel maire : comment se manifeste-t-elle? Quelles sont ses retombées au niveau du contrôle de la mobilité de la population et des pratiques résidentielles ?

4. La problématique de l'accès aux terres, au logement et aux services publics à Bogota

Dans le cas d'occupation illégale des terres, on se penchera sur l'articulation entre champs de compétence des différentes structures administratives et couverture des services publics.

5. Les systèmes d'information, les travaux scientifiques au service de la planification et gestion urbaines

6. Tableau synoptique

Couverture historique depuis les années 1950 avec les thèmes suivants :

1. Les événements d'ordre social, économique, politique au niveau national
2. Les politiques urbaines et de logement, planification, décentralisation, etc. au niveau national
3. Les mandats des maires de Bogota élus par suffrage universel (seulement depuis 1988)
4. La (ré-)organisation de l'administration des affaires urbaines de Bogota
5. Les politiques urbaines et de logement, planification, décentralisation, etc. au niveau de Bogota

6. Les grands travaux à Bogota

7. Inventaire des documents officiels

5.1.5. Conclusion

En matière de politiques urbaines et de logement, on peut dire que le cas de Bogota est représentatif d'une administration très flexible voire permissive. Toutefois, on ne peut parler pour autant, comme trop souvent, d'une absence totale de planification et gestion urbaines, qui serait la cause du "chaos" dans lequel se trouverait aujourd'hui la ville.

Même si l'on regrette fréquemment leur réelle application sinon applicabilité, on ne peut nier l'existence de normes et structures (certes parfois déjà anciennes et déphasées ou bien récentes et encore peu sûres) devant faciliter la mise en oeuvre de processus d'aménagement urbain plus équilibrés et participatifs.

On pourrait peut-être parler d'un "urbanisme d'accompagnement" dans le sens où il n'impose pas de contrôle, mais où il tendrait à régulariser l'informel et que, par certaines opérations, il aurait pu directement ou non limiter l'extension indéfinie de la ville et plutôt favoriser sa densification.

Mais si l'on veut analyser plus finement cet urbanisme et les références et outils de ses acteurs, on voit que sont souvent assez mal connues les formes actuelles de mobilité de la population ainsi que les pratiques résidentielles, sauf peut-être celles qui s'expriment à travers la demande des classes aisées en logement, laquelle constitue un marché rentable et plutôt facile à satisfaire, étant donné la permissivité des normes. Ce qui conduit à constater également que l'on a peu étudié jusqu'à présent la nature des relations entre pouvoirs économique et politico-administratif et leurs effets sur les modes de production de la ville.

Ces connaissances nous paraissent ici d'autant plus importantes que l'on se trouve dans une conjoncture paradoxale où, à côté d'un système traditionnel, semblent vouloir percer de nouvelles règles du jeu innovantes et, semble-t-il, non liées aux seuls effets de l'économie néolibérale.

Ces remarques devraient indiquer quelques pistes pour développer le travail comparatif avec la ville de Delhi qui *a priori* présente des caractéristiques en matière de politiques urbaines et de logement très différentes sinon opposées.

5.2. L'analyse des politiques urbaines à Delhi

5.2.1. L'analyse bibliographique

L'examen de la documentation montre une grande richesse de publications et de rapports qui sont un préalable absolu au travail de terrain à Delhi. La documentation bibliographique existant sur Delhi peut se diviser en plusieurs catégories: d'une part une documentation descriptive, peu problématisée, par exemple portant sur l'histoire architecturale et politique de la ville, et la façon dont elle est administrée; d'autre part une documentation sectorielle, portant sur des questions techniques et des enjeux précis, apportant des éclairages intéressants sur différentes dimensions de l'aménagement urbain, et se plaçant parfois dans une dimension comparative. En ce qui concerne les politiques urbaines, en particulier sur les thèmes du foncier, du logement et de l'environnement, une majorité de documents ressortent plutôt de cette deuxième catégorie. La réforme de la politique urbaine, qui, depuis les années quatre-vingts a été entourée d'un fructueux débat associant chercheurs, technocrates et politiciens, a encore augmenté la richesse de la littérature grise. S'y ajoutent les documents de planification et les textes ayant une valeur juridique, lois, règlements, discussions parlementaires et textes de jurisprudence.

Il existe également de nombreux travaux produits par des ONG ou par des étudiants avancés venant des institutions universitaires de la capitale, qui constituent un matériau de base auquel il est parfois utile de se référer.

La collecte de cette documentation a été poursuivie depuis le début des années quatre-vingts, à l'occasion de la rédaction de la thèse d'Isabelle Milbert. Cette collecte a ensuite été actualisée systématiquement, en fonction des recherches abordées lors de chaque mission sur le terrain par les différents membres de l'équipe (voir biographie sélective en annexe 7).

Enfin l'équipe travaillant à Delhi compile depuis fin 1993 les articles de presse des principaux quotidiens et magazines d'information, ce qui apparaît indispensable pour le suivi des politiques urbaines, l'analyse des acteurs et la compréhension de la dynamique de croissance de la ville. En effet, la presse, dans l'ensemble d'excellente qualité, donne une information précise non seulement sur les prises de position des politiciens et des administrateurs, mais aussi sur l'état de sensibilisation à différents problèmes environnementaux, sociaux ou économiques à l'intérieur de la ville. Les débats autour de la politique urbaine et les éventuels conflits autour de l'aménagement sont fidèlement traduits.

Figure 5.3 - Division politico-administrative de Delhi

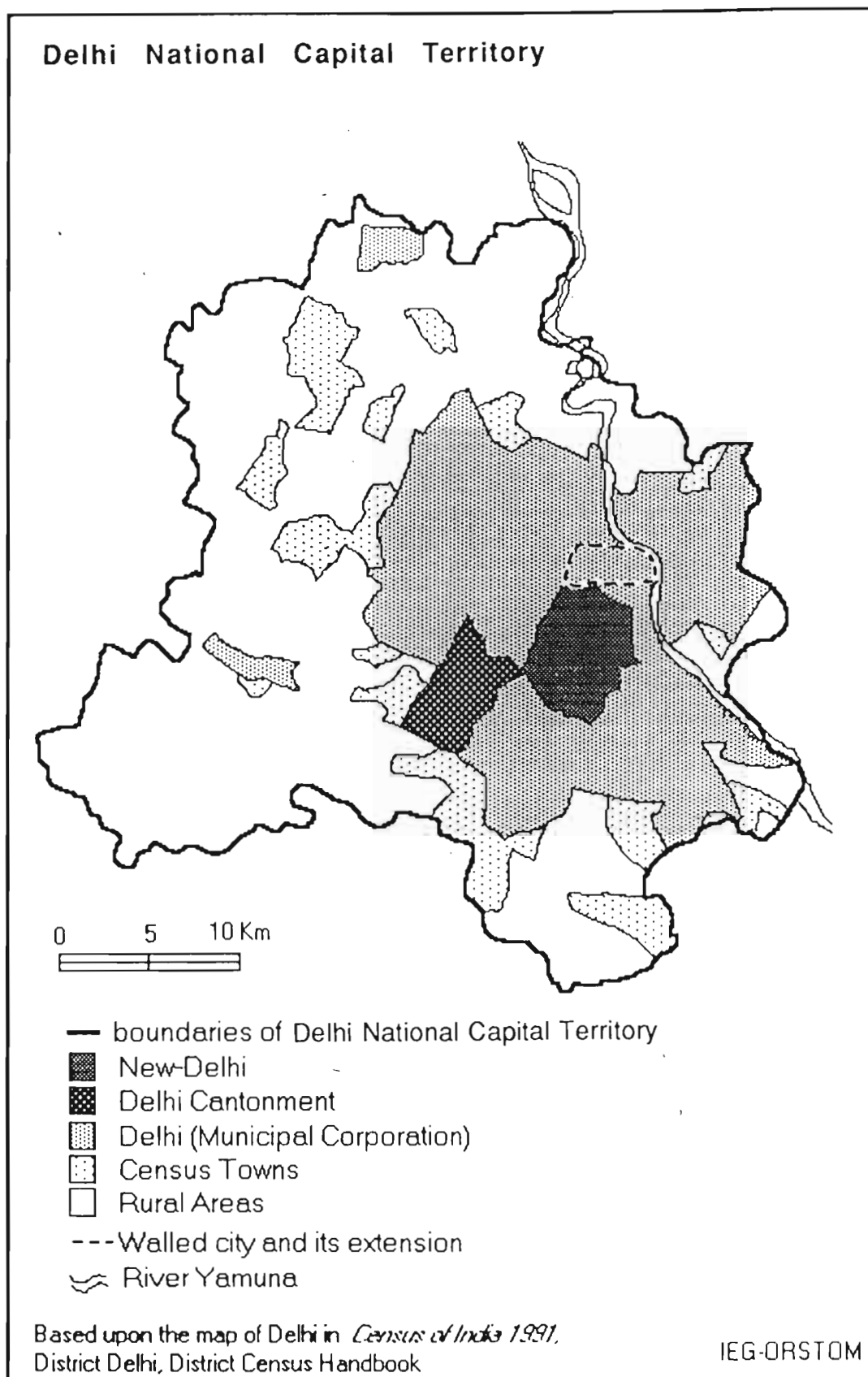
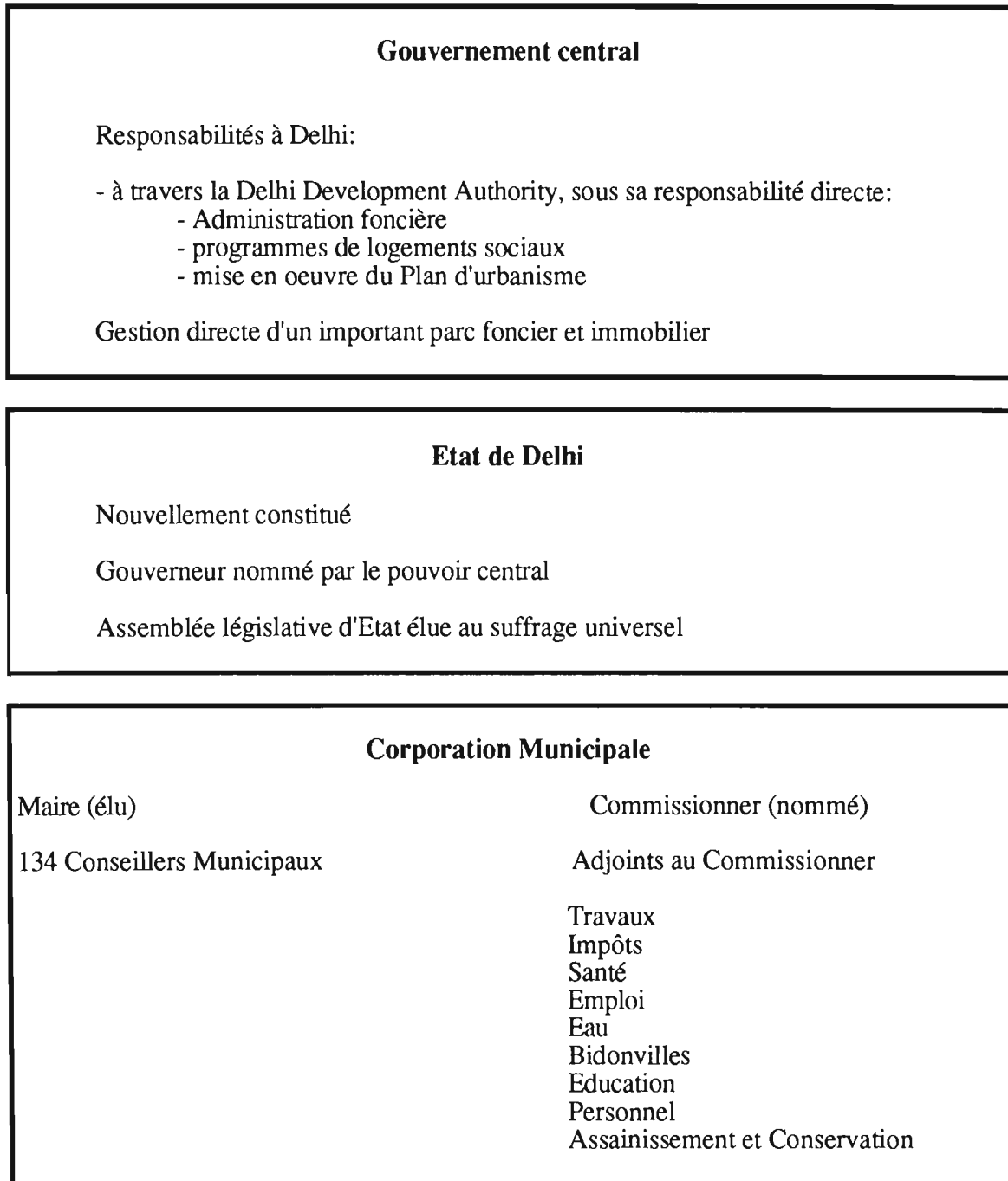


Tableau 5.2 - Chronologie des mesures dans le domaine de la gestion urbaine à Delhi

1835	<i>Municipal Corporation Act.</i> (première loi prévoyant des élections municipales)
1888, 1894, 1929	Lois aménageant la gestion des villes et l'élection des conseils municipaux
1911	Décision britannique de transférer la capitale de Calcutta à Delhi
1913	L' <i>Imperial Delhi Committee</i> commence les acquisitions foncières
1914	Rapport de Patrick GEDDES sur la ville fortifiée
1915-1931	Planification et construction de New Delhi sous la direction de LUTHENS
1947	Proclamation de l'Indépendance et conflit indo-pakistanaï
1948	Législation bloquant les loyers
1949	Création d'une cellule de coordination pour le développement de Delhi au sein du Ministère des Travaux publics
1950	Proclamation de la Constitution de l'Inde
1950	Création de la Commission du Plan
1957	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation du Schéma Directeur d'Aménagement de New Delhi • <i>Delhi Development Act</i>, créant la <i>Delhi Development Authority</i>
1962	<i>Master Plan</i> de Delhi, le premier en Inde
1962	La Commission du Plan prône la préparation de plans d'urbanisme
1964	Réforme interne du Ministère des travaux publics et du Logement
1970	Création de HUDCO (<i>Housing and Urban Development Corporation</i>)
1975-1977	Proclamation de l'Etat d'urgence sur l'ensemble du territoire indien
1976	Destruction de bidonvilles et de quartiers anciens (en particulier à Turkman Gate) à Delhi, et relogement de 700 000 personnes
1976	<i>Urban Land Ceiling Act</i> , limitant la propriété foncière urbaine privée
1982	Grands travaux pour préparer les Jeux asiatiques à New Delhi
1983	Début des travaux de réforme de la politique urbaine
1984	Assassinat d'Indira Gandhi et violentes émeutes à Delhi
1988	La nouvelle politique du logement est approuvée au Parlement. Création de la <i>National Housing Bank</i>
1988	Plan régional de Delhi (1988-2001) (<i>National Capital Region Plan</i>)
1994	Le "Territoire de l'Union" est transformé en "Etat de Delhi"

Figure 5.4 - Organigramme schématique de l'administration de Delhi

5.2.2. Les entretiens

• *Entretiens auprès des responsables de l'aménagement urbain*

Les entretiens auprès des responsables urbains avaient d'abord comme objectif de situer les différents niveaux de responsabilité et de pouvoir, et d'analyser leur évolution récente, puisque plusieurs réformes profondes ont bouleversé le statut politico-administratif du territoire de Delhi au cours des dernières années.

On trouvera ci-après (Figure 5.4) un organigramme schématique résumant la grande complexité de l'administration de Delhi, où, comme dans de nombreuses villes capitales, le gouvernement central conserve d'importantes prérogatives, tandis que plusieurs niveaux de compétence se disputent un territoire somme toute restreint.

Un deuxième objectif de ces entretiens était d'analyser la relation entre l'administration et le pouvoir politique, et d'identifier les sujets les plus sensibles en matière de gestion de la croissance urbaine et de l'évolution des pratiques résidentielles, à propos desquelles les différents niveaux décisionnels étaient amenés à négocier, à se paralyser mutuellement ou à se heurter.

Ces entretiens semi-directifs menés auprès des "décideurs" ont été commencés lors de la première mission d'Isabelle Milbert, en Mars-Avril 1995. Ils se sont poursuivis en fonction des axes de recherche précisément identifiés, durant la mission d'Avril-Mai 1996.

Les personnalités suivantes ont été interviewées, parfois à plusieurs reprises :

* au sein du gouvernement central :

- Mr Sengupta, Head of the Planning Commission, GOI
- Mr Manjit Singh, Delhi Slum Improvement Board
- A.P.Sinha, Joint Secretary, Ministry of Urban Development, GOI
- Mr Gambhir, Chief Planner, Delhi Development Authority
- Mr Jakhanwal, Vice Chairman, Delhi Development Authority
- Mr Mir Nasrullah, Directeur, Delhi Urban Arts Commission

* au sein des instances consultatives participant à la définition de la politique urbaine :

- Dr S. Basu, Directeur de la School of Planning and Architecture, Delhi
- Mr S.K.Das, Architecte et Urbaniste
- Drs Narayani Gupta, Jamia Millia Islamia
- Prof. Amitabh Kundu, Professeur, J. Nehru University
- Prof. Aresh Kumar Maitra, School of Planning and Architecture
- Mr C. Vijay Kumar, HSMI
- Dr Stuti Lall, Society for Development Studies
- Pr Om Prakash Mathur, Institute of Public Policy and Finance
- Mr Dinesh Mehta, Director, NIUA
- Mr Harry Mengers, Indian Human Settlements Program
- Dr Onkar Mettal, NIUA, Chief Training Officer
- Ms Pratima Panwalkar, Secrétaire Générale, SIDDHI
- Dr Abdul Razak School of Planning and Architecture, Delhi
- Mr E.F.N. Ribeiro, consultant, Duncan Macneill Group
- Mr Shouri, Citizens' Group
- Dr P.S.A. Sundaram, Institute of Public Policies and Finance
- Dr R.K. Wishwakarma, IIPA

* au sein des instances politiques :

- Mr Jag Mohan, Parlementaire
- Mr K.S. Gurjral, ancien élu du Parti du Congrès
- plusieurs élus de la municipalité de Delhi
- militants des différents partis

* au sein des agences de coopération :

- Mr Régis Avanthay, Swiss Development Cooperation
- Mr Michael Cohen, Senior Adviser, the World Bank
- Mr A.S. Dasgupta, RHUDO, USAID
- Mr C.L. Elmendorf, Deputy Director RHUDO, USAID
- Mr Earl Kessler, Director RHUDO, USAID
- Drs Caroline Moser, Senior Adviser, the World Bank
- Drs Anuradha Prasad, SDC
- Ms Marty Rajendran, UNICEF
- Dr Florian Steinberg, Coopération hollandaise, IHSP

Un certain nombre d'interviews effectuées à Delhi ont été complétées et enrichies par des entrevues complémentaires, durant la Conférence d'Istanbul, début Juin 1996. En effet, en marge de la Conférence des Nations-Unies de nombreuses négociations indo-indiennes se poursuivaient, en particulier entre administrateurs et représentants d'ONG militant à New-Delhi.

• *Les entrevues auprès des habitants*

Dans une première phase, le travail de terrain s'est déroulé en alternant les visites de quartier, les entrevues avec des habitants et avec des ONG, et les interviews de différents acteurs dans les Administrations, les groupes de citoyens et les associations. Les visites de l'ensemble des quartiers où travaille l'équipe de Delhi ont eu pour objectif de faire le lien entre l'histoire de chacun des quartiers, ses caractéristiques physiques, ses pratiques résidentielles, et les politiques publiques mises en oeuvre à leur endroit par les pouvoirs locaux institutionnels et non institutionnels.

Au cours de la deuxième mission, le travail de terrain s'est concentré sur un quartier précis, où nous avons mené une enquête spécifique. Le travail dans le quartier a été complété par une nouvelle série d'interviews auprès des décideurs. Au cours de la mission effectuée en Avril-Mai 1996, il s'agit tout d'abord de travailler sur la délocalisation d'un bidonville, Rajiv Gandhi Camp, près de Nehru Stadium. En effet, ce bidonville, situé dans la coeur du New-Delhi résidentiel et administratif, est sous la menace constante d'une destruction. Donc, dans une période particulièrement brûlante, en pleines élections législatives, il s'agit d'observer le processus de négociation et le fonctionnement des rapports de force entre habitants, politiciens et administrateurs, menant peut-être à la décision longtemps repoussée de la destruction du bidonville.

Notre enquête est fondée tout d'abord sur une vingtaine d'interviews en profondeur menés auprès des habitants et de leurs leaders à l'intérieur du bidonville. Ces entrevues menées de façon semi-directive sont complétées par des interviews des politiciens locaux, responsables ou anciens élus de cette circonscription. Les informations obtenues sont mises en regard de la vision administrative (souvent très opposée), à travers une série d'interviews avec les responsables des différents services administratifs concernés par la politique du logement, par la planification et surtout par la gestion des espaces occupés par les bidonvilles.

Le guide d'entretiens semi-directifs portait tout d'abord sur l'histoire: comment les habitants sont arrivés, comment ils ont négocié la possibilité de rester sur un terrain illégal, l'obtention des services et une relative stabilité dans le passé. Comment les destructions partielles du bidonville ont eu lieu, quel basculement du rapport de force cela traduisait-il.

Ensuite, les entretiens portent sur l'analyse du rôle des différents interlocuteurs des bidonvillois: les *pradhans* (intermédiaires, "protecteurs", "slum leaders"), les politiciens et les administrateurs (police, gestionnaires, urbanistes, représentants des services urbains...). L'interview essaie de mesurer les modalités de l'évaluation que fait le bidonvillois de ses interlocuteurs dans la négociation.

A travers la lutte permanente pour l'obtention d'un minimum de services de base (éducation primaire, eau, ramassage des ordures, écoulement des eaux usées) , apparaissent les relations de confiance, de fidélité ou au contraire de crainte vis-à-vis des interlocuteurs susceptibles de désenclaver le bidonville. L'entretien essaie donc de comprendre l'évolution des stratégies des bidonvillois.

Une partie des entretiens porte sur la cohésion de la communauté et surtout sur les modalités de son organisation, au quotidien ou dans les moments "chauds".

Les entretiens et leur analyse prennent en compte les différentes spécificités des habitants du bidonville: spécificité d'origine, de caste, de religion , d'âge ou de sexe.

• *Autres composantes de la recherche*

Dans un deuxième temps, une autre direction de recherche porte sur la modification de la législation sur les loyers. Il s'agit là aussi d'un dossier difficile politiquement: la loi de contrôle des loyers datant de l'Indépendance a été appliquée de façon stricte et a conduit à une segmentation et à de fortes rigidités sur le marché du logement. Alors que la loi réduisant très fortement ce contrôle des loyers vient d'être votée à Delhi, mais n'est pas encore entrée en application, nous reprenons l'histoire du projet législatif, qui montre là aussi la complexité de la négociation entre administrations, politiciens et groupes de pression, en mettant en avant l'originalité du processus d'élaboration des politiques publiques au niveau du gouvernement central indien, et le poids des "acteurs marginaux sécants" tels qu'ils sont décrits par Jean-Claude Thoenig. Cette recherche, dans un premier temps (1996) est menée exclusivement par interviews approfondis auprès des différents groupes mêlés à la négociation. Dans un deuxième temps, en 1997, une fois que la loi sera promulguée, il conviendra d'examiner sur le terrain la réalité des modifications induites par cette législation, son impact sur l'espace construit et dans les modes de fonctionnement des quartiers. Deux espaces sensibles seront alors observés, à New-Delhi et dans le centre historique d'Old-Delhi.

Il est également prévu, en janvier 1997, si l'avancement de la recherche le permet, d'analyser un troisième volet de politique urbaine: il s'agit du déplacement d'activités économiques enclavées jusqu'à présent au cœur du vieux centre historique de Delhi. Cette délocalisation a été prévue par tous les plans d'urbanisme successifs qui ont tentés de promouvoir la réhabilitation de ces quartiers, mais les décisions administratives semblent ne pas avoir prise sur la réalité économique. Dans un contexte de libéralisation des loyers, il conviendra de suivre les mutations rapides de ces quartiers anciens.

5.1.3. La présentation des résultats

Le rapport est en cours de rédaction. Il sera suivi de publications d'articles sur le même thème.

Nous aborderons tout d'abord la question des politiques urbaines , en liaison avec les analyses de la science administrative française sur les rapports entre politique, élites, administration et citoyens. Dans un contexte de profondes transformations en matière d'occupation de l'espace qui remodèlent en profondeur le pays, se maintiennent des poches de non-administration ou de sous-administration. Échapper à la couverture administrative, c'est aussi rester en marge de la répartition des richesses, ne pas bénéficier de l'éducation, de la santé ou des services que l'Etat pourrait offrir aux citoyens.

I. Il convient de montrer **le rôle pionnier de Delhi** dans l'élaboration des politiques publiques urbaines, en tant que capitale et comme laboratoire d'expérimentation, et de présenter de façon synthétique les acteurs de l'administration urbaine, faute de quoi il serait difficile, par la suite, d'analyser les dysfonctionnements.

L'analyse des politiques publiques, des modalités de la gestion urbaine et des législations se concentre ensuite dans quelques domaines clés.

II. La planification urbaine et la maîtrise foncière : législation, jeu des acteurs et impact sur la structure physique de la ville

III. La politique de régularisation / destruction de bidonvilles: le poids de l'histoire, les méthodes mises en oeuvre, l'obtention des services , le discours officiel et la réalité de terrain.

IV. Le contrôle des loyers et la politique de libéralisation: histoire d'un blocage politico-administratif majeur, ayant des conséquences graves sur l'offre de logements, l'organisation de l'espace et la création de bidonvilles. Histoire de la négociation, mettant en jeu des processus complexes et des négociations avec des ramifications internationales.

V. La réhabilitation des centres historiques anciens et la délocalisation des entreprises

VI. Synthèse sur les modalités de la négociation entre acteurs

5.1.4. Conclusion

Le cas de Delhi apparaît exemplaire en matière de politiques urbaines, dans la mesure où une administration puissante et des mesures législatives et réglementaires originales ont élaboré des structures complexes de contrôle et de promotion volontariste de l'urbanisme. mais elles ne sont pas parvenues à empêcher le "désordre", c'est-à-dire l'informel, l'illégal et la surdensité, qui sont dénigrés officiellement, mais de facto indispensables au fonctionnement même de la structure urbaine.

Annexe 5 - Guide d'entretien avec les acteurs de l'administration urbaine de Bogota

Los objetivos de la entrevista son los siguientes:

- Identificar los conocimientos y representaciones que tienen los alcaldes y ediles sobre las dinámicas poblacionales y, sobre todo, las formas de movilidad que se manifiestan en su localidad. Se enfocará más precisamente sobre los barrios estudiados.
- Conocer las funciones, procesos de elaboración de planes y toma de decisiones, correspondientes a estos cargos en los contextos general de la descentralización (relaciones con las otras instancias : gobierno central, departamento, gobierno distrital, concejo, otras localidades y eventualmente municipios vecinos, instituciones públicas en vivienda y servicios públicos) y particular de la localidad y sus barrios (JAL, JAC's, organizaciones populares, ONG's, etc.).
- Evaluar si se tiene en cuenta la problemática de movilidad en el diseño de los planes de desarrollo, políticas urbanas y de vivienda, las posibles intervenciones de estas instituciones en el problema de la regulación de las dinámicas poblacionales y de la vivienda popular.

En la medida de lo posible, la entrevista se organiza en tres tiempos correspondiente a cada uno de estos tres objetivos.

Generalmente se trata de pasar una hora (a veces más dependiendo de las interrupciones) con el alcalde, con quien siempre se define una cita previamente, mientras la entrevista con un edil de la JAL se improvisa a través del alcalde (dura como media hora).

II SEMINARIO INTERNACIONAL SOBRE EL SECTOR DE LA CONSTRUCCIÓN Y EL DESARROLLO HUMANO SOSTENIBLE

BUENOS AIRES (ARGENTINA)

ABRIL 23-25 DE 1996

**LOS EFECTOS DE LA DEMANDA EN VIVIENDA Y LAS
POLÍTICAS ESTATALES SOBRE LA ACTIVIDAD DEL
SECTOR DE LA CONSTRUCCIÓN:
EL CASO DE LOS BARRIOS DE ESTRATOS ALTOS EN BOGOTÁ
(COLOMBIA) DURANTE LOS AÑOS 1980 - 1995**

Thierry LULLE

**Centro de Investigaciones sobre Dinámica Social (CIDS)
Universidad Externado de Colombia**

Organizadores:

**Lic. Marta Panaia
Instituto de Investigaciones "Gino Germani"
Facultad de Ciencias Sociales
Universidad de Buenos Aires**

**Programa del Área de investigación sobre Trabajo y Empleo (PAITE)
Centro de Estudios Avanzados
Universidad de Buenos Aires**

INTRODUCCIÓN

El sector de la construcción es un sector caracterizado por una inestabilidad grande. A nivel internacional, muchos estudios trataron de explicar esta inestabilidad identificando sus causas, desde la coyuntura (macro-)económica hasta la organización misma de la actividad, y analizando sus efectos. En el caso particular de Colombia, encontramos también estudios de este índole. Hay indicadores (metros cuadrados aprobados en las licencias, tipo de proyecto, etc.) que permiten no solamente medir y evaluar la actividad edificadora, sino también inscribirla en una perspectiva histórica (Giraldo y Cortés, 1995). También se

analizó el impacto de las diferentes características del contexto macroeconómico y de la demanda en vivienda (Junguito, López, Misas, Sarmiento, 1995). Pero, hasta ahora y sorprendentemente, muy pocos estudios se realizaron sobre las formas de actuar del sector, las estrategias del empresariado, del gremio, frente a los altibajos que vive permanentemente el sector, los cuales hubieran podido alimentar una lectura nueva y fructuosa.

En este texto no se trata de presentar resultados de un estudio planteado desde este punto de vista, sino de ofrecer algunos elementos de análisis en la perspectiva de un posible desarrollo de este enfoque. Nos apoyaremos en la presentación de un estudio¹ sobre lo sucedido en la construcción de vivienda para sectores de estratos altos en Bogotá de 1980 a 1995².

Este proceso fue de tal intensidad que el paisaje urbano del pericentro norte de la ciudad resultó totalmente modificado: en efecto, este tipo de proyecto generó mucha competencia en el período mencionado, lapso durante el cual los precios del metro cuadrado aumentaron en forma vertiginosa. En esta ponencia, examinaremos cuál fue la respuesta de un sector cuya flexibilidad le permitió aprovechar una coyuntura particularmente marcada por la combinación de una nueva demanda en vivienda de lujo en barrios del pericentro con políticas urbanas más bien permisivas y medidas favorables de acceso a la vivienda de sectores medios y altos. Aunque es todavía difícil hacer un análisis en estos mismos términos por ser un proceso demasiado reciente, se considerará también lo que se está pasando en el último periodo, es decir desde hace un año, con la aparición de una crisis presentada como grave por el sector (pero que debe ser relativizada si se tiene en cuenta que, de una parte, la bonanza anterior nunca fue tan grande y, de otra parte, se sabe que una actitud corriente de los gremios es la de quejarse mucho en estos momentos críticos). Sin embargo, no se tendrá en cuenta aquí otra dinámica obviamente determinante pero difícil de identificar (más todavía cuando no se tiene el dominio de las herramientas adecuadas para ello): se trata de las estrategias inversionistas del sector financiero que se orientan hacia la finca raíz y construcción en momentos de exceso de capital.

Después de una presentación general de las tendencias del desarrollo urbano de Bogotá durante el periodo 1940-1995, y más detalladamente del periodo más reciente 1980-1995, en dos sectores de la ciudad donde se concentran los estratos

¹ Este estudio fue presentado en la ponencia "Interactions entre politiques urbaines, marché du logement et comportements résidentiels: leur rôle dans les transformations des quartiers aisés de Bogota (Colombia)", redactada por Françoise Dureau del Instituto Francés de Investigación Científica para el Desarrollo en Cooperación (ORSTOM) de Francia, Adriana Parías del Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico (CEDE) de la Universidad de los Andes de Bogotá y Thierry Lulle para el seminario: "Les pratiques de la ville. Transformations sociales et évolutions spatiales" organizado por el Centre de Recherches sur l'habitat (CRH) y el PIR - Villes del Centro Nacional de Investigación Científica (CNRS) y llevado a cabo en Paris-Nanterre los 21 y 22 de septiembre de 1995. Este texto retoma en gran parte esta ponencia.

² Este estudio hace referencia a fuentes de naturaleza diferente. Además de la información disponible acerca de las políticas de vivienda y de la reglamentación urbana, nos apoyaremos en datos específicos del censo de 1985 (el último censo de 1993 no se había presentado todavía oficialmente en abril de 1996 oficialmente), en una encuesta socio-demográfica de 1991 y en dos fuentes de información originales:

- Las licencias de construcción en Bogotá expedidas por la DAPD (Dirección de Planeación Distrital) y publicadas por el DANE (Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas);
- Una investigación sobre las formas de movilidad espacial de la población en Bogotá y su área metropolitana, realizada por el ORSTOM y el CEDE.

altos³, se evocarán las políticas urbanas y de vivienda a nivel nacional y local; enseguida, nos centraremos sobre los cambios sociodemográficos de dichos sectores y la aparición de una nueva demanda cuantitativa y cualitativa (con motivos específicos) en vivienda por parte de los hogares de estos mismos estratos. Finalmente, presentaremos los efectos de estas dinámicas sobre la actividad del sector de la construcción en términos de tipo de proyectos (uso, altura, tamaño, etc.), teniendo en cuenta que esta actividad ha vivido globalmente en este periodo, a pesar de algunas variaciones, un crecimiento importante. Se concluirá al considerar la crisis actual y su impacto a nivel de las estrategias desarrolladas por los constructores⁴.

1 Tendencias en la urbanización de Bogotá

1.1 De los años 40 a 70: una extensión espacial acelerada tanto formal como informal

A lo largo del presente siglo, pero muy especialmente desde principios de los años 40 hasta finales de los años 70, Bogotá ha vivido un crecimiento demográfico y una expansión espacial espectaculares. Es así como se conjuga una migración intensa con una tasa de crecimiento natural elevada. En los años 50, el ritmo de crecimiento alcanza el 6.9% y solo se requieren 12 años para que la población se duplique, llegando a 2.5 millones de habitantes en 1970. En términos espaciales, en 1980 se contaba con una ciudad 12 veces más extendida que en 1940 (GOUSET, 1990), una ciudad con límites lejanos pero con baja densidad de edificaciones. Dicha extensión se produjo globalmente, en forma continua, sobre las tierras de la Sabana⁵ siguiendo un eje principal norte-sur, a lo largo del cual aparecen nuevos centros de negocios y comerciales, y de un eje centro-occidente, secundario, en el cual se realizan actividades industriales.

Frente a esta expansión principalmente espontánea y a necesidades cada vez crecientes en materia de vivienda, el gobierno central, a partir de los años 70, toma medidas para tratar de responder a la demanda. En realidad, lo anterior se traduce más en una política específica de ayuda para la compra de vivienda, que en políticas urbanas más globales. Si bien es cierto que el Estado juega un papel directo en cuanto a la financiación y a la producción de vivienda social, también estimula fuertemente la creación de Cajas de Ahorro y de Vivienda privadas, que se especializan en la promoción inmobiliaria y que sostienen la construcción. Sin embargo, esta actitud del Estado favorece mucho más a las clases medias y altas que a las clases populares, quienes deben recurrir generalmente a la autoconstrucción y a las prácticas ilegales de ocupación de terrenos disponibles. Estas dinámicas vienen a fortalecer un proceso general y ya existente de

³ La clasificación de cada una de las manzanas de Bogotá en seis estratos (los estratos altos corresponden a los 5 y 6) se debe a la aplicación de criterios de calidad de los materiales de construcción de las viviendas y del acceso a los servicios públicos. Las tarifas de los servicios públicos varían en función de dicha estratificación.

⁴ Este aspecto no fue contemplado en el estudio al cual nos referimos aquí. Es a partir de varios artículos de prensa y entrevistas en la Camacol-Cundinamarca (Cámara de la construcción para Bogotá y el departamento ubicado alrededor de ella) que lo estaremos desarrollando.

⁵ La Sabana designa la planicie de la Cordillera Oriental, situada a unos 2600 m. de altitud y sobre la cual se ha desarrollado Bogotá. Además de Bogotá cerca de 25 municipios del departamento de Cundinamarca están situados en esta planicie, bordeada por zonas con relieves más marcados.

estructuración espacial de la ciudad, ampliamente marcada por la segregación social: por un lado, una zona norte rica y, por otro, una zona sur pobre; en cuanto a las clases medias, éstas ocupan el centro, el occidente y nuevamente el norte y sur (Mapa 1).

1.2 Desde principios de los años 80: una metropolización y densificación de lo existente.

A partir de los años 80, el conjunto de estas dinámicas tendrá cambios importantes. Como consecuencia de la transición demográfica y de una reducción de la intensidad de los flujos migratorios, el ritmo de crecimiento disminuye. La tasa anual de crecimiento demográfico desciende hasta alcanzar cerca del 3% de una población que en 1995 llega a los 5 millones y medio de habitantes. A nivel del espacio, Bogotá vive transformaciones profundas en cuanto al ritmo y a las formas de su desarrollo metropolitano, el cual, sin embargo, no ha sido aún formalizado en términos político-administrativos. Se observa una mayor integración de los municipios periféricos así como fuertes y rápidas recomposiciones internas ligadas al hecho de que, poco a poco, las distancias se han vuelto muy grandes y se han convertido en un obstáculo.

Entre estas recomposiciones, se distinguen especialmente, la densificación de ciertos sectores pericentrales y una serie de transformaciones o una diversificación de las funciones de algunos barrios. Estas dos dinámicas se manifiestan particularmente en los barrios de clases altas, ubicados cerca a zonas de actividades terciarias y comerciales en pleno desarrollo.

En este texto consideramos el caso de los barrios de clase alta, ubicados en el pericentro norte y pertenecientes a dos de las veinte localidades con que cuenta Bogotá: Chapinero y Usaquén (Mapa 2).

1.3 El caso de Chapinero y Usaquén: zonas de concentración de las clases altas

Bordeados al este por la cordillera oriental y al oeste por la Avenida Caracas que se convierte en la autopista del norte, las zonas de Chapinero y Usaquén, vecinas, constituyen un conjunto continuo (Mapa 2). Estas zonas están cruzadas por un eje norte-sur altamente frecuentado, la Avenida Séptima, y por avenidas en sentido oriente-occidente a lo largo de las cuales, por lo general, se desarrollan actividades de tipo terciario y comercial. Especialmente en Chapinero, y sobre todo en la Avenida Chile la cual, durante los años 70 empieza a transformarse en un centro de negocios muy importante. Siendo más antigua, la zona de Chapinero es más pequeña que la de Usaquén, la cual ha seguido un acelerado y continuo proceso de crecimiento que ha hecho que los límites de Bogotá no solo hayan alcanzado sino que hayan ido más allá de este antiguo suburbio. Aunque Chapinero presenta una mayor diversidad funcional comparativamente con Usaquén, la composición social es más homogénea que en Usaquén, en donde las diferencias sociales pueden ser muy marcadas.

La mayoría (cerca del 60% en 1991) de los hogares de altos ingresos de Bogotá, es decir los que pertenecen a los estratos 5 (alto) y 6 (muy alto) vive en estas zonas en donde las clases altas ocupan, por lo tanto, un porcentaje muy elevado.

En efecto, cuando en 1991 tan sólo el 8% de la población de Bogotá estaba clasificado en los estratos 5 y 6, el 37% de la población de Usaquén pertenecía a esos dos estratos y el 57% de la de Chapinero. Se observa por lo tanto que estos dos estratos son más representativos en Chapinero, especialmente en uno de sus barrios. Los Rosales, en donde predomina el estrato 6 y que evocaremos igualmente en la medida en que las dinámicas estudiadas aquí se manifiestan en forma notoria en ese barrio. Esta población de ingresos elevados se concentra espacialmente dentro de cada zona y forma un conjunto continuo compuesto por la mitad norte de Chapinero y la mitad sur de Usaquén (Mapa 2).

Dentro de este conjunto que abarca un centenar de calles (de la calle 55 a la calle 153) existe una diferencia que vale la pena mencionar y que consiste en la presencia de un espectro socio-económico de población que va desde el sur de esta zona, en Chapinero, en donde se concentra la población de mayores ingresos, hasta el extremo norte, en Usaquén en donde los ingresos nunca son tan altos.

2. Un marco reglamentario del urbanismo y de la construcción poco estricto

Es muy corriente oír decir en Colombia que nunca hubo, en este país en general, y en Bogotá en particular, planeación urbana. Aserción que conviene matizar. No se puede negar que hubo poca planeación a nivel global, y la que se intentó diseñar fue a menudo parcialmente y/o mal aplicada; además, el desarrollo urbano fue más bien enfocado sectorialmente sin favorecer la interacción entre los niveles socioeconómicos y fisicoespaciales, lo que, según algunos autores, explicaría la situación bastante caótica en la cual está la ciudad actualmente. Pero se dice también que, si bien Bogotá ha crecido rápidamente y de forma a veces ilegal, este crecimiento fue relativamente contenido: algunos planes zonales o grandes obras públicas contribuyeron a que el proceso se hubiera auto-controlado de alguna manera (CUERVO, 1995).

Para el periodo que nos concierne, cabe recordar algunas de las medidas que se adoptaron:

- A nivel nacional, el sistema de crédito UPAC⁶, puesto en marcha en la década anterior, se desarrolla plena y exitosamente, estimulando la aparición de un nuevo actor, el promotor inmobiliario capitalista.
- Sin embargo, y todavía a nivel nacional, se ve claramente que este sistema no beneficia a quienes tienen más dificultad para acceder a la vivienda, razón por la cual se intenta apoyar el mercado de vivienda de interés social (bajo el gobierno de Belisario Betancur, a través de ciertas medidas relativas a la planeación y gestión urbanas en general, así como a través de la ley 9a. de reforma urbana de 1989).
- A nivel de Bogotá en 1979 con el acuerdo 7 que redefine el perímetro urbano y una normatividad flexible, buscando favorecer la libre acción de los promotores e impulsar el mercado inmobiliario. Esto sucedió con mayor vigor durante la segunda mitad de esta década (decreto 1025 de 1987 y decreto 067 de 1988), período durante el cual se asiste a una desregulación

⁶ El sistema UPAC, Unidad de Poder Adquisitivo Constante, fue creado en 1973 con el fin de atraer el ahorro de la población hacia las Cajas de Ahorro y Vivienda, lo que le permitió a estas últimas disponer de importantes recursos.

total: "La intención de no contrariar las tendencias existentes llevó a que se definiera una enorme área de actividades múltiples, dentro de las cuales podrían desarrollarse, sin obstáculos, las expectativas del sector inmobiliario, especialmente en lo que respecta a los cambios de uso y a los procesos de densificación" (CUERVO, 1995). La norma busca convertirse no tanto en instrumento de control como en herramienta de revalorización de los terrenos. Por otra parte, surgen nuevos sistemas de derogación: autorización de niveles suplementarios si se adecúa un espacio público aparentemente preservado, posibilidad de techos en declive bajo los cuales se adecúan muy grandes dúplex y triplex.

- También el acuerdo 6 de 1990, aunque contiene consideraciones y enfoques diferentes al acuerdo anterior (tratando de reorganizar el ordenamiento de la ciudad con zonas de protección⁷, tiende a mantener la misma línea. Aparecen derogaciones en la aprobación de las licencias de construcción.

3. Nuevos habitantes con nuevas exigencias en materia de vivienda

Durante los años 70, la dinámica de expansión hacia el norte se traducían en tasas de crecimiento demográfico superiores al 10% en la parte norte de nuestra zona de estudio, en Usaquén, y, por el contrario, mostraba un estancamiento de la población de Chapinero, ligado al debilitamiento de la función residencial de los barrios de esa zona. A mediados de los años 80, se presencia una total inversión de la dinámica demográfica del norte de Bogotá ya que la población de Chapinero se duplica entre 1985 y 1991 y el ritmo de crecimiento se vuelve muy elevado (11% anual), inclusive superior al de Usaquén (7%).

Estos ritmos de crecimiento se originan al presentarse una combinación del mantenimiento de la tendencia tradicional de desplazamiento hacia el norte de las familias de clase alta y de la aparición de dos nuevos tipos de flujos migratorios internos en Bogotá:

- El primero proviene del norte de la ciudad, desde la zona de Usaquén hasta la zona de clase alta de Chapinero: el 42% de los hogares que se instalaron en Chapinero entre 1986 y 1991 vivían anteriormente en Usaquén.
- El segundo procede del occidente y se dirige hacia Usaquén y está ligado a la diversificación de las zonas en donde viven los miembros del estrato 5 durante los años 80. De esta manera, Usaquén no solamente recibe habitantes que anteriormente vivían en Chapinero y que han decidido desplazarse hacia el norte

Estos cambios sociodemográficos están acompañados de cambios en las dinámicas residenciales (cuadro 1). En efecto, después de haber buscado vivir más y más al norte de la ciudad, una parte de las familias de ingresos altos vuelven al pericentro norte en donde, entretanto, surgió un importante centro de

⁷ Se plantea la protección de los patrimonios arquitectónicos, urbano y natural: sin embargo, son medidas a veces contradictorias con otras normas. Muchos barrios, de gran valor arquitectónico, están en vía de desaparición total.

negocios y de actividades terciarias. Generalmente, el motivo de este "regreso" es el deseo de no gastar en transporte tanto tiempo como se gasta cuando se vive en el norte⁸. Este es el caso especialmente de las parejas en las que los dos miembros ejercen alguna actividad profesional y que, después de haber buscado vivir más hacia el norte, en donde se podía encontrar una mejor calidad de vida (zonas verdes y una mayor seguridad, sobre todo para los niños), terminaron prefiriendo una ubicación más central.

La mayoría de los hogares que se trasladaron de Usaquén hacia Chapinero entre 1985 y 1991 están conformados por núcleos familiares compuestos por entre 3 y 5 personas, con jefes de familia jóvenes (86% con edades entre los 29 y los 43 años). Estos hogares (especialmente en los Rosales), con medios que les permiten escoger su lugar de residencia y con un empleo y un sitio de trabajo estables, consideran un factor determinante para su calidad de vida, la cercanía entre su sitio de trabajo y su lugar de residencia. Más precisamente, en 1993 en Los Rosales, se observa que para la mayoría de los residentes el lugar de trabajo y de residencia se encuentra en la misma zona (58%) o en sectores cercanos (33%) y que el tiempo promedio de transporte diario es inferior a 30 minutos: mientras cada uno de los miembros de las parejas que viven hacia la calle 160 gasta en promedio entre 45 y 50 minutos para ir de su domicilio al sitio de trabajo, los de los Rosales necesitan solamente entre 20 y 30 minutos (Figura 1). Esta diferencia notoria basta para motivar un cambio de lugar de residencia, tanto más cuanto que en ambos casos, el tiempo de transporte entre el lugar de residencia y el de estudio de los hijos permanece prácticamente igual.

Sin embargo, recordemos que, como ya se mencionó antes, otra parte de la población de clase alta se sigue comportando de manera más tradicional, es decir, prefiere vivir en el norte, pero no demasiado.

Por otra parte, cabe subrayar que, en el caso de Los Rosales, después de una oleada de ocupación del barrio por parte de hogares unipersonales, vino otra, compuesta en su mayoría por familias, lo cual se tradujo en un cambio profundo en la composición demográfica de la población de Chapinero, con un aumento de la proporción de niños (en 1985 la población infantil de menos de 5 años era prácticamente inexistente mientras que en 1991 era del 6%, es decir igual a la de Usaquén) y con un incremento del tamaño promedio de las familias.

En Usaquén, se observan cambios menos radicales: en el plano demográfico, la evolución más notoria se refiere a una estandarización alrededor del esquema de núcleos familiares de tamaño medio, con hijos, con un marcado aumento del tamaño promedio de los hogares.

4. La respuesta del sector de la construcción

Esta convergencia de dinámicas tanto sociodemográficas y residenciales como urbanísticas va a generar un nuevo juego entre la demanda de los habitantes de estratos altos y la oferta de los promotores inmobiliarios (quienes a veces controlan también el sistema de financiación) y los constructores (quienes van a mostrar una gran flexibilidad). Vamos a caracterizar esta nueva oferta dependiendo de la clase de función de los edificios construidos (vivienda - en

⁸ En efecto, mientras la ciudad se extendía, no se mejoró suficientemente la malla vial y no hubo reorganización del sistema de transportes (casi todos privados).

este caso se diferenciarán las casas de los edificios de apartamentos-, oficinas, comercios, etc.), de su altura y tamaño⁹.

Durante los años 70, estos profesionales concentran rápidamente sus inversiones en aquellas operaciones consideradas más rentables, tales como el comercio (empiezan a aparecer los centros comerciales al estilo norteamericano) y la vivienda para las clases pudientes de Usaquén y el sector de actividades financieras y terciarias superiores (bancos, aseguradoras, oficinas de representantes de empresas multinacionales, de telecomunicaciones y de otros servicios) de Chapinero, en una zona delimitada por la Avenida Chile y por la Calle 85 por una parte, y por la Avenida 7 y la carrera 15 por la otra, la cual se vuelve rápidamente uno de los tres principales centros de la ciudad.

A partir de los años 80, estos urbanizadores reorientan la construcción hacia la vivienda de alto nivel en Chapinero y especialmente en el barrio Los Rosales. Naturalmente, el aumento y los cambios en la composición de la población han tenido efectos importantes en la demanda local en servicios comerciales y personales cercanos, lo cual explica la evolución funcional del espacio construido de finales de los años 80 en ese sector.

La consolidación de la nueva vocación de este sector tiene una consecuencia determinante: la disminución de los terrenos ya construidos, ocupados por lo general por casas grandes y a densificarlos con edificaciones colectivas altas para servir a los fines arriba mencionados.

El hecho de que precisamente se trataba de lotes con vivienda monofamiliar favoreció mucho una densificación en altura de Chapinero, más rápidamente que en el caso de Usaquén, con lotes más grandes a veces ocupados por conjuntos habitacionales.

4.1 Los cambios de uso

Luego de una relativa estabilidad del volumen de la construcción durante la primera mitad de la década (1980-1985), la producción aumenta fuertemente a partir de 1986 (figura 2).

En las dos zonas estudiadas, la función principal que caracteriza a las nuevas construcciones es la función residencial. Sin embargo, esta tendencia es aún más marcada en Usaquén que en Chapinero (figura 2).

En efecto, en Chapinero, y aún más en Los Rosales, se observa un incremento de la construcción de vivienda (figura 3) acompañado de construcción de edificaciones para otros fines (en total un 31% del conjunto de lo construido), pero con una neta evolución, a partir de 1986, en favor de áreas comerciales más que de oficinas:

- La construcción de oficinas se realiza sobre todo a principios del periodo para luego decrecer progresivamente hasta 1985. Posteriormente, llega a niveles casi nulos hasta que en 1991 se recobra el nivel alcanzado en 1985.

⁹ Sería interesante poder medir lo que representa la construcción de esta clase de vivienda respecto al total de la producción legal, considerando no sólo los metros cuadrados sino también la inversión financiera.

- La construcción de edificaciones para fines comerciales presenta en cambio un aumento muy marcado al final del periodo 1987-1990.

En Usaquén, la proporción de viviendas sigue siendo muy constante en el conjunto del periodo. La única tendencia observable se refiere a una mayor proporción de edificaciones para fines comerciales u otros durante los cinco primeros años, propensión que se vuelve posteriormente poco significativa salvo, específicamente, en 1988. Dicha situación es típica de un barrio residencial totalmente consolidado y equipado con áreas comerciales y de servicios desde mediados de los años 80. En esa zona, los precios de la vivienda están estrechamente ligados a la tendencia general del mercado inmobiliario en los barrios de estratos altos.

4.2 Una fuerte densificación como consecuencia de la construcción de apartamentos

El proceso de densificación es más neto en Chapinero que en Usaquén. En efecto, el número de viviendas en Chapinero aumentó en un 80% en un periodo de seis años, de 1985 a 1991, mientras que en Usaquén fue del 39% (cuadro 1). Para caracterizarlo, se puede examinar el tipo de vivienda (casa o apartamento) y la altura de los inmuebles (figura 4).

En Chapinero, a lo largo de esta década, la construcción de casas es prácticamente insignificante (el 1% de la vivienda nueva). La mayoría (60%) de las viviendas nuevas corresponde a apartamentos en inmuebles que tiene entre 6 y 10 pisos¹⁰: el resto está constituido, en partes iguales, por edificaciones de menos de 6 pisos o de más de 10. En la medida en que estas edificaciones se realizan, por lo general, en terrenos anteriormente construidos, se puede hablar de una densificación muy marcada que llega a su apogeo entre 1987 y 1990, período durante el cual la construcción anual de apartamentos en inmuebles de 6 pisos o más (de los cuales la cuarta parte se encuentra en edificaciones de más de 10 pisos), es de 2 a 3 veces superior a la del principio de la década.

En Usaquén, las casas representan una proporción más alta de las viviendas construidas entre 1980 y 1991 (4%). La densificación es menos marcada que en Chapinero puesto que la mitad de las viviendas nuevas de la década corresponden a apartamentos en edificios de menos de 6 pisos, y solamente el 7% a inmuebles de más de 10 pisos. Sin embargo, se vislumbra, durante el mencionado período, una evolución muy neta con una notoria aceleración de la densificación. Es así como a partir de 1986, se construyen edificios de más de 10 pisos y a partir de 1988 la construcción de apartamentos en inmuebles de más de cinco pisos es la más común.

Al mismo tiempo, la evolución de los precios, ligados a las funciones de Chapinero y a la presión que se ejerce desde los años 70 sobre la finca raíz, se traduce en una disminución de las dimensiones promedio de las viviendas y en una rápida transformación del barrio que acoge sobre todo a miembros de la clase más alta.

La vocación familiar de Usaquén sigue existiendo pero en un espacio construido que evoluciona rápidamente ya que las casas de habitación tienden a ser reemplazadas por apartamentos. Sin embargo, esta transformación del tipo de

¹⁰ Cuando se habla aquí de X pisos, se incluye el primer piso ubicado a nivel de la calle.

hábitat no se traduce en una reducción de la superficie habitable. Por el contrario, durante los años 80 la dimensión de las viviendas aumenta en Usaquén. La proporción de viviendas grandes, con más de 4 habitaciones, pasa del 73% en 1985 al 86% en 1991, mientras que durante el mismo período el área promedio de las viviendas nuevas aumenta en cerca de un 50%.

4.3 En situación de crisis, cómo se reformulan las estrategias del sector?

Acabamos de ver como poco a poco se estableció una total adecuación entre la demanda de los nuevos habitantes y la oferta de los constructores. Este "juego" funcionó muy bien hasta que, hace poco, la configuración que lo facilitó empezó a cambiar:

- el mercado de vivienda de lujo se saturó en la medida que ya hay mucho menos demanda, pero también los precios del metro cuadrado alcanzaron muy rápidamente niveles demasiado altos;
- mientras tanto, las condiciones bancarias para los préstamos se volvieron mucho menos favorables;
- además, la apertura económica sigue desequilibrando el sistema de producción y comercialización de los materiales de construcción.

En este nuevo contexto, las estrategias de los constructores fueron diversas. La principal y más inmediata, fue orientarse hacia otros tipos de proyectos: vivienda de interés social, oficinas, bodegas (ligado a otro efecto de la apertura económica, el de la aparición de nuevas e inmensas zonas comerciales), condominios y complejos turísticos, hoteles, conjuntos para sectores medios bajos en barrios de estrato e imagen regular, centros comerciales de tipo popular.

Sin embargo, la reconversión no es tan fácil, sobre todo en materia de vivienda de interés social: para algunas empresas que, al revés de muchas otras, se habían especializado sólo en este campo, la competencia se volvió dura, con la llegada de empresas muy estructuradas; además, en este tipo de proyectos que no dejaron de ser difíciles por razones de procedimientos administrativos bastante pesados, se presenta cada vez más el problema de la escasez de tierras y, por lo tanto, de sus precios altos.

La otra opción es la de diversificar las actividades incluyendo más y más la promoción y la comercialización de los proyectos. Esta diversificación de actividades se ve por ejemplo, en el perfil de los afiliados al gremio, la Camacol-Cundinamarca, con la creciente, aunque no reciente, integración de empresas industriales y comerciales (al lado de 382 constructoras, se cuentan 82 industriales y 77 comerciantes¹¹).

Otra estrategia es la de reducir algunos costos y riesgos pasando por la amplificación del tradicional sistema de subcontratación o el apoyo formal o subterráneo a las microempresas del mismo sector. Y, finalmente, el establecimiento de facilidades en la entrega de la cuota inicial a la compra de cualquier proyecto.

¹¹ Muchas empresas no se afilian pues están creadas para una sola obra.

En este contexto, se vuelve muy importante la encuesta "Oferta y demanda de edificaciones en Santafé de Bogotá" (que realiza la Camacol-Cundinamarca cada 6 meses desde hace 10 años), pues es una herramienta que permite conocer mejor cuales son las intenciones y deseos de los habitantes en materia de vivienda.

Para terminar, hay que señalar que la crisis es más bien desigual y que no todas las ciudades colombianas conocen esta misma situación, de tal forma que algunas constructoras abrieron sucursales en varias partes del país, desarrollando a través de ellas estrategias de ventas para "atrapar a este inversionista que está invirtiendo en otros sectores, por aquello de los altos intereses"¹².

Conclusión

A pesar de no haber abordado ciertos aspectos determinantes en la actividad del sector de la construcción¹³ hemos tratado de destacar un sistema de interacciones importantes en su dinámica: se observó cómo se articulan las políticas urbanas y de acceso a la vivienda, caracterizadas por su permisividad, con las tendencias (tradicionales y modernas) en los comportamientos residenciales de las clases pudientes y con las estrategias utilizadas por los promotores inmobiliarios quienes, durante el periodo estudiado, invierten en vivienda de lujo. Las características familiares (familias más o menos jóvenes, con ingresos más o menos altos) directamente relacionadas con los eslabones de la demanda van a determinar la estrategia de los promotores y, por lo tanto, las características físicas de lo construido (funciones, altura) en cada uno de los sectores estudiados.

Así podemos concluir que es difícil explicar la actividad del sector de la construcción sin tener en cuenta la combinación de un conjunto de factores que no sólo son convergentes sino que también interactúan entre sí. Nos encontramos ante un sistema que no es lineal sino más bien de tipo circular. Este ejemplo demuestra igualmente la necesidad de un enfoque plural de las dinámicas urbanas que incluya los aportes teóricos y las formas de observación y análisis de diferentes disciplinas científicas. Sólo de esta manera se puede pretender llevar a cabo un análisis profundo de las transformaciones del sector.

Se trataría entonces de analizar cuáles son las implicaciones de los comportamientos del sector en su organización interna como gremio y a nivel de cada empresa dependiendo de su tamaño y especialidad, observando, entre otros aspectos, su forma de organizar la producción y el manejo de la mano de obra (por ejemplo, en Colombia todavía no se habla de establecer un sistema más racional y masivo de capacitación de los trabajadores del sector de la construcción). En esta ponencia tampoco se abordaron aspectos tales como los nexos entre el sector de la construcción y el mundo político o el de la corrupción, desde la perspectiva de la antropología política (ver Morice, 1995): sin embargo, algunos hechos como el caso, evidenciado judicialmente, de los concejales urbanizadores piratas sugieren la importancia de estos enfoques.

¹² Ver entrevista con José Manuel Uribe, gerente ejecutivo de Constructodo S.A., una de las empresas bogotanas más importantes, en "Recesión? Manos a la obra", *El Espectador*, abril 14 de 1996, pág. 2-B.

¹³ Pensamos aquí en la estructura misma del sector o en los efectos del narcotráfico (si bien son evidentes, se miden difícilmente).

Bibliografía

CAMACOL - Cundinamarca, 1995 - **Oferta y demanda de edificaciones en Santafé de Bogotá**, Bogotá.

CUERVO G., L.M., 1995 - **Génesis histórica y constitución de Bogotá como ciudad moderna**, Bogotá, multigr. 134 p.

GOUSET, V., 1990 - "La croissance démographique de Bogota au XX ème siècle", **Cahiers d'Outre-Mer**, 43, (171), p. 289-306.

GIRALDO I., F., CORTES C., J. C., 1995 - "Los ciclos de la edificación en Colombia 1950-1995", ponencia presentada en el **I Seminario Internacional sobre el Sector de la Construcción**, Bogotá, Universidad Externado y Pontificia Universidad Javeriana, 25-26 abril de 1995.

JUNGUITO B., R., LÓPEZ E., E., MISAS A., M., SARMIENTO G., E., 1995 - "La edificación y la política macroeconómica", **Borradores semanales de economía**, No. 41, Bogotá, Banco de la República, 20 p.+ anexos.

MORICE A., 1995 - "Paternalisme et clientélisme dans la construction au Brésil: un système en crise", ponencia presentada en el **I Seminario Internacional sobre el Sector de la Construcción**, Bogotá, Universidad Externado y Pontificia Universidad Javeriana, 25-26 abril de 1995.

II. Réinventer la gestion urbaine: les apparences des réformes et les réalités socio-politiques, en Inde et au Pakistan.

Ce chapitre est en cours de publication aux Editions l'Harmattan, dans un livre édité sous la direction d'Annick Osmont.

En Inde comme au Pakistan, les pratiques de la gestion municipale autonome sont anciennes et ont été largement favorisées du temps de la colonisation britannique, dès la fin du 19^e et le début du 20^e siècle. Aux Indes, "joyau de l'Empire", le renforcement des collectivités locales élues a ainsi été une façon de reproduire le système mis en place dans la métropole, et surtout il avait comme objectif de freiner la montée du mouvement indépendantiste en permettant à ses chefs historiques de prendre des responsabilités au niveau local. Les déceptions qu'avaient alors vécu des hommes tels que J. Nehru expliquent que la démocratie locale n'ait pas été, jusqu'à une période récente, garantie par la Constitution.

L'observation conjointe de ces deux pays voisins n'a pas un objectif de comparaison, mais vise plutôt à dégager de façon aussi fine que possible l'essence de la gestion sociale urbaine. En effet, il s'agit de deux pays dont les fondements et la culture politique ont été de façon similaire moulés par la colonisation britannique, de culture et de langue voisine, mais dont l'histoire politique et la vision de la démocratie ont radicalement divergé depuis cinquante ans, tandis que les deux peuples ne se connaissent plus. Au Pakistan, l'alternance brutale de régimes militaires et de gouvernements démocratiques a eu des conséquences bien précises sur l'administration urbaine, en contraste avec l'Inde, qui a toujours affiché ses priorités en matière de développement social. Les deux situations n'apparaissent donc pas comparables, mais elles peuvent s'éclairer mutuellement.

Caractéristiques socio-économiques

Travailler dans les villes du sous-continent indien implique l'acceptation d'un certain nombre de paradoxes: ainsi le fait que des métropoles de 8, 10 ou 12 millions d'habitants comme New-Delhi, Karachi ou Calcutta soient considérées comme secondaires dans les politiques publiques, au regard de la population rurale qui continue à représenter 73% de la population en Inde et 68% de la population au Pakistan. Dans les deux cas, les affaires urbaines, comme la planification des villes, le foncier et l'habitat, relèvent des Etats fédérés, et le gouvernement central ne dispose que d'un pouvoir incitatif, d'une part à travers le Plan Quinquennal et le budget, et d'autre part à travers des conseils "éclairés" et la publication de "lois modèles" que chaque Etat utilise et adapte finalement à ses propres réalités.

Malgré la forte différence existant entre l'Inde et le Pakistan du point de vue de la solidité et de l'adaptabilité de leurs institutions démocratiques, on note quelques caractéristiques communes, telles que l'importance constante des mouvements régionalistes, avec des revendications latentes d'autonomie, et l'absence de tradition révolutionnaire. Dans les deux pays, la structure de l'Etat s'appuie sur la solidité du corps des hauts fonctionnaires dont la formation est demeurée dans la tradition de l'Indian Civil Service, cadre créé du temps de la colonisation britannique.

Dans les deux pays également, les indicateurs sociaux sont bien peu positifs. L'espérance de vie à la naissance est de 57 ans au Pakistan, 59 ans en Inde. Le taux d'alphabétisation des adultes est de 38% au Pakistan et de 48% en Inde. Ces chiffres doivent être nettement réduits si l'on considère seulement la population féminine. Celle-ci est d'ailleurs, de façon exceptionnelle, nettement inférieure en nombre à celle des hommes, puisque vivent 92 femmes pour 100 hommes au Pakistan, et 93 femmes pour 100 hommes en Inde. Dans les deux pays, le taux de mortalité infantile reste très important: 101 pour mille naissances au Pakistan, 90 en Inde. De même, les retards de croissance dus à la malnutrition touchent 60% des enfants pakistanais et 65% des enfants indiens de 2 à 5 ans. Ces chiffres officiels fournis par les gouvernements au PNUD, en disent long sur la persistance de la pauvreté, y compris au sein des villes, dans le sous-continent indien. Officiellement les deux pays admettent que 25% de la population urbaine vit dans les bidonvilles, chiffre qui apparaît sous-estimé à travers les enquêtes de terrain.

D'après les chiffres très globaux fournis par le PNUD, en 1990, l'eau était accessible à 84% des Pakistanais vivant en ville et l'assainissement à 56% d'entre eux, tandis que pour l'Inde urbaine ces chiffres étaient respectivement de 79% et 38%. Ces statistiques, pour être véritablement utilisables, devraient être placées en regard de la situation sur le terrain, où les conditions de vie sont très incertaines et évolutives en fonction de la saison, du quartier ou des relations avec l'établissement chargé du service. Dans les villes du nord-ouest du Pakistan, par exemple, l'"accès à l'assainissement" se trouve dans la très grande majorité des cas confondu avec l'utilisation de latrines sèches particulièrement préjudiciables à la santé publique.

Gestion urbaine et décentralisation

Dans un contexte de généralisation des politiques de décentralisation et de renforcement des gouvernements locaux à travers le monde, il est particulièrement intéressant d'observer les cas de l'Inde et du Pakistan, car les politiques de décentralisation y sont relativement anciennes, et elles se trouvent avoir été détournées de leur objectif premier, au point que l'on peut observer soit des formes de démocratie locale affaiblie, soit la négation pure et simple de la décentralisation.

Dans la période de colonisation progressive du sous-continent indien, les Britanniques établirent rapidement une Administration locale composée d'un maire et de conseillers, dotés principalement de pouvoirs judiciaires. Mais dès le milieu du 19^e siècle, l'autonomie locale apparaît comme une technique de gestion susceptible de résoudre certains problèmes administratifs et de mobiliser, pas le biais de la fiscalité locale, des ressources financières destinées aux services urbains considérés comme des activités ne relevant que des autorités locales. "L'autonomie locale, dans le sens d'une organisation administrative responsable envers un corps d'électeurs, ayant de larges pouvoirs d'administration et de taxation, et fonctionnant aussi bien comme une école de formation aux responsabilités que comme un lieu vital dans une chaîne d'organismes qui constituent le gouvernement du pays, cela est une création britannique", reconnaît, un siècle plus tard, un rapport du gouvernement indien, qui nous apporte par là même sa définition officielle du "self-government". Dès 1870, Lord Mayo élargit les pouvoirs des conseils urbains en matière d'éducation, de santé publique, d'assainissement et de travaux publics secondaires. Les attendus de cette résolution prévoient qu'elle permette le renforcement des institutions locales et une association des indigènes et des Européens plus étroite qu'auparavant dans l'administration des affaires locales.

Pourtant, l'étape la plus importante de l'évolution vers une autonomie locale date de 1882, car les mesures alors prises "à titre d'éducation politique et populaire" sont marquées par l'intention délibérée d'introduire des pratiques démocratiques. Des collectivités locales rurales et urbaines sont donc généralisées, avec des comités municipaux élus, des dévolutions de fonctions bien précises, et une certaine autonomie financière, puisque les collectivités peuvent lever divers impôts locaux, dont en particulier l'octroi et l'impôt sur la propriété. Le statut de Bombay, par exemple, datant de 1888, serait considéré dans bien des villes du Sud comme un modèle de gestion décentralisée.

On est surpris, à la lecture de ces textes historiques qui concernent aussi bien l'Inde que le Pakistan ou le Bangladesh, par la modernité des théories qui sous-tendent l'effort de création d'un échelon démocratique local, dans cette période de réformes et de renforcement des municipalités qui va de 1880 à 1929. Les promoteurs de ces mesures les justifient par le fait que l'autonomie locale favorise l'exercice de la démocratie sous toutes ses formes, et par l'efficacité des prestations d'une administration locale qui connaît beaucoup mieux les questions que le gouvernement, et qui saisit plus rapidement l'évolution de la demande.

L'Inde indépendante, aussi bien que le Pakistan, reprennent donc la structure créée par les Britanniques, qui distingue plusieurs types de collectivités locales suivant la taille et la puissance financière des villes. Un tel système favorise largement les grandes villes, dont le statut de "Corporation Municipale" garantit une tutelle directe du Département de l'État fédéré, une administration bien structurée, d'importants moyens de gestion, et à partir des années 1970, un accès privilégié aux financements internationaux. Bombay, tout comme Karachi et Lahore, sont des exemples types de ces grandes métropoles disposant de ressources économiques importantes en tant que centres d'affaires et pôles commerciaux, maîtresses de leur planification et de leurs choix industriels, négociant d'égal à égal avec les bailleurs de fonds internationaux. La seule ombre au tableau réside dans le fait que le responsable de l'Exécutif soit non pas le maire désigné par les Conseillers municipaux, mais un Administrateur, haut fonctionnaire dont le statut et les pouvoirs rappellent ceux du préfet. Les municipalités moins grandes sont sous la responsabilité du chef du District, qui exerce sur les municipalités une lourde tutelle a priori et a posteriori. Même le statut de "cantonnement", qui était à l'origine un quartier de casernements et d'entrepôts des armées de l'empire britannique, toujours géré par la hiérarchie militaire, est demeuré vivant dans les deux pays. Cette formule gêne considérablement la gestion de certaines villes artificiellement divisées en deux entités séparées, administrées suivant des logiques de fonctionnement différentes.

Dans l'un et l'autre pays, les établissements publics de développement urbain (Urban Development Authorities) sont créés dans les années 1960. Conçus d'abord comme des agences de planification urbaine, ils confisquent progressivement les fonctions des municipalités, d'abord en déclarant prendre en compte l'ensemble de l'agglomération, en dépassant les frontières administratives, puis au nom de l'efficacité. Ces établissements vont gérer les projets financés par l'aide internationale dans les vingt cinq ans qui suivront, contribuant ainsi à affaiblir encore les collectivités locales, même dans les plus grandes villes.

Cependant, du point de vue de l'élaboration des politiques publiques, la situation de l'Inde contraste avec celle du Pakistan. En effet, en Inde, les politiques urbaines ont fait l'objet d'un long et très stimulant travail, à partir de 1982. Cette tâche a rassemblé l'importante communauté scientifique, administrative et associative travaillant dans les villes, dans une dynamique tout à fait exemplaire. Il en est résulté des lignes d'action claires sur la décentralisation, le financement de l'habitat, le foncier et la gestion des services urbains. Le gouvernement central et les États sont maintenant dans la phase de mise en oeuvre de ces priorités, et le calendrier fixé est dans l'ensemble respecté.

D'autre part, au Pakistan, un rapport commandité par le gouvernement central en 1983 sur la croissance urbaine et sur les besoins en matière d'habitat a été classé sans suite par les autorités. Le rapport souligne que l'urbanisation massive surpassera largement la fourniture en services, même minimaux, vu les allocations financières. Les projections montrent qu'une bonne proportion des habitants des villes demeureront privés de services et que l'objectif d'éliminer les bidonvilles, les katchi abadis, ne pourra être atteint. Ce rapport est encore aujourd'hui difficile à obtenir, car les autorités ont redouté la publication d'un document mettant en évidence le potentiel explosif des villes pakistanaises au tournant du siècle, hypothèse qui se vérifie désormais chaque jour à Karachi.

Les mesures de décentralisation

Le 74^e Amendement à la Constitution Indienne, voté en 1992, constitue une avancée considérable pour une gestion plus autonome des municipalités. En effet, la démocratie municipale est reconnue et protégée par la Constitution. Ainsi, les gouvernements locaux ne peuvent plus, comme auparavant, être dissous au moindre prétexte par l'administration de tutelle, sans recours et sans organisation de nouvelles élections. D'autre part, les fonctions dévolues aux municipalités sont enrichies: celles-ci peuvent planifier des actions de développement socio-économique et de lutte contre la pauvreté. La nécessité de revenus fiscaux plus réguliers et plus importants pour les municipalités est reconnue.

Ces mesures de décentralisation vont de pair avec la mise en oeuvre du "programme de fourniture de service urbains de base" (UBSP) qui vise à mobiliser les habitants des quartiers populaires, non seulement autour des services dans leur quartier, mais également en tant qu'acteurs à part entière de la gestion de la ville. Tout naturellement, dans plusieurs Etats du Sud de l'Inde (Kerala, Karnataka...), les groupes de femmes qui se sont organisés autour des enjeux touchant à la régularisation de leur bidonville ou à leur desserte en services se sont trouvés en prise directe avec la réapparition de la démocratie au niveau local, et certaines femmes issues des quartiers pauvres seront certainement élues lors des élections municipales.

Il sera très intéressant d'analyser, dans les années à venir, le jeu des acteurs locaux en fonction de cette nouvelle donne institutionnelle. D'ores et déjà, des représentants d'ONG très bien implantées dans les quartiers ont été approchés par les partis politiques pour figurer parmi les candidats aux élections municipales.

Cette approche plus favorable à la démocratie locale n'est cependant pas à l'abri de l'échec: un risque, très grave, est celui de l'absence de délégation financière, qui condamnerait irrémédiablement les municipalités à sacrifier leurs fonctions et à en remettre la responsabilité aux établissements publics étatiques, tout comme dans les années 1960. En effet, dans un premier temps, les Etats ont refusé d'allouer de nouvelles ressources financières aux collectivités locales. Un tel blocage traduit parfaitement la réalité institutionnelle de la politique de décentralisation, qui a été mise en oeuvre par le Centre en forçant la main aux Assemblées législatives des Etats fédérés: ces derniers auraient volontiers continué à être les seuls représentants politiques des populations. Pour surmonter la crise, New-Delhi pourrait négocier des systèmes compliqués de "subventions fléchées" du Centre aux collectivités locales urbaines, avec l'accord (obligatoire) des Etats concernés.

En ce qui concerne le renforcement des collectivités locales, le changement est trop récent en Inde pour faire des commentaires sur son efficacité, mais le choix qui a été fait est de renforcer les institutions déjà en place, et de leur apporter une vigueur nouvelle. Au contraire au Pakistan, les structures organisationnelles existantes sont régulièrement dénoncées, et le pays continue, dans un climat incertain de virages politiques abrupts, à chercher une répartition différente des compétences et des rôles institutionnels différentes qui risquent à leur tour d'être modifiées avant d'avoir eu l'occasion de s'implanter et de faire leurs preuves.

Alors qu'en Inde, les élections locales n'ont jamais fait l'objet de suppression officielle, bien qu'elles aient souvent été repoussées sine die ou même mises en sommeil dans certains Etats, au contraire, au Pakistan, le sujet reste fort sensible. Anis Ahmad Dani rappelle que "les gouvernements civils tendent à craindre les lieux de pouvoir installés au niveau local et indépendants. Au Pakistan, comme au Bangladesh, le gouvernement local a été encouragé par les pouvoirs militaires autocratiques, et affaibli par les régimes démocratiques qui leur ont succédé." (1995, p. 9). En effet, les gouvernements militaires voient l'élection des gouvernements locaux comme une soupape de sûreté et un moyen d'occuper les activistes démocrates, tandis que les parlementaires des gouvernements civils ne voient pas d'un très bon oeil les politiciens locaux s'agiter dans leur propre circonscription. Dans les années quatre-vingts, des élections locales se

tiennent donc, bien que les partis soient interdits par le régime militaire. Des élections directes ont lieu dans les Conseils de District. Ceci conduit à l'émergence d'un nouveau leadership local, qui reçoit des ressources significatives de la part du gouvernement central. Ce processus a sans doute stabilisé les assises du régime militaire au niveau local et a également facilité l'accès des zones rurales et des villes secondaires à des financements nationaux ou internationaux d'une certaine importance.

Mais la mise en oeuvre de ces investissements s'est toujours faite sur des lignes budgétaires relevant du gouvernement provincial, hors de contrôle des élus et des personnels des gouvernements locaux. Il est donc hors de doute que l'équilibre du pouvoir a toujours été en faveur de l'Administration. Il n'y a pas eu de réelle dévolution de fonctions, ni de transfert de financements aux gouvernements des villes. On peut seulement noter une légère déconcentration, d'une part en faveur de l'échelon provincial, et d'autre part en faveur de l'administration du district.

Plus tard, une rivalité forte est apparue, au moment du retour à la démocratie, entre les élus des gouvernements locaux et ceux des assemblées régionales et nationale. Ceci constitue l'une des explications au fait que les assemblées locales des villes aient été suspendues depuis 1993, alors que nombre d'entre elles avaient déjà, l'une après l'autre, fait l'objet d'une dissolution sous le coup d'accusations de corruption et d'inefficacité. Pour Ahmad, l'explication en est que "ces institutions ne sont pas en synergie avec le nouveau régime à la tête du pays. L'autonomie, même limitée, des institutions locales est vue comme une menace par le gouvernement qui affirme qu'il n'est pas efficace ni digne de confiance, et qu'il doit être remplacé par un nouveau système."

Le gouvernement de Benazir Bhutto, dans son programme électoral, a promis d'introduire un "Nouveau Contrat Social", pour améliorer la qualité du gouvernement et redistribuer les pouvoirs entre les niveaux fédéral, provincial et local. L'idée serait de renforcer la dévolution des fonctions, du gouvernement fédéral aux Provinces, des Provinces aux collectivités locales et des gouvernements locaux aux ONG et aux communautés de base. En ce qui concerne ce dernier point, d'ailleurs fort peu développé, c'est la première fois qu'il est avancé dans un texte officiel pakistanais, contrairement à la quasi-tradition en Inde, au Népal ou en Amérique Latine.

Néanmoins, la principale innovation concrète issue des travaux du groupe de travail nommé par le 1^o Ministre a été la proposition de considérer le district, c'est-à-dire l'équivalent du département en France, comme la point fort des gouvernements locaux. L'hypothèse du chercheur K. Bengali, qui fait partie du groupe de travail proposant cette réforme, est que les gouvernements locaux des communes rurales et urbaines (en ce qui concerne les villes petites et moyennes) sont durablement faibles et que leur attribuer trop de responsabilités serait condamner la décentralisation à l'échec. Une telle réforme aurait un côté pratique, en s'appuyant sur le "District Collector" ou "District Magistrate", qui est depuis la colonisation britannique l'homme fort de l'administration déconcentrée au Pakistan comme en Inde; ce haut fonctionnaire jouit traditionnellement d'un pouvoir important, tant sur le plan des finances, du personnel à sa disposition, du maintien de la loi et de l'ordre, qu'en ce qui concerne l'exercice souvent brutal de la tutelle sur les institutions locales. L'introduction d'une Assemblée de District et d'un Maire, accompagné de 4 adjoints, confirmerait donc ce puissant personnage dans un statut de "Secrétaire du District", qui ne va pas sans rappeler la transformation du rôle des préfets français en Commissaires de la République en 1982.

Cependant, ce projet n'est pas encore mûr: rien pour l'instant n'est prévu sur le plan économique et financier. L'Assemblée de District dépendrait donc en principe du budget de la Province et de la capacité technique et politique du District Collector à mobiliser les autorités provinciales. Il y a plus grave encore: l'introduction d'une Assemblée élue au niveau du district, et un renforcement de cet échelon du gouvernement local pourraient bien se faire aux dépens même des collectivités locales placées sous leur juridiction, à savoir les municipalités rurales et urbaines, dont les compétences seraient définitivement aspirées par le district. La réforme aboutirait

paradoxalement, alors, à éloigner le gouvernement local de la population. Il y a aussi bien peu de clarté, dans ce projet de réforme préoccupé par l'impératif de "saine gestion" ("good governance") en matière de répartition des responsabilités, qu'il s'agisse d'administration, d'investissement ou de mise en oeuvre de programmes de développement.

La dimension sociale de la gestion urbaine dans les politiques publiques.

Alors que les critiques à l'encontre des bureaucrates et des élus urbains sont partout les mêmes en Asie du Sud (corruption, inefficacité, népotisme), il semble cependant qu'il existe une différence notable entre les Pakistanais, dont même l'élite semble avoir baissé les bras, et les Indiens, qui continuent à affirmer leur confiance dans la capacité de réforme des structures urbaines et de l'Etat et dans le dynamisme des communautés de base. Certains citoyens utilisent tous les moyens à leur disposition, y compris l'interventionnisme devant les tribunaux. Ainsi, à Delhi, où la gestion centralisée est typique de celle d'une capitale, des habitants ont désormais pris l'habitude de recours systématiques aux tribunaux, en particulier à l'encontre des grands organismes aménageurs tels que la DDA, la Delhi Development Authority. Il serait intéressant de comparer ce phénomène, récent, et qui semble émaner de la classe moyenne, avec l'augmentation impressionnante des recours des citoyens devant les tribunaux administratifs en France après les lois de décentralisation.

L'Inde présente plusieurs traits originaux dans sa gestion urbaine: une tradition de gouvernement local autonome, une habitude du pluralisme des partis politiques et des libertés de réunion et d'expression. Toutes ces caractéristiques en font un laboratoire rêvé pour une analyse de la gestion sociale dans les villes.

Dès les premières mesures de planification urbaine au début des années 1920, sous l'impulsion de Patrick Geddes, l'idée de planification allait de pair avec la participation des habitants. Après l'Indépendance, alors que le développement communautaire, basé sur un idéal d'entraide et de travail en groupe, est considéré par le gouvernement indien comme si important qu'il a son propre ministère, l'idée de gestion participative est largement répandue. Elle est vue comme une méthode permettant, dans le monde rural aussi bien qu'urbain, d'associer les paysans et les travailleurs à un progrès économique que l'on espère rapide. Mais le paradoxe réside dans le fait que les administrations sont les instances chargées de la promotion de la gestion participative...

Le développement communautaire se structure alors, et officiellement il touche l'ensemble des opérations de développement indiennes à partir du 2^o Plan (1956). Cependant, dès le début des années 1960, on remarque les premières critiques de la Ford Foundation contre un programme qui mélange les enjeux sociaux et économiques. Pendant le 3^o Plan quinquennal, et surtout à partir de la crise économique de 1965-67 et du 4^o Plan quinquennal, les objectifs d'augmentation de la production prennent le pas sur les objectifs de développement communautaire. L'organisation de l'administration du développement économique se solidifie à travers les "blocs de développement", qui découpent le territoire rural, et les structures de la démocratie locale vivent, à la campagne comme dans les agglomérations urbaines.

Pourtant une vingtaine de projets de développement communautaire vont se poursuivre dans les villes, avec des succès divers, dans les années soixante. Conçues initialement à l'image des projets en milieu rural, ces actions mettent l'accent sur la promotion des relations dans la communauté, sur l'auto-organisation et la participation, avec l'assistance technique et économique du gouvernement. Chaque projet urbain vise une population d'environ 50 000 à 60 000 habitants. Le quartier sélectionné est divisé en unités de voisinage d'environ 6 000 personnes, à l'intérieur desquelles se trouvent des comités locaux (mohalla committees). L'ensemble est géré par une hiérarchie type, impliquant un chef de projet, environ 8 travailleurs sociaux (community workers) des deux sexes et des volontaires du quartier. Le choix des villes ressort de la responsabilité des Etats. Il semble qu'une bonne partie des difficultés rencontrées se

soient situées à cet échelon administratif, les blocages financiers entraînant retards et abandons. (CHANDRA et PUNALEKAR, 1975, 7).

Finalement, seuls deux projets urbains participatifs ont effectué "la traversée du désert" et se sont poursuivis, au long des années, avec une variété de financements, à Baroda et surtout à Hyderabad, qui a successivement bénéficié des aides hollandaise et anglaise, du soutien de la Fondation Aga Khan et, pendant plus de dix ans, de l'aide de l'UNICEF. Le projet d'Hyderabad, promu avec une remarquable ténacité par la municipalité, jusqu'à la période présente, a reçu les dividendes de cet investissement à long terme, puisque l'on estime aujourd'hui que tous les quartiers pauvres de cette cité de presque 3 Millions d'habitants, où environ 20% de la population vivait en bidonville en 1971, ont fait l'objet d'aménagements et de régularisations.

Les méthodes participatives attachées au développement communautaire, progressivement oubliées dans les années soixante-dix, ressusciteront une dizaine d'années plus tard, à la suite du mouvement de réflexion initié par certains chercheurs occidentaux (John Turner, Yona Friedmann...). Elles seront progressivement réinsérées dans les projets à l'instigation d'organisations internationales telles que l'UNICEF et, plus tardivement, la Banque mondiale.

On peut se demander dans quelle mesure, de façon claire dans les discours de J.Nehru, et de manière souvent plus voilée de la part des organisations internationales, la mise en scène du discours participatif et auto-organisationnel n'est pas une sorte de "fausse façade" permettant aux autorités d'avoir l'air d'agir, alors que la réalité des priorités et surtout des financements est s'est orientée ailleurs. Ce discours s'est appliqué aux classes populaires urbaines et rurales, dans les années 1950, alors que tous les efforts et les financements nationaux et internationaux se portaient vers l'industrialisation. Plus récemment, le même montage avec une forte composante participative, a été opéré par les autorités pour la promotion des villes moyennes, alors que des financements très mineurs sont alloués à ce programme. Il n'est pas étonnant, dans un tel contexte, que, sauf exception telle Hyderabad, ce type de projet soit condamné, après un démarrage en fanfare, à vivoter puis à disparaître sans laisser de traces concrètes.

A partir des années 1970 des actions techniques, coûteuses et très ciblées se multiplient dans les villes: élaboration des plans d'urbanisme, ainsi que des projets de transports urbains, d'adduction d'eau potable et d'assainissement souvent financés par la Banque Mondiale. Ces derniers ne prennent en considération la participation des bénéficiaires que lorsqu'il s'agit des modalités de financement, alors que la législation sur la planification urbaine a mis en place des procédures de consultation des citoyens, et s'inscrit dans le cadre d'un fonctionnement démocratique des institutions.

Dans la même période, le Pakistan, qui connaît un croissance urbaine rapide, de l'ordre de 4,5% par an, s'est surtout appuyé sur les grands projets pour résoudre les problèmes d'eau, d'assainissement et de transports dans les villes principales. Mis à part la période d'extrême urgence, juste après la Partition, où les réfugiés ont afflué, obligeant le gouvernement à intervenir dans la politique du logement, ce secteur a été volontairement, dans une optique libérale, laissé à l'entière responsabilité du secteur privé. Le gouvernement s'est principalement préoccupé, en ce qui concerne l'aménagement urbain, de la création de la ville nouvelle comme capitale, Islamabad, et de la question de la délocalisation des industries concentrées jusque là dans quelques pôles importants. Au mieux, la ville est perçue par les chercheurs et consultants pakistanais comme un centre d'emplois, un carrefour de transports et un lieu d'activités industrielles à forte valeur ajoutée. Le Ministère des Affaires Urbaines, au niveau central, est une structure extrêmement faible et peu dynamique qui ne remplit pas ni la fonction de coordination ni le rôle de promoteur d'idées que s'est assigné son homologue indien. La responsabilité de la gestion urbaine, qui n'est pas toujours véritablement assumée par l'administration, demeure au niveau de chaque Province de l'Etat fédéral pakistanais.

Il existe cependant un certain nombre de projets urbains au Pakistan, y compris dans les villes intermédiaires, avec des financements de l'ADB (Asian Development Bank), de la Banque Mondiale et de quelques coopérations bilatérales. Cependant ces projets ne semblent pas faire partie d'un dessein global. Il est en principe acquis que la politique de réhabilitation des bidonvilles doit primer sur leur destruction (cf. Shahid Iqbal Rana in ADB, p.655). L'enjeu de la participation des habitants dans les projets ne fait pas l'objet de débat. Il existe donc, en fait, quelques projets bien connus pour leur bonne insertion et une forte appropriation par la communauté, d'une part, et une immense majorité de décideurs qui considèrent la ville uniquement dans une approche libérale et capitaliste de lieu de production, d'autre part.

Aucun lien n'est donc établi entre aménagement urbain et développement social. Ce dernier est considéré strictement sous l'angle des équipements spécialisés de santé, d'éducation et de formation. Il est vrai que les faibles performances dans ces domaines sont parmi les plus préoccupantes du monde (29% de la population enfantine scolarisée). Le statut très dévalorisé des femmes et leur strict isolement à l'intérieur des maisons expliquent en partie ces statistiques désastreuses, mais l'absence de politique urbaine intégrée et le total désintérêt pour l'environnement urbain portent aussi leur part de responsabilité.

La gestion sociale et le jeu des acteurs intermédiaires

Les difficultés des pouvoirs publics dans la promotion de l'auto-organisation des quartiers pauvres les ont poussés, à s'appuyer de plus en plus officiellement sur les organisations non gouvernementales. Depuis l'Indépendance, on note le nombre grandissant de ces associations intervenant en Inde soit dans le domaine caritatif, souvent dans la ligne des traditions des grandes religions présentes en Inde, soit pour, selon les termes officiels "combler le fossé entre l'offre de services par le gouvernement et les besoins de la communauté" (Wishwakarma). Certaines ONG, enfin, se spécialisent dans les projets de création d'emplois et de revenus. Ces organisations peuvent recevoir des financements privés ou publics, et le Ministère des Affaires Sociales ainsi que ses représentants dans chaque État soutiennent solidement un certain nombre de ces organisations.

Les ONG constituent des auxiliaires précieux dans la mise en oeuvre des politiques publiques, aussi bien pour les pouvoirs publics indiens que pour les agences de coopération: proches du terrain, elles connaissent en général fort bien les demandes de la communauté. Leur militantisme, leurs connaissances des réseaux d'influence et de financement leur permettent de négocier aussi bien au plus haut niveau de l'administration que dans le bidonville. Les ONG ont également la réputation justifiée de savoir promouvoir des solutions alternatives et innovantes, et de savoir faire naître à l'intérieur du bidonville une véritable participation communautaire. Pour toutes ces raisons, de nombreux projets s'appuient sur elles, en particulier pour l'aménagement des quartiers populaires.

Cependant, dans un passé très récent, le discours uniformément positif s'est transformé. Désormais, en Inde, le rôle des ONG est plus ouvertement mis en question, dans un débat de fond qui traduit bien toute l'ambiguïté de ces organisations, mais aussi la réflexion avancée qui existe dans le pays. D'une part leur rôle comme intermédiaire avec la communauté est tout à fait reconnu, et d'autre part cette qualité même se retourne parfois contre les ONG, dont l'action apparaît très limitée à un quartier ou même à un groupe de huttes dans un bidonville, et souvent difficile à reproduire ailleurs. Il en résulte parfois une fragmentation de l'action qui pourrait nuire à une démarche globale, ou qui en tout cas interdit la reproductibilité des expériences. Plus grave est la question de la légitimité des ONG vis-à-vis des communautés des quartiers pauvres. Certains, comme l'UNICEF, constatent que "les ONG travaillent pour la communauté et non avec la communauté" et craignent qu'à long terme les ONG ne fassent écran par rapport à l'organisation et au dynamisme interne des habitants des quartiers pauvres. Leur objectif est donc de clarifier le caractère instrumental des ONG en focalisant l'analyse des résultats sur la conscientisation et l'autonomisation de la communauté.

D'autre part, certaines ONG adoptent une attitude exclusive, ne tolérant par exemple aucune "concurrence" dans les bidonvilles où elles interviennent. Les autorités indiennes reconnaissent très franchement, dans quelques cas, le caractère négatif de l'intervention d'ONG qui travaillent dans un bidonville aussi longtemps qu'elles reçoivent des financements extérieurs, et qui disparaissent du jour au lendemain, laissant les habitants amers, désorganisés et démunis, lorsque ces financements sont taris.

Une telle situation peut se comparer avec le cas du Pakistan, où peu d'ONG interviennent, et selon une typologie beaucoup plus restreinte. L'analyse montre que la plupart des ONG sont en fait soit des associations islamiques, soit des associations de cadres (Rotary, Lyons Club...) soit surtout des "governmental NGOs", et cette contradiction intrinsèque n'effraie nullement les pouvoirs publics qui voient dans la création de ces institutions le seul moyen d'atteindre les "bénéficiaires" sur le terrain. L'autre type d'ONG qui domine au Pakistan est créé par des consultants, qui, ayant considéré avec attention les textes rédigés par les agences de coopération occidentales, ont constaté qu'à la suite de leur expertise et de leur étude de faisabilité, l'agence attend d'une ONG qu'elle développe le projet sur le terrain. Les ONG "indigènes" n'existant pas, ces experts les ont créées, et elles opèrent en général dans les mêmes bureaux. Les ONG urbaines participant d'une véritable mobilisation des communautés de base sont rarissimes, et l'exemple d'Orangi Pilot Project (OPP) demeure une exception, malgré son expérience extrêmement positive à Karachi: en effet, dans ce cas, l'assainissement d'un quartier tout entier, avec plus de 2000 ruelles, put être mené à bien par les habitants eux-mêmes par le biais d'un important travail d'information, de conscientisation et de formation. OPP s'applique désormais à diffuser son savoir-faire dans ces domaines auprès d'autres ONG telles que Sungi.

Le lien entre les organisations locales et les institutions de plus haut niveau s'effectue, selon notre expérience personnelle, en fonction de l'existence de réseaux traditionnels, parfois de type féodal, qui dépassent les structures élues, ou les recourent par le biais du jeu des influences. Ainsi de Sungi, une ONG installée dans la région nord-ouest d'Islamabad, très bien implantée sur le terrain grâce à des personnes compétentes, motivées et connaissant remarquablement le milieu social; mais sa capacité d'intervention dans les quartiers repose également sur sa relation privilégiée avec un homme politique très influent à Islamabad, qui possède les "leviers" pour faire avancer les dossiers auprès des institutions provinciales et locales.

Associer les groupes d'action locaux à la gestion des services, ou à la gestion urbaine?

Le Programme "UBS" (Urban Basic Services) pourrait être considéré comme le plus achevé, en Asie du Sud, en tant que tentative de "gestion urbaine partagée". Il se veut d'abord un programme de mobilisation sociale autour des bidonvilles, et ensuite seulement un programme de fourniture de services urbains. Les dépenses ont d'abord été partagées entre quatre institutions, le gouvernement central (20%), l'Etat fédéré (20%), la municipalité (20%) et l'UNICEF (40%); L'UNICEF a retiré sa participation en 1990 et le gouvernement central en 1992, et désormais c'est l'Etat fédéré qui assume 80% des dépenses. Les sommes allouées à chaque ville sont très réduites, de fait, puisqu'elles varient entre 300 et 600 000 roupies par an (50 000 à 100 000 FF).

Ce programme essaie de créer une continuité administrative du plus haut échelon du gouvernement central jusqu'aux responsables de la mise en oeuvre des projets dans les quartiers. En fait, l'édifice repose sur l'efficacité du coordinateur local: un responsable du projet doit rendre des comptes devant un comité ad hoc présidé par le maire; les "organiseurs communautaires" (community organizers) sont élus pour 200 familles de bidonvillois. Ces personnes sont considérées comme étant le lien entre la communauté du bidonville et la municipalité: "il/elle agit comme un ami, un philosophe et un guide auprès des communautés du bidonvilles, en organisant et en mettant en oeuvre les plans de développement communautaire à travers une approche participative" (G.R.Reddy, p.61). Nul doute qu'avec une vision si idéaliste des relations sociales à l'intérieur des quartiers pauvres, l'auteur sera condamné à la déception...La réalité est beaucoup

plus nuancée. alors que la méthode d'intervention prévoit la participation des communautés des bidonvilles à tous les stades du projet, on s'aperçoit qu'en fait la mobilisation est très variable selon les quartiers et les communautés. Dans certains Etats comme l'Andhra Pradesh, les comités de quartier sont exclusivement composés de femmes. De façon générale, les acquis sont fragiles, car les investissements sont beaucoup trop faibles pour conforter l'action des habitants.

Au Pakistan, les groupes d'action locaux n'ont jamais fait l'objet d'une officialisation et n'ont été considérés comme signifiants politiquement, d'autant moins que les élections locales sont considérées comme un mode de participation représentatif. "Le système politique pakistanais a été basé sur le patronage et le rôle des factions, renforçant la nature divisive des politiques électorales", ajoute Anis Ahmad Dani (1995, p.2)

L'analyse faite dans les quartiers pauvres des grandes villes pakistanaises montre de grandes difficultés: c'est le jeu des influences politiques et des intérêts spéculatifs privés qui détermine le cours des événements et non la capacité de mobilisation des habitants. Les chercheurs travaillant à Karachi (Sultan et Van der Linden) ont montré à plusieurs reprises la faiblesse des groupes d'action locaux: ces derniers, pour multiples qu'ils soient, n'en sont pas moins marqués de nombreux défauts qui n'échappent pas aux yeux des habitants. De nombreuses associations n'ont pas d'autres membres que leurs dirigeants, et ne visent qu'à renforcer le statut social de ces derniers, sans objectifs concernant la communauté des habitants. La concurrence est vive entre ces organisations, et certaines d'entre elles visent principalement à annihiler le succès des autres. Pire encore, la plupart de ces associations ne parviennent pas à dépasser la barrière communautaire, et contribuent donc, un peu plus encore, à la division et aux fractures ethniques à l'intérieur des bidonvilles.

La privatisation au secours de la gestion urbaine?

En Inde, "l'exclusion", pendant une quarantaine d'années, du secteur privé de la gestion urbaine est aujourd'hui publiquement regrettée par les administrateurs en charge de l'aménagement urbain. Aujourd'hui, de nombreuses options sont développées pour laisser plus de portes ouvertes au secteur privé, dont il est bien spécifié qu'il englobe non seulement les promoteurs immobiliers mais aussi les coopératives, le secteur informel et les groupes de citoyens. L'idée est donc de développer des systèmes d'alliance entre secteur privé et public, à l'image de ce qui s'est passé dans les années quatre-vingts dans la ville nouvelle de New-Bombay, où la puissance publique a pu garder la maîtrise de l'urbanisme, promouvoir la ville économiquement et donner accès à l'habitat à des couches de population allant de la classe moyenne aux secteurs populaires. C'est seulement dans un deuxième temps que les promoteurs privés se sont enfin intéressés au projet, assurant le relais et transformant une ville expérimentale en un important pôle urbain satellite.

L'argument majeur avancé en faveur d'une privatisation des services urbains est bien sûr l'efficacité. Ainsi, désormais, l'électricité, l'eau et les transports dans les grandes villes indiennes sont en voie de privatisation rapide, et ces mesures sont considérées comme le seul recours pour moderniser rapidement les services et pour répondre à une demande en augmentation constante. Pourtant, l'exemple du Pakistan tout proche, où la tradition libérale est beaucoup plus forte et où ces mesures de privatisation ont été mises en place bien plus tôt, ne porte pas à l'optimisme. En effet, dans ce pays, le contact étroit entre public et privé tend à multiplier les cas de corruption, et un monopole privé, protégé par des collusions d'intérêts, est tout aussi inefficace qu'un monopole public.

Pour les autorités indiennes, la privatisation permettra un meilleur contrôle du service par la communauté elle-même et rend donc possible la gestion partagée. Au Kerala, par exemple, les habitants des quartiers semblent souvent intéressés à assurer la maintenance de certains services. Des systèmes de participation des usagers sont élaborés au niveau local, qu'il s'agisse de tri des déchets par les hôtels à Goa, ou du ramassage des ordures par les citoyens eux-mêmes jusqu'à

un point de la rue où la collecte est assurée par la municipalité. De telles démarches certainement louables, devront être testées par le temps, et se heurtent, à notre avis, à deux réalités: d'une part, la conscience aiguë sur le plan religieux de l'impureté des déchets, qui cantonne, de façon traditionnelle mais encore très présente, le transport et le traitement des déchets aux plus basses castes. Un autre point très important, est l'importance symbolique attachée aux services municipaux comme symbole de l'intégration du quartier à la ville. Ainsi, à Kanpur, il est arrivé, dans un bidonville où habitaient pourtant des balayeurs, de voir les habitants refuser de déboucher un drain bloqué par un sac en plastique, parce que "les gens de la municipalité doivent venir". La crainte est alors que si les habitants commencent à s'organiser par eux-mêmes, ils risquent de perdre le droit si chèrement conquis de bénéficier des services municipaux et d'être reconnus par la ville en tant que quartier légitime, faisant partie intégrante de la cité. Une telle crainte est confirmée par Schubeler, lorsqu'il écrit: "L'accès aux services à travers la participation peut être perçu par les groupes à faibles revenus comme un exemple supplémentaire de leur statut marginal dans la société urbaine. En contraste, un usager, lorsqu'il utilise les services municipaux, exerce, lui, l'un de ses droits fondamentaux de citoyen" (1991, pp. 22-23)

Une sorte de "voie moyenne" est désormais testée dans certains quartiers pauvres de New-Delhi: face aux plaintes réitérées des ses administrés qui lui apportent la preuve que les services municipaux n'effectuent pas le travail pour lequel ils sont rémunérés, le chef du Département chargé des bidonvilles a proposé à ses collègues que les sommes allouées pour l'exécution de ces services soient désormais confiées aux habitants des quartiers pauvres, qui gèreraient eux-mêmes, par exemple, le ramassage des ordures dans leur voisinage. Ceci n'est possible que si une excellente liaison existe entre le Chef du Département d'une part et les communautés d'autre part.

Vers une gestion partagée?

Sultan et Van der Linden font un constat, à propos de Karachi, qui pourrait s'appliquer à toute ville d'Asie du Sud: "Alors que les politiques publiques, et même les montages institutionnels sont très sains et tendent à favoriser les groupes à faibles revenus, les politiciens, en dépit de leur rhétorique abondante, refusent que ces politiques soient mises en oeuvre systématiquement, efficacement et rapidement. Ils veulent garder leurs banques de vote aussi longtemps qu'ils le peuvent, et donc préfèrent que les problèmes demeurent non résolus. En bref, il y a conflit entre les politiques (policies) et la politique (politics)." (p.33-34)

D'autre part, le principal obstacle à une gestion sociale urbaine reste-t-il d'ordre psychologique et social. D'une part, dans les quartiers pauvres de l'Inde et du Pakistan, plus peut-être que partout ailleurs, l'information vaut de l'or. Connaître le projet de destruction ou de relocalisation du bidonville, connaître l'adresse et le nom de l'intermédiaire politique, sont des informations que les membres de la communauté qui la possèdent ne sont pas disposés à rendre publics auprès de leurs voisins, car ils en profitent financièrement, et leur futur en dépend souvent. Il apparaît impossible, dans de telles conditions, d'organiser véritablement la communauté, sauf si un projet exogène, générateur de revenus, vient souder ce voisinage dans un espoir commun. Même dans ce cas, la méfiance mutuelle est souvent la règle et il faut du temps pour obtenir un front commun, seul susceptible pourtant de provoquer ou d'améliorer l'écoute d'administrateurs débordés. Les clivages communautaires accentuent encore la méfiance.

Le deuxième obstacle psychologique concerne les stratifications à l'intérieur de la société en Asie du Sud. Peu de représentants des pouvoirs publics prennent la peine d'écouter les habitants des quartiers pauvres, de connaître les conditions dans lesquelles ils vivent. Les lieux communs sont fort répandus dans les sphères de l'administration locale. Parmi les plus répandus, le fait que "ces gens-là attendent tout du gouvernement", ce qui correspond, mais seulement partiellement à une réalité: les habitants des bidonvilles, conscients de leur statut de citoyens, attendent que leur quartier soit reconnu à part entière et soit donc desservi par des services minimum qu'en général ils paient beaucoup plus cher qu'ailleurs. Un autre point de vue très courant dans les sphères

intermédiaires de l'administration locale, qui devraient normalement assurer le lien avec les quartiers pauvres, est que toute amélioration dans de tels lieux ne servira qu'à attirer une migration encore plus forte en provenance de la campagne. L'état dramatique des bidonvilles est donc perçu par eux comme un repoussoir face à une migration potentielle. Cette vision va de pair avec un mépris pour les bidonvillois qui explique une bonne partie des détournements de fonds; elle se traduit aussi, concrètement, dans les plans d'urbanisme de plusieurs grandes villes et dans la distribution des services, qui nient en toute simplicité l'existence des zones d'habitat "spontané". Il arrive aussi, comme à Delhi, que ces approches pleines de préjugés soient vigoureusement contredites par de hauts fonctionnaires qui souvent connaissent remarquablement les quartiers et dont l'analyse est très lucide.

Il est frappant de constater que les opérations de fourniture de services de base débouchent rarement sur l'organisation des communautés qui seraient nécessaires pour leur maintenance, pour la coordination des opérations et pour la pleine efficacité des services. Ainsi, en ce qui concerne les services de santé, on constate souvent, dans les bidonvilles de Delhi ou de Kanpur par exemple, l'absence d'information des habitants sur des structures de santé gratuites, de qualité correcte et relativement proches de leur domicile.

Souvent, le caractère compartimenté des services administratifs augmente encore les difficultés d'insertion des quartiers, et interdit de facto une véritable gestion sociale des quartiers, même si certains administrateurs, conscients de l'urgence en termes sanitaires et humanitaires, la souhaitent. Ainsi, à New-Delhi, plusieurs milliers de balayeurs-vidangeurs reçoivent leurs salaires pour assurer le nettoyage des rues, des drains et des toilettes des quelques 2300 bidonvilles de la capitale. Mais il apparaît impossible de faire assurer cette tâche sur le terrain, du fait de la division entre services au sein de l'administration de la ville. Le département en charge des zones de bidonvilles tente maintenant, à titre expérimental, de financer directement les communautés afin qu'elles commanditent et paient elles-mêmes les balayeurs.

En effet, les coûts du mal fonctionnement des services, dans ces quartiers sont terriblement élevés: coûts en santé, certes, se traduisant par exemple par une mortalité infantile très élevée; mais aussi coûts en équipement et en maintenance: les habitants prennent le risque d'installer et de payer eux-mêmes des pompes à main de petite taille, sans savoir si l'eau de la nappe phréatique est suffisamment proche et propre; tout déplacement pour la réparation des bornes fontaines publiques est immédiatement, sur place, facturé aux habitants, sans aucune assurance quant au résultat.

Conclusion

Les perspectives d'une gestion partagée sont exactement dans la ligne de pensée des responsables de la politique urbaine indienne, et elles rencontreraient l'agrément de nombreux groupes d'action locaux, aussi bien dans sa dimension technique (gestion des services) que politique (libre fonctionnement de la démocratie locale).

Tout se passe, aujourd'hui, en Inde, comme si le pouvoir central, à New-Delhi, voyait la participation active des habitants comme le seul moyen de promouvoir la décentralisation et de vaincre les résistances rencontrées au niveau intermédiaire des politiciens des Etats fédérés. Les réformes entamées en Inde ne ressortent pas d'une vision à court terme. Les procédures mises en place ne se positionnent pas comme un substitut momentané à la démocratie locale, mais comme une façon d'enraciner la démocratie locale à moyen terme. Cependant, la décentralisation apparaît prise entre plusieurs dynamiques, entre autres la visée technocratique de l'efficacité, et la dynamique socio-politique de l'autonomie participative. Reste à savoir si le jeu des alliances entre pouvoir central et institutions locales peut se poursuivre très longtemps sans que l'échelon essentiel des Etats fédérés ne trouve son propre équilibre et son intérêt dans cette nouvelle répartition des rôles.

Au Pakistan, par ailleurs, la population sait se mobiliser lorsque l'offre institutionnelle est déficiente, on le voit bien à travers l'exemple du projet Orangi à Karachi. Mais, pour l'instant, ce processus joue en défaveur de l'institution locale, et de façon tout à fait déconnectée par rapport à un processus de "re-décentralisation" qui se trouve encore dans les cartons du gouvernement central sans que l'on puisse savoir s'il sera concrétisé. On peut donc en conclure que la gestion urbaine partagée ne peut être envisagée surtout du point de vue de la promotion de l'environnement urbain et de la création de services minimaux, alors la participation à la décision à travers la démocratie locale semble une perspective bien lointaine.

Bibliographie

Anis Ahmad Dani, Participatory socio-economic development - a social institutional analysis. communication to the National Seminar on "*Participatory Socio-Economic Development Planning and Administration in Pakistan*", NCRD, Islamabad, 1995

BANERJEE R. (1995) "Alternative production and solidarity networks in Daliganj, Lucknow" in *Femmes, villes, environnement*, Genève, Février 1995

CHANDRA (S.), PUNALEKAR (S.P.) *Urban community development program in India*. National Institute of Public Cooperation and Child Development, 1975.

ETIENNE (G.) *Le Pakistan, don de l'Indus*. Economie et politique. PUF, Paris, 1990.

M.Framurz Kiani, H.B.Siyal. Dimensions of urban growth in Pakistan. in *The Pakistan Development Review*. 30:4. Part II. Winter 1991. pp.681-691.

Government of Pakistan. *National Human Settlements Policy Study*.,mimeo, prepared by PEPAK, Lahore. 1983.

Government of Pakistan (Ministry of Housing and Works), UNICEF, *National Seminar on Urban and Development Management*. Islamabad, January 1987.

HALL (D.R.) *A spatial analysis of urban community development policy in India*, Research Studies Press, John Wiley and Sons, New-York, 1980.

Jameelur Rehman Khan (Ed.) *Government and Administration in Pakistan*. Pakistan Public Administration Research Center. Government of Pakistan, Islamabad, 1987.

KENNEDY (A.) *Bureaucracy in Pakistan*. Oxford University Press, Oxford, 1987.

LAVIGNE (J.C.), MILBERT (I.) *La réhabilitation des bidonvilles à Kanpur (Inde)*. Plan-Construction, Paris, 1984.

MILBERT (I.) *L'urbanisme et l'habitat en Ind'*, thèse d'Etat, Paris II, 1986

MILBERT, Isabelle "Small scale enterprise and urban management promotion in NWFP intermediate cities, (Pakistan)" Rapport dactylographié pour la DDA , Berne, 1993

OSMONT , Annick, (et al.) *La gestion sociale urbaine dans les pays en développement*, LTMU, IFU, Cahier n°3, 1992

PANWALKAR (P.) (1995) "The thin edge of the wedge. Pushing accountability into the public system. Experiences from Bombay, India. in *Femmes, villes, environnement*, Paris, UNESCO-DDA-IUED

PNUD (1993) *Rapport mondial sur le développement humain*, Economica, Paris,

Reddy (G.Ramachandra) Urban Basic Services Programme in India. A critical overview, in *Nagarlok*, vol.26, July-September 1994, n°3, pp. 57-69

ROSS (M.G.) *Community Organisation: theory, principles and practice*. Harper International Edition, New York, 1955

"The philosophy of movement". Article dans le *Independance Number of U.P. Information*, Lucknow, Août 1954. cité par SINGH (P.), in "Community development programme in India", p.38.

SALBERG (J.F.), WELSH-BONNARD (S.) *Action communautaire: une introduction*. Editions Ouvrières, Paris, 1970.

Shahid Iqbal Rana. Pakistan country paper. in *Regional seminar on major national urban policy issues*. , ADB, Manila, 1987, pp.643-687.

SCHUBELER (Peter) *Discussion paper: community participation in infrastructure provision, operation and maintenance*. revised draft for DDA, Zurich, 1991

SINGH (P.) *Community Development Programme in India. Organisation, working, achievements*. Deep and Deep, New-Delhi, 1982.

SULTAN Jawaid, Van der LINDEN Jan, *Squatment Upgrading in Karachi*, Vrije Universiteit, Amsterdam, 1991

V. La répliation d'expériences de réhabilitation/ rénovation face aux impératifs de la saine gestion

Cette communication a été produite à l'occasion du colloque International "Habitat créatif, culture et participation:quelles innovations pour quel développement?", organisé par l'IREC-EPFL du 27 au 29 Septembre 1995 à Lausanne

Comment concilier la complexité des relations socio-économiques urbaines et les impératifs des politiques et des projets d'aménagement urbain, que l'objectif de réplabilité a poussé à devenir une trame assez simple? Ce contraste apparaît très frappant, quel que soit le pays du sud observé.

Aujourd'hui, la démonstration est faite, à travers une littérature très abondante, de la créativité et de l'expérience en matière d'auto-organisation des habitants. à travers des programmes tels que le Programme de Gestion Urbaine, on a cru pouvoir réintégrer ce principe d'auto-organisation des habitants à l'intérieur des projets d'aménagement urbain, mais la pratique montre la fragilité des recettes et la difficulté de la répliation. On peut se demander, d'autre part, si les politiques de décentralisation pourront faciliter ces processus d'information mutuelle et rétablir le contact entre habitants et politiques.

Nous partons d'un bilan mitigé des politiques urbaines menées depuis la fin de la 2^o Guerre Mondiale: pauvreté urbaine en augmentation dans tous les pays du monde (cf. Revue Tiers-Monde, Juin 1995); maintien d'une proportion d'habitants en bidonvilles de l'ordre de 20 à 50% de la population urbaine, selon les pays; questions environnementales chaque jour plus cruciales, en particulier dans les mégapoles et aggravant la situation des plus démunis; maintien de très fortes disparités économiques, encourageant la spéculation foncière et les relations de clientélisme. Les villes, qui d'après la Banque Mondiale seront le lieu de plus de 70% de la production mondiale en l'an 2000, sont souvent gérées, soit comme des villages, soit comme des territoires coloniaux.

Pourtant, les avancées et les réalisations au niveau local sont nombreuses, et certainement nous aurons l'occasion de discuter d'exemples très positifs dans ce séminaire. Donc le problème réside plutôt dans les capacités de reproduction de ces expériences concrètes, dans les modalités de la gestion urbaine et de la relation entre les acteurs.

I Le local, lieu de toutes les innovations?

Le concept de "self-help", "l'auto-organisation", a revêtu bien des facettes depuis qu'il fut remis à l'honneur à la fin des années soixante-dix. Les opérations d'auto-construction "organisée" telles qu'elles étaient lancées dans les quartiers envahis des villes latino-américaines ont été souvent régularisées. Ensuite, elles ont été en général complétées par les programmes d'amélioration et de réhabilitation encouragés par l'Etat, qui voyait alors l'auto-construction non seulement comme une action autonome des habitants mais aussi comme une façon moins onéreuse de solidifier le quartier.

L'auto-organisation, toujours perçue comme un instrument de politique publique, a ensuite eu des visées plus globales, mais toujours "vues d'en haut" pour faciliter le développement communautaire en particulier dans le domaine des infrastructures, et des services sociaux: crèches, écoles, services de santé.

La plus grande partie du parc d'habitat est aujourd'hui construite par le logement "auto-produit": la famille construit ou fait construire son propre logement par défaut. Défaut d'intervention publique qui s'est retirée du marché du logement au cours des années quatre-vingts, comme le préconisaient les bailleurs, pour laisser place au marché. Défaut de promoteurs privés peu tentés de construire pour le secteur du logement à faible coût, alors que les marges de profit sont beaucoup plus importantes et la demande est très forte auprès des classes moyennes et supérieures. Finalement, ce sont les habitants qui créent les nouveaux quartiers, tandis que la puissance publique se contente de les régulariser ou de les équiper, sous la pression des habitants demandant des réseaux d'eau ou d'assainissement et les services de base.

En devenant ainsi "une politique", en dépassant les aspirations personnelles pour toucher au groupe, en devenant un élément officiel des politiques publiques et des projets, l'auto-organisation a-t-elle perdu son sens premier? Il est vrai qu'elle a parfois été prise à la lettre et a donné lieu à des opérations innovantes et socialement progressistes, alors que dans d'autres cas le concept a été utilisé comme un synonyme de l'abandon des populations les plus pauvres à leur sort.

Des politiques publiques qui sont relativement standardisées contrastent avec le processus de création de la ville revêtant des approches multiples foisonnantes et inattendues. Ce point vaut aussi bien pour le Nord que pour le Sud. Pour tenter de saisir cette réalité, les organisations internationales ont essayé d'établir un fichier des "best practices", des meilleures pratiques, avec l'espoir, toujours, qu'elles puissent être reproduites et adaptées ailleurs.

II. Les politiques publiques, au coeur de la globalisation?

L'analyse des politiques urbaines menées depuis le début des années soixante-dix dans le Sud donne l'impression que le champ se sature progressivement de politiques publiques homogènes: citons un officiel de la Banque Mondiale, affirmant "le monde sait beaucoup mieux, désormais, quelles politiques (de développement) fonctionnent... maintenant nous ne recevons presque plus de demandes pour des stratégies alternatives" (Broad, p.154). L'harmonisation des politiques a été vigoureusement menée sous l'impulsion du bailleur de fonds qui n'a jamais démenti son soutien financier ni sa foi dans la productivité de la ville et dans ses capacités de "résilience", la Banque Mondiale. Entraînant dans son sillage différents bailleurs de fonds, la Banque Mondiale a progressivement imposé ses choix stratégiques et la forme de ses projets aux différents gouvernements au cours des années quatre-vingt, et les autres bailleurs, pour les plus importants d'entre eux, n'ont pas mis en avant de stratégie alternative.

On peut mentionner plusieurs vagues de différents types de projets, depuis 1972, au sein de la Banque Mondiale:

- de grands projets d'aménagement dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et des transports urbains.
- des projets d'aménagement urbain intégré, liant la réhabilitation de bidonvilles, la réalisation de parcelles assainies, le renforcement des institutions, l'intervention renforcée sur un ou plusieurs services urbains;
- des projets multi-sectoriels d'environnement urbain dans les grandes métropoles, visant, à travers une cinquantaine de sous-projets, à améliorer l'ensemble des facteurs environnementaux de la ville
- des projets visant à promouvoir l'environnement urbain dans les villes secondaires d'une région donnée
- les prêts sectoriels, visant à réformer les politiques sectorielles et les institutions.

Ces projets ont tous eu pour objectif de répondre à la demande du plus grand nombre par de gros efforts sur les prix. Leur objectif était aussi d'être "réplicables", c'est-à-dire reproductibles dans d'autres quartiers de la ville, et aussi de pouvoir être repris, réappropriés et copiés à grande échelle par les gouvernements des pays en développement. L'une des recettes de la "réplication" était le recouvrement des coûts, qui devait permettre de recommencer ailleurs ces projets avec des financements qui se renouvelleraient, et donc de réduire le poids des subventions pesant sur le secteur public.

Une autre clé de la reproduction de ces projets est le renforcement des institutions, en particulier au niveau local, permettant la transformation en profondeur, continue, de la ville après l'électrochoc initial du projet financé par la Banque Mondiale

Un dernier point clé de la répliquabilité des projets, apparu plus tardivement, est à l'échelle étatique: il s'agit de la définition des politiques publiques en matière de logement, de financement de l'habitat et d'aménagement foncier, et de l'affirmation de choix prioritaires au niveau national.

A l'origine, il y a cette idée, d'ailleurs très présente au sein du Programme de Gestion Urbaine initié conjointement par la Banque Mondiale, Habitat et le PNUD, selon laquelle des modalités de mise en oeuvre pourraient être identiques, car obéissant à des lois économiques: la régularisation foncière et l'augmentation de l'offre de terrains à bâtir, l'action jointe entre création de parcelles assainies et réhabilitation de bidonvilles, le recouvrement des coûts, l'information et la participation des habitants, la création d'activités économiques et la revitalisation des centres... seraient tous bienvenus, puisqu'ils correspondent à une amélioration des lois du marché en économie libérale.

Au départ, l'idée de la reproductibilité des projets est liée à des procédures d'aménagement urbain qui paraissent relativement standardisées: pensons par exemple à la préparation d'un plan d'urbanisme, à la fabrication d'un cadastre, au montage d'une opération de logement social ou à l'aménagement d'un site de parcelles assainies. Cependant, les années quatre-vingts nous ont déjà appris qu'au-delà de cette simplicité apparente, même ces produits ont bien du mal à s'adapter à la réalité.

De plus, peu à peu, le principe de la reproductibilité paraît pénétrer toutes les sphères de la gestion du projet, comme un travail théorique en amont, sur la méthode (ZOPP par exemple), sur la structure des institutions, ou au contraire la technicité, comme par exemple le travail sur les matériaux ou le nombre de points d'eau par quartier. La standardisation des projets urbains de la Banque Mondiale, de la Banque Interaméricaine de développement ou, de façon moins nette, de la Banque Asiatique de Développement est donc allée fort loin, s'attaquant de façon simultanée, avec des outils et des projets similaires, à des villes très différentes. Derrière la volonté de standardiser les projets, se cache l'idée qu'il existe une norme optimale, une conduite idéale dans la gestion de la ville.

Cependant, si les projets se ressemblent, on constate, en revanche, qu'il existe en fait peu de cas, tels que le Kampung Improvement Program à Jakarta, où l'on peut véritablement parler d'une généralisation des projets et des méthodes de la Banque Mondiale à l'échelle de la ville. Ailleurs, la volonté des Banques de développement de multiplier les projets, de travailler en grandeur réelle, se manifeste clairement par la poursuite des projets d'aménagement urbain à travers le temps, dans les mêmes villes, entre autres Calcutta, Madras, Bombay, Karachi, Tunis, Abidjan, Dakar, Bogota, Mexico... Ainsi, le maire de Dakar a exprimé à plusieurs reprises son intérêt à voir la Banque Mondiale traiter l'ensemble de Dakar, et pas seulement des quartiers précis. En ce qui concerne les autres villes, les projets se sont succédés selon des schémas similaires.

Mais les projets n'ont pas eu l'effet multiplicateur attendu. Il est très rare, pour la plus grande déception des bailleurs, que ces projets soient reproduits, imités dans d'autres quartiers, par la puissance publique ou par les investisseurs privés. Il semble que cette volonté n'existe pas au niveau des élites locales. Lorsqu'ils existent, comme au Caire par exemple, les efforts des gouvernements ne parviennent que très rarement à mobiliser le secteur privé et l'initiative des

communautés. Au contraire, ils provoquent souvent le renchérissement des solutions proposées par le secteur privé, à travers la multiplicité des réglementations et le rationnement d'un capital rare pour l'investissement.

Le bilan de ces opérations, de l'avis de Mike Cohen lui-même, n'est pas très positif: il reconnaît que plus d'attention a été apportée à la réalisation physique des équipements qu'à l'effort d'évolution des politiques et de renforcement des institutions. Donc ces projets n'ont pas eu l'impact attendu sur la méthode d'action, sur les politiques des gouvernement nationaux et locaux, ni sur la gestion de l'économie urbaine. En clair, ils se sont avérés ponctuellement bienvenus dans les meilleurs cas, mais non répliquables.

Les programmes des donateurs et des gouvernements n'ont pas pu éviter de diviser la ville en projets, améliorant des quartiers spécifiques sans améliorer l'économie urbaine et le cadre institutionnel, tels que le fonctionnement des marchés du logement et du foncier. En conséquence, l'aménagement urbain est en permanence dépassé par la croissance urbaine, et le poids des quartiers sans aménagements, dans la plupart des villes du Tiers-Monde, fait basculer le reste de la cité dans les déséconomies d'échelle et les nuisances environnementales.

III Le cas des projet de réhabilitation de bidonvilles et de parcelles assainies.

Ces projets ont des objectifs clairs et comparables d'une ville à l'autre:

- augmenter de façon substantielle l'offre de terrains, d'infrastructure et d'habitat, particulièrement pour les familles à faible revenu et les petites entreprises
- améliorer la capacité administrative et financière du gouvernement local à fournir et entretenir les services urbains
- renforcer la capacité institutionnelle des pouvoirs publics à planifier, coordonner, mettre en oeuvre et évaluer les projets urbains, programmes et politiques dans le cadre du projet, et être capable de les reproduire
- viser à un meilleur recouvrement des coûts et à une réduction majeure des coûts publics et privés d'investissement dans l'habitat, grâce à une meilleure utilisation des ressources foncières et à une adaptation des règlements de construction.

On retrouve donc quatre composantes principales dans chaque projet:

- les parcelles assainies, y compris les services communs et les prêts au logement
- le programme de réhabilitation de bidonvilles, incluant la régularisation foncière, l'amélioration des services d'infrastructures, la fourniture de services à la communauté et des prêts à l'amélioration des logements
- l'assistance technique, la formation et l'équipement, pour améliorer la capacité de mise en oeuvre du projet des agences responsables.

Entre cette très brillante et indéniable logique économique, et la réalité sociale, dans le cas de Bombay par exemple, P. et V. Panwalkar montrent l'immense distance, les "dilemmes impossibles à négocier", les tentatives pour "réconcilier l'irréconciliable". Les acteurs ne sont pas là où on les attend, les financements ne circulent pas comme prévu, et les logiques économiques et institutionnelles sont bien différentes de la norme.

Ainsi, il est possible de prendre un exemple parmi beaucoup d'autres: en ce qui concerne les ONGs, elles constituent des auxiliaires précieux dans la mise en oeuvre des politiques publiques, aussi bien pour les pouvoirs publics que pour les agences de coopération: proches du terrain: elles connaissent en général fort bien les demandes de la communauté. Leur militantisme, leurs connaissances des réseaux d'influence et de financement leur permettent de négocier aussi bien au plus haut niveau de l'administration que dans le bidonville. Les ONG ont également la réputation justifiée de savoir promouvoir des solutions alternatives et innovantes, et de savoir faire naître à l'intérieur du bidonville une véritable participation communautaire. Pour toutes ces raisons, de

nombreux projets s'appuient sur ces ONG, en particulier pour l'aménagement des quartiers populaires.

Cependant, dans un passé très récent, le discours uniformément positif s'est transformé, et désormais, en Inde, le rôle des ONG est plus ouvertement mis en question, dans un débat de fond qui traduit bien toute l'ambiguïté de ces organisations, mais aussi la réflexion avancée qui existe dans le pays à ce sujet. D'une part leur rôle comme intermédiaire avec la communauté est tout à fait reconnu, et d'autre part cette qualité même se retourne parfois contre les ONG, dont l'action apparaît très limitée à un quartier ou même à un groupe de huttes dans un bidonville. Il en résulte parfois une fragmentation de l'action qui pourrait nuire à une démarche globale, ou qui en tout cas interdit la reproductibilité des expériences. Plus grave est la question de la légitimité des ONG vis-à-vis des communautés des quartiers pauvres. Certains, comme l'UNICEF, constatent que "les ONG travaillent pour la communauté et non avec la communauté" et craignent qu'à long terme les ONG ne fassent écran par rapport à l'organisation et au dynamisme interne des habitants des quartiers pauvres. Leur objectif est donc de clarifier le caractère instrumental des ONG en focalisant l'analyse des résultats sur la conscientisation et l'autonomisation de la communauté.

IV Les enjeux du réaménagement de l'action étatique

La "good governance", saine gestion, est aujourd'hui le mot clé qui permet, au sein d'une communauté assez bien soudée de chercheurs et de praticiens, d'aborder des questions aussi diverses que la lutte contre la pauvreté, la promotion économique de la ville, l'environnement durable et l'adaptation à la globalisation. D'autre part, ce concept englobe également les discussions autour de la démocratie urbaine, de la participation et de la transparence dans la gestion. La "good governance" implique aussi de reconnaître le rôle des organisations non gouvernementales, des groupes d'action locaux, des forums de consommateurs dans les nouvelles formes de gestion urbaine.

L'importance nouvelle donnée à la gestion urbaine, au cours des années passées, partait de l'idée qu'à ce niveau seulement, on peut améliorer durablement la qualité de la vie dans les villes.

Ainsi, les villes d'Asie croissent en taille et connaissent des changements impressionnants en matière de structure économiques, mais pas de changements spécifiques dans les instruments de la gestion., alors que dans le même temps, à l'intérieur de ces villes, à chaque instant on constate l'internationalisation de la production, du commerce et de la finance. Les instruments de la gestion des villes, qu'ils soient constitutionnels, légaux, institutionnels ou financiers, qui commencent à devenir une barrière à l'efficacité, sont en fait les instruments qui ont été mis en place par les administrateurs coloniaux, et les différentes réformes réalisées jusqu'aux années quatre-vingts n'ont fait qu'accentuer les distorsions entre le fonctionnement de ces institutions et le "pays réel". Les chercheurs asiatiques en sont donc à se demander si ces approches manageriales prônées par les organisations internationales sont vraiment bienvenues lorsque l'institution sur laquelle on travaille est une "relique de la période coloniale"? (cf. Benninger)

Le point central, au coeur de la gestion urbaine, est aujourd'hui le processus de décentralisation. Or celle-ci touche aux rouages profonds de l'Etat, à l'organisation des populations, à de nouvelles formes d'autonomie. Elle met en question le transfert de fonctions du centre vers la périphérie, la tutelle administrative, les rouages financiers de l'Etat, la formation des personnels et la problématique de la participation. L'enthousiasme avec laquelle les bailleurs de fonds promeuvent des politiques homogènes de décentralisation peut paraître parfois imprudente, lorsqu'on constate à quel point les attentes des différents groupes sociaux urbains, qu'il s'agisse d'habitants, de représentants des entités territoriales, de groupes économiques, sont variées et souvent contradictoires.

La décentralisation pose aussi une série de questions fondamentales sur la circulation de l'information dans un système de décision vraiment décentralisé, et donc comportant une

multiplicité de cellules disposant d'un minimum d'autonomie. Si elle est réelle, l'autonomie plus grande des gouvernements des villes constitue une véritable gageure quant à leur capacité à agir de façon cohérente, créative et avec un maximum de moyens d'information, dans un contexte où un système de prise de décision "sensible au niveau local" doit encore émerger.

N'oublions pas que la décentralisation prend place dans un contexte de crise de l'Etat. Alors que nous nous posons la question, froidement, de savoir, comment une meilleure gestion peut-elle naître de la décentralisation, quelles fonctions déléguer au niveau municipal, et quelle coordination entre le centre et l'Etat, les enjeux locaux sont brûlants et les critères de choix ne sont pas de la sphère managériale.

Une fois encore, les politiques de décentralisation sont perçues au niveau des politiques publiques comme un ensemble de recettes bien identifiées, et relativement facilement imitables d'un pays, d'une région à l'autre: il convient, pour que la décentralisation se mette en place, d'assurer une bonne participation de la population, et de renforcer les collectivités locales, à travers le transfert des compétences, la transformation de l'exercice de la tutelle, la réorganisation des ressources humaines, et la réforme de la fiscalité. Il faut aussi transformer les règles budgétaires et comptables de sorte à réaménager les relations entre le Centre et les collectivités locales, et rétablir le fonctionnement de la démocratie au niveau local.

Au-delà de ces approches techniquement homogènes, un enjeu est de parvenir à une décentralisation harmonieuse tout en préservant les réseaux d'information permettant la réplication des expériences innovantes. Ce croisement paraît sur tout à fait possible et riche d'enseignement, mais très difficile à mettre en oeuvre sur le terrain. En effet, au plan local, on s'aperçoit, encore aujourd'hui, que les informations les plus concrètes et les plus simples manquent, en particulier au niveau des quartiers.

D'autre part, la coopération entre autorités municipales, qui est considérée comme un élément essentiel de la décentralisation et du renforcement des collectivités locales, reste difficile à mettre en place. Les associations de maires deviendraient un tremplin qui faciliterait la formation, la coordination, la réplication des expériences positives. Une telle démarche est certes positive, mais de telles associations peuvent aussi devenir des écrans de pouvoir.

La formation des personnels municipaux est d'une importance centrale: malheureusement, les promoteurs de l'innovation à la base ne se trouvent jamais, ou presque, confrontés aux hauts fonctionnaires du gouvernement central ou aux bailleurs d'aide, qui, pour des raisons diverses, sont leurs alliés, souvent attentifs à cette créativité. Ils se trouvent confrontés à des fonctionnaires de la municipalité, mal payés, mal formés, dont au mieux l'objectif est de faire respecter le règlement. Ces personnes sont d'autant plus opposés à toute entreprise innovatrice qu'elles émanent de groupes sociaux dangereusement proches des leurs, dont ils désirent se démarquer, et qu'elles menacent leurs intérêts personnels.

La décentralisation favorise-t-elle la reproductibilité des opérations? Certes, elle aide les gens à se prendre en charge, donc elle facilite l'innovation, mais elle cloisonne les opérations et oblige à de nouveaux canaux de communication/information.

Dans les projets, de nombreuses recherches ont été faites vers la méthode infallible, vers la standardisation. Comment promouvoir la créativité dans le montage des projets? dans la méthode? dans la formation des personnels?

Jusqu'à quel point les expériences sont-elles similaires et reproductibles? L'innovation sociale est-elle reproductible? Comment une expérience peut-elle être transférée d'un point à l'autre? Où se trouve le coeur de l'efficacité de l'action? Sur tous ces points, il convient d'aller plus loin dans la recherche des "best practices", et dans la façon dont elles parviennent ou pas à essaimer, à l'image d'ENDA ou de SEWA.

Bibliographie.

Anis Ahmad Dani, Participatory socio-economic development - a social institutional analysis. communication to the National Seminar on "**Participatory Socio-Economic Development Planning and Administration in Pakistan**", NCRD, Islamabad, 1995

Benninger, Ch., "Conference Report: Urban Governance in Asia" in **Cities**, vol. 12, n°3, June 1995, pp.213-214

Broad, R., **Plundering Paradise**, Berkeley, University of California Press, 1993

Cohen, M.A., Leitmann, J.L., Will the World Bank Real "New Urban Policy" Please Stand Up? in **Habitat International**, vo.18, n°4, 1994, pp.117-126

Kirby, A. A Research Agenda for the Close of the Century, in **Cities**, vol. 12, n°1, pp. 5-11, 1995

Mathey, K., (Ed.) **Beyond Self-Help Housing**, London, Mansell, 1992

Panwalkar, V.G., Panwalkar, P., **Slum Upgradation: A Policy Alternative to Management of Spontaneous Settlements (Bombay Experience)**, Research Report n°22, HSPI, New-Delhi, 1991

SCHUBELER (Peter) **Discussion paper: community participation in infrastructure provision, operation and maintenance**. Revised draft, Zurich, 1991



INSTITUT
UNIVERSITAIRE
D'ETUDES DU
DEVELOPPEMENT

DRAFT

Vienna

10-14 September 1996

EADI 8th General Conference

Working Group on Urbanization and Development

Social Policies, Competition and Electoral Politics:
An Explosive Cocktail in a New-Delhi Slum

Dr Isabelle Milbert
Assistant Professor, Urban Management
Graduate Institute of Development Studies (I.U.E.D).
c.p.136
1211 Geneva 21, Switzerland
tél. 41 22 342 14 27
fax 41 22 906 59 47
e-mail: milbert@uni2a.unige.ch

India constitutes a baffling example for policy makers and experts in cooperation strategies. In this democratic country, where freedom of vote, association, speech etc. is exceptionally great, policies and laws are constantly challenged by the social reality, to the point that they rip on the reality, at best without any effect, at worst, with perverse and distorted consequences. Although the economic growth is quite regular and has been encouraged by liberalization and deregulation measures in the last ten years (3 to 5% per year), UNDP estimates show that the GDP is only 310 \$ per year an per person and that around 450 million persons live under the poverty line, among which more than 100 million live in cities. This very sensitive issue hangs heavily on the functioning of Indian economics and politics, although many private managers would now like to forget about it and to consider mainly the part of India which is rapidly integrating into the world economy.

In July 1991, the new Indian government which had been elected shortly before launched a major economic adjustment program aimed at "a credible fiscal adjustment and macroeconomic stabilization during the current fiscal year, to be followed by continued fiscal consolidation thereafter". Manmohan Singh, India's Finance Minister, added in his budget speech that this strategy "must be supported by essential reforms in economic policy and economic management, as an integral part of the adjustment process which would help to eliminate waste and inefficiency and impart a new element of dynamism to growth process in our economy". Thus the Indian government was entering structural adjustment and, if it was not the first Third World government to do so, it was certainly among the most enthusiastic and good willing. The opening to the world market and the privatization of public undertakings, in sharp contrast with the approach of Nehru's economic development, was considered a major achievement.

Yet the Finance Minister, in the same budget speech, did not want to admit leaving aside social policies and added that "markets can only serve those who are part of the market system. A vast number of people in our country live on the edges of a subsistence economy. We need credible programs of direct intervention focusing on the needs of these people. We have the responsibility to provide them with quality social services, such as education, health, safe drinking water and roads.(...) The control of land and water degradation, which threatens the livelihood of millions of poor people in this country, will also require effective government leadership and action". The reality of the Narasimha Rao government, from 1991 till 1996, has been a standstill in subsidized social policies.

New-Delhi situation

New-Delhi is an impressive example of the coexistence of an excellent economic and commercial dynamism. primarily administrative in the fifties, while

Bombay was considered the business capital of India, New-Delhi has largely benefited from the liberalization policies and has become the center of attraction for many activities which include industry and trade, tourism and other high standard services. This prosperity and dynamism has transformed the landscape of New-Delhi, within a few years: large and massive buildings, whether five star hotels, company buildings or Central government premises are rivals to elegant neighborhoods where "follies" are being built with domes, columns and terraces. A powerful and brilliant middle-class lives in a number of these residential colonies, while more than 2 millions slum dwellers live in 740 unauthorized colonies, which have appeared in the course of the last twenty years.

As far as urban policies are concerned, New-Delhi is one of the very few cities in the world which has a vast control over its land market, where mass public housing has been realized, where public services are directly run by the central government agencies so as to ensure better services; in the mid seventies, during the Emergency Rule, massive evictions and resettlements led to the transfer and rehousing of 700,000 persons; Delhi, through its history from Shahjahanabad to Luytens' Delhi has been considered a forerunner in the field of town planning, land management and urban policies. Meeting the basic physical needs of land, shelter, employment and services, developing new and replicable concepts of planning and urban design, and managing a capital city has been a constant preoccupation of the Central Government as well as of the Delhi authorities.

But today again, Delhi slum dwellers are in their majority deprived of basic services. Social policies are meant to "cover" the whole of the population, especially education and health services, and yet slum dwellers do not have access to them.

Rajiv Gandhi Camp

Rajiv Gandhi Camp started growing in the years 1978-80, at a moment some evictions were taking place in the nearby Lodi Road area. In the same time, construction work was starting on the site, with the huge Nehru Stadium which was offering a lot of working opportunities right in the center of New-Delhi.

The slum is situated in a very recently built area, which was completely transformed since the advent of the Asian Games in 1982. The imposition of clumsy, concrete flyover bridges (6 in number), of huge palatial stadiums, of high rise buildings and five star hotels to house the participants and viewers came up with a total disregard of the Master Plan 1961 (Sidhu). The Jawaharlal Nehru Stadium was built to house 75,000 viewers of the Asian Games and was developed over a period of two years, followed by a lot of construction of government offices. Huge office complexes now house the Ministry of Forests, the Department of Electronics, the National Thermal Power Corporation and many other offices, while the Rajiv Gandhi slum houses some of the construction workers and most of the servants of the adjoining residential area

The slum is located on public land belonging to Delhi Development Authority, and this institution has never hidden its attitude right from the beginning, that

is "they have to be evicted at any cost", all the more as after the construction of the Nehru Stadium, the area has considerably densified and now the slum is stuck between the Ring Road, a sewage open air canal and the brand new prestigious Central Government buildings. Now, in 1996, the huts are exactly at the entrance of these prestigious buildings, and the political and administrative pressures to destroy the slum are coming to a climax. While the notified slums appear on the detailed map of New-Delhi, Rajiv Gandhi Camp, where more than 5000 families live, is shown as vacant land.

Inside the slum, although the situation may vary from street to street, there are a number of handpumps, either private or public. Only part of the slum has brick paved lanes, some of them being extremely narrow, with garbage and filth covering the roads. There are 70 public toilet seats, on one side of the slum, for 25,000 dwellers. The municipal sweepers are responsible for cleaning the street drains of the slum, but they are hardly ever seen. A big dumping site bordering the slum is very seldom cleared and is considered as a big health hazard by the slum dwellers. Though street lighting has been provided to part of the slum, no individual connections have been given. So the connections have been taken illegally by the slumdwellers by hooking on the street lights. This illegal network of lines has proved fatal several times. Yet the worst is the very poor building materials and the tiny size of the dwellings, as well as the marginalized localization and dangerous vicinity of the huge open sewage canal.

According to the interviews the unavoidable path to insertion in the slum is:

- 1) get a job
- 2) build the jhuggi (wooden hut)
- 3) get the ration card, giving access to subsidized cereals and basic items such as fuel.

This last procedure will take two or three months and will cost around 500 Rupees (16 US \$), if the person is well connected with the local slum leader (pradhan) and with the local politicians. Only then can they consider themselves the true owners of the jhuggis. Ration cards open the gates to the establishment in Delhi. The agreement of the pradhans and the Slum Wing are a prerequisite.

Before obtaining a ration card, nothing can prove that the slum dweller has been a resident in Delhi even if he has stayed in the city for ten years. So there is no right to the election card (enabling participation in elections at all levels) without a ration card, and no right to the allotment of any resettlement scheme land without it.

One is surprised by the extreme variety of situations inside the slum:

- a) from the financial point of view:
 - some dwellings are close to comfortable, built in bricks, furnished and with a few durable goods (yet roofs are constantly in a very poor condition)
 - a majority of the dwellings are totally miserable, built in wood, covered with roofs of wooden planks and plastic sheets, with hardly anything in them except cooking utensils and a few clothes on a string.

- b) from the community involvement point of view:

- some people have good connections, whether it is with the outside world (in terms of employment, family ties, contacts with the village etc.), or inside the slum, with their neighbors, the pradhans, the local politicians.

- some people are disconnected, either because they are too poor to have anything to offer as a counterpart for alliance (the pradhans have to be paid for any service they give), or because they don't want to pay the type of price they are asked (this was the case for several women), or after some quarrel. Lack of information and disconnection reinforce the state of poverty and cuts the urban dweller from any possibility of rehabilitation.

The role of NGOs

In the context of liberal policies, the stress is put on community organization: it is constantly emphasized that government should leave part of the services to the management of local organizations. "The government should facilitate these organizations by increasing their activities and give funds to them for carrying out any improvement in the slums" (Sridharan, p.398).

A great number of NGOs work in New-Delhi slums, with competence and efficiency, especially in the field of health, education and community work. Women action groups and urban basic services, very modestly financed by UNICEF are also present in numerous communities. Yet, in the slum where we have been working, we found that no NGO was present and that the "urban basic services program" which were covering the slums were reduced to tiny "crèches", in huts of less than 6 sq. meters, where around 30 children were gathered behind closed door every morning on week days.

In Rajiv Gandhi Camp, therefore, people are left entirely to themselves to "get organized". The relationships inside the slum are far from the idyllic go togetherness and cohesion which has often been described in other countries, especially Latin America. In our case, the slum happens to be deeply divided, first between the Muslim and the Hindu community, second between the absolute destitute and the relatively well off, third between the "isolated" and the members of a network.

The Pradhans

The pradhans gain their influence through their relations with the police, their ability to get the ration cards. Certain castes may predominate. The level of education is important, since they often write for the other slum dwellers. The pradhans are receiving money from the slum dweller in payment of their activities in their favor.

In Rajiv Gandhi Camp, there is hardly ever a formal election of the pradhan except, seemingly, in exceptional circumstances. What is important is that the pradhan must have influence and leverage on both sides, towards the slum dwellers and towards the administration and politicians concerned with the slum.

One informant mentioned the bribing of the police as one of the key roles of the pradhans, since it is the only way to protect the slum dwellers from harassment and eviction. The good contact with local and influential politicians is essential.

The resettlement project

There is a sharp contrast between the official project, as described by Jain (pp. 86-101), and the way it is perceived and described by the slum dwellers who should be the beneficiaries of this operation. The scheme of Papankala, projected for a population of over a million, covers an area of about 56 sq. km and forms part of the proposed urban extensions for New-Delhi. The site is situated in South-West Delhi and part of it is already built up. "A strong potential for urbanization has been indicated, as the area has been under continuous threat by unauthorized construction." (Jain, p.88)

As it is described, the Papankala project looks like a very complete collection of a number of fashionable concepts. Jain describes the Papankala project as a model of innovative planning, renewing urban design concepts and meeting with "functional, ideational, aesthetic, environmental and futuristic aspirations". The project aims at "maintaining harmony with nature", "participating in the international image of New-Delhi", not forgetting "community formation": "the planning envisages self contained community formation taking a village ambiance as the natural unit, that is, development of homogeneous settlements having about 1,000 to 5,000 families". "Pedestrian Paradise", "Unity between the Old and the New", "□Biotechnology" also participate in the image building of the Papankala complex, which so far, on the field, is far from looking like a paradise.

The project also aims at an "enabling approach": "The development of housing envisages an enabling approach with a clear distribution of functions. The DDA would act as a facilitator rather than the builder, providing land and infrastructure, while the bulk of construction is to be done by agencies and cooperatives".

"For Economically Weaker Sections (EWS) categories, it is proposed to adopt a strategy of development of "self generating communities" beyond the concept of "participation". It is proposed to accommodate a higher mix of EWS and Lower Income Groups (LIG) housing to the extent of 60% of dwelling units in a composite manner. "Besides housing, mixed land use providing self employment for EWS and LIG categories forms an integral component of the planning and development strategy."

The information that the slum dwellers have received is very different: The average plot for EWS, as far as the slum dwellers have been told, used to be 25 yards. But presently some plots are allotted which floor space is 12,5 sq. yards.

Three types of installments must be made by people who are entitled to resettlement:

- : - one first deposit of 222 Rupees
- 5,000 (166 \$), the deposit which gives them the right to occupy the plot
- 7,500 (250 \$) to be paid after having occupied the plot.

According to the slum leaders themselves, this sum, which gives the slum dwellers access to the long time lease for a plot of land in the city of Delhi, is highly subsidized and much beneath the real cost of the serviced land. For this reason, the future of these plots is closely followed by a number of individuals, from real estate agents to real crooks. These people know very well that a number of slum dwellers who are entitled to resettlement plots will not be able to actually settle there, and they aim at recuperating the plot of land at a low cost, from the slum dwellers.

De facto, quite a few slum dwellers are totally left out of the project for two reasons:

- in many cases, they are not registered as slum residents. The most common case being sub-letting, or some conflict with the intermediaries which leaves the resident in isolation inside the slum. In some cases, they may have had to sell or lend their ration cards in order to get cash money (although some surveys have taken place regularly to try to see who are the real occupants of the jhuggis)

- in quite a few other cases, people are unable to pay such large sums within a few months. One must remember the total disinterest of the banking system not only in housing and in small personal loans for urban dwellers, but even worse, in small deposits of the type slum dwellers can do. There is also a widespread state of corruption which leads to a number of cases of vanishing of the money from such small accounts.

A great majority of slum-dwellers are nearly sure that they have no right to the resettlement, and especially women often appear disillusioned and uninformed. So the issue of the resettlement looks somewhat theoretical to them, although the interest and the concern are present, and also the threat of an eviction which may come any day.

Everyone in the slum is conscious that eviction and some kind of resettlement will take place, but they have no idea of the time schedule: the resettlement has been said to be imminent for the last three to four years, and now the official buildings are literally touching the slum huts. Most of the slum dwellers have heard of Papankala as a possible place for resettlement. The image of this place for resettlement is quite mitigated, and nobody seems ready to go there willingly.

The level of information is also very varied, and few people know exactly the financial conditions of the resettlement. During the April 1996 electoral campaign, a number of leaflets were distributed, promising resettlement but never mentioning the cost of it for the future inhabitants: thus the ambiguity remains.

Apart from the resettlement in Papankala, a number of rumors circulate in the slum: some other location might be envisaged in an other neighborhood... A policy with free resettlement, like in 1976-77, might be launched by the new

government... The nearby drainage canal might be covered to allow building on it... These ideas, which have never been confirmed by any administrator or politician, introduce even more uncertainty into the present dilemma, which has been lasting for years: should the slum dwellers invest financially in the site of Rajiv Gandhi Camp, and keep on fighting through networking to obtain services? Or should they turn their efforts towards negotiating for an optimum resettlement in Papankala, guaranteeing normal conditions for the shifting, minimum standards of services on the spot? This hesitation ends up being extremely prejudicial to the daily life of the slum dwellers, and certainly to their future, because they play constantly the double game and weaken their objectives: they try as much as they can to get services on the spot and to delay the moment of shifting.

The Parliament elections

In April 1996, an intense political activity developed in Rajiv Gandhi Camp, with a number of political agents campaigning daily inside the slum. In the week preceding the election, it was "like Christmas in April": as if through a miracle, all the services were functioning inside the slum: even the tubewell which had been lying idle for two years was functioning with solar energy, sweepers were cleaning the slum, lady teachers from the nearest school were campaigning for adult education and alphabetization.

6 polling stations had been opened for the elections of April 1996. There were 7,000 voters for 25,000 population. For the whole of New-Delhi, at least 20% of the votes were coming from the slums, and many people among the slum leaders were starting speaking differently: "slum dwellers will make the vote in Delhi; unauthorized colonies cannot be manipulated so easily"

The conditions of the votes have also changed. Till 1989, it was easy to verify how each cluster had voted, since the ballot boxes were clearly isolated. Now the boxes are mixed in each constituency.

The usual disillusioned tone used to say "these are electoral sayings" slowly gives pace to a cold anger in front of absenteeist members of parliament who dare run again for elections after 5 years of total disinterest for their constituency. For the first time, during the last elections, a number of these cynical characters were openly rejected during the campaign inside their own constituency, and lost their seat in parliament. This might be the sign for a new approach of political consciousness, where numerous poor would no more be resigned in front of political action but would become conscious that politics could help them having policies implemented.

The results of the votes were clear: the traditional "clients" of the Congress Party, Harijans and Muslims, massively represented in the slums, turned their back to a party which had been obviously cutting itself from its base. the traditional faithfulness was replaced by a cold monitoring of the management capacities and influential weight of the members of Parliament.

So now, it is not only necessary to promise social policies, they also have to be implemented, at the local level, by the elected politicians. This situation is very challenging in the New-Delhi constituencies, where so far politicians were elected on their Party ticket and on the popularity of the Party leader.

Issues at stake from the political and administrative point of view

In a country like India, where deep spatial transformations are taking place rapidly, a lot of programs have been prepared especially to fight poverty and to enable a balanced urban development. But obviously, the most difficult task is not to plan them, to have them voted or to have them financed, but to channel them down the line towards the people themselves. The role of the administrators, and, even more important, of the politicians, is therefore questioned:

- participation is constantly mentioned, but the first level of participation, that is information, is denied: who is willing to inform the poorest of some rights which nobody is ready to respect? Information on the resettlement of Papankala is extremely precious, and quite a few people have started, along the line, making a lot of money because they detain some information that the "beneficiaries" do not have.

- It is extremely difficult, for outsiders, to perceive the administration, its role and functioning. The complexity of the Indian administration, even in the management of slums, is such that it creates strong fears among slum dwellers. The most horrific stories of girls kidnapping, racketing and corruption circulate among slum dwellers about the administration services of Delhi in charge with slum management (there was no possibility to verify this kind of rumor). The mediation of politicians is thus required by the slum dwellers, for each move towards the administration of their territory.

- Administration is actually in a very contradictory situation: it is meant to be the executive arm of the political power; as such it has to remain neutral and is legally protected. Yet, since it is neutral, it is bound to resist political pressures and changes that would be too drastic, and it may end up leading its own policy, and admitting political pressure only on a day-to-day basis. In the case of the management of slums, this kind of pressure enables changes at individual levels, avoiding changes in strategy.

- This leads to a sharp contrast between the luxury of ideas and solutions proposed in reports and political programs on the one hand, and the small amount of changes actually implemented, on the second hand. There is an increase, sometimes quite dramatic, between the requisites necessary to reach power politically, and the reality of what the winners can do once they have really got the political power.

- The more the superior strata of the Administration, working close to the center of political power, do produce administrative regulations and action plans, the less these can be implemented on the field. Too much precision creates

imprecision and blockage, as can be seen, for example, in the application of the Urban Land Ceiling Act in Delhi.

- it is nearly impossible to coordinate between themselves the administrative services in charge with urban development in general and with slums in particular, today in a metropolis like Delhi. In fact, at one point, the coordination and integration of the services can be done only through the local politicians, on the field. The elected politicians, whether Parliament members or Municipal Councilors, are the only ones to be able to coordinate the action of the administration on the field so as to reach a result such as the smooth functioning of a tubewell or the coming of the sweepers of the municipality.

- In principle, political elections take place in order to help installing new rules which voters decide on and which the administration will implement. Politicians / candidates thus elaborate programs, global projects in which they believe, in the best of cases. But even then, the disillusion is great: it is very far from the law which is voted in Parliament, to the actual implementation of the law, on the field, by an Administration which is more concerned with its networks than by incarnating the State of Law and an hypothetical "general interest".

Conclusion

For a long time, social policies have been hardly present in electoral programs. Elections have often taken place on the basis of tactical alliances, depending on political characters, power relationships and even caste alliances. In the last elections, one noted a significant difference: practical issues were at the core of the negotiation, and inhabitants were measuring the efficiency and the value of their representatives in Parliament and in the Municipal Council along their capacity to solve the practical problems which they meet in their day to day life in getting the services

It has appeared more and more difficult to lead antipoverty policies in India in the last few years, considering several factors:

- the frustrations of the middle class, which finds it difficult to allow free minimum needs programs while their own situation is constantly at stake
- the unwillingness of the Administration to implement policies turned towards the poor (some brilliant exceptions have been described by Panwalkar)
- the weaknesses of the NGOs and local action groups in front of the magnitude of the problems

For several years now, the emphasis in publications and policy programs has been on the key role of local participants and on the necessity to abandon top-down approaches. This "local action bias", quite justified to take into account community needs and actions, had been translated in policy programs by the liberal policy makers, meaning that marginal groups can be left to themselves. The demand which has arisen through the last elections is obliging to consider how the links can be built between top and down, how information can circulate,

and how politicians and administrators can keep in close contact and negotiation with neighborhoods.

Bibliography

Government of India, Ministry of Urban Development, Report of the National Commission on Urbanization, New-Delhi, 1988

Jain, A.K., *The Making of a Metropolis. Planning and Growth of Delhi*. New-Delhi, New-Delhi, National Books Organization, 1990

Kundu, A., *In the Name of the Urban Poor: Access to Amenities*, New Delhi, Sage Publications, 1993

Kundu, A., Poverty and planning, in *Economic and Political Weekly*, June 25, 1994, vol. XXIX, n° 26

Guhan (S.) , "Aid for the poor: performances and possibilities in India", in Lewis J.P. et al. *Strengthening the poor: what have we learned?* Overseas Development Council, Oxford, Transaction Books, 1988, pp. 189-208

Milbert, I., La persistance de la pauvreté urbaine en Inde", in la *Revue Tiers-Monde*, t.XXXVI, n°142, Avril-Juin 1995, pp.325-339.

Milbert, I., *Urban management and the process of decision-making in Delhi*, Conférence at the Center for the Study of Developing Societies (CSDS), New Delhi, 30 Avril 1996, mimeo ,10 p.

Raj (Mulkh), Nientied (P.) (Eds.), *Housing and Income Generation in Third World Urban Development*, New Delhi, Oxford & IBH, 1990

Rao, C.H.H., Linnemann, H., (Ed.), *Economic Reforms and Poverty Alleviation in India*, Indo-Dutch Studies on Development Alternatives n°17, New-Delhi, Sage Publications, 1996

Sidhu M.) *Survey on Spatial Mobility in the Metropolitan Area of Delhi*. Residential Profile of the Studied Areas. mimeo, ORSTOM-IEG, New-Delhi, 1995

Sridharan, N., Indian Slums: Problems, Policies and Issues, in Aldrich, B.C., Sandhu, R.S., (Ed.), *Housing the Urban Poor, Policy and Practice in Developing Countries*, Zed Books, 1995, pp. 385-400

The field research on which this paper is based has been realized thanks to the support of PIR Villes (Paris), ORSTOM (Paris) and GIDS (Geneva). I would like to thank especially Dr. Veronique Dupont and Dr. P.S.A. Sundaram for their precious advice.



Last elections, if you remember, I promised water supply, drainage and clean living conditions. This time I promise

Laxman
Penguin Books of India
1990



'... to provide work opportunities, food, clothing, shelter...' What I like about the planners is their consistency in helping the poor, plan after plan.

Influential International Events

1945 1950 1960 1970 1980 1990 2000 -

- UN ECOSOC establishes Centre for Housing Planning and Building (1956)
 - Koenigsterker Action Plan for Singapore (1961)
 - Charles Abrams "Housing in the Modern World" (1966)
 - John Turner paper at UN conference in Pittsburg (1966)
 - Publication of John Turner's "Freedom to Build" (1972)
 - First World Bank Sites and Services projects (1972)
 - UN Stockholm conference on the environment (1972)
 - The United Nations Environment Programme is established (1974)
 - World Bank Housing Sector Policy paper (1975)
 - Publication of Barba Ward's "the Home of Man" (1976)
 - United Nations Conference on Human Settlements, Vancouver (1976)
 - HIC established (1977)
 - United Nations Centre for Human Settlements established, Nairobi (1978)
 - ESCAP/UNCHS joint Section on Human Settlements established (1985)
 - HIC reconstituted as Habitat International Coalition (1987)
 - International Year of Shelter for the Homeless (1987)
 - UNCHS/UNDP/World Bank Urban Management Programme Phase 1 (1987)
 - Global Shelter Strategy to the year 2000 (1988)
 - Asian Coalition for Housing Rights established (1988)
 - World Bank Urban Agenda for '90s (1989)
 - UNDP Cities People and Poverty - Programme for 90's (1991)
 - Earth Summit Rio (1992)
 - Population Conference Cairo (1992)
 - Social Summit Copenhagen (1992)
 - Women's Summits Beijing (1995)
 - City Summit Habitat II Istanbul (1996)

1945 1950 1960 1970 1980 1990 2000

Influential Events in India

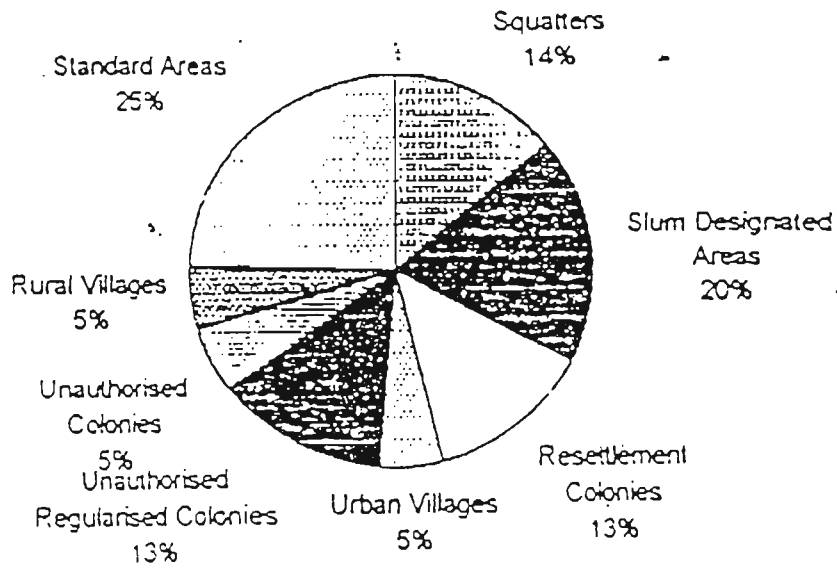
1945 1950 1960 1970 1980 1990 2000

- Major policy document on Urban Land Policy stressing social controls over land
 - Calcutta Master Plan (1966)
 - Integrated Urban Development Projects
 - Basti improvement programme, Calcutta
 - Sites and services programme
 - Slum improvement and upgrading programme
 - Establishment of HUDCO (1972)
 - Urban Land Ceiling and Regulation Act (1976)
 - Environment improvement of Urban Slums
 - Integrated Development of Small and Medium Towns
 - Task Forces on Housing and Urban Development (1982)
 - Urban Basic Services (1985)
 - National Commission on Urbanization established (1986)
 - Self Employment Programme for the Urban Poor (1986)
 - Renaming of the Ministry of Works and Housing to Ministry of Urban Development
 - Report of the National Commission on Urbanization (1988)
 - National Housing Bank established (1988)
 - Nehru Rozgar Yojna
 - 65th Constitutional Amendment dealing with Municipalities presented to the Parliament (lost)
 - 74th Constitutional Amendment (1992)
 - State urban development strategies (1994)
 - State Finance Commissions established (1994)
 - Mega-cities project (1994)
 - Urban Basic Services Programme for the Poor
 - Renaming of the Ministry of Urban Development to Ministry of Urban Affairs and Employment (1995)
 - Technical Committees: (1995)
 1. Urban perspective
 2. Financing of urban development
 3. Urban planning

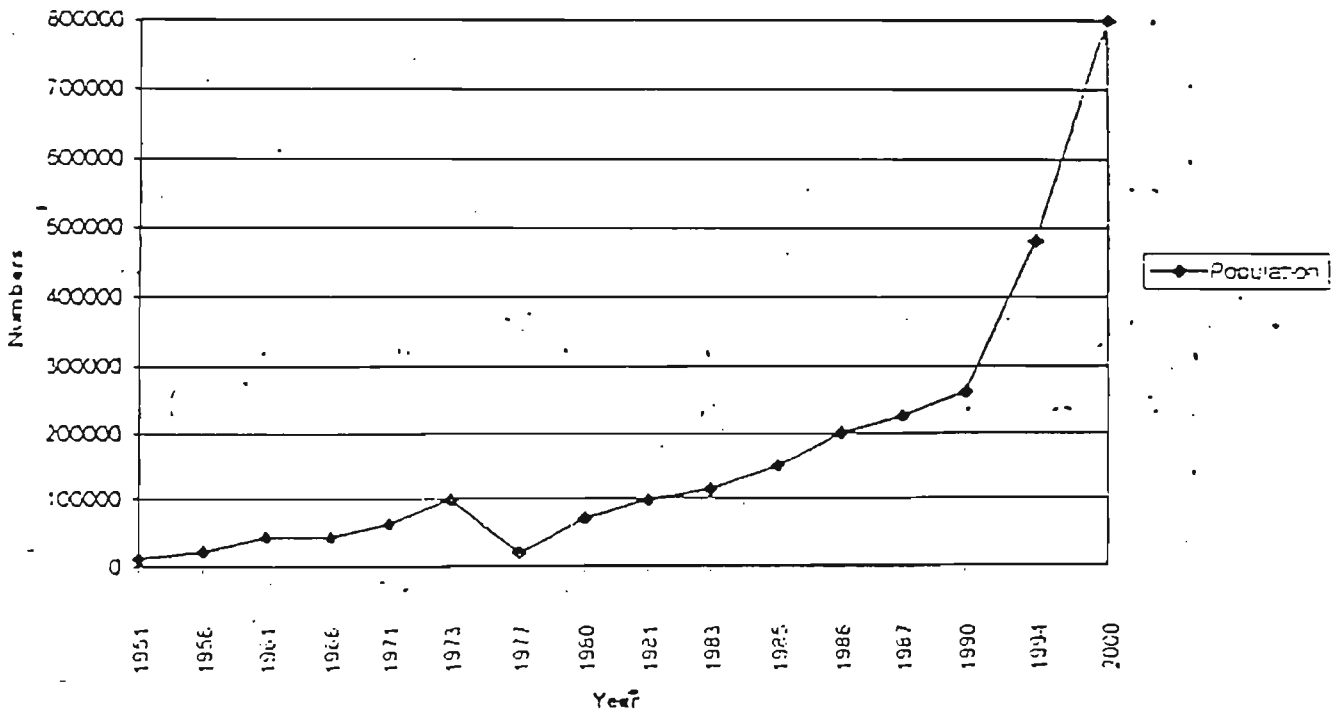
1945 1950 1960 1970 1980 1990 2000

*Source: UNDP
Living in Asian Cities
New York 1996*

Distribution of Population Under Various Housing Subsystems in Delhi



Growth of Squatters in Delhi



Source: School of Planning and Architecture, New Delhi.

J. V. LIBERT

Les tribulations de la conservation des centres historiques

Il existe aujourd'hui tout un discours encourageant autour de l'idée que la conservation du patrimoine est une force positive, compatible avec le développement économique et qu'il suffit d'une prise de conscience, de la patrimonialisation et de mesures appropriées liant les secteur public et privé pour revitaliser les centres anciens, de préférence avec la participation des habitants. D'excellentes raisons sont avancées pour l'affichage d'une priorité à la conservation, "non seulement favorable à la préservation de la culture, mais aussi stimulant pour la création culturelle" (van Dun, Docter, p.5), maintenant les liens entre les quartiers, au nom de l'histoire, de la mémoire, de la transmission entre différentes générations. La conservation des quartiers et de l'habitat anciens bénéficie donc d'une approche identique, au mot près, à celle qui touche la préservation de l'environnement naturel, au nom du "développement soutenable".

Pourtant, dans les pays du Sud, le patrimoine bâti s'érode très rapidement devant les attrait et les exigences de la modernité. Le choix des pays ayant une politique volontariste de conservation est réduit et n'incite guère à l'optimisme. Le patrimoine indien, d'une richesse exceptionnelle en quantité et en variété, est en principe protégé par des lois éclairées et des institutions actives, et surtout les coutumes, les pratiques culturelles et religieuses et les symboles y sont profondément enracinés à la fois dans les modes de vie et dans l'espace, y compris l'espace urbain. La cassure dont témoignent tant de pays, et qui oblige à réfléchir en termes de "réappropriation" là où le lien culturel et filial a disparu, ne s'est pas produite. A priori, l'Inde constitue donc un exemple riche et positif.

Le patrimoine bâti, une goutte d'eau dans la croissance urbaine

217 millions de personnes vivant en ville, une augmentation annuelle de 6 millions de personnes devant être logées en zone urbaine, un revenu moyen de 3 FF par habitant et par jour, environ 40 % de la population urbaine vivant dans des bidonvilles ou des taudis: le problème indien tient en quelques chiffres simples. Cette confrontation à une urbanisation sans précédent et sans équivalent (mis à part la Chine) s'accompagne d'un effort exceptionnel pour accélérer la croissance économique, promouvoir l'industrialisation, moderniser l'appareil productif. En effet, avec 72% de la population vivant encore en zone rurale, et 2% de croissance démographique annuelle, on ne voit guère comment la croissance des villes indiennes pourrait se stabiliser dans un futur proche.

L'industrialisation et l'augmentation de l'emploi urbain ne sont pas assez dynamiques pour permettre d'envisager une transformation de l'économie informelle, des microentreprises et de la production à travers les petites unités familiales. L'économie urbaine continue donc à progresser de façon dualistique, et malgré les discours officiels, il faut bien constater l'impuissance à résorber de façon significative les bidonvilles et la pauvreté urbaine. Cet état de fait pervertit complètement le fonctionnement du marché foncier, le processus de planification et le jeu des acteurs.

Les autorités urbaines, appuyées par le gouvernement indien et encore assez peu autonomes, font face à un environnement profondément dégradé, à des risques urbains grandissants, aux extensions d'habitat incontrôlées. Le secteur privé n'a jamais misé sur la qualité de la construction pour la classe moyenne, sans parler de l'habitat pour "les groupes à bas revenus". La recherche de la qualité technique et surtout esthétique, souvent liée à des formes symboliques d'appartenance religieuse ou culturelle (cf. V. Grimaud), n'appartient finalement, dans l'architecture moderne, qu'à la classe moyenne supérieure.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que les stratégies mises en oeuvre à travers les documents de politique sectorielle se préoccupent surtout du financement de l'habitat du plus grand nombre et de la lutte contre l'extension des bidonvilles.

En termes quantitatifs s'entend, le bâti préexistant à l'Indépendance dans les centres villes apparaît donc insignifiant. La grande majorité des constructions qui composent aujourd'hui les villes indiennes ont été construites après 1950, et à de rares exceptions près, elles ont sacrifié toute prétention de qualité architecturale ou urbanistique aux impératifs de construction rapide et rentable. Dans ce contexte peu favorable, alors que peu d'efforts ont été faits pour appliquer des techniques adaptées au climat (fortes variations de température et surtout de taux d'humidité) et qu'il existe de mauvaises conditions générales d'entretien, il faut se rendre à l'évidence: la ville moderne indienne apparaît répulsive à l'esthète en quête d'harmonie et d'équilibre. Pourtant, le tissu urbain est constitué de zones imbriquées les unes dans les autres, de qualité fort variable, et il est approprié dans son entièreté par ses habitants. Sauf exception, il n'y a pas de frontière stricte entre les quartiers historiques, les zones planifiées, les quartiers dits spontanés, l'habitat vernaculaire, les villages urbains, les bidonvilles, de type interstitiel ou au contraire structurés en immenses quartiers. En y regardant de plus près, il est difficile d'aller au bout d'une ruelle, même dans les quartiers

modernes, sans découvrir une maison, une stèle, un temple, un exemple d'architecture intéressant, souvent enlaidis à la fois par le manque d'entretien, les usages qui sont fait de la construction, l'environnement immédiat de la "covoisibilité" et surtout par l'envahissement vrombissant des véhicules qui interdisent l'existence du moindre trottoir.

Logiquement, les gouvernants aussi bien que les autorités municipales continueront, pour leur grande majorité, à considérer que toute patrimonialisation, en particulier en ce qui concerne *l'heritage*, c'est-à-dire le centre historique aussi bien que les monuments, constitue une préoccupation secondaire par rapport à la liste terrifiante des urgences à assumer: 35 à 45% de la population de chaque ville vivant en bidonville, problèmes constants d'accès à l'eau potable, risques environnementaux majeurs ... la conservation des centres historiques apparaît bien bas sur la liste des priorités, et surtout elle ne se présente pas en termes d'urgence, alors que le patrimoine bâti subit les attaques de toutes parts: même les monuments censés être protégés subissent l'envahissement des terrains et les vols de pierres, la dégradation sous l'effet de la pollution, l'enlaidissement et la destruction de "l'écrin" qui préservait son atmosphère et son équilibre au sein du quartier. La rapidité de cette dégradation du patrimoine bâti constitue sans doute le plus gros problème, puisque le temps joue contre cet équilibre fragile, alors qu'il n'y a pas de solution sur le plan économique.

Aborder la question de la qualité des ensembles urbains, des bâtiments à l'usage quotidien, fait alors courir un double risque: celui d'être pris pour un esthète insensible à l'urgence de la lutte contre la pauvreté, ou pour un dinosaure incapable de s'adapter aux exigences de la croissance économique, alors que le système d'organisation des centres traditionnels et même de certains monuments apparaît souvent antinomique de l'organisation "rationnelle" de ce qu'il est convenu d'appeler "le développement": comment, par exemple, s'opposer à la présence grandissante des automobiles, symboles de l'expansion de la classe moyenne urbaine, en contradiction complète avec les voies de circulation des centres anciens, composés de ruelles étroites et de bazars?

L'Inde paraît donc se trouver dans une situation intermédiaire entre l'Extrême-Orient, où le patrimoine se déconstruit et se reconstruit à neuf sans crainte du pastiche (cf. Berque, Viaro) et l'Occident, où la mémoire valorise les espaces quotidiens jusqu'au blocage par le citoyen de constructions nouvelles de prestige, comme c'est le cas à Genève, en situation de démocratie directe (cf. Milbert 1996).

Des stratégies occidentales pour le patrimoine indien

L'approche patrimoniale indienne paraît très classique, et ne surprend guère. La richesse du patrimoine bâti est attestée depuis des siècles, et les dons d'urbanistes des princes indiens ont fait l'admiration des voyageurs occidentaux du 17^e et 18^e siècle. Les travaux de conservation de monuments entrepris par les Britanniques datent des premières années de la colonisation: le Taj Mahal fait l'objet de réparations dès 1808, la ville morte de Fatehpur Sikri et la tombe d'Akbar à Sikander, tous deux près d'Agra, sont réparées à partir de 1815, mais ces travaux sont dûs à l'initiative d'administrateurs éclairés plutôt qu'à une stratégie planifiée.

Lord Curzon, Gouverneur Général de l'Inde de 1899 à 1905, dresse un panégyrique de la centralisation, qui fixe aussi une vision élitiste de la gestion des monuments historiques: "Je ne peux concevoir une obligation qui relève plus clairement du Gouvernement Suprême que la conservation de la collection de monuments la plus belle et la plus parfaite au monde, et je ne peux imaginer une obligation plus susceptible d'être négligée que celle-ci, si d'aventure l'autorité en était déléguée à un gouvernement provincial (...) On en est arrivé au point que, du fait de l'absence de toute autorité ou conseil dûment qualifié au niveau central, non seulement des bâtiments splendides et fameux sont en train de s'écrouler par manque d'entretien, mais il n'y a ni principe directeur ni unité d'action dans les actions de conservation et de réparations" (cité par M.C. Joshi et B.M. Pande, *Architecture and Design*, p.29). Il fut donc recommandé que le poste de directeur général de l'ASI soit confié à une personne ayant des qualités d'explorateur, d'archéologue et d'ingénieur, et la loi vint conforter la stratégie mise en place. L'*Ancient Monuments Preservation Act* de 1904 prévoit la possibilité d'acquérir des sites des monuments archéologiques, et d'assurer leur protection et leur préservation sans modifier ou annuler leur valeur religieuse.

Très révélateurs sont les principes, ou plutôt le pragmatisme affiché par Sir John Marshall, dans le "*Conservation Manual*" écrit dans les premières années du siècle: "en ce qui concerne la sélection des monuments à conserver, il est difficile, si ce n'est impossible, d'établir des principes généraux qui peuvent être appliqués à l'ensemble des cas. D'abord, il y a les mérites individuels du monuments qui doivent être pesés ainsi que son importance historique, sa valeur architecturale, ainsi que tous les éléments d'intérêt particulier en ce qui concerne l'histoire sociale, religieuse ou artistique du siècle. Ensuite, les mérites relatifs en relation aux autres monuments dans le voisinage immédiat doivent être pris en

considération. Dans certaines localités, où il y a un bel ensemble de monuments de première classe, il peut être intéressant de conserver un bâtiment de deuxième ordre.(...) Les archéologues, ingénieurs de travaux publics et autres administrateurs en charge de l'exécution du travail de conservation ne devrait jamais oublier que la réparation de toute partie d'architecture ancienne, quelle que soit sa modestie, est un travail qui doit être entrepris avec des sentiments totalement différents par rapport à une construction neuve ou des réparations sur un bâtiment moderne. Bien qu'il y eût de nombreux bâtiments anciens dont l'état de décrépitude suggère, à première vue, une rénovation, il ne devrait jamais être oublié que leur valeur historique s'évanouit lorsque leur authenticité est détruite, et que notre premier devoir n'est pas de les rénover mais de les préserver. En conséquence, lorsque des réparations sont entreprises, il ne faudrait épargner aucun effort pour sauver autant de parties de l'original que possible, dans la mesure où c'est à l'authenticité des parties anciennes que pourra s'attacher tout l'intérêt que pourrait éventuellement susciter les parties nouvelles. Une oeuvre originale, à moitié en ruine ou délabrée, a beaucoup plus de valeur que le travail neuf le plus élégant et le plus parfait" (cité par M.C. Joshi et B.M. Pande, Architecture an Design, p.31)

L'importance que Sir Marshall accordait à l'historicité d'un monument en tant que document archéologique reflétant les techniques de construction du passé conduisirent à mettre l'accent tout particulièrement sur l'étude de l'architecture et de ses techniques en relation avec une structure historique, aux fins de conservation. Une compréhension en profondeur de l'histoire était donc selon lui fondamentale, et c'est dans cet esprit que non seulement les grands monuments de l'Inde furent conservés, mais aussi que des techniques d'intervention furent élaborées pour des ensembles d'habitation ou des monastères.

A partir de 1945, les opérations de conservation se trouvent centralisées pour l'ensemble de l'Inde, et le Département des Travaux Publics se trouve en charge de la plupart des travaux de ce genre. Rapidement, dans la période qui suit l'Indépendance, apparaissent les contradictions inhérentes au développement. L'industrie du tourisme se développe, mais les vols et la contrebande d'oeuvres d'art également. La construction de l'industrie et des infrastructures requiert de nombreux sacrifices. Alors que les sites mêlant qualité architecturale et histoire culturelle foisonnent, il est rare que l'on prenne ce point en compte, sauf dans le cadre de très grands travaux, par exemple lorsque la construction d'une industrie hydroélectrique performante passe par la construction de barrages et de lacs

artificiels qui submergent certains sites. Il arrive alors que l'Archeological Survey of India obtienne les moyens et le temps pour déménager, de façon aussi soigneuse que possible, certains d'entre eux. La technicité de cette institution est d'ailleurs reconnue internationalement, puisqu'elle est chargée de travaux de réhabilitation à Angkor.

L'Archeological Survey of India a la charge d'un ensemble de monuments et de sites archéologiques d'importance nationale, qui sont de l'ordre de 5000. Environ 4000 autres sites se trouvent sous la responsabilité des Etats. Mais ces chiffres semblent bien faibles en comparaison avec la Grande-Bretagne, qui a recensé 500 000 bâtiments classés, dont 30 000 considérés comme d'importance majeurs sur un territoire de la taille comparable à l'Etat d'Uttar-Pradesh, qui n'a classé que 863 bâtiments, dont 91 monuments protégés par l'Etat.

Aujourd'hui, l'Archeological Survey of India, disposant de financements très réduits, centralisée et isolée par rapport aux autres acteurs de la conservation, voit son action limitée aux monuments déclarés d'importance nationale. Elle suit strictement les principes de conservation instaurés par Marshall, mais, de par la loi (*Ancient Monuments and Archeological Sites and Remains Act*, 1958) et de par son histoire, il paraît difficile d'étendre sa responsabilité en prenant en compte le concept plus large de secteur sauvegardé. Dès lors, l'architecture traditionnelle, les quartiers anciens ou tout autre élément susceptible d'être "patrimonialisé" sont condamnés à rester livrés à eux-mêmes. Soit l'entretien par les occupants ou propriétaires est encore assuré, au nom d'une logique personnelle ou communautaire, soit, malgré la reconnaissance de ce patrimoine par une minorité, il est condamné à disparaître.

Patrimoine reconnu ou méconnu, sous la même menace du mal-développement

Tout responsable du patrimoine est confronté au décalage entre la lenteur de la mobilisation et la rapidité des dégradations. Pendant que l'on s'interroge sur la définition de l'esthétique, sur la subjectivité du beau et sur les périodes de l'histoire architecturale qui doivent être conservées en priorité, les atteintes se multiplient, à la fois venues de la base, à travers une rapide dégradation culturelle de la notion d'architecture et de paysage, et sous l'effet de phénomènes macro-économiques. Ainsi, la conservation des monuments et des sites dans la région de Delhi apparaît particulièrement menacée par la croissance urbaine, comme le montre, entre tant d'exemples, le Jantar Mantar, l'Observatoire astronomique construit par le Maharadjah Jai Singh de Jaipur en 1710: des

gravures datant d'une centaine d'années le montraient entouré de champs et de collines, rappelant les ruines du Colisée dans la Rome semi-rurale du 17^e siècle. Il est aujourd'hui ceinturé d'avenues bruyantes et de rues commerçantes, en plein centre ville. Tandis que des familles prennent tranquillement leur repas sur le trottoir, avant de s'allonger là pour la nuit, il devient incongru de réfléchir en termes esthétiques, et de regretter le manque de recul interdisant une vision globale de ces constructions géométriques d'une grande pureté.

Plus loin du centre, la situation n'est pas meilleure. Kotla Mubarakpur, désormais en plein centre de New-Delhi, était un village traditionnel abritant des monuments historiques importants de la période de l'Empereur moghol Mubarak. En 1914, certains des terrains agricoles appartenant aux villageois furent acquis par les autorités de Delhi pour reloger des villageois qui avaient été expropriés de leurs terres, quelques kilomètres au nord, afin de permettre la construction de la nouvelle capitale. Cependant, Kotla Mubarakpur reste un village ordinaire en bordure de ville jusqu'aux années cinquante, et c'est alors que des industries de matériaux de construction, de textile et de presses à papier viennent s'installer dans cette zone prometteuse qui va bientôt être absorbée par la croissance de New-Delhi. Tandis que les constructions résidentielles et immeubles de bureaux se multiplient aux alentours, à l'intérieur du village, les murs d'enceinte sont les premiers à tomber, puis un bâtiment commercial s'installe en lieu et place d'un grand puits entouré de marches, sans parler des nombreuses maisons décorées et peintes, les havelis, qui laissent progressivement place aux boutiques et aux ateliers. Les constructions illégales se multiplient.

Il est relativement aisé de reconstituer la chaîne des événements qui ont permis la rapidité de cette dégradation. Après l'Indépendance, la plupart des terres agricoles des paysans de ces villages ont été expropriées. En compensation, les villages d'origine ont été exemptés de toutes les réglementations municipales, ce qui était censé permettre aux villageois de continuer à vivre selon leurs traditions. La seule contribution au développement de ces zones par l'agence de développement de Delhi a été le raccordement aux réseaux d'électricité, d'eau et d'égouts, mais pas d'écoles ou de dispensaire. Cependant, privés de leurs terres agricoles, la plupart des habitants de ces villages n'avaient plus de métier, et ont cédé à la tentation de vendre leur maison. La fourniture de services associée à la dispense de réglementation municipale a conduit à une surexploitation de ces zones, par des entrepreneurs venus de l'extérieur, construisant illégalement. Alors que le quartier n'a jamais été déclaré "heritage zone", la situation s'est

aggravée: 80 imprimeries très polluantes sont en fonctionnement, mais n'emploient que 5% des habitants d'origine. Seulement 2% des femmes du quartier ont un travail et 30% d'enfants en âge d'être scolarisés vont à l'école (cf. Nandi, 1996). Les habitants se trouvent paupérisés, tandis que la dégradation de l'environnement des zones historiques détruit le sens même du monument: la tombe de Mubarak Shah est classée, mais elle est cachée derrière des bâtiments modernes de cinq étages construits illégalement. Il en est de même pour la mosquée voisine, à peu près inaccessible derrière des immeubles de construction récente. Des magazines culturels, des associations, des architectes, se sont émus de la situation (cf. India Magazine, Avril 1996), mais on voit mal comment il serait possible de faire machine arrière. Un sens local du patrimoine, adapté à son lieu et à son époque, semble définitivement perdu. Cet exemple semble assez généralisé: sauf en périphérie, où une certaine atmosphère rurale perdure malgré la modernisation rapide de l'habitat, la plupart des villages urbanisés de New-Delhi sont aujourd'hui traversés de ruelles embouteillées, avec des maisons mal construites, une multitude d'échoppes en tout genre, beaucoup de pauvres gens et une grande impression de désordre, tandis que parfois, on entrevoit ce qui a dû être un superbe ensemble architectural.

L'appropriation des lieux chargés d'histoire, mais par qui?

Un certain type d'appropriation renaît pourtant, par fidélité à la communauté religieuse ou régionale. Mais ce phénomène, jusqu'à présent, s'est focalisé sur l'architecture monumentale plus que sur des quartiers ou des bâtiments d'usage privatif.

Les bâtiments qui traversent les siècles sont principalement de nature religieuse: dans le cas de l'Islam par exemple, il s'agit en général de mosquées et de tombeaux, parce qu'ils sont respectés et entretenus par la population locale. Les autres types de constructions, traditionnellement, sont beaucoup plus souvent anéantis une fois le propriétaire disparu, pour récupérer les briques, la pierre et le bois. Ceci contribue à focaliser tout mouvement de patrimonialisation, et, parallèlement, à alimenter un esprit de séparatisme religieux que la présence de quartiers ou d'édifices civils auraient pu nuancer. (cf. Couté, Léger)

Les monuments peuvent devenir des enjeux de lutte communaliste ou des symboles de revendications régionales. Se trouve alors exalté un passé qui vient rappeler fâcheusement les luttes fratricides entre royaumes ou communautés religieuses. Dans ce processus, le sens initial de la conservation des monuments

est perdu. Les monuments sont otages d'un fanatisme, et se transforment en symboles d'une vision politique divisive et d'une reconstruction de l'histoire qui mène inéluctablement à des violences intercommunautaires. Même si les administrateurs, architectes et responsables de la conservation gardent la tête froide, de tels phénomènes peuvent être redoutés aujourd'hui dans plusieurs régions telles que Bombay (rebaptisé "Mumbai"), le Pendjab, l'Uttar Pradesh ou le Bihar.

Les monuments, officiellement désignés comme partie de l'héritage national, peuvent donc devenir des symboles de l'éclatement de la communauté nationale. Les événements dits "d'Ayodhya" (Uttar-Pradesh) constituent en ce sens un avertissement précis: l'extrême droite hindoue lance à partir de 1984 une campagne pour la réappropriation du site d'Ayodhya, présenté sans preuve comme le lieu de naissance du Dieu Rama. La mosquée qui recouvre le site sacré, attribuée au premier Empereur moghol Babur (1526-1530) aurait été édiflée sur les ruines d'un temple de Rama délibérément profané. Des politiciens remettent donc en vigueur une ancienne revendication oubliée de tous, et une campagne nationale est lancée pour la récupération du site avec des moyens financiers importants et un battage médiatique tout à fait moderne. Cette campagne est accompagnée de progrès considérables du BJP, le parti nationaliste hindou, aux élections de 1991 qui suivent l'assassinat de Rajiv Gandhi (cf. Jaffrelot). Dans l'atmosphère de tension que l'on imagine aisément, la communauté hindoue de chaque village va fournir un contingent de briques qui, dûment consacrées, voyagent lentement à travers l'Inde pour servir à la reconstruction future du temple de Ram sur l'emplacement de la mosquée. En novembre 1989 a lieu le *shilanyas*, pose ritualisée de la première pierre du temple, alors que la mosquée paraît fermement gardée par les forces de l'ordre et que toute atteinte à ce site est officiellement interdite par les autorités. Pourtant, le 6 décembre 1992, une foule surexcitée, composée principalement de militants fanatisés, enfonce les barrages de police et, en quelques heures, détruit, quasiment à mains nues, la mosquée d'Ayodhya. La réaction du gouvernement central est molle, et le coup de force déclenche une vague de violences à l'échelle du sous-continent. Représailles et contre-représailles font de nombreux morts dans les mois qui suivent, dans les villes indiennes, mais aussi au Pakistan et au Bangladesh, et les symboles du culte, temples et mosquées sont aussi la cible des émeutiers. Depuis, l'extrême droite hindoue n'a pas désarmé. Elle s'est efforcée de susciter une nouvelle mobilisation autour de deux nouveaux sites musulmans, la mosquée qui surplombe le Gange à Bénarès et l'endroit mythique de la naissance de Krishna à Mathura, deux sites où d'importants lieux de culte musulmans ont été érigés à

l'époque de l'Empire moghol, il y a trois à quatre siècles. Dans le cas de la mosquée Bibi Razyya, elle est située sur le point culminant de la ville de Bénarès, là où se serait dressé le premier temple de Visvanath, mais cette affirmation ne peut être confirmée tant que l'on n'aura pas procédé à des fouilles. Le fait que cette question soit devenue aussi sensible en cette fin de siècle est révélatrice des tensions graves entre communautés à l'intérieur des villes.

De la perception esthétique au discours, du discours à la mise en oeuvre.

Aujourd'hui, l'Inde est bien intégrée aux circuits internationaux qui ont contribué à la promotion du patrimoine architectural au cours du dernier siècle. Toutes les composantes de la conservation des monuments sont bien connues, aussi bien à travers les efforts des institutions locales que de ceux d'organisations internationales telles que l'UNESCO ou l'ICOMOS. L'Inde a affiché dès le début du siècle les principes qui ont été plus tard soulignés par les grandes chartes internationales. D'autre part, ce pays abrite certains des plus grands architectes contemporains, conscients d'être des "créateurs de patrimoine", et possédant, de par leur ouverture au monde et leur profond attachement à leur culture, un statut d'"acteurs marginaux sécants" (selon le terme de J.C. Thoenig): ils ont la capacité de décalage et la fraîcheur de l'oeil qui leur permet de reconnaître la qualité d'un quartier à sauvegarder, la créativité et le patrimoine en devenir.

La Constitution de l'Inde, au chapitre des "Devoirs Fondamentaux" établit qu "il sera du devoir de chaque citoyen indien de valoriser et préserver le riche héritage de notre culture composite." Alors que la conservation au sens architectural du terme a été commencée il y a plus d'un siècle, la prise de conscience de l'impératif de préservation du patrimoine, mouvement à base assez large, dans l'esprit des Devoirs Fondamentaux, s'est concrétisée surtout dans les années soixante-dix, sous l'impulsion de personnalités de l'élite, et elle s'est structurée avec l'établissement d'INTACH en 1984, qui bénéficie de l'appui d'intellectuels écoutés et de personnalités très bien informées, connaissant bien leur ville, souvent haut placés dans la hiérarchie administrative. INTACH a fait de gros efforts pour identifier et classer les bâtiments considérés comme faisant partie de l'héritage historique. Cette institution s'est également fortement impliquée dans la formation de jeunes architectes, et dans l'implication des Etats fédérés dans le processus de prise en compte de l'héritage historique. Plusieurs associations du même type se sont ensuite créées: la Indian Heritage Society et un certain nombre de groupes d'action locaux ou bénévoles tels que la Conservation Society à Delhi, la Golconda Society ou le Save Bombay Group. Tout en menant des actions très

utiles (établissement de listes de monuments, collectes, séminaires...) , il arrive aussi que certains membres de ces associations tiennent des propos déconnectés de la réalité sociale, tels que "Regardez ce que ces gens ont fait de notre ville, ils ont envahi des quartiers entiers... Ces gens doivent rester dans leurs villages. Il faut leur dire qu'il n'y a pas de maison à Bombay pour eux. (...) Il faut interdire la migration à Bombay" (Save Bombay Group, interview mené en 1983).

La conservation du patrimoine bâti est maintenant considérée comme une responsabilité partagée, nationalement et internationalement. Ce mouvement s'est établi parallèlement à la prise de conscience que les ressources naturelles et culturelles sont limitées et en train de s'éroder. "L'architecture représente une ressource irremplaçable qui doit être conservée pour les générations futures comme faisant partie de nos responsabilités" (B.K.Thapar, p. 32). Cependant, le mouvement, bien que ressortant de la même démarche intellectuelle et présentant de nombreuses similitudes en termes d'objectifs et de modalités d'action, est loin de bénéficier de la même audience et de la popularité du groupe environnementaliste, et surtout il se cantonne dans une approche très traditionnelle du patrimoine, sa plus grande hardiesse étant d'étendre ce concept à des quartiers et non plus seulement aux sites monumentaux.

Grâce à ces différents groupes et au maintien d'une cohésion sociale des quartiers anciens, pour l'instant, il n'y a que de très rares exemples d'une approche moderniste tentant de "rénover" par la destruction des quartiers entiers, comme on a pu le constater à Shanghai ou à Lhasa. Il est également acquis que les résidents de ces zones participent pleinement à l'activité urbaine, et donc ils ne se trouvent pas stigmatisés comme les habitants des bidonvilles, alors que leurs conditions de vie quotidienne ne sont souvent guère meilleures. Le quartier traditionnel, mêlant bazar et habitat, dans le contexte indien, n'est pas un reste historique se trouvant par quelque étrangeté dans la scène urbaine contemporaine, mais une partie signifiante du bâti et de l'environnement urbain. A ce titre, il n'est ni muséifié, ni monumentalisé, mais intériorisé et vécu, abritant une partie signifiante du fonctionnement des réseaux sociaux.

Pourtant, le caractère peu concret des interventions nuit terriblement à leur efficacité. Le fait de lister les bâtiments ne les préserve en aucun cas. Le fait que la conservation des centres anciens et des "heritage zones" soit enfin reconnue dans les plans d'urbanisme constitue certes un acquis, comme à Delhi, à propos de la ville fortifiée, où l'on voudrait éloigner les activités économiques du centre ancien: "L'extension d'utilisations du sol non compatibles peut être contrôlée, et

de telles utilisations peuvent certainement être prévenues, surtout si des choix alternatifs dans d'autres zones sont proposés. Le coeur de la ville doit donc être considéré à l'intérieur d'un large plan de la région métropolitaine". (E.F.N. Ribeiro, ancien Chief Town Planner of India). Cependant, l'inscription d'un secteur sauvegardé dans le plan constitue une victoire à la Pyrrhus dans un contexte de non-respect des documents d'urbanisme. En fait, une confiance excessive dans les vertus du plan aboutit à choisir des solutions non réalisables, aux conséquences perverses, telles que la décision de "chasser les activités commerciales et industrielles du centre-ville", projetée et réaffirmée sans résultat depuis maintenant plus de vingt ans.

Bombay: la sauvegarde sans l'esthétique ?

A Bombay, la zone du Fort, d'environ 250 hectares, possède non seulement les principaux monuments témoignant de l'histoire de Bombay, mais aussi le centre des affaires le plus moderne et le plus dynamique du pays. Pas très loin du centre, la Banque Mondiale a refusé d'intervenir, malgré l'insistance des autorités locales, pour inclure dans son projet de 260 millions de \$ une composante "réhabilitation du patrimoine bâti" qui aurait porté sur un quartier d'habitations modestes et en voie de taudification à Kamathipura.

La pression qui s'exerce sur les bâtiments anciens dans la zone du Fort est donc l'affaire des puissants promoteurs immobiliers. Pour réduire cette pression, le plan d'urbanisme propose de développer les zones commerciales dans les quartiers périphériques et dans les banlieues, ce qui est effectivement en train de se faire. Ce plan, comme le précédent, est élaboré avec soin, en participation avec la population, par des urbanistes renommés et par la municipalité. Pourtant, il y a de fortes chances pour qu'il se trouve réalisé à moins de 10% de ses prévisions, en particulier lorsqu'il crée un secteur sauvegardé sans se donner les moyens d'appliquer sa réglementation, ou lorsqu'il prévoit de favoriser le logement dans le quartier des affaires, par rapport aux autres activités, à coup de préférences fiscales, (dans l'objectif naïf de réduire les déplacements des pendulaires), ou lorsqu'il envisage d'utiliser certains des espaces laissés libres par la délocalisation d'activités telles qu'usines textiles obsolètes et zones portuaires pour construire des logements à faible coût, des équipements sociaux et des espaces verts. Ce dernier voeu sonne comme un refrain qui revient à peu près dans tous les plans d'urbanisme indiens et qui contraste avec la réalité du terrain: un "*mixed land-use*" fait d'immeubles de bureaux et de logements de haut standing, tandis que

des bidonvilles se sont installés là où étaient prévus parcs et équipements sociaux.

Pourtant, Bombay est l'une des très rares villes du Sud qui ait mis en oeuvre une politique de réhabilitation d'immeubles anciens et vétustes. L'objectif a d'abord été modeste: il s'est agi, dans un premier temps de cette politique, au cours des années soixante-dix, de prolonger d'une quinzaine d'années la durée d'existence d'immeubles en centre ville qui menaçaient de s'effondrer. Parmi les 20'000 immeubles anciens recensés, un certain nombre appartiennent et sont habités par la classe moyenne, mais la plupart sont des chawls, des logements ouvriers construits pour la plupart entre 1920 et 1950 par les industriels. Ce sont des immeubles à plusieurs étages où chaque famille dispose d'une pièce s'ouvrant sur une allée commune. La dégradation de ces immeubles a été accélérée par le blocage des loyers extrêmement strict qui, à partir de 1947, incite les propriétaires à cesser d'entretenir des immeubles qui ne leur rapportent plus que des sommes dérisoires. (cf. Sundaram, Milbert 1985)

Le montage financier mis en place par la loi de 1976 a donc fait ses preuves, et pourrait s'appliquer à d'autres zones de conservation. Les financements publics (Etat et municipalité) assurent environ 40% du montant des travaux. Occupants et propriétaires de l'immeuble doivent payer certains montants, et accepter la perception d'une taxe additionnelle. Ce programme se poursuit donc depuis vingt ans avec succès: les logements réhabilités ont gardé leurs caractéristiques sociales, les locataires ont fait preuve d'une grande cohésion face aux propositions de réparations et à l'augmentation, peu élevée il est vrai, des coûts de l'habitat. Certains immeubles en sont à leur deuxième réhabilitation. Pourtant ce programme a fonctionné sur des bases tout à fait particulières, puisqu'il ne s'agit pas de sauvegarder un quartier ou des immeubles anciens, mais de maintenir debout des immeubles dont la qualité esthétique est faible, et qui se trouvent dispersés dans différents quartiers de Bombay, dans un tissu urbain très mélangé et sans caractère traditionnel. Dans ce cas, donc, le patrimoine est considéré d'un point de vue uniquement social et économique: les chawls de Bombay sont réhabilités et entretenus parce que, pour la communauté dans son ensemble (et non pas pour les propriétaires ou pour les promoteurs), il est plus profitable de prolonger la durée de vie d'un immeuble vétuste et de voir l'investissement se reporter vers d'autres placements plus productifs. D'autre part, le maintien d'un habitat relativement populaire en centre ville, s'il est considéré d'un mauvais oeil par les spéculateurs, est considéré comme sain par les autorités municipales. Du fait que la réhabilitation ne porte que sur le gros-

oeuvre, et du fait de la cohésion forte des locataires, on n'a pratiquement pas assisté au phénomène de réappropriation par la classe moyenne supérieure (*gentrification*) qui souvent accompagne ce type d'opérations.

Il reste difficile d'introduire l'esthétique dans la réglementation ou dans le mode de fonctionnement de la ville indienne. Tout au plus peut-on, dans une atmosphère de sensibilités religieuses exacerbées, mettre en avant la liaison toujours vivante entre le quartier, la culture et les modes de vie. Finalement, on peut se demander si ce n'est pas le regard extérieur qui, en Inde, peut réconcilier le citadin et son patrimoine, qui peut lui permettre, par exemple, de rétablir une liaison entre un espace privé propre et pur et un espace public pollué, profondément coupés l'un de l'autre dans l'esprit et dans les faits. Finalement, c'est bien ce regard extérieur qui peut amener, de façon authentique, à la réhabilitation complète du site: ainsi, Bhaktapur, au Népal, a été réhabilitée avec des objectifs de restauration d'un environnement culturel et symbolique, d'amélioration des conditions sanitaires, mais aussi et surtout pour créer des emplois et permettre aux revenus du tourisme d'affluer régulièrement dans la ville (Milbert 1980). Cette opération n'a été possible que parce qu'un acteur extérieur, en l'occurrence la coopération allemande, agissait comme catalyseur.

Malgré bien des préventions, on est alors obligé de constater que les seules réhabilitations de quartiers anciens en Inde se sont produites selon le schéma archiconnu de la "découverte" par les "marginiaux", artistes et intellectuels, suivis de la classe moyenne supérieure et des touristes. La "*gentrification*" serait donc la seule force capable financièrement de venir au secours d'un patrimoine se définissant en termes esthétiques, culturels et historiques? Force est de constater que toutes les opérations de réhabilitation de centres anciens comptent sur ce phénomène pour leur équilibre financier, en s'en défendant. Le tourisme, toujours pervers mais dont la place est si particulière puisqu'il est noyé dans une masse d'activités, et l'accès de la classe moyenne supérieure à un habitat traditionnel réhabilité, "élitiste", paraissent être, aujourd'hui, les seules chances de survie d'une certaine idée de "l'héritage" et de la conservation: une telle affirmation choque car elle va à l'encontre des discours, mais elle est confirmée par les faits.

Bibliographie

Berque, A., Tokyo, vers l'auto-référence, in *Les Cahiers de la Recherche Architecturale* n° 35 - 36, 1995, pp. 235 - 244

Couté, P., Léger, J.M., (Ed.), *Bénarès, un voyage d'architecture*, Paris, Editions Créaphis, 1989

Gaboriau, M., Villes de toile et villes de pierre. Les capitales mogholes étaient-elles des camps? in *Les Cahiers de la Recherche Architecturale* n°35 - 36, 1995

Grimaud, V., Thèse, Paris,

Jaffrelot, Ch., (Ed.), *L'Inde contemporaine de 1950 à nos jours*, Paris, Fayard, 1996

Joshi, M.C., Pande, B.M., The Archeological Survey of India, in *Architecture + Design*, vol.6, n° 1, Nov. Dec. 1989, pp. 29 - 31

Milbert, I., Les paris de la rénovation de Bhaktapur (Népal), in *Revue Métropolis*, 1980

Milbert, I., "La législation de contrôle des loyers à Bombay", in *Les Cahiers du CERCOL* (Paris II), (Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Urbanisme, la construction et le logement) n° 1, 1985 (pp. 150-173)

Milbert, I., Heritage conservation facing decentralisation: issues at stake. communication au colloque international *Urban renewal in housing areas of traditional Chinese/European cities*, organisé par l'Ecole d'Architecture de Bordeaux, l'Ecole d'Architecture de Trondheim (Norvège) et l'Université de Quinhua (Pékin), Juillet 1996

Nanda, R., Delhi's forgotten village, in *India Magazine*, New-Delhi, April 1996, pp. 46 - 52

Ribeiro, E.F.N., Urban Conservation and Rehabilitation in India: the Tasks Ahead, in Singh, K., Steinberg, F., (Eds), *Urban India in Crisis*, New Age International, New Delhi, 1996, pp. 409 - 419

Steinberg, F., Conservation and Rehabilitation of Urban Heritage in Developing Countries, in *Habitat International*, Vol. 20, n° 3, pp. 463-475, 1996

Sundaram, P.S.A., The Redevelopment of Old and Dilapidated Buildings in Bombay, communication au séminaire franco-indien "*Villes, architectures, participation*" dans le cadre de l'Année de l'Inde en France, Ministère de la Recherche, Paris, miméo, Février 1986.

Thapar, B.K., Reflections on the Role of INTACH in India's Conservation Movement, in *Architecture + Design*, vol.6, n° 1, Nov. Dec. 1989, pp. 32 - 33

Thoenig, J.C., Les politiques publiques, in *Traité de Science Politique*, Tome IV, Paris, P.U.F., 1985

Van Dun (P.) Docter (R.), *The Urban Heritage as a Cultural, Social and Economic Asset*, mimeo, for the Ministry of Welfare, Health and Cultural Affairs of the Netherlands, 1993

Viaro, A., A la recherche d'un patrimoine perdu. la politique de conservation à Singapour, in *Les Cahiers de la Recherche Architecturale* n° 35 - 36, 1995, pp. 153 - 170

Isabelle Milbert, politologue et juriste, est Directeur Adjoint (chargée de la recherche) à l'Institut Universitaire d' Etudes du Développement (Genève). Elle y enseigne la gestion urbaine et les problèmes liés à la décentralisation. Elle est responsable du groupe de travail sur l'urbanisation au sein de l'EADI (European Association of Development Institutes) et associée au programme de recherche ORSTOM - CNRS (PIR Villes) "Pratiques résidentielles et mobilités spatiales à Delhi", qui lui a permis d'effectuer le travail de terrain dont est tiré cet article. Sa thèse d'Etat en droit, soutenue à Paris II, a traité des politiques d'habitat et d'urbanisme en Inde. Ses publications récentes sur l'Asie du Sud portent sur l'aménagement urbain (villes nouvelles, réhabilitation de bidonvilles, gestion de l'environnement), les politiques économiques et sociales, les stratégies des agences de coopération internationales, la lutte contre la pauvreté et les politiques de renforcement des gouvernements locaux.

Photos: Surendra RAJAN